

A

ABADIE (François), sénateur (Hautes-Pyrénées) RDE, puis RDSE.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995) ; puis vice-président (JO Lois et décrets du 6 octobre 1995).

ABOUT (Nicolas), sénateur (Yvelines) RI-A.

Elu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Secrétaire de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne (JO Lois et décrets des 13 et 14 octobre 1995).

Membre suppléant de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (JO Lois et décrets du 19 octobre 1995).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues portant modification des dispositions applicables aux agglomérations nouvelles [n° 0115 (95-96)] (6 décembre 1995) - Villes.

Rapport d'information, fait, au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne, sur la 3ème Conférence interparlementaire de suivi de Schengen, qui s'est tenue à Luxembourg les 8 et 9 décembre 1995 [n° 0155 (95-96)] (21 décembre 1995) - Union européenne.

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 223 (JO Débats du 30 novembre 1995) (p. 3409) - Ministère : Transports - *Conditions de créations et d'extensions de réseaux de transport en Ile-de-France* - Réponse le 13 décembre 1995 (p. 4255) - Transports

INTERVENTIONS

- **Conclusions du rapport de M. Pierre Fauchon**, fait au nom de la commission des lois, sur : la proposition de loi (n° 406, 94-95) de M. Jacques Larché déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à la responsabilité pénale des élus locaux pour des faits d'imprudence ou de négligence commis dans l'exercice des fonctions ; la proposition de loi (n° 255, 94-95) de M. Claude Huriet relative à la protection pénale des exécutifs locaux à raison des actes commis dans l'exercice de leurs fonctions ; et la proposition de loi (n° 361, 94-95) de M. Hubert Haenel déposée avec plusieurs de ses collègues, visant à étendre aux districts les règles applicables à la responsabilité des syndicats de communes pour les

accidents survenus aux membres de leur comité et à leur président, en complétant l'article L.164-5 du code des communes [n° 406-255-361 (94-95)] - (26 octobre 1995) - **Discussion générale** (p. 2301, 2302) : effets pervers du nouveau code pénal. Assimilation des élus aux chefs d'entreprises. Groupe de travail issu de la commission des lois. Ambiguïté du texte de cette proposition de loi. Risque d'interprétation jurisprudentielle subjective. Renversement de la charge de la preuve. Interprétation de la notion de "diligences normales". Exemple d'accidents sur la voie publique. Son amendement tendant à limiter la responsabilité des élus à des cas de faute personnelle, grave ou intentionnelle. Responsabilité civile des collectivités locales à l'égard des victimes - **Avant l'art. 1er** (p. 2319) : sur l'amendement n° 9 du Gouvernement (exemption de la faute d'imprudence ou de négligence en cas de manquement à une obligation de sécurité), intervient sur le sous-amendement n° 15 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (qualification de la faute d'imprudence ou de négligence 1° à l'exception des accidents du travail - 2° à l'exception des accidents de la circulation).

- **Suite de la discussion** - (14 novembre 1995) - **Art. 1er** (*mise en cause de la responsabilité pénale des élus pour des faits d'imprudence ou de négligence*) (p. 2497) : son amendement n° 1 : limitation des cas de condamnation pénale des élus locaux à des fautes personnelles, graves, lourdes ou intentionnelles ; retiré.

ADNOT (Philippe), sénateur (Aube) NI.

Secrétaire du Sénat.

Réélu secrétaire du Sénat (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire du Haut conseil du secteur public (JO Lois et décrets du 7 juillet 1995).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à relever de 18,60% à 20,60% le taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée à compter du 1er août 1995 (19 juillet 1995).

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Environnement [n° 0077 (95-96), tome 3 annexe 19] (21 novembre 1995) - Lois de finances.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 22 (JO Débats du 24 novembre 1995) (p. 2820) - Ministère : Equipement - *Modernisation de la ligne SNCF Paris-Bâle* - Réponse le 24 novembre 1995 (p. 2820) - Société nationale des chemins de fer français (SNCF)

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture** [n° 0089 (94-95)] - **Suite de la discussion** - (11 janvier 1995) - En remplacement de M. Roland du Luart, rapporteur pour avis de la commission des finances - **Art. 8 bis** (*exonération du paiement du droit de timbre pour les sociétés agricoles*) (p. 186) : son amendement rédactionnel

n° 107 ; adopté - **Avant l'art. 7** (p. 188) : son amendement n° 106 : exonération de l'impôt de 5000 F pour les exploitants agricoles individuels lorsqu'ils font apport de leur exploitation à une société civile agricole ; retiré (précédemment réservé p. 183).

- **Suite de la discussion** - (12 janvier 1995) - **Avant l'art. 35** (p. 279) : son amendement, soutenu par M. André Maman, n° 292 : mesures favorisant l'investissement dans les propriétés rurales ; retiré - **Après l'art. 39** (p. 295) : son amendement, soutenu par M. Yann Gaillard, n° 305 : modernisation de l'économie de l'appellation d'origine contrôlée Champagne ; adopté.

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement, suivie d'un débat [n° 0294 (94-95)]** - (24 mai 1995) (p. 599) : approbation par la Réunion administrative des sénateurs non-inscrits des orientations indiquées et des mesures proposées par le Premier ministre. Changement de mentalité. Concurrence internationale dans le domaine économique. (p. 600) : assure le Premier ministre du soutien de la Réunion administrative des sénateurs non-inscrits.

- **Projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours [n° 0217 (94-95)]** - **Suite de la discussion** - (29 juin 1995) - **Art. 16** (*mise à disposition de biens à titre gratuit*) (p. 736) : intervient sur l'amendement n° 20 de la commission (modalités de remboursement des emprunts contractés).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 [n° 0379 (94-95)]** - **Suite de la discussion** - (27 juillet 1995) - **Art. 6** (*versement au budget général des crédits de la dotation de développement rural*) (p. 1612) : intervient sur les amendements de suppression n° 36 de M. Robert Vizet, n° 58 de M. Alain Vasselle et n° 89 de M. Jean-Pierre Masseret - **Avant l'art. 9** (p. 1629) : son amendement n° 6 : droits de mutation applicables aux transactions immobilières ; rejeté. (p. 1636) : se déclare favorable à l'amendement de la commission n° 13 (extension du dispositif à certaines entreprises publiques et à leurs filiales) - **Après l'art. 21** (p. 1665) : son amendement n° 7 : faculté pour les collectivités locales d'accorder des exonérations de taxe professionnelle ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Environnement

- (1er décembre 1995) - Rapporteur spécial de la commission des finances (p. 3514, 3517) : stabilité des crédits budgétaires. Politique de l'eau. Plan "Loire grandeur nature". Institut national de l'environnement industriel et des risques, INERIS. Parc national de la forêt guyanaise. Muséum national d'histoire naturelle. Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, ADEME. Fonds d'intervention pour la qualité de la vie, FIQV. Moyens de l'Institut français de l'environnement. Ressources des agences de l'eau. Dation en paiement au profit du Conservatoire du littoral. Fonds national pour le développement des adductions d'eau, FNDAE. Accepte ce projet de budget.

Articles non rattachés :

- **Suite de la discussion** - (9 décembre 1995) - **Après l'art. 59 quater** (p. 4172, 4173) : se déclare favorable à l'amendement n° II-90 de M. Jacques Oudin (exonération d'un certain nombre de taxes pour les entreprises nouvelles quelle que soit la zone dans laquelle elles s'installent sur décision des collectivités locales). Problème de certains

secteurs défavorisés qui ne sont pris en compte ni dans les cartes de la DATAR, ni dans le zonage européen -

Art. 59 quinquies (*assujettissement à la taxe professionnelle des activités de production de graines, semences et plans effectuées par l'intermédiaire de tiers*) (p. 4179) : son amendement n° II-160 : assujettissement des entreprises de production de graines, semences et plans à partir de 30 000 000 de francs de chiffre d'affaires ; retiré au profit de l'amendement analogue n° II-146 de la commission - **Après l'art. 59 septies** (p. 4187) : son amendement n° II-108 : modification de certaines dispositions relatives aux groupements de communes et perturbant gravement le fonctionnement des fonds départementaux de péréquation de taxe professionnelle ; retiré - **Avant l'art. 59 nonies** (p. 4196) : ses amendements n° II-128 : exonération des coopératives d'approvisionnement ; retiré au profit de l'amendement analogue n° II-149 de la commission, et n° II-129 de conséquence ; retiré.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 [n° 0119 (95-96)]** - **Suite de la discussion** - (20 décembre 1995) - **Après l'art. 23 bis** (p. 4575) : son amendement n° 6 : TVA dans les établissements de restauration qui pratiquent uniquement la consommation sur place ; retiré.

AILLIÈRES (Michel d'), sénateur (Sarthe) RI.

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Vice-Président de la commission des affaires étrangères.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur la proposition de résolution [n° 236 (94-95)], présentée en application de l'article 73 bis du Règlement par MM. Christian de La Malène et Jacques Oudin sur le projet de directive de la Commission modifiant la directive de la Commission 90/388/CEE concernant la suppression des restrictions à l'utilisation des réseaux câblés de télévision pour la fourniture de services de télécommunications (n° E-385) [n° 0251 (94-95)] (13 avril 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 avril 1995) - **Union européenne**.

Participation au rapport d'information, au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une visite effectuée à Bruxelles aux sièges de l'OTAN et de l'UEO le 10 janvier 1995 [n° 0257 (94-95)] (19 avril 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 avril 1995) - **Défense**.

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée au Mali et au Gabon du 29 janvier au 5 février 1995 [n° 0258 (94-95)] (19 avril 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 avril 1995) - **Mali Gabon**.

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement relative à la situation en ex-Yougoslavie, suivie d'un débat** - (7 juin 1995) (p. 628, 630) : action humanitaire des soldats français de la FORPRONU. Impuissance de l'ONU. Organisation et financement de la force de réaction rapide. Le groupe des RI apportera son concours au Gouvernement.

ALLIOT-MARIE (Michèle), *ministre de la jeunesse et des sports.*

Fin de ses fonctions ministérielles (démission du Gouvernement le 11 mai 1995) (JO Lois et décrets du 12 mai 1995).

ALLONCLE (Michel), *sénateur (Charente) RPR.*

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995) ; puis secrétaire (JO Lois et décrets du 6 octobre 1995).

Délégué titulaire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 19 octobre 1995).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires culturelles, à la suite d'une mission effectuée en Colombie et au Venezuela du 25 janvier au 2 février 1995 [n° 0244 (94-95)] (5 avril 1995) - Amérique latine.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 326 (94-95)] autorisant la ratification du protocole additionnel à l'accord général de coopération entre les Etats de la Commission de l'Océan Indien [n° 0039 (95-96)] (18 octobre 1995) - Traités et conventions.

Avis, présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Défense - Gendarmerie [n° 0080 (95-96), tome 5] (21 novembre 1995) - Lois de finances.

INTERVENTIONS

- *Projet de loi autorisant la ratification du protocole additionnel à l'accord général de coopération entre les Etats de la Commission de l'Océan Indien [n° 0326 (94-95)] - (25 octobre 1995) - Rapporteur de la commission des affaires étrangères - Discussion générale (p. 2250) : promotion des intérêts français dans la région. Ouverture et développement de l'île de la Réunion.*

- *Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)] Deuxième partie :*

Défense

- (6 décembre 1995) - Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, pour la section "gendarmerie" (p. 3858, 3859) : rôle de la gendarmerie hors des frontières. Insuffisance des effectifs. Création d'emplois civils dans les états-majors militaires. Plan Vigipirate. Conséquences de la suppression de la franchise postale pour la gendarmerie. Rénovation du parc immobilier. Revalorisation des carrières. Avis favorable à l'adoption des crédits de la gendarmerie.

ALLOUCHE (Guy), *sénateur (Nord) SOC.*

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Juge titulaire de la Haute Cour de justice ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 27 octobre 1995).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi étendant dans les territoires d'outre-mer certaines dispositions du code de la route et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte (12 janvier 1995).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant la loi n° 88-1028 du 9 novembre 1988 portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998 et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer (12 janvier 1995).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 18 (JO Débats du 22 décembre 1995) (p. 00194652) - Ministère : Intérieur - *Situation dans la police* - Réponse le 22 décembre 1995 (p. 4653) - Police

INTERVENTIONS

- *Projet de loi organique modifiant la loi n° 88-1028 du 9 novembre 1988 portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998 et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer [n° 0169 (94-95)] - (11 janvier 1995) - Explication de vote sur l'ensemble (p. 153, 154) : vote du projet de loi organique par le groupe socialiste. Accords de Matignon de 1988. Drame d'Ouvéa.*

- *Projet de loi étendant dans les territoires d'outre-mer certaines dispositions du code de la route et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte [n° 0170 (94-95)] - (11 janvier 1995) - Après l'art. 10 (p. 161, 163) : se déclare opposé à l'amendement n° 1 de M. René-Georges Laurin (modification de la rédaction dans un sens plus large) - Explication de vote sur l'ensemble (p. 169) : vote de ce projet de loi par le groupe socialiste.*

- *Projet de loi organique modifiant la loi n° 88-1028 du 9 novembre 1988 portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998 et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 0214 (94-95)] - (18 janvier 1995) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 494) : avec le groupe socialiste, votera le texte élaboré par la CMP.*

- *Projet de loi étendant dans les territoires d'outre-mer certaines dispositions du code de la route et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 0215 (94-95)] - (18 janvier 1995) - Discussion générale (p. 498) : initiative de l'Assemblée nationale. Avec le groupe socialiste, votera l'amendement de suppression du Gouvernement.*

- *Projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours [n° 0217 (94-95)] - (27 juin 1995) - Discussion générale (p. 655, 657) : services départementaux d'incendie et de secours, SDIS. Sapeurs-pompiers. Maires. Responsabilité pénale des élus locaux. Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques. Communautés urbaines. Financement des SDIS. Demande une participation de l'Etat pour les*

départements contraints de se doter de moyens de secours adaptés à de grandes infrastructures. Compagnies d'assurance. Service de santé et de secours médical. SAMU.

- **Suite de la discussion** - (28 juin 1995) - **Art. 2** (*compétences et missions des services d'incendie et de secours*) (p. 698) : sur l'amendement n° 2 de la commission (participation aux secours d'urgence), s'oppose au sous-amendement n° 116 de M. Alain Vasselle (insertion de l'adverbe "éventuellement" après les mots "ils concourent, avec"). (p. 699, 700) : se déclare opposé à l'amendement n° 3 de la commission (définition des missions des services d'incendie et de secours en matière de secours d'urgence aux personnes). Problème de l'évacuation d'urgence - **Après l'art. 3** (p. 702) : soutient l'amendement n° 124 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (mise en place d'un contrôle technique des immeubles vétustes) - **Art. 4** (*règlement opérationnel*) (p. 703) : intervient sur l'amendement n° 101 de M. Alain Vasselle (mise en oeuvre et coordination des moyens par le préfet et le maire) - **Après l'art. 4** (p. 704) : intervient sur l'amendement n° 85 de M. André Jourdain (possibilité pour le maire de solliciter les sapeurs-pompiers résidant dans la commune pour des activités d'intérêt général ou humanitaire). Extension du champ des compétences des sapeurs-pompiers et coût de leurs interventions - **Art. 7** (*schéma départemental d'analyse et de couverture des risques*) (p. 710) : au nom du groupe socialiste, se déclare favorable à l'amendement n° 59 de M. Robert Pagès (élaboration du schéma départemental en concertation avec les élus locaux, les représentants des usagers, les représentants des organisations syndicales représentatives). Conditions d'élaboration du schéma. (p. 711) : se déclare favorable à l'amendement n° 6 de la commission (avis conforme du conseil d'administration du SDIS sur l'ensemble du schéma départemental d'analyse et de couverture des risques). Notion d'avis conforme - **Art. 8** (*gestion des sapeurs-pompiers professionnels*) (p. 715) : se déclare opposé à l'amendement n° 104 de M. Alain Vasselle (nomination sur avis conforme du maire) - **Art. 9** (*nomination des sapeurs-pompiers volontaires officiers ou chefs de centre dans le corps départemental*) (p. 717) : intervient sur l'amendement n° 9 de la commission (gestion par le SDIS des sapeurs-pompiers volontaires membres du corps départemental). Corps départemental des sapeurs-pompiers.

- **Suite de la discussion** - (29 juin 1995) - **Art. 16** (*mise à disposition de biens à titre gratuit*) (p. 737) : intervient sur l'amendement n° 66 de M. Robert Pagès (introduction d'une clause permettant la renégociation des emprunts) - **Art. 41** (*frais de formation des sapeurs-pompiers volontaires*) (p. 776) : intervient sur l'amendement de M. Alain Vasselle n° 114 (financement de la formation par le service départemental d'incendie et de secours) - **Art. 51** (*exceptions au champ d'application de la loi*) (p. 781) : soutient l'amendement de M. Albert Pen n° 130 (organisation d'un service territorial d'incendie et de secours à Saint-Pierre-et-Miquelon) - **Après l'art. 53** (p. 782) : son amendement n° 131 : droits des assemblées des communautés urbaines ; adopté - **Section 4 du chapitre II du titre II** (*précédemment réservée p. 739*) (*dispositions particulières aux communautés urbaines - supprimée par l'Assemblée nationale*) (p. 799) : soutient l'amendement de rétablissement de M. Pierre Mauroy n° 125. (p. 800) : uniformisation et décentralisation. Possibilité pour les communautés urbaines de ne pas faire partie de l'établissement public - **Art. 26** (*précédemment réservé p. 739*) (*composition du conseil d'administration*) (p. 804, 805) : se déclare favorable à l'amendement de la commission n° 24 (répartition entre les communes et les établissements publics de coopération intercommunale) et du Gouvernement n° 137 (modalités d'attribution des sièges aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale) et opposé à l'amendement n° 25 de la commission (désignation du président du conseil général comme membre de droit du conseil d'administration) ainsi qu'au vote de cet article - **Art. 29** (*précédemment réservé p. 739*) (*élection du président et du vice-président du conseil d'administration*)

(p. 805, 806) : se déclare opposé à l'amendement de la commission n° 27 (désignation du président du conseil général comme président de droit du conseil d'administration) - **Art. 43** (*précédemment réservé p. 739*) (*participation aux frais d'intervention du service départemental d'incendie et de secours*) (p. 807, 808) : son amendement n° 129 : interventions à titre gratuit sauf exceptions ; rejeté. Responsabilité des citoyens. Définition du service public applicable à tous les départements - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 810) : solidarité entre les départements. Egalité des services rendus pour les secours. Evaluation financière pour la seconde lecture. A une exception près, l'ensemble du groupe socialiste votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi portant amnistie [n° 0341 (94-95)]** - (17 juillet 1995) - **Art. 4** (*amnistie d'actes d'insoumission et de désertion*) (p. 1073, 1074) : se déclare opposé à l'amendement n° 3 de la commission (suppression de l'amnistie du crime de désertion en cas de guerre suivie d'un complot et de la désertion à l'étranger en cas de guerre suivie d'un complot). Caractère inapplicable de cette disposition.

- **Suite de la discussion** - (18 juillet 1995) - **Art. 26** (*infractions exclues de l'amnistie*) (p. 1148) : se déclare opposé à l'amendement n° 17 de M. Christian Bonnet (manifestations pacifiques contre l'interruption volontaire de grossesse).

- **Projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique, modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire et abrogeant les dispositions relatives à la Communauté et les dispositions transitoires [n° 0374 (94-95)]** - (24 juillet 1995) - **Discussion générale** (p. 1337, 1338) : historique de l'utilisation du référendum. Taux d'abstention. Contradictions de ce projet de loi. Elargissement du champ référendaire et restriction du domaine de la loi (article 34 de la Constitution). Diminution du rôle du Parlement. Extension des pouvoirs du Président de la République. Risque d'usage dangereux du référendum. (p. 1339) : référence à sa situation de Français rapatrié d'Algérie. Projet de loi dangereux pour l'avenir. Nécessité d'un avis public du Conseil constitutionnel. Menace pour l'état de droit. (p. 1340, 1342) : évocation d'un contrôle de constitutionnalité au cours de la discussion du projet de loi de 1984. Exemple parisien de la suppression des aides sociales aux non-Français de souche. Importance d'un vote lors du débat parlementaire préalable. Tradition gaulliste. Référendum sur l'école. Se déclare favorable à l'organisation d'une session unique du Parlement. Réforme imparfaite. Maîtrise de l'ordre du jour. Calendrier des travaux du Parlement. Inscription des propositions de loi. Cumul des mandats et dysfonctionnement du Parlement. Au nom du groupe socialiste, n'est pas favorable à ce projet de loi constitutionnelle.

- **Suite de la discussion** - (25 juillet 1995) - **Art. 1er** (*l'extension du champ du référendum législatif*) (p. 1388, 1389) : son amendement de suppression n° 37 ; devenu sans objet. (p. 1394, 1396) : sur l'amendement n° 6 de la commission (extension du champ du référendum et procédure parlementaire, cas de la proposition de loi), ses sous-amendements issus des amendements n° 38 à 42, n° 38 : cas du vote par l'Assemblée nationale d'une motion de censure ; n° 40 et n° 39 : extension du champ référendaire ; n° 41 et n° 42 : restrictions apportées au champ référendaire ; rejetés. (p. 1400) : mise au point sur la présentation de l'ensemble des sous-amendements modifiant l'amendement n° 6 précité de la commission et explications de vote. (p. 1403, 1404) : sur l'amendement n° 6 précité de la commission, son sous-amendement n° 75 : soumission du projet de loi référendaire à un débat suivi d'un vote ; rejeté. (p. 1406) : article 89 de la Constitution. (p. 1411) : intervient sur le sous-amendement n° 70 de M. Michel Caldaguès (absence de vote à l'issue du débat), modifiant l'amendement n° 6 précité de la commission. Interrogation

sur le référendum. (p. 1413) : intervient sur son sous-amendement n° 40 (extension du champ référendaire), modifiant l'amendement n° 6 précité de la commission. (p. 1416) : sur l'amendement n° 6 précité de la commission, son sous-amendement n° 44 : contrôle de constitutionnalité du texte soumis au référendum par le Conseil constitutionnel ; rejeté. (p. 1421) : contrôle de constitutionnalité des seules lois votées par le Parlement. Garantie du respect de la Constitution par le Président de la République. (p. 1422) : sur l'amendement n° 6 précité de la commission, son sous-amendement n° 43 : détermination des modalités d'application du présent article par une loi organique ; rejeté. Taux de participation au référendum. (p. 1424) : exemple du vote obligatoire en Belgique - **Art. 2 (le passage à une session ordinaire unique de neuf mois et le régime des séances)** (p. 1431, 1432) : sur l'amendement n° 7 de la commission (ouverture et fermeture de la session ordinaire, fixation du nombre maximum de jours de séance à cent vingt, jours supplémentaires de séance, semaines de séance, détermination des jours et horaires par le règlement de chaque assemblée), son sous-amendement n° 76 : suppression de la mention du nombre de jours de séance ; rejeté. (p. 1433) : sur l'amendement n° 7 précité de la commission, son sous-amendement n° 77 : suppression de la mention relative à la détermination des jours et des horaires ; rejeté. Son amendement n° 49 : suppression des dispositions relatives aux jours de séance ; devenu sans objet. (p. 1435, 1436) : intervient sur l'amendement n° 7 précité de la commission. Fixation d'un plafond pour le nombre de jours de séance - **Après l'art. 3** (p. 1443) : son amendement n° 64 : constitutionnalisation des commissions d'enquête ; rejeté. (p. 1444, 1445) : son amendement n° 65 : suppression du vote bloqué ; rejeté - **Art. 3 bis (temps consacré aux questions et à l'examen des propositions de loi)** (p. 1447) : sur l'amendement n° 8 de la commission (maintien du principe d'une séance par semaine réservée par priorité aux questions des parlementaires et mise en place d'une séance par mois réservée par priorité à l'ordre du jour fixé par l'assemblée), ses sous-amendements n° 78 : remplacement du mot "assemblée" par les mots "chaque assemblée" ; adopté ; et n° 51 : remplacement du mot "séance" par le mot "jour" ; retiré. Son amendement n° 52 : droit pour chaque groupe politique d'inscrire à l'ordre du jour au moins trois propositions de loi de son choix ; devenu sans objet - **Après l'art. 3 bis** (p. 1461) : se déclare favorable à l'amendement n° 9 de la commission (possibilité pour l'assemblée de se prononcer sur une motion de la commission approuvée par la majorité des membres qui la composent, tendant à l'adoption du texte en discussion modifié par les amendements proposés ou acceptés par la commission, le rejet de la motion entraînant le passage à la discussion des articles). Participation à la rédaction du rapport visant à rénover le travail parlementaire. Exemple du Parlement italien. Importance du débat d'idées dans le travail parlementaire. Nécessité de trouver une solution pour faire face au nombre croissant d'amendements déposés - **Après l'art. 5** (p. 1464, 1465) : son amendement n° 54 : incompatibilité entre les fonctions ministérielles et un mandat local et impossibilité pour les ministres de retrouver leur siège lorsque leurs fonctions prennent fin ; rejeté - **Art. 6 (par priorité) (le nouveau régime de l'inviolabilité parlementaire)** : son amendement de suppression n° 68, soutenu par M. Michel Charasse ; retiré - **Après l'art. 5 (suite)** (p. 1475, 1476) : son amendement, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 55 : ajout des mots "temporaire ou définitif" après les mots "le remplacement" ; rejeté. Ses amendements, soutenus par M. Michel Charasse, n° 56 : extension du domaine de la loi aux contraventions ; n° 57 : mention des taxes parafiscales dans les impositions de toute nature ; n° 58 : compétence du Parlement pour créer les établissements publics ; n° 59 : compétence du Parlement pour fixer le statut des fonctionnaires des autres collectivités publiques ; n° 60 : suppression de l'indication que la loi détermine les principes fondamentaux ; n° 61 : soumission automatique au Conseil constitutionnel de l'ensemble des projets d'ordonnance ; n° 62 : caducité des ordonnances non adoptées dans le délai fixé par la loi d'habilitation ; n° 63 : augmentation du nombre des commissions permanentes ; n° 66 : délai d'examen du

projet de loi de finances ; et n° 67 : démission du Gouvernement lorsqu'un projet de loi référendaire est repoussé ; rejetés. (p. 1479) : nombre de commissions à l'Assemblée nationale et au Sénat.

- **Suite de la discussion - (26 juillet 1995) - Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1496, 1497) : revalorisation du Parlement. Débat sans vote. Pouvoirs institutionnels du chef de l'Etat. Domaines d'application du référendum. Le groupe socialiste votera contre cette révision.

Deuxième lecture [n° 0397 (94-95)] - (28 juillet 1995) - Discussion générale (p. 1712, 1713) : définition des principes politiques, économiques et sociaux, figurant dans le préambule de la constitution de 1946. Nécessité d'un contrôle constitutionnel de la question référendaire. (p. 1714) : référendum et place du débat portant sur une déclaration du Gouvernement. Session unique et cumul des mandats. Plafond des jours de séance. Le groupe socialiste votera contre ce projet de loi, même s'il est d'accord sur le principe de la pratique référendaire et de la session unique - **Art. 1er (l'extension du champ du référendum législatif)** (p. 1720) : son amendement n° 5 : soumission au contrôle préalable du Conseil constitutionnel des projets de loi organique et ordinaire avant la consultation par référendum ; rejeté. Le groupe socialiste votera contre l'article 1er. Moment où se situe le débat sur la déclaration du Gouvernement dans chacune des assemblées. Constate que la politique économique et sociale recouvre tous les problèmes - **Après l'art. 1er** (p. 1723) : son amendement, soutenu par M. Michel Charasse, n° 6 : instauration d'un contrôle de constitutionnalité sur les projets qui ont un caractère ordinaire ou organique ; rejeté - **Art. 2 (le passage à une session ordinaire unique de neuf mois et régime des séances)** (p. 1723, 1725) : ses amendements, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 7 et n° 8 : mention seulement du début et de la fin de la session unique ; rejetés ; n° 9 : suppression de toutes les mentions relatives au nombre de jours de séance, ainsi qu'aux jours, horaires, semaines et jours supplémentaires de séance ; rejeté ; soutenus par M. Michel Charasse, n° 10 et n° 11 : fixation des jours, des semaines et des heures de séance par le règlement des assemblées, sous réserve de texte constitutionnel de valeur supérieure traitant de cette matière ; rejetés - **Art. 6 (le nouveau régime de l'inviolabilité parlementaire)** (p. 1729) : ses amendements, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 12 : autorisation de l'assemblée pendant la durée des sessions et du bureau en dehors de cette période pour toute demande d'arrestation ou toute mesure privative ou restrictive de liberté ; et n° 13 : suppression de la limitation de la suspension des poursuites à la durée de la session ; rejetés - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1735) : adoption du projet de loi conforme. Crainte à propos de l'extension du référendum et de l'inviolabilité parlementaire. Le groupe socialiste votera contre le projet de loi constitutionnelle.

- **Congrès du Parlement: vote sur le projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire unique, modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire et abrogeant les dispositions relatives à la Communauté et les dispositions transitoires - (31 juillet 1995) - Explications de vote** (p. 7, 8) : danger de l'extension du champ d'application de la procédure du référendum. Contrôle de constitutionnalité. Affaiblissement du Parlement. Session parlementaire unique. Immunité parlementaire. Vote des sénateurs socialistes contre le projet de révision de la Constitution.

- **Projet de loi portant adaptation de la législation française aux dispositions de la convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime et tendant à améliorer la lutte contre le trafic de stupéfiants [n° 0611 (93-94)] - Suite de la discussion - (18 octobre 1995) - Après l'art. 4** (p. 1896) : se déclare opposé à l'amendement n° 22 de M. Jacques Larché (levée du secret professionnel auquel sont astreintes les administrations qui, à l'occasion de leur

mission, peuvent acquérir la connaissance d'informations utiles au service TRACFIN). Collectivités locales et situation de l'emploi.

- **Projet de loi relatif à la partie législative du code général des collectivités territoriales [n° 226(1994-1995)]** - (24 octobre 1995) - **Explications de vote sur l'ensemble (p. 2223)** : démarche de codification. Règles relatives à la fonction publique territoriale. Principe de la codification à droit constant. Vote de ce projet de loi par le groupe socialiste.

- **Proposition de loi tendant à faire du 20 novembre une journée nationale des droits de l'enfant [n° 0387 (94-95)]** - (14 novembre 1995) - **Discussion générale (p. 2509, 2510)** : au nom du groupe socialiste, se déclare favorable à cette initiative et votera sans réserve cette proposition de loi. Célébration de cette journée dans les écoles. Solidarité des enfants sur le plan national et mondial.

- **Projet de loi organique pris pour l'application des dispositions de la loi constitutionnelle n° 95-880 du 4 août 1995 qui instituent une session parlementaire ordinaire unique [n° 0027 (95-96)]** - (15 novembre 1995) - **Discussion générale - commune avec celle du projet de loi n° 28 (95-96) (p. 2574)** : révision constitutionnelle et instauration d'une session unique. Problème de la revalorisation du rôle du Parlement. Modalités de présentation des demandes de levée d'immunité parlementaire. Modification du règlement du Sénat. (p. 2575) : organisation des travaux du Sénat depuis le début de la session. Projet de loi sur la prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes. Proposition de loi relative à la responsabilité pénale des élus locaux. Nombreux projets de loi dont le contenu relève essentiellement du pouvoir réglementaire. Débat sur la protection sociale. (p. 2576) : législation par ordonnances. Non respect par le Gouvernement des engagements pris à l'égard du pays. Le groupe socialiste votera le projet de loi organique mais s'abstiendra lors du vote du projet de loi ordinaire.

- **Projet de loi pris pour l'application des dispositions de la loi constitutionnelle n° 95-880 du 4 août 1995 qui instituent une session parlementaire ordinaire unique [n° 0028 (95-96)]** - (15 novembre 1995) - **Discussion générale - commune avec celle du projet de loi organique n° 27 (95-96) - Voir intervention sous le projet de loi organique n° 27 (p. 2574, 2576).**

- **Projet de loi modifiant la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 modifiée, relatif à la commission pour la transparence financière de la vie politique [n° 0093 (95-96)]** - (21 décembre 1995) - **Discussion générale (p. 4659, 4660)** : le groupe socialiste votera ce projet de loi. Rôle de la commission pour la transparence financière de la vie politique. Utilité de la déclaration de patrimoine des responsables politiques. Rappel de l'extension à certains dirigeants d'entreprises ou d'organismes d'HLM. Décrets d'application en attente. Respect du caractère confidentiel de la déclaration.

- **Proposition de loi tendant à faciliter la transformation des districts urbains en communautés urbaines [n° 0143 (95-96)]** - (21 décembre 1995) - **Discussion générale (p. 4665, 4666)** : apports de l'intercommunalité. Réserves sur la forme de la proposition de loi. Souhait d'un travail différent du Parlement. Avec le groupe socialiste, favorable à l'intercommunalité, ne prendra pas part au vote.

- **Projet de loi relatif à la partie législative du code général des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 0109 (95-96)]** - (21 décembre 1995) - **Art. 1er et**

dispositions annexées (code général des collectivités territoriales) - Art. L. 5215-1 du code général des collectivités territoriales (p. 4683) : son amendement n° 5 : application à la communauté urbaine des lois et règlements concernant les communes ; retiré - **Après l'art. 8 (p. 4684)** : se déclare favorable à l'amendement n° 24 de la commission (validation des délibérations prises en ce qui concerne les groupes de délégués dans les communautés urbaines).

ALPHANDÉRY (Edmond), ministre de l'économie.

Fin de ses fonctions ministérielles (démission du Gouvernement le 11 mai 1995) (JO Lois et décrets du 12 mai 1995).

ALTHAPÉ (Louis), sénateur (Pyrénées-Atlantiques) RPR.

Elu secrétaire du Sénat (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales ; puis membre de la commission des affaires économiques (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement - Deuxième lecture [n° 0139 (94-95)]** - (16 janvier 1995) - **Art. 19 (obligations des propriétaires riverains des cours d'eau non domaniaux) (p. 373)** : son amendement, soutenu par M. Emmanuel Hamel, n° 194 : obligation d'entretien des canaux d'arrosage désaffectés ; retiré - **Après l'art. 21 ter (p. 378)** : ses amendements n° 196 : intitulé de la division ; et n° 197 : entretien des terrains non bâtis portant atteinte à l'environnement ; retirés.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Agriculture, pêche et alimentation

- (28 novembre 1995) (p. 3308, 3309) : classement des communes en zone de montagne. Communes des Pyrénées-Atlantiques.

AMELINE (Nicole), secrétaire d'Etat à la décentralisation.

dans le Gouvernement Juppé le 18 mai 1995 (JO Lois et décrets du 19 mai 1995).

Fin de ses fonctions ministérielles (démission du Gouvernement le 7 novembre 1995) (JO Lois et décrets du 8 novembre 1995).

AMOUDRY (Jean-Paul), sénateur (Haute-Savoie) UC.

Elu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire de la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité (JO Lois et décrets du 18 octobre 1995).

Membre titulaire du Haut conseil du secteur public (JO Lois et décrets du 27 octobre 1995).

ANGLADE (Magdeleine), sénateur (Paris) RPR.

N'était pas candidate aux élections sénatoriales du 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

ARRECKX (Maurice), sénateur (Var) RI.

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

ARTHUIS (Jean), sénateur (Mayenne) UC.

Cessation de son mandat sénatorial le 18 juin 1995 (JO Lois et décrets du 20 juin 1995).

puis, *ministre du développement économique et du Plan* dans le Gouvernement Juppé le 18 mai 1995 (JO Lois et décrets du 19 mai 1995).

Fin de ses fonctions ministérielles le 26 août 1995 (JO Lois et décrets du 26 août 1995).

puis, *ministre de l'économie, des finances et du Plan* dans le même Gouvernement le 26 août 1995 (JO Lois et décrets du 27 août 1995).

Fin de ses fonctions ministérielles (démission du Gouvernement le 7 novembre 1995) (JO Lois et décrets du 8 novembre 1995).

puis, *ministre de l'économie et des finances* dans le deuxième Gouvernement Juppé le 7 novembre 1995 (JO Lois et décrets du 8 novembre 1995).

En qualité de ministre de l'économie et des finances

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]

Discussion générale :

- (21 novembre 1995) (p. 2659, 2664) : maintien de notre cohésion sociale, de notre crédibilité internationale et de la libre détermination de notre politique économique. Impérative nécessité de réduire les déficits publics. Incertitudes sur l'évolution de la croissance. Atouts fondamentaux de l'économie française. Charge de la dette publique. Réforme de l'Etat, de la protection sociale et des prélèvements fiscaux.

- *Suite de la discussion* - (22 novembre 1995) (p. 2725, 2731) : difficulté de réaliser des économies budgétaires accentuée par les contraintes de la procédure parlementaire. Office d'évaluation des choix budgétaires. Mise à la disposition du Parlement de magistrats de la Cour des comptes. Réforme de la procédure de préparation administrative du budget. Débat parlementaire d'orientation budgétaire. Perspectives de croissance. Réforme et modernisation des prélèvements obligatoires, en concertation avec le Parlement. Abattement forfaitaire de 20% lié à l'impôt sur le revenu. Encadrement des stock-options. Niveau actuel des prélèvements obligatoires et affectation d'une partie des ressources votées en 1995 à l'exonération des cotisations sociales. Réaménagement envisageable de la taxe intérieure sur les produits pétroliers, TIPP. Non intégration du produit des privatisations aux recettes budgétaires

courantes. Difficulté d'ajuster en cours d'année les dotations de l'Etat aux collectivités. Suppression de la contribution de l'Etat à l'UNEDIC pour 1996. Application prévisible des nouvelles taxes d'habitation en 1998. Dispositions fiscales encourageant les investissements à risque. Elaboration d'instruments permettant une gestion patrimoniale de l'Etat. Compensation partielle de la suppression des franchises postales par des dotations spécifiques aux collectivités. Justification de la prise en charge par le Fonds de solidarité vieillesse d'une contribution au budget annexe des prestations sociales agricoles, BAPSA. Stabilisation des cotisations à la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales, CNRACL. Augmentation des concours financiers de l'Etat aux collectivités supérieures à l'augmentation des dépenses du budget général depuis 1988. Rappel des objectifs du pacte de stabilité financière entre l'Etat et les collectivités. Inconvénients d'une augmentation prématurée du taux minimum de taxe professionnelle basé sur la valeur ajoutée des entreprises. Préservation des services publics locaux, éléments essentiels de l'aménagement du territoire. Gestion du patrimoine forestier. Rôle de l'Office national des forêts. Loyer des logements sociaux. Augmentation des crédits affectés à l'aide personnalisée au logement, APL. Renforcement du contrôle des entreprises nationalisées non destinées à la privatisation. Mise en place d'instruments de suivi de gestion de ces entreprises. Rapport sur leur situation consolidée et lettres de mission à leurs présidents. Augmentation des dépenses de personnel en 1996 due à l'accord salarial de novembre 1993, à la rénovation de la classification des rémunérations et à la revalorisation de la fonction enseignante. Gel nécessaire du point de la fonction publique. Création d'emplois et transformation d'emplois de vacataires en emplois statutaires. Baisse des impôts souhaitable mais conditionnée par la maîtrise des dépenses et par la réduction des déficits publics. Réflexion globale sur les prélèvements sociaux et fiscaux. Modification de la fiscalité de l'épargne préalable à une baisse des impôts sur les revenus du travail. Nécessaire collaboration du Gouvernement et du Parlement pour la recherche d'économies en amont de l'élaboration de la loi de finances.

Discussion des articles de la première partie :

- **Avant l'art. 2** (p. 2735) : s'oppose à l'amendement n° I-144 de M. Jean-Pierre Masseret (plafonnement de l'avantage fiscal procuré par des réductions d'impôt de forte ampleur) - **Art. 2 (barème de l'impôt sur le revenu)** (p. 2738) : s'oppose aux amendements n° I-145 de M. Jean-Pierre Masseret (revalorisation du barème de l'impôt sur le revenu en fonction de la hausse des prix), n° I-48 de Mme Marie-Claude Beaudeau (modification du barème de l'impôt sur le revenu) et n° I-49 de M. Paul Lorient (indexation de l'estimation du forfait "logement-nourriture"). (p. 2740) : association du Parlement à la réflexion sur la réforme des prélèvements obligatoires - **Après l'art. 2** (p. 2741, 2742) : demande le retrait des amendements de M. Philippe de Gaulle n° I-219 et n° I-220 (défiscalisation des cotisations afférentes au régime complémentaire d'assurance en cas de dépendance médicale). (p. 2744) : s'oppose à l'amendement de M. Jean-Pierre Masseret n° I-148 (suppression du régime d'imposition taxant la plus-value d'acquisition selon le régime des plus-values immobilières) - **Après l'art. 3** : s'oppose à l'amendement n° I-53 de Mme Marie-Claude Beaudeau (alignement des détenteurs de plans d'actions sur le régime général en matière d'imposition des traitements et salaires) - **Après l'art. 2 (suite)** (p. 2745) : s'oppose à l'amendement n° I-159 de M. Jean-Pierre Masseret (plafond du revenu imposable pour bénéficier d'avantages fiscaux). (p. 2746) : demande le retrait de l'amendement n° I-11 de M. Xavier de Villepin (engagement sur l'honneur pour les expatriés d'affecter leur bien immobilier à l'habitation principale dès leur retour en France). (p. 2749) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Claude Beaudeau n° I-50 (majoration de 5 000 francs du plafond des dépenses éligibles au titre de la réduction d'impôt pour frais de garde d'enfants), n° I-231 (prise en compte de la situation des nouveaux retraités dans l'établissement de l'impôt sur le revenu), ainsi qu'à

l'amendement n° I-147 de M. Jean-Pierre Masseret (modification du plafond des dépenses éligibles à la réduction d'impôt) - **Art. 2 bis** (*aménagement des différences de traitement fiscal entre concubins et couples mariés ayant un ou plusieurs enfants à charge*) (p. 2752) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Claude Beauceau n° I-91 de suppression et n° I-92 (application des règles d'imposition des couples mariés pour tout couple demandant une déclaration commune) ainsi qu'à l'amendement n° I-149 de M. Jean-Pierre Masseret (transposition en matière d'impôt sur le revenu des dispositions existantes en matière d'impôt sur la fortune dans le cas de concubinage) - **Après l'art. 2 bis** (p. 2754) s'oppose à l'amendement n° I-51 de M. Paul Loridant (abaissement de l'âge auquel les anciens combattants peuvent bénéficier d'une demi-part de quotient familial supplémentaire). (p. 2755) : demande le retrait de l'amendement n° I-137 de M. Paul d'Ornano (alignement des contribuables français résidant à l'étranger sur le même traitement fiscal que les contribuables français résidant en France) - **Avant l'art. 3** : s'oppose à l'amendement n° I-150 de M. Jean-Pierre Masseret (suppression de la prime fiscale de 1 000 francs liée à l'assurance-vie) - **Après l'art. 3** : s'oppose à l'amendement n° I-54 de Mme Marie-Claude Beauceau (seuil d'exonération des droits de succession des primes capitalisées en vertu des contrats d'assurance-vie) - **Art. 3** (*limitation du champ d'application de la réduction d'impôt accordée au titre des contrats d'assurance-vie*) (p. 2760, 2761) : avantages fiscaux de l'assurance-vie. Epargne-retraite. Seuils d'imposition. (p. 2762) : demande le retrait des amendements n° I-239 de M. Jean-Pierre Masseret (bénéfice de la réduction d'impôt limitée aux contrats antérieurs au 20 décembre 1995) et n° I-261 de M. Philippe Marini (rétablissement de la neutralité fiscale entre les contrats à primes périodiques et les autres contrats). (p. 2764) : s'oppose à l'amendement n° I-52 de Mme Marie-Claude Beauceau (relèvement du seuil d'imposition permettant de bénéficier des avantages fiscaux de l'assurance-vie) - **Art. 4** (*champ d'application de l'abattement de 8 000 F. et de 16 000 F. applicable aux revenus de capitaux mobiliers*) (p. 2766, 2767) : demande le retrait des amendements de M. Philippe Marini n° I-263 (augmentation du taux d'imposition des plus-values) et n° I-196 (seuil d'imposition) ainsi que de l'amendement n° I-2 de M. Francis Grignon (rétablissement partiel de l'abattement fiscal sur les revenus des obligations, des comptes à terme et des capitaux de même nature). (p. 2768) : épargne populaire - **Après l'art. 4** (p. 2769 à 2771) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Claude Beauceau n° I-55 (prise en compte des revenus financiers des ménages et des entreprises dans le cadre du financement de la protection sociale), n° I-56 (majoration du prélèvement libérateur sur les plus-values de cessions d'actifs financiers - taux réduit de TVA sur les opérations de construction de logements bénéficiant des PLA-PALULOS) et n° I-57 (institution d'une taxe sur les transactions de placements obligataires et abaissement du taux de la TVA) - **Avant l'art. 5** (p. 2772) : s'oppose à l'amendement n° I-151 de M. Jean-Pierre Masseret (neutralité fiscale entre les couples mariés et les couples concubins) - **Art. 5** (*actualisation du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune et limitation des effets du plafonnement en fonction du revenu*) (p. 2772) : accepte l'amendement n° I-269 de M. Xavier de Villepin (extension de l'exonération de l'impôt de solidarité sur la fortune aux parts de sociétés civiles immobilières propriétaires d'un monument historique, pour leur fraction représentative des objets mobiliers exposés). (p. 2773) : s'oppose à l'amendement de Mme Marie-Claude Beauceau n° I-58 (modification du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune). (p. 2775) : s'oppose à l'amendement de M. Bernard Joly n° I-217 (suppression du paragraphe IV de l'article 5 relatif au plafonnement de l'impôt de solidarité sur la fortune). Valeur marchande d'un monument historique. Demande le retrait des amendements n° I-17 de la commission (clause de sauvegarde pour les victimes du déplafonnement lorsque celui-ci affecte ceux pour qui l'habitation principale constitue l'essentiel du patrimoine) et n° I-197 de M. Philippe Marini (possibilité de déduire de la cotisation à l'ISF pour les propriétaires de monuments

historiques le déficit foncier engendré par lesdits biens). (p. 2776) : valeur marchande des biens appelant d'importants investissements au titre de réparations. (p. 2777) : contribution de l'Etat aux frais engagés par les propriétaires de monuments historiques. (p. 2778) : indispensable vigilance au regard de la gestion fiscale.

- **Suite de la discussion** - (23 novembre 1995) - **Après l'art. 5** (p. 2788) : s'oppose aux amendements n° I-59 de Mme Danielle Bidard-Reydet (intégration dans l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune des oeuvres d'art, des objets d'antiquité et de collection dont la valeur est supérieure à douze millions de francs) et n° I-152 de M. Jean-Pierre Masseret (prise en compte dans l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune des objets d'art, d'antiquité ou de collection et des droits de la propriété littéraire, artistique et industrielle dont la valeur dépasse 2,3 millions de francs). (p. 2789) : s'oppose aux amendements n° I-61 de Mme Marie-Claude Beauceau (extension de l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune aux biens industriels dont la valeur est supérieure à 12 millions de francs) et n° I-153 de M. Jean-Pierre Masseret (extension de l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune aux biens industriels dont la valeur est supérieure à 5 millions de francs). (p. 2794) : s'oppose à l'amendement n° I-62 de Mme Marie-Claude Beauceau (augmentation de l'abattement fiscal applicable aux donations entre particuliers). (p. 2796) : accepte l'amendement n° I-63 de Mme Marie-Claude Beauceau (relèvement de l'abattement successoral pour frais funéraires), modifié par le sous-amendement n° I-278 de M. Philippe Marini (montant de cet abattement) qu'il accepte également. (p. 2797) : accepte l'amendement n° I-42 de M. Claude Huriet (exonération de droits de mutation par décès appliquée aux indemnités versées ou dues aux personnes contaminées par le virus du sida) - **Avant l'art. 6** (p. 2798) : s'oppose à l'amendement n° I-64 de Mme Marie-Claude Beauceau (relèvement du taux de l'impôt sur les sociétés et différenciation de son application) - **Après l'art. 15 bis** : s'oppose à l'amendement n° I-178 de M. Jean-Pierre Masseret (relèvement du taux de l'impôt sur les sociétés) - **Art. 6** (*réforme de la transmission d'entreprise*) (p. 2800, 2801) : bien fondé des droits de succession dans le cas d'une entreprise. Transmission d'entreprises et succession. Dispositions du code civil en matière de donation. Transmission d'entreprises agricoles. (p. 2806) : son amendement de précision rédactionnelle n° I-280 ; devenu sans objet. (p. 2807, 2809) : s'oppose aux amendements n° I-154 de suppression de M. Jean-Pierre Masseret et n° I-232 de Mme Marie-Claude Beauceau (donation par acte passé devant notaire ou auprès des services fiscaux). Demande le retrait de l'amendement n° I-200 de M. Philippe Marini (relèvement de la limite d'âge des donateurs de 65 à 69 ans). S'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de la commission n° I-19 (droits de succession plafonnés à 100 millions de francs en valeur et en pleine propriété) et n° I-18 (avantage fiscal étendu aux transmissions d'entreprises qui assurent aux donataires la majorité des droits de vote attachés aux parts ou actions émises par la société) et sur ce dernier, demande le retrait du sous-amendement n° I-199 de M. Philippe Marini (sociétés cotées en bourse). S'oppose aux amendements identiques n° I-65 de Mme Marie-Claude Beauceau et n° I-155 de M. Jean-Pierre Masseret (exonération de droits de mutation limitée à 10 millions de francs pour chacun des donataires). S'oppose aux amendements analogues n° I-9 de M. Jean-Jacques Hyest et n° I-41 de M. Jean-Jacques Robert (acte notarié pour les donations conformément aux dispositions du code civil) ainsi qu'aux amendements identiques n° I-252 de M. Bernard Seillier et n° I-257 de M. Alex Türk (référence aux dispositions du code civil). S'oppose aux amendements de M. Philippe Marini n° I-201 (limite d'âge pour les donateurs portée de 65 à 69 ans), n° I-202 (report de la date limite d'application du dispositif au 31 décembre 1998) et n° I-203 de coordination et accepte les amendements de la commission n° I-20 (report de la date limite d'application du dispositif au 31 décembre 1997) et n° I-21 (âge du défunt ramené à moins de 60 ans en cas de décès accidentel).

- Suite de la discussion - (24 novembre 1995) - **Après l'art. 11 (suite)** (p. 2890) : s'oppose à l'amendement n° I-78 de Mme Marie-Claude Beaudeau (révision des critères actuels d'attribution de la dotation de solidarité urbaine). Cavalier budgétaire. (p. 2891) : s'oppose à l'amendement n° I-79 de Mme Marie-Claude Beaudeau (abrogation de la surcompensation entre régimes de retraite). Dispositions relatives aux cotisations des communes et hôpitaux publics à la CNRA. (p. 2892) : s'oppose à l'amendement n° I-80 de Mme Marie-Claude Beaudeau (incidence de la révision des bases d'imposition cadastrale sur la situation des finances locales). Rapport déposé en septembre 1992. Logiciels informatiques. Loi de 1990 instituant une pondération entre les communes ayant des logements sociaux et les autres - **Art. 12 (aménagement du plafonnement des cotisations de taxe d'habitation en fonction du revenu)** (p. 2893, 2894) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Pierre Masseret n° I-165 de suppression et n° I-166 (rétablissement de l'indexation), ainsi qu'à l'amendement n° I-81 de Mme Marie-Claude Beaudeau (modification du niveau du dégrèvement partiel des contribuables de la taxe d'habitation et du taux). Dispositif visant à responsabiliser les élus locaux vis-à-vis des contribuables - **Après l'art. 12** (p. 2895, 2896) : discussion d'amendements relevant de la deuxième partie de la loi de finances. Demande le retrait de l'amendement n° I-209 de M. Philippe Marini (problème du "déverrouillage" des taux de taxe professionnelle), car il s'engage à apporter une réponse au problème posé, à l'occasion de la discussion du collectif budgétaire de fin d'année. S'oppose aux amendements de Mme Marie-Claude Beaudeau n° I-82 (libre fixation des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation et de la taxe professionnelle par les collectivités locales) et de M. René Régnault n° I-169 (dispositions relatives à la mise en place des groupements à fiscalité propre). (p. 2897) : s'oppose à l'amendement n° I-83 de Mme Marie-Claude Beaudeau (plafonnement de la cotisation des redevables de la taxe d'habitation et de la taxe professionnelle) - **Art. 13 (pérennisation de la majoration pour frais d'assiette et de recouvrement des impôts directs locaux)** (p. 2899) : caractère alarmant de la situation budgétaire. S'oppose aux amendements identiques de suppression n° I-84 de Mme Marie-Claude Beaudeau, n° I-170 de M. Jean-Pierre Masseret et n° I-210 de M. Philippe Marini, ainsi qu'à l'amendement n° I-85 de Mme Marie-Claude Beaudeau (majoration des frais de rôle et d'assiette des impôts locaux) - **Art. 14 (modification des tarifs des taxes intérieures de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel, TIPP et TICGN, et aménagement de la redevance perçue au profit du fonds de soutien aux hydrocarbures)** (p. 2905, 2906) : réduction relative de l'écart entre les taxes pesant sur les gazoles et les taxes pesant sur les supercarburants sans plomb. Problème du traitement différent selon qu'il s'agit d'une consommation de gazole par un transporteur à des fins professionnelles ou d'une consommation par un véhicule de tourisme. Directive européenne. Concurrence dans le secteur du transport routier. S'oppose aux amendements identiques de suppression n° I-93 de Mme Marie-Claude Beaudeau, n° I-171 de M. Jean-Pierre Masseret, ainsi qu'à l'amendement n° I-94 de Mme Marie-Claude Beaudeau (nouvelle rédaction prévoyant une baisse généralisée de la TIPP appliquée à l'ensemble des carburants routiers). Demande le retrait de l'amendement n° I-31 de la commission (augmentation de deux centimes du tarif de la TIPP applicable au gazole et diminution en conséquence des tarifs applicables aux autres carburants routiers) ainsi que du sous-amendement n° I-279 de M. Philippe Marini le modifiant (réduction du tarif de la TIPP applicable aux supercarburants sans plomb et aux supercarburants plombés). Demande également le retrait des amendements de M. Philippe Marini n° I-211 (modification des lignes du tableau relatives aux supercarburants sans plomb et aux supercarburants plombés), n° I-212 (modification du tarif de la TIPP applicable au gazole et mécanisme de remboursement en faveur des professionnels). S'oppose aux amendements de Mme Marie-Claude Beaudeau n° I-95 (suppression du rapport au Parlement destiné à montrer les conséquences de l'utilisation du gazole sur l'environnement) et n° I-96 (affectation d'une part

représentative du produit de l'augmentation de la TIPP à la recherche en matière de lutte contre la pollution automobile). Accepte l'amendement n° I-32 de la commission (dépôt d'un rapport au Parlement sur les conséquences de l'utilisation du gazole, notamment sur la santé publique). (p. 2907) : demande la rectification de l'amendement n° I-32 pour qu'y soit intégrée la référence à la santé publique. (p. 2908, 2909) : intervient sur l'amendement n° I-31 précité de la commission en demandant au Sénat de ne pas l'adopter. Difficultés de la profession des transporteurs routiers soumise à la concurrence européenne - **Après l'art. 14** (p. 2910) : s'oppose à l'amendement n° I-97 de Mme Marie-Claude Beaudeau (rétablissement du système d'augmentation annuelle de la taxe intérieure sur les produits pétroliers) - **Art. 14 bis (exonération des plus-values de cessions des parts d'OPCVM utilisées pour l'achat de véhicules automobiles neufs)** (p. 2912) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Pierre Masseret n° I-172 de suppression et de Mme Marie-Claude Beaudeau n° I-98 (diminution du seuil d'exonération des plus-values de cessions d'actifs financiers) - **Après l'art. 14 bis** (p. 2914) : s'oppose à l'amendement n° I-99 de Mme Marie-Claude Beaudeau (augmentation du montant du taux de prélèvement libératoire pour les détenteurs d'obligations) - **Art. 14 ter (revalorisation des taux de redevance des mines d'hydrocarbures)** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de suppression n° I-34 de la commission - **Art. 18 (détermination de l'enveloppe des concours de l'Etat aux collectivités locales)** (p. 2927) : projet de "pacte de stabilité financière" entre l'Etat et les collectivités territoriales. Situation des finances publiques. (p. 2928) : décentralisation. Communication devant le comité des finances locales. Volonté d'aboutir à un déficit inférieur à 3 % du PIB. Progression minimale pendant trois ans de l'ensemble des dotations constituant une enveloppe normée. Dotation de compensation pour la taxe professionnelle. Cotisation minimale de taxe professionnelle. (p. 2929, 2930) : rôle de la commune. Investissements des collectivités territoriales. Discussion de la proposition de loi tendant à rendre accessibles aux collectivités locales les fonds provenant des CODEVI. Effort de l'Etat et des collectivités territoriales en cette période financière difficile. (p. 2931) : mise en place d'un moratoire dans la formulation des normes du fait des difficultés financières liées à leur concrétisation. CNRA. Dotation de compensation pour la taxe professionnelle - **Demande de réserve** (p. 2934) : accepte la demande de réserve de la commission tendant à réserver l'article 18, ainsi que les amendements et les sous-amendements qui l'affectent, jusqu'après l'examen de l'article 19 - **Art. 19 (suppression de la première part de la dotation globale d'équipement des communes)** (p. 2939) : sur l'amendement n° I-282 de la commission (éligibilité à la DGE des communes de moins de 15 000 habitants et des groupements de moins de 20 000 habitants avec un potentiel fiscal inférieur à 1,4 fois le potentiel fiscal moyen par habitant), son sous-amendement n° I-294 : admission au bénéfice de la DGE des communes dont le potentiel fiscal est inférieur à la moitié de la moyenne nationale et abaissement du seuil à 10 000 habitants ; adopté. (p. 2940) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° I-123 de Mme Marie-Claude Beaudeau et n° I-186 de M. Jean-Pierre Masseret, ainsi qu'à l'amendement n° I-124 de Mme Marie-Claude Beaudeau (attribution de l'enveloppe de la première part de la dotation globale d'équipement aux collectivités locales bénéficiant de l'attribution d'une part de la dotation de solidarité urbaine). Accepte l'amendement n° I-282 de la commission (éligibilité à la DGE des communes de moins de 15 000 habitants et des groupements de moins de 20 000 habitants avec un potentiel fiscal inférieur à 1,4 fois le potentiel fiscal moyen par habitant), sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° I-294 précité (admission au bénéfice de la DGE des communes dont le potentiel fiscal est inférieur à la moitié de la moyenne nationale et abaissement du seuil à 10 000 habitants). S'oppose à l'amendement n° I-187 de M. Marc Massion (maintien du bénéfice de la DGE pour les communes éligibles à la dotation de solidarité urbaine). Accepte les amendements de la commission n° I-283 (répartition de la dotation globale d'équipement des communes), n° I-285

(dispositions relatives au préciput constitué au profit des groupements), n° I-286 (modalités de répartition entre les départements des crédits de la dotation globale d'équipement attribués aux communes), n° I-287 (représentation des maires des communes dont la population n'excède pas 10 000 habitants) et n° I-288 (cas supplémentaire de consultation de la commission). (p. 2941, 2942): précision sur les communes particulièrement défavorisées qui se verront garantir la dotation globale d'équipement. Critère du potentiel fiscal. Problème des communes de l'outre-mer. Diminution du volume d'économie nécessaire sur la dotation de compensation pour la taxe professionnelle - **Avant l'art. 11 (précédemment réservé le 23 novembre 1995 p. 2848)** (p. 2944): s'oppose aux amendements de Mme Marie-Claude Beaudou n° I-70 (suppression progressive de l'abattement forfaitaire de 16 %) et n° I-71 (modulation de l'allègement de la taxe professionnelle par la prise en compte de l'allègement transitoire des bases de la taxe professionnelle de 16 %) - **Art. 11 (précédemment réservé le 23 novembre 1995 p. 2848) (cotisations minimum de taxe professionnelle)** (p. 2947, 2948): son amendement n° I-295: abaissement du seuil du chiffre d'affaires à 30 millions de francs; adopté. (p. 2950): son amendement n° I-296: prévision de 300 millions de francs de crédits supplémentaires en faveur de la dotation de compensation pour la taxe professionnelle; adopté. (p. 2951): s'oppose aux amendements de M. René Régnauld n° I-161 (instauration d'un relèvement progressif du taux de la cotisation minimale de taxe professionnelle et affectation du supplément d'imposition au Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle et au Fonds national de péréquation) et n° I-162 (taux de 0,5 %), ainsi qu'à l'amendement n° I-251 de M. Jean-Paul Delevoye (taux de 0,5 %). Sur l'amendement n° I-251 précité de M. Jean-Paul Delevoye, s'oppose aux sous-amendements de Mme Marie-Claude Beaudou n° I-73, n° I-74, n° I-75, n° I-72, n° I-290 et n° I-76. S'oppose aux amendements de M. René Régnauld n° I-163 (augmentation progressive du taux de cotisation minimale sur trois ans), de Mme Marie-Claude Beaudou n° I-233 (suppression de la clause de sauvegarde) et de M. René Régnauld n° I-164 (répartition de la dotation prévue à l'article 1647 E du code général des impôts par le comité des finances locales). Accepte l'amendement de la commission n° I-30 (fixation d'un plafond pour 1997 limitant le supplément d'impôt dû au titre de cette nouvelle cotisation) - **Art. 18 (suite)** (p. 2953): s'oppose aux amendements identiques de suppression n° I-118 de Mme Marie-Claude Beaudou et n° I-184 de M. Jean-Pierre Masseret, de Mme Marie-Claude Beaudou n° I-119 (exclusion de la dotation d'aménagement de l'enveloppe encadrée), n° I-120 (indexation de la progression de la dotation sur l'évolution de l'indice des prix majoré du taux de croissance de produit intérieur brut marchand), n° I-121 de repli et n° I-122 (suppression des dispositions liées à l'adaptation comptable), de M. Jean-Pierre Masseret n° I-185 (indexation sur l'indice des prix majoré de 50 % de la croissance), ainsi qu'au n° I-281 de M. Paul Loridant (fixation du montant de l'enveloppe "normée"). (p. 2954): propose d'accroître de 30 millions de francs la dotation prévue pour compenser le coût de l'affranchissement des plis par les maires suite à la suppression de la franchise postale.

- **Suite de la discussion - (25 novembre 1995) - Art. 21 (compensation de la suppression de la franchise postale des maires en tant que représentants de l'Etat)** (p. 3003): accepte l'amendement rédactionnel n° I-39 de la commission; sur cet amendement, son sous-amendement n° I-297; adopté - **Après l'art. 22** (p. 3005): demande le retrait de l'amendement n° I-6 de M. Jacques Oudin (relèvement de la redevance en faveur du Fonds national pour le développement des adductions d'eau, FNDAE) au profit de son amendement sur le même objet n° I-299. (p. 3007): accepte les amendements identiques n° I-16 de M. Pierre Hérisson et n° I-227 de M. Jacques Delong (allègement de la taxe perçue sur les sciages au profit du Fonds forestier national). (p. 3009): s'oppose aux amendements, sur le même objet, n° I-128 de Mme Marie-Claude Beaudou, n° I-216 de M. François Lesein, présenté

au nom de la commission des affaires culturelles, n° I-189 de M. Jean-Pierre Masseret et n° I-192 de M. Xavier Dugoin (augmentation du prélèvement sur les recettes de la Française des jeux au profit du Fonds national pour le développement du sport, FNDS) - **Art. 23 (affectation des recettes de privatisation)** (p. 3013, 3014): s'oppose aux amendements de Mme Marie-Claude Beaudou n° I-129 de suppression et n° I-130 (émission d'un emprunt obligatoire destiné au financement des déficits) - **Après l'art. 23** (p. 3015): s'oppose aux amendements de Mme Marie-Claude Beaudou, n° I-131 (abrogation de la loi de privatisation du 19 juillet 1993) et n° I-132 (nationalisation des entreprises privées assurant un service de distribution d'eau et d'assainissement) - **Art. 27 (diminution du taux de la taxe due par les entreprises de transports publics aériens au titre du fonds de péréquation des transports aériens)** (p. 3017): s'oppose à l'amendement n° I-133 de Mme Marie-Claude Beaudou (suppression de la taxe) - **Art. 28 (relèvement de la taxe due par les concessionnaires d'autoroutes)** (p. 3019): s'oppose aux amendements n° I-190 de suppression de M. Jean-Pierre Masseret et n° I-134 de Mme Marie-Claude Beaudou (suppression de la taxe). Demande le retrait de l'amendement n° I-40 de la commission (répercussion sur les péages par les concessionnaires d'autoroutes de la taxe d'aménagement du territoire) - **Art. 29 (frais d'assiette et de recouvrement des taxes affectés au Fonds des transports terrestres et des voies navigables)** (p. 3021): s'oppose à l'amendement de suppression n° I-135 de Mme Marie-Claude Beaudou - **Avant l'art. 31** (p. 3022): s'oppose à l'amendement n° I-136 de Mme Marie-Claude Beaudou (abrogation de la loi quinquennale du 24 janvier 1994 relative à la maîtrise des finances publiques) - **Art. 31 et Etat A annexé (équilibre général du budget)** (p. 3034, 3036): son amendement de coordination n° I-300; adopté - **Seconde délibération - Art. 14** (p. 3037): son amendement n° A-1: fiscalité des carburants; adopté avec l'ensemble des articles soumis à seconde délibération (p. 3054) - **Art. 16** (p. 3039): son amendement n° A-2: suppression de la possibilité pour les organismes collecteurs du 1 % logement d'accorder des prêts immobiliers à taux zéro; adopté avec l'ensemble des articles soumis à seconde délibération (p. 3054) - **Art. 22 quater** (p. 3040): son amendement de suppression n° A-3; adopté avec l'ensemble des articles soumis à seconde délibération (p. 3054) - **Art. 31 et Etat A** (p. 3052, 3054): son amendement de coordination n° A-4; adopté avec l'ensemble des articles soumis à seconde délibération (p. 3054) - **Sur l'ensemble de la première partie** (p. 3065, 3066): politique de réduction des déficits publics. Statistiques relatives à la consommation. Remerciements.

Articles de totalisation des crédits :

- (9 décembre 1995) - **Art. 51 et Etat H (tableau des dépenses pouvant donner lieu à reports de crédits de 1995-1996)** (p. 4140): son amendement n° II-192: actualisation du libellé du chapitre 44-82 "Prime à la reprise des véhicules automobiles anciens"; adopté.

Articles non rattachés :

- **Avant l'art. 53** (p. 4141): s'oppose à l'amendement n° II-161 de M. Jean-Pierre Masseret (obtention de l'exonération fiscale liée à la liquidation sur agrément du ministre chargé du budget). Encadrement suffisant du dispositif. Procédures concernant les abus de droit - **Art. 53 (aménagement du régime fiscal des plans d'options de souscription ou d'achat d'actions)** (p. 4142, 4143): s'oppose aux amendements de M. Jean-Pierre Masseret n° II-162 (réintroduction dans le barème de l'impôt sur le revenu des personnes physiques des gains tirés des stocks options) et de Mme Marie-Claude Beaudou n° II-45 (assimilation des revenus des stocks options au régime des salaires et imposition des revenus de 1995). Demande le retrait de l'amendement de M. Philippe Marini n° II-122 (cas des options attribuées sur autorisation d'une assemblée générale extraordinaire convoquée ou réunie avant le 20 septembre 1995) - **Art. 54 (révision des seuils**

d'imposition des plus-values sur cessions de valeurs mobilières et titres assimilés) (p. 4144) : s'oppose à l'amendement n° II-46 de Mme Marie-Claude Beaudeau (abaissement du seuil d'imposition à cent mille francs pour les opérations réalisées à compter du 1er janvier 1996). S'oppose à l'amendement n° II-139 de la commission (non-comptabilisation des cessions des OPCVM de capitalisation investies en titres de taux pour le calcul du seuil ouvrant droit à exonération d'impôt). (p. 4145, 4146) : ampleur des déficits publics. Question de la prise en compte de la durée de détention pour l'exonération. Demande le retrait de l'amendement n° II-83 de M. Michel Pelchat (exonération de l'impôt sur le revenu des plus-values réalisées lors de la cession de valeurs détenues depuis plus de huit ans). (p. 4147) : texte sur l'épargne-retraite. Encouragement de la consommation et de l'investissement productif. Mobilisation de logements pour les plus démunis - **Après l'art. 54** (p. 4148) : demande le retrait de l'amendement n° II-123 de M. Philippe Marini (calcul des plus-values en se référant, comme prix d'acquisition, au cours moyen du mois de décembre 1995 pour l'ensemble des titres cotés acquis avant le 1er janvier 1996). Concertation avec les professionnels chargés d'établir les bases de référence. Cours de la fin de l'année avec une légère décote. Mise en oeuvre du dispositif par une circulaire ou une instruction. (p. 4149) : demande le retrait de l'amendement n° II-140 de la commission (exonération de l'imposition sur les plus-values pour les contribuables décidant dans une période limitée dans le temps de convertir leurs OPCVM de capitalisation en titres éligibles au PEA). Réduction des déficits publics. Conjoncture économique. (p. 4150) : mesures pour l'orientation de l'épargne de proximité vers les fonds de capital-risque - **Art. 55** (*imputation sur le revenu global des déficits relevant des BIC*) (p. 4152, 4153) : équité fiscale. Pratiques en marge de l'économie, comme certains montages hôteliers. S'oppose aux amendements de la commission n° II-141 (interdiction de la remontée des déficits non professionnels lorsque ceux-ci sont liés à l'exploitation de biens placés sous un régime fiscal dérogatoire) et n° II-191 (extension du champ d'application de ce dispositif aux opérations déjà engagées mais non achevées). Problèmes techniques. (p. 4155, 4156) : dispositions visant à la fois les territoires et les départements d'outre-mer. Intérêt de la procédure d'agrément. Accepte les amendements identiques n° II-113 de M. Daniel Millaud et n° II-185 de M. Rodolphe Désiré (agrément tacite à l'expiration d'un délai de deux mois dans le cas d'un investissement n'excédant pas trois millions de francs). S'oppose aux amendements de M. Daniel Millaud n° II-110 (maintien du dispositif actuellement en vigueur pour les investissements réalisés outre-mer), n° II-111 (diversification des procédures auprès de la direction générale des impôts en fonction du montant de l'investissement) et n° II-112 (agrément tacite à l'expiration d'un délai de deux mois pour les investissements n'excédant pas dix millions de francs), ainsi qu'aux amendements de M. Simon Loueckhote n° II-180 (assouplissement de la procédure d'agrément des investissements défiscalisables dans le cadre de la loi Pons) et de M. Rodolphe Désiré n° II-184 (assouplissement de la procédure d'agrément des investissements défiscalisables dans le cadre de la loi Pons en fonction du secteur d'activité et du montant de l'investissement) - **Avant l'art. 57** (p. 4157) : s'oppose à l'amendement n° II-163 de M. Jean-Pierre Masseret (octroi des réductions d'impôt relatives aux travaux et frais concernant la résidence principale aux contribuables percevant les plus faibles revenus) - **Art. 57** (*prorogation de la réduction d'impôt pour dépenses de grosses réparations et d'amélioration des logements*) (p. 4158) : s'oppose à l'amendement n° II-47 de Mme Marie-Claude Beaudeau (maintien pour trois ans du dispositif ouvrant droit à réduction d'impôt pour dépenses liées à la mise en conformité calorifique et à l'amélioration de l'isolation de l'habitation principale) - **Après l'art. 57** : accepte l'amendement n° II-175 de M. Jacques Machet (suppression de la condition d'ancienneté pour les dépenses destinées à faciliter l'accès de l'immeuble aux personnes handicapées et à adapter leur logement). (p. 4159) : accepte les amendements de la commission n° II-142 (exonération des sociétés

anonymes de crédit immobilier de la taxe professionnelle pour leur activité d'avance à taux nul jusqu'au 31 décembre 2000) et n° II-143 (prorogation d'un an du régime d'exonération pendant deux ans des revenus fonciers provenant des logements que leurs propriétaires ont remis en location après qu'ils ont été vacants plus d'un an) - **Art. 59** (*abattement de taxe professionnelle au profit du secteur de la diffusion de la presse*) (p. 4160) : accepte les amendements identiques n° II-97 de M. Adrien Gouteyron et n° II-106 de M. Jean Cluzel (réduction de la base de taxe professionnelle des diffuseurs de presse, dans certaines conditions, à l'initiative des collectivités locales ou de leurs groupements dotés d'une fiscalité propre) - **Art. 59 bis** (*aménagement du régime des provisions afférentes aux oeuvres d'art acquises par les entreprises*) (p. 4161, 4162) : s'oppose à l'amendement n° II-99 de Mme Marie-Claude Beaudeau (suppression du régime des provisions pour pertes et charges) et accepte l'amendement n° II-144 de la commission (provision pour la dépréciation d'une oeuvre d'art acquise au titre de la politique de mécénat appréciée par un expert agréé près les tribunaux) - **Après l'art. 59 bis** : s'oppose à l'amendement n° II-48 de Mme Marie-Claude Beaudeau (majoration d'une demi-part du quotient familial pour les anciens combattants dès l'âge de 65 ans). (p. 4163) : demande le retrait de l'amendement n° II-13 de M. Pierre Lagourgue (prorogation du régime fiscal incitatif pour les acquisitions ou constructions de logements neufs à usage d'habitation ou locatif dans les départements et territoires d'outre-mer). S'oppose à l'amendement n° II-100 de Mme Marie-Claude Beaudeau (suppression de la possibilité donnée aux entreprises d'imputer sur les résultats bénéficiaires d'un exercice les résultats éventuellement déficitaires des trois exercices précédents). (p. 4164) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Claude Beaudeau n° II-49 (hausse du taux de la participation des employeurs au financement de la formation professionnelle) et n° II-50 (majoration du taux de la cotisation due au titre de la participation des entreprises de travail temporaire au développement de la formation professionnelle continue) - **Art. 59 ter** (*extension de l'exonération du prélèvement sur les bénéfices des entreprises pétrolières*) (p. 4165) : nécessité d'encourager la recherche pétrolière. S'oppose à l'amendement de suppression n° II-101 de Mme Marie-Claude Beaudeau - **Après l'art. 59 ter** (p. 4166) : accepte l'amendement n° II-145 de la commission (prorogation du dispositif d'exonération du gaz naturel utilisé dans les installations de cogénération jusqu'au 31 décembre 2000) - **Art. 59 quater** (*exonération de dépenses exposées à l'occasion de fouilles archéologiques*) (p. 4167) : demande le retrait des amendements de M. Jean-Pierre Masseret n° II-178 (précision relative à la qualité directe des dépenses) et n° II-179 (précision relative aux dépenses directes et manifestes visant la préservation du patrimoine enfoui). Notion de dépenses directes et indirectes - **Après l'art. 59 quater** (p. 4168) : déclin de la flotte marchande française. Comité interministériel de la mer du 26 octobre 1995. Demande le retrait de l'amendement n° II-89 de M. Jacques Oudin (remontée des déficits sur les revenus globaux pour les seuls navires, institution d'une déduction exceptionnelle de la base imposable et exonération des plus-values de cessions d'actifs en cas de réemploi dans d'autres navires sous pavillon français). Reprise des propositions contenues dans cet amendement dans l'ensemble des mesures gouvernementales en préparation. (p. 4169) : caractère urgent des mesures à prendre. (p. 4170) : s'oppose à l'amendement n° II-20 de M. Louis Minetti (exonération ou diminution des droits de mutation lors de la transmission d'exploitations agricoles familiales d'une valeur inférieure à dix millions de francs). Dispositif existant sur les droits de succession lors de la transmission de biens agricoles. (p. 4171, 4172) : remise en cause du dispositif prévu par la loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire. Cas de la Vendée. Inopportunité d'une telle disposition dans la loi de finances. Problème du report du délai accordé aux collectivités locales pour délibérer sur le principe d'exonération au profit des entreprises nouvelles. Demande le retrait de l'amendement n° II-90 de M. Jacques Oudin (exonération d'un certain nombre de taxes pour les

entreprises nouvelles quelle que soit la zone dans laquelle elles s'installent sur décision des collectivités locales). (p. 4173) : zonage. Loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire votée par le Sénat en 1994. (p. 4174) : sécurité juridique et fiscale. (p. 4175) : conséquences préjudiciables pour l'Etat du fait de l'instabilité juridique résultant des délibérations des collectivités locales. Réexamen du dossier des aides publiques et de leurs conséquences sur l'aménagement du territoire en collaboration avec le ministre de l'aménagement du territoire. Demande le retrait de l'amendement n° II-90 de M. Jacques Oudin, repris par M. Philippe Marini (exonération d'un certain nombre de taxes pour les entreprises nouvelles quelle que soit la zone dans laquelle elles s'installent sur décision des collectivités locales). (p. 4176) : danger des conséquences d'une révision aussi rapide de la loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire prévoyant des traitements différenciés sur le plan fiscal. Difficulté d'établir un zonage. S'oppose à l'amendement précité n° II-90 de M. Philippe Marini, retiré puis repris par M. Paul Loridant. (p. 4177) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Claude Beaudou n° II-51 (application de dispositions tendant à plafonner la taxe d'habitation) et n° II-52 (abaissement du seuil imposable pris en compte pour le plafonnement de la cotisation de taxe d'habitation) - **Art. 59 quinquies** (*assujettissement à la taxe professionnelle des activités de production de graines, semences et plans effectuées par l'intermédiaire de tiers*) (p. 4180) : définition des entreprises entrant dans le champ de la fiscalité agricole et de celles soumises à la taxe professionnelle. Préjudice financier subi par certaines communes. Nécessité d'établir un bilan de la profession. Sur l'amendement n° II-146 de la commission (assujettissement à partir de 30 000 000 de francs de chiffre d'affaires), demande le retrait des sous-amendements de M. Raymond Soucaret n° II-69 (assujettissement dès le premier centime de chiffre d'affaires) et n° II-194 (assujettissement à partir de dix millions de francs de chiffre d'affaires). (p. 4181) : difficulté technique liée au choix d'un seuil de chiffre d'affaires très bas. (p. 4182) : annonce des propositions du Gouvernement sur ce problème avant la fin 1996. Accepte l'amendement de la commission n° II-146 précité - **Après l'art. 59 quinquies** (p. 4183) : demande le retrait des amendements de M. Jean-Jacques Hyst n° II-120 et n° II-121 (exonération des bases de la taxe professionnelle accordée aux matériels de lutte contre la pollution et aux équipements de sécurité). Faculté pour les collectivités locales d'exonérer les entreprises concernées. Son amendement n° II-193 : modification du dispositif actuel de la taxe communale sur les appareils automatiques pour les forains ; adopté. Avis favorable du comité des finances locales - **Après l'art. 59 sexies** (p. 4185) : s'oppose à l'amendement n° II-75 de M. René Régnauld (suppression du lien existant entre les quatre taxes pour les groupements de communes à fiscalité propre). Accepte l'amendement n° II-183 de M. Philippe Marini (conditions de la majoration spéciale de la taxe professionnelle) - **Art. 59 septies** (*dégrèvement de la taxe foncière sur les propriétés non bâties afférente aux parcelles exploitées par de jeunes agriculteurs*) (p. 4186) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de suppression n° II-147 de la commission - **Après l'art. 59 septies** (p. 4186) : amendement ayant le caractère de cavalier budgétaire. Souhaite que les problèmes soulevés soient examinés dans un volet "collectivités territoriales" d'un projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier. Demande le retrait des amendements n° II-181 de M. Paul Girod, n° II-108 de M. Philippe Adnot et n° II-182 de M. Philippe Marini (modification de certaines dispositions relatives aux groupements de communes et perturbant gravement le fonctionnement des fonds départementaux de péréquation de taxe professionnelle). (p. 4188) : règlement de ces problèmes possibles pour les budgets 1997. (p. 4190) : s'oppose à l'amendement n° II-54 de Mme Marie-Claude Beaudou (possibilité offerte aux retraités et aux contribuables privés d'emploi d'opter pour un étalement des cotisations dues au titre de leur dernière période d'activité) et demande le retrait de l'amendement n° II-164 de M. Jean-Pierre Masseret (possibilité donnée aux associations d'aide

aux personnes en difficulté de ne plus être assujetties à la taxe sur les salaires) - **Avant l'art. 59 nonies** (p. 4193) : difficulté des organismes de retraite des artisans et commerçants et relèvement du taux de cotisations de la contribution sociale de solidarité des sociétés, CSSS. Elargissement de l'assiette de la CSSS. (p. 4194) : recherche d'une taxe directement assise sur une marge qui ne soit pas la valeur ajoutée. Mesures ponctuelles destinées à remédier au cas de taxation en cascade. Concurrence. Le Gouvernement, n'est pas favorable à une exonération de l'activité d'approvisionnement des coopératives. Indique qu'un coût excessif des amendements entraînerait une augmentation du taux de la CSSS. (p. 4197) : caractère polyvalent et diversifié des coopératives. Impossibilité de retenir le critère de l'activité d'approvisionnement. Volonté du Gouvernement d'éviter les taxations en cascades. S'oppose à l'amendement n° II-149 de la commission (exonération de la contribution sociale de solidarité des sociétés, CSSS, accordée aux coopératives d'approvisionnement pour la partie de leur chiffre d'affaires correspondant aux recettes reçues de leurs membres en contrepartie de l'activité d'approvisionnement) ainsi qu'aux amendements de M. Roland Courteau n° II-167 (exonération étendue à la part des recettes relative à l'activité d'approvisionnement que les coopératives agricoles réalisent avec leurs membres même si celles-ci sont polyvalentes), n° II-165 (suppression de l'assujettissement des coopératives agricoles à la contribution sociale de solidarité des sociétés, CSSS) et n° II-166 (suppression de l'assujettissement à la CSSS des opérations réalisées par les coopératives agricoles avec leurs adhérents). (p. 4199) : concertation avec le monde de la coopération pour étudier la situation fiscale spécifique des coopératives. (p. 4200) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° II-152 de M. Michel Souplet (exonération des coopératives agricoles d'insémination artificielle du versement de la contribution sociale de solidarité des sociétés). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° II-169 de M. Roland Courteau (exonération des coopératives agricoles d'insémination artificielle et de leurs unions du versement de la contribution sociale de solidarité des sociétés, CSSS). (p. 4203) : s'oppose aux amendements n° II-115 de M. Jacques Machet (exonération de la contribution sociale de solidarité des sociétés, CSSS, des caves coopératives vinicoles), aux amendements identiques n° II-133 de M. Gérard César et n° II-154 de M. Henri de Raincourt (exonération des coopératives agricoles se consacrant à la vinification de la contribution sociale de solidarité des sociétés, CSSS) ainsi qu'au n° II-168 de M. Roland Courteau (exonération des coopératives agricoles exerçant une activité de vinification de la contribution sociale de solidarité des sociétés, CSSS). (p. 4204, 4205) : s'oppose à l'amendement n° II-135 de M. Jacques de Menou (système de plafonnement de la contribution sociale de solidarité des sociétés, CSSS, fondé sur le nombre de salariés pour les coopératives agricoles se consacrant à l'organisation des ventes aux enchères ou à la première mise en marché de productions de leurs adhérents) - **Art. 59 nonies** (*neutralisation, au regard de la contribution sociale de solidarité des sociétés, CSSS, des opérations de vente de produits à l'intérieur du secteur coopératif agricole*) (p. 4207, 4208) : s'oppose aux amendements de M. Philippe de Bourgoing, n° II-98 (généralisation de la suppression des assujettissements en cascade à l'ensemble des coopératives) et de M. Roland Courteau, n° II-170 (neutralisation du chiffre d'affaires réalisé entre les coopératives et les sociétés d'intérêt collectif agricole, SICA, ou leurs filiales). Demande le retrait de l'amendement n° II-134 de M. Jacques de Menou (neutralisation du chiffre d'affaires réalisé entre les coopératives et leurs filiales de droit commun dans lesquelles elles détiennent ensemble ou séparément 50 % du capital), et accepte l'amendement n° II-136 de M. Jacques Oudin (exonération des opérations que les coopératives maritimes et leur union réalisent entre elles de la contribution sociale de solidarité des sociétés, CSSS) - **Après l'art. 59 nonies** (p. 4209, 4210) : son amendement n° II-195 : exonération, pour les groupements d'intérêt économique et les sociétés en nom collectif des ventes de biens, qu'ils réalisent avec leurs membres et associés qui détiennent une participation au moins égale à 10 % dans certaines conditions ; adopté.

S'oppose à l'amendement n° II-117 de M. Jean-Jacques Hyst (consolidation au niveau du groupe de la base sur laquelle est assise la contribution) et demande le retrait de l'amendement n° II-150 de la commission (dispositif évitant la double imposition frappant des entreprises concurrentes mettant en commun des activités). (p. 4211) : sur les amendements de M. Jacques Oudin, accepte le n° II-137 (exonération des coopératives d'avitaillement et d'armement de la contribution sociale de solidarité des sociétés, CSSS), s'oppose au n° II-138 (extension de l'exonération de la CSSS à la part des recettes relative aux activités d'avitaillement ou d'armement que les coopératives maritimes réalisent avec leurs membres) et demande le retrait du n° II-186 (extension aux produits de la mer du mode de calcul de la CSSS possible pour les produits du sol et de l'élevage).

Seconde délibération :

- **Seconde délibération - Art. 33 et Etat B, art. 34 et Etat C, art. 36, 54, 55, 59 nonies A, 59 nonies B, 59 nonies C, 61 A, 68 bis A et, pour coordination, art. d'équilibre 31 dans la rédaction de la première délibération, modifiée par les amendements n° B-1 à B-55 (p. 4222, 4232) :** ses amendements n° B-1 à B-55 : majoration des crédits de certaines dotations spécifiques, budget des charges communes et budget de la jeunesse et des sports - Crédits demandés par la commission des finances - Enseignement : nouvel état récapitulatif des crédits affectés au développement de l'éveil artistique. Urbanisme : taxe sur les bureaux dans certains cantons de la région d'Ile-de-France. Règle d'appréciation du seuil d'imposition des plus-values sur valeurs mobilières. Règle d'imputation des déficits des activités relevant de la catégorie des bénéfices industriels et commerciaux sur le revenu global. Règle d'exonération de la contribution sociale de solidarité des sociétés, CSSS, dans le secteur des coopératives agricoles. Récapitulation dans l'article d'équilibre des modifications intervenues à l'occasion de la deuxième partie du projet de loi de finances : budget de l'enseignement supérieur, financements en matière d'apprentissage et budget de la jeunesse et des sports ; adoptés lors du vote unique.

Vote sur l'ensemble :

- **Sur l'ensemble (p. 4240, 4241) :** maîtrise de la dépense publique et réduction du déficit. Exigences du dialogue entre le Gouvernement et le Parlement. Réforme de la discussion budgétaire. Système de protection sociale. Assainissement des finances publiques.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 [n° 0119 (95-96)] - (19 décembre 1995) - Discussion générale (p. 4480, 4485) :** contexte politique et social de la France. Redressement des finances publiques. Ralentissement de la croissance. Baisse des taux d'intérêt. Réduction des déficits publics. Recettes fiscales. Impôts sur le revenu. Taxe intérieure sur les produits pétroliers, TIPP. Impôts sur la fortune. Droits de mutation à titre gratuit. Accroissement des recettes non fiscales. Remboursement des prêts attribués aux organismes d'HLM. Caisse de garantie du logement social, CGLS. Prélèvements sur le Fonds d'intervention pour la sauvegarde, la transmission et la restructuration des activités commerciales et artisanales, FISAC. Dépenses publiques. Collectivités territoriales. Economies. Immobilier de bureau. Crise de l'immobilier. Mesures en faveur des PME. Création d'un nouveau marché boursier. Fiscalité. Intervention des centres de gestion agréés et habilités. Protection sociale du conjoint de l'exploitant.

En qualité de sénateur

NOMINATIONS

Rapporteur général de la commission des finances.

Membre ès qualités de la Commission des comptes et budgets économiques de la nation.

Membre titulaire du Conseil national du crédit.

Membre titulaire du Haut conseil du secteur public.

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des finances, sur les plans d'options de souscription ou d'achat d'actions [n° 0274 (94-95)] (17 mai 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 avril 1995) - Participation.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi étendant dans les territoires d'outre-mer certaines dispositions du code de la route et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte [n° 0170 (94-95)] - (11 janvier 1995) - Art. 19 (redevance sur les minerais d'or) (p. 167) :** son amendement de suppression n° 11 ; adopté. Département de la Guyane.

ARZEL (Alphonse), sénateur (Finistère) UC.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

INTERVENTIONS

- **Résolution (n° 15, 95-96), adoptée par la commission des affaires économiques et du Plan, en application de l'article 73 bis, alinea 8, du règlement, sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 92/50/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés publics de services, la directive 93/36/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés publics de fournitures et la directive 93/37/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés publics de travaux, ainsi que la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 93/38/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications (n° E 404) [n° 0292 (94-95)] - (12 octobre 1995) - Discussion générale (p. 1846, 1847) :** GATT. Accord sur les marchés publics, AMP. Propositions de directives communautaires. Demande l'exclusion des secteurs des télécommunications, de l'énergie et des transports ferroviaires interurbains du champ d'application des propositions de directives - **Discussion de la résolution (p. 1850) :** soutient l'amendement n° 2 de M. Michel Souplet (exclusion du champ d'application des nouvelles directives des secteurs non couverts par l'accord sur les marchés publics, AMP : télécommunications, gaz, pétrole, transports ferroviaires interurbains et services de recherche et développement).

- **Conclusions du rapport de M. Pierre Fauchon, fait au nom de la commission des lois, sur : la proposition de loi (n° 406, 94-95) de M. Jacques Larché déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à la responsabilité pénale des élus locaux pour des faits d'imprudence ou de négligence commis dans l'exercice des fonctions ; la proposition de loi (n° 255, 94-95) de M. Claude Huriet relative à la protection pénale des exécutifs locaux à raison des actes commis dans l'exercice de leurs**

fonctions ; et la proposition de loi (n° 361, 94-95) de M. Hubert Haenel déposée avec plusieurs de ses collègues, visant à étendre aux districts les règles applicables à la responsabilité des syndicats de communes pour les accidents survenus aux membres de leur comité et à leur président, en complétant l'article L.164-5 du code des communes [n° 406-255-361 (94-95)] - (26 octobre 1995) - Discussion générale (p. 2302, 2304) : risque d'interprétation de cette réforme comme un privilège accordé aux élus locaux. Respect du principe d'égalité devant la loi. Spécificité de la situation des exécutifs locaux. Bien-fondé de cette réforme. Conséquences de la décentralisation. Manque de moyens financiers des collectivités locales. Renovation des stations d'épuration. Exemples concrets d'accidents survenus sur la voie publique. Missions d'intérêt général assumées par le maire. Responsabilité multiforme des élus locaux. Exemple de la pollution des eaux. Dispositions de la loi du 18 juillet 1974 instaurant un privilège de juridiction pour les maires et conseillers municipaux. Début de solution proposé par cette proposition de loi pour améliorer la situation juridique des maires.

- Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]

Deuxième partie :

Agriculture, pêche et alimentation

- (28 novembre 1995) (p. 3281 à 3283) : réduction des crédits destinés à l'animation rurale. Maîtrise des pollutions. Extension d'élevage en zone d'excédents structurels. Nécessité d'harmoniser les conditions de compétitivité des exploitants au sein de l'Union européenne. Production laitière. Production de viande bovine. Prime à la vache allaitante. Prime "bovin mâle". Production de viande de porc. Production avicole. Production de légumes. Organisation commune du marché des fruits et légumes.

AUBERT (François d'), secrétaire d'Etat au budget.

dans le Gouvernement Juppé le 18 mai 1995 (JO Lois et décrets du 19 mai 1995).

Fin de ses fonctions ministérielles (démission du Gouvernement le 7 novembre 1995) (JO Lois et décrets du 8 novembre 1995).

puis, secrétaire d'Etat à la recherche dans le deuxième Gouvernement Juppé le 7 novembre 1995 (JO Lois et décrets du 8 novembre 1995).

En qualité de secrétaire d'Etat au budget

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 9 de M. Joseph Ostermann : Monnaie (*Compensations monétaires en matière agricole et industrielle*) (JO Débats du 30 juin 1995) (p. 763).

INTERVENTIONS

- Résolution [n° 331 (94-95)], adoptée par la commission des finances, en application de l'article 73 bis, alinéa 8, du règlement, sur l'avant-projet de budget des Communautés européennes pour 1996 : aperçu général (n° E-422). [n° 0346 (94-95)] - (6 juillet 1995) (p. 949, 953) : contrôle des finances communautaires. Contribution française. Investissements. Dépenses. Politique agricole commune, PAC. Equipements. Action extérieure. Ressources. TVA. Politique douanière. Elargissement vers l'Europe de l'Est. Réforme de la procédure d'apurement des comptes.

- Résolution (n° 359,94-95), adoptée par la commission des finances, en application de l'article 73 bis, alinéa 8, du règlement, sur la recommandation de la Commission en vue des recommandations du Conseil visant à ce que soit mis un terme à la situation de déficit public excessif en Belgique, au Danemark, en Grèce, en Espagne, en France, en Italie, aux Pays-Bas, en Autriche, au Portugal, en Finlande, en Suède et au Royaume-Uni (application de l'article 104 C, paragraphe 7, du traité instituant la Communauté européenne) (n° E-436). [n° 0330-0345 (94-95)] - (6 juillet 1995) - Discussion générale (p. 961, 963 ; 969) : recommandation adressée à la France. Transparence. Rôle du conseil ECOFIN. Réduction des déficits publics. Chômage. Taux d'intérêt. Exemple des Etats-Unis et du Canada. Collectif budgétaire pour 1995. Réexamen en profondeur des dépenses publiques. Comptes sociaux. Maîtrise des dépenses de santé. Politique commerciale commune. Réglementation douanière. Lutte contre le "dumping". Pouvoir de remontrance de la Commission - Examen de la résolution (p. 971) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Robert Vizet (création d'emplois, opposition à l'adoption de la recommandation n° E-436).

- Proposition de loi tendant à relever de 18,60% à 20,60% le taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée à compter du 1er août 1995 [n° 0375 (94-95)] - (19 juillet 1995) - Discussion générale (p. 1180, 1182) : politique de réduction des déficits publics. Collectif budgétaire. Date d'entrée en vigueur du relèvement du taux normal de la TVA. Impact sur les prix. Effet budgétaire. Demande l'adoption de cette proposition de loi. (p. 1192, 1193) : déficit budgétaire. Exonérations et déductions fiscales. Part de la TVA dans les recettes de l'Etat - Exception d'irrecevabilité (p. 1195) : s'oppose à la motion n° 14 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - Question préalable : s'oppose à la motion n° 1 de Mme Maryse Bergé-Lavigne, tendant à opposer la question préalable - Demande de renvoi à la commission (p. 1199) : s'oppose à la motion n° 33 de Mme Maryse Bergé-Lavigne, tendant au renvoi à la commission - Art. unique (fixation à 20,6% du taux normal de TVA) (p. 1205, 1211) : s'oppose aux amendements de suppression n° 2 de M. Robert Vizet et n° 15 de Mme Maryse Bergé-Lavigne. S'oppose aux amendements de Mme Maryse Bergé-Lavigne n° 16 à n° 24 tendant à des relèvements d'impôts et à la suppression de déductions fiscales. S'oppose à l'amendement n° 3 de M. Robert Vizet (réduction du taux de la TVA, compensée par le relèvement du taux de l'impôt sur les sociétés) - Paragraphe 2 (modalités de mise en oeuvre) : accepte l'amendement n° 34 de la commission (transactions immobilières soumises à TVA) - Paragraphe 3 (contrat de construction d'une maison individuelle) : accepte l'amendement n° 35 de la commission (régime dérogatoire) - Paragraphe 4 (baisse transitoire du droit de consommation sur les cigarettes) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements, sur le même objet, n° 31 de M. Jacques de Menou et n° 32 de M. Michel Charasse (prolongation de la durée du régime transitoire) - Paragraphe 5 (communautés de communes et communautés de villes) : accepte l'amendement n° 37 de la commission (fonds de compensation pour la TVA). Sur le même objet, demande le retrait de l'amendement n° 30 de Mme Maryse Bergé-Lavigne et s'oppose à l'amendement n° 4 de M. Robert Vizet - Après le paragraphe 5 : s'oppose aux amendements n° 26, n° 27 et n° 28 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (frais et honoraires de justice) - Après l'art. unique (p. 1212, 1218) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet n° 5 à n° 13, tendant à augmenter ou à diminuer la TVA sur certains produits et demande le retrait de l'amendement n° 29 de Mme Maryse Bergé-Lavigne (poursuites par l'administration des impôts après procès-verbal de l'administration des douanes pour fraude à la TVA) - Sur l'ensemble (p. 1220, 1221) : dévaluations compétitives au sein de la CEE. Décalage dans les dates d'application de la hausse du SMIC et de l'allègement des charges sur les bas salaires. Contrat initiative-emploi.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 0386 (94-95)] - (20 juillet 1995) - Discussion générale (p. 1271, 1272) : fiscalité immobilière.

- Projet de loi de finances rectificative pour 1995 [n° 0379 (94-95)] - Suite de la discussion - (27 juillet 1995) - Discussion générale (p. 1569 à 1573) : rétablissement de la confiance. Redressement des comptes publics. Traitement social du chômage. Anciens combattants d'Afrique du Nord. Contrats emploi-solidarité. Mesures prises en faveur des collectivités locales. Plan en faveur du logement. Dérapages de prestations sociales. Budget de la jeunesse et des sports. Budget de la défense. Maîtrise du déficit. Pouvoir d'achat des fonctionnaires - **Question préalable (p. 1575) :** s'oppose à la motion n° 1 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - **Renvoi à la commission (p. 1583) :** s'oppose à la motion n° 25 de M. Paul Loridant, tendant au renvoi à la commission - **Après l'art. 1er (p. 1583, 1584) :** s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet n° 29 (baisse de la TVA sur les prestations de service funéraire) et n° 30 (mise à contribution d'EDF pour réduire les déficits publics). (p. 1585, 1586) : s'oppose à l'amendement de M. Raymond Soucaret n° 45 (harmonisation des règles fiscales appliquées aux structures d'accueil des personnes âgées). (p. 1587) : s'oppose à l'amendement de M. Robert Vizet n° 46 (réduction de la TVA frappant la construction) - **Avant l'art. 2 (p. 1589) :** s'oppose aux amendements de M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 78 (diminution du taux de TVA pour l'ensemble des frais et honoraires auxquels peuvent être soumis les justiciables), n° 79 (taux réduit de TVA pour les frais et honoraires des affaires relevant du droit de la famille) et n° 80 (application de l'ancien taux normal de TVA pour les affaires relevant du droit de la famille) - **Art. 2 (contribution de 10% assise sur l'impôt sur les sociétés) (p. 1590) :** caractère exceptionnel de la contribution - **Art. 2 (contribution de 10% assise sur l'impôt sur les sociétés) (p. 1592, 1593) :** accepte les amendements de la commission, n° 8 rédactionnel, n° 9 (introduction d'un régime de modulation de l'acompte de la contribution exceptionnelle prévue par l'article) et n° 10 (paiement et calcul de la contribution). S'oppose aux amendements de M. Robert Vizet n° 31 (taux d'imposition des bénéficiaires réinvestis et des bénéficiaires distribués), de M. Jean-Pierre Masseret n° 81 (taux de l'impôt sur les sociétés pour les distributions de bénéfices effectués par les entreprises au cours des exercices ouverts à compter du 1er janvier 1995) et n° 82 (réduction de l'avoir fiscal). Demande le retrait de l'amendement de M. Jean Chérioux n° 77 (exonération de la surtaxation payée par les sociétés immobilières d'investissement) - **Après l'art. 2 (p. 1594 à 1598) :** demande le retrait de l'amendement de M. Philippe Marini n° 53 (financement de l'innovation des petites et moyennes entreprises) et s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet n° 48 (retour des plus-values de cession d'actifs financiers dans le cadre général de l'application du barème de l'impôt sur le revenu) et n° 47 (suppression de l'article 210 sexies du code général des impôts permettant de réduire le montant de l'impôt dû par les sociétés du produit de la rémunération des salariés les mieux rémunérés de l'entreprise) ainsi qu'à l'amendement de M. Jean-Pierre Masseret n° 83 (augmentation des taux des plus-values à long terme des entreprises). Accepte l'amendement de la commission n° 11 (extension du champ d'application du régime des plus ou moins-values) - **Art. 3 (majoration de 10% de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 1599) :** s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet n° 32 (augmentation de la majoration de l'impôt de solidarité sur la fortune) et de M. Jean-Pierre Masseret n° 84 (multiplication par deux du taux du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune) - **Après l'art. 3 (p. 1601 à 1604) :** s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet n° 33 (détermination du revenu imposable des assujettis à l'impôt sur le revenu), n° 49 (avoir fiscal attaché aux dividendes de sociétés françaises), n° 64 (majoration de la sanction fiscale infligée aux redevables de l'impôt sur le revenu soumis à l'application de la tranche la plus élevée du barème dudit impôt), n° 34 (réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile) et n° 50 (mise en place de commissions départementales chargées d'examiner les dettes fiscales de

redevables aux ressources modestes) ainsi qu'aux amendements de M. Jean-Pierre Masseret n° 87 (suppression de l'article 59 de la loi de finances pour 1995 relatif au plafond des dépenses pour la réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile), n° 86 (rééquilibrage entre l'imposition sur les revenus du capital et celle frappant les revenus du travail) et n° 85 (élargissement de l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune) - **Art. 4 (extension de l'abattement sur les revenus mobiliers aux intérêts des comptes courants bloqués d'associés) :** s'oppose à l'amendement de suppression n° 35 de M. Robert Vizet - **Après l'art. 4 (p. 1605) :** s'oppose à l'amendement de M. Jean-Pierre Masseret n° 88 (augmentation du seuil d'exonération de la taxe sur les salaires due par les associations intermédiaires et les fondations pour l'emploi) - **Art. 5 (affectation des recettes de privatisation du secteur public au désendettement de l'Etat) (p. 1606, 1607) :** recapitalisation des entreprises restées publiques. S'oppose à l'amendement de M. Robert Vizet n° 65 (réduction de la dette publique) - **Art. 6 (reversement au budget général des crédits de la dotation de développement rural) (p. 1610 à 1612) :** crédits de la dotation de développement rural, DDR. Rapport du Gouvernement sur la DDR. S'oppose aux amendements de suppression n° 36 de M. Robert Vizet, n° 58 de M. Alain Vasselle et n° 89 de M. Jean-Pierre Masseret - **Après l'art. 6 (p. 1614) :** s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet n° 52 (imputation sur la base d'une régularisation de la dotation versée à chaque collectivité locale, des effets de la croissance à la progression de l'indice de la dotation) et de M. René Régnault n° 90 (calcul de la DGF) - **Art. 7 (contribution exceptionnelle des organismes collecteurs de la participation des employeurs à l'effort de construction) (p. 1620 à 1621) :** s'oppose aux amendements de suppression n° 37 de M. Robert Vizet et n° 91 de M. Robert Laucournet ainsi qu'aux amendements de M. Robert Vizet n° 51 (affectation de la contribution exceptionnelle des organismes collecteurs de la participation des employeurs à l'effort de construction du logement locatif social) et de la commission n° 12 (suppression des dispositions prévoyant la création d'un compte d'affectation spéciale) - **Après l'art. 7 (p. 1625, 1626) :** s'oppose aux amendements de M. Jean-Pierre Masseret n° 92 (diminution de la déduction du montant de taxe foncière appliquée sur les propriétés bâties pour les logements vacants depuis plus de deux ans), n° 93 (diminution de la déduction du montant de la taxe d'habitation) et n° 94 (mesures en faveur de la transformation des locaux professionnels non utilisés des personnes morales en locaux à usage d'habitation) - **Art. 8 (suppression de la remise forfaitaire mensuelle sur les retenues pour pensions des fonctionnaires civils et militaires de l'Etat) (p. 1627) :** s'oppose aux amendements de suppression n° 38 de M. Robert Vizet et n° 95 de M. Jean-Pierre Masseret - **Après l'art. 8 (p. 1627) :** demande le retrait de l'amendement de M. Philippe Marini n° 54 (suppression d'obligations administratives pénalisantes pour les industriels des alcools) - **Après l'art. 8 bis (p. 1628) :** son amendement n° 122 : modalités de collecte des fonds de la formation professionnelle ; adopté - **Avant l'art. 9 (p. 1632) :** s'oppose aux amendements de M. Paul Girod n° 75 (modalités d'application de la compensation des pertes de recettes) et de M. Philippe Adnot n° 6 (droits de mutation applicables aux transactions immobilières). (p. 1635) : accepte l'amendement de la commission n° 13 (extension du dispositif à certaines entreprises publiques et à leurs filiales) et sur celui-ci, s'oppose aux sous-amendements de M. Robert Vizet n° 66 (plafonnement de la réduction des droits de mutation) et de M. Jean-Pierre Masseret n° 129 (compensation des pertes de recettes). (p. 1636) : droits de mutation pratiqués dans l'Union européenne - **Art. 9 et Etat A (équilibre général) (p. 1643) :** modalités d'application de l'augmentation de la TVA à la facturation dans les foires et salons. Son amendement n° 137 : récapitulation des modifications apportées à l'équilibre de la loi de finances rectificative ; adopté - **Art. 10 et Etat B (dépenses ordinaires des services civils - ouvertures) (p. 1644) :** son amendement n° 128 : majoration des crédits destinés au financement de structures et d'hébergements visant à accueillir de façon transitoire les Français arrivant d'Algérie ; adopté - **Art. 11 et Etat C**

(*dépenses en capital des services civils - ouvertures*) (p. 1647) : s'oppose à l'amendement de M. Robert Laucournet n° 112 (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement du ministère du logement) - **Après l'art. 12** (p. 1650) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet n° 70 (réduction de dépenses militaires pour augmenter le budget des affaires sociales), n° 71 (augmentation des moyens destinés à la politique éducative), n° 72 (majoration des crédits destinés à l'enseignement technique agricole public), n° 73 (annulation de toute suppression d'autorisations de programme ou de crédits de paiement sur les organismes de recherche) et n° 74 (moyens supplémentaires accordés pour répondre aux besoins en personnels de l'enseignement supérieur) - **Après l'art. 14** (p. 1652) : s'oppose à l'amendement de M. Robert Vizet n° 41 (modalités de gestion du fonds pour l'accès à la propriété créé par l'article 14) - **Avant l'art. 18** (p. 1653) : s'oppose à l'amendement n° 67 de M. Robert Vizet (allongement de la durée des exonérations de taxes foncières) - **Art. 18** (*réduction des droits de mutation à titre onéreux pour les acquisitions de logements*) (p. 1654) : accepte l'amendement de suppression n° 16 de la commission - **Art. 18 bis** (*exonération temporaire des droits de mutation à titre gratuit en faveur des logements neufs*) (p. 1655) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 100 de M. Jean-Pierre Masseret - **Art. 19** (*relèvement de la déduction forfaitaire pour frais en matière de revenus fonciers*) (p. 1656, 1657) : s'oppose aux amendements de suppression n° 43 de M. Robert Vizet et n° 101 de M. Jean-Pierre Masseret ainsi qu'aux amendements de M. Jean-Pierre Masseret n° 102 (majoration de la déduction dont bénéficient les propriétaires sur les revenus des locations), de la commission n° 17 (relèvement du taux de la déduction forfaitaire) et de M. Alain Vasselle n° 61 sur le même objet que l'amendement de la commission n° 17 précité - **Après l'art. 19** (p. 1658, 1659) : s'oppose aux amendements de M. Alain Vasselle n° 62 (réduction de la durée de détention de la résidence autre que celle d'occupation principale pour bénéficier de l'exonération d'impôt sur la plus-value de la vente) et de M. Jean-Pierre Masseret n° 103 (modification de l'imposition des plus-values sur les cessions de certaines résidences secondaires). Sur les amendements de la commission, accepte le n° 19 (amélioration du régime "Méhaignerie" de réduction de l'impôt sur le revenu) et le n° 18 (exonération partielle des droits de mutation à titre gratuit lors de la transmission de logements à usage locatif), sous réserve de l'adoption de son sous-amendement de précision n° 140 ; adopté - **Art. 20** (*relèvement du plafond des versements ouvrant droit à la réduction d'impôt au titre des souscriptions en numéraire au capital de sociétés non cotées*) (p. 1661) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 44 de M. Robert Vizet et demande le retrait de l'amendement de M. Philippe Marini n° 55 (extension du champ d'application de la réduction d'impôt prévue par l'article aux souscriptions de parts de fonds communs de placement à risque ou d'actions de sociétés de capital risque) - **Après l'art. 20** (p. 1662, 1663) : s'oppose aux amendements de M. Philippe Marini n° 56 (extension du régime existant des SOFICA, sociétés pour le financement de l'industrie cinématographique et audiovisuelle, aux investissements réalisés par les particuliers sous forme de souscriptions au capital de sociétés financières d'innovation) et de M. Robert Vizet n° 68 (modification de la cotisation minimale de taxe professionnelle) - **Art. 21** (*fixation des coefficients de revalorisation des valeurs locatives servant de bases aux impôts directs locaux en 1996*) (p. 1664) : s'oppose à l'amendement de M. Jean-Pierre Masseret n° 105 (mise en oeuvre de l'incorporation des nouvelles valeurs locatives dans les rôles des impôts directs locaux à partir du 1er janvier 1996) - **Après l'art. 21** (p. 1664 à 1669) : demande le retrait de l'amendement de M. Philippe Marini n° 57 (extension du bénéfice des contrats de capitalisation pour la retraite au régime d'affiliation volontaire), accepte les amendements de M. Philippe Adnot n° 7 (faculté pour les collectivités locales d'accorder des exonérations de taxe professionnelle), de la commission n° 20 (abattement facultatif de 10 000 francs sur les bases de taxe professionnelle des diffuseurs de presse), de M. René

Ballayer n° 115 (assouplissement du régime d'exonération facultative offert aux communes en matière de taxe sur les spectacles) et demande le retrait de l'amendement de M. Paul Girod n° 24 (possibilité pour les communautés de communes d'instaurer la taxe d'enlèvement des ordures ménagères la première année de leur existence) - **Avant l'art. 22** (p. 1670) : s'oppose à l'amendement de M. Paul Loridant n° 110 (priorité de la politique monétaire dans la perspective du retour au plein emploi des facteurs de production) - **Après l'art. 22** (p. 1671) : s'oppose à l'amendement de M. Paul Loridant n° 111 (réglementation du commerce extérieur, en liaison avec le travail des enfants en France et dans le monde) - **Art. 24** (*modifications apportées au régime de l'aide aux chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprise*) (p. 1673 à 1675) : accepte l'amendement de la commission n° 21 (maintien du bénéfice de l'aide aux chômeurs, créateurs ou repreneurs d'entreprise, ACCRE, aux chômeurs indemnisés sans condition de durée), sous réserve de l'adoption de ses sous-amendements n° 142 : précision du champ d'application ; rejeté ; et n° 143, rédactionnel ; adopté. Sur l'amendement de la commission n° 21 précité, accepte le sous-amendement de M. André Diligent n° 120 (réduction de la durée minimale du chômage nécessaire pour avoir droit à l'aide de l'Etat) et s'oppose aux sous-amendements de M. Jacques de Menou n° 116 (suppression du délai au-delà duquel des salariés licenciés désirant reprendre leur entreprise en faillite peuvent bénéficier d'une aide de l'Etat), de M. Hubert Durand-Chastel n° 113 (bénéfice de l'aide pour les demandeurs d'emploi hors du territoire français) et n° 114 (bénéfice de l'aide pour la création ou la reprise d'entreprise en Europe) - **Après l'art. 24** (p. 1678) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Pierre Masseret n° 107 (extension aux professionnels de la vente et de la réparation automobile de la procédure dite VGA, véhicules gravement accidentés) et de M. Michel Souplet n° 119 (définition des conditions d'exercice de l'activité de réparateur en véhicules accidentés) - **Avant l'art. 25** : s'oppose à l'amendement de M. Robert Vizet n° 69 (taxation des revenus financiers et immobiliers pour financer la sécurité sociale) - **Art. 25** (*relèvement du taux et élargissement de l'assiette de la contribution sociale de solidarité des sociétés*) (p. 1678 à 1682) : ses amendements n° 131 : extension du champ d'application de la contribution sociale de solidarité des sociétés aux exploitations exerçant leur activité sous la forme coopérative ; adopté après modification par le sous-amendement n° 138 de la commission qu'il accepte ; n° 132 de coordination ; adopté après modification par le sous-amendement n° 123 de la commission qu'il accepte ; n° 133 : élimination des doubles impositions ; n° 134 : extension du dispositif à certaines entreprises publiques et à leurs filiales ; adoptés. Sur les amendements de la commission, accepte le n° 125 (exonération de la contribution sociale de solidarité des sociétés en faveur des grossistes répartiteurs de produits pharmaceutiques sur la partie de leur chiffre d'affaires correspondant aux médicaments), s'oppose au n° 124 (possibilité d'application d'une contribution sociale de solidarité calculée à demi-taux) et accepte, sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 135, le n° 126 (précision de la date d'entrée en vigueur du nouveau seuil d'exonération) ; adopté - **Après l'art. 25** (p. 1683) : son amendement n° 139 : possibilité, pour les sociétés de capitaux se transformant en sociétés de personnes, d'opter pour l'impôt sur les sociétés dès leur transformation ; adopté - **Art. 26** (*institution de la taxe de séjour ou de la taxe de séjour forfaitaire par les syndicats mixtes composés exclusivement de collectivités territoriales et par les communautés de communes*) : accepte l'amendement de la commission n° 22 (application pour la taxe de séjour de la règle de l'unanimité des communes membres) - **Après l'art. 26** (p. 1684) : s'oppose à l'amendement de M. Paul Loridant n° 108 (prise en charge des congés bonifiés des fonctionnaires des départements d'outre-mer au Centre national de la fonction publique territoriale) - **Art. 27** (*sanctions pénales pour défaut d'acquiescement du droit de quai à Saint-Barthélemy*) : son amendement de suppression n° 136 ; adopté - **Art. 28** (p. 1685) : accepte l'amendement de suppression n° 23 de la commission - **Après l'art. 28** (p. 1686, 1687) : contrôle du Parlement sur les dépenses

sociales. Accepte l'amendement de la commission n° 127 (institution d'un nouvel état budgétaire récapitulatif en annexe de chaque loi de finances initiale l'ensemble des concours budgétaires et fiscaux de l'Etat à la protection sociale) - **Seconde délibération** : demande qu'il soit procédé à une seconde délibération sur les articles 9 et 24 en application des articles 43 et 47 bis du règlement - **Art. 9** (p. 1690) : son amendement n° A-1 : traduction de l'incidence sur l'équilibre budgétaire d'une ouverture de crédits adoptés dans la deuxième partie du collectif pour 1995 ; adopté - **Art. 24** (*modifications apportées au régime de l'aide aux chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprise*) (p. 1693) : son amendement n° B-1 : suppression du gage ; adopté - **Sur l'ensemble** (p. 1695) : intérêt du débat. Remerciements.

En qualité de secrétaire d'Etat à la recherche

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 236 de M. Bernard Dussaut : **Directeurs d'école** (*Situation des directeurs d'école*) (JO Débats du 20 décembre 1995) (p. 4412).

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]

Deuxième partie :

Education nationale, enseignement supérieur, recherche et insertion professionnelle - III - Recherche

- (4 décembre 1995) (p. 3728) : caractéristiques du budget de la recherche. Eléments chiffrés et contexte international. Baisse des crédits aéronautiques civils. (p. 3729) : retard sur les crédits de paiement. Valorisation au mieux de l'effort public en faveur de la recherche. Progression importante des crédits des établissements publics à caractère scientifique et technologique. Conclusion des contrats d'objectifs avec les organismes de recherche. Recherche universitaire : soutien de certains programmes et travaux de sécurité. (p. 3730) : rapprochement du monde la recherche publique et de celui de l'entreprise. Fonds de la recherche et de la technologie, FRT. Reconstitution du dispositif du crédit d'impôt recherche. Dispositif d'aide à la formation des jeunes docteurs : allocations de recherche et conventions industrielles de formation par la recherche, CIFRE. (p. 3731) : situation de l'emploi dans les organismes de recherche. Essaimage de chercheurs. Distribution territoriale harmonieuse de la recherche. Aménagement du territoire et schémas régionaux d'aménagement de l'enseignement supérieur et de la recherche. Polarisation du dispositif de la recherche vers quelques grands objectifs socialement importants et lisibles pour l'opinion publique. (p. 3732) : recherche dans le domaine de la santé, de l'agriculture, de l'environnement, des moyens de transport et de communication, et de l'espace. Demande au Sénat de bien vouloir adopter ce projet de budget. (p. 3745) : remerciements. Place de la France au quatrième rang mondial en matière de recherche. Insuffisance des crédits à la recherche militaire. Institut méditerranéen de téléactivité. Création d'une réunion annuelle sur l'état de la science en France. Optimisation de l'affectation des moyens budgétaires. Politique de l'aménagement du territoire. Délocalisation en province d'emplois de chercheurs. (p. 3746) : faiblesse du nombre d'entreprises pratiquant une politique de recherche. Effort en faveur de l'agronomie. Pôle d'excellence du plateau d'Orsay-Palaiseau-Saclay. Accueil du programme SOLEIL. Programme cadre de recherche-développement des Communautés. (p. 3747) : projets de recherche labellisés au titre des programmes Eurêka. Appréciation des crédits

budgétaires en pourcentage du PIB. Réduction du décalage entre les autorisations de programme et les crédits de paiement. Standard imposé par Microsoft.

AUBERT (Raymond-Max), secrétaire d'Etat au développement rural.

dans le Gouvernement Juppé le 18 mai 1995 (JO Lois et décrets du 19 mai 1995).

Fin de ses fonctions ministérielles (démission du Gouvernement le 7 novembre 1995) (JO Lois et décrets du 8 novembre 1995).

AUTAIN (François), sénateur (Loire-Atlantique) SOC.

Secrétaire du Sénat.

Elu questeur du Sénat (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires culturelles, à la suite d'une mission d'information effectuée du 18 au 28 septembre 1994 aux Etats-Unis, chargée d'étudier le développement aux Etats-Unis des nouveaux services de communication audiovisuelle ainsi que l'industrie "multimédia" [n° 0245 (94-95)] (5 avril 1995) - Etats-Unis d'Amérique.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant transposition de la directive n° 93/7 du 15 mars 1993 du Conseil des Communautés européennes relative à la restitution des biens culturels ayant quitté illicitement le territoire d'un Etat membre [n° 0237 (94-95)]** - (12 juillet 1995) - **Discussion générale** (p. 988) : législation française en conformité avec la directive européenne. Convention de l'UNESCO de 1970. Coût des actions en restitution. Terrains contenant des vestiges archéologiques. Le groupe socialiste votera ce projet de loi sous réserve de l'adoption d'un amendement de la commission.

- Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]

Discussion des articles de la première partie :

- **Suite de la discussion** - (24 novembre 1995) - **Art. 18** (*détermination de l'enveloppe des concours de l'Etat aux collectivités locales*) (p. 2921) : économies budgétaires réalisées par le Gouvernement et dépenses des collectivités territoriales. Choix pour les collectivités territoriales entre l'augmentation de leur fiscalité ou la réduction de leurs investissements. (p. 2922) : demande la suppression de ce "pacte de stabilité".

AUTHIÉ (Germain), sénateur (Ariège) SOC.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995) ; puis vice-président (JO Lois et décrets du 6 octobre 1995).

Juge suppléant de la Haute Cour de justice ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 27 octobre 1995).

Juge suppléant de la Cour de justice de la République ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 27 octobre 1995).

Membre titulaire du Conseil national des services publics départementaux et communaux.

Membre titulaire du Conseil national de la montagne (JO Lois et décrets du 18 octobre 1995).

Membre suppléant de la Commission d'accès aux documents administratifs (JO Lois et décrets du 23 novembre 1995).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant la loi n° 88-1028 du 9 novembre 1988 portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998 et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer (12 janvier 1995).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi étendant dans les territoires d'outre-mer certaines dispositions du code de la route et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte (12 janvier 1995).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Justice - Services généraux [n° 0082 (95-96), tome 4] (21 novembre 1995) - **Lois de finances**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant adaptation de la législation française aux dispositions de la convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime et tendant à améliorer la lutte contre le trafic de stupéfiants** [n° 0611 (93-94)] - (17 octobre 1995) - **Discussion générale** (p. 1870) : convention de Strasbourg de 1990. Rappel des principales mesures prises en matière de lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants. (p. 1871) : introduction dans le nouveau code pénal d'un chapitre relatif au blanchiment des

produits du crime. Coopération internationale. Lutte contre le trafic de stupéfiants : "proxénétisme de la drogue" et mineurs. Mesures complémentaires en matière de prévention, de santé et de réinsertion. Sous cette réserve, le groupe socialiste votera ce texte.

- **Suite de la discussion** - (18 octobre 1995) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1905) : le groupe socialiste votera ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif au trafic de stupéfiants en haute mer et portant adaptation de la législation française aux dispositions de l'article 17 de la convention des Nations Unies contre le trafic illicite des stupéfiants et substances psychotropes faite à Vienne le 20 décembre 1988** [n° 0029 (94-95)] - (18 octobre 1995) - **Discussion générale** (p. 1910) : au nom du groupe socialiste, votera ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 1996** [n° 0076 (95-96)]

Deuxième partie :

Justice

- (27 novembre 1995) - Rapporteur pour avis de la commission des lois pour les services généraux (p. 3168, 3170) : programme pluriannuel pour la justice. Défaut de parution des décrets d'application. Politique de recrutement et d'affectation des magistrats. Revalorisation de la situation des magistrats. Greffes. Réforme de l'aide juridique. Mission d'information sur les moyens de la justice. Avis favorable de la commission des lois à l'adoption de ces crédits.

Agriculture, pêche et alimentation

- (28 novembre 1995) (p. 3294, 3295) : attentes des agriculteurs des zones de montagne. Diminution de la solidarité nationale envers les zones les plus difficiles. Désengagement de l'Etat dans la mise en valeur du domaine pastoral. Baisse des actions spécifiques dans les zones défavorisées. Fonds national d'aménagement et de développement du territoire. Contribution des collectivités locales pour l'entretien des forêts. Ne votera pas ce projet de budget - **Examen des crédits - Art. 60** (*bonification de la contribution des collectivités locales aux frais d'entretien des forêts*) (p. 3327) : soutient l'amendement de suppression n° II-12 de M. Fernand Tardy.

B

BADINTER (Robert), sénateur (Hauts-de-Seine) SOC.

Elu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne (JO Lois et décrets du 13 octobre 1995).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi modifiant la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques [n° 0014 (95-96)]** - (15 novembre 1995) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2567, 2568) : intervient contre la motion n° 1 de la commission, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. Inflation législative. Répartition des compétences entre le domaine de la loi et le domaine du règlement. Présentation de la motion soulevant l'exception d'irrecevabilité comme le seul moyen de défense du Parlement. Compétence exclusive du Conseil constitutionnel pour se prononcer sur la nature législative ou réglementaire d'un texte.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Justice

- (27 novembre 1995) (p. 3178, 3180) : prisons. Surpopulation carcérale. Effets néfastes de l'emprisonnement. Détention provisoire. Alternative des peines exécutées en milieu ouvert : insuffisance du nombre des juges de l'application des peines et des personnels socio-éducatifs. Inflation des affaires judiciaires. Procédures de conciliation et d'arbitrage : insuffisance des crédits pour le recrutement de conciliateurs et d'assistants de justice. Vote du groupe socialiste contre ce projet de budget.

- **Proposition de loi autorisant un accès direct à leur dossier des personnes mises en examen [n° 0378 (94-95)]** - (12 décembre 1995) - **Discussion générale** (p. 4265, 4266) : jurisprudence de la Cour de cassation. Droits de la défense. Intérêt de la proposition de loi de M. Michel Dreyfus-Schmidt. Absence de lien nécessaire entre la question du secret de l'information et la communication du dossier aux parties. Nécessité pour le client de connaître son dossier. Souhaite que le Sénat adopte la proposition de loi.

BADRÉ (Denis), sénateur (Hauts-de-Seine) UC.

Elu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne (JO Lois et décrets du 13 octobre 1995).

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Affaires européennes et article 30 - Evaluation de la participation française au budget des Communautés européennes [n° 0077 (95-96), tome 2 fascicule 2] (21 novembre 1995) - **Lois de finances.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Discussion des articles de la première partie :

- **Suite de la discussion** - (23 novembre 1995) - Rapporteur spécial de la commission des finances - **Art. 30 (montant du prélèvement effectué sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)** (p. 2860, 2862) : politique agricole commune, PAC. Gestion financière des fonds communautaires. Monnaies européennes. Construction de l'Europe. Dépenses obligatoires. Politiques internes. Quatrième programme cadre de recherche et de développement. Réseaux transeuropéens. Politiques extérieures. Accords de Lomé. Politique agricole commune, PAC. Union économique et monétaire. Invite la Haute Assemblée à approuver le prélèvement sur recettes proposé à cet article.

Deuxième partie :

Services du Premier ministre - I - Services généraux (rapatriés)

- (2 décembre 1995) (p. 3632, 3633) : actions en faveur des harkis. Indemnisation des rapatriés. Problème des retraites. Rapatriés réinstallés. Le groupe de l'Union centriste votera ce projet de budget.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 [n° 0119 (95-96)]** - (19 décembre 1995) - **Discussion générale** (p. 4490, 4492) : réduction du déficit budgétaire. Réduction des dépenses publiques. Conjoncture économique. Fiscalité indirecte. Universités en difficulté. Mesures en faveur des PME et de l'artisanat. Compétences comptables des centres de gestion agréés et habilités. Se déclare favorable à ce projet de loi de finances rectificative.

- **Projet de loi relatif à la partie législative du code général des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 0109 (95-96)]** - (21 décembre 1995) - **Art. 1er et dispositions annexées (code général des collectivités territoriales)** - **Art. L. 5213-6 du code général des collectivités territoriales** (p. 4682) : soutient l'amendement n° 4 de M. Daniel Hoeffel (application aux districts de plus de 100.000 habitants des dispositions de l'article 27 de la loi du 19 janvier 1995).

BAILET (Honoré), sénateur (Alpes-Maritimes) RPR.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

BALARELLO (José), sénateur (Alpes-Maritimes) RI.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Juge titulaire de la Haute Cour de Justice (JO Lois et décrets du 27 octobre 1995).

Membre titulaire de la Commission nationale consultative des gens du voyage.

Membre titulaire de l'Etablissement public d'hospitalisation à Fresnes.

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Rapatriés [n° 0081 (95-96), tome 12] (21 novembre 1995) - Lois de finances.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 [n° 0379 (94-95)] - Suite de la discussion - (27 juillet 1995) - Discussion générale (p. 1557 à 1559) : plan d'urgence pour le logement : logement des plus démunis, accession à la propriété, aides à la personne. Abattement sur les revenus immobiliers. Avec le groupe des RI, votera ce collectif budgétaire.**

- **Déclaration du Gouvernement sur la réforme de l'accession à la propriété, suivie d'un débat - (11 octobre 1995) (p. 1815, 1817) : nombre de propriétaires en France. Prêt aidé d'accession à la propriété, PAP. Prêt au taux de zéro pour cent. Travaux dans les immeubles anciens. HLM. Loyers. Patrimoine immobilier. Offices d'HLM.**

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention sur la protection des Alpes [n° 0128 (94-95)] - (25 octobre 1995) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 2237) : problème spécifique des Alpes du Sud. Votera ce projet de loi.**

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Logement

- (26 novembre 1995) (p. 3112, 3114) : évolution des prêts d'accession à la propriété. Prime à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale, PALULOS. Prêts à taux zéro. Allocation de logement à caractère familial, ALF. Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat, ANAH. Prêts complémentaires attribués par la ville de Paris. Question des prêts des collectivités locales aux particuliers. Situation du parc locatif privé. Le groupe des Républicains et Indépendants votera ce projet de budget - **Question budgétaire (p. 3126) : remplacement du prêt aidé pour l'accession à la propriété par le prêt à taux zéro. Compatibilité du prêt à taux zéro avec les dispositions de la loi d'orientation pour la ville et de la loi relative à la diversité de l'habitat.**

Justice

- (27 novembre 1995) (p. 3182, 3185) : délai de traitement des procédures de justice. Insuffisance des moyens en personnels. Tribunal de grande instance de Nice. Détention

provisoire. Effectif des prisons. Bâtiments pénitentiaires. Prise en charge en milieu ouvert. Délinquance juvénile. Protection judiciaire de la jeunesse. Echelle européenne de la lutte contre le blanchiment de l'argent de la drogue. Office central de répression pour la grande délinquance financière. Cour d'appel d'Aix. Demande la création d'une cour d'appel dans le département des Alpes maritimes. Vote de ce projet de budget par le groupe des Républicains et Indépendants.

Services du Premier ministre - I - Services généraux (rapatriés)

- (2 décembre 1995) - Rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (p. 3629, 3630) : indemnisation des rapatriés. Indemnisation des biens immobiliers et professionnels. Compensation des défaillances ou des insuffisances des caisses de retraite locales. Endettement des rapatriés. Commissions départementales d'aide aux rapatriés réinstallés, CODAIR. Actions en faveur des hakhis. Réalisation du Mémorial de l'oeuvre française en outre-mer. Accepte ce projet de budget.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 [n° 0119 (95-96)] - Suite de la discussion - (20 décembre 1995) - Après l'art. 23 bis (p. 4576) : son amendement n° 1 : possibilité, pour l'exercice 1996, pour les communes de majorer les taux de taxe professionnelle ; retiré - Après l'art. 24 (p. 4580) : son amendement n° 5 : octroi d'un délai supplémentaire jusqu'au 1er juillet 1996 pour que les communes adoptent un programme local de l'habitat, PLH ; adopté.**

BALLADUR (Edouard), premier ministre.

Fin de ses fonctions ministérielles (démission de son Gouvernement le 11 mai 1995) (JO Lois et décrets du 12 mai 1995).

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours [n° 0622 (93-94)] retiré le 9 janvier 1995 (29 septembre 1994) - **Protection civile.**

Projet de loi relatif à la partie législative du code général des collectivités territoriales [n° 0226 (94-95)] (22 février 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 19 janvier 1995) - **Collectivités territoriales.**

Projet de loi portant transposition de la directive n° 93/7 du 15 mars 1993 du Conseil des Communautés européennes relatives à la restitution des biens culturels ayant quitté illicitement le territoire d'un Etat membre [n° 0237 (94-95)] (23 mars 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 19 janvier 1995) - **Patrimoine artistique, archéologique et historique.**

Projet de loi portant transposition dans le code de la propriété intellectuelle des directives n° 93/83 du Conseil des communautés européennes du 27 septembre 1993 relative à la coordination de certaines règles du droit d'auteur et des droits voisins du droit d'auteur applicables à la radiodiffusion par satellite et à la retransmission par câble et n° 93/98 du Conseil des communautés européennes du 29 octobre 1993 relative à l'harmonisation de la durée de protection du droit d'auteur et de certains droits voisins [n° 0264 (94-95)] (5 avril 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 avril 1995) - **Propriété intellectuelle.**

BALLAYER (René), sénateur (Mayenne) UC.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1995 (27 juillet 1995).

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Petites et moyennes entreprises, commerce et artisanat [n° 0077 (95-96), tome 3 annexe 30] (21 novembre 1995) - **Lois de finances.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 [n° 0379 (94-95)] - Suite de la discussion - (27 juillet 1995) - Après l'art. 21 (p. 1667) : son amendement, soutenu par M. Daniel Millaud, n° 115 : assouplissement du régime d'exonération facultative offert aux communes en matière de taxe sur les spectacles ; adopté.**

- **Projet de loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes [n° 0002 (95-96)] - (9 novembre 1995) - Discussion générale (p. 2477, 2478) : importance du maintien à domicile. Recouvrement sur succession et obligation alimentaire. Interrogation sur la nature de la prestation.**

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Commerce et artisanat

- (8 décembre 1995) - Rapporteur spécial de la commission des finances (p. 4066, 4068) : importance du secteur du commerce et de l'artisanat. Evolution des crédits. Enveloppe de prêts. CODEVI. Fonds d'intervention et d'amélioration des structures artisanales, FISAC Plan relatif à l'artisanat. Mesures en faveur des PME. Simplification administrative. Réforme de la loi Royer. Concurrence. Apprentissage. Accepte ce projet de budget - Art. 66 (*montant maximal du droit fixe de la taxe pour frais de chambres de métiers*) (p. 4087) : réforme du système actuel.

BANGOU (Henri), sénateur (Guadeloupe) C-A.

N'a pas été réélu aux élections sénatoriales du 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information supplémentaire, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur les enjeux et les risques des investissements étrangers en Chine, à la suite d'une mission d'information effectuée dans ce pays [n° 0238 (94-95)] (23 mars 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 19 janvier 1995) - **Chine.**

BARBIER (Bernard), sénateur (Côte-d'Or) RI.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Président de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification ; nouvelle nomination en tant que président (JO Lois et décrets 12 et 27 octobre 1995).

Membre suppléant du Conseil national de l'habitat.

Membre titulaire de la Commission d'étude sur la retraite anticipée pour les anciens combattants d'Afrique du Nord (JO Lois et décrets du 23 novembre 1995).

Membre titulaire de la Commission consultative des droits de l'homme (JO Lois et décrets du 23 novembre 1995).

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'électricité et du gaz.

Membre titulaire du Comité de contrôle du Fonds de soutien aux hydrocarbures ou assimilés d'origine nationale.

Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et télécommunications ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 15 novembre 1995).

Membre titulaire de la Commission consultative chargée d'émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension (JO Lois et décrets du 24 novembre 1995).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1995 (27 juillet 1995).

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour la planification, sur les résultats d'une projection à moyen terme de l'économie française (1994-2000) : tendances macroéconomiques et perspectives pour les finances publiques [n° 0293 (94-95)] (24 mai 1995) - **Plan.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à modifier l'article 2 de la loi 82-653 du 29 juillet 1982 portant réforme de la planification, afin d'instituer un Office parlementaire pour la prospective économique [n° 0388 (94-95)] (20 juillet 1995) - **Parlement.**

Rapport d'information, fait au nom de la Délégation du Sénat pour la planification sur le XIème colloque de réflexion économique organisé le 27 septembre 1995, sur les perspectives à moyen terme de l'économie mondiale [n° 0411 (94-95)] (27 septembre 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 29 juillet 1995) - **Plan.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour la planification, sur les résultats de travaux de projection : finances sociales, environnement international [n° 0065 (95-96)] (9 novembre 1995) - **Prévisions et projections économiques.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Industrie - Industrie [n° 0077 (95-96), tome 3 annexe 22] (21 novembre 1995) - **Lois de finances.**

INTERVENTIONS

- **Résolution (n° 319, 94-95) adoptée par la commission des affaires économiques, en application de l' article 73 bis, alinéa 8, du règlement, sur la proposition de**

règlement (CE) du Conseil portant réforme de l'organisation commune du marché vitivinicole (n° E-401) [n° 275-284 (94-95)] - (29 juin 1995) - Discussion générale (p. 787, 789) : au nom du groupe des RI, approuve l'examen en séance publique de cette résolution. Dimension politique de la réforme du marché vitivinicole. Travaux du groupe d'étude sénatorial sur la viticulture. Mise en place de programmes régionaux d'adaptation. Référence au marché. Evaluation des dépenses vitivinicoles. Prime d'arrachage. Système de gestion régional du marché par appellation. Le groupe des RI votera cette résolution - Discussion de la résolution (p. 796) : son amendement n° 3 : maintien du système interprofessionnel français ; adopté.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995** [n° 0379 (94-95)] - (26 juillet 1995) - Discussion générale (p. 1535 à 1537) : assainissement des finances publiques. Plan pour l'emploi. Nature et objectif du budget. Rôle du Parlement à l'égard des finances publiques. Conséquences des fluctuations monétaires et des déséquilibres des finances publiques sur l'économie européenne. Contexte économique de la France. Affectation des recettes de privatisations. Plan emploi. Urgence d'une réforme de la fiscalité. Réduction des déficits. Situation de la sécurité sociale. Budget de la défense. Avec le groupe des Républicains et indépendants, votera le projet de loi de finances rectificative.

- **Projet de loi de finances pour 1996** [n° 0076 (95-96)]

Deuxième partie :

Industrie (et commerce extérieur)

- (7 décembre 1995) - Rapporteur spécial de la commission des finances pour l'industrie (p. 3947, 3948) : diminution des crédits pour l'industrie. Redéploiement des emplois ; rééquilibrage entre services centraux et déconcentrés. Energie et matières premières. Charbonnage de France. Caisse française des matières premières. Recherche industrielle et innovation. Commissariat à l'énergie atomique, CEA. Accompagnement de l'activité industrielle : soutien d'activités sectorielles ; construction automobile ; écoles des mines ; critiques de la Cour des comptes sur les crédits d'aide aux entreprises gérées par le ministère de l'industrie. EDF-GDF. Attachement au service public à la française. Avenir de l'industrie nucléaire. Privatisations. Avis favorable de la commission des finances à l'adoption de ce projet de budget - Examen des crédits - Etat C - Titre VI (p. 3971) : s'oppose à l'amendement n° II-102 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (rétablissement des crédits initialement prévus en faveur de la construction navale et supprimés par l'Assemblée nationale).

BARDOU (Janine), sénateur (Lozère) RI.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification (JO Lois et décrets du 13 octobre 1995).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture (12 janvier 1995).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture** [n° 0089 (94-95)] - Suite de la discussion - (10 janvier 1995) - Art. 1er (objectifs de la politique agricole) (p. 65) : sur l'amendement n° 8 de la commission (nouvelle

rédaction), son sous-amendement n° 318 : dispositions relatives à la montagne ; retiré - Art. 5 (commission départementale d'orientation de l'agriculture) (p. 86) : son amendement n° 319 : compétence de la commission départementale ; retiré. (p. 87) : son amendement n° 320 : mission des sections spécialisées qui pourront être organisées au sein de cette commission ; retiré - Après l'art. 5 (p. 90) : soutient l'amendement n° 73 de M. Philippe Nachbar (prise en compte des références de production et des droits à aide) - Art. 6 (critères de répartition des droits à produire) (p. 101) : son amendement n° 321 : octroi de droits à produire supplémentaires pour les jeunes agriculteurs qui s'installent dans des espaces difficiles ; adopté.

- **Suite de la discussion** - (11 janvier 1995) - Avant la section 1 du titre II (p. 177) : soutient l'amendement n° 315 de M. Philippe Nachbar (mode de taxation des plus-values professionnelles).

- **Suite de la discussion** - (12 janvier 1995) - Avant la section 1 du titre III (p. 243) : son amendement n° 322 : reconnaissance des fonctions de gestion de l'espace rural des agriculteurs et rôle du fonds de gestion de l'espace rural ; retiré - Après l'art. 26 (p. 259) : soutient l'amendement n° 317 de M. Philippe Nachbar (réciprocité des règles de recul entre les maisons d'habitation occupées par des tiers et les installations d'élevage).

- **Projet de loi portant amnistie** [n° 0341 (94-95)] - (17 juillet 1995) - Discussion générale (p. 1044) : amnistie : définition et historique. Critiques de l'amnistie. (p. 1045) : projet de loi plus restrictif que les lois d'amnistie précédentes. Amnistie des sanctions disciplinaires et professionnelles. Exclusions du bénéfice de l'amnistie. Avec le groupe des Républicains et Indépendants, votera ce projet de loi amendé par le Sénat.

- **Projet de loi de finances pour 1996** [n° 0076 (95-96)]

Deuxième partie :

Agriculture, pêche et alimentation

- (28 novembre 1995) (p. 3309, 3310) : politique de la montagne et des zones défavorisées. Fonds de gestion de l'espace rural. Installation des jeunes agriculteurs. Production de lait en Corrèze.

BARNIER (Michel), ministre de l'environnement.

Fin de ses fonctions ministérielles (démission du Gouvernement le 11 mai 1995) (JO Lois et décrets du 12 mai 1995).

puis, *ministre délégué aux affaires européennes* dans le Gouvernement Juppé le 18 mai 1995 (JO Lois et décrets du 19 mai 1995).

puis, *sénateur (Savoie) RPR* élu le 24 septembre 1995. Cessation de son mandat sénatorial le 1er novembre 1995 (JO Lois et décrets du 3 novembre 1995).

puis, *ministre délégué aux affaires européennes* dans le deuxième Gouvernement Juppé le 7 novembre 1995 (JO Lois et décrets du 8 novembre 1995).

En qualité de ministre de l'environnement

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement - Deuxième lecture** [n° 0139 (94-95)] - (16 janvier 1995) - Discussion générale (p. 323) : projet de loi enrichi. Saisine de la commission nationale du débat public. Enquêtes publiques. Agrément des associations. Comité régional de l'environnement. Prévention des risques naturels.

(p. 324) : espaces naturels. Gestion des déchets. Carte et inventaire des sols pollués en France. Taxe sur les déchets industriels spéciaux. Titre V ajouté par l'Assemblée nationale. (p. 325) : confiscation des véhicules en cas d'infraction en matière de protection de la nature. Enfouissement des réseaux électriques ou téléphoniques. Amélioration de la qualité de nos paysages. Evolution de ce texte grâce au travail du Parlement - **Art. 1er (principes fondamentaux du droit de l'environnement)** (p. 336, 337) : accepte les amendements de la commission n° 12 et n° 13 rédactionnels ainsi que le n° 14 (suppression de la référence aux lois et règlements organisant la communication des documents administratifs). S'oppose aux amendements n° 74 de M. Jacques Bellanger (remplacement des mots "les meilleures techniques" par les mots "les techniques efficaces disponibles") et n° 164 de coordination de Mme Danielle Bidard-Reydet. S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 110 de Mme Danielle Bidard-Reydet (suppression du mot "équitablement" au deuxième alinéa de l'article L. 200-1 du code rural) ainsi que pour les amendements identiques n° 73 de M. Jacques Bellanger et n° 111 de Mme Danielle Bidard-Reydet (suppression de la notion de "coût économiquement acceptable") - **Art. 2 (commission nationale du débat public)** (p. 338, 341) : son amendement n° 2 : consultation des ministres ; devenu sans objet. Sur les amendements de la commission, accepte les n° 15 de coordination et n° 17 (compte rendu mis à la disposition de la commission d'enquête), s'oppose à l'amendement n° 16 (distinction entre la saisine directe de la commission par certaines personnes et la simple possibilité de saisine accordée aux associations) et sur ce dernier, au sous-amendement n° 81 de M. Jacques Bellanger. S'oppose aux amendements de M. Jacques Bellanger, n° 75 (débat public sur l'opportunité d'un projet), n° 76 (organisation du débat dès le début de l'élaboration d'un projet), n° 77 (consultation des collectivités territoriales) et n° 78 (autosaisine de la commission) ainsi qu'aux amendements n° 112 de Mme Danielle Bidard-Reydet (saisine obligatoire de la commission à l'occasion de la réalisation de grandes infrastructures) et n° 172 de M. Alain Vasselle (saisine de la commission étendue aux conseils généraux). Demande le retrait de l'amendement n° 79 de M. Jacques Bellanger (élaboration d'une synthèse des débats et formulation de recommandations) - **Après l'art. 2** (p. 342) : s'oppose à l'amendement n° 188 de M. Louis Perrein (avis des associations de protection de l'environnement sur les décisions des conseils d'administration des aéroports) - **Art. 3 (modifications du régime des enquêtes publiques)** (p. 343) : ses amendements n° 3 : suppression de la possibilité de dérogation dans le choix des commissaires enquêteurs ; et n° 4 : possibilité de désigner un expert ; adoptés. Accepte l'amendement rédactionnel n° 19 de la commission. S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 18 de la commission (organisation obligatoire de réunions d'information pour les opérations importantes) et, sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 173 de M. Alain Vasselle - **Après l'art. 6** (p. 349) : demande le retrait de l'amendement n° 94 de M. Philippe François (participation des organisations professionnelles agricoles et forestières à l'action des organismes publics concernant l'environnement) - **Intitulé du chapitre III du titre 1er** (p. 350) : accepte l'amendement n° 23 de la commission ("Du conseil départemental et du comité régional de l'environnement") - **Art. 7 (conseil départemental de l'environnement)** (p. 351) : demande le retrait des amendements n° 175 de M. Alain Vasselle (représentation des collectivités territoriales au sein du conseil) et n° 192 de Mme Danielle Bidard-Reydet (représentativité des associations) - **Art. 7 bis (comités régionaux de l'environnement)** (p. 352, 353) : accepte les amendements n° 24 de précision de la commission et n° 200 de M. André Egu (établissement d'un inventaire du patrimoine paysager de la région). Demande le retrait des amendements identiques n° 135 de M. Michel Souplet et n° 144 de M. Gérard César (participation des représentants des chambres d'agriculture, des chambres de commerce et d'industrie et des chambres de métiers) ainsi que celui de l'amendement n° 176 de M. Alain Vasselle (participation des

représentants des fédérations départementales de chasseurs) - **Art. 10 (expropriation des biens exposés à certains risques naturels prévisibles)** (p. 355, 357) : accepte l'amendement rédactionnel n° 25 de la commission. Sur les amendements de la commission saisis pour avis, s'oppose au n° 96 (suppression d'une condition supplémentaire) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 95 (caractère inéluctable d'un risque) et le n° 98 (suppression du quatrième alinéa). Sur l'amendement n° 118 de la commission (indemnisation), qu'il accepte, son sous-amendement n° 207 ; adopté - **Art. 10 bis (réduction du droit à indemnité)** (p. 360, 361) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de la commission n° 119 (réduction ou suppression des indemnités) et n° 26 (nature de l'enquête publique). S'oppose à l'amendement de suppression n° 99 de la commission saisi pour avis - **Art. 11 (fonds de prévention des risques naturels majeurs)** (p. 363, 365) : s'oppose aux amendements n° 189 de M. Jacques Bellanger (financement des mesures de prévention par ce fonds) et n° 100 de la commission saisi pour avis (rétablissement de la rédaction adoptée en première lecture par le Sénat). S'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° 120 de la commission et n° 101 de la commission saisi pour avis (alimentation du fonds par un prélèvement). Accepte les amendements de la commission n° 121 de coordination et n° 122 (taux du prélèvement), sous réserve de l'adoption, sur ce dernier, du sous-amendement n° 103 de la commission saisi pour avis - **Art. 13 (plans de prévention des risques naturels prévisibles)** (p. 367, 368) : sur l'amendement n° 123 de la commission qu'il accepte (recours au code forestier pour toutes les mesures de gestion et d'exploitation forestière), ses sous-amendements n° 208 et n° 209 ; adoptés. Accepte les amendements de la commission n° 28 rédactionnel, n° 124 (rectification d'une erreur matérielle) et n° 29 (affichage et publicité des plans de prévention des risques naturels) - **Art. 16 (coordination avec les dispositions relatives aux plans de surfaces submersibles)** (p. 369) : demande le retrait des amendements identiques n° 137 de M. Michel Souplet et n° 146 de M. Gérard César (maintien de la législation sur les calamités agricoles) - **Après l'art. 18** (p. 370, 371) : demande le retrait de l'amendement n° 152 de M. Lucien Lanier, repris par M. Philippe Marini (rôle des régions dans la gestion des eaux) - **Art. 19 (obligations des propriétaires riverains des cours d'eau non domaniaux)** (p. 372, 373) : demande le retrait de l'amendement n° 68 de M. Louis de Catuelan (boues de curage contaminées et rôle du préfet). Accepte l'amendement n° 138 de M. Michel Souplet (boues de curage contaminées) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 178 de M. Alain Vasselle (durée de validité du plan). Estime satisfaits les amendements n° 194 de M. Louis Althapé (obligation d'entretien des canaux d'arrosage désaffectés) et n° 177 de précision de M. Alain Vasselle - **Art. 21 bis (réglementation des loisirs et sports nautiques)** (p. 375, 377) : accepte les amendements n° 163 de M. Ernest Cartigny (concertation avec les utilisateurs) et n° 30 de la commission (nouvelle rédaction de l'article). Sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 105 de la commission saisi pour avis (réglementation et interdiction) - **Après l'art. 21 ter** (p. 379) : demande le retrait des amendements de M. Louis Althapé n° 196 (intitulé de la division) et n° 197 (entretien des terrains non bâtis portant atteinte à l'environnement) - **Art. 21 quater (extraction de matériaux dans les cours d'eau de montagne)** (p. 380) : accepte l'amendement rédactionnel n° 31 de la commission - **Art. 22 (inventaire départemental du patrimoine naturel)** Demande le retrait de l'amendement n° 70 de M. Gérard César (consultation du conseil départemental de l'environnement) et accepte l'amendement n° 32 de la commission (communication de l'inventaire à la demande des associations) - **Art. 23 (rapport d'orientation - supprimé par l'Assemblée nationale)** (p. 381) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de rétablissement n° 33 de la commission et, sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 114 de Mme Danielle Bidard-Reydet - **Art. 24 bis (projets intercommunaux de gestion des espaces et du patrimoine - supprimé par l'Assemblée nationale)** Accepte l'amendement de rétablissement n° 34 de la commission - **Après l'art. 26 A** (p. 382) : accepte les amendements

identiques n° 139 de M. Michel Souplet et n° 147 de M. Gérard César (délai de deux mois permettant au bailleur de s'opposer aux travaux) - **Art. 26 (compétences des agents des réserves et des parcs nationaux marins)** (p. 383, 384) : demande le retrait de l'amendement n° 201 de M. Philippe Richert (retournement des prairies par le locataire des terrains). Accepte les amendements de la commission n° 36 (autorisation pour les agents des parcs marins d'intervenir sur la totalité du territoire des parcs) et n° 35 (regroupement de toutes les habilitations des agents des réserves et parcs marins dans le code rural). Sur ce dernier, accepte le sous-amendement n° 203 de M. Philippe Richert - **Art. 27 bis (gardes champêtres)** (p. 385) : s'oppose à l'amendement n° 190 de M. Jacques Bellanger (possibilité de recruter des gardes champêtres étendue à la région) et accepte l'amendement de coordination n° 37 de la commission - **Art. 29 (compétence des départements en matière d'espaces naturels sensibles)** (p. 386) : accepte l'amendement n° 38 de la commission (suppression du plan de gestion de l'utilisation de la taxe départementale des espaces naturels sensibles) et demande le retrait de l'amendement n° 185 de M. Philippe Marini (utilisation d'une fraction de la taxe départementale des espaces naturels sensibles pour l'accueil du public) - **Après l'art. 29** (p. 387, 388) : accepte l'amendement n° 93 de M. Ambroise Dupont (élargissement de l'assiette de la taxe sur les espaces naturels sensibles pour le financement des conseils d'architecture, d'environnement et d'urbanisme) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 179 de M. Alain Vasselle (possibilité d'exonération de la taxe sur les espaces naturels sensibles). (p. 389) : financement de la collecte des déchets ménagers. Lancement d'une réflexion globale - **Art. 30 (droit de préemption des parcs nationaux et des parcs naturels régionaux)** Accepte l'amendement rédactionnel n° 39 de la commission - **Art. 35 (taxe sur les passages maritimes à destination d'un espace protégé)** (p. 391) : accepte l'amendement rédactionnel n° 40 de la commission et s'oppose à l'amendement de suppression n° 115 de Mme Danielle Bidard-Reydet - **Art. 35 bis (taxe de desserte des îles reliées au continent par un ouvrage d'art)** (p. 393) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 116 de Mme Danielle Bidard-Reydet et accepte l'amendement n° 41 de la commission (nouvelle rédaction de l'article et tarifs particuliers pour les personnes domiciliées dans les îles) ainsi que sur ce dernier, les sous-amendements n° 211 de M. Philippe Richert et n° 129, n° 134 et n° 199 de M. Jacques Oudin - **Art. 36 (modifications du régime de la taxe de séjour)** (p. 394) : demande le retrait de l'amendement n° 71 de M. Gérard César (possibilité d'utiliser cette taxe pour lutter contre les incendies de forêts) - **Après l'art. 36** (p. 395) : accepte l'amendement n° 69 de M. Serge Vinçon (date limite de déclaration des enclos piscicoles) - **Art. 36 ter A (réglementation des publicités)** (p. 397) : accepte l'amendement n° 42 de la commission (réunion des articles additionnels 36 ter A, B et C en un seul article et nouvelle rédaction) - **Art. 36 ter B (réglementation des publicités en dehors des agglomérations)** Accepte l'amendement de suppression n° 43 de la commission - **Art. 36 ter C (suppression des publicités irrégulières)** Accepte l'amendement de suppression n° 44 de la commission - **Art. 36 ter D (jardins familiaux)** : accepte l'amendement rédactionnel n° 45 de la commission - **Art. 36 quater (protection des espèces et habitats naturels)** (p. 399) : son amendement n° 210 : rôle de conservatoire d'espèces menacées joué par les parcs zoologiques et les jardins botaniques ; adopté. (p. 402, 407) : se déclare favorable aux amendements de la commission n° 46 (rétablissement d'une précision sur les espèces végétales, supprimée par l'Assemblée nationale), n° 47 (mesures d'interdiction), n° 48 rédactionnel et sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 212 de Mme Danielle Bidard-Reydet. S'oppose également à l'amendement n° 72 de suppression de M. Gérard César. Demande le retrait des amendements de M. Pierre Lacour n° 169 (distinction entre les animaux prélevés en milieu naturel et ceux qui ne le sont pas), n° 170 (possibilité de détention de certains spécimens nés en captivité) et n° 171 (application de l'article 9 de la directive européenne n° 79-409) ainsi que le retrait des amendements n° 184 de M. François Blaizot (distinction entre les animaux prélevés

en milieu naturel et les animaux d'élevage), n° 108 de M. Michel Doublet (établissements zoologiques et sauvegarde des espèces protégées), n° 191 de M. Jacques Bellanger (création de réservoirs génétiques), n° 166 de M. Jean Pépin (suppression de la notion d'imprudance en ce qui concerne les échappées d'animaux enfermés dans les parcs zoologiques), n° 181 de M. Alain Vasselle (introduction autorisée d'animaux dans le milieu naturel à des fins cynégétiques) et également le retrait des amendements M. Gérard César n° 148 (autorisations exceptionnelles portant sur des espèces protégées) et n° 149 (consultation des chambres d'agriculture) - **Après l'art. 36 quater** (p. 409) : s'oppose à l'amendement n° 128 de M. Jean-Paul Hugot (adaptation des dispositions du code rural relatives aux fermages) - **Art. 36 sexies (coordination)** Accepte l'amendement de coordination n° 49 de la commission - **Art. 36 septies (compétence des collectivités locales sur l'organisation des remontées mécaniques)** (p. 410) : son amendement n° 126 : sécurité juridique accrue ; adopté - **Après l'art. 36 septies** (p. 411) : oppose l'article 40 de la Constitution aux amendements identiques n° 142 de M. Michel Souplet et n° 150 de M. Gérard César (indemnisation des dégâts causés aux récoltes et aux biens agricoles assujettis à la mutualité sociale agricole) ainsi qu'aux amendements identiques n° 143 de M. Michel Souplet et n° 151 de M. Gérard César (création d'un fonds d'indemnisation des dommages causés par les espèces animales protégées) - **Art. 37 (modifications de la loi sur les déchets)** (p. 413) : ses amendements n° 5 et n° 6 : suppression des dispositions concernant la taxe sur les déchets industriels spéciaux afin de les regrouper ; adoptés. S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 159 de M. André Egu (suppression de la notion d'échec des mesures de protection du site) et s'oppose aux amendements de M. Gérard César n° 154 (suppression du taux spécifique de la taxe sur les déchets industriels), n° 155 et n° 156 de conséquence. Date d'application de la hausse de la taxe. Question des huiles usagées. (p. 415) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 182 de M. Alain Vasselle (possibilité pour les collectivités de faire appel à des organismes bancaires). Son amendement n° 7 : date d'entrée en vigueur des dispositions de la loi de 1975 relative à l'élimination des déchets ; adopté - **Après l'art. 37** (p. 416) : son amendement n° 8 : regroupement des dispositions instituant une taxe sur les déchets industriels ; adopté après modification par le sous-amendement n° 67 de la commission pour lequel il s'en remet à la sagesse du Sénat - **Art. 37 ter A (remise en état des sites pollués)** (p. 417) : estime satisfait l'amendement n° 61 de M. Philippe François (enlèvement des boues reconnues contaminées) - **Après l'art. 37 ter A** (p. 418, 419) : s'oppose à l'amendement n° 153 de M. Lucien Lanier (participation de la région aux plans départementaux d'élimination des déchets ménagers) - **Art. 38 A (financement des analyses et expertises par l'exploitant)** (p. 420) : s'oppose à l'amendement n° 160 de M. André Egu (conditions des contrôles techniques déterminées par un décret en Conseil d'Etat) - **Art. 39 (faculté pour les régions de participer à la remise en état des sites pollués)** S'oppose à l'amendement n° 117 de Mme Danielle Bidard-Reydet (constitution d'un fonds de mutualisation des dépenses de protection de l'environnement) - **Après l'art. 42** (p. 421) : son amendement n° 9 : obligation faite aux maires de rendre public le rapport annuel sur le service public de l'eau potable ; réservé jusqu'après l'examen de l'article 42 quater - **Art. 42 bis (service public commun de distribution d'eau et d'assainissement)** S'oppose à l'amendement n° 52 de la commission (suppression de la condition d'identité des règles d'assujettissement à la TVA) - **Art. 42 ter (limitation de durée des conventions de délégation de service public)** (p. 424, 426) : son amendement n° 10 : champ d'application limité à l'eau potable, à l'assainissement et aux déchets et possibilité de dépassement de la durée de 20 ans sur justificatif ; adopté. S'oppose aux amendements de suppression n° 53 de la commission et n° 106 de la commission saisie pour avis - **Art. 42 quater (versement des droits d'entrée à la collectivité délégante)** (p. 428) : son amendement n° 11 : application limitée à l'eau

potable, l'assainissement et les déchets et droits d'entrée supprimés; adopté - **Après l'art. 42** (p. 429): son amendement n° 9; adopté (précédemment réservé p. 421) - **Après l'art. 43** (p. 431): son amendement n° 127: dispositions transitoires; adopté - **Art. 45 bis (responsabilité pénale des personnes morales)** (p. 432, 434): accepte l'amendement rédactionnel de la commission n° 55 et demande le retrait des amendements n° 56 rédactionnel de la commission et n° 205 de M. André Egu (responsabilité de la personne morale publique) - **Art. 48 (incorporation des composants oxygénés dans les carburants)** Accepte l'amendement de précision n° 57 de la commission - **Art. 50 (saisie et confiscation des objets ayant servi à commettre des infractions)** (p. 435): accepte l'amendement rédactionnel n° 58 de la commission - **Art. 53 (utilisation des indemnités d'assurance)** (p. 436): accepte l'amendement n° 59 de la commission (réduction de la procédure de "l'état manifeste d'abandon" à six mois) - **Après l'art. 53**: accepte l'amendement n° 206 de M. Philippe Richert (suppression de la clause de reconstruction de l'immeuble bâti sur place) - **Art. 54 (enfouissement des lignes électriques)** (p. 437, 438): oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 187 de M. Jean-Pierre Camoin (définition de zones paysagères prioritaires) et s'oppose à l'amendement n° 162 de M. Alain Pluchet (dérogrations éventuelles accordées par le préfet) - **Après l'art. 54** (p. 439): accepte l'amendement n° 60 de la commission (droit de chasse des Français résidant à l'étranger) et s'oppose à l'amendement n° 168 de M. Michel Miroudot (protection des minéraux provenant d'anciennes mines) - **Sur l'ensemble** (p. 440): améliorations apportées par la Haute Assemblée à ce texte.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 0218 (94-95)] - (19 janvier 1995) - **Sur l'ensemble** (p. 520, 521): examen de nombreux amendements. Mesures prises en matière de transparence. Sites pollués. Construction commune du Gouvernement et du Parlement. Symbole d'une écologie concrète et humaniste. Expropriation pour risque naturel majeur.

En qualité de ministre délégué aux affaires européennes

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 11 de M. Paul Loridant : **Consommation (Relance de la consommation)** (JO Débats du 22 décembre 1995) (p. 4646).

n° 12 de M. Philippe Marini : **Monnaie (Monnaie unique européenne)** (JO Débats du 22 décembre 1995) (p. 4647).

n° 14 de M. Jean-Jacques Hyst : **Accords de Schengen (Mise en oeuvre des accords de Schengen)** (JO Débats du 22 décembre 1995) (p. 4649).

n° 19 de M. Michel Bécot : **Entreprises (petites et moyennes) (Conseils aux PME pour l'exportation)** (JO Débats du 22 décembre 1995) (p. 4654).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention sur la sûreté nucléaire [n° 0304 (94-95)]** - (5 juillet 1995) (p. 886 à 888): dispositions de la convention. Cadre législatif pour régir la sûreté des centrales nucléaires. Mise en oeuvre de principes. Intérêt de la ratification de la convention. Problèmes écologiques. Fermeture du site nucléaire de Tchernobyl. Souhaite la ratification de la convention. (p. 894, 895): EURATOM. Centrales des pays de l'Est. Agence internationale de l'énergie atomique, AIEA.

Déchets nucléaires. Importance de l'industrie électronucléaire civile. Direction de la sûreté des installations nucléaires, DSIM. Volonté politique d'une culture de sûreté nucléaire.

- Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]

Discussion des articles de la première partie :

- **Suite de la discussion** - (23 novembre 1995) - **Art. 30 (montant du prélèvement effectué sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)** (p. 2854, 2858): contexte de discipline budgétaire stricte. Cadre financier pluriannuel arrêté lors du Conseil européen d'Edimbourg en 1992. Ressources communautaires. Dépenses. Action menée par la France lors de sa présidence de l'Union européenne. Dépenses administratives. Dispositif de lutte contre la fraude, la mauvaise gestion et le gaspillage. Rôle de la Cour des comptes européenne de Luxembourg. Politique agricole commune, PAC. Fonds structurels. Action du Fonds social européen. Transports transeuropéens. Programme MEDIA II. Politique extérieure. Action de l'Union européenne en faveur de la Méditerranée. Processus de paix israélo-palestinien. Actions du programme PHARE. Coopération avec les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, adhérents à la Convention de Lomé. Conférence intergouvernementale prévue dans le Traité de Maastricht. Politique étrangère de sécurité et de défense commune. Négociations d'élargissement. Monnaie unique. Union de l'Europe occidentale, UEO. (p. 2871, 2874): conférence intergouvernementale de 1996. Dépenses non obligatoires. Présidence française. Union économique et monétaire. Lutte contre la fraude. Programmes PHARE et TACIS. Siège du Parlement européen. Rôle de Strasbourg. Construction européenne. Sécurité. Environnement.

En qualité de sénateur

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

BAROIN (François), secrétaire d'Etat, porte-parole du Gouvernement.

dans le Gouvernement Juppé le 18 mai 1995 (JO Lois et décrets du 19 mai 1995).

Fin de ses fonctions ministérielles (démission du Gouvernement le 7 novembre 1995) (JO Lois et décrets du 8 novembre 1995).

BARRAUX (Bernard), sénateur (Allier) UC.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture [n° 0089 (94-95)]** - (9 janvier 1995) - **Discussion générale** (p. 29, 30): installation des agriculteurs. Allègement des charges. Evolution de l'entreprise agricole. Secteur agroalimentaire. Elevage. Indemnité spéciale de montagne. Commission départementale d'orientation. Droits à produire.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 [n° 0379 (94-95)]** - **Suite de la discussion** - (27 juillet 1995) - **Discussion générale** (p. 1559 à 1561): redressement de la situation économique et sociale. Mise en oeuvre de moyens pour réduire le déficit budgétaire. Situation de la sécurité

sociale. Dette publique. Secteur public. Réforme de l'administration. Cour d'arbitrage social. Réforme de la fiscalité. Chômage. Situation des collectivités locales. Avec le groupe de l'Union centriste, votera le projet de loi de finances rectificative pour 1995.

- Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]

Articles non rattachés :

- (9 décembre 1995) - **Avant l'art. 59 nonies** (p. 4198) : se déclare opposé à l'amendement n° II-149 de la commission (exonération de la contribution sociale de solidarité des sociétés, CSSS, accordée aux coopératives d'approvisionnement pour la partie de leur chiffre d'affaires correspondant aux recettes reçues de leurs membres en contrepartie de l'activité d'approvisionnement). Difficulté à justifier les avantages fiscaux dont bénéficient les coopératives.

BARROT (Jacques), ministre du travail, du dialogue social et de la participation.

dans le Gouvernement Juppé le 18 mai 1995 (JO Lois et décrets du 19 mai 1995).

puis, ministre du travail et des affaires sociales dans le deuxième Gouvernement Juppé le 7 novembre 1995 (JO Lois et décrets du 8 novembre 1995).

En qualité de ministre du travail, du dialogue social et de la participation

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi instituant le contrat initiative-emploi [n° 0358 (94-95)] (5 juillet 1995) - Emploi.

Projet de loi relatif à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale [n° 0368 (94-95)] (12 juillet 1995) - Emploi.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi instituant le contrat initiative-emploi [n° 0358 (94-95)]** - (19 juillet 1995) - **Discussion générale - commune avec celle du projet de loi n° 368 (94-95)** - (p. 1221, 1222) : chômage et fracture sociale. Données chiffrées. Chômage de longue durée. Nouveau contrat initiative-emploi, CIE. Entreprises. Baisse des charges. PME. (p. 1223, 1224) : collectivités territoriales. UNEDIC. Réforme du financement des dépenses sociales. Aménagement du temps de travail. Apprentissage et formation en alternance. Formations. Taxe d'apprentissage. (p. 1241, 1244) : aménagement du temps de travail. Financement de la protection sociale. Exonération des charges sociales. Articulation du CIE avec les autres contrats. Accès à un emploi stable. Apprentissage et formation en alternance. Augmentation du SMIC. Chômeurs de longue durée. PME. Activation des dépenses de lutte contre le chômage. Exemple de l'Alsace. Financement de l'UNEDIC.

- **Projet de loi relatif à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale [n° 0368 (94-95)]** - (19 juillet 1995) - **Discussion générale - commune avec celle du projet de loi n° 358 (94-95)** - Voir intervention sous le projet de loi n° 358 (p. 1221, 1224, 1241, 1244).

- **Projet de loi instituant le contrat initiative-emploi [n° 0358 (94-95)]** - Suite de la discussion - (20 juillet 1995) - **Avant l'art. 1er** (p. 1256) : s'oppose aux amendements n° 8 de Mme Michelle Demessine (abaissément à trente-cinq

heures de la durée hebdomadaire du travail) et n° 20 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (abaissément à trente-cinq heures de la durée hebdomadaire légale du travail - proposition d'un processus transitoire qui fixe la durée légale à trente-sept heures au 1er janvier 1996). (p. 1257) : s'oppose à l'amendement n° 9 de Mme Michelle Demessine (fixation du SMIC à 7500 francs mensuels) - **Art. 1er (institution du contrat initiative-emploi et suppression du contrat de retour à l'emploi)** (p. 1259) : retour à l'emploi des chômeurs de longue durée. Contrat dont disposent les collectivités territoriales. Possibilité pour les associations d'avoir recours au CIE - **Art. L. 322-4-2 du code du travail (publics visés et aides)** (p. 1261) : s'oppose aux amendements n° 47 de M. Louis Souvet (ouverture du CIE à d'autres catégories de personnes), n° 21 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (accès au CIE pour les femmes isolées) et n° 41 de Mme Michelle Demessine (accès au CIE pour les femmes isolées). (p. 1265) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement rédactionnel n° 2 de la commission et s'oppose aux amendements de Mme Marie-Madeleine Dieulangard n° 23 (suppression de la prime de deux mille francs accordée pour chaque CIE) et n° 24 (suppression des quatrième et cinquième alinéas du texte présenté par l'article 1er pour l'article L. 322-4-2 du code du travail - suppression de la prime à l'embauche de deux mille francs). (p. 1266, 1267) : accepte l'amendement n° 3 de la commission (prévision par des conventions d'une formation liée à l'activité de l'entreprise - aide au tutorat). Accepte l'amendement rédactionnel n° 4 de la commission - **Art. L. 322-4-3 du code du travail (employeurs intéressés)** (p. 1268) : s'oppose aux amendements n° 5 de la commission (assouplissement des dispositions de l'article précité et prise en compte d'un licenciement autre que le licenciement économique) et n° 26 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (licenciement sans cause réelle ni sérieuse précédant le CIE - fin d'un contrat à durée déterminée). (p. 1269) : s'oppose à l'amendement n° 11 de Mme Michelle Demessine (interdiction pour l'entreprise de licencier pendant les deux années suivant la conclusion d'un CIE) - **Art. L. 322-4-4 du code du travail (régime juridique)** (p. 1276) : s'oppose aux amendements identiques n° 13 de Mme Michelle Demessine et n° 27 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (suppression de la référence au contrat à durée déterminée). (p. 1277) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Madeleine Dieulangard n° 28 (communication des contrats aux organisations syndicales représentatives) et n° 29 (garantie supplémentaire accordée aux salariés embauchés sous CIE) - **Art. L. 322-4-5 du code du travail (atténuation des effets de seuil d'effectifs)** (p. 1279) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 14 de Mme Michelle Demessine, ainsi qu'à l'amendement n° 30 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (nouvelle rédaction qui prévoit que les mêmes dispositions légales et conventionnelles et usages applicables aux salariés sous contrat à durée indéterminée s'appliquent également aux salariés sous CIE) - **Art. L. 322-4-6 du code du travail (exonération de charges sociales)** (p. 1280) : s'oppose aux amendements identiques n° 15 de Mme Michelle Demessine et n° 31 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (maintien des cotisations des employeurs en matière d'accidents du travail). Accepte l'amendement n° 6 de la commission (possibilité pour les handicapés de plus de 50 ans de bénéficier de l'exonération dès lors qu'ils sont sans emploi depuis plus d'un an) et s'oppose à l'amendement n° 32 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (différenciation entre les exonérations accordées suivant la gravité de la situation du demandeur d'emploi). (p. 1281) : s'oppose à l'amendement n° 16 de Mme Michelle Demessine (calcul de l'exonération en fonction de la taille et de l'activité de l'entreprise) - **Art. 2 (information du comité d'entreprise ou des délégués du personnel)** (p. 1282) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Madeleine Dieulangard n° 33, rédactionnel, n° 34 (représentation du personnel et signature d'une convention dès le départ du processus), ainsi qu'à l'amendement n° 17 de Mme Michelle Demessine (information et consultation des instances représentatives du personnel pour la conclusion d'un CIE). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 35 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (information des représentants du

personnel sur les créations nettes d'emplois). (p. 1283) : s'oppose à l'amendement n° 18 de Mme Michelle Demessine (information du comité départemental de la formation professionnelle et bilan chiffré adressé au comité supérieur de l'emploi) - **Après l'art. 4** (p. 1284) : sur l'amendement n° 40 de M. Pierre Lagourgue (application aux contrats d'accès à l'emploi, CAE, de certaines dispositions du CIE), qu'il accepte, son sous-amendement n° 48 ; adopté. Sur l'amendement précité n° 40 de M. Pierre Lagourgue, accepte le sous-amendement n° 50 de M. Alain Vasselle - **Art. 4 (non-application du CIE dans les départements d'outre-mer et à Saint-Pierre-et-Miquelon)** (p. 1286) : accepte l'amendement de coordination n° 39 de M. Pierre Lagourgue - **Art. 6 (dispositions transitoires)** : sur l'amendement n° 7 de la commission (possibilité pour les bénéficiaires d'un CES, d'un emploi consolidé ou d'un contrat de travail avec une entreprise d'insertion de bénéficier du contrat du CIE sans attendre d'y avoir droit au terme d'une nouvelle année de chômage), qu'il accepte, son sous-amendement n° 49 ; rejeté. S'oppose à l'amendement de coordination n° 36 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard, ainsi qu'à l'amendement n° 19 de Mme Michelle Demessine (possibilité pour les bénéficiaires d'un CES de conclure un CIE) - **Après l'art. 6** (p. 1288) : s'oppose à l'amendement n° 38 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (possibilité pour les syndicats de contrôler les licenciements pour motif économique). (p. 1289) : s'oppose à l'amendement n° 46 de M. Alain Vasselle (possibilité pour la fonction publique territoriale de conclure des CIE avec des agents contractuels) - **Sur l'ensemble** (p. 1293) : chômage de longue durée. Aménagement du temps de travail.

- **Projet de loi relatif à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale [n° 0368 (94-95)] - Suite de la discussion - (20 juillet 1995) - Avant l'art. 1er** (p. 1294) : s'oppose à l'amendement n° 15 de Mme Michelle Demessine (participation des revenus financiers au financement des dépenses sociales) - **Art. 1er (réduction de charges sociales patronales sur les bas salaires)** (p. 1296) : son amendement n° 19 : correction d'une erreur rédactionnelle ; adopté. S'oppose aux amendements de Mme Michelle Demessine n° 16 (classification des entreprises bénéficiaires par catégorie en tenant compte de leur taille et de leur activité) et n° 17 (nécessité d'accompagner cette réduction de créations d'emplois en contrats à durée indéterminée) ainsi qu'à l'amendement n° 10 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (suppression des réductions des cotisations à la charge de l'employeur au titre des accidents du travail et des maladies professionnelles). Demande le retrait de l'amendement n° 1 de la commission (nécessité de ne pas prendre en compte dans l'assiette de calcul diverses primes). S'oppose à l'amendement n° 5 de M. André Jourdain (autre mode de calcul des exonérations qui n'entraînent pas de variations mensuelles) - **Après l'art. 1er** (p. 1302) : demande le retrait de l'amendement n° 6 de M. André Jourdain (possibilité pour tout employeur qui augmente ses effectifs de 10 % de déduire des cotisations d'assurance chômage le montant des salaires bruts des employés ainsi embauchés) - **Après l'art. 2** (p. 1303) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 9 de M. Jean-Pierre Cantegrit (jeunes qui partent travailler à l'étranger) - **Art. 3 (contreparties)** (p. 1305) : s'oppose aux amendements de suppression n° 11 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard et n° 18 de Mme Michelle Demessine - **Après l'art. 3** : accepte l'amendement n° 3 de la commission (nécessité pour le Gouvernement de déposer deux rapports l'un avant la fin du premier trimestre 1996, l'autre avant le 30 juin 1997). (p. 1306) : demande le retrait de l'amendement n° 4 de M. Jean-François Le Grand (représentation des personnels navigants au sein du conseil d'administration d'Air France). (p. 1309) : demande le retrait des amendements de M. Jean Chérioux n° 7 (évaluation par l'Inspection générale des affaires sociales des actions des associations) et n° 8 (renforcement de l'information des donateurs en cas de collecte à l'initiative d'un collectif d'associations).

En qualité de ministre du travail et des affaires sociales

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi en faveur du développement des emplois de services aux particuliers [n° 0087 (95-96)] (22 novembre 1995) - Emploi.

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 9 de M. Michel Rocard : **Aménagement du temps de travail (Aménagement du temps de travail) (JO Débats du 10 novembre 1995) (p. 2433).**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes [n° 0002 (95-96)] - (9 novembre 1995) - Discussion générale (p. 2436 à 2439) :** situation financière des personnes âgées. Prise en charge par la collectivité de la dépendance des personnes âgées. Espérance de vie. Allocation compensatrice pour tierce personne. Avis du Conseil économique et social. Expérimentation menée dans douze départements. Modalités de service et entrée en vigueur de la prestation. Gestion et coût de la prestation. Rôle du fonds de solidarité vieillesse. Exigence de solidarité nationale. (p. 2458) : concertation entre le Gouvernement et le Parlement. (p. 2478, 2481) : évolution des conditions d'hébergement des personnes âgées. Contentieux juridiques. Intérêt d'une prestation en nature. Résultats des douze expériences départementales. Évaluation du dispositif. Caractéristiques de la prestation. Amendements des commissions. Tarification. Identification des charges. Indexation des dépenses de référence. Financement du dispositif. Obligation alimentaire et recours sur succession. Développement des contrats d'assurance. Solidarité.

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement sur la réforme de la protection sociale, suivie d'un débat et d'un vote - (16 novembre 1995) (p. 2636, 2638) :** avenir de la sécurité sociale. Révision constitutionnelle. Remboursement de la dette sociale. Retraités. Politique familiale. Maîtrise médicalisée des dépenses. Régionalisation. Conseils d'administration des hôpitaux. Assurance vieillesse. Régime universel de protection sociale.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Santé publique et services communs - Solidarité entre les générations

- (1er décembre 1995) (p. 3535, 3538) : regroupement des crédits budgétaires. Constitution d'un pôle "affaires sociales". Pratique de la concertation. Réforme de la sécurité sociale. Prochain projet de loi sur l'exclusion. Nombre des bénéficiaires du revenu minimum d'insertion, RMI. Aide aux handicapés. Haut comité de santé publique. Lutte contre le sida. Agence nationale pour le développement de l'évaluation médicale, ANDEM. Mise en oeuvre de la réforme hospitalière. (p. 3545) ; commission Le Vert sur les régimes spéciaux. (p. 3558) : Association des régimes de retraites complémentaires, ARRCO. Problème de l'épargne-retraite. (p. 3571, 3573) : objectif de santé publique. Soins palliatifs. Caisse des Français de l'étranger. Humanisation des maisons de retraite. Politique familiale. Réforme des régimes spéciaux de retraite. Droits des femmes.

- **Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale [n° 0122 (95-96)]** - (14 décembre 1995) (p. 4322) : volonté de dialogue du Gouvernement. Débat à l'Assemblée nationale. Se tient, ainsi que M. Hervé Gaymard, à la disposition du Sénat - **Rappel au règlement de M. Charles Metzinger** (p. 4323) : confirme sa présence à l'Assemblée nationale à la place du Premier ministre lors de l'ouverture des débats sur le projet de loi d'habilitation - **Discussion générale** (p. 4324, 4325) : sauvegarde de la sécurité sociale. Dette. Recours à la procédure des ordonnances. Concertation. Régimes spéciaux de retraite. Emploi et financement de la sécurité sociale. Financement de la politique familiale. Financement de la dette et du redressement financier. (p. 4326, 4327) : adaptation de l'assurance maladie. Association du Parlement à cette politique sociale. Médecine de ville. Réforme de l'hôpital. "Déremboursement" des médicaments et des soins. Développement de la prévention. Projet portant sur cinq ordonnances. Projet de loi "ordinaire" portant sur l'universalité de l'assurance maladie.

- **Suite de la discussion** - (15 décembre 1995) - **Discussion générale (suite)** (p. 4387, 4391) : maintien de la protection sociale. Rappel des objectifs de la réforme. Volonté gouvernementale de négocier à l'intérieur du cadre législatif proposé. Champ d'application des ordonnances. Politique de santé fondée sur la prévention, le juste soin et la responsabilisation. Champ d'application du système de remboursement de la dette sociale, RDS. Utilisation du fonds de solidarité vieillesse. Informatisation du secteur médical privé. Liaison entre les médecins généralistes et les spécialistes. Possibilité de régulation d'une médecine libérale. Organisation des hôpitaux. Caractère urgent du rééquilibrage des comptes sociaux et de la mise en place d'un système de remboursement de la dette. Perspectives de débat parlementaire sur la loi de ratification des ordonnances. Recouvrement des cotisations dues à l'URSSAF. Articulation de la démocratie politique et de la démocratie sociale - **Exception d'irrecevabilité** (p. 4395) : s'oppose à la motion n° 1 de Mme Hélène Luc tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité.

BAUDOT (Jacques), sénateur (Meurthe-et-Moselle) UC.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire de la Commission d'étude sur la retraite anticipée des anciens combattants d'Afrique du Nord (article 2 du décret n° 95-906 du 9 août 1995) (JO Lois et décrets du 8 septembre 1995).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec M. Jean Bernadaux, tendant à faciliter la transformation des districts urbains en communautés urbaines [n° 0042 (95-96)] (25 octobre 1995) - **Communautés urbaines.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Anciens combattants et victimes de guerre [n° 0077 (95-96), tome 3 annexe 11] (21 novembre 1995) - **Lois de finances.**

Proposition de loi, déposée avec M. Jean Bernadaux tendant à rendre obligatoires les déclarations de candidatures aux élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 0102 (95-96)] (29 novembre 1995) - **Elections municipales.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Anciens combattants et victimes de guerre

- (9 décembre 1995) - Rapporteur pour avis de la commission des finances (p. 4098, 4099) : intérêt de ce budget. Analyse des différents crédits. Rente mutualiste du combattant. Diminution de la dette viagère. Simplification souhaitable du mécanisme du rapport constant. Amélioration des conditions d'accès à la pension de réversion des veuves. Mesure de décrystallisation des pensions en faveur des anciens combattants de l'ex-Indochine française. (p. 4100) : fonds de solidarité pour les anciens combattants d'Afrique du Nord : allocation de préparation à la retraite, APR, et problème de la validation des droits à la retraite complémentaire. Bénéfice de la campagne double pour les fonctionnaires en poste en Afrique du Nord. Mise en place d'une commission tripartite pour l'évaluation du coût de la retraite anticipée des anciens combattants d'Afrique du Nord. Politique de la mémoire. Mise en place d'un conseil supérieur du monde combattant. Octroi de la Légion d'honneur à tous les survivants de la première guerre mondiale. Propose au Sénat d'adopter les crédits de ce budget - **Examen des crédits - Etat B - Titre IV** (p. 4115) : accepte l'amendement n° II-188 du Gouvernement (minoration des crédits du chapitre "Soins médicaux gratuits" pour résoudre le problème des veuves d'anciens combattants) - **Art. 64 bis (indexation sur les prix du plafond majorable de la rente mutualiste du combattant)** (p. 4116) : accepte l'amendement n° II-189 du Gouvernement (codification du mécanisme d'indexation du plafond majorable de la rente mutualiste du combattant et fixation à 7 000 francs du montant de ce plafond) - **Après l'art. 64 ter** : accepte l'amendement n° II-190 du Gouvernement (avancement à 50 ans, à compter du 1er juillet 1996, de l'âge requis pour les veuves pour bénéficier du taux de pension).

BAYLET (Jean-Michel), sénateur (Tarn-et-Garonne) RDSE.

Elu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 3 (JO Débats du 10 novembre 1995) (p. 2427) - Ministère : Premier ministre - *Remaniement du Gouvernement* - Réponse le 10 novembre 1995 (p. 2428) - **Gouvernement**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Discussion générale :

- (21 novembre 1995) (p. 2704, 2705) : techniques de présentation des comptes. Hausse des prélèvements défavorable à la croissance. Action économique des collectivités remise en cause par la variabilité de leurs ressources. Nécessaire réajustement du pacte de stabilité financière entre l'Etat et les collectivités. Le groupe du Rassemblement démocratique social et européen n'approuve pas ce projet de loi.

*Deuxième partie :***Défense**

- (6 décembre 1995) (p. 3868, 3869) : baisse des crédits d'équipement par rapport aux prévisions de la loi de programmation. Plan d'adaptation économique et sociale pour l'industrie d'armement. Situation du secteur de l'industrie de la défense. Prochain débat d'orientation au Parlement. Validité des références au Livre blanc. Avenir du service national. Politique européenne de défense et de sécurité commune. Programme d'adaptation à la limitation des essais nucléaires, PALEN. Insuffisance des crédits destinés à l'entretien programmé des matériels. Analyse des dépenses des opérations militaires extérieures. Votera contre ce projet de budget.

RÉPONSES AUX QUESTIONS*Questions au Gouvernement :*

n° 13 de M. Guy Cabanel : **Universités (Plan pour l'université)** (JO Débats du 23 novembre 1995) (p. 2811).

BAYROU (François), ministre de l'éducation nationale.

Fin de ses fonctions ministérielles (démission du Gouvernement le 11 mai 1995) (JO Lois et décrets du 12 mai 1995).

puis, *ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'insertion professionnelle* dans le Gouvernement Juppé le 18 mai 1995 (JO Lois et décrets du 19 mai 1995).

puis, *ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche* dans le deuxième Gouvernement Juppé le 7 novembre 1995 (JO Lois et décrets du 8 novembre 1995).

En qualité de ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'insertion professionnelle**RÉPONSES AUX QUESTIONS***Questions au Gouvernement :*

n° 17 de M. Jean-Jacques Robert : **Enseignement (Organisation du 3e trimestre scolaire)** (JO Débats du 30 juin 1995) (p. 771).

n° 11 de M. Henri Weber : **Universités (Conditions de travail dans les universités)** (JO Débats du 20 octobre 1995) (p. 1982).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programmation du "nouveau contrat pour l'école" [n° 0197 (94-95)]** - (4 juillet 1995) - **Discussion générale** (p. 839, 844) : loi de programmation. Concertation des acteurs du système éducatif. 158 mesures annoncées. Préoccupations exprimées pendant la campagne électorale. Domaine législatif. Programmation des ressources humaines parallèle à la programmation budgétaire. Coût financier du projet. Déficit budgétaire. Exigence de rigueur lors des dépenses nouvelles. Prise en compte de l'évolution démographique. Zones d'éducation prioritaires. Destination des moyens nouveaux vers les besoins urgents. Suivi de l'exécution de la loi de programmation. Absence de remise en cause des textes régissant l'éducation nationale. Nouvelle organisation du collège. Soutien des élèves en difficulté.

Assouplissement du fonctionnement de l'éducation nationale. Expérience d'activité au sein de l'école pour des chômeurs. Commission de concertation sur l'école présidée par M. Roger Fauroux. (p. 849 à 851) : déficit des finances publiques. Initiation aux langues vivantes. Langues anciennes. Recherche de communication entre la famille et l'école. (p. 853, 854) : attentes de la nation en matière d'éducation. (p. 855, 856) : enseignement des langues vivantes. Participation des collectivités locales aux mesures concernant la carte scolaire. (p. 859, 860) : mise en oeuvre difficile des mesures n'entraînant aucun coût. Zones d'éducation prioritaires. Enseignement des langues vivantes. Maîtres auxiliaires. (p. 862, 863) : financement des mesures ayant des incidences budgétaires. Activités des adultes bénéficiaires du contrat d'association à l'école. Enseignement français à l'étranger. (p. 865, 867) : attribution des bourses scolaires. Fonds social collégien. Classes technologiques. Enseignement des langues vivantes. (p. 869, 870) : caractère inutile de l'imputation des dépenses de la nation sur les budgets militaires. Création d'emplois par le biais d'heures supplémentaires. (p. 873) : augmentation des crédits de l'éducation nationale sous les gouvernements de gauche. Principe de la programmation. Elargissement des attributions ministérielles. (p. 875) : spécificité de l'enseignement à la Réunion. Regroupement des deux cycles du secondaire. Sécurité dans les établissements. (p. 877 à 879) : attachement à la laïcité. Valeurs de la République. Enseignement de l'instruction civique. Force des nationalismes. Intégrismes. Multimédia.

- **Suite de la discussion** - (5 juillet 1995) - **Question préalable** (p. 899) : conversion d'heures supplémentaires en emplois. S'oppose à la motion n° 1 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - **Avant l'art. 1er** (p. 901 à 910) : s'oppose aux amendements de Mme Hélène Luc n° 8 (programmation des moyens nécessaires au développement du service public de l'éducation nationale), n° 9 (transformation progressive des heures supplémentaires d'enseignement en emplois nouveaux), n° 10 (redéploiement des moyens existants en cas de diminution des effectifs scolaires), n° 11 (prise en charge par l'Etat des dépenses d'éducation), n° 12 (prise en compte de la différence entre l'apprentissage et le statut scolaire afin de remédier à l'inégalité de traitement des jeunes), n° 13 (modification du système de distribution des bourses) et n° 14 (effectif des classes maternelles et élémentaires) - **Art. 1er et annexe 1 (volet financier)** (p. 914) : s'oppose aux amendements de Mme Hélène Luc n° 15 (définition des moyens à mettre en oeuvre par la présente loi) et n° 16 (nécessité d'engager la création d'emplois nouveaux) - **Après l'art. 1er** (p. 914, 915) : demande le retrait de l'amendement n° 2 de M. Louis Souvet (proposition pour remédier aux fermetures de classes). (p. 916) : s'oppose à l'amendement n° 2, repris par M. Jean-Louis Carrère - **Après l'art. 2** (p. 921) : s'oppose aux amendements analogues n° 21 de Mme Hélène Luc et n° 4 de M. Jean-Louis Carrère (création d'un statut de délégué-parent) - **Art. 2 (nouvelle organisation pédagogique des collèges)** (p. 923, 924) : absence de remise en cause des classes de quatrième et de troisième technologiques. S'oppose aux amendements n° 3 de suppression de M. Jean-Louis Carrère et n° 22 de Mme Hélène Luc (inscription dans la loi de programmation de l'ambition de la réussite de tous les élèves au collège) - **Avant l'art. 3** (p. 924) : s'oppose aux amendements de Mme Hélène Luc, n° 23 (formation professionnelle des jeunes engagés dans un processus de qualification par d'autres voies que la poursuite des études générales), n° 24 (bénéfice de stages de formation continue pour les salariés) - **Art. 3 (mise en oeuvre des réseaux d'établissements)** (p. 925) : s'oppose aux amendements de suppression n° 5 de M. Jean-Louis Carrère et n° 25 de Mme Hélène Luc - **Après l'art. 3** (p. 926) : s'oppose à l'amendement n° 26 de Mme Hélène Luc (élargissement du corps enseignant) - **Art. 4 (institution des contrats d'association à l'école)** (p. 927) : s'oppose aux amendements de suppression n° 6 de M. Jean-Louis Carrère et n° 27 de Mme Hélène Luc. S'oppose à l'amendement n° 28 de Mme Hélène Luc (possibilité pour les élèves des écoles et des collèges de suivre des études dirigées et surveillées) - **Après**

l'art. 4 (p. 928 à 930) : s'oppose aux amendements de Mme Hélène Luc, n° 29 (moyens pour les chefs d'établissement d'assurer la sécurité), n° 30 (horaires des professeurs d'école), n° 31 (contrats emploi-solidarité dans le cadre des établissements de l'éducation nationale), n° 32 (intégration des instituteurs dans le corps des professeurs des écoles) et n° 33 (développement des enseignements artistiques) - **Après l'art. 5** (p. 933) : s'oppose à l'amendement n° 34 de Mme Hélène Luc (création d'emplois en matière d'enseignement agricole public) - **Avant l'art. 6** (p. 934) : demande le retrait de l'amendement n° 7 de M. Jean-Louis Carrère (conditions d'application de la présente loi aux établissements scolaires français à l'étranger par des décrets en Conseil d'Etat) - **Sur l'ensemble** (p. 937) : efforts du Gouvernement et soutien de la majorité à ce Gouvernement.

En qualité de ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 14 de Mme Nicole Borvo : **Enseignants (Création de postes dans l'enseignement supérieur)** (JO Débats du 23 novembre 1995) (p. 2812).

n° 20 de M. Jean-Louis Carrère : **Etudiants (Réponse au malaise des étudiants)** (JO Débats du 23 novembre 1995) (p. 2818).

Questions orales sans débat :

n° 17 de Mme Nicole Borvo : **Sécurité (Sécurité des locaux du campus de Jussieu)** (JO Débats du 24 janvier 1996) (p. 117).

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]

Deuxième partie :

Education nationale, enseignement supérieur, recherche et insertion professionnelle - I - Enseignement scolaire

- (4 décembre 1995) (p. 3652) : ampleur de ce budget. Problèmes de l'enseignement supérieur. (p. 3653) : regroupement dans un département ministériel unique de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche. Insertion professionnelle. Lutte contre la fracture sociale. (p. 3654) : abaissement du nombre d'élèves en classe maternelle en zone d'éducation prioritaire. Maintien du nombre des enseignants dans l'enseignement primaire en dépit de la baisse du nombre d'élèves. Maintien des écoles en milieu rural. (p. 3655) : redéploiement des moyens de l'administration centrale vers les établissements pour la création de postes d'infirmières et d'assistantes sociales. Transparence de la gestion et notamment de celle de la carte scolaire. Poursuite de la mise en oeuvre de la loi de programmation du Nouveau contrat pour l'école. Créations d'emplois. Crédits affectés aux études dirigées en 5ème, au développement de la production de programmes audiovisuels pour l'enseignement et au fonds social lycéen. Application des accords sociaux. Parité entre l'enseignement privé sous contrat et l'enseignement public. (p. 3669) : absence de création de postes dans l'enseignement primaire mais modification de l'affectation des enseignants du fait de la baisse démographique. (p. 3672) : mobilisation des moyens de l'éducation nationale en enseignants et ouverture de classes supplémentaires. (p. 3675) : progression des crédits de l'enseignement scolaire. (p. 3679) : utilisation des marges

dégagées du fait de l'évolution démographique. (p. 3680) : insertion professionnelle des jeunes. Généralisation de la nouvelle classe de 6ème. Apprentissage des langues vivantes. Enseignement privé et fonds social collégien. Référendum sur l'école. Rôle de la commission Fauroux. Intégration des instituteurs dans le corps des professeurs des écoles. (p. 3681) : aménagement des rythmes scolaires. Sécurité des établissements scolaires. Responsabilité pénale des chefs d'établissement. Identification des crédits et des postes de l'enseignement technique. Apprentissage. Réforme des bourses dans les collèges. Travaux de sécurité dans les établissements d'enseignement technique et professionnel. Création d'une filière technologique supérieure. (p. 3682) : réexamen des subventions accordées aux associations périphériques. Rapport "centrale 2000" et administration centrale de l'éducation nationale. Nouveaux modes de transmission du savoir. Liaison entre les lycées et les universités. (p. 3683) : moratoire relatif à la fermeture des écoles en milieu rural. Maîtres auxiliaires, MA III et MA IV. Enseignants employés à temps incomplet. Problème de l'orientation. Enseignement des langues vivantes. Situation des personnels de direction de l'enseignement secondaire. Directeurs d'école. Rythmes scolaires. Fonds social collégien. (p. 3684) : créations d'emplois. Respect de la loi de programmation. Principe de parité avec l'enseignement privé. Département du Doubs. Réception de la Cinquième à des fins pédagogiques. (p. 3685) : modèle français de la laïcité. Importance de la maîtrise du langage. (p. 3686) : augmentation du taux d'encadrement des élèves dans l'enseignement primaire. Annonce qu'une prise d'otages vient d'avoir lieu dans une école et manifeste la solidarité du Gouvernement avec les parents de ces enfants - **Examen des crédits - Etat B - Titre III** (p. 3687) : s'oppose à l'amendement n° II-68 de Mme Hélène Luc (réduction des crédits du Titre III). Son amendement n° II-84 : minoration des crédits du titre III de 82 millions de francs ; adopté. Mesures spéciales d'urgence en faveur de l'enseignement supérieur. Création d'emplois de maîtres de conférences et de personnels IATOS. Adoption de l'article d'équilibre. (p. 3690) : annonce qu'un certain nombre d'élèves d'une école privée de Grenoble, en classe de découverte au bord d'une rivière, ont été emportés par les eaux - **Titre IV** : intervient sur l'amendement n° II-79 de M. Daniel Goulet (réduction de crédits s'imputant plus particulièrement sur les crédits alloués aux rémunérations des personnels enseignants des établissements privés). Rigueur budgétaire - **Demande de réserve** (p. 3691) : accepte la demande de réserve de la commission des finances sur l'article 67, afin que celui-ci vienne en discussion à l'occasion de l'examen des articles non rattachés, à la place normale dans l'ordre d'appel de ces articles - **Après l'art. 68** (p. 3692, 3693) : insertion d'une disposition existant dans la loi du 6 janvier 1988 relative aux enseignements artistiques. S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° II-7 de la commission des affaires culturelles (information annuelle du Parlement sur les moyens consacrés aux enseignements artistiques).

Education nationale, enseignement supérieur, recherche et insertion professionnelle - II - Enseignement supérieur

- (4 décembre 1995) (p. 3693) : éléments chiffrés. Problèmes et image de l'université. (p. 3694) : université de masse. Vote de l'article d'équilibre. Réalisation du plan d'urgence en matière de locaux, d'hygiène et de sécurité avec une concertation sur les dépenses à programmer. Crédits de fonctionnement des universités. "Réserves" des universités. Compensation boursière. Créations d'emplois. (p. 3695) : dysfonctionnement de l'université française. Refus d'une sélection à l'entrée des universités. (p. 3696) : orientation et méthodologie. Familiarisation avec l'enseignement supérieur. Egalité entre la voie des études générales et la voie des études technologiques avec une obligation de professionnalisation. Réorientation précoce des étudiants. Réforme du statut de l'étudiant. (p. 3697) : participation des étudiants à la vie de l'université. "Etats généraux de la rénovation de l'université". Réforme universitaire. (p. 3703) :

commission Fauroux. Concertation et refus d'un cadre préétabli de réflexion. (p. 3711) : exemples de révision du budget de l'éducation nationale en cours d'examen par le Parlement. (p. 3716, 3717) : scolarisation des enfants dès l'âge de deux ans qui crée pour la France des charges supplémentaires n'existant pas dans les autres pays. Crédits alloués aux grandes écoles. (p. 3718) : remerciements. Rénovation de l'université. Révision des conditions d'application de la "circulaire Charasse". Normes dites San Remo, système analytique de répartition des moyens. Rationalisation et modernisation de la gestion des universités. Professeurs agrégés de l'enseignement secondaire. Diversification des carrières des enseignants universitaires. Recherche et enseignement. (p. 3719) : statut social des étudiants. Mission d'information sur les premiers cycles universitaires. Rôle de la commission Fauroux. Concertation et participation. Orientation. Transmission des méthodes pour apprendre. Droits d'inscription. (p. 3720) : réorientation précoce. Revalorisation de certains savoir-faire. Exemple allemand. Personnels IATOS. Créations de postes. Programmation concertée des travaux et financement de ces derniers. (p. 3721) : transformation des heures supplémentaires de l'enseignement supérieur en emplois. Construction d'un bâtiment à l'université de Nanterre. "Réserves" des universités. Réforme de fonds. Concertation. Création de débouchés pour les titulaires d'un doctorat. Organisation d'un forum sur internet. Autoformation. Equipement des universités en ordinateurs. Création de postes IATOS. Sélection dans les IUT. (p. 3722) : rencontre de l'orientation et de l'entreprise. Droit de retour à l'université pour le jeune faisant une expérience du monde du travail - Examen des crédits - Etat B - Titre III (p. 3723, 3724) : précisions sur l'assemblée générale de Paris XII - Val-de-Marne. Inscription des relations entre l'Etat et les universités dans le cadre d'un contrat. Compensation boursière. Son amendement n° II-85 : majoration des crédits et augmentation du nombre des emplois prévus ; adopté. Augmentation des dotations de fonctionnement des universités. Demande le retrait de l'amendement n° II-30 de M. Jean-Pierre Camoin (réduction des crédits alloués aux rémunérations du personnel enseignant et chercheur des établissements d'enseignement supérieur). S'engage à tout faire pour la transformation de huit emplois d'assistant des disciplines médicales en six emplois de professeur des universités de deuxième classe, praticien hospitalier d'odontologie - Titre IV (p. 3726) : procédure de recrutement des enseignants. Proposition du groupe communiste républicain et citoyen de prendre l'argent sur le budget de la défense.

Education nationale, enseignement supérieur, recherche et insertion professionnelle - III - Recherche

- (4 décembre 1995) (p. 3727) : importance de la recherche. Eléments chiffrés. Décalage entre les autorisations de programme et les crédits de paiement. Poursuite de la politique d'assainissement. Progression importante des crédits des établissements publics à caractère scientifique et technologique. (p. 3728) : Fonds de la recherche et de la technologie, FRT. Restauration des crédits d'intervention. Relation entre la recherche, les universités et le monde des entreprises.

- **Rappel au règlement** - (4 décembre 1995) (p. 3673, 3674) : intervient sur le rappel au règlement de M. Ivan Renar. Explications relatives aux problèmes de l'université, de la sécurité sociale et de la SNCF. Reconnaissance et gestion par le Gouvernement de l'exception française.

- **Rappel au règlement** - (4 décembre 1995) (p. 3673, 3674) : intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Louis Carrère. Traduction dans les amendements modifiant le budget de l'enseignement supérieur, des décisions prises hier soir. Respect de l'article d'équilibre voté par le Sénat.

BEAUDEAU (Marie-Claude), sénateur (Val-d'Oise) C, puis CRC.

Réélue sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales ; puis membre de la commission des finances (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995) ; puis secrétaire (JO Lois et décrets du 6 octobre 1995).

Membre de la Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Membre titulaire de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques jusqu'au 12 octobre 1995.

Membre suppléant de la Commission consultative chargée d'émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension jusqu'au 23 novembre 1995.

Membre titulaire de l'Etablissement national des convalescents de Saint Maurice ; de nouveau membre (JO Lois et décrets du 20 octobre 1995).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à protéger contre la contestation de l'existence des génocides, et notamment du génocide dont le peuple arménien fut victime [n° 0249 (94-95)] (12 avril 1995) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 avril 1995) - **Droits de l'homme**.

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative aux annuités d'assurances des pères de famille ayant élevé seuls un ou plusieurs enfants [n° 0286 (94-95)] (23 mai 1995) - **Assurance vieillesse**.

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à l'interdiction du travail de nuit pour les femmes [n° 0287 (94-95)] (23 mai 1995) - **Travail**.

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à porter le montant de l'allocation adultes handicapés à 80% du salaire minimum de croissance [n° 0288 (94-95)] (23 mai 1995) - **Handicapés**.

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à assurer l'égalité dans l'accès aux prestations de solidarité [n° 0289 (94-95)] (23 mai 1995) - **Action sanitaire et sociale**.

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à prendre des mesures fiscales en faveur de la prévention de la pauvreté [n° 0290 (94-95)] (23 mai 1995) - **Impôts et taxes**.

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à démocratiser les conditions d'attribution de l'allocation de rentrée scolaire [n° 0291 (94-95)] (23 mai 1995) - **Prestations familiales**.

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à la récupération sur succession de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité [n° 0347 (94-95)] (4 juillet 1995) - **Successions et libéralités**.

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à faire du 20 novembre une journée nationale des droits de l'enfant [n° 0387 (94-95)] (20 juillet 1995) - **Fêtes légales**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)]

adopté par l'Assemblée nationale - Journaux officiels [n° 0077 (95-96), tome 3 annexe 42] (21 novembre 1995) - Lois de finances.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 3 (JO Débats du 30 juin 1995) (p. 757) - Ministère : Premier ministre - *Situation de l'emploi des jeunes* - Réponse le 30 juin 1995 (p. 758) - **Emploi**

Questions orales sans débat :

n° 188 (JO Débats du 24 mai 1995) (p. 578) - Ministère : Premier ministre - *Majoration de l'allocation de rentrée scolaire* - Réponse le 1er juillet 1995 (p. 831) - **Prestations sociales**

n° 189 (JO Débats du 24 mai 1995) (p. 578) - Ministère : Premier ministre - *Extension de l'aéroport Charles-de-Gaulle à Roissy (Val-d'Oise)* - Réponse le 30 juin 1995 (p. 826) - **Aéroports**

n° 238 (JO Débats du 13 décembre 1995) (p. 4286) - Ministère : Equipement - *Devenir de l'aéroport Charles-de-Gaulle à Roissy (Val-d'Oise)* - Réponse le 24 janvier 1996 (p. 107) - **Aéroports**

n° 239 (JO Débats du 13 décembre 1995) (p. 4286) - Ministère : Industrie - *Situation de l'entreprise 3-M France* - Réponse le 24 janvier 1996 (p. 113) - **Entreprises**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant amnistie [n° 0341 (94-95)] - Suite de la discussion** - (18 juillet 1995) - **Art. 26 (infractions exclues de l'amnistie)** (p. 1117, 1118) : droit positif d'Etat et laïcité. Droit à l'interruption volontaire de grossesse. Droits de la femme. (p. 1143, 1144) : se déclare opposée à l'amendement n° 17 de M. Christian Bonnet (manifestations pacifiques contre l'interruption volontaire de grossesse).

- **Déclaration du Gouvernement sur la réforme de l'accès à la propriété, suivie d'un débat** - (11 octobre 1995) (p. 1810, 1812) : droit au logement. Problème des sans-abri. Prêt aidé pour l'accès à la propriété, PAP. Prêt au taux de zéro pour cent. Saturation du marché immobilier. Augmentation des loyers. Logements neufs invendus. Politique du logement. Créations d'emplois. Organismes d'HLM. Construction de logements sociaux. Spéculation foncière.

- **Projet de loi relatif aux transports [n° 0383 (94-95)] - Suite de la discussion** - (19 octobre 1995) - **Art. 23 (modifications de la première partie du code de l'aviation civile)** (p. 1959, 1960) : riverains de l'aéroport Roissy - Charles de Gaulle. Pistes supplémentaires et nuisances. Déréglementation aérienne.

- **Proposition de loi tendant à faire du 20 novembre une journée nationale des droits de l'enfant [n° 0387 (94-95)]** - (14 novembre 1995) - **Discussion générale** (p. 2507, 2509) : origine de cette proposition. Historique des droits de l'enfant. Convention des Nations unies du 20 novembre 1989. Citoyenneté des enfants. Réflexion sur la situation des enfants dans le monde. Programme d'action du Gouvernement.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Discussion générale :

- (21 novembre 1995) (p. 2689, 2690) : caractère illusoire de la hausse des crédits consacrés à l'emploi. Ralentissement de la croissance. Mauvaise utilisation de la puissance économique et financière du pays. Effets pervers du pacte de stabilité financière sur l'investissement et l'emploi dans les collectivités. Efficacité des dépenses publiques pour la croissance et pour l'emploi. Echéance de la monnaie unique. Pression fiscale inégalitaire et croissante sur les salaires. Nécessaire accroissement des prélèvements sur les entreprises et sur les revenus financiers. Nécessaires allègements de la TVA et de la taxe intérieure sur les produits pétroliers, TIPP.

Discussion des articles de la première partie :

- (22 novembre 1995) - **Art. 2 (barème de l'impôt sur le revenu)** (p. 2736) : importance du caractère redistributif de l'impôt sur le revenu. Assiette de l'impôt. Revenus du capital et de la propriété. (p. 2737) : son amendement, soutenu par M. Paul Lorient, n° I-48 : modification du barème de l'impôt sur le revenu ; rejeté. Soutient l'amendement de M. Paul Lorient n° I-49 (indexation de l'estimation du forfait "logement-nourriture"). (p. 2739, 2740) : nécessaire refonte de l'impôt sur le revenu - **Après l'art. 3** (p. 2743) : son amendement n° I-53 : alignement des détenteurs de plans d'actions sur le régime général en matière d'imposition des traitements et salaires ; rejeté - **Après l'art. 2** (p. 2742) : son amendement n° I-230 : prolongation de la durée d'application de la mesure prévue par l'article 199 sexies C du code général des impôts tendant à favoriser les travaux d'isolation ; retiré. Son amendement n° I-50 : majoration de 5 000 francs du plafond des dépenses éligibles au titre de la réduction d'impôt pour frais de garde d'enfants ; rejeté. (p. 2749) : son amendement, soutenu par M. Félix Leyzour, n° I-231 : prise en compte de la situation des nouveaux retraités dans l'établissement de l'impôt sur le revenu ; rejeté - **Art. 2 bis (aménagement des différences de traitement fiscal entre concubins et couples mariés ayant un ou plusieurs enfants à charge)** (p. 2750) : ses amendements, soutenus par M. Paul Lorient, n° I-91 de suppression et n° I-92 : application des règles d'imposition des couples mariés pour tout couple demandant une déclaration commune ; rejetés - **Après l'art. 3** (p. 2755) : son amendement, soutenu par M. Robert Pagès, n° I-54 : seuil d'exonération des droits de succession des primes capitalisées en vertu des contrats d'assurance-vie ; rejeté - **Art. 3 (limitation du champ d'application de la réduction d'impôt accordée au titre des contrats d'assurance-vie)** (p. 2763) : son amendement, soutenu par M. Paul Lorient, n° I-52 : relèvement du seuil d'imposition permettant de bénéficier des avantages fiscaux de l'assurance-vie ; rejeté - **Après l'art. 4** (p. 2768) : son amendement, soutenu par M. Robert Pagès, n° I-55 : prise en compte des revenus financiers des ménages et des entreprises dans le cadre du financement de la protection sociale ; rejeté. (p. 2770) : son amendement, soutenu par M. Félix Leyzour, n° I-56 : majoration du prélèvement libératoire sur les plus-values de cessions d'actifs financiers - taux réduit de TVA sur les opérations de construction de logements bénéficiant des PLA-PALULOS ; rejeté ; son amendement, soutenu par M. Paul Lorient, n° I-57 : institution d'une taxe sur les transactions de placements obligataires et abaissement du taux de la TVA ; rejeté - **Art. 5 (actualisation du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune et limitation des effets du plafonnement en fonction du revenu)** (p. 2773) : son amendement n° I-58 : modification du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune ; rejeté.

- **Suite de la discussion** - (23 novembre 1995) - **Après l'art. 5** (p. 2787) : son amendement, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet, n° I-59 : intégration dans l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune des oeuvres d'art, des objets d'antiquité et de collection dont la valeur est supérieure à douze millions de francs ; rejeté. (p. 2788) : son amendement, soutenu par M. Guy Fischer, n° I-61 :

extension de l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune aux biens industriels dont la valeur est supérieure à 12 millions de francs ; rejeté. (p. 2793) : son amendement, soutenu par M. Jean-Luc Bécart, n° I-60 : suppression de l'abattement pour personnes à charge appliqué aux redevables de l'impôt de solidarité sur la fortune ; rejeté. Son amendement, soutenu par M. Robert Pagès, n° I-62 : augmentation de l'abattement fiscal applicable aux donations entre particuliers ; rejeté. (p. 2794) : intervient sur son amendement n° I-62 précité. (p. 2795, 2796) : son amendement n° I-63 : relèvement de l'abattement successoral pour frais funéraires ; adopté après modification par le sous-amendement n° I-278 de M. Philippe Marini (montant de cet abattement) en faveur duquel votera le groupe communiste républicain et citoyen - **Avant l'art. 6** (p. 2797, 2798) : son amendement n° I-64 : relèvement du taux de l'impôt sur les sociétés et différenciation de son application ; rejeté - **Art. 6 (réforme de la transmission d'entreprise)** (p. 2803) : son amendement n° I-65 : exonération de droits de mutation limitée à 10 millions de francs pour chacun des donataires ; rejeté. (p. 2805) : son amendement n° I-232 : donation par acte passé devant notaire ou auprès des services fiscaux ; devenu sans objet. (p. 2810) : le groupe communiste républicain et citoyen votera contre l'article 6 - **Art. 7 (mesures liées à la réforme de l'accès à la propriété)** (p. 2825) : dépense publique pour le logement en diminution. Situation du logement en France. Prêt d'accès à la propriété. Construction neuve sociale et TVA. Le groupe communiste républicain et citoyen votera contre l'article 7. (p. 2826, 2828) : son amendement de suppression n° I-66, soutenu par M. Claude Billard ; rejeté - **Art. 9 (institution d'une contribution sur les logements sociaux occupés par des locataires dépassant les plafonds de ressources et d'une contribution sur les produits financiers des organismes d'HLM)** (p. 2829, 2830) : mise en place d'un surloyer obligatoire. Evolution récente des plafonds de ressources. Niveau des loyers. Patrimoine locatif social : zone de transit et zone de relégation. Favorable à une diversité de l'habitat. Le groupe communiste républicain et citoyen votera contre l'article 9. (p. 2832) : son amendement de suppression, soutenu par M. Paul Loridant, n° I-67 ; rejeté. (p. 2839) : le groupe communiste républicain et citoyen vote contre l'amendement n° I-289 du Gouvernement (nouvelle rédaction). (p. 2840) : logement locatif social. Réforme Périssol. Principe du surloyer. Demande un scrutin public sur l'article 9 - **Art. 10 (aménagement des modalités de calcul du dégrèvement de taxe professionnelle par rapport à la valeur ajoutée)** (p. 2846) : son amendement n° I-69 : relèvement du plafond d'imposition sur la valeur ajoutée de la taxe professionnelle ; rejeté - **Après l'art. 11** (p. 2850) : son amendement, soutenu par M. Paul Loridant, n° I-77 : élargissement de l'assiette de la taxe professionnelle en y incluant les actifs financiers détenus par les entreprises assujetties ; rejeté - **Art. 30 (montant du prélèvement effectué sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)** (p. 2874) : son amendement n° I-236 : rapport remis au Parlement sur l'évolution de la perception de la TVA intracommunautaire - lutte contre la fraude fiscale ; retiré.

- **Suite de la discussion** - (24 novembre 1995) - **Après l'art. 11 (suite)** (p. 2889, 2891) : ses amendements, soutenu par M. Louis Minetti, n° I-78 : révision des critères actuels d'attribution de la dotation de solidarité urbaine, soutenu par Mme Nicole Borvo, n° I-79 : abrogation de la surcompensation entre régimes de retraite ; et soutenu par M. Louis Minetti, n° I-80 : incidence de la révision des bases d'imposition cadastrale sur la situation des finances locales ; rejetés - **Art. 12 (aménagement du plafonnement des cotisations de taxe d'habitation en fonction du revenu)** (p. 2893) : son amendement, soutenu par Mme Nicole Borvo, n° I-81 : modification du niveau du dégrèvement partiel des contribuables de la taxe d'habitation et du taux ; rejeté - **Après l'art. 12** (p. 2894) : son amendement, soutenu par M. Claude Billard, n° I-82 : libre fixation des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation et de la taxe professionnelle par les collectivités locales ; rejeté. (p. 2896, 2897) : son amendement n° I-83 : plafonnement de la

cotisation des redevables de la taxe d'habitation et de la taxe professionnelle ; rejeté. Egalité de traitement entre les redevables de chaque taxe locale. Allégement relatif de la taxe professionnelle payée par les entreprises et relance de l'emploi - **Art. 13 (pérennisation de la majoration pour frais d'assiette et de recouvrement des impôts directs locaux)** (p. 2898) : son amendement de suppression n° I-84 ; rejeté. Achèvement des travaux d'évaluation préparatoire à la révision des bases. Normalisation des transferts de charges entre l'Etat et les collectivités locales. Réduction des déficits publics. (p. 2898, 2899) : son amendement, soutenu par Mme Nicole Borvo, n° I-85 : majoration des frais de rôle et d'assiette des impôts locaux ; rejeté - **Art. 14 (modification des tarifs des taxes intérieures de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel, TIPP et TICGN, et aménagement de la redevance perçue au profit du fonds de soutien aux hydrocarbures)** (p. 2901) : son amendement de suppression n° I-93, soutenu par M. Claude Billard ; rejeté. (p. 2902, 2903) : son amendement, soutenu par M. Louis Minetti, n° I-94 : nouvelle rédaction prévoyant une baisse généralisée de la TIPP appliquée à l'ensemble des carburants routiers ; rejeté. (p. 2904, 2905) : ses amendements, soutenu par Mme Nicole Borvo, n° I-95 : suppression du rapport au Parlement destiné à montrer les conséquences de l'utilisation du gazole sur l'environnement ; et n° I-96 : affectation d'une part représentative du produit de l'augmentation de la TIPP à la recherche en matière de lutte contre la pollution automobile ; rejetés. (p. 2909) : sur les amendements de la commission, se déclare opposée au n° I-31 (augmentation de deux centimes du tarif de la TIPP applicable au gazole et diminution en conséquence des tarifs applicables aux autres carburants routiers) et favorable au n° I-32 (dépôt d'un rapport au Parlement sur les conséquences de l'utilisation du gazole, notamment sur la santé publique) - **Après l'art. 14** (p. 2910) : son amendement n° I-97 : rétablissement du système d'augmentation annuelle de la taxe intérieure sur les produits pétroliers ; rejeté - **Art. 14 bis (exonération des plus-values de cessions des parts d'OPCVM utilisées pour l'achat de véhicules automobiles neufs)** (p. 2911) : son amendement, soutenu par M. Louis Minetti, n° I-98 : diminution du seuil d'exonération des plus-values de cessions d'actifs financiers ; rejeté - **Après l'art. 14 bis** (p. 2913) : son amendement, soutenu par Mme Nicole Borvo, n° I-99 : augmentation du montant du taux de prélèvement libératoire pour les détenteurs d'obligations ; rejeté - **Art. 18 (détermination de l'enveloppe des concours de l'Etat aux collectivités locales)** (p. 2918) : transferts de charges sans compensation. Remise en cause continue du pacte de la décentralisation. Le groupe communiste républicain et citoyen refuse le "pacte de stabilité". (p. 2932) : son amendement de suppression n° I-118, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet ; réservé jusqu'après l'examen de l'article 19, puis rejeté (p. 2953). (p. 2933, 2934) : ses amendements n° I-119 : exclusion de la dotation d'aménagement de l'enveloppe encadrée ; soutenu par Mme Hélène Luc, n° I-120 : indexation de la progression de la dotation sur l'évolution de l'indice des prix majoré du taux de croissance de produit intérieur brut marchand ; et n° I-121 de repli ; réservés jusqu'après l'examen de l'article 19, puis rejetés (p. 2953) - **Art. 19 (suppression de la première part de la dotation globale d'équipement des communes)** (p. 2937, 2938) : son amendement de suppression n° I-123 ; rejeté. Cas des villes de plus de 20 000 habitants. Importance de la part de la dépense publique assurée par les collectivités locales. : son amendement, soutenu par M. Paul Loridant, n° I-124 : attribution de l'enveloppe de la première part de la dotation globale d'équipement aux collectivités locales bénéficiant de l'attribution d'une part de la dotation de solidarité urbaine ; rejeté - **Avant l'art. 11 (précédemment réservé le 23 novembre 1995 p. 2848)** (p. 2943) : ses amendements, n° I-70 : suppression progressive de l'abattement forfaitaire de 16 % ; et, soutenu par M. Paul Loridant, n° I-71 : modulation de l'allégement de la taxe professionnelle par la prise en compte de l'allégement transitoire des bases de la taxe professionnelle de 16 % ; rejetés - **Art. 11 (précédemment réservé le 23 novembre 1995 p. 2848) (cotisations minimum de taxe professionnelle)** (p. 2948) : sur l'amendement n° I-251 de M. Jean-Paul

Delevoye (taux de 0,5 %), ses sous-amendements, soutenus par M. Paul Loridant, n° I-73, n° I-74, n° I-75 ; retirés ; et n° I-72 ; rejeté. (p. 2949, 2950) : son sous-amendement n° I-290 ; rejeté. : son sous-amendement n° I-76 ; rejeté. : son amendement, soutenu par M. Paul Loridant, n° I-233 : suppression de la clause de sauvegarde ; rejeté - **Art. 18 (suite)** : son amendement n° I-122 : suppression des dispositions liées à l'adaptation comptable ; rejeté - **Après l'art. 14 ter** (p. 2955) : son amendement n° I-108 : instauration d'un taux de 5 % pour les produits de première nécessité à l'exception du caviar ; rejeté. (p. 2957, 2958) : se déclare favorable à l'amendement n° I-35 de la commission (soumission au taux réduit de TVA des prestations liées à l'état de dépendance des pensionnaires des maisons de retraite, ainsi qu'à la fourniture de logement et de nourriture dans ces établissements). Son amendement, soutenu par Mme Nicole Borvo, n° I-105 : application du taux réduit de TVA aux opérations de construction de nouvelles structures d'hébergement à but non lucratif destinées à l'accueil des personnes âgées ; rejeté. (p. 2959) : son amendement n° I-106 : création d'un Fonds national pour l'hébergement des personnes âgées ; rejeté. (p. 2960) : son amendement, soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, n° I-111 : réduction du taux de TVA applicable en matière de gestion de déchets ; rejeté. (p. 2962) : son amendement, soutenu par Mme Nicole Borvo, n° I-100 : application du taux réduit de TVA aux prestations de service funéraire, concédées ou gérées par une régie municipale ; rejeté. Ses amendements, n° I-102 : suppression de la TVA perçue sur les recettes réalisées aux entrées des spectacles comportant des créations originales ; et, soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, n° I-103 : suppression du taux de la TVA de 2,1 % sur les médicaments ; rejetés. (p. 2965) : ses amendements, soutenus par Mme Nicole Borvo, n° I-101 : suppression du taux de TVA applicable à la redevance ; et n° I-104 : suppression du taux de TVA applicable aux ventes, commissions et courtages pour les publications ; rejetés ; et n° I-109 : rédaction d'un rapport eu égard à la future harmonisation européenne de la taxe sur la valeur ajoutée ; retiré. (p. 2966) : son amendement, soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, n° I-107 : dispositions relatives au versement du Fonds de solidarité vieillesse ; rejeté - **Art. 15 bis (reprise et création d'entreprises dans les zones de redynamisation urbaine)** (p. 2970) : son amendement, soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, n° I-110 : suppression progressive de la taxe sur les salaires ; rejeté - **Après l'art. 15 bis** (p. 2971) : son amendement, soutenu par Mme Nicole Borvo, n° I-114 : dispositions relatives au CODEVI ; rejeté. (p. 2976, 2977) : ses amendements, soutenu par Mme Nicole Borvo, n° I-112 : passage à un an du délai de remboursement de la TVA acquittée par les collectivités locales lors de certains investissements ; et soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, n° I-113 : exonération de la taxe sur les salaires pour les associations à but non lucratif ; rejetés - **Art. 16 (institution d'une contribution annuelle des organismes collecteurs de la participation des employeurs à l'effort de construction)** (p. 2979) : ses amendements, soutenus par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, n° I-115 de suppression, et n° I-116 : diminution progressive du taux de la participation des entreprises à l'effort de construction ; retirés - **Art. 16 bis (institution d'un prélèvement sur les excédents financiers des organismes collecteurs des fonds du congé individuel de formation)** (p. 2982) : son amendement de suppression n° I-117, soutenu par Mme Nicole Borvo, rejeté. (p. 2983) : son amendement, soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, n° I-234 : majoration du taux de la taxe d'apprentissage ; rejeté.

- **Suite de la discussion** - (25 novembre 1995) - **Après l'art. 22** (p. 3007) : son amendement, soutenu par M. Paul Loridant, n° I-128 : augmentation du prélèvement sur les recettes de la Française des jeux au profit du Fonds national pour le développement du sport, FNDS ; devenu sans objet - **Art. 23 (affectation des recettes de privatisation)** (p. 3012) : ses amendements, soutenus par Mme Danielle Bidard-Reydet, n° I-129 de suppression et n° I-130 : émission d'un emprunt obligataire destiné au financement des déficits ;

rejetés - **Après l'art. 23** (p. 3014) : ses amendements, soutenus par M. Paul Loridant, n° I-131 : abrogation de la loi de privatisation du 19 juillet 1993 ; et n° I-132 : nationalisation des entreprises privées assurant un service de distribution d'eau et d'assainissement ; rejetés - **Art. 27 (diminution du taux de la taxe due par les entreprises de transports publics aériens au titre du fonds de péréquation des transports aériens)** (p. 3016) : son amendement, soutenu par M. Paul Loridant, n° I-133 : suppression de la taxe ; rejeté - **Art. 28 (relèvement de la taxe due par les concessionnaires d'autoroutes)** (p. 3017, 3018) : son amendement n° I-134 : suppression de la taxe ; rejeté - **Art. 29 (frais d'assiette et de recouvrement des taxes affectés au Fonds des transports terrestres et des voies navigables)** (p. 3020) : son amendement de suppression n° I-135, soutenu par M. Paul Loridant ; rejeté - **Avant l'art. 31** (p. 3021) : son amendement, soutenu par Mme Nicole Borvo, n° I-136 : abrogation de la loi quinquennale du 24 janvier 1994 relative à la maîtrise des finances publiques ; rejeté - **Explications de vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 3057, 3058) : mouvements sociaux. Traité de Maastricht. Monnaie unique. Impôt sur le revenu. Revenu et capital. Abattement de 20 % pour les salariés. Statut fiscal des concubins. Comptes spéciaux du Trésor. Vote du groupe communiste républicain et citoyen contre la première partie du projet de loi de finances.

Deuxième partie :

Services du Premier ministre - IV - Plan

- (25 novembre 1995) (p. 3088, 3089) : suppression du centre d'étude des revenus et des coûts, CERC. Absence de politique de planification. Contrats de plan Etat-régions. Vote du groupe communiste républicain et citoyen contre ce projet de budget.

Budget annexe des Journaux officiels

- (25 novembre 1995) - Rapporteur spécial de la commission des finances (p. 3090, 3091) : annonces légales. Augmentation du nombre de ventes directes au numéro. Hommage au personnel et à l'administration du Journal officiel. Demande l'adoption de ce projet de budget.

Santé publique et services communs - Solidarité entre les générations

- (1er décembre 1995) (p. 3566, 3567) : faiblesse des crédits budgétaires. Politique de santé publique. Lutte contre le sida. Hausse du forfait hospitalier. Réduction de la capacité d'accueil des hôpitaux publics. Le groupe communiste républicain et citoyen votera contre ce projet de budget.

Articles non rattachés :

- (9 décembre 1995) - **Art. 53 (aménagement du régime fiscal des plans d'options de souscription ou d'achat d'actions)** (p. 4141, 4142) : son amendement n° II-45 : assimilation des revenus des stocks options au régime des salaires et imposition des revenus de 1995 ; rejeté - **Art. 54 (révision des seuils d'imposition des plus-values sur cessions de valeurs mobilières et titres assimilés)** (p. 4143) : son amendement, soutenu par M. Robert Pagès, n° II-46 : abaissement du seuil d'imposition à cent mille francs pour les opérations réalisées à compter du 1er janvier 1996 ; rejeté. (p. 4146) : le groupe communiste républicain et citoyen votera contre l'amendement n° II-83 de M. Michel Pelchat (exonération de l'impôt sur le revenu des plus-values réalisées lors de la cession de valeurs détenues depuis plus de

huit ans). Cadeau fait aux gros épargnants au détriment des salariés. Recherche de crédits pour le logement des plus démunis - **Art. 57** (*prorogation de la réduction d'impôt pour dépenses de grosses réparations et d'amélioration des logements*) (p. 4157) : son amendement, soutenu par Mme Nicole Borvo, n° II-47 : maintien pour trois ans du dispositif ouvrant droit à réduction d'impôt pour dépenses liées à la mise en conformité calorifique et à l'amélioration de l'isolation de l'habitation principale ; retiré - **Art. 59 bis** (*aménagement du régime des provisions afférentes aux oeuvres d'art acquises par les entreprises*) (p. 4161) : son amendement n° II-99 : suppression du régime des provisions pour pertes et charges ; rejeté. Problème de la déductibilité des charges exceptionnelles liées à la mise en oeuvre de plans de restructuration et de licenciement de personnel - **Après l'art. 59 bis** (p. 4162) : son amendement, soutenu par M. Robert Pagès, n° II-48 : majoration d'une demi-part du quotient familial pour les anciens combattants dès l'âge de 65 ans ; rejeté. (p. 4163) : son amendement, soutenu par M. Robert Pagès, n° II-100 : suppression de la possibilité donnée aux entreprises d'imputer sur les résultats bénéficiaires d'un exercice les résultats éventuellement déficitaires des trois exercices précédents ; rejeté. (p. 4164) : ses amendements n° II-49 : hausse du taux de la participation des employeurs au financement de la formation professionnelle ; et n° II-50 : majoration du taux de la cotisation due au titre de la participation des entreprises de travail temporaire au développement de la formation professionnelle continue ; rejetés - **Art. 59 ter** (*extension de l'exonération du prélèvement sur les bénéfices des entreprises pétrolières*) (p. 4165) : son amendement de suppression n° II-101, soutenu par M. Paul Lorient ; rejeté - **Après l'art. 59 quater** (p. 4176, 4177) : son amendement, soutenu par M. Paul Lorient, n° II-51 : application de dispositions tendant à plafonner la taxe d'habitation ; et son amendement n° II-52 : abaissement du seuil imposable pris en compte pour le plafonnement de la cotisation de taxe d'habitation ; rejetés - **Après l'art. 59 septies** (p. 4189) : son amendement, soutenu par M. Robert Pagès, n° II-54 : possibilité offerte aux retraités et aux contribuables privés d'emploi d'opter pour un étalement des cotisations dues au titre de leur dernière période d'activité ; rejeté - **Après l'art. 59 decies** (p. 4213) : son amendement n° II-17 : remise au Parlement d'un rapport sur l'évolution de la perception de la taxe sur la valeur ajoutée intracommunautaire en France ; adopté. Son amendement, soutenu par M. Jean-Luc Bécart, n° II-55 : allongement à quatre ans du délai de reprise de l'administration fiscale ; rejeté. (p. 4215) : ses amendements n° II-59 : remise au Parlement d'un rapport sur l'application des taux réduits de TVA au regard de l'harmonisation fiscale européenne ; adopté ; et, soutenu par M. Robert Pagès, n° II-60 : remise au Parlement d'un rapport comportant notamment une évaluation des conséquences de la révision des bases cadastrales d'imposition ; rejeté. (p. 4216) : son amendement, soutenu par M. Jack Ralite, n° II-64 : réévaluation du montant de la cotisation des entreprises pour les besoins de la construction et la réhabilitation des logements sociaux ; rejeté. (p. 4218) : se déclare favorable à l'amendement n° II-44 de Mme Danielle Bidard-Reydet (problème de la prise en charge des congés bonifiés des fonctionnaires territoriaux originaires de l'outre-mer).

Vote sur l'ensemble :

- **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4235) : climat social et politique. Débat sur la dépense publique. Crise profonde de l'emploi. Baisse des recettes fiscales. Régime fiscal des entreprises. (p. 4236) : cotisation dévolue au remboursement de la dette sociale et contribution sociale généralisée. Objectifs de justice fiscale. Réforme de la protection sociale par ordonnances. Gestion des conflits sociaux par l'affrontement. Chute du chiffre d'affaires du secteur du commerce. (p. 4237) : créations d'emplois et hausse des salaires directs. Le groupe communiste républicain et citoyen votera contre ce projet de budget.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 0140 (95-96)] - (19 décembre 1995) (p. 4447, 4448) : déficits publics. Protection sociale. Déficit des comptes sociaux. Recettes fiscales. Dépenses publiques. Salariés du secteur public. Niveau des salaires. Création d'emplois. Durée du travail. Réforme des prélèvements obligatoires. Le groupe communiste républicain et citoyen votera contre ce projet de budget.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 [n° 0119 (95-96)] - (19 décembre 1995) - Discussion générale** (p. 4491, 4493) : dangers des choix opérés. Dégradation du marché de l'emploi. Baisse du pouvoir d'achat. Annulations de crédits. Aménagement du territoire. Transport aérien. BAPSA. Budget de la culture. Budget de la défense. Allocation de rentrée scolaire. Recettes fiscales. Epargne. Encours des prêts attribués aux organismes d'HLM. Politique du logement. Le groupe communiste républicain et citoyen ne votera pas ce projet de loi de finances rectificative - **Après l'art. 2** (p. 4508) : son amendement, soutenu par M. Robert Pagès, n° 36 : TVA sur les produits de la confiserie et de la chocolaterie ; rejeté - **Art. 3** (*recupération des sommes versées par l'Etat à la Caisse de garantie du logement social, CGLS*) (p. 4510) : son amendement n° 23 : nouvelle rédaction ; rejeté - **Art. 4** (*prélèvement sur les réserves de l'Institut national de la propriété industrielle*) (p. 4515) : son amendement de suppression n° 24, soutenu par M. Robert Pagès ; rejeté - **Art. 5** (*prélèvement exceptionnel sur l'excédent de la taxe dite "taxe sur les grandes surfaces"*) (p. 4516) : son amendement n° 25 : augmentation de 10 % du montant de l'impôt de solidarité sur la fortune ; rejeté - **Après l'art. 5** (p. 4517) : son amendement, soutenu par M. Robert Pagès, n° 26 : augmentation du taux de taxation des plus-values d'éléments d'actif des entreprises ; rejeté - **Après l'art. 13** (p. 4531) : son amendement n° 37 : dépenses fiscales liées au service de la dette publique ; rejeté.

- **Suite de la discussion - (20 décembre 1995) - Art. 14** (*relèvement des seuils du régime simplifié d'imposition*) (p. 4554) : son amendement, soutenu par M. Paul Lorient, n° 38 : suppression du régime forfaitaire ; rejeté. (p. 4555) : son amendement, soutenu par M. Paul Lorient, n° 56 : suppression du paragraphe II de cet article relatif à la compétence des centres de gestion agréés et habilités ; devenu sans objet - **Art. 16** (*prorogation du délai de vente des immeubles acquis avant le 1er janvier 1993 en vue de la revente*) (p. 4563) : son amendement n° 27 : suppression de la prorogation ; rejeté - **Après l'art. 20** (p. 4570) : son amendement, soutenu par M. Paul Lorient, n° 39 : établissement d'un rapport sur les fraudes éventuelles constatées en matière d'impôt sur les sociétés ; rejeté - **Après l'art. 27** (p. 4581, 4583) : ses amendements n° 28 : fixation à 5,4 % du prélèvement sur certains revenus de capitaux mobiliers au bénéfice de la Caisse nationale d'allocations familiales ; n° 30 : financement de la branche vieillesse du régime général ; et n° 40 : fixation à 6 % à compter du 1er janvier 1996 du prélèvement social sur les revenus financiers des entreprises ; rejetés. Ses amendements, soutenus par M. Robert Pagès, n° 29 : prélèvements effectués sur les revenus du capital et de la propriété au titre de la contribution sociale généralisée instituée par la loi de finances pour 1991 ; et n° 31 : suppression des dispositions de la loi du 4 août 1995 relative à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale ; rejetés - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4586, 4587) : prélèvements sur les fonds d'épargne. Le groupe communiste républicain et citoyen votera contre ce projet de loi de finances rectificative.

BÉCART (Jean-Luc), sénateur (Pas-de-Calais) C, puis CRC.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Discussion des articles de la première partie :

- **Suite de la discussion** - (23 novembre 1995) - **Après l'art. 5** (p. 2793) : soutient l'amendement n° I-60 de Mme Marie-Claude Beauveau (suppression de l'abattement pour personnes à charge appliqué aux redevables de l'impôt de solidarité sur la fortune).

Deuxième partie :

Coopération

- (29 novembre 1995) (p. 3392, 3394) : réduction des crédits. Accords de Lomé. Programmes liés au développement. Pressions et menaces américaines. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, FAO. Association internationale de développement, IAD. Programme des Nations unies pour le développement, PNUD. Croissance de la dette. Secteur alimentaire africain. Dépenses de santé en Afrique. Développement de la production agricole. Coopération technique. Le groupe communiste républicain et citoyen ne votera pas ce projet de budget.

Défense

- (6 décembre 1995) (p. 3875, 3877) : baisse des crédits militaires. Répartition des économies budgétaires. Nécessité d'accroître le budget de l'éducation et de la formation. Faiblesse des moyens de la marine et de l'aviation. Augmentation des commandes militaires à l'industrie privée et à l'étranger. Conséquences néfastes de la course aux armements. Désaccord sur la politique nucléaire. Conséquences négatives des essais nucléaires. Aspects positifs de la conscription. Nécessité de mettre en oeuvre une politique nationale de l'armement. Le groupe communiste républicain et citoyen ne votera pas ce projet de budget - **Examen des crédits - Art. 35 (crédits du titre III)** (p. 3895) : son amendement n° II-92 : suppression de postes militaires professionnels de l'armée de terre ; rejeté - **Art. 36 (crédits des titres V et VI)** (p. 3896, 3897) : nécessité d'une fabrication française des armements. Industrie nationale de l'armement. Reconversion de l'industrie privée de l'armement vers les productions civiles. Situation de la société GIAT-Industries. Avenir de la direction des constructions navales. Le groupe communiste républicain et citoyen s'opposera à l'adoption des crédits du titre V. Ses amendements n° II-93 : suppression des crédits pour les essais nucléaires ; et n° II-94 : suppression des crédits pour le programme d'adaptation à la limitation des essais nucléaires, PALEN ; rejetés.

Articles non rattachés :

- (9 décembre 1995) - **Après l'art. 59 nonies** (p. 4213, 4214) : soutient l'amendement n° II-55 de Mme Marie-Claude Beauveau (allongement à quatre ans du délai de reprise de l'administration fiscale).

BÉCOT (Michel), sénateur (Deux-Sèvres) UC-R.

Elu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 19 (JO Débats du 22 décembre 1995) (p. 4654) - Ministère : Petites et moyennes entreprises - *Conseils aux PME pour l'exportation* - Réponse le 22 décembre 1995 (p. 4654) - **Entreprises (petites et moyennes)**

BELCOUR (Henri), sénateur (Corrèze) RPR.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre suppléant de la Commission consultative chargée d'émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 15 (JO Débats du 23 novembre 1995) (p. 2813) - Ministère : Santé - *Réforme de la protection sociale* - Réponse le 23 novembre 1995 (p. 2813) - **Sécurité sociale**

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement sur la réforme de l'accession à la propriété, suivie d'un débat** - (11 octobre 1995) (p. 1825, 1826) : situation des sans-abri. Crise du marché immobilier. Prêt au taux de zéro pour cent. Diminution des mensualités en cas de chômage. Nombre des bénéficiaires potentiels. Secteur du bâtiment. Habitat ancien. Taxe foncière sur les propriétés bâties. Secteur locatif.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Aménagement du territoire, équipement et transports - III - Aménagement du territoire

- (5 décembre 1995) (p. 3833, 3834) : contribution de la Haute Assemblée à la loi d'orientation pour l'aménagement du territoire. Problème de financement. Emploi. Prime d'aménagement du territoire, PAT. Fonds national de développement des entreprises. Délocalisations d'emplois publics. Maintien des services publics en milieu rural. Désenclavement des zones défavorisées économiquement. Exemple du Limousin. Création des "pays".

BELLANGER (Jacques), sénateur (Yvelines) SOC.

N'a pas été réélu aux élections sénatoriales du 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire de la délégation parlementaire pour la planification.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture (12 janvier 1995).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement (16 janvier 1995).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement - Deuxième lecture [n° 0139 (94-95)]** - (16 janvier 1995) - **Discussion générale** (p. 330, 331) : droit d'accès aux informations pour tous les citoyens. Référence au développement durable. "Coût économiquement acceptable". Prévention des risques naturels. Taxe sur les déchets industriels spéciaux. Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, ADEME. Traitement des sites et des sols pollués. Rapport annuel sur le coût et la qualité du service public d'eau potable - **Art. 1er (principes fondamentaux du droit de l'environnement)** (p. 336, 337) : ses amendements n° 73 : suppression de la notion de "coût économiquement acceptable" ; adopté ; et n° 74 : remplacement des mots "les meilleures techniques" par les mots "les techniques efficaces disponibles" ; rejeté - **Art. 2 (commission nationale du débat public)** (p. 339, 341) : ses amendements n° 75 : débat public sur l'opportunité d'un projet ; n° 76 : organisation du débat dès le début de l'élaboration d'un projet ; n° 77 : consultation des collectivités territoriales ; et n° 78 : autosaisine de la commission ; rejetés. Ses amendements n° 79 : élaboration d'une synthèse des débats et formulation de recommandations ; et n° 80 de coordination ; retirés. Sur l'amendement n° 16 de la commission (distinction entre la saisine directe de la commission par certaines personnes et la simple possibilité de saisine accordée aux associations), son sous-amendement n° 81 ; rejeté. Se déclare opposé à l'amendement n° 17 de la commission (compte rendu mis à la disposition de la commission d'enquête) - **Après l'art. 2** Soutient l'amendement n° 188 de M. Louis Perrein (avis des associations de protection de l'environnement sur les décisions des conseils d'administration des aéroports) - **Art. 4 (prescriptions relatives à la préservation de l'environnement dans une déclaration d'utilité publique)** (p. 344) : se déclare favorable à l'amendement n° 113 de Mme Danielle Bidard-Reydet (intégration de prescriptions particulières dans la déclaration) et opposé à l'amendement n° 20 de la commission (suppression des conséquences dommageables pour les différents usages de l'eau) - **Art. 5 (agrément administratif des associations de protection de l'environnement)** (p. 346) : son amendement n° 82 : indemnisation amiable et protocole d'accord ; rejeté - **Art. 10 (expropriation des biens exposés à certains risques naturels prévisibles)** (p. 356) : exemple du massif de l'Hautail. Se déclare opposé à l'amendement n° 96 de la commission saisie pour avis (suppression d'une condition supplémentaire) - **Art. 11 (fonds de prévention des risques naturels majeurs)** (p. 362, 363) : son amendement n° 189 : financement des mesures de précaution par ce fonds ; rejeté - **Art. 13 (plans de prévention des risques naturels prévisibles)** (p. 368) : se déclare favorable à l'amendement n° 123 de la commission (recours au code forestier pour toutes les mesures de gestion et d'exploitation forestière) - **Art. 27 bis (gardes champêtres)** (p. 385) : son amendement n° 190 : possibilité de recruter

des gardes champêtres étendue à la région ; rejeté - **Art. 36 quater (protection des espèces et habitats naturels)** (p. 399) : son amendement n° 191 : création de réservoirs génétiques ; retiré. (p. 406) : intervient sur l'amendement n° 210 du Gouvernement (rôle de conservatoire d'espèces menacées joué par les parcs zoologiques et les jardins botaniques) - **Art. 36 septies (compétence des collectivités locales sur l'organisation des remontées mécaniques)** (p. 410) : son amendement n° 84 : transparence financière ; retiré - **Après l'art. 37** (p. 417) : sur l'amendement n° 8 du Gouvernement (regroupement des dispositions instituant une taxe sur les déchets industriels), se déclare favorable au sous-amendement n° 67 de la commission (affectation de la taxe au traitement des sites pollueurs) - **Après l'art. 37 ter A** (p. 418) : intervient sur l'amendement n° 153 de M. Lucien Lanier (participation de la région aux plans départementaux d'élimination des déchets ménagers) - **Art. 42 ter (limitation de durée des conventions de délégation de service public)** (p. 426) : se déclare favorable à l'amendement n° 10 du Gouvernement (champ d'application limité à l'eau potable, à l'assainissement et aux déchets et possibilité de dépassement de la durée de 20 ans sur justificatif) - **Art. 42 quater (versement des droits d'entrée à la collectivité délégante)** (p. 428) : se déclare favorable à l'amendement n° 11 du Gouvernement (application limitée à l'eau potable, l'assainissement et les déchets et droits d'entrée supprimés) - **Après l'art. 42** (p. 430) : se déclare favorable à l'amendement n° 9 du Gouvernement (obligation faite aux maires de rendre public le rapport annuel sur le service public de l'eau potable) - **Art. 45 bis (responsabilité pénale des personnes morales)** (p. 434) : intervient sur l'amendement n° 205 de M. André Egu (responsabilité de la personne morale publique) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 439, 440) : commission nationale du débat public. Financement des mesures de protection sur les sites dangereux. Amendements visant à la transparence. Le groupe socialiste s'abstiendra.

- **Projet de loi concernant les clauses abusives, la présentation des contrats, le démarchage, les activités ambulantes, le marquage communautaire des produits et les marchés de travaux privés - Deuxième lecture [n° 0208 (94-95)]** - (17 janvier 1995) - **Discussion générale** (p. 453, 454) : dispositions relatives au transport routier. Nécessité de créer un délit de très grande vitesse. Interdiction des ventes pyramidales. Le groupe socialiste émettra une "abstention positive" sur ce projet de loi - **Après l'art. 12** (p. 460, 461) : au nom du groupe socialiste, se déclare favorable à l'amendement n° 8 de Mme Joëlle Dusseau (création d'un délit de grands excès de vitesse) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 471) : le groupe socialiste s'abstiendra sur ce projet de loi.

BELOT (Claude), sénateur (Charente-Maritime) UC-R.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (JO Lois et décrets du 13 octobre 1995).

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (décret n° 95-1066 du 29 septembre 1995 portant création de cet organisme) (JO Lois et décrets du 15 novembre 1995).

Membre titulaire du Conseil national du tourisme (JO Lois et décrets du 23 novembre 1995).

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Economie et finances - Charges communes [n° 0077 (95-96), tome 3 annexe 14] (21 novembre 1995) - Lois de finances.

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]

Deuxième partie :

Charges communes et comptes spéciaux du Trésor

- (2 décembre 1995) - Rapporteur spécial de la commission des finances (charges communes) (p. 3637, 3638) : remboursements et dégrèvements d'impôts. Charge de la dette. Crédits du titre "Pouvoirs publics". Moyens inscrits au titre de l'action économique. Emploi. Construction immobilière. Diminution des prêts bonifiés. Rémunération de l'encours des créances de TVA. Indemnisation des personnes contaminées par le virus du sida. Fonds national de péréquation. Action internationale. Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur, COFACE. Dette de la France. Données chiffrées. Privatisations. Accepte ce projet de budget - **Examen des crédits - Charges communes - Etat B - Titre IV** (p. 3642) : s'oppose à l'amendement n° II-67 de Mme Hélène Luc (réduction de deux milliards de francs des crédits d'intervention économique au titre de la politique de l'emploi). Accepte l'amendement de coordination n° II-81 du Gouvernement.

ben GUIGA (Monique), sénateur (Français établis hors de France) SOC.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne jusqu'au 12 octobre 1995.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur 1°) le projet de loi [n° 371 (94-95)] autorisant l'approbation d'une convention d'établissement entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Mali ; 2°) le projet de loi [n° 372 (94-95)] autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Mali sur la circulation et le séjour des personnes (ensemble deux échanges de lettres) [n° 0038 (95-96)] (18 octobre 1995) - **Traités et conventions**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi instituant le contrat initiative-emploi [n° 0358 (94-95)]** - Suite de la discussion - (20 juillet 1995) - **Art. 1er (institution du contrat initiative-emploi et suppression du contrat de retour à l'emploi) - Art. L. 322-4-2 du code du travail (publics visés et aides)** (p. 1261, 1262) : intervient sur l'amendement n° 47 de la commission (ouverture du CIE à d'autres catégories de personnes). Français expatriés - **Art. L. 322-4-4 du code du travail (régime juridique)** (p. 1274, 1275) : soutient l'amendement n° 27 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (suppression de la référence au contrat à durée déterminée) - **Art. L. 322-4-5 du code du travail (atténuation des effets de seuil d'effectifs)**

(p. 1278) ; soutient l'amendement n° 30 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (nouvelle rédaction qui prévoit que les mêmes dispositions légales et conventionnelles et usages applicables aux salariés sous contrat à durée indéterminée s'appliquent également aux salariés sous CIE) - **Art. L. 322-4-6 du code du travail (exonération de charges sociales)** (p. 1279) : soutient l'amendement n° 31 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (maintien des cotisations des employeurs en matière d'accidents du travail). (p. 1280) : soutient l'amendement n° 32 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (différenciation entre les exonérations accordées suivant la gravité de la situation du demandeur d'emploi) - **Art. 2 (information du comité d'entreprise ou des délégués du personnel)** (p. 1281, 1282) : soutient les amendements de Mme Marie-Madeleine Dieulangard n° 33, rédactionnel, et n° 34 (représentation du personnel et signature d'une convention dès le départ du processus) - **Après l'art. 6** (p. 1288) : soutient l'amendement n° 38 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (possibilité pour les syndicats de contrôler les licenciements pour motif économique).

- **Projet de loi relatif à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale [n° 0368 (94-95)]** - Suite de la discussion - (20 juillet 1995) - **Après l'art. 2** (p. 1303) : se déclare favorable à l'amendement n° 9 de M. Jean-Pierre Cantegrit (jeunes qui partent travailler à l'étranger) - **Art. 3 (contreparties)** (p. 1304) : soutient l'amendement de suppression n° 11 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1311) : avis défavorable du groupe socialiste sur ce projet de loi. Suppression de la ristourne de 42 francs sur la CSG. Transfert de charges des entreprises.

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention d'établissement entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République centrafricaine [n° 0308 (94-95)]** - (25 octobre 1995) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2241) : garanties en cas d'expropriation ou de nationalisation. Se déclare favorable à ce texte.

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention d'établissement entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Mali [n° 0371 (94-95)]** - (25 octobre 1995) - Rapporteur de la commission des affaires étrangères - **Discussion générale - commune avec celle du projet de loi n° 372 (94-95) - Voir intervention sous le projet de loi n° 372** (p. 2254, 2255).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Mali sur la circulation et le séjour des personnes (ensemble deux échanges de lettres) [n° 0372 (94-95)]** - (25 octobre 1995) - Rapporteur de la commission des affaires étrangères - **Discussion générale - commune avec celle du projet de loi n° 371 (94-95)** (p. 2254, 2255) : forte proportion de clandestins dans la communauté malienne en France. Mesures d'éloignement. Respect des droits de l'homme. Nécessaire coopération entre les états pour la maîtrise des flux migratoires.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Affaires étrangères

- (29 novembre 1995) (p. 3372, 3374) : réseau diplomatique et culturel français. Crédits destinés à l'informatique. Emplois. Délégation générale à la recherche scientifique et technique, DGRST. Action culturelle internationale. Français de l'étranger. Salaires. Enseignants français à l'étranger - **Examen des crédits - Etat B - Titre III** (p. 3380) : se déclare favorable à l'amendement n° II-23 de Mme Danièle Bidard-Reydet (rétablissement de 12 000 000 francs de crédits). Office universitaire et culturel franco-algérien.

BÉRARD (Jacques), sénateur (Vaucluse) RPR.

N'a pas été réélu aux élections sénatoriales du 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois.

BERCHET (Georges), sénateur (Haute-Marne) RDE, puis RDSE.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Juge suppléant de la Haute Cour de justice ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 27 octobre 1995).

Membre suppléant de la Cour de justice de la République jusqu'au 26 octobre 1995.

Membre de la Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Membre suppléant du Conseil national de l'information statistique.

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec M. Jacques Delong, tendant à répartir plus équitablement le produit de la taxe professionnelle payée localement par les centrales nucléaires productrices et génératrices de déchets à plus ou moins longue durée de radioactivité [n° 0321 (94-95)] (21 juin 1995) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 7 juin 1995) - **Impôts et taxes.**

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Transports terrestres [n° 0079 (95-96), tome 18] (21 novembre 1995) - **Lois de finances.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Aménagement du territoire, équipement et transports - II - Transports - 1. Transports terrestres - 2. Routes - 3. Sécurité routière

- (5 décembre 1995) - Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques pour les transports terrestres (p. 3770, 3772) : stagnation des crédits de la section des transports terrestres. Endettement de la SNCF. Contrat de plan SNCF. Réalisation d'actifs immobiliers. Réseau de télécommunications de la SNCF. EUROFINA. Electrification de lignes. Désendettement de la SNCF. Charges financières des infrastructures. Opération "Raviver" de la RATP. Fraudes. Schéma directeur de la sécurité des réseaux. Situation financière de la RATP. Transports publics en province. Tramways bimodaux. La commission des affaires économiques donne un avis favorable à l'adoption du projet de budget des transports terrestres.

BERGÉ-LAVIGNE (Maryse), sénateur (Haute-Garonne) SOC.

Secrétaire du Sénat.

Réélue secrétaire du Sénat (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 13 octobre 1995).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à relever de 18,60% à 20,60% le taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée à compter du 1er août 1995 (19 juillet 1995).

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Industrie - Commerce extérieur [n° 0077 (95-96), tome 3 annexe 21] (21 novembre 1995) - **Lois de finances.**

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 6 (JO Débats du 10 novembre 1995) (p. 2430) - Ministère : Premier ministre - *Avenir d'Aérospatiale* - Réponse le 10 novembre 1995 (p. 2430) - **Aviation civile**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant amnistie [n° 0341 (94-95)] - Suite de la discussion - (18 juillet 1995) - Art. 26 (infractions exclues de l'amnistie)** (p. 1140, 1141) : les membres du groupe socialiste voteront contre l'amendement n° 17 de M. Christian Bonnet (manifestations pacifiques contre l'interruption volontaire de grossesse).

- **Proposition de loi tendant à relever de 18,60% à 20,60% le taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée à compter du 1er août 1995 [n° 0375 (94-95)] - (19 juillet 1995) - Question préalable** (p. 1196, 1197) : sa motion n° 1, tendant à opposer la question préalable ; rejetée. Demande le renvoi de la discussion de la hausse de la TVA lors de l'examen du projet de loi de finances rectificative. Conséquences sur le pouvoir d'achat et la consommation. Caractère socialement injuste de la TVA - **Demande de renvoi à la commission** (p. 1198) : sa motion n° 33, tendant au renvoi à la commission ; rejetée. Harmonisation européenne des taux de TVA - **Art. unique (fixation à 20,6% du taux normal de TVA)** (p. 1200, 1203) : ses amendements n° 15, de suppression, n° 16 : suppression de l'avantage fiscal procuré par le cumul de différentes réductions d'impôt ; n° 17 : imposition des détenteurs d'oeuvres d'art, d'objets d'antiquité ou de biens professionnels ; n° 18 : suppression de la réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile ; n° 19 : majoration pour les contribuables se situant dans les deux tranches les plus élevées de l'impôt sur le revenu ; n° 20 : relèvement du taux de l'impôt sur les bénéfices des sociétés ; n° 21 : relèvement de la taxation des plus-values à long terme des entreprises ; n° 22 : majoration des taux du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune ; n° 23 : majoration du prélèvement libératoire applicable aux revenus des cessions de valeurs mobilières des personnes physiques ; et n° 24 : assujettissement à la CSG de l'ensemble des revenus tirés de la détention ou de la cession d'un patrimoine mobilier ou

immobilier ; rejetés - **Paragraphe 3** (*contrat de construction d'une maison individuelle*) (p. 1206) : son amendement, soutenu par M. Michel Charasse, n° 25 : régime dérogatoire ; retiré au profit de l'amendement n° 35 sur le même objet de la commission - **Paragraphe 4** (*baisse transitoire du droit de consommation sur les cigarettes*) (p. 1206) : son amendement, soutenu par M. Michel Charasse, n° 32 : prolongation de la durée du régime transitoire ; devenu sans objet - **Paragraphe 5** (*communautés de communes et communautés de villes*) (p. 1207) : son amendement, soutenu par M. Michel Charasse, n° 30 : fonds de compensation pour la TVA ; retiré au profit de l'amendement n° 37 de la commission, sur le même objet - **Après l'art. unique** (p. 1217) : son amendement, soutenu par M. Michel Charasse, n° 29 : poursuites par l'administration des impôts après procès-verbal de l'administration des douanes pour fraude à la TVA ; retiré.

- **Projet de loi portant amnistie** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 0393 (94-95)]* - (26 juillet 1995) - **Art. 26** (*infractions exclues de l'amnistie*) (p. 1528) : protestation solennelle contre le paragraphe 20. Remise en cause de la loi Veil.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Discussion des articles de la première partie :

- **Suite de la discussion** - (24 novembre 1995) - **Art. 14** (*modification des tarifs des taxes intérieures de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel, TIPP et TICGN, et aménagement de la redevance perçue au profit du fonds de soutien aux hydrocarbures*) (p. 2902) : soutient l'amendement de suppression n° I-171 de M. Jean-Pierre Masseret. Ponction opérée sur les budgets des ménages moyens et modestes. Faiblesse de la consommation. (p. 2910) : intervient sur l'amendement n° I-32 de la commission (dépôt d'un rapport au Parlement sur les conséquences de l'utilisation du gazole, notamment sur la santé publique). Plan Etat-SNCF et développement du ferroutage.

- **Suite de la discussion** - (25 novembre 1995) - **Après l'art. 22** (p. 3009) : soutient l'amendement n° I-189 de M. Jean-Pierre Masseret (augmentation du prélèvement sur les recettes de la Française des jeux au profit du Fonds national pour le développement du sport, FNDS).

Deuxième partie :

Tourisme

- (30 novembre 1995) - **Examen des crédits - Etat B - Titre IV** (p. 3480, 3481) : son amendement n° II-43 : réduction des crédits consacrés au groupement d'intérêt économique Maison de la France et destinés à intensifier son action dans la zone Pacifique ; rejeté. : le groupe socialiste votera contre l'adoption des crédits figurant au titre IV.

Aménagement du territoire, équipement et transports - II - Transports : 4. Transport aérien - 5. Météorologie - Budget annexe de l'aviation civile

- (5 décembre 1995) (p. 3799, 3800) : construction aéronautique. Projet d'avion supersonique. Echecs commerciaux récents pour Airbus. Aérospatiale : restructuration et suppressions d'emplois annoncées.

Industrie (et commerce extérieur)

- (7 décembre 1995) - Rapporteur spécial de la commission des finances, pour le commerce extérieur (p. 3951, 3954) :

diminution des crédits : allègement du coût budgétaire des grands contrats. Performances du commerce extérieur. Pratique de la dévaluation compétitive par certains pays de la CEE. Plan de soutien aux PME exportatrices. Echanges avec l'Asie du Sud-Est et la Chine. Coordination des dispositifs publics d'aide à l'exportation. Postes d'expansion économique à l'étranger. Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur, COFACE. Propose l'adoption de ces crédits.

Technologies de l'information et Poste

- (7 décembre 1995) (p. 3982, 3984) : inquiétude sur la déréglementation des télécommunications. Service public. Principe de péréquation des tarifs téléphoniques. Service public de La Poste. Politique spatiale. Centre national d'études spatiales, CNES. Conditions de la participation de la France à la station spatiale internationale Alpha. Demande de confirmation de la construction par le centre spatial de Toulouse des véhicules d'accès à la station spatiale. Centre spatial guyanais.

BERNADAUX (Jean), sénateur (Meurthe-et-Moselle) UC.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec M. Jacques Baudot, tendant à faciliter la transformation des districts urbains en communautés urbaines [n° 0042 (95-96)] (25 octobre 1995) - **Communautés urbaines.**

Avis, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - **Enseignement scolaire [n° 0078 (95-96), tome 4]** (21 novembre 1995) - **Lois de finances.**

Proposition de loi, déposée avec M. Jacques Baudot tendant à rendre obligatoires les déclarations de candidatures aux élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 0102 (95-96)] (29 novembre 1995) - **Elections municipales.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Education nationale, enseignement supérieur, recherche et insertion professionnelle - I - Enseignement scolaire

- (4 décembre 1995) - Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, pour l'enseignement scolaire (p. 3655) : éléments chiffrés satisfaisants compte tenu de la grande rigueur budgétaire. Moratoire sur les écoles rurales et observatoires départementaux des flux scolaires. Mise en oeuvre du Nouveau contrat pour l'école. (p. 3656) : personnels. Directeurs d'école. Avis favorable à l'adoption de ces crédits. Référendum sur l'école. Réforme des rythmes scolaires. (p. 3657, 3658) : sécurité des bâtiments scolaires. Enseignement des langues vivantes - **Examen des crédits - Après l'art. 68** (p. 3691) : son amendement n° II-7 : information annuelle du Parlement sur les moyens consacrés aux enseignements artistiques ; adopté. Information prévue par l'article 16 de la loi du 6 janvier 1988 relative aux enseignements artistiques et restée lettre morte.

- Proposition de loi tendant à faciliter la transformation des districts urbains en communautés urbaines [n° 0143 (95-96)] - (21 décembre 1995) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 4666) : remerciements. Souhait de transformation de districts en communautés urbaines avec l'aide de cette proposition de loi.

BERNARD (Jean), sénateur (Marne) RPR.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Aménagement du territoire, équipement et transports - II - Transports - 1. Transports terrestres - 2. Routes - 3. Sécurité routière

- (5 décembre 1995) (p. 3783, 3784) : importance des infrastructures de communication. Financement par les collectivités territoriales. Transparence dans le cheminement et la réalisation des projets. Financement des surcoûts. Perfectionnement technique. Centres d'exploitation des services de l'équipement. Concertation avec les collectivités locales.

BERNARD (Roland), sénateur (Rhône) SOC.

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 15 (JO Débats du 30 juin 1995) (p. 768) - Ministère : Premier ministre - *Reprise des essais nucléaires* - Réponse le 30 juin 1995 (p. 768) - Nucléaire

BERNARDET (Daniel), sénateur (Indre) UC.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

BESSE (Roger), sénateur (Cantal) RPR.

Remplace le 7 juin 1995, M. Jacques Sourdille, démissionnaire (JO Lois et décrets du 8 juin 1995).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques ; en démissionne ; puis membre de la commission des finances (JO Lois et décrets du 8 juin 1995) ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, visant à modifier l'article L150-10 du code des communes relatif aux biens de section [n° 0362 (94-95)] (6 juillet 1995) - **Communes**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Aménagement du territoire, équipement et transports - III - Aménagement du territoire [n° 0077 (95-96), tome 3 annexe 8] (21 novembre 1995) - **Lois de finances**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Agriculture, pêche et alimentation

- (28 novembre 1995) (p. 3322, 3323) : "crédits locaux". Retraite des exploitants agricoles.

Aménagement du territoire, équipement et transports - III - Aménagement du territoire

- (5 décembre 1995) - Rapporteur spécial de la commission des finances (p. 3812, 3813) : éléments chiffrés. Crédits de la DATAR. Prime d'aménagement du territoire, PAT. Fonds national d'aménagement et de développement du territoire, FNADT. (p. 3814, 3815) : "pays" pilotes. Elaboration du schéma national d'aménagement et de développement du territoire. Mise en oeuvre du dispositif fiscal dérogatoire. Zones de revitalisation rurale. Comité de gestion du Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables. Mise en place prévue d'un Fonds national de développement des entreprises. La commission des finances demande l'adoption des crédits de l'aménagement du territoire.

BESSON (Jean), sénateur (Drôme) SOC.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Energie [n° 0079 (95-96), tome 6] (21 novembre 1995) - **Lois de finances**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Tourisme

- (30 novembre 1995) (p. 3476, 3477) : budget de désengagement. Baisse des crédits. Agence française de l'ingénierie touristique. Promotion de la France à l'étranger et reprise des essais nucléaires. Efforts assurés par les collectivités locales. Spécificité de la dotation touristique.

Observations économiques. Tourisme associatif. Tourisme en moyenne montagne. Le groupe socialiste votera contre ce projet de budget.

Industrie (et commerce extérieur)

- (7 décembre 1995) - Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, pour l'énergie (p. 3951) : élaboration de la politique européenne de l'énergie. Ecotaxe. Industrie nucléaire française. Dépendance énergétique de la France. Energies renouvelables. Véhicules alternatifs. Crédits de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, ADEME. EDF : suppression de l'obligation d'achat de l'électricité produite par des indépendants ; suppression du prélèvement au profit des anciens actionnaires privés. Industrie pétrolière. Avis favorable à l'adoption de ces crédits.

BETTENCOURT (André), sénateur (Seine-Maritime) RI.

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères.

BIALSKI (Jacques), sénateur (Nord) SOC.

Questeur du Sénat jusqu'au 1er octobre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire de la Section de l'assurance des salariés agricoles contre les accidents du travail et les maladies professionnelles (JO Lois et décrets du 20 décembre 1995).

Membre suppléant du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 20 décembre 1995).

BIARNÈS (Pierre), sénateur (Français établis hors de France) SOC.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles ; puis membre de la commission des lois (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Défense

- (6 décembre 1995) (p. 3885, 3886) : non respect de la loi quinquennale de programmation militaire. Diminution des crédits budgétaires. Remise en cause des armements militaires. Menaces sur la politique européenne de défense. Risques pour les programmes en coopération. Ajustement du budget de la défense à l'équilibre budgétaire. Réduction des

emplois militaires. Budget de démission nationale. Ne votera pas ces crédits.

BIDARD-REYDET (Danielle), sénateur (Seine-Saint-Denis) C, puis CRC.

Réélue sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires culturelles ; puis membre de la commission des affaires étrangères (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995) ; puis secrétaire (JO Lois et décrets du 6 octobre 1995).

Membre suppléant de la Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence (JO Lois et décrets du 6 juillet 1995).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires culturelles, à la suite d'une mission d'information effectuée du 18 au 28 septembre 1994 aux Etats-Unis, chargée d'étudier le développement aux Etats-Unis des nouveaux services de communication audiovisuelle ainsi que l'industrie "multimédia" [n° 0245 (94-95)] (5 avril 1995) - Etats-Unis d'Amérique.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement - Deuxième lecture [n° 0139 (94-95)]** - (16 janvier 1995) - **Discussion générale** (p. 332) : transfert de charges sans transfert de moyens. Opposée à la taxation. Saisine de la commission nationale du débat public. Notion de développement durable. Principe de "pollueur-payeur" - **Art. 1er (principes fondamentaux du droit de l'environnement)** (p. 335) : imprécision du principe "pollueur-payeur". Infraction à l'environnement tolérée par le paiement d'une taxe ; exemple des compagnies aériennes. (p. 336, 337) : ses amendements, n° 110 : suppression du mot "équitablement" au deuxième alinéa de l'article L. 200-1 du code rural ; n° 111 : suppression de la notion de "coût économiquement acceptable" ; adoptés ; et n° 164 de coordination ; rejeté - **Art. 2 (commission nationale du débat public)** (p. 338) : son amendement n° 112 : saisine obligatoire de la commission à l'occasion de la réalisation de grandes infrastructures ; rejeté - **Art. 4 (prescriptions relatives à la préservation de l'environnement dans une déclaration d'utilité publique)** (p. 344) : son amendement n° 113 : intégration de prescriptions particulières dans la déclaration ; rejeté - **Art. 7 (conseil départemental de l'environnement)** (p. 351) : son amendement n° 192 : représentativité des associations ; retiré - **Art. 23 (rapport d'orientation - supprimé par l'Assemblée nationale)** (p. 381) : sur l'amendement de rétablissement n° 33 de la commission, son sous-amendement n° 114, soutenu par M. Jean Garcia ; rejeté - **Art. 35 (taxe sur les passagers maritimes à destination d'un espace protégé)** (p. 390) : son amendement de suppression n° 115 ; rejeté - **Art. 35 bis (taxe de desserte des îles reliées au continent par un ouvrage d'art)** (p. 393, 394) : son amendement de suppression n° 116 ; devenu sans objet - **Art. 36 quater (protection des espèces et habitats naturels)** (p. 401, 402) : sur l'amendement rédactionnel n° 48 de la commission, son sous-amendement n° 212 ; rejeté - **Art. 37 (modifications de la loi sur les déchets)** (p. 412) : relèvement de la taxe de mise en décharge. Poids des dépenses environnementales des collectivités locales. Taxation plus élevée pour les déchets industriels - **Art. 39 (faculté pour les régions de participer à la remise en état des sites pollués)** (p. 420) : son amendement n° 117 : constitution d'un fonds de mutualisation des dépenses de protection de l'environnement ; rejeté - **Art. 42 ter (limitation de durée des**

conventions de délégation de service public) (p. 423) : contrats relatifs à l'eau et à l'élimination des déchets. Concession de 20 ans. Approuve pleinement l'article 42 ter - **Après l'art. 42** (p. 431) : se déclare favorable à l'amendement n° 9 du Gouvernement (obligation faite aux maires de rendre public le rapport annuel sur le service public de l'eau potable) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 440) : efforts pour donner un sens et un contenu à un droit de l'environnement. Amélioration de la transparence. Multiplication des taxes. Absence de mesures d'incitation fiscale. Le groupe communiste s'abstiendra.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 0218 (94-95)] - (19 janvier 1995) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 520) : le groupe communiste s'abstiendra.

- **Projet de loi de programmation du "nouveau contrat pour l'école"** [n° 0197 (94-95)] - **Suite de la discussion** - (5 juillet 1995) - **Question préalable** (p. 896 à 899) : soutient la motion n° 1 de Mme Hélène Luc tendant à opposer la question préalable. Ecart entre les objectifs affichés et les moyens prévus. Insuffisances du texte. Faiblesse du financement des mesures prévues. Annulations de crédits. Insuffisance du nombre de créations de postes. Insuffisance des mesures pour le département de Seine-Saint-Denis. Absence de mesures pour l'enseignement supérieur et la recherche - **Avant l'art. 1er** (p. 903 et 905 et 906) : soutient les amendements de Mme Hélène Luc n° 9 (transformation progressive des heures supplémentaires d'enseignement en emplois nouveaux) et n° 12 (prise en compte de la différence entre l'apprentissage et le statut scolaire afin de remédier à l'inégalité de traitement des jeunes) - **Art. 1er et annexe 1 (volet financier)** (p. 913) : soutient l'amendement n° 15 de Mme Hélène Luc (définition des moyens à mettre en oeuvre par la présente loi) - **Après l'art. 1er** (p. 919, 920) : soutient les amendements de Mme Hélène Luc n° 19 (renforcement et développement de la santé scolaire dans les établissements) et n° 20 (mise en oeuvre de moyens budgétaires pour développer la scolarisation) - **Art. 2 (nouvelle organisation pédagogique des collèges)** (p. 922) : insuffisant d'aborder la question du collège par le biais de l'organisation des cycles - **Avant l'art. 3** (p. 924) : soutient l'amendement n° 23 de Mme Hélène Luc (formation professionnelle des jeunes engagés dans un processus de qualification par d'autres voies que la poursuite des études générales) - **Art. 4 (institution des contrats d'association à l'école)** (p. 926) : opposition du groupe communiste à l'article 4. (p. 927) : soutient l'amendement de suppression n° 27 de Mme Hélène Luc. - **Après l'art. 4** (p. 928, 929) : soutient les amendements de Mme Hélène Luc, n° 30 (horaires des professeurs d'école) et n° 32 (intégration des instituteurs dans le corps des professeurs des écoles).

- **Projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique, modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire et abrogeant les dispositions relatives à la Communauté et les dispositions transitoires** [n° 0374 (94-95)] - **Suite de la discussion** - (25 juillet 1995) - **Art. 1er (l'extension du champ du référendum législatif)** (p. 1391) : sur l'amendement n° 6 de la commission (extension du champ du référendum et procédure parlementaire, cas de la proposition de loi), soutient le sous-amendement n° 23 de M. Charles Lederman (sanction du débat préalable par un vote) - **Art. 2 (le passage à une session ordinaire unique de neuf mois et le régime des séances)** (p. 1433) : soutient l'amendement n° 25 de M. Charles Lederman (suppression de certaines dispositions relatives aux jours de séances). Jours de séance et jours de session. Abaissement du rôle du Parlement. Droit d'amendement.

- **Projet de loi portant amnistie - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 0393 (94-95)]** - (26 juillet 1995) - **Discussion générale** (p. 1523, 1524) : délit d'entrave à l'IVG. Information sur la contraception et les mesures relatives à l'IVG. Amendement du Gouvernement. Délits commis par les employeurs. Réintégration des salariés

licenciés. Contraventions ou délits relevés par les inspecteurs du travail. Discrédit sur un acte ou une décision juridictionnelle. Le groupe des sénateurs communistes et apparenté votera contre ce texte - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1529, 1530) : amendement de M. Jean-Jacques Hyest. Remise en cause de la loi Veil. Commandos anti-IVG. Droits des femmes. Votera contre ce texte.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 [n° 0379 (94-95)] - Suite de la discussion** - (27 juillet 1995) - **Art. 4 (extension de l'abattement sur les revenus mobiliers aux intérêts des comptes courants bloqués d'associés)** (p. 1604) : soutient l'amendement de suppression n° 35 de M. Robert Vizet - **Art. 6 (reversement au budget général des crédits de la dotation de développement rural)** (p. 1609) : soutient l'amendement de suppression n° 36 de M. Robert Vizet - **Art. 8 (suppression de la remise forfaitaire mensuelle sur les retenues pour pensions des fonctionnaires civils et militaires de l'Etat)** (p. 1626) : soutient l'amendement de suppression n° 38 de M. Robert Vizet - **Après l'art. 12** (p. 1649) : soutient les amendements de M. Robert Vizet n° 73 (annulation de toute suppression d'autorisations de programme ou de crédits de paiement sur les organismes de recherche) et n° 74 (moyens supplémentaires accordés pour répondre aux besoins en personnels de l'enseignement supérieur).

- **Projet de loi relatif à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 404 (94-95)]** - (29 juillet 1995) - **Discussion générale - commune avec celle des conclusions du rapport n° 403 (94-95) - Voir son intervention sous le n° 403** (p. 1758, 1759).

- **Projet de loi instituant le contrat initiative-emploi - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 0403 (94-95)]** - (29 juillet 1995) - **Discussion générale - commune avec celle des conclusions du rapport n° 404 (94-95)** (p. 1758, 1759) : problème de l'emploi. Fiscalisation de la protection sociale. Concurrence entre les chômeurs. Effectifs de référence. Diminution des cotisations patronales et majoration de celles des salariés. Bas salaires. Le groupe communiste votera contre ces deux textes de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'amendement au protocole de Montréal du 16 septembre 1987, relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, adopté le 25 novembre 1992 à Copenhague [n° 0026 (95-96)]** - (9 novembre 1995) - **Discussion générale** (p. 2414) : avec le groupe communiste républicain et citoyen, approuve l'adoption de l'amendement de Copenhague au protocole de Montréal. Mesures de protection de la couche d'ozone. Texte dépassé.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Discussion des articles de la première partie :

- **Suite de la discussion** - (23 novembre 1995) - **Après l'art. 5** (p. 2787) : soutient l'amendement n° I-59 de Mme Marie-Claude Beaudeau (intégration dans l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune des oeuvres d'art, des objets d'antiquité et de collection dont la valeur est supérieure à douze millions de francs).

- **Suite de la discussion** - (24 novembre 1995) - **Art. 18 (détermination de l'enveloppe des concours de l'Etat aux collectivités locales)** (p. 2932, 2933) : soutient l'amendement de suppression n° I-118 de Mme Marie-Claude Beaudeau. Traité de Maastricht et logique de réduction des dépenses publiques. Destruction de l'équilibre financier des collectivités territoriales au mépris de l'intérêt des populations.

- **Suite de la discussion** - (25 novembre 1995) - **Art. 23 (affectation des recettes de privatisation)** (p. 3012, 3013) : soutient les amendements de Mme Marie-Claude Beaudeau, n° I-129 de suppression et n° I-130 (émission d'un emprunt

obligatoire destiné au financement des déficits). SNCF - **Art. 28 (relèvement de la taxe due par les concessionnaires d'autoroutes)** (p. 3018) : soutient l'amendement n° I-134 de Mme Marie-Claude Beaudeau (suppression de la taxe).

Deuxième partie :

Affaires étrangères

- (29 novembre 1995) (p. 3353, 3355) : réseau diplomatique français. Négociations de paix en ex-Yougoslavie. Situation dans l'Etat d'Israël. Algérie. Bassin méditerranéen. Construction européenne. Construction d'une Europe sociale et démocratique. Diminution des contributions de la France à plusieurs programmes des Nations-Unies. Conférence de Pékin sur les femmes. Dette des pays en voie de développement - **Examen des crédits - Etat B - Titre III** (p. 3379) : son amendement n° II-23 : rétablissement de 12 000 000 francs de crédits ; rejeté. Office universitaire et culturel franco-algérien - **Titre IV** (p. 3380) : son amendement n° II-24 : rétablissement de 2 020 000 francs de crédits ; rejeté. Coopération culturelle. (p. 3381) : son amendement n° II-25 : réduction des crédits du Titre IV de 49 316 750 francs ; rejeté.

Outre-mer

- (30 novembre 1995) (p. 3437, 3439) : chômage et RMI. Stagnation des crédits de l'outre-mer. Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer, ANT. Fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer, FEDOM. Loi Perben. Agriculture en Martinique et en Guadeloupe, ainsi qu'en Guyane. Secteur du bâtiment à la Réunion. Reprise des essais nucléaires en Polynésie française. Situation des habitants des DOM-TOM qui s'installent en métropole. Le groupe communiste républicain et citoyen ne votera pas ce projet de budget - **Question budgétaire** (p. 3459) : relations entre les départements et les territoires d'outre-mer et l'Union européenne - **Examen des crédits - Etat B - Titre III** (p. 3460) : son amendement n° II-40 : rétablissement des crédits initiaux du service militaire adapté ; rejeté - **Titre IV** (p. 3462) : son amendement n° II-41 : rétablissement des crédits initiaux de l'Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer ; rejeté - **Etat C - Titre VI** (p. 3463) : son amendement n° II-42 : rétablissement des crédits initiaux affectés à l'investissement en faveur des logements sociaux ; rejeté.

Education nationale, enseignement supérieur, recherche et insertion professionnelle - I - Enseignement scolaire

- (4 décembre 1995) - **Examen des crédits - Etat B - Titre III** (p. 3686, 3687) : réclame un plan d'urgence pour l'éducation nationale en Seine-Saint-Denis.

Education nationale, enseignement supérieur, recherche et insertion professionnelle - II - Enseignement supérieur

- (4 décembre 1995) - **Examen des crédits - Etat B - Titre III** (p. 3723) : situation de l'université de Paris XIII - Villetaneuse. Compensation des exonérations de boursiers et des charges de gardiennage. Créations d'emplois. Demande le respect des engagements budgétaires prévus dans le contrat pluriannuel passé entre l'université et l'Etat - **Titre IV** (p. 3725, 3726) : situation de l'université de Paris XIII Saint-Denis. Personnels. Locaux. Crédits de fonctionnement.

Articles non rattachés :

- (9 décembre 1995) - **Après l'art. 59 de la Constitution** (p. 4216) : son amendement, soutenu par M. Paul Lorient, n° II-44 : problème de la prise en charge des congés bonifiés des fonctionnaires territoriaux originaires de l'outre-mer ; rejeté.

- **Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale [n° 0122 (95-96)]** - (14 décembre 1995) - **Rappel au règlement** (p. 4343) : article 36 du règlement du Sénat. "Sommet social" du 21 décembre. Date tardive. Fin de la discussion parlementaire avant l'organisation de cette table ronde. Demande une nouvelle fois le retrait de ce projet de loi.

BILLARD (Claude), sénateur (Val-de-Marne) CRC.

Elu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 2 (JO Débats du 8 décembre 1995) (p. 3931) - Ministère : Premier ministre - **Retrait du "plan Juppé"** - Réponse le 8 décembre 1995 (p. 3931) - Politique économique

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'action de l'Etat dans les plans de redressement du Crédit Lyonnais et du Comptoir des Entrepreneurs. [n° 0003 (95-96)]** - (31 octobre 1995) - **Question préalable** (p. 2357) : se déclare favorable à la motion n° 7 de Mme Hélène Luc tendant à opposer la question préalable. Question du maintien de l'activité du Comptoir des Entrepreneurs et du Crédit Lyonnais. Suppression d'emplois. Question de l'utilisation de l'argent - **Art. 1er (création de l'Etablissement Public de Financement et de Restructuration, EPFR)** (p. 2359) : soutient l'amendement n° 9 de M. Paul Lorient (création d'une société anonyme à la place d'un établissement public et répartition de son capital entre l'Etat et l'ensemble des établissements bancaires et financiers de la place de Paris). Choix de la formule de la société et d'une structure de mutualisation des pertes - **Après l'art. 2** (p. 2363) : soutient l'amendement n° 14 de M. Paul Lorient (insertion d'une clause sociale relative au reclassement des personnels) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2375) : inquiétudes sur la mise en oeuvre des dispositions des plans de redressement du Crédit Lyonnais et du Comptoir des Entrepreneurs. Perspectives de la privatisation de ces deux établissements. Le groupe communiste républicain et citoyen confirme son vote négatif sur l'ensemble de ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Discussion des articles de la première partie :

- **Suite de la discussion** - (23 novembre 1995) - **Art. 7 (mesures liées à la réforme de l'accès à la propriété)** (p. 2826, 2827) : soutient l'amendement de suppression n° I-66 de Mme Marie-Claude Beaudeau - **Art. 30 (montant du prélèvement effectué sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)** (p. 2867) : construction européenne. Monnaie unique. Nouveaux impôts. Dictature des marchés financiers. Le groupe communiste républicain et citoyen votera contre l'article 30.

- **Suite de la discussion** - (24 novembre 1995) - Après l'art. 12 (p. 2894, 2895) : soutient l'amendement n° I-82 de Mme Marie-Claude Beaudeau (libre fixation des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation et de la taxe professionnelle par les collectivités locales). Evolution de la fiscalité locale - Art. 14 (*modification des tarifs des taxes intérieures de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel, TIPP et TICGN, et aménagement de la redevance perçue au profit du fonds de soutien aux hydrocarbures*) (p. 2901, 2902) : soutient l'amendement de suppression n° I-93 de Mme Marie-Claude Beaudeau. Conséquences négatives sur le budget des ménages les plus modestes et sur l'activité de l'industrie automobile. Politique d'élévation du prix des carburants.

Deuxième partie :

Aménagement du territoire, équipement et transports - I - Urbanisme et services communs

- (5 décembre 1995) (p. 3759, 3760) : reconduction pour 1996 des crédits votés en 1995. Diminution des emplois. Démantèlement de l'administration de l'équipement et de l'urbanisme. Effort financier supporté par les collectivités locales. Transfert de la sous-direction de l'architecture et de l'enseignement au ministère de la culture. Conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement, CAUE. Le groupe communiste républicain et citoyen votera contre les crédits consacrés à l'urbanisme et aux services communs.

Aménagement du territoire, équipement et transports - II - Transports - 1. Transports terrestres - 2. Routes - 3. Sécurité routière

- (5 décembre 1995) (p. 3776, 3777) : temps de parole. Budget des transports terrestres inférieur à ce qu'il devrait être. Complémentarité entre la route et le rail. Contrat de plan SNCF. Régionalisation des transports ferroviaires. Relance de la politique des transports collectifs. Le groupe communiste républicain et citoyen votera contre les crédits budgétaires affectés aux transports terrestres - **Examen des crédits - Etat B - Titre IV** (p. 3788, 3789) : grève des cheminots. Contrat de plan Etat-SNCF. Dettes de la SNCF - **Art. 61 (relèvement du taux plafond du versement de transport à Paris et dans les Hauts-de-Seine)** (p. 3791) : au nom du groupe communiste républicain et citoyen, se déclare opposé à l'amendement n° II-3 de M. Jacques Larché (taux réduit de moitié pour certains cantons ruraux d'Ile-de-France) - **Après l'art. 63** (p. 3792) : son amendement n° II-86 : émission d'un emprunt auprès des établissements de crédits destiné à refinancer la dette de la SNCF et de la RATP ; rejeté.

Aménagement du territoire, équipement et transports - II - Transports : 4. Transport aérien - 5. Météorologie - Budget annexe de l'aviation civile

- (5 décembre 1995) (p. 3798, 3799) : crise du transport aérien. Ouverture des lignes intérieures françaises aux compagnies étrangères. Situation d'Air France et d'Air Inter. Déréglementation de l'espace aérien. Fonds de péréquation des transports aériens. Construction aéronautique. Le groupe communiste républicain et citoyen votera contre ce projet de budget - **Examen des crédits - Etat B - Titre III** (p. 3805) : situation de Météo-France. Conflit social important. Contrat d'objectifs. Désengagement de l'Etat envers Météo-France. Commercialisation des services rendus. Situation du personnel. Le groupe communiste républicain et citoyen votera contre les crédits figurant au titre III - **Etat C - Titre V** (p. 3806) : déréglementation du transport aérien. Plateforme d'Orly et limitation des vols - **Crédits du budget annexe de l'aviation civile figurant à l'article 39**

(p. 3808) : le groupe communiste républicain et citoyen vote contre ces crédits.

Aménagement du territoire, équipement et transports - III - Aménagement du territoire

- (5 décembre 1995) (p. 3823, 3824) : diminution des crédits de l'aménagement du territoire. Remise en cause de la loi d'orientation. Fonds de gestion de l'espace rural. Fonds national d'aménagement et de développement du territoire, FNADT. Insuffisance de la politique d'aménagement du territoire pour répondre aux besoins de l'économie et de la population. Privatisation progressive de vingt et une sociétés nationales. Incitations financières pour les entreprises s'installant dans certaines régions. Le groupe communiste républicain et citoyen votera contre ce projet de budget.

Industrie (et commerce extérieur)

- (7 décembre 1995) (p. 3960, 3962) : chute du budget de l'industrie. Ultralibéralisme. Traité de Maastricht. Accords du GATT. Entreprises publiques. Privatisations. Demande la nationalisation des compagnies chargées de la distribution de l'eau. Vote du groupe communiste républicain et citoyen contre ce projet de budget.

Technologies de l'information et Poste

- (7 décembre 1995) (p. 3982) : vote du groupe communiste républicain et citoyen contre ce projet de budget préparant la privatisation de La Poste et de France Télécom.

- **Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale [n° 0122 (95-96)] - Suite de la discussion** - (15 décembre 1995) - **Discussion générale (suite)** (p. 4387) : réitère la demande adressée à M. Jacques Barrot par Mme Danielle Bidard-Reydet. Réunion anticipée des partenaires sociaux et élargissement de l'ordre du jour prévu.

BIMBENET (Jacques), sénateur (Loir-et-Cher) RDE, puis RDSE.

NOMINATIONS

Vice-Président de la commission des affaires sociales ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995) ; puis vice-président (JO Lois et décrets du 6 octobre 1995).

Membre titulaire de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques jusqu'au 12 octobre 1995.

Membre suppléant du comité directeur du Fonds d'investissements pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (FIDESTOM).

Membre suppléant de la Commission consultative chargée d'émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale (15 décembre 1995).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux transports en commun d'enfants [n° 0269 (94-95)] (15 mai 1995) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 avril 1995) - Transports.

Avis, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Logement social [n° 0081 (95-96), tome 11] (21 novembre 1995) - Lois de finances.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi instituant le contrat initiative-emploi [n° 0358 (94-95)] - Suite de la discussion - (20 juillet 1995)**
- **Explications de vote sur l'ensemble (p. 1291, 1292) : chômage.** Le groupe du RDE dans sa grande majorité votera ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif aux transports [n° 0383 (94-95)] - (18 octobre 1995) - Discussion générale (p. 1918, 1919) : débat de fond sur l'avenir du transport. Transport fluvial. Taux d'alcool. Formation des automobilistes. Contrôle technique des véhicules. Transport en commun scolaire. Moyens de transport et environnement. Soutiendra ce texte.**

- **Résolution adoptée par la commission des affaires culturelles, en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil portant modification de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 visant à la coordination de certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives à l'exercice d'activités de radiodiffusion télévisuelle (n° E-419) [n° 0059 (95-96)] - (14 novembre 1995) - Discussion générale (p. 2523, 2524) : révision de la directive "Télévision sans frontières". Enjeu économique. Quotas de diffusion. "Exception culturelle". Négociation ou droit de veto. Nouveaux services multimédia. Le groupe du Rassemblement démocratique social européen, dans sa grande majorité, votera cette proposition de résolution.**

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Logement

- (26 novembre 1995) - Rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales pour le logement social (p. 3106, 3107) : logement et exclusion sociale. Situation de l'habitat vacant. Baisse des crédits de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat, ANAH. Modalités du prêt à taux zéro. Instauration d'un prélèvement sur les fonds des comités interprofessionnels du logement. Problème des surloyers. Avis favorable de la commission des affaires sociales sur ce projet de budget - **Question budgétaire (p. 3124, 3125) : habitat locatif en milieu rural. Rôle des collectivités locales. Affectation des produits des surloyers et logement social. Politique du logement pour les communes rurales de moins de 5 000 habitants.**

Anciens combattants et victimes de guerre

- (9 décembre 1995) - **Examen des crédits - Etat B - Titre IV (p. 4115) : mesures en faveur des anciens combattants d'Indochine. Rente mutualiste. Fonds de solidarité pour les anciens combattants d'Afrique du Nord et allocation de préparation à la retraite, APR. Situation financière des veuves d'anciens combattants. Le groupe du Rassemblement démocratique et social européen votera, dans sa grande majorité, ce projet de budget.**

BLAIZOT (François), sénateur (Charente-Maritime) UC.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie (19 juillet 1995).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Départements d'outre-mer [n° 0082 (95-96), tome 7] (21 novembre 1995) - Lois de finances.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi d'habilitation [n° 100 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale relatif au statut général des fonctionnaires de la collectivité territoriale, des communes et des établissements publics de Mayotte [n° 0127 (95-96)] (14 décembre 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 décembre 1995) - Fonctionnaires et agents publics.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement - Deuxième lecture [n° 0139 (94-95)] - (16 janvier 1995) - Art. 36 quater (protection des espèces et habitats naturels) (p. 398) : son amendement n° 184 : distinction entre les animaux prélevés en milieu naturel et les animaux d'élevage ; rejeté. (p. 405, 408) : intervient sur l'amendement n° 210 du Gouvernement (rôle de conservatoire d'espèces menacées joué par les parcs zoologiques et les jardins botaniques).**

- **Projet de loi portant amnistie [n° 0341 (94-95)] - Suite de la discussion - (18 juillet 1995) - Art. 26 (infractions exclues de l'amnistie) (p. 1142, 1143) : se déclare favorable à l'amendement n° 17 de M. Christian Bonnet (manifestations pacifiques contre l'interruption volontaire de grossesse).**

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Outre-mer

- (30 novembre 1995) - Rapporteur pour avis de la commission des lois pour les départements d'outre-mer (p. 3426, 3427) : données chiffrées. Réductions votées par l'Assemblée nationale. Organisation des services du ministère. Réflexion sur l'action publique outre-mer. Situation financière des collectivités locales. Rémunération des fonctionnaires. Criminalité et surpopulation carcérale. La commission des lois est favorable à l'adoption des crédits de l'outre-mer.

- **Projet de loi d'habilitation relatif au statut général des fonctionnaires de la collectivité territoriale, des communes et des établissements publics de Mayotte [n° 0100 (95-96)] - (21 décembre 1995) - Rapporteur de la commission des lois - Discussion générale - (autorisation du Gouvernement de prendre par ordonnances les mesures législatives relatives à la détermination du statut général des fonctionnaires de la collectivité territoriale, des communes et des établissements publics de Mayotte) (p. 4641, 4642) : efficacité de la procédure des ordonnances pour l'adaptation de la législation métropolitaine à l'administration de Mayotte. Propose l'adoption de ce projet de loi d'habilitation - Art. 1er (autorisations du Gouvernement de prendre par ordonnances les mesures législatives relatives à la détermination du statut général des fonctionnaires de la collectivité territoriale des communes et des établissements de Mayotte) : son amendement de clarification n° 1 ; adopté.**

BLANC (Jean-Pierre), sénateur (Savoie) UC.

N'a pas été réélu aux élections sénatoriales du 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

BLANC (Paul), sénateur (Pyrénées-Orientales) RPR.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 13 octobre 1995).

Membre suppléant de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (JO Lois et décrets du 13 octobre 1995).

Membre titulaire du Conseil national du bruit.

Membre titulaire du Conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés (JO Lois et décrets du 1er novembre 1995).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Intégration et lutte contre l'exclusion [n° 0081 (95-96), tome 6] (21 novembre 1995) - Lois de finances.

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]

Deuxième partie :

Intégration et ville

- (8 décembre 1995) - Rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (intégration et lutte contre l'exclusion) (p. 4041, 4042) : allocations versées au titre du revenu minimum d'insertion, RMI. Contrôle du droit aux prestations du RMI. Insertion des personnes bénéficiaires du RMI. Crédits d'action sociale. Centres d'hébergement et de réadaptation sociale. Formation des travailleurs sociaux. Fonds d'aide aux jeunes. Politique de la ville. Programme national d'intégration urbaine, PNIU. Accepte les crédits relatifs à l'intégration et à la lutte contre l'exclusion.

BLIN (Maurice), sénateur (Ardennes) Président du groupe UC.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 13 octobre 1995) jusqu'au 17 octobre 1995 (JO Lois et décrets du 18 octobre 1995).

Membre titulaire du Comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics.

Membre titulaire du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Membre titulaire du Comité des prix de revient des fabrications d'armement.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à relever de 18,60% à 20,60% le taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée à compter du 1er août 1995 (19 juillet 1995).

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Défense - Exposé d'ensemble et dépenses en capital [n° 0077 (95-96), tome 3 annexe 46] (21 novembre 1995) - Lois de finances.

INTERVENTIONS

- Déclaration de politique générale du Gouvernement, suivie d'un débat [n° 0294 (94-95)] - (24 mai 1995) (p. 597) : approbation de l'engagement d'une politique globale de solidarité. (p. 598) : conquête des nouveaux marchés. Réduction des déficits budgétaire et social. Caractère nécessairement temporaire du relèvement du taux de la TVA. Aménagement du territoire. Extension du champ d'application du référendum. (p. 599) : réduction du train de vie de l'Etat. Poursuite d'une politique de privatisations. Soutien du groupe de l'Union centriste.

- Projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique et modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire [n° 0374 (94-95)] - Suite de la discussion - (26 juillet 1995) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 1495, 1496) : intervient au nom du groupe centriste, du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe des Républicains et Indépendants. Conciliation et médiation. Organisation du travail parlementaire. Débat préalable au référendum. Champ du référendum. Immunité parlementaire. Souhaite que les deux assemblées parlementaires trouvent un accord satisfaisant devant la nation.

- Congrès du Parlement: vote sur le projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire unique, modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire et abrogeant les dispositions relatives à la Communauté et les dispositions transitoires - (31 juillet 1995) - Explications de vote (p. 17) : risques liés à l'usage du référendum. Débat parlementaire préalable à l'organisation d'un référendum. Session parlementaire unique. Organisation des travaux. Vote du projet de révision constitutionnelle par le groupe de l'Union centriste du Sénat.

- Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]

Deuxième partie :

Défense

- (6 décembre 1995) - Rapporteur spécial de la commission des finances, pour l'exposé d'ensemble et les dépenses en capital (p. 3850, 3853) : baisse des crédits budgétaires. Prochain débat d'orientation militaire au Parlement. Révision des précédents objectifs de la loi de programmation militaire pour les années 1995-2000. Conditions de fonctionnement du comité stratégique. Respect des programmes militaires menés en coopération. Restructuration de l'industrie américaine de défense. Création de l'agence franco-allemande de l'armement. Maintien des industries de défense en France. Poids de l'Etat dans le secteur de l'armement.

Réduction des crédits de recherche. Coût des reports de programme. Organisation de la force nucléaire. Accepte ce projet de budget.

Vote sur l'ensemble :

- (9 décembre 1995) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4234) : remerciements. Le groupe de l'Union centriste votera ce projet de budget. Equilibre entre les dépenses de fonctionnement et les dépenses d'équipement. Dispositions constitutionnelles relatives à la discussion budgétaire. Redressement des comptes de la sécurité sociale.

BOCANDÉ (Annick), sénateur (Seine-Maritime) UC.

Elue sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques (JO Lois et décrets du 13 octobre 1995).

INTERVENTIONS

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement sur la réforme de la protection sociale, suivie d'un débat et d'un vote** - (16 novembre 1995) (p. 2624, 2626) : réforme du financement de la protection sociale. Politique familiale. Branche vieillesse. Régime universel d'assurance maladie. Médecine hospitalière. Médecine ambulatoire. Enseignement post-universitaire. Responsabilisation des patients. Prévention. Fiscalisation des allocations familiales. Retraités. Soutiendra le projet du Gouvernement.

BOHL (André), sénateur (Moselle) UC.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire du Conseil national des services publics départementaux et communaux.

Membre suppléant du Comité des finances locales (JO Lois et décrets du 1er novembre 1995).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Intérieur, réforme de l'Etat, décentralisation et citoyenneté - Décentralisation [n° 0082 (95-96), tome 1] (21 novembre 1995) - Lois de finances.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Intérieur, réforme de l'Etat, décentralisation et citoyenneté

- (2 décembre 1995) - Rapporteur pour avis de la commission des lois (décentralisation) (p. 3591, 3593) : évolution des crédits. Effectifs des administrations centrales. Modernisation des préfetures. Meilleure information des usagers. Dotation globale de fonctionnement, DGF. Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales, CNRACL. Dotation globale d'équipement, DGE. Intercommunalité. Dotation de solidarité urbaine, DSU. Mise en place d'un observatoire des finances locales. Répartition des compétences. Accepte les crédits consacrés à la décentralisation.

Industrie (et commerce extérieur)

- (7 décembre 1995) (p. 3965, 3966) : charges de retraite dans le secteur des mines. Proposition de directive communautaire relative au service public : atteinte au pouvoir concédant en matière de distribution publique d'électricité, de gaz et d'eau, et à la qualité de consommateur éligible des communes ; EDF ; distributeurs publics locaux d'électricité ; régies. Votera ce projet de budget.

BOISHUE (Jean de), secrétaire d'Etat à l'enseignement supérieur.

dans le Gouvernement Juppé le 18 mai 1995 (JO Lois et décrets du 19 mai 1995).

Fin de ses fonctions ministérielles (démission du Gouvernement le 7 novembre 1995) (JO Lois et décrets du 8 novembre 1995).

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 2 de Mme Françoise Seligmann : **Universités (Pôle universitaire Léonard de Vinci)** (JO Débats du 30 juin 1995) (p. 757).

BONNET (Christian), sénateur (Morbihan) RI.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire du Comité des finances locales ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 7 juillet 1995).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie (19 juillet 1995).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 93 (95-96)] modifiant la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relatif à la commission pour la transparence financière de la vie politique [n° 0118 (95-96)] (6 décembre 1995) - Vie politique et sociale.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 5 (JO Débats du 30 juin 1995) (p. 759) - Ministère : Défense - *Coût de la force PRONU en Bosnie* - Réponse le

30 juin 1995 (p. 760) - Organisation des Nations Unies (ONU)

n° 3 (JO Débats du 20 octobre 1995) (p. 1975) - Ministère : Défense - *Plan de restructuration des armées françaises* - Réponse le 20 octobre 1995 (p. 1975) - Armée

Questions orales sans débat :

n° 218 (JO Débats du 17 novembre 1995) (p. 2640) - Ministère : Equipement - *Adaptation de la réglementation française concernant la sécurité des navires à passagers* - Réponse le 20 décembre 1995 (p. 4420) - Transports maritimes

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant amnistie [n° 0341 (94-95)] - Suite de la discussion - (18 juillet 1995) - Art. 26 (infractions exclues de l'amnistie) (p. 1118) :** présentation de son amendement dans un esprit de conciliation. Définition du mot "commando". (p. 1138) : son amendement n° 17 : manifestations pacifiques contre l'interruption volontaire de grossesse ; adopté.

- **Conclusions du rapport de M. Pierre Fauchon, fait au nom de la commission des lois, sur : la proposition de loi (n° 406, 94-95) de M. Jacques Larché déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à la responsabilité pénale des élus locaux pour des faits d'imprudance ou de négligence commis dans l'exercice des fonctions ; la proposition de loi (n° 255, 94-95) de M. Claude Huriet relative à la protection pénale des exécutifs locaux à raison des actes commis dans l'exercice de leurs fonctions ; et la proposition de loi (n° 361,94-95) de M. Hubert Haenel déposée avec plusieurs de ses collègues, visant à étendre aux districts les règles applicables à la responsabilité des syndicats de communes pour les accidents survenus aux membres de leur comité et à leur président, en complétant l'article L.164-5 du code des communes. [n° 406-255-361 (94-95)] - Suite de la discussion - (14 novembre 1995) - Après l'art. 1er (p. 2501) : se déclare favorable à l'amendement n° 12 du Gouvernement (nouveau régime du code pénal à appliquer en matière de responsabilité des fonctionnaires). Exemple de la loi d'amnistie. Nécessité d'étendre le dispositif à toute personne dépositaire de l'autorité publique ou chargée d'une mission de service public. Exemple du corps préfectoral. Situation des proviseurs de lycées.**

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Défense

- (6 décembre 1995) (p. 3872, 3874) : comité stratégique. Avenir du service national. Développement des services civils. Augmentation du nombre d'appelés dans les effectifs des pompiers professionnels. Eventualité d'une résorption de la crise dans les haras nationaux par une mise à disposition d'appelés. Situation de la direction des constructions navales, DCN. Effet des mesures de restriction militaire dans le département du Morbihan. Conséquences du report de la construction de deux frégates furtives. Fonds de restructuration pour la défense, FRED. Evaluation souhaitable par la commission des finances de l'opportunité de transferts militaires visant le département du Morbihan.

- **Projet de loi modifiant la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 modifiée, relatif à la commission pour la transparence financière de la vie politique [n° 0093 (95-96)] - (21 décembre 1995) - Rapporteur de la commission des lois - Discussion générale (p. 4658, 4659) :** rappel de l'actuelle composition de la commission pour la transparence financière de la vie politique. Examen des déclarations par le

vice-président du Conseil d'Etat, le premier président de la Cour de cassation et le premier président de la Cour des comptes. Désignation supplémentaire de rapporteurs. Augmentation des moyens budgétaires de la commission. Rôle et mission des fonctionnaires mis à disposition. Impossibilité pour un fonctionnaire d'exercer la fonction de rapporteur. Sous cette dernière réserve, accepte ce projet de loi.

BONY (Marcel), sénateur (Puy-de-Dôme) SOC.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait avec M. Louis Minetti, au nom de la commission des affaires économiques, à la suite d'une mission effectuée sur la situation économique en Norvège, Suède et Finlande [n° 0044 (95-96)] (26 octobre 1995) - Pays nordiques.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Aménagement du territoire, équipement et transports - III - Aménagement du territoire

- (5 décembre 1995) (p. 3824, 3825) : loi d'orientation pour l'aménagement du territoire. Rigueur budgétaire. Regroupement dans un même ministère de l'aménagement du territoire, de la ville et de l'intégration. Difficultés des régions de montagne. Fonds de gestion de l'espace rural. Avenir de l'agriculture de montagne. Tourisme et thermalisme en montagne. Fonds national d'aménagement et de développement du territoire, FNADT. Fermeture de lignes ferroviaires. Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables. Concept de "pays". Loi "montagne". Fonds "neige". Délimitation des zones de revitalisation rurale.

BORDAS (James), sénateur (Indre-et-Loire) RI.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Vice-président de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne (JO Lois et décrets des 13 et 14 octobre 1995).

Membre suppléant de la commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence ; puis membre titulaire (JO Lois et décrets du 6 juillet 1995).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Relations culturelles, scientifiques et techniques [n° 0078 (95-96), tome 12] (21 novembre 1995) - Lois de finances.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 11 (JO Débats du 10 novembre 1995) (p. 2434) - Ministère : Equipement - *Conflit d'Air France* - Réponse le 10 novembre 1995 (p. 2435) - Transports aériens

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programmation du "nouveau contrat pour l'école"** [n° 0197 (94-95)] - (4 juillet 1995) - Discussion générale (p. 854, 855) : consultation préalable au projet de loi. Choix du Gouvernement de réorganiser l'enseignement. Mesures de lutte contre l'échec scolaire. Enseignement des langues vivantes. Contrats commune-école. Avec le groupe des Républicains et Indépendants, votera le projet de loi.

- **Projet de loi relatif à l'action de l'Etat dans les plans de redressement du Crédit Lyonnais et du Comptoir des Entrepreneurs.** [n° 0003 (95-96)] - (31 octobre 1995) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 2375) : importance des responsabilités diverses à l'origine des difficultés du Crédit Lyonnais et du Comptoir des Entrepreneurs. Réflexion sur le système de contrôle des entreprises publiques et l'évolution du système bancaire. Le groupe des Républicains et Indépendants votera ce texte dans la rédaction retenue par le Sénat.

- **Projet de loi de finances pour 1996** [n° 0076 (95-96)]

*Deuxième partie :***Affaires étrangères**

- (29 novembre 1995) - Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (relations culturelles scientifiques et techniques) (p. 3343, 3345) : réduction des crédits. Direction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques, DGRCSST. Programmes de coopération. Action audiovisuelle extérieure. Enseignement français à l'étranger. Exemple de l'Espagne. Accepte les crédits affectés aux relations culturelles, scientifiques et techniques.

BOROTRA (Didier), sénateur (Pyrénées-Atlantiques) UC.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques ; puis membre de la commission des affaires étrangères (JO Lois et décrets du 6 octobre 1995).

BOROTRA (Franck), ministre de l'industrie, de La Poste et des télécommunications.

dans le deuxième Gouvernement Juppé le 7 novembre 1995 (JO Lois et décrets du 8 novembre 1995).

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi modifiant le code de la propriété intellectuelle en application de l'accord instituant l'Organisation mondiale du commerce [n° 0103 (95-96)] (29 novembre 1995) - **Propriété intellectuelle.**

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 213 de M. Roland Courteau : **Industrie** (*Industrie de la chaussure : menaces sur l'emploi*) (JO Débats du 15 novembre 1995) (p. 2492).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996** [n° 0076 (95-96)]

*Deuxième partie :***Industrie (et commerce extérieur)**

- (7 décembre 1995) (p. 3941, 3944) : moyens de fonctionnement des services du ministère. Politique industrielle. PME. PMI innovantes. CEE : effets néfastes des dévaluations compétitives pratiquées par certains pays membres ; importance d'une politique commerciale commune vis-à-vis des pays tiers. Programmes et organismes de recherche. Reconversion des secteurs en difficulté structurelle. Charbonnages de France. Secteurs en difficulté temporaire : textile ; prime de qualité automobile. Défense du service public à la française. Maintien du statut d'EDF. Evolution nécessaire du statut juridique de Gaz de France et de France Télécom. Relations entre la grande distribution et les PME. Sous-traitants. (p. 3966, 3968) : prime automobile. Entreprise minière et chimique, EMC. Charbonnages de France. EDF. Distribution d'électricité ; notion d'acheteur unique ; définition des consommateurs éligibles. Fonds national de développement des entreprises, FNDE. Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, ADEME. Secteur du raffinage pétrolier. Dévaluations compétitives au sein de la CEE. Secteur textile. Construction navale. Récuse l'accusation d'ultralibéralisme. Entreprises publiques. Charges de retraite dans le secteur minier - **Examen des crédits -Etat C - Titre VI** (p. 3971) : s'oppose à l'amendement n° II-102 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (rétablissement des crédits initialement prévus en faveur de la construction navale et supprimés par l'Assemblée nationale).

BORVO (Nicole), sénateur (Paris) CRC.

Elue sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 14 (JO Débats du 23 novembre 1995) (p. 2812) - Ministère : Education - *Création de postes dans l'enseignement supérieur* - Réponse le 23 novembre 1995 (p. 2812) - **Enseignants**

Questions orales sans débat :

n° 219 (JO Débats du 22 novembre 1995) (p. 2716) - Ministère : Culture - *Relance d'une politique de l'emploi et de logement social sur les terrains de la SFP* - Réponse le 13 décembre 1995 (p. 4252) - **Immobilier**

n° 244 (JO Débats du 18 décembre 1995) (p. 4539) - Ministère : Education - *Sécurité des locaux du campus de Jussieu* - **Sécurité**

n° 244 (JO Débats du 18 décembre 1995) (p. 4539) - Ministère : Education - *Sécurité des locaux du campus de Jussieu* - Réponse le 24 janvier 1996 (p. 117) - Sécurité

INTERVENTIONS

- **Rappel au règlement** - (17 octobre 1995) (p. 1862) : à l'annonce d'un nouvel attentat dans le RER, appelle à une grande riposte populaire et demande au Gouvernement de réagir.

- **Conclusions du rapport de M. Pierre Fauchon, fait au nom de la commission des lois, sur : la proposition de loi (n° 406, 94-95) de M. Jacques Larché déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à la responsabilité pénale des élus locaux pour des faits d'imprudance ou de négligence commis dans l'exercice des fonctions ; la proposition de loi (n° 255, 94-95) de M. Claude Huriet relative à la protection pénale des exécutifs locaux à raison des actes commis dans l'exercice de leurs fonctions ; et la proposition de loi (n° 361, 94-95) de M. Hubert Haenel déposée avec plusieurs de ses collègues, visant à étendre aux districts les règles applicables à la responsabilité des syndicats de communes pour les accidents survenus aux membres de leur comité et à leur président, en complétant l'article L.164-5 du code des communes [n° 406-255-361 (94-95)]** - (26 octobre 1995) - Avant l'art. 1er (p. 2320, 2321) : se déclare opposée à l'amendement n° 9 du Gouvernement (exemption de la faute d'imprudance ou de négligence en cas de manquement à une obligation de sécurité).

- **Projet de loi modifiant la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques [n° 0014 (95-96)]** - (15 novembre 1995) - **Discussion générale** (p. 2564) : modification du mode d'élection du Conseil national des barreaux institué par la loi du 31 décembre 1990 créant la nouvelle profession d'avocat. Equilibre entre le barreau de Paris et les barreaux de province. Le groupe communiste républicain et citoyen s'abstiendra sur le projet de loi, mais votera contre la motion tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité déposée par la commission car il estime important que le Parlement débatte de ce texte.

- **Projet de loi organique pris pour l'application des dispositions de la loi constitutionnelle n° 95-880 du 4 août 1995 qui instituent une session parlementaire ordinaire unique [n° 0027 (95-96)]** - (15 novembre 1995) - **Discussion générale** - commune avec celle du projet de loi n° 28 (95-96) (p. 2576) : révision constitutionnelle. Session unique et restriction du nombre de jours de séance. Problème de la revalorisation du rôle du Parlement. Législation par ordonnances. Amélioration du contrôle du budget par le Parlement. Demande d'explications sur l'amendement de la commission relatif à la procédure de présentation des demandes de levée d'immunité parlementaire. Le groupe communiste républicain et citoyen s'abstiendra sur ces deux textes.

- **Projet de loi pris pour l'application des dispositions de la loi constitutionnelle n° 95-880 du 4 août 1995 qui instituent une session parlementaire ordinaire unique [n° 0028 (95-96)]** - (15 novembre 1995) - **Discussion générale** - commune avec celle du projet de loi organique n° 27 (95-96) - Voir intervention sous le projet de loi organique n° 27 (p. 2576).

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Discussion des articles de la première partie :

- **Suite de la discussion** - (24 novembre 1995) - **Après l'art. 11** (p. 2890) : soutient l'amendement n° I-79 de Mme Marie-Claude Beaudou (abrogation de la surcompensation entre régimes de retraite). Régime des collectivités territoriales et des hôpitaux - **Art. 12** (*aménagement du plafonnement des cotisations de taxe d'habitation en fonction*

du revenu) (p. 2893) : soutient l'amendement n° I-81 de Mme Marie-Claude Beaudou (modification du niveau du dégrèvement partiel des contribuables de la taxe d'habitation et du taux) - **Art. 13** (*pérennisation de la majoration pour frais d'assiette et de recouvrement des impôts directs locaux*) (p. 2898, 2899) : soutient l'amendement n° I-85 de Mme Marie-Claude Beaudou (majoration des frais de rôle et d'assiette des impôts locaux). Amendement de repli - **Art. 14** (*modification des tarifs des taxes intérieures de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel, TIPP et TICGN, et aménagement de la redevance perçue au profit du fonds de soutien aux hydrocarbures*) (p. 2904) : soutient l'amendement n° I-95 de Mme Marie-Claude Beaudou (suppression du rapport au Parlement destiné à montrer les conséquences de l'utilisation du gazole sur l'environnement) - **Après l'art. 14 bis** (p. 2913) : soutient l'amendement n° I-99 de Mme Marie-Claude Beaudou (augmentation du montant du taux de prélèvement libératoire pour les détenteurs d'obligations) - **Après l'art. 14 ter** (p. 2958, 2959) : soutient l'amendement n° I-105 de Mme Marie-Claude Beaudou (application du taux réduit de TVA aux opérations de construction de nouvelles structures d'hébergement à but non lucratif destinées à l'accueil des personnes âgées). (p. 2962) : soutient l'amendement n° I-100 de Mme Marie-Claude Beaudou (application du taux réduit de TVA aux prestations de service funéraire, concédées ou gérées par une régie municipale). (p. 2965) : soutient les amendements de Mme Marie-Claude Beaudou n° I-101 (suppression du taux de TVA applicable à la redevance), n° I-104 (suppression du taux de TVA applicable aux ventes, commissions et courtages pour les publications) et n° I-109 (rédaction d'un rapport eu égard à la future harmonisation européenne de la taxe sur la valeur ajoutée) - **Après l'art. 15 bis** (p. 2971) : soutient l'amendement n° I-114 de Mme Marie-Claude Beaudou (dispositions relatives au CODEVI). (p. 2976, 2977) : soutient l'amendement n° I-112 de Mme Marie-Claude Beaudou (passage à un an du délai de remboursement de la TVA acquittée par les collectivités locales lors de certains investissements) - **Art. 16 bis** (*institution d'un prélèvement sur les excédents financiers des organismes collecteurs des fonds du congé individuel de formation*) (p. 2982) : soutient l'amendement de suppression n° I-117 de Mme Marie-Claude Beaudou. Remise en cause de la gestion paritaire de la formation professionnelle. Prélèvement de 900 millions de francs sur les finances de l'OPACIF. Réduction des actions de formation. (p. 2984) : problème de la mutualisation pour le financement du congé individuel de formation et des actions des fonds d'assurance-formation. Distinction entre le lieu de la collecte des différentes contributions et le lieu des besoins. Problèmes rencontrés par la gestion paritaire en Ile-de-France.

- **Suite de la discussion** - (25 novembre 1995) - **Avant l'art. 31** (p. 3021, 3022) : soutient l'amendement n° I-136 de Mme Marie-Claude Beaudou (abrogation de la loi quinquennale du 24 janvier 1994 relative à la maîtrise des finances publiques).

Deuxième partie :

Logement

- (26 novembre 1995) (p. 3109) : réforme de l'accession à la propriété. Instauration du prêt à taux zéro. Situation des sans-abri. Débudgétisation des aides de l'Etat. Risque de création de ghettos. Rôle de la Caisse des dépôts et consignations. Au nom du groupe communiste républicain et citoyen ne votera pas ce projet de budget - **Question budgétaire** (p. 3123) : réquisition des logements vacants - **Examen des crédits - Etat C - Titres V et VI** (p. 3127) : destination du produit de la taxe additionnelle au droit de bail. Budget de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat, ANAH. Son amendement n° II-11 : amélioration de la répartition des moyens destinés à favoriser l'accession à la propriété ; rejeté.

Justice

- (27 novembre 1995) (p. 3186, 3188) : évolution et répartition des crédits : désengagement de l'Etat et approche gestionnaire du service public de la justice. Administration pénitentiaire. Détenus. Peines de substitution à l'emprisonnement. Réinsertion. Délinquance juvénile. Causes économiques et sociales. Mesures éducatives en milieu ouvert. Vote du groupe communiste républicain et citoyen contre ce projet de budget.

Education nationale, enseignement supérieur, recherche et insertion professionnelle - II - Enseignement supérieur

- (4 décembre 1995) - **Examen des crédits - Etat B - Titre IV** (p. 3725) : mise au point sur la situation des universités parisiennes. Question de l'amiante à l'université de Jussieu. Demande la réintégration du pôle universitaire privé Léonard de Vinci dans le service public.

Articles non rattachés :

- (9 décembre 1995) - **Art. 57 (prorogation de la réduction d'impôt pour dépenses de grosses réparations et d'amélioration des logements)** (p. 4157) : soutient l'amendement n° II-47 de Mme Marie-Claude Beauceau (maintien pour trois ans du dispositif ouvrant droit à réduction d'impôt pour dépenses liées à la mise en conformité calorifique et à l'amélioration de l'isolation de l'habitation principale).

- **Projet de loi relatif aux transports - Deuxième lecture [n° 0106 (95-96)]** - (19 décembre 1995) - **Discussion générale** (p. 4431, 4432) : droit de grève. Grèves de la SNCF et de la RATP. Service public minimum. Transports maritimes. Contrôle des bagages dans les aéroports. Pavillon des Kerguelen. Application du code du travail maritime. Protection sociale des marins. Le groupe communiste républicain et citoyen votera contre ce projet de loi - **Art. 1er (francisation des navires)** (p. 4434) : soutient l'amendement n° 5 de M. Félix Leyzour (suppression des trois derniers alinéas du texte proposé par le B du paragraphe I) - **Après l'art. 22** (p. 4441) : se déclare opposée à l'amendement n° 9 du Gouvernement (opérations de sécurité dans le domaine portuaire).

- **Projet de loi en faveur du développement des emplois de services aux particuliers [n° 0087 (95-96)]** - (20 décembre 1995) - **Question préalable** (p. 4615) : soutient la motion n° 18 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable. Texte ne correspondant pas aux aspirations des Français. Sommet social du 21 décembre 1995. Plan "Juppé". (p. 4616) : relance de la consommation par l'augmentation du pouvoir d'achat des ménages. Ouverture aux entreprises des services aux personnes. Politique de développement de la précarité et des exonérations de cotisations patronales. (p. 4617) : accroissement des déficits publics et sociaux par les mesures préconisées. Gestion de la pénurie d'emploi. Amélioration nécessaire du pouvoir d'achat des Français par le retrait de certaines dispositions de la loi de finances.

BOSSON (Bernard), ministre de l'équipement, des transports et du tourisme.

Fin de ses fonctions ministérielles (démission du Gouvernement le 11 mai 1995) (JO Lois et décrets du 12 mai 1995).

BOURDIN (Joël), sénateur (Eure) RI.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles ; puis membre de la commission des finances (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre de la Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Membre titulaire de la commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence jusqu'au 5 juillet 1995.

Membre suppléant de la Section de l'assurance des salariés agricoles contre les accidents du travail et les maladies professionnelles (JO Lois et décrets du 20 décembre 1995).

Membre titulaire du comité d'orientation des programmes de la société Télévision du savoir (article 24 du décret n° 95-70 du 20 janvier 1995) (JO Lois et décrets du 28 juin 1995).

Membre titulaire du conseil de surveillance du Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance (JO Lois et décrets du 22 novembre 1995).

Membre titulaire de la Commission des comptes de la sécurité sociale (JO Lois et décrets du 24 novembre 1995).

Membre titulaire du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles (JO Lois et décrets du 20 décembre 1995).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires culturelles, à la suite d'une mission d'information effectuée du 18 au 28 septembre 1994 aux Etats-Unis, chargée d'étudier le développement aux Etats-Unis des nouveaux services de communication audiovisuelle ainsi que l'industrie "multimédia" [n° 0245 (94-95)] (5 avril 1995) - **Etats-Unis d'Amérique**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Agriculture, pêche et alimentation [n° 0077 (95-96), tome 3 annexe 3] (21 novembre 1995) - **Lois de finances**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Prestations sociales agricoles [n° 0077 (95-96), tome 3 annexe 45] (21 novembre 1995) - **Lois de finances**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Budget annexe des prestations sociales agricoles

- (28 novembre 1995) - Rapporteur spécial de la commission des finances (p. 3247, 3249) : conséquences sur le BAPSA de la grande réforme des régimes sociaux. Position de la commission des finances et questions au Gouvernement. Réflexions de la Cour des comptes. Calcul de la parité. Mise en cause de certains fondements du régime agricole de protection sociale. Problèmes d'action sanitaire et sociale des caisses de MSA. Finances sociales de la MSA. Demande le vote de ce projet de budget - **Examen des crédits - Après l'art. 68 bis** (p. 3263) : s'oppose à l'amendement n° II-19 de M. Louis Minetti (instauration d'une retraite pour les agriculteurs représentant 80 % du SMIC).

Agriculture, pêche et alimentation

- (28 novembre 1995) - Rapporteur spécial de la commission des finances (p. 3270, 3272) : charte d'installation. Conférence annuelle agricole. Rôle des collectivités locales. Fonds pour l'installation et le développement des initiatives locales, FIDIL. Avenir des associations départementales pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles, ADASEA. Politique forestière. Fonds forestier national, FFN. Filière bois. Utilisation du bois comme source d'énergie pour le chauffage collectif. Nécessité d'une modernisation d'ensemble de la fiscalité agricole. Filière biocarburants. Mise en oeuvre de la loi de modernisation de l'agriculture. Mise aux normes des bâtiments d'élevage - Examens des crédits - Etat B - Titres III et IV (p. 3324, 3325) : accepte les amendements du Gouvernement n° II-26 (réduction des crédits) et n° II-27 (majoration des crédits) - Etat C - Titres V et VI : accepte les amendements du Gouvernement n° II-28 (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement) et n° II-29 (réduction des autorisations de programmes et des crédits de paiement). (p. 3326) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° II-22 de M. Roger Rigaudière (répartition en articles des crédits du chapitre "adaptation de l'appareil de production agricole") - Art. 60 (bonification de la contribution des collectivités locales aux frais d'entretien des forêts) (p. 3328) : s'oppose aux amendements de suppression n° II-12 de M. Fernand Tardy et n° II-18 de M. Louis Minetti.

Intérieur, réforme de l'Etat, décentralisation et citoyenneté

- (2 décembre 1995) (p. 3608, 3609) : concours aux collectivités territoriales. Dotation globale d'équipement, DGE. Dotation de compensation de la taxe professionnelle, DCTP. Dotation de solidarité urbaine, DSU. Coopération intercommunale. Réforme fiscale. Finances des communes rurales. Le groupe des RI votera ce projet de budget.

BOURGES (Yvon), sénateur (Ille-et-Vilaine) RPR.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995) ; puis vice-président (JO Lois et décrets du 6 octobre 1995).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une visite effectuée à Bruxelles aux sièges de l'OTAN et de l'UEO le 10 janvier 1995 [n° 0257 (94-95)] (19 avril 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 avril 1995) - Défense.

BOURGOING (Philippe de), sénateur (Calvados) RI.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre suppléant de la Cour de Justice de la République ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 27 octobre 1995).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programmation du "nouveau contrat pour l'école" [n° 0197 (94-95)] - Suite de la discussion - (5 juillet 1995) - Art. 2 (nouvelle organisation pédagogique des collèges) (p. 922) : interrogation sur les conséquences de l'adoption de cet article pour les établissements d'enseignement technologique et agricole - Explications de vote sur l'ensemble (p. 935) : vote favorable du groupe des Républicains et Indépendants sur ce projet de loi.**

- **Projet de loi portant amnistie [n° 0341 (94-95)] - Suite de la discussion - (19 juillet 1995) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 1174) : réflexion sur l'avenir des lois d'amnistie. Portée réduite de ce texte. La grande majorité des membres du groupe des Républicains et Indépendants votera ce projet de loi.**

- **Projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique, modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire et abrogeant les dispositions relatives à la Communauté et les dispositions transitoires [n° 0374 (94-95)] - Suite de la discussion - (25 juillet 1995) - Après l'art. 3 bis (p. 1459) : se déclare favorable à l'amendement n° 9 de la commission (possibilité pour l'assemblée de se prononcer sur une motion de la commission approuvée par la majorité des membres qui la composent, tendant à l'adoption du texte en discussion modifié par les amendements proposés ou acceptés par la commission, le rejet de la motion entraînant le passage à la discussion des articles). Modernisation du travail parlementaire. Rapprochement du travail en commission et du travail en séance publique.**

- **Congrès du Parlement: vote sur le projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire unique, modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire et abrogeant les dispositions relatives à la Communauté et les dispositions transitoires - (31 juillet 1995) - Explications de vote (p. 8, 9) : débat parlementaire préalable sur le sujet soumis à référendum. Session parlementaire unique. Renforcement du rôle du Parlement. Organisation des débats. Immunité parlementaire. Vote du projet de loi constitutionnelle par la grande majorité du groupe de RI du Sénat.**

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Articles non rattachés :

- (9 décembre 1995) - Art. 59 nonies (neutralisation, au regard de la contribution sociale de solidarité des sociétés, C5SS, des opérations de vente de produits à l'intérieur du secteur coopératif agricole) (p. 4206) : son amendement n° II-98 : généralisation de la suppression des assujettissements en cascade à l'ensemble des coopératives ; rejeté.

BOUVIER (Raymond), sénateur (Haute-Savoie) UC.

N'a pas été réélu aux élections sénatoriales du 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des lois.

Membre suppléant du Comité des finances locales ; de nouveau membre suppléant (JO Lois et décrets du 7 juillet 1995).

Membre titulaire du Haut conseil du secteur public ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 7 juillet 1995).

Membre titulaire du Conseil national de la montagne.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture [n° 0089 (94-95)] - Suite de la discussion - (10 janvier 1995) - Après l'art. 3 bis (p. 79) :** soutient l'amendement n° 259 de M. Jean Faure (garantie de la qualité d'authenticité des produits alimentaires certifiés conformes et bénéficiant d'une appellation d'origine contrôlée, AOC) - **Art. 5 (commission départementale d'orientation de l'agriculture) (p. 88) :** son amendement n° 151 : possibilité pour la commission départementale de se scinder, en cas de besoin, en secteurs géographiques ; rejeté - **Après l'art. 6 (p. 103, 104) :** ses amendements, n° 152 : institution d'une gestion départementale des droits à produire pour la production laitière ; et n° 153 : modulation dans chaque département ; rejetés.

- **Suite de la discussion - (11 janvier 1995) - Art. 7 (éligibilité aux aides économiques) (p. 184, 185) :** ses amendements n° 154 : nombre maximum d'associés ; et n° 155 : extension de l'application du statut d'aide familiale aux membres de la famille d'un associé exploitant qui travaille sur l'exploitation ; rejetés - **Avant l'art. 10 (p. 199) :** son amendement, soutenu par M. Jacques Golliet, n° 156 : cession de bail pour les associés exploitants ; retiré.

- **Suite de la discussion - (12 janvier 1995) - Art. 19 (régime de faveur pour les associations de gestion de l'espace) (p. 246) :** son amendement n° 157 : possibilité donnée aux associations autorisées de se regrouper pour la réalisation d'ouvrages communs dans des unions départementales de gestion ; adopté - **Art. 21 (définition des zones d'activité agricole, pastorale ou extensive - échanges de droits d'exploitation) (p. 249) :** son amendement n° 158 : déclaration à l'enregistrement obligatoire pour les propriétés adhérentes à l'association foncière agricole ; retiré - **Après l'art. 28 (p. 269) :** son amendement n° 160 : ouverture des groupements d'employeurs aux communes rurales ; retiré.

BOYER (André), sénateur (Lot) RDE, puis RDSE.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre suppléant de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 13 octobre 1995).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée en Colombie et au Venezuela du 25 janvier au 2 février 1995 [n° 0244 (94-95)] (5 avril 1995) - Amérique latine.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, 1°) sur le projet de loi [n° 308 (94-95)] autorisant l'approbation d'une convention d'établissement entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République centrafricaine ; 2°) sur le projet de loi [n° 309 (94-95)] autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République centrafricaine relative à la circulation et au séjour des personnes [n° 0337 (94-95)] (28 juin 1995) - Traités et conventions.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi n° 377 (94-95), adopté par

l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas concernant le contrôle de personnes sur les aéroports de Saint-Martin [n° 0381 (94-95)] (19 juillet 1995) - Traités et conventions.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 7 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Trinité-et-Tobago sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements [n° 0064 (95-96)] (9 novembre 1995) - Traités et conventions.

Avis, présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Défense - Marine [n° 0080 (95-96), tome 8] (21 novembre 1995) - Lois de finances.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas concernant le contrôle de personnes sur les aéroports de Saint-Martin [n° 0377 (94-95)] - (20 juillet 1995) - Rapporteur de la commission des affaires étrangères - Discussion générale :** son intervention présentée par M. Bernard Guyomard (p. 1313, 1314).

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention d'établissement entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République centrafricaine [n° 0308 (94-95)] - (25 octobre 1995) - Rapporteur de la commission des affaires étrangères - Discussion générale - commune avec celle du projet de loi n° 309 (94-95) (p. 2240, 2241) :** engagements européens de la France. Examen des modalités d'indemnisation en cas d'expropriation ou de nationalisation.

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République centrafricaine relative à la circulation et au séjour des personnes [n° 0309 (94-95)] - (25 octobre 1995) - Rapporteur de la commission des affaires étrangères - Discussion générale - commune avec celle du projet de loi n° 308 (94-95) - Voir intervention sous le projet de loi n° 308 (p. 2240, 2241).**

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Défense

- (6 décembre 1995) - Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, pour la section "marine" (p. 3864, 3866) : renouvellement des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins. Délai de mise en service du porte-avions à propulsion nucléaire, le Charles-de-Gaulle. Bilan des programmes conduits en coopération. Faible taux d'encadrement de la marine française. Réduction de durée ou suppression du service national. Respect des orientations du Livre blanc. Propose l'adoption des crédits relatifs à la marine dans le projet de budget de la défense.

BOYER (Eric), sénateur (La Réunion) RPR-A.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 13 octobre 1995).

BOYER (Jean), sénateur (Isère) RI.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Plan [n° 0079 (95-96), tome 12] (21 novembre 1995) - **Lois de finances.**

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 228 (JO Débats du 8 décembre 1995) (p. 3993) - Ministère : Equipement - *Relance de l'investissement routier* - Réponse le 20 décembre 1995 (p. 4421) - **Routes**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture [n° 0089 (94-95)]** - (9 janvier 1995) - **Discussion générale** (p. 33, 35) : installation des jeunes agriculteurs. Assiette des cotisations sociales. Prérétraites. Votera ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Services du Premier ministre - IV - Plan

- (25 novembre 1995) - Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (p. 3087, 3088) : demande une réforme du Commissariat général au plan. Rapports sur la planification de MM. Jean de Gaulle et Laurent Dominati, députés. Evaluation des politiques publiques. Aménagement du territoire. Propose l'adoption de ce projet de budget.

Culture

- (27 novembre 1995) (p. 3208, 3209) : culture et aménagement du territoire. Augmentation des crédits d'investissement culturels en province. Politique culturelle en milieu rural. Bibliothèque nationale de France.

Agriculture, pêche et alimentation

- (28 novembre 1995) (p. 3307, 3308) : charte nationale pour l'installation des jeunes agriculteurs. Renouveau de la société rurale. Evolution du statut fiscal de l'exploitation agricole. Conférence agricole. Filière agroalimentaire : problème entre la production et la distribution. Fixation des prix.

Aménagement du territoire, équipement et transports - III - Aménagement du territoire

- (5 décembre 1995) (p. 3822, 3823) : rôle du Sénat et politique d'aménagement du territoire. Crédits de la DATAR. Prime d'aménagement du territoire, PAT. Fonds national d'aménagement et de développement du territoire, FNADT. Loi d'orientation : parution des décrets ; création de plusieurs fonds ; identification des "pays". Projet Bièvre-Valloire Avenir. "Contrats globaux de développement" en région Rhône-Alpes. Réorganisation des services publics. Disparité d'exonérations de taxe professionnelle. Le groupe des Républicains et Indépendants votera ce projet de budget.

BOYER (Louis), sénateur (Loiret) RI.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques ; puis membre suppléant (JO Lois et décrets du 13 octobre 1995).

Membre titulaire de la Commission des comptes de la Sécurité sociale.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale (15 décembre 1995).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Santé et assurance maladie [n° 0081 (95-96), tome 2] (21 novembre 1995) - **Lois de finances.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Santé publique et services communs - Solidarité entre les générations

- (1er décembre 1995) - Rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales, pour la santé et l'assurance maladie (p. 3546, 3547) : sous-médicalisation des établissements publics de santé. Statut du praticien hospitalier. Médecine de ville. Dépenses pharmaceutiques. Codage des actes médicaux. Maîtrise des dépenses de l'assurance maladie. Augmentation du rôle du Parlement. Coordination des actions de lutte contre le sida. Lutte contre l'alcoolisme et le tabagisme. Avis favorable à l'adoption des crédits consacrés à la santé publique et aux services communs pour 1996.

BRACONNIER (Jacques), sénateur (Aisne) RPR.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification; nouvelle nomination en tant que secrétaire (JO Lois et décrets des 13 et 27 octobre 1995).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Routes et voies navigables [n° 0079 (95-96), tome 13] (21 novembre 1995) - Lois de finances.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Aménagement du territoire, équipement et transports - II - Transports - 1. Transports terrestres - 2. Routes - 3. Sécurité routière

- (5 décembre 1995) - Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques pour les routes et les voies navigables (p. 3773, 3775) : schéma directeur routier national. Entretien de l'ensemble du réseau routier. Volet routier et contrat Etat-régions. Doublement de la taxe sur les sociétés d'autoroutes. Comité directeur du Fonds de développement économique et social, FDES. Transports routiers. Sécurité routière. Seuil d'alcoolémie. Harmonisation européenne des réglementations concernant la sécurité routière et la signalisation. Liaisons fluviales interbassins à grand gabarit. Transport combiné. Schéma directeur des plates-formes multimodales. La commission des affaires économiques donne un avis favorable à l'adoption de ces crédits.

BRAUN (Gérard), sénateur (Vosges) RPR-A.

Elu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Agriculture, pêche et alimentation

- (28 novembre 1995) - **Examen des crédits - Art. 60 (bonification de la contribution des collectivités locales aux frais d'entretien des forêts)** (p. 3328) : soutient l'amendement de M. André Jourdain, n° II-2 (montant de la redevance pour frais de garderie des forêts).

BRAYE (Dominique), sénateur (Yvelines) RPR-A.

Elu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire du Conseil national de l'information statistique (JO Lois et décrets du 26 octobre 1995).

BRISEPIERRE (Paulette), sénateur (Français établis hors de France) RPR.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire de la Commission nationale des Bourses de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger.

Membre titulaire de l'Institut national de l'audiovisuel jusqu'au 9 décembre 1995.

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée au Mali et au Gabon du 29 janvier au 5 février 1995 [n° 0258 (94-95)] (19 avril 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 avril 1995) - Mali Gabon.

Avis, présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Coopération [n° 0080 (95-96), tome 3] (21 novembre 1995) - Lois de finances.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076]**

Deuxième partie :

Coopération

- (29 novembre 1995) - Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères (p. 3389, 3390) : intervention en Afrique. Intérêts commerciaux. Structures de formation. Investissements privés. Aide au secteur social. Dévaluation du franc CFA. Fonds spécial de développement. Place du ministère de la coopération. Accepte ce projet de budget.

BRIVES (Louis), sénateur (Tarn) RDE.

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Juge titulaire de la Haute Cour de justice.

Juge titulaire de la Cour de justice de la République.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 1 (JO Débats du 30 juin 1995) (p. 755) - Ministère : Aménagement du territoire - *Aménagement de la route nationale 126* - Réponse le 30 juin 1995 (p. 756) - Routes

C

CABANA (Camille), sénateur (Paris) RPR.

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre titulaire du Conseil d'orientation du centre national d'art et de culture Georges Pompidou.

Membre titulaire du Haut conseil du secteur public.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à relever de 18,60% à 20,60% le taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée à compter du 1er août 1995 (19 juillet 1995).

CABANEL (Guy), sénateur (Isère) RDE, puis RDSE, puis président du groupe.

chargé d'une mission temporaire auprès du ministre d'Etat, garde des Sceaux, ministre de la justice, le 20 février 1995 (JO Lois et décrets du 21 février 1995) ; fin de mission le 20 août 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois ; puis membre de la commission des finances (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Secrétaire de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne jusqu'au 12 octobre 1995.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant la loi n° 88-1028 du 9 novembre 1988 portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998 et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer (12 janvier 1995).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi étendant dans les territoires d'outre-mer certaines dispositions du code de la route et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte (12 janvier 1995).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie (19 juillet 1995).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1996 (9 décembre 1995).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1995 (19 décembre 1995).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'homologation de produits et dispositifs utilisés en médecine humaine [n° 0405 (94-95)] (2 août 1995) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 29 juillet 1995) - Santé.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Intérieur, réforme de l'Etat, décentralisation et citoyenneté - Sécurité [n° 0077 (95-96), tome 3 annexe 24] (21 novembre 1995) - Lois de finances.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 13 (JO Débats du 23 novembre 1995) (p. 2811) - Ministère : Education - *Plan pour l'université* - Réponse le 23 novembre 1995 (p. 2811) - Universités

n° 1 (JO Débats du 8 décembre 1995) (p. 3930) - Ministère : Premier ministre - *Pilotes français disparus en Bosnie* - Réponse le 8 décembre 1995 (p. 3930) - Aviation militaire

Questions orales sans débat :

n° 197 (JO Débats du 28 juin 1995) (p. 681) - Ministère : Agriculture - *Situation de la production ovine* - Réponse le 1er juillet 1995 (p. 834) - Elevage

INTERVENTIONS

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement, suivie d'un débat** [n° 0294 (94-95)] - (24 mai 1995) (p. 594) : restauration du "pacte républicain". Mesures en faveur de l'emploi. (p. 595) : réduction des dépenses publiques et maîtrise des déficits budgétaires. Construction européenne. Egalité sociale en faveur des départements d'outre-mer. Avec la grande majorité des membres du groupe du RDE, apportera son appui au Gouvernement.

- **Déclaration du Gouvernement relative à la situation en ex-Yougoslavie, suivie d'un débat** - (7 juin 1995) (p. 626, 628) : analyse par les sénateurs du groupe du RDE de la situation en ex-Yougoslavie. Origine historique du conflit. Stabilité de la Slovénie. Reconnaissance d'un droit des minorités par les instances internationales. Avantage de la création d'une fédération croato-bosniaque. Les sénateurs du groupe du RDE dans leur grande majorité apporteront leur aide au Gouvernement.

- **Résolution (n° 319, 94-95) adoptée par la commission des affaires économiques, en application de l'article 73 bis, alinéa 8, du règlement, sur la proposition de règlement (CE) du Conseil portant réforme de l'organisation commune du marché vitivinicole (n° E-401) [n° 275-284 (94-95)]** - (29 juin 1995) - Discussion de la résolution (p. 796) : intervient sur l'amendement n° 2 de M. Roland Courteau (harmonisation communautaire de la publicité pour les boissons alcooliques). Loi Evin - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 797, 798) : place du marché vitivinicole au sein de la Communauté européenne. Politique française d'arrachage et de réencépagement. Renforcement de la compétitivité de l'Union européenne sur le marché mondial. La grande majorité des sénateurs du groupe du RDE votera cette résolution.

- **Projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours [n° 0217 (94-95)]** - Suite de la discussion - (29 juin 1995) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 810) : contrôle de la départementalisation par les élus. Risque d'opposition entre

sapeurs-pompiers professionnels et sapeurs-pompiers volontaires. La majorité du groupe du RDE votera ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention sur la sûreté nucléaire [n° 0304 (94-95)]** - (5 juillet 1995) - **Discussion générale** (p. 889, 890) : mise en place de l'EURATOM. Diversification des sources d'énergie. Drame de Tchernobyl. Equipement nucléaire français. (p. 891) : contrôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique, AIEA.

- **Projet de loi de programmation du "nouveau contrat pour l'école" [n° 0197 (94-95)]** - **Suite de la discussion** - (5 juillet 1995) - **Question préalable** (p. 899, 900) : intervient contre la motion n° 1 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable. Création de postes.

- **Projet de loi portant amnistie [n° 0341 (94-95)]** - **Suite de la discussion** - (18 juillet 1995) - **Art. 13 (amnistie individuelle par décret du Président de la République)** (p. 1090) : intervient sur l'amendement n° 56 de M. Claude Estier (personnes souffrant d'une maladie incurable).

- **Suite de la discussion** - (19 juillet 1995) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1173) : principe de l'amnistie. Abandon de recettes. Population carcérale. La grande majorité des membres du groupe du RDE votera cette loi d'amnistie.

- **Projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique, modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire et abrogeant les dispositions relatives à la Communauté et les dispositions transitoires [n° 0374 (94-95)]** - (24 juillet 1995) - **Discussion générale** (p. 1343, 1346) : référence à la modernisation de nos institutions dans la voie ouverte par Edgar Faure. Efficacité des institutions de la République française. Etat centralisé. Nécessité d'une réforme de la Constitution. Elargissement du champ du référendum. Initiative du référendum. Contrôle du Conseil constitutionnel ou avis public du Conseil d'Etat. Définition difficile des matières référendaires. Association du Parlement à la démarche référendaire. Son amendement sur l'organisation d'un débat au Parlement avant le référendum. Nécessité d'une réflexion sur l'emploi de référendums locaux. Instauration d'une session unique du Parlement. Exemple allemand de planification du travail parlementaire. Indispensable régime d'immunité parlementaire. Référence à la vision prophétique d'Edgar Faure. Les sénateurs du groupe du RDE suivront attentivement le débat avant de déterminer leur vote sur ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** - (25 juillet 1995) - **Art. 1er (l'extension du champ du référendum législatif)** (p. 1411) : demande au Président du Sénat d'appliquer la procédure de clôture de la discussion sur le sous-amendement n° 70 de M. Michel Caldaguès (absence de vote à l'issue du débat), modifiant l'amendement n° 6 de la commission (extension du champ du référendum et procédure parlementaire, cas de la proposition de loi) - **Art. 2 (le passage à une session ordinaire unique de neuf mois et le régime des séances)** (p. 1435, 1436, 1437) : se déclare favorable à l'amendement n° 7 de la commission (ouverture et fermeture de la session ordinaire, fixation du nombre maximum de jours de séance à cent vingt, jours supplémentaires de séance, semaines de séance, détermination des jours et horaires par le règlement de chaque assemblée). Plafond de cent vingt jours de séance - **Après l'art. 3 bis** (p. 1460, 1461) : se déclare favorable à l'amendement n° 9 de la commission (possibilité pour l'assemblée de se prononcer sur une motion de la commission approuvée par la majorité des membres qui la composent, tendant à l'adoption du texte en discussion modifié par les amendements proposés ou acceptés par la commission, le rejet de la motion entraînant le passage à la discussion des articles). Effort fait pour l'amélioration de

l'organisation des travaux parlementaires. Renvoi à une loi organique.

- **Suite de la discussion** - (26 juillet 1995) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1496) : choix personnel. Réorganisation des conditions de travail du Parlement.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 [n° 0379 (94-95)]** - **Suite de la discussion** - (27 juillet 1995) - **Après l'art. 1er** (p. 1585, 1586) : soutient l'amendement de M. Raymond Soucaret n° 45 (harmonisation des règles fiscales appliquées aux structures d'accueil des personnes âgées).

- **Congrès du Parlement: vote sur le projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire unique, modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire et abrogeant les dispositions relatives à la Communauté et les dispositions transitoires** - (31 juillet 1995) - **Explications de vote** (p. 13, 14) : évolution des institutions. Extension du champ d'application du référendum. Débat préalable au Parlement sur le sujet soumis à référendum. Session parlementaire unique. Organisation des travaux parlementaires. Immunité parlementaire. Votera le projet de révision constitutionnelle.

- **Projet de loi portant adaptation de la législation française aux dispositions de la convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime et tendant à améliorer la lutte contre le trafic de stupéfiants [n° 0611 (93-94)]** - **Suite de la discussion** - (18 octobre 1995) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1905) : les membres du groupe du Rassemblement démocratique et social européen voteront ce projet de loi. Progrès apporté par ce texte et renforcement de la lutte contre le trafic de drogue.

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement sur la réforme de la protection sociale, suivie d'un débat et d'un vote** - (16 novembre 1995) (p. 2603, 2605) : comptes sociaux. Traitement de la dette. CSG. Prestation d'autonomie pour les personnes âgées. Création du régime universel d'assurance maladie. Législation par ordonnances. Organisation et gestion des caisses. Réforme hospitalière. Distribution pharmaceutique. La majorité des membres du groupe du RDSE soutiendra la réforme du Gouvernement.

- **Conclusions du rapport de M. Daniel Hoeffel, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution (n° 66, 95-96) de M. Yves Guéna, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à modifier le règlement du Sénat [n° 66 (95-96)]** - (21 novembre 1995) - **Art. 6 (jours et horaires de séance)** (p. 2652) : importance de la notion de semaine de séance - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2656) : conséquences de la loi constitutionnelle du 4 août 1995. Se déclare favorable à cette proposition de résolution. Détermination des semaines de séance. Modèle du "Bundestag" allemand et du "Folketing" danois. Nécessité d'un arrêt des débats une semaine par mois. Questions au Gouvernement. Souhait de l'organisation d'une question d'actualité tous les quinze jours. Le groupe du RDSE est favorable à cette proposition de résolution.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Discussion générale :

- (21 novembre 1995) (p. 2678, 2680) : réforme souhaitable de la procédure budgétaire. Ralentissement de la croissance. Réduction des déficits fondée sur la compression des dépenses publiques. Crise financière du système de protection sociale et de certaines entreprises publiques. Possibilité de modifier notre politique des transports. Nécessité de rééquilibrer la taxation du gazole. La majorité du groupe du Rassemblement démocratique social et européen approuve la première partie du projet de loi de finances.

*Deuxième partie :***Santé publique et services communs - Solidarité entre les générations**

- (1er décembre 1995) - **Examen des crédits de la santé publique et des services communs - Etat C - Titre VI** (p. 3573, 3574) : la majorité du groupe du RDSE votera ce projet de budget. Hausse des crédits d'intervention sanitaire. Lutte contre le sida et la toxicomanie. Amélioration des moyens de veille sanitaire. Agence du médicament. Etablissement français des greffes. Agence du sang.

Intérieur, réforme de l'Etat, décentralisation et citoyenneté

- (2 décembre 1995) - **Rapporteur spécial de la commission des finances (sécurité)** (p. 3586, 3589) : hommage aux forces de police et aux unités de l'armée qui leur sont associées dans le cadre du plan Vigipirate. Qualité des missions effectuées par les fonctionnaires de la police nationale. Crédits financiers de la loi d'orientation et de programmation relative à la sécurité. Gestion des dépenses pour prestations fournies par des tiers. Télécommunications. Vieillessement du parc lourd des véhicules de la police nationale. Logements des policiers. Allocation de service au profit du corps des commissaires. Prime de fidélisation pour les policiers affectés dans des zones dites sensibles. Emplois. Mise en place du réseau ACROPOL pour la coupe du monde de football de 1998. Equipement immobilier en commissariats et hôtels de police. Crédits de la sécurité civile. Marché des canadiens CL415. Réorganisation des services d'incendie et de secours. Volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers - **Examen des crédits - Etat B - Titre III** (p. 3623) : demande le retrait de l'amendement n° II-70 de M. Jean-Jacques Robert (réduction des crédits de 47 500 000 francs). (p. 3624) : accepte l'amendement n° II-78 du Gouvernement (création d'une allocation de service des commissaires).

Vote sur l'ensemble :

- (9 décembre 1995) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4239) : construction européenne. La majorité des sénateurs du Rassemblement démocratique et social européen votera ce projet de budget. Budget discuté dans des conditions difficiles. Problème de la protection sociale. Redressement financier de la France. (p. 4240) : organisation des débats budgétaires. Politique financière de la France. Echanges avec l'Allemagne. Esprit de dialogue et de concertation.

- **Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale [n° 0122 (95-96)]** - (14 décembre 1995) - **Discussion générale** (p. 4351) : procès concernant certains trafics de prothèses de hanches. (p. 4356, 4359) : programme du Gouvernement du 15 novembre dernier. Révision constitutionnelle. Recours aux ordonnances. Projets de loi "ordinaires" : création d'un régime universel d'assurance maladie, création d'une épargne retraite et réforme de la fiscalité. Incompréhension des Français. Douze plans de réforme de la protection sociale en vingt ans. Révision constitutionnelle préalable. Usage prudent et limité de la loi d'habilitation. Prélèvement pour le remboursement de la dette sociale. Dispositif d'organisation et de hiérarchisation des caisses de sécurité sociale. Temps de la réflexion. Contrat de plan Etat-SNCF. Votera ce projet de loi d'habilitation.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 0145 (95-96)] - (20 décembre 1995) - **Discussion générale** (p. 4596, 4598) : la majorité du groupe du Rassemblement démocratique, social et européen votera la loi d'habilitation. Association souhaitable du Parlement et

des partenaires sociaux à la préparation des ordonnances. Mise en oeuvre de la prestation d'autonomie liée à l'amortissement de la dette sociale et à la restauration des fonds de solidarité vieillesse. Durée du dispositif de remboursement de la dette sociale. Résistances catégorielles prévisibles aux ordonnances. Rappel du champ d'action des ordonnances.

CALDAGUÈS (Michel), sénateur (Paris) RPR.

Réélu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Vice-président de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne ; nouvelle nomination en tant que secrétaire (JO Lois et décrets des 13 et 14 octobre 1995).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait, au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une visite effectuée à Bruxelles aux sièges de l'OTAN et de l'UEO le 10 janvier 1995 [n° 0257 (94-95)] (19 avril 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 avril 1995) - **Défense.**

Proposition de résolution, présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur : 1°) la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à l'interconnexion dans le secteur des télécommunications : garantir le service universel et l'interopérabilité en appliquant les principes de fourniture d'un réseau ouvert (ONP) (n° E-467), et le corrigendum (n° E-507) ; 2°) sur le projet de directive de la Commission modifiant la directive de la Commission n° 90/388/CEE et concernant l'ouverture complète du marché des télécommunications à la concurrence (n° E-508) ; 3°) sur le projet de directive de la Commission modifiant la directive de la Commission n° 90/388/CEE en ce qui concerne les communications mobiles et personnelles (n° E-509) [n° 0134 (95-96)] (14 décembre 1995) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 décembre 1995) - **Communautés européennes.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant amnistie [n° 0341 (94-95)]** - Suite de la discussion - (18 juillet 1995) - **Art. 26 (infractions exclues de l'amnistie)** (p. 1130) : intervient sur l'amendement n° 74 de M. Claude Estier (âge d'admission au travail).

- **Projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique, modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire et abrogeant les dispositions relatives à la Communauté et les dispositions transitoires [n° 0374 (94-95)]** - Suite de la discussion - (25 juillet 1995) - **Art. 1er (l'extension du champ du référendum législatif)** (p. 1391) : sur l'amendement n° 6 de la commission (extension du champ du référendum et procédure parlementaire, cas de la proposition de loi), son sous-amendement n° 70 : absence de vote à l'issue du débat ; rejeté. (p. 1405) : sur l'amendement n° 6 précité de la commission, se déclare opposé au sous-amendement n° 23 de M. Charles Lederman (sanction du débat préalable par un vote). Débat parlementaire non suivi d'un vote. (p. 1407, 1408) : intervient sur son sous-amendement n° 70 (absence de vote à l'issue du débat), modifiant l'amendement n° 6 précité de la commission. Jurisprudence constante du Conseil constitutionnel exigeant que le vote soit prévu par le texte.

- **Projet de loi relatif à l'action de l'Etat dans les plans de redressement du Crédit Lyonnais et du Comptoir des Entrepreneurs.** [n° 0003 (95-96)] - (31 octobre 1995) - **Art. 19** (*responsabilité financière des dirigeants d'entreprises publiques*) (p. 2374) : se déclare favorable à l'amendement n° 5 de la commission (nouvelle rédaction précisant la notion de faute de gestion et de préjudice grave causé à l'organisme). Nécessité d'évoquer clairement devant l'opinion publique les problèmes de responsabilité dans ces affaires - **Explications de vote sur l'ensemble** : affaire du Crédit Lyonnais, exemple du caractère néfaste de la nationalisation d'une entreprise du secteur concurrentiel. Approbation de ce plan de redressement et sauvegarde des intérêts des salariés. Sanction des manquements par la justice. Avec le groupe du RPR, votera ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 1996** [n° 0076 (95-96)]

Discussion des articles de la première partie :

- (22 novembre 1995) - **Après l'art. 2** (p. 2744) : se déclare opposé à l'amendement n° I-148 de M. Jean-Pierre Masseret (suppression du régime d'imposition taxant la plus-value d'acquisition selon le régime des plus-values immobilières) - **Après l'art. 3** : se déclare opposé à l'amendement n° I-53 de Mme Marie-Claude Beaudeau (alignement des détenteurs de plans d'actions sur le régime général en matière d'imposition des traitements et salaires) - **Art. 2 bis** (*aménagement des différences de traitement fiscal entre concubins et couples mariés ayant un ou plusieurs enfants à charge*) (p. 2753) : se déclare opposé aux amendements de Mme Marie-Claude Beaudeau n° I-91 de suppression et n° I-92 (application des règles d'imposition des couples mariés pour tout couple demandant une déclaration commune) - **Avant l'art. 3** (p. 2757, 2758) : droits de succession. Contrats d'assurance-vie - **Art. 3** (*limitation du champ d'application de la réduction d'impôt accordée au titre des contrats d'assurance-vie*) (p. 2764) : seuils d'imposition. Avec le groupe du RPR, votera l'article 3 - **Art. 4** (*champ d'application de l'abattement de 8 000 F. et de 16 000 F. applicable aux revenus de capitaux mobiliers*) (p. 2767, 2768) : distinction entre les placements à risques et les placements sans risque - **Art. 5** (*actualisation du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune et limitation des effets du plafonnement en fonction du revenu*) (p. 2777) : absence de logique de la position du Gouvernement.

- **Suite de la discussion** - (23 novembre 1995) - **Après l'art. 5** (p. 2790) : intervient sur l'amendement n° I-153 de M. Jean-Pierre Masseret (extension de l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune aux biens industriels dont la valeur est supérieure à 5 millions de francs). (p. 2792) : intervient sur l'amendement n° I-198 de M. Philippe Marini (exonération de l'impôt sur les sociétés pour les titres détenus par un associé minoritaire au sein d'une société familiale). (p. 2796) : se déclare favorable à l'amendement n° I-63 de Mme Marie-Claude Beaudeau (relèvement de l'abattement successoral pour frais funéraires) et sur ce dernier, au sous-amendement n° I-278 de M. Philippe Marini (montant de cet abattement). Au nom du groupe RPR, remerciements au ministre.

- **Suite de la discussion** - (25 novembre 1995) - **Art. 28** (*relèvement de la taxe due par les concessionnaires d'autoroutes*) (p. 3019, 3020) : se déclare opposé à l'amendement n° I-190 de suppression de M. Jean-Pierre Masseret - **Explications de vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 3054) : assurance-vie. Régime complémentaire d'assurance en cas de dépendance médicale. Frais funéraires. Réforme de la transmission d'entreprise. Relations financières entre l'Etat et les collectivités locales. Fonds de compensation pour la TVA. Fiscalité des carburants. Fiscalité agricole. Dette publique. Vote de la première partie du projet de budget par le groupe du RPR.

Réélu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques ; puis membre de la commission des affaires étrangères (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

CAMOIN (Jean-Pierre), sénateur (Bouches-du-Rhône) RPR.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Membre suppléant du Conseil national de l'enseignement supérieur privé.

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Enseignement supérieur [n° 0078 (95-96), tome 6] (21 novembre 1995) - **Lois de finances.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement - Deuxième lecture** [n° 0139 (94-95)] - (16 janvier 1995) - **Art. 54** (*enfouissement des lignes électriques*) (p. 437) : son amendement n° 187 : définition de zones paysagères prioritaires ; retiré.

- **Projet de loi portant amnistie** [n° 0341 (94-95)] - **Suite de la discussion** - (18 juillet 1995) - **Art. 26** (*infractions exclues de l'amnistie*) (p. 1137) : son amendement n° 16 : infractions à la réglementation sur les fouilles archéologiques ; retiré au profit de l'amendement analogue n° 85 de M. Claude Estier.

- **Projet de loi de finances pour 1996** [n° 0076 (95-96)]

Deuxième partie :

Education nationale, enseignement supérieur, recherche et insertion professionnelle - II - Enseignement supérieur

- (4 décembre 1995) - Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (p. 3700) : problèmes de l'université. Eléments chiffrés. Conditions d'accueil des étudiants. Echec universitaire. Recherche universitaire. (p. 3701) : évolution des diverses formations supérieures : classes préparatoires aux grandes écoles, filières technologiques supérieures, instituts universitaires de formation des maîtres, IUFM. Schéma Université 2000. Crédits en faveur des bourses et des oeuvres universitaires. Gestion des ressources des universités. Emplois. Aménagement et sécurité des locaux. (p. 3702) : réforme annoncée de l'enseignement supérieur. Création d'une mission d'information sur les problèmes du premier cycle universitaire. Evaluation et contrôle des établissements d'enseignement supérieur. Se déclare favorable à ce projet de budget - **Examen des crédits - Etat B - Titre III** (p. 3724) : son amendement n° II-30 : réduction des crédits alloués aux rémunérations du personnel enseignant et chercheur des établissements d'enseignement supérieur ; retiré. Demande la transformation de huit emplois d'assistant des disciplines

médicales en six emplois de professeur des universités de deuxième classe, praticien hospitalier d'odontologie.

CANTEGRIT (Jean-Pierre), sénateur (Français établis hors de France) UC-R.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire du Conseil pour la protection sociale des Français de l'étranger ; de nouveau membre titulaire (JO Lois et décrets du 29 juin 1995).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale [n° 0368 (94-95)] - Suite de la discussion - (20 juillet 1995) - Après l'art. 2 (p. 1302) : son amendement n° 9 : jeunes qui partent travailler à l'étranger ; adopté - Explications de vote sur l'ensemble (p. 1311, 1312) : avis favorable du groupe de l'Union centriste sur ce projet de loi.**

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Affaires étrangères

- (29 novembre 1995) (p. 3352, 3353) : présence française à l'étranger. Enseignement français à l'étranger. Fonds d'action sociale créé en 1977. Couverture sociale des Français expatriés. Français d'Algérie.

Coopération

- (29 novembre 1995) (p. 3400, 3401) : présence française en Afrique. Dévaluation du franc CFA. Accords avec les pays africains. Protection sociale. Retraites. Le groupe de l'Union centriste votera ce projet de budget.

Santé publique et services communs - Solidarité entre les générations

- (1er décembre 1995) (p. 3560, 3562) : raisons de l'équilibre de la caisse de sécurité sociale des Français de l'étranger. Spécificité de son conseil d'administration. Régime dérogatoire. Déficit de la branche maladie des pensionnés. Exonération de la "cotisation de solidarité" pour les retraités expatriés. Hausse de la cotisation maladie des pensionnés assurés à la caisse des Français de l'étranger. Situation des pensions acquises à l'étranger par les expatriés. Coût de l'assurance volontaire vieillesse. Inadaptation du système français de retraite pour les expatriés. Nécessité d'un régime autonome. Situation des pensions acquises auprès des organismes africains de sécurité sociale. Question des impayés dûs par les pays étrangers. Propose de déduire de l'aide française les sommes dues aux expatriés au titre des pensions. Clarification de l'application de la circulaire de 1994 relative aux retraites versées en francs CFA. Allocations familiales. Situation des chômeurs français à l'étranger. Application de la règle territoriale.

CARAT (Jacques), sénateur (Val-de-Marne) SOC.

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Vice-Président de la commission des affaires culturelles.

Membre titulaire de la Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence ; de nouveau membre titulaire (JO Lois et décrets du 6 juillet 1995).

CARLE (Jean-Claude), sénateur (Haute-Savoie) RI.

Elu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques (JO Lois et décrets du 13 octobre 1995).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec MM. Guy Poirieux et Pierre Hérisson, visant à confier la maîtrise d'ouvrage aux établissements publics locaux d'enseignement [n° 0067 (95-96)] (14 novembre 1995) - Enseignement.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Education nationale, enseignement supérieur, recherche et insertion professionnelle - I - Enseignement scolaire

- (4 décembre 1995) (p. 3666) : éléments chiffrés. Personnels. Insertion professionnelle. Filières professionnelles et technologiques. (p. 3667) : relations des jeunes avec le travail. Aménagement du territoire. (p. 3668) : partenariat école-entreprise-jeune. Situation des maîtres auxiliaires. Avec le groupe des RI, votera ce projet de budget.

Education nationale, enseignement supérieur, recherche et insertion professionnelle - II - Enseignement supérieur

- (4 décembre 1995) (p. 3704) : éléments chiffrés. (p. 3705) : croissance des effectifs étudiants. Crise universitaire. Problème de la sélection. Mise en place de mesures de réorientation. Amélioration de l'utilisation des investissements matériels et immatériels engagés par l'Etat et les collectivités locales. Relations entre les jeunes et le monde du travail. Information. (p. 3706) : orientation. Revalorisation financière de certains métiers technologiques. Votera ce projet de budget.

Travail, dialogue social et participation

- (8 décembre 1995) (p. 4016, 4017) : le groupe des RI votera ce projet de budget. Chômage. Corporatisme. Complexité. Partenariat et proximité. Formation. Valorisation des filières technologiques. Clarification des statuts entre les contrats d'apprentissage et des contrats de

qualification. Encouragement et développement des différentes formes d'apprentissage.

Commerce et artisanat

- (8 décembre 1995) (p. 4075, 4077) : plan "PME pour la France". Evolution des crédits. Soutien à la création d'entreprises. Maintien de la vie dans les villages. Opération "1000 villages". Versement de l'indemnité de départ. Fonds d'intervention pour la sauvegarde, la transmission et la restructuration des activités commerciales et artisanales, FISAC. Aide en faveur de l'artisanat. Prêts CODEVI. "Chèques-emploi premier salarié". Prêts bonifiés. Simplification de l'environnement administratif des PME Collectivités territoriales. Grandes surfaces. Réforme de l'urbanisme commercial. Le groupe des RI votera ce projet de budget.

CARON (Paul), sénateur (Seine-Maritime) UC.

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 304 (94-95)] autorisant l'approbation d'une convention sur la sûreté nucléaire [n° 0335 (94-95)] (28 juin 1995) - **Traités et conventions.**

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 195 (JO Débats du 28 juin 1995) (p. 681) - Ministère : Santé publique - *Création d'un foyer destiné à l'accueil de malades mentaux à Auberville-la-Campagne (Seine-Maritime)* - Réponse le 30 juin 1995 (p. 832) - **Handicapés**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture [n° 0089 (94-95)] - Suite de la discussion - (10 janvier 1995) - Avant la section 1 du titre II (p. 109) :** son amendement n° 196 : taxe foncière sur les propriétés non bâties ; retiré.

- **Suite de la discussion - (11 janvier 1995) - Après l'art. 9 (p. 175) :** son amendement n° 286 : indemnisation des calamités agricoles ; retiré - **Avant la section 1 du titre II (p. 177) :** son amendement n° 195 : mode de taxation des plus-values professionnelles ; retiré - **Après l'art. 9 (suite) (p. 192) :** son amendement n° 193 : mécanisme optionnel de franchise fiscale en cas d'apport d'une entreprise agricole individuelle à une société à responsabilité composée d'un seul associé ; retiré. (p. 193) : son amendement n° 194 : déduction fiscale pour investissement ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - **Après l'art. 10 (p. 200) :** son amendement n° 197 : adaptation de l'impôt sur les sociétés aux exploitations agricoles selon les règles des bénéficiaires agricoles ; retiré.

- **Suite de la discussion - (12 janvier 1995) - Après l'art. 17 (p. 237, 238) :** soutient l'amendement n° 185 de M. Marcel Daunay (reconnaissance juridique des références de production dans le statut du fermage) - **Art. 24 (opérations d'aménagement foncier liés à la réalisation de grandes**

infrastructures - mesures conservatoires des opérations, préalables au remembrement) (p. 254) : soutient l'amendement n° 341 de M. Philippe Richert (possibilité pour le préfet de prononcer la protection de verger de hautes tiges) - **Après l'art. 26 (p. 259) :** son amendement n° 199 : réciprocité des règles de recul entre les maisons d'habitation occupées par des tiers et les installations d'élevage ; adopté - **Après l'art. 31 (p. 272) :** soutient l'amendement n° 209 de M. Guy Robert (abaissement des charges sociales sur les bas salaires pour les entreprises agricoles des secteurs du maréchage, de l'arboriculture et de l'horticulture) - **Après l'art. 35 (p. 284) :** son amendement n° 200 : extension à la profession agricole des dispositions prévues en faveur des professions libérales et commerciales par la loi Madelin ; retiré - **Art. 37 (pension de réversion) (p. 290) :** faiblesse des retraites agricoles. Amélioration du sort des conjoints d'exploitants.

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention sur la sûreté nucléaire [n° 0304 (94-95)] - (5 juillet 1995) - Rapporteur de la commission des affaires étrangères - Discussion générale (p. 888, 889) :** Agence internationale de l'énergie atomique, AIEA. Responsabilités de la sûreté nucléaire. Site nucléaire de Tchernobyl. Champ d'application et dispositions de la convention. Adhésion d'EURATOM. Dangers liés à l'énergie nucléaire. Demande l'approbation du présent projet de loi.

- **Proposition de loi tendant à relever de 18,60% à 20,60% le taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée à compter du 1er août 1995 [n° 0375 (94-95)] - (19 juillet 1995) - Discussion générale (p. 1191) :** poids de la fiscalité indirecte. Réforme nécessaire de l'impôt sur le revenu des personnes physiques. Vote de cette proposition de loi par le groupe de l'Union centriste.

CARRÈRE (Jean-Louis), sénateur (Landes) SOC.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995) ; puis vice-président (JO Lois et décrets du 6 octobre 1995).

Juge titulaire de la Haute Cour de Justice ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 27 octobre 1995).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - **Enseignement technique [n° 0078 (95-96), tome 7] (21 novembre 1995) - Lois de finances.**

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 20 (JO Débats du 23 novembre 1995) (p. 2817) - Ministère : Education - *Réponse au malaise des étudiants* - Réponse le 23 novembre 1995 (p. 2818) - **Etudiants**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programmation du "nouveau contrat pour l'école" [n° 0197 (94-95)] - (4 juillet 1995) - Discussion générale (p. 870 à 873) :** incohérences du projet de loi. Absence d'innovation. Procédure d'examen du projet de loi. Sommes consacrées par les gouvernements de gauche à l'éducation nationale. Décalage entre la programmation inscrite à l'article 1er et les crédits de la loi de finances pour

1995 pour la mise en œuvre du nouveau contrat pour l'école. Inscription budgétaire suffisante pour financer l'ensemble des mesures. Redéploiements de personnels. Situation alarmante de l'enseignement supérieur et de la recherche. Faiblesse des moyens pour réussir la réforme. Avec le groupe socialiste, s'opposera à ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** - (5 juillet 1995) - **Question préalable** (p. 900, 901) : intervient en faveur de la motion n° 1 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable. Inconstitutionnalité du projet de loi de programmation - **Avant l'art. 1er** (p. 903, 904) : se déclare favorable aux amendements de Mme Hélène Luc n° 9 (transformation progressive des heures supplémentaires d'enseignement en emplois nouveaux) et n° 10 (redéploiement des moyens existants en cas de diminution des effectifs scolaires) - **Après l'art. 1er** (p. 915) : reprend l'amendement n° 2 de M. Louis Souvet : proposition pour remédier aux fermetures de classes ; retiré par son auteur ; rejeté - **Après l'art. 2** (p. 921) : son amendement n° 4 : création d'un statut de délégué-parent ; rejeté - **Art. 2** (*nouvelle organisation pédagogique des collèges*) (p. 923) : son amendement de suppression n° 3 ; rejeté - **Art. 3** (*mise en œuvre des réseaux d'établissements*) (p. 925) : son amendement de suppression n° 5 ; rejeté - **Art. 4** (*institution des contrats d'association à l'école*) (p. 927) : son amendement de suppression n° 6 ; rejeté - **Avant l'art. 6** (p. 933, 934) : son amendement n° 7 : conditions d'application de la présente loi aux établissements scolaires français à l'étranger par des décrets en Conseil d'Etat ; retiré - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 936) : avec le groupe socialiste, ne votera pas ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Jeunesse et sports

- (26 novembre 1995) (p. 3137, 3138) : forte diminution des crédits destinés à la jeunesse et à la vie associative. Suppression de postes financés par le Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire, FONJEP. Risque de transfert de charges vers les collectivités locales. Cas des objecteurs de conscience. Financement du Fonds national pour le développement de la vie associative, FNDVA. Maintien des métiers de l'animation. Le groupe socialiste émettra un vote négatif sur ce projet de budget - **Examen des crédits - Etat B - Titre IV** (p. 3152) : rôle des associations.

Education nationale, enseignement supérieur, recherche et insertion professionnelle - I-Enseignement scolaire

- (4 décembre 1995) - Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, pour l'enseignement technique (p. 3658) : présentation budgétaire. Insertion professionnelle. Revalorisation des filières techniques. Relative stagnation des crédits. Emplois. Formations en alternance sous statut scolaire. Projet de loi sur l'apprentissage et problème de l'insertion professionnelle des apprentis. (p. 3659) : mise en œuvre de la politique en faveur de l'enseignement technologique et professionnel. Application de la réforme des bourses de collège aux élèves de classes de 4ème et de 3ème technologiques. Mission d'insertion professionnelle de l'éducation nationale. Sécurité dans les établissements d'enseignement technique et professionnel. Concertation. Donne un avis favorable à l'adoption de ces crédits. (p. 3674, 3675) : à titre personnel, progression des crédits de l'enseignement scolaire. Application restreinte du Nouveau contrat pour l'école. Emplois. Ecole primaire : insuffisance du nombre d'enseignants et situation des directeurs d'école. (p. 3676) : emplois dans l'enseignement secondaire : postes d'enseignants, de psychologues, de conseillers d'orientation, d'infirmières. Mise en œuvre du Nouveau contrat pour l'école : études dirigées en classe de 5ème, achat de manuels

scolaires de 6ème. (p. 3677) : retour au système de gestion des bourses par les établissements. Stagnation des dépenses d'investissement. Sécurité dans les établissements scolaires. Comparaison avec l'enseignement privé. Le groupe socialiste votera contre ce projet de budget - **Examen des crédits - Etat B - Titre III** (p. 3688, 3689) : le groupe socialiste est favorable à l'effort accompli en faveur de l'enseignement supérieur mais s'abstiendra néanmoins lors du vote de l'amendement n° II-84 du Gouvernement (minoration des crédits du titre III de 82 millions de francs).

- **Rappel au règlement** - (4 décembre 1995) (p. 3673) : s'étonne que les amendements du Gouvernement relatifs au budget de l'enseignement supérieur ne soient pas encore distribués.

CARTIGNY (Ernest), sénateur (*Seine-Saint-Denis*) RDE.

Elu vice-président du Sénat (JO Lois et décrets du 6 avril 1995). N'a pas été réélu aux élections sénatoriales du 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la délégation parlementaire pour l'Union Européenne.

Membre de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe.

Membre titulaire de la Commission chargée d'examiner les demandes d'autorisation ou de renouvellement des jeux.

Membre titulaire du Comité de gestion du fonds de péréquation des transports aériens (JO Lois et décrets du 6 avril 1995).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à relever de 18,60% à 20,60% le taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée à compter du 1er août 1995 (19 juillet 1995).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1995 (27 juillet 1995).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la création d'un fonds spécial du mécénat politique [n° 0229 (94-95)] (2 mars 1995) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 19 janvier 1995) - **Vie politique et sociale.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances, sur l'organisation et l'activité du service de la navigation aérienne [n° 0409 (94-95)] (7 septembre 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 29 juillet 1995) - **Navigation aérienne.**

INTERVENTIONS

- **En qualité de président de séance**

- **Clôture de la seconde session ordinaire de 1994-1995** - (30 juin 1995) (p. 835).

- Remplacement de M. Tony Larue, décédé, par M. Marc Massion, en qualité de sénateur de la Seine-Maritime - (6 juillet 1995) (p. 946)

- En qualité de sénateur

- **Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture [n° 0089 (94-95)] - Suite de la discussion - (10 janvier 1995) - Art. 2 (missions du Conseil supérieur d'orientation et de coordination de l'économie agricole et alimentaire) (p. 73) : artisanat et commerce indépendant de l'alimentation. (p. 74, 75) : se déclare opposé à l'amendement n° 10 de la commission (représentation de l'artisanat et du commerce indépendant de l'alimentation).**

- **Suite de la discussion - (12 janvier 1995) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 308, 309) : modernisation de l'agriculture et progrès apportés par ce texte. Difficulté de financement de certaines mesures adoptées. La grande majorité des membres du Rassemblement démocratique européen votera ce projet de loi. Union européenne et avenir de l'agriculture française.**

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement - Deuxième lecture [n° 0139 (94-95)] - (16 janvier 1995) - Art. 21 bis (réglementation des loisirs et sports nautiques) (p. 376) : son amendement n° 163 : concertation avec les utilisateurs ; retiré.**

- **Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 0211 (94-95)] - (17 janvier 1995) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 484) : vote positif des sénateurs du groupe du RDE.**

- **Projet de loi portant transposition de la directive n° 93/7 du 15 mars 1993 du Conseil des Communautés européennes relative à la restitution des biens culturels ayant quitté illicitement le territoire d'un Etat membre [n° 0237 (94-95)] - (12 juillet 1995) - Discussion générale (p. 984, 985) : préservation des patrimoines nationaux et ouverture des frontières. Possesseurs de mauvaise foi. Transposition de la directive par les Etats membres. Coopération policière européenne. TVA. L'ensemble des membres du groupe du RDE votera ce projet de loi.**

- **Projet de loi portant amnistie [n° 0341 (94-95)] - (17 juillet 1995) - Discussion générale (p. 1053) : analyse et historique de l'amnistie. Délimitation du champ d'application de l'amnistie. (p. 1054) : interrogation sur le principe même de l'amnistie. Ne prendra pas part au vote de ce projet de loi.**

CASTAING (Robert), sénateur (Gers) SOC.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Tourisme

- (30 novembre 1995) (p. 3475, 3476) : suppression du ministère à part entière du tourisme. Aménagement du territoire. Tourisme rural. Marques et labellisations de l'hébergement locatif. Efforts du département de la Drôme en faveur de l'hôtellerie. Thermalisme et tourisme. Légère diminution du chiffre d'affaires du tourisme. Rôle de l'Etat.

CATUELAN (Louis de), sénateur (Yvelines) UC.

N'a pas été réélu aux élections sénatoriales du 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire de la Commission supérieure du Crédit maritime mutuel.

Membre suppléant de la Commission consultative chargée d'émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'établissement national des invalides de la marine.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture [n° 0089 (94-95)] - Suite de la discussion - (10 janvier 1995) - Art. 5 (commission départementale d'orientation de l'agriculture) (p. 89) : son amendement n° 144 : commission appelée à se prononcer sur les décisions individuelles dans le domaine des exploitations agricoles et forestières ; retiré.**

- **Suite de la discussion - (12 janvier 1995) - Après l'art. 26 bis (p. 260, 261) : ses amendements n° 139 : dégrèvement total de la taxe foncière sur les propriétés non bâties perçue par les communes au profit des agriculteurs des régions péri-urbaines ; adopté ; n° 140 : financement des missions d'entretien de l'espace remplies par l'agriculture péri-urbaine en utilisant la taxe sur les espaces sensibles ; rejeté ; et n° 141 : majoration du montant de la dotation aux jeunes agriculteurs s'installant en zone rurale péri-urbaine ; retiré. (p. 262) : son amendement n° 142 : modification du seuil de prise en compte de la valeur de productivité compromise par la procédure d'exploitation ; retiré ; et n° 138 : insertion d'une section additionnelle : "place de l'agriculture dans l'aménagement et l'entretien de l'espace rural" ; adopté (précédemment réservé, p. 260).**

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement - Deuxième lecture [n° 0139 (94-95)] - (16 janvier 1995) - Art. 19 (obligations des propriétaires riverains des cours d'eau non domaniaux) (p. 372) : son amendement, soutenu par M. Michel Souplet, n° 68 : boues de curage contaminées et rôle du préfet ; retiré.**

- **Projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours [n° 0217 (94-95)] - Suite de la discussion - (28 juin 1995) - Demande de renvoi à la commission (p. 695) : sa motion n° 97 tendant au renvoi à la commission ; rejetée. Craintes suscitées par ce texte et appréciation difficile de ses conséquences financières. Volontariat.**

CAVALIER-BÉNÉZET (Francis), sénateur (Gard) SOC.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

CAYREL (Raymond), sénateur (Aveyron) RI.

Démission de son mandat sénatorial le 9 novembre 1995, à minuit (JO Lois et décrets du 11 novembre 1995).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

CAZALET (Auguste), sénateur (Pyrénées-Atlantiques) RPR.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire de la Commission consultative chargée d'émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

Membre titulaire de la Commission d'étude sur la retraite anticipée des anciens combattants d'Afrique du Nord (article 2 du décret n° 95-906 du 9 août 1995) (JO Lois et décrets du 8 septembre 1995).

Membre titulaire de la Commission centrale de classement des débits de tabac ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 20 décembre 1995).

Membre titulaire de la Commission d'étude de l'indexation des pensions militaires d'invalidité (JO Lois et décrets du 8 décembre 1995).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1995 (19 décembre 1995).

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Aménagement du territoire, équipement et transports - II - Transports - Transports terrestres [n° 0077 (95-96), tome 3 annexe 5] (21 novembre 1995) - Lois de finances.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Aménagement du territoire, équipement et transports - II - Transports - 1. Transports terrestres - 2. Routes - 3. Sécurité routière

- (5 décembre 1995) - Rapporteur spécial de la commission des finances pour les transports terrestres (p. 3769, 3770) : modeste progression du budget des transports terrestres. Crédits consacrés à la SNCF. Contrat de plan SNCF. Dettes de la SNCF. Financement et gestion des infrastructures. Reconquête commerciale. Statut et régime de retraite des cheminots. Transports collectifs de Paris et de province. Voies navigables. Propose l'adoption des crédits de la section II "transports terrestres" - **Examen des crédits - Art. 61 (relèvement du taux plafond du versement de transport à Paris et dans les Hauts-de-Seine)** (p. 3790) : souhaite entendre l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-3 de M. Jacques Larché (taux réduit de moitié pour certains cantons ruraux d'Ile-de-France). Adoption de l'article 61 par la commission des finances avec des réserves - **Après**

l'art. 63 (p. 3792) : la commission n'a pas examiné l'amendement n° II-86 de M. Claude Billard (émission d'un emprunt auprès des établissements de crédits destiné à refinancer la dette de la SNCF et de la RATP), mais si elle l'avait fait elle s'y serait opposée.

CECCALDI-RAYNAUD (Charles), sénateur (Hauts-de-Seine) RPR.

Elu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

CÉSAR (Gérard), sénateur (Gironde) RPR-A.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995) ; puis secrétaire (JO Lois et décrets du 6 octobre 1995).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture (12 janvier 1995).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement (16 janvier 1995).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information supplémentaire, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur les enjeux et les risques des investissements étrangers en Chine, à la suite d'une mission d'information effectuée dans ce pays [n° 0238 (94-95)] (23 mars 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 19 janvier 1995) - Chine.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques : 1°) sur la proposition de résolution [n° 275, rectifié, (94-95)], présentée en application de l'article 73 bis du règlement par M. Louis Minetti et plusieurs de ses collègues ; 2°) sur la proposition de résolution [n° 284 (94-95)], présentée en application de l'article 73 bis du règlement par M. Jacques Genton, Jacques Habert et Emmanuel Hamel ; sur la proposition de règlement (CE) du Conseil portant réforme de l'organisation commune du marché vitivinicole (n°E 401) [n° 0310 (94-95)] (14 juin 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 7 juin 1995) - **Communautés européennes.**

Rapport supplémentaire, fait au nom de la commission des affaires économiques : 1°) sur la proposition de résolution [n° 275, rectifié, (94-95)], présentée en application de l'article 73 bis du règlement par M. Louis Minetti et plusieurs de ses collègues sur la proposition de règlement (CE) du Conseil portant réforme de l'organisation commune du marché vitivinicole (n°E-401) ; 2°) sur la proposition de résolution [n° 284 (94-95)], présentée en application de l'article 73 bis du règlement par M. Jacques Genton, Jacques Habert et Emmanuel Hamel ; sur la proposition de règlement (CE) du Conseil portant réforme de l'organisation commune du marché vitivinicole (n°E 401) [n° 0318 (94-95)] (21 juin

1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 7 juin 1995) - Communautés européennes.

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative aux conditions d'accès à la profession de courtier en vin [n° 0350 (94-95)] (4 juillet 1995) - **Travailleurs indépendants**.

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à autoriser la publicité en faveur de boissons alcooliques à l'occasion de la diffusion, par les télévisions françaises, de manifestations sportives se déroulant à l'étranger, et à suspendre les poursuites civiles et pénales de ce chef [n° 0069 (95-96)] (14 novembre 1995) - **Publicité**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture** [n° 0089 (94-95)] - Suite de la discussion - (11 janvier 1995) - Avant la section 1 du titre II (p. 177) : son amendement, soutenu par M. Jean-Paul Hammann, n° 345 : mode de taxation des plus-values professionnelles ; retiré - Après l'art. 9 (p. 192) : son amendement n° 346 (mécanisme optionnel de franchise fiscale en cas d'apport d'une entreprise agricole individuelle à une société à responsabilité composée d'un seul associé) ; retiré - Après l'art. 9 bis (p. 196) : se déclare favorable à l'amendement n° 112 de la commission des finances saisi pour avis (mécanisme de lissage sur trois ans de la valeur des stocks à rotation lente détenu par des exploitants agricoles). Viticulture française - Après l'art. 10 bis (p. 201) : son amendement n° 1 : mesures fiscales en faveur des actions de prévention par le débroussaillage ; réservé jusqu'à la fin du texte. (p. 203) : son amendement n° 2 : mesures fiscales en faveur des activités de la sylviculture ; retiré - Art. 13 (*droits de mutation pour les jeunes agriculteurs qui s'installent*) (p. 217) : se déclare favorable à l'amendement n° 204 de M. Guy Robert (extension des dispositions de cet article à l'ensemble du territoire national).

- Suite de la discussion - (12 janvier 1995) - Art. 18 (*simplification administrative dans le secteur viti-vinicole*) (p. 241) : soutient l'amendement n° 323 de M. Serge Mathieu (simplification des formalités administratives douanières) - Avant la section 1 du titre III (p. 243) : son amendement, soutenu par M. Roger Rigaudière, n° 349 : reconnaissance des fonctions de gestion de l'espace rural des agriculteurs et rôle du fonds de gestion de l'espace rural ; retiré - Après l'art. 31 (p. 272) : son amendement, soutenu par M. Jean-Paul Hammann, n° 352 : abaissement des charges sociales sur les bas salaires pour les entreprises agricoles des secteurs du maraîchage, de l'arboriculture et de l'horticulture ; retiré - Après l'art. 10 bis (précédemment réservé le 11 janvier 1995, p. 203) (suite) (p. 302, 303) : son amendement n° 1 : mesure fiscale en faveur des actions de prévention par le débroussaillage ; retiré.

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement - Deuxième lecture** [n° 0139 (94-95)] - (16 janvier 1995) - Art. 7 bis (*comités régionaux de l'environnement*) (p. 352) : son amendement, soutenu par M. Jean-Paul Hammann, n° 144 : participation des représentants des chambres d'agriculture, des chambres de commerce et d'industrie et des chambres de métiers ; retiré - Art. 13 (*plans de prévention des risques naturels prévisibles*) (p. 368) : son amendement, soutenu par M. Jean-Paul Hammann, n° 145 : concertation avec les représentants des chambres d'agriculture et du centre régional de la propriété foncière ; retiré - Art. 16 (*coordination avec les dispositions relatives aux plans de surfaces submersibles*) (p. 369) : son amendement, soutenu par M. Jean-Paul Hammann, n° 146 : maintien de la législation sur les calamités agricoles ; retiré - Art. 22 (*inventaire départemental du patrimoine naturel*) (p. 380) : son amendement, soutenu par M. Jean-Paul Hammann, n° 70 : consultation du conseil départemental de l'environnement ; retiré - Après l'art. 26 A (p. 382) : son amendement, soutenu par M. Jean-Paul Hammann, n° 147 : délai de deux mois

permettant au bailleur de s'opposer aux travaux ; adopté - Art. 36 (*modifications du régime de la taxe de séjour*) (p. 394) : son amendement, soutenu par M. Emmanuel Hamel, n° 71 : possibilité d'utiliser cette taxe pour lutter contre les incendies de forêts ; retiré - Art. 36 quater (*protection des espèces et habitats naturels*) (p. 398) : son amendement de suppression, soutenu par M. Emmanuel Hamel, n° 72 ; rejeté. (p. 400, 401) : ses amendements, soutenus par M. Jean-Paul Hammann, n° 148 : autorisations exceptionnelles portant sur des espèces protégées ; et n° 149 : consultation des chambres d'agriculture ; retirés - Après l'art. 36 septies (p. 410, 411) : ses amendements, soutenus par M. Jean-Paul Hammann, n° 150 : indemnisation des dégâts causés aux récoltes et aux biens agricoles assujettis à la mutualité sociale agricole ; et n° 151 : création d'un fonds d'indemnisation des dommages causés par les espèces animales protégées ; irrecevables (article 40 de la Constitution) - Art. 37 (*modifications de la loi sur les déchets*) (p. 413) : ses amendements, soutenus par M. Jean-Paul Hammann, n° 154 : suppression du taux spécifique de la taxe sur les déchets industriels ; n° 155 et n° 156 de conséquence ; devenus sans objet.

- **Résolution (n° 319, 94-95) adoptée par la commission des affaires économiques, en application de l'article 73 bis, alinéa 8, du règlement, sur la proposition de règlement (CE) du Conseil portant réforme de l'organisation commune du marché vitivinicole (n° E-401) [n° 275-284 (94-95)] - (29 juin 1995) - Rapporteur de la commission des affaires économiques - Discussion générale (p. 782, 783) : résorption des excédents. Pratique de la distillation. Conséquences négatives de la politique d'arrachage. Fixation d'un objectif d'équilibre du marché communautaire. (p. 784, 785) : définition de la production nationale de référence. Situation des vins de qualité produits dans une région déterminée. Réorientation des programmes régionaux d'adaptation de la viticulture. Renforcement de la compétitivité de l'économie viticole régionale. Rôle du système interprofessionnel au niveau communautaire. Mise en oeuvre d'un système de contrôle et de sanction. (p. 786) : modalités de gestion interne de l'Organisation commune des marchés réformée. Au nom de la commission des affaires économiques, demande l'adoption de cette proposition de résolution - Discussion de la résolution (p. 794) : son amendement n° 5 : suppression du quatrième alinéa prenant comme base de la réforme les propositions formulées par la Commission ; retiré. S'oppose à l'amendement n° 4 de M. Louis Minetti (garantie du Gouvernement français sur cette réforme). Accepte l'amendement n° 1 de M. Roland Courteau (confirmation de la préférence communautaire). (p. 795) : accepte l'amendement n° 2 de M. Roland Courteau (harmonisation communautaire de la publicité pour les boissons alcooliques). (p. 796) : accepte l'amendement n° 3 de M. Bernard Barbier (maintien du système interprofessionnel français).**

- **Projet de loi de finances pour 1996** [n° 0076 (95-96)]

Deuxième partie :

Agriculture, pêche et alimentation

- (28 novembre 1995) - En remplacement de M. Alain Pluchet, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (agriculture) (p. 3272 à 3274) : redéploiement des crédits en direction d'actions prioritaires. Fonds d'intervention pour le développement industriel local, FIDIL. Institut national de la recherche agronomique, INRA. Politique industrielle. Actions en faveur des villes défavorisées. Crédits de bonification. Forêts. Associations départementales pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles, ADASEA. Avenir des directions départementales de l'agriculture. Application au secteur agricole du plan d'aide aux PME. Accords du GATT. Réforme des mécanismes de l'actuelle PAC. Contentieux agricole. Projets d'accords préférentiels et de zones de libre échange. Avis favorable de la commission des affaires économiques sur l'adoption des crédits de l'agriculture -

Examen des crédits - Etat B - Titre III (p. 3324) : méthode de travail utilisée. Dépôt des amendements du Gouvernement.

Articles non rattachés :

- (9 décembre 1995) - **Avant l'art. 59 nonies** (p. 4200) : son amendement n° II-132 ; retiré au profit de l'amendement analogue n° II-152 de M. Michel Souplet (exonération des coopératives agricoles d'insémination artificielle du versement de la contribution sociale de solidarité des sociétés). (p. 4201, 4203) : son amendement n° II-133 : exonération des coopératives agricoles se consacrant à la vinification de la contribution sociale de solidarité des sociétés, CSSS ; adopté. Reconnaissance de la qualité de producteur aux caves coopératives. Emploi dans les zones rurales.

CHABROUX (Gilbert), sénateur (Rhône) SOC.

Elu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

CHAMANT (Jean), sénateur (Yonne) RPR.

Vice-président du Sénat.

N'a pas été réélu aux élections sénatoriales du 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois.

INTERVENTIONS

- **En qualité de président de séance**

- **Clôture de la deuxième session extraordinaire 1994-1995** - (19 janvier 1995) (p. 522)

CHAMBRIARD (Jean-Paul), sénateur (Haute-Loire) RI.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une visite effectuée à Bruxelles aux sièges de l'OTAN et de l'UEO le 10 janvier 1995 [n° 0257 (94-95)] (19 avril 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 avril 1995) - **Défense**.

CHARASSE (Michel), sénateur (Puy-de-Dôme) SOC.

Elu secrétaire du Sénat (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire du Comité directeur du Fonds d'aide et de coopération.

Membre suppléant du Comité directeur du fonds d'investissements pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (FIDESTOM).

Membre suppléant de la Caisse française de développement.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à relever de 18,60% à 20,60% le taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée à compter du 1er août 1995 (19 juillet 1995).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1995 (27 juillet 1995).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1995 (19 décembre 1995).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec les membres du groupe socialiste, apparenté et rattachés, tendant à modifier l'article 164 du code civil [n° 068 (93-94)] reprise le 3 avril 1995 (27 octobre 1993) - **Mariage**.

Proposition de loi tendant à la création d'un schéma départemental du commerce et portant modification de certaines dispositions du code de l'urbanisme [n° 0207 (93-94)] reprise le 11 octobre 1995 (21 décembre 1993) - **Commerce et artisanat**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Affaires étrangères et coopération - Coopération [n° 0077 (95-96), tome 3 annexe 2] (21 novembre 1995) - **Lois de finances**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi tendant à relever de 18,60% à 20,60% le taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée à compter du 1er août 1995** [n° 0375 (94-95)] - (19 juillet 1995) - **Art. unique** (fixation à 20,6% du taux normal de TVA) - **Paragraphe 3** (contrat de construction d'une maison individuelle) (p. 1206) : soutient l'amendement n° 25 de Mme Maryse Bergé-Lavigne (régime dérogatoire) - **Paragraphe 4** (baisse transitoire du droit de consommation sur les cigarettes) : soutient l'amendement n° 32 de Mme Maryse Bergé-Lavigne (prolongation de la durée du régime transitoire) - **Paragraphe 5** (communautés de communes et communautés de villes) (p. 1207) : soutient l'amendement n° 30 de Mme Maryse Bergé-Lavigne (fonds de compensation pour la TVA) - **Après l'art. unique** (p. 1217) : soutient l'amendement n° 29 de Mme Maryse Bergé-Lavigne (poursuites par l'administration des impôts après procès-verbal de l'administration des douanes pour fraude à la TVA) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1220) : vote du groupe socialiste contre cette proposition de loi.

- **Projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique, modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire et abrogeant les dispositions relatives à la Communauté et les dispositions transitoires** [n° 0374 (94-95)] - (24 juillet 1995) - **Discussion générale** (p. 1356, 1360) : historique des

utilisations du référendum depuis 1958. Elargissement discutabile du champ référendaire. Article 11 de la Constitution. Domaine illimité de la politique économique et sociale. Exception au principe du vote de la loi par le Parlement. Risque de plébiscite. Nécessité d'un débat parlementaire préalable. Instauration d'un contrôle de constitutionnalité en amont. Référence à une déclaration ancienne de M. Jacques Toubon relative au contrôle des actes du Président de la République. Questions posées par l'organisation d'une session unique. Efficacité relative de l'extension des pouvoirs de contrôle du Parlement. Lenteur de l'application des lois. Grave remise en cause du régime de l'inviolabilité parlementaire. Maintien de l'immunité parlementaire. (p. 1361, 1362) : remise en cause de la séparation des pouvoirs. Atteinte à l'indépendance des parlementaires. Maintien de l'autonomie du Sénat vis-à-vis de la justice et de la presse. Rappel des conséquences de la révision constitutionnelle du 10 juillet 1940. S'opposera à ce projet de révision constitutionnelle.

- Suite de la discussion - (25 juillet 1995) - Art. 1er (*l'extension du champ du référendum législatif*) (p. 1401) : mise au point sur la présentation de l'ensemble des sous-amendements modifiant l'amendement n° 6 de la commission (extension du champ du référendum et procédure parlementaire, cas de la proposition de loi) et explications de vote. (p. 1405, 1406) : sur l'amendement n° 6 précité de la commission, intervient sur les sous-amendements n° 75 de M. Guy Allouche (soumission du projet de loi référendaire à un débat suivi d'un vote) et n° 23 de M. Charles Lederman (sanction du débat préalable par un vote). Possibilité pour l'Assemblée nationale de s'exprimer par un vote à l'issue du débat : article 49 de la Constitution, dépôt d'une motion de censure. Rétablissement de l'égalité entre l'Assemblée nationale et le Sénat par l'instauration d'un débat suivi d'un vote. (p. 1414, 1415) : sur l'amendement n° 6 précité de la commission, se déclare favorable au sous-amendement n° 41 de M. Guy Allouche (restrictions apportées au champ référendaire). Bloc de constitutionnalité. Principes fondamentaux de valeur constitutionnelle ressortissant au domaine de la loi ordinaire. (p. 1418) : sur l'amendement n° 6 précité de la commission, se déclare favorable au sous-amendement n° 44 de M. Guy Allouche (contrôle de constitutionnalité du texte soumis au référendum par le Conseil constitutionnel). Contrôle par le Conseil constitutionnel des projets de loi référendaires. (p. 1426, 1427) : se déclare opposé à l'amendement n° 6 précité de la commission. Principe de l'irresponsabilité du Président de la République devant le Parlement. Incompétence du Conseil constitutionnel pour statuer sur une demande d'examen de la conformité d'une loi référendaire. Définition des services publics - Après l'art. 2 (p. 1439) : se déclare opposé à l'amendement n° 26 de M. Charles Lederman (inscription dans la Constitution d'un droit de veto au Conseil européen). Droit international et révision constitutionnelle. Invocation du compromis de Luxembourg. (p. 1440) : se déclare opposé à l'amendement n° 27 de M. Charles Lederman (association du Parlement à la politique menée par le Gouvernement à l'égard de l'Union européenne). Critique de l'exemple danois - Après l'art. 3 (p. 1443) : caractère ordinaire de l'ordonnance relative aux commissions d'enquête. Pouvoirs de contrôle du Parlement. Se déclare favorable aux amendements de M. Charles Lederman n° 30 (inscription dans la Constitution des commissions d'enquête et de leurs conditions de création) et de M. Guy Allouche n° 64 (constitutionnalisation des commissions d'enquête). (p. 1445) : se déclare favorable aux amendements identiques n° 31 de M. Charles Lederman et n° 65 de M. Guy Allouche (suppression du vote bloqué). Session unique et justification de l'utilisation de la procédure du vote bloqué par l'accélération des débats - Après l'art. 3 bis (p. 1460) : se déclare opposé à l'amendement n° 9 de la commission (possibilité pour l'assemblée de se prononcer sur une motion de la commission approuvée par la majorité des membres qui la composent, tendant à l'adoption du texte en discussion modifié par les amendements proposés ou acceptés par la commission, le rejet de la motion entraînant le passage à la discussion des articles). Dénaturation du rôle et de la

fonction du Parlement. Atteinte à l'exercice du droit d'amendement en séance publique. Vote bloqué. Problème des travaux préparatoires en l'absence de compte rendu intégral et de séance publique - Art. 6 (par priorité) (*le nouveau régime de l'inviolabilité parlementaire*) (p. 1465) : soutient l'amendement de suppression n° 68 de M. Guy Allouche. (p. 1467, 1468) : se déclare favorable à l'amendement n° 11 de la commission (autorisation préalable pour les mesures privatives ou restrictives de liberté ainsi que pour toutes les poursuites engagées contre un parlementaire, durée de la suspension) et sur ce dernier, se déclare opposé au sous-amendement n° 20 du Gouvernement (suppression de l'autorisation des poursuites). Tradition d'inviolabilité parlementaire. Intérêt de l'autorisation des poursuites comme système de filtrage. Indépendance du Parlement et séparation des pouvoirs - Après l'art. 5 (p. 1477) : soutient les amendements de M. Guy Allouche, n° 56 (extension du domaine de la loi aux contraventions), n° 57 (mention des taxes parafiscales dans les impositions de toute nature), n° 58 (compétence du Parlement pour créer les établissements publics), n° 59 (compétence du Parlement pour fixer le statut des fonctionnaires des autres collectivités publiques), n° 60 (suppression de l'indication que la loi détermine les principes fondamentaux), n° 61 (soumission automatique au Conseil constitutionnel de l'ensemble des projets d'ordonnance), n° 62 (caducité des ordonnances non adoptées dans le délai fixé par la loi d'habilitation), n° 63 (augmentation du nombre des commissions permanentes), n° 66 (délai d'examen du projet de loi de finances) et n° 67 (démission du Gouvernement lorsqu'un projet de loi référendaire est repoussé). (p. 1478) : revalorisation du rôle du Parlement par ces amendements. (p. 1479, 1480) : discussion budgétaire.

- Projet de loi de finances rectificative pour 1995 [n° 0379 (94-95)] - Suite de la discussion - (27 juillet 1995) - Discussion générale (p. 1566 à 1568) : alourdissement des dépenses publiques. Politique en faveur de l'emploi. Coût du contrat initiative emploi. Calcul des impôts locaux. Rôle et ressources des collectivités locales.

- Projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique, modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire et abrogeant les dispositions relatives à la Communauté et les dispositions transitoires - Deuxième lecture [n° 0397 (94-95)] - (28 juillet 1995) - Discussion générale (p. 1714) : référendum et place de la déclaration du Gouvernement. (p. 1715) : renvoi à des dispositions du règlement de chaque assemblée. Inviolabilité parlementaire. Durée de la suspension des poursuites. Atteinte à la séparation des pouvoirs. (p. 1716) : pouvoir des juges. Opinion publique - Art. 1er (*l'extension du champ du référendum législatif*) (p. 1721, 1722) : constate que la politique économique et sociale recouvre tous les problèmes. Moment où se situe le débat sur la déclaration du Gouvernement devant chacune des assemblées : souhaite qu'il intervienne avant que le Président de la République ait fait connaître sa réponse - Art. 2 (*le passage à une session ordinaire unique de neuf mois et régime des séances*) (p. 1724, 1725) : soutient les amendements de M. Guy Allouche n° 10 et n° 11 (fixation des jours, des semaines et des heures de séance par le règlement des assemblées, sous réserve de texte constitutionnel de valeur supérieure traitant de cette matière). (p. 1726) : notion de jour "supplémentaire". Cas où une motion de censure est déposée à une période où l'Assemblée nationale ne siège pas. (p. 1728) : cas de la motion de censure. (p. 1726, 1727) : intervient sur l'amendement n° 9 de M. Guy Allouche (suppression de toutes les mentions relatives au nombre de jours de séance, ainsi qu'aux jours, horaires, semaines et jours supplémentaires de séance). Notion de jour "supplémentaire". Cas d'une motion de censure déposée à une période où l'Assemblée nationale ne siège pas. (p. 1728) : intervient sur l'amendement n° 11 précité de M. Guy Allouche. Réitère sa question sur la motion de censure - Art. 6 (*le nouveau régime de l'inviolabilité parlementaire*) (p. 1732, 1733) : intervient sur l'amendement n° 13 de M. Guy Allouche (suppression de la limitation de la

suspension des poursuites à la durée de la session). Souhaite que le texte soit mis en conformité avec l'interprétation donnée par le Gouvernement. Distinction entre la poursuite et les autres mesures, à savoir la détention et les mesures privatives ou restrictives de liberté. Diminution de la protection des parlementaires. Souhaite qu'une circulaire interprétative soit adressée à l'ensemble des magistrats.

- Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]

Discussion générale :

- (21 novembre 1995) (p. 2691, 2694) : crise économique et chute des recettes à l'origine de la situation actuelle des finances publiques. Discipline budgétaire imposée en premier lieu par des impératifs liés à l'indépendance de la France. Caractère nécessairement solidaire et collectif des efforts consentis par les Français dans la lutte contre les déficits publics. Réduction des déficits liée à la croissance économique, à la réforme de la sécurité sociale et à la maîtrise de la dépense publique. Rôle des parlementaires dans l'élaboration du budget. Difficultés budgétaires liées aux engagements pluriannuels de dépenses. Transferts de charges sur les collectivités locales. Pacte de stabilité financière entre l'Etat et les collectivités. Création d'une cotisation minimale de taxe professionnelle. Révision attendue des bases d'impôts locaux. Ne pense pas pouvoir voter ce budget.

Discussion des articles de la première partie :

- **Suite de la discussion** - (24 novembre 1995) - **Art. 18 (détermination de l'enveloppe des concours de l'Etat aux collectivités locales)** (p. 2924, 2925) : problème des 1,5 milliard de francs manquant dans le "pacte de stabilité". Adoption d'un taux de cotisation minimal de la taxe professionnelle de 0,5 % avec la possibilité d'exclure les entreprises oeuvrant pour l'aménagement du territoire ou se trouvant en situation de concurrence du dispositif ou de mettre en place un plafonnement pour ces dernières. Taxation des entreprises les plus taxées et protection abusive des entreprises les moins taxées avec le "pacte de stabilité". (p. 2931) : conséquences financières du "pacte de stabilité" pour certains contribuables. Taux record de prélèvements obligatoires.

Deuxième partie :

Coopération

- (29 novembre 1995) - Rapporteur spécial de la commission des finances (p. 3386, 3389) : dévaluation du franc CFA. Aide publique au développement. Evolution des crédits. Aide multilatérale. Fonds européen de développement, FED. Pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Répartition des crédits du ministère. Moyens des services. Crédits d'intervention. Actions de coopération civile. Coopération militaire. Crédits du Fonds d'aide et de coopération, FAC. Caisse française de développement. Diminution des crédits. Accepte les crédits attribués au ministère de la coopération.

Articles non rattachés :

- (9 décembre 1995) - **Après l'art. 59 quater** (p. 4172) : se déclare opposé à l'amendement n° II-90 de M. Jacques Oudin (exonération d'un certain nombre de taxes pour les entreprises nouvelles quelle que soit la zone dans laquelle elles s'installent sur décision des collectivités locales). Loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire et problème de la péréquation de la taxe professionnelle - **Art. 59 quinquies (assujettissement à la taxe professionnelle des activités de production de graines,**

semences et plans effectuée par l'intermédiaire de tiers) (p. 4181, 4182) : se déclare favorable à l'amendement n° II-146 de la commission (assujettissement à partir de 30 000 000 de francs de chiffre d'affaires). Problème des multinationales. Préjudice financier subi par les communes. Se déclare favorable à un seuil.

CHARETTE (Hervé de), ministre du logement.

Fin de ses fonctions ministérielles (démission du Gouvernement le 11 mai 1995) (JO Lois et décrets du 12 mai 1995).

puis, *ministre des affaires étrangères* dans le Gouvernement Juppé le 18 mai 1995 (JO Lois et décrets du 19 mai 1995).

Fin de ses fonctions ministérielles (démission du Gouvernement le 7 novembre 1995) (JO Lois et décrets du 8 novembre 1995).

puis, *ministre des affaires étrangères* dans le deuxième Gouvernement Juppé le 7 novembre 1995 (JO Lois et décrets du 8 novembre 1995).

En qualité de ministre des affaires étrangères

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Déclaration du Gouvernement relative à la situation en ex-Yougoslavie [n° 0303 (94-95)] (7 juin 1995) - **Gouvernement (déclarations).**

Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention sur la sûreté nucléaire [n° 0304 (94-95)] (7 juin 1995) - **Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord international de 1994 sur le café [n° 0307 (94-95)] (14 juin 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 7 juin 1995) - **Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention d'établissement entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République centrafricaine [n° 0308 (94-95)] (14 juin 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 7 juin 1995) - **Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République centrafricaine relative à la circulation et au séjour des personnes [n° 0309 (94-95)] (14 juin 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 7 juin 1995) - **Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant la ratification de la convention des Nations unies sur le droit de la mer (ensemble neuf annexes) et de l'accord relatif à l'application de la partie XI de la convention des Nations unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 (ensemble une annexe) [n° 0325 (94-95)] (22 juin 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 7 juin 1995) - **Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant la ratification du protocole additionnel à l'accord général de coopération entre les Etats de la Commission de l'Océan Indien [n° 0326 (94-95)] (22 juin 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 7 juin 1995) - **Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention d'établissement entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Mali [n° 0371 (94-95)] (12 juillet 1995) - **Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Mali sur la circulation et le séjour des personnes (ensemble deux échanges de lettres) [n° 0372 (94-95)] (12 juillet 1995) - Traités et conventions.

Projet de loi autorisant la ratification du protocole n° 11 à la convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, portant restructuration du mécanisme de contrôle établi par la convention (ensemble une annexe) [n° 0373 (94-95)] (12 juillet 1995) - Traités et conventions.

Projet de loi autorisant la ratification du traité d'entente et de coopération entre la République française et l'Ukraine [n° 0384 (94-95)] (19 juillet 1995) - Traités et conventions.

Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Japon en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu (ensemble un protocole) [n° 0407 (94-95)] (30 août 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 29 juillet 1995) - Traités et conventions.

Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un échange de lettres), signée à Paris le 31 août 1994, et un échange de lettres complétant l'article 29 de ladite convention, signé à Washington les 19 et 20 décembre 1994. [n° 0408 (94-95)] (30 août 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 29 juillet 1995) - Traités et conventions.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Sultanat d'Oman sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements [n° 0088 (95-96)] (23 novembre 1995) - Traités et conventions.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de Roumanie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole) [n° 0089 (95-96)] (23 novembre 1995) - Traités et conventions.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Ouzbékistan sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements [n° 0116 (95-96)] (6 décembre 1995) - Traités et conventions.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Albanie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements [n° 0117 (95-96)] (6 décembre 1995) - Traités et conventions.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République des Philippines sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole) [n° 0136 (95-96)] (14 décembre 1995) - Traités et conventions.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de l'Equateur sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements [n° 0137 (95-96)] (14 décembre 1995) - Traités et conventions.

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 5 de M. Christian Bonnet : **Organisation des Nations Unies (ONU) (Coût de la force PRONU en Bosnie)** (JO Débats du 30 juin 1995) (p. 760).

n° 7 de M. André Maman : **Ambassades et consulats (Aménagement du réseau diplomatique et consulaire)** (JO Débats du 30 juin 1995) (p. 761).

n° 14 de M. Lucien Lanier : **Politique internationale (Plan d'action en Bosnie)** (JO Débats du 30 juin 1995) (p. 767).

n° 15 de M. Roland Bernard : **Nucléaire (Reprise des essais nucléaires)** (JO Débats du 30 juin 1995) (p. 768).

n° 16 de M. Xavier de Villepin : **Monnaie (Dévaluation du franc CFA)** (JO Débats du 30 juin 1995) (p. 770).

n° 6 de M. Daniel Goulet : **Politique internationale (Relations entre la France et l'Algérie)** (JO Débats du 20 octobre 1995) (p. 1978).

n° 7 de M. Claude Estier : **Politique internationale (Rencontre des présidents Chirac et Zéroual)** (JO Débats du 20 octobre 1995) (p. 1979).

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement relative à la situation en ex-Yougoslavie, suivie d'un débat** - (7 juin 1995) (P. 616) : utilisation odieuse des soldats de la FORPRONU comme bouclier humain. Présence justifiée de la France en ex-Yougoslavie. Création d'une force de réaction rapide. Recherche d'une solution politique. Missions de la FORPRONU. (p. 617, 618) : désignation d'un médiateur. Violation des résolutions du Conseil de sécurité. Renforcement des moyens de la FORPRONU. Conditions d'un retour à la paix dans les Balkans. Réunion du groupe de contact à ce sujet. Respect des frontières en Europe. (p. 634, 635) : utilité de la présence française en ex-Yougoslavie. Délimitation du rôle des grandes puissances. Rôle de la FORPRONU et initiatives diplomatiques. (p. 636, 637) : autorisation de se défendre pour la FORPRONU. Position de la France au sein des instances internationales. Constitution de la force de réaction rapide avec des Français, des Néerlandais et des Britanniques. Organisation du dispositif et des moyens de la force de réaction rapide. Défense de la sécurité de l'aéroport de Sarajevo. Inutilité d'une modification du mandat de la FORPRONU. Réunion d'une conférence internationale. Libération immédiate des Casques bleus pris en otages. Ensuite, désignation d'un médiateur pour rechercher une solution négociée.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Affaires étrangères

- (29 novembre 1995) (p. 3335, 3338) : intérêts mondiaux de la France. Stratégie européenne. Conférence intergouvernementale. Monnaie unique. Coopération avec l'Allemagne. Défense européenne. Alliance Atlantique. Situation en ex-Yougoslavie. Rôle de la France dans les négociations de paix. Stabilité en Méditerranée. Situation en Algérie. Continent africain. Exportations. Présence en Asie. Francophonie. Relations avec le Québec. Réduction des dépenses publiques. Données chiffrées. Réduction des

crédits d'intervention. Fonctionnaires des ambassades et des consulats. Emplois. Agence pour l'enseignement du français à l'étranger. Action culturelle et aide au développement. Programme de formation des boursiers étrangers de France. (p. 3349, 3352) : évolution des crédits. Données chiffrées. Politique budgétaire stricte. Régulations budgétaires. Contributions volontaires. Réseau diplomatique français. UNICEF. Action audiovisuelle extérieure. Enseignement français à l'étranger. Sommet francophone à Cotonou. Rayonnement culturel de la France. Union européenne. Conférence intergouvernementale. Elargissement de la Communauté européenne. Monnaie unique. (p. 3375, 3379) : sauvegarde des priorités. Enseignement français à l'étranger. Action audiovisuelle extérieure. Expatriés. Rayonnement culturel de la France. Rapprochement entre le ministère des affaires étrangères et celui de la coopération. Intervention des collectivités territoriales dans le domaine international. Action internationale. Situation en Algérie. Bassin méditerranéen. Situation en Irak. Nations-Unies. Etat-Unis. Diplomatie. Elargissement de l'Union européenne. Bosnie-Herzégovine - Examen des crédits - Etat B - Titre III : s'oppose à l'amendement n° II-23 de Mme Danièle Bidard-Reydet (rétablissement de 12 000 000 francs de crédits) - Titre IV (p. 3381) : s'oppose à l'amendement n° II-24 de Mme Danièle Bidard-Reydet (rétablissement de 2 020 000 francs de crédits). S'oppose à l'amendement n° II-25 de Mme Danièle Bidard-Reydet (réduction des crédits du Titre IV de 49 316 750 francs).

CHARMANT (Marcel), sénateur (Nièvre) SOC.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois ; puis membre de la commission des affaires culturelles (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture [n° 0089 (94-95)] - Suite de la discussion - (11 janvier 1995) - Après l'art. 9 ter (p. 197) :** soutient l'amendement n° 216 de M. Fernand Tardy (droits d'enregistrement pour les jeunes agriculteurs qui répondent au critère d'une première installation).

- **Conclusions du rapport de M. Pierre Fauchon, fait au nom de la commission des lois, sur :** la proposition de loi (n° 406, 94-95) de M. Jacques Larché déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à la responsabilité pénale des élus locaux pour des faits d'imprudence ou de négligence commis dans l'exercice des fonctions ; la proposition de loi (n° 255, 94-95) de M. Claude Huriet relative à la protection pénale des exécutifs locaux à raison des actes commis dans l'exercice de leurs fonctions ; et la proposition de loi (n° 361, 94-95) de M. Hubert Haenel déposée avec plusieurs de ses collègues, visant à étendre aux districts les règles applicables à la responsabilité des syndicats de communes pour les accidents survenus aux membres de leur comité et à leur président, en complétant l'article L.164-5 du code des communes [n° 406-255-361 (94-95)] - (26 octobre 1995) - Discussion générale (p. 2281) : conditions de travail du Parlement.

CHARZAT (Michel), sénateur (Paris) SOC.

Élu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification (JO Lois et décrets du 13 octobre 1995).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Logement

- (26 novembre 1995) - **Question budgétaire (p. 3124) :** prêt locatif intermédiaire, PLI, et prêt locatif aidé, PLA. Logements vacants. Droit au logement. Important nombre de logements sans confort à Paris. Fracture sociale.

CHAUMONT (Jacques), sénateur (Sarthe) RPR.

Réélu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire du conseil de surveillance de la Caisse française de développement ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 27 octobre 1995).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 10 (95-96)] adopté par l'Assemblée Nationale, autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Zimbabwe en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu, sur les gains en capital et sur la fortune (ensemble un protocole) [n° 0052 (95-96)] (26 octobre 1995) - Traités et conventions.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Affaires étrangères et coopération - Affaires étrangères [n° 0077 (95-96), tome 3 annexe 1] (21 novembre 1995) - Lois de finances.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Zimbabwe en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu, sur les gains en capital et sur la fortune (ensemble un protocole) [n° 0010 (95-96)] - (9 novembre 1995) - Rapporteur de la commission des finances ; son intervention présentée par M. Emmanuel Hamel (p. 2424, 2425).**

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Affaires étrangères

- (29 novembre 1995) - **Rapporteur spécial de la commission des finances (p. 3339, 3341) :** évolution des crédits. Priorité accordée aux dépenses de fonctionnement. Organisation des services à l'étranger. Contributions internationales obligatoires. Réduction des contributions françaises à l'UNICEF. Action audiovisuelle du ministère des affaires

étrangères. Emissions en langue française sur des chaînes tunisiennes et marocaines. Agence pour l'enseignement français à l'étranger. Exemple de la Malaisie. Entretien des résidences et des ambassades à l'étranger. A titre personnel, évoque la situation des deux pilotes français qui ont été capturés en Bosnie. Négociations de paix. Construction de l'Europe. Accepte ce projet de budget - **Examen des crédits - Etat B - Titre III** (p. 3379) : s'oppose à l'amendement n° II-23 de Mme Danièle Bidard-Reydet (rétablissement de 12 000 000 francs de crédits) - **Titre IV** (p. 3381) : s'oppose à l'amendement n° II-24 de Mme Danièle Bidard-Reydet (rétablissement de 2 020 000 francs de crédits). S'oppose à l'amendement n° II-25 de Mme Danièle Bidard-Reydet (réduction des crédits du Titre IV de 49 316 750 francs).

CHAUVET (Christine), *secrétaire d'Etat au commerce extérieur.*

dans le Gouvernement Juppé le 18 mai 1995 (JO Lois et décrets du 19 mai 1995).
Fin de ses fonctions ministérielles (démission du Gouvernement le 7 novembre 1995) (JO Lois et décrets du 8 novembre 1995).

CHÉRIOUX (Jean), *sénateur (Paris) RPR.*

Réélu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Président de la Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Membre titulaire de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 13 octobre 1995).

Membre titulaire du Conseil supérieur de la mutualité jusqu'au 31 octobre 1995.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la participation (article L. 444-2 du code du travail et du décret n° 95-378 du 11 avril 1995) (JO Lois et décrets du 28 avril 1995) ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 23 novembre 1995).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant le contrat initiative-emploi (27 juillet 1995).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale (15 décembre 1995).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à la participation des salariés à l'exercice des responsabilités dans l'entreprise [n° 0429 (92-93)] reprise le 3 avril 1995 (20 juillet 1993) - **Participation des salariés.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative aux garanties offertes aux donateurs quant à l'utilisation des fonds collectés grâce à la générosité publique [n° 0343 (94-95)] (29 juin 1995) - **Associations.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur sa proposition de loi [n° 343 (94-95)], déposée avec plusieurs de ses collègues, relative aux garanties offertes aux donateurs quant à l'utilisation des fonds collectés grâce à la générosité publique [n° 0369 (94-95)] (12 juillet 1995) - **Associations.**

Avis, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - **Politique familiale [n° 0081 (95-96), tome 3] (21 novembre 1995) - Lois de finances.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours [n° 0217 (94-95)] - Suite de la discussion - (29 juin 1995) - Section 4 du chapitre II du titre II (précédemment réservée p. 739) (dispositions particulières aux communautés urbaines - supprimée par l'Assemblée nationale) (p. 802) :** au nom du groupe du RPR, se déclare opposé aux amendements identiques de rétablissement de M. Alfred Foy n° 92 et de M. Pierre Mauroy n° 125 - **Explications de vote sur l'ensemble (p. 809, 810) :** débat constructif. La plus grande majorité du groupe du RPR votera ce projet de loi.

- **Projet de loi portant amnistie [n° 0341 (94-95)] - (17 juillet 1995) - Discussion générale (p. 1057) :** limitation du champ d'application de l'amnistie. Exclusion des entraves à l'interruption volontaire de grossesse. (p. 1058) : dispositions de la loi de 1975 restée lettre morte. (p. 1059) : absence de droit fondamental à l'avortement. S'associe à l'amendement limitant l'application de l'amnistie des "commandos anti-IVG" aux actions de non-violence.

- **Projet de loi relatif à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale [n° 0368 (94-95)] - Suite de la discussion - (20 juillet 1995) - Après l'art. 3 (p. 1307, 1308) :** ses amendements n° 7 : évaluation par l'Inspection générale des affaires sociales des actions des associations ; et n° 8 : renforcement de l'information des donateurs en cas de collecte à l'initiative d'un collectif d'associations ; retirés.

- **Projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique, modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire et abrogeant les dispositions relatives à la Communauté et les dispositions transitoires [n° 0374 (94-95)] - (24 juillet 1995) - Discussion générale (p. 1340) :** éclaircissement sur les aides sociales aux non-Français de souche dans l'agglomération parisienne.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 [n° 0379 (94-95)] - Suite de la discussion - (27 juillet 1995) - Art. 2 (contribution de 10% assise sur l'impôt sur les sociétés) (p. 1591, 1593) :** son amendement n° 77 : exonération de la surtaxation payée par les sociétés immobilières d'investissement ; retiré - **Après l'art. 3 (p. 1603) :** intervient sur l'amendement de M. Jean-Pierre Masseret n° 85 (élargissement de l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune) - **Art. 9 et Etat A (équilibre général) (p. 1641) :** problème posé par l'augmentation de la TVA pour les organisateurs des foires et salons.

- **Proposition de loi relative aux garanties offertes aux donateurs quant à l'utilisation des fonds collectés grâce à la générosité publique [n° 0343 (94-95)] - (26 octobre 1995) - Rapporteur de la commission des affaires sociales - Discussion générale (p. 2267 à 2269) :** textes d'initiative parlementaire. Recours à la générosité publique, phénomène de société. Poids économique et responsabilités des associations. Règles de déontologie. Nécessaire confiance des donateurs. Importance des ressources collectées. Poids médiatique des associations. Conclusion d'accords-cadres entre les pouvoirs publics et les associations. Ethique associative. Répartition des fonds. Définition législative de la

mission générale de l'Inspection générale des affaires sociales, IGAS. Information du donateur sur la destination des fonds. Demande l'adoption des conclusions du rapport - **Art. 1er** (*place et mission de l'Inspection générale des affaires sociales*) (p. 2274) : accepte les amendements du Gouvernement n° 2 (précision du champ d'application et des compétences de contrôle reconnus à l'IGAS) et n° 1 (définition générale de la mission d'évaluation de l'IGAS), sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 8 ; adopté - **Art. 2** (*mission d'évaluation de l'action des organismes faisant appel à la générosité publique*) (p. 2275) : accepte l'amendement de précision n° 5 de M. Jacques Machet - **Art. 3** (*liberté d'accès de l'IGAS aux différentes administrations et droit de suite*) : accepte les amendements du Gouvernement n° 3 de coordination et n° 4 (pouvoirs d'investigation de l'IGAS) - **Art. 4** (*destination et publicité des observations formulées par l'IGAS*) (p. 2276) : accepte l'amendement de précision n° 6 de M. Jacques Machet - **Après l'art. 6** (p. 2277) : s'oppose à l'amendement n° 7 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (création d'une commission de contrôle et d'intervention sur l'utilisation et la conformité à leur objet des fonds publics) - **Sur l'ensemble** (p. 2278) : intérêt des propositions de loi.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Discussion des articles de la première partie :

- (22 novembre 1995) - **Après l'art. 2** (p. 2741, 2742) : souhait d'un engagement du Gouvernement sur la déductibilité des cotisations de prévoyance du risque de dépendance. (p. 2746) : se déclare opposé à l'amendement n° I-159 de M. Jean-Pierre Masseret (plafond du revenu imposable pour bénéficier d'avantages fiscaux) - **Art. 2 bis** (*aménagement des différences de traitement fiscal entre concubins et couples mariés ayant un ou plusieurs enfants à charge*) (p. 2753) : se déclare opposé aux amendements de Mme Marie-Claude Beaudeau n° I-91 de suppression et n° I-92 (application des règles d'imposition des couples mariés pour tout couple demandant une déclaration commune), ainsi qu'à l'amendement n° I-149 de M. Jean-Pierre Masseret (transposition en matière d'impôt sur le revenu des dispositions existantes en matière d'impôt sur la fortune dans le cas de concubinage) - **Art. 5** (*actualisation du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune et limitation des effets du plafonnement en fonction du revenu*) (p. 2776) : recherche de la fraude. Placements ne procurant aucun revenu imposable. Votera le texte présenté par la commission des finances.

- **Suite de la discussion** - (24 novembre 1995) - **Art. 14 bis** (*exonération des plus-values de cessions des parts d'OPCVM utilisées pour l'achat de véhicules automobiles neufs*) (p. 2912) : se déclare opposé à l'amendement n° I-98 de Mme Marie-Claude Beaudeau (diminution du seuil d'exonération des plus-values de cessions d'actifs financiers).

Deuxième partie :

Santé publique et services communs - Solidarité entre les générations

- (1er décembre 1995) - Rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales, pour la politique familiale (p. 3547, 3549) : régime fiscal des couples vivant en concubinage assimilé à celui des couples mariés. Prise en charge par l'Etat des exonérations de cotisations familiales. Caisse nationale des allocations familiales, CNAF. Complexité des normes à respecter pour la construction de structures relatives à la petite enfance. Conséquences de la réduction du déficit de la branche "famille". Conditions de ressources pour l'attribution de l'allocation pour le jeune enfant. Fiscalisation des allocations familiales. Instauration de l'allocation parentale de libre choix. Intervention de l'Union nationale des associations familiales dans le domaine audiovisuel. Priorité aux objectifs démographiques. Définition des bénéficiaires des allocations familiales à

caractère démographique. Avis favorable à l'adoption des crédits consacrés à la politique familiale.

- **Proposition de loi relative aux conditions de développement des thérapies génique et cellulaire [n° 0083 (95-96)]** - (12 décembre 1995) - **Discussion générale** (p. 4280) : urgence du statut juridique des thérapies génique et cellulaire. Se réjouit du temps de réflexion supplémentaire.

CHERVY (William), sénateur (Creuse) SOC.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires économiques ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995) ; puis secrétaire (JO Lois et décrets du 6 octobre 1995).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Logement [n° 0079 (95-96), tome 14] (21 novembre 1995) - **Lois de finances**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture [n° 0089 (94-95)]** - **Suite de la discussion** - (10 janvier 1995) - **Art. 5** (*commission départementale d'orientation de l'agriculture*) (p. 88) : soutient l'amendement n° 170 de M. Fernand Tardy (possibilité pour toute personne, dont le cas est évoqué devant la commission, d'être entendue par elle) - **Art. 6** (*critères de répartition des droits à produire*) (p. 99) : soutient l'amendement n° 299 de M. Fernand Tardy (attribution pendant un an au plan départemental de réserves dans certaines zones difficiles).

- **Suite de la discussion** - (11 janvier 1995) - **Après l'art. 9** (p. 178) : soutient l'amendement n° 214 de M. Fernand Tardy (mécanisme d'exonération progressive des plus-values professionnelles) - **Après l'art. 9 ter** Soutient l'amendement n° 215 de M. Fernand Tardy (déduction fiscale pour investissement pour l'acquisition de parts de coopératives) - **Après l'art. 14 ter** (p. 198) : soutient l'amendement n° 181 de M. Fernand Tardy (stage effectué par les jeunes agriculteurs candidats à l'installation) - **Après l'art. 10** (p. 200) : soutient l'amendement n° 217 de M. Fernand Tardy (déduction du bénéfice imposable du loyer des terres affectées à l'exploitation) - **Après l'art. 12** (p. 213) : soutient l'amendement n° 218 de M. Fernand Tardy (apport de capitaux par des non-exploitants).

- **Suite de la discussion** - (12 janvier 1995) - **Avant la section 1 du titre III** (p. 243) : soutient l'amendement n° 182 de M. Fernand Tardy (reconnaissance des fonctions de gestion de l'espace rural des agriculteurs et rémunération de celle-ci).

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Discussion des articles de la première partie :

- **Suite de la discussion** - (23 novembre 1995) - **Après l'art. 9** (p. 2843) : ses amendements, soutenus par M. Jean-Pierre Masseret, n° I-247 : étendue restreinte de l'exonération de la taxe d'habitation pour les logements vacants depuis plus de deux ans ; et n° I-248 : déduction restreinte du montant de la taxe foncière appliquée sur les propriétés non bâties pour les logements vacants depuis plus de deux ans ; retirés.

Deuxième partie :

Logement

- (26 novembre 1995) - Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (p. 3105, 3106) : évolution des crédits du logement. Plan d'urgence pour le logement des plus démunis. Aides aux associations. Prêts locatifs aidés, prêts sociaux. Hébergement d'urgence. Fonds de solidarité logement. Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat, ANAH. Modalités du prêt à taux zéro. Avis favorable de la commission des affaires économiques sur ce projet de budget.

CHINAUD (Roger), sénateur (Paris) RI.

Vice-président du Sénat.

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

INTERVENTIONS

- En qualité de président de séance

- **Projet de loi étendant dans les territoires d'outre-mer certaines dispositions du code de la route et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 0215 (94-95)]** - (18 janvier 1995) (p. 496) : procédure de la commission mixte paritaire. Rôle institutionnel du Sénat.

- **Décès de M. Tony Larue, sénateur de Seine-Maritime** - (5 juillet 1995) (p. 886).

- **Rappel au règlement** - (29 juillet 1995) (p. 1764) : intervient sur le rappel au règlement de M. Lucien Neuwirth. Remise à jour du règlement du Sénat et concertation.

- **Ajournement du Sénat** - (29 juillet 1995) (p. 1765).

- En qualité de sénateur

- **Projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique, modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire et abrogeant les dispositions relatives à la Communauté et les dispositions transitoires [n° 0374 (94-95)]** - Suite de la discussion - (25 juillet 1995) - **Art. 1er (l'extension du champ du référendum législatif)** (p. 1401) : mise au point sur la présentation de l'ensemble des sous-amendements modifiant l'amendement n° 6 de la commission (extension du champ du référendum et procédure parlementaire, cas de la proposition de loi) et explications de vote. (p. 1404, 1405) : indique que l'amendement n° 22 de M. Charles Lederman (référendum d'initiative populaire) a déjà été présenté. Mise au point sur la procédure à suivre pour la discussion d'un amendement appelé en priorité et des sous-amendements y afférents. (p. 1419, 1420) : sur l'amendement n° 6 précité de la commission, se déclare opposé au sous-amendement n° 44 de M. Guy Allouche (contrôle de constitutionnalité du texte soumis au référendum par le Conseil constitutionnel). Saisine possible du Conseil constitutionnel avant la promulgation de la loi référendaire votée par le peuple. (p. 1426) : se déclare favorable à l'amendement n° 6 précité de la commission. Rédaction de l'article 11 de la Constitution et principe de l'irresponsabilité du Président de la République devant le Parlement.

Deuxième lecture [n° 0397 (94-95)] - (28 juillet 1995) - **Art. 2 (le passage à une session ordinaire unique de neuf mois et régime des séances)** (p. 1728) : se déclare opposé à l'amendement n° 11 de M. Guy Allouche (fixation des jours, des semaines et des heures de séance par le règlement des assemblées, sous réserve de texte constitutionnel de valeur supérieure traitant de cette matière). Nécessité pour le règlement de chaque assemblée de respecter les articles 12, 18, 29, 48, 51 et 88-4 de la Constitution.

CLÉACH (Marcel-Pierre), sénateur (Sarthe) RI-R.

Elu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

CLÉMENT (Pascal), ministre délégué aux relations avec l'Assemblée nationale.

Fin de ses fonctions ministérielles (démission du Gouvernement le 11 mai 1995) (JO Lois et décrets du 12 mai 1995).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi concernant les clauses abusives, la présentation des contrats, le démarchage, les activités ambulantes, le marquage communautaire des produits et les marchés de travaux privés - Deuxième lecture [n° 0208 (94-95)]** - (17 janvier 1995) - **Après l'art. 12** (p. 459) : référence au projet de loi relatif à la sécurité et à la modernisation des transports. S'oppose à l'amendement n° 8 de Mme Joëlle Dusseau (création d'un délit de grands excès de vitesse). (p. 461) : organisation d'un débat sur la très grande vitesse à la prochaine session de printemps - **Art. 13 (rapport à l'assemblée générale extraordinaire)** (p. 465, 466) : défense de l'intérêt des actionnaires. S'oppose à l'amendement n° 12 de suppression de M. Etienne Dailly. Référence au décret d'application de l'article 162 de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales. Inutilité d'un dispositif supplémentaire - **Art. 14 (résolutions particulières concernant certaines émissions de valeurs mobilières)** (p. 467, 468) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 13 de M. Etienne Dailly - **Art. 16 (constatation par les contrôleurs des transports terrestres des délits de grands excès de vitesse et de manipulation du limiteur de vitesse)** (p. 469) : accepte l'amendement n° 3 de coordination de la commission - **Art. 18 (aggravation des peines encourues en cas de fraude aux règles sur le contrôle du respect des conditions de travail)** (p. 469) : accepte l'amendement n° 4 de coordination de la commission - **Intitulé du projet de loi** (p. 470) : accepte l'amendement n° 5 de la commission (projet de loi concernant les clauses abusives et la présentation des contrats et régissant diverses activités d'ordre économique et commercial).

CLOUET (Jean), sénateur (Val-de-Marne) RI.

Réélu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Vice-Président de la commission des finances ; puis membre de la commission des affaires étrangères (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995) ; puis vice-président (JO Lois et décrets du 6 octobre 1995).

Membre suppléant du Comité des finances locales ; de nouveau membre suppléant (JO Lois et décrets du 7 juillet 1995) jusqu'au 8 décembre 1995.

Membre suppléant du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche, jusqu'au 8 décembre 1995.

Membre titulaire du Conseil national de l'enseignement supérieur privé.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à relever de 18,60% à 20,60% le taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée à compter du 1^{er} août 1995 (19 juillet 1995).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1995 (27 juillet 1995).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 12 (JO Débats du 30 juin 1995) (p. 765) - Ministère : Economie - Remboursement de la TVA aux communes - Réponse le 30 juin 1995 (p. 766) - Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)

n° 12 (JO Débats du 23 novembre 1995) (p. 2810) - Ministère : Fonction publique - Entretien du mobilier urbain - Réponse le 23 novembre 1995 (p. 2810) - Voirie

CLUZEL (Jean), sénateur (Allier) UC.

NOMINATIONS

Vice-Président de la commission des finances ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995) ; puis vice-président (JO Lois et décrets du 6 octobre 1995).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1996 (9 décembre 1995).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, fixant à cinq ans la durée des mandats des dirigeants des organismes du secteur public de l'audiovisuel [n° 0213 (94-95)] (16 janvier 1995) - **Audiovisuel**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances, sur l'évolution du système audiovisuel au Canada : quels enseignements pour la France ? [n° 0301 (94-95)] (1^{er} juin 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 24 mai 1995) - **Audiovisuel**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Communication audiovisuelle [n° 0077 (95-96), tome 3 annexe 12] (21 novembre 1995) - **Lois de finances**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Presse [n° 0077 (95-96), tome 3 annexe 31] (21 novembre 1995) - **Lois de finances**.

Proposition de loi visant à faire bénéficier de la cessation progressive d'activité les secrétaires de mairie et agents intercommunaux à temps complet [n° 0084 (95-96)] (21 novembre 1995) - **Fonction publique territoriale**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture** [n° 0089 (94-95)] - Suite de la discussion - (12 janvier 1995) - Après l'art. 19 (p. 247) : son amendement, soutenu par M. Paul Caron, n° 183 : possibilité donnée aux associations syndicales autorisées de bénéficier des effets du redressement judiciaire dont est l'objet l'un de leurs membres ; retiré.

- **Résolution adoptée par la commission des affaires culturelles, en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil portant modification de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 visant à la coordination de certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives à l'exercice d'activités de radiodiffusion télévisuelle (n° E-419) [n° 0059 (95-96)]** - (14 novembre 1995) - Discussion générale (p. 2518, 2520) : quotas de diffusion. Construction d'une Europe culturelle. Oeuvres de fiction étrangères. Ambiguïtés de la directive "Télévision sans frontières". Exemple canadien. Caractère temporaire de la nouvelle directive. Application de cette directive selon les Etats. Proposition de création d'un organisme européen de régulation dans le secteur audiovisuel. Quotas de production. Le groupe de l'Union centriste soutiendra la proposition de résolution adoptée par la commission des affaires culturelles - **Discussion de la résolution** (p. 2532) : se déclare favorable à l'amendement n° 9 de M. Michel Pelchat (assimilation des oeuvres musicales à des oeuvres audiovisuelles)

- **Proposition de loi fixant à cinq ans la durée des mandats des dirigeants des organismes du secteur public de l'audiovisuel** [n° 0213 (94-95)] - (14 novembre 1995) - **Discussion générale** (p. 2536, 2537) : possibilité de mener une stratégie à long terme. Responsabilité liée au poste de président directeur général. Gestion des entreprises de l'audiovisuel public. Transformation de l'industrie de la communication. Comparaison avec l'Allemagne. Ordre du jour des assemblées parlementaires - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2539, 2540) : mandat renouvelable. Mandat arrivant à expiration.

- **Projet de loi de finances pour 1996** [n° 0076 (95-96)]

Deuxième partie :

Logement

- (26 novembre 1995) (p. 3126) : remerciements pour cette première expérience de questions-réponses au cours de l'examen du budget. Initiative de M. Christian Poncelet, président de la commission des finances. Respect du Parlement. Remerciements au ministre. Aménagement du territoire.

Communication

- (7 décembre 1995) - Rapporteur spécial de la commission des finances (p. 3907, 3910) : crise de la presse quotidienne nationale. Distribution. Audiovisuel public. Assiette de la redevance. Ressources publicitaire. Interventions directes du budget de l'Etat. La Cinquième. France Télévision. Inadaptation de la politique de l'audiovisuel public à la révolution technologique. Câble ; satellites, programme Eutelsat. Action audiovisuelle extérieure. Télévision numérique. Exercice du droit d'auteur. Industries de programmes. Au nom de la commission des finances, demande l'adoption de ces crédits - **Examen des crédits - Art. 52** - (approbation de la répartition du produit de la

redevance et approbation du produit attendu des recettes publicitaires des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle (p. 3926) : modification de la répartition de la redevance pour 1995 par le projet de loi de finances rectificative prochainement en discussion. Pénalisation de France 3. S'oppose aux amendements de M. Ivan Renar n°II-103 et n°II-104 (réduction du produit des recettes de publicité des chaînes de télévision publique).

Articles non rattachés :

- (9 décembre 1995) - **Art. 59** (*abattement de taxe professionnelle au profit du secteur de la diffusion de la presse*) (p. 4160) : son amendement n° II-106 : réduction de la base de taxe professionnelle des diffuseurs de presse, dans certaines conditions, à l'initiative des collectivités locales ou de leurs groupements dotés d'une fiscalité propre ; adopté. Crise de la presse. Vente au numéro. Coût de cette mesure pour les collectivités territoriales. Importance du maintien d'un réseau de diffuseurs de presse.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995** [n° 0119 (95-96)] - (19 décembre 1995) - **Art. 12** (*modification de la répartition du produit de la redevance affectée au financement des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle et répartition des produits supplémentaires de 1994*) (p. 4527) : affectation du surplus constaté du produit de la redevance. RFO. France Télévision. Ressources publicitaires.

- **Suite de la discussion** - (20 décembre 1995) - **Art. 14** (*relèvement des seuils du régime simplifié d'imposition*) (p. 4551, 4552) : centres de gestion agréés et habilités. Experts-comptables. PME.

CODACCIONI (Colette), ministre de la solidarité entre les générations.

dans le Gouvernement Juppé le 18 mai 1995 (JO Lois et décrets du 19 mai 1995).

Fin de ses fonctions ministérielles (démission du Gouvernement le 7 novembre 1995) (JO Lois et décrets du 8 novembre 1995).

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi, instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes [n° 0002 (95-96)] (4 octobre 1995) - **Action sanitaire et sociale.**

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 1 de M. Charles Metzinger : **Hôpitaux** (*Forfait hospitalier*) (JO Débats du 20 octobre 1995) (p. 1974).

COLLARD (Henri), sénateur (Eure) RDE, puis RDSE.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995) ; puis vice-président (JO Lois et décrets du 6 octobre 1995).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1996 (9 décembre 1995).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1995 (19 décembre 1995).

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - **Logement** [n° 0077 (95-96), tome 3 annexe 28] (21 novembre 1995) - **Lois de finances.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - **Aménagement du territoire, équipement et transports - I - Urbanisme et services communs** [n° 0077 (95-96), tome 3 annexe 4] (21 novembre 1995) - **Lois de finances.**

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement sur la réforme de l'accèsion à la propriété, suivie d'un débat** - (11 octobre 1995) (p. 1813, 1815) : marché du logement. Prêt aidé d'accèsion à la propriété, PAP. Prêt au taux de zéro pour cent. Redéploiement des dépenses. Rééquilibrage entre les aides à la pierre et les aides à la personne. Régime fiscal des concubins. Politique du logement. Allocation du logement social, ALS, accordé aux étudiants détachés du foyer fiscal. Rénovation des logements anciens. Augmentation de la déductibilité fiscale au bénéfice des propriétaires bailleurs.

- **Projet de loi de finances pour 1996** [n° 0076 (95-96)]

Deuxième partie :

Logement

- (26 novembre 1995) - **Rapporteur spécial de la commission des finances** (p. 3103, 3105) : forte progression du budget du logement. Réforme de l'accèsion à la propriété. Allocation de logement social, ALS. Création de logements d'urgence et d'insertion. Faiblesse des crédits de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat, ANAH. Prime à l'amélioration de l'habitat, PAH. 1% logement. Evolution du marché du logement. Au nom de la commission des finances, s'en remet à la sagesse du Sénat pour les crédits du ministère du logement - **Examen des crédits - Etat C - Titres V et VI** (p. 3128) : s'oppose à l'amendement n° II-11 de Mme Nicole Borvo (amélioration de la répartition des moyens destinés à favoriser l'accèsion à la propriété).

Aménagement du territoire, équipement et transports - I - Urbanisme et services communs

- (5 décembre 1995) - **Rapporteur spécial de la commission des finances** (p. 3754, 3755) : stabilité du budget par rapport à 1995. Maintien de l'emploi. Grands projets : le Mont-Saint-Michel, le Grand stade de Saint-Denis et l'Euroméditerranée. Villes nouvelles. Réorganisation du ministère. Transfert de la direction de l'architecture et de l'urbanisme. Rapprochement des directions départementales de l'équipement et de l'agriculture. La commission des finances propose l'adoption des crédits de la section "urbanisme et services communs" - **Examen des crédits - Avant la division II - Avant l'art. 61** (p. 3763) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° II-63 de M. Jacques Larché (réduction de moitié du taux de la taxe sur les bureaux prévue par l'article 231 ter du code général des impôts dans les zones rurales d'Ile-de-France), que personnellement il considère comme

valable. (p. 3764) : la commission des finances n'a pas examiné les amendements de Mme Josette Durrieu n° II-32 (élargissement de l'assiette de la taxe pour le financement des dépenses des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement, CAUE, aux travaux de réhabilitation), n° II-33 (élargissement de l'assiette de cette même taxe aux constructions destinées à être affectées à un service public) et n° II-34 (relèvement du plafond de la taxe pour le financement des dépenses des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement, CAUE). A titre personnel, se déclare opposé aux amendements n° II-32 et n° II-34 précités.

COLLIN (Yvon), sénateur (Tarn-et-Garonne) RDE, puis RDSE.

Réélu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères ; puis membre de la commission des finances (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire du Fonds de péréquation des transports aériens (JO Lois et décrets du 27 octobre 1995).

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Aménagement du territoire, équipement et transports - II - Transports - Transport aérien et météorologie [n° 0077 (95-96), tome 3 annexe 7] (21 novembre 1995) - Lois de finances.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Aviation civile [n° 0077 (95-96), tome 3 annexe 7] (21 novembre 1995) - Lois de finances.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture [n° 0089 (94-95)]** - (9 janvier 1995) - Discussion générale (p. 42, 43) : population rurale. Exploitations agricoles. Équilibre économique et social des espaces ruraux. Orientation des productions agricoles. Charges sociales. Protection sociale. Emplois agricoles.

- **Conclusions du rapport de M. Pierre Fauchon, fait au nom de la commission des lois, sur : la proposition de loi (n° 406, 94-95) de M. Jacques Larché déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à la responsabilité pénale des élus locaux pour des faits d'imprudance ou de négligence commis dans l'exercice des fonctions ; la proposition de loi (n° 255, 94-95) de M. Claude Huriet relative à la protection pénale des exécutifs locaux à raison des actes commis dans l'exercice de leurs fonctions ; et la proposition de loi (n° 361, 94-95) de M. Hubert Haenel déposée avec plusieurs de ses collègues, visant à étendre aux districts les règles applicables à la responsabilité des syndicats de communes pour les accidents survenus aux membres de leur comité et à leur président, en complétant l'article L.164-5 du code des communes [n° 406-255-361 (94-95)]** - (26 octobre 1995) - Discussion générale (p. 2300, 2301) : pratique de la démocratie. Dialogue entre l'élu et ses administrés. Satisfactions obtenues dans l'exercice du mandat de maire. Renouvellement important des maires aux dernières élections municipales. Exemple de condamnation pénale de certains maires. Extension du droit pénal en direction des élus locaux dans le nouveau code pénal. Manque de moyens financiers des élus locaux. Lenteur des contentieux administratifs. Augmentation des plaintes devant les tribunaux

correctionnels. Nécessité d'aménager la responsabilité pénale des élus locaux. Réserves à l'égard des propositions de lois de MM. Jacques Larché et Claude Huriet. Principe de l'égalité des citoyens devant la loi. Extension de la notion "d'appréciation in concreto" aux dirigeants d'associations bénévoles. Evolution du mode de raisonnement des juges. Se prononcera sur ce texte en fonction des modifications et des avis exprimés sur les amendements présentés.

- **Projet de loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes [n° 0002 (95-96)]** - (9 novembre 1995) - Discussion générale (p. 2472, 2473) : évolution du nombre des personnes âgées dépendantes. Renvoi à de nombreux textes d'application. Problème de la tarification des établissements. Gestion de la prestation par les départements. Financement du dispositif.

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement sur la réforme de la protection sociale, suivie d'un débat et d'un vote** - (16 novembre 1995) (p. 2628, 2629) : prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes. Législation par ordonnances. Accès aux soins. Responsabilité des actes médicaux. Création d'un régime universel d'assurance maladie. Épargne retraite. Remboursement de la dette sociale. Imposition des allocations familiales.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Éducation nationale, enseignement supérieur, recherche et insertion professionnelle - II - Enseignement supérieur

- (4 décembre 1995) (p. 3715) : manifestations étudiantes. Éléments chiffrés. Exemple du Canada. Crédits alloués aux grandes écoles. (p. 3716) : développement de l'aide sociale aux étudiants. Statut social de l'étudiant. Problème des locaux. Encadrement des étudiants. Réflexion sur la vocation de l'université.

Aménagement du territoire, équipement et transports - II - Transports : 4. Transport aérien - 5. Météorologie - Budget annexe de l'aviation civile

- (5 décembre 1995) - Rapporteur spécial de la commission des finances (p. 3795, 3797) : monopole d'exploitation aérienne. Charges de personnels. Redevances de navigation aérienne. Taxe de sécurité et sûreté. Eurocontrol. Construction aéronautique. Météo-France. Fonds de péréquation des transports aériens. La commission des finances propose l'adoption des crédits du budget annexe de l'aviation civile, de ceux du transport aérien et de ceux de la météorologie - **Examen des crédits - Art. 62 (approbation de la redevance pour services territoriaux de la circulation aérienne)** (p. 3807) : annulation par le Conseil d'Etat d'un arrêté fixant les conditions d'établissement et de perception de cette redevance. Principes de l'ordonnance organique du 2 janvier 1959. Création des redevances pour services rendus par un décret du Conseil d'Etat. Censure constitutionnelle. Sous réserve de ces observations, la commission des finances propose l'adoption de cet article - **Art. 63 (validation des répartition des dépenses du contrôle technique entre les entreprises de transport aérien)** : annulation par le Conseil d'Etat d'un arrêté fixant la répartition des dépenses de contrôle technique d'exploitation. Redevance servant en fait à financer des opérations effectuées dans l'intérêt général des usagers du transport aérien et des populations survolées. Problème constitutionnel : possibilité pour le Parlement de fixer implicitement ou explicitement le taux d'une taxe. Principe de non affectation des recettes fiscales et multiplication des taxes affectées au budget annexe de l'aviation civile. Sous réserve de ces observations, la commission des finances propose l'adoption de cet article - **Après l'art. 63 (p. 3808) : au nom de la commission des finances, son amendement n° II-87 : transmission au**

Parlement d'un état récapitulatif annuel des coûts et des dépenses budgétaires induits par les missions de la direction générale de l'aviation civile ; adopté.

COLLOMB (Francisque), sénateur (Rhône) UC-R.

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires économiques.

CORNAC (Claude), sénateur (Haute-Garonne) SOC.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères ; puis membre de la commission des lois (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

COSSÉ-BRISSAC (Charles-Henri de), sénateur (Loire-Atlantique) RI.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée en Colombie et au Venezuela du 25 janvier au 2 février 1995 [n° 0244 (94-95)] (5 avril 1995) - Amérique latine.

Participation au rapport d'information, fait, au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une visite effectuée à Bruxelles aux sièges de l'OTAN et de l'UEO le 10 janvier 1995 [n° 0257 (94-95)] (19 avril 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 avril 1995) - Défense.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant amnistie [n° 0341 (94-95)] - Suite de la discussion - (18 juillet 1995) - Art. 26 (infractions exclues de l'amnistie) (p. 1138) : son amendement n° 18 : infraction à la réglementation sur les fouilles archéologiques ; retiré au profit de l'amendement analogue n° 85 de M. Claude Estier.**

COUDERC (Anne-Marie), secrétaire d'Etat pour l'emploi.

dans le Gouvernement Juppé le 18 mai 1995 (JO Lois et décrets du 19 mai 1995).

Fin de ses fonctions ministérielles (démission du Gouvernement le 7 novembre 1995) (JO Lois et décrets du 8 novembre 1995).

puis, *ministre délégué pour l'emploi* dans le deuxième Gouvernement Juppé le 7 novembre 1995 (JO Lois et décrets du 8 novembre 1995).

En qualité de secrétaire d'Etat pour l'emploi

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 20 de M. Emmanuel Hamel : **Formation professionnelle et promotion sociale (Transparence dans la collecte des fonds de la formation professionnelle)** (JO Débats du 30 juin 1995) (p. 773).

n° 21 de M. François Lesein : **Emploi (Bénéfice pour les communes des mesures en faveur de l'emploi)** (JO Débats du 30 juin 1995) (p. 774).

En qualité de ministre délégué pour l'emploi

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 3 de M. Christian Demuynck : **Sécurité sociale (Réforme de la sécurité sociale)** (JO Débats du 8 décembre 1995) (p. 3932).

n° 8 de M. Jean Peyrafitte : **Thermalisme (Sauvegarde du thermalisme)** (JO Débats du 8 décembre 1995) (p. 3938).

Questions orales sans débat :

n° 229 de Mme Michelle Demessine : **Hôpitaux (Fermeture de la maternité de l'hôpital de Segré (Maine-et-Loire))** (JO Débats du 20 décembre 1995) (p. 4416).

n° 226 de M. Jean-Jacques Robert : **Mariage (Polygamie et prestations sociales)** (JO Débats du 20 décembre 1995) (p. 4416).

n° 232 de M. Philippe Richert : **Musique (Nomination d'un médiateur dans le conflit opposant les artistes interprètes et les industriels du disque)** (JO Débats du 20 décembre 1995) (p. 4418).

n° 233 de M. Philippe Richert : **Musique (Avenir de la musique d'expression française dans la perspective du marché du multimédia)** (JO Débats du 20 décembre 1995) (p. 4419).

n° 239 de Mme Marie-Claude Beaudou : **Entreprises (Situation de l'entreprise 3-M France)** (JO Débats du 24 janvier 1996) (p. 114).

INTERVENTIONS

- **Rappel au règlement - (8 décembre 1995) (p. 3998) :** intervient sur le rappel au règlement de Mme Marie-Madeleine Dieulangard qui regrette que le ministre du travail n'ait pas été auditionné par la commission des affaires sociales sur les crédits consacrés au travail. Dialogue avec les organisations syndicales.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Travail, dialogue social et participation

- (8 décembre 1995) (p. 3999, 4002) : évolution des crédits. Création d'emplois. Abaissement du coût du travail pour les emplois peu qualifiés. Aménagement et réduction du temps de travail. Développement des échanges de services entre particuliers. Réforme du chèque-service. Insertion et prévention de l'exclusion. Contrat initiative-emploi, CIE. Contrat emploi-solidarité, CES. Préparation d'un nouveau contrat d'initiative locale ou d'utilisation sociale. Réforme de l'apprentissage. Système de financement. Formation professionnelle. Moyens de fonctionnement du ministère du travail. Cohésion sociale. (p. 4019, 4022) : emploi des jeunes. Décentralisation. Stages au sein des entreprises. Ecole de "la deuxième chance". Modernisation de l'Agence nationale pour l'emploi, ANPE, et de l'Agence nationale pour la formation professionnelle des adultes, AFPA. Exonération des charges sur les bas salaires. Signature de neuf chartes de branche. Aménagement et réduction du temps de travail. Contrat initiative-emploi, CIE. Contrat emploi-solidarité, CES. Chèque-service. Emplois indépendants. Aide aux chômeurs créateurs et repreneurs d'entreprises, ACCRE. Apprentissage - **Examen des crédits - Etat B - Titre IV** (p. 4023) : s'oppose à l'amendement n° II-156 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (rétablissement de 57 801 000 francs de crédits). (p. 4024) : s'oppose à l'amendement n° II-158 de M. Guy Fischer (réduction des crédits du titre IV de 1 517 440 000 francs) - **Art. 69** (*fusion de la réduction dégressive et de l'exonération de cotisations d'allocations familiales sur les bas salaires*) (p. 4026) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° II-77 de M. Jean-Jacques Robert (entrée en vigueur anticipée de cette réforme). Sur l'amendement n° II-73 de la commission des affaires sociales (travail et emploi) saisie pour avis, qu'elle accepte, son sous-amendement n° II-176 ; adopté. Sur l'amendement n° II-174 de la commission des finances (salariés occasionnels et permanents des exploitants agricoles), son sous-amendement n° II-177 ; adopté. Son amendement n° II-173 : maintien pour les employeurs pour lesquels le nouveau dispositif ne s'applique pas de l'exonération actuelle de cotisations d'allocations familiales ; adopté. (p. 4029) : s'oppose à l'amendement de précision n° II-159 de M. Guy Fischer.

Intégration et ville

- (8 décembre 1995) (p. 4034, 4036) : évolution des crédits. Intégration. Revenu minimum d'insertion, RMI. Crédits ouverts pour les centres d'hébergement et de réadaptation sociale. Action en faveur des personnes les plus démunies. Crédits du fonds d'aide aux jeunes. Centres d'accueil de développement de l'accès aux soins. Formation des travailleurs sociaux. Programme de lutte contre la toxicomanie. Financement d'associations d'accueil des objecteurs de conscience. Lutte contre l'exclusion.

- **Projet de loi en faveur du développement des emplois de services aux particuliers [n° 0087 (95-96)]** - (20 décembre 1995) - **Discussion générale** (p. 4606) : lutte contre le chômage et enrichissement de la croissance en emplois. Lutte contre le travail au noir. Abaissement du coût des services familiaux. Possibilité pour les comités d'entreprises ou, à défaut, les entreprises de verser une aide à leurs salariés pour financer un emploi familial. Extension du champ de l'agrément des emplois familiaux à des entreprises. (p. 4607) : pérennisation du chèque emploi-service et suppression de la limite d'utilisation de huit heures hebdomadaires. (p. 4608) : obligation d'établir un contrat de travail écrit au-delà de huit heures de travail hebdomadaires. Services rendus aux personnes les plus fragiles : jeunes enfants et personnes âgées dépendantes. (p. 4614) : extension du chèque emploi-service dans le cas d'une première embauche. Aide financière versée par les comités d'entreprises aux salariés pour les emplois familiaux. Ouverture aux entreprises d'activités relevant traditionnellement du champ associatif. Professionnalisation. Précarisation. (p. 4615) : rédaction d'un contrat de travail lorsque le temps de travail hebdomadaire dépasse huit

heures. Restructuration de l'offre d'emploi. Formation professionnelle. Question des emplois de services et de proximité - **Question préalable** (p. 4618) : s'oppose à la motion n° 18 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable. Thèmes abordés lors du sommet social du 21 décembre 1995 - **Art. 1er** (*institution d'un agrément pour les entreprises se consacrant exclusivement aux services aux personnes*) (p. 4619) : s'oppose aux amendements de M. Guy Fischer n° 10 de suppression, et n° 11 (suppression des dispositions relatives à l'ouverture aux entreprises du secteur des services aux particuliers pour les tâches ménagères ou familiales). Accepte les amendements de la commission n° 1, rédactionnel, et n° 2 (conditions particulières d'agrément pour les associations ou les entreprises dont l'activité concerne la garde d'enfants ou l'assistance aux personnes âgées ou handicapées) - **Art. 2** (*codification de la législation concernant le chèque-service et l'aide versée par les comités d'entreprises*) (p. 4622) : s'oppose aux amendements de M. Guy Fischer n° 12 de suppression et n° 13 (suppression de l'exonération des cotisations sociales des sommes versées par les comités d'entreprises à leurs salariés), ainsi qu'à l'amendement n° 9 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (suppression du système de bonification du chèque service instauré au bénéfice des salariés). (p. 4623) : accepte l'amendement n° 3 de la commission (dispositif évitant que l'aide ne vienne en déduction des sommes retenues pour le calcul de la réduction d'impôt). Somme dont l'utilisation est prédefinie - **Art. 3** (*formation professionnelle*) (p. 4624) : accepte les amendements de la commission n° 4 (rétablissement de la participation des employeurs bénéficiaires de l'AGED au financement de la formation professionnelle continue), n° 5 (choix d'une assiette unique pour la contribution à la formation et les autres cotisations sociales) et n° 6 de coordination - **Art. 4** (*non-cumul des exonérations de charges sociales dont bénéficient les structures d'insertion par l'économique et les associations de services aux personnes*) (p. 4625) : s'oppose à l'amendement n° 14 de M. Guy Fischer (compensation par le budget général de l'Etat des diverses exonérations de cotisations sociales) - **Art. 5** (*extension du bénéfice de la réduction d'impôt aux prestations fournies par les entreprises agréées au titre de l'article L. 129-1 du code du travail*) (p. 4626) : s'oppose aux amendements de M. Guy Fischer n° 15 de suppression et n° 16 (limitation de la réduction d'impôt à 30 000 francs) - **Art. 6** (*coordination*) : accepte l'amendement n° 7 de la commission (évaluation par le rapport déposé devant le Gouvernement des effets sur l'emploi des mesures de réduction d'impôt) - **Après l'art. 6** (p. 4627) : accepte l'amendement n° 8 de la commission (rapport du Gouvernement sur les différents dispositifs d'aides pour les emplois de services aux personnes).

COURRIÈRE (Raymond), sénateur (Aude) SOC.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire de la Commission d'étude sur la retraite anticipée pour les anciens combattants en Afrique du nord (décret n° 95-906 du 9 août 1995) (JO Lois et décrets du 8 septembre 1995).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec M. Roland Courteau, sur les retraites des exploitants agricoles [n° 0029 (95-96)] (17 octobre 1995) - **Exploitants agricoles**.

Proposition de loi, déposée avec M. Roland Courteau, tendant à lutter contre l'aggravation du chômage et des inégalités induites par les délocalisations d'entreprises dans les secteurs du textile, de l'habillement, du cuir, de

l'électronique grand public et du jouet [n° 0152 (95-96)] (20 décembre 1995) - *Entreprises*.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Anciens combattants et victimes de guerre

- (9 décembre 1995) (p. 4111) : budget de redéploiement. Commission tripartite pour l'évaluation du coût des mesures de retraite anticipée pour les anciens combattants d'Afrique du Nord. Allocation de préparation à la retraite, APR. Indemnisation des patriotes résistant à l'Occupation, PRO. Situation des veuves d'anciens combattants. Le groupe socialiste ne votera pas ce projet de budget.

Articles non rattachés :

- (9 décembre 1995) - **Avant l'art. 59 nonies** (p. 4196) : soutient l'amendement n° II-167 de M. Roland Courteau (exonération étendue à la part des recettes relative à l'activité d'approvisionnement que les coopératives agricoles réalisent avec leurs membres même si celles-ci sont polyvalentes) - **Art. 59 nonies (neutralisation, au regard de la contribution sociale de solidarité des sociétés, CSSS, des opérations de vente de produits à l'intérieur du secteur coopératif agricole)** (p. 4207) : soutient l'amendement n° II-170 de M. Roland Courteau (neutralisation du chiffre d'affaires réalisé entre les coopératives et les sociétés d'intérêt collectif agricole, SICA, ou leurs filiales).

COURTEAU (Roland), sénateur (Aude) SOC.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

DÉPÔTS

Proposition de loi sur les retraites des exploitants agricoles [n° 036 (93-94)] reprise le 2 mai 1995 (14 octobre 1993) - **Exploitants agricoles**.

Proposition de loi, déposée avec les membres du groupe socialiste, tendant à dégrever les chômeurs de la taxe d'habitation et de la taxe foncière [n° 0220 (94-95)] (25 janvier 1995) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 19 janvier 1995) - **Impôts locaux**.

Proposition de loi, déposée avec M. Raymond Courrière, sur les retraites des exploitants agricoles [n° 0029 (95-96)] (17 octobre 1995) - **Exploitants agricoles**.

Proposition de loi, déposée avec M. Alain Courrière, tendant à lutter contre l'aggravation du chômage et des inégalités induites par les délocalisations d'entreprises dans les secteurs du textile, de l'habillement, du cuir, de l'électronique grand public et du jouet [n° 0152 (95-96)] (20 décembre 1995) - **Entreprises**.

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 213 (JO Débats du 3 novembre 1995) (p. 2106) - Ministère : Industrie - *Industrie de la chaussure : menaces*

sur l'emploi - Réponse le 15 novembre 1995 (p. 2492) - **Industrie**

n° 222 (JO Débats du 29 novembre 1995) (p. 3330) - Ministère : Environnement - *Travaux d'aménagement destinés à réduire les conséquences des crues de l'Aude* - Réponse le 13 décembre 1995 (p. 4251) - **Catastrophes naturelles**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture [n° 0089 (94-95)] - Suite de la discussion** - (10 janvier 1995) - **Après l'art. 4 ter** (p. 82) : soutient l'amendement n° 168 de M. Fernand Tardy (respect du jeu normal des règles du marché et sanction des comportements excessifs) - **Art. 6 (critères de répartition des droits à produire)** (p. 99) : soutient l'amendement n° 173 de M. Fernand Tardy (notion de zone géographique). (p. 100, 101) : soutient les amendements de M. Fernand Tardy, n° 174 et n° 175 (cumul des droits à produire).

- **Résolution (n° 319, 94-95) adoptée par la commission des affaires économiques, en application de l'article 73 bis, alinéa 8, du règlement, sur la proposition de règlement (CE) du Conseil portant réforme de l'organisation commune du marché vitivinicole (n° E-401) [n° 275-284 (94-95)]** - (29 juin 1995) - **Discussion générale** (p. 789, 791) : conséquences d'une politique de l'arrachage. Exemple du Midi de la France. Culture de la vigne et aménagement du territoire. Application de la préférence communautaire face aux nouveaux pays producteurs. Données statistiques pour l'élaboration d'une référence nationale. Marché des alcools. Contrôles communautaires et sanctions. Harmonisation européenne des règles publicitaires relatives aux boissons alcooliques. Votera cette proposition de résolution en proposant des amendements - **Discussion de la résolution** (p. 794) : son amendement n° 1 : confirmation de la préférence communautaire ; adopté. (p. 795) : son amendement n° 2 : harmonisation communautaire de la publicité pour les boissons alcooliques ; adopté. Retransmission télévisée de manifestations sportives.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Articles non rattachés :

- (9 décembre 1995) - **Avant l'art. 59 nonies** (p. 4196) : son amendement, soutenu par M. Raymond Courrière, n° II-167 : exonération étendue à la part des recettes relative à l'activité d'approvisionnement que les coopératives agricoles réalisent avec leurs membres même si celles-ci sont polyvalentes ; n° II-165 : suppression de l'assujettissement des coopératives agricoles à la contribution sociale de solidarité des sociétés, CSSS ; et n° II-166 : suppression de l'assujettissement à la CSSS des opérations réalisées par les coopératives agricoles avec leurs adhérents ; devenus sans objet. (p. 4200) : son amendement n° II-169 : exonération des coopératives agricoles d'insémination artificielle et de leurs unions du versement de la contribution sociale de solidarité des sociétés, CSSS ; devenu sans objet. (p. 4202) : son amendement n° II-168 : exonération des coopératives agricoles exerçant une activité de vinification de la contribution sociale de solidarité des sociétés, CSSS ; devenu sans objet. **Demande de scrutin public - Art. 59 nonies (neutralisation, au regard de la contribution sociale de solidarité des sociétés, CSSS, des opérations de vente de produits à l'intérieur du secteur coopératif agricole)** (p. 4207) : son amendement, soutenu par M. Raymond Courrière, n° II-170 : neutralisation du chiffre d'affaires réalisé entre les coopératives et les sociétés d'intérêt collectif agricole, SICA, ou leurs filiales ; rejeté.

COURTOIS (Jean-Patrick), sénateur (Saône-et-Loire) RPR.

Elu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

COUVE de MURVILLE (Maurice), sénateur (Paris) RPR.

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

CROZE (Pierre), sénateur (Français établis hors de France) RI.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances ; puis membre de la commission des affaires étrangères (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Délégué suppléant de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale ; nouvelle nomination en tant que délégué titulaire (JO Lois et décrets du 19 octobre 1995).

CRUCIS (Michel), sénateur (Vendée) RI.

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères.

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait, au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une visite effectuée à Bruxelles aux sièges de l'OTAN et de l'UEO, le 10 janvier 1995 [n° 0257 (94-95)] (19 avril 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 avril 1995) - **Défense.**

CUTTOLI (Charles de), sénateur (Français établis hors de France) RPR.

NOMINATIONS

Vice-Président de la commission des lois ; nouvelle nomination en tant que membre (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Juge titulaire de la Haute Cour de justice ; nouvelle nomination (JO Lois et décret du 27 octobre 1995).

Membre titulaire du Conseil d'administration de la société Radio-France Internationale ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 22 décembre 1995).

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie (19 juillet 1995).

DÉPÔTS

Proposition de loi organique, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à compléter la loi organique n° 76-97 du 31 janvier 1976 sur le vote des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République [n° 0270 (94-95)] (15 mai 1995) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 avril 1995) - **Président de la République.**

Proposition de loi organique, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à modifier et compléter la loi organique n° 76-97 du 31 janvier 1976 sur le vote des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République [n° 0271 (94-95)] (15 mai 1995) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 avril 1995) - **Président de la République.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique, modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire et abrogeant les dispositions relatives à la Communauté et les dispositions transitoires [n° 0374 (94-95)] - Suite de la discussion - (25 juillet 1995) - Après l'art. 3 bis (p. 1456, 1457) : se déclare opposé à l'amendement n° 9 de la commission (possibilité pour l'assemblée de se prononcer sur une motion de la commission approuvée par la majorité des membres qui la composent, tendant à l'adoption du texte en discussion modifié par les amendements proposés ou acceptés par la commission, le rejet de la motion entraînant le passage à la discussion des articles). Différence entre le travail en commission et le travail en séance publique. Droit d'amendement. Publicité conférée par le Journal officiel des séances tenues dans l'hémicycle - Art. 6 (par priorité) (*le nouveau régime de l'inviolabilité parlementaire*) (p. 1470) : se déclare favorable à l'amendement n° 11 de la commission (autorisation préalable pour les mesures privatives ou restrictives de liberté ainsi que pour toutes les poursuites engagées contre un parlementaire, durée de la suspension). Utilisation de l'autorisation des poursuites comme filtre.**

- **Projet de loi pris pour l'application des dispositions de la loi constitutionnelle n° 95-880 du 4 août 1995 qui instituent une session parlementaire ordinaire unique [n° 0028 (95-96)] - (15 novembre 1995) - Après l'art. 1er (p. 2578) : se déclare favorable à l'amendement n° 1 de la commission (consécration légale de la coutume relative à la transmission des autorisations d'arrestation ou de toute mesure privative ou restrictive de liberté susceptible d'être prises à l'encontre d'un sénateur). Problème de la garde à vue.**

D

DAILLY (Étienne), sénateur (Seine-et-Marne) RDE.

Vice-président du Sénat.

Nommé membre du Conseil constitutionnel le 22 février 1995 (JO Lois et décrets du 23 février 1995).

Cessation de son mandat sénatorial le 3 mars 1995 (JO Lois et décrets du 5 mars 1995).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois.

Membre titulaire du Conseil national des assurances jusqu'au 5 avril 1995.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi étendant dans les territoires d'outre-mer certaines dispositions du code de la route et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte (12 janvier 1995).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant la loi n° 88-1028 du 9 novembre 1988 portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998 et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer (12 janvier 1995).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement (16 janvier 1995).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 139 (94-95)], modifié par l'Assemblée nationale, relatif au renforcement de la protection de l'environnement [n° 0206 (94-95)] (10 janvier 1995) - **Environnement**.

Proposition de loi constitutionnelle, tendant à combler les lacunes, à remédier aux défaillances et à prévenir les interprétations contestables de la Constitution de 1958, afin de préserver et de maintenir les institutions de la Vème République [n° 0223 (94-95)] (15 février 1995) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 19 janvier 1995) - **Constitution**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement - Deuxième lecture [n° 0139 (94-95)]** - (16 janvier 1995) - Rapporteur pour avis de la commission des lois - **Discussion générale** (p. 326, 327) : prévention des risques naturels. Expropriation pour cause d'utilité publique. Modifications apportées par l'Assemblée nationale. Amendements proposés par la commission des lois. Entretien des cours d'eau. Articles 42 ter et 42 quater - **Art. 10 (expropriation des biens exposés à certains risques naturels prévisibles)** (p. 354, 358) : expropriation pour cause d'utilité publique. Modifications apportées par l'Assemblée nationale. Ses amendements n° 95 : caractère inéluctable d'un risque ; n° 96 : suppression d'une condition supplémentaire ; n° 98 : suppression du quatrième alinéa ; adoptés ; et n° 97 :

indemnisation ; retiré au profit de l'amendement n° 118 de la commission, modifié par le sous-amendement n° 207 du Gouvernement, sur le même objet - **Art. 10 bis (réduction du droit à indemnité)** (p. 359, 361) : son amendement de suppression n° 99 ; adopté - **Art. 11 (fonds de prévention des risques naturels majeurs)** (p. 363, 365) : se déclare opposé à l'amendement n° 189 de M. Jacques Bellanger (financement des mesures de précaution par ce fonds). Ses amendements n° 100 : rétablissement de la rédaction adoptée en première lecture par le Sénat ; n° 101 : alimentation du fonds par un prélèvement ; adoptés. Son amendement n° 102 de coordination ; devenu sans objet. Sur l'amendement n° 122 de la commission (taux du prélèvement), son sous-amendement n° 103 ; adopté - **Art. 21 bis (réglementation des loisirs et sports nautiques)** (p. 373, 374) : amendement de la commission des lois. Rôle du préfet. (p. 375, 378) : sur l'amendement n° 30 de la commission (nouvelle rédaction de l'article), son sous-amendement n° 105 : réglementation et interdiction ; rejeté - **Art. 42 ter (limitation de durée des conventions de délégation de service public)** (p. 422) : adoption par l'Assemblée nationale de deux dispositions devenues les articles 42 ter et 42 quater. (p. 423, 426) : son amendement de suppression n° 106 ; devenu sans objet. Non conformité à la Constitution de l'article 42 ter. Décision n° 92-316 du Conseil constitutionnel - **Art. 42 quater (versement des droits d'entrée à la collectivité délégante)** (p. 427, 428) : observations identiques à celles formulées pour l'article 42 ter. Son amendement de suppression n° 107 ; devenu sans objet. Au nom de la commission des lois, se déclare opposé à l'amendement n° 11 du Gouvernement (application limitée à l'eau potable, l'assainissement et les déchets et droits d'entrée supprimés) - **Après l'art. 42** (p. 429, 430) : se déclare opposé à l'amendement n° 9 du Gouvernement (obligation faite aux maires de rendre public le rapport annuel sur le service public de l'eau potable).

- **Projet de loi concernant les clauses abusives, la présentation des contrats, le démarchage, les activités ambulantes, le marquage communautaire des produits et les marchés de travaux privés - Deuxième lecture [n° 0208 (94-95)]** - (17 janvier 1995) - **Art. 13 (rapport à l'assemblée générale extraordinaire)** (p. 463) : absence de lien entre l'objet de cet article et ce projet de loi. Disposition inconstitutionnelle. (p. 464) : son amendement n° 12 de suppression ; rejeté. Refonte de la loi du 24 juillet 1966 relative aux sociétés commerciales - **Art. 14 (résolutions particulières concernant certaines émissions de valeurs mobilières)** (p. 467) : cas de globalisation des autorisations d'augmenter le capital. Information des actionnaires sur les titres réservés aux salariés. Risque d'inconstitutionnalité de cet article. Son amendement n° 13 de suppression ; rejeté. (p. 468) : souhaite un débat contradictoire en commission mixte paritaire sur cet article - **Intitulé du projet de loi** (p. 470) : insertion souhaitable d'une référence à la loi sur les sociétés commerciales précitée - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 471) : se déclare opposé au vote de ce projet de loi.

- **Projet de loi étendant dans les territoires d'outre-mer certaines dispositions du code de la route et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 0215 (94-95)]** - (18 janvier 1995) - **Discussion générale** ((p. 494, 498) : article 45 de la Constitution. Position du Gouvernement sur la disposition rétablie par l'amendement présenté par la commission des lois de l'Assemblée nationale. Respect de la Constitution - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 500, 501) : procédure de la CMP.

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 0218 (94-95)]** - (19 janvier 1995) - **Discussion générale** (p. 508, 509) : expropriation pour cause d'utilité publique. Notion de vétusté des biens. Moyens de sauvegarde des populations et indemnité d'expropriation. "Article anti-spéculation" - **Explications de vote sur**

l'ensemble (p. 519, 520) : procédure des commissions mixtes paritaires. Conviction que ce texte contient des dispositions contraires à la Constitution. Votera contre ce projet de loi.

DARNICHE (Philippe), sénateur (Vendée) NI.

Elu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995) ; en démissionne, puis membre de la commission des affaires sociales (JO Lois et décrets du 22 décembre 1995).

DAUNAY (Marcel), sénateur (Ille-et-Vilaine) UC-R, puis UC.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques ; puis membre de la commission des affaires culturelles (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Secrétaire de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne jusqu'au 12 octobre 1995.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture (12 janvier 1995).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 7 (JO Débats du 10 novembre 1995) (p. 2431) - Ministère : Agriculture - *Dispositif de préretraite des agriculteurs* - Réponse le 10 novembre 1995 (p. 2431) - *Préretraite*

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture [n° 0089 (94-95)]** - (9 janvier 1995) - **Discussion générale** (p. 38, 40) : coordination des politiques agricoles et agroalimentaires. Conseil supérieur d'orientation, CSO. Charges fiscales. Installation des jeunes agriculteurs. Exercice des activités agricoles. Gestion de l'espace agricole. Retraites. Secteur viti-vinicole. Accords du GATT. Politique agricole commune, PAC.

- **Suite de la discussion** - (11 janvier 1995) - **Après l'art. 10** (p. 175) : son amendement n° 288 identique à l'amendement n° 98 de M. Philippe François (aléas climatiques, risques épisodiques et fluctuations économiques) ; retiré.

- **Suite de la discussion** - (12 janvier 1995) - **Après l'art. 17** (p. 236, 237) : son amendement, soutenu par M. Paul Caron, n° 185 : reconnaissance juridique des références de production dans le statut du fermage ; retiré.

DEBARGE (Marcel), sénateur (Seine-Saint-Denis) SOC.

Elu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076]**

Deuxième partie :

Coopération

- (29 novembre 1995) (p. 3394, 3396) : rôle de la France en Afrique. Organisation de l'aide au développement. Baisse des crédits. Organisations non gouvernementales, ONG. Collectivités territoriales. Coopération militaire. Dévaluation du franc CFA. Lutte contre le sida. Le groupe socialiste votera contre ce projet de budget.

Intégration et ville

- (8 décembre 1995) (p. 4048, 4051) : contenu du projet de budget. Revenu minimum d'insertion, RMI. Emploi. Partage du temps de travail. Exemple du Pré-Saint-Gervais. Rôle des collectivités territoriales et des élus locaux. Logement social. Problèmes liés à la décentralisation. Le groupe socialiste ne votera pas ce projet de budget.

- **Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale [n° 0122 (95-96)]** - (14 décembre 1995) - **Discussion générale** (p. 4370, 4371) : présence de membres du Gouvernement lors des débats parlementaires. Responsables syndicaux. Grève des salariés du secteur public. Nécessité d'une réforme de la sécurité sociale. Démocratie sociale. Concertation avec les partenaires sociaux. Démocratie parlementaire.

DEBAVELAERE (Désiré), sénateur (Pas-de-Calais) RPR-A.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture (12 janvier 1995).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture [n° 0089 (94-95)]** - (9 janvier 1995) - **Discussion générale** (p. 23, 25) : contraintes internationales et communautaires. Statut du fermage. Fiscalité agricole. Orientation des productions. Installation des agriculteurs. Préretraites. Critères de répartition des droits à produire. Quotas.

- **Suite de la discussion** - (12 janvier 1995) - **Après l'art. 35** (p. 284, 285) : soutient l'amendement n° 337 de M. Jacques de Menou (extension à la profession agricole des dispositions prévues en faveur des professions libérales et commerciales par la loi Madelin) - **Après l'art. 39** (p. 295, 296) : son amendement n° 326 : assouplissement des modalités de transfert des débits de boissons ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Agriculture, pêche et alimentation

- (28 novembre 1995) (p. 3321) : crédits alloués à l'animation en milieu rural.

DEBRÉ (Bernard), ministre de la coopération.

Fin de ses fonctions ministérielles (démission du Gouvernement le 11 mai 1995) (JO Lois et décrets du 12 mai 1995).

DEBRÉ (Jean-Louis), ministre de l'intérieur.

dans le Gouvernement Juppé le 18 mai 1995 (JO Lois et décrets du 19 mai 1995).

Fin de ses fonctions ministérielles (démission du Gouvernement le 7 novembre 1995) (JO Lois et décrets du 8 novembre 1995).

puis, *ministre de l'intérieur* dans le deuxième Gouvernement Juppé le 7 novembre 1995 (JO Lois et décrets du 8 novembre 1995).

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi modifiant la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de transports de fonds et relatif à l'activité des agences de recherche privées [n° 0324 (94-95)] (21 juin 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 7 juin 1995) - **Surveillance, gardiennage et transports de fonds.**

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 10 de M. Philippe François : **Crimes, délits et contraventions (Liens entre les mafias européennes)** (JO Débats du 20 octobre 1995) (p. 1981).

n° 17 de M. Alain Dufaut : **Sécurité publique (Bilan du plan Vigipirate)** (JO Débats du 22 décembre 1995) (p. 4652).

n° 18 de M. Guy Allouche : **Police (Situation dans la police)** (JO Débats du 22 décembre 1995) (p. 4653).

Questions orales sans débat :

n° 214 de M. Jean-Jacques Robert : **Sécurité publique (Violence en Essonne)** (JO Débats du 15 novembre 1995) (p. 2490).

n° 231 de M. Xavier Dugoin : **Police (Zones géographiques d'intervention de la police dans le sud du département de l'Essonne)** (JO Débats du 20 décembre 1995) (p. 4411).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours [n° 0217 (94-95)]** - (27 juin 1995) - **Discussion générale** (p. 645, 646) : sapeurs-pompiers. (p.647) : partage de la compétence de sécurité civile. Responsabilités du maire et du préfet. (p. 648) : service départemental d'incendie et de secours. Transformation en établissement public commun aux collectivités locales du département. Conseil

d'administration. Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques. Prévention. Equipements de transmission. Sapeurs-pompiers professionnels. Sapeurs-pompiers volontaires. Projet de loi relatif au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers. (p. 650) : demande l'adoption de ce projet de loi. (p. 663, 664) : communautés urbaines. Présidence du conseil d'administration du SDIS. Réflexion sur le financement de la sécurité civile. (p. 666) : nomination du directeur départemental des services d'incendie. (p. 667, 669) : communautés urbaines.

- **Suite de la discussion** - (28 juin 1995) - **Discussion générale (suite)** (p. 689) : coûts engendrés par la nouvelle organisation du service d'incendie et de secours. (p. 690) : participation aux frais des interventions se déroulant hors du champ du service public. Statut des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires ainsi que du médecin salarié de sapeurs-pompiers. Corps communaux de sapeurs-pompiers volontaires. Responsabilité pénale des élus locaux. (p. 691) : organisation du service départemental d'incendie et de secours, SDIS : communautés urbaines, présidence et composition du conseil d'administration. Effet de la loi sur les personnels. Dispositions financières - **Question préalable** (p. 694) : financement des services d'incendie et de secours. Statut des sapeurs-pompiers. Notion de service public. S'oppose à la motion n° 39 de M. Robert Pagès tendant à opposer la question préalable - **Demande de renvoi à la commission** (p. 695) : concertation et consensus. S'oppose à la motion n° 97 de M. Louis de Catuelan tendant au renvoi à la commission - **Art. 1er (composition des services d'incendie et de secours)** : s'oppose à l'amendement n° 44 de M. Maurice Lombard (prise en compte des services administratifs et techniques nécessaires au fonctionnement du corps des sapeurs-pompiers) et accepte l'amendement rédactionnel n° 1 de la commission - **Art. 2 (compétences et missions des services d'incendie et de secours)** (p. 698) : s'oppose à l'amendement n° 54 de M. Robert Pagès (travail avec des acteurs privés en cas d'accidents), ainsi qu'à l'amendement de repli n° 98 de M. Alain Vasselle. Accepte l'amendement n° 2 de la commission (participation aux secours d'urgence) et, sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 116 de M. Alain Vasselle (insertion de l'adverbe "éventuellement" après les mots "ils concourent, avec"). Accepte l'amendement n° 3 de la commission (définition des missions des services d'incendie et de secours en matière de secours d'urgence aux personnes) - **Après l'art. 2** : s'oppose à l'amendement n° 117 de M. Jacques Larché (remboursement des frais engagés par les services d'incendie et de secours dans les mêmes conditions que les frais d'intervention du SAMU) - **Art. 3 (emploi des services d'incendie et de secours)** (p. 701) : intervient sur l'amendement n° 100 de M. Alain Vasselle (suppression des mots "pour l'emploi"). S'oppose à l'amendement n° 56 de M. Robert Pagès (adjonction des missions de prévision) et accepte l'amendement rédactionnel n° 4 de la commission - **Art. 4 (règlement opérationnel)** (p. 703, 704) : accepte l'amendement n° 101 de M. Alain Vasselle (mise en oeuvre et coordination des moyens par le préfet et le maire). S'oppose à l'amendement n° 57 de M. Robert Pagès (accord du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours sur le règlement opérationnel) - **Après l'art. 4** (p. 704) : s'oppose à l'amendement n° 85 de M. André Jourdain (possibilité pour le maire de solliciter les sapeurs-pompiers résidant dans la commune pour des activités d'intérêt général ou humanitaire). Extension trop importante des missions des sapeurs-pompiers. (p. 705) : rédigera un amendement répondant au problème des corps de sapeurs-pompiers de première intervention - **Art. 5 (composition du corps départemental de sapeurs-pompiers)** (p. 708) : s'oppose à l'amendement n° 58 de M. Robert Pagès (présence de fonctionnaires publics territoriaux titulaires d'un emploi public de sapeur-pompier professionnel dans le corps départemental des sapeurs-pompiers) et accepte l'amendement n° 5 de la commission (intégration de l'ensemble des sapeurs-pompiers volontaires occupant des fonctions d'encadrement et intégration facultative à la demande du maire de la commune de l'établissement des

autres sapeurs-pompiers volontaires) - **Art. 7** (*schéma départemental d'analyse et de couverture des risques*) (p. 709) : s'oppose à l'amendement n° 103 de M. Alain Vasselle (problème de la couverture des risques au niveau de solidarité appropriée). (p. 710) : s'oppose à l'amendement n° 59 de M. Robert Pagès (élaboration du schéma départemental en concertation avec les élus locaux, les représentants des usagers, les représentants des organisations syndicales représentatives). (p. 711, 712) : s'oppose à l'amendement n° 6 de la commission (avis conforme du conseil d'administration du SDIS sur l'ensemble du schéma départemental d'analyse et de couverture des risques). Propose la publicité de l'avis du conseil d'administration - **Art. 8** (*gestion des sapeurs-pompiers professionnels*) (p. 714) : s'oppose à l'amendement n° 45 de M. Maurice Lombard (recrutement et gestion par le service départemental d'incendie et de secours du personnel administratif et technique). Accepte l'amendement n° 7 de la commission (réparation d'une omission s'agissant de la nomination de sapeur-pompier professionnel non officier en qualité de chef d'incendie et de secours). (p. 715) : s'oppose à l'amendement n° 104 de M. Alain Vasselle (nomination sur avis conforme du maire). (p. 716) : accepte l'amendement n° 8 de la commission (réparation d'une omission en prévoyant la consultation du maire préalablement à l'affectation d'un sapeur-pompier professionnel non officier en qualité de chef d'un centre relevant d'une commune) - **Art. 9** (*nomination des sapeurs-pompiers volontaires officiers ou chefs de centre dans le corps départemental*) (p. 717) : accepte les amendements de la commission n° 9 (gestion par le SDIS des sapeurs-pompiers volontaires membres du corps départemental), n° 140, de coordination, n° 10, rédactionnel, et n° 11 (application des dispositions relatives à la nomination des sapeurs-pompiers volontaires officiers et chefs de centre) - **Art. 10** (*nomination des sapeurs-pompiers volontaires officiers ou chefs de centre dans les corps communaux ou intercommunaux*) : accepte l'amendement de coordination n° 12 de la commission - **Après l'art. 10** (p. 718) : demande le retrait de l'amendement n° 105 de M. Alain Vasselle (service de santé des sapeurs-pompiers). Domaine réglementaire. Consécration par la loi de l'existence d'un service de santé et de secours médical au sein du SDIS - **Art. 11** (*gestion des biens - plan d'équipement*) (p. 718, 719) : accepte l'amendement rédactionnel n° 13 de la commission. Oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 61 de M. Robert Pagès (financement de la modernisation du matériel et de l'équipement des services d'incendie et de secours) - **Art. 12** (*transfert des sapeurs-pompiers professionnels*) (p. 720) : sur les amendements de M. Robert Pagès, oppose l'article 40 de la Constitution au n° 62 (maintien des avantages acquis localement) et s'oppose au n° 63 (convention prévoyant l'organisation des transferts de personnel). Accepte l'amendement n° 14 de la commission (allongement du délai de mise en oeuvre des transferts) - **Art. 13** (*transfert des sapeurs-pompiers volontaires*) (p. 721) : accepte les amendements de la commission n° 15, de coordination ; n° 16, rédactionnel ; et n° 17, de coordination - **Art. 14** (*rattachement au corps départemental de sapeurs-pompiers volontaires non officiers - supprimé par l'Assemblée nationale*) : accepte l'amendement de rétablissement dans une nouvelle rédaction n° 18 de la commission - **Art. 15** (*situation des personnels administratifs, techniques et spécialisés participant au fonctionnement des centres d'incendie et de secours*) (p. 722) : s'oppose à l'amendement n° 46 de M. Maurice Lombard (transfert de ces personnels au service départemental d'incendie et de secours) et à l'amendement n° 64 de M. Robert Pagès (possibilité pour ces personnels de réintégrer leur collectivité d'origine).

- Suite de la discussion - (29 juin 1995) - **Art. 41** (*frais de formation des sapeurs-pompiers volontaires*) (p. 776) : s'oppose à l'amendement de M. Alain Vasselle n° 114 (financement de la formation par le service départemental d'incendie et de secours) - **Art. 42** (*compétences reconnues aux instances paritaires*) (p. 777) : s'oppose à l'amendement de M. Robert Pagès n° 76 (modalités futures de concertation dans les services d'incendie et de secours) - **Art. 44**

(*établissement public interdépartemental*) (p. 778, 779) : accepte l'amendement de la commission n° 31 (extension des compétences de l'établissement public interdépartemental). Sur les amendements de M. Robert Pagès, oppose l'article 40 de la Constitution au n° 78 (participation de la région et de l'Etat à l'acquisition de matériel spécifique) et s'oppose au n° 79 (formation par le centre national de la fonction publique territoriale) - **Art. 45** (*centre opérationnel départemental d'incendie et de secours - centres de traitement de l'alerte*) (p. 779) : accepte l'amendement n° 32 de la commission (délai de cinq ans pour la mise en place des centres). S'oppose à l'amendement n° 115 de M. Alain Vasselle (délai de trois ans pour la mise en place des centres) - **Après l'art. 47** (p. 780) : son amendement n° 139 : disposition transitoire spécifique ; adopté - **Art. 49** (*abrogations*) : accepte l'amendement de rectification n° 34 de la commission ; adopté - **Art. 51** (*exceptions au champ d'application de la loi*) (p. 781) : accepte l'amendement n° 130 de M. Albert Pen (organisation d'un service territorial d'incendie et de secours à Saint-Pierre-et-Miquelon) - **Après l'art. 53** (p. 782) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de M. Guy Allouche n° 131 (droits des assemblées des communautés urbaines). (p. 800) : champ d'application pour les communautés urbaines - **Art. 26** (*précédemment réservé p. 739*) (*composition du conseil d'administration*) (p. 804, 805) : son amendement n° 137 : modalités d'attribution des sièges aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale ; adopté. Accepte l'amendement de la commission n° 24 (répartition entre les communes et les établissements publics de coopération intercommunale). S'oppose aux amendements de M. Robert Pagès n° 70 (représentation des communes de petite importance au conseil d'administration) et n° 71 (représentation syndicale) ainsi qu'au n° 25 de la commission (désignation du président du conseil général comme membre de droit du conseil d'administration) - **Art. 29** (*précédemment réservé p. 739*) (*élection du président et du vice-président du conseil d'administration*) (p. 805) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de la commission n° 27 (désignation du président du conseil général comme président de droit du conseil d'administration) - **Art. 31** (*précédemment réservé p. 739*) (*délibérations du conseil d'administration*) (p. 806) : s'oppose à l'amendement de M. Jean-Pierre Tizon n° 123 (majorité simple requise au sein du conseil d'administration) - **Art. 43** (*précédemment réservé p. 739*) (*participation aux frais d'intervention du service départemental d'incendie et de secours*) (p. 807, 808) : accepte l'amendement n° 30 de précision de la commission. S'oppose aux amendements de M. Robert Pagès n° 77 (mission de service public des services départementaux d'incendie et de secours) et de M. Guy Allouche n° 129 (interventions à titre gratuit sauf exceptions). Responsabilité des élus et du conseil d'administration - Sur l'ensemble (p. 811, 812) : rôle du Parlement. Instauration d'un service public d'incendie et de secours moderne.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Intérieur, réforme de l'Etat, décentralisation et citoyenneté

- (2 décembre 1995) (p. 3579, 3583) : hommage aux policiers et aux pompiers tués ou blessés pendant leur service. Forces de police mobilisées pour lutter contre le terrorisme. Mise en oeuvre de la loi d'orientation et de programmation ayant trait à la sécurité. Criminalité et délinquance. Lutte contre la drogue. Plan Vigipirate. Immigration clandestine. Coordination entre la police et la gendarmerie. Développement de la police technique et scientifique de proximité. Emplois de la police. Salaires. Besoins en équipement. Programme ACROPOL pour la coupe du monde de football de 1998. Décentralisation. Rôle du préfet. Fonctionnaires des préfectures. Modernisation de la flotte de la sécurité civile. (p. 3620) : lutte contre la drogue. Immigration clandestine. Délinquance juvénile.

Créations de postes d'agents administratifs et techniques. Programme ACROPOL, à l'occasion de la Coupe du monde de football. Prime de fidélisation. Sécurité civile. Département de l'Essonne. Moyens de fonctionnement et équipements immobiliers. Organisation territoriale des services d'incendie et de secours. Suppression de la franchise postale. Véhicules de sapeurs-pompiers. "Pacte de stabilité financière" - Examen des crédits - Etat B - Titre III (p. 3623) : demande le retrait de l'amendement n° II-70 de M. Jean-Jacques Robert (réduction des crédits de 47 500 000 francs). (p. 3624) : son amendement n° II-78 : création d'une allocation de service des commissaires ; adopté.

- **Projet de loi modifiant la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 modifiée, relatif à la commission pour la transparence financière de la vie politique [n° 0093 (95-96)]** - (21 décembre 1995) - **Discussion générale** (p. 4656, 4658) : conséquences de la réforme du système des déclarations de situation patrimoniale. Procédure confidentielle. Rôle de la commission pour la transparence financière de la vie politique. Augmentation du nombre de personnes assujetties. Augmentation du contrôle. Nécessité d'un accroissement des moyens de la commission. Renforcement des effectifs. Désignation des rapporteurs. Conditions de la mise à disposition de fonctionnaires. Exemple de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques, CCFP. Utilité de ce projet de loi. (p. 4660) : confirmation de l'impossibilité pour les fonctionnaires d'être rapporteur. Application de sanctions pénales en cas de violation de la confidentialité des informations. Avis favorable du Conseil d'Etat sur le décret d'application relatif aux déclarations de certains dirigeants.

DEJOIE (Luc), sénateur (Loire-Atlantique) RPR.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Juge suppléant de la Haute Cour de justice ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 27 octobre 1995).

Juge titulaire de la Cour de justice de la République ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 27 octobre 1995).

Membre de la Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie (19 juillet 1995).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 14 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale, modifiant la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques [n° 0060 (95-96)] (9 novembre 1995) - **Professions juridiques et judiciaires.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi modifiant la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques [n° 0014 (95-96)]** - (15 novembre 1995) - Rapporteur de la commission des lois - **Discussion générale** (p. 2561) : modification du mode d'élection du Conseil national des barreaux et représentation des différents barreaux en son sein. Répartition des compétences entre la loi et le règlement. (p. 2562) : la commission propose au

Sénat d'adopter une motion tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité pour inviter le Gouvernement à procéder par la voie réglementaire. Prorogation du régime transitoire d'exercice de la consultation juridique et de la rédaction d'actes sous seing privé. Absence de publication de l'arrêté d'équivalence. Propose au Gouvernement de publier avant le 31 décembre 1995 un arrêté visant un ensemble de professions ne posant aucune difficulté. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2564, 2565) : sa motion n° 1 tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée. Arguments en faveur du caractère réglementaire des principes présidant à l'élection du Conseil national des barreaux - **Art. 3 (consultation juridique et rédaction d'actes sous seing privé)** (p. 2570) : sécurité juridique. Accepte l'amendement de suppression n° 2 de M. Bernard Joly. (p. 2571) : demande au Gouvernement de prendre rapidement un arrêté pour les deux ou trois professions principales concernées.

Deuxième lecture [n° 0153 (95-96)] - (21 décembre 1995) - Rapporteur de la commission des lois - **Discussion générale** : son intervention présentée par M. Pierre Fauchon (p. 4662).

DELANEAU (Jean), sénateur (Indre-et-Loire) RI.

Elu vice-président du Sénat, en remplacement de M. Henri de Raincourt, démissionnaire (JO Lois et décrets du 17 novembre 1995).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques ; puis membre de la commission des affaires culturelles (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995) ; puis vice-président (JO Lois et décrets du 6 octobre 1995) jusqu'au 17 novembre 1995.

Juge titulaire de la Haute Cour de justice jusqu'au 26 octobre 1995.

Membre titulaire de la délégation parlementaire pour l'Union européenne jusqu'au 12 octobre 1995.

Membre titulaire du Conseil national de la cinématographie.

Membre titulaire du Comité de l'éthique du loto sportif.

Membre titulaire de la Commission consultative des droits de l'homme (JO Lois et décrets du 23 novembre 1995).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 0211 (94-95)]** - (17 janvier 1995) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 484, 485) : nombreuses améliorations apportées par le Sénat. Le groupe des RI votera les conclusions de la commission mixte paritaire.

- **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1993 [n° 0351 (94-95)]** - (13 juillet 1995) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1029, 1030) : dette publique. Prévisions fiscales et financières. Le groupe des RI votera ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Aménagement du territoire, équipement et transports - I - Urbanisme et services communs

- (5 décembre 1995) - **Examen des crédits - Avant la division II - Avant l'art. 61** (p. 3764) : se déclare opposé aux amendements de Mme Josette Durrieu n° II-32 (élargissement de l'assiette de la taxe pour le financement des

dépenses des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement, CAUE, aux travaux de réhabilitation) et n° 11-34 (relèvement du plafond de la taxe pour le financement des dépenses des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement, CAUE). Utilité des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement, CAUE.

DELANOË (Bertrand), sénateur (Paris) SOC.

Elu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Affaires étrangères

- (29 novembre 1995) (p. 3369, 3370) : organisation mondiale de la santé, OMS. Programme de lutte contre le sida. Rapport entre l'Europe et la Méditerranée. Création d'un espace économique euroméditerranéen. Réduction des crédits pour l'action culturelle dans les pays du Maghreb.

Défense

- (6 décembre 1995) (p. 3877, 3879) : bilan géostratégique mondial. Essais nucléaires. Attachement des socialistes à la dissuasion nucléaire. Avenir du plateau d'Albion. Développement indispensable du renseignement spatial. Consolidation de la politique européenne de défense. Participation de la France à des opérations extérieures. Plan Vigipirate. S'associe à un témoignage de solidarité exprimé à l'égard des forces armées françaises.

DELEVOYE (Jean-Paul), sénateur (Pas-de-Calais) RPR.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire de la Commission nationale consultative des gens du voyage (JO Lois et décrets du 24 novembre 1995).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, visant à adapter la loi n° 91-32 du 10 janvier 1991 relative à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme afin de préserver les recettes des clubs sportifs [n° 0097 (95-96)] (27 novembre 1995) - **Santé**.

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, visant à intégrer les frais liés à la mise à la disposition d'un local à une association, dans le cadre des réductions d'impôt ouvertes aux particuliers [n° 0098 (95-96)] (27 novembre 1995) - **Associations**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur : 1°) la proposition de loi [n° 143 (95-96)], adoptée par l'Assemblée

nationale, tendant à faciliter la transformation des districts en communautés urbaines ; 2°) la proposition de loi [n° 42 (95-96)] de M. Jean Bernadaux et plusieurs de ses collègues, tendant à faciliter la transformation des districts urbains en communautés urbaines [n° 0148 (95-96)] (20 décembre 1995) - **Communautés urbaines**.

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 240 (JO Débats du 13 décembre 1995) (p. 4286) - Ministère : Logement - *Conséquences de l'annulation de crédits PLA et PALULOS pour la région Pas-de-Calais* - Réponse le 24 janvier 1996 (p. 110) - **Logement social**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours [n° 0217 (94-95)]** - (27 juin 1995) - **Discussion générale** (p. 662, 664) : responsabilité pénale des maires. Services départementaux d'incendie et de secours, SDIS. Centres de première intervention, CPI. Services de santé et de secours médical du SDIS. Communautés urbaines. Conseil d'administration du SDIS. Sapeurs-pompiers. Participation souhaitable des compagnies d'assurance et des sociétés d'autoroutes au financement.

- **Conclusions du rapport de M. Pierre Fauchon, fait au nom de la commission des lois, sur : la proposition de loi (n° 406, 94-95) de M. Jacques Larché déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à la responsabilité pénale des élus locaux pour des faits d'imprudence ou de négligence commis dans l'exercice des fonctions ; la proposition de loi (n° 255, 94-95) de M. Claude Huriet relative à la protection pénale des exécutifs locaux à raison des actes commis dans l'exercice de leurs fonctions ; et la proposition de loi (n° 361, 94-95) de M. Hubert Haenel déposée avec plusieurs de ses collègues, visant à étendre aux districts les règles applicables à la responsabilité des syndicats de communes pour les accidents survenus aux membres de leur comité et à leur président, en complétant l'article L.164-5 du code des communes [n° 406-255-361 (94-95)]** - (26 octobre 1995) - **Discussion générale** (p. 2290, 2292) : groupe de travail issu de la commission des lois. Caractère dramatique de la mise en cause d'élus locaux sur le plan pénal. Résultats d'une enquête effectuée à ce sujet. Responsabilité personnelle des maires souvent mise en jeu. Crise de la représentation politique et mise en cause des élus. Augmentation du contentieux des collectivités locales. Information et formation des élus. Définition des pouvoirs du maire. Spécificité des élus par rapport aux fonctionnaires. Nécessité d'un jugement "in concreto". Cas des fautes involontaires commises par négligence ou imprudence. Rôle et charge des élus. Avancée proposée par l'amendement du Gouvernement. Souhait de la commission des lois d'un rapprochement entre les élus et les fonctionnaires. Soutient l'amendement du Gouvernement accepté par la commission des lois. Notion de citoyenneté et mission d'intérêt général - **Avant l'art. 1er** (p. 2318) : difficultés des élus locaux dans la gestion publique. Nécessité de voter rapidement ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Discussion générale :

- **Suite de la discussion** - (22 novembre 1995) (p. 2723, 2725) : difficulté des collectivités devant assurer certaines compétences de l'Etat sans disposer des moyens financiers adéquats. Interprétation budgétaire en partie insatisfaisante du pacte de stabilité financière entre l'Etat et les collectivités. Nécessaire prise en compte par ce pacte de l'évolution des charges locales. Définition des concours actifs et des concours passifs de l'Etat aux collectivités. Augmentation des concours de l'Etat essentiellement due à l'accroissement

des concours passifs compensant des dégrèvements fiscaux. Nécessaire rééquilibrage des différentes dotations de l'Etat aux collectivités. Réduction des capacités et des programmes d'investissement des collectivités. Utilité discutable de la prise en charge par l'Etat d'une partie des bases de la taxe professionnelle. Possibilité d'instaurer une cotisation minimale de taxe professionnelle fondée sur la valeur ajoutée de l'entreprise. Progressivité de la taxe professionnelle. Progressivité et cotisations minimales liées à la taxe d'habitation. Révision des valeurs locatives. Cotisations employeurs à la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales, CNRACL. Suppression de la franchise postale pour les communes. Montant de la dotation globale de fonctionnement. Nécessité de considérer les collectivités locales comme des agents économiques essentiels.

Discussion des articles de la première partie :

- Suite de la discussion - (24 novembre 1995) - Art. 18 (détermination de l'enveloppe des concours de l'Etat aux collectivités locales) (p. 2925, 2926) : s'oppose à l'intégration dans les concours actifs de la dotation de compensation de la taxe professionnelle. Baisse de la part de la taxe professionnelle par rapport à la valeur ajoutée dans le secteur tertiaire. Propose une cotisation minimale assise sur la valeur ajoutée pour permettre la stabilisation des relations entre l'Etat et les collectivités territoriales - Art. 11 (précédemment réservé le 23 novembre 1995 p. 2848) (cotisations minimum de taxe professionnelle) (p. 2950) : son amendement n° I-251 : taux de 0,5 % ; rejeté - Art. 18 (suite) (p. 2953) : s'abstiendra lors du vote de cet article. Problèmes de la CNRACL, de la suppression de la prise en charge des 16 % et recherche de variable d'ajustement autre que la dotation de compensation pour la taxe professionnelle.

Articles non rattachés :

- (9 décembre 1995) - Après l'art. 59 quater (p. 4175, 4176) : péréquation et répartition des richesses sur le territoire national. Se déclare favorable à l'amendement n° II-90 de M. Jacques Oudin, repris par M. Philippe Marini (exonération d'un certain nombre de taxes pour les entreprises nouvelles quelle que soit la zone dans laquelle elles s'installent sur décision des collectivités locales). Travaux de la commission mixte paritaire.

- Proposition de loi tendant à faciliter la transformation des districts urbains en communautés urbaines [n° 0143 (95-96)] - (21 décembre 1995) - Rapporteur de la commission des lois - Discussion générale (p. 4665) : évolution de l'intercommunalité. Loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire. Continuité assurée entre les deux structures de coopération. Au nom de la commission des lois, souhaite l'adoption conforme de la proposition de loi.

DELFAU (Gérard), sénateur (Hérault) SOC.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles ; puis membre de la commission des affaires économiques (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre de la Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Membre titulaire de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne (JO Lois et décrets du 13 octobre 1995).

Vice-président de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification jusqu'au 12 octobre 1995.

Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et télécommunications (JO Lois et décrets du 15 novembre 1995).

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne, sur l'action communautaire en matière postale (proposition d'acte communautaire n° E-474) [n° 0135 (95-96)] (14 décembre 1995) - Postes.

Proposition de résolution, présentée en application de l'article 73 bis du Règlement, sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant des règles communes pour le développement des services postaux communautaires et l'amélioration de la qualité de service (n° E 474) [n° 0141 (95-96)] (14 décembre 1995) - Communautés européennes.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique, modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire et abrogeant les dispositions relatives à la Communauté et les dispositions transitoires [n° 0374 (94-95)] - Suite de la discussion - (25 juillet 1995) - Art. 1er (l'extension du champ du référendum législatif) (p. 1409, 1410) :** sur l'amendement n° 6 de la commission (extension du champ du référendum et procédure parlementaire, cas de la proposition de loi), se déclare favorable au sous-amendement n° 70 de M. Michel Caldaguès (absence de vote à l'issue du débat). Nécessité d'un vote à l'issue du débat parlementaire. Crainte d'une minoration du rôle du Parlement. (p. 1414) : sur l'amendement n° 6 précité de la commission, se déclare favorable au sous-amendement n° 42 de M. Guy Allouche (restrictions apportées au champ référendaire). (p. 1419) : sur l'amendement n° 6 précité de la commission, se déclare favorable au sous-amendement n° 44 de M. Guy Allouche (contrôle de constitutionnalité du texte soumis au référendum par le Conseil constitutionnel). Extension des pouvoirs du Président de la République. (p. 1424, 1425) : sur l'amendement n° 6 précité de la commission, se déclare favorable au sous-amendement n° 43 de M. Guy Allouche (détermination des modalités d'application du présent article par une loi organique) - **Art. 2 (le passage à une session ordinaire unique de neuf mois et le régime des séances) (p. 1436) :** intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (ouverture et fermeture de la session ordinaire, fixation du nombre maximum de jours de séance à cent vingt, jours supplémentaires de séance, semaines de séance, détermination des jours et horaires par le règlement de chaque assemblée). Fixation d'un plafond pour le nombre de jours de séance et durée de la session unique - **Après l'art. 3 (p. 1443, 1444) :** intervient sur les amendements de M. Charles Lederman n° 30 (inscription dans la Constitution des commissions d'enquête et de leurs conditions de création) et de M. Guy Allouche n° 64 (constitutionnalisation des commissions d'enquête). Comparaison avec les droits de la minorité dans les conseils municipaux - **Art. 3 bis (temps consacré aux questions et à l'examen des propositions de loi) (p. 1450) :** se déclare favorable à l'amendement n° 8 de la commission (maintien du principe d'une séance par semaine réservée par priorité aux questions des parlementaires et mise en place d'une séance par mois réservée par priorité à l'ordre du jour fixé par l'assemblée) et opposé au sous-amendement n° 80 du Gouvernement le modifiant (fixation de l'ordre du jour des assemblées avec l'accord du Gouvernement). Interrogation sur l'accroissement des pouvoirs du Parlement - **Après l'art. 3 bis (p. 1458, 1459) :** se déclare opposé à l'amendement n° 9 de la commission (possibilité pour l'assemblée de se prononcer sur une motion de la commission

approuvée par la majorité des membres qui la composent, tendant à l'adoption du texte en discussion modifié par les amendements proposés ou acceptés par la commission, le rejet de la motion entraînant le passage à la discussion des articles). Atteinte au caractère démocratique du débat. Comité de spécialistes. Lutte contre l'absentéisme. Demande de scrutin public - **Après l'art. 5** (p. 1465) : se déclare favorable à l'amendement n° 54 de M. Guy Allouche (incompatibilité entre les fonctions ministérielles et un mandat local et impossibilité pour les ministres de retrouver leur siège lorsque leurs fonctions prennent fin).

- **Résolution (n°15, 95-96), adoptée par la commission des affaires économiques et du Plan, en application de l'article 73 bis, alinea 8, du règlement, sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 92/50/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés publics de services, la directive 93/36/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés publics de fournitures et la directive 93/37/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés publics de travaux, ainsi que la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 93/38/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications (n° E 404) [n° 0292 (94-95)]** - (12 octobre 1995) - **Discussion générale** (p. 1842, 1843) : négociations du GATT. Accord sur les marchés publics, AMP. Propositions de directives communautaires. Contraintes imposées aux entreprises publiques. Interdiction du dialogue technique préalable à la rédaction des spécifications. France-Télécom. Amendements du groupe socialiste excluant du champ d'application des nouvelles directives le secteur des télécommunications, de l'énergie et des transports ferroviaires interurbains, non couverts par l'AMP - **Discussion de la résolution** : son amendement n° 1 : exclusion du champ d'application des nouvelles directives du champ d'application des nouvelles directives des secteurs non couverts par l'accord sur les marchés publics, AMP : télécommunications, énergie, transports ferroviaires interurbains et services de recherche et développement ; retiré au profit de l'amendement n° 2, sur le même objet, de M. Michel Souplet - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1851) : France-Télécom. Spécificité du service public français. Vote par le groupe socialiste de la résolution de la commission des affaires économiques, modifiée par l'amendement adopté par le Sénat. Demande un scrutin public afin de souligner l'unanimité du Sénat en faveur de l'adoption de la résolution de la commission des affaires économiques, amendée en séance publique.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Articles non rattachés :

- (9 décembre 1995) - **Avant l'art. 59 nonies** (p. 4198, 4199) : défense de la coopération. Intervient sur l'amendement n° II-149 de la commission (exonération de la contribution sociale de solidarité des sociétés, CSSS, accordée aux coopératives d'approvisionnement pour la partie de leur chiffre d'affaires correspondant aux recettes reçues de leurs membres en contrepartie de l'activité d'approvisionnement). (p. 4203) : se déclare favorable aux amendements identiques n° II-133 de M. Gérard César et n° II-154 de M. Henri de Raincourt (exonération des coopératives agricoles se consacrant à la vinification de la contribution sociale de solidarité des sociétés, CSSS). Egalité de traitement pour tous les secteurs de la coopération - **Après l'art. 59 decies** (p. 4220) : se déclare favorable à l'amendement n° II-172 de M. Jean-Pierre Masseret (augmentation du prélèvement opéré sur les enjeux de la Française des jeux au bénéfice du Fonds national pour le développement du sport).

- **Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale [n° 0122 (95-96)]** - Suite de la

discussion - (15 décembre 1995) - **Explications de vote** (p. 4398, 4399) : soutien aux mouvements de grève. Atteinte aux prérogatives du Parlement remettant en cause la légitimité du Gouvernement.

DELGA (François), sénateur (Tarn) NI.

N'a pas été réélu aux élections sénatoriales du 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire du Conseil national du syndrome immunodéficitaire acquis (sida).

Membre titulaire du conseil d'administration du Centre national d'ophtalmologie des quinze-vingt.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture [n° 0089 (94-95)]** - (9 janvier 1995) - **Discussion générale** (p. 30, 31) : contraintes communautaires. Exemple du département du Tarn. Allègement des charges. Installation des jeunes agriculteurs. Fermage. Fiscalité agricole. Retraites. Secteur viti-vinicole.

DELONG (Jacques), sénateur (Haute-Marne) RPR.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire du comité de contrôle du Fonds forestier national.

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec M. Georges Berchet, tendant à répartir plus équitablement le produit de la taxe professionnelle payée localement par les centrales nucléaires productrices et génératrices de déchets à plus ou moins longue durée de radioactivité [n° 0321 (94-95)] (21 juin 1995) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 7 juin 1995) - **Impôts et taxes.**

Avis, présenté au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 197 (94-95)], adopté par l'Assemblée nationale, de programmation du "nouveau contrat pour l'école" [n° 0333 (94-95)] (28 juin 1995) - **Enseignement.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances, à la suite d'une mission de contrôle des établissements français en Polynésie française du 20 au 27 mars 1995, en application des dispositions du second alinéa de l'article 22 du Règlement du Sénat [n° 0334 (94-95)] (28 juin 1995) - **Polynésie française.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Education nationale, enseignement supérieur, recherche et insertion professionnelle - 1 - **Enseignement scolaire [n° 0077 (95-96), tome 3 annexe I6]** (21 novembre 1995) - **Lois de finances.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement - Deuxième lecture [n° 0139 (94-95)]** - (16

janvier 1995) - **Art. 7 bis (comités régionaux de l'environnement)** (p. 353, 354) : participation de la fédération des communes forestières de France, de l'association des propriétaires forestiers privés et de l'Office national des forêts aux commissions départementales ou régionales - **Art. 13 (plans de prévention des risques naturels prévisibles)** (p. 367, 368) : son amendement n° 109 : recours au code forestier pour toutes les mesures de gestion et d'exploitation forestière ; adopté après modification par les sous-amendements du Gouvernement n° 208 et n° 209.

- **Projet de loi concernant les clauses abusives, la présentation des contrats, le démarchage, les activités ambulantes, le marquage communautaire des produits et les marchés de travaux privés - Deuxième lecture** [n° 0208 (94-95)] - (17 janvier 1995) - **Après l'art. 12** (p. 461) : nécessité d'un prochain débat au Parlement sur la sécurité routière. Refus d'agir en votant dans la précipitation. (p. 462) : distinction entre les excès de vitesse sur routes ou en agglomérations.

- **Projet de loi de programmation du "nouveau contrat pour l'école"** [n° 0197 (94-95)] - (4 juillet 1995) - Rapporteur pour avis de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 848, 849) : respect des engagements pris. Effort de la collectivité en faveur de l'éducation. Problème de l'échec scolaire. Portée limitée du projet de loi. Absence de traduction financière de certaines mesures du nouveau contrat pour l'école. Manque de clarté du financement de certaines mesures. Evaluation imprécise des implications financières des mesures. Au nom de la commission des finances, demande l'adoption de l'article 1er du projet de loi et de l'annexe qui lui est rattachée.

- **Projet de loi portant amnistie** [n° 0341 (94-95)] - **Suite de la discussion** - (18 juillet 1995) - **Art. 13 (amnistie individuelle par décret du Président de la République)** (p. 1088) : se déclare opposé à l'amendement n° 56 de M. Claude Estier (personnes souffrant d'une maladie incurable).

- **Projet de loi de finances pour 1996** [n° 0076 (95-96)]

Discussion générale :

- **Suite de la discussion** - (22 novembre 1995) (p. 2720, 2722) : accroissement constant de la surface forestière en France. Variété des essences. Richesse économique génératrice d'emplois. Apport environnemental irremplaçable de la forêt. Nécessaire consolidation du fonds forestier national. Frais de garderie des forêts communales. Mission et avenir de l'office national des forêts. Nécessaire remise à l'étude de la politique forestière.

Discussion des articles de la première partie :

- **Suite de la discussion** - (25 novembre 1995) - **Après l'art. 22** (p. 3006) : son amendement, soutenu par M. Yann Gaillard, n° I-227 : allègement de la taxe perçue sur les sciages au profit du Fonds forestier national ; adopté.

Deuxième partie :

Agriculture, pêche et alimentation

- (28 novembre 1995) - **Examen des crédits - Art. 60 (bonification de la contribution des collectivités locales aux frais d'entretien des forêts)** (p. 3327) : intervient sur l'amendement n° II-21 de la commission (montant de la redevance pour frais de garderie des forêts). (p. 3328) : droits de garderie consentis par les communes forestières.

Education nationale, enseignement supérieur, recherche et insertion professionnelle - I - Enseignement scolaire

- (4 décembre 1995) - Rapporteur spécial de la commission des finances : son intervention présentée par M. Jean-Philippe Lachenaud (p. 3661, 3662). (p. 3679) : présente ses excuses pour son absence au début de la séance. Organisation et fonctionnement de ce ministère - **Examen des crédits - Etat B - Titre III** (p. 3687) : s'oppose à l'amendement n° II-68 de Mme Hélène Luc (réduction des crédits du Titre III). (p. 3688) : accepte l'amendement n° II-84 du Gouvernement (minoration des crédits du titre III de 82 millions de francs) - **Demande de réserve** (p. 3691) : demande la réserve de l'article 67 afin qu'il vienne en discussion à l'occasion de l'examen des articles non rattachés, à sa place normale dans l'ordre d'appel de ces articles - **Après l'art. 68** (p. 3691) : intervient sur l'amendement n° II-7 de la commission des affaires culturelles (information annuelle du Parlement sur les moyens consacrés aux enseignements artistiques). Duplication des normes. (p. 3692) : estime préférable un engagement solennel du ministre sur ce rapport.

Articles non rattachés :

- (9 décembre 1995) - **Art. 67 (précédemment réservé, le 4 décembre 1995, p. 3691) (détermination des sommes dues par l'Etat aux organismes de gestion des établissements d'enseignement privé sous contrat au titre du principe de parité) (précédemment réservé, le 4 décembre 1995, p. 3691)** (p. 4222) : demande du report de la discussion de cet article en qualité de rapporteur spécial des crédits consacrés à l'enseignement scolaire. A titre personnel, se déclare favorable à l'amendement n° II-151 de la commission (fixation par un décret en Conseil d'Etat de la part nécessaire pour assurer la parité et obligation pour l'Etat d'assurer l'intégralité de la charge nécessaire pour assurer la parité).

DEMERLIAT (Jean-Pierre), sénateur (Haute-Vienne) SOC.

Réélu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques ; puis membre de la commission des affaires étrangères (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 10 (JO Débats du 30 juin 1995) (p. 764) - Ministère : Agriculture - *Situation des éleveurs* - Réponse le 30 juin 1995 (p. 764) - Elevage

Questions orales sans débat :

n° 221 (JO Débats du 29 novembre 1995) (p. 3330) - Ministère : Poste - *Transfert du fichier de la Caisse nationale d'épargne de la poste d'Ile-de-France de Limoges vers Guéret (Creuse)* - Réponse le 13 décembre 1995 (p. 4256) - Poste (La)

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996** [n° 0076 (95-96)]

Deuxième partie :

Budget annexe des prestations sociales agricoles

- (28 novembre 1995) (p. 3257, 3258) : achèvement de la réforme des cotisations sociales agricoles. Absence de cohérence dans ce projet de budget. Fonds de solidarité vieillesse, FSV. Agriculteurs aux revenus modestes. Parité entre régimes sociaux. Rapport Moreau. Financement de la gestion et de l'action sanitaire et sociale des caisses de la MSA. Maintien et développement nécessaire des mécanismes de péréquation entre les différentes caisses de la MSA. Avec le groupe socialiste, votera contre ce projet de budget.

Agriculture, pêche et alimentation

- (28 novembre 1995) (p. 3320) : moyens des ADASEA. Délocalisation du Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles, CNSEA.

DEMESSINE (Michelle), sénateur (Nord) C, puis CRC.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995) ; puis secrétaire (JO Lois et décrets du 6 octobre 1995).

Membre titulaire de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne (JO Lois et décrets du 13 octobre 1995).

Membre titulaire de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques (JO Lois et décrets du 13 octobre 1995).

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Agence pour l'amélioration des conditions de travail.

Membre suppléant de la commission consultative chargée d'émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension (JO Lois et décrets du 24 novembre 1995).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant le contrat initiative-emploi (27 juillet 1995).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale (15 décembre 1995).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à la prévention de la santé et à l'amélioration des conditions de travail dans les entreprises [n° 0268 (94-95)] (12 mai 1995) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 avril 1995) - Travail.

Proposition de loi, déposé avec plusieurs de ses collègues, relative au contrôle et à l'utilisation des fonds publics pour l'emploi et à la prévention des licenciements et des difficultés des entreprises [n° 0276 (94-95)] (19 mai 1995) - Emploi.

QUESTIONS

Questions orales sans débat : n° 229 (JO Débats du 8 décembre 1995) (p. 3993) - Ministère : Travail - Fermeture de la maternité de l'hôpital

de Segré (Maine-et-Loire) - Réponse le 20 décembre 1995 (p. 4416) - Hôpitaux

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours [n° 0217 (94-95)] - Suite de la discussion - (29 juin 1995) - Art. 42 (compétences reconnues aux instances paritaires) (p. 777) :** soutient l'amendement de M. Robert Pagès n° 76 (modalités futures de concertation dans les services d'incendie et de secours) - **Art. 44 (établissement public interdépartemental) (p. 778) :** soutient les amendements de M. Robert Pagès n° 78 (participation de la région et de l'Etat à l'acquisition de matériel spécifique) et n° 79 (formation par le centre national de la fonction publique territoriale) - **Section 4 du chapitre II du titre II (précédemment réservée p. 739) (dispositions particulières aux communautés urbaines - supprimée par l'Assemblée nationale) (p. 801) :** conséquences d'une absence d'exception pour les communautés urbaines. Exemple du département du Nord - **Art. 26 (précédemment réservé p. 739) (composition du conseil d'administration) (p. 804, 805) :** soutient les amendements de M. Robert Pagès n° 70 (représentation des communes de petite importance au conseil d'administration) et n° 71 (représentation syndicale) - **Art. 43 (précédemment réservé p. 739) (participation aux frais d'intervention du service départemental d'incendie et de secours) (p. 807) :** soutient l'amendement de M. Robert Pagès n° 77 (mission de service public des services départementaux d'incendie et de secours) - **Explications de vote sur l'ensemble (p. 809) :** statut de fonctionnaires publics territoriaux des sapeurs-pompiers. Absence des organisations syndicales. Aggravation des finances des collectivités locales. Revendications insatisfaites des personnels. Les sénateurs du groupe communiste voteront contre ce projet de loi.

- **Projet de loi instituant le contrat initiative-emploi [n° 0358 (94-95)] - (19 juillet 1995) - Discussion générale - commune avec celle du projet de loi n° 368 (94-95) - (p. 1229, 1232) :** emploi. Mesures financières. Fracture sociale. Chômage de longue durée. Contrat initiative-emploi, CIE. Allègement des charges sociales. Données chiffrées. Emploi des jeunes. Apprentissage et formation en alternance. Aggravation de la précarité. Licenciements. Augmentation de la TVA. Augmentation du SMIC. PME.

- **Projet de loi relatif à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale [n° 0368 (94-95)] - (19 juillet 1995) - Discussion générale - commune avec celle du projet de loi n° 358 (94-95) - Voir intervention sous le projet de loi n° 358 (p. 1229, 1232).**

- **Projet de loi instituant le contrat initiative-emploi [n° 0358 (94-95)] - Suite de la discussion - (20 juillet 1995) - Avant l'art. 1er (p. 1255) :** son amendement n° 8 : abaissement à trente-cinq heures de la durée hebdomadaire légale du travail ; rejeté. (p. 1256) : son amendement n° 9 : fixation du SMIC à 7500 francs mensuels ; rejeté - **Art. 1er (institution du contrat initiative-emploi et suppression du contrat de retour à l'emploi) - Art. L. 322-4-2 du code du travail (publics visés et aides) (p. 1260) :** son amendement n° 41 : accès au CIE pour les femmes isolées ; devenu sans objet. (p. 1266) : son amendement n° 10 : prévision par des conventions des modalités de formation des salariés embauchés dans le cadre de CIE - tutorat ; devenu sans objet - **Art. L. 322-4-3 du code du travail (employeurs intéressés) (p. 1268) :** se déclare opposée à l'amendement n° 5 de la commission (assouplissement des dispositions de l'article précité et prise en compte d'un licenciement autre que le licenciement économique). (p. 1269) : son amendement, soutenu par Mme Hélène Luc, n° 11 : interdiction pour l'entreprise de licencier pendant les deux années suivant la conclusion d'un CIE ; rejeté - **Art. L. 322-4-4 du code du travail (régime juridique) (p. 1274) :** son amendement n° 13 : suppression de la référence au contrat à durée déterminée ; rejeté - **Art. L. 322-4-5 du code du travail**

(*atténuation des effets de seuil d'effectifs*) (p. 1278) : son amendement de suppression n° 14 ; rejeté - **Art. L. 322-4-6 du code du travail (exonération de charges sociales)** (p. 1279) : son amendement n° 15 : maintien des cotisations des employeurs en matière d'accidents du travail ; rejeté. Son amendement n° 16 : calcul de l'exonération en fonction de la taille et de l'activité de l'entreprise ; rejeté - **Art. 2 (information du comité d'entreprise ou des délégués du personnel)** (p. 1281) : son amendement n° 17 : information et consultation des instances représentatives du personnel pour la conclusion d'un CIE ; rejeté. (p. 1283) : son amendement n° 18 : information du comité départemental de la formation professionnelle et bilan chiffré adressé au comité supérieur de l'emploi ; rejeté - **Art. 6 (dispositions transitoires)** (p. 1286) : son amendement, soutenu par M. Ivan Renar, n° 19 : possibilité pour les bénéficiaires d'un CES de conclure un CIE ; devenu sans objet - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1290) : emploi. Réduction du temps de travail. Mesures du plan emploi. Avis défavorable du groupe communiste sur ce texte.

- **Projet de loi relatif à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale [n° 0368 (94-95)] - Suite de la discussion - (20 juillet 1995) - Avant l'art. 1er** (p. 1293, 1294) : son amendement n° 15 : participation des revenus financiers au financement des dépenses sociales ; rejeté - **Art. 1er (réduction de charges sociales patronales sur les bas salaires)** (p. 1295, 1296) : ses amendements, soutenus par M. Ivan Renar, n° 16 : classification des entreprises bénéficiaires par catégorie en tenant compte de leur taille et de leur activité ; et n° 17 : nécessité d'accompagner cette réduction de créations d'emplois en contrats à durée indéterminée ; rejetés - **Art. 3 (contreparties)** (p. 1304) : son amendement de suppression n° 18, soutenu par M. Ivan Renar ; rejeté.

- **Projet de loi portant adaptation de la législation française aux dispositions de la convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime et tendant à améliorer la lutte contre le trafic de stupéfiants [n° 0611 (93-94)] - (17 octobre 1995) - Discussion générale** (p. 1872) : développement de la toxicomanie. (p. 1873) : lutte contre la consommation et le trafic de drogue et développement économique, social et culturel. Augmentation de la consommation de stupéfiants en France. Facteurs du développement de la production et du trafic de stupéfiants. (p. 1874) : rôle de la France dans la lutte internationale contre le trafic de drogue. Contrôles douaniers. Situation de l'Europe de l'Est. (p. 1875) : contrôle plus strict des organismes bancaires. Bien qu'insatisfaits, les sénateurs du groupe communiste républicain et citoyen voteront ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Santé publique et services communs - Solidarité entre les générations

- (1er décembre 1995) (p. 3555, 3556) : risque de remise en cause de la politique familiale. Avenir de l'allocation pour le jeune enfant. Imposition des allocations familiales. Défense de la protection sociale. Budget "droit des femmes". Conférence de Pékin. Au nom du groupe communiste républicain et citoyen, votera contre le projet de budget de la solidarité entre les générations. Retrait du plan Juppé - **Examen des crédits de la solidarité entre les générations - Etat B - Titre IV Allocation aux adultes handicapés. Désengagement de l'Etat. Emploi des travailleurs handicapés. Prestation d'autonomie.** Le groupe communiste républicain et citoyen ne votera pas ces crédits.

- **Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale [n° 0122 (95-96)] - Suite de la discussion - (15 décembre 1995) - Rappel au règlement**

(p. 4377) : proteste contre le dépôt d'une motion tendant à opposer la question préalable. Demande une suspension de séance permettant la réunion des groupes et une réunion de la conférence des présidents.

- **Projet de loi relatif aux transports - Deuxième lecture [n° 0106 (95-96)] - (19 décembre 1995) - Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4443) : droit de grève. Service public minimum. Le groupe communiste républicain et citoyen votera contre ce projet de loi.

DEMILLY (Fernand), sénateur (Somme) RDSE.

Elu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

DEMUYNCK (Christian), sénateur (Seine-Saint-Denis) RPR-R.

Elu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les comptes et les conditions de fonctionnement de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie [n° 0146 (95-96)] (19 décembre 1995) - **Protection sociale.**

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 3 (JO Débats du 8 décembre 1995) (p. 3932) - Ministère : **Emploi - Réforme de la sécurité sociale - Réponse le 8 décembre 1995 (p. 3932) - Sécurité sociale**

Questions orales sans débat :

n° 201 (JO Débats du 12 octobre 1995) (p. 1834) - Ministère : **Justice - Délinquance des mineurs de moins de seize ans - Réponse le 25 octobre 1995 (p. 1993) - Délinquance**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Justice

- (27 novembre 1995) (p. 3188, 3189) : créations d'emplois dans les services judiciaires. Flagrant délit ; demande l'extension du champ d'application des perquisitions. Impunité fréquente des mineurs délinquants. Récidivistes. Sanctions et réinsertion. Responsabilisation des parents. Vote de ce projet de budget par le groupe du RPR.

Intérieur, réforme de l'Etat, décentralisation et citoyenneté

- (2 décembre 1995) (p. 3614, 3616) : police. Effectifs. Moyens. Délinquance. Délinquance juvénile. Prévention. Versement d'indemnités de fidélisation aux fonctionnaires. Suppression des vacances funéraires. Lutte contre l'immigration clandestine. Demandeurs d'asile. Le groupe du RPR votera ce projet de budget.

Intégration et ville

- (8 décembre 1995) (p. 4045, 4047) : crédits de l'intégration. Département de la Seine-Saint-Denis. Conditions d'octroi des aides. Réinsertion des personnes sans emploi. Violence dans les villes. Action en faveur des enfants. Initiatives locales. Lutte contre la toxicomanie. Aide aux jeunes qui s'installent à l'étranger. Rôle des élus locaux. Fonctionnement des Agences nationales pour l'emploi, ANPE. Se déclare favorable à ce projet de budget.

Commerce et artisanat

- (8 décembre 1995) (p. 4080, 4082) : secteur de l'artisanat. Données chiffrées. Fonds d'intervention pour la sauvegarde, la transmission et la restructuration des activités commerciales et artisanales, FISAC. Instauration d'un service minimum pour les entreprises publiques en cas de grève. Réforme de la taxe professionnelle. "Chèques-emploi premier salarié". Entreprises en difficulté. Votera ce projet de budget.

DENEUX (Marcel), sénateur (Somme) UC.

Elu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (JO Lois et décrets du 13 octobre 1995).

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]

Deuxième partie :

Agriculture, pêche et alimentation

- (28 novembre 1995) (p. 3299 à 3301) : mesures structurelles accompagnant le budget. Installation des jeunes agriculteurs. Enseignement agricole. Dispositions environnementales. Industrie agroalimentaire. Biocarburants. Transmission des exploitations. Résultats de l'exploitation. Fiscalité. (p. 3319) : problèmes d'emplois de l'Institut national des appellations d'origine, INAO - Examen des crédits - Etat B - Titre III (p. 3325) : méthode de travail utilisée.

Aménagement du territoire, équipement et transports - III - Aménagement du territoire

- (5 décembre 1995) (p. 3828, 3829) : appréciation globale du budget. Rigueur budgétaire. Fonds national de développement des entreprises. Fiscalité dérogatoire. Développement rural. Exemple de la Picardie. Mise en oeuvre de la loi d'orientation pour l'aménagement du territoire. Le groupe de l'Union centriste votera ce projet de budget.

DESCOURS (Charles), sénateur (Isère) RPR.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995) ; puis secrétaire (JO Lois et décrets du 6 octobre 1995).

Membre titulaire de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 13 octobre 1995).

Membre suppléant de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques ; puis membre titulaire (JO Lois et décrets du 13 octobre 1995).

Membre titulaire de la Commission des comptes de la sécurité sociale.

Membre titulaire du Comité de surveillance du Fonds de solidarité vieillesse.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale (15 décembre 1995).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Protection sociale (problèmes généraux et équilibres financiers) [n° 0081 (95-96), tome 1] (21 novembre 1995) - Lois de finances.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [(n°122 (95-96)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale [n° 0128 (95-96)] (14 décembre 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 décembre 1995) - Protection sociale.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale [n° 0145 (95-96)] (19 décembre 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 15 décembre 1995) - Protection sociale.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi étendant dans les territoires d'outre-mer certaines dispositions du code de la route et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte [n° 0170 (94-95)] - (11 janvier 1995) - Après l'art. 10 (p. 162) : se déclare opposé à l'amendement n° 1 de M. René-Georges Laurin (modification de la rédaction dans un sens plus large).**

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement sur la réforme de la protection sociale, suivie d'un débat et d'un vote - (16 novembre 1995) (p. 2618, 2621) : assurance maladie universelle. Rationalisation du système de santé. Collectivités territoriales. Renforcement du rôle du Parlement. Remboursement de la dette sociale. Poids des prélèvements sociaux. Fonds de solidarité vieillesse. Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales,**

CNRACL. Prestation d'autonomie pour les personnes âgées. Branche famille. CSG. Fiscalisation des allocations familiales. Cotisations des retraités. Régionalisation des caisses de la sécurité sociale. Réforme hospitalière. Rémunérations des médecins de ville. Généralisation du carnet de santé. Délivrance de médicaments. Le groupe du RPR soutiendra le projet du Gouvernement.

- Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]

Discussion des articles de la première partie :

- **Suite de la discussion** - (23 novembre 1995) - **Art. 9** (*institution d'une contribution sur les logements sociaux occupés par des locataires dépassant les plafonds de ressources et d'une contribution sur les produits financiers des organismes d'HLM*) (p. 2839) : intervient sur les amendements identiques n° I-88 de M. Serge Franchis et n° I-194 de M. Alain Vasselle (harmonisation entre la date d'application de la loi et les conditions de reversement à l'Etat des sommes collectées) - **Après l'art. 9** (p. 2842) : son amendement n° I-191 : reconduction pour une année supplémentaire de l'aide fiscale mise en place en faveur des acquisitions de logements neufs; retiré.

- **Suite de la discussion** - (24 novembre 1995) - **Art. 14** (*modification des tarifs des taxes intérieures de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel, TIPP et TICGN, et aménagement de la redevance perçue au profit du fonds de soutien aux hydrocarbures*) (p. 2907) : se déclare favorable à l'amendement n° I-31 de la commission (augmentation de deux centimes du tarif de la TIPP applicable au gazole et diminution en conséquence des tarifs applicables aux autres carburants routiers). Pollution de l'air et augmentation des pathologies. Caractère particulièrement polluant du gazole. (p. 2909) : invite le Sénat à voter l'amendement précité n° I-31 de la commission.

Deuxième partie :

Santé publique et services communs - Solidarité entre les générations

- (1er décembre 1995) - Rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales, pour la protection sociale (p. 3544, 3546) : augmentation de la subvention de l'Etat à la Caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines. Fonds de solidarité vieillesse, FSV. Budget annexe des prestations sociales agricoles, BAPSA. Régime de la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales. Commission Le Vert sur la réforme des régimes spéciaux. Renforcement du rôle du Parlement dans l'examen du budget social. Remboursement de la dette sociale, RDS. Question du plafonnement de l'allocation pour le jeune enfant, APJE. Avis favorable sur les crédits relevant de la protection sociale. (p. 3558, 3560) : s'exprime à titre personnel. Insuffisance des dotations des administrations sanitaires et sociales. Faiblesse des crédits destinés à la lutte contre le tabagisme. Poursuite de la hausse des prix du tabac. Loi Evin. Réforme de la sécurité sociale. Question de la sous-médicalisation des hôpitaux. Pratique hospitalière à temps partiel. Organisation régionale des administrations sanitaires de l'Etat et de l'assurance maladie. Généralisation du carnet et du dossier médical. Le groupe du RPR votera ce projet de budget.

- **Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale [n° 0122 (95-96)]** - (14 décembre 1995) - Rapporteur de la commission des affaires sociales - **Rappel au règlement de M. Charles Metzinger** (p. 4322, 4323) : travaux de la commission - **Discussion générale** (p. 4328, 4330) : crise du système de protection sociale sur les plans financier et structurel. Délais de promulgation et de ratification des ordonnances. Recours aux ordonnances sous la Vème République. Rôle du Parlement. (p. 4331, 4335) :

assurance-vieillesse. Prestations familiales. Médecine de ville. Prélèvements. Médecine hospitalière. Organisation et fonctionnement des caisses. Traitement de la dette sociale accumulée. Missions du Fonds de solidarité vieillesse, FSV. La commission des affaires sociales a approuvé à l'unanimité des présents ce plan de réforme de la sécurité sociale et en propose l'adoption sans modification. (p. 4338) : lit un extrait d'un rapport de M. Jean-Michel Belorgey de 1982 portant sur le principe du recours aux ordonnances. (p. 4368, 4369) : dette. Réforme hospitalière.

- **Suite de la discussion** - (15 décembre 1995) - Rapporteur de la commission des affaires sociales - **Exception d'irrecevabilité** (p. 4395) : s'oppose à la motion n° 1 de Mme Hélène Luc tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 0145 (95-96)] - (20 décembre 1995) - Rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 4590, 4592) : détournement du droit d'amendement à des fins d'obstruction. Recours à la procédure de question préalable. Nombre d'amendements présentés en commission mixte paritaire. Au nom de la commission des affaires sociales, demande au Sénat de voter le texte proposé par la commission mixte paritaire.

DÉSIRÉ (Rodolphe), sénateur (Martinique) SOC-A.

Réélu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire du Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (FIDOM) (JO Lois et décrets du 26 novembre 1995).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Outre-mer [n° 0079 (95-96), tome 22] (21 novembre 1995) - **Lois de finances.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale [n° 0368 (94-95)]** - **Suite de la discussion** - (20 juillet 1995) - **Après l'art. 3** (p. 1310) : son amendement, soutenu par Mme Marie-Madeleine Dieulangard, n° 12 : cadre juridique du protocole signé en janvier 1995 entre les médecins du secteur géographique Antilles-Guyane et la caisse de retraite ; retiré.

- Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]

Deuxième partie :

Outre-mer

- (30 novembre 1995) - Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (p. 3421) : doublement apparent des crédits mais faible progression en réalité. Réductions votées par l'Assemblée nationale. Situation financière préoccupante des départements et des territoires d'outre-mer. (p. 3422) : caractère ultrapériphérique des DOM-TOM. Productions agricoles. Dispositions fiscales. Octroi de mer. Loi Pons. (p. 3423) : "sursalaires" de la fonction publique. "Productivité" des services de l'Etat. Défense de l'environnement. Développement et reconversion économiques. Crédits du Fonds d'investissement pour le

développement économique et social, FIDES. Aides communautaires. Organisation institutionnelle adaptée. La commission des affaires économiques émet un avis favorable à l'adoption des crédits consacrés à l'outre-mer - **Question budgétaire** (p. 3457, 3458) : mise en oeuvre des plans de prévention des risques naturels pour les départements d'outre-mer.

Articles non rattachés :

- (9 décembre 1995) - **Art. 55** (*imputation sur le revenu global des déficits relevant des BIC*) (p. 4154, 4155) : dynamique provoquée par la loi Pons. Son amendement n° II-184 : assouplissement de la procédure d'agrément des investissements défiscalisables dans le cadre de la loi Pons en fonction du secteur d'activité et du montant de l'investissement ; retiré. (p. 4156) : son amendement n° II-185 : agrément tacite à l'expiration d'un délai de deux mois dans le cas d'un investissement n'excédant pas trois millions de francs ; adopté.

- **Projet de loi relatif à l'aménagement, la protection et la mise en valeur de la zone dite des cinquante pas géométriques dans les départements d'outre-mer** [n° 0394 (94-95)] - (13 décembre 1995) - **Discussion générale** (p. 4298, 4299) : historique du problème posé par la zone dite des cinquante pas géométriques. Application du principe d'inaliénabilité de cette zone. Caractère ancien de cette occupation sans titre. Protection de l'environnement. Risque de centralisation administrative. Ses amendements déposés dans un souci de transparence. Droit de propriété. Consultation des municipalités. Agence pour la mise en valeur des espaces urbains. Coût des opérations de cessions. Renforcement des moyens de contrôle de l'Etat. Office national des forêts. Renforcement des moyens de police. Avenir de la Martinique et de la Guadeloupe. Apportera son soutien à ce projet de loi si ses amendements sont pris en considération - **Art. 1er** (*dispositions spéciales aux départements de la Guadeloupe et de la Martinique dans le code du domaine de l'Etat*) - **Art. L. 89-1 du code du domaine de l'Etat** (*délimitation de l'étendue des espaces urbains et des secteurs occupés par une urbanisation diffuse*) (p. 4300, 4301) : ses amendements n° 12 : consultation des communes préalable à la délimitation des espaces urbains et naturels ; et n° 13 : consultation des communes dans les secteurs urbains ; rejetés - **Art. L. 89-2 du code précité** (*cession de terrains à titre gratuit*) (p. 4302) : son amendement n° 14 : responsabilité des communes dans la réalisation de logements sociaux de la zone ; adopté - **Art. L. 89-3 du code précité** (*cession à titre onéreux de terrains affectés à un usage professionnel*) (p. 4303) : son amendement n° 15 : modalités d'évaluation du prix de cession ; rejeté - **Art. L. 89-4 du code précité** (*cession à titre onéreux de terrains affectés à un usage d'habitation*) (p. 4305) : ses amendements n° 16 : réserve des droits des tiers pour les actes antérieurs au 30 juin 1955 ; n° 17 : aménagement de la cession des parcelles ; et n° 30 : estimation du prix de cession ; rejetés - **Art. L. 89-5 du code précité** (*gestion des espaces naturels*) (p. 4305, 4306) : son amendement n° 18 : création de délégations du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres dans les départements de la Guadeloupe et de la Martinique ; retiré - **Art. 3** (*création des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques*) (p. 4309) : son amendement n° 19 : accord des communes sur les interventions des agences ; rejeté - **Art. 4** (*mission des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques*) (p. 4310, 4311) : ses amendements n° 20 de précision, n° 21 : compétence du conseil municipal sur le programme d'équipement des terrains ; et n° 22 : rôle des agences départementales d'aménagement foncier et urbain dans les départements de la Martinique et de la Guadeloupe ; rejetés - **Art. 6** (*détermination des ressources des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques*) : son amendement n° 23 : octroi

de subventions en provenance de l'Union européenne ; adopté - **Art. 7** (*Art. 1609 C du code général des impôts - création d'une taxe spéciale d'équipement perçue au profit de l'agence pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques de la Guadeloupe*) (p. 4312) : son amendement n° 24 : avis du conseil général et du conseil régional sur le montant de la taxe spéciale d'équipement ; rejeté - **Art. 8** (*Art. 1609 D du code général des impôts - création d'une taxe spéciale d'équipement perçue au profit de l'agence pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques de la Martinique*) (p. 4313) : son amendement n° 25 : avis du conseil général et du conseil régional sur le montant de la taxe spéciale d'équipement ; rejeté - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4314) : examen décevant de ce projet de loi. Expression d'une défiance à l'égard des collectivités territoriales d'outre-mer. Conséquences pour l'ordre public de l'application de ce texte dans les départements d'outre-mer. Nécessité d'obtenir l'accord des populations locales par l'association des collectivités territoriales.

DESSAIGNE (Georges), Sénateur (Mayenne) (UC).

Remplace le 19 juin 1995, en qualité de sénateur, M. Jean Arthuis nommé ministre (JO Lois et décrets du 20 juin 1995).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles (JO Lois et décrets du 28 juin 1995) ; puis membre de la commission des affaires sociales (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

DIEULANGARD (Marie-Madeleine), sénateur (Loire-Atlantique) SOC.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995) ; puis secrétaire (JO Lois et décrets du 6 octobre 1995).

Membre titulaire de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 13 octobre 1995).

Membre suppléant de l'Etablissement public d'hospitalisation à Fresnes.

Membre suppléant du Comité national des retraités et personnes âgées (JO Lois et décrets du 6 avril 1995).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant le contrat initiative-emploi (27 juillet 1995).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale (15 décembre 1995).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant amnistie** [n° 0341 (94-95)] - **Suite de la discussion** - (18 juillet 1995) - **Art. 26** (*infractions exclues de l'amnistie*) (p. 1117) : égalité entre hommes et femmes. Commandos anti-IVG. (p. 1145) : se déclare opposée à l'amendement n° 17 de M. Christian Bonnet (manifestations pacifiques contre l'interruption volontaire de grossesse).

- **Projet de loi instituant le contrat initiative-emploi [n° 0358 (94-95)]** - (19 juillet 1995) - **Discussion générale - commune avec celle du projet de loi n° 368 (94-95)** - (p. 1232, 1234) : fracture sociale. Lutte contre le chômage. Augmentation du SMIC. CSG. TVA. Entreprises. Contrat initiative-emploi, CIE. Coût du travail. Bénéficiaires du CIE. Contrats de qualification.

- **Projet de loi relatif à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale [n° 0368 (94-95)]** - (19 juillet 1995) - **Discussion générale - commune avec celle du projet de loi n° 358 (94-95)** - Voir intervention sous le projet de loi n° 358 (p. 1232, 1234).

- **Projet de loi instituant le contrat initiative-emploi [n° 0358 (94-95)] - Suite de la discussion** - (20 juillet 1995)
 - **Avant l'art. 1er** (p. 1255) : son amendement n° 20 : abaissement à trente-cinq heures de la durée hebdomadaire légale du travail - proposition d'un processus transitoire qui fixe la durée légale à trente-sept heures au 1er janvier 1996 ; rejeté - **Art. 1er (institution du contrat initiative-emploi et suppression du contrat de retour à l'emploi)** - **Art. L. 322-4-2 du code du travail (publics visés et aides)** (p. 1262) : son amendement n° 21 : intégration des femmes isolées parmi les bénéficiaires possibles du CIE ; devenu sans objet. (p. 1264) : ses amendements n° 23 : suppression de la prime de deux mille francs accordée pour chaque CIE ; rejeté ; et n° 24 : suppression des quatrième et cinquième alinéas du texte présenté par l'article 1er pour l'article L. 322-4-2 du code du travail - suppression de la prime à l'embauche de deux mille francs ; devenu sans objet. (p. 1265) : son amendement n° 25 : prévision d'une formation liée à l'activité de l'entreprise - tutorat ; devenu sans objet - **Art. L. 322-4-3 du code du travail (employeurs intéressés)** (p. 1267) : son amendement n° 26 : licenciement sans cause réelle ni sérieuse précédant le CIE - fin d'un contrat à durée déterminée ; devenu sans objet. (p. 1268) : se déclare opposée à l'amendement n° 5 de la commission (assouplissement des dispositions de l'article précité et prise en compte d'un licenciement autre que le licenciement économique) - **Art. L. 322-4-4 du code du travail (régime juridique)** (p. 1274) : son amendement, soutenu par Mme Monique ben Guiga, n° 27 : suppression de la référence au contrat à durée déterminée ; rejeté. (p. 1277) : ses amendements n° 28 : communication des contrats aux organisations syndicales représentatives ; et n° 29 : garantie supplémentaire accordée aux salariés embauchés sous CIE ; rejetés - **Art. L. 322-4-5 du code du travail (atténuation des effets de seuil d'effectifs)** (p. 1278) : son amendement, soutenu par Mme Monique ben Guiga, n° 30 : nouvelle rédaction qui prévoit que les mêmes dispositions légales et conventionnelles et usages applicables aux salariés sous contrat à durée indéterminée s'appliquent également aux salariés sous CIE ; rejeté - **Art. L. 322-4-6 du code du travail (exonération de charges sociales)** (p. 1279) : son amendement, soutenu par Mme Monique ben Guiga, n° 31 : maintien des cotisations des employeurs en matière d'accidents du travail ; rejeté. Son amendement, soutenu par Mme Monique ben Guiga, n° 32 : différenciation entre les exonérations accordées suivant la gravité de la situation du demandeur d'emploi ; rejeté - **Art. 2 (information du comité d'entreprise ou des délégués du personnel)** (p. 1281) : ses amendements, soutenus par Mme Monique ben Guiga, n° 33 rédactionnel, et n° 34 : représentation du personnel et signature d'une convention dès le départ du processus ; rejetés. (p. 1282) : son amendement n° 35 : information des représentants du personnel sur les créations nettes d'emplois ; adopté - **Art. 6 (dispositions transitoires)** (p. 1286) : son amendement de coordination n° 36 ; rejeté - **Après l'art. 6** (p. 1288) : son amendement, soutenu par Mme Monique ben Guiga, n° 38 : possibilité pour les syndicats de contrôler les licenciements pour motif économique ; rejeté - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1290, 1291) : chômeurs de longue durée. Utilisation des fonds publics. Avis défavorable du groupe socialiste sur ce texte.

- **Projet de loi relatif à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale [n° 0368 (94-95)]** - Suite de

la discussion - (20 juillet 1995) - **Art. 1er (réduction de charges sociales patronales sur les bas salaires)** (p. 1295) : son amendement n° 10 : suppression des réductions des cotisations à la charge de l'employeur au titre des accidents du travail et des maladies professionnelles ; rejeté - **Art. 3 (contreparties)** (p. 1304) : son amendement de suppression n° 11, soutenu par Mme Monique ben Guiga ; rejeté - **Après l'art. 3** (p. 1310) : soutient l'amendement n° 12 de M. Rodolphe Désiré (cadre juridique du protocole signé en janvier 1995 entre les médecins du secteur géographique Antilles-Guyane et la caisse de retraite).

- **Rappel au règlement** - (9 novembre 1995) s'élève contre l'attitude du Gouvernement à l'égard du Parlement (p. 2435).

- **Projet de loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes [n° 0002 (95-96)]** - (9 novembre 1995) - **Discussion générale** (p. 2464, 2466) : conséquences de la progression de l'espérance de vie. Financement du dispositif. Précipitation du Gouvernement. Expérimentation menée dans douze départements. Risques d'inégalité générés par le dispositif. Evolution de la cellule familiale. Charges pour les collectivités territoriales.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Aménagement du territoire, équipement et transports - IV - Mer

- (30 novembre 1995) (p. 3495) : grand ministère de la mer. Politique attentiste. Filière portuaire. Notion "d'interportuarité". Nantes et Saint-Nazaire. (p. 3496) : schéma directeur des infrastructures de transport. Activité portuaire : créations d'emplois et de richesse. Ports autonomes. Flotte de commerce. Compagnie générale maritime, CGM. (p. 3497) : société nouvelle d'armement transmanche, SNAT. Société nationale de sauvetage en mer. Budget semblable à celui de 1995. Le groupe socialiste votera contre ce projet de budget.

Industrie (et commerce extérieur)

- (7 décembre 1995) (p. 3962, 3964) : rôle de l'Etat dans le développement industriel et l'économie nationale. Construction navale. Privatisations. Notion française du service public. Le groupe socialiste ne votera pas ce projet de budget - **Examen des crédits - Etat C - Titre VI** (p. 3969) : son amendement n° II-102 : rétablissement des crédits initialement prévus en faveur de la construction navale et supprimés par l'Assemblée nationale ; rejeté.

- **Rappel au règlement** - (8 décembre 1995) (p. 3998) : regrette que le ministre du travail n'ait pas été auditionné par la commission des affaires sociales sur les crédits consacrés au travail. Dialogue avec les organisations syndicales.

Travail, dialogue social et participation

- (8 décembre 1995) (p. 4011, 4013) : chômage. Création d'emplois. Contrat initiative-emploi, CIE. Emplois de proximité. Réduction du temps de travail. Missions locales. Contrat emploi-solidarité, CES. Chèque-service. Budget de l'aide aux chômeurs créateurs et repreneurs d'entreprises, ACCRE. Fonds destinés à l'Equipe de préparation et de suite du reclassement, EPSR. Agence nationale pour la formation professionnelle des adultes, AFPA. Le groupe socialiste ne votera pas ce projet de budget - **Examen des crédits - Etat B - Titre IV** (p. 4023) : son amendement n° II-156 : rétablissement de 57 801 000 francs de crédits ; rejeté.

- **Projet de loi en faveur du développement des emplois de services aux particuliers [n° 0087 (95-96)]** - (20 décembre

1995) - **Discussion générale** (p. 4610) : lutte contre le chômage. Intérêt d'une réflexion sur les emplois de services par les organisations syndicales et patronales. (p. 4611) : besoins d'aide et de services des petits enfants et des personnes âgées. Dispositif du chèque emploi-service. Lutte contre le travail au noir. Rédaction d'un contrat de travail lorsque l'emploi concerné excède une durée de huit heures par semaine. Ouverture aux entreprises des services aux personnes. Instauration d'une obligation légale de financement de la formation professionnelle à la charge des employeurs occupant un ou plusieurs employés de maison. (p. 4612) : possibilité pour les comités d'entreprises et, à défaut, pour les entreprises de verser une aide à leurs salariés pour financer un emploi familial. Précarisation de l'emploi. Relance de la consommation par une augmentation des salaires. Le groupe socialiste ne votera pas ce projet de loi - **Art. 1er** (*institution d'un agrément pour les entreprises se consacrant exclusivement aux services aux personnes*) (p. 4619) : se déclare favorable à l'amendement de suppression n° 10 de M. Guy Fischer - **Art. 2** (*codification de la législation concernant le chèque-service et l'aide versée par les comités d'entreprises*) (p. 4620) : son amendement n° 9 : suppression du système de bonification du chèque service instauré au bénéfice des salariés ; rejeté. Versement par l'employeur aux salariés de sommes exonérées de charges sociales. (p. 4621) : conséquences sur le financement de la sécurité sociale et le budget de l'Etat. Conséquences pour l'employé de maison. (p. 4623) : bonification non soumise aux charges sociales - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4627) : précarisation de l'emploi. Obligation d'établir un contrat de travail. Allègement de charges préjudiciable sur le plan économique. Le groupe socialiste votera contre ce projet de loi.

DILIGENT (André), sénateur (Nord) UC.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales ; puis membre de la commission des affaires culturelles (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Juge titulaire de la Haute Cour de justice ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 27 octobre 1995).

Juge titulaire de la Cour de justice de la République jusqu'au 26 octobre 1995.

Membre titulaire du conseil d'administration de France 3 (JO Lois et décrets du 25 octobre 1995).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours [n° 0217 (94-95)]** - Suite de la discussion - (29 juin 1995) - **Section 4 du chapitre II du titre II (précédemment réservée p. 739)** (*dispositions particulières aux communautés urbaines - supprimée par l'Assemblée nationale*) (p. 800) : se déclare favorable aux amendements identiques de rétablissement de M. Alfred Foy n° 92 et de M. Pierre Mauroy n° 125 - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 811) : au nom du groupe de l'Union centriste, remerciements aux rapporteurs et au ministre. Valorisation de la fonction du Parlement. Clarification de ce projet de loi par la navette.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 [n° 0379 (94-95)]** - Suite de la discussion - (27 juillet 1995) - **Art. 24 (modifications apportées au régime de l'aide aux chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprise)** (p. 1673) : sur l'amendement de la commission n° 21 (maintien du bénéfice de l'aide aux chômeurs, créateurs ou repreneurs d'entreprise, ACCRE, aux chômeurs indemnisés sans condition de durée), son sous-amendement n° 120 : réduction de la durée

minimale du chômage nécessaire pour avoir droit à l'aide de l'Etat ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Intérieur, réforme de l'Etat, décentralisation et citoyeneté

- (2 décembre 1995) (p. 3612, 3613) : contingents d'aide sociale. Calcul de la dotation globale de fonctionnement, DGF. Logements sociaux. Octroi des subventions aux collectivités territoriales. Dotation de solidarité urbaine, DSU.

Technologies de l'information et Poste

- (7 décembre 1995) (p. 3986, 3988) : réseau Internet. Apparition de nouveaux problèmes de droit et d'éthique. Libéralisation du secteur européen des télécommunications à compter du 1er janvier 1998. Vote de ce budget par le groupe de l'Union centriste.

Intégration et ville

- (8 décembre 1995) (p. 4047, 4048) : fonctionnement des Agences nationales pour l'emploi, ANPE. Aide aux jeunes qui s'installent à l'étranger. Immigration. Action en faveur des jeunes. Politique de la ville. Le groupe de l'Union centriste votera ce projet de budget.

DOMINATI (Jacques), sénateur (Paris) RI.

Elu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

DOUBLET (Michel), sénateur (Charente-Maritime) RPR.

Elu secrétaire du Sénat (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information supplémentaire, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur les enjeux et les risques des investissements étrangers en Chine, à la suite d'une mission d'information effectuée dans ce pays [n° 0238 (94-95)] (23 mars 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 19 janvier 1995) - Chine.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture [n° 0089 (94-95)]** - (9 janvier 1995) - **Discussion générale** (p. 44, 45) : politique agricole commune, PAC. Protection sociale. Exemple du département de la Charente-maritime. Installation des jeunes agriculteurs. Calamités agricoles. Stockage des récoltes.

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement - Deuxième lecture [n° 0139 (94-95)]** - (16 janvier 1995) - **Art. 36 quater** (*protection des espèces et habitats naturels*) (p. 399) : son amendement n° 108 : établissements zoologiques et sauvegarde des espèces protégées ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Agriculture, pêche et alimentation

- (28 novembre 1995) - En remplacement de M. Josselin de Rohan, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (pêche) (p. 3277, 3278) : importance des restructurations entreprises. Nécessaire renforcement de la compétitivité de la pêche française. Mesures prises sur le plan communautaire et aides d'urgence. Rapport d'audit des armements à la pêche artisanale : nouveau plan pour la pêche. Mesures en faveur des armements en difficulté. Progression des moyens de paiement. Loi d'orientation pour la pêche annoncée en 1996. Avis favorable de la commission des affaires économiques pour l'adoption du budget de la pêche pour 1996. (p. 3296 à 3298) : traduction budgétaire des mesures annoncées. Installation des jeunes agriculteurs. Enseignement agricole. Manque de personnels enseignants. Industries agroalimentaires. Secteur des fruits et légumes. Nouvelle politique agricole commune. Négociations internationales. Votera les crédits de l'agriculture.

DOUSTE-BLAZY (Philippe), *ministre délégué à la santé, porte-parole du Gouvernement.*

Fin de ses fonctions ministérielles (démission du Gouvernement le 11 mai 1995) (JO Lois et décrets du 12 mai 1995).

puis, *ministre de la culture* dans le Gouvernement Juppé le 18 mai 1995 (JO Lois et décrets du 19 mai 1995).

Fin de ses fonctions ministérielles (démission du Gouvernement le 7 novembre 1995) (JO Lois et décrets du 8 novembre 1995).

puis, *ministre de la culture* dans le deuxième Gouvernement Juppé le 7 novembre 1995 (JO Lois et décrets du 8 novembre 1995).

En qualité de ministre de la culture

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 6 de M. Pierre Vallon : **Musique** (*Conflit entre les producteurs et les artistes interprètes de la musique*) (JO Débats du 30 juin 1995) (p. 761).

Questions orales sans débat :

n° 219 de Mme Nicole Borvo : **Immobilier** (*Relance d'une politique de l'emploi et de logement social sur les terrains de la SFP*) (JO Débats du 13 décembre 1995) (p. 4252).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant transposition de la directive n° 93/7 du 15 mars 1993 du Conseil des Communautés européennes relative à la restitution des biens culturels ayant quitté illicitement le territoire d'un Etat membre [n° 0237 (94-95)]** - (12 juillet 1995) - **Discussion générale** (p. 982, 983) : ouverture des frontières. Autorisation préalable aux exportations de biens culturels. Certificat pour les biens considérés comme des trésors nationaux. Pillage

des sites archéologiques. Restitution des biens. Remboursement des frais engagés. (p. 990, 992) : cadre juridique pour la restitution des biens culturels. Convention de l'UNESCO de 1970. Trafic d'objets d'art volés. Action en retour d'un bien culturel et propriété de ce bien. Date d'effet de cette loi au 31 décembre 1992. Notion "de bonne foi". Monastère du mont Sainte-Odile - **Art. 3** (*notification de la présence en France d'un bien culturel ayant quitté illicitement le territoire d'un autre Etat membre*) (p. 993) : accepte l'amendement rédactionnel n° 1 de la commission - **Art. 5** (*mesures conservatoires*) : accepte l'amendement n° 2 de la commission (notification au propriétaire) - **Après l'art. 6** (p. 994) : sur l'amendement n° 3 de la commission, qu'il accepte (publicité relative à l'introduction d'une action en restitution), son sous-amendement n° 13 ; adopté - **Art. 7** (*prononcé de la restitution et indemnisation du possesseur de bonne foi*) : accepte l'amendement n° 4 de la commission (bonne foi du possesseur) - **Art. 9** (*prescription de l'action en restitution*) : accepte l'amendement rédactionnel n° 5 de la commission - **Art. 10** (*détermination des trésors nationaux entrant dans le champ de l'action en retour*) (p. 995) : accepte les amendements de la commission n° 6, rédactionnel, et n° 7 (réintroduction des archives classées parmi les biens culturels) - **Art. 11** (*définition de la sortie illicite du territoire français*) (p. 996) : accepte les amendements de la commission n° 8 (définition des biens culturels) et n° 9 (complément des chefs d'illicéité). Sur ce dernier, son sous-amendement n° 16 ; adopté - **Après l'art. 13** (p. 997) : accepte l'amendement n° 10 de la commission (publicité entourant l'action en retour d'un bien culturel sur le territoire français) - **Art. 17** (*conditions de la restitution des biens*) (p. 998, 1000) : sur les amendements de la commission, accepte les n° 17 (identité entre le propriétaire du bien et le possesseur indemnisé), n° 18 (remise de dette) et n° 19 (suppression du transfert de propriété du bien à l'Etat) et demande le retrait de l'amendement n° 11 (remboursement des sommes avancées par l'Etat réclamé aux personnes responsables de la sortie illicite des biens culturels) - **Art. 18** (*dévolution à l'Etat des biens dont le propriétaire demeure inconnu*) : accepte l'amendement rédactionnel n° 12 de la commission - **Après l'art. 23** (p. 1001) : son amendement n° 14 : protection des terrains contenant des vestiges archéologiques et répression des infractions commises par le propriétaire du bien ; adopté après modification par le sous-amendement n° 15 de M. Claude Estier, qu'il accepte.

- **Résolution adoptée par la commission des affaires culturelles, en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil portant modification de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 visant à la coordination de certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives à l'exercice d'activités de radiodiffusion télévisuelle (n° E-419) [n° 0059 (95-96)]** - (14 novembre 1995) - **Discussion générale** (p. 2514, 2515) : diffusion de programmes américains. Directive "Télévision sans frontières". Technologies numériques et autoroutes de l'information. Révision de la directive. Espace audiovisuel européen. Clarification des responsabilités des Etats. Télé-achat. Sanctions. Quotas de diffusion. (p. 2516, 2517) : projets de compromis. Rattachement des diffuseurs. Livre vert de la commission européenne sur les nouveaux services audiovisuels. Chronologie des médias. Sortie en salle des films. Quotas de diffusion. Chaînes thématiques : obligations de diffusion ou obligations de production. Heures de grande écoute. Le Gouvernement et le Sénat partagent les mêmes préoccupations. (p. 2527, 2528) : création d'un organisme de régulation européen. Responsabilités et pouvoirs des Etats membres. Quotas de diffusion. Clause des dix ans. Quotas de production. Budget du plan "Média II". Services interactifs. Autoroutes de l'information. Négociation ou droit de veto. Production audiovisuelle française - **Discussion de la résolution** (p. 2531, 2532) : s'oppose à l'amendement de M. Jack Ralite n° 2 (nouvelle rédaction), ainsi qu'aux amendements de repli du même auteur n° 3, n° 4, n° 5, n° 6, n° 7 et n° 8. S'en remet à la sagesse du Sénat pour

l'amendement n° 9 de M. Michel Pelchat (assimilation des oeuvres musicales à des oeuvres audiovisuelles) et accepte l'amendement n° 1 de Mme Danièle Pourtaud (circulation des oeuvres audiovisuelles européennes).

- **Proposition de loi fixant à cinq ans la durée des mandats des dirigeants des organismes du secteur public de l'audiovisuel [n° 0213 (94-95)]** - (14 novembre 1995) - **Discussion générale** (p. 2535, 2536) : exigence de stabilité. Règles de droit commun des entreprises publiques. Date d'application. Temps nécessaire à la mise en oeuvre d'une vraie stratégie à moyen terme. Se déclare favorable à cette proposition de loi. (p. 2538, 2539) : audiovisuel public et entreprises privées de communication. Durée des mandats des directeurs de structures culturelles. Rôle du CSA. Mandat renouvelable - **Sur l'ensemble** (p. 2540) : mandat arrivant à expiration. Pouvoir politique et audiovisuel public.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Culture

- (27 novembre 1995) (p. 3195, 3198) : lutte contre l'exclusion culturelle. Projets culturels de quartier. Enseignement artistique : développement à l'école. Conservatoires et écoles de musique et de danse. Recherche de nouveaux publics : obligations des centres dramatiques nationaux. Priorité aux crédits d'investissement en province. Patrimoine ; exécution de la loi de programme ; crédits d'entretien. Grands projets en régions. Equipements de proximité ; "relais-livre" en campagne. Bibliothèque nationale de France. Cité de la musique. Opéra. Extension des compétences du ministère de la culture. Activités culturelles liées à la communication. Architecture. Cité des Sciences et de l'industrie. Demande l'adoption de ce projet de budget. (p. 3217, 3224) : transfert des services de l'architecture au ministère de la culture. Crédits des écoles d'architecture. Urbanisme. Quartiers défavorisés. Place des projets de développement culturel dans la politique interministérielle de développement des quartiers. Enseignement artistique en milieu scolaire. Rééquilibrage culturel entre Paris et la province. Financement et coûts des grands projets en région. Crédits d'acquisition d'oeuvres d'art. Cinéma. Productions françaises. Salles multiplexes. Centre national de la cinématographie, CNC. Engagement sur la réforme du régime des sociétés pour le financement du cinéma et de l'audiovisuel, SOFICA. Prix des places de cinéma. Directive européenne "Télévision sans frontière". Théâtre. Subventions aux théâtres privés. Théâtres nationaux. Conservateur des antiquités et objets d'art. Patrimoine. Ecole du patrimoine. Chantiers de restauration du patrimoine. Conseil national des villes et pays d'art et d'histoire. Musées. Art contemporain. Langue française. Loi Toubon du 4 août 1994. Rattachement de la délégation à la langue française au secrétariat d'Etat à la francophonie. Bibliothèque nationale de France : conservation des ouvrages ; accueil des étudiants. Annulation de crédits en 1995. Centre Georges Pompidou - **Questions budgétaires** (p. 3225, 3227) ; répond aux questions de MM. Dominique Leclerc, André Egu, Jack Ralite et de Mme Danièle Pourtaud - **Examen des crédits - Etat B - Titre IV Intermittents du spectacles. Acteurs de doublage - Etat C - Titre V** (p. 3229) : orchestres régionaux.

Communication

- (7 décembre 1995) (p. 3904, 3907) : presse écrite. Diffuseurs de presse. Audiovisuel. Renforcement des industries de programmes ; soutien européen. Budget du secteur audiovisuel public. Redevance. Transferts au ministère de la culture. Effort de rigueur. Organisation d'un audit général de l'audiovisuel public. Action audiovisuelle à l'extérieur de la France. Réexamen de la convention collective de l'audiovisuel public. Nouveaux supports de

diffusion. (p. 3922, 3925) : France 2. France 3. Effort de diminution des ressources publicitaires. Exonérations de redevance. Projet de siège commun. Vocation régionale de FR 3. La Cinquième. Réseau multivilles. Droits d'auteurs. Institut national de l'audiovisuel, INA. Industrie des programmes. Aides à la production. Information télévisée. Chaînes thématiques. Stratégie française en matière de diffusion satellitaire. Télévision numérique. Chaînes arabophones. Action audiovisuelle extérieure. Directive "Télévision sans frontière". Images virtuelles et dangers de la manipulation des images. Aide à la presse écrite. Aides postales. Multimédias - **Examen des crédits - Art. 52** (p. 3928, 3929) : s'oppose aux amendements de M. Ivan Renar n°II-103 et n° II-104 (réduction du produit des recettes de publicité des chaînes de télévision publique). Presse écrite. Dotation de l'aide au transport de la presse par la SNCF. Crédits du fonds d'aide aux quotidiens nationaux d'information. Aide postale.

DREYFUS-SCHMIDT (Michel), sénateur (Territoire de Belfort) *SOC.*

Vice-président du Sénat.

Réélu vice-président du Sénat (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Juge titulaire de la Haute Cour de Justice (JO Lois et décrets du 27 octobre 1995).

Juge titulaire de la Cour de Justice de la République ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 27 octobre 1995).

Membre titulaire de la Commission consultative des archives audiovisuelles de la justice ; de nouveau membre titulaire (JO Lois et décrets du 6 avril 1995).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie (19 juillet 1995).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à la Cour d'Assises [n° 0429 (93-94)] reprise le 11 octobre 1995 (17 mai 1994) - *Justice*.

Proposition de loi, déposée avec Mmes Françoise Seligmann et Josette Durrieu et les membres du groupe socialiste apparenté et rattachés, autorisant un accès direct à leur dossier des personnes mises en examen [n° 0378 (94-95)] (17 juillet 1995) - *Justice*.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 18 (JO Débats du 30 juin 1995) (p. 771) - Ministère : Travail - *Suppression d'emplois chez GEC-Alsthom à Belfort* - Réponse le 30 juin 1995 (p. 772) - *Emploi*

INTERVENTIONS

- **En qualité de président de séance**

- **Remplacement de M. Jean Arthuis, nommé ministre du développement économique et du Plan, par M. Georges**

Dessaigne, en qualité de sénateur de la Mayenne - (27 juin 1995) (p. 643)

- **Attentat dans le RER** - (17 octobre 1995) (p. 1861) : propose au Sénat de s'associer à la douleur des victimes de cet acte terroriste.

- **Souhaits de bienvenue à une délégation de parlementaires hongrois** - (17 octobre 1995) (p. 1865).

- **En qualité de sénateur**

- **Projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours [n° 0217 (94-95)] - Suite de la discussion** - (28 juin 1995) - **Après l'art. 3** (p. 702) : son amendement, soutenu par M. Guy Allouche, n° 124 : mise en place d'un contrôle technique des immeubles vétustes ; retiré.

- **Projet de loi portant amnistie [n° 0341 (94-95)]** - (17 juillet 1995) - **Discussion générale** (p. 1050, 1051) : amnistie au quantum. Seuil de douze mois avec sursis. Délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse. (p. 1052) : exclusions du bénéfice de l'amnistie. Amnistie par mesure individuelle. Effet de l'amnistie sur les points retirés au permis de conduire. (p. 1053) : le vote du groupe socialiste dépendra de l'accueil réservé à cet amendement - **Art. 2 (amnistie de certains délits)** (p. 1068) : se déclare favorable à l'amendement n° 90 de M. Claude Estier (exclusion du champ de l'amnistie des infractions commises en relation avec des conflits tendant à contester les obligations légales des assurés). (p. 1069, 1070) : se déclare favorable à l'amendement n° 1 de la commission (limitation du champ d'application de l'article 2 par les exclusions prévues à l'article 26) - **Art. 4 (amnistie d'actes d'insoumission et de désertion)** (p. 1073) : se déclare opposé à l'amendement n° 3 de la commission (suppression de l'amnistie du crime de désertion en cas de guerre suivie d'un complot et de la désertion à l'étranger en cas de guerre suivie d'un complot). Caractère inapplicable de cette disposition.

- **Suite de la discussion** - (18 juillet 1995) - **Art. 7 (amnistie des infractions punies de peines d'amende ou de peines d'emprisonnement inférieures à un certain quantum)** (p. 1081, 1082) : le groupe socialiste ne prendra pas part au vote sur l'amendement n° 26 de M. Charles Lederman (amnistie pour les peines d'emprisonnement inférieures à quatre mois). (p. 1083, 1084) : soutient l'amendement n° 50 de M. Claude Estier (amnistie pour les peines d'emprisonnement inférieures à douze mois avec sursis) - **Art. 13 (amnistie individuelle par décret du Président de la République)** (p. 1085, 1094) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 54 (amnistie pour les personnes vivantes), n° 56 (personnes souffrant d'une maladie incurable), n° 57 (suppression des dates "1914-1918"), n° 58 (remplacement des dates "1914-1918" par les dates "1870-1871") et n° 59 (interdiction du territoire) - **Art. 17 (effets généraux de l'amnistie)** (p. 1104, 1106) : son amendement n° 62 : restitution des points retirés du permis de conduire ; rejeté. (p. 1107, 1108) : sur l'amendement n° 4 de la commission (réduction de points du permis de conduire), son sous-amendement n° 93 ; rejeté - **Art. 18 (effets de l'amnistie sur les autorisations administratives et sur certaines peines complémentaires)** (p. 1110) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 63, n° 64 et n° 65 (mesures d'interdiction du territoire) - **Art. 20 (amnistie des faits d'évasion - supprimé par l'Assemblée nationale)** (p. 1112, 1113) : soutient l'amendement de rétablissement n° 66 de M. Claude Estier - **Art. 26 (infractions exclues de l'amnistie)** (p. 1119, 1121) : soutient l'amendement n° 68 de M. Claude Estier ("exclusions perpétuelles"). (p. 1125) : se déclare opposé à l'amendement n° 20 de Mme Joëlle Dusseau (contravention entraînant un retrait de trois points du permis de conduire). (p. 1130) : se déclare favorable à l'amendement n° 74 de M. Claude Estier (âge d'admission au travail). (p. 1134) : se déclare favorable à l'amendement n° 79 de M. Claude Estier (délégués du personnel). (p. 1146, 1147) : se déclare opposé à l'amendement n° 17 de M. Christian

Bonnet (manifestations pacifiques contre l'interruption volontaire de grossesse).

- **Suite de la discussion** - (19 juillet 1995) - **Art. 26 (suite)** (p. 1161, 1163) : soutient les amendements de M. Claude Estier n° 86 (actes de rébellion), n° 87 (outrage aux agents publics), n° 88 (outrage à un magistrat ou à un juré) et n° 89 (discrédit sur un acte ou une décision juridictionnelle). (p. 1164) : le groupe socialiste ne prendra pas part au vote sur l'amendement n° 12 de la commission (atteintes à la sérénité de la justice). (p. 1169) : le groupe socialiste votera en faveur de l'amendement n° 47 de M. Charles Lederman (délits et contraventions en matière de législation et réglementation du travail) - **Seconde délibération - Art. 4 (amnistie d'actes d'insoumission et de désertion)** (p. 1171, 1172) : intervient sur l'amendement n° A-1 du Gouvernement (amnistie pour les délits de désertion) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1176) : seuil de trois mois de prison. Interdiction du territoire. Réintégration des travailleurs protégés. Lois d'amnistie précédentes. Commandos anti-IVG. Le groupe socialiste votera contre ce projet de loi.

- **Proposition de loi tendant à relever de 18,60% à 20,60% le taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée à compter du 1er août 1995 [n° 0375 (94-95)]** - (19 juillet 1995) - **Art. unique (fixation à 20,6% du taux normal de TVA)** - **Après le paragraphe 5** : ses amendements, soutenus par M. Michel Charasse, n° 26, n° 27 et n° 28 : frais et honoraires de justice ; rejetés.

- **Projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique, modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire et abrogeant les dispositions relatives à la Communauté et les dispositions transitoires [n° 0374 (94-95)]** - (24 juillet 1995) - **Discussion générale** (p. 1350) : souveraineté nationale. Article 3 de la Constitution. Rôle des élus. Contrôle du Conseil constitutionnel.

- **Suite de la discussion** - (25 juillet 1995) - **Art. 1er (l'extension du champ du référendum législatif)** (p. 1400, 1401) : mise au point sur la présentation de l'ensemble des sous-amendements modifiant l'amendement n° 6 de la commission (extension du champ du référendum et procédure parlementaire, cas de la proposition de loi) et explications de vote. (p. 1402) : sur l'amendement n° 6 précité de la commission, se déclare favorable au sous-amendement n° 38 de M. Guy Allouche (cas du vote par l'Assemblée nationale d'une motion de censure). (p. 1407) : article 89 de la Constitution. (p. 1413) : sur l'amendement n° 6 précité de la commission, se déclare favorable au sous-amendement n° 41 de M. Guy Allouche (restrictions apportées au champ référendaire). (p. 1417, 1418) : sur l'amendement n° 6 précité de la commission, se déclare favorable au sous-amendement n° 44 de M. Guy Allouche (contrôle de constitutionnalité du texte soumis au référendum par le Conseil constitutionnel). Contrôle par le Conseil constitutionnel des projets de loi référendaires. Demande de scrutin public. (p. 1424) : sur l'amendement n° 6 précité de la commission, se déclare favorable au sous-amendement n° 43 de M. Guy Allouche (détermination des modalités d'application du présent article par une loi organique). (p. 1425, 1426) : se déclare opposé à l'amendement n° 6 précité de la commission. Contrôle de constitutionnalité - **Art. 3 bis (temps consacré aux questions et à l'examen des propositions de loi)** (p. 1449, 1450) : au nom du groupe socialiste, se déclare favorable à l'amendement n° 8 de la commission (maintien du principe d'une séance par semaine réservée par priorité aux questions des parlementaires et mise en place d'une séance par mois réservée par priorité à l'ordre du jour fixé par l'assemblée) et opposé au sous-amendement n° 80 du Gouvernement le modifiant (fixation de l'ordre du jour des assemblées avec l'accord du Gouvernement). Difficulté à inscrire une proposition de loi à l'ordre du jour complémentaire du Sénat et ensuite à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale en vue de son adoption - **Après**

l'art. 3 bis (p. 1457, 1458) : se déclare opposé à l'amendement n° 9 de la commission (possibilité pour l'assemblée de se prononcer sur une motion de la commission approuvée par la majorité des membres qui la composent, tendant à l'adoption du texte en discussion modifié par les amendements proposés ou acceptés par la commission, le rejet de la motion entraînant le passage à la discussion des articles). Imitation de la séance publique par la réunion de commission. Autres améliorations possibles du travail parlementaire. Chapitre du règlement du Sénat relatif aux procédures abrégées. Exemples d'utilisation de la procédure sans débat. (p. 1462) : demande si le Sénat compte poursuivre ses travaux à cette heure matinale - **Art. 6 (par priorité)** (*le nouveau régime de l'inviolabilité parlementaire*) (p. 1470, 1471) : se déclare favorable à l'amendement n° 11 de la commission (autorisation préalable pour les mesures privatives ou restrictives de liberté ainsi que pour toutes les poursuites engagées contre un parlementaire, durée de la suspension) et sur ce dernier, opposé au sous-amendement n° 20 du Gouvernement (suppression de l'autorisation des poursuites). Contrôle judiciaire. Suspension des poursuites. Violation du secret de l'instruction. Autorisation des poursuites. Séparation des pouvoirs - **Art. 7 (par priorité)** (*la suppression de l'article 1er de la Constitution instituant une Communauté et la renumérotation des articles 2 et 3*) (p. 1472) : se déclare favorable à l'amendement rédactionnel n° 79 du Gouvernement - **Art. 13 (par priorité)** (*l'abrogation des titres XIII et XVII de la Constitution*) (p. 1475) : le groupe socialiste ne prendra pas part au vote sur l'amendement n° 13 de M. Jacques Legendre (constitutionnalisation de la francophonie) - **Après l'art. 5** (p. 1476) : soutient l'amendement n° 55 de M. Guy Allouche (ajout des mots "temporaire" ou "définitif" après les mots "le remplacement"). (p. 1479) : intervient sur l'amendement n° 61 de M. Guy Allouche (soumission automatique au Conseil constitutionnel de l'ensemble des projets d'ordonnance). Ordonnance et absence de contrôle de constitutionnalité.

- **Projet de loi portant amnistie - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 0393 (94-95)]** - (26 juillet 1995) - **Discussion générale** (p. 1524, 1525) : retrait des points du permis de conduire. Amendement de M. Jean-Jacques Hyest. Propagande pro-IVG. Auto-avortement. Vote bloqué. Votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 [n° 0379 (94-95)]** - **Suite de la discussion** - (27 juillet 1995) - **Avant l'art. 2** (p. 1588) : ses amendements, soutenus par M. Jean-Pierre Masseret, n° 78 : diminution du taux de TVA pour l'ensemble des frais et honoraires auxquels peuvent être soumis les justiciables ; n° 79 : taux réduit de TVA pour les frais et honoraires des affaires relevant du droit de la famille ; et n° 80 : application de l'ancien taux normal de TVA pour les affaires relevant du droit de la famille ; rejetés.

- **Projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique, modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire et abrogeant les dispositions relatives à la Communauté et les dispositions transitoires - Deuxième lecture [n° 0397 (94-95)]** - (28 juillet 1995) - **Discussion générale** (p. 1716, 1717) : conditions de déroulement de cette révision constitutionnelle. Demande que cette révision soit approuvée par référendum. Contrôle de constitutionnalité. Extension du champ du référendum. Moment auquel intervient le débat sur la déclaration du Gouvernement devant chacune des assemblées. (p. 1718) : fixation des semaines de séance. Ordre du jour prioritaire. Inviolabilité parlementaire. Mise en examen possible d'un parlementaire sans accord du bureau. (p. 1719) : durée de la suspension des poursuites - **Art. 1er** (*l'extension du champ du référendum législatif*) (p. 1722, 1723) : moment où se situe le débat sur la déclaration du Gouvernement devant chacune des assemblées. Analyse des "principes politiques, économiques et sociaux". Problème de la figuration des questions d'éducation dans le domaine économique ou social - **Art. 2** (*le passage à une session*

ordinaire unique de neuf mois et régime des séances) (p. 1724) : soutient les amendements de M. Guy Allouche n° 7 et n° 8 (mention seulement du début et de la fin de la session unique). (p. 1726, 1727) : intervient sur les amendements de M. Guy Allouche n° 9 (suppression de toutes les mentions relatives au nombre de jours de séances, ainsi qu'aux jours, horaires, semaines et jours supplémentaires de séance) et n° 10 (fixation des jours, des semaines et des heures de séance par le règlement des assemblées, sous réserve de texte constitutionnel de valeur supérieure traitant de cette matière). Notion de jour "supplémentaire" - **Art. 6** (*le nouveau régime de l'inviolabilité parlementaire*) (p. 1729, 1730) : soutient les amendements de M. Guy Allouche n° 12 (autorisation de l'assemblée pendant la durée des sessions et du bureau en dehors de cette période pour toute demande d'arrestation ou toute mesure privative ou restrictive de liberté) et n° 13 (suppression de la limitation de la suspension des poursuites à la durée de la session). (p. 1732) : intervient sur l'amendement n° 12 précité de M. Guy Allouche (autorisation de l'assemblée pendant la durée des sessions et du bureau en dehors de cette période pour toute demande d'arrestation ou toute mesure privative ou restrictive de liberté). Souhaite voir mentionner que la poursuite est suspendue pour la durée de la session et que les autres mesures sont suspendues purement et simplement.

- **Rappel au règlement** - (26 octobre 1995) (p. 2281) : souhaite que les sénateurs puissent avoir accès aux rapports du Conseil d'Etat et de la Chancellerie relatifs à la responsabilité pénale des agents et décideurs publics.

- **Conclusions du rapport de M. Pierre Fauchon, fait au nom de la commission des lois, sur : la proposition de loi (n° 406, 94-95) de M. Jacques Larché déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à la responsabilité pénale des élus locaux pour des faits d'imprudence ou de négligence commis dans l'exercice des fonctions ; la proposition de loi (n° 255, 94-95) de M. Claude Huriet relative à la protection pénale des exécutifs locaux à raison des actes commis dans l'exercice de leurs fonctions ; et la proposition de loi (n° 361, 94-95) de M. Hubert Haenel déposée avec plusieurs de ses collègues, visant à étendre aux districts les règles applicables à la responsabilité des syndicats de communes pour les accidents survenus aux membres de leur comité et à leur président, en complétant l'article L.164-5 du code des communes [n° 406-255-361 (94-95)]** - (26 octobre 1995) - **Discussion générale** (p. 2282) : souhaite des éclaircissements du Gouvernement sur les travaux préparatoires à ce débat. (p. 2297) : importante réflexion du groupe de travail issu de la commission des lois. Inscription par le Sénat de cette proposition de loi à son ordre du jour. Conséquences des lois votées par le Parlement relatives aux obligations des élus. Question de l'inscription de cette proposition de loi à l'ordre du jour prioritaire de l'Assemblée nationale. Souhaite avoir connaissance de la note élaborée par M. Jacques Fournier, président du groupe de travail du Conseil d'Etat. Demande au Gouvernement de ne pas se moquer du Parlement. (p. 2298) : question de la publication des avis du Conseil d'Etat à l'intention du Gouvernement sur les projets de loi. (p. 2298, 2300) : référence à la note du Conseil d'Etat ayant servi de base aux amendements du Gouvernement. Droit de la commission des lois d'avoir connaissance de cette note. Parlement bafoué. Modification de cette proposition de loi par l'amendement du Gouvernement adopté par la commission des lois. Dispositif critiquable proposé par la commission des lois. Amendements du groupe socialiste proches de ceux du Gouvernement. Réforme à introduire dans le code pénal plutôt que dans le code des communes. Mention de la faute d'inattention et de maladresse. Possibilités actuelles d'exemption de la peine pour un élu local. Différence entre les maires des petites et grandes communes. Elaboration d'une loi s'appliquant à tous. Possibilité d'une erreur de droit. Question de l'augmentation des pouvoirs d'appréciation des magistrats suivant les circonstances. Nécessité d'une réflexion approfondie sur ce sujet, notamment grâce aux

études demandées par le Gouvernement aux groupes de travail de la Chancellerie et du Conseil d'Etat. Interrogation sur la détention par la majorité sénatoriale de ces documents - **Question préalable** (p. 2310) : intervient sur la motion n° 14 de M. Robert Pagès tendant à opposer la question préalable. Dépôt d'un sous-amendement à l'amendement n° 9 du Gouvernement limitant son application en matière d'accidents du travail et de la circulation. Les membres du groupe socialiste ne prendront pas part au vote de cette motion - **Renvoi à la commission** (p. 2310, 2311) : sa motion n° 3 tendant au renvoi à la commission ; rejetée. Amélioration des conditions de travail parlementaire avec l'instauration de la session unique de neuf mois. Absence d'inconvénients du renvoi de ce texte en commission. Urgence du débat à organiser au sujet de la responsabilité pénale des élus. Cas des accidents du travail et de la circulation. Nécessité d'une réflexion approfondie. Demande que les sénateurs puissent avoir connaissance du travail effectué par le Conseil d'Etat servant explicitement de référence aux amendements du Gouvernement. Souhaite être informé des résultats d'une étude faite à la Chancellerie au mois d'avril dernier. Loyauté à l'égard du Parlement. Importance du débat en séance publique - **Avant l'art. 1er** (p. 2313, 2314) : ses amendements n° 4 : cas où une personne ne peut être reconnue pénalement responsable, y compris ignorance de la loi ou absence de moyens matériels pour faire diligence ; et n° 5 : cas où une personne ne peut être reconnue pénalement responsable, notamment ayant accompli toutes diligences normales en fonction des moyens mis à sa disposition ; rejetés. (p. 2315, 2319) : sur l'amendement du Gouvernement n° 9 (exemption de la faute d'imprudence ou de négligence en cas de manquement à une obligation de sécurité), son sous-amendement n° 15 : qualification de la faute d'imprudence ou de négligence 1° à l'exception des accidents du travail ; rejeté ; 2° à l'exception des accidents de la circulation ; rejeté ; et ses sous-amendements n° 16 : levée de l'obligation d'établir concrètement que la personne a accompli toutes diligences normales ; rejeté ; et n° 17 : modification rédactionnelle visant à enlever au tribunal la possibilité de se prononcer sur la compétence du maire ; retiré. Cas des obligations légitimement ignorées par la personne en cause. Statistiques du nombre de lois, décrets et circulaires en application. Organisation des travaux préparatoires à ce débat. (p. 2321) : question de l'issue de ce débat.

- **Suite de la discussion** - (14 novembre 1995) - **Art. 1er** (*mise en cause de la responsabilité pénale des élus pour des faits d'imprudence ou de négligence*) (p. 2496) : son amendement n° 6 : cas des maires de petites communes ; retiré. (p. 2498, 2499) : se déclare opposé à l'amendement n° 10 du Gouvernement (insertion dans le code des communes pour le maire ou un élu municipal). Critique du traitement particulier des élus locaux. Risque d'inconstitutionnalité. Se déclare opposé à l'amendement du Gouvernement n° 11 (insertion dans le code des communes pour le président du conseil général). Refus d'une extension unique des dispositions aux présidents de conseils généraux. (p. 2500) : au nom du groupe socialiste, se déclare opposé au vote de cet article - **Après l'art. 1er** (p. 2501) : intervient sur l'amendement n° 12 du Gouvernement (nouveau régime du code pénal à appliquer en matière de responsabilité des fonctionnaires). Risque de création d'un privilège pour les fonctionnaires. (p. 2502) : situation des proviseurs et des moniteurs d'éducation physique. Question de l'application de ce dispositif aux particuliers, aux présidents d'associations ou aux artisans. Refus de privilégier les fonctionnaires - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2504) : généralisation du dispositif par le Gouvernement. Sa proposition non suivie d'exclure les accidents du travail et de la circulation. Instauration critiquable d'un privilège pour les élus et les fonctionnaires. Exemple négatif du privilège de juridiction créé après l'affaire du "Cinq-Sept". Le groupe socialiste s'abstiendra.

- **Projet de loi modifiant la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques** [n° 0014 (95-96)] - (15 novembre 1995) -

Art. 1er (abrogation) (p. 2568, 2569) : réserve à l'égard de la loi du 31 décembre 1990 créant la nouvelle profession d'avocat. Nature réglementaire des dispositions. Question de la représentation au Conseil national des barreaux des avocats honoraires. Souhaite que le Sénat vote contre les articles 1er et 2. Rappelle sa position sur le partage des compétences entre le domaine de la loi et du règlement - **Art. 3 (consultation juridique et rédaction d'actes sous seing privé)** (p. 2571, 2572) : se déclare favorable à l'amendement de suppression n° 2 de M. Bernard Joly. Problème des avocats honoraires. Problème de l'intégration dans la profession d'avocat des personnes qui donnent des consultations en matière juridique ou qui rédigent les actes sous seing privé à titre accessoire. Publication souhaitable de l'arrêté d'équivalence pour le 1er juillet 1996 - **Explications de vote sur l'ensemble** : responsabilité du Gouvernement dans l'échec du règlement des problèmes soulevés par ce texte. Le groupe socialiste votera contre ce projet de loi.

- **Conclusions du rapport de M. Daniel Hoefel, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution (n° 66, 95-96) de M. Yves Guéna, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à modifier le règlement du Sénat** [n° 66 (95-96)] - (21 novembre 1995) - **Après l'art. 7** (p. 2653) : respect des règles de dépôt des sous-amendements. Maintien des droits du Parlement. Exemple des amendements du Gouvernement déposés tardivement sur le texte relatif à la responsabilité pénale des élus locaux. Au nom du groupe socialiste, se déclare favorable à l'amendement n° 1 de Mme Hélène Luc (dépôt d'amendements à l'expiration du délai limite) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2656, 2657) : association de la minorité du Sénat au groupe de travail. Risque d'absentéisme parlementaire. Horaire des réunions de commission. Obligation de présence en commission. Utilisation d'une petite salle pour certains débats en séance publique. Réduction du temps de parole sur les amendements. Nécessité d'une réflexion approfondie sur le règlement du Sénat par la commission des lois. Le groupe socialiste votera cette proposition de résolution.

- **Projet de loi de finances pour 1996** [n° 0076 (95-96)]

Discussion des articles de la première partie :

- **Suite de la discussion** - (24 novembre 1995) - **Après l'art. 14 ter** (p. 2960) : ses amendements, soutenus par M. Jean-Pierre Masseret, n° I-174 : application du taux réduit de TVA à l'ensemble des frais et honoraires auxquels peuvent être soumis les justiciables ; et n° I-175 de repli ; rejetés.

- **Proposition de loi autorisant un accès direct à leur dossier des personnes mises en examen** [n° 0378 (94-95)] - (12 décembre 1995) - **Discussion générale** (p. 4262 à 4264) : situation illégale pour les avocats. Evolution de la position de la Cour de cassation. Recours aux photocopies et au magnétophone. Droit pour les parties de connaître le contenu des dossiers. Publication par la presse de pièces provenant d'un dossier d'instruction. Modalités de transmission de la copie. Système allemand. Nécessité pour la personne mise en cause d'avoir connaissance de son dossier. Article 114 du code de procédure pénale. Droit de la connaissance du dossier en matière pénale. Convention européenne des droits de l'homme. Article 11 du code de procédure pénale relatif au secret de l'instruction. Besoin de la défense. (p. 4268) : responsabilité du Parlement.

- **Conférence des présidents** - (12 décembre 1995) : demande au Sénat de se prononcer par scrutin public contre la proposition de la conférence des présidents de siéger le samedi 16 décembre 1995 pour l'examen du projet de loi d'habilitation autorisant le Gouvernement à légiférer par ordonnances (p. 4271).

- **Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale** [n° 0122 (95-96)] - (14 décembre

1995) - **Rappel au règlement** (p. 4320, 4321) : distribution tardive du rapport sur ce projet de loi. Demande une suspension de séance pour avoir le temps nécessaire de le lire - **Discussion générale** (p. 4366, 4368) : plan Juppé. Modifications de la Constitution. Contrat de plan Etat-SNCF. Régimes spéciaux de retraite. "Réhabilitation" du Parlement. Recours aux ordonnances. Campagne de publicité. Apurement des déficits. Grèves. Refuse le recours aux ordonnances.

- **Suite de la discussion** - (15 décembre 1995) - **Rappel au règlement** (p. 4386, 4387) : estime avoir été personnellement offensé par la réponse de M. Paul Girod, président de séance, à M. Jean-Luc Mélenchon. Demande des excuses publiques - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4395) : utilisation inconstitutionnelle de l'article 38 de la Constitution par le Gouvernement. Inconstitutionnalité possible de la question préalable.

- **Projet de loi modifiant la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques** - *Deuxième lecture* [n° 0153 (95-96)] - (21 décembre 1995) - **Discussion générale** (p. 4662, 4663) : délai d'entrée en vigueur de la condition de diplôme. Nécessité d'une mise en conformité avec la loi pour donner des consultations juridiques. Souhaite une procédure de concertation sur le projet d'arrêté relatif aux équivalences. Votera ce projet de loi.

DRUT (Guy), ministre de la jeunesse et des sports.

dans le Gouvernement Juppé le 18 mai 1995 (JO Lois et décrets du 19 mai 1995).

Fin de ses fonctions ministérielles (démission du Gouvernement le 7 novembre 1995) (JO Lois et décrets du 8 novembre 1995).

puis, *ministre délégué à la jeunesse et aux sports* dans le deuxième Gouvernement Juppé le 7 novembre 1995 (JO Lois et décrets du 8 novembre 1995).

En qualité de ministre délégué à la jeunesse et aux sports

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 9 de M. Jean Faure : **Sécurité civile (Vigipirate et les classes de neige)** (JO Débats du 8 décembre 1995) (p. 3939).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Jeunesse et sports

- (26 novembre 1995) (p. 3128, 3129) : aménagement des rythmes scolaires. Elaboration d'un plan sport-emploi. Développement des associations "profession sport". Utilisation du chèque emploi-service. Crédits du Fonds national pour le développement du sport, FNDS. Fonds national pour le développement de la vie associative, FNDVA. Organisation de la Coupe du monde de football en 1998. Financement de la construction du Grand Stade. (p. 3130, 3132) : priorité au sport de haut niveau. Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire, FONJEP. Institut national du sport et de l'éducation physique, INSEP. Centre régional d'éducation populaire et de sport, CREPS. Crédits pour l'information des jeunes. Mise en réseau des centres d'information jeunesse, CIJ. Organisation du "Défi jeunes". (p. 3145, 3149) : pratique du sport de haut niveau. Avenir du Grand Stade. Evaluation des

recettes du Fonds national pour le développement du sport, FNDS. Evaluation du taux de prélèvement sur la Française des jeux. Gestion du problème des haras. Fédération française d'équitation. Conseil national de la vie associative. Création de groupes de travail sur l'avenir du sport français. Rôle du sport dans les régions. Exemple d'Aix-en-Provence. Problème des objecteurs de conscience. Offices franco-allemand et franco-québécois de la jeunesse. Fiscalité des associations sportives. Rôle des professeurs d'éducation physique. Question des rythmes scolaires. Travaux de la commission Fauroux. Maîtrise des déficits publics - **Examen des crédits - Etat B - Titre IV** (p. 3150) : candidature de la ville de Lille à l'organisation future des Jeux Olympiques.

DUFAUT (Alain), sénateur (Vaucluse) RPR.

Réélu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires culturelles ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995) ; puis secrétaire (JO Lois et décrets du 6 octobre 1995).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 17 (JO Débats du 22 décembre 1995) (p. 4652) - Ministère : Intérieur - **Bilan du plan Vigipirate** - Réponse le 22 décembre 1995 (p. 4652) - **Sécurité publique**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Budget annexe des prestations sociales agricoles

- (28 novembre 1995) (p. 3250 à 3252) : éléments positifs du projet de BAPSA. Poids des charges sociales sur les exploitations. Producteurs de fruits et légumes du Vaucluse. Parité d'effort contributif entre les exploitants agricoles et les salariés. Allègement des charges. Conséquences de la fusion de la réduction dégressive et de l'exonération de cotisations d'allocations familiales sur les bas salaires. Retraite des agriculteurs. Soutien du groupe du RPR au BAPSA.

DUFOURCQ (Elisabeth), secrétaire d'Etat à la recherche.

dans le Gouvernement Juppé le 18 mai 1995 (JO Lois et décrets du 19 mai 1995).

Fin de ses fonctions ministérielles (démission du Gouvernement le 7 novembre 1995) (JO Lois et décrets du 8 novembre 1995).

DUGOIN (Xavier), sénateur (Essonne) RPR.

Elu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 231 (JO Débats du 10 décembre 1995) (p. 4244) - Ministère : Intérieur - *Zones géographiques d'intervention de la police dans le sud du département de l'Essonne* - Réponse le 20 décembre 1995 (p. 4411) - Police

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]

Discussion des articles de la première partie :

- Suite de la discussion - (25 novembre 1995) - **Après l'art. 22** (p. 3009, 3011) : son amendement n° I-192 : augmentation du prélèvement sur les recettes de la Française des jeux au profit du Fonds national pour le développement du sport, FNDS ; devenu sans objet.

Deuxième partie :

Jeunesse et sports

- (26 novembre 1995) (p. 3143, 3144) : évolution des subventions aux collectivités locales. Fonds national pour le développement du sport, FNDS. Aménagement des rythmes scolaires. Plan "sport emploi". Fonds national pour le développement de la vie associative, FNDVA. Coupe du monde de football. Organisation des Jeux Olympiques d'Atlanta. Evolution des crédits du Fonds national pour le développement du sport, FNDS. Son amendement augmentant le taux de prélèvement sur la Française des jeux. Le groupe du RPR votera ce projet de budget - **Examen des crédits - Etat B - Titre IV** (p. 3151) : effort des associations sportives. Importance du plan sport-emploi.

Coopération

- (29 novembre 1995) (p. 3397, 3399) : structures du ministère. Coopération en Afrique. Diminution des crédits. Diminution du nombre de postes d'enseignants. Dévaluation du franc CFA. Caisse française de développement. Fonds spécial de développement, FSD. Collectivités territoriales. Coopération militaire. Rôle de la France en Afrique. Le groupe du RPR votera ce projet de budget.

DULAIT (André), sénateur (Deux-Sèvres) UC-R.

Elu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur : 1°) le projet de loi [n° 8 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Turkménistan sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements; 2°) le projet de loi [n° 11 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification du traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et le Turkménistan [n° 0048 (95-96)] (26 octobre 1995) - **Traités et conventions**.

Avis, présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - **Affaires**

étrangères [n° 0080 (95-96), tome 1] (21 novembre 1995) ; **Lois de finances**.

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 242 (JO Débats du 15 décembre 1995) (p. 2367) - Ministère : Agriculture - *Mise aux normes des bâtiments d'élevage* - Réponse le 24 mars 1996 (p. 115) - **Agriculture**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Turkménistan sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements [n° 0008 (95-96)]** - (9 novembre 1995) - Rapporteur de la commission des affaires étrangères - **Discussion générale - commune avec celle du projet de loi n° 11 (95-96)** (p. 2418) : contexte politique et économique du Turkménistan. Nécessaire renforcement d'une relation bilatérale. Intérêt de la France à l'égard des républiques d'Asie centrale. Propose l'adoption des deux projets de loi.

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et le Turkménistan [n° 0011 (95-96)]** - (9 novembre 1995) - Rapporteur de la commission des affaires étrangères - **Discussion générale - commune avec celle du projet de loi n° 8 (95-96)** - Voir son intervention sous le projet de loi n° 8 (95-96) (p. 2418).

- Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]

Deuxième partie :

Affaires étrangères

- (29 novembre 1995) - Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères (p. 3341, 3342) : diminution des crédits. Réduction des crédits d'intervention au profit de ceux de fonctionnement. Contributions aux organisations internationales. Fonds d'urgence humanitaire. Coopération militaire. Assistance aux Français de l'étranger. Réseau diplomatique. Accepte ce projet de budget.

DUMAS (Pierre), sénateur (Savoie) RPR.

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

DUMONT (Jean), sénateur (Deux-Sèvres) RI.

N'a pas été réélu aux élections sénatoriales du 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Délégué suppléant de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale.

Membre suppléant de la Commission consultative chargée d'émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

DUPONT (Ambroise), sénateur (Calvados) RI.

Elu secrétaire du Sénat (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union Européenne ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 13 octobre 1995).

Membre titulaire du Conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement (16 janvier 1995).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Environnement [n° 0078 (95-96), tome 3] (21 novembre 1995) - *Lois de finances*.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture [n° 0089 (94-95)]** - (9 janvier 1995) - *Discussion générale* (p. 40, 41) : installation des jeunes agriculteurs. Pluriactivité. Elevage. Fiscalité. Exercice illégal de la médecine vétérinaire.

- **Suite de la discussion** - (12 janvier 1995) - *Explications de vote sur l'ensemble* (p. 308) : intérêt de ce texte pour l'agriculture française. Hommage aux différents rapporteurs. Intérêt des dispositions adoptées, et notamment du volet social. Le groupe des RI votera à l'unanimité ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement - Deuxième lecture [n° 0139 (94-95)]** - (16 janvier 1995) - *Discussion générale* (p. 331, 332) : travail conjoint du Parlement et du Gouvernement. Gestion des espaces naturels. Aménagement des entrées de villes. Dispositions supprimées par l'Assemblée nationale dans le titre III - *Après l'article 29* (p. 387) : son amendement n° 93 : élargissement de l'assiette de la taxe sur les espaces naturels sensibles pour le financement des conseils d'architecture, d'environnement et d'urbanisme ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Tourisme

- (30 novembre 1995) (p. 3471) : réintégration du tourisme dans un vaste ministère. Budget en quasi-reconduction. Promotion de la France à l'étranger. Mise en valeur touristique des sites. Agence française d'ingénierie touristique. Développement du tourisme rural. (p. 3472) : paracommercialisme. Hôtellerie. Taux de TVA. Commission nationale de régulation des hébergements touristiques. Pluriactivité. Possibilité d'envoyer des oeuvres picturales dans nos régions. Le groupe des Républicains et Indépendants votera le projet de budget du tourisme.

Environnement

- (1er décembre 1995) - Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (p. 3519, 3521) : avis

favorable de la commission des affaires culturelles sur ce projet de budget. Prévention des risques majeurs. Projets de parc marin. Moyens des réserves naturelles. Conservatoire du littoral. Situation des "emplois verts". Mise en oeuvre du plan "Loire grandeur nature". Commune de Brives-Charensac. Etablissement public d'aménagement de la Loire et de ses affluents, EPALA. Développement du port de Nantes-Saint-Nazaire. Valorisation culturelle de la Loire. Création d'un comité national des entrées de ville.

Santé publique et services communs - Solidarité entre les générations

- (1er décembre 1995) (p. 3552, 3553) : lutte contre le sida. Evaluation des campagnes de prévention. Lutte contre la toxicomanie. Hospitalisation à domicile. Aide aux malades en fin de vie. Formation médicale. Le groupe des Républicains et Indépendants adoptera ce projet de budget.

Aménagement du territoire, équipement et transports - I - Urbanisme et services communs

- (5 décembre 1995) (p. 3757, 3758) : transfert de la direction de l'architecture et de l'urbanisme au ministère de la culture. Financement des écoles d'architecture. Conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement, CAUE. Politique de l'urbanisme. Baisse des crédits. Entrées de ville. Rôle des directions départementales de l'équipement, des directions régionales de l'environnement et des services départementaux de l'architecture. Responsabilités des communes et de l'Etat au niveau des études et de la réflexion urbanistiques - *Examen des crédits - Avant la division II - Avant l'art. 61* (p. 3765) : intervient sur l'amendement n° II-34 de Mme Josette Durrieu (relèvement du plafond de la taxe pour le financement des dépenses des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement, CAUE) et s'abstiendra lors du vote sur ce dernier.

DURAND-CHASTEL (Hubert), sénateur (Français établis hors de France) NI.

Réélu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Secrétaire de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification jusqu'au 12 octobre 1995.

DÉPÔTS

Rapport, déposé au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 610 (93-94)] autorisant l'approbation de la convention relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime, faite à Strasbourg le 8 novembre 1990 [n° 0020 (95-96)] (11 octobre 1995) - *Traités et conventions*.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [(n° 89 (95-96)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Roumanie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole) [n° 0125 (95-96)] (13 décembre 1995) - *Traités et conventions*.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant amnistie [n° 0341 (94-95)] - Suite de la discussion - (18 juillet 1995) - Après l'art. 15 (p. 1100, 1101) :** soutient l'amendement n° 19 de M. Alex Türk (travailleurs indépendants et professionnels libéraux).

- **Projet de loi relatif à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale [n° 0368 (94-95)] - Suite de la discussion - (20 juillet 1995) - Après l'art. 2 (p. 1303) :** se déclare favorable à l'amendement n° 9 de M. Jean-Pierre Cantegrit (jeunes qui partent travailler à l'étranger).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas concernant le contrôle de personnes sur les aéroports de Saint-Martin [n° 0377 (94-95)] - (20 juillet 1995) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 1314) :** se déclare favorable à ce projet de loi. Trafic illicite de la drogue.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 [n° 0379 (94-95)] - (26 juillet 1995) - Discussion générale (p. 1538 à 1540) :** rôle moteur de la consommation et du commerce extérieur. Annulations d'autorisations de programmes. Mesures en faveur de créations d'emplois. Mesures favorisant l'expatriation. Stages à l'étranger en matière de formation et d'apprentissage. Réinsertion des Français expatriés lors de leur retour.

- **Suite de la discussion - (27 juillet 1995) - Art. 24 (modifications apportées au régime de l'aide aux chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprise) (p. 1674) :** ses amendements n° 113 : bénéfice de l'aide pour les demandeurs d'emploi hors du territoire français ; et n° 114 : bénéfice de l'aide pour la création ou la reprise d'entreprise en Europe ; devenus sans objet.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime, faite à Strasbourg le 8 novembre 1990 [n° 0610 (93-94)] - (18 octobre 1995) - Rapporteur de la commission des affaires étrangères - Discussion générale (p. 1906, 1907) :** perspectives de coopération pour la confiscation des produits du crime. Création d'un délit général de blanchiment - **Sur l'ensemble (p. 1907) :** caractère souverain de la signature d'une convention.

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Kirghizistan sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements [n° 0009 (95-96)] - (9 novembre 1995) - En remplacement de M. Jacques Habert, rapporteur de la commission des affaires étrangères - Discussion générale - commune avec celle du projet de loi n° 13 (95-96) (p. 2419, 2420) :** engagement du Kirghizistan dans la construction d'un Etat de droit et d'une économie de marché. Tensions ethniques de ce pays. Limites des relations économiques, politiques et culturelles entre la France et le Kirghizistan.

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République du Kirghizistan [n° 0013 (95-96)] - (9 novembre 1995) - En remplacement de M. Jacques Habert, rapporteur de la commission des affaires étrangères - Discussion générale - commune avec celle du projet de loi n° 9 (95-96) - Voir son intervention sous le projet de loi n° 9 (95-96) (p. 2419, 2420).**

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement sur la réforme de la protection sociale, suivie d'un débat et d'un vote - (16 novembre 1995) (p. 2606, 2607) :** spécificité française de la protection sociale. Solidarité. Déficit du régime général de la sécurité sociale. Rôle du Parlement. Conventions d'objectifs nationaux et régionaux des différentes caisses d'assurance maladie. Création d'un régime

universel d'assurance maladie. Réforme hospitalière. Cotisations des chômeurs et des retraités. CSG. Renforcement du contrôle médical. Généralisation du carnet de suivi médical. Français de l'étranger.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Justice

- (27 novembre 1995) (p. 3180, 3181) : accès au droit à l'aide juridique. Délivrance des certificats de nationalité aux Français de l'étranger. Service de la nationalité. Greffiers en chef. Vote de ce projet de budget par les sénateurs non-inscrits.

Affaires étrangères

- (29 novembre 1995) (p. 3359, 3360) : réduction des crédits. Situation en Algérie. Réseau diplomatique et consulaire. Emplois. Enseignement français à l'étranger. Action audiovisuelle extérieure. Renforcement des liens économiques avec l'Amérique latine. Votera ce projet de budget.

Industrie (et commerce extérieur)

- (7 décembre 1995) (p. 3964, 3965) : commerce extérieur. Faible nombre de Français expatriés. Exportations des PME-PMI. Coopérants du service national, CSN. Union européenne. Malgré l'insuffisance des crédits proposés, votera ce projet de budget.

Anciens combattants et victimes de guerre

- (9 décembre 1995) (p. 4103) : respect des engagements du Président de la République et dialogue constructif entre le Gouvernement et le monde combattant. Décoration des soldats de la grande guerre, dossier des anciens combattants français résidant à l'étranger. Dérogation à la forclusion des pensions pour les anciens combattants d'Indochine. (p. 4104) : votera ce projet de budget.

DURRIEU (Josette), sénateur (Hautes-Pyrénées) SOC,

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Délégué suppléant de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 19 octobre 1995).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information supplémentaire, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur les enjeux et les risques des investissements étrangers en Chine, à la suite d'une mission d'information effectuée dans ce pays [n° 0238 (94-95)] (23 mars 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 19 janvier 1995) - Chine.

Proposition de loi, déposée avec Mme Françoise Seligmann et M. Michel Dreyfus-Schmidt et les membres du groupe socialiste apparenté et rattachés, autorisant un accès direct à

leur dossier des personnes mises en examen [n° 0378 (94-95)] (17 juillet 1995) - Justice.

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Urbanisme [n° 0079 (95-96), tome 15] (21 novembre 1995) - Lois de finances.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Aménagement du territoire, équipement et transports - I - Urbanisme et services communs

- (5 décembre 1995) - Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (p. 3755, 3757) : budget de rigueur. Transfert de l'architecture au ministère de la culture. Conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement, CAUE. Evolution des crédits de l'urbanisme. Simplification du droit de l'urbanisme. Diminution des crédits spécifiques consentis à certaines zones. Diminution des crédits destinés à plusieurs chapitres budgétaires. Contrairement à l'avis de son rapporteur, la commission des affaires économiques a donné un avis favorable à l'adoption des crédits de l'urbanisme. (p. 3760) : à titre personnel, étudiants en architecture. Rôle de l'architecte - Examen des crédits - Avant la division II - Avant l'art. 61 (p. 3763, 3765) : ses amendements n° II-32 : élargissement de l'assiette de la taxe pour le financement des dépenses des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement, CAUE, aux travaux de réhabilitation ; n° II-33 : élargissement de l'assiette de cette même taxe aux constructions destinées à être affectées à un service public ; et n° II-34 : relèvement du plafond de la taxe pour le financement des dépenses des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement, CAUE ; rejetés.

DUSSAUT (Bernard), sénateur (Gironde) SOC.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 236 (JO Débats du 13 décembre 1995) (p. 4285) - Ministère : Education - *Situation des directeurs d'école* - Réponse le 20 décembre 1995 (p. 4412) - **Directeurs d'école**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Commerce et artisanat

- (8 décembre 1995) (p. 4070, 4072) : fonds d'intervention pour la sauvegarde, la transmission et la restructuration des activités commerciales et artisanales, FISAC. Fonds locaux d'adaptation du commerce rural. Concours publics. Loi Royer et réforme du droit de la concurrence. Relance de la consommation. Investissements de proximité. Formation et apprentissage. Normes de sécurité. Secteur du bâtiment. Accès aux marchés publics. Fiscalité. Protection sociale des

artisans. Taxe sur les grandes surfaces collectée par l'Organisation autonome nationale de l'industrie et du commerce, ORGANIC. Le groupe socialiste ne votera pas ce projet de budget.

DUSSEAU (Joëlle), sénateur (Gironde) NI puis RDSE.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques (JO Lois et décrets du 13 octobre 1995).

DÉPÔTS

Proposition de loi, tendant à assurer une plus grande sécurité sur les routes en incitant les conducteurs de véhicules à mieux respecter les limitations réglementaires de la vitesse [n° 0212 (94-95)] (16 janvier 1995) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 12 janvier 1995) - **Code de la route.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi concernant les clauses abusives, la présentation des contrats, le démarchage, les activités ambulantes, le marquage communautaire des produits et les marchés de travaux privés - Deuxième lecture [n° 0208 (94-95)]** - (17 janvier 1995) - **Après l'art. 12 (p. 458, 459) :** son amendement n° 8 : création d'un délit de grands excès de vitesse ; rejeté. (p. 460) : urgence d'une législation sur les grands excès de vitesse. (p. 462) : différence entre les dangers du tabac et ceux de la voiture.

- **Projet de loi de programmation du "nouveau contrat pour l'école" [n° 0197 (94-95)]** - (4 juillet 1995) - **Discussion générale (p. 851 à 853) :** distorsion entre les 158 mesures et l'aspect bref du projet de loi. Absence d'innovation. Création d'un groupe de travail sur la citoyenneté. Artifice d'un référendum sur le système éducatif. Grand nombre de mesures d'ordre réglementaire. Modestie des mesures financières. Absence de mesure financière d'accompagnement. Inquiétude relative aux mesures d'organisation des collèges. Contrat commune-école. Tâche confiée à des chômeurs.

- **Projet de loi portant amnistie [n° 0341 (94-95)]** - (17 juillet 1995) - **Discussion générale (p. 1061) :** interrogation sur la notion d'amnistie et ses limites. Amnistie des "commandos anti-IVG". Exclusions du champ d'application de l'amnistie. Atteinte contre les enfants et les personnes vulnérables. Discrimination entre le traitement des infractions commises par des employeurs et des infractions commises par des employés. (p. 1062) : permis de conduire à points et délits de très grande vitesse.

- **Suite de la discussion - (18 juillet 1995) - Art. 13 (amnistie individuelle par décret du Président de la République) (p. 1089) :** se déclare favorable à l'amendement n° 56 de M. Claude Estier (personnes souffrant d'une maladie incurable) - **Art. 26 (infractions exclues de l'amnistie) (p. 1119) :** violence morale et mentale. Entrave à l'exercice d'un droit. (p. 1124, 1126) : son amendement n° 20 : contravention entraînant un retrait de trois points du permis de conduire ; rejeté. (p. 1141, 1142) : se déclare opposée à l'amendement n° 17 de M. Christian Bonnet (manifestations pacifiques contre l'interruption volontaire de grossesse).

- **Suite de la discussion - (19 juillet 1995) - Art. 26 (suite) (p. 1165) :** se déclare favorable à l'amendement n° 89 de

M. Claude Estier (discrédit sur un acte ou une décision juridictionnelle) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 1174) : réserves sur le principe de l'amnistie. Inégalités fondamentales. Amendement de M. Christian Bonnet. Une partie du groupe du RDE se prononcera contre ce texte.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 0393 (94-95)] - (26 juillet 1995) - Art. 26 (infractions exclues de l'amnistie) (p. 1528, 1529) : amendement de M. Jean-Jacques Hyest. Centres de planification. Femmes en détresse.

- Projet de loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes [n° 0002 (95-96)] - (9 novembre 1995) - Discussion générale (p. 2466, 2468) : expérimentation dans douze départements. Financement de la prestation et accroissement de la charge pour les départements. Projections démographiques. Intervention du

fonds de solidarité vieillesse. Nombreux textes d'application prévus. Dérive de l'allocation compensatrice pour tierce personne. Financement des lits de cure médicale.

- Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale [n° 0122 (95-96)] - (14 décembre 1995) - Discussion générale (p. 4368, 4370) : débat "surréaliste". Dette. Réserves de la commission. Champ d'application des ordonnances. Manifestants. Agents retraités des collectivités locales. Multiplication des prélèvements. Les sénateurs de Radical, membres du groupe du RDSE, voteront contre ce projet de loi.

- Projet de loi de finances rectificative pour 1995 [n° 0119 (95-96)] - Suite de la discussion - (20 décembre 1995) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 4587) : prestation d'autonomie des personnes âgées. Amendements déposés par M. Alain Vasselle.

E

ECKENSPIELLER (Daniel), sénateur (Haut-Rhin) RPR-A.

Elu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Logement

- (26 novembre 1995) - **Question budgétaire** (p. 3125) : prime à l'amélioration de l'habitat. Augmentation des crédits liés à la prime à l'amélioration de l'habitat. Travaux d'amélioration. Solution à la crise du bâtiment.

ÉGU (André), sénateur (Ille-et-Vilaine) UC.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995) ; puis secrétaire (JO Lois et décrets du 6 octobre 1995).

Membre titulaire du conseil de gestion du Fonds national pour le développement de la vie associative.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement - Deuxième lecture [n° 0139 (94-95)]** - (16 janvier 1995) - **Discussion générale** (p. 332, 333) : compétence des communes en matière d'eau et d'assainissement. Condamnation de trois maires du département de l'Ille-et-Vilaine. Nouveau code rural. Pollution de l'eau. Conseil départemental de l'environnement. Article additionnel 45 bis introduit par l'Assemblée nationale - **Art. 5 (agrément administratif des associations de protection de l'environnement)** (p. 345, 346) : son amendement n° 157 : procédure d'action en représentation conjointe ; retiré - **Art. 7 bis (comités régionaux de l'environnement)** (p. 353) : son amendement n° 200 : établissement d'un inventaire du patrimoine paysager de la région ; adopté - **Après l'art. 36 septies** (p. 410, 411) : soutient les amendements de M. Michel Souplet n° 142 (indemnisation des dégâts causés aux récoltes et aux biens agricoles assujettis à la mutualité sociale agricole) et n° 143 (création d'un fonds d'indemnisation des dommages causés par les espèces animales protégées) - **Art. 37 (modifications de la loi sur les déchets)** (p. 413) : son amendement n° 159 : suppression de la notion d'échec des mesures de protection du site ; devenu sans objet - **Art. 38 A (financement des analyses et expertises par l'exploitant)** (p. 419, 420) : son amendement n° 160 : conditions des contrôles techniques déterminées par un décret en Conseil d'Etat ; retiré - **Art. 45 bis (responsabilité pénale des personnes morales)** (p. 433,

434) : son amendement n° 205 : responsabilité de la personne morale publique ; retiré.

- **Projet de loi portant amnistie [n° 0341 (94-95)]** - (17 juillet 1995) - **Discussion générale** (p. 1045) : tradition de l'amnistie. Responsabilité sans faute des élus locaux. Pouvoir des élus locaux et réglementation. (p. 1046) : infractions au droit de l'environnement. Votera ce projet de loi.

- **Conclusions du rapport de M. Pierre Fauchon, fait au nom de la commission des lois, sur : la proposition de loi (n° 406, 94-95) de M. Jacques Larché déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à la responsabilité pénale des élus locaux pour des faits d'imprudence ou de négligence commis dans l'exercice des fonctions ; la proposition de loi (n° 255, 94-95) de M. Claude Huriet relative à la protection pénale des exécutifs locaux à raison des actes commis dans l'exercice de leurs fonctions ; et la proposition de loi (n° 361,94-95) de M. Hubert Haenel déposée avec plusieurs de ses collègues, visant à étendre aux districts les règles applicables à la responsabilité des syndicats de communes pour les accidents survenus aux membres de leur comité et à leur président, en complétant l'article L.164-5 du code des communes. [n° 406-255-361 (94-95)]** - Suite de la discussion - (14 novembre 1995) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2503, 2504) : remerciements au garde des sceaux, ainsi qu'aux membres du groupe de travail issu de la commission des lois. Condamnation de maires pour des faits non intentionnels dans le département d'Ille-et-Vilaine. Votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Discussion générale :

- (21 novembre 1995) (p. 2698, 2699) : accroissement des charges financières des collectivités territoriales et diminution des concours de l'Etat. Problèmes liés aux modalités d'application du pacte de stabilité financière entre l'Etat et les collectivités. Inégale répartition de la dotation globale de fonctionnement entre communes urbaines et communes rurales. Insuffisante augmentation de la dotation forfaitaire. Dotation globale d'équipement. Diminution de la dotation de compensation de la taxe professionnelle. Taux de remboursement du fonds de compensation pour la TVA, FCTVA. Difficultés de la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales, CNRACL. Le groupe de l'Union centriste votera ce projet de loi sous le bénéfice de ces observations.

Discussion des articles de la première partie :

- **Suite de la discussion - (24 novembre 1995) - Art. 13 (pérennisation de la majoration pour frais d'assiette et de recouvrement des impôts directs locaux)** (p. 2897) : caractère injustifié de cette pérennisation de la majoration, les travaux de révision des valeurs locatives étant terminés depuis plusieurs années - **Art. 11 (précédemment réservé le 23 novembre 1995 p. 2848) (cotisations minimum de taxe professionnelle)** (p. 2945) : grande réforme de la fiscalité locale et notamment de la taxe professionnelle - **Après l'art. 15 bis** (p. 2972) : soutient l'amendement n° I-44 de M. Michel Souplet (déduction forfaitaire des dépenses de mise en conformité des bâtiments d'exploitation avec les normes d'environnement). Notion de travaux d'amélioration non rentables. (p. 2974) : soutient l'amendement n° I-45 de M. Michel Souplet (modification du taux de la déduction forfaitaire applicable aux immeubles ruraux loués par bail à long terme). (p. 2976) : soutient les amendements de M. Michel Souplet, n° I-47 (possibilité pour l'apporteur de faire inscrire à l'actif du bilan de la société bénéficiaire de l'apport, ses stocks pour leur valeur vénale) et n° I-46 (suppression de l'obligation du bail à long terme en matière de report d'imposition des plus-values en cas d'apport à une société agricole).

- Suite de la discussion - (25 novembre 1995) - Après l'art. 22 (p. 3006) : soutient l'amendement n° I-16 de M. Pierre Hérisson (allègement de la taxe perçue sur les sciages au profit du Fonds forestier national).

Deuxième partie :

Jeunesse et sports

- (26 novembre 1995) (p. 3140, 3142) : rôle du sport pour les jeunes. Diminution des crédits budgétaires. Remise en cause des contrats de plan Etat-régions. Fiscalité des associations "profession sport". Crédits du Fonds national pour le développement de la vie associative, FNDVA. Aménagement des rythmes scolaires. Construction du Grand Stade. Niveau des recettes du Fonds national pour le développement du sport, FNDS. Au nom du groupe de l'Union centriste, votera ce projet de budget.

Culture

- (27 novembre 1995) (p. 3209, 3210) : politique de rééquilibrage culturel entre Paris et la province. Renforcement des enseignements artistiques. Rythmes scolaires. Conservatoires et écoles de musique et de danse. Retour du secteur de l'architecture au ministère de la culture. Ecoles d'architecture. Directive "Télévision sans frontière". Annulations de crédits sur le budget de 1995. Vote de ce projet de budget par le groupe de l'Union centriste - **Question budgétaire** (p. 3225) : procédure d'appel des avis émis par les architectes des bâtiments de France aux abords des monuments historiques.

Communication

- (7 décembre 1995) - **Examen des crédits - Etat C - Titre V** (p. 3929) : vote de ces crédits par le groupe de l'Union centriste.

ÉMIN (Jean-Paul), sénateur (Ain) RI.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires économiques ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995) ; puis secrétaire (JO Lois et décrets du 6 octobre 1995).

Membre suppléant du Conseil supérieur de la forêt et des produits forestiers (JO Lois et décrets du 26 octobre 1995).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement (16 janvier 1995).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information supplémentaire, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur les enjeux et les risques des investissements étrangers en Chine, à la suite d'une mission d'information effectuée dans ce pays [n° 0238 (94-95)] (23 mars 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 19 janvier 1995) - Chine.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement - Deuxième lecture** [n° 0139 (94-95)] - (16 janvier 1995) - **Art. 36 quater** (*protection des espèces et habitats naturels*) (p. 400) : soutient l'amendement n° 166 de M. Jean Pépin (suppression de la notion d'imprudence en ce qui concerne les échappées d'animaux enfermés dans les parcs zoologiques) - **Après l'art. 37** (p. 416) : sur l'amendement n° 8 du Gouvernement (regroupement des dispositions instituant une taxe sur les déchets industriels), soutient le sous-amendement n° 167 de M. Henri Revol.

EMMANUELLI (Xavier), secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence.

dans le Gouvernement Juppé le 18 mai 1995 (JO Lois et décrets du 19 mai 1995).

Fin de ses fonctions ministérielles (démission du Gouvernement le 7 novembre 1995) (JO Lois et décrets du 8 novembre 1995).

puis, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence dans le deuxième Gouvernement Juppé le 7 novembre 1995 (JO Lois et décrets du 8 novembre 1995).

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 10 de M. Alain Joyandet : **Sans domicile fixe** (*Aides aux sans-abri*) (JO Débats du 8 décembre 1995) (p. 3940).

EMORINE (Jean-Paul), sénateur (Saône-et-Loire) RI.

Elu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire du Conseil supérieur de la coopération (JO Lois et décrets du 1er novembre 1995).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996** [n° 0076 (95-96)]

Deuxième partie :

Agriculture, pêche et alimentation

- (28 novembre 1995) (p. 3309) : effort pour la formation et l'installation des jeunes. Zones à vocation herbagère. Fonds de gestion de l'espace rural. Relance de la politique de bonification des prêts à l'agriculture.

ESTIER (Claude), sénateur (Paris) président du groupe SOC.

Réélu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Vice-président de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne ; nouvelle nomination en tant que vice-président (JO Lois et décrets des 13 et 14 octobre 1995).

Vice-président de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe.

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne, sur la XII^e Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires qui s'est tenue à Paris les 27 et 28 février 1995 [n° 0241 (94-95)] (30 mars 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 19 janvier 1995) - **Union européenne**.

Proposition de loi, déposée avec des membres du Groupe socialiste, apparenté et rattachés, sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, de l'acquisition et de la vente de mines antipersonnel [n° 0365 (94-95)] (12 juillet 1995) - **Armes (ventes)**.

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à permettre le départ à la retraite anticipée pour les anciens combattants en Afrique du Nord, de 1952 à 1962, demandeurs d'emploi en fin de droits, dès l'âge de 55 ans [n° 0068 (95-96)] (14 novembre 1995) - **Anciens combattants et victimes de guerre**.

Rapport d'information, fait avec M. Jacques Genton, sur la XIII^e Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires qui s'est tenue à Madrid le 8 novembre 1995 [n° 0072 (95-96)] (15 novembre 1995) - **Union européenne**.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 7 (JO Débats du 20 octobre 1995) (p. 1978) - Ministère : Affaires étrangères - *Rencontre des présidents Chirac et Zéroual* - Réponse le 20 octobre 1995 (p. 1979) - **Politique internationale**

n° 4 (JO Débats du 8 décembre 1995) (p. 3933) - Ministère : Premier ministre - *Négociations avec les partenaires sociaux* - Réponse le 8 décembre 1995 (p. 3933) - **Travail**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 0218 (94-95)]** - (19 janvier 1995) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 520) : le groupe socialiste s'abstiendra.

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement, suivie d'un débat [n° 0294 (94-95)]** - (24 mai 1995) (p. 591) : composition du Gouvernement. Rôle de l'opposition. (p. 592) : mise en oeuvre et financement des mesures promises pendant la campagne présidentielle. (p. 593) : affectation du produit des privatisations. Rôle du Parlement. Réforme du système éducatif. Extension du champ du référendum. Construction européenne. (p. 594) : avec les sénateurs socialistes, n'accordera pas sa confiance au Gouvernement.

- **Projet de loi portant transposition de la directive n° 93/7 du 15 mars 1993 du Conseil des Communautés européennes relative à la restitution de biens culturels ayant quitté illicitement le territoire d'un Etat membre [n° 0237 (94-95)]** - (12 juillet 1995) - Après l'art. 23 (p. 1001) : sur l'amendement n° 14 du Gouvernement (protection des terrains contenant des vestiges archéologiques et répression des infractions commises par le propriétaire du bien), son sous-amendement n° 15 ; adopté.

- **Projet de loi portant amnistie [n° 0341 (94-95)]** - (17 juillet 1995) - **Art. 2 (amnistie de certains délits)** (p. 1067) : son amendement, soutenu par M. Jean-Luc Mélenchon, n° 90 : exclusion du champ de l'amnistie des infractions commises en relation avec des conflits tendant à contester les obligations légales des assurés ; adopté.

- **Suite de la discussion** - (18 juillet 1995) - **Art. 7 (amnistie des infractions punies de peines d'amende ou de peines d'emprisonnement inférieures à un certain quantum)** (p. 1082) : son amendement, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 50 : amnistie pour les peines d'emprisonnement inférieures à douze mois avec sursis ; rejeté - **Art. 13 (amnistie individuelle par décret du Président de la République)** (p. 1085, 1087) : ses amendements, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 54 : amnistie pour les personnes vivantes ; et n° 56 : personnes souffrant d'une maladie incurable ; rejetés. (p. 1091) : ses amendements, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 57 : suppression des dates "1914-1918" ; et n° 58 : remplacement des dates "1914-1918" par les dates "1870-1871" ; retirés. (p. 1093) : son amendement, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 59 : interdiction du territoire ; rejeté - **Après l'art. 14** (p. 1095) : son amendement, soutenu par M. Jean-Luc Mélenchon, n° 60 : représentants du personnel licenciés pour une faute autre que lourde volontairement dolosive ; rejeté - **Art. 18 (effets de l'amnistie sur les autorisations administratives et sur certaines peines complémentaires)** (p. 1109) : ses amendements, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 63, n° 64 et n° 65 : mesures d'interdiction du territoire ; rejetés - **Art. 20 (amnistie des faits d'évasion - supprimé par l'Assemblée nationale)** (p. 1112) : son amendement de rétablissement, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 66 ; rejeté - **Art. 26 (infractions exclues de l'amnistie)** (p. 1119) : son amendement, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 68 : "exclusions perpétuelles" ; rejeté. (p. 1126, 1128) : ses amendements, soutenus par M. Jean-Luc Mélenchon, n° 69 : salaire minimum et rémunération mensuelle ; n° 70 : durée du travail ; et n° 71 : organisation du travail à temps partiel ; rejetés. (p. 1129, 1131) : ses amendements, soutenus par M. Jean-Luc Mélenchon, n° 72 : heures supplémentaires ; n° 73 : travail de nuit ; n° 74 : âge d'admission au travail ; et n° 75 : emploi des enfants dans les spectacles et les professions ambulantes comme mannequin dans la publicité et la mode ; rejetés. (p. 1132, 1134) : ses amendements, soutenus par M. Jean-Luc Mélenchon, n° 76 : repos hebdomadaire ; n° 77 : travail du dimanche des apprentis ; n° 78 : constitution et fonctionnement des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ; n° 79 : délégués du personnel ; n° 80 : comité d'entreprise ; et n° 81 : entrave syndicale ; rejetés. (p. 1135, 1136) : ses amendements, soutenus par M. Jean-Luc Mélenchon, n° 83 : discrimination syndicale ; rejeté ; n° 82 : entrave à l'action des inspecteurs du travail et n° 84 : infractions aux règlements communautaires et nationaux du transport par route ; adoptés. (p. 1137) : son amendement, soutenu par M. Jean-Luc Mélenchon, n° 85 : infraction à la réglementation sur les fouilles archéologiques ; adopté. (p. 1144) : se déclare opposé à l'amendement n° 17 de M. Christian Bonnet (manifestations pacifiques contre l'interruption volontaire de grossesse).

- **Suite de la discussion** - (19 juillet 1995) - **Art. 26 (suite)** (p. 1161, 1163) : ses amendements, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 86 : actes de rébellion ; retiré ; n° 87 : outrage aux agents publics ; n° 88 : outrage à un magistrat ou à un juré ; et n° 89 : discrédit sur un acte ou une décision juridictionnelle ; rejetés.

- **Rappel au règlement** - (4 octobre 1995) (p. 1783) : intervient sur le rappel au règlement de Mme Hélène Luc - Possibilité pour chaque groupe d'être représenté à la vice-présidence du Sénat.

- **Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale [n° 0122 (95-96)]** - (14 décembre

1995) - **Rappel au règlement** (p. 4319) : négociations entre le Gouvernement et les partenaires sociaux. Rôle du Parlement. Distribution tardive du rapport sur ce projet de loi. Demande au Gouvernement de renoncer à cette procédure - **Rappel au règlement** (p. 4327) : demande une suspension de séance pour permettre à son groupe de se réunir - **Discussion générale** (p. 4338, 4339) : vote de la commission des affaires sociales. Attitude de l'actuelle majorité face aux ordonnances prises par le Gouvernement Mauroy en 1982. Réitère sa demande de suspension de séance.

- **Suite de la discussion** - (15 décembre 1995) - **Rappel au règlement** (p. 4377, 4378) : proteste contre le dépôt d'une motion tendant à opposer la question préalable. Demande une suspension de séance et souhaite la mise aux voix de cette demande.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 [n° 0119 (95-96)] - Suite de la discussion** - (20 décembre 1995) - **Art. 24 (modification de l'abattement sur le produit brut des jeux dans les casinos)** (p. 4579) : soutient l'amendement n° 50 de M. Jean-Pierre Masseret (suppression de l'abattement pour dépenses d'équipement et d'entretien hôtelier ou thermal).

- **Rappel au règlement** - (20 décembre 1995) (p. 4589) : conditions de convocation de la commission mixte paritaire réunie sur le projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale. Recours auprès du Conseil constitutionnel.

F

FALCO (Hubert), sénateur (Var) RI.

Elu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Défense - Air [n° 0080 (95-96), tome 7] (21 novembre 1995) - Lois de finances.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Défense

- (6 décembre 1995) - Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, pour la section "air" (p. 3862, 3864) : diminution des crédits budgétaires. Situation des sous-officiers. Baisse des crédits de fonctionnement des bases aériennes. Question de la pérennité du programme Rafale. Situation du projet d'avion de transport futur, ATF. Conséquences de la participation française aux opérations extérieures. Réduction des emplois militaires. Budget d'attente. Propose au Sénat d'adopter ces crédits.

FATOUS (Léon), sénateur (Pas-de-Calais) SOC.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales ; puis membre de la commission des affaires économiques (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire de la Commission consultative chargée d'émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement sur la réforme de l'accèsion à la propriété, suivie d'un débat** - (11 octobre 1995) (p. 1812, 1813) : le prêt au taux de zéro pour cent. Prêt aidé d'accèsion à la propriété, PAP. Logements sociaux. Prêts complémentaires. Surendettement des ménages. Parc d'HLM. Crise de l'emploi.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Jeunesse et sports

- (26 novembre 1995) (p. 3144, 3145) : régression des crédits budgétaires. Sport professionnel et sport de masse. Diminution des emplois. Diminution des crédits du Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire, FONJEP. Fonds national pour le développement du sport, FNDS. Situation difficile des associations sportives. Accroissement des difficultés du mouvement sportif.

Logement

- (26 novembre 1995) (p. 3109, 3111) : logement et exclusion. Effet relatif du prêt à taux zéro. Taxation des surloyers. Composition sociale des ménages logés dans les HLM. Risque de création de ghettos. Désengagement du Gouvernement en matière de logement locatif social. Réutilisation des fonds provenant du 1 % logement. Revalorisation de l'aide personnalisée au logement, APL. Le groupe socialiste ne votera pas ce projet de budget.

Environnement

- (1er décembre 1995) (p. 3530, 3531) : diminution du budget de l'environnement. Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, ADEME. Augmentation des dépenses d'environnement des collectivités locales. Reprise des essais nucléaires. Le groupe socialiste ne votera pas ce projet de budget.

Aménagement du territoire, équipement et transports - II - Transports - 1. Transports terrestres - 2. Routes - 3. Sécurité routière

- (5 décembre 1995) (p. 3781, 3783) : budget des transports terrestres et aménagement du territoire. Désengagement de l'Etat. Dettes de la SNCF. Concours de l'Etat à la SNCF. Situation financière. Baisse des effectifs. Statut et régime de retraite des cheminots. Contrat de plan SNCF et directive européenne. Désendettement. Financement des futures infrastructures nationales. Commission d'enquête sénatoriale sur la SNCF. Régionalisation des transports. Remise en cause du service public. Le groupe socialiste ne votera pas ce projet de budget.

FAUCHON (Pierre), sénateur (Loir-et-Cher) UC.

NOMINATIONS

Vice-Président de la commission des lois ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995) ; puis vice-président (JO Lois et décrets du 6 octobre 1995).

Vice-président de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne (JO Lois et décrets des 13 et 14 octobre 1995).

Membre titulaire de la Commission d'accès aux documents administratifs ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 19 décembre 1995).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant la loi n° 88-1028 du 9 novembre 1988 portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998 et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer (12 janvier 1995).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi étendant dans les territoires d'outre-mer certaines dispositions du code de la route et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte (12 janvier 1995).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie (19 juillet 1995).

DÉPÔTS

Avis, présenté avec M. Lucien Lanier, au nom de la commission des lois sur le projet de loi [n° 208 (94-95)], modifié par l'Assemblée nationale, concernant les clauses abusives, la présentation des contrats, le démarchage, les activités ambulantes, la concurrence dans le transport routier, le marquage communautaire des produits et les marchés de travaux privés [n° 0210 (94-95)] (12 janvier 1995) - **Consommation**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois, par le groupe de travail sur la responsabilité pénale des élus locaux [n° 0328 (94-95)] (22 juin 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 7 juin 1995) - **Elus locaux**.

Rapport, fait, au nom de la commission des lois sur : 1°) la proposition de loi [n° 406 (94-95)] de M. Jacques Larché et plusieurs de ses collègues relative à la responsabilité pénale des élus locaux pour des faits d'imprudance ou de négligence commis dans l'exercice des fonctions ; 2°) la proposition de loi [n° 255 (94-95)] de M. Claude Huriet relative à la protection pénale des exécutifs locaux à raison des actes commis dans l'exercice de leurs fonctions ; 3°) la proposition de loi [n° 361 (94-95)] de M. Hubert Haenel et plusieurs de ses collègues visant à étendre aux districts les règles applicables à la responsabilité des syndicats de communes pour les accidents survenus aux membres de leur comité et à leur président, en complétant l'article L. 164-5 du code des communes [n° 0032 (95-96)] (18 octobre 1995) - **Elus locaux**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture** [n° 0089 (94-95)] - Suite de la discussion - (12 janvier 1995) - **Art. 40 (exercice illégal des activités vétérinaires)** (p. 297, 298) : intervient sur l'amendement n° 184 de Mme Anne Heinis (pratique de l'échographie animale par les fonctionnaires et agents relevant du service des haras nationaux, sous l'autorité médicale d'un vétérinaire). Nature de l'infraction d'exercice illégal de l'échographie animale.

- **Projet de loi concernant les clauses abusives, la présentation des contrats, le démarchage, les activités ambulantes, le marquage communautaire des produits et les marchés de travaux privés - Deuxième lecture** [n° 0208 (94-95)] - (17 janvier 1995) - Rapporteur pour avis de la commission des lois - **Discussion générale** (p. 451, 452) : s'étonne de la remise en cause par le Gouvernement des dispositions concernant la garantie des entrepreneurs. Caractère non obligatoire de la caution. Demande au Sénat l'adoption d'un amendement concernant le seuil d'application de la garantie des entrepreneurs - **Art. 10 (garanties de paiement des marchés privés de travaux des particuliers)** (p. 455, 457) : son amendement n° 7 : fixation du seuil d'application du système de garantie de l'entrepreneur pour le maître d'ouvrage ; rejeté.

- **Projet de loi portant amnistie** [n° 0341 (94-95)] - Suite de la discussion - (18 juillet 1995) - **Art. 26 (infractions exclues de l'amnistie)** (p. 1144, 1145) : intervient sur l'amendement n° 17 de M. Christian Bonnet (manifestations pacifiques contre l'interruption volontaire de grossesse) et ne prendra pas part au vote sur cet amendement.

- **Suite de la discussion - (19 juillet 1995) - Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1174, 1175) : amnistie attendue et anticipée. Réflexion de fond sur ce principe. Le groupe de l'Union centriste votera ce projet de loi.

- **Projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique, modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire et abrogeant les dispositions relatives à la Communauté et les dispositions transitoires** [n° 0374 (94-95)] - (24 juillet 1995) - **Discussion générale** (p. 1348, 1349) : élargissement du champ de la démocratie directe. Association du Parlement au processus référendaire. Référence aux propositions de la commission des lois. Accroissement du pouvoir des médias. Risque de dérive plébiscitaire. Inutilité d'un contrôle du Conseil constitutionnel. Souveraineté populaire. Instauration d'un débat préalable au Parlement. Session unique du Parlement. (p. 1350, 1351) : rôle du Conseil constitutionnel. Souveraineté populaire. Rôle des représentants de la nation. Impossibilité d'un contrôle du Conseil constitutionnel sur le référendum. Importance des débats dans les commissions parlementaires. Diversification des procédures de vote de la loi. Position partagée du groupe de l'Union centriste sur la modification du régime de l'immunité parlementaire. Question de l'autorisation des poursuites. Le groupe de l'Union centriste souligne l'important travail de la commission des lois.

- **Suite de la discussion - (25 juillet 1995) - Art. 1er (l'extension du champ du référendum législatif)** (p. 1420, 1421) : à titre personnel, sur l'amendement n° 6 de la commission (extension du champ du référendum et procédure parlementaire, cas de la proposition de loi), se déclare opposé au sous-amendement n° 44 de M. Guy Allouche (contrôle de constitutionnalité du texte soumis au référendum par le Conseil constitutionnel). Contrôle de constitutionnalité et souveraineté du peuple - **Après l'art. 3 bis** (p. 1455, 1456) : intervient sur l'amendement n° 9 de la commission (possibilité pour l'assemblée de se prononcer sur une motion de la commission approuvée par la majorité des membres qui la composent, tendant à l'adoption du texte en discussion modifié par les amendements proposés ou acceptés par la commission, le rejet de la motion entraînant le passage à la discussion des articles). Mise au point sur l'examen des amendements en commission. Possibilité donnée au Gouvernement de s'exprimer au sein de la commission - **Art. 13 (par priorité) (l'abrogation des titres XIII et XVII de la Constitution)** (p. 1475) : se déclare favorable à l'amendement n° 13 de M. Jacques Legendre (constitutionnalisation de la francophonie).

Deuxième lecture [n° 0397 (94-95)] - (28 juillet 1995) - **Discussion générale** (p. 1712) : renonce à intervenir compte tenu des explications fournies par le président de la commission des lois - **Art. 1er (l'extension du champ du référendum législatif)** (p. 1720, 1721) : à titre personnel, moment où se situe le débat sur la déclaration du Gouvernement devant chacune des assemblées. Interprétation de la politique économique et sociale et crainte de la disparition de la notion de réforme éducative. Sous cette réserve, votera l'article 1er - **Art. 6 (le nouveau régime de l'inviolabilité parlementaire)** (p. 1731) : remercie le Gouvernement de ses explications et note que la fin de la session ne modifie pas la situation du parlementaire éventuellement élargi à la suite d'une décision de son assemblée, jusqu'à nouvelle décision du bureau.

- **Projet de loi portant adaptation de la législation française aux dispositions de la convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime et tendant à améliorer la lutte contre le trafic de stupéfiants** [n° 0611 (93-94)] - **Suite de la discussion - (18 octobre 1995) - Après l'art. 4** (p. 1894) : intervient sur l'amendement n° 19 de M. Gérard Larcher (extension de l'obligation de déclaration de soupçon aux courtiers d'assurances ou de réassurances).

"Loi des suspects". Concertation nécessaire avec les professionnels intéressés.

- **Conclusions du rapport de M. Pierre Fauchon, fait au nom de la commission des lois, sur : la proposition de loi (n° 406, 94-95) de M. Jacques Larché déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à la responsabilité pénale des élus locaux pour des faits d'imprudence ou de négligence commis dans l'exercice des fonctions ; la proposition de loi (n° 255, 94-95) de M. Claude Huriet relative à la protection pénale des exécutifs locaux à raison des actes commis dans l'exercice de leurs fonctions ; et la proposition de loi (n° 361, 94-95) de M. Hubert Haenel déposée avec plusieurs de ses collègues, visant à étendre aux districts les règles applicables à la responsabilité des syndicats de communes pour les accidents survenus aux membres de leur comité et à leur président, en complétant l'article L.164-5 du code des communes [n° 406-255-361 (94-95)] - (26 octobre 1995) - Rapporteur de la commission des lois - **Discussion générale** (p. 2282, 2283) : accroissement des responsabilités des communes. Conséquences d'un accident dans un lieu public ou d'une atteinte à l'environnement. Exemples de maires condamnés. Conclusions du groupe de travail issu de la commission des lois à l'origine de cette proposition de loi. Référence aux propositions de loi de MM. Claude Huriet et Hubert Haenel. Définition du délit par le nouveau code pénal (article 121-3, alinéa 1). Notion de délinquance non-intentionnelle. Missions d'intérêt général assumées par les élus. Mise en cause fréquente de la responsabilité pénale de l'élu. (p. 2284, 2286) : impossibilité d'une autorisation préalable à la mise en oeuvre de la responsabilité pénale des élus. Inadaptation du concept de faute "détachable" au sens administratif. Notion de faute lourde. Référence à la proposition de Lionel de Tinguy. Différences entre un maire et un chef d'entreprise. Référence à la situation concrète de la commune. Contrôle de la Cour de cassation sur la décision motivée du juge. Question de l'égalité devant la loi. Jurisprudence du Conseil constitutionnel. Cas des préfets et des responsables d'associations. Groupe de travail du Conseil d'Etat. Prévention des dommages. Information des élus locaux. Intégration des propositions de loi de MM. Claude Huriet et Hubert Haenel dans cette proposition de loi. La commission des lois propose l'adoption des conclusions exposées au cours de ce débat - **Question préalable** (p. 2309) : s'oppose à la motion n° 14 de M. Robert Pagès tendant à opposer la question préalable. Spécificité des amendements du Gouvernement dans le respect des conclusions de la commission - **Renvoi à la commission** (p. 2311, 2312) : s'oppose à la motion n° 3 de M. Michel Dreyfus-Schmidt tendant à demander le renvoi à la commission. Liberté pour le Gouvernement de solliciter des avis. Absence de vitesse et de précipitation dans les travaux de la commission des lois. Rappel de l'audition de M. Jacques Fournier, rapporteur du groupe de travail du Conseil d'Etat - **Avant l'art. 1er** (p. 2316, 2317) : s'oppose aux amendements de M. Michel Dreyfus-Schmidt n° 4 (cas où une personne ne peut être reconnue pénalement responsable, y compris ignorance de la loi ou absence de moyens matériels pour faire diligence) et n° 5 (cas où une personne ne peut être reconnue pénalement responsable, notamment ayant accompli toutes diligences normales en fonction des moyens mis à sa disposition). Accepte l'amendement du Gouvernement n° 9 (exemption de la faute d'imprudence ou de négligence en cas de manquement à une obligation de sécurité). Sur cet amendement, s'en remet à la sagesse du Sénat, à titre personnel, pour la première et deuxième partie du sous-amendement de M. Michel Dreyfus-Schmidt n° 15 (qualification de la faute d'imprudence ou de négligence 1° à l'exception des accidents du travail) mais au nom de la commission, s'oppose à la première et deuxième partie de ce même sous-amendement n° 15 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (qualification de la faute d'imprudence ou de négligence 1° à l'exception des accidents du travail) ainsi qu'aux sous-amendements du même auteur n° 16 (levée de l'obligation d'établir concrètement que la personne a accompli toutes diligences normales) et n° 17 (modification**

réactionnelle visant à enlever au tribunal la possibilité de se prononcer sur la compétence du maire).

- **Suite de la discussion - (14 novembre 1995) - Rapporteur de la commission des lois (p. 2495) : élargissement du dispositif par le Gouvernement à la faute d'imprudence ou de négligence résultant d'un manquement aux lois et règlements. Proposition de la commission d'une appréciation "in concreto" de l'imprudence ou de la négligence des élus. Suppression de la référence abstraite aux chefs d'entreprises pour juger un maire - Art. 1er (mise en cause de la responsabilité pénale des élus pour des faits d'imprudence ou de négligence) (p. 2497) : demande le retrait de l'amendement n° 1 de M. Nicolas About (limitation des cas de condamnation pénale des élus locaux à des fautes personnelles, graves, lourdes ou intentionnelles). (p. 2498) : accepte les amendements n° 10 (insertion dans le code des communes pour le maire ou un élu municipal) et n° 11 (insertion dans le code des communes pour le président du conseil général) du Gouvernement. (p. 2499, 2500) : nécessité d'étendre le dispositif à l'ensemble des exécutifs locaux - **Après l'art. 1er** (p. 2500) : s'oppose à l'amendement n° 12 du Gouvernement (nouveau régime du code pénal à appliquer en matière de responsabilité des fonctionnaires) - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 2502) : accepte l'amendement du Gouvernement n° 13 (proposition de loi relative à la responsabilité pénale pour des faits d'imprudence ou de négligence).**

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Discussion des articles de la première partie :

- **Suite de la discussion - (23 novembre 1995) - Art. 6 (réforme de la transmission d'entreprise) (p. 2809) : se déclare favorable à l'amendement n° 1-9 de M. Jean-Jacques Hyst (acte notarié pour les donations conformément aux dispositions du code civil).**

Deuxième partie :

Justice

- (27 novembre 1995) (p. 3190, 3191) : souhaite l'unification de la juridiction administrative et de la juridiction judiciaire. Caractère jurisprudentiel de la juridiction administrative. Exemple positif de la soumission du contentieux de la circulation automobile à la juridiction judiciaire.

Articles non rattachés :

- (9 décembre 1995) - **Après l'art. 59 decies** (p. 4214) : se déclare opposé à l'amendement n° II-55 de Mme Marie-Claude Beaudeau (allongement à quatre ans du délai de reprise de l'administration fiscale).

- **Proposition de loi autorisant un accès direct à leur dossier des personnes mises en examen [n° 0378 (94-95)] - (12 décembre 1995) - Discussion générale** (p. 4264, 4265) : insuffisance de la législation actuelle. Problème du secret de l'instruction. Atteinte au secret de l'instruction avec la communication des documents aux personnes concernées. Difficultés de concilier l'efficacité de l'instruction, le respect des personnes et la transparence nécessaire.

- **Projet de loi modifiant la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques - Deuxième lecture [n° 0153 (95-96)] - (21 décembre 1995) - Discussion générale** En remplacement de M. Luc Dejoie, rapporteur de la commission des lois. (p. 4662) : favorable à la solution de prolonger d'une année le délai d'entrée en vigueur de la condition de diplôme. Accepte ce projet de loi.

FAURE (Jean), sénateur (Isère) UC.

Vice-président du Sénat.

Réélu vice-président du Sénat (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques ; puis membre de la commission des affaires étrangères (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire du Conseil national de la montagne.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement (16 janvier 1995).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Défense - Nucléaire, espace et services communs [n° 0080 (95-96), tome 4] (21 novembre 1995) - **Lois de finances.**

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 9 (JO Débats du 8 décembre 1995) (p. 3939) - Ministère : Jeunesse et sports - *Vigipirate et les classes de neige* - Réponse le 8 décembre 1995 (p. 3939) - **Sécurité civile**

INTERVENTIONS

- **En qualité de président de séance**

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire de Moldavie** - (28 juin 1995) (p. 688).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire de Slovaquie** - (6 décembre 1995) (p. 3859, 3860).

- **En qualité de sénateur**

- **Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture [n° 0089 (94-95)] - Suite de la discussion** - (10 janvier 1995) - **Après l'art. 3 bis (p. 78) : son amendement, soutenu par M. Raymond Bouvier, n° 259 : garantie de la qualité d'authenticité des produits alimentaires certifiés conformes et bénéficiant d'une appellation d'origine contrôlée, AOC ; adopté.**

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Défense

- (6 décembre 1995) - Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, pour le nucléaire, l'espace et les services communs (p. 3856, 3858) : évolution des crédits budgétaires relatifs à l'armement nucléaire. Négociations relatives au traité d'interdiction générale des essais nucléaires. Développement des moyens de simulation. Situation du plateau d'Albion. Avenir des composantes nucléaires, sous-marines et aéroportées. Financement de la politique spatiale. Programme franco-allemand d'observation optique. Construction de l'Europe spatiale militaire. Avis favorable sur ce projet de budget.

FILLON (François), ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Fin de ses fonctions ministérielles (démission du Gouvernement le 11 mai 1995) (JO Lois et décrets du 12 mai 1995).

puis, *ministre des technologies de l'information et de La Poste* dans le Gouvernement Juppé le 18 mai 1995 (JO Lois et décrets du 19 mai 1995).

Fin de ses fonctions ministérielles (démission du Gouvernement le 7 novembre 1995) (JO Lois et décrets du 8 novembre 1995).

puis, *ministre délégué à La Poste, aux télécommunications et à l'espace* dans le deuxième Gouvernement Juppé le 7 novembre 1995 (JO Lois et décrets du 8 novembre 1995).

En qualité de ministre délégué à La Poste, aux télécommunications et à l'espace

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 221 de M. Jean-Pierre Demerliat : **Poste (La) (Transfert du fichier de la Caisse nationale d'épargne de la poste d'Île-de-France de Limoges vers Guéret (Creuse))** (JO Débats du 13 décembre 1995) (p. 4256).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Technologies de l'information et Poste

- (7 décembre 1995) (p. 3971, 3977) : promotion des autoroutes de l'information. Projets d'expérimentation. Cadre réglementaire. Budget civil de recherche et de développement. Télécommunications : ouverture à la concurrence. Changement de statut de France Télécom. Alliance avec Deutsch Telekom. Garantie des missions de service public de France Télécom. La Poste. Maintien du monopole. Bureaux de poste. Transport et distribution de la presse. Agence européenne de l'espace : accord à la Conférence de Toulouse. Programme Ariane 5. Vois habités. Participation de l'Europe à la station spatiale internationale Alpha. Centre national d'études spatiales, CNES. Programmes spatiaux nationaux. (p. 3988, 3992) : ouverture à la concurrence du secteur des télécommunications. Préparation du projet de loi de réglementation des télécommunications. Préservation du service public. Statut de France Télécom. Résultats financiers de La Poste. Attachement au service public de La Poste. Suppression de la franchise postale au bénéfice des collectivités locales. Impayés téléphoniques des ministères et administrations à France Télécom. Tarifs téléphoniques dans les DOM. Positionnement de la France sur les autoroutes de l'information. Accès au réseau Internet. Problèmes d'éthique et de droit. Programmes spatiaux nationaux et internationaux. Agence spatiale européenne. Centre national d'études spatiales, CNES. Station spatiale internationale Alpha. Site de Toulouse. Centre spatial guyanais ; programme d'activité ; situation fiscale.

FISCHER (Guy), sénateur (Rhône) CRC.

Elu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 4 (*JO Débats* du 10 novembre 1995) (p. 2428) - Ministère : Aménagement du territoire - *Chômage des jeunes* - Réponse le 10 novembre 1995 (p. 2429) - *Chômage*

INTERVENTIONS

- **Projet de loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes [n° 0002 (95-96)]** - (9 novembre 1995) - **Discussion générale** (p. 2453, 2456) : avenir du système de protection sociale. Historique de la sécurité sociale. Conséquences de l'allongement de l'espérance de vie. Urgence de la mise en place de la prestation d'autonomie. Faiblesse des moyens consacrés à la recherche en gérontologie et à la prévention de la dépendance. Besoins en matière d'établissements d'hébergement. Prise en charge de la dépendance par la sécurité sociale. Opposition à la récupération sur succession. Défauts du dispositif proposé. Poids financier de la nouvelle prestation. Opposition du groupe communiste républicain et citoyen à la mise en place du nouveau dispositif.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Discussion des articles de la première partie :

- **Suite de la discussion** - (23 novembre 1995) - **Après l'art. 5** (p. 2788, 2789) : soutient l'amendement n° I-61 de Mme Marie-Claude Beaudeau (extension de l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune aux biens industriels dont la valeur est supérieure à 12 millions de francs).

*Deuxième partie :***Travail, dialogue social et participation**

- (8 décembre 1995) (p. 4010, 4011) : exonérations et allègements des cotisations patronales. Contrat initiative-emploi, CIE. Création d'emplois. PME-PMI. Grandes entreprises. Réduction des dépenses socialement utiles. Déréglementation et affaiblissement du service public. Crédits de l'insertion professionnelle. Le groupe communiste républicain et citoyen votera contre ce projet de budget - **Examen des crédits - Etat B - Titre IV** (p. 4023) : réduction du nombre de contrats emploi-solidarité, CES. (p. 4024) : son amendement n° II-158 : réduction des crédits du titre IV de 1 517 440 000 francs ; rejeté. CIE - **Art. 69 (fusion de la réduction dégressive et de l'exonération de cotisations d'allocations familiales sur les bas salaires)** (p. 4028) : son amendement de précision n° II-159 ; rejeté.

Intégration et ville

- (8 décembre 1995) (p. 4043, 4044) : politique gouvernementale d'intégration et de lutte contre l'exclusion. Examen des moyens budgétaires. Bénéficiaires du revenu minimum d'insertion, RMI. Lourdeur administrative. Moyens des services publics. Structures de contrôle. Politique de la ville. Développement d'activités et d'emplois dans les quartiers. Le groupe communiste républicain et citoyen ne votera pas ce projet de budget.

- **Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale [n° 0122 (95-96)]** - Suite de la discussion - (15 décembre 1995) - **Rappel au règlement** (p. 4378) : difficultés de la sécurité sociale dues en premier lieu au chômage, à l'insuffisance des salaires et à la précarité du travail. Nécessité de faire contribuer les revenus financiers des entreprises et des banques aux régimes sociaux.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 0145 (95-96)] - (20 décembre 1995) - **Discussion générale** (p. 4592, 4594) : temps de parole des groupes. Méthodes employés par le Gouvernement et sa majorité pour imposer le texte. Recours à la "question préalable positive" et blocage prémédité des discussions. Instauration d'un nouveau prélèvement. Prédominance des critères de rentabilité en matière de soins. Fiscalisation des allocations familiales. Remise en cause à terme du système de retraite par répartition. Désaisissement des partenaires sociaux dans la gestion de la protection sociale. Réaction inadaptée du Gouvernement face aux manifestations de décembre 1995.

- **Projet de loi en faveur du développement des emplois de services aux particuliers [n° 0087 (95-96)]** - (20 décembre 1995) - **Discussion générale** (p. 4612) : pérennisation et extension du dispositif du chèque emploi-service. Remise en cause du code du travail. (p. 4613) : contribution employeur de 0,15 % destinée à financer la formation continue. Possibilité pour les comités d'entreprises et, à défaut, les entreprises, de verser une aide à leurs salariés pour le financement d'un emploi familial. Ouverture aux entreprises des services aux personnes et conséquences. (p. 4614) : confusion dangereuse de l'emploi de service et de l'emploi d'insertion. Le groupe communiste républicain et citoyen demande le retrait de ce projet et, à défaut, s'y opposera - **Art. 1er (institution d'un agrément pour les entreprises se consacrant exclusivement aux services aux personnes)** (p. 4618) : ses amendements n° 10, de suppression, et n° 11 : suppression des dispositions relatives à l'ouverture aux entreprises du secteur des services aux particuliers pour les tâches ménagères ou familiales ; rejetés - **Art. 2 (codification de la législation concernant le chèque-service et l'aide versée par les comités d'entreprises)** (p. 4620) : son amendement de suppression n° 12 ; rejeté. (p. 4621) : son amendement n° 13 : suppression de l'exonération des cotisations sociales des sommes versées par les comités d'entreprises à leurs salariés ; rejeté. Minoration des recettes du régime général de la protection sociale. (p. 4622) : multiplication d'emplois sous-payés. Coexistence sur le même créneau de services aux particuliers, des travailleurs sans statut, des assistantes maternelles agréées et des employés statutaires de la fonction publique territoriale - **Art. 4 (non-cumul des exonérations de charges sociales dont bénéficient les structures d'insertion par l'économique et les associations de services aux personnes)** (p. 4624) : son amendement n° 14 : compensation par le budget général de l'Etat des diverses exonérations de cotisations sociales ; rejeté - **Art. 5 (extension du bénéfice de la réduction d'impôt aux prestations fournies par les entreprises agréées au titre de l'article L. 129-1 du code du travail)** (p. 4625, 4626) : ses amendements n° 15, de suppression, et n° 16 : limitation de la réduction d'impôt à 30 000 francs ; rejetés.

FOSSÉ (Roger), sénateur (Seine-Maritime) RPR-A.

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères.

FOSET (André), sénateur (Hauts-de-Seine) UC.

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et télécommunications.

Membre titulaire du conseil d'administration de France 2.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement (16 janvier 1995).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 208 (94-95)], modifié par l'Assemblée nationale, concernant les clauses abusives, la présentation des contrats, le démarchage, les activités ambulantes, la concurrence dans le transport routier, le marquage communautaire des produits et les marchés de travaux privés [n° 0209 (94-95)] (12 janvier 1995) - **Consommation**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi concernant les clauses abusives, la présentation des contrats, le démarchage, les activités ambulantes, le marquage communautaire des produits et les marchés de travaux privés - Deuxième lecture** [n° 0208 (94-95)] - (17 janvier 1995) - Rapporteur de la commission des affaires économiques - **Discussion générale** (p. 450, 451) : compte rendu de la première lecture à l'Assemblée nationale. Interdiction de certaines pratiques liées aux ventes pyramidales. Interdiction de la publicité pour des offres de services trompeuses. Suppression de clauses abusives dans des modèles de contrats destinés aux consommateurs. Insertion par l'Assemblée nationale d'un dispositif relatif à la sécurité et à la modernisation des transports. Grèves des transporteurs routiers. Amendements rédactionnels et de coordination proposés par la commission des lois - **Art. 10 (garanties de paiement des marchés privés de travaux des particuliers)** (p. 456) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 7 de la commission saisie pour avis (fixation du seuil d'application du système de garantie de l'entrepreneur pour le maître d'ouvrage) - **Après l'art. 12** (p. 459) : s'oppose à l'amendement n° 8 de Mme Joëlle Dusseau (création d'un délit de grands excès de vitesse) - **Art. 13 (rapport à l'assemblée générale extraordinaire)** (p. 464, 465) : évaluation d'un éventuel jugement du Conseil constitutionnel. Défense de l'intérêt des salariés et des actionnaires. S'oppose à l'amendement n° 12 de suppression de M. Etienne Dailly - **Art. 14 (résolutions particulières concernant certaines émissions de valeurs mobilières)** (p. 467) : s'oppose à l'amendement n° 13 de suppression de M. Etienne Dailly - **Art. 16 (constatation par les contrôleurs des transports terrestres des délits de grands excès de vitesse et de manipulation du limiteur de vitesse)** (p. 469) : son amendement n° 3 de coordination ; adopté - **Art. 18 (aggravation des peines encourues en cas de fraude aux règles sur le contrôle du respect des conditions de travail)** (p. 469) : son amendement n° 4 de coordination ; adopté - **Intitulé du projet de loi** (p. 470) : son amendement n° 5 : projet de loi concernant les clauses abusives et la présentation des contrats et régissant diverses activités d'ordre économique et commercial ; adopté.

FOST (Paulette), sénateur (Seine-Saint-Denis) C.

N'a pas été réélue aux élections sénatoriales du 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

INTERVENTIONS

- **Rappel au règlement** - (9 janvier 1995) (p. 5, 6) : article 36 du règlement du Sénat, opposition du groupe communiste à la décision du Gouvernement du 28 décembre 1994 d'augmenter par décret les cotisations à la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales, CNRACL.

FOURCADE (Jean-Pierre), sénateur (Hauts-de-Seine) RI.

Réélu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Président de la commission des affaires sociales ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995) ; puis président (JO Lois et décrets du 6 octobre 1995).

Membre titulaire du Comité national et comités régionaux de l'organisation sanitaire et sociale ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 28 octobre 1995).

Membre suppléant de la Commission consultative chargée d'émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension (JO Lois et décrets du 24 novembre 1995).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant le contrat initiative-emploi (27 juillet 1995).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale (15 décembre 1995).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative aux conditions de développement des thérapies génique et cellulaire [n° 0083 (95-96)] (21 novembre 1995) - **Médecine**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi étendant dans les territoires d'outre-mer certaines dispositions du code de la route et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte** [n° 0170 (94-95)] - (11 janvier 1995) - **Après l'art. 10** (p. 161; 162) : se déclare opposé à l'amendement n° 1 de M. René-Georges Laurin (modification de la rédaction dans un sens plus large).

- **Communication de M. le Premier ministre** - (19 juillet 1995) (p. 1184, 1185) : approuve le dispositif de lutte contre le chômage proposé par le Gouvernement. Contrat initiative-emploi. Exonération de charges sociales. Déficit du système de protection sociale.

- **Projet de loi instituant le contrat initiative-emploi** [n° 0358 (94-95)] - (19 juillet 1995) - **Discussion générale - commune avec celle du projet de loi n° 368 (94-95)** - (p. 1240, 1241) : réforme de la formation des jeunes. Apprentissage. Formation en alternance. SMIC. Données chiffrées. Aménagement du temps de travail. Harmonisation européenne.

- **Projet de loi relatif à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale** [n° 0368 (94-95)] - (19 juillet 1995) - **Discussion générale - commune avec celle du projet de loi n° 358 (94-95)** - Voir intervention sous le projet de loi n° 358 (p. 1240, 1241).

- **Projet de loi instituant le contrat initiative-emploi** [n° 0358 (94-95)] - Suite de la discussion - (20 juillet 1995)

- **Art. 1er (institution du contrat initiative-emploi et suppression du contrat de retour à l'emploi)** (p. 1260) : agents des collectivités territoriales - **Art. L. 322-4-2 du code du travail (publics visés et aides)** (p. 1263) : demande l'adoption de l'amendement n° 47 de la commission (ouverture du CIE à d'autres catégories de personnes) - **Art. L. 322-4-3 du code du travail (employeurs intéressés)** (p. 1268) : demande l'adoption de l'amendement n° 5 de la commission (assouplissement des dispositions de l'article précité et prise en compte d'un licenciement autre que le licenciement économique) - **Sur l'ensemble** (p. 1292, 1293) : personnes exclues de la société. Chômage. Mesures adoptées par le Gouvernement.

- **Projet de loi relatif à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale [n° 0368 (94-95)] - Suite de la discussion - (20 juillet 1995) - Art. 1er (réduction de charges sociales patronales sur les bas salaires)** (p. 1299, 1300) : intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (nécessité de ne pas prendre en compte dans l'assiette de calcul diverses primes) - **Après l'art. 3** (p. 1309) : intervient sur les amendements de M. Jean Chérioux n° 7 (évaluation par l'Inspection générale des affaires sociales des actions des associations) et n° 8 (renforcement de l'information des donateurs en cas de collecte à l'initiative d'un collectif d'associations) - **Sur l'ensemble** (p. 1312) : conséquences financières des dispositions prévues par ce projet de loi. Financement de l'apprentissage et de l'alternance.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 404 (94-95)] - (29 juillet 1995) - Discussion générale - commune avec celle des conclusions du rapport n° 403 (94-95) - Voir son intervention sous le n° 403 (p. 1759, 1760).

- **Projet de loi instituant le contrat initiative-emploi - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 0403 (94-95)] - (29 juillet 1995) - Discussion générale - commune avec celle des conclusions du rapport n° 404 (94-95)** (p. 1759, 1760) : concertation. Système de substitution. Bilan. Réduction des charges sociales et incitation à l'embauche. Amorce d'une décentralisation en matière de lutte contre le chômage.

- **Projet de loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes [n° 0002 (95-96)] - (9 novembre 1995) - Discussion générale** (p. 2448, 2450) : faiblesse et dangers du projet élaboré par le Gouvernement socialiste. Expérience dans douze départements. Fonds de solidarité vieillesse. Systèmes possibles de financement. Responsabilisation des Français. Système de financement et partage définitif entre les collectivités locales et l'Etat. Positions convergentes de la commission saisie au fond et des deux commissions saisies pour avis.

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement sur la réforme de la protection sociale, suivie d'un débat et d'un vote - (16 novembre 1995)** (p. 2592, 2593) : création d'un régime universel d'assurance maladie. Prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes. Remboursement de la dette sociale. Séparation des différentes branches. Allocations familiales. Régimes spéciaux de retraite. Collectivités territoriales. Assurance vieillesse. Réforme hospitalière. Législation par ordonnances.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Discussion des articles de la première partie :

- **Suite de la discussion - (24 novembre 1995) - Art. 18 (détermination de l'enveloppe des concours de l'Etat aux collectivités locales)** (p. 2920) : souhaite s'exprimer au nom du comité des finances locales. Réduction du déficit des finances publiques. Absence de saisine du comité des finances locales. Durée du "pacte de stabilité". Cotisations à la CNRACL. Dispositions relatives à la dotation de compensation de la taxe professionnelle. Dotation globale

d'équipement. (p. 2921) : choix pour les collectivités locales entre la majoration de leur fiscalité et la réduction de leurs programmes d'investissement. (p. 2930) : prolifération des normes mettant à la charge des collectivités territoriales des dépenses de plus en plus lourdes. Avenir de la CNRACL. Dotation de compensation de la taxe professionnelle. Diminution des ressources des collectivités territoriales du fait du "pacte de stabilité" - **Art. 19 (suppression de la première part de la dotation globale d'équipement des communes)** (p. 2941) : se déclare favorable au sous-amendement n° I-294 du Gouvernement (admission au bénéfice de la DGE des communes dont le potentiel fiscal est inférieur à la moitié de la moyenne nationale et abaissement du seuil à 10 000 habitants) modifiant l'amendement n° I-282 de la commission (éligibilité à la DGE des communes de moins de 15 000 habitants et des groupements de moins de 20 000 habitants avec un potentiel fiscal inférieur à 1,4 fois le potentiel fiscal moyen par habitant). Intérêt du critère du potentiel fiscal. Problème de l'exclusion des communes des départements et territoires d'outre-mer.

Deuxième partie :

Santé publique et services communs - Solidarité entre les générations

- (1er décembre 1995) (p. 3567, 3568) : appui de la commission des affaires sociales à ce projet de budget. Réforme de la sécurité sociale. Maîtrise des dépenses médicales et apurement de la dette. Programme de médicalisation du système d'information, PMSI. Suppression du budget global. Mise en place d'accords contractuels sur les majorations d'honoraires. Renforcement des pouvoirs des conseils d'administration des établissements hospitaliers. Prestations d'autonomie.

Travail, dialogue social et participation

- (8 décembre 1995) (p. 4009) : insertion professionnelle des jeunes. Simplification des dispositifs d'insertion. Décentralisation du système. Mise en place de stages d'insertion. Mise en place d'écoles de la "deuxième chance".

Anciens combattants et victimes de guerre

- (9 décembre 1995) (p. 4102) : dialogue du Gouvernement avec l'ensemble des grandes associations et mise à l'étude d'un certain nombre de grands dossiers. Votera avec enthousiasme les amendements du Gouvernement relatifs à la revalorisation annuelle du plafond de la rente mutualiste et au cas des veuves de guerre. Fonds de solidarité des anciens d'Afrique du Nord. (p. 4103) : nécessité de permettre le passage du fonds de solidarité à la préretraite et à la retraite. Remerciements.

- **Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale [n° 0122 (95-96)] - (14 décembre 1995)** (p. 4321, 4322) : travail considérable réalisé par la commission des affaires sociales qui est prête à rapporter - **Rappel au règlement** (p. 4328) : intervient sur les rappels au règlement de MM. Claude Estier et Ivan Renar. Manoeuvres d'obstruction. Demande que l'on ne suspende pas la séance - **Discussion générale** (p. 4335, 4338) : acceptation du recours aux ordonnances. Amendements adoptés par l'Assemblée nationale. Avancées sur le plan social. Articulation entre ce projet de loi et le dispositif de révision constitutionnelle annoncé. Rôles respectifs du Parlement, des partenaires sociaux et de l'administration dans la gestion des régimes. La majorité des membres de la commission des affaires sociales demande au Sénat de voter conforme ce projet de loi. Souhaite un travail de fond sur ces problèmes.

- Suite de la discussion - (15 décembre 1995) - **Question préalable** (p. 4396, 4397) : sa motion n° 2808 tendant à opposer la question préalable ; adoptée. Utilisation du droit d'amendement à des fins d'obstruction. Poursuite et achèvement en temps utile d'une procédure constitutionnelle dont la mise en oeuvre avait été approuvée par les deux assemblées.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 0145 (95-96)] - (20 décembre 1995) - Discussion générale (p. 4601, 4603) : rappel de l'ensemble des textes liés à la réforme de la sécurité sociale. Contrôle du Parlement sur l'ensemble de la protection sociale. Extension de la couverture maladie. Lutte contre le déficit de la sécurité sociale. Adoption préalable par le Parlement du programme gouvernemental de réforme de la protection sociale. Extension de la compétence du Parlement. Travaux de la commission des affaires sociales et de la commission mixte paritaire. Consultation du Parlement pour la préparation des ordonnances. Hommage aux travailleurs gênés par les grèves de décembre 1995.

FOY (Alfred), sénateur (Nord) NI.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours [n° 0217 (94-95)] - Suite de la discussion - (29 juin 1995) - Section 4 du chapitre II du titre II (précédemment réservée p. 739) (dispositions particulières aux communautés urbaines - supprimée par l'Assemblée nationale)** (p. 799) : son amendement de rétablissement, soutenu par M. Jacques Habert n° 92 ; rejeté.

FRANCHIS (Serge), sénateur (Yonne) UC.

Elu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes [n° 0002 (95-96)] - (9 novembre 1995) - Discussion générale** (p. 2477, 2478) : financement de la prestation. Obligation alimentaire et recouvrement sur succession. Incitation au développement de contrats d'assurance-dépendance ou à l'extension des risques couverts par la sécurité sociale.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Discussion des articles de la première partie :

- **Suite de la discussion - (23 novembre 1995) - Art. 9 (institution d'une contribution sur les logements sociaux occupés par des locataires dépassant les plafonds de ressources et d'une contribution sur les produits financiers des organismes d'HLM)** (p. 2835, 2836) : ses amendements n° 1-89 : organisation tous les deux ans par les organismes d'HLM d'une enquête en vue d'établir la liste des locataires soumis au paiement du surloyer ; n° 1-90 : non renouvellement de cette enquête si elle a déjà été effectuée au cours de l'année 1995 ; devenus sans objet ; et n° 1-88 :

harmonisation entre la date d'application de cette loi et les conditions de reversement à l'Etat des sommes collectées ; retiré.

FRANÇOIS (Philippe), sénateur (Seine-et-Marne) RPR.

Réélu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques ; nouvelle nomination en tant que membre (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Vice-président de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne (JO Lois et décrets des 13 et 14 octobre 1995).

Membre titulaire de la Commission nationale consultative des gens du voyage jusqu'au 23 novembre 1995.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la Forêt et des produits forestiers.

Membre titulaire de l'Etablissement public de la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette ; de nouveau membre titulaire (JO Lois et décrets du 6 avril 1995).

Membre titulaire de la Commission consultative pour la production de carburants de substitution ; de nouveau membre titulaire (JO Lois et décrets du 6 avril 1995).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture (12 janvier 1995).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à étendre aux conseils de district, le régime de la suppléance avec voix délibérative [n° 0063 (95-96)] (9 novembre 1995) - **Collectivités territoriales.**

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 4 (JO Débats du 30 juin 1995) (p. 759) - Ministère : Premier ministre - **Création d'emplois dans les petites et moyennes entreprises** - Réponse le 30 juin 1995 (p. 759) - **Emploi**

n° 10 (JO Débats du 20 octobre 1995) (p. 1981) - Ministère : Intérieur - **Liens entre les mafias européennes** - Réponse le 20 octobre 1995 (p. 1981) - **Crimes, délits et contraventions**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture [n° 0089 (94-95)] - Suite de la discussion - (10 janvier 1995) - Art. 6 (critères de répartition des droits à produire)** (p. 97) : son amendement, soutenu par M. Jean-Paul Hamman, n° 127 : conditions de transfert ou d'octroi de ces références ou de ces droits sans faire obstacle à l'installation de nouveaux agriculteurs ; adopté.

- **Suite de la discussion - (11 janvier 1995) - Après l'art. 10** (p. 175) : son amendement, soutenu par M. Jacques de Menou, n° 98 : aléas climatiques, risques épisodiques et fluctuations économiques ; retiré - **Art. 7 (éligibilité aux aides économiques)** : son amendement, soutenu par

M. Jacques de Menou, n° 128 : suppression de la disposition qui prévoit la mention du nom des associés ; retiré - **Après l'art. 10 (suite)** : son amendement, soutenu par M. Jacques de Menou, n° 99 : mesures fiscales en faveur de l'investissement ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - **Après l'art. 9** (p. 195) : son amendement n° 311 : délai d'activité lorsqu'un exploitant fait apport de son exploitation à une société unipersonnelle à responsabilité limitée ; retiré - **Art. 11 (objectifs de la politique d'installation)** (p. 205) : son amendement, soutenu par M. Jean-Paul Hammann, n° 130 : restriction de l'information sur une prochaine libération de l'exploitation ; retiré - **Après l'art. 11** (p. 208) : son amendement, soutenu par M. Jacques de Menou, n° 312 : conditions d'application du régime d'étalement de la subvention d'équipement ; retiré - **Après l'art. 12** (p. 213) : son amendement, soutenu par M. Jacques de Menou, n° 100 : apport de capitaux par des non-exploitants ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** - (12 janvier 1995) - **Après l'art. 17** (p. 237) : soutient l'amendement de M. Alain Pluchet n° 277 (reconnaissance juridique des références de production dans le statut du fermage) - **Art. 22 (groupement foncier rural)** (p. 251, 252) : son amendement n° 7 : possibilité de retrait d'un associé sur autorisation judiciaire dans les groupements forestiers ; adopté - **Après l'art. 24** (p. 256) : ministère de l'agriculture et ministère de l'environnement - **Après l'art. 26** (p. 258, 259) : son amendement, soutenu par M. Jean-Paul Hammann, n° 101 : réciprocité des règles de recul entre les maisons d'habitation occupées par des tiers et les installations d'élevage ; adopté - **Après l'art. 26 bis** (p. 263) : son amendement n° 278 : participation des organisations professionnelles agricoles et forestières à l'action des organismes publics concernant l'environnement ; retiré. Son amendement, soutenu par M. Jean-Paul Hammann, n° 325 : déduction par les propriétaires bailleurs des dépenses correspondant aux travaux de mise aux normes ; retiré - **Après l'art. 33** (p. 274) : son amendement, soutenu par M. Jean-Paul Hammann, n° 134 : limitation du libre choix du statut social des conjoints de non salariés agricoles ; retiré. (p. 275) : son amendement, soutenu par M. Jean-Paul Hammann, n° 132 : possibilité pour les agriculteurs en difficulté de se faire embaucher par les associations intermédiaires ; retiré - **Art. 34 (achèvement de la réforme des cotisations)** (p. 278) : son amendement, soutenu par M. Jean-Paul Hammann, n° 135 : exemption totale de cotisations d'assurance maladie des ressortissants du régime des non-salariés agricoles dans les mêmes conditions que ceux des autres régimes ; retiré - **Après l'art. 36** (p. 286, 287) : ses amendements, soutenus par M. Jean-Paul Hammann, n° 137 : financement de l'action sanitaire et sociale de la mutualité sociale agricole ; et n° 136 : affiliation des salariés fournissant une aide aux agriculteurs pour les actes de la vie quotidienne au régime agricole ; retirés - **Après l'art. 41** (p. 299, 300) : son amendement n° 279 : participation des organisations professionnelles agricoles et forestières à la protection des sites ; adopté.

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement - Deuxième lecture [n° 0139 (94-95)]** - (16 janvier 1995) - **Après l'art. 6** (p. 348) : son amendement, soutenu par M. Jean-Paul Hammann, n° 94 : participation des organisations professionnelles agricoles et forestières à l'action des organismes publics concernant l'environnement ; retiré - **Art. 37 ter A (remise en état des sites pollués)** (p. 417) : son amendement, soutenu par M. Jean-Paul Hammann, n° 61 : enlèvement des boues reconnues contaminées ; retiré.

- **Résolution (n°15, 95-96), adoptée par la commission des affaires économiques et du Plan, en application de l'article 73 bis, alinea 8, du règlement, sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 92/50/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés publics de services, la directive 93/36/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés publics de fournitures et la directive 93/37/CEE portant**

coordination des procédures de passation des marchés publics de travaux, ainsi que la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 93/38/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications (n° E 404) [n° 0292 (94-95)] - (12 octobre 1995) - **Discussion générale** (p. 1844, 1845) : négociations du GATT. Accord sur les marchés publics, AMP. Critique les propositions de directives communautaires de transposition : extension au secteur des transports interurbains, de l'énergie et des télécommunications, exclus de l'AMP. Disparité entre opérateurs publics et privés. Interdiction du dialogue technique.

- **Projet de loi relatif aux transports [n° 0383 (94-95)] - Suite de la discussion** - (19 octobre 1995) - **Art. 7 (pouvoirs des inspecteurs des affaires maritimes en matière de pêche maritime)** (p. 1942) : son amendement n° 47 : agents habilités ; adopté - **Art. 8 (rôle des inspecteurs des affaires maritimes, substitution du service au quartier)** (p. 1943) : son amendement n° 48 : chef du service des affaires maritimes territorialement compétent ; retiré - **Art. 9 (transmission des rapports concernant les navires de pêche à l'inspecteur des affaires maritimes, chef de quartier)** : son amendement n° 49 : chef du service des affaires maritimes territorialement compétent ; retiré - **Art. 10 (constatation des infractions à la loi réprimant la pollution de la mer par les hydrocarbures)** (p. 1944) : son amendement n° 50 : agents habilités ; retiré - **Art. 11 (constatation des infractions à la loi relative à la prévention et à la répression de la pollution marine)** (p. 1945) : son amendement n° 51 : agents habilités ; adopté - **Art. 12 (autorités habilitées à rechercher et constater les infractions en matière d'incinération en mer)** (p. 1946) : son amendement n° 52 : agents habilités ; adopté - **Art. 14 (autorités habilitées en matière d'infractions à la loi relative à l'exploration du plateau continental)** (p. 1947) : ses amendements n° 54 : agents habilités ; adopté ; et n° 53 : chef du service des affaires maritimes ; retiré - **Art. 23 (modifications de la première partie du code de l'aviation civile)** (p. 1960) : appuie les propos de Mme Marie-Claude Beaudeau au sujet de l'aéroport de Roissy - Charles de Gaulle. Riverains de Seine-et-Marne.

FRANÇOIS-PONCET (Jean), sénateur (Lot-et-Garonne) RDE, puis RDSE.

NOMINATIONS

Président de la commission des affaires économiques ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995) ; puis président (JO Lois et décrets du 6 octobre 1995).

Membre titulaire de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 13 octobre 1995).

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (décret n° 95-1066 du 29 septembre 1995 portant création de cet organisme) (JO Lois et décrets du 15 novembre 1995).

Membre titulaire du comité de gestion du Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables (JO Lois et décrets du 6 avril 1995).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture (12 janvier 1995).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement (16 janvier 1995).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information supplémentaire, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur les enjeux et les risques des investissements étrangers en Chine, à la suite d'une mission d'information effectuée dans ce pays [n° 0238 (94-95)] (23 mars 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 19 janvier 1995) - Chine.

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]

Deuxième partie :

Aménagement du territoire, équipement et transports - III - Aménagement du territoire

- (5 décembre 1995) (p. 3817, 3818) : attachement du Sénat à la loi d'orientation pour l'aménagement du territoire. Fracture territoriale. Diminution des crédits. Décrets d'application de la loi pour l'aménagement du territoire. Mise en route et communication au Parlement des rapports et études permettant de construire le système de péréquation. Fonds de péréquation des transports aériens. Elaboration du schéma national d'aménagement du territoire. Contrat de plan avec la SNCF et aménagement du territoire. Création d'universités thématiques dans les villes moyennes. Elaboration du projet de loi sur l'espace rural.

FRAYSSE-CAZALIS (Jacqueline), sénateur (Hauts-de-Seine)
C, puis CRC.

Réélue sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale (15 décembre 1995).

INTERVENTIONS

- Proposition de loi relative aux garanties offertes aux donateurs quant à l'utilisation des fonds collectés grâce à la générosité publique [n° 0343 (94-95)] - (26 octobre 1995) - Discussion générale (p. 2271, 2272) : nécessité d'un contrôle sur l'utilisation des fonds collectés. Désengagement de l'Etat. Problèmes d'éthique et de choix d'utilisation posés par les fonds collectés. Interrogation sur le choix de l'Inspection générale des affaires sociales, IGAS. Rapport de la Cour des comptes. Poids des associations sur la définition des orientations de recherche ou de santé publique. Dépendance de l'IGAS au regard des ministères. Avec les membres du groupe communiste républicain et citoyen, s'abstiendra - **Après l'art. 6 (p. 2276) :** son amendement n° 7 : création d'une commission de contrôle et d'intervention sur l'utilisation et la conformité à leur objet des fonds publics ; rejeté - **Explications de vote sur l'ensemble (p. 2277) :** rôle de l'IGAS. Dépôt d'une proposition de loi relative au contrôle et à l'utilisation des fonds publics pour l'emploi et la prévention des licenciements et des difficultés des entreprises.

- Déclaration de politique générale du Gouvernement sur la réforme de la protection sociale, suivie d'un débat et d'un vote - (16 novembre 1995) (p. 2596, 2599) : financement de la protection sociale. Réforme hospitalière. CSG. Remboursement de la dette sociale. Allocations familiales. Retraités. Cotisations patronales. Prévention et

politique sanitaire. Recherche médicale. Le groupe communiste républicain et citoyen votera contre cette déclaration.

- Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]

Discussion des articles de la première partie :

- Suite de la discussion - (24 novembre 1995) - Après l'art. 14 ter (p. 2960) : soutient l'amendement n° I-111 de Mme Marie-Claude Beaudou (réduction du taux de TVA applicable en matière de gestion de déchets). (p. 2964) : soutient l'amendement n° I-103 de Mme Marie-Claude Beaudou (suppression du taux de la TVA de 2,1 % sur les médicaments). (p. 2966) : soutient l'amendement n° I-107 de Mme Marie-Claude Beaudou (dispositions relatives au versement du Fonds de solidarité vieillesse) - **Art. 15 bis (reprise et création d'entreprises dans les zones de redynamisation urbaine) (p. 2970) :** soutient l'amendement n° I-110 de Mme Marie-Claude Beaudou (suppression progressive de la taxe sur les salaires) - **Après l'art. 15 bis (p. 2977) :** soutient l'amendement n° I-113 de Mme Marie-Claude Beaudou (exonération de la taxe sur les salaires pour les associations à but non lucratif) - **Art. 16 (institution d'une contribution annuelle des organismes collecteurs de la participation des employeurs à l'effort de construction) (p. 2979) :** soutient les amendements de Mme Marie-Claude Beaudou, n° I-115 de suppression et n° I-116 (diminution progressive du taux de la participation des entreprises à l'effort de construction). Prélèvement sur les disponibilités des organismes collecteurs de la participation des entreprises à l'effort de construction. Ponction des sommes que les collecteurs utilisent pour le logement social. Crainte d'une débudgétisation progressive. Problème de la multiplication des fonds alimentés par des ressources affectées. (p. 2981) : le groupe communiste républicain et citoyen votera l'amendement n° I-38 de la commission (possibilité pour les organismes collecteurs de distribuer le prêt à taux zéro) - **Art. 16 bis (institution d'un prélèvement sur les excédents financiers des organismes collecteurs des fonds du congé individuel de formation) (p. 2983) :** soutient l'amendement n° I-234 de Mme Marie-Claude Beaudou (majoration du taux de la taxe d'apprentissage). Ponction sur la trésorerie des OPACIF. Réduction de l'intervention de l'Etat dans le domaine de la formation. Développement souhaitable de l'offre de formation permanente des organismes de formation consulaires.

- Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale [n° 0122 (95-96)] - (14 décembre 1995) - Rappel au règlement (p. 4339) : cite un extrait du rapport de la commission des affaires sociales au sujet des amendements extérieurs et de l'adoption de ce projet de loi. Rôle du Parlement - **Discussion générale (p. 4348, 4350) :** utilisation de l'article 49-3 de la Constitution. Volonté de dialogue du Gouvernement. Recours aux ordonnances sur des sujets d'une importance extrême. Propositions alternatives non débattues. Page de publicité pour le plan du Gouvernement. Large mouvement unitaire de protestation. Réforme nécessaire pour mieux répondre aux besoins sociaux. Causes véritables des problèmes financiers. Profits des entreprises. Rationnement des soins et des médicaments. Personnes à revenus modestes. Industrie pharmaceutique. Gel des allocations familiales. Forfait hospitalier. Sanctions financières envers les médecins. Médecine préventive. Gaspillages. Exigences de l'Europe de Maastricht. Instauration d'une cotisation sur les revenus financiers. Les membres du groupe communiste républicain et citoyen rejettent ce projet de loi.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 0145 (95-96)] - (20 décembre 1995) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 4605) : inadaptation et caractère injuste du plan gouvernemental de réforme de la protection sociale. Maintien de ce plan contre la volonté de la population. Refus du débat démocratique et atteinte aux

prérogatives du Parlement. Le groupe communiste républicain et citoyen votera contre ce texte.

FUZIER (Claude), sénateur (Seine-Saint-Denis) SOC.

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

G

GAILLARD (Yann), sénateur (Aube) RPR-A.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois ; puis membre de la commission des finances (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire du Haut conseil du secteur public (JO Lois et décrets du 27 octobre 1995).

Membre suppléant du Comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics (JO Lois et décrets du 8 décembre 1995).

Membre titulaire de l'Etablissement public de financement et de restructuration créé par la loi n° 95-1251 du 28 novembre 1995 relative à l'action de l'Etat dans les plans de redressement du Crédit Lyonnais et du Comptoir des entrepreneurs (JO Lois et décrets du 21 décembre 1995).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant la loi n° 88-1028 du 9 novembre 1988 portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998 et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer (12 janvier 1995).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi étendant dans les territoires d'outre-mer certaines dispositions du code de la route et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte (12 janvier 1995).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1996 (9 décembre 1995).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1995 (19 décembre 1995).

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Comptes spéciaux du Trésor [n° 0077 (95-96), tome 3 annexe 48] (21 novembre 1995) - Lois de finances.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 19 (JO Débats du 23 novembre 1995) (p. 2817) - Ministère : Budget - Pacte de stabilité monétaire européen - Réponse le 23 novembre 1995 (p. 2817) - Union européenne

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture [n° 0089 (94-95)] - Suite de la discussion - (12 janvier 1995) - Après l'art. 39 (p. 295) :** soutient l'amendement n° 305 de M. Philippe Adnot (modernisation de l'économie de l'appellation d'origine contrôlée Champagne).

- **Projet de loi portant amnistie [n° 0341 (94-95)] - Suite de la discussion - (18 juillet 1995) - Art. 26 (infractions exclues de l'amnistie) (p. 1146) :** se déclare opposé à l'amendement n° 17 de M. Christian Bonnet (manifestations pacifiques contre l'interruption volontaire de grossesse).

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Discussion des articles de la première partie :

- (22 novembre 1995) - **Art. 5 (actualisation du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune et limitation des effets du plafonnement en fonction du revenu) (p. 2778) :** recherche de la fraude.

- **Suite de la discussion - (25 novembre 1995) - Art. 21 (compensation de la suppression de la franchise postale des maires en tant que représentants de l'Etat) (p. 3004) :** sur l'amendement rédactionnel n° I-39 de la commission, se déclare favorable au sous-amendement n° I-297 du Gouvernement - **Après l'art. 22 (p. 3006) :** soutient l'amendement n° I-227 de M. Jacques Delong (allègement de la taxe perçue sur les sciages au profit du Fonds forestier national).

Deuxième partie :

Charges communes et comptes spéciaux du Trésor

- (2 décembre 1995) - Rapporteur spécial de la commission des finances (comptes spéciaux du Trésor) (p. 3638, 3640) : examen des différents comptes. Equilibre général. Privatisations. Fonds pour l'accession à la propriété. Tarif de la redevance. Fonds d'investissement pour les transports terrestres. Réduction du déficit des comptes de prêts. Fonds national pour le développement des adductions d'eau, FNDAE. Fonds forestier national. Compte de l'action en faveur du développement des départements d'outre-mer. Institut d'émission des départements d'outre-mer, IEDOM. Fonds national de développement de la vie associative. Articles rattachés. Compte de soutien à l'industrie cinématographique audiovisuelle. Modification de l'intitulé des recettes du Fonds d'accession à la propriété. Prorogation d'un an du compte de liquidation du secteur français de Berlin. Accepte ce projet de budget - **Examen des crédits - Comptes spéciaux du Trésor - Art. 43 (mesures nouvelles des opérations définitives des dépenses en capital des comptes d'affectation spéciale) (p. 3645) :** accepte les amendements du Gouvernement, n° II-80 de coordination et n° II-82 (fonds national pour le développement des adductions d'eau, FNDAE).

GALLAND (Yves), ministre de l'industrie.

dans le Gouvernement Juppé le 18 mai 1995 (JO Lois et décrets du 19 mai 1995).

Fin de ses fonctions ministérielles (démission du Gouvernement le 7 novembre 1995) (JO Lois et décrets du 8 novembre 1995).

puis, *ministre délégué aux finances et au commerce extérieur* dans le deuxième Gouvernement Juppé le 7 novembre 1995 (JO Lois et décrets du 8 novembre 1995).

En qualité de ministre de l'industrie

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 18 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : **Emploi** (*Suppression d'emplois chez GEC-Alsthom à Belfort*) (JO Débats du 30 juin 1995) (p. 772).

En qualité de ministre délégué aux finances et au commerce extérieur

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]*Deuxième partie :***Industrie (et commerce extérieur)**

- (7 décembre 1995) (p. 3944, 3945) : progrès de l'excédent commercial de la France. Conséquences des fluctuations monétaires. Multilatéralisme de la politique commerciale de la France. Protectionnisme américain. Organisation mondiale du commerce, OMC. Répartition des crédits du commerce extérieur. Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur, COFACE. Perspectives de développement des marchés en Chine, en Inde et en Amérique latine. Procédures de soutien au développement international des PME. (p. 3968, 3969) : commerce extérieur. Marché chinois ; Airbus ; céréales. Investissements français à l'étranger. TVA intracommunautaire. Fraudes à la TVA. Partenariat avec les PME en matière de commerce extérieur. Démantèlement de l'accord multifibres. Coopérants du service national, CSN.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 [n° 0119 (95-96)] - Suite de la discussion - (20 décembre 1995) - Art. 14 (relèvement des seuils du régime simplifié d'imposition)** (p. 4553, 4554) : centres de gestion agréés et habilités. PME. Experts-comptables. (p. 4558, 4559) : s'oppose aux amendements identiques n° 2 de M. Paul Girod, n° 4 de M. Alain Vasselle et n° 56 de Mme Marie-Claude Beaudou (suppression du paragraphe II de cet article relatif à la compétence des centres de gestion agréés et habilités) ainsi qu'à l'amendement n° 55 de M. Jean-Louis Lorrain (suppression du paragraphe III de cet article). Intervient sur l'amendement n° 59 de la commission (champ d'intervention des centres de gestion agréés et habilités) - **Après l'art. 15** (p. 4562) : demande le retrait de l'amendement n° 42 de M. Michel Souplet (extension au secteur agricole de la possibilité pour les SARL de famille d'opter pour l'impôt sur le revenu des personnes physiques) - **Art. 16 (prorogation du délai de revente des immeubles acquis avant le 1er janvier 1993 en vue de la revente)** (p. 4563) : s'oppose à l'amendement n° 27 de Mme Marie-Claude Beaudou (suppression de la prorogation) - **Art. 18 (transposition de la directive 95-7-CE du Conseil du 10 avril 1995 portant nouvelles mesures de simplification en matière de TVA)** (p. 4568) : s'oppose à l'amendement n° 49 de M. Jean-Pierre Masseret (relèvement jusqu'à 50 000 francs de l'amende en cas de fraude organisée) - **Après l'art. 19** (p. 4569) : accepte les amendements de Mme Lucette Michaux-Chevry n° 34 (fixation du régime contingentaire du rhum traditionnel des départements d'outre-mer) et n° 35 (transposition dans le droit interne de la décision du Conseil en date du 30 octobre 1995 qui autorise la France à réserver l'application du taux réduit du droit à la consommation au rhum traditionnel produit dans les départements d'outre-mer) - **Après l'art. 20** (p. 4570) : s'oppose à l'amendement n° 39 de Mme Marie-Claude Beaudou (établissement d'un rapport sur les fraudes éventuelles constatées en matière d'impôt sur les sociétés) - **Après l'art. 22** (p. 4571) : son amendement n° 16 : extension aux conjoints collaborateurs du régime fiscal de la protection complémentaire facultative qui a été prévu par la loi du 11 février 1994 ; adopté - **Après l'art. 23** (p. 4572) : son amendement n° 17 : simplification des règles de TVA applicables aux règles de location d'immeubles à des

exploitants privés de maisons de retraite ; adopté - **Après l'art. 23 bis** (p. 4572, 4578) : accepte les amendements de la commission n° 10 (régime fiscal des dépenses d'amélioration et de construction lors de la mise aux normes de bâtiments d'élevage par le propriétaire-bailleur) et n° 11 (mise à disposition d'immeubles ruraux sous le régime des baux ruraux de droit commun en cas d'apport à une société). Sur les amendements de M. Philippe Marini, accepte le n° 18 (régime fiscal du crédit-bail immobilier), le n° 20 (fiscalité des groupes) et le n° 21 (fiscalité lorsque l'absorption par la société mère de toutes les autres sociétés du groupe entraîne un changement d'activité) et demande le retrait du n° 19 (régime fiscal des scissions de sociétés). Demande le retrait de l'amendement n° 6 de M. Philippe Adnot (TVA dans les établissements de restauration qui pratiquent uniquement la consommation sur place) ainsi que celui de l'amendement n° 13 de M. Michel Mercier (possibilité pour les départements, pour l'exercice 1996, de majorer le taux de taxe professionnelle). S'oppose à l'amendement n° 1 de M. José Balarello (possibilité, pour l'exercice 1996, pour les communes de majorer les taux de taxe professionnelle) - **Art. 24 (modification de l'abattement sur le produit brut des jeux dans les casinos)** (p. 4579, 4580) : s'oppose à l'amendement n° 50 de M. Jean-Pierre Masseret (suppression de l'abattement pour dépenses d'équipement et d'entretien hôtelier ou thermal) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 7 de M. Philippe Marini (maintien de l'abattement supplémentaire pour des travaux effectués dans des établissements hôteliers ou thermaux appartenant à une collectivité territoriale et dont la gestion est confiée à l'exploitant du casino) - **Après l'art. 24** : s'en remet à la sagesse du sénat pour l'amendement n° 5 de M. José Balarello (octroi d'un délai supplémentaire jusqu'au 1er juillet 1996 pour que les communes adoptent un programme local de l'habitat, PLH) - **Après l'art. 27** (p. 4581, 4584) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Claude Beaudou n° 28 (fixation à 5,4 % du prélèvement sur certains revenus de capitaux mobiliers au bénéfice de la Caisse nationale d'allocations familiales), n° 29 (prélèvements effectués sur les revenus du capital et de la propriété au titre de la contribution sociale généralisée instituée par la loi de finances pour 1991), n° 30 (financement de la branche vieillesse du régime général), n° 31 (suppression des dispositions de la loi du 4 août 1995 relative à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale) et n° 40 (fixation à 6 % à compter du 1er janvier 1996 du prélèvement social sur les revenus financiers des entreprises) - **Après l'art. 29** : demande le retrait de l'amendement n° 12 de la commission (transmission obligatoire au Parlement des communications de la Cour des comptes au ministre). (p. 4586) : oppose l'article 45, alinéa 4, du règlement du Sénat aux amendements de M. Alain Vasselle n° 54, n° 53 et n° 52 (dispositif transitoire pour la prestation d'autonomie des personnes âgées).

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 0154 (95-96)] - (21 décembre 1995) - Discussion générale (p. 4686) : remerciements. DDOF, diverses dispositions d'ordre financier. (p. 4688) : examen du prochain DDOF - **Sur l'ensemble** (p. 4691) : voeux aux sénateurs et à l'ensemble du personnel.

GARCIA (Aubert), sénateur (Gers) SOC.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement (16 janvier 1995).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Industries agricoles et alimentaires [n° 0079 (95-96), tome 4] (21 novembre 1995) - **Lois de finances**.

INTERVENTIONS

- **Rappel au règlement** - (28 novembre 1995) : demande une suspension de séance pour permettre aux membres de la commission des affaires économiques d'assister à l'audition de M. Bernard Pons, ministre de l'équipement (p. 3264).

- **Projet de loi de finances pour 1996** [n° 0076 (95-96)]

Deuxième partie :

Agriculture, pêche et alimentation

- (28 novembre 1995) - Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (industries agricoles et alimentaires) (p. 3275 à 3277) : tendance au désengagement de l'Etat dans le financement direct du secteur agro-alimentaire. Evolution du secteur en 1994-1995. Adaptation aux contraintes du GATT. Développement de la politique de qualité. Nécessaire réforme des relations avec la grande distribution. Avis favorable de la commission des affaires économiques sur l'examen des crédits destinés aux industries agro-alimentaires. (p. 3322) : évolution de la négociation concernant l'organisation communautaire du marché des vins - **Examen des crédits** - Etat B - Titres III et IV (p. 3325) : votera contre les amendements du Gouvernement, n° II-26 (réduction des crédits) et n° II-27 (majoration des crédits).

GARCIA (Jean), sénateur (Seine-Saint-Denis) C.

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères.

Secrétaire de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne.

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée au Mali et au Gabon du 29 janvier au 5 février 1995 [n° 0258 (94-95)] (19 avril 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 avril 1995) - Mali Gabon.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement** - *Deuxième lecture* [n° 0139 (94-95)] - (16 janvier 1995) - Art. 23 (*rapport d'orientation - supprimé par l'Assemblée nationale*) (p. 381) : sur l'amendement de rétablissement n° 33 de la commission, soutient le sous-amendement n° 114 de Mme Danielle Bidard-Reydet.

- **Projet de loi concernant les clauses abusives, la présentation des contrats, le démarchage, les activités ambulantes, le marquage communautaire des produits et les marchés de travaux privés** - *Deuxième lecture* [n° 0208 (94-95)] - (17 janvier 1995) - **Discussion générale** (p. 454, 455) : dispositions relatives au transport routier. Sécurité routière. Trafic automobile. Prix élevé du carburant français.

Réglementation des ventes pyramidales. Les sénateurs communistes s'abstiendront sur ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention sur la sûreté nucléaire** [n° 0304 (94-95)] - **Discussion générale** - (5 juillet 1995) (p. 893) : avec le groupe communiste et apparenté votera le projet de loi. Explosion de Tchernobyl. Maîtrise de la chaîne nucléaire. Nécessaire accroissement des conditions de sûreté nucléaire.

- **Projet de loi de programmation du "nouveau contrat pour l'école"** [n° 0197 (94-95)] - **Suite de la discussion** - (5 juillet 1995) - **Avant l'art. 1er** (p. 909) : soutient l'amendement n° 14 de Mme Hélène Luc (effectif des classes maternelles et élémentaires) - **Art. 1er et annexe 1 (volet financier)** (p. 913) : soutient l'amendement n° 16 de Mme Hélène Luc (nécessité d'engager la création d'emplois nouveaux) - **Après l'art. 1er** (p. 918) : soutient l'amendement n° 17 de Mme Hélène Luc (scolarisation des enfants de deux ans).

GAUD (Gérard), sénateur (Drôme) SOC.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 373 (94-95)] autorisant la ratification du protocole n° 11 à la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, portant restructuration du mécanisme de contrôle établi par la convention (ensemble une annexe) [n° 0022 (95-96)] (11 octobre 1995) - **Traités et conventions**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant la ratification du protocole n° 11 à la convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, portant restructuration du mécanisme de contrôle établi par la convention (ensemble une annexe)** [n° 0373 (94-95)] - (25 octobre 1995) - Rapporteur de la commission des affaires étrangères - **Discussion générale** (p. 2252, 2253) : amélioration des conditions d'application de la convention. Influence de la convention sur notre législation interne.

GAUDIN (Jean-Claude), sénateur (Bouches-du-Rhône) président du groupe RI.

puis, ministre de l'aménagement du territoire, de la ville et de l'intégration dans le deuxième Gouvernement Juppé le 7 novembre 1995 (JO Lois et décrets du 8 novembre 1995).

Cessation de son mandat sénatorial le 7 décembre 1995 (JO Lois et décrets du 9 décembre 1995).

En qualité de ministre de l'aménagement du territoire, de la ville et de l'intégration

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 2 de M. Louis-Ferdinand de Rocca-Serra : **Aménagement du territoire** (*Négociations sur le programme PASEICOR*) (JO Débats du 10 novembre 1995) (p. 2427).

n° 4 de M. Guy Fischer : **Chômage** (*Chômage des jeunes*) (JO Débats du 10 novembre 1995) (p. 2429).

n° 8 de M. Joseph Ostermann : **Délinquance** (*Mesures contre la montée de la délinquance*) (JO Débats du 10 novembre 1995) (p. 2432).

n° 5 de M. Jean-Marie Poirier : **Collectivités locales** (*Mauvaise gestion de certaines municipalités*) (JO Débats du 8 décembre 1995) (p. 3935).

Questions orales sans débat :

n° 205 de M. Michel Charzat : **Villes** (*Mise en oeuvre de la convention signée entre l'Etat et la ville de Paris sur la politique de la ville*) (JO Débats du 15 novembre 1995) (p. 2493).

n° 237 de M. René Rouquet : **Travailleurs sociaux** (*Amélioration du financement des centres de formation des travailleurs sociaux*) (JO Débats du 20 décembre 1995) (p. 4415).

n° 234 de M. Jacques de Menou : **Aides publiques** (*Conditions d'attribution des aides aux bâtiments industriels*) (JO Débats du 20 décembre 1995) (p. 4413).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Aménagement du territoire, équipement et transports - III - Aménagement du territoire

- (5 décembre 1995) (p. 3809, 3810) : attachement de la Haute Assemblée à la politique d'aménagement du territoire. Espaces ruraux et urbains. Ministère de tout le territoire. Réduction des déficits publics. Prime d'aménagement du territoire, PAT. Réseau des bureaux de la DATAR à l'étranger. Fonds national d'aménagement du territoire, FNADT. Instruments financiers mis en place par la loi d'orientation. Fonds d'investissement pour les transports terrestres et les voies navigables. Augmentation de la taxe prélevée sur les concessionnaires d'autoroutes. Fonds de gestion de l'espace rural. Fonds de péréquation des transports aériens. (p. 3811, 3812) : loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire. Elaboration concrète du schéma national d'aménagement du territoire. Zones fragilisées urbaines et rurales. Schémas départementaux d'organisation et d'amélioration des services publics. Préparation d'un projet de loi pour enrayer le déclin des zones rurales les plus fragiles. "Pays" institués par la loi d'orientation. (p. 3834, 3835) : évolution des crédits. Fonds national d'aménagement du territoire, FNADT. Fonds national de développement des entreprises. Prime d'aménagement du territoire, PAT. Politique de la montagne. Groupement d'intérêt public "Observatoire de l'aménagement du territoire". Implantation d'universités dans les villes moyennes. (p. 3836, 3837) : délocalisations administratives. Clarification des compétences. Liaison ferroviaire Paris-Limoges. Question des "pays". Groupement interministériel pour la rénovation des zones minières, GIRZOM. Liaison fluviale Seine-Nord. Logements vides dans les zones rurales. Nouvelles technologies. Université du tourisme de la paix. Désenclavement du Massif central. Fracture territoriale.

Intégration et ville

- (8 décembre 1995) (p. 4029, 4032) : développement urbain. Fracture entre la ville et le monde rural. Fracture au sein même des villes. Quartiers en difficulté. Rétablissement de la paix publique. Grands projets urbains. Programmes d'aménagement concerté des territoires urbains. Caractère interministériel de la politique gouvernementale. Evolution de l'ensemble des crédits. Augmentation de la dotation globale de fonctionnement, DGF. Politique de l'aménagement du territoire.

En qualité de sénateur

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

GAULLE (Philippe de), sénateur (Paris) RPR.

Réélu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Discussion des articles de la première partie :

- (22 novembre 1995) - **Après l'art. 2** (p. 2740) : ses amendements n° I-219 : défiscalisation des cotisations afférentes au régime complémentaire d'assurance en cas de dépendance médicale ; et n° I-220 sur le même objet que son amendement n° I-219 précité, mais en le limitant à la fonction publique ; retirés.

Deuxième partie :

Défense

- (6 décembre 1995) (p. 3870, 3872) : ampleur des variations des budgets successifs de la défense. Rappel des conséquences de la construction inachevée de la ligne Maginot. Maintien de la puissance nucléaire française. Importance de l'énergie nucléaire. Utilité des sous-marins nucléaires. Avenir du plateau d'Albion. Question de la professionnalisation de l'armée. Allègement souhaitable des interventions extérieures. Votera ce projet de budget avec l'ensemble du groupe du RPR.

GAUTIER (François), sénateur (Seine-Maritime) UC.

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles ; en démissionne ; puis membre de la commission des finances (JO Lois et décrets du 28 juin 1995).

GAYMARD (Hervé), *secrétaire d'Etat aux finances*.

dans le Gouvernement Juppé le 18 mai 1995 (JO Lois et décrets du 19 mai 1995).

Fin de ses fonctions ministérielles (démission du Gouvernement le 7 novembre 1995) (JO Lois et décrets du 8 novembre 1995).

puis, *secrétaire d'Etat à la santé et à la sécurité sociale* dans le deuxième Gouvernement Juppé le 7 novembre 1995 (JO Lois et décrets du 8 novembre 1995).

En qualité de secrétaire d'Etat aux finances

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 2 de M. Philippe Richert : **Impôts et taxes (Taxe sur l'énergie hydroélectrique)** (JO Débats du 20 octobre 1995) (p. 1975).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la partie législative du livre III du code des juridictions financières - Deuxième lecture [n° 0077 (94-95)]** - (13 juillet 1995) - **Discussion générale** (p. 1007, 1008) : Cour des comptes. Chambres régionales et territoriales des comptes. Juridictions financières. Cour de discipline budgétaire et financière. Demande au Sénat de bien vouloir adopter ce projet de loi.

- **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1993 [n° 0351 (94-95)]** - (13 juillet 1995) - **Discussion générale** (p. 1013, 1014 ; 1020, 1022) : résultats de la politique budgétaire. Rapport de la Cour des comptes. Effondrement du PIB en 1993. Progression des dépenses. Dispositions particulières. Remises de dettes. Décalage entre les prévisions et les réalisations. Evaluation des recettes de l'Etat. Lutte contre le chômage et les déficits. Relations entre le Parlement et la Cour des comptes - **Art. 16 (annexion d'un rapport d'information sur les crédits consacrés à l'aménagement du territoire)** (p. 1028) : accepte l'amendement n° 1 de la commission (annexion de ce rapport dans le projet de loi de finances initial plutôt que dans le projet de loi portant règlement définitif du budget) - **Art. 18 (transmission obligatoire aux présidents des commissions des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat des communications versées à l'article 12 de la loi n° 67-483 du 22 juin 1967 relative à la Cour des comptes)** (p. 1029) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de suppression n° 2 de la commission.

- **Résolution (n°15, 95-96), adoptée par la commission des affaires économiques et du Plan, en application de l'article 73 bis, alinea 8, du règlement, sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 92/50/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés publics de services, la directive 93/36/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés publics de fournitures et la directive 93/37/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés publics de travaux, ainsi que la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 93/38/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications (n° E 404) [n° 0292 (94-95)]** - (12 octobre 1995) - **Discussion générale** (p. 1839, 1842) : négociations du GATT. Accord sur les marchés publics, AMP. Législation américaine sur les marchés publics. Réciprocité. Régime unique de passation des marchés publics. Champ d'application : exclusion du réseau des télécommunications, de l'énergie, des transports interurbains. Procédures de marchés. Assistance technique préalable à la rédaction des spécifications. Accord du

Gouvernement avec les propositions de la commission des affaires économiques. (p. 1848) : GATT : négociations de 1993. Service public français. Assistance technique préalable à la rédaction des spécifications. Importance économique des marchés publics. Mise en oeuvre de l'article 88-4 de la Constitution - **Discussion de la résolution** (p. 1850) : accepte l'amendement n° 2 de M. Michel Souplet (exclusion du champ d'application des nouvelles directives des secteurs non couverts par l'accord sur les marchés publics, AMP : télécommunications, gaz, pétrole, transports ferroviaires interurbains et services de recherche et développement).

- **Projet de loi relatif à l'action de l'Etat dans les plans de redressement du Crédit Lyonnais et du Comptoir des Entrepreneurs. [n° 0003 (95-96)]** - (31 octobre 1995) - **Discussion générale** (p. 2332) : rôle de la représentation nationale dans l'élaboration de ce texte. Base légale donnée à l'intervention de l'Etat. (p. 2333) : historique et solution de redressement choisie pour le Crédit Lyonnais et le Comptoir des Entrepreneurs. Accord de la Commission européenne. Formule de l'établissement public. (p. 2334) : contrôle spécifique de l'Etat sur les structures de cantonnement. Association du Parlement aux plans de restructuration : plafonnement des engagements d'emprunts et participation aux organes sociaux des établissements publics. (p. 2335) : problème des responsabilités dans "l'affaire du Crédit Lyonnais" et du Comptoir des Entrepreneurs. Justice. Redéfinition des relations entre l'Etat et les entreprises publiques. Avenir de l'ensemble du système bancaire français. (p. 2336) : réforme bancaire. (p. 2349) : coopération entre le Gouvernement et le Sénat. Présence de parlementaires au conseil d'administration de l'établissement public contrôlant l'organisme chargé de réaliser la cession d'actifs. (p. 2350) : rapports du Gouvernement sur le secteur public. Coût de ces plans de restructuration pour le budget de l'Etat. Procédure de nomination aux emplois publics. Problèmes du secteur public financier. (p. 2351) : dysfonctionnement lié à la tutelle et au contrôle de l'administration sur le secteur public. Dossier du Crédit Lyonnais et délai de réaction des différents gouvernements. Ratification de ce second plan de restructuration par la représentation nationale. Commission de Bruxelles et problème de concurrence. (p. 2352, 2353) : débat sur le secteur public non concurrentiel et le secteur public concurrentiel. Crise structurelle de l'immobilier. Question des responsabilités sur les plans pénal et civil. Suivi budgétaire et financier de ce plan de restructuration - **Question préalable** (p. 2357) : s'oppose à la motion n° 7 de Mme Hélène Luc tendant à opposer la question préalable - **Avant l'art. 1er** (p. 2359) : s'oppose à l'amendement n° 8 de M. Paul Loridant (suppression du Crédit Lyonnais de la liste des entreprises privatisables annexée à la loi de privatisation du 19 juillet 1993) - **Art. 1er (création de l'Etablissement Public de Financement et de Restructuration, EPFR)** (p. 2360) : s'oppose à l'amendement n° 9 de M. Paul Loridant (création d'une société anonyme à la place d'un établissement public et répartition de son capital entre l'Etat et l'ensemble des établissements bancaires et financiers de la place de Paris). Préférence pour la formule de l'établissement public - **Art. 2 (mission de l'établissement public)** (p. 2361, 2363) : s'oppose aux amendements de M. Paul Loridant n° 11, (souscription de l'emprunt auprès d'un pool bancaire), n° 12 (modification du prêt accordé et question des actifs industriels) et n° 13 (suppression de la possibilité pour l'établissement public de détenir des participations dans le Crédit Lyonnais) - **Après l'art. 2** : s'oppose à l'amendement n° 14 de M. Paul Loridant (insertion d'une clause sociale relative au reclassement des personnels) - **Art. 3 (limitation de la capacité d'endettement de l'établissement public)** (p. 2364) : accepte l'amendement rédactionnel n° 1 de la commission - **Art. 4 (conseil d'administration de l'établissement public)** (p. 2365) : s'oppose à l'amendement n° 17 de M. Paul Loridant (représentation du personnel au conseil d'administration de l'établissement public). Représentation du personnel au conseil d'administration du Crédit Lyonnais - **Art. 5 (modalités d'application du titre Ier)** : s'oppose à l'amendement n° 18 de M. Paul Loridant (appréciation par le conseil d'administration du Crédit

Lyonnais du rôle joué par l'établissement public) - **Avant l'art. 6** (p. 2366) : s'oppose à l'amendement n° 19 de M. Paul Loridant (suppression des Assurances Générales de France de la liste des entreprises privatisables) - **Art. 6** (*création de l'Etablissement Public de Réalisation de Défaisance, EPRD*) (p. 2367) : s'oppose à l'amendement n° 20 de M. Paul Loridant (choix de la formule de société et répartition de son capital) - **Art. 7** (*mission de l'établissement public*) (p. 2368) : s'oppose à l'amendement n° 22 de M. Paul Loridant (suppression de la possibilité pour l'établissement public de détenir une participation dans les Assurances Générales de France) - **Art. 8** (*conseil d'administration de l'établissement public*) (p. 2369) : s'oppose à l'amendement n° 23 de M. Paul Loridant (ouverture du conseil d'administration aux actionnaires de la société de cantonnement et aux personnels du Comptoir des Entrepreneurs) - **Art. 12** (*contrôle des sociétés de cantonnement*) (p. 2370) : accepte l'amendement n° 2 de la commission (transmission du rapport de contrôle au conseil d'administration de l'établissement public) - **Art. 15** (*maintien de la composition du conseil d'administration du Crédit Lyonnais*) (p. 2371) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 28 de M. Paul Loridant - **Après l'art. 15** : accepte l'amendement n° 3 de la commission (extension à la privatisation du Crédit Lyonnais et des Assurances Générales de France des avantages susceptibles d'être accordés par l'Etat aux salariés et aux personnes physiques à l'occasion des opérations de privatisation) - **Art. 17** (*validation des actes et engagements pris dans le cadre des plans de redressement du Comptoir des Entrepreneurs*) : accepte l'amendement rédactionnel n° 4 de la commission - **Art. 19** (*responsabilité financière des dirigeants d'entreprises publiques*) (p. 2373) : Cour de discipline budgétaire et financière. Imperfection dans la rédaction de cet article. Demande le retrait de l'amendement de suppression n° 6 de M. Jean-Jacques Hyst et accepte l'amendement n° 5 de la commission (nouvelle rédaction précisant la notion de faute de gestion et de préjudice grave causé à l'organisme). Responsabilité des pouvoirs publics de saisir la Cour de discipline budgétaire et financière.

En qualité de secrétaire d'Etat à la santé et à la sécurité sociale

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 15 de M. Henri Belcour : **Sécurité sociale (Réforme de la protection sociale)** (JO Débats du 23 novembre 1995) (p. 2813).

n° 13 de M. Jean-Luc Mélenchon : **Politique sociale (Sommet social)** (JO Débats du 22 décembre 1995) (p. 4648).

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi tendant à faire du 20 novembre une journée nationale des droits de l'enfant [n° 0387 (94-95)]** - (14 novembre 1995) - **Discussion générale** (p. 2507) : enfants souffrant de maladies graves. Action du Gouvernement et rôle des assemblées parlementaires. Remercie le rapporteur de cette initiative et se déclare favorable à cette proposition de loi.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Santé publique et services communs - Solidarité entre les générations

- (1er décembre 1995) (p. 3538, 3540) : conséquences de la nouvelle structure ministérielle. Rapport du Haut comité de santé publique. Santé des jeunes. Lutte contre le sida et la toxicomanie. Soins aux plus démunis. Alcoolisme. Qualité des soins. Surveillance épidémiologique. Agence nationale pour le développement de l'évaluation médicale, ANDEM. Renforcement de l'administration sanitaire et sociale. Aide de l'Etat aux "populations fragiles". Centre d'aide par le travail, CAT. Accueil des handicapés. Amendement Creton. Humanisation des hospices. Auxiliaires de vie. Relance de la politique familiale. Equilibre de la branche "famille" de la sécurité sociale. (p. 3568, 3571) : réforme de la sécurité sociale. Instauration d'une carte de sécurité sociale avec photo. Organisation de la veille sanitaire. Réforme des urgences. Question de la sous-médicalisation des hôpitaux. Statut du praticien hospitalier. Associations de lutte contre le sida. Fonds d'intervention de la santé publique. Politique de prévention contre le tabagisme et l'alcoolisme. Politique de la famille. Fonds de solidarité de l'assurance-vieillesse. Politique en faveur des personnes handicapées. Centre d'aide par le travail, CAT. Thermalisme.

- **Proposition de loi relative aux conditions de développement des thérapies génique et cellulaire [n° 0083 (95-96)]** - (12 décembre 1995) - **Discussion générale** (p. 4275, 4276) : conséquences du développement des thérapies génique et cellulaire sur les formes et l'organisation des soins, ainsi que sur les activités industrielles. Nécessité d'un cadre juridique pour le développement de ces activités. Souci de sécurité sanitaire. Travaux dans le domaine biomédical. Mise en place d'un encadrement permettant l'évaluation, l'autorisation et le contrôle de ces thérapies. Lieux de pratique des différentes étapes des thérapies. Distinction entre l'évaluation et l'autorisation.

- **Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 0145 (95-96)]** - (20 décembre 1995) - **Discussion générale** (p. 4592) : perspectives de concertation avec le Parlement pour la préparation des ordonnances. (p. 4603, 4604) : rappel de l'ensemble des textes liés à la réforme de la sécurité sociale. Extension des compétences du Parlement en matière de protection sociale. Travail considérable de préparation des textes impliquant de nombreuses consultations. Appel à l'unité nationale sur un sujet de cette importance.

GÉLARD (Patrice), sénateur (Seine-Maritime) RPR.

Elu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Juge suppléant de la Haute Cour de Justice (JO Lois et décrets du 27 octobre 1995).

DÉPÔTS

Proposition de loi organique tendant à reconnaître le vote par procuration au bénéfice des députés, conseillers régionaux ou conseillers généraux membres du collège électoral sénatorial [n° 0120 (95-96)] (8 décembre 1995) - Elections.

GENTON (Jacques), sénateur (Cher) UC.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995) ; puis secrétaire (JO Lois et décrets du 6 octobre 1995).

Président de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne ; nouvelle nomination en tant que président (JO Lois et décrets des 13 et 14 octobre 1995).

Membre de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe.

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne, sur la XII^e Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires qui s'est tenue à Paris les 27 et 28 février 1995 [n° 0241 (94-95)] (30 mars 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 19 janvier 1995) - Union européenne.

Proposition de résolution, déposée avec MM. Jacques Habert et Emmanuel Hamel, en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de règlement (CE) du Conseil portant réforme de l'organisation commune du marché vitivinicole (E 401) [n° 0284 (94-95)] (19 mai 1995) - Communautés européennes.

Proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier l'article 88-4 de la Constitution [n° 0295 (94-95)] (24 mai 1995) - Constitution.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne, sur le fonctionnement parlementaire du traité de l'Union européenne [n° 0339 (94-95)] (28 juin 1995) - Union européenne.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne sur la quatrième session de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation sur la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) [n° 0396 (94-95)] (27 juillet 1995) - Europe.

Rapport d'information, fait avec M. Claude Estier, sur la XIII^e Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires qui s'est tenue à Madrid le 8 novembre 1995 [n° 0072 (95-96)] (15 novembre 1995) - Union européenne.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur : 1°) le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, [n° 5 (95-96)] autorisant l'approbation d'un accord entre la République française et la République d'Ouzbékistan sur la liberté de circulation ; 2°) le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, [n° 12 (95-96)] autorisant la ratification du traité d'amitié et de coopération entre la République française et la République d'Ouzbékistan [n° 0107 (95-96)] (30 novembre 1995) - Traités et conventions.

- INTERVENTIONS

- **Résolution (n° 319, 94-95) adoptée par la commission des affaires économiques, en application de l'article 73 bis, alinéa 8, du règlement, sur la proposition de règlement (CE) du Conseil portant réforme de l'organisation commune du marché vitivinicole (n° E-401) [n° 275-284 (94-95)] - (29 juin 1995) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 797) : référence au dépôt de sa proposition à l'origine de la résolution de la commission des affaires économiques. Préservation des chances des producteurs français. Votera la résolution soumise au Sénat.**

Nécessité de suivre la mise en oeuvre de cette réforme. Application de l'article 88-4 de la Constitution. Distinction entre les résolutions votées en commission et celles inscrites à l'ordre du jour du Sénat.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 [n° 0379 (94-95)] - Suite de la discussion - (27 juillet 1995) - Discussion générale (p. 1565, 1566) : conséquences du projet de loi de finances rectificative sur le budget de la défense. Annulations de crédits d'équipement. Interrogation sur les missions confiées à nos armées. Nucléaire. Industrie de défense. Professionnalisation de l'armée. Interrogation sur le contenu de la prochaine loi de programmation militaire.**

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Discussion des articles de la première partie :

- **Suite de la discussion - (23 novembre 1995) - Président de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne - Art. 30 (montant du prélèvement effectué sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes) (p. 2863, 2864) : gestion financière des fonds communautaires. Participation des Parlements nationaux à la vie de l'Union européenne. Evolution des dépenses non obligatoires. Gestion des fonds structurels. Programmes PHARE et TACIS. Politique agricole commune, PAC.**

GÉRARD (Alain), sénateur (Finistère) RPR.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Presse écrite [n° 0078 (95-96), tome 11] (21 novembre 1995) - Lois de finances.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Communication

- (7 décembre 1995) - Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, pour la presse écrite (p. 3912, 3914) : rapports Porte et Ellie, suite au groupe de travail chargé d'élaborer des propositions de réforme du régime des aides publiques à la presse. Plan d'aide à la presse arrêté en mai 1995. Taxe professionnelle à la charge des diffuseurs de presse. Aide postale. Grille tarifaire. Communauté d'intérêt entre La Poste et la presse. Avis favorable à l'adoption de ces crédits.

Articles non rattachés :

- (9 décembre 1995) - **Art. 59 (abattement de taxe professionnelle au profit du secteur de la diffusion de la presse) (p. 4159, 4160) : soutient l'amendement n° II-97 de M. Adrien Gouteyron (réduction de la base de taxe professionnelle des diffuseurs de presse, dans certaines conditions, à l'initiative des collectivités locales ou de leurs groupements dotés d'une fiscalité propre). Capillarité insuffisante du réseau français de distribution de la presse.**

Diffusion au numéro. Exonération bénéficiant à une partie importante du secteur de la presse.

GERBAUD (François), sénateur (Indre) RPR.

Elu secrétaire du Sénat (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires économiques ; nouvelle nomination en tant que membre (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire du Comité de gestion du fonds de péréquation des transports aériens (JO Lois et décrets du 6 avril 1995).

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'aviation marchande (JO Lois et décrets du 8 juin 1995).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, portant obligation pour le Gouvernement d'établir un rapport d'information à l'attention du Parlement concernant les conséquences de l'éventuelle mise en place de diverses mesures fiscales et de commenter les effets de ces mesures sur l'aménagement du territoire de la Nation [n° 0273 (94-95)] (16 mai 1995) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 avril 1995) - Fiscalité.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux transports [n° 0383 (94-95)] - Suite de la discussion** - (19 octobre 1995) - Art. 23 (*modifications de la première partie du code de l'aviation civile*) (p. 1960) : déplacement d'un certain nombre d'activités de l'aéroport de Roissy vers celui de Châteauroux
- **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1972) : harmonisation de la législation française avec les règlements communautaires. Schéma aéroportuaire et rapport Douffragues.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Aménagement du territoire, équipement et transports - III - Aménagement du territoire

- (5 décembre 1995) (p. 3820, 3822) : rôle du Sénat dans la politique d'aménagement du territoire. Ministère de tout le territoire. Clarification des compétences. Moyens budgétaires moins élevés que souhaités. Rigueur budgétaire. Baisse des crédits du Fonds national d'aménagement du territoire, FNADT. Prime d'aménagement du territoire, PAT. Département de l'Indre. Utilisation des fonds mis à disposition par la loi d'orientation. TGV Limousin.

GIACOBBI (François), sénateur (Haute-Corse) RDE, puis RDSE.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995) ; puis vice-président (JO Lois et décrets du 6 octobre 1995).

Juge titulaire de la Haute Cour de Justice (JO Lois et décrets du 27 octobre 1995).

Juge titulaire de la Cour de Justice de la République (JO Lois et décrets du 27 octobre 1995).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours [n° 0217 (94-95)] - Suite de la discussion** - (29 juin 1995) - Art. 33 (*composition de la commission administrative et technique*) (p. 743) : intervient sur l'amendement n° 29 de la commission (rôle de la commission administrative et technique des services d'incendie et de secours).

GINESY (Charles), sénateur (Alpes-Maritimes) RPR.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre suppléant du Conseil national du tourisme ; nouvelle nomination (JO Lois et décret du 23 novembre 1995).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Tourisme [n° 0079 (95-96), tome 16] (21 novembre 1995) - Lois de finances.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Tourisme

- (30 novembre 1995) - Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (p. 3468) : évolution récente du tourisme. Promotion de la destination "France". Difficultés du secteur hôtelier. Politique de maîtrise de l'offre hôtelière. Société française pour l'assurance du capital-risque, SOFARIS. (p. 3469) : transmission d'entreprises hôtelières. Tourisme rural. Paracommercialisme. Tourisme de montagne. Création d'un fonds "neige". Très légère progression du budget. La commission des affaires économiques s'est prononcée en faveur de l'adoption des crédits du tourisme.

GIRAUD (Michel), ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Fin de ses fonctions ministérielles (démission du Gouvernement le 11 mai 1995) (JO Lois et décrets du 12 mai 1995).

GIRAULT (Jean-Marie), sénateur (Calvados) RI.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi étendant dans les territoires d'outre-mer certaines dispositions du code de la route et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte (12 janvier 1995).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant la loi n° 88-1028 du 9 novembre 1988 portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998 et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer (12 janvier 1995).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois : 1° sur le projet de loi organique [n° 169, 94-95], adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, modifiant la loi n° 88-1028 du 9 novembre 1988 portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1988 et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer; 2° sur le projet de loi [n° 170 (94-95)], adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, étendant dans les territoires d'outre-mer certaines dispositions du code de la route et portant dispositions diverses relatives à l'outre-mer [n° 0207 (94-95)] (10 janvier 1995) - **Territoires d'outre-mer (TOM)**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant la loi n° 88-1028 du 9 novembre 1988 portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998 et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer [n° 0214 (94-95)] (18 janvier 1995) - **Territoires d'outre-mer (TOM)**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi étendant dans les territoires d'outre-mer certaines dispositions du code de la route et portant dispositions diverses relatives à l'outre-mer [n° 0215 (94-95)] (18 janvier 1995) - **Territoires d'outre-mer (TOM)**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 29 (94-95)] relatif au trafic de stupéfiants en haute mer et portant adaptation de la législation française aux dispositions de l'article 17 de la convention des Nations Unies contre le trafic illicite des stupéfiants et substances psychotropes faite à Vienne le 20 décembre 1988 [n° 0019 (95-96)] (11 octobre 1995) - **Stupéfiants**.

Avis, présenté au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - **Territoires d'outre-mer [n° 0082 (95-96), tome 8]** (21 novembre 1995) - **Lois de finances**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi d'habilitation [n° 101 (95-96)] relatif à l'extension et à l'adaptation de la législation en matière pénale applicable aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte [n° 0129 (95-96)] (14 décembre 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 décembre 1995) - **Territoires d'outre-mer (TOM)**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [(n° 104 (95-96)), adopté par l'Assemblée nationale, portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer et aux collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon [n° 0130 (95-96)] (14 décembre 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 décembre 1995) - **Territoires d'outre-mer (TOM)**.

- **Projet de loi organique modifiant la loi n° 88-1028 du 9 novembre 1988 portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998 et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer [n° 0169 (94-95)]** - (11 janvier 1995) - Rapporteur de la commission des lois - **Discussion générale (commune avec celle du projet de loi n° 170)** (p. 130, 131): emprisonnement contraventionnel. Contribution de solidarité territoriale en Polynésie française. Taxe sur l'extraction de l'or dans les régions d'outre-mer. Propose l'adoption de ce projet de loi - **Art. 4 (répartition des compétences en Nouvelle-Calédonie en matière d'urbanisme et de distribution d'énergie électrique)** (p. 133): son amendement rédactionnel n° 20; adopté - **Art. 6 (élargissement du droit de saisine pour avis du tribunal administratif de Nouméa)** (p. 134): son amendement rédactionnel n° 21; adopté - **Art. 9 (régime budgétaire et comptable de Wallis-et-Futuna)** (p. 137): ses amendements n° 22 rédactionnel, n° 23, n° 24, n° 26 et n° 27 de rectification et n° 25: budget des établissements publics; adoptés - **Art. 11 (abrogation des dispositions du décret du 30 décembre 1912 relatives à Wallis-et-Futuna)** (p. 138): son amendement n° 28: nouvelle rédaction; adopté - **Art. 12 (entrée en vigueur)**: son amendement rédactionnel n° 29; adopté - **Art. 14 (compétences de l'Etat en matière de règles applicables aux personnels des établissements privés de Nouvelle-Calédonie et de Polynésie française)** (p. 139): accepte l'amendement n° 1 de M. Daniel Millaud (modification de la rédaction dans un sens plus large) et demande le retrait de l'amendement n° 39 de M. Simon Loueckhote (confirmation de la compétence de l'Etat) au profit de son amendement n° 40 sur le même objet; adopté. Son amendement rédactionnel n° 30; adopté - **Art. 15 (détermination du régime applicable aux fonctionnaires pour l'administration de la Polynésie française)** (p. 140): accepte l'amendement n° 2 de M. Daniel Millaud (compétences du territoire) - **Après l'art. 15** Accepte l'amendement n° 4 de M. Daniel Millaud (validation législative d'actes individuels) - **Avant l'art. 16** (p. 141, 145): sur les amendements de M. Daniel Millaud, proposant la modification de la loi du 6 septembre 1984, portant statut du territoire de la Polynésie française, s'oppose au n° 5 (définition du domaine public maritime), n° 6 (compétences du territoire en cas de doute sur la répartition des compétences entre l'Etat et le territoire), n° 8 (réglementation applicable aux assurances, aux coopératives et aux sociétés mutualistes en Polynésie française) et n° 9 (transfert aux territoires du droit d'exploitation des ressources naturelles du fonds de la mer, de son sous-sol et des eaux surjacentes). S'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 7 (compétences du territoire dans les matières de police administrative de son ressort) - **Art. 19 (sessions ordinaires de l'assemblée territoriale de Polynésie française)** (p. 146): s'oppose à l'amendement n° 10 de M. Daniel Millaud (précision des dates d'ouverture et de la durée des sessions) - **Art. 20 (sessions extraordinaires de l'assemblée territoriale de Polynésie française)** (p. 147): ses amendements n° 31 de précision et n° 32: procédure de convocation; adoptés. Sur le même objet, demande le retrait de l'amendement n° 11 de M. Daniel Millaud (procédure de convocation) - **Avant l'art. 22** (p. 147, 148): s'oppose à l'amendement n° 12 de M. Daniel Millaud (transmission des actes de l'assemblée territoriale et de la commission permanente) - **Après l'art. 23** (p. 149): son amendement n° 34: accélération de la transmission des procès-verbaux; adopté. Sur le même objet, demande le retrait de l'amendement n° 13 de M. Daniel Millaud, proposé avant l'art. 24 - **Art. 24 (indemnités de vacation des membres du Conseil économique, social et culturel de Polynésie française)**: son amendement rédactionnel n° 35; adopté - **Après l'art. 25**: s'oppose à l'amendement n° 14 de M. Daniel Millaud (publication des délibérations de la commission permanente par son président). (p. 150): s'oppose à l'amendement n° 15 du même auteur (recours en excès de pouvoir contre les délibérations à caractère réglementaire adoptées par l'Assemblée territoriale ou sa commission permanente: compétence du Conseil d'Etat). (p. 153): son amendement, soutenu par M. Jacques Larché.

INTERVENTIONS

président de la commission, n° 36 : transfert de l'assemblée territoriale au conseil des ministres du territoire du pouvoir de nomination des représentants du territoire au sein des sociétés d'économie mixte locales ; adopté.

- **Projet de loi étendant dans les territoires d'outre-mer certaines dispositions du code de la route et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte [n° 0170 (94-95)]** - (11 janvier 1995) - Rapporteur de la commission des lois - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 169 (94-95)** : voir intervention sous le projet n° 169 (p. 130, 131) - **Art. 7 à Art. 19** : son intervention présentée par M. Jacques Larché, président de la commission (p. 157 à p. 169).

- **Projet de loi organique modifiant la loi n° 88-1028 du 9 novembre 1988 portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998 et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 0214 (94-95)]** - (18 janvier 1995) - Rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale (p. 491)** : adoption à l'unanimité du texte élaboré par la CMP.

- **Projet de loi étendant dans les territoires d'outre-mer certaines dispositions du code de la route et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 0215 (94-95)]** - (18 janvier 1995) - Rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale (p. 494, 495)** : article 45 de la Constitution. Amendement présenté par M. Raymond-Max Aubert, député. Compétences d'une CMP. Mise en cause du pouvoir parlementaire et législatif. Votera l'amendement de suppression du Gouvernement et les conclusions de la CMP.

- **Projet de loi relatif au trafic de stupéfiants en haute mer et portant adaptation de la législation française aux dispositions de l'article 17 de la convention des Nations Unies contre le trafic illicite des stupéfiants et substances psychotropes faite à Vienne le 20 décembre 1988 [n° 0029 (94-95)]** - (18 octobre 1995) - Rapporteur de la commission des lois - **Discussion générale (p. 1910)** : nécessité de contracter des accords bilatéraux en complément de la convention - **Art. 2 (habilitation des commandants des bâtiments de l'Etat et des commandants de bord des aéronefs de l'Etat)** (p. 1911) : son amendement n° 1 : prise en compte des mesures prévues par l'article 3 ; adopté - **Titre 1er (des mesures prises à la demande d'un Etat partie à la Convention de Vienne)** (p. 1911) : son amendement de précision n° 2 ; adopté - **Art. 3 (mesures prises à la demande de l'Etat partie à la Convention de Vienne)** (p. 1911) : son amendement de coordination n° 3 ; adopté. (p. 1912) : son amendement rédactionnel n° 4 ; adopté - **Art. 5 (recherche et constatation des infractions)** (p. 1912) : son amendement n° 5 : autorisation aux commandants de bord des aéronefs de l'Etat de participer à des contrôles ; adopté. : son amendement rédactionnel n° 6 ; adopté - **Intitulé du projet de loi (relatif au trafic de stupéfiants en haute mer et portant adaptation de la législation française aux dispositions de l'article 17 de la Convention des Nations-Unies contre le trafic illicite des stupéfiants et substances psychotropes faite à Vienne le 20 décembre 1988)** (p. 1913) : son amendement rédactionnel n° 7 ; adopté.

- **Conclusions du rapport de M. Pierre Fauchon, fait au nom de la commission des lois, sur : la proposition de loi (n° 406, 94-95) de M. Jacques Larché déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à la responsabilité pénale des élus locaux pour des faits d'imprudance ou de négligence commis dans l'exercice des fonctions ; la proposition de loi (n° 255, 94-95) de M. Claude Huriet relative à la protection pénale des exécutifs locaux à raison des actes commis dans l'exercice de leurs fonctions ; et la proposition de loi (n° 361, 94-95) de M.**

Hubert Haenel déposée avec plusieurs de ses collègues, visant à étendre aux districts les règles applicables à la responsabilité des syndicats de communes pour les accidents survenus aux membres de leur comité et à leur président, en complétant l'article L.164-5 du code des communes [n° 406-255-361 (94-95)] - (26 octobre 1995) - **Discussion générale (p. 2292, 2293)** : première inscription par le Sénat de cette proposition de loi à son ordre du jour. Dialogue avec le Gouvernement dans le cadre des débats sur ces propositions de loi. Groupe de travail issu de la commission des lois. Amendement fondamental du Gouvernement traduisant une véritable réforme du code pénal. Nouveau regard sur le délit d'imprudance et de négligence. Application du principe dit "de l'appréciation in concreto" en cas d'imprudance. Votera l'amendement du Gouvernement. Modification inopportune du statut des fonctionnaires. Référence au code des communes.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Outre-mer

- (30 novembre 1995) - Rapporteur pour avis de la commission des lois pour les territoires d'outre-mer (p. 3427, 3428) : situation de la Nouvelle-Calédonie. Polynésie française. Territoires de l'Antarctique. Rapports des territoires d'outre-mer avec l'Union européenne. La commission des lois a décidé d'émettre un avis favorable sur le projet de budget de l'outre-mer.

- **Projet de loi d'habilitation relatif à l'extension et à l'adaptation de la législation en matière pénale applicable aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte [n° 0101 (95-96)]** - (21 décembre 1995) - Rapporteur de la commission des lois - **Discussion générale (p. 4644)** : regrette les reports successifs de l'application et de l'adaptation du nouveau code pénal et du code de procédure pénale. Propose l'adoption de ce projet de loi d'habilitation - **Art. 2 (délais d'habilitation et de ratification)** (p. 4645) : son amendement n° 1 : raccourcissement des délais ; retiré.

GIROD (Paul), sénateur (Aisne) RDE, puis RDSE.

Elu vice-président du Sénat (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances ; puis membre de la commission des lois (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire de l'Etablissement public Autoroutes de France ; démissionnaire le 21 novembre 1995.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à relever de 18,60% à 20,60% le taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée à compter du 1er août 1995 (19 juillet 1995).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1995 (27 juillet 1995).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à la décentralisation de la péréquation financière entre les collectivités locales pour un meilleur aménagement

du territoire [n° 0422 (92-93)] reprise le 2 mai 1995 (13 juillet 1993) - **Finances locales.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à la transparence et à la concurrence dans l'attribution des conventions de transport routier non urbain de personnes [n° 0282 rectifié bis (93-94)] reprise le 11 octobre 1995 (11 février 1994) - **Transports.**

Avis, présenté au nom de la commission des finances, sur le projet de loi, [n° 217 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale, relatif aux services d'incendie et de secours [n° 0322 (94-95)] (21 juin 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 7 juin 1995) - **Sécurité civile.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 611 (93-94)] portant adaptation de la législation française aux dispositions de la convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime et tendant à améliorer la lutte contre le trafic de stupéfiants [n° 0018 (95-96)] (11 octobre 1995) - **Stupéfiants.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 2 (95-96)] instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes [n° 0055 (95-96)] (31 octobre 1995) - **Action sanitaire et sociale.**

INTERVENTIONS

- En qualité de président de séance

- **Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale [n° 0122 (95-96)] - Suite de la discussion - (15 décembre 1995) - Discussion générale (suite) (p. 4380) :** en réponse à M. Mélenchon, rappelle son autorité de président et souligne que cette séance aurait dû être présidée par un autre vice-président.

- En qualité de sénateur

- **Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture [n° 0089 (94-95)] - (9 janvier 1995) - Discussion générale (p. 38) :** négociations du GATT. Allègement des charges. Capital foncier. Taxe foncière sur les propriétés non bâties. Entreprises agricoles françaises. Fiscalité.

- **Suite de la discussion - (10 janvier 1995) - Avant la section I du titre II (p. 109) :** son amendement n° 342 : taxe foncière sur les propriétés non bâties ; retiré.

- **Suite de la discussion - (11 janvier 1995) - Avant la section I du titre II (suite) (p. 177) :** son amendement n° 343 : mode de taxation des plus-values professionnelles ; retiré.

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement - Deuxième lecture [n° 0139 (94-95)] - (16 janvier 1995) - Discussion générale (p. 333, 334) :** défense des maires. Coût du traitement de l'eau. Gestion des déchets. Taxe sur les déchets spéciaux. Mise en place départementale des installations de traitement de déchets - **Art. 10 bis (réduction du droit à indemnité) (p. 361) :** se déclare favorable à l'amendement de suppression n° 99 de la commission saisie pour avis - **Art. 21 bis (réglementation des loisirs et sports nautiques) (p. 377) :** sur l'amendement n° 30 de la commission (nouvelle rédaction de l'article), intervient sur le sous-amendement n° 105 de la commission saisie pour avis (réglementation et interdiction) - **Art. 29 (compétence des départements en matière d'espaces naturels sensibles) (p. 389) :** financement de l'élimination des déchets. Compétence communale.

- **Projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours [n° 0217 (94-95)] - (27 juin 1995) - Rapporteur pour avis de la commission des finances - Discussion générale (p. 653) :** intégration des sapeurs-pompiers volontaires au sein du

service départemental. (p. 654) : estimation incertaine du coût réel des services d'incendie et de secours. Répartition des contributions des collectivités territoriales au financement. Réserves de la commission des finances.

- **Suite de la discussion - (28 juin 1995) - Art. 5 (composition du corps départemental de sapeurs-pompiers) (p. 708) :** s'oppose à l'amendement n° 58 de M. Robert Pagès (présence de fonctionnaires publics territoriaux titulaires d'un emploi public de sapeur-pompier professionnel dans le corps départemental des sapeurs-pompiers). Intégration des volontaires des centres de secours principaux et des centres de secours à la demande des maires - **Art. 8 (gestion des sapeurs-pompiers professionnels) (p. 716) :** intervient sur l'amendement n° 104 de M. Alain Vasselle (nomination sur avis conforme du maire).

- **Suite de la discussion - (29 juin 1995) - Art. 20 (commission consultative départementale) (p. 739) :** se déclare opposé à l'amendement n° 108 de M. Alain Vasselle (augmentation de la représentation des élus locaux) - **Art. 22 (commission nationale) (p. 741) :** intervient sur l'amendement n° 109 de M. Alain Vasselle (amélioration de la représentation des élus locaux au sein de la commission nationale) - **Intitulé du chapitre IV (les contributions financières des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale au budget du service départemental d'incendie et de secours) (p. 747, 748) :** souhaite des informations sur la répartition financière entre les collectivités locales. Prix de revient par habitant du service d'incendie et de secours. Estimations divergentes. Exemple de la Seine-et-Marne. Souhaite la réserve de son amendement n° 35 ainsi que du sous-amendement n° 91 de M. Jean Pépin jusqu'à l'examen de l'article 38 ; réserve ordonnée - **Art. 37 (financement du service départemental d'incendie et de secours) (p. 749) :** ses amendements n° 36 : modalités de calcul des contributions aux frais du service départemental d'incendie et de secours ; et n° 37 : fixation d'une date butoir de notification des contributions prévisionnelles ; adoptés - **Après l'art. 37 (p. 750) :** déclare l'amendement n° 75 de M. Robert Pagès sans rapport avec ce projet de loi (indexation de la dotation globale de fonctionnement) - **Art. 38 (dispositions financières transitoires) (p. 751) :** son amendement n° 38 : règle à appliquer pour le fonctionnement et pour l'investissement ; adopté - **Après l'art. 38 (p. 752) :** nécessité de pallier les risques de dérive financière. S'oppose à l'amendement n° 88 de M. Jean Pépin (instauration d'une taxe spécifique sur les produits pétroliers) - **Intitulé du chapitre IV (précédemment réservé p. 748) (les contributions financières des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale au budget du service départemental d'incendie et de secours) (p. 754) :** son amendement n° 35 : nouvelle rédaction ; adopté - **Section 4 du chapitre II du titre II (précédemment réservée p. 739) (dispositions particulières aux communautés urbaines - supprimée par l'Assemblée nationale) (p. 802) :** fonctionnement des communautés urbaines. Application de la loi à tous - **Art. 31 (précédemment réservé p. 739) (délibérations du conseil d'administration) (p. 806) :** s'oppose à l'amendement de M. Jean-Pierre Tizon n° 123 (majorité simple requise au sein du conseil d'administration) - **Sur l'ensemble (p. 811) :** financement de ce projet de loi.

- **Proposition de loi tendant à relever de 18,60% à 20,60% le taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée à compter du 1er août 1995 [n° 0375 (94-95)] - (19 juillet 1995) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 1220) :** votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique, modifiant le régime de l'invulnérabilité parlementaire et abrogeant les dispositions relatives à la Communauté et les dispositions transitoires [n° 0374 (94-95)] - Suite de la discussion - (25 juillet 1995) - Art. 1er (l'extension du champ du référendum législatif) (p. 1386) :** nature juridique de la loi référendaire

issue de l'article 11 modifié. (p. 1420) : sur l'amendement n° 6 de la commission (extension du champ du référendum et procédure parlementaire, cas de la proposition de loi), s'abstiendra lors du vote du sous-amendement n° 44 de M. Guy Allouche (contrôle de constitutionnalité du texte soumis au référendum par le Conseil constitutionnel). Possibilité de saisine du Conseil constitutionnel avant la promulgation de la loi référendaire votée par le peuple. (p. 1427) : ne prendra pas part au vote sur l'amendement n° 6 précité de la commission. Contrôle de constitutionnalité - **Art. 2** (*le passage à une session ordinaire unique de neuf mois et le régime des séances*) (p. 1429, 1430) : utilité des intersessions pour l'accomplissement de certains travaux parlementaires et gouvernementaux. Contrôle du Parlement français sur les textes émanant de Bruxelles. Perplexité sur l'intérêt d'une session unique.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 [n° 0379 (94-95)]** - (26 juillet 1995) - **Discussion générale** (p. 1533 à 1535) : dispositions prises pour relancer l'économie. Droits de mutation. Problème des collectivités territoriales. Investissement public. Absence d'affectation des recettes des collectivités locales de 1995.

- **Suite de la discussion** - (27 juillet 1995) - **Art. 7** (*contribution exceptionnelle des organismes collecteurs de la participation des employeurs à l'effort de construction*) (p. 1623) : intervient sur les amendements de suppression n° 37 de M. Robert Vizet et n° 91 de M. Robert Laucourmet - **Avant l'art. 9** (p. 1631) : son amendement n° 75 : modalités d'application de la compensation des pertes de recettes ; retiré - **Après l'art. 21** (p. 1666) : se déclare favorable à l'amendement de M. Philippe Adnot n° 7 (faculté pour les collectivités locales d'accorder des exonérations de taxe professionnelle). (p. 1668) : son amendement n° 24 : possibilité pour les communautés de communes d'instaurer la taxe d'enlèvement des ordures ménagères la première année de leur existence ; retiré.

- **Projet de loi portant adaptation de la législation française aux dispositions de la convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime et tendant à améliorer la lutte contre le trafic de stupéfiants [n° 0611 (93-94)]** - (17 octobre 1995) - Rapporteur de la commission des lois - **Discussion générale** (p. 1865) : rappel des textes relatifs à la lutte contre la criminalité organisée. (p. 1866) : convention de Strasbourg de 1990. Création d'une infraction générale de blanchiment. Coopération internationale. Lutte contre le trafic de stupéfiant : mineurs et "proxénétisme de la drogue". Problème du caractère intentionnel du blanchiment. (p. 1867) : propose d'aligner le régime de la poursuite du blanchiment sur celui de l'infraction originelle - **Titre 1er** (*dispositions portant adaptation de la législation française à la convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime*) (p. 1876) : accepte l'amendement n° 15 du Gouvernement (modification de l'intitulé de cette division) - **Art. 1er** (*création d'une infraction générale de blanchiment des produits des crimes et des délits*) - **Art. 324-1 du code pénal** (*création d'un délit général de blanchiment*) (p. 1877, 1878) : s'oppose à l'amendement n° 16 de M. Gérard Larcher (nouvelle rédaction) ainsi qu'aux amendements de M. Jacques Machet, n° 29 (mention du caractère intentionnel de l'infraction) et n° 31 (suppression du mot "placement").

- **Suite de la discussion** - (18 octobre 1995) - Rapporteur de la commission des lois - **Art. 1er à après l'art. 15** : son intervention et ses amendements présentés par M. Jean-Jacques Hyst (p. 1888, 1905).

- **Projet de loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes [n° 0002 (95-96)]** - (9 novembre 1995) - Rapporteur pour avis de la commission des lois - **Discussion générale** (p. 2447, 2448) : urgence de la mise en place du dispositif. Relâchement des liens familiaux. Financement du dispositif. Commission

d'évaluation des charges. Participation des départements. Egalité de traitement entre les communes. Appréciation de la situation des personnes. Récupération sur succession et recours à l'obligation alimentaire. Souhait d'un texte limité dans le temps et équilibré en matière de financement.

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement sur la réforme de la protection sociale, suivie d'un débat et d'un vote** - (16 novembre 1995) (p. 2617, 2618) : système de sécurité sociale français. Participation de l'ensemble des revenus aux ressources du système de la sécurité sociale. Rôle du Parlement. Aide sociale. Rôle des départements. Prestation d'autonomie pour les personnes âgées.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Discussion générale :

- (21 novembre 1995) (p. 2694, 2696) : votera le projet de budget. Augmentation de l'épargne au détriment de la consommation. Surabondance de liquidités financières à l'échelle internationale. Nécessaire maintien des capacités d'investissement des collectivités locales. Non prise en compte du fonds de compensation pour la TVA, FCTVA dans les concours de l'Etat aux collectivités.

Discussion des articles de la première partie :

- **Suite de la discussion** - (23 novembre 1995) - **Après l'art. 11** (p. 2851, 2852) : ses amendements, soutenus par M. Philippe Marini, n° I-228 : maintien du niveau d'alimentation des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle ; et n° I-229 : simplification du mode de répartition de ces mêmes fonds ; retirés.

- **Suite de la discussion** - (24 novembre 1995) - **Art. 18** (*détermination de l'enveloppe des concours de l'Etat aux collectivités locales*) (p. 2918, 2919) : difficultés des collectivités territoriales à assumer leurs missions d'investissement dans le contexte actuel. Critique du "pacte de stabilité" sur la forme et le fond.

Deuxième partie :

Agriculture, pêche et alimentation

- (28 novembre 1995) (p. 3287, 3288) : difficultés de traitement des dossiers de mise aux normes des bâtiments d'élevage.

Intérieur, réforme de l'Etat, décentralisation et citoyenneté

- (2 décembre 1995) (p. 3602, 3603) : "pacte de stabilité financière". Dotation globale de fonctionnement, DGF. Dotation de compensation de la taxe professionnelle, DCTP. Dotation globale d'équipement, DGE. Dotation de solidarité urbaine, DSU. Rapprochements intercommunaux.

Aménagement du territoire, équipement et transports - III - Aménagement du territoire

- (5 décembre 1995) (p. 3820) : votera ce projet de budget. Routes départementales. Concept de "pays". Effort de clarification de la politique d'aménagement du territoire.

Articles non rattachés :

- (9 décembre 1995) - **Après l'art. 59 septies** (p. 4186) : son amendement n° II-181 : modification de certaines dispositions relatives aux groupements de communes et perturbant gravement le fonctionnement des fonds départementaux de péréquation de taxe professionnelle ; rejeté. (p. 4188) : problème des conséquences sur les budgets de 1996.

- **Rappel au règlement** - (19 décembre 1995) (p. 4443) : interprétation des propos qu'il a tenus en tant que président de séance quelques jours auparavant.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995** [n° 0119 (95-96)] - (19 décembre 1995) - **Discussion générale** (p. 4500, 4501) : moins-values de recettes fiscales. Ressources nouvelles non fiscales. Réduction du déficit public.

- **Suite de la discussion** - (20 décembre 1995) - **Art. 14** (*relèvement des seuils du régime simplifié d'imposition*) (p. 4553) : centres de gestion agréés et habilités. (p. 4555) : son amendement n° 2 : suppression du paragraphe II de cet article relatif à la compétence des centres de gestion agréés et habilités ; devenu sans objet. (p. 4559) : s'abstiendra lors du vote de l'amendement n° 59 de la commission (champ d'intervention des centres de gestion agréés et habilités) - **Art. 15** (*option des contribuables titulaires de bénéfices non commerciaux pour la détermination de leurs résultats en fonction des créances acquises et des dépenses engagées*) (p. 4561) : se déclare favorable à cet article.

GOASGUEN (Claude), ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la citoyenneté.

dans le Gouvernement Juppé le 18 mai 1995 (JO Lois et décrets du 19 mai 1995).

Fin de ses fonctions ministérielles (démission du Gouvernement le 7 novembre 1995) (JO Lois et décrets du 8 novembre 1995).

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 8 de M. Jean Roger : **Elus locaux** (*Inquiétudes des élus locaux*) (JO Débats du 30 juin 1995) (p. 763).

n° 12 de M. Jean Clouet : **Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)** (*Remboursement de la TVA aux communes*) (JO Débats du 30 juin 1995) (p. 766).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours** [n° 0217 (94-95)] - **Suite de la discussion** - (29 juin 1995) - **Art. 16** (*mise à disposition de biens à titre gratuit*) (p. 735, 737) : s'oppose aux amendements de M. Robert Pagès n° 65 (conditions de la mise à disposition des biens) et n° 66 (introduction d'une clause permettant la renégociation des emprunts). Accepte les amendements de la commission n° 19, de coordination, et n° 20 (modalités de remboursement des emprunts contractés). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 106, de précision, de M. Alain Vasselle. Oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement de M. Alain Vasselle n° 107 (prise en charge des impôts locaux dans la convention) - **Art. 18** (*transfert de biens en pleine propriété*) (p. 738) : accepte l'amendement de précision n° 21 de la commission et s'oppose à l'amendement n° 67 de M. Robert Pagès (suppression de l'exonération des taxes pour le transfert) - **Art. 20** (*commission consultative départementale*) : accepte l'amendement de coordination n° 22 de la commission. (p. 739) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 108 de M. Alain Vasselle (augmentation de la

représentation des élus locaux) - **Art. 21** (*règlement des transferts à défaut de signature des conventions*) (p. 740) : accepte l'amendement de coordination n° 23 de la commission. S'oppose à l'amendement n° 47 de M. Maurice Lombard (réduction d'un an du délai accordé pour la signature des conventions) - **Art. 27** (*présence du préfet au conseil d'administration*) (p. 742, 743) : accepte l'amendement n° 26 de la commission (possibilité pour le préfet de se faire représenter par un membre du corps préfectoral). Sur cet amendement, son sous-amendement n° 141 : possibilité pour le préfet de se faire représenter par le directeur des services du cabinet ; adopté - **Art. 32** (*rôle du président du conseil d'administration*) : accepte l'amendement n° 28 de la commission (suppression du second alinéa de cet article à caractère redondant) - **Art. 33** (*composition de la commission administrative et technique*) Accepte l'amendement n° 29 de la commission (rôle de la commission administrative et technique des services d'incendie et de secours). (p. 744) : s'oppose à l'amendement n° 72 de M. Robert Pagès (représentation des organisations syndicales au sein de la commission administrative et technique des services d'incendie et de secours) et demande le retrait de l'amendement n° 113 de M. Alain Vasselle (représentation des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires proportionnellement à leur corps respectif) - **Art. 34** (*nomination du directeur départemental*) (p. 745, 746) : s'oppose à l'amendement n° 51 de M. Maurice Lombard (inutilité de mentionner expressément l'avis du préfet) et demande le retrait de l'amendement n° 73 de M. Robert Pagès (rémunération du directeur départemental à la charge de l'Etat) - **Art. 35** (*missions du directeur départemental*) S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 74 de M. Robert Pagès (mission de prévision pour le directeur départemental) - **Intitulé du chapitre IV** (*les contributions financières des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale au budget du service départemental d'incendie et de secours*) (p. 748) : propositions prochaines dans le cadre du pacte de stabilisation financière des relations entre l'Etat et les collectivités territoriales. Demande la réserve de l'amendement n° 35 de M. Paul Girod et du sous-amendement n° 91 de M. Jean Pépin jusqu'après l'examen de l'article 38 ; réserve ordonnée - **Art. 37** (*financement du service départemental d'incendie et de secours*) (p. 749) : accepte les amendements de la commission saisis pour avis n° 36 (modalités de calcul des contributions aux frais du service départemental d'incendie et de secours) et n° 37 (fixation d'une date butoir de notification des contributions prévisionnelles) - **Après l'art. 37** (p. 750) : s'oppose à l'amendement n° 75 de M. Robert Pagès (indexation de la dotation globale de fonctionnement) - **Art. 38** (*dispositions financières transitoires*) (p. 751) : accepte l'amendement n° 38 de la commission saisi pour avis (règle à appliquer pour le fonctionnement et l'investissement) - **Après l'art. 38** (p. 752, 753) : évaluation prochaine par un groupe de travail des charges induites par ce projet de loi. Demande le retrait de l'amendement n° 88 de M. Jean Pépin (instauration d'une taxe spécifique sur les produits pétroliers) - **Intitulé du chapitre IV** (*précédemment réservé p. 748*) (*les contributions financières des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale au budget du service départemental d'incendie et de secours*) (p. 754) : accepte l'amendement n° 35 de la commission saisi pour avis (nouvelle rédaction).

- **Projet de loi relatif à la partie législative du code général des collectivités territoriales** [n° 226(1994-1995)] - (24 octobre 1995) - **Discussion générale** (p. 2000, 2001) : démarche de codification du droit français. Commission supérieure de codification. Codification à droit constant. Principe du code pilote et du code suiveur. (p. 2002) : champ du code général des collectivités territoriales. Article 99 de la loi du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes. Code de l'administration communale. Code des communes. Dispositions relatives à l'adoption et à l'exécution des budgets. Code des juridictions financières. (p. 2003) : exclusion des dispositions applicables aux territoires d'outre-mer. Codification des dispositions relatives

aux départements de la Moselle, du Haut-Rhin, et du Bas-Rhin. Contenu juridique du code. Cas particulier de la fonction publique territoriale. (p. 2004) : demande l'adoption de ce projet de loi - **Art. 1er et dispositions annexées (code général des collectivités territoriales)** (p. 2183) : accepte les amendements de la commission n° 1 à n° 60 (insertion des dispositions de lois récentes, postérieures au projet de loi de codification). (p. 2191) : accepte les amendements de la commission n° 61 à n° 179, de rectification ou de forme. (p. 2203) : accepte les amendements de la commission n° 180 à n° 273, de clarification ou de précision - **Art. 2 (insertion dans le livre IV du code des communes de dispositions relatives aux sapeurs pompiers)** (p. 2204) : accepte l'amendement n° 274 de la commission (nouvelle rédaction précisant notamment les dispositions applicables dans les communes des départements d'outre-mer et à Saint-Pierre-et-Miquelon) - **Art. 4 (contrôle budgétaire et financier des collectivités territoriales)** (p. 2209) : accepte les amendements de la commission n° 275 à n° 280 (conséquence des amendements de la commission, précédemment adoptés pour le code des juridictions financières) - **Art. 5 (modification des articles 31 et 41 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983)** (p. 2210) : accepte l'amendement n° 281 de la commission (nouvelle rédaction) - **Art. 6 (modification de l'article 60 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983)** (p. 2211) : accepte l'amendement de suppression n° 282 de la commission - **Art. 11 (rédaction de l'article L. 1615-6 du code général des collectivités territoriales)** : accepte l'amendement de suppression n° 283 de la commission - **Art. 12 (modification des articles L. 2333-26, L. 2334-34, L. 2334-35, L. 2334-36 et L. 5211-21 du code général des collectivités territoriales)** (p. 2212) : accepte l'amendement de suppression n° 284 de la commission - **Art. 13 (rédaction de l'article L. 2563-3 du code général des collectivités territoriales)** : accepte l'amendement de suppression n° 285 de la commission - **Art. 14 (rédaction des articles L. 4253-4 et L. 4333-1 du code général des collectivités territoriales)** : accepte l'amendement de suppression n° 286 de la commission - **Art. 16 (abrogations)** (p. 2218) : accepte l'amendement n° 287 de la commission (regroupement des abrogations) - **Art. 17 (abrogations)** (p. 2222) : accepte l'amendement de suppression n° 288 de la commission - **Art. 18 (territoires d'outre-mer et collectivités territoriales de Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon)** (p. 2223) : accepte l'amendement de coordination n° 289 de la commission - **Sur l'ensemble** (p. 2224) : remerciements.

- **Conclusions du rapport de M. Pierre Fauchon, fait au nom de la commission des lois, sur : la proposition de loi (n° 406, 94-95) de M. Jacques Larché déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à la responsabilité pénale des élus locaux pour des faits d'imprudence ou de négligence commis dans l'exercice des fonctions ; la proposition de loi (n° 255, 94-95) de M. Claude Huriet relative à la protection pénale des exécutifs locaux à raison des actes commis dans l'exercice de leurs fonctions ; et la proposition de loi (n° 361, 94-95) de M. Hubert Haenel déposée avec plusieurs de ses collègues, visant à étendre aux districts les règles applicables à la responsabilité des syndicats de communes pour les accidents survenus aux membres de leur comité et à leur président, en complétant l'article L.164-5 du code des communes [n° 406-255-361 (94-95)]** - (26 octobre 1995) - **Discussion générale** (p. 2298) : rapport non achevé de M. Jacques Fournier. Existence d'une simple note informative demandée par le Gouvernement. Travaux préparatoires à ce débat. Principe de la séparation des pouvoirs. Inexistence d'avis du Conseil d'Etat sur cette proposition de loi. (p. 2306, 2307) : analyse convergente sur la situation juridique des maires. Amendements du Gouvernement visant à rassurer les élus. Définition de la faute d'imprudence ou de négligence. Nécessité de ne pas créer une nouvelle cause d'irresponsabilité pénale. Confirmation de la place de l'amendement n° 9 du Gouvernement à l'article 121-3 du code pénal (définition de la faute pénale). Principe de la présomption de la connaissance de la loi. Suppression des privilèges de

juridiction par la loi du 4 janvier 1993 - **Question préalable** (p. 2309) : s'oppose à la motion n° 14 de M. Robert Pagès tendant à opposer la question préalable. Rôle du Conseil d'Etat dans les travaux préparatoires à ce débat. Pas de remise en cause de la responsabilité pénale du chef d'entreprise en cas d'accident du travail. Amendement n° 9 du Gouvernement délimitant la responsabilité de la personne concernée. Instauration de la responsabilité pénale des personnes morales - **Renvoi à la commission** (p. 2312) : s'oppose à la motion n° 3 de M. Michel Dreyfus-Schmidt tendant au renvoi à la commission. Association des maires de France - **Avant l'art. 1er** (p. 2314, 2315) : son amendement n° 9 : exemption de la faute d'imprudence ou de négligence en cas de manquement à une obligation de sécurité ; adopté. Atteintes involontaires à la vie et à l'intégrité de la personne. Respect de la jurisprudence en matière de délinquance routière - **Avant l'art. 1er** (p. 2317, 2318) : s'oppose aux amendements de M. Michel Dreyfus-Schmidt (cas où une personne ne peut être reconnue pénalement responsable, y compris ignorance de la loi ou absence de moyens matériels pour faire diligence) et n° 5 (cas où une personne ne peut être reconnue pénalement responsable, notamment ayant accompli toutes diligences normales en fonction des moyens mis à sa disposition). Précision sur son amendement n° 9 (exemption de la faute d'imprudence ou de négligence en cas de manquement à une obligation de sécurité). Sur cet amendement, s'oppose à la première et deuxième partie du sous-amendement n° 15 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (qualification de la faute d'imprudence ou de négligence 1° à l'exception des accidents du travail), s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 16 (levée de l'obligation d'établir concrètement que la personne a accompli toutes diligences normales) et s'oppose au sous-amendement n° 17 du même auteur (modification rédactionnelle visant à enlever au tribunal la possibilité de se prononcer sur la compétence du maire). (p. 2319) : référence aux compétences de l'élu local pour son amendement n° 9 (exemption de la faute d'imprudence ou de négligence en cas de manquement à une obligation de sécurité).

GODFRAIN (Jacques), ministre délégué à la coopération.

dans le Gouvernement Juppé le 18 mai 1995 (JO Lois et décrets du 19 mai 1995).

Fin de ses fonctions ministérielles (démission du Gouvernement le 7 novembre 1995) (JO Lois et décrets du 8 novembre 1995).

puis, *ministre délégué à la coopération* dans le deuxième Gouvernement Juppé le 7 novembre 1995 (JO Lois et décrets du 8 novembre 1995).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076]**

Deuxième partie :

Coopération

- (29 novembre 1995) (p. 3382, 3386) : aide publique au développement. Réduction des crédits. Parts du ministère des affaires étrangères et de celui de la recherche. Caisse française de développement. Diminution des crédits nécessaires pour financer le traitement de la dette. Crédits consacrés à l'assistance technique. Concours financiers. Crédits de paiement. Autorisations de programme. Moyens de fonctionnement. Moyens d'intervention. Crédits de coopération militaire. Organisations non gouvernementales, ONG. Subventions aux collectivités territoriales. Dévaluation du franc CFA. Dotation du Fonds d'action culturelle, FAC. Métier exercé par les services de coopération. Lutte contre les détournements de l'aide publique au développement.

Elargissement du champ géographique de compétences du ministère. Aide à la démocratisation et à l'approfondissement de l'état de droit. Effort d'intégration régionale. Développement social. Encouragement à l'investissement. Emergence d'un secteur privé africain. (p. 3402, 3407) : création d'un comité interministériel. Rôle du ministère de la coopération. Fonctionnaires du ministère. Aide publique au développement. Logement des coopérateurs. Rôle de la France en Afrique. Dévaluation du franc CFA. Convention de Lomé. Conversion des créances. Baisse des crédits. Fonds européen de développement, FED. Enseignement français à l'étranger. Français expatriés. Retraites. Lutte contre la drogue en Afrique. Lutte contre le sida. Lutte contre la polygamie et l'excision. Sécurité sociale. Politique audiovisuelle extérieure. Liens entre la France et l'Afrique. Organisations non gouvernementales, ONG. Collectivités territoriales - Examen des crédits - Etat C - Titre VI (p. 3407, 3408) : pays de la Caraïbe. Coopération décentralisée. Caisse française de développement.

GOETSCHY (Henri), sénateur (Haut-Rhin) UC.

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre titulaire du Comité directeur du fonds d'investissements pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (FIDESTOM).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi étendant dans les territoires d'outre-mer certaines dispositions du code de la route et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte [n° 0170 (94-95)]** - (11 janvier 1995) - Après l'art. 10 (p. 162, 163) : se déclare opposé à l'amendement n° 1 de M. René-Georges Laurin (modification de la rédaction dans un sens plus large).

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention sur la sûreté nucléaire [n° 0304 (94-95)]** - (5 juillet 1995) - Explications de vote (p. 895) : intérêt de la ratification de la convention. Nécessaire vigilance. Centrales des pays de l'Est. Votera le projet de loi. Traitement des déchets.

- **Projet de loi de programmation du "nouveau contrat pour l'école" [n° 0197 (94-95)]** - Suite de la discussion - (5 juillet 1995) - Art. 1er et annexe 1 (*volet financier*) (p. 911, 912) : enseignement des langues vivantes. Ouverture vers l'Europe. Langues régionales de France.

- **Projet de loi portant transposition de la directive n° 93/7 du 15 mars 1993 du Conseil des Communautés européennes relative à la restitution des biens culturels ayant quitté illicitement le territoire d'un Etat membre [n° 0237 (94-95)]** - (12 juillet 1995) - Discussion générale (p. 986, 987) : moyens juridiques de protection des trésors nationaux. Manque de précision dans la définition des biens culturels. Crédit nécessaire pour le retour d'un bien. Eglise du mont Sainte-Odile. Le groupe de l'Union centriste votera ce projet de loi.

GOLLIET (Jacques), sénateur (Haute-Savoie) UC.

N'a pas été réélu aux élections sénatoriales du 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères.

Membre titulaire de la délégation parlementaire pour l'Union européenne.

Membre titulaire de la commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité.

Membre titulaire de la Commission nationale pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée au Mali et au Gabon du 29 janvier au 5 février 1995 [n° 0258 (94-95)] (19 avril 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 avril 1995) - Mali Gabon.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 128 (94-95)] autorisant la ratification de la convention sur la protection des Alpes [n° 0266 (94-95)] (10 mai 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 avril 1995) - Traités et conventions.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture [n° 0089 (94-95)]** - Suite de la discussion - (11 janvier 1995) - Avant l'art. 10 (p. 199) : soutient l'amendement n° 156 de M. Raymond Bouvier (cession de bail pour les associés exploitants).

- **Déclaration du Gouvernement relative à la situation en ex-Yougoslavie, suivie d'un débat** - (7 juin 1995) (p. 630, 631) : au nom du groupe de l'Union centriste, se déclare favorable au maintien de l'effort militaire et diplomatique français. Nécessité d'une solution négociée du conflit. Initiative française d'une conférence internationale. Prolongement du projet de pacte de stabilité européen. Libération des otages. Le groupe de l'Union centriste s'engagera avec le Gouvernement dans la voie de la paix.

GOULET (Daniel), sénateur (Orne) RPR.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles ; puis membre de la commission des affaires étrangères (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 6 (JO Débats du 20 octobre 1995) (p. 1978) - Ministère : Affaires étrangères - *Relations entre la France et l'Algérie* - Réponse le 20 octobre 1995 (p. 1978) - *Politique internationale*

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture [n° 0089 (94-95)]** - Suite de la discussion - (10 janvier 1995) - Art. 1er (*objectifs de la politique agricole*) (p. 65) : son amendement n° 306 : zones à handicap qui sont pour la plupart des zones à vocation bocagère et fourragère ; devenu sans objet - Art. 2 (*missions du Conseil supérieur d'orientation et de coordination de l'économie agricole et alimentaire*) (p. 76) : son amendement n° 307 : prise en compte de l'économie rurale et de l'emploi ; adopté - Art. 4

(contenu et extension des accords interprofessionnels) (p. 76) : fonctionnement et maîtrise du marché.

- Suite de la discussion - (11 janvier 1995) - Art. 7 (éligibilité aux aides économiques) (p. 185) : statut des exploitations agricoles. Votera l'article 7 - Art. 11 (objectifs de la politique d'installation) (p. 203, 204) : charte nationale de l'installation. Formation. (p. 206) : ses amendements n° 308 : mise en place d'un répertoire à l'installation dans chaque région ; retiré ; et n° 309 : mention des moyens prévisionnels nécessaires pour parvenir à la réalisation de la charte nationale de l'installation ; adopté - Art. 14 (exonération de 50 % sur la taxe foncière sur les propriétés non bâties) (p. 220) : son amendement n° 310 : application de cet article ; retiré.

- Suite de la discussion - (12 janvier 1995) - Art. 18 bis (rapport sur le statut du conjoint d'exploitant) (p. 242) : intervient sur l'amendement n° 290 du Gouvernement (extension de cette étude à la situation des autres membres de la famille associés aux travaux de l'exploitation). Délai de remise du rapport.

- Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]

Deuxième partie :

Education nationale, enseignement supérieur, recherche et insertion professionnelle - I - Enseignement scolaire

- (4 décembre 1995) (p. 3664) : caractère satisfaisant des éléments chiffrés compte tenu notamment de la baisse des effectifs. Moratoire concernant les écoles en milieu rural. Réforme de la filière d'enseignement technique et professionnel. (p. 3665) : expérimentation des nouveaux rythmes scolaires. Parité entre l'enseignement public et l'enseignement privé sous contrat : rémunération de certains maîtres de l'enseignement privé sous contrat, contractualisation des délégués rectoraux, enseignants employés à temps incomplet et problème de recouvrement des cotisations de prévoyance des cadres. (p. 3666) : statut des directeurs d'école primaire. Votera ce projet de budget avec le groupe du RPR - Examen des crédits - Etat B - Titre IV (p. 3690) : son amendement n° II-79 : réduction de crédits s'imputant plus particulièrement sur les crédits alloués aux rémunérations des personnels enseignants des établissements privés ; retiré.

GOURNAC (Alain), sénateur (Yvelines) RPR.

Elu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire du Haut conseil du secteur public (JO Lois et décrets du 27 octobre 1995).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 216 (JO Débats du 15 novembre 1995) (p. 2546) - Ministère : Ville - Projet "Maison de l'espoir" et délinquance des mineurs - Réponse le 13 décembre 1995 (p. 4257) - Délinquance

GOUTEYRON (Adrien), sénateur (Haute-Loire) RPR.

NOMINATIONS

nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995) ; puis président (JO Lois et décrets du 6 octobre 1995).

Délégué titulaire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale jusqu'au 18 octobre 1995.

Membre suppléant de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques jusqu'au 12 octobre 1995.

Membre ès qualités du Haut comité du loisir social, de l'éducation populaire et des activités de pleine nature.

Membre titulaire de la Commission nationale pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

Membre titulaire de l'Observatoire national de la sécurité des établissements scolaires (décret n° 95-591 du 6 mai 1995) (JO Lois et décrets du 8 juin 1995).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires culturelles, à la suite d'une mission d'information effectuée du 18 au 28 septembre 1994 aux Etats-Unis, chargée d'étudier le développement aux Etats-Unis des nouveaux services de communication audiovisuelle ainsi que l'industrie "multimédia" [n° 0245 (94-95)] (5 avril 1995) - Etats-Unis d'Amérique.

Proposition de résolution, présentée en application de l'article 73 bis du Règlement sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil portant modification de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 visant à la coordination de certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives à l'exercice d'activités de radiodiffusion télévisuelle (n° E-419) [n° 0349 (94-95)] (4 juillet 1995) - Communautés européennes.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur la proposition de résolution [n° 349 (94-95)] présentée en application de l'article 73 bis du Règlement sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil portant modification de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 visant à la coordination de certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives à l'exercice d'activités de radiodiffusion télévisuelle (n° E 419) [n° 0043 (95-96)] (25 octobre 1995) - Communautés européennes.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur la proposition de loi [n° 213 (94-95)] de M. Jean Cluzel et plusieurs de ses collègues, fixant à cinq ans la durée des mandats des dirigeants des organismes du secteur public de l'audiovisuel [n° 0057 (95-96)] (9 novembre 1995) - Audiovisuel.

INTERVENTIONS

- Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture [n° 0089 (94-95)] - Suite de la discussion - (10 janvier 1995) - Après l'art. 5 (p. 90) : son amendement n° 96 : prise en compte des références de production et des droits à aide ; rejeté - Après l'art. 5 ter (p. 94) : se déclare favorable à l'amendement n° 280 de M. Jean-Paul Hammann (texte actuellement applicable en matière de contrôle des structures).

- Projet de loi portant amnistie [n° 0341 (94-95)] - Suite de la discussion - (18 juillet 1995) - Art. 18 (effets de l'amnistie sur les autorisations administratives et sur certaines peines complémentaires) (p. 1111) : son

amendement n° 15 : interdiction de pénétrer dans une enceinte sportive ; retiré au profit de l'amendement analogue n° 6 de la commission - **Art. 26 (infractions exclues de l'amnistie)** (p. 1123, 1124) : son amendement n° 14 : protection des émissions cryptées ; retiré. (p. 1146) : se déclare opposé à l'amendement n° 17 de M. Christian Bonnet (manifestations pacifiques contre l'interruption volontaire de grossesse).

- **Projet de loi instituant le contrat initiative-emploi [n° 0358 (94-95)] - Suite de la discussion - (20 juillet 1995)**
- **Art. 1er (institution du contrat initiative-emploi et suppression du contrat de retour à l'emploi)** (p. 1258) : chômeurs de longue durée. Bénéficiaires du contrat initiative-emploi, CIE. Allègement des charges sociales.

- **Résolution adoptée par la commission des affaires culturelles, en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil portant modification de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 visant à la coordination de certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives à l'exercice d'activités de radiodiffusion télévisuelle (n° E-419) [n° 0059 (95-96)] - (14 novembre 1995) - Rapporteur de la commission des affaires culturelles - Discussion générale (p. 2512, 2514) : mise en place de l'espace audiovisuel européen. Industrie américaine du cinéma. Obligations imposées aux diffuseurs par la réglementation française. Compte de soutien à l'industrie des programmes. Programme "Média". Insuffisances de la directive "Télévision sans frontières". Quotas de diffusion. Traité de Maastricht. Droit de veto. Rapport sur l'application des quotas. Chronologie des médias. Produits et programmes multimédias - Discussion de la résolution (p. 2530, 2531) : s'oppose à l'amendement de M. Jack Ralite n° 2 (nouvelle rédaction) ainsi qu'aux amendements de repli du même auteur, n° 3, n° 4, n° 5, n° 6, n° 7 et n° 8. S'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements n° 9 de M. Michel Pelchat (assimilation des oeuvres musicales à des oeuvres audiovisuelles) et n° 1 de Mme Danièle Pourtaud (circulation des oeuvres audiovisuelles européennes). A titre personnel, votera en faveur de ces deux amendements.**

- **Proposition de loi fixant à cinq ans la durée des mandats des dirigeants des organismes du secteur public de l'audiovisuel [n° 0213 (94-95)] - (14 novembre 1995) - Rapporteur de la commission des affaires culturelles - Discussion générale (p. 2534, 2535) : allongement de la durée du mandat de trois à cinq ans. Historique. Durée des mandats des dirigeants d'entreprises publiques. Comparaison avec TF1 et M6. Propose l'adoption de cette proposition de loi adoptée à l'unanimité par la commission des affaires culturelles.**

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Culture

- (27 novembre 1995) - Président de la commission des affaires culturelles (p. 3205, 3206) : lutte contre l'exclusion : équipements de proximité. Ecoles d'architecture. Urbanisme. Patrimoine. Conservateurs des antiquités et objets d'art.

Education nationale, enseignement supérieur, recherche et insertion professionnelle - I - Enseignement scolaire

- (4 décembre 1995) (p. 3659) : caractère satisfaisant des éléments chiffrés. (p. 3660) : présentation de l'utilisation de la marge dégagée par la baisse des effectifs. Insertion professionnelle. Nouveau contrat pour l'école. Renovation pédagogique du collège. Dispositif de consolidation en classe de 6ème. Enseignement des langues vivantes dans le primaire. Fonds social collégien - Examen des crédits -

Etat B - Titre III (p. 3689, 3690) : ensemble du dispositif relatif à l'enseignement supérieur. Vote de l'article d'équilibre. Problème de l'embauche des enseignants de l'enseignement supérieur. A titre personnel, votera l'amendement n° II-84 du Gouvernement (minoration des crédits du titre III de 82 millions de francs) - Après l'art. 68 (p. 3692, 3693) : rapport sur les moyens consacrés aux enseignements artistiques relevant de la responsabilité de l'administration du ministère du budget, qui ne s'estime tenue par une obligation que si ce rapport figure dans une loi de finances. Se déclare favorable à l'amendement n° II-7 de la commission des affaires culturelles (information annuelle du Parlement sur les moyens consacrés aux enseignements artistiques).

Education nationale, enseignement supérieur, recherche et insertion professionnelle - II - Enseignement supérieur

- (4 décembre 1995) (p. 3702, 3703) : crise de l'université. Participation des étudiants à la vie de l'université. Commission Fauroux et concertation.

Communication

- (7 décembre 1995) (p. 3914, 3915) : taxe professionnelle à la charge des diffuseurs de presse. Diffusion sur le câble des chaînes arabophones. Juge satisfaisant le bilan de La Cinquième. Traitement de l'information sur les chaînes publiques de télévision et de radio.

Articles non rattachés :

- (9 décembre 1995) - **Art. 59 (abattement de taxe professionnelle au profit du secteur de la diffusion de la presse)** (p. 4159) : son amendement, soutenu par M. Alain Gérard, n° II-97 : réduction de la base de taxe professionnelle des diffuseurs de presse, dans certaines conditions, à l'initiative des collectivités locales ou de leurs groupements dotés d'une fiscalité propre ; adopté.

GRANDON (Jean), sénateur (Eure-et-Loir) NI.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours [n° 0217 (94-95)] - (27 juin 1995) - Discussion générale (p. 661, 662) : sapeurs-pompiers. Services départementaux d'incendie et de secours, SDIS. Conseil d'administration. Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques. Principe de la gratuité des interventions. Votera ce projet de loi.**

GRAZIANI (Paul), sénateur (Hauts-de-Seine) RPR.

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à instituer une modulation de la cotisation de taxe professionnelle en fonction de la capacité contributive des redevables [n° 0253 (94-95)] (13 avril 1995) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 avril 1995) - Impôts et taxes.

GRIGNON (Francis), sénateur (Bas-Rhin) UC.

Elu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Industrie [n° 0079 (95-96), tome 5] (21 novembre 1995) - Lois de finances.

INTERVENTIONS

- *Projet de loi de finances pour 1996* [n° 0076 (95-96)]

Discussion des articles de la première partie :

- (22 novembre 1995) - Art. 4 (*champ d'application de l'abattement de 8 000 F. et de 16 000 F. applicable aux revenus de capitaux mobiliers*) (p. 2766) : son amendement n° 1-2 : rétablissement partiel de l'abattement fiscal sur les revenus des obligations, des comptes à terme et des capitaux de même nature ; retiré.

Deuxième partie :

Industrie (et commerce extérieur)

- (7 décembre 1995) - Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, pour l'industrie (p. 3949, 3950) : politique industrielle. Secteur public industriel. Délocalisations. Création d'emplois par les investisseurs étrangers. Insuffisance de l'action d'encouragement à l'exportation. Recours aux procédures et aides communautaires en matière industrielle. Normes. Evolution des crédits. Prime automobile. Fonds national de développement des entreprises. Avis favorable de la commission des affaires économiques sur ce projet de budget.

GRUILLOT (Georges), sénateur (Doubs) RPR.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à modifier l'article 23 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 0357 (93-94)] reprise le 11 octobre 1995 (21 avril 1994) - Collectivités territoriales.

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à assurer un service minimum en cas de grève dans les services publics [n° 0280 (94-95)] (19 mai 1995) - Service public.

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à accorder à tous les jeunes poursuivant leurs études ou une formation, le bénéfice du report spécial d'incorporation [n° 0024 (95-96)] (12 octobre 1995) - Service national.

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, autorisant la saisine pour avis du Tribunal Administratif par les exécutifs des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale [n° 0025 (95-96)] (12 octobre 1995) - Collectivités territoriales.

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à aménager le régime de déductibilité des cotisations de retraite et prévoyance des agriculteurs [n° 0046 (95-96)] (26 octobre 1995) - Exploitants agricoles.

INTERVENTIONS

- *Projet de loi de finances pour 1996* [n° 0076 (95-96)]

Deuxième partie :

Aménagement du territoire, équipement et transports - II - Transports - 1. Transports terrestres - 2. Routes - 3. Sécurité routière

- (5 décembre 1995) (p. 3783) : transport et aménagement du territoire. Financement des infrastructures. Département du Doubs. Canal Rhin-Rhône. TGV Rhin-Rhône. Le groupe du RPR votera ce projet de budget.

Aménagement du territoire, équipement et transports - III - Aménagement du territoire

- (5 décembre 1995) (p. 3831) : volonté politique d'aménager le territoire. Dynamisation du monde rural. Avantages des zones rurales. Maintien des services publics. Proposition de loi sur l'école en milieu rural. Appui des collectivités territoriales. Votera ce projet de budget.

GUÉNA (Yves), sénateur (Dordogne) RPR.

Vice-président du Sénat.

Réélu vice-président du Sénat (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union Européenne ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 13 octobre 1995).

Vice-président de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne, sur la réforme de 1996 des institutions de l'Union européenne [n° 0224 (94-95)] (15 février 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 19 janvier 1995) - Union européenne.

Participation au rapport d'information, fait, au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne, sur la XIIe Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires qui s'est tenue à Paris les 27 et 28 février 1995 [n° 0241 (94-95)] (30 mars 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 19 janvier 1995) - **Union européenne**.

Participation au rapport d'information, fait, au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une visite effectuée à Bruxelles aux sièges de l'OTAN et de l'UEO le 10 janvier 1995 [n° 0257 (94-95)] (19 avril 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 avril 1995) - **Défense**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères sur : 1°) le projet de loi [n° 384 (94-95)] autorisant la ratification du traité d'entente et de coopération entre la République française et l'Ukraine ; 2°) le projet de loi, [n° 6 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Ukraine sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements [n° 0047 (95-96)] (26 octobre 1995) - **Traités et conventions**.

Proposition de résolution, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à modifier le règlement du Sénat [n° 0066 (95-96)] (9 novembre 1995) - **Parlement**.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 5 (JO Débats du 10 novembre 1995) (p. 2429) - Ministère : Equipement - *Retards sur les vols intérieurs* - Réponse le 10 novembre 1995 (p. 2430) - **Transports aériens**

INTERVENTIONS

- En qualité de président de séance

- **Ouverture de la deuxième session extraordinaire de 1994-1995** - (9 janvier 1995) (p. 3).

- **Rappel au règlement** - (3 avril 1995) (p. 528) : intervient sur le rappel au règlement de Mme Hélène Luc.

- **Convocation du Parlement en session extraordinaire** - (29 juin 1995) (p. 734).

- **Rappel au règlement** - (12 juillet 1995) (p. 981) : intervient sur le rappel au règlement de M. Paul Masson. Emotion de la Haute Assemblée. Transmettra cette demande de protestation officielle.

- **Cessation de mandat de M. Jean-Pierre Raffarin**, nommé ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce et de l'artisanat, et remplacement par M. Guy Robert, en qualité de sénateur de la Vienne - **Cessation de mandat de M. Michel Barnier**, nommé ministre délégué aux affaires européennes, et remplacement par M. Jean-Pierre Vial, en qualité de sénateur de la Savoie - (7 novembre 1995) (p.2387)

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire du Turkménistan** - (7 novembre 1995) (p.2401).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire de Russie** - (30 novembre 1995) (p. 3436)

- En qualité de sénateur

- **Projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum**, instituant une session parlementaire ordinaire unique, modifiant le

régime de l'inviolabilité parlementaire et abrogeant les dispositions relatives à la Communauté et les dispositions transitoires [n° 0374 (94-95)] - (24 juillet 1995) - **Discussion générale** (p. 1353, 1356) : élargissement positif du champ du référendum. Article 11 de la Constitution. Inutilité d'un contrôle préalable du Conseil constitutionnel. Pas de publication de l'avis du Conseil d'Etat. Débat préalable au Parlement sans vote. Engagement du Président de la République sur le référendum soumis au peuple. Exemple du Traité de Maastricht. Stabilité gouvernementale assurée par la Constitution de 1958. Interrogations soulevées par l'instauration d'une session unique. Problème de l'absentéisme. Pratique du vote personnel. Exemple anglais. Organisation du travail parlementaire. Question du nombre de jours de séance. Organisation de la discussion de la loi de finances. Cumul des mandats. Nécessité de prendre en compte la position du Sénat. Danger d'un retour au régime d'assemblée. Risque d'instabilité avec le vote de cette réforme.

- **Conclusions du rapport de M. Pierre Fauchon**, fait au nom de la commission des lois, sur : la proposition de loi (n° 406, 94-95) de M. Jacques Larché déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à la responsabilité pénale des élus locaux pour des faits d'imprudence ou de négligence commis dans l'exercice des fonctions ; la proposition de loi (n° 255, 94-95) de M. Claude Huriet relative à la protection pénale des exécutifs locaux à raison des actes commis dans l'exercice de leurs fonctions ; et la proposition de loi (n° 361, 94-95) de M. Hubert Haenel déposée avec plusieurs de ses collègues, visant à étendre aux districts les règles applicables à la responsabilité des syndicats de communes pour les accidents survenus aux membres de leur comité et à leur président, en complétant l'article L.164-5 du code des communes [n° 406-255-361 (94-95)] - (26 octobre 1995) - **Discussion générale** (p. 2282) : rappel de l'origine parlementaire du texte en discussion. Rôle de la Chancellerie.

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Ukraine sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements [n° 0006 (95-96)]** - (9 novembre 1995) - **Discussion générale** - commune avec celle du projet de loi n° 384, (94-95) : son intervention, présentée par M. Xavier de Villepin (p. 2421, 2422).

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité d'entente et de coopération entre la République française et l'Ukraine [n° 0384 (94-95)]** - (9 novembre 1995) - Rapporteur de la commission des affaires étrangères - **Discussion générale** - commune avec celle du projet de loi n° 6 (95-96) : son intervention présentée par M. Xavier de Villepin (p. 2421, 2422).

- **Projet de loi pris pour l'application des dispositions de la loi constitutionnelle n° 95-880 du 4 août 1995 qui instituent une session parlementaire ordinaire unique [n° 0028 (95-96)]** - (15 novembre 1995) - Après l'art. 1er (p. 2578) : se déclare favorable à l'amendement n° 1 de la commission (consécration légale de la coutume relative à la transmission des autorisations d'arrestation ou de toute mesure privative ou restrictive de liberté susceptible d'être prises à l'encontre d'un sénateur). Distinction entre le pouvoir législatif, le pouvoir exécutif et l'autorité judiciaire. Demande d'autorisation formulée par le procureur général.

- **Conclusions du rapport de M. Daniel Hoeffel**, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution (n° 66, 95-96) de M. Yves Guéna, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à modifier le règlement du Sénat [n° 66 (95-96)] - (21 novembre 1995) - **Discussion générale** (p. 2647, 2649) : réforme constitutionnelle du 4 août 1995 ; transcription dans le règlement du Sénat. Organisation du débat préalable au référendum. Modalités de saisine du Bureau du Sénat dans le régime de l'immunité

parlementaire. Respect des droits de la minorité dans la fixation de l'ordre du jour prioritaire. Questions au Gouvernement. Questions orales avec ou sans débat. Fixation des semaines, jours et horaires de séance. Rôle de la conférence des présidents. Jours supplémentaires de séance - Explications de vote sur l'ensemble (p. 2658) : remerciements au Président du Sénat, aux groupes de travail ainsi qu'au rapporteur et au président de la commission des lois.

- Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]

Deuxième partie :

Affaires étrangères

- (29 novembre 1995) (p. 3360, 3362) : situation internationale. Place des Etats-Unis. Négociations de paix en ex-Yougoslavie. Union européenne. Sécurité commune. Rôle de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne. Rôle de la France dans la construction européenne.

GUYOMARD (Bernard), sénateur (Paris) UC.

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères.

DÉPÔTS

Proposition de loi organique relative à l'élection du Président de la République [n° 0234 (94-95)] (15 mars 1995) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 19 janvier 1995) - **Président de la République.**

Participation au rapport d'information, fait, au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une visite effectuée à Bruxelles aux sièges de l'OTAN et de l'UEO le 10 janvier 1995 [n° 0257 (94-95)] (19 avril 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 avril 1995) - **Défense.**

INTERVENTIONS

- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas concernant le contrôle de personnes sur les aéroports de Saint-Martin [n° 0377 (94-95)] - (20 juillet 1995) - En remplacement de M. André Boyer, rapporteur de la commission des affaires étrangères - Discussion générale (p. 1313, 1314) : histoire de l'île de Saint-Martin. Statut des agents chargés du contrôle. Mouvements migratoires. Accepte ce projet de loi.

H

HABERT (Jacques), sénateur (Français établis hors de France) délégué du groupe NI.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Secrétaire de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union Européenne ; nouvelle nomination en tant que secrétaire (JO Lois et décrets des 13 et 14 octobre 1995).

Membre titulaire de la Commission nationale pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) (JO Lois et décrets du 1er novembre 1995).

DÉPÔTS

Proposition de résolution, déposée avec MM. Jacques Genton et Emmanuel Hamel, en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de règlement (CE) du Conseil portant réforme de l'organisation commune du marché vitivinicole (E 401) [n° 0284 (94-95)] (19 mai 1995) - Communautés européennes.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur : 1°) le projet de loi [n° 9 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Kirghizistan sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements ; 2°) le projet de loi [n° 13 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification d'un traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République du Kirghizistan [n° 0049 (95-96)] (26 octobre 1995) - Traités et conventions.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique modifiant la loi n° 88-1028 du 9 novembre 1988 portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998 et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer [n° 0169 (94-95)]** - (11 janvier 1995) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 155) : votera ce projet de loi.

- **Projet de loi concernant les clauses abusives, la présentation des contrats, le démarchage, les activités ambulantes, le marquage communautaire des produits et les marchés de travaux privés - Deuxième lecture [n° 0208 (94-95)]** - (17 janvier 1995) - Après l'art. 12 (p. 462) : la réunion administrative des sénateurs non-inscrits s'abstiendra sur l'amendement n° 8 de Mme Joëlle Dusseau (création d'un délit de grands excès de vitesse).

- **Déclaration du Gouvernement relative à la situation en ex-Yougoslavie, suivie d'un débat** - (7 juin 1995) (p. 631, 633) : hommage aux soldats français. Efficacité de la mission humanitaire des Casques bleus. Réorganisation nécessaire du dispositif de la FORPRONU. Possibilité de riposter pour les soldats de la FORPRONU. Historique du conflit. Viabilité incertaine d'un Etat pluriethnique en Bosnie. Entier soutien au Gouvernement de la réunion administrative des sénateurs non-inscrits.

- **Résolution (n° 319, 94-95) adoptée par la commission des affaires économiques, en application de l'article 73 bis, alinéa 8, du règlement, sur la proposition de règlement (CE) du Conseil portant réforme de l'organisation commune du marché vitivinicole (n° E-401) [n° 275-284 (94-95)]** - (29 juin 1995) - Discussion générale (p. 792, 793) : position de la délégation du Sénat pour l'Union européenne. Contrôle du Parlement en vertu de l'article 88-4 de la Constitution. Nombre peu élevé de propositions de règlement du Conseil discutées en séance publique. Nécessité de réduire les délais. Utilité d'un examen attentif des textes européens par le Parlement français - **Discussion de la résolution (p. 795)** : se déclare favorable à l'amendement n° 1 de M. Roland Courteau (confirmation de la préférence communautaire) - **Explications de vote sur l'ensemble (p. 798)** : bienfait de la procédure d'examen des résolutions en commission. La réunion administrative des sénateurs non-inscrits votera cette résolution.

- **Projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours [n° 0217 (94-95)]** - Suite de la discussion - (29 juin 1995) - **Section 4 du chapitre II du titre II (précédemment réservée p. 739) (dispositions particulières aux communautés urbaines - supprimée par l'Assemblée nationale) (p. 799)** : soutient l'amendement de rétablissement de M. Alfred Foy n° 92. (p. 802) : intérêt du texte initial du Gouvernement. Exception pour les communautés urbaines. Exemple du corps des pompiers de Lille.

- **Projet de loi de programmation du "nouveau contrat pour l'école" [n° 0197 (94-95)]** - Suite de la discussion - (5 juillet 1995) - **Explications de vote sur l'ensemble (p. 936, 937)** : avec les sénateurs non-inscrits, votera ce projet de loi.

- **Résolution (n° 359, 94-95), adoptée par la commission des finances, en application de l'article 73 bis, alinéa 8, du règlement, sur la recommandation de la Commission en vue des recommandations du Conseil visant à ce que soit mis un terme à la situation de déficit public excessif en Belgique, au Danemark, en Grèce, en Espagne, en France, en Italie, aux Pays-Bas, en Autriche, au Portugal, en Finlande, en Suède et au Royaume-Uni (application de l'article 104 C, paragraphe 7, du traité instituant la Communauté européenne) (n° E-436). [n° 0330-0345 (94-95)]** - (6 juillet 1995) - **Explications de vote sur l'ensemble (p. 971, 972)** : la majorité du groupe des sénateurs non-inscrits votera cette résolution.

- **Projet de loi portant transposition de la directive n° 93/7 du 15 mars 1993 du Conseil des Communautés européennes relative à la restitution des biens culturels ayant quitté illicitement le territoire d'un Etat membre [n° 0237 (94-95)]** - (12 juillet 1995) - Discussion générale (p. 988, 990) : processus d'échange des biens culturels dans le cadre européen. Pays marchands et "pays gisements". Contrôle des exportations illicites. Convention UNIDROIT sur la bonne foi. Sous réserve de réponses positives à ces questions, le groupe des sénateurs non-inscrits votera ce projet de loi.

- **Projet de loi portant amnistie [n° 0341 (94-95)]** - Suite de la discussion - (18 juillet 1995) - **Art. 26 (infractions exclues de l'amnistie) (p. 1117)** : amnistie uniquement pour les manifestants pacifiques. (p. 1145, 1146) : la majorité des membres du groupe des sénateurs non-inscrits votera en faveur de l'amendement n° 17 de M. Christian Bonnet (manifestations pacifiques contre l'interruption volontaire de grossesse).

- **Suite de la discussion** - (19 juillet 1995) - **Explications de vote sur l'ensemble (p. 1175)** : malgré certaines réserves, les sénateurs non-inscrits voteront à l'unanimité ce projet de loi.

- **Projet de loi instituant le contrat initiative-emploi [n° 0358 (94-95)]** - Suite de la discussion - (20 juillet 1995) - **Art. 1er (institution du contrat initiative-emploi et suppression du contrat de retour à l'emploi)** - **Art. L. 322-4**

2 du code du travail (*publics visés et aides*) (p. 1263) : se déclare favorable à l'amendement n° 47 de la commission (ouverture du CIE à d'autres catégories de personnes). Français établis hors de France.

- **Projet de loi relatif à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale** [n° 0368 (94-95)] - Suite de la discussion - (20 juillet 1995) - Après l'art. 2 (p. 1304) : se déclare favorable à l'amendement n° 9 de M. Jean-Pierre Cantegrit (jeunes qui partent travailler à l'étranger).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas concernant le contrôle de personnes sur les aéroports de Saint-Martin** [n° 0377 (94-95)] - (20 juillet 1995) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 1314, 1315) : trafic illicite de la drogue.

- **Projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique, modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire et abrogeant les dispositions relatives à la Communauté et les dispositions transitoires** [n° 0374 (94-95)] - (24 juillet 1995) - Discussion générale (p. 1351, 1353) : importance en France des modifications constitutionnelles. Stabilité de la Constitution américaine. Critique l'élargissement considérable du champ du référendum. Accroissement des prérogatives du Président de la République. Débat préalable au Parlement. Augmentation de l'inflation législative avec une session unique du Parlement. Situation des sénateurs représentant les Français établis hors de France et des parlementaires d'outre-mer. Programmation des travaux du Parlement. Exemple allemand. Maintien du régime de l'inviolabilité parlementaire.

- Suite de la discussion - (25 juillet 1995) - Après l'art. 5 (p. 1465) : se déclare favorable à l'amendement n° 54 de M. Guy Allouche (incompatibilité entre les fonctions ministérielles et un mandat local et impossibilité pour les ministres de retrouver leur siège lorsque leurs fonctions prennent fin) - Art. 13 (par priorité) (*l'abrogation des titres XIII et XVII de la Constitution*) (p. 1474) : se déclare favorable à l'amendement n° 13 de M. Jacques Legendre (constitutionnalisation de la francophonie).

- Suite de la discussion - (26 juillet 1995) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 1498) : immunité parlementaire. Francophonie. Le groupe des sénateurs non-inscrits votera ce projet de loi.

- **Projet de loi instituant le contrat initiative-emploi - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 0403 (94-95)] - (29 juillet 1995) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 1762) : Français ayant perdu leur emploi à l'étranger. Les sénateurs non-inscrits voteront ce projet de loi.

- **Déclaration du Gouvernement sur la réforme de l'accession à la propriété, suivie d'un débat** - (11 octobre 1995) (p. 1822, 1823) : Français établis à l'étranger. Décret du 29 septembre 1995 qui instaure une aide de l'Etat à l'accession à la propriété pour l'acquisition d'une résidence principale.

- **Résolution (n°15, 95-96), adoptée par la commission des affaires économiques et du Plan, en application de l'article 73 bis, alinea 8, du règlement, sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 92/50/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés publics de services, la directive 93/36/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés publics de fournitures et la directive 93/37/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés publics de travaux, ainsi que la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 93/38/CEE portant coordination des procédures**

de passation des marchés dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications (n° E 404) [n° 0292 (94-95)] - (12 octobre 1995) - Explications de vote sur l'ensemble : accord sur les marchés publics, AMP : danger pour les entreprises françaises de l'interprétation par les directives communautaires. Principe de réciprocité avec les Etats-Unis. Vote par les sénateurs non-inscrits de la résolution de la commission des affaires économiques, modifiée par l'amendement adopté par le Sénat.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime, faite à Strasbourg le 8 novembre 1990** [n° 0610 (93-94)] - (18 octobre 1995) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 1907, 1908) : question sur les pays non signataires de la convention. Se déclare favorable au texte.

- **Projet de loi relatif aux transports** [n° 0383 (94-95)] - Suite de la discussion - (19 octobre 1995) - Art. 1er (précédemment réservé le 18 octobre 1995, p. 1927) (*francisation des navires*) (p. 1950) : se déclare opposé à l'amendement n° 58 de M. Félix Leyzour (navires appartenant à des propriétaires installés hors de l'Union européenne et des Etats Parties à l'accord sur l'Espace économique européen) - Art. 2 (précédemment réservé le 18 octobre 1995, p. 1927) (*harmonisation des règles de francisation figurant au code des douanes*) (p. 1952) : intervient sur l'amendement n° 59 de M. Félix Leyzour (refus d'introduire cette nouvelle disposition dans le code des douanes) - Art. 22 (*conditions d'immatriculation des navires au registre des Terres australes et antarctiques françaises, TAAF*) (p. 1957) : votera en faveur de l'article 22.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord international de 1994 sur le café** [n° 0307 (94-95)] - (25 octobre 1995) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 2238, 2239) : votera ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention d'établissement entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République centrafricaine** [n° 0308 (94-95)] - (25 octobre 1995) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 2241) : votera le texte avec tous les représentants des Français de l'étranger.

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention des Nations unies sur le droit de la mer (ensemble neuf annexes) et de l'accord relatif à l'application de la partie XI de la convention des Nations unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 (ensemble une annexe)** [n° 0325 (94-95)] - (25 octobre 1995) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 2245) : rappel historique. Se déclare favorable au texte.

- **Projet de loi autorisant la ratification du protocole additionnel à l'accord général de coopération entre les Etats de la Commission de l'Océan Indien** [n° 0326 (94-95)] - (25 octobre 1995) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 2250, 2251) : manque de clarté des sigles utilisés dans ce texte. Votera ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Mali sur la circulation et le séjour des personnes (ensemble deux échanges de lettres)** [n° 0372 (94-95)] - (25 octobre 1995) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 2255) : fréquence des problèmes de coopération entre les Etats en matière d'immigration clandestine. Se déclare favorable à ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Japon en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu (ensemble un**

protocole) [n° 0407 (94-95)] - (25 octobre 1995) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 2259) : nécessité de relancer et de rééquilibrer les échanges entre la France et le Japon.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un échange de lettres), signée à Paris le 31 août 1994, et un échange de lettres complétant l'article 29 de ladite convention, signé à Washington les 19 et 20 décembre 1994.** [n° 0408 (94-95)] - (25 octobre 1995) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 2260, 2261) : importance de la communauté française aux Etats-Unis. Redéfinition de la qualité de résident aux Etats-Unis. Consultation des représentants des Français de l'étranger. Caractère discriminatoire de certaines dispositions fiscales.

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Kirghizistan sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements** [n° 0009 (95-96)] - (9 novembre 1995) - Rapporteur de la commission des affaires étrangères - Discussion générale - commune avec celle du projet de loi n° 13 (95-96) : son intervention, présentée par M. Hubert Durand-Chastel (p. 2419, 2420).

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République du Kirghizistan** [n° 0013 (95-96)] - (9 novembre 1995) - Rapporteur de la commission des affaires étrangères - Discussion générale - commune avec celle du projet de loi n° 9 (95-96) : son intervention, présentée par M. Hubert Durand-Chastel (p. 2419, 2420).

- **Conclusions du rapport de M. Pierre Fauchon, fait au nom de la commission des lois, sur : la proposition de loi (n° 406, 94-95) de M. Jacques Larché déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à la responsabilité pénale des élus locaux pour des faits d'imprudence ou de négligence commis dans l'exercice des fonctions ; la proposition de loi (n° 255, 94-95) de M. Claude Huriet relative à la protection pénale des exécutifs locaux à raison des actes commis dans l'exercice de leurs fonctions ; et la proposition de loi (n° 361, 94-95) de M. Hubert Haenel déposée avec plusieurs de ses collègues, visant à étendre aux districts les règles applicables à la responsabilité des syndicats de communes pour les accidents survenus aux membres de leur comité et à leur président, en complétant l'article L.164-5 du code des communes.** [n° 406-255-361 (94-95)] - Suite de la discussion - (14 novembre 1995) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 2504) : utilité de ce dispositif attendu par les élus locaux. Fixation des limites des responsabilités des élus. Nécessité d'inclure les fonctionnaires dans ce dispositif. La réunion administrative des sénateurs non-inscrits votera à l'unanimité ce texte.

- **Résolution adoptée par la commission des affaires culturelles, en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil portant modification de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 visant à la coordination de certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives à l'exercice d'activités de radiodiffusion télévisuelle (n° E-419)** [n° 0059 (95-96)] - (14 novembre 1995) - Discussion de la résolution (p. 2532, 2533) : se déclare favorable aux amendements n° 9 de M. Michel Pelchat (assimilation des oeuvres musicales à des oeuvres audiovisuelles) et n° 1 de Mme Danièle Pourtaud (circulation des oeuvres audiovisuelles européennes) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 2533, 2534) : examen des directives européennes par le Parlement. Défense des positions européennes et françaises dans le domaine de l'audiovisuel. Votera en faveur de cette résolution.

- **Conclusions du rapport de M. Daniel Hoeffel, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution (n° 66, 95-96) de M. Yves Guéna, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à modifier le règlement du Sénat** [n° 66 (95-96)] - (21 novembre 1995) - Art. 6 (*jours et horaires de séance*) (p. 2652) : référence à l'article 6 du règlement du Sénat relatif aux sénateurs non-inscrits. Caractère compliqué de l'appellation : "réunion administrative des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe". Préfère laisser l'expression "groupe des non-inscrits" - Explications de vote sur l'ensemble (p. 2657, 2658) : exemple d'organisation d'une session unique dans différents parlements européens. Rythme des semaines de séance. Cas des sénateurs d'outre-mer et de ceux représentant les Français de l'étranger. Compatibilité d'horaires avec les sessions des conseils généraux. Les sénateurs non-inscrits voteront cette proposition de résolution.

- **Projet de loi de finances pour 1996** [n° 0076 (95-96)]

Discussion des articles de la première partie :

- **Suite de la discussion - (23 novembre 1995) - Art. 6 (réforme de la transmission d'entreprise)** (p. 2805, 2806) : soutient l'amendement n° I-257 de M. Alex Türk (référence aux dispositions du code civil). (p. 2809) : se déclare favorable à l'amendement n° I-9 de M. Jean-Jacques Hyest (acte notarié pour les donations conformément aux dispositions du code civil) - **Art. 30 (montant du prélèvement effectué sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)** (p. 2875) : augmentation du budget des Communautés européennes. Dépenses obligatoires. Dépenses non obligatoires. Un certain nombre de membres de la réunion administrative des sénateurs non-inscrits s'abstiendra lors du vote de l'article 30.

- **Suite de la discussion - (24 novembre 1995) - Rappel au règlement** (p. 2973) : n'a pu défendre l'amendement n° I-264 de M. Philippe Adnot, au motif que ce dernier avait omis d'ajouter le nom de quelques collègues. En conséquence, demande que le bureau revoit le libellé de l'instruction générale du Bureau-IGB-du 6 avril 1995.

- **Suite de la discussion - (25 novembre 1995) - Explications de vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 3061) : politique de réduction des déficits. Regrette le recours à la procédure de seconde délibération. Vote de la première partie du projet de loi de finances par les sénateurs non-inscrits.

Deuxième partie :

Services du Premier ministre - I- Services généraux (et fonction publique)

- (25 novembre 1995) (p. 3077, 3078) : multiplicité et redondance des organismes rattachés au Premier ministre. Francophonie. Suppression de la délégation aux fonctionnaires internationaux. Fonds d'aide à l'expansion de la presse française à l'étranger. Vote de ces crédits par les sénateurs non-inscrits.

Budget annexe des Journaux officiels

- (25 novembre 1995) (p. 3090) : conséquences de la session unique sur le budget des journaux officiels.

Jeunesse et sports

- (26 novembre 1995) (p. 3138, 3139) : plan sport-emploi. Aménagement des rythmes scolaires. Réduction par l'Assemblée nationale des crédits du Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire, FONJEP. Plans locaux d'animation sportive, PLAS. Amendements de rétablissement des crédits aux associations sportives déposés par les sénateurs non-inscrits. Réduction regrettable des crédits relatifs aux offices franco-allemand et franco-québécois de la jeunesse. Participation de la Française des jeux au Fonds national pour le développement du sport, FNDS. Financement du Grand Stade. Jeux Olympiques d'Atlanta - **Examen des crédits - Etat B - Titre IV** (p. 3151) : nécessité de maintenir les postes financés par le Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire, FONJEP.

Budgets annexes de la Légion d'honneur et de l'ordre de la Libération

- (27 novembre 1995) (p. 3181) : maisons d'éducation de la Légion d'honneur. Promotion des anciens combattants de 1914-1918.

Culture

- (27 novembre 1995) (p. 3206, 3207) : études d'histoire de l'art. Ecole nationale du patrimoine. Avenir du musée Emile Zola, à Médan, et de la demeure de Gustave Eiffel à Poissy. Lutte contre l'exclusion culturelle. Propose des chantiers de restauration du patrimoine. Départ d'oeuvres d'art à l'étranger. Musées. Votera ce projet de budget.

Affaires étrangères

- (29 novembre 1995) (p. 3364, 3366) : action culturelle de la France. Evolution des crédits. Français de l'étranger. Agence pour l'enseignement français à l'étranger. Bourses d'études. Salaires des professeurs. Emplois. Crédits d'investissement. Fusion des centres culturels et des bureaux d'action linguistique. Création de nouveaux organismes. Alliance française - **Examen des crédits - Etat B - Titre III** (p. 3380) : crédits de la francophonie. Dispersion des organismes principaux de la francophonie. Votera les crédits figurant au titre III.

Coopération

- (29 novembre 1995) (p. 3396, 3397) : diminution des crédits. Aide publique au développement. Situation en Afrique. Ecoles françaises d'Afrique francophone. Le groupe des sénateurs non-inscrits votera ce projet de budget.

Outre-mer

- (30 novembre 1995) - **Examen des crédits - Etat C - Titre VI** (p. 3464) : se déclare favorable à l'amendement n° II-36 du Gouvernement (majoration de la dotation concourant au développement de la Nouvelle-Calédonie).

Aménagement du territoire, équipement et transports - II - Transports : 4. Transport aérien - 5. Météorologie - Budget annexe de l'aviation civile

- (5 décembre 1995) (p. 3800, 3801) : situation d'Air France. Plan de M. Christian Blanc. Personnels navigants

commerciaux. Exemple de la compagnie Pan Am. Déréglementation aérienne. Votera ce projet de budget.

Défense

- (6 décembre 1995) (p. 3869, 3870) : situation du service national en coopération et à l'étranger. Coopérants du service national, CSN. Coopérants du service national dans les entreprises, CSNE. Utilité du service national à l'étranger.

Vote sur l'ensemble :

- (9 décembre 1995) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4232) : remerciements. La majorité des sénateurs non-inscrits votera ce projet de budget.

- **Proposition de loi autorisant un accès direct à leur dossier des personnes mises en examen [n° 0378 (94-95)]** - (12 décembre 1995) - **Discussion générale** (p. 4268, 4269) : intérêt d'un texte général. Votera le rejet de la proposition de loi.

- **Projet de loi relatif aux transports - Deuxième lecture [n° 0106 (95-96)]** - (19 décembre 1995) - **Discussion générale** (p. 4429, 4431) : grèves de la SNCF et de la RATP. Service public minimum. Comparaison avec d'autres pays d'Europe. (p. 4433, 4434) : droit de grève. Retire ses amendements relatifs au service public minimum.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 0154 (95-96)]** - (21 décembre 1995) - **Discussion générale** (p. 4688) : interrogation sur l'examen par le Parlement du DDOF, diverses dispositions d'ordre financier.

HAENEL (Hubert), sénateur (Haut-Rhin) RPR.

Réélu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères ; puis membre de la commission des finances (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire (JO Lois et décrets du 18 novembre 1995).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative au droit d'installation dans l'artisanat et à la protection des consommateurs [n° 0278 (93-94)] reprise le 11 octobre 1995 (3 février 1994) - **Commerce et artisanat.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative au transport aérien militaire de complément [n° 0290 (93-94)] reprise le 11 octobre 1995 (24 février 1994) - **Défense.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative aux transports militaires de complément [n° 0388 (93-94)] reprise le 11 octobre 1995 (3 mai 1994) - **Défense.**

Proposition de loi tendant à compléter le code électoral en vue de la prise en considération du vote blanc [n° 0263 (94-95)] (3 mai 1995) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 avril 1995) - **Elections.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, visant à étendre aux districts les règles applicables à la

responsabilité des syndicats de communes pour les accidents survenus aux membres de leur comité et à leur président, en complétant l'article L 164-5 du code des communes [n° 0361 (94-95)] (6 juillet 1995) - **Elus locaux.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Justice [n° 0077 (95-96), tome 3 annexe 27] (21 novembre 1995) - **Lois de finances.**

Proposition de loi tendant à revaloriser le statut des réservistes et de leurs entreprises d'accueil dans le cadre de la mise en oeuvre de la nouvelle politique des réserves [n° 0099 (95-96)] (28 novembre 1995) - **Armée.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à actualiser la loi locale de chasse régissant les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle [n° 0144 (95-96)] (15 décembre 1995) - **Chasse.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à la distillation en franchise des droits d'une partie de la production des récoltants-producteurs d'eau de vie naturelle [n° 0223 (93-94)] reprise le 11 octobre 1995 (27 décembre 1995) - **Impôts et taxes.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours** [n° 0217 (94-95)] - (27 juin 1995) - **Discussion générale** (p. 674) : financement des services d'incendie et de secours.

- **Projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique, modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire et abrogeant les dispositions relatives à la Communauté et les dispositions transitoires** [n° 0374 (94-95)] - (24 juillet 1995) - **Discussion générale** (p. 1362, 1364) : questions posées par la réforme constitutionnelle proposée. Difficultés relatives au cumul des mandats. Condition de l'efficacité du travail parlementaire. Moyens en personnels des commissions. Nombre des commissions permanentes. Régime des commissions d'enquête. Elargissement du champ du référendum. Rôle du Parlement. Interrogations sur l'avenir de la réforme proposée.

- **Projet de loi de finances pour 1996** [n° 0076 (95-96)]

Deuxième partie :

Justice

- (27 novembre 1995) - Rapporteur spécial de la commission des finances (p. 3165, 3168) : budget prioritaire. Programme pluriannuel pour la justice. Personnel de l'administration centrale : prédominance excessive de magistrats, Cours et tribunaux. Défaut de parution des décrets relatifs à la mise en place des magistrats à titre temporaire. Greffes : créations d'emplois de catégorie C. Juridictions administratives. Délai de jugement des tribunaux administratifs. Administration pénitentiaire. Prisons. Protection judiciaire de la jeunesse. Juge et législateur. Restauration nécessaire de la justice dans ses missions propres. Rôle et responsabilité du juge.

Aménagement du territoire, équipement et transports - II - Transports - 1. Transports terrestres - 2. Routes - 3. Sécurité routière

- (5 décembre 1995) (p. 3779, 3781) : TGV Est-européen. TGV Rhin-Rhône. Avenir du réseau ferroviaire régional. Commission sénatoriale de 1993 sur la SNCF. Douze propositions pour un renouveau du service public régions-SNCF. Projet de contrat de plan SNCF. Crise de la SNCF et grève des cheminots. Fermeté et dialogue. Rôle de l'Etat : arbitre et régulateur. Réformes indispensables.

HAMEL (Emmanuel), sénateur (Rhône) RPR.

Secrétaire du Sénat jusqu'au 1er octobre 1995.
Réélu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995) ; puis secrétaire (JO Lois et décrets du 6 octobre 1995).

Secrétaire de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union Européenne ; nouvelle nomination en tant que secrétaire (JO Lois et décrets des 13 et 14 octobre 1995).

Membre suppléant de la Commission consultative chargée d'émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 24 novembre 1995).

Membre titulaire du Comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics (JO Lois et décrets du 15 novembre 1995).

Membre suppléant de la Commission d'étude de l'indexation des pensions militaires d'invalidité (JO Lois et décrets du 8 décembre 1995).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à relever de 18,60% à 20,60% le taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée à compter du 1er août 1995 (19 juillet 1995).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1995 (27 juillet 1995).

DÉPÔTS

Proposition de résolution, déposée avec MM. Jacques Genton et Jacques Habert, en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de règlement (CE) du Conseil portant réforme de l'organisation commune du marché vitivinicole (E 401) [n° 0284 (94-95)] (19 mai 1995) - **Communautés européennes.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 77 (94-95)], modifié par l'Assemblée nationale, relatif à la partie législative du livre III du code des juridictions financières [n° 0352 (94-95)] (5 juillet 1995) - **Code des juridictions financières.**

Rapport, fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 108 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Suède en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur les successions et sur les donations [n° 0034 (95-96)] (18 octobre 1995) - **Traités et conventions.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 407 (94-95)] autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Japon en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu (ensemble un protocole) [n° 0035 (95-96)] (18 octobre 1995) - **Traités et conventions.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 408 (94-95)] autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un échange de lettres), signée à Paris le 31 août 1994, et un échange de lettres complétant l'article 29 de ladite convention, signé à Washington les 19 et 20 décembre 1994 [n° 0036 (95-96)] (18 octobre 1995) - **Traités et conventions.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 107 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de l'avenant à la convention fiscale du 21 octobre 1976 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Cameroun [n° 0037 (95-96)] (18 octobre 1995) - **Traités et conventions.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Travail, dialogue social et participation [n° 0077 (95-96), tome 3 annexe 41] (21 novembre 1995) - **Lois de finances.**

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 20 (JO Débats du 30 juin 1995) (p. 773) - Ministère : Travail - *Transparence dans la collecte des fonds de la formation professionnelle* - Réponse le 30 juin 1995 (p. 773) - **Formation professionnelle et promotion sociale**

INTERVENTIONS

- **Rappel au règlement** - (9 janvier 1995) (p. 6) : conditions de détention provisoire de trois sénateurs.

- **Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture** [n° 0089 (94-95)] - Suite de la discussion - (10 janvier 1995) - Après l'art. 6 (p. 106, 108) : soutient les amendements de M. Jean-Paul Hugot, n° 102 (nouveau type de contrat dérogatoire au statut du fermage), n° 103 (adaptation des dispositions du code rural relatives au fermage), n° 104 (contrôle du pouvoir de suppression des haies et talus accordé aux exploitants locataires) et n° 105 (modification de l'article L. 411-29 du code rural relatif aux droits de l'exploitant locataire).

- **Suite de la discussion** - (12 janvier 1995) - En remplacement de M. Roland du Luart, rapporteur pour avis de la commission des finances - **Art. 35 (déduction de la rente du sol)** (p. 283) : son amendement n° 122 ; retiré au profit de l'amendement identique n° 61 de la commission (modalités de calcul de l'abattement pratiqué sur le revenu cadastral à déduire de l'assiette de cotisations). Son amendement n° 121 : extension de ces dispositions aux groupements agricoles d'exploitations en commun, GAEC, et aux sociétés civiles d'exploitations agricoles, SCEA, pour les terres effectivement inscrites au bilan de la société ; adopté. (p. 284) : modalités d'intégration dans les rôles des valeurs cadastrales actualisées - **Art. 37 (pension de réversion)** (p. 290) : cumul d'une pension de réversion et d'une retraite personnelle dans le régime agricole. (p. 291) : son amendement n° 3 : application du taux de cumul du régime général ; retiré. (p. 292) : soutient les amendements de M. Jacques de Menou n° 339 et n° 340 (atténuation de la distinction opérée entre les conjoints déjà bénéficiaires d'une pension de réversion et ceux qui en bénéficieront au 1er janvier 1995). Son amendement n° 4 : indexation de la majoration forfaitaire sur l'évolution annuelle des pensions de retraite pour les conjoints en situation de veuvage déjà bénéficiaires d'une pension de réversion ; retiré - **Art. 39 (récupération sur succession de l'allocation supplémentaire)**

(p. 293) : son amendement rédactionnel n° 5 ; devenu sans objet - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 309, 310) : dispositions fiscales de ce projet de loi. Concertation sur les dossiers restant à régler. Avancées sociales. Le groupe du RPR votera ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement - Deuxième lecture** [n° 0139 (94-95)] - (16 janvier 1995) - **Art. 10 bis (réduction du droit à indemnité)** (p. 360) : se déclare favorable à l'amendement de suppression n° 99 de la commission saisie pour avis - **Art. 19 (obligations des propriétaires riverains des cours d'eau non domaniaux)** (p. 373) : soutient l'amendement n° 194 de M. Louis Althapé (obligation d'entretien des canaux d'arrosage désaffectés) - **Art. 36 (modifications du régime de la taxe de séjour)** (p. 394) : soutient l'amendement n° 71 de M. Gérard César (possibilité d'utiliser cette taxe pour lutter contre les incendies de forêts) - **Après l'art. 36** (p. 395) : soutient l'amendement n° 69 de M. Serge Vinçon (date limite de déclaration des enclos piscicoles) - **Art. 36 quater (protection des espèces et habitats naturels)** (p. 398) : soutient l'amendement de suppression n° 72 de M. Gérard César. (p. 408) : vote contre l'article 36 quater - **Après l'art. 36 quater** (p. 408, 409) : soutient l'amendement n° 128 de M. Jean-Paul Hugot (adaptation des dispositions du code rural relatives aux fermages) - **Art. 45 bis (responsabilité pénale des personnes morales)** (p. 434) : intervient sur l'amendement n° 205 de M. André Egu (responsabilité de la personne morale publique) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 439) : le groupe du RPR votera ce projet de loi.

- **Projet de loi concernant les clauses abusives, la présentation des contrats, le démarchage, les activités ambulantes, le marquage communautaire des produits et les marchés de travaux privés - Deuxième lecture** [n° 0208 (94-95)] - (17 janvier 1995) - **Après l'art. 12** (p. 461) : se déclare favorable à l'amendement n° 8 de Mme Joëlle Dusseau (création d'un délit de grands excès de vitesse).

- **Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 0211 (94-95)] - (17 janvier 1995) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 484) : le groupe du RPR votera les conclusions de la commission mixte paritaire.

- **Projet de loi étendant dans les territoires d'outre-mer certaines dispositions du code de la route et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 0215 (94-95)] - (18 janvier 1995) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 501) : votera le texte modifié par l'amendement de suppression du Gouvernement.

- **Résolution (n° 319, 94-95) adoptée par la commission des affaires économiques, en application de l'article 73 bis, alinéa 8, du règlement, sur la proposition de règlement (CE) du Conseil portant réforme de l'organisation commune du marché vitivinicole (n° E-401) [n° 275-284 (94-95)]** - (29 juin 1995) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 797) : défense de la viticulture française. Exemple des vins de Côte Roti, des côteaux du Lyonnais et du Beaujolais. Votera la résolution de la commission des affaires économiques. Au nom du groupe du RPR, partage les vœux du rapporteur

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention sur la sûreté nucléaire** [n° 0304 (94-95)] - (5 juillet 1995) - **Explications de vote** (p. 895) : inquiétude de la proximité des centrales. Votera le projet de loi.

- **Projet de loi de programmation du "nouveau contrat pour l'école"** [n° 0197 (94-95)] - Suite de la discussion - (5 juillet 1995) - **Art. 2 (nouvelle organisation pédagogique des collèges)** (p. 922, 923) : place des classes de quatrième et de troisième technologiques.

- Résolution [n° 331 (94-95)], adoptée par la commission des finances, en application de l'article 73 bis, alinéa 8, du règlement, sur l'avant-projet de budget des Communautés européennes pour 1996 : aperçu général (n° E-422). [n° 0346 (94-95)] - (6 juillet 1995) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 958, 959) : construction européenne. Ressources propres et communautés européennes. Lutte contre la fraude. Avis favorable du groupe du RPR sur ce texte.

- Résolution (n° 359,94-95), adoptée par la commission des finances, en application de l'article 73 bis, alinéa 8, du règlement, sur la recommandation de la Commission en vue des recommandations du Conseil visant à ce que soit mis un terme à la situation de déficit public excessif en Belgique, au Danemark, en Grèce, en Espagne, en France, en Italie, aux Pays-Bas, en Autriche, au Portugal, en Finlande, en Suède et au Royaume-Uni (application de l'article 104 C, paragraphe 7, du traité instituant la Communauté européenne) (n° E-436). [n° 0330-0345 (94-95)] - (6 juillet 1995) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 971) : ne votera pas cette résolution. Indépendance nationale.

- Projet de loi relatif à la partie législative du livre III du code des juridictions financières - *Deuxième lecture* [n° 0077 (94-95)] - (13 juillet 1995) - Rapporteur de la commission des finances - Discussion générale (p. 1008, 1009) : Cour de discipline budgétaire et financière. Codification à droit constant. Modifications apportées par l'Assemblée nationale. Composition de la Cour de discipline budgétaire et financière. Accepte ce projet de loi.

- Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1993 [n° 0351 (94-95)] - (13 juillet 1995) - Discussion générale (p. 1019, 1020) : rapport de la Cour des comptes. Politique du Gouvernement socialiste. Environnement économique en 1993. Dette publique. Assainissement des finances publiques. Le groupe du RPR votera ce projet de loi - Explications de vote sur l'ensemble (p. 1029) : se déclare favorable à ce projet de loi.

- Projet de loi portant amnistie [n° 0341 (94-95)] - Suite de la discussion - (19 juillet 1995) - Art. 26 (p. 1169) : son amendement n° 49 : sanctions administratives, professionnelles ou disciplinaires liées aux marchés financiers ; retiré - Seconde délibération - Art. 4 (*amnistie d'actes d'insoumission et de désertion*) (p. 1172) : intervient sur l'amendement n° A-1 du Gouvernement (amnistie pour les délits de désertion).

- Proposition de loi tendant à relever de 18,60% à 20,60% le taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée à compter du 1er août 1995 [n° 0375 (94-95)] - (19 juillet 1995) - Question préalable : votera contre la motion n° 1 de Mme Maryse Bergé-Lavigne, tendant à opposer la question préalable. Déficit budgétaires.

- Projet de loi de finances rectificative pour 1995 [n° 0379 (94-95)] - Suite de la discussion - (27 juillet 1995) - Question préalable (p. 1576) : se déclare opposé à la motion n° 1 de Mme Hélène Luc tendant à opposer la question préalable.

- Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Suède en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur les successions et sur les donations [n° 0108 (94-95)] - (25 octobre 1995) - Rapporteur de la commission des finances - Discussion générale (p. 2256) : dynamisme de notre diplomatie fiscale. Suppression des doubles impositions sur les successions et les donations. Prévention de l'évasion et de la fraude fiscale. Nécessité d'accroître les échanges avec la Suède, nouveau membre de l'Union européenne.

- Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention fiscale du 21 octobre 1976 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Cameroun [n° 0107 (94-95)] - (25 octobre 1995) - Rapporteur de la commission des finances - Discussion générale (p. 2257) : situation de l'économie du Cameroun. Rappel des thèmes de certains articles de la convention.

- Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Japon en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu (ensemble un protocole) [n° 0407 (94-95)] - (25 octobre 1995) - Rapporteur de la commission des finances - Discussion générale (p. 2258, 2259) : défaut d'ouverture des marchés japonais. Nécessité de relancer et de rééquilibrer les échanges entre la France et le Japon. Difficultés éprouvées par les entreprises françaises pour s'établir et travailler au Japon.

- Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un échange de lettres), signée à Paris le 31 août 1994, et un échange de lettres complétant l'article 29 de ladite convention, signé à Washington les 19 et 20 décembre 1994. [n° 0408 (94-95)] - (25 octobre 1995) - Rapporteur de la commission des finances - Discussion générale (p. 2260) : rappel historique. Conditions de négociation de la convention.

- Projet de loi relatif à l'action de l'Etat dans les plans de redressement du Crédit Lyonnais et du Comptoir des Entrepreneurs. [n° 0003 (95-96)] - (31 octobre 1995) - Discussion générale (p. 2347) : conséquences dommageables des déficits et pertes du Crédit Lyonnais et du Comptoir des Entrepreneurs. (p. 2348) : plans de redressement et aléas. Commission européenne. Recherche des causes et des responsabilités dans le sinistre du Crédit Lyonnais. (p. 2349) : justice. Réflexion sur l'Etat actionnaire. Au nom du groupe du RPR, souhaite que ces exemples inspirent des réformes au Gouvernement - Art. 19 (*responsabilité financière des dirigeants d'entreprises publiques*) (p. 2374) : se déclare favorable à l'amendement n° 5 de la commission (nouvelle rédaction précisant la notion de faute de gestion et de préjudice grave causé à l'organisme).

- Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Ukraine sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements [n° 0006 (95-96)] - (9 novembre 1995) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 2423) : favorable à l'adoption des deux projets de loi.

- Projet de loi autorisant la ratification du traité d'entente et de coopération entre la République française et l'Ukraine [n° 0384 (94-95)] - (9 novembre 1995) - Explications de vote sur l'ensemble - voir son intervention sous le projet de loi n° 6 (95-96) (p. 2423).

- Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Zimbabwe en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu, sur les gains en capital et sur la fortune (ensemble un protocole) [n° 0010 (95-96)] - (9 novembre 1995) - En remplacement de M. Jacques Chaumont, rapporteur de la commission des finances - Discussion générale (p. 2424, 2425) : renforcement des relations entre la France et le Zimbabwe. Economie du Zimbabwe. Relations économiques et commerciales entre le Zimbabwe et la France. Dispositions de la convention conclue avec le

Zimbabwe. Au nom du rapporteur, demande l'adoption du projet de loi.

- Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]

Deuxième partie :

Travail, dialogue social et participation

- (8 décembre 1995) - Rapporteur spécial de la commission des finances (p. 4002, 4005) : augmentation du nombre des demandeurs d'emplois. Contrat initiative-emploi, CIE. Evolution des crédits. Modernisation de l'Agence nationale pour l'emploi, ANPE. Association nationale pour la formation professionnelle des adultes, AFPA. Dépenses de fonctionnement des formations du Fonds national de l'emploi, FNE. Reconversion interne dans les entreprises. Participation de l'Etat au financement du retrait d'activité et des revenus de remplacement. Crédits affectés à l'action de l'Etat en faveur des publics prioritaires. Travailleurs handicapés. Apprentissage. Aides à l'emploi des chômeurs de longue durée. Contrat emploi-solidarité, CES. Exonérations de charges sociales sur les bas salaires. Accepte ce projet de budget - **Examen des crédits - Etat B - Titre IV** (p. 4023) : s'oppose à l'amendement n° II-156 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (rétablissement de 57 801 000 francs de crédits). (p. 4024) : s'oppose à l'amendement n° II-158 de M. Guy Fischer (réduction des crédits du titre IV de 1 517 440 000 francs) - **Art. 69** (*fusion de la réduction dégressive et de l'exonération de cotisations d'allocations familiales sur les bas salaires*) (p. 4028) : accepte l'amendement n° II-173 du Gouvernement (maintien pour les employeurs pour lesquels le nouveau dispositif ne s'applique pas de l'exonération actuelle de cotisations d'allocations familiales). (p. 4029) : s'oppose à l'amendement de précision n° II-159 de M. Guy Fischer.

- **Projet de loi en faveur du développement des emplois de services aux particuliers [n° 0087 (95-96)]** - (20 décembre 1995) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4627) : votera ce projet de loi. Lutte contre le chômage.

- **Projet de loi modifiant la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 modifiée, relatif à la commission pour la transparence financière de la vie politique [n° 0093 (95-96)]** - (21 décembre 1995) - **Art. unique** (*composition et organisation de la commission pour la transparence financière de la vie politique*) (p. 4661) : respect des principes énoncés dans ce projet de loi. Nécessité de faire confiance au Gouvernement et à la commission pour la transparence financière de la vie politique.

HAMMANN (Jean-Paul), sénateur (Bas-Rhin) RPR.

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture (12 janvier 1995).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture [n° 0089 (94-95)]** - (9 janvier 1995) - **Discussion générale** (p. 50, 51) : Union européenne. Régime social agricole. Prérétraites. Installation des jeunes agriculteurs. Action sociale en milieu rural.

- **Suite de la discussion** - (10 janvier 1995) - **Art. 2** (*missions du Conseil supérieur d'orientation et de coordination de l'économie agricole et alimentaire*) (p. 73) : représentation de l'artisanat et du commerce indépendant de l'alimentation - **Art. 5** (*commission départementale d'orientation de l'agriculture*) (p. 84) : échelon régional. Cohérence entre les politiques de filières - **Après l'art. 5 ter** (p. 93) : son amendement n° 280 : texte actuellement applicable en matière de contrôle des structures ; adopté. (p. 94) : son amendement n° 281 : nouvelle rédaction de l'article L. 331-4 du code rural ; adopté - **Art. 6** (*critères de répartition des droits à produire*) (p. 95, 96) : exemple du secteur laitier. Union européenne. (p. 97) : soutient l'amendement n° 127 de M. Philippe François (conditions de transfert ou d'octroi de ces références ou de ces droits sans faire obstacle à l'installation de nouveaux agriculteurs).

- **Suite de la discussion** - (11 janvier 1995) - **Avant la section I du titre II** (p. 171) : soutient l'amendement n° 272 de M. Alain Vasselle (droit d'enregistrement des acquisitions foncières). (p. 178) : soutient l'amendement n° 345 de M. Gérard César (mode de taxation des plus-values professionnelles) - **Art. 7** (*éligibilité aux aides économiques*) (p. 183) : statut de l'exploitation agricole. Département du Bas-Rhin. Entreprise individuelle. Groupement agricole d'exploitation en commun, GAEC - **Art. 11** (*objectifs de la politique d'installation*) (p. 205) : soutient l'amendement n° 130 de M. Philippe François (restriction de l'information sur une prochaine libération de l'exploitation) - **Art. 12** (*préretraite*) (p. 210) : soutient les amendements de M. Alain Vasselle n° 264 (prorogation du dispositif d'une durée identique à celle de la politique agricole commune si celle-ci était reconduite au-delà de 1996 dans les mêmes conditions qu'à l'heure actuelle) et n° 265 (montant et condition d'attribution de l'allocation de préretraite) - **Art. 14** (*exonération de 50 % sur la taxe foncière sur les propriétés non bâties*) (p. 220) : soutient l'amendement n° 266 de M. Alain Vasselle (application de cet article) - **Après l'art. 14 ter** (p. 221) : soutient l'amendement n° 294 de M. Alain Vasselle (évaluation de l'exploitation lors de sa transmission).

- **Suite de la discussion** - (12 janvier 1995) - **Après l'art. 26** (p. 258, 259) : soutient l'amendement n° 101 de M. Philippe François (réciprocité des règles de recul entre les maisons d'habitation occupées par des tiers et les installations d'élevage) - **Après l'art. 26 bis** (p. 263) : soutient l'amendement n° 325 de M. Philippe François (déduction par les propriétaires bailleurs des dépenses correspondant aux travaux de mise aux normes) - **Après l'art. 31** (p. 272) : soutient l'amendement n° 352 de M. Gérard César (abaissement des charges sociales sur les bas salaires pour les entreprises agricoles des secteurs du maraîchage, de l'arboriculture et de l'horticulture) - **Après l'art. 33** (p. 274) : soutient l'amendement n° 134 de M. Philippe François (limitation du libre choix du statut social des conjoints de non salariés agricoles). (p. 275) : soutient l'amendement n° 132 de M. Philippe François (possibilité pour les agriculteurs en difficulté de se faire embaucher par les associations intermédiaires). (p. 276) : problème de l'exploitant agricole en difficulté - **Après l'art. 34** (p. 278) : soutient l'amendement n° 135 de M. Philippe François (exemption totale de cotisations d'assurance maladie des ressortissants du régime des non-salariés agricoles dans les mêmes conditions que ceux des autres régimes) - **Après l'art. 35** (p. 285) : soutient l'amendement n° 338 de M. Jacques de Menou (possibilité donnée aux exploitations de déduire les revenus du capital foncier et du capital d'exploitation de l'assiette sociale) - **Après l'art. 36** (p. 286, 287) : soutient les amendements de M. Philippe François n° 137 (financement de l'action sanitaire et sociale de la mutualité sociale agricole) et n° 136 (affiliation des salariés fournissant une aide aux agriculteurs pour les actes de la vie quotidienne au régime agricole) - **Art. 37** (*pension de réversion*) (p. 291) : son amendement n° 91 : alignement des règles de cumul sur celles du régime général ; retiré - **Art. 39** (*recupération sur succession de l'allocation supplémentaire*) (p. 293) : son amendement de précision n° 92 ; adopté -

Après l'art. 39 (p. 294) : son amendement n° 93 : création d'un dispositif de prévention des accidents du travail au bénéfice des exploitants agricoles ; retiré.

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement - Deuxième lecture [n° 0139 (94-95)]** - (16 janvier 1995) - **Après l'art. 6** (p. 348, 350) : soutient l'amendement n° 94 de M. Philippe François (participation des organisations professionnelles agricoles et forestières à l'action des organismes publics concernant l'environnement) - **Art. 7 bis (comités régionaux de l'environnement)** (p. 353) : soutient l'amendement n° 144 de M. Gérard César (participation des représentants des chambres d'agriculture, des chambres de commerce et d'industrie et des chambres de métiers) - **Art. 13 (plans de prévention des risques naturels prévisibles)** (p. 369) : soutient l'amendement n° 145 de M. Gérard César (concertation avec les représentants des chambres d'agriculture et du centre régional de la propriété foncière) - **Art. 16 (coordination avec les dispositions relatives aux plans de surfaces submersibles)** (p. 370) : soutient l'amendement n° 146 de M. Gérard César (maintien de la législation sur les calamités agricoles) - **Art. 22 (inventaire départemental du patrimoine naturel)** (p. 380) : soutient l'amendement n° 70 de M. Gérard César (consultation du conseil départemental de l'environnement) - **Après l'art. 26 A** (p. 382) : soutient l'amendement n° 147 de M. Gérard César (délai de deux mois permettant au bailleur de s'opposer aux travaux) - **Art. 36 quater (protection des espèces et habitats naturels)** (p. 400, 401) : soutient les amendements de M. Gérard César, n° 148 (autorisations exceptionnelles portant sur des espèces protégées) et n° 149 (consultation des chambres d'agriculture) - **Après l'art. 36 septies** (p. 410, 411) : soutient les amendements de M. Gérard César n° 150 (indemnisation des dégâts causés aux récoltes et aux biens agricoles assujettis à la mutualité sociale agricole) et n° 151 (création d'un fonds d'indemnisation des dommages causés par les espèces animales protégées) - **Art. 37 (modifications de la loi sur les déchets)** (p. 413) : soutient les amendements de M. Gérard César n° 154 (suppression du taux spécifique de la taxe sur les déchets industriels), n° 155 et n° 156 de conséquence - **Art. 37 ter A (remise en état des sites pollués)** (p. 417) : soutient l'amendement n° 61 de M. Philippe François (enlèvement des boues reconnues contaminées) - **Art. 54 (enfouissement des lignes électriques)** (p. 438) : soutient l'amendement n° 162 de M. Alain Pluchet (dérogations éventuelles accordées par le préfet).

- **Proposition de loi tendant à relever de 18,60% à 20,60% le taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée à compter du 1er août 1995 [n° 0375 (94-95)]** - (19 juillet 1995) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1219) : vote de cette proposition de loi par le groupe du RPR.

- **Projet de loi instituant le contrat initiative-emploi [n° 0358 (94-95)]** - (19 juillet 1995) - **Discussion générale - commune avec celle du projet de loi n° 368 (94-95)** - (p. 1234, 1236) : situation de l'emploi. Exemple de l'Alsace. Données chiffrées. Contrat initiative-emploi, CIE. Chômeurs de longue durée. Moyens d'intégration. Allègement des charges sociales. PME. Contrats d'apprentissage.

- **Projet de loi relatif à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale [n° 0368 (94-95)]** - (19 juillet 1995) - **Discussion générale - commune avec celle du projet de loi n° 358 (94-95) - Voir intervention sous le projet de loi n° 358** (p. 1234, 1236).

HEINIS (Anne), sénateur (Manche) RI.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 18 (JO Débats du 23 novembre 1995) (p. 2816) - Ministère : Equipement - *Conséquences pour les régions du contrat de plan Etat-SNCF* - Réponse le 23 novembre 1995 (p. 2816) - **Société nationale des chemins de fer français (SNCF)**

Questions orales sans débat :

n° 230 (JO Débats du 10 décembre 1995) (p. 4244) - Ministère : Equipement - *Desserte ferroviaire des quatre gares situées entre Caen et Cherbourg* - Réponse le 20 décembre 1995 (p. 4422) - **Société nationale des chemins de fer français (SNCF)**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture [n° 0089 (94-95)] - Suite de la discussion** - (12 janvier 1995) - **Art. 40 (exercice illégal des activités vétérinaires)** (p. 296) : son amendement n° 184 : pratique de l'échographie animale par les fonctionnaires et agents relevant du service des haras nationaux, sous l'autorité médicale d'un vétérinaire ; retiré.

- **Projet de loi portant amnistie [n° 0341 (94-95)] - Suite de la discussion** - (18 juillet 1995) - **Art. 26 (infractions exclues de l'amnistie)** (p. 1147, 1148) : intervient sur l'amendement n° 17 de M. Christian Bonnet (manifestations pacifiques contre l'interruption volontaire de grossesse).

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 0393 (94-95)] - (26 juillet 1995) - **Art. 26 (infractions exclues de l'amnistie)** (p. 1529) : commandos anti-IVG. Liberté d'opinion et de vote. Votera en faveur de ce texte.

- **Projet de loi relatif aux transports [n° 0383 (94-95)]** - (18 octobre 1995) - **Discussion générale** (p. 1917, 1918) : flotte marchande. Dockers. Emplois maritimes. Pavillon "bis". Ports. Transport fluvial. Transport combiné. Votera ce projet de loi - **Après l'art. 4** (p. 1929) : son amendement n° 67 : publication des décisions de justice en matière de pollution maritime ; adopté - **Art. 6 (autorisation d'accès à bord et pouvoir de constatation des infractions des inspecteurs des affaires maritimes)** (p. 1931) : son amendement de précision n° 68 ; adopté.

- **Suite de la discussion** - (19 octobre 1995) - **Après l'art. 6** (p. 1941) : son amendement n° 69 : responsabilité pénale des personnes morales en matière de pollution maritime ; adopté - **Art. 10 (constatation des infractions à la loi réprimant la pollution de la mer par les hydrocarbures)** (p. 1944) : son amendement rédactionnel n° 70 ; adopté - **Art. 11 (constatation des infractions à la loi relative à la prévention et à la répression de la pollution marine)** (p. 1945) : son amendement rédactionnel n° 71 ; adopté - **Art. 12 (autorités habilitées à rechercher et constater les infractions en matière d'incinération en mer)** (p. 1946) : son amendement rédactionnel n° 72 ; adopté.

HAUT (Claude), sénateur (Vaucluse) SOC.

Elu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement sur la réforme de la protection sociale, suivie d'un débat et d'un vote** - (16 novembre 1995) (p. 2621, 2623) : fiscalisation des allocations familiales. Réforme hospitalière. Notion de responsabilité. Rôle du Parlement. Conseils d'administration des hôpitaux. Responsabilisation des médecins de ville. Réforme du financement de la protection sociale. Régimes de retraite. Création d'un régime universel d'assurance maladie. Rôle et place de l'hôpital général. Régionalisation. Formation des médecins. Soutiendra le projet du Gouvernement.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Industrie (et commerce extérieur)

- (7 décembre 1995) (p. 3957, 3959) : intervient, en son nom personnel, et au nom de M. Charles-Henri de Cossé-Brissac. Construction navale. Accord sur le régime d'aide conclu par l'Union européenne en 1994 à l'Organisation de coopération et de développement économique, OCDE, et défavorable à la France. Constructions mécaniques de Normandie, CMN, de Cherbourg. Proteste contre la réduction des crédits de la construction navale par l'Assemblée nationale - **Examen des crédits -Etat C - Titre VI** (p. 3971) : votera les crédits du titre VI et s'abstiendra sur l'amendement n° II-102 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (rétablissement des crédits initialement prévus en faveur de la construction navale et supprimés par l'Assemblée nationale).

HENRY (Marcel), sénateur (Mayotte) UC.

Réélu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Outre-mer

- (30 novembre 1995) (p. 3444, 3445) : conventions portant sur le développement de Mayotte. Répartition des charges. Logement. Plan de développement et création d'un poste de sous-préfet. Antenne INSEE. Immigration clandestine. Statut de département d'outre-mer.

HÉRISSON (Pierre), sénateur (Haute-Savoie) UC.

Elu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et télécommunications (JO Lois et décrets du 15 novembre 1995).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec MM. Guy Poirieux et Jean-Claude Carle, visant à confier la maîtrise d'ouvrage aux

établissements publics locaux d'enseignement [n° 0067 (95-96)] (14 novembre 1995) - **Enseignement.**

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Technologies de l'information et poste [n° 0079 (95-96), tome 21] (21 novembre 1995) - **Lois de finances.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de résolution [n° 91 (95-96)] présentée en application de l'article 73 bis du Règlement, par M. René Trégouët sur : 1°) la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à l'interconnexion dans le secteur des télécommunications : garantir le service universel et l'interopérabilité en appliquant les principes de fourniture d'un réseau ouvert (ONP) (n° E-467), et le corrigendum (n° E-507); 2°) le projet de directive de la Commission modifiant la directive de la Commission n° 90/388/CEE et concernant l'ouverture complète du marché des télécommunications à la concurrence (n° E-508); 3°) le projet de directive de la Commission modifiant la directive de la Commission n° 90/388/CEE en ce qui concerne les communications mobiles et personnelles (n° E-509) [n° 0112 (95-96)] (6 décembre 1995) - **Communautés européennes.**

Rapport supplémentaire, fait, au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de résolution [n° 91 (95-96)], présentée en application de l'article 73 bis du Règlement par M. René Trégouët, sur : 1°) la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à l'interconnexion dans le secteur des télécommunications : garantir le service universel et l'interopérabilité en appliquant les principes de fourniture d'un réseau ouvert (ONP) (n° E-467), et le corrigendum (n° E-507); 2°) le projet de directive de la Commission modifiant la directive de la Commission n° 90/388/CEE et concernant l'ouverture complète du marché des télécommunications à la concurrence (n° E-508); 3°) le projet de directive de la Commission modifiant la directive de la Commission n° 90/388/CEE en ce qui concerne les communications mobiles et personnelles (n° E-509) [n° 0133 (95-96)] (14 décembre 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 décembre 1995) - **Communautés européennes.**

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 8 (JO Débats du 20 octobre 1995) (p. 1979) - Ministère : Environnement - *Protection de la couche d'ozone* - Réponse le 20 octobre 1995 (p. 1979) - **Environnement**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention sur la protection des Alpes [n° 0128 (94-95)]** - (25 octobre 1995) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2236) : nécessité de prendre en compte les préoccupations des élus de la montagne. Votera ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'amendement au protocole de Montréal du 16 septembre 1987, relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, adopté le 25 novembre 1992 à Copenhague [n° 0026 (95-96)]** - (9 novembre 1995) - **Discussion générale** (p. 2412, 2413) : produits de substitution aux gaz dangereux pour l'ozone. Accroissement nécessaire du contrôle de la production et de la consommation des substituts. Conséquences dues à l'effet de serre. Dangers pesant sur l'air. Incohérence de la politique écologique. Nécessaire encouragement à l'utilisation de produits sans danger. Avec le groupe de l'union centriste, votera ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Discussion des articles de la première partie :

- **Suite de la discussion** - (25 novembre 1995) - **Après l'art. 22** (p. 3006) : son amendement, soutenu par M. André Egu, n° I-16 : allègement de la taxe perçue sur les sciages au profit du Fonds forestier national ; adopté.

*Deuxième partie :***Tourisme**

- (30 novembre 1995) (p. 3473, 3474) : faiblesse des crédits. Secteur important de l'économie française. Léger ralentissement de l'activité touristique. Faible promotion de la France à l'étranger. Exemple de la Haute-Savoie. Tourisme associatif et familial. Chèques-vacances. Vacances pour les jeunes des banlieues défavorisées. Tourisme fluvial. Réunification de trois secteurs ministériels. Le groupe de l'Union centriste votera ce projet de budget.

Aménagement du territoire, équipement et transports - I - Urbanisme et services communs

- (5 décembre 1995) (p. 3758, 3759) : plans d'occupation des sols et schémas directeurs : élaboration et modifications. Multiplication des textes législatifs ou réglementaires. Mise en place des documents d'urbanisme. Dotation générale de décentralisation, DGD.

Technologies de l'information et Poste

- (7 décembre 1995) - Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (p. 3979, 3981) : résultats financiers de France Télécom. Réforme des tarifs téléphoniques. Impayés téléphoniques des ministères. Statut de France Télécom. La Poste. Insuffisance des moyens en regard des missions de service public. Faiblesse de la rémunération des dépôts des CCP auprès du Trésor. Prêts immobiliers de La Poste. Espace. Avis favorable à l'adoption de ces crédits.

HERMENT (Rémi), sénateur (Meuse) UC.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire de la Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Membre titulaire de la Commission consultative pour la production de carburants de substitution ; de nouveau membre titulaire (JO Lois et décrets du 6 avril 1995).

Membre suppléant de la Commission d'étude de l'indexation des pensions militaires d'invalidité (JO Lois et décrets du 8 décembre 1995).

Membre suppléant de la Commission consultative chargée d'émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension (JO Lois et décrets du 24 novembre 1995).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à assurer le droit à réparation des anciens combattants et victimes de guerre dans le respect de l'égalité des générations [n° 0329 (94-95)] (23 juin 1995)

(rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 7 juin 1995) - **Anciens combattants et victimes de guerre.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 [n° 0379 (94-95)]** - **Suite de la discussion** - (27 juillet 1995) - **Discussion générale** (p. 1568, 1569) : dispositifs en faveur de la lutte contre le chômage. Droits des anciens combattants d'Afrique du Nord.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

*Deuxième partie :***Anciens combattants et victimes de guerre**

- (9 décembre 1995) (p. 4105) : commission tripartite chargée d'évaluer le coût de la retraite anticipée des anciens combattants d'Afrique du Nord. Mise en oeuvre de l'allocation de préparation à la retraite, APR, et problème des retraites complémentaires. Situation des anciens patriotes résistant à l'Occupation, PRO. Crédits alloués à la sauvegarde de la mémoire historique. (p. 4106) : situation des plus grands invalides de guerre. Situation des veuves de guerre. Rapport constant. Département de la Meuse et crédits réservés à la célébration du 80ème anniversaire de la bataille de Verdun. Crédits réservés à l'entretien du patrimoine des champs de bataille. (p. 4107) : avec le groupe de l'Union centriste, votera ce projet de budget.

HOEFFEL (Daniel), ministre délégué à l'aménagement du territoire et aux collectivités locales.

Fin de ses fonctions ministérielles (démission du Gouvernement le 11 mai 1995) (JO Lois et décrets du 12 mai 1995).

puis, *sénateur* (Bas-Rhin) UC élu le 24 septembre 1995.

En qualité de ministre délégué à l'aménagement du territoire et aux collectivités locales

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi relatif à la partie législative du code général des collectivités territoriales [n° 0226 (94-95)] (22 février 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 19 janvier 1995) - **Collectivités territoriales.**

En qualité de sénateur

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Délégué titulaire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (JO Lois et décrets du 19 octobre 1995).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 66 (95-96)] de M. Yves Guéna et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier le Règlement du Sénat [n° 0075 (95-96)] (16 novembre 1995) - **Parlement.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la partie législative du code général des collectivités territoriales [n° 226(1994-1995)]** - (24 octobre 1995) - Sur l'ensemble (p. 2224) : remerciements. Place de la législation propre aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle.

- **Projet de loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes [n° 0002 (95-96)]** - (9 novembre 1995) - Discussion générale (p. 2452, 2453) : modalités de financement. Perspectives démographiques. Réforme de la tarification des établissements d'hébergement. Politique globale de la vieillesse.

- **Conclusions du rapport de M. Daniel Hoeffel, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution (n° 66, 95-96) de M. Yves Guéna, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à modifier le règlement du Sénat [n° 66 (95-96)]** - (21 novembre 1995) - Rapporteur de la commission des lois - Discussion générale (p. 2645, 2647) : conséquences de la loi constitutionnelle du 4 août 1995 sur le règlement du Sénat. Session unique de 120 jours de séance. Fixation des semaines de séance et des jours supplémentaires de séance. Détermination des jours et horaires des séances. Organisation de l'ordre du jour prioritaire. Contrôle parlementaire de l'action du Gouvernement. Organisation des réunions de commission. Réflexion du groupe de travail créé sur l'initiative du Président du Sénat. Accord des six groupes politiques du Sénat. Améliorations techniques apportées par la commission des lois. Augmentation du nombre des vice-présidents des commissions permanentes. La commission des lois conclut à l'adoption de cette proposition de résolution - **Après l'art. 7** (p. 2653) : s'oppose à l'amendement n° 1 de Mme Hélène Luc (dépôt d'amendements à l'expiration du délai limite) - **Après l'art. 12** (p. 2655) : s'oppose à l'amendement n° 2 de Mme Hélène Luc (droit d'inscription des résolutions communautaires à l'ordre du jour complémentaire par un président de groupe).

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Intérieur, réforme de l'Etat, décentralisation et citoyenneté

- (2 décembre 1995) (p. 3609, 3610) : rôle des collectivités locales en investissements publics. Dotation globale de fonctionnement, DGF. Répartition des compétences entre l'Etat et les collectivités territoriales. Coopération intercommunale. Décentralisation.

Aménagement du territoire, équipement et transports - II - Transports - 1. Transports terrestres - 2. Routes - 3. Sécurité routière

- (5 décembre 1995) (p. 3775, 3776) : politique d'aménagement du territoire. TGV Est-européen. Liaison fluviale Rhin-Rhône.

- **Projet de loi relatif à la partie législative du code général des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 0109 (95-96)]** - (21 décembre 1995) - **Art. 1er et dispositions annexées (code général des collectivités territoriales)** - Art. L. 5213-6 du code général des collectivités territoriales (p. 4682) : son amendement, soutenu par M. Denis Badré, n° 4 : application aux districts de plus de 100.000 habitants des dispositions de l'article 27 de la loi du 19 janvier 1995 ; retiré.

HOSTALIER (Françoise), secrétaire d'Etat à l'enseignement scolaire.

dans le Gouvernement Juppé le 18 mai 1995 (JO Lois et décrets du 19 mai 1995).

Fin de ses fonctions ministérielles (démission du Gouvernement le 7 novembre 1995) (JO Lois et décrets du 8 novembre 1995).

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 194 de Mme Hélène Luc : **Bourses d'études (Modalités de versement des bourses et fréquentation de la restauration scolaire)** (JO Débats du 1er juillet 1995) (p. 827).

n° 201 de M. Christian Demuyck : **Délinquance (Délinquance des mineurs de moins de seize ans)** (JO Débats du 25 octobre 1995) (p. 1993).

n° 203 de M. Jean-Jacques Robert : **Lycées (Saturation du lycée Jules-Verne de Limours (Essonne))** (JO Débats du 25 octobre 1995) (p. 1994).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programmation du "nouveau contrat pour l'école" [n° 0197 (94-95)]** - Suite de la discussion - (5 juillet 1995) - **Après l'art. 1er** (p. 918 à 921) : s'oppose aux amendements de Mme Hélène Luc n° 17 (scolarisation des enfants de deux ans), n° 18 (création de postes de psychologues scolaires pour les réseaux d'aide spécialisée aux élèves en difficulté, RASED), n° 19 (renforcement et développement de la santé scolaire dans les établissements) et n° 20 (mise en oeuvre de moyens budgétaires pour développer la scolarisation).

HUBERT (Elisabeth), ministre de la santé publique et de l'assurance maladie.

dans le Gouvernement Juppé le 18 mai 1995 (JO Lois et décrets du 19 mai 1995).

Fin de ses fonctions ministérielles (démission du Gouvernement le 7 novembre 1995) (JO Lois et décrets du 8 novembre 1995).

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative aux garanties offertes aux donateurs quant à l'utilisation des fonds collectés grâce à la générosité publique [n° 0343 (94-95)]** - (26 octobre 1995) - Discussion générale (p. 2269, 2270) : renforcement des instruments d'évaluation des politiques publiques. Action des associations. Développement des collectes de fonds. Nécessaire assise juridique pour les missions de contrôle et d'évaluation confiées à l'Inspection générale des affaires sociales, IGAS. Amendements du Gouvernement sur les compétences et les modalités d'intervention de l'IGAS. Accord favorable du Gouvernement à la proposition de loi. Opération Sidaction. (p. 2272, 2273) : orientation des activités de recherche liée au développement des collectes publiques. Coordination nécessaire entre les différents modes de financement. Contribution de l'IGAS pour compléter la tâche de la Cour des comptes - **Art. 1er (place et mission de l'Inspection générale des affaires sociales)** : son amendement n° 1 : définition générale de la mission d'évaluation de l'IGAS ; adopté après modification par le sous-amendement n° 8 de la commission qu'elle accepte. (p. 2274) : son amendement n° 2 : précision du champ d'application et des compétences de contrôle reconnus à l'IGAS ; adopté - **Art. 2 (mission d'évaluation de l'action des organismes faisant appel à la générosité publique)** (p. 2275) : accepte l'amendement de précision n° 5 de M. Jacques Machet - **Art. 3 (liberté d'accès de l'IGAS aux différentes administrations et droit de suite)** : ses amendements n° 3 de

coordination et n° 4 : pouvoirs d'investigation de l'IGAS ; adoptés - **Art. 4** (*destination et publicité des observations formulées par l'IGAS*) (p. 2276) : accepte l'amendement de précision n° 6 de M. Jacques Machet - **Après l'art. 6** (p. 2277) : s'oppose à l'amendement n° 7 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (création d'une commission de contrôle et d'intervention sur l'utilisation et la conformité à leur objet des fonds publics)

HUCHON (Jean), sénateur (Maine-et-Loire) UC.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995) ; puis vice-président (JO Lois et décrets du 6 octobre 1995).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture (12 janvier 1995).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement (16 janvier 1995).

DÉPÔTS

Rapport fait, au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de résolution, présentée en application de l'article 73 bis du Règlement par M. Christian de La Malène sur : 1°) la proposition de règlement (CE) du Conseil modifiant les règlements (CEE) n° 404/93 et n° 1035/72 relatifs respectivement au secteur de la banane et à celui des fruits et légumes, ainsi que le règlement (CEE) n° 2658/87 relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun (n° E-409) ; 2°) la proposition de règlement (CE) du Conseil adaptant le règlement (CEE) n° 404/93 en ce qui concerne le volume du contingent tarifaire annuel d'importation de bananes dans la communauté à la suite de l'adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède (n° E-410) [n° 0376 (94-95)] (17 juillet 1995) - **Communautés européennes.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 394 (94-95) relatif à l'aménagement, la protection et la mise en valeur de la zone dite des cinquante pas géométriques dans les départements d'outre-mer [n° 0113 (95-96)] (6 décembre 1995) - **Départements d'outre-mer (DOM).**

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 17 (JO Débats du 23 novembre 1995) (p. 2815) - Ministère : Agriculture - *Mesures en faveur de la production bovine* - Réponse le 23 novembre 1995 (p. 2815) - **Elevage**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture [n° 0089 (94-95)] - Suite de la discussion** - (10 janvier 1995) - **Après l'art. 6** (p. 100) : son amendement n° 148 : défiscalisation des huiles végétales et des esters d'huile ; retiré. (p. 105) : son amendement n° 149 : exonération des livraisons de gaz naturel destiné au chauffage des serres qui abritent des productions végétales, légumes, fruits et fleurs ; retiré.

- **Suite de la discussion** - (12 janvier 1995) - **Art. 33** (*prévention des accidents du travail*) (p. 273) : soutient l'amendement n° 191 de M. Pierre Lagourgue (adaptation des dispositions aux départements d'outre-mer) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 307, 308) : texte attendu par la profession agricole. Agriculture du troisième millénaire. Jeunes agriculteurs. "Entreprise agricole". Désertification. Le groupe de l'Union centriste votera à l'unanimité ce projet de loi.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 0211 (94-95)] - (17 janvier 1995) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 485) : le groupe de l'Union centriste votera le texte élaboré par la commission mixte paritaire.

- **Projet de loi relatif aux transports [n° 0383 (94-95)] - Suite de la discussion** - (19 octobre 1995) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1973) : le groupe de l'Union centriste votera en faveur de ce texte.

- **Projet de loi relatif à l'action de l'Etat dans les plans de redressement du Crédit Lyonnais et du Comptoir des Entrepreneurs. [n° 0003 (95-96)]** - (31 octobre 1995) - **Discussion générale** (p. 2340) : raisons expliquant la situation de faillite du Crédit Lyonnais. Analyse du plan de redressement du Crédit lyonnais. Instauration souhaitable de sanctions pécuniaires à l'encontre des dirigeants d'entreprises publiques commettant des fautes graves de gestion. (p. 2341) : le groupe de l'Union centriste votera ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Discussion des articles de la première partie :

- **Suite de la discussion** - (23 novembre 1995) - **Après l'art. 5** (p. 2797) : soutient l'amendement n° I-42 de M. Claude Huriet (exonération de droits de mutation par décès appliquée aux indemnités versées ou dues aux personnes contaminées par le virus du sida).

- **Projet de loi relatif à l'aménagement, la protection et la mise en valeur de la zone dite des cinquante pas géométriques dans les départements d'outre-mer [n° 0394 (94-95)]** - (13 décembre 1995) - Rapporteur de la commission des affaires économiques - **Discussion générale** (p. 4295, 4298) : définition de la zone dite des cinquante pas géométriques. Réserve domaniale. Problème de l'occupation sans titre. Zone de développement économique. Rapport de M. Guy Rosier. Délimitation des zones urbaines et des espaces naturels. Possibilité de cession à titre gratuit aux communes. Conditions de cession à titre onéreux aux particuliers dans les espaces urbains. Instauration d'une aide de l'Etat à l'achat aux fins d'habitation. Création d'une agence pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone. Gestion des espaces naturels par le conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres. Clarification du code de l'urbanisme. Approuve l'économie générale de ce projet de loi. Aménagement du dispositif par des propositions de la commission des affaires économiques. Conditions d'application de ce texte de loi - **Art. 1er** (*dispositions spéciales aux départements de la Guadeloupe et de la Martinique dans le code du domaine de l'Etat*) - **Art. L. 89-1 du code précité** (*délimitation de l'étendue des espaces urbains et des secteurs occupés par une urbanisation diffuse*) (p. 4300, 4302) : son amendement rédactionnel n° 1 ; adopté. S'oppose aux amendements de M. Rodolphe Désiré n° 12 (consultation des communes préalable à la délimitation des espaces urbains et naturels) et n° 13 (consultation des communes dans les secteurs urbains) - **Art. L. 89-2 du code précité** (*cession de terrains à titre gratuit*) (p. 4302, 4303) : accepte les amendements n° 14 de M. Rodolphe Désiré (responsabilité des communes dans la réalisation de logements sociaux de la zone) et n° 9 de Mme Lucette Michaux-Chevry (réintégration dans la zone dite des cinquante pas géométriques de deux parcelles de la ville de Basse-Terre) - **Art. L. 89-3 du code précité** (*cession à titre onéreux de terrains affectés à un usage professionnel*)

(p. 4303, 4304) : son amendement n° 2 : évaluation effectuée au jour du dépôt de la demande ; adopté. S'oppose à l'amendement de M. Rodolphe Désiré n° 15 (modalités d'évaluation du prix de cession) et accepte l'amendement de M. Pierre Lagourgue n° 26 (cession des terrains acquis par leurs occupants pour un usage professionnel) - **Art. L. 89-4 du code précité** (*cession à titre onéreux de terrains affectés à un usage d'habitation*) : son amendement n° 3 : date de l'évaluation du bien fixé au jour du dépôt de la demande ; adopté. S'oppose aux amendements de M. Rodolphe Désiré n° 16 (réserve des droits des tiers pour les actes antérieurs au 30 juin 1955), n° 17 (aménagement de la cession des parcelles) et n° 30 (estimation du prix de cession). Accepte l'amendement de M. Pierre Lagourgue n° 27 (possibilité d'acquérir un terrain d'une surface équivalente au précédent) - **Art. L. 89-5 du code précité** (*gestion des espaces naturels*) : son amendement rédactionnel n° 4 ; adopté. S'en remet à la sagesse du Sénat sur l'amendement de M. Rodolphe Désiré n° 18 (création de délégations du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres dans les départements de la Guadeloupe et de la Martinique) - **Après l'art. L. 89-5 du code précité** (p. 4306, 4307) : son amendement n° 5 : exercice du droit de préemption en cas de vente du bien cédé ; adopté. Sur celui-ci, accepte le sous-amendement n° 31 du Gouvernement. Accepte l'amendement n° 10 de M. Pierre Lagourgue (insertion d'un chapitre additionnel ainsi rédigé : "dispositions spéciales au département de la Réunion") - **Art. 2** (*octroi d'une aide exceptionnelle de l'Etat*) (p. 4308, 4309) : ses amendements n° 6 : aide de l'Etat à l'achat de terrains destinés à l'exploitation professionnelle ; retiré ; et n° 7 : calcul de l'aide de l'Etat en fonction notamment du nombre de personnes à charge dans le foyer de l'acquéreur ; adopté. Accepte l'amendement n° 28 de M. Pierre Lagourgue (aide systématique de l'Etat à l'habitation de l'occupant individuel) - **Art. 3** (*création des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques*) : s'oppose à l'amendement n° 19 de M. Rodolphe Désiré (accord des communes sur les interventions des agences) - **Art. 4** (*mission des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques*) (p. 4310, 4311) : son amendement n° 8 : consultation des communes sur les programmes d'équipement des terrains relevant de l'agence ; adopté. S'oppose aux amendements de M. Rodolphe Désiré de précision n° 20, n° 21 (compétence du conseil municipal sur le programme d'équipement des terrains) et n° 22 (rôle des agences départementales d'aménagement foncier et urbain dans les départements de la Martinique et de la Guadeloupe) - **Art. 6** (*détermination des ressources des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques*) : accepte l'amendement n° 23 de M. Rodolphe Désiré (octroi de subventions en provenance de l'Union européenne) - **Art. 7** (*Art. 1609 C du code général des impôts - création d'une taxe spéciale d'équipement perçue au profit de l'agence pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques de la Guadeloupe*) (p. 4312) : s'en remet à la sagesse du Sénat sur l'amendement de M. Rodolphe Désiré n° 24 (avis du conseil général et du conseil régional sur le montant de la taxe spéciale d'équipement) - **Art. 8** (*Art. 1609 D du code général des impôts - création d'une taxe spéciale d'équipement perçue au profit de l'agence pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques de la Martinique*) (p. 4313) : s'en remet à la sagesse du Sénat sur l'amendement de M. Rodolphe Désiré n° 25 (avis du conseil général et du conseil régional sur le montant de la taxe spéciale d'équipement) - **Après l'art. 9** : accepte l'amendement n° 11 de M. Pierre Lacour (prolongation du délai de régularisation accordé aux propriétaires d'enclos piscicoles).

HUGO (Bernard), sénateur (Ardèche) RPR.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Vice-président de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification ; nouvelle nomination en tant que vice-président (JO Lois et décrets des 13 et 27 octobre 1995).

Membre titulaire du Conseil national de la montagne.

Membre suppléant du Conseil national des transports.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement (16 janvier 1995).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Environnement [n° 0079 (95-96), tome 17] (21 novembre 1995) - **Lois de finances**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programmation du "nouveau contrat pour l'école"** [n° 0197 (94-95)] - **Suite de la discussion** - (5 juillet 1995) - **Question préalable** (p. 901) : avec le groupe du RPR, votera contre la motion n° 1 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 936) : avec le groupe du RPR, votera ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 1996** [n° 0076 (95-96)]

Deuxième partie :

Agriculture, pêche et alimentation

- (28 novembre 1995) (p. 3305 à 3307) : installation des jeunes agriculteurs. Réforme de la fiscalité agricole. Zones défavorisées et de montagne. Emploi en milieu rural. Production fruitière. Enseignement agricole. Votera le projet de budget de l'agriculture.

Environnement

- (1er décembre 1995) - Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (p. 3517, 3519) : stabilité des crédits budgétaires. Principe du "pollueur-payeur". Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, ADEME. Taxes sur les huiles de base, la pollution atmosphérique, le stockage des déchets ménagers et les nuisances sonores. Taxes parafiscales pour la préservation des espaces naturels. Institut national de l'environnement industriel et des risques, INERIS. Institut français de l'environnement, IFEN. Centre de documentation, de recherche et d'expérimentation sur les pollutions accidentelles des eaux, CEDRE. Prévention des inondations. Plan de prévention des risques naturels prévisibles, PPR. Parc national guyanais. Création de parcs nationaux marins. Conservatoire du littoral. Pollution atmosphérique. Avis favorable sur ce projet de budget.

HUGOT (Jean-Paul), sénateur (Maine-et-Loire) RPR.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi [n° 237 (94-95)] portant transposition de la directive N° 93/7 du 15 mars 1993 du Conseil des Communautés européennes relative à la restitution des biens culturels ayant quitté illicitement le territoire d'un Etat membre [n° 0348 (94-95)] (4 juillet 1995) - **Patrimoine artistique, archéologique et historique.**

Avis, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Communication audiovisuelle [n° 0078 (95-96), tome 10] (21 novembre 1995) - **Lois de finances.**

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 7 (JO Débats du 8 décembre 1995) (p. 3938) - Ministère : Affaires étrangères - *Rapprochement avec l'Alliance atlantique* - Réponse le 8 décembre 1995 (p. 3938) - **Relations internationales**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture** [n° 0089 (94-95)] - Suite de la discussion - (10 janvier 1995) - Après l'art. 6 (p. 106, 107) : ses amendements, soutenus par M. Emmanuel Hamel, n° 102 : nouveau type de contrat dérogatoire au statut du fermage ; n° 103 : adaptation des dispositions du code rural relatives au fermage ; n° 104 : contrôle du pouvoir de suppression des haies et talus accordé aux exploitants locataires ; et n° 105 : modification de l'article L. 411-29 du code rural relatif aux droits de l'exploitant locataire ; retirés.

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement - Deuxième lecture** [n° 0139 (94-95)] - (16 janvier 1995) - Après l'art. 36 quater (p. 408) : son amendement, soutenu par M. Emmanuel Hamel, n° 128 : adaptation des dispositions du code rural relatives aux fermages ; rejeté.

- **Projet de loi portant transposition de la directive n° 93/7 du 15 mars 1993 du Conseil des Communautés européennes relative à la restitution des biens culturels ayant quitté illicitement le territoire d'un Etat membre** [n° 0237 (94-95)] - (12 juillet 1995) - Rapporteur de la commission des affaires culturelles - **Discussion générale** (p. 983, 984) : article 36 du traité de Rome. Conditions de la restitution. Indemnisation du possesseur de bonne foi. Régime de propriété des biens restitués. Règles de restitution des biens. Transfert sur les collectivités territoriales du coût de la politique culturelle de l'Etat. Amendements de la commission. Coût de la restitution supportée par les personnes responsables de la sortie illicite du bien. Publicité entourant l'action en retour d'un bien culturel. Sous réserve de l'adoption de ses amendements, propose l'adoption du projet de loi - **Art. 3 (notification de la présence en France d'un bien culturel ayant quitté illicitement le territoire d'un autre Etat membre)** (p. 993) : son amendement rédactionnel n° 1 ; adopté - **Art. 5 (mesures conservatoires)** : son amendement n° 2 : notification au propriétaire ; adopté - **Après l'art. 6** : son amendement n° 3 : publicité relative à l'introduction d'une action en restitution ; adopté après

modification par le sous-amendement n° 13 du Gouvernement, qu'il accepte - **Art. 7 (prononcé de la restitution et indemnisation du possesseur de bonne foi)** (p. 994) : son amendement n° 4 : bonne foi du possesseur ; adopté - **Art. 9 (prescription de l'action en restitution)** : son amendement rédactionnel n° 5 ; adopté - **Art. 10 (détermination des trésors nationaux entrant dans le champ de l'action en retour)** (p. 995) : ses amendements n° 6, rédactionnel ; et n° 7 : réintroduction des archives classées parmi les biens culturels ; adoptés - **Art. 11 (définition de la sortie illicite du territoire français)** : ses amendements n° 8 : définition des biens culturels ; adopté ; et n° 9 : complément des chefs d'illicéité ; adopté après modification par le sous-amendement n° 16 du Gouvernement, qu'il accepte - **Après l'art. 13** (p. 996) : son amendement n° 10 : publicité entourant l'action en retour d'un bien culturel sur le territoire français ; adopté - **Art. 17 (conditions de la restitution des biens)** (p. 997, 1000) : ses amendements n° 11 : remboursement des sommes avancées par l'Etat réclamé aux personnes responsables de la sortie illicite des biens culturels ; retiré ; n° 17 : identité entre le propriétaire du bien et le possesseur indemnisé ; n° 18 : remise de dette ; n° 19 : suppression du transfert de propriété du bien à l'Etat ; adoptés - **Art. 18 (dévolution à l'Etat des biens dont le propriétaire demeure inconnu)** : son amendement rédactionnel n° 12 ; adopté - **Après l'art. 23** (p. 1001) : accepte l'amendement n° 14 du Gouvernement (protection des terrains contenant des vestiges archéologiques et répression des infractions commises par le propriétaire du bien) et, sur ce dernier, le sous-amendement n° 15 de M. Claude Estier.

- **Résolution adoptée par la commission des affaires culturelles, en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil portant modification de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 visant à la coordination de certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives à l'exercice d'activités de radiodiffusion télévisuelle (n° E-419) [n° 0059 (95-96)] - (14 novembre 1995) - Discussion générale** (p. 2526, 2527) : conception française de "l'exception culturelle". Quotas de diffusion. Obligations relatives à la production européenne. Diffusion à la télévision de films de cinéma. Proposition de révision de la directive. Création d'un comité de contact chargé de l'application des dispositions de la directive. Votera cette proposition de résolution.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Communication

- (7 décembre 1995) - Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, pour la communication audiovisuelle (p. 3910, 3912) : France Télévision. Financement des chaînes de télévision. Exonérations excessives de redevance. Grilles de programmes de France 2, de France 3 et d'Arte. Lancement de l'audit du secteur public. Evolutions technologiques. Chaînes thématiques. Avis favorable de la commission des affaires culturelles.

HUGUET (Roland), sénateur (Pas-de-Calais) SOC.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre suppléant du Comité national chargé d'évaluer les dispositifs expérimentaux d'aide aux personnes âgées dépendantes (arrêté du 10 mars 1995) (JO Lois et décrets du 6 avril 1995).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes [n° 0002 (95-96)]** - (9 novembre 1995) - **Discussion générale** (p. 2470, 2472) : projet élaboré en 1992. Recouvrement sur succession et obligation alimentaire. Evolution de la société. Exemple allemand. Charge des départements en fonction du nombre de personnes âgées. Nécessité de travailler en partenariat. Elaboration des textes d'application. Formation spécifique des équipes médico-sociales. Prestation en nature. Structures d'encadrement des personnels intervenant auprès des personnes âgées.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Travail, dialogue social et participation

- (8 décembre 1995) (p. 4017, 4019) : exonération des charges sociales sur les bas salaires. Contrat initiative-emploi, CIE. Région Nord-Pas-de-Calais. Apprentissage et formation en alternance. Illettrisme. Contrat emploi-solidarité, CES. Revenu minimum d'insertion, RMI. Crédits en faveur des travailleurs handicapés. Crédits alloués à la reconversion interne des entreprises. Aide aux chômeurs créateurs et repreneurs d'entreprises, ACCRE. Développement des emplois non marchands.

Anciens combattants et victimes de guerre

- (9 décembre 1995) (p. 4109, 4110) : baisse des crédits. Allocation de préparation à la retraite, APR, et problème de cotisations de retraite complémentaire. Réunions de la commission tripartite chargée d'évaluer le coût de la retraite anticipée des anciens combattants d'Afrique du Nord. Problème relatif aux anciens combattants d'Afrique du Nord restant en suspens : prise en compte d'un critère de territorialité pour l'attribution de la carte de combattant, octroi des bénéfices de campagne et application du décret du 10 juin 1992 concernant les psychotraumatismes de guerre. Retraite mutualiste du combattant. Situation des veuves d'anciens combattants. Octroi de la Légion d'honneur aux anciens Poilus. Le groupe socialiste ne votera pas ce projet de budget.

HURIET (Claude), sénateur (Meurthe-et-Moselle) UC.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995) ; puis vice-président (JO Lois et décrets du 6 octobre 1995).

Membre titulaire de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 13 octobre 1995).

Membre suppléant de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 13 octobre 1995).

Membre suppléant du comité national et des comités régionaux de l'organisation sanitaire et sociale.

Membre titulaire du Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé (JO Lois et décrets du 23 novembre 1995).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant le contrat initiative-emploi (27 juillet 1995).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale (15 décembre 1995).

DÉPÔTS

Proposition de loi organique, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à assurer la représentation des retraités au Conseil économique et social et dans les comités économiques et sociaux régionaux [n° 0242 (94-95)] (3 avril 1995) - **Conseil économique et social**.

Proposition de loi relative à la protection pénale des exécutifs locaux à raison des actes commis dans l'exercice de leurs fonctions [n° 0255 (94-95)] (18 avril 1995) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 avril 1995) - **Elus locaux**.

Rapport d'information, fait, au nom de la commission des affaires sociales, à la suite d'une mission concernant les conditions de développement des thérapies génique et cellulaire [n° 0053 (95-96)] (26 octobre 1995) - **Vie, médecine et biologie**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 83 (95-96)] de M. Jean-Pierre Fourcade et plusieurs de ses collègues relative aux conditions de développement des thérapies génique et cellulaire [n° 0111 (95-96)] (6 décembre 1995) - **Médecine**.

Rapport supplémentaire, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 83 (95-96)] de M. Jean-Pierre Fourcade et plusieurs de ses collègues tendant à favoriser le développement des thérapies génique et cellulaire et à garantir leur sécurité sanitaire [n° 0121 (95-96)] (12 décembre 1995) - **Médecine**.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 19 (JO Débats du 30 juin 1995) (p. 772) - Ministère de la Réforme de l'Etat - **Responsabilité pénale des élus locaux** - Réponse le 30 juin 1995 (p. 773) - **Elus locaux**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture [n° 0089 (94-95)]** - Suite de la discussion - (10 janvier 1995) - **Art. 2 (missions du Conseil supérieur d'orientation et de coordination de l'économie agricole et alimentaire)** (p. 72, 73) : représentation au sein du CSO de l'artisanat et du commerce indépendant de l'alimentation.

- **Projet de loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes [n° 0002 (95-96)]** - (9 novembre 1995) - **Discussion générale** (p. 2463, 2464) : personnes concernées par la mise en oeuvre du dispositif. Rôle de la famille et du médecin. Instance chargée de la décision et du contrôle. Amendements de la commission des affaires sociales. Autorité du président du conseil général. Avec le groupe de l'Union centriste, votera le texte du Gouvernement amendé par le Sénat.

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement sur la réforme de la protection sociale, suivie d'un débat et d'un vote** - (16 novembre 1995) (p. 2611, 2613) : maîtrise médicalisée des dépenses. Séparation des différentes branches. Politique familiale. Branche vieillesse. Contrôle des comptes sociaux. Régionalisation des organismes de sécurité sociale. Observatoires régionaux de la santé, ORS. Caisse des Français de l'étranger. Réforme hospitalière.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Discussion des articles de la première partie :

- **Suite de la discussion** - (23 novembre 1995) - **Après l'art. 5** (p. 2796) : son amendement, soutenu par M. Jean Huchon, n° I-42 : exonération de droits de mutation par décès appliquée aux indemnités versées ou dues aux personnes contaminées par le virus du sida ; adopté.

Deuxième partie :

Santé publique et services communs - Solidarité entre les générations

- (1er décembre 1995) (p. 3553, 3555) : thérapies génique et cellulaire. Suivi des schémas régionaux d'organisation sanitaire et sociale. Santé des détenus. Contrôle des organismes de sécurité sociale. Statistiques des décès dus à l'alcoolisme, au tabagisme, à la toxicomanie et au sida. Instauration d'une politique régionale de santé. Mortalité par suicide des jeunes. Mise en oeuvre d'un programme de santé publique. Réforme hospitalière. Cas des médecins titulaires de diplômes étrangers. Les sénateurs du groupe de l'Union centriste voteront ce projet de budget.

- **Proposition de loi relative aux conditions de développement des thérapies génique et cellulaire [n° 0083 (95-96)]** - (12 décembre 1995) - Rapporteur de la commission des affaires sociales - **Rappel au règlement de M. Franck Sérusclat** (p. 4272, 4273) : absence de modifications fondamentales dans le rapport supplémentaire - **Discussion générale** (p. 4273, 4275) : mission d'information consacrée aux conditions du développement des thérapies génique et cellulaire. Passage du stade de la réflexion à celui des essais cliniques. Cadre juridique applicable au processus de ces thérapies. Etablissement français des greffes. Mission de l'Agence française du sang et de l'Agence du médicament. Responsabilités du législateur. Développement des thérapies génique et cellulaire, et garantie de la sécurité sanitaire. Nécessaire simplicité de la législation. Délivrance et responsabilité des autorisations de prélèvement et d'administration de ces thérapies. Garanties indispensables apportées par le législateur. Institution par la législation de procédures légères. (p. 4278, 4279) : absence de défense du lobby de l'industrie pharmaceutique. Nécessité de transparence. Distinction entre médicament et spécialité pharmaceutique. Limites de la thérapie cellulaire. Absence de remise en cause de la loi Huriet-Sérusclat. Législation dans le domaine de la bioéthique. Rôle de l'Agence du médicament. (p. 4280) : propose, au nom de la commission, de reporter la discussion des articles à la prochaine séance consacrée à l'examen des textes d'initiative sénatoriale.

- **Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale [n° 0122 (95-96)]** - (14 décembre 1995) - **Discussion générale** (p. 4345, 4346) : rapport de la commission des affaires sociales et auditions menées par celle-ci. Information du public. Situation financière de notre système de protection sociale et "désresponsabilisation". Assurance maladie en Allemagne. Rôle éminent du Parlement. Recours aux ordonnances. Information des commissions compétentes du Parlement. Allocation pour jeune enfant. Multiplicité des assiettes de financement. Maîtrise des dépenses. (p. 4347, 4348) : régionalisation. Conventions d'objectifs et de gestion. Accréditation et

évaluation. Indicateurs de qualité des soins et sécurité sanitaire. Réorientation vers la médecine préventive. Développement des mesures d'intéressement. Clarification des coûts hospitaliers. Informatisation des cabinets médicaux. Sanctions collectives. Développement des médicaments génériques. Le groupe de l'Union centriste approuve ce projet de loi.

HUSSON (Roger), sénateur (Moselle) RPR.

Secrétaire du Sénat jusqu'au 1er octobre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995) ; en démissionne, puis membre de la commission des affaires étrangères (JO Lois et décrets du 22 décembre 1995).

Membre de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 13 octobre 1995).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 198 (JO Débats du 28 juin 1995) (p. 682) - Ministère : Anciens combattants - *Situation des anciens combattants d'Alsace-Moselle* - Réponse le 25 octobre 1995 (p. 1996) - **Anciens combattants et victimes de guerre**

n° 217 (JO Débats du 17 novembre 1995) (p. 2640) - Ministère : Equipement - *Etat d'avancement du projet de TVG-Est* - Réponse le 24 janvier 1996 (p. 106) - **Trains à grande vitesse (TGV)**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Défense

- (6 décembre 1995) (p. 3880, 3881) : utilité des essais nucléaires. Avenir du plateau d'Albion. Conséquences du non-respect de la loi de programmation militaire. Eventualité d'un second porte-avions nucléaire. Situation de l'industrie française de défense. Intervention en faveur des deux pilotes français détenus par les Serbes. Rôle éminent de la France pour la paix en Bosnie. Apportera son soutien vigilant à ce projet de budget.

HYEST (Jean-Jacques), sénateur (Seine-et-Marne) UC.

Elu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995) ; puis secrétaire (JO Lois et décrets du 6 octobre 1995).

Juge titulaire de la Cour de Justice de la République (JO Lois et décrets du 27 octobre 1995).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois sur : 1°) le projet de loi organique [n° 27 (95-96)] adopté par l'Assemblée Nationale, pris pour l'application des dispositions de la loi constitutionnelle n° 95-880 du 4 août 1995 qui institue une session parlementaire ordinaire unique; 2°) le projet de loi [n° 28 (95-96)] adopté par l'Assemblée Nationale, pris pour l'application des dispositions de la loi constitutionnelle n° 95-880 du 4 août 1995 qui institue une session parlementaire ordinaire unique [n° 0061 (95-96)] (9 novembre 1995) - Parlement.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 142 (95-96)] adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture pris pour l'application des dispositions de la loi constitutionnelle n° 95-880 du 4 août 1995 qui ont institué une session parlementaire ordinaire unique et modifié le régime de l'inviolabilité parlementaire [n° 0150 (95-96)] (20 décembre 1995) - Parlement.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 14 (JO Débats du 22 décembre 1995) (p. 4649) - Ministère : Intérieur - *Mise en oeuvre des accords de Schengen* - Réponse le 22 décembre 1995 (p. 4649) - Accords de Schengen

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant adaptation de la législation française aux dispositions de la convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime et tendant à améliorer la lutte contre le trafic de stupéfiants** [n° 0611 (93-94)] - Suite de la discussion - (18 octobre 1995) - En remplacement de M. Paul Girod, rapporteur de la commission des lois - **Art. 2 (blanchiment de l'argent provenant du trafic de stupéfiants)** (p. 1890) : s'oppose à l'amendement n° 32 de M. Jacques Machet (mention du caractère intentionnel de l'infraction) - **Après l'art. 3** : son amendement n° 2 : alignement du régime de la poursuite du blanchiment sur celui de l'infraction originelle; retiré - **Art. 4 (délit douanier de blanchiment)** (p. 1892) : ses amendements n° 3 : caractère intentionnel du délit douanier de blanchiment; et n° 4 : suppression de la référence aux contraventions de troisième, de quatrième et de cinquième classe du code des douanes; adoptés - **Après l'art. 4** (p. 1893, 1894) : s'oppose aux amendements de M. Gérard Larcher n° 19 (extension de l'obligation de déclaration de soupçon aux courtiers d'assurances ou de réassurances) et n° 20 (obligation de déclaration de soupçon pour les professions non financières dès lors que les sommes en cause paraissent provenir d'activités criminelles). Réalité du problème. Concertation préalable avec les professionnels intéressés. Saisine du Parquet sur un simple soupçon. (p. 1895, 1896) : sur les amendements de M. Gérard Larcher, accepte le n° 21 (renforcement de la coopération internationale administrative et judiciaire et rôle du TRACFIN) et s'oppose au n° 22 (levée du secret professionnel auquel sont astreintes les administrations qui, à l'occasion de leur mission, peuvent acquérir la connaissance d'informations utiles au service TRACFIN). Equilibre de la loi du 12 juillet 1990. Nature juridique du service TRACFIN. (p. 1898, 1899) : absence de consultation de la Banque de France ou de la commission bancaire sur l'opportunité de cette réforme. Extension des compétences du service des douanes. Distinction entre les procédures judiciaires et les procédures douanières. S'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de M. Gérard Larcher n° 24 (modification de la législation relative à la profession de changeur manuel) et n° 25 (collaboration entre la commission bancaire et la direction générale des douanes

et droits indirects pour l'exercice du contrôle de la profession de changeur manuel) et, sur ce dernier, accepte le sous-amendement n° 33 du Gouvernement (information préalable du procureur de la République). : accepte l'amendement n° 18 de M. Gérard Larcher (insertion d'un chapitre additionnel "Chapitre... Dispositions relatives à l'amélioration de la lutte contre le blanchiment") - **Art. 6 (cas de refus de coopération)** (p. 1900) : ses amendements n° 5 rédactionnel, n° 6 : mise en conformité du 5° du sixième alinéa de l'article 6 avec la convention de Strasbourg; n° 7 et n° 8 rédactionnels; adoptés - **Art. 8 (exécution en France d'une décision de confiscation prononcée par une juridiction étrangère)** (p. 1901) : son amendement rédactionnel n° 9; adopté - **Art. 14 (provocation d'un mineur au trafic de stupéfiants)** (p. 1902) : son amendement n° 10 : insertion de ces dispositions dans un article spécial du code pénal; adopté - **Art. 15 (exercice des droits reconnus à la partie civile par certaines associations)** : ses amendements n° 11 et n° 12 : correction d'une erreur matérielle; et n° 13 de coordination; adoptés - **Après l'art. 15** (p. 1903, 1904) : s'oppose aux amendements de M. Gérard Larcher n° 27 (incrimination des organisations criminelles) et n° 26 (mention dans l'intitulé du titre II de la criminalité organisée). Délit d'association de malfaiteurs - **Intitulé du projet de loi** (p. 1905) : accepte l'amendement n° 14 du Gouvernement (nouvelle rédaction "Projet de loi relatif à la lutte contre le blanchiment, le trafic des stupéfiants et à la coopération internationale en matière de saisie et de confiscation des produits du crime"). Son amendement rédactionnel n° 1 ; devenu sans objet.

- **Projet de loi relatif à l'action de l'Etat dans les plans de redressement du Crédit Lyonnais et du Comptoir des Entrepreneurs.** [n° 0003 (95-96)] - (31 octobre 1995) - **Art. 19 (responsabilité financière des dirigeants d'entreprises publiques)** (p. 2372, 2373) : son amendement de suppression n° 6 ; retiré. Imprécision de cet article et interrogation sur son utilité.

- **Conclusions du rapport de M. Pierre Fauchon, fait au nom de la commission des lois, sur : la proposition de loi (n° 406, 94-95) de M. Jacques Larché déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à la responsabilité pénale des élus locaux pour des faits d'imprudence ou de négligence commis dans l'exercice des fonctions ; la proposition de loi (n° 255, 94-95) de M. Claude Huriet relative à la protection pénale des exécutifs locaux à raison des actes commis dans l'exercice de leurs fonctions ; et la proposition de loi (n° 361, 94-95) de M. Hubert Haenel déposée avec plusieurs de ses collègues, visant à étendre aux districts les règles applicables à la responsabilité des syndicats de communes pour les accidents survenus aux membres de leur comité et à leur président, en complétant l'article L.164-5 du code des communes.** [n° 406-255-361 (94-95)] - Suite de la discussion - (14 novembre 1995) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 2503) : utilité de ce dispositif. Remplacement d'une interprétation "in abstracto" par une appréciation "in concreto" par le juge. Interrogations sur la suite de l'examen de ce texte à l'Assemblée nationale. Texte de loi attendu par les élus locaux et les fonctionnaires. Le groupe centriste votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi organique pris pour l'application des dispositions de la loi constitutionnelle n° 95-880 du 4 août 1995 qui institue une session parlementaire ordinaire unique** [n° 0027 (95-96)] - (15 novembre 1995) - Rapporteur de la commission des lois - **Discussion générale - commune avec celle du projet de loi n° 28 (95-96)** (p. 2573) : révision constitutionnelle et dispositions relatives à la session parlementaire unique. Durée du mandat des assemblées parlementaires. (p. 2574) : propose d'adopter définitivement le projet de loi organique. **Projet de loi ordinaire** : suppression d'un certain nombre de rapports et dispositions relatives au régime de l'inviolabilité parlementaire. Procédure légale de présentation des demandes de levée d'immunité parlementaire. Sous réserve

de l'adoption de ses amendements, propose au Sénat d'adopter le projet de loi ordinaire.

- **Projet de loi pris pour l'application des dispositions de la loi constitutionnelle n° 95-880 du 4 août 1995 qui instituent une session parlementaire ordinaire unique [n° 0028 (95-96)]** - (15 novembre 1995) - Rapporteur de la commission des lois - **Discussion générale - commune avec celle du projet de loi organique n° 27 (95-96) - Voir intervention sous le projet de loi organique n° 27 (p. 2573, 2574) - Après l'art. 1er (p. 2577) :** son amendement n° 1 : consécration légale de la coutume relative à la transmission des autorisations d'arrestation ou de toute mesure privative ou restrictive de liberté susceptible d'être prises à l'encontre d'un sénateur ; adopté. Formulation de la demande d'autorisation par le juge compétent pour ordonner la mesure ou le procureur compétent pour la requérir - **Art. 5 (date de dépôt de rapports et de documents d'information institué par différentes dispositions législatives)** (p. 2579, 2580) : ses amendements n° 2 : suppression du rapport sur l'état des régions sahariennes ; et n° 3 : suppression du rapport des commissions départementales de report d'incorporation ; adoptés - **Après l'art. 5 :** son amendement n° 4 : remplacement de la référence à la première ou à la seconde session du Parlement par la référence à la session ordinaire du Parlement dans l'ensemble des dispositions législatives ; adopté - **Intitulé du projet de loi :** son amendement n° 5 : mention de l'inviolabilité parlementaire ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Discussion des articles de la première partie :

- **Suite de la discussion** - (23 novembre 1995) - **Art. 6 (réforme de la transmission d'entreprise)** (p. 2804, 2805) : ses amendements n° I-8 : acte notarié pour les donations et les donations-partages conformément aux dispositions du code civil ; retiré ; et n° I-9 : acte notarié pour les donations conformément aux dispositions du code civil ; adopté - **Après l'art. 11 (p. 2851) :** soutient l'amendement n° I-13 de M. Xavier de Villepin (exonération totale de la taxe professionnelle pour les installations et les matériels affectés à la lutte contre la pollution).

Deuxième partie :

Justice

- (27 novembre 1995) (p. 3185, 3186) : loi de programme pluriannuel pour la justice du 6 janvier 1995. Conseil supérieur de la magistrature, CSM. Juges auprès des cours d'appel. Aide juridique. Carte judiciaire. Délinquance juvénile. Protection judiciaire de la jeunesse. Vote de ce projet de budget par le groupe de l'Union centriste.

Intérieur, réforme de l'Etat, décentralisation et citoyenneté

- (2 décembre 1995) (p. 3597, 3598) : efficacité des services de police. Police scientifique et technique. Plan Vigipirate. Loi d'orientation et de programmation relative à la sécurité. Coordination des différents services de police. Recrutement de personnels administratifs. Lutte contre le trafic de drogue. Immigration clandestine. Le groupe de l'Union centriste votera ce projet de budget. Administration territoriale du ministère de l'intérieur. Modernisation des préfetures. Police municipale. Entreprises de sécurité et de gardiennage. Sécurité civile. Volontariat des sapeurs-pompiers. Dépenses des services d'incendie.

Articles non rattachés :

- (9 décembre 1995) - **Après l'art. 59 quinquies** (p. 4182, 4183) : ses amendements n° II-120 et n° II-121 : exonération des bases de la taxe professionnelle accordée aux matériels de lutte contre la pollution et aux équipements de sécurité ; retirés. Situation des collectivités locales. Coût des normes obligatoires pour les entreprises - **Après l'art. 59 nonies** (p. 4209) : son amendement n° II-117 : consolidation au niveau du groupe de la base sur laquelle est assise la contribution ; retiré.

I

IDRAC (Anne-Marie), secrétaire d'Etat aux transports.

dans le Gouvernement Juppé le 18 mai 1995 (JO Lois et décrets du 19 mai 1995).

Fin de ses fonctions ministérielles (démission du Gouvernement le 7 novembre 1995) (JO Lois et décrets du 8 novembre 1995).

puis, *secrétaire d'Etat aux transports* dans le deuxième Gouvernement Juppé le 7 novembre 1995 (JO Lois et décrets du 8 novembre 1995).

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi relatif aux transports [n° 0383 (94-95)] (19 juillet 1995) - Transports.

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 189 de Mme Marie-Claude Beaudeau : **Aéroports (Extension de l'aéroport Charles-de-Gaulle à Roissy (Val-d'Oise))** (JO Débats du 30 juin 1995) (p. 826).

n° 217 de M. Roger Husson : **Trains à grande vitesse (TGV) (Etat d'avancement du projet de TVG-Est)** (JO Débats du 24 novembre 1995) (p. 106).

n° 215 de M. Georges Othily : **Transports aériens (Attribution des subventions du fonds de péréquation des transports aériens)** (JO Débats du 13 décembre 1995) (p. 4255).

n° 222 de M. Roland Courteau : **Catastrophes naturelles (Travaux d'aménagement destinés à réduire les conséquences des crues de l'Aude)** (JO Débats du 13 décembre 1995) (p. 4251).

n° 223 de M. Nicolas About : **Transports (Conditions de créations et d'extensions de réseaux de transport en Ile-de-France)** (JO Débats du 13 décembre 1995) (p. 4255).

n° 225 de M. Alain Vasselle : **Logement (Assouplissement des conditions d'accès aux prêts pour l'acquisition de logements anciens)** (JO Débats du 13 décembre 1995) (p. 4254).

n° 218 de M. Christian Bonnet : **Transports maritimes (Adaptation de la réglementation française concernant la sécurité des navires à passagers)** (JO Débats du 20 décembre 1995) (p. 4420).

n° 227 de M. Philippe Marini : **Animaux (Evolution des missions et du statut juridique du service des haras)** (JO Débats du 20 décembre 1995) (p. 4423).

n° 228 de M. Jean Boyer : **Routes (Relance de l'investissement routier)** (JO Débats du 20 décembre 1995) (p. 4421).

n° 230 de Mme Anne Heinis : **Société nationale des chemins de fer français (SNCF) (Desserte ferroviaire des quatre gares situées entre Caen et Cherbourg)** (JO Débats du 20 décembre 1995) (p. 4422).

n° 238 de Mme Marie-Claude Beaudeau : **Aéroports (Devenir de l'aéroport Charles-de-Gaulle à Roissy (Val-d'Oise))** (JO Débats du 24 janvier 1996) (p. 107).

n° 240 de M. Jean-Paul Delevoye : **Logement social (Conséquences de l'annulation de crédits PLA et PALULOS pour la région Pas-de-Calais)** (JO Débats du 24 janvier 1996) (p. 110).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux transports [n° 0383 (94-95)] - (18 octobre 1995) - Discussion générale (p. 1914, 1915) :** renforcement de la sécurité en mer. Incinération en mer. Navire sous pavillon français. Transport aérien et renforcement des dispositifs de contrôle. Modifications du code de l'aviation civile. Conseil d'administration du groupe Air France. Sécurité routière. (p. 1926, 1927) : taxe de sûreté. Pavillon "Kerguelen". Ports. Transport fluvial. Transport combiné. Débat sur les questions relatives au transport. Problèmes d'environnement. Sécurité routière et formation. Transport d'enfants. Développement aéroportuaire national - **Demande de réserve :** accepte la demande de réserve des articles 1er, 2 et 3 formulée par M. Félix Leyzour - **Après l'art. 3 :** son amendement n° 73 : transport maritime du charbon ; adopté - **Art. 4 (extension de l'application de la législation sur le transport de matières dangereuses)** (p. 1928, 1929) : sur les amendements de la commission, accepte le n° 3 de coordination et s'oppose au n° 4 (rectification d'une erreur matérielle) - **Après l'art. 4 :** accepte l'amendement n° 67 de Mme Anne Heinis (publication des décisions de justice en matière de pollution maritime) - **Art. 5 (refonte de la loi du 7 juillet 1976 réprimant les opérations d'incinération en mer)** (p. 1930) : accepte les amendements de la commission n° 82 rédactionnel et n° 5 de coordination - **Art. 6 (autorisation d'accès à bord et pouvoir de constatation des infractions des inspecteurs des affaires maritimes)** (p. 1931) : accepte l'amendement de précision n° 68 de Mme Anne Heinis. Sur les amendements de la commission, accepte les n° 6 rédactionnel, n° 8 de précision et s'oppose au n° 7 (libre accès à bord des navires pour les gendarmes maritimes).

- **Suite de la discussion - (19 octobre 1995) - Après l'art. 6 (p. 1941) :** accepte l'amendement n° 69 de Mme Anne Heinis (responsabilité pénale des personnes morales en matière de pollution maritime) - **Art. 7 (pouvoirs des inspecteurs des affaires maritimes en matière de pêche maritime)** (p. 1942) : accepte les amendements n° 47 de M. Philippe François (agents habilités) et n° 9 de précision de la commission - **Art. 8 (rôle des inspecteurs des affaires maritimes, substitution du service au quartier)** (p. 1943) : s'oppose à l'amendement n° 48 de M. Philippe François (chef du service des affaires maritimes territorialement compétent) - **Art. 10 (constatation des infractions à la loi réprimant la pollution de la mer par les hydrocarbures)** (p. 1944) : accepte les amendements de coordination n° 10 de la commission et rédactionnel n° 70 de Mme Anne Heinis - **Art. 11 (constatation des infractions à la loi relative à la prévention et à la répression de la pollution marine)** (p. 1945) : accepte les amendements n° 51 de M. Philippe François (agents

habilités), n° 71 rédactionnel de Mme Anne Heinis et n° 11 de coordination de la commission - **Art. 12 (autorités habilitées à rechercher et constater les infractions en matière d'incinération en mer)** (p. 1946) : accepte les amendements n° 52 de M. Philippe François (agents habilités), n° 72 rédactionnel de Mme Anne Heinis et n° 12 de coordination de la commission - **Art. 14 (autorités habilitées en matière d'infractions à la loi relative à l'exploration du plateau continental)** (p. 1947) : sur les amendements de M. Philippe François, accepte le n° 54 (agents habilités) et demande le retrait du n° 53 (chef du service des affaires maritimes). Accepte également l'amendement de précision n° 13 de la commission - **Art. 15 (autorités habilitées à constater les infractions à la loi relative à la prospection, à la recherche et à l'exploitation des substances minérales)** : accepte l'amendement de précision n° 14 de la commission - **Art. 16 (autorités habilitées à constater les infractions à la loi sur l'exploitation des grands fonds marins)** (p. 1948) : accepte l'amendement de précision n° 15 de la commission - **Art. 17 (autorités habilitées à constater les infractions à la loi relative aux biens culturels maritimes)** : accepte l'amendement de précision n° 16 de la commission - **Art. 18 (autorités habilitées à constater les infractions à la police des épaves maritimes)** : accepte l'amendement n° 17 de la commission (nouvelle rédaction) - **Art. 1er (précédemment réservé le 18 octobre 1995, p. 1927) (francisation des navires)** (p. 1949) : s'oppose à l'amendement n° 58 de M. Félix Leyzour (navires appartenant à des propriétaires installés hors de l'Union européenne et des Etats Parties à l'accord sur l'Espace économique européen) - **Art. 2 (précédemment réservé le 18 octobre 1995, p. 1927) (harmonisation des règles de francisation figurant au code des douanes)** (p. 1952) : s'oppose à l'amendement n° 59 de M. Félix Leyzour (refus d'introduire cette nouvelle disposition dans le code des douanes) - **Art. 3 (précédemment réservé le 18 octobre 1995, p. 1927) (harmonisation des règles relatives aux transports maritimes d'intérêt national avec le traité de Rome)** (p. 1953) : accepte les amendements rédactionnels de la commission n° 1 et n° 2 - **Art. 19 (adaptation du code du travail maritime au principe de la circulation des travailleurs dans la Communauté européenne)** : son amendement rédactionnel n° 74 ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 60 de M. Félix Leyzour (débarquement des marins). (p. 1954) : accepte les amendements de la commission n° 18 rédactionnel et n° 19 de coordination. S'oppose à l'amendement n° 61 de M. Félix Leyzour (contrôle de la législation du travail maritime) - **Art. 22 (conditions d'immatriculation des navires au registre des Terres australes et antarctiques françaises, TAAF)** (p. 1956) : accepte les amendements rédactionnels de la commission n° 20 et n° 21 et s'oppose aux amendements de M. Félix Leyzour n° 62 de suppression, n° 63 (normes sociales obligatoires applicables à l'ensemble des marins embarqués sur des navires de commerce), n° 64 et n° 65 (code du travail maritime et régime de protection sociale applicables aux marins embarqués à bord des navires immatriculés au registre des TAAF) - **Art. 23 (modifications de la première partie du code de l'aviation civile)** (p. 1960) : développement maîtrisé de l'aéroport de Roissy. "Contrat de maîtrise des nuisances". Valorisation des aéroports de province existants. Aménagement du territoire. Mise en oeuvre du fonds de péréquation du transport aérien. (p. 1961) : accepte les amendements de la commission, rédactionnels n° 22 et n° 25, de cohérence n° 23 ainsi que les n° 24 (intervention des officiers et agents de police judiciaire) et n° 26 (correction d'une erreur matérielle). (p. 1962, 1963) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 27 de la commission (procédure de contrôle des bagages). S'oppose à l'amendement n° 66 de M. Félix Leyzour (contrôle dans les aéroports effectué uniquement par des agents du service public) et accepte les amendements de la commission n° 83 (correction d'un pléonasme) et n° 29 (responsabilité des agents de fret aérien). Son amendement n° 75 : notion d'expéditeur connu pour le fret aérien ; adopté. Sur ce dernier, accepte le sous-amendement n° 87 de la commission. Son amendement n° 76 : contrôle du fret étendu à tous les types de vol ; adopté. (p. 1964) : accepte les

amendements de la commission n° 32 (suppression d'une précision), n° 31 rédactionnel et n° 30 de cohérence. (p. 1965) : accepte les amendements de la commission n° 84 (procédure de sûreté adaptée à la situation des transporteurs aériens et des agents de fret et libre choix de mesures pour le transport du fret domestique), n° 33 (simplification de rédaction et insertion du règlement communautaire n° 2407/92 du 23 juillet 1992), n° 34 (simplification d'écriture du texte), n° 35 (délimitation de la portée d'un visa) et n° 36 de cohérence - **Art. 24 (mise à jour de la loi relative à la démocratisation du secteur public)** (p. 1966) : accepte l'amendement n° 37 de la commission (conseil d'administration du "groupe Air France S.A.") - **Art. 25 (exclusion de Saint-Pierre-et-Miquelon du champ d'application de certaines des nouvelles dispositions du code de l'aviation civile)** (p. 1967) : accepte l'amendement n° 38 de la commission (spécificité de Saint-Pierre-et-Miquelon) - **Art. 26 (adaptations du code de la route)** (p. 1968) : accepte les amendements de la commission n° 39 (accompagnateur d'élève conducteur), n° 85 de précision, n° 46 rédactionnel et n° 41 de coordination. Ses amendements n° 78 : suppression de la référence à un article de code ; et n° 79 de coordination ; adoptés. (p. 1969) : accepte les amendements de la commission n° 86 (état d'ivresse manifeste et accompagnateur d'un élève conducteur) et n° 42 rédactionnel. Son amendement n° 80 : suppression de la référence à un article de code ; adopté. Intervient sur l'amendement n° 43 de la commission (brevet de sécurité routière) - **Après l'art. 26 (p. 1970, 1971) : son amendement n° 81 : réparation et vente de véhicules accidentés cédés à l'assureur ; adopté - Division et article additionnels après l'art. 26 : demande le retrait de l'amendement n° 45 de la commission (fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables).**

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Aménagement du territoire, équipement et transports - I - Urbanisme et services communs

- (5 décembre 1995) (p. 3753, 3754) : modernisation des services du ministère. Réduction d'effectifs et redéploiement. Rapprochement entre les directions départementales de l'équipement et de l'agriculture. Formation. Réforme de la direction de l'architecture et de l'urbanisme. Renforcement des missions d'aménagement et d'urbanisme. Création d'un service économique et statistique. Fonds régionaux d'aide au conseil pour les entreprises. (p. 3761, 3762) : transfert de l'enseignement de l'architecture au ministère de la culture. Financement des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement, CAUE. Clarification des règles d'urbanisme. Mise en place des documents d'urbanisme. Entrées de ville. Quasi-stabilisation des effectifs du ministère. Relations entre les conseils généraux et les services du ministère - **Examen des crédits - Avant la division II - Avant l'art. 61 (p. 3763) : s'oppose à l'amendement n° II-63 de M. Jacques Larché (réduction de moitié du taux de la taxe sur les bureaux prévue par l'article 231 ter du code général des impôts dans les zones rurales d'Ile-de-France).** (p. 3764, 3765) : s'oppose aux amendements de Mme Josette Durrieu n° II-32 (élargissement de l'assiette de la taxe pour le financement des dépenses des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement, CAUE, aux travaux de réhabilitation), n° II-33 (élargissement de l'assiette de cette même taxe aux constructions destinées à être affectées à un service public) et n° II-34 (relèvement du plafond de la taxe pour le financement des dépenses des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement, CAUE). Réflexion d'ensemble sur ce sujet à la suite du rapport Vigouroux. Caractère prématuré de ces dispositions.

Aménagement du territoire, équipement et transports - II
- Transports - 1. Transports terrestres - 2. Routes - 3.
Sécurité routière

- (5 décembre 1995) (p. 3766, 3767) : politique de transports dynamique et équilibrée. Elaboration des schémas prévus par la loi sur le développement et l'aménagement du territoire. Légère augmentation de ce budget. Graves difficultés de la SNCF. Contrat de plan SNCF : statut ; régime spécifique de retraite. Maintien des lignes de chemin de fer existantes. Engagements de la SNCF. Services régionaux de voyageurs. Engagements de l'Etat. (p. 3768, 3769) : transports collectifs de province et d'Ile-de-France. Transport combiné de marchandises. Contrat de progrès du transport routier. Voies navigables de France. Budget des routes. Modernisation, extension et entretien du patrimoine routier. Sécurité routière. Formation des transporteurs routiers. Seuil d'alcoolémie. (p. 3785, 3786) : allègement de la dette de la SNCF. Transport de l'avenir. Statut de la SNCF et des cheminots. Cessions d'actifs immobiliers et de participations dans des sociétés sans lien avec le transport ferroviaire. Groupe GEODIS. Valorisation du patrimoine de la SNCF. TGV Est et financement. Schéma directeur des TGV. TGV Rhin-Rhône. Lignes traditionnelles et régionales. Ligne Paris-Bâle. Schéma directeur des lignes ferroviaires. Transport collectif régional. (p. 3787, 3788) : rééquilibrage des relations financières entre l'Etat et la région Ile-de-France. Voies navigables. Crédits d'entretien des routes. Contrats de plan Etat-régions. Doublement de la taxe sur les sociétés concessionnaires d'autoroutes. Programme autoroutier. Conseil de direction du Fonds de développement économique et social, FDES. Sécurité routière. Taux d'alcoolémie. Contrat de plan avec la région Midi-Pyrénées. Aménagement de la RN 19 en Haute-Saône. Estimations des travaux et engagements financiers des collectivités territoriales. Autoroute A 28.

Aménagement du territoire, équipement et transports - II
- Transports : 4. Transport aérien - 5. Météorologie -
Budget annexe de l'aviation civile

- (5 décembre 1995) - Examen des crédits - Etat C - Titre V (p. 3806) : libéralisation dans le domaine aérien. Transport aérien et problème du bruit.

- **Projet de loi relatif aux transports - Deuxième lecture** [n° 0106 (95-96)] - (19 décembre 1995) - **Discussion générale** (p. 4425) : secteur maritime. Francisation des navires. Sécurité en mer. Renforcement des pouvoirs de contrôle des agents de l'Etat. Secteur du transport aérien. Visite manuelle des bagages à main. Secteur routier. Secteur fluvial. Extension de la responsabilité de la Compagnie nationale du Rhône, CNR, à l'aménagement de la Saône. Contrôle de l'acquittement de la taxe hydraulique et d'un certain nombre de péages par de nouvelles catégories de personnels de l'établissement public Voies navigables de France. (p. 4432, 4433) : service public. Véhicules gravement accidentés. Contrôle des bagages à main. Grèves de la SNCF et de la RATP. Continuité des transports publics - **Art. 1er (francisation des navires)** (p. 4434) : s'oppose à l'amendement n° 5 de M. Félix Leyzour (suppression des trois derniers alinéas du texte proposé par le B du paragraphe I) - **Art. 5 (refonte de la loi du 7 juillet 1976 réprimant les opérations d'incinération en mer)** (p. 4436) : accepte l'amendement n° 1 de la commission (suppression de la mention déjà prévue du doublement des peines en cas de récidive) - **Demande de réserve** (p. 4437) : accepte la demande de réserve formulée par la commission des amendements n° 8, n° 9, n° 10 ainsi que celle du sous-amendement n° 11 qui visent à insérer des articles additionnels après l'art. 22 - **Art. 23 (modifications de la première partie, législative, du code de l'aviation civile)** (p. 4439, 4440) : sur les amendements de la commission, accepte le n° 3 (contenu du décret qui fixe les procédures de sûreté des vols pour l'expédition de fret ou de colis postaux) et s'oppose au n° 2 (visite manuelle des bagages de cabine) -

Après l'art. 22 (p. 4440, 4442) : ses amendements n° 9 : opérations de sécurité dans le domaine portuaire ; et n° 8 : insertion d'une division additionnelle intitulée "chapitre VII - Dispositions relatives aux ports maritimes" ; adoptés - **Art. 28 ("liaison Rhin-Rhône" - aménagement de la Saône de Laperrière à Lyon)** (p. 4443) : accepte l'amendement n° 4 de la commission (remplacement du mot "aménagement" par le mot "amélioration").

J

JARROT (André), sénateur (Saône-et-Loire) RPR.

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères.

Juge suppléant de la Haute Cour de justice.

Membre de la délégation parlementaire pour l'Union Européenne.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant amnistie [n° 0341 (94-95)] - Suite de la discussion - (19 juillet 1995) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 1176) : discussion longue et intéressante. Eléments positifs de ce texte.**

JEAMBRUN (Pierre), sénateur (Jura) RDE, puis RDSE.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Délégué titulaire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 19 octobre 1995).

Membre suppléant du Conseil supérieur de l'aviation marchande.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom des députés élus par le Sénat, sur les travaux de la délégation française à l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale au cours de la 40ème session ordinaire (1994) de cette assemblée, adressé à M. le Président du Sénat, en application de l'article 108 du Règlement [n° 0260 (90-91)] (20 avril 1991) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 avril 1995) - Europe.

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires culturelles, à la suite d'une mission d'information effectuée du 18 au 28 septembre 1994 aux Etats-Unis, chargée d'étudier le développement aux Etats-Unis des nouveaux services de communication audiovisuelle ainsi que l'industrie "multimédia" [n° 0245 (94-95)] (5 avril 1995) - Etats-Unis d'Amérique.

JOLIBOIS (Charles), sénateur (Maine-et-Loire) RI.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois, à la suite de la mission d'information sur le respect de la présomption d'innocence et le secret de l'enquête et de l'instruction [n° 0247 (94-95)] (7 avril 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 avril 1995) - Justice.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 378 (94-95)] présentée par M. Michel Dreyfus-Schmidt, Mmes Françoise Seligmann, Josette Durrieu et les membres du groupe socialiste, apparenté et rattachés, autorisant un accès direct à leur dossier des personnes mises en examen [n° 0114 (95-96)] (6 décembre 1995) - Justice.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique, modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire et abrogeant les dispositions relatives à la Communauté et les dispositions transitoires [n° 0374 (94-95)] - Suite de la discussion - (25 juillet 1995) - Après l'art. 3 bis (p. 1461, 1462) : se déclare favorable à l'amendement n° 9 de la commission (possibilité pour l'assemblée de se prononcer sur une motion de la commission approuvée par la majorité des membres qui la composent, tendant à l'adoption du texte en discussion modifié par les amendements proposés ou acceptés par la commission, le rejet de la motion entraînant le passage à la discussion des articles). Publicité des travaux de la commission. Composition de la commission à la proportionnelle des groupes. Renvoi à une loi organique - Art. 6 (par priorité) (le nouveau régime de l'inviolabilité parlementaire) (p. 1469) : se déclare favorable à l'amendement n° 11 de la commission (autorisation préalable pour les mesures privatives ou restrictives de liberté ainsi que pour toutes les poursuites engagées contre un parlementaire, durée de la suspension). Principe de l'immunité parlementaire, conséquence du principe de la séparation des pouvoirs. Crainte d'une généralisation des cas d'examen du dossier d'instruction. Violation du secret de l'instruction.**

- **Proposition de loi autorisant un accès direct à leur dossier des personnes mises en examen [n° 0378 (94-95)] - (12 décembre 1995) - Rapporteur de la commission des lois - Discussion générale (p. 4259, 4260) : proposition de loi de M. Michel Dreyfus-Schmidt et des membres du groupe socialiste. Mission d'information sur le respect de la présomption d'innocence et le secret de l'instruction. Jurisprudence de la Cour de cassation. Arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme. Prise en considération de la nature des pièces et du délit. Respect du secret de l'instruction et de la présomption d'innocence.**

JOLY (Bernard), sénateur (Haute-Saône) RDSE.

Elu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Juge suppléant de la Cour de Justice de la République (JO Lois et décrets du 27 octobre 1995).

Membre titulaire du Conseil national des transports (JO Lois et décrets du 26 octobre 1995).

Membre titulaire de la Commission consultative chargée d'émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension (JO Lois et décrets du 24 novembre 1995).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 4 (JO Débats du 20 octobre 1995) (p. 1976) - Ministère : Tourisme - *Industrie hôtelière* - Réponse le 20 octobre 1995 (p. 1976) - *Hôtels et restaurants*

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la partie législative du code général des collectivités territoriales [n° 226(1994-1995)]** - (24 octobre 1995) (p. 2008, 2009) : démarche de codification. Codification à droit constant. Substitution du vote parlementaire à la codification par décret. Vote de ce projet de loi par le groupe du RDSE.

- **Conclusions du rapport de M. Pierre Fauchon, fait au nom de la commission des lois, sur : la proposition de loi (n° 406, 94-95) de M. Jacques Larché déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à la responsabilité pénale des élus locaux pour des faits d'imprudence ou de négligence commis dans l'exercice des fonctions ; la proposition de loi (n° 255, 94-95) de M. Claude Huriet relative à la protection pénale des exécutifs locaux à raison des actes commis dans l'exercice de leurs fonctions ; et la proposition de loi (n° 361, 94-95) de M. Hubert Haenel déposée avec plusieurs de ses collègues, visant à étendre aux districts les règles applicables à la responsabilité des syndicats de communes pour les accidents survenus aux membres de leur comité et à leur président, en complétant l'article L.164-5 du code des communes [n° 406-255-361 (94-95)]** - (26 octobre 1995) - **Discussion générale** (p. 2304, 2306) : nombreux exemples de mise en cause pénale d'élus locaux. Bilan de l'évolution de la législation relative à la responsabilité pénale des élus depuis le siècle dernier. Loi du 18 juillet 1974 relative à la mise en cause pénale des maires. Reconnaissance dans le nouveau code pénal d'un délit d'imprudence ou de négligence. Responsabilité pénale des personnes morales. Poids des obligations juridiques des élus locaux. Manque de moyens des collectivités locales. Mise en cause pénale due à la méconnaissance des textes légaux. Assimilation de l'élu local à un chef d'entreprise par les tribunaux. Réduction du nombre des mises en cause pénales d'élus locaux visés par cette réforme. Question de l'interprétation de la notion de "diligences normales". Appréciation "in concreto" de la faute d'imprudence ou de négligence. Place d'une disposition relative à la responsabilité pénale des collectivités territoriales. Approbation avec la majorité des membres du Rassemblement démocratique et social européen de la proposition de loi présentée par le groupe de travail.

- **Projet de loi modifiant la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques [n° 0014 (95-96)]** - (15 novembre 1995) - **Discussion générale** (p. 2562) : mise en place du Conseil national des barreaux par la loi du 31 décembre 1990 créant la nouvelle profession d'avocat. (p. 2563) : modification du mode de désignation des membres du Conseil national des barreaux. Election au suffrage direct et équilibre entre le barreau de Paris et les barreaux de province. (p. 2564) : prorogation du régime transitoire d'exercice de la consultation juridique et de la rédaction d'actes sous seing privé. Difficultés rencontrées par les avocats. Demande la suppression de la faculté offerte à un professionnel non juriste de donner des consultations juridiques. Dans sa très grande majorité, le groupe du RDSE votera ce projet de loi - **Art. 3 (consultation juridique et rédaction d'actes sous seing privé)** (p. 2570) : son amendement de suppression n° 2 ; adopté. Protection de l'intérêt des justiciables et des professionnels.

- Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]

Discussion des articles de la première partie :

- (22 novembre 1995) - **Art. 5 (actualisation du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune et limitation des effets du plafonnement en fonction du revenu)** (p. 2774) : son amendement n° I-217 : suppression du paragraphe IV de l'article 5 relatif au plafonnement de l'impôt de solidarité sur la fortune ; retiré.

- **Suite de la discussion** - (24 novembre 1995) - **Après l'art. 14 ter** (p. 2962, 2964) : son amendement n° I-259 : application d'un taux intermédiaire de 12,5 % à la restauration ; rejeté. Difficulté de la restauration traditionnelle soumise à un taux de 20,6 % et les "fast food" taxés à 5,5 %. Dérogation européenne. Emploi.

Deuxième partie :

Agriculture, pêche et alimentation

- (28 novembre 1995) (p. 3302, 3303) : programmes d'orientation financés par l'ONILAIT, Office interprofessionnel du lait et des produits laitiers. Calcul des cotisations sociales. Communes forestières.

Tourisme

- (30 novembre 1995) (p. 3470, 3471) : modifications des pratiques touristiques. Fonds national d'aménagement et de développement du territoire. Tourisme à la ferme. Tourisme fluvial. Transmission d'entreprises hôtelières. Assistance aux établissements hôteliers en difficulté. Mesures d'ordre économique et social dans le secteur de l'hôtellerie. Plan tourisme-emploi. Taux intermédiaire de TVA.

Education nationale, enseignement supérieur, recherche et insertion professionnelle - II - Enseignement supérieur

- (4 décembre 1995) (p. 3717) : revalorisation souhaitable du travail manuel. Sélection dans les IUT. Course aux diplômes, conséquence de la crise de l'emploi. Information et orientation. Formation continue. (p. 3718) : autonomie des universités.

Education nationale, enseignement supérieur, recherche et insertion professionnelle - III - Recherche

- (4 décembre 1995) (p. 3743) : recherche dans les autres pays industrialisés. (p. 3744) : priorité donnée aux technologies de l'information, aux biotechnologies et aux nouveaux matériaux et techniques de construction. Investissements américains dans la recherche. Système de communication par satellite imposé par Microsoft. Eléments chiffrés. Réduction de l'écart entre les autorisations de programme et les crédits de paiement. Régionalisation des dotations par l'Etat et Franche Comté. Intérêt de ce présent projet de budget.

Aménagement du territoire, équipement et transports - II - Transports - 1. Transports terrestres - 2. Routes - 3. Sécurité routière

- (5 décembre 1995) (p. 3778, 3779) : projet de budget maintenu au niveau de 1995. Modernisation et adaptation du réseau ferroviaire. TGV Rhin-Rhône et schéma "Franche

Comté 2005". Avenir de la ligne Paris-Bâle. Liaison Langres-Vesoul.

Aménagement du territoire, équipement et transports - III - Aménagement du territoire

- (5 décembre 1995) (p. 3830, 3831) : historique de l'aménagement du territoire. Examen global du budget. Polyvalence des services publics et privés. Axes de communication. Zones de revitalisation rurale. Pénurie de logements locatifs. Tourisme vert. Disparité des ressources des collectivités territoriales. Exemple de l'Allemagne.

Travail, dialogue social et participation

- (8 décembre 1995) (p. 4013, 4014) : emploi. Travail indépendant. Allègement des charges. Formation professionnelle initiale des jeunes. Le groupe du RDSE votera ce projet de budget.

- **Projet de loi modifiant la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques - Deuxième lecture [n° 0153 (95-96)]** - (21 décembre 1995) - Art. 3 (p. 4663, 4664) : remerciements au Garde des Sceaux. Avec ses collègues du groupe du Rassemblement démocratique et social européen, votera cet article.

JOURDAIN (André), sénateur (Jura) RPR.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire du Conseil national de la montagne.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la mutualité (JO Lois et décrets du 1er novembre 1995).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant le contrat initiative-emploi (27 juillet 1995).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à instituer des conventions de coopération entre les employeurs et les ASSEDIC [n° 0248 (94-95)] (12 avril 1995) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 avril 1995) - Emploi.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours [n° 0217 (94-95)] - Suite de la discussion - (28 juin 1995) - Après l'art. 4 (p. 704) :** son amendement n° 85 : possibilité pour le maire de solliciter les sapeurs-pompiers résidant dans la commune pour des activités d'intérêt général ou humanitaire ; retiré. (p. 705) : possibilité de faire appel aux sapeurs-pompiers en accord avec le chef des services départementaux dans le cadre de conventions - **Art. 5 (composition du corps départemental de sapeurs-pompiers)** (p. 707) : son amendement n° 86 : procédure de rattachement au corps départemental ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion - (29 juin 1995) - Art. 16 (mise à disposition de biens à titre gratuit)** (p. 736, 737) : soutient les amendements de M. Alain Vasselle n° 106, de précision, et n° 107 (prise en charge des impôts locaux dans la

convention) - **Intitulé du chapitre IV (précédemment réservé p. 748) (les contributions financières des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale au budget du service départemental d'incendie et de secours)** (p. 754) : soutient, sur l'amendement de la commission saisie pour avis n° 35 (nouvelle rédaction), le sous-amendement n° 91 de M. Jean Pépin - **Art. 40 (droit à la formation des sapeurs-pompiers volontaires)** (p. 755) : son amendement n° 87 : élaboration d'un plan de formation des sapeurs-pompiers ; retiré.

- **Projet de loi instituant le contrat initiative-emploi [n° 0358 (94-95)] - (19 juillet 1995) - Discussion générale - commune avec celle du projet de loi n° 368 (94-95) - (p. 1237, 1239) :** lutte contre le chômage et l'exclusion. Contrat initiative-emploi, CIE. Exonération des charges sociales. Cotisations d'allocations familiales. Convention de coopération entre les chefs d'entreprises et l'ASSEDIC. Se déclare favorable à ce texte sous réserve de quelques modifications.

- **Projet de loi relatif à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale [n° 0368 (94-95)] - (19 juillet 1995) - Discussion générale - commune avec celle du projet de loi n° 358 (94-95) - Voir intervention sous le projet de loi n° 358 (p. 1237, 1239).**

- **Projet de loi instituant le contrat initiative-emploi [n° 0358 (94-95)] - Suite de la discussion - (20 juillet 1995) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 1291) :** chômage de longue durée. Le groupe du RPR votera ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale [n° 0368 (94-95)] - Suite de la discussion - (20 juillet 1995) - Art. 1er (réduction de charges sociales patronales sur les bas salaires)** (p. 1296) : son amendement n° 5 : autre mode de calcul des exonérations qui n'entraînent pas de variations mensuelles ; retiré - **Après l'art. 1er (p. 1301) :** son amendement n° 6 : possibilité pour tout employeur qui augmente ses effectifs de 10 % de déduire des cotisations d'assurance chômage le montant des salaires bruts des employés ainsi embauchés ; retiré.

- **Proposition de loi relative aux garanties offertes aux donateurs quant à l'utilisation des fonds collectés grâce à la générosité publique [n° 0343 (94-95)] - (26 octobre 1995) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 2277, 2278) :** qualités du texte présenté. Avec le groupe du RPR, votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes [n° 0002 (95-96)] - (9 novembre 1995) - Discussion générale (p. 2459, 2460) :** conséquences du vieillissement de la population. Dérive de l'allocation compensatrice pour tierce personne. Gestion et financement du nouveau dispositif. Maintien à domicile et hébergement en établissement. Intervention indispensable d'une tarification. Rôle des maires. Récupération sur succession et obligation alimentaire. Nécessité d'encourager la solidarité familiale.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Agriculture, pêche et alimentation

- (28 novembre 1995) - **Examen des crédits - Art. 60 (bonification de la contribution des collectivités locales aux frais d'entretien des forêts)** (p. 3327) : son amendement, soutenu par M. Gérard Braun, n° II-2, identique à l'amendement n° II-21 de la commission (montant de la redevance pour frais de garderie des forêts).

Travail, dialogue social et participation

- (8 décembre 1995) (p. 4014, 4016) : apprentissage. Contrat initiative-emploi, CIE. Diminution du coût du travail. Aide pour l'emploi des jeunes, APEJ. Aide aux chômeurs, créateurs et repreneurs d'entreprises, ACCRE. Indemnisation du chômage. Cotisations ASSÉDIC. Le groupe du RPR votera ce projet de budget.

JOXE (Pierre), *Premier président de la Cour des comptes.*

INTERVENTIONS

- **Dépôt du rapport annuel de la Cour des comptes** - (25 octobre 1995) (p. 2246, 2247) : dépôt sur le bureau du Sénat du rapport public annuel de la Cour des comptes. Volonté de mettre à la disposition du Parlement les outils lui permettant d'apprécier la situation des finances publiques et sociales. Etroite collaboration entre la Cour des comptes et le Sénat.

JOYANDET (Alain), *sénateur (Haute-Saône) RPR.*

Elu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Institut national de l'audiovisuel (JO Lois et décrets du 22 décembre 1995).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 10 (JO Débats du 8 décembre 1995) (p. 3940) - Ministère : Action humanitaire - *Aide aux sans-abri* - Réponse le 8 décembre 1995 (p. 3940) - *Sans domicile fixe*

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996** [n° 0076 (95-96)]

Deuxième partie :

Communication

- (7 décembre 1995) (p. 3916, 3918) : audiovisuel public. France Télévision. Télévision régionale. France 3. Responsabilités de la télévision publique. Conseil supérieur de l'audiovisuel, CSA. Directive "Télévision sans frontière". Quotas. Marché mondial de l'audiovisuel. Télévision numérique. Satellite ASIAT. Audiovisuel extérieur de la France. Vote de ces crédits par le groupe du RPR.

JUNG (Louis), *sénateur (Bas-Rhin) UC.*

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères.

Délégué titulaire du Conseil de l'Europe et de l'Union de l'Europe occidentale.

DÉPÔTS

Rapport d'information fait, au nom des délégués élus par le Sénat, sur les travaux de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe au cours de la session ordinaire -1994- de cette Assemblée, adressé à M. le Président du Sénat, en application de l'article 108 du Règlement [n° 0302 (94-95)] (7 juin 1995) - Europe.

Proposition de loi visant à modifier la loi du 8 janvier 1993 relative à la législation funéraire [n° 0305 (94-95)] (8 juin 1995) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 7 juin 1995) - Cimetières et pompes funèbres.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique modifiant la loi n° 88-1028 du 9 novembre 1988 portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998 et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer** [n° 0169 (94-95)] - (11 janvier 1995) - Avant l'art. 16 (p. 142) : se déclare favorable à l'amendement n° 5 de M. Daniel Millaud (définition du domaine public maritime).

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement - Deuxième lecture** [n° 0139 (94-95)] - (16 janvier 1995) - Art. 29 (*compétence des départements en matière d'espaces naturels sensibles*) (p. 387) : intervient sur l'amendement n° 185 de M. Philippe Marini (utilisation d'une fraction de la taxe départementale des espaces naturels sensibles pour l'accueil du public).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995** [n° 0379 (94-95)] - (26 juillet 1995) - **Discussion générale** (p. 1537 à 1538) : chômage. Propositions fiscales du projet. Proposition d'un emprunt de solidarité. Cour de justice sociale. SMIC.

JUPPÉ (Alain), *ministre des Affaires étrangères.*

Fin de ses fonctions ministérielles (démission du Gouvernement le 11 mai 1995) (JO Lois et décrets du 12 mai 1995).

puis, *Premier ministre* le 17 mai 1995 (JO Lois et décrets du 18 mai 1995).

Fin de ses fonctions ministérielles (démission de son Gouvernement le 7 novembre 1995) (JO Lois et décrets du 8 novembre 1995).

puis, *Premier ministre* le 7 novembre 1995 (JO Lois et décrets du 8 novembre 1995).

En qualité de Premier ministre

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Déclaration de politique générale du Gouvernement, lue par M. Jacques Toubon, Garde des Sceaux, ministre de la justice [n° 0285 (94-95)] (23 mai 1995) - **Gouvernement (déclarations).**

Déclaration de politique générale du Gouvernement [n° 0294 (94-95)] (24 mai 1995) - **Gouvernement (déclarations).**

Déclaration du Gouvernement relative à la situation en ex-Yougoslavie [n° 0303 (94-95)] (7 juin 1995) - **Gouvernement (déclarations).**

Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention sur la sûreté nucléaire [n° 0304 (94-95)] (7 juin 1995) - **Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord international de 1994 sur le café [n° 0307 (94-95)] (14 juin 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 7 juin 1995) - Traités et conventions.

Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention d'établissement entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République centrafricaine [n° 0308 (94-95)] (14 juin 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 7 juin 1995) - Traités et conventions.

Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République centrafricaine relative à la circulation et au séjour des personnes [n° 0309 (94-95)] (14 juin 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 7 juin 1995) - Traités et conventions.

Projet de loi modifiant la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de transports de fonds et relatif à l'activité des agences de recherche privées [n° 0324 (94-95)] (21 juin 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 7 juin 1995) - Surveillance, gardiennage et transports de fonds.

Projet de loi autorisant la ratification de la convention des Nations unies sur le droit de la mer (ensemble neuf annexes) et de l'accord relatif à l'application de la partie XI de la convention des Nations unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 (ensemble une annexe) [n° 0325 (94-95)] (22 juin 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 7 juin 1995) - Traités et conventions.

Projet de loi autorisant la ratification du protocole additionnel à l'accord général de coopération entre les Etats de la Commission de l'Océan Indien [n° 0326 (94-95)] (22 juin 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 7 juin 1995) - Traités et conventions.

Projet de loi instituant le contrat initiative-emploi [n° 0358 (94-95)] (5 juillet 1995) - Emploi.

Projet de loi relatif à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale [n° 0368 (94-95)] (12 juillet 1995) - Emploi.

Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention d'établissement entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Mali [n° 0371 (94-95)] (12 juillet 1995) - Traités et conventions.

Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Mali sur la circulation et le séjour des personnes (ensemble deux échanges de lettres) [n° 0372 (94-95)] (12 juillet 1995) - Traités et conventions.

Projet de loi autorisant la ratification du protocole n° 11 à la convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, portant restructuration du mécanisme de contrôle établi par la convention (ensemble une annexe) [n° 0373 (94-95)] (12 juillet 1995) - Traités et conventions.

Projet de loi relatif aux transports [n° 0383 (94-95)] (19 juillet 1995) - Transports.

Projet de loi autorisant la ratification du traité d'entente et de coopération entre la République française et l'Ukraine [n° 0384 (94-95)] (19 juillet 1995) - Traités et conventions.

Projet de loi relatif à l'aménagement, la protection et la mise en valeur de la zone dite des cinquante pas géométriques dans les départements d'outre-mer [n° 0394 (94-95)] (26 juillet 1995) - Départements d'outre-mer (DOM).

Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Japon en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu (ensemble un protocole) [n° 0407 (94-95)] (30 août 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 29 juillet 1995) - Traités et conventions.

Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un échange de lettres), signée à Paris le 31 août 1994, et un échange de lettres complétant l'article 29 de ladite convention, signé à Washington les 19 et 20 décembre 1994. [n° 0408 (94-95)] (30 août 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 29 juillet 1995) - Traités et conventions.

Projet de loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes [n° 0002 (95-96)] (4 octobre 1995) - Action sanitaire et sociale.

Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la réforme de l'accession à la propriété [n° 0023 (95-96)] (11 octobre 1995) - Gouvernement (déclarations).

Projet de loi relatif à la partie législative du livre VI (nouveau) du code rural [n° 0062 (95-96)] (9 novembre 1995) - Code rural.

Déclaration de politique générale du Gouvernement sur la réforme de la protection sociale [n° 0071 (95-96)] (15 novembre 1995) - Gouvernement (déclarations).

Déclaration de politique générale du Gouvernement sur la réforme de la protection sociale [n° 0074 (95-96)] (16 novembre 1995) - Gouvernement (déclarations).

Projet de loi en faveur du développement des emplois de services aux particuliers [n° 0087 (95-96)] (22 novembre 1995) - Emploi.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Sultanat d'Oman sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements [n° 0088 (95-96)] (23 novembre 1995) - Traités et conventions.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de Roumanie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole) [n° 0089 (95-96)] (23 novembre 1995) - Traités et conventions.

Projet de loi modifiant le code de la propriété intellectuelle en application de l'accord instituant l'Organisation mondiale du commerce [n° 0103 (95-96)] (29 novembre 1995) - Propriété intellectuelle.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Ouzbékistan sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements [n° 0116 (95-96)] (6 décembre 1995) - Traités et conventions.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le

Gouvernement de la République d'Albanie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements [n° 0117 (95-96)] (6 décembre 1995) - **Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République des Philippines sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole) [n° 0136 (95-96)] (14 décembre 1995) - Traités et conventions.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de l'Equateur sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements [n° 0137 (95-96)] (14 décembre 1995) - Traités et conventions.

Projet de loi portant adaptation de la législation française aux dispositions de la résolution 955 du Conseil de sécurité des Nations unies instituant un tribunal international en vue de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis en 1994 sur le territoire du Rwanda, et s'agissant des citoyens rwandais, sur le territoire d'Etats voisins [n° 0138 (95-96)] (14 décembre 1995) - Droits de l'homme.

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 3 de Mme Marie-Claude Beaudeau : **Emploi** (*Situation de l'emploi des jeunes*) (JO Débats du 30 juin 1995) (p. 758).

n° 4 de M. Philippe François : **Emploi** (*Création d'emplois dans les petites et moyennes entreprises*) (JO Débats du 30 juin 1995) (p. 759).

n° 5 de Mme Hélène Luc : **Chômage** (*Chômage et exclusion*) (JO Débats du 20 octobre 1995) (p. 1977).

n° 9 de M. René Trégouët : **Politique générale** (*Confiance en la politique du Gouvernement*) (JO Débats du 20 octobre 1995) (p. 1980).

n° 3 de M. Jean-Michel Baylet : **Gouvernement** (*Remaniement du Gouvernement*) (JO Débats du 10 novembre 1995) (p. 2428).

INTERVENTIONS

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement** [n° 285 (94-95)] - (23 mai 1995) - Lue à la tribune par M. Jacques Toubon, ministre de la justice (p. 563) : élection du Président de la République. Valeurs du pacte républicain. Menace des équilibres économiques. (p. 564) : bataille pour l'emploi. Exclusion engendrée par le chômage. Institution du contrat "initiative emploi". Politique du logement. (p. 565) : conditions de vie dans les quartiers difficiles. Création d'une allocation de dépendance pour les personnes âgées. Ajustement du minimum vieillesse. Politique de la famille. Politique de la santé publique. (p. 566) : lutte contre le sida et la toxicomanie. Egalité sociale avec les départements d'outre-mer. Relèvement du smic. Négociations salariales. Aménagement du temps de travail. (p. 567) : mesures en faveur des retraités. Plan PME : allègement des charges, réforme de la fiscalité des entreprises, financement, simplification des formalités administratives. Système d'éducation et de formation. (p. 568) : information des jeunes. Liens entre l'école et l'entreprise. Démocratisation des universités. Création d'un comité interministériel pour le

développement de l'emploi. (p. 569) : gestion des finances publiques. Poursuite du programme de privatisations. Modernisation de la fiscalité. Assainissement financier de l'assurance maladie. (p. 570) : lutte contre la petite délinquance et contre l'immigration clandestine. Rôle du Parlement. Indépendance de la justice. Décentralisation. (p. 571) : mouvement associatif. Codification du droit. Union européenne. (p. 572) : compétition économique au sein de l'Union européenne. Stabilité de la monnaie. (p. 573) : agriculture. Secteur de la pêche et de la marine marchande. Recherche. (p. 574) : rayonnement culturel et linguistique. Politique de défense. Equipements militaires. (p. 575) : industrie de défense. Conflit de l'ex-Yougoslavie. Responsabilités de la France au sein des Nations-Unies. Liens privilégiés de la France avec l'Afrique. (p. 576) : projet de loi de finances rectificative. Réforme de la Constitution. Engagement devant l'Assemblée nationale, de la responsabilité du Gouvernement sur la déclaration de politique générale.

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement, suivie d'un débat** [n° 0294 (94-95)] - (24 mai 1995) (p. 581) : propositions devant répondre aux espérances. Ressorts de l'intégration sociale. (p. 582) : effort en faveur de l'emploi et du logement. Politique de la famille. Politique de la santé publique. Politique d'égalité sociale pour l'outre-mer. Relèvement du SMIC. Négociations avec les partenaires sociaux. (p. 583) : revalorisation des retraites. Plan en faveur des PME. Réforme du système éducatif. Diversification et régionalisation des filières de formation. (p. 584) : création d'un comité interministériel pour le développement de l'emploi. Discipline en matière budgétaire et financière. Assainissement financier des comptes sociaux. Projet de réforme constitutionnelle. Indépendance des juges. Décentralisation. Mouvement associatif. Fonctionnement de l'Etat. Union européenne. (p. 585) : monnaie unique européenne. Conseil européen de Cannes. Agriculture, pêche et marine marchande. Tourisme. (p. 586) : politique de défense. Equipement militaire. Diplomatie. Application de l'article 49-4 de la Constitution. (p. 600) : financement des mesures proposées : projet de loi de finances rectificative et audit des finances publiques. (p. 601) : compatibilité entre l'objectif de la stabilité monétaire et celui de la réduction du chômage. Remerciements aux orateurs des groupes de la majorité pour leur soutien. Construction européenne. Application des accords de Schengen. Réforme du système éducatif. (p. 602) : rôle du Plan. Conséquences des variations monétaires sur la politique agricole commune. Industrie de l'armement. Référendum. Complexité administrative de la création d'emplois. (p. 603) : protection sociale. Situation des finances publiques. Politique pour l'emploi. (p. 604) : essais nucléaires.

- **Déclaration du Gouvernement relative à la situation en ex-Yougoslavie, suivie d'un débat** - (7 juin 1995) (p. 613, 614) : bilan de la situation en Bosnie. Ambiguïtés du mandat de la FORPRONU. Rôle des Casques bleus français en ex-Yougoslavie. Libération immédiate de tous les Casques bleus pris en otages. Relance française des négociations. Plan de paix élaboré par le groupe de contact. (p. 615) : renforcement de la FORPRONU. Zone d'exclusion. Application des résolutions du Conseil de sécurité. Création d'une force de réaction rapide. Souhaite le soutien unanime de la Nation.

- **Communication** - (19 juillet 1995) (p. 1182, 1184) : ordre du jour de la session extraordinaire. Plan d'urgence pour l'emploi. Contrat initiative-emploi. Mesure d'allègement des charges sur les bas salaires. Réforme du système de prélèvements obligatoires. Aménagement du temps de travail. Accord entre partenaires sociaux sur les dépenses d'insertion. Emploi des jeunes. Emplois de service. Responsabilité sociale des entreprises. Maîtrise des finances publiques.

- **Allocution** - (27 juillet 1995) (p. 1581, 1582) : perturbation du travail législatif du fait de l'élection présidentielle et des élections municipales. Importance des projets de loi

examinés au cours de la session. Révision constitutionnelle. Attentat dans le RER.

- **Congrès du Parlement : vote sur le projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire unique, modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire et abrogeant les dispositions relatives à la Communauté et les dispositions transitoires** - (31 juillet 1995) (p. 4 à 5) : objectifs de la révision constitutionnelle. Extension du champ d'application du référendum : débat préalable au Parlement sur le sujet soumis à référendum. Session parlementaire unique. Immunité parlementaire. Renforcement des droits du Parlement.

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement sur la réforme de la protection sociale, suivie d'un débat et d'un vote** - (16 novembre 1995) (p. 2587, 2591) : grandes orientations de la politique de protection sociale. Contrôle parlementaire. Révision constitutionnelle. Création du régime universel d'assurance maladie. Régimes de retraite. Réforme des régimes spéciaux. Politique familiale. Assujettissement des allocations familiales à l'impôt sur le revenu. Financement de la protection sociale. CSG. Réforme hospitalière. Dépenses de médecine ambulatoire. Rémunérations des médecins. Retraités. Chômeurs. Industrie pharmaceutique. Prestations d'autonomie. Législation par ordonnances.

L

LABEYRIE (Philippe), sénateur (Landes) SOC.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales; puis membre de la commission des affaires culturelles (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

LACHENAUD (Jean-Philippe), sénateur (Val-d'Oise) RI.

Elu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre suppléant du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche. (JO Lois et décrets du 9 décembre 1995).

Membre titulaire de l'Etablissement public de réalisation de défaisance créé par la loi n° 95-1251 du 28 novembre 1995 relative à l'action de l'Etat dans les plans de redressement du Crédit Lyonnais et du Comptoir des entrepreneurs (JO Lois et décrets du 21 décembre 1995).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1996 (9 décembre 1995).

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Education nationale, enseignement supérieur, recherche et insertion professionnelle - II - Enseignement supérieur [n° 0077 (95-96), tome 3 annexe 17] (21 novembre 1995) - Lois de finances.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Education nationale, enseignement supérieur, recherche et insertion professionnelle - I - Enseignement scolaire

- (4 décembre 1995) - En remplacement de M. Jacques Delong, rapporteur spécial de la commission des finances (p. 3661) : caractère satisfaisant des éléments chiffrés compte tenu de la baisse des effectifs et des contraintes budgétaires. Emplois. Nouveau contrat pour l'école. Redéploiement des moyens existants. Formation continue des maîtres. Organisation de l'administration centrale du ministère de l'éducation nationale. (p. 3662) : donne un avis favorable à l'adoption de ces crédits - **Examen des crédits - Après l'art. 68** (p. 3692) : se déclare favorable à l'amendement n° II-7 de la commission des affaires culturelles (information annuelle du Parlement sur les moyens consacrés aux enseignements artistiques).

Education nationale, enseignement supérieur, recherche et insertion professionnelle - II - Enseignement supérieur

- (4 décembre 1995) - Rapporteur spécial de la commission des finances (p. 3697) : crise universitaire et doublement des effectifs en dix ans. (p. 3698) : plan d'urgence et réforme universitaire. Présentation du projet de loi de finances modifié par l'amendement du Gouvernement. Créations d'emplois. Locaux. Fonds de concours des collectivités locales et problème de l'éligibilité au Fonds de compensation de la TVA. (p. 3699) : disparité des dotations budgétaires. Disponibilité des réserves. Disparité en matière d'encadrement. Association du Parlement aux missions d'évaluation de l'enseignement supérieur. Information et orientation. Réforme du premier cycle. "Etudiant dans la société". (p. 3700) : se déclare favorable à l'adoption du projet de budget ainsi amendé - **Examen des crédits - Etat B - Titre III** (p. 3724) : accepte l'amendement n° II-85 du Gouvernement (majoration des crédits et augmentation du nombre des emplois prévus). (p. 3725) : demande le retrait de l'amendement n° II-30 de M. Jean-Pierre Camoin (réduction des crédits alloués aux rémunérations du personnel enseignant et chercheur des établissements d'enseignement supérieur).

LACOUR (Pierre), sénateur (Charente) UC, puis RDSE-R.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques; puis membre de la commission des affaires culturelles (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre suppléant de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (JO Lois et décrets du 19 octobre 1995).

Membre suppléant de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques jusqu'au 12 octobre 1995.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture [n° 0089 (94-95)] - Suite de la discussion - (12 janvier 1995) - Art. 40 (*exercice illégal des activités vétérinaires*)** (p. 296, 297) : son amendement n° 303 : précision relative à l'intervention d'un vétérinaire pour la pratique de l'échographie animale; retiré.

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement - Deuxième lecture [n° 0139 (94-95)] - (16 janvier 1995) - Art. 36 quater (*protection des espèces et habitats naturels*)** (p. 398, 399) : ses amendements n° 169 : distinction entre les animaux prélevés en milieu naturel et ceux qui ne le sont pas; et n° 170 : possibilité de détention de certains spécimens nés en captivité; retirés. (p. 400) : son amendement n° 171 : application de l'article 9 de la directive européenne n° 79-409; rejeté. (p. 404, 406) : intervient sur l'amendement n° 210 du Gouvernement (rôle de conservatoire d'espèces menacées joué par les parcs zoologiques et les jardins botaniques).

- **Résolution (n° 319, 94-95) adoptée par la commission des affaires économiques, en application de l'article 73 bis, alinéa 8, du règlement, sur la proposition de règlement (CE) du Conseil portant réforme de l'organisation commune du marché vitivinicole (n° E-401) [n° 275-284 (94-95)] - (29 juin 1995) - Discussion générale** (p. 792) : le groupe de l'Union Centriste approuve la proposition de résolution de la commission. Son

amendement sur la spécificité des terroirs. Exemple de la région de Cognac.

- **Projet de loi relatif à l'aménagement, la protection et la mise en valeur de la zone dite des cinquante pas géométriques dans les départements d'outre-mer [n° 0394 (94-95)] - (13 décembre 1995) - Après l'art. 9 (p. 4313) :** son amendement n° 11 : prolongation du délai de régularisation accordé aux propriétaires d'enclos piscicoles ; adopté.

LAFFITTE (Pierre), sénateur (Alpes-Maritimes) RDE, puis RDSE.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires culturelles ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995) ; puis vice-président (JO Lois et décrets du 6 octobre 1995).

Secrétaire de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques ; nouvelle nomination en tant que membre titulaire (JO Lois et décrets du 13 octobre 1995).

Membre titulaire du Conseil national des fondations.

Membre titulaire du conseil d'administration de la société Télévision du savoir créé par le décret n° 95-70 du 20 janvier 1995 portant approbation des statuts de la société Télévision du savoir, de la formation et de l'emploi visée à l'article 45 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication (JO Lois et décrets du 6 avril 1995).

DÉPÔTS

Proposition de loi concernant la lutte contre la pollution atmosphérique et le développement de l'industrie du véhicule électrique [n° 0041 (95-96)] (24 octobre 1995) - **Environnement.**

Avis, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Recherche scientifique et technique [n° 0078 (95-96), tome 8] (21 novembre 1995) - **Lois de finances.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programmation du "nouveau contrat pour l'école" [n° 0197 (94-95)] - Suite de la discussion - (5 juillet 1995) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 935) :** avec la grande majorité du groupe du RDE, apportera son soutien au projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Environnement

- (1er décembre 1995) (p. 3528) : lutte contre les inondations. Traitement des crues. Responsabilité pénale des élus locaux. Conséquences du réchauffement climatique. Pollution de l'air. Son rapport de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur le véhicule électrique. Diminution de la pollution urbaine. Lutte contre l'effet de serre.

Education nationale, enseignement supérieur, recherche et insertion professionnelle - I - Enseignement scolaire

- (4 décembre 1995) (p. 3662) : utilisation des nouveaux outils dans les classes : émissions de télévision, cassettes audiovisuelles, CD-ROM, CDI ou produits interactifs en ligne. Autoformation avec tutorat. Problèmes juridiques liés à cette utilisation. Moyens humains et moyens financiers. (p. 3663) : développement de produits éducatifs. Le groupe du RDSE votera ce projet de budget.

Education nationale, enseignement supérieur, recherche et insertion professionnelle - II - Enseignement supérieur

- (4 décembre 1995) (p. 3714) : encadrement des étudiants. Propose l'organisation d'un forum ouvert sur internet sur l'enseignement supérieur. Autonomie des universités. (p. 3715) : création de pôles d'excellence dans les universités. Renforcement de l'orientation pédagogique et de l'apprentissage de l'autoformation dans le premier cycle. Utilisation des nouveaux outils de communication et de télé-enseignement. Moyens en personnels et personnels de recherche.

Education nationale, enseignement supérieur, recherche et insertion professionnelle - III - Recherche

- (4 décembre 1995) - Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (p. 3736, 3737) : mise en place souhaitable d'un système d'évaluation des équipes de recherche. Exemple suédois de l'organisation d'une réunion des politiques, des financiers, des industriels et des scientifiques. Rapprochement entre les universités et les organismes de recherche. Crédit d'impôt recherche. Crédits de l'Institut national de recherche en informatique et en automatique, INRIA. Fonds propres des entreprises innovantes. (p. 3744, 3745) : à titre personnel, intérêt de la métropole marseillaise pour le projet SOLEIL. Développement des centres de ressources technologiques dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur : exemple de l'Institut méditerranéen de téléactivité.

Aménagement du territoire, équipement et transports - III - Aménagement du territoire

- (5 décembre 1995) (p. 3832, 3833) : autoroutes de l'information. Région Provence - Alpes - Côte d'Azur. Rôle de la DATAR. Institut méditerranéen de téléactivité, IMET. Notion de "sites numériques". Le groupe du RDSE soutiendra la politique de l'aménagement du territoire.

LAFOND (Jean-Pierre), sénateur (Bouches-du-Rhône) (NI).

Remplace le 8 décembre 1995 M. Jean-Claude Gaudin, nommé ministre (JO Lois et décrets du 9 décembre 1995).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles (JO Lois et décrets du 22 décembre 1995).

LAGOURGUE (Pierre), sénateur (La Réunion) UC.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois ; puis membre de la commission des affaires sociales (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne jusqu'au 12 octobre 1995 ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 18 octobre 1995).

Membre titulaire du comité directeur du Fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon (FEDOM) (JO Lois et décrets du 24 novembre 1995).

DÉPÔTS

Proposition de résolution, déposée avec M. Lucien Lanier, en application de l'article 73 bis du Règlement, sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un Etat membre autre que celui où la qualification a été acquise (n° E-405) [n° 0277 (94-95)] (19 mai 1995) - **Communautés européennes.**

Proposition de résolution, présentée en application de l'article 73 bis du Règlement, sur la proposition de règlement (CE) du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 3282/94 du Conseil du 19 décembre 1994 prorogeant en 1995 l'application des règlements (CEE) n° 3833/90, (CEE) n° 3835/90 et (CEE) n° 3900/91 portant application de préférences tarifaires généralisées à certains produits agricoles originaires de pays en développement (n° E-449) [n° 0400 (94-95)] (28 juillet 1995) - **Communautés européennes.**

Avis, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - **Départements et territoires d'outre-mer (aspects sociaux) [n° 0081 (95-96), tome 10] (21 novembre 1995) - Lois de finances.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture [n° 0089 (94-95)] - Suite de la discussion - (10 janvier 1995) - Après l'art. 4 (p. 81) :** son amendement, soutenu par M. Guy Robert, n° 187 : cotisations prélevées sur les produits importés d'origine animale ; retiré - **Art. 5 (commission départementale d'orientation de l'agriculture) (p. 87) :** son amendement n° 188, soutenu par M. Guy Robert : développement des stages effectués au sein des départements d'outre-mer ; retiré.

- **Suite de la discussion - (11 janvier 1995) - Avant l'art. 7 (p. 189) :** son amendement, soutenu par M. Guy Robert, n° 189 : statut du fermage et du métayage dans les départements d'outre-mer ; adopté (précédemment réservé p. 183) - **Après l'art. 12 (p. 213) :** son amendement, soutenu par M. Guy Robert, n° 190 : complément de ressources pour les agriculteurs d'outre-mer ; retiré.

- **Suite de la discussion - (12 janvier 1995) - Art. 33 (prévention des accidents du travail) (p. 273) :** son amendement, soutenu par M. Jean Huchon, n° 191 : adaptation des dispositions aux départements d'outre-mer ; retiré.

- **Projet de loi de programmation du "nouveau contrat pour l'école" [n° 0197 (94-95)] - (4 juillet 1995) - Discussion générale (p. 874, 875) :** regroupement des deux cycles du secondaire. Trajet domicile-lycée. Sécurité dans les établissements. Spécificité de l'enseignement à la Réunion. Votera ce projet de loi de programmation.

- **Projet de loi instituant le contrat initiative-emploi [n° 0358 (94-95)] - Suite de la discussion - (20 juillet 1995) - Après l'art. 4 (p. 1284) :** son amendement n° 40 : application aux contrats d'accès à l'emploi, CAE, de certaines dispositions du CIE ; adopté - **Art. 4 (non-application du CIE dans les départements d'outre-mer et à Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 1286) :** son amendement de coordination n° 39 ; (adopté ; précédemment réservé p. 1284).

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Outre-mer

- (30 novembre 1995) - Rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (p. 3424) : transfert de crédits. Réductions votées par l'Assemblée nationale. Egalité sociale : SMIC et prestations sociales. Action en faveur du logement social. (p. 3425) : situation de l'emploi. Bénéficiaires du RMI. Dispositif d'aide à l'emploi et à l'insertion. Formation professionnelle. La commission des affaires sociales a émis un avis favorable à l'adoption des crédits consacrés à l'outre-mer. (p. 3441, 3442) : à titre personnel : aménagement du territoire. Exonérations fiscales. Délocalisation des emplois publics. Tarif des télécommunications. Europe et régions ultrapériphériques. Octroi de mer. Agriculture. Pêche. Catastrophes naturelles. Défiscalisation des investissements. Assure le ministre de son soutien - **Question budgétaire (p. 3458) :** prise en charge des congés bonifiés des agents originaires des départements d'outre-mer. Centre national de la fonction publique territoriale, CNFPT - **Examen des crédits - Etat B - Titre III (p. 3459, 3460) :** son amendement n° II-14 : rétablissement des crédits initiaux du service militaire adapté ; retiré.

Technologies de l'information et Poste

- (7 décembre 1995) (p. 3981, 3982) : France Télécom. Tarifs dans les départements d'outre-mer. Demande l'application du principe de continuité territoriale. Pénalisation des ménages et des entreprises. Substitution promise de l'indicatif interrégional à l'indicatif international. Votera ce projet de budget.

Articles non rattachés :

- (9 décembre 1995) - **Après l'art. 59 bis (p. 4162) :** son amendement n° II-13 : prorogation du régime fiscal incitatif pour les acquisitions ou constructions de logements neufs à usage d'habitation ou locatif dans les départements et territoires d'outre-mer ; retiré - **Après l'art. 59 decies (p. 4218, 4219) :** se déclare favorable à l'amendement n° II-44 de Mme Danielle Bidard-Reydet (problème de la prise en charge des congés bonifiés des fonctionnaires territoriaux originaires de l'outre-mer).

- **Projet de loi relatif à l'aménagement, la protection et la mise en valeur de la zone dite des cinquante pas géométriques dans les départements d'outre-mer [n° 0394 (94-95)] - (13 décembre 1995) - Art. 1er (dispositions spéciales aux départements de la Guadeloupe et de la Martinique dans le code du domaine de l'Etat) - Art. L. 89-2 du code précité (cession de terrains à titre gratuit) (p. 4302, 4303) :** soutient l'amendement de Mme Lucette Michaux-Chevry n° 9 (réintégration dans la zone dite des cinquante pas géométriques de deux parcelles de la ville de Basse-Terre) - **Art. L. 89-3 du code précité (cession à titre onéreux de terrains affectés à un usage professionnel) (p. 4304) :** son amendement n° 26 : cession des terrains acquis par leurs occupants pour un usage professionnel ; adopté - **Art. L. 89-4 du code précité (cession à titre**

onéreux de terrains affectés à un usage d'habitation) (p. 4305) : son amendement n° 27 : possibilité d'acquérir un terrain d'une surface équivalente au précédent ; adopté - **Après l'art. L. 89-5 du code précité** (p. 4307, 4308) : ses amendements n° 10 : insertion d'un chapitre additionnel ainsi rédigé : "dispositions spéciales au département de la Réunion" ; et n° 29 : aménagement de la loi sur le littoral en particulier à la Réunion ; retirés - **Art. 2 (octroi d'une aide exceptionnelle de l'Etat)** (p. 4308, 4309) : son amendement n° 28 : aide systématique de l'Etat à l'habitation de l'occupant individuel ; adopté.

LA MALÈNE (Christian de), sénateur (Paris) RPR.

Réélu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 13 octobre 1995).

DÉPÔTS

Proposition de résolution, présentée avec M. Jacques Oudin, en application de l'article 73 bis du règlement sur la projet de directive de la Commission modifiant la directive de la Commission 90/388/CEE concernant la suppression des restrictions à l'utilisation des réseaux câblés de télévision pour la fourniture de services de télécommunications (n° E 385) [n° 0236 (94-95)] (21 mars 1995) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 19 janvier 1995) - **Communautés européennes.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne, sur la proposition de programme d'action communautaire concernant la prévention du sida et de certaines autres maladies transmissibles dans le cadre de l'action dans le domaine de la santé publique (E-339) [n° 0246 (94-95)] (6 avril 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 avril 1995) - **Union européenne.**

Proposition de résolution, présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de décision du Conseil portant sur la mise en oeuvre d'un programme de formation pour les professionnels de l'industrie européenne des programmes audiovisuels (Média II - Formation) et sur la proposition de décision du Conseil portant sur la mise en oeuvre d'un programme d'encouragement au développement et à la distribution des oeuvres audiovisuelles européennes (Média II - Développement et distribution) (n°E-393) [n° 0315 (94-95)] (16 juin 1995) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 7 juin 1995) - **Communautés européennes.**

Proposition de résolution, présentée en application de l'article 73 bis du règlement sur la proposition de règlement (CE) du Conseil modifiant les règlements (CEE) n° 404/93 et n° 1035/72 relatifs respectivement au secteur de la banane et à celui des fruits et légumes, ainsi que le règlement (CEE) n° 2658/87 relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun (n° E 409) et sur la proposition de règlement (CE) du Conseil adaptant le règlement (CEE) n° 404/93 en ce qui concerne le volume du contingent tarifaire annuel d'importation de bananes à la Communauté à la suite de l'adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède (n° E 410) [n° 0353 (94-95)] (5 juillet 1995) - **Communautés européennes.**

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement relative à la situation en ex-Yougoslavie, suivie d'un débat** - (7 juin 1995) (p. 633, 634) : au nom du groupe du RPR, rend hommage aux forces françaises. Impuissance de l'ONU. Dysfonctionnement de l'embargo sur les armes. Nombreuses divergences entre les Européens. Ambiguïté des missions de la FORPRONU. Indispensable libération des otages. Réorganisation de la FORPRONU. Création d'une force de réaction rapide. Avenir du plan de paix du groupe de contact. Au nom du groupe du RPR, approuve sans réserve le Gouvernement.

- **Projet de loi portant amnistie [n° 0341 (94-95)] - Suite de la discussion** - (19 juillet 1995) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1172, 1173) : justice et amnistie. Equilibre et pondération du projet de loi. Le groupe du RPR votera ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Affaires étrangères

- (29 novembre 1995) (p. 3366, 3368) : paix universelle. Politique étrangère de la France. Politique de défense. Europe. Situation en ex-Yougoslavie. Conférence intergouvernementale. Action de l'ONU.

LAMASSOURE (Alain), ministre délégué aux affaires européennes.

Fin de ses fonctions ministérielles (démission du Gouvernement le 11 mai 1995) (JO Lois et décrets du 12 mai 1995).

puis, *ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement* dans le deuxième Gouvernement Juppé le 7 novembre 1995 (JO Lois et décrets du 7 novembre 1995).

En qualité de ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Discussion générale :

- (21 novembre 1995) (p. 2664, 2667) : recherche de l'enchaînement vertueux d'une réduction des déficits, d'une forte baisse des taux d'intérêt, d'un retour de la confiance et de créations d'emplois. Annulations de crédits sur l'exercice 1995. Réduction du déficit pour 1996. Limites des moyens classiques d'économie budgétaire. Nécessaire réforme de l'Etat et des procédures budgétaires. Modernisation et rééquilibrage de la fiscalité.

Discussion des articles de la première partie :

- **Suite de la discussion** - (23 novembre 1995) - **Après l'art. 6** (p. 2821) : demande le retrait de l'amendement n° I-204 de M. Philippe Marini (exonération prévue à l'article 160-1 du code général des impôts étendue aux cessions de titres consenties à un holding dont les descendants du cédant seraient quasi intégralement propriétaires) - **Art. 6 bis (déduction des droits de mutation à titre gratuit des résultats des entreprises individuelles)** (p. 2822) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Pierre Masseret n° I-157 de suppression et n° I-158 (traitement identique des couples mariés et non mariés en matière de droits de mutation à titre gratuit) - **Après l'art. 6 bis** (p. 2823, 2824) : sur les amendements de M. Philippe Marini, accepte le n° I-205 (maintien des titres exclus du régime des plus-values à long terme dans le champ d'application du dispositif de neutralisation des plus-values de cessions de biens

immobiliers entre sociétés appartenant à un même groupe) et demande le retrait du n° I-206 (suppression de l'obligation de conserver les titres de sociétés cotées en bourse et issues de scission) - **Art. 7** (*mesures liées à la réforme de l'accession à la propriété*) (p. 2827) : accepte les amendements rédactionnels de la commission, n° I-22 et n° I-23 et s'oppose aux amendements de suppression n° I-66 de Mme Marie-Claude Beaudou et n° I-240 de M. André Vézinhel - **Art. 8** (*régime fiscal des sociétés anonymes de crédit immobilier*) (p. 2829) : accepte les amendements de la commission n° I-24, rédactionnel et n° I-25 (banalisation des sociétés anonymes de crédit immobilier) - **Art. 9** (*institution d'une contribution sur les logements sociaux occupés par des locataires dépassant les plafonds de ressources et d'une contribution sur les produits financiers des organismes d'HLM*) (p. 2835) : son amendement n° I-289 : nouvelle rédaction ; adopté. (p. 2837, 2838) : efforts en faveur du logement et des aides à la pierre. Prêts locatifs aidés. Départ des familles relativement aisées des logements sociaux. Taxe sur les surloyers. S'oppose aux amendements de suppression n° I-67 de Mme Marie-Claude Beaudou et n° I-241 de M. André Vézinhel. S'oppose aux amendements n° I-68 de M. Paul Loridant (augmentation de la taxe additionnelle au droit de bail), n° I-242 de M. André Vézinhel (contribution exceptionnelle limitée à la seule année 1996) et n° I-90 de M. Serge Franchis (non renouvellement de cette enquête si elle a déjà été effectuée au cours de l'année 1995). Sur le même objet, s'oppose aux amendements n° I-193 de M. Alain Vasselle, n° I-89 de M. Serge Franchis et n° I-243 de M. André Vézinhel (organisation tous les deux ans par les organismes d'HLM d'une enquête en vue d'établir la liste des locataires soumis au paiement du surloyer). S'oppose aux amendements identiques n° I-88 de M. Serge Franchis et n° I-194 de M. Alain Vasselle (harmonisation entre la date d'application de la loi et les conditions de reversement à l'Etat des sommes collectées). S'oppose aux amendements de M. André Vézinhel n° I-244 (mesures transitoires), n° I-245 (affectation du produit de la taxation sur les surloyers aux fonds de solidarité pour le logement) et n° I-246 (suppression de la contribution prévue à l'article 302 bis ZC du code général des impôts) - **Après l'art. 9** (p. 2841, 2842) : s'oppose à l'amendement n° I-222 de M. Alain Vasselle (réduction du taux de la taxe additionnelle au droit de bail) et demande le retrait de l'amendement n° I-191 de M. Charles Descours (reconduction pour une année supplémentaire de l'aide fiscale mise en place en faveur des acquisitions de logements neufs). (p. 2843, 2844) : accepte l'amendement n° I-27 de la commission (exonération partielle des droits de mutation à titre gratuit pour l'acquisition de logements anciens en vue de leur location aux conditions du régime Quilès) et s'oppose aux amendements de M. William Chervy, n° I-247 (étendue restreinte de l'exonération de la taxe d'habitation pour les logements vacants depuis plus de deux ans) et n° I-248 (déduction restreinte du montant de la taxe foncière appliquée sur les propriétés non bâties pour les logements vacants depuis plus de deux ans) - **Art. 10** (*aménagement des modalités de calcul du dégrèvement de taxe professionnelle par rapport à la valeur ajoutée*) (p. 2845, 2846) : accepte l'amendement n° I-28 de la commission (principe des taux différenciés reconduit pour trois ans) et s'oppose à l'amendement n° I-69 de Mme Marie-Claude Beaudou (relèvement du plafond d'imposition sur la valeur ajoutée de la taxe professionnelle). (p. 2847, 2848) : s'oppose à l'amendement n° I-160 de M. René Régnauld (suppression de la disposition neutralisant les effets induits par les relèvements de taux de taxe professionnelle décidés par les collectivités à compter de 1995) et accepte l'amendement n° I-29 de la commission (enrichissement du contenu du rapport d'évaluation) - **Demande de réserve** (p. 2848) : accepte la demande de réserve de M. Christian Poncelet portant sur l'article 11 et sur les deux amendements visant à insérer un article additionnel avant l'article 11 jusqu'après l'examen des articles 18 et 19 - **Après l'art. 11** (p. 2850, 2851) : demande le retrait des amendements de M. Jacques Oudin n° I-3 (possibilité pour les collectivités locales d'exonérer certaines entreprises de la taxe professionnelle) et n° I-4 (adaptation des régimes applicables à la taxe

professionnelle et à la taxe foncière sur les propriétés bâties due par les entreprises nouvelles). S'oppose à l'amendement n° I-77 de Mme Marie-Claude Beaudou (élargissement de l'assiette de la taxe professionnelle en y incluant les actifs financiers détenus par les entreprises assujetties). Demande le retrait de l'amendement n° I-13 de M. Xavier de Villepin (exonération totale de la taxe professionnelle pour les installations et les matériels affectés à la lutte contre la pollution). (p. 2853) : demande le retrait de l'amendement n° I-208 de M. Philippe Marini (collectivités concernées à l'article 1648 A du code général des impôts) ainsi que celui des amendements de M. Paul Girod, n° I-228 (maintien du niveau d'alimentation des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle) et n° I-229 (simplification du mode de répartition de ces mêmes fonds).

- **Suite de la discussion** - (24 novembre 1995) - **Après l'art. 14 ter** (p. 2955) : s'oppose à l'amendement n° I-108 de Mme Marie-Claude Beaudou (instauration d'un taux de 5 % pour les produits de première nécessité à l'exception du caviar). (p. 2956) : accepte l'amendement n° I-36 de la commission (soumission de certains équipements spécialement conçus pour les personnes handicapées au taux de 5,5 %). S'oppose à l'amendement n° I-173 de M. Pierre Mauroy (application du taux réduit de TVA à tous les biocombustibles issus de la biomasse). Incompatibilité avec le droit communautaire. (p. 2957) : accepte l'amendement n° I-35 de la commission (soumission au taux réduit de TVA des prestations liées à l'état de dépendance des pensionnaires des maisons de retraite, ainsi qu'à la fourniture de logement et de nourriture dans ces établissements). Levée du gage. S'oppose à l'amendement n° I-105 de Mme Marie-Claude Beaudou (application du taux réduit de TVA aux opérations de construction de nouvelles structures d'hébergement à but non lucratif destinées à l'accueil des personnes âgées). S'oppose à l'amendement n° I-106 de Mme Marie-Claude Beaudou (création d'un Fonds national pour l'hébergement des personnes âgées). (p. 2960) : s'oppose à l'amendement n° I-111 de Mme Marie-Claude Beaudou (réduction du taux de TVA applicable en matière de gestion de déchets). (p. 2961) : s'oppose aux amendements de M. Michel Dreyfus-Schmidt n° I-174 (application du taux réduit de TVA à l'ensemble des frais et honoraires auxquels peuvent être soumis les justiciables) et n° I-175 de repli. (p. 2962) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Pierre Masseret n° I-176 (application du taux réduit de TVA à la collecte et au traitement des ordures ménagères) et n° I-177 (baisse des prélèvements indirects sur la consommation d'énergie à usage domestique). Coût de la mesure relative aux ordures ménagères. S'oppose à l'amendement n° I-100 de Mme Marie-Claude Beaudou (application du taux réduit de TVA aux prestations de service funéraire, concédées ou gérées par une régie municipale). (p. 2963, 2964) : demande le retrait de l'amendement n° I-259 de M. Bernard Joly (application d'un taux intermédiaire de 12,5 % à la restauration). Incompatibilité avec les règles du droit communautaire. Difficultés de la restauration traditionnelle. Propose la création d'un groupe de travail. Dérogation communautaire. S'oppose aux amendements de Mme Marie-Claude Beaudou, n° I-102 (suppression de la TVA perçue sur les recettes réalisées aux entrées des spectacles comportant des créations originales) et n° I-103 (suppression du taux de la TVA de 2,1 % sur les médicaments). (p. 2965, 2966) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Claude Beaudou n° I-101 (suppression du taux de TVA applicable à la redevance), n° I-104 (suppression du taux de TVA applicable aux ventes, commissions et courtages pour les publications) et n° I-109 (rédaction d'un rapport eu égard à la future harmonisation européenne de la taxe sur la valeur ajoutée). Place de ce rapport dans la deuxième partie du projet de loi de finances. (p. 2967) : s'oppose à l'amendement n° I-107 de Mme Marie-Claude Beaudou (dispositions relatives au versement du Fonds de solidarité vieillesse). Assainissement de la situation de la sécurité sociale. Accord de l'Etat avec l'ACOSS prévoyant la mensualisation des versements de l'Etat au régime général. Situation des comptes publics. Plan de réforme de la sécurité sociale. : accepte l'amendement n° I-214 de la commission

(dispositions fiscales relatives aux alcools assimilés à l'alcool éthylique) - **Art. 15** (*ouverture de la procédure de dation en paiement au profit du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres*) (p. 2968, 2969) : problème de l'immeuble bâti. Accepte l'amendement n° I-37 de la commission (remplacement des mots "terrains" par les mots "immeubles") - **Art. 15 bis** (*reprise et création d'entreprises dans les zones de redynamisation urbaine*) (p. 2970) : s'oppose à l'amendement n° I-110 de Mme Marie-Claude Beaudou (suppression progressive de la taxe sur les salaires) - **Après l'art. 15 bis** (p. 2971) : s'oppose à l'amendement n° I-114 de Mme Marie-Claude Beaudou (dispositions relatives au CODEVI). Utilisation partielle des ressources obtenues grâce au livret CODEVI. Coût de cette mesure. (p. 2973) : demande le retrait de l'amendement n° I-44 de M. Michel Souplet (déduction forfaitaire des dépenses de mise en conformité des bâtiments d'exploitation avec les normes d'environnement). Contradiction entre le droit et la jurisprudence du Conseil d'Etat sur la notion de travaux d'amélioration non rentables. Souhaite une concertation et une expertise plus approfondies pour parvenir à une solution équitable. (p. 2974) : demande le retrait de l'amendement n° I-45 de M. Michel Souplet (modification du taux de la déduction forfaitaire applicable aux immeubles ruraux loués par bail à long terme). Absence de parallélisme entre la déduction forfaitaire pour les immeubles urbains et pour les immeubles ruraux loués par bail à long terme. (p. 2975, 2976) : demande le retrait des amendements de M. Michel Souplet, n° I-47 (possibilité pour l'apporteur de faire inscrire à l'actif du bilan de la société bénéficiaire de l'apport, ses stocks pour leur valeur vénale) et n° I-46 (suppression de l'obligation du bail à long terme en matière de report d'imposition des plus-values en cas d'apport à une société agricole). (p. 2977, 2978) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Claude Beaudou n° I-112 (passage à un an du délai de remboursement de la TVA acquittée par les collectivités locales lors de certains investissements) et n° I-113 (exonération de la taxe sur les salaires pour les associations à but non lucratif). S'oppose aux amendements de M. Jean-Pierre Masseret n° I-179 (exonération de la taxe sur les salaires pour les associations d'aide et de soins à domicile), n° I-180 (augmentation du seuil d'exonération de la taxe sur les salaires pour les associations d'aide à domicile, les associations qui procèdent à la fourniture gratuite de repas à des personnes en difficulté ou qui contribuent à favoriser leur logement, les associations ayant un caractère social, éducatif, familial, sportif, culturel) et n° I-181 (exonération de la taxe sur les salaires pour les associations agréées qui offrent des services de proximité) - **Art. 16** (*institution d'une contribution annuelle des organismes collecteurs de la participation des employeurs à l'effort de construction*) (p. 2980) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° I-115 de Mme Marie-Claude Beaudou et n° I-250 de M. André Vézinhel, à l'amendement n° I-116 de Mme Marie-Claude Beaudou (diminution progressive du taux de la participation des entreprises à l'effort de construction) et à l'amendement n° I-38 de la commission (possibilité pour les organismes collecteurs de distribuer le prêt à taux zéro). Analyse du prélèvement sur les ressources du "1 %" pour financer le prêt à taux zéro comme un emploi déterminé de fonds recueillis au titre de la participation des employeurs. Concurrence entre les collecteurs du "1 % logement" et les établissements bancaires - **Art. 16 bis** (*institution d'un prélèvement sur les excédents financiers des organismes collecteurs des fonds du congé individuel de formation*) (p. 2984) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° I-117 de Mme Marie-Claude Beaudou et n° I-182 de M. Jean-Pierre Masseret, ainsi qu'à l'amendement n° I-234 de Mme Marie-Claude Beaudou (majoration du taux de la taxe d'apprentissage). Priorité donnée au soutien à l'emploi - **Art. 17 bis** (*prise en compte par le fonds de solidarité vieillesse des majorations de pension accordées en fonction du nombre d'enfants des exploitants agricoles et inscrites auparavant au BAPSA*) (p. 2985, 2986) : s'oppose à l'amendement de suppression n° I-183 de M. Jean-Pierre Masseret.

Deuxième partie :

Services du Premier ministre - I - Services généraux (et fonction publique)

- (25 novembre 1995) (p. 3067) : évolution des crédits. Commissariat à la réforme de l'Etat. Organismes rattachés. Délocalisations. Service d'information et de diffusion, SID. Demande l'adoption des crédits des services généraux du Premier ministre. (p. 3078, 3079) : rattachement aux crédits du ministère de la culture d'une partie des crédits budgétaires du remboursement d'exonérations de redevances pour 1996. Multiplicité et dispersion des organismes rattachés au Premier ministre. Commissariat à la réforme de l'Etat. ENA. Modernisation de la fonction publique : primes ; dispositif de notation et d'évaluation ; responsabilisation par contrat de services. Code des pensions de retraite des fonctionnaires - **Après l'art. 68 quater** : accepte l'amendement n° II-4 de la commission (présentation annuelle au Parlement, en annexe du projet de loi de finances, de la liste de toutes les commissions et instances consultatives ou délibératives placées auprès du Premier ministre ou des ministres).

Services du Premier ministre - II - Secrétariat général de la défense nationale

- (25 novembre 1995) (p. 3080, 3081) : réforme engagée du Secrétariat général de la défense nationale, SGDN. Programme civil de défense. Demande l'adoption de ce projet de budget.

Services du Premier ministre - III - Conseil économique et social

- (25 novembre 1995) (p. 3084) : demande l'adoption de ce projet de budget.

Services du Premier ministre - IV - Plan

- (25 novembre 1995) (p. 3085, 3086) : réforme du Commissariat général du plan. Contrats de plan Etat-régions : exécution et évaluation. Demande l'adoption de ces crédits.

Budget annexe des Journaux officiels

- (25 novembre 1995) (p. 3089, 3090) : demande l'adoption de ce budget annexe.

Services financiers (et consommation)

- (27 novembre 1995) (p. 3230, 3231) : effort de maîtrise des dépenses et poursuite de la modernisation des services financiers. Effectifs budgétaires. Consommation. (p. 3235, 3236) : chambre régionale des comptes. Recouvrements de la TVA intracommunautaire. Réglementation des marchés publics. Organisations de consommateurs. Projet de directive communautaire sur la publicité comparative. Utilisation des anabolisants à usage frauduleux en agriculture. Abus de puissance de la grande distribution. Baisse de la consommation. Prévisions de croissance. Fonctionnement des commissions départementales de surendettement - **Examen des crédits - Etat B** (p. 3227, 3228) : emplois de vacataires. Sécurité des agents des douanes - **Art. 68 ter** (*réintégration au sein du budget général des recettes et des*

dépenses extrabudgétaires des administrations d'Etat (p. 3239) : amélioration de la transparence budgétaire.

Budget annexe des Monnaies et médailles

- (27 novembre 1995) (p. 3239, 3240) : demande l'adoption de ce projet de budget.

Charges communes et comptes spéciaux du Trésor

- (2 décembre 1995) (p. 3635, 3636) : charge de la dette. Dette des administrations publiques. Déséquilibres des finances de l'Etat. Charge de la dette et hypothèses de taux associées en 1996. Assurance-crédit. Mesures exceptionnelles en faveur de l'emploi et de la formation professionnelle. Mesures d'allègement du coût du travail. Amélioration des comptes de l'UNEDIC. Comptes spéciaux du Trésor. Compte spécial de privatisation. Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables. Comptes de prêts du Trésor à des Etats étrangers pour la consolidation de dettes envers la France. Fonds national pour le développement des adductions d'eau, FNDAE - Examen des crédits - Charges communes - Etat B - Titre IV (p. 3642) : s'oppose à l'amendement n° II-67 de Mme Hélène Luc (réduction de deux milliards de francs des crédits d'intervention économique au titre de la politique de l'emploi). Son amendement de coordination n° II-81 ; adopté - Comptes spéciaux du Trésor - Art. 43 (*mesures nouvelles des opérations définitives des dépenses en capital des comptes d'affectation spéciale*) (p. 3644) : ses amendements n° II-80 de coordination et n° II-82 : fonds national pour le développement des adductions d'eau, FNDAE ; adoptés - Art. 47 (*liquidation du secteur français de Berlin*) (p. 3645) : report au 31 décembre 1996 de la clôture de ce compte spécial du Trésor.

Articles non rattachés :

- (9 décembre 1995) - Après l'art. 59 septies (p. 4189) : s'oppose à l'amendement n° II-124 de M. Philippe Marini (suppression de l'obligation faite aux sociétés et aux compagnies d'assurance de déclarer à l'administration fiscale les contrats d'assurance de bijoux, pierreries, objets d'art, collections, antiquités d'un montant supérieur à 100 000 francs) - Art. 59 octies (*organisation de paris sur les parties de pelote basque*) (p. 4191) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de suppression n° II-148 de la commission - Après l'art. 59 decies (p. 4212, 4213) : demande le retrait de l'amendement n° II-171 de M. Jean-Pierre Masseret (lutte contre la fraude à la TVA intracommunautaire). Compétence du pouvoir réglementaire. Rapport de l'inspection générale des finances. Accepte l'amendement n° II-17 de Mme Marie-Claude Beaudou (remise au Parlement d'un rapport sur l'évolution de la perception de la taxe sur la valeur ajoutée intracommunautaire en France). (p. 4214) : s'oppose à l'amendement n° II-55 de Mme Marie-Claude Beaudou (allongement à quatre ans du délai de reprise de l'administration fiscale). (p. 4215, 4216) : sur les amendements de Mme Marie-Claude Beaudou, accepte le n° II-59 (remise au Parlement d'un rapport sur l'application des taux réduits de TVA au regard de l'harmonisation fiscale européenne) et s'oppose au n° II-60 (remise au Parlement d'un rapport comportant notamment une évaluation des conséquences de la révision des bases cadastrales d'imposition). S'oppose à l'amendement n° II-64 de Mme Marie-Claude Beaudou (problème de la prise en charge des congés bonifiés des fonctionnaires territoriaux originaires de l'outre-mer). (p. 4217, 4218) : s'oppose aux amendements n° II-44 de Mme Danielle Bidard-Reydet (problème de la prise en charge des congés bonifiés des fonctionnaires territoriaux originaires de l'outre-mer) et n° II-

74 de M. René Régnauld (problème de la prise en charge des congés bonifiés des fonctionnaires territoriaux originaires de l'outre-mer). (p. 4219) : accepte l'amendement n° II-127 de M. Philippe Marini (extension, aux bateaux chargés de marchandises liquides dans les bassins captifs, du dispositif d'aide au déchirage). (p. 4220) : proposition du Gouvernement d'augmenter de cinquante millions de francs les crédits du ministère de la jeunesse et des sports. S'oppose à l'amendement n° II-172 de M. Jean-Pierre Masseret (affectation de la moitié de l'accroissement annuel des bénéficiaires de la Française des jeux au Fonds national pour le développement du sport). (p. 4221) : s'oppose à l'amendement n° II-187 de M. Jean-Pierre Masseret (affectation de la moitié de l'accroissement annuel des bénéficiaires de la Française des jeux au Fonds national pour le développement du sport) - Art. 67 (précédemment réservé, le 4 décembre 1995, p. 3691) (*détermination des sommes dues par l'Etat aux organismes de gestion des établissements d'enseignement privé sous contrat au titre du principe de parité*) (précédemment réservé, le 4 décembre 1995, p. 3691) (p. 4222) : accepte l'amendement n° II-151 de la commission (fixation par un décret en Conseil d'Etat de la part nécessaire pour assurer la parité et obligation pour l'Etat d'assurer l'intégralité de la charge nécessaire pour assurer la parité).

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 0140 (95-96)] - (19 décembre 1995) (p. 4448, 4451) : débat d'orientation budgétaire. Fonction publique. Procédures de régulation budgétaire. Réforme fiscale. Déficit public. Amendements techniques déposés par le Gouvernement - Art. 32 (*budget général - services votés*) (p. 4471) : son amendement n° 1 : minoration des crédits d'un million de francs et majoration des crédits d'un million de francs ; adopté avec l'ensemble du texte - Art. 33 et Etat B (*mesures nouvelles - dépenses ordinaires des services civils*) (p. 4474) : son amendement n° 2 : nouvelle rédaction ; adopté avec l'ensemble du texte - Art. 34 et Etat C (*mesures nouvelles - dépenses en capital des services civils*) : son amendement n° 3 : nouvelle rédaction ; adopté avec l'ensemble du texte - Art. 49 et Etat F (*crédits évaluatifs*) (p. 4477) : son amendement n° 4 : nouvelle rédaction ; adopté avec l'ensemble du texte - Art. 50 et Etat G (*crédits provisionnels*) : son amendement n° 5 : nouvelle rédaction ; adopté avec l'ensemble du texte.

- *Projet de loi de finances rectificative pour 1995 [n° 0119 (95-96)]* - (19 décembre 1995) - Discussion générale (p. 4501, 4504) : stabilisation du déficit budgétaire. Consommation. Réduction des charges sur les bas salaires. Emploi des jeunes. Taux des livrets d'épargne administrés. Endettement. Effort d'économies. Maîtrise de la dépense publique. Fiscalité. Réforme du financement de la sécurité sociale. Prélèvement sur la Caisse des dépôts et consignations. Organismes d'HLM. Caisse de garantie du logement social, CGLS - Question préalable (p. 4506, 4507) : s'oppose à la motion n° 22 de Mme Hélène Luc tendant à opposer la question préalable - Après l'art. 2 (p. 4509) : s'oppose à l'amendement n° 36 de Mme Marie-Claude Beaudou (TVA sur les produits de la confiserie et de la chocolaterie) - Art. 3 (*récupération des sommes versées par l'Etat à la Caisse de garantie du logement social, CGLS*) (p. 4512) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 43 de M. Jean-Pierre Masseret ainsi qu'à l'amendement n° 23 de Mme Marie-Claude Beaudou (nouvelle rédaction). Accepte l'amendement rédactionnel n° 8 de la commission. (p. 4513) : son amendement n° 60 : institution d'un fonds de réserve et de garantie de la Caisse nationale d'épargne ; adopté - Art. 4 (*prélèvement sur les réserves de l'Institut national de la propriété industrielle*) (p. 4515) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 24 de Mme Marie-Claude Beaudou - Art. 5 (*prélèvement exceptionnel sur l'excédent de la taxe dite "taxe sur les grandes surfaces"*) (p. 4517) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 44 de M. Jean-Pierre Masseret ainsi qu'à l'amendement n° 25 de Mme Marie-Claude Beaudou (augmentation de 10 % du montant de l'impôt de solidarité sur la fortune) - Après l'art. 5 (p. 4517) : s'oppose à l'amendement n° 26 de Mme Marie-Claude Beaudou (augmentation du taux de taxation des

plus-values d'éléments d'actif des entreprises) - **Art. 9 et Etat C (dépenses en capital des services civils - ouverture)** (p. 4526) : demande le retrait de l'amendement n° 41 de M. Daniel Millaud (réduction des crédits de paiement du titre V de 4.000.000 francs). Installation du système de dédouanement informatique, SOFIX, en Polynésie française - **Après l'art. 12** (p. 4527) : son amendement n° 57 : inscription des recettes de privatisation à l'Etat F annexé à la loi de finances ; adopté - **Avant l'art. 13** (p. 4528) : s'oppose à l'amendement n° 46 de M. René Régnault (exonération des chambres de métiers de la taxe sur les salaires) - **Art. 13 (aménagement de l'impôt sur les opérations de bourse et du statut des sociétés de capital risque dans la perspective du nouveau marché)** (p. 4531) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 47 de M. Jean-Pierre Masseret et accepte l'amendement n° 58 de la commission (nouvelle rédaction - entrée en vigueur immédiate du dispositif fiscal) - **Après l'art. 13** : s'oppose à l'amendement n° 37 de Mme Marie-Claude Beaudou (dépenses fiscales liées au service de la dette publique).

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 16 de M. Jean Pierre Masseret : **Fiscalité (Contribution des revenus modestes aux réformes)** (JO Débats du 23 novembre 1995) (p. 2814).

n° 19 de M. Yann Gaillard : **Union européenne (Pacte de stabilité monétaire européen)** (JO Débats du 23 novembre 1995) (p. 2817).

n° 1 de M. Guy Cabanel : **Aviation militaire (Pilotes français disparus en Bosnie)** (JO Débats du 8 décembre 1995) (p. 3930).

n° 6 de M. Henri de Raincourt : **Conflits du travail (Conséquences des grèves sur l'économie)** (JO Débats du 8 décembre 1995) (p. 3936).

n° 7 de M. Jean-Paul Hugot : **Relations internationales (Rapprochement avec l'Alliance atlantique)** (JO Débats du 8 décembre 1995) (p. 3938).

LAMBERT (Alain), sénateur (Orne) UC-R, puis UC.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances ; puis rapporteur général (JO Lois et décrets du 1er juin 1995) ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire ; démissionnaire le 18 novembre 1995.

Membre titulaire du conseil de surveillance du Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance ; démissionnaire le 21 novembre 1995.

Membre ès qualités de la Commission des comptes et budgets économiques de la Nation.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à relever de 18,60% à 20,60% le taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée à compter du 1er août 1995 (19 juillet 1995).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1995 (27 juillet 1995).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1996 (9 décembre 1995).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1995 (19 décembre 1995).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à favoriser l'amélioration de l'habitat [n° 0438 (92-93) rect] reprise le 3 avril 1995 (28 juillet 1993) - **Logement.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, instituant des suppléants pour les conseillers généraux [n° 0449 (92-93)] reprise le 3 avril 1995 (14 septembre 1993) - **Elections.**

Proposition de loi relative aux districts et modifiant le code des communes, le code général des impôts et la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République [n° 0294 (93-94)] reprise le 11 octobre 1995 (4 mars 1994) - **Communautés urbaines.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de résolution [n° 330 (94-95)] présentée en application de l'article 73 bis du Règlement, par M. Xavier de Villepin sur la recommandation de la Commission en vue des recommandations du Conseil visant à ce que soit mis un terme à la situation de déficit public excessif en Belgique, au Danemark, en Grèce, en Espagne, en France, en Italie, aux Pays-Bas, en Autriche, au Portugal, en Finlande, en Suède et au Royaume-Uni (application de l'article 104 C paragraphe 7 du traité instituant la Communauté européenne) (n° E-436) [n° 0342 (94-95)] (29 juin 1995) - **Communautés européennes.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 362 (94-95)], adopté par l'Assemblée nationale, portant règlement définitif du budget de 1993 [n° 0363 (94-95)] (6 juillet 1995) - **Lois de règlement.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi [n° 375 (94-95)], adoptée par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, tendant à relever de 18,60 % à 20,60 % le taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée à compter du 1er août 1995 [n° 0380 (94-95)] (18 juillet 1995) - **Taxe sur la valeur ajoutée (TVA).**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi [n° 375 (94-95)], tendant à relever de 18,60% à 20,60% le taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée à compter du 1er août 1995 [n° 0386 (94-95)] (19 juillet 1995) - **Taxe sur la valeur ajoutée (TVA).**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1995 [n° 379 (94-95)], adopté par l'Assemblée Nationale [n° 0391 (94-95)] (20 juillet 1995) - **Lois de finances rectificatives.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour

1995 [n° 0399 (94-95)] (28 juillet 1995) - Lois de finances rectificatives.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 3 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'action de l'Etat dans les plans de redressement du Crédit Lyonnais et du Comptoir des Entrepreneurs [n° 0051 (95-96)] (26 octobre 1995) - Banques et établissements financiers.

Rapport général, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale [n° 0077 (95-96)], tomes 1, 2, 3, 4] (21 novembre 1995) - Lois de finances.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1995 [n° 119 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale [n° 0132 (95-96)] (14 décembre 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 décembre 1995) - Lois de finances rectificatives.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1996 [n° 0140 (95-96)] (14 décembre 1995) - Lois de finances.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1995 [n° 0154 (95-96)] (21 décembre 1995) - Loi de finances rectificatives.

INTERVENTIONS

- Résolution (n° 359,94-95), adoptée par la commission des finances, en application de l'article 73 bis, alinéa 8, du règlement, sur la recommandation de la Commission en vue des recommandations du Conseil visant à ce que soit mis un terme à la situation de déficit public excessif en Belgique, au Danemark, en Grèce, en Espagne, en France, en Italie, aux Pays-Bas, en Autriche, au Portugal, en Finlande, en Suède et au Royaume-Uni (application de l'article 104 C, paragraphe 7, du traité instituant la Communauté européenne) (n° E-436). [n° 0330-0345 (94-95)] - (6 juillet 1995) - Rapporteur de la commission des finances - Discussion générale (p. 959, 961) : procédure des déficits publics excessifs. Recommandations aux Etats membres de l'Union européenne. Recommandation adressée à la France. Collectif budgétaire pour 1995. Redressement des comptes sociaux. Maîtrise des dépenses de santé. Transparence - Examen de la résolution (p. 970, 971) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Robert Vizet (création d'emplois, opposition à l'adoption de la recommandation n° E-436).

- Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1993 [n° 0351 (94-95)] - (13 juillet 1995) - Rapporteur général de la commission des finances - Discussion générale (p. 1014, 1016) : ressources du budget général. Dépenses. Cour des comptes. Ampleur de la récession en Europe. Programmes d'allègements fiscaux. Régulation budgétaire. Politique gouvernementale. Débat d'orientation budgétaire. Accepte ce projet de loi - Art. 16 (annexion d'un rapport d'information sur les crédits consacrés à l'aménagement du territoire) (p. 1028) : son amendement n° 1 : annexion de ce rapport dans le projet de loi de finances initial plutôt que dans le projet de loi portant règlement définitif du budget ; adopté - Art. 18 (transmission obligatoire aux présidents des commissions des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat des communications versées à l'article 12 de la loi n° 67-483 du 22 juin 1967 relative à la Cour des comptes) : son amendement de suppression n° 2 ; adopté.

- Proposition de loi tendant à relever de 18,60% à 20,60% le taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée à compter du 1er août 1995 [n° 0375 (94-95)] - (19 juillet 1995) - Rapporteur de la commission des finances -

Discussion générale (p. 1177, 1180) : date d'entrée en vigueur de la hausse du taux normal de la TVA. Impact financier. Politique européenne de réduction des déficits publics. Effets macroéconomiques. Observatoire français des conjonctures économiques, OFCE. Neutralité de la TVA. Régime dérogatoire des transactions immobilières. Prix des cigarettes. Fonds de compensation pour la TVA. Demande l'adoption de cette proposition de loi - Exception d'irrecevabilité (p. 1194, 1195) : s'oppose à la motion n° 14 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - Question préalable : s'oppose à la motion n° 1 de Mme Maryse Bergé-Lavigne, tendant à opposer la question préalable - Demande de renvoi à la commission (p. 1199) : s'oppose à la motion n° 33 de Mme Maryse Bergé-Lavigne, tendant au renvoi à la commission - Art. unique (fixation à 20,6% du taux normal de TVA) (p. 1204, 1211) : s'oppose aux amendements de suppression n° 2 de M. Robert Vizet et n° 15 de Mme Maryse Bergé-Lavigne. S'oppose aux amendements n° 16 à n° 24 de Mme Bergé-Lavigne, tendant à des augmentations d'impôt ou à des suppressions d'avantages fiscaux. S'oppose à l'amendement n° 3 de M. Robert Vizet (réduction du taux de la TVA, compensée par le relèvement du taux de l'impôt sur les sociétés) - Paragraphe 2 (modalités de mise en oeuvre) : son amendement n° 34 : transactions immobilières soumises à TVA ; adopté - Paragraphe 3 (contrat de construction d'une maison individuelle) : son amendement n° 35 : régime dérogatoire ; adopté - Paragraphe 4 (baisse transitoire du droit de consommation sur les cigarettes) (p. 1206) : son amendement n° 36 : prolongation de la durée du régime transitoire ; devenu sans objet. Sur le même objet, s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements n° 31 de M. Jacques de Menou et n° 32 de Mme Maryse Bergé-Lavigne - Paragraphe 5 (communautés de communes et communautés de villes) (p. 1208) : son amendement n° 37 : fonds de compensation pour la TVA ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 4 de M. Robert Vizet, sur le même objet - Après le paragraphe 5 (p. 1209) : s'oppose aux amendements de M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 26, n° 27 et n° 28 (frais et honoraires de justice) - Après l'art. unique (p. 1212, 1218) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet n° 5 à n° 13, tendant à augmenter ou à diminuer la TVA sur certains produits. Demande le retrait de l'amendement n° 29 de Mme Maryse Bergé-Lavigne (poursuites par l'administration des impôts après procès-verbal de l'administration des douanes pour fraude à la TVA).

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 0386 (94-95)] - (20 juillet 1995) - Rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - Discussion générale (p. 1270, 1271) : régime dérogatoire en faveur des transactions immobilières. TVA sur le prix des cigarettes. Fonds de compensation pour la TVA, FCTVA. Accepte le texte établi par la CMP.

- Projet de loi de finances rectificative pour 1995 [n° 0379 (94-95)] - (26 juillet 1995) - Rapporteur général de la commission des finances - Discussion générale (p. 1504 à 1507) : espoirs consécutifs à l'élection du Président de la République et à l'installation du nouveau Gouvernement. Soutien de la commission des finances au projet de loi de finances rectificative. Recettes fiscales. Imputation budgétaire des recettes de privatisations. Politique de privatisation. Dotations en capital en faveur des entreprises publiques. Situation du secteur bancaire et de l'industrie d'armement. Baisse des recettes et augmentation des dépenses. Effort fiscal des ménages et des entreprises. Mesures en faveur de l'emploi et du logement. Mesures concernant les collectivités locales. Effort d'assainissement de l'Etat au niveau des dépenses de fonctionnement.

- Suite de la discussion - (27 juillet 1995) - Rapporteur général de la commission des finances - Question préalable (p. 1575) : s'oppose à la motion n° 1 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - Renvoi à la commission (p. 1582) : s'oppose à la motion n° 25 de M. Paul Lorient, tendant au renvoi en commission - Après

l'art. 1er (p. 1583, 1584) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° 29 (baisse de la TVA sur les prestations de service funéraire) et n° 30 (mise à contribution d'EDF pour réduire les déficits publics). (p. 1585) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de M. Raymond Soucaret n° 45 (harmonisation des règles fiscales appliquées aux structures d'accueil des personnes âgées). (p. 1587) : s'oppose à l'amendement de M. Robert Vizet n° 46 (réduction de la TVA frappant la construction) - **Avant l'art. 2** (p. 1589) : s'oppose aux amendements de M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 78 (diminution du taux de TVA pour l'ensemble des frais et honoraires auxquels peuvent être soumis les justiciables), n° 79 (taux réduit de TVA pour les frais et honoraires des affaires relevant du droit de la famille) et n° 80 (application de l'ancien taux normal de TVA pour les affaires relevant du droit de la famille) - **Art. 2** (*contribution de 10% assise sur l'impôt sur les sociétés*) (p. 1589, 1590) : charges pour les entreprises françaises de taille internationale. (p. 1592) : ses amendements n° 8 rédactionnel, n° 9 : introduction d'un régime de modulation de l'acompte de la contribution exceptionnelle prévue par l'article ; et n° 10 : calcul et paiement de la contribution ; adoptés. S'oppose aux amendements de M. Robert Vizet n° 31 (taux d'imposition des bénéfices réinvestis et des bénéfices distribués), de M. Jean-Pierre Masseret n° 81 (taux de l'impôt sur les sociétés pour les distributions de bénéfices effectués par les entreprises au cours des exercices ouverts à compter du 1er janvier 1995) et n° 82 (réduction de l'avoir fiscal) - **Après l'art. 2** (p. 1594 à 1598) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet n° 48 (retour des plus-values de cession d'actifs financiers dans le cadre général de l'application du barème de l'impôt sur le revenu) et n° 47 (suppression de l'article 210 sexies du code général des impôts permettant de réduire le montant de l'impôt dû par les sociétés du produit de la rémunération des salariés les mieux rémunérés de l'entreprise) ainsi qu'à l'amendement de M. Jean-Pierre Masseret n° 83 (augmentation des taux des plus-values à long terme des entreprises). Son amendement n° 11 : extension du champ d'application du régime des plus ou moins-values ; adopté - **Art. 3** (*majoration de 10% de l'impôt de solidarité sur la fortune*) (p. 1599) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet n° 32 (augmentation de la majoration de l'impôt de solidarité sur la fortune) et de M. Jean-Pierre Masseret n° 84 (multiplication par deux du taux du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune). Déductibilité de la cotisation - **Après l'art. 3** (p. 1601 à 1604) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet n° 33 (détermination du revenu imposable des assujettis à l'impôt sur le revenu), n° 49 (avoir fiscal attaché aux dividendes de sociétés françaises), n° 64 (majoration de la sanction fiscale infligée aux redevables de l'impôt sur le revenu soumis à l'application de la tranche la plus élevée du barème dudit impôt), n° 34 (réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile) et n° 50 (mise en place de commissions départementales chargées d'examiner les dettes fiscales de redevables aux ressources modestes) ainsi qu'aux amendements de M. Jean-Pierre Masseret n° 87 (suppression de l'article 59 de la loi de finances pour 1995 relatif au plafond des dépenses pour la réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile), n° 86 (rééquilibrage entre l'imposition sur les revenus du capital et celle frappant les revenus du travail) et n° 85 (élargissement de l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune) - **Art. 4** (*extension de l'abattement sur les revenus mobiliers aux intérêts des comptes courants bloqués d'associés*) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 35 de M. Robert Vizet - **Après l'art. 4** (p. 1605) : s'oppose à l'amendement de M. Jean-Pierre Masseret n° 88 (augmentation du seuil d'exonération de la taxe sur les salaires due par les associations intermédiaires et les fondations pour l'emploi) - **Art. 6** (*reversement au budget général des crédits de la dotation de développement rural*) (p. 1610, 1611) : demande le retrait des amendements de suppression n° 36 de M. Robert Vizet, n° 58 de M. Alain Vasselle et n° 89 de M. Jean-Pierre Masseret - **Après l'art. 6** (p. 1614) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet n° 52 (imputation sur la base d'une régularisation de la dotation versée à chaque collectivité locale, des effets de la croissance à la progression

de l'indice de la dotation) et de M. René Régnault n° 90 (calcul de la DGF) - **Art. 7** (*contribution exceptionnelle des organismes collecteurs de la participation des employeurs à l'effort de construction*) (p. 1616, 1617) : aides à la pierre. (p. 1619 à 1621) : son amendement n° 12 : suppression des dispositions prévoyant la création d'un compte d'affectation spéciale ; retiré. S'oppose aux amendements de suppression n° 37 de M. Robert Vizet et n° 91 de M. Robert Laucournet ainsi qu'à l'amendement de M. Robert Vizet n° 51 (affectation de la contribution exceptionnelle des organismes collecteurs de la participation des employeurs à l'effort de construction du logement locatif social) - **Après l'art. 7** (p. 1625, 1626) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Pierre Masseret n° 92 (diminution de la déduction du montant de taxe foncière appliquée sur les propriétés bâties pour les logements vacants depuis plus de deux ans), n° 93 (diminution de la déduction du montant de la taxe d'habitation) et n° 94 (mesures en faveur de la transformation des locaux professionnels non utilisés des personnes morales en locaux à usage d'habitation) - **Art. 8** (*suppression de la remise forfaitaire mensuelle sur les retenues pour pensions des fonctionnaires civils et militaires de l'Etat*) (p. 1627) : s'oppose aux amendements de suppression n° 38 de M. Robert Vizet et n° 95 de M. Jean-Pierre Masseret - **Après l'art. 8 bis** (p. 1628) : accepte l'amendement du Gouvernement n° 122 (modalités de collecte des fonds de la formation professionnelle) - **Avant l'art. 9** (p. 1631) : s'oppose à l'amendement de M. Philippe Adnot n° 6 (droits de mutation applicables aux transactions immobilières) ainsi qu'à l'amendement de M. Paul Girod n° 75 (modalités d'application de la compensation des pertes de recettes). Son amendement n° 13 : réduction des droits de mutation à titre onéreux pour les acquisitions de logements ; adopté. Sur ce dernier, s'oppose aux sous-amendements de M. Robert Vizet n° 66 (plafonnement de la réduction des droits de mutation) et de M. Jean-Pierre Masseret n° 129 (compensation des pertes de recettes) - **Art. 9 et Etat A** (*équilibre général*) (p. 1643) : accepte l'amendement du Gouvernement n° 137 (récapitulation des modifications apportées à l'équilibre de la loi de finances rectificative) - **Art. 10 et Etat B** (*dépenses ordinaires des services civils - ouvertures*) (p. 1644) : accepte l'amendement du Gouvernement n° 128 (majoration des crédits destinés au financement de structures et d'hébergements visant à accueillir de façon transitoire les Français arrivant d'Algérie) - **Art. 11 et Etat C** (*dépenses en capital des services civils - ouvertures*) (p. 1647) : s'oppose à l'amendement de M. Robert Laucournet n° 112 (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement du ministère du logement) - **Après l'art. 12** (p. 1650) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet n° 70 (réduction de dépenses militaires pour augmenter le budget des affaires sociales), n° 71 (augmentation des moyens destinés à la politique éducative), n° 72 (majoration des crédits destinés à l'enseignement technique agricole public), n° 73 (annulation de toute suppression d'autorisations de programme ou de crédits de paiement sur les organismes de recherche) et n° 74 (moyens supplémentaires accordés pour répondre aux besoins en personnels de l'enseignement supérieur) - **Art. 14** (*création d'un compte spécial du Trésor "fonds pour l'accession à la propriété"*) (p. 1652) : demande le retrait de l'amendement de suppression n° 96 de M. Robert Laucournet - **Après l'art. 14** : s'oppose à l'amendement de M. Robert Vizet n° 41 (modalités de gestion du fonds pour l'accession à la propriété créé par l'article 14) - **Avant l'art. 18** (p. 1653) : s'oppose à l'amendement n° 67 de M. Robert Vizet (allongement de la durée des exonérations de taxes foncières) - **Art. 18** (*réduction des droits de mutation à titre onéreux pour les acquisitions de logements*) (p. 1654) : son amendement de suppression n° 16 ; adopté - **Après l'art. 18** (p. 1654) : demande le retrait des amendements de M. Alain Vasselle n° 59 (possibilité pour les propriétaires d'immeubles d'habitation de déduire de leur revenu global les déficits fonciers) et n° 60 (limitation de la déduction) - **Art. 18 bis** (*exonération temporaire des droits de mutation à titre gratuit en faveur des logements neufs*) (p. 1655) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 100 de M. Jean-Pierre Masseret - **Art. 19** (*relèvement de la déduction forfaitaire pour frais en matière de revenus fonciers*) (p. 1656, 1657) :

s'oppose aux amendements de suppression de M. Robert Vizet n° 43 et de M. Jean-Pierre Masseret n° 101 ainsi qu'à l'amendement de M. Jean-Pierre Masseret n° 102 (majoration de la déduction dont bénéficient les propriétaires sur les revenus des locations). Son amendement n° 17 : relèvement du taux de la déduction forfaitaire ; retiré. Demande le retrait de l'amendement de M. Alain Vasselle n° 61, sur le même objet que son amendement n° 17 précité - **Après l'art. 19** (p. 1658, 1659) : demande le retrait de l'amendement de M. Alain Vasselle n° 62 (réduction de la durée de détention de la résidence autre que celle d'occupation principale pour bénéficier de l'exonération d'impôt sur la plus-value de la vente) et s'oppose à l'amendement de M. Jean-Pierre Masseret n° 103 (modification de l'imposition des plus-values sur les cessions de certaines résidences secondaires). Ses amendements n° 18 : exonération partielle des droits de mutation à titre gratuit lors de la transmission de logements à usage locatif ; adopté après modification par le sous-amendement de précision du Gouvernement n° 140, qu'il accepte. Son amendement n° 19 : amélioration du régime "Méhaignerie" de réduction de l'impôt sur le revenu ; adopté - **Art. 20** (relèvement du plafond des versements ouvrant droit à la réduction d'impôt au titre des souscriptions en numéraire au capital de sociétés non cotées) (p. 1661) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 44 de M. Robert Vizet - **Après l'art. 20** (p. 1662, 1663) : s'oppose aux amendements de M. Philippe Marini n° 56 (extension du régime existant des SOFICA, sociétés pour le financement de l'industrie cinématographique et audiovisuelle, aux investissements réalisés par les particuliers sous forme de souscriptions au capital de sociétés financières d'innovation) et de M. Robert Vizet n° 68 (modification de la cotisation minimale de taxe professionnelle) - **Art. 21** (fixation des coefficients de revalorisation des valeurs locatives servant de bases aux impôts directs locaux en 1996) : s'oppose à l'amendement de M. Jean-Pierre Masseret n° 105 (mise en oeuvre de l'incorporation des nouvelles valeurs locatives dans les rôles des impôts directs locaux à partir du 1er janvier 1996) - **Après l'art. 21** (p. 1664 à 1668) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de M. Philippe Adnot n° 7 (faculté pour les collectivités locales d'accorder des exonérations de taxe professionnelle), accepte l'amendement de M. René Ballayer n° 115 (assouplissement du régime d'exonération facultative offert aux communes en matière de taxe sur les spectacles) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de M. Paul Girod n° 24 (possibilité pour les communautés de communes d'instaurer la taxe d'enlèvement des ordures ménagères la première année de leur existence). Son amendement n° 20 : abattement facultatif de 10 000 francs sur les bases de taxe professionnelle des diffuseurs de presse ; adopté - **Avant l'art. 22** (p. 1670) : s'oppose à l'amendement de M. Paul Loridant n° 110 (priorité de la politique monétaire dans la perspective du retour au plein emploi des facteurs de production) - **Après l'art. 22** (p. 1671) : s'oppose à l'amendement de M. Paul Loridant n° 111 (réglementation du commerce extérieur, en liaison avec le travail des enfants en France et dans le monde) - **Art. 24** (modifications apportées au régime de l'aide aux chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprise) (p. 1673 à 1677) : son amendement n° 21 : maintien du bénéfice de l'aide aux chômeurs, créateurs ou repreneurs d'entreprise, ACCRE, aux chômeurs indemnisés sans condition de durée ; adopté après modification par les sous-amendements de M. André Diligent n° 120 (réduction de la durée minimale du chômage nécessaire pour avoir droit à l'aide de l'Etat) et de M. Jacques de Menou n° 116 (suppression du délai au-delà duquel des salariés licenciés désirant reprendre leur entreprise en faillite peuvent bénéficier d'une aide de l'Etat), auxquels il s'oppose, ainsi que par le sous-amendement rédactionnel du Gouvernement n° 143 qu'il accepte. S'oppose à l'amendement de suppression n° 106 de M. Jean-Pierre Masseret, ainsi qu'aux sous-amendements de M. Jean Madelain n° 63 (présentation rapide aux tribunaux de commerce de solutions de reprise par les travailleurs licenciés) et du Gouvernement n° 142 (précision du champ d'application), déposés sur son amendement n° 21 (maintien du bénéfice de l'aide aux chômeurs, créateurs ou repreneurs

d'entreprise, ACCRE, aux chômeurs indemnisés sans condition de durée) - **Après l'art. 24** (p. 1678) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de M. Jean-Pierre Masseret n° 107 (extension aux professionnels de la vente et de la réparation automobile de la procédure dite VGA, véhicules gravement accidentés) et de M. Michel Souplet n° 119 (définition des conditions d'exercice de l'activité de réparateur en véhicules accidentés) - **Avant l'art. 25** : s'oppose à l'amendement de M. Robert Vizet n° 69 (taxation des revenus financiers et immobiliers pour financer la sécurité sociale) - **Art. 25** (relèvement du taux et élargissement de l'assiette de la contribution sociale de solidarité des sociétés) (p. 1679 à 1682) : ses amendements n° 125 : exonération de la contribution sociale de solidarité des sociétés en faveur des grossistes répartiteurs de produits pharmaceutiques sur la partie de leur chiffre d'affaires correspondant aux médicaments ; adopté ; n° 126 : précision de la date d'entrée en vigueur du nouveau seuil d'exonération ; adopté après modification par le sous-amendement n° 135 du Gouvernement qu'il accepte ; n° 124 : possibilité d'application d'une contribution sociale de solidarité calculée à demi-taux ; retiré. Sur les amendements du Gouvernement, accepte le n° 131 (extension du champ d'application de la contribution sociale de solidarité des sociétés aux exploitations exerçant leur activité sous la forme coopérative), le n° 133 (élimination des doubles impositions), le n° 134 (extension du dispositif à certaines entreprises publiques et à leurs filiales) et le n° 132, de coordination sous réserve de l'adoption de son amendement n° 123 ; adopté. S'oppose à l'amendement de M. Alain Pluchet n° 117 (bénéfice des avantages prévus par l'article 25 pour les caisses régionales du Crédit agricole, les banques mutuelles, les organismes financiers des secteurs bancaires et de l'assurance relevant de la mutualité sociale agricole) - **Après l'art. 25** (p. 1683) : accepte l'amendement du Gouvernement n° 139 (possibilité, pour les sociétés de capitaux se transformant en sociétés de personnes, d'opter pour l'impôt sur les sociétés dès leur transformation) - **Art. 26** (institution de la taxe de séjour ou de la taxe de séjour forfaitaire par les syndicats mixtes composés exclusivement de collectivités territoriales et par les communautés de communes) : son amendement n° 22 : application pour la taxe de séjour de la règle de l'unanimité des communes membres ; adopté - **Après l'art. 26** (p. 1684) : s'oppose à l'amendement de M. Paul Loridant n° 108 (prise en charge des congés bonifiés des fonctionnaires des départements d'outre-mer au Centre national de la fonction publique territoriale) - **Art. 27** (sanctions pénales pour défaut d'acquiescement du droit de quai à Saint-Barthélemy) : accepte l'amendement de suppression n° 136 du Gouvernement - **Art. 28** (responsabilités des dirigeants de personnes morales de droit public ayant une activité économique) : son amendement de suppression n° 23 ; adopté - **Après l'art. 28** (p. 1685 à 1687) : son amendement n° 127 : institution d'un nouvel état budgétaire récapitulatif en annexe de chaque loi de finances initiale l'ensemble des concours budgétaires et fiscaux de l'Etat à la protection sociale ; adopté - **Seconde délibération** - **Art. 9** (p. 1693) : accepte l'amendement du Gouvernement n° A-1 (traduction de l'incidence sur l'équilibre budgétaire d'une ouverture de crédits adoptés dans la deuxième partie du collectif pour 1995) - **Art. 24** (modifications apportées au régime de l'aide aux chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprise) (p. 1693) : accepte l'amendement du Gouvernement n° B-1 (suppression du gage) - **Sur l'ensemble** (p. 1695) : remerciements. Problème de la compensation pour la baisse des droits de mutation.

- **Déclaration du Gouvernement sur la réforme de l'accession à la propriété, suivie d'un débat** - (11 octobre 1995) (p. 1817, 1819) : taux d'intérêt. Prêt aidé d'accession à la propriété, PAP. Prêt au taux de zéro pour cent. Chute de la construction. Action en faveur des plus démunis. Logements anciens. Droits de mutation à titre gratuit. Fiscalité. Distribution du nouveau prêt. Concurrence des établissements financiers.

- **Projet de loi relatif à l'action de l'Etat dans les plans de redressement du Crédit Lyonnais et du Comptoir des Entrepreneurs.** [n° 0003 (95-96)] - (31 octobre 1995) - Rapporteur de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 2336) : coopération exemplaire entre le Gouvernement et le Sénat. Base légale donnée à l'intervention de l'Etat. Formule de l'établissement public. Contrôle de la gestion des structures de cantonnement. Histoire de la crise du Crédit Lyonnais et du Comptoir des Entrepreneurs. (p. 2337) : élaboration de trois rapports du Gouvernement. Réflexion sur le mode de nomination des dirigeants et l'organisation du système bancaire et financier. (p. 2338) : conditions de réussite de ces plans de redressement. Le vote de ce projet de loi permet la mise en place des moyens du redressement - **Question préalable** (p. 2356) : s'oppose à la motion n° 7 de Mme Hélène Luc tendant à opposer la question préalable. Chiffage difficile de l'engagement financier de l'Etat dans le redressement du Crédit Lyonnais et du Comptoir des Entrepreneurs. (p. 2357) : privatisation souhaitable des entreprises publiques du secteur concurrentiel. Sort des personnels des entreprises - **Avant l'art. 1er** (p. 2359) : s'oppose à l'amendement n° 8 de M. Paul Loridant (suppression du Crédit Lyonnais de la liste des entreprises privatisables annexée à la loi de privatisation du 19 juillet 1993) - **Art. 1er** (*création de l'Etablissement Public de Financement et de Restructuration, EPFR*) (p. 2360) : s'oppose à l'amendement n° 9 de M. Paul Loridant (création d'une société anonyme à la place d'un établissement public et répartition de son capital entre l'Etat et l'ensemble des établissements bancaires et financiers de la place de Paris) - **Art. 2** (*mission de l'établissement public*) (p. 2361, 2363) : s'oppose aux amendements de M. Paul Loridant n° 11 (souscription de l'emprunt auprès d'un pool bancaire), n° 12 (modification du prêt accordé et question des actifs industriels) et n° 13 (suppression de la possibilité pour l'établissement public de détenir des participations dans le Crédit Lyonnais) - **Après l'art. 2** : s'oppose à l'amendement n° 14 de M. Paul Loridant (insertion d'une clause sociale relative au reclassement des personnels) - **Art. 3** (*limitation de la capacité d'endettement de l'établissement public*) (p. 2364) : son amendement rédactionnel n° 1 ; adopté - **Art. 4** (*conseil d'administration de l'établissement public*) (p. 2365) : s'oppose à l'amendement n° 17 de M. Paul Loridant (représentation du personnel au conseil d'administration de l'établissement public) - **Art. 5** (*modalités d'application du titre 1er*) : s'oppose à l'amendement n° 18 de M. Paul Loridant (appréciation par le conseil d'administration du Crédit Lyonnais du rôle joué par l'établissement public) - **Avant l'art. 6** (p. 2366) : s'oppose à l'amendement n° 19 de M. Paul Loridant (suppression des Assurances Générales de France de la liste des entreprises privatisables) - **Art. 6** (*création de l'Etablissement Public de Réalisation de Défaillance, EPRD*) (p. 2367) : s'oppose à l'amendement n° 20 de M. Paul Loridant (choix de la formule de société et répartition de son capital) - **Art. 7** (*mission de l'établissement public*) (p. 2368) : s'oppose à l'amendement n° 22 de M. Paul Loridant (suppression de la possibilité pour l'établissement public de détenir une participation dans les Assurances Générales de France) - **Art. 8** (*conseil d'administration de l'établissement public*) (p. 2369) : s'oppose à l'amendement n° 23 de M. Paul Loridant (ouverture du conseil d'administration aux actionnaires de la société de cantonnement et aux personnels du Comptoir des Entrepreneurs) - **Art. 12** (*contrôle des sociétés de cantonnement*) (p. 2370) : moyens juridiques donnés à l'Etat de contrôler sur pièces et sur place, de façon permanente, la gestion des sociétés de cantonnement. Son amendement n° 2 : transmission du rapport de contrôle au conseil d'administration de l'établissement public ; adopté - **Art. 15** (*maintien de la composition du conseil d'administration du Crédit Lyonnais*) (p. 2371) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 28 de M. Paul Loridant - **Après l'art. 15** : son amendement n° 3 : extension à la privatisation du Crédit Lyonnais et des Assurances Générales de France des avantages susceptibles d'être accordés par l'Etat aux salariés et aux personnes physiques à l'occasion des opérations de privatisation ; adopté - **Art. 17** (*validation des actes et engagements pris dans le cadre des plans de*

redressement du Comptoir des Entrepreneurs) : son amendement rédactionnel n° 4 ; adopté - **Art. 19** (*responsabilité financière des dirigeants d'entreprises publiques*) (p. 2372, 2373) : Cour de discipline budgétaire et financière. Responsabilité du pouvoir politique. Existence de nombreuses incriminations pour les dirigeants commettant des fautes de gestion. Imprécision de cet article. Son amendement n° 5 : nouvelle rédaction précisant la notion de faute de gestion et de préjudice grave causé à l'organisme ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 1996** [n° 0076 (95-96)]

Discussion générale :

- (21 novembre 1995) - Rapporteur général de la commission des finances (p. 2667, 2670) : densité de l'actualité politique. Nécessaire effort de pédagogie. Paradoxes de la conjoncture économique. Accroissement des engagements financiers de l'Etat. Baisse du rendement de l'impôt. Poids de la dette. Nécessité de consentir à des efforts soutenus et partagés par tous. Volonté du Parlement d'intervenir dans l'élaboration de la loi de finances. Nécessité d'aménager le cadre de la discussion budgétaire et d'entamer une réflexion générale sur la dépense publique.

Discussion des articles de la première partie :

- (22 novembre 1995) - Rapporteur général de la commission des finances - **Avant l'art. 2** (p. 2735) : s'oppose à l'amendement n° I-144 de M. Jean-Pierre Masseret (plafonnement de l'avantage fiscal procuré par des réductions d'impôt de forte ampleur) - **Art. 2** (*barème de l'impôt sur le revenu*) (p. 2738) : s'oppose aux amendements n° I-145 de M. Jean-Pierre Masseret (revalorisation du barème de l'impôt sur le revenu en fonction de la hausse des prix), n° I-48 de Mme Marie-Claude Beaudou (modification du barème de l'impôt sur le revenu) et n° I-49 de M. Paul Loridant (indexation de l'estimation du forfait "logement-nourriture") - **Après l'art. 2** (p. 2741) : s'oppose à l'amendement de M. Philippe de Gaulle n° I-219 (défiscalisation des cotisations afférentes au régime complémentaire d'assurance en cas de dépendance médicale) et, sur celui-ci, au sous-amendement n° I-260 de M. Philippe Marini. (p. 2742) : s'oppose à l'amendement n° I-220 de M. Philippe de Gaulle (défiscalisation des cotisations afférentes au régime complémentaire d'assurance en cas de dépendance médicale). (p. 2743) : demande le retrait de l'amendement n° I-146 de M. Jean-Pierre Masseret (réintégration dans le champ de la fiscalité, des cotisations entrant dans l'assiette des cotisations de sécurité sociale). (p. 2744) : s'oppose à l'amendement n° I-148 de M. Jean-Pierre Masseret (suppression du régime d'imposition taxant la plus-value d'acquisition selon le régime des plus-values immobilières) - **Après l'art. 3** : s'oppose à l'amendement n° I-53 de Mme Marie-Claude Beaudou (alignement des détenteurs de plans d'actions sur le régime général en matière d'imposition des traitements et salaires) - **Après l'art. 2** (*suite*) (p. 2745) : s'oppose à l'amendement n° I-159 de M. Jean-Pierre Masseret (plafond du revenu imposable pour bénéficiaire d'avantages fiscaux). (p. 2746) : s'oppose à l'amendement n° I-11 de M. Xavier de Villepin (engagement sur l'honneur pour les expatriés d'affecter leur bien immobilier à l'habitation principale dès leur retour en France). (p. 2747) : demande le retrait de l'amendement n° I-230 de Mme Marie-Claude Beaudou (prolongation de la durée d'application de la mesure prévue par l'article 199 sexies C du code général des impôts tendant à favoriser les travaux d'isolation). (p. 2749) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Claude Beaudou n° I-50 (majoration de 5 000 francs du plafond des dépenses éligibles au titre de la réduction d'impôt pour frais de garde d'enfants) et n° I-231 (prise en compte de la situation des nouveaux retraités dans l'établissement de l'impôt sur le revenu), ainsi qu'à l'amendement n° I-147 de M. Jean-Pierre Masseret (modification du plafond des dépenses éligibles à la

réduction d'impôt) - **Art. 2 bis** (*aménagement des différences de traitement fiscal entre concubins et couples mariés ayant un ou plusieurs enfants à charge*) (p. 2752) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Claude Beaudou n° I-91 de suppression et n° I-92 (application des règles d'imposition des couples mariés pour tout couple demandant une déclaration commune) ainsi qu'à l'amendement n° I-149 de M. Jean-Pierre Masseret (transposition en matière d'impôt sur le revenu des dispositions existantes en matière d'impôt sur la fortune dans le cas de concubinage) - **Après l'art. 2 bis** (p. 2754) : s'oppose à l'amendement n° I-51 de M. Paul Loridant (abaissement de l'âge auquel les anciens combattants peuvent bénéficier d'une demi-part de quotient familial supplémentaire). (p. 2755) : s'oppose à l'amendement n° I-137 de M. Paul d'Ornano (alignement des contribuables français résidant à l'étranger sur le même traitement fiscal que les contribuables français résidant en France) - **Avant l'art. 3** (p. 2756) : s'oppose à l'amendement n° I-150 de M. Jean-Pierre Masseret (suppression de la prime fiscale de 1 000 francs liée à l'assurance-vie) - **Après l'art. 3** : s'oppose à l'amendement n° I-54 de Mme Marie-Claude Beaudou (seuil d'exonération des droits de succession des primes capitalisées en vertu des contrats d'assurance-vie) - **Art. 3** (*limitation du champ d'application de la réduction d'impôt accordée au titre des contrats d'assurance-vie*) (p. 2759, 2760) : réforme de la législation fiscale relative à l'épargne. Seuil d'imposition. (p. 2762) : demande le retrait des amendements n° I-261 de M. Philippe Marini (rétablissement de la neutralité fiscale entre les contrats à primes périodiques et les autres contrats) et n° I-239 de M. Jean-Pierre Masseret (bénéfice de la réduction d'impôt limitée aux contrats antérieurs au 20 décembre 1995). (p. 2764) : s'oppose à l'amendement n° I-52 de Mme Marie-Claude Beaudou (relèvement du seuil d'imposition permettant de bénéficier des avantages fiscaux de l'assurance-vie) - **Art. 4** (*champ d'application de l'abattement de 8 000 F. et de 16 000 F. applicable aux revenus de capitaux mobiliers*) (p. 2766, 2767) : demande le retrait des amendements de M. Philippe Marini n° I-263 (augmentation du taux d'imposition des plus-values) et n° I-196 (seuil d'imposition) ainsi que de l'amendement n° I-2 de M. Francis Grignon (rétablissement partiel de l'abattement fiscal sur les revenus des obligations, des comptes à terme et des capitaux de même nature) - **Après l'art. 4** (p. 2768 à 2771) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Claude Beaudou n° I-55 (prise en compte des revenus financiers des ménages et des entreprises dans le cadre du financement de la protection sociale), n° I-56 (majoration du prélèvement libératoire sur les plus-values de cessions d'actifs financiers - taux réduit de TVA sur les opérations de construction de logements bénéficiant des PLA-PALULOS) et n° I-57 (institution d'une taxe sur les transactions de placements obligataires et abaissement du taux de la TVA) - **Avant l'art. 5** (p. 2772) : s'oppose à l'amendement n° I-151 de M. Jean-Pierre Masseret (neutralité fiscale entre les couples mariés et les couples concubins) - **Art. 5** (*actualisation du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune et limitation des effets du plafonnement en fonction du revenu*) (p. 2772) : accepte l'amendement n° I-269 de M. Xavier de Villepin (extension de l'exonération de l'impôt de solidarité sur la fortune aux parts de sociétés civiles immobilières propriétaires d'un monument historique, pour leur fraction représentative des objets mobiliers exposés). (p. 2773) : s'oppose à l'amendement de Mme Marie-Claude Beaudou n° I-58 (modification du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune). (p. 2774) : son amendement n° I-17 : clause de sauvegarde pour les victimes du déplafonnement lorsque celui-ci affecte ceux pour qui l'habitation principale constitue l'essentiel du patrimoine; adopté. (p. 2775) : s'oppose à l'amendement n° I-217 de M. Bernard Joly (suppression du paragraphe IV de l'article 5 relatif au plafonnement de l'impôt de solidarité sur la fortune) et accepte l'amendement n° I-197 de M. Philippe Marini (possibilité de déduire de la cotisation à l'ISF pour les propriétaires de monuments historiques le déficit foncier engendré par lesdits biens). (p. 2778) : nécessité de limiter les excès.

- **Suite de la discussion** - (23 novembre 1995) - Rapporteur général de la commission des finances - **Après l'art. 5** (p. 2788) : s'oppose aux amendements n° I-59 de Mme Danielle Bidard-Reydet (intégration dans l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune des oeuvres d'art, des objets d'antiquité et de collection dont la valeur est supérieure à douze millions de francs) et n° I-152 de M. Jean-Pierre Masseret (prise en compte dans l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune des objets d'art, d'antiquité ou de collection et des droits de la propriété littéraire, artistique et industrielle dont la valeur dépasse 2,3 millions de francs). (p. 2789) : s'oppose aux amendements n° I-61 de Mme Marie-Claude Beaudou (extension de l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune aux biens industriels dont la valeur est supérieure à 12 millions de francs) et n° I-153 de M. Jean-Pierre Masseret (extension de l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune aux biens industriels dont la valeur est supérieure à 5 millions de francs). (p. 2791) : s'oppose à l'amendement n° I-198 de M. Philippe Marini (exonération de l'impôt sur les sociétés pour les titres détenus par un associé minoritaire au sein d'une société familiale). (p. 2793) : s'oppose à l'amendement n° I-60 de Mme Marie-Claude Beaudou (suppression de l'abattement pour personnes à charge appliqué aux redevables de l'impôt de solidarité sur la fortune). (p. 2794) : s'oppose à l'amendement n° I-62 de Mme Marie-Claude Beaudou (augmentation de l'abattement fiscal applicable aux donations entre particuliers). Pose la question d'une revalorisation régulière de ces abattements en fonction du barème d'autres impôts. (p. 2795) : accepte l'amendement n° I-63 de Mme Marie-Claude Beaudou (relèvement de l'abattement successoral pour frais funéraires), modifié par le sous-amendement n° I-278 de M. Philippe Marini (montant de cet abattement) qu'il accepte également. (p. 2797) : accepte l'amendement n° I-42 de M. Claude Huriet (exonération de droits de mutation par décès appliquée aux indemnités versées ou dues aux personnes contaminées par le virus du sida) - **Avant l'art. 6** (p. 2798) : s'oppose à l'amendement n° I-64 de Mme Marie-Claude Beaudou (relèvement du taux de l'impôt sur les sociétés et différenciation de son application) - **Après l'art. 15 bis** : s'oppose à l'amendement n° I-178 de M. Jean-Pierre Masseret (relèvement du taux de l'impôt sur les sociétés) - **Art. 6** (*réforme de la transmission d'entreprise*) (p. 2799, 2800) : difficultés de transmission des entreprises. Tranches supérieures à 20 % dans le barème des droits de succession. Contrôle de l'entreprise : pleine propriété et droit de vote. Période transitoire. Extension du dispositif en cas de décès accidentel. (p. 2803) : son amendement n° I-18 : avantage fiscal étendu aux transmissions d'entreprises qui assurent aux donateurs la majorité des droits de vote attachés aux parts ou actions émises par la société; adopté. (p. 2804) : son amendement n° I-19 : droits de succession plafonnés à 100 millions de francs en valeur et en pleine propriété; adopté. (p. 2806) : ses amendements n° I-20 : report de la date limite d'application du dispositif au 31 décembre 1997; et n° I-21 : âge du défunt ramené à moins de 60 ans en cas de décès accidentel; adoptés. (p. 2807, 2808) : s'oppose aux amendements n° I-154 de suppression de M. Jean-Pierre Masseret et n° I-232 de Mme Marie-Claude Beaudou (donation par acte passé devant notaire ou auprès des services fiscaux). Sur l'amendement n° I-18 de la commission précitée, demande le retrait du sous-amendement n° I-199 de M. Philippe Marini (sociétés cotées en bourse) ainsi que celui de l'amendement n° I-200 du même auteur (relèvement de la limite d'âge des donateurs de 65 à 69 ans). S'oppose aux amendements identiques n° I-65 de Mme Marie-Claude Beaudou et n° I-155 de M. Jean-Pierre Masseret (exonération de droits de mutation limitée à 10 millions de francs pour chacun des donateurs). Accepte les amendements analogues n° I-9 de M. Jean-Jacques Hyst et n° I-41 de M. Jean-Jacques Robert (acte notarié pour les donations conformément aux dispositions du code civil). S'oppose aux amendements identiques n° I-252 de M. Bernard Seillier et n° I-257 de M. Alex Türk (référence aux dispositions du code civil) ainsi qu'à l'amendement n° I-280 de précision rédactionnelle du Gouvernement. Sur les amendements de M. Philippe Marini, demande le retrait des n° I-202 (report de la date limite d'application du dispositif

au 31 décembre 1998) et n° I-201 (limite d'âge pour les donateurs portée de 65 à 69 ans) et s'oppose au n° I-203 de coordination - **Après l'art. 6** (p. 2821) : souhaite connaître l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-204 de M. Philippe Marini (exonération prévue à l'article 160-1 du code général des impôts étendue aux cessions de titres consenties à un holding dont les descendants du cédant seraient quasi intégralement propriétaires) - **Art. 6 bis** (*déduction des droits de mutation à titre gratuit des résultats des entreprises individuelles*) (p. 2822) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Pierre Masseret n° I-157 de suppression et n° I-158 (traitement identique des couples mariés et non mariés en matière de droits de mutation à titre gratuit) - **Après l'art. 6 bis** (p. 2823, 2824) : sur les amendements de M. Philippe Marini, accepte le n° I-205 (maintien des titres exclus du régime des plus-values à long terme dans le champ d'application du dispositif de neutralisation des plus-values de cessions de biens immobiliers entre sociétés appartenant à un même groupe) et souhaite connaître l'avis du Gouvernement sur le n° I-206 (suppression de l'obligation de conserver les titres de sociétés cotées en bourse et issues de scission) - **Art. 7** (*mesures liées à la réforme de l'accession à la propriété*) (p. 2827) : ses amendements rédactionnels n° I-22 et n° I-23 ; adoptés. S'oppose aux amendements de suppression n° I-66 de Mme Marie-Claude Beaudeau et n° I-240 de M. André Vézinhet - **Art. 8** (*régime fiscal des sociétés anonymes de crédit immobilier*) (p. 2828) : ses amendements n° I-24, rédactionnel ; et n° I-25 : banalisation des sociétés anonymes de crédit immobilier ; adoptés - **Art. 9** (*institution d'une contribution sur les logements sociaux occupés par des locataires dépassant les plafonds de ressources et d'une contribution sur les produits financiers des organismes d'HLM*) (p. 2835) : son amendement rédactionnel n° I-26 ; devenu sans objet. (p. 2836) : s'oppose aux amendements de suppression n° I-67 de Mme Marie-Claude Beaudeau et n° I-241 de M. André Vézinhet. S'oppose aux amendements n° I-68 de M. Paul Loridant (augmentation de la taxe additionnelle au droit de bail), n° I-242 de M. André Vézinhet (contribution exceptionnelle limitée à la seule année 1996) et n° I-90 de M. Serge Franchis (non renouvellement de cette enquête si elle a déjà été effectuée au cours de l'année 1995). Sur le même objet, s'oppose aux amendements n° I-193 de M. Alain Vasselle, n° I-89 de M. Serge Franchis et n° I-243 de M. André Vézinhet (organisation tous les deux ans par les organismes d'HLM d'une enquête en vue d'établir la liste des locataires soumis au paiement du surloyer). Accepte l'amendement n° I-289 du Gouvernement (nouvelle rédaction). S'oppose aux amendements identiques n° I-88 de M. Serge Franchis et n° I-194 de M. Alain Vasselle (harmonisation entre la date d'application de la loi et les conditions de reversement à l'Etat des sommes collectées). S'oppose aux amendements de M. André Vézinhet n° I-244 (mesures transitoires), n° I-245 (affectation du produit de la taxation sur les surloyers aux fonds de solidarité pour le logement) et n° I-246 (suppression de la contribution prévue à l'article 302 bis ZC du code général des impôts) - **Après l'art. 9** (p. 2841, 2842) : demande le retrait de l'amendement n° I-222 de M. Alain Vasselle (réduction du taux de la taxe additionnelle au droit de bail) et s'oppose à l'amendement n° I-191 de M. Charles Descours (reconduction pour une année supplémentaire de l'aide fiscale mise en place en faveur des acquisitions de logements neufs). (p. 2843, 2844) : son amendement n° I-27 : exonération partielle des droits de mutation à titre gratuit pour l'acquisition de logements anciens en vue de leur location aux conditions du régime Quilès ; adopté. S'oppose aux amendements de M. William Chervy, n° I-247 (étendue restreinte de l'exonération de la taxe d'habitation pour les logements vacants depuis plus de deux ans) et n° I-248 (déduction restreinte du montant de la taxe foncière appliquée sur les propriétés non bâties pour les logements vacants depuis plus de deux ans) - **Art. 10** (*aménagement des modalités de calcul du dégrèvement de taxe professionnelle par rapport à la valeur ajoutée*) (p. 2845, 2846) : son amendement n° I-28 : principe des taux différenciés reconduit pour trois ans ; adopté. S'oppose à l'amendement n° I-69 de Mme Marie-Claude Beaudeau

(relèvement du plafond d'imposition sur la valeur ajoutée de la taxe professionnelle). (p. 2847, 2848) : s'oppose à l'amendement n° I-160 de M. René Régnauld (suppression de la disposition neutralisant les effets induits par les relèvements de taux de taxe professionnelle décidés par les collectivités à compter de 1995). Son amendement n° I-29 : enrichissement du contenu du rapport d'évaluation ; adopté - **Après l'art. 11** (p. 2850, 2851) : demande le retrait des amendements de M. Jacques Oudin, n° I-3 (possibilité pour les collectivités locales d'exonérer certaines entreprises de la taxe professionnelle) et n° I-4 (adaptation des régimes applicables à la taxe professionnelle et à la taxe foncière sur les propriétés bâties due par les entreprises nouvelles). S'oppose à l'amendement n° I-77 de Mme Marie-Claude Beaudeau (élargissement de l'assiette de la taxe professionnelle en y incluant les actifs financiers détenus par les entreprises assujetties). Demande le retrait de l'amendement n° I-13 de M. Xavier de Villepin (exonération totale de la taxe professionnelle pour les installations et les matériels affectés à la lutte contre la pollution). (p. 2853) : demande le retrait de l'amendement n° I-208 de M. Philippe Marini (collectivités concernées à l'article 1648 A du code général des impôts) ainsi que celui des amendements de M. Paul Girod n° I-228 (maintien du niveau d'alimentation des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle) et n° I-229 (simplification du mode de répartition de ces mêmes fonds) - **Art. 30** (*montant du prélèvement effectué sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes*) (p. 2859, 2860) : endettement public. Union monétaire européenne. Politique agricole commune, PAC.

- **Suite de la discussion** - (24 novembre 1995) - Rapporteur général de la commission des finances - **Après l'art. 11** (suite) (p. 2890) : s'oppose à l'amendement n° I-78 de Mme Marie-Claude Beaudeau (révision des critères actuels d'attribution de la dotation de solidarité urbaine). Cavalier budgétaire. (p. 2891) : s'oppose à l'amendement n° I-79 de Mme Marie-Claude Beaudeau (abrogation de la surcompensation entre régimes de retraite). Remise en ordre de l'ensemble des régimes spéciaux. S'oppose à l'amendement n° I-80 de Mme Marie-Claude Beaudeau (incidence de la révision des bases d'imposition cadastrale sur la situation des finances locales). Rapport déposé en septembre 1992 - **Art. 12** (*aménagement du plafonnement des cotisations de taxe d'habitation en fonction du revenu*) (p. 2893) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Pierre Masseret n° I-165 de suppression et n° I-166 (rétablissement de l'indexation) ainsi qu'à l'amendement de Mme Marie-Claude Beaudeau n° I-81 (modification du niveau du dégrèvement partiel des contribuables de la taxe d'habitation et du taux). Dispositif visant davantage les classes moyennes que les ménages les plus modestes - **Après l'art. 12** (p. 2894, 2895) : discussion d'amendements qui relèvent de la deuxième partie. S'oppose aux amendements de Mme Marie-Claude Beaudeau n° I-82 (libre fixation des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation et de la taxe professionnelle par les collectivités locales), de M. René Régnauld n° I-169 (dispositions relatives à la mise en place des groupements à fiscalité propre) et de M. Philippe Marini n° I-209 (problème du "déverrouillage" des taux de taxe professionnelle). (p. 2897) : s'oppose à l'amendement n° I-83 de Mme Marie-Claude Beaudeau (plafonnement de la cotisation des redevables de la taxe d'habitation et de la taxe professionnelle) - **Art. 13** (*pérennisation de la majoration pour frais d'assiette et de recouvrement des impôts directs locaux*) (p. 2899) : la commission remarque que cette majoration ne répond plus à sa destination d'origine mais prend en compte le fait que l'Etat ne peut se passer d'une telle ressource. S'oppose aux amendements de suppression n° I-84 de Mme Marie-Claude Beaudeau, n° I-170 de M. Jean-Pierre Masseret, n° I-210 de M. Philippe Marini. Demande de scrutin public. S'oppose également à l'amendement n° I-85 de Mme Marie-Claude Beaudeau (majoration des frais de rôle et d'assiette des impôts locaux) - **Art. 14** (*modification des tarifs des taxes intérieures de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel, TIPP et TICGN, et aménagement de la redevance perçue au profit du fonds de*

soutien aux hydrocarbures) (p. 2903, 2904) : son amendement n° I-31 : augmentation de deux centimes du tarif de la TIPP applicable au gazole et diminution en conséquence des tarifs applicables aux autres carburants routiers ; adopté. Réduction de l'écart fiscal existant entre les carburants routiers et les supercarburants. Emission d'un signal indiquant l'abandon progressif du diesel. (p. 2905) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° I-93 de Mme Marie-Claude Beaudou et n° I-171 de M. Jean-Pierre Masseret, ainsi qu'à l'amendement n° I-94 de Mme Marie-Claude Beaudou (nouvelle rédaction prévoyant une baisse généralisée de la TIPP appliquée à l'ensemble des carburants routiers). Sur son amendement précité n° I-31, accepte le sous-amendement n° I-279 de M. Philippe Marini (réduction du tarif de la TIPP applicable aux supercarburants sans plomb et aux supercarburants plombés). Demande le retrait des amendements de ce dernier n° I-211 (modification des lignes du tableau relatives aux supercarburants sans plomb et aux supercarburants plombés) et n° I-212 (modification du tarif de la TIPP applicable au gazole et mécanisme de remboursement en faveur des professionnels). Sur les amendements de Mme Marie-Claude Beaudou, s'oppose au n° I-95 (suppression du rapport au Parlement destiné à montrer les conséquences de l'utilisation du gazole sur l'environnement) et oppose l'article 42 de l'ordonnance portant loi organique relative aux lois de finances au n° I-96 (affectation d'une part représentative du produit de l'augmentation de la TIPP à la recherche en matière de lutte contre la pollution automobile). (p. 2908) : demande au Sénat de bien vouloir adopter son amendement précité n° I-31. (p. 2909) : son amendement n° I-32 : dépôt d'un rapport au Parlement sur les conséquences de l'utilisation du gazole, notamment sur la santé publique ; adopté - **Après l'art. 14** (p. 2910) : s'oppose à l'amendement n° I-97 de Mme Marie-Claude Beaudou (rétablissement du système d'augmentation annuelle de la taxe intérieure sur les produits pétroliers) - **Art. 14 bis (exonération des plus-values de cessions des parts d'OPCVM utilisées pour l'achat de véhicules automobiles neufs)** (p. 2912) : son amendement n° I-33 : absence de comptabilisation des cessions de titres mobiliers pour l'appréciation du seuil d'imposition des plus-values mobilières ; adopté. S'oppose aux amendements de M. Jean-Pierre Masseret n° I-172 de suppression et de Mme Marie-Claude Beaudou n° I-98 (diminution du seuil d'exonération des plus-values de cessions d'actifs financiers) - **Après l'art. 14 bis** (p. 2914) : s'oppose à l'amendement n° I-99 de Mme Marie-Claude Beaudou (augmentation du montant du taux de prélèvement libératoire pour les détenteurs d'obligations) - **Art. 14 ter (revalorisation des taux de redevance des mines d'hydrocarbures)** : son amendement de suppression n° I-34 ; adopté. Maintien souhaitable de la fiscalité actuelle sur les mines d'hydrocarbures - **Art. 18 (détermination de l'enveloppe des concours de l'Etat aux collectivités locales)** (p. 2917) : complexité croissante des finances locales. Equilibre budgétaire de l'Etat. Défaut de cohérence du "pacte de stabilité". Dispositions relatives à la dotation de compensation de la taxe professionnelle et de la dotation globale d'équipement. (p. 2918) : dislocation de l'architecture des concours de l'Etat aux collectivités locales. (p. 2934) : son amendement n° I-281 : fixation du montant de l'enveloppe "normée" ; réservé jusqu'après l'examen de l'article 19, retiré, puis repris par M. Paul Loridant, puis rejeté (p. 2953) - **Demande de réserve** : demande la réserve de l'article 18, ainsi que des amendements et des sous-amendements qui l'affectent, jusqu'après l'examen de l'article 19 - **Art. 19 (suppression de la première part de la dotation globale d'équipement des communes)** (p. 2939) : difficulté à garantir le montant de l'attribution. Son amendement n° I-282 : éligibilité à la DGE des communes de moins de 15 000 habitants et des groupements de moins de 20 000 habitants avec un potentiel fiscal inférieur à 1,4 fois le potentiel fiscal moyen par habitant ; adopté. Ses amendements, n° I-283 : répartition de la dotation globale d'équipement des communes ; n° I-285 : dispositions relatives au préciput constitué au profit des groupements ; n° I-286 : modalités de répartition entre les départements des crédits de la dotation globale d'équipement attribués aux communes ; n° I-287 : représentation des maires des

communes dont la population n'excède pas 10 000 habitants ; et n° I-288 : cas supplémentaire de consultation de la commission ; adoptés. S'oppose aux amendements identiques de suppression n° I-123 de Mme Marie-Claude Beaudou et n° I-186 de M. Jean-Pierre Masseret ainsi qu'à l'amendement n° I-124 de Mme Marie-Claude Beaudou (attribution de l'enveloppe de la première part de la dotation globale d'équipement aux collectivités locales bénéficiant de l'attribution d'une part de la dotation de solidarité urbaine). (p. 2940) : sur son amendement n° I-282 précité, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° I-294 du Gouvernement (admission au bénéfice de la DGE des communes dont le potentiel fiscal est inférieur à la moitié de la moyenne nationale et abaissement du seuil à 10 000 habitants). S'oppose à l'amendement n° I-187 de M. Marc Massion (maintien du bénéfice de la DGE pour les communes éligibles à la dotation de solidarité urbaine) - **Avant l'art. 11 (précédemment réservé le 23 novembre 1995 p. 2848)** (p. 2944) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Claude Beaudou n° I-70 (suppression progressive de l'abattement forfaitaire de 16 %) et n° I-71 (modulation de l'allègement de la taxe professionnelle par la prise en compte de l'allègement transitoire des bases de la taxe professionnelle de 16 %) - **Art. 11 (précédemment réservé le 23 novembre 1995 p. 2848) (cotisations minimum de taxe professionnelle)** (p. 2950) : son amendement n° I-30 : fixation d'un plafond pour 1997 limitant le supplément d'impôt dû au titre de cette nouvelle cotisation ; adopté. S'oppose à l'amendement n° I-161 de M. René Régnauld (instauration d'un relèvement progressif du taux de la cotisation minimale de taxe professionnelle et affectation du supplément d'imposition au Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle et au Fonds national de péréquation). Sur l'amendement n° I-295 du Gouvernement (abaissement du seuil du chiffre d'affaires à 30 millions de francs), à titre personnel, s'en remet à la sagesse du Sénat et, parlant sous le contrôle du président de la commission, l'accepte. S'oppose à l'amendement n° I-162 de M. René Régnauld (taux de 0,5 %) ainsi qu'à l'amendement n° I-251 de M. Jean-Paul Delevoye (taux de 0,5 %), pour ce dernier, sous le contrôle du président de la commission. Sur l'amendement n° I-251 précité de M. Jean-Paul Delevoye, s'oppose aux sous-amendements de Mme Marie-Claude Beaudou n° I-73, n° I-74, n° I-75, n° I-72, n° I-290 et n° I-76. S'oppose aux amendements, de M. René Régnauld n° I-163 (augmentation progressive du taux de cotisation minimale sur trois ans), de Mme Marie-Claude Beaudou n° I-233 (suppression de la clause de sauvegarde), de M. René Régnauld n° I-164 (répartition de la dotation prévue à l'article 1647 E du code général des impôts par le comité des finances locales). Sous le contrôle du président de la commission, accepte l'amendement n° I-296 du Gouvernement (prévision de 300 millions de francs de crédits supplémentaires en faveur de la dotation de compensation pour la taxe professionnelle) - **Art. 18 (suite)** (p. 2952) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° I-118 de Mme Marie-Claude Beaudou et n° I-184 de M. Jean-Pierre Masseret, ainsi qu'aux amendements de M. Jean-Pierre Masseret n° I-185 (indexation sur l'indice des prix majoré de 50 % de la croissance), de Mme Marie-Claude Beaudou n° I-119 (exclusion de la dotation d'aménagement de l'enveloppe encadrée), n° I-120 (indexation de la progression de la dotation sur l'évolution de l'indice des prix majoré du taux de croissance de produit intérieur brut marchand), n° I-121 de repli et n° I-122 (suppression des dispositions liées à l'adaptation comptable), ainsi qu'à titre personnel, au n° I-281 de M. Paul Loridant (fixation du montant de l'enveloppe "normée"). (p. 2953) : indique qu'il souhaite que le Sénat repousse l'amendement n° I-281 de M. Paul Loridant (fixation du montant de l'enveloppe "normée") - **Après l'art. 14 ter** (p. 2955) : s'oppose à l'amendement n° I-108 de Mme Marie-Claude Beaudou (instauration d'un taux de 5 % pour les produits de première nécessité à l'exception du caviar). Son amendement n° I-36 : soumission de certains équipements spécialement conçus pour les personnes handicapées au taux de 5,5 % ; adopté. (p. 2956) : s'oppose à l'amendement n° I-173 de M. Pierre Mauroy (application du

taux réduit de TVA à tous les biocombustibles issus de la biomasse). (p. 2957) : son amendement n° I-35 : soumission au taux réduit de TVA des prestations liées à l'état de dépendance des pensionnaires des maisons de retraite, ainsi qu'à la fourniture de logement et de nourriture dans ces établissements ; adopté. (p. 2959) : s'oppose à l'amendement n° I-105 de Mme Marie-Claude Beaudou (application du taux réduit de TVA aux opérations de construction de nouvelles structures d'hébergement à but non lucratif destinées à l'accueil des personnes âgées). Texte sur la prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes. S'oppose à l'amendement n° I-106 de Mme Marie-Claude Beaudou (création d'un Fonds national pour l'hébergement des personnes âgées). (p. 2960) : s'oppose à l'amendement n° I-111 de Mme Marie-Claude Beaudou (réduction du taux de TVA applicable en matière de gestion de déchets). Incompatibilité avec les directives communautaires. (p. 2961) : s'oppose aux amendements de M. Michel Dreyfus-Schmidt n° I-174 (application du taux réduit de TVA à l'ensemble des frais et honoraires auxquels peuvent être soumis les justiciables) et n° I-175 de repli. (p. 2962) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Pierre Masseret n° I-176 (application du taux réduit de TVA à la collecte et au traitement des ordures ménagères) et n° I-177 (baisse des prélèvements indirects sur la consommation d'énergie à usage domestique). Coût de la mesure relative aux ordures ménagères. S'oppose à l'amendement n° I-100 de Mme Marie-Claude Beaudou (application du taux réduit de TVA aux prestations de service funéraire, concédées ou gérées par une régie municipale). (p. 2963) : s'oppose à l'amendement n° I-259 de M. Bernard Joly (application d'un taux intermédiaire de 12,5 % à la restauration). Incompatibilité avec les règles du droit communautaire. (p. 2964) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Claude Beaudou, n° I-102 (suppression de la TVA perçue sur les recettes réalisées aux entrées des spectacles comportant des créations originales) et n° I-103 (suppression du taux de la TVA de 2,1 % sur les médicaments). (p. 2965, 2966) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Claude Beaudou n° I-101 (suppression du taux de TVA applicable à la redevance), n° I-104 (suppression du taux de TVA applicable aux ventes, commissions et courtages pour les publications) et n° I-109 (rédaction d'un rapport eu égard à la future harmonisation européenne de la taxe sur la valeur ajoutée). Place de ce rapport dans la deuxième partie du projet de loi de finances : s'oppose à l'amendement n° I-107 de Mme Marie-Claude Beaudou (dispositions relatives au versement du Fonds de solidarité vieillesse). (p. 2967) : son amendement n° I-214 : dispositions fiscales relatives aux alcools assimilés à l'alcool éthylique ; adopté - **Art. 15** (*ouverture de la procédure de dation en paiement au profit du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres*) (p. 2968, 2969) : son amendement n° I-37 : remplacement des mots "terrains" par les mots "immeubles" ; adopté - **Art. 15 bis** (*reprise et création d'entreprises dans les zones de redynamisation urbaine*) (p. 2970) : s'oppose à l'amendement n° I-110 de Mme Marie-Claude Beaudou (suppression progressive de la taxe sur les salaires) - **Après l'art. 15 bis** (p. 2971) : s'oppose à l'amendement n° I-114 de Mme Marie-Claude Beaudou (dispositions relatives au CODEVI). (p. 2972) : désaccord entre le droit et la jurisprudence du Conseil d'Etat sur la notion de travaux d'amélioration non rentables. S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° I-44 de M. Michel Souplet (déduction forfaitaire des dépenses de mise en conformité des bâtiments d'exploitation avec les normes d'environnement). (p. 2974) : demande le retrait de l'amendement n° I-45 de M. Michel Souplet (modification du taux de la déduction forfaitaire applicable aux immeubles ruraux loués par bail à long terme). Volonté d'appliquer une fiscalité équitable aux revenus fonciers. Projet de loi d'orientation fiscale. (p. 2975, 2976) : demande le retrait des amendements de M. Michel Souplet n° I-47 (possibilité pour l'apporteur de faire inscrire à l'actif du bilan de la société bénéficiaire de l'apport, ses stocks pour leur valeur vénale) et n° I-46 (suppression de l'obligation du bail à long terme en matière de report d'imposition des plus-values en cas d'apport à une société agricole). (p. 2977, 2978) : s'oppose

aux amendements de Mme Marie-Claude Beaudou n° I-112 (passage à un an du délai de remboursement de la TVA acquittée par les collectivités locales lors de certains investissements) et n° I-113 (exonération de la taxe sur les salaires pour les associations à but non lucratif). S'oppose aux amendements de M. Jean-Pierre Masseret n° I-179 (exonération de la taxe sur les salaires pour les associations d'aide et de soins à domicile), n° I-180 (augmentation du seuil d'exonération de la taxe sur les salaires pour les associations d'aide à domicile, les associations qui procèdent à la fourniture gratuite de repas à des personnes en difficulté ou qui contribuent à favoriser leur logement, les associations ayant un caractère social, éducatif, familial, sportif, culturel) et n° I-181 (exonération de la taxe sur les salaires pour les associations agréées qui offrent des services de proximité) - **Art. 16** (*institution d'une contribution annuelle des organismes collecteurs de la participation des employeurs à l'effort de construction*) (p. 2979, 2980) : son amendement n° I-38 : possibilité pour les organismes collecteurs de distribuer le prêt à taux zéro ; adopté. Désaccord de la commission sur ce prélèvement. Avantages du dispositif proposé et absence de concurrence avec les établissements bancaires. Demande le retrait des amendements identiques de suppression n° I-115 de Mme Marie-Claude Beaudou et n° I-250 de M. André Vézinhel, ainsi que de l'amendement n° I-116 de Mme Marie-Claude Beaudou (diminution progressive du taux de la participation des entreprises à l'effort de construction). (p. 2981) : problème du "bouclage" des opérations de construction de logements sociaux. Prélèvement sur un prélèvement. Absence de remise en cause du système de financement de l'accession à la propriété et absence de contradiction avec la loi bancaire - **Art. 16 bis** (*institution d'un prélèvement sur les excédents financiers des organismes collecteurs des fonds du congé individuel de formation*) (p. 2984) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° I-117 de Mme Marie-Claude Beaudou et n° I-182 de M. Jean-Pierre Masseret, ainsi qu'à l'amendement n° I-234 de Mme Marie-Claude Beaudou (majoration du taux de la taxe d'apprentissage). Refonte générale de la taxe d'apprentissage - **Art. 17 bis** (*prise en compte par le fonds de solidarité vieillesse des majorations de pension accordées en fonction du nombre d'enfants des exploitants agricoles et inscrites auparavant au BAPSA*) (p. 2985) : s'oppose à l'amendement de suppression n° I-183 de M. Jean-Pierre Masseret.

- **Suite de la discussion** - (25 novembre 1995) - Rapporteur général de la commission des finances - **Art. 21** (*compensation de la suppression de la franchise postale des maires en tant que représentants de l'Etat*) (p. 3003) : son amendement rédactionnel n° I-39 ; adopté. Sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° I-297 du Gouvernement - **Après l'art. 22** (p. 3005) : accepte l'amendement n° I-299 du Gouvernement (relèvement de la redevance en faveur du Fonds national pour le développement des adductions d'eau, FNDAE). (p. 3006, 3007) : accepte les amendements identiques n° I-16 de M. Pierre Hérisson et n° I-227 de M. Jacques Delong (allègement de la taxe perçue sur les sciages au profit du Fonds forestier national). (p. 3009) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements, sur le même objet, n° I-128 de Mme Marie-Claude Beaudou, n° I-216 de M. François Lesein, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, n° I-189 de M. Jean-Pierre Masseret et n° I-192 de M. Xavier Dugoin (augmentation du prélèvement sur les recettes de la Française des jeux au profit du Fonds national pour le développement du sport, FNDS) - **Art. 23** (*affectation des recettes de privatisation*) (p. 3013) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Claude Beaudou, n° I-129 de suppression et n° I-130 (émission d'un emprunt obligatoire destiné au financement des déficits) - **Après l'art. 23** (p. 3015) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Claude Beaudou, n° I-131 (abrogation de la loi de privatisation du 19 juillet 1993) et n° I-132 (nationalisation des entreprises privées assurant un service de distribution d'eau et d'assainissement) - **Art. 27** (*diminution du taux de la taxe due par les entreprises de transports publics aériens au titre du fonds de péréquation des*

transports aériens) (p. 3017) : s'oppose à l'amendement n° I-133 de Mme Marie-Claude Beaudeau (suppression de la taxe) - **Art. 28** (*relèvement de la taxe due par les concessionnaires d'autoroutes*) (p. 3018, 3020) : son amendement n° I-40 : répercussion sur les péages par les concessionnaires d'autoroutes de la taxe d'aménagement du territoire ; retiré. S'oppose aux amendements n° I-190 de suppression de M. Jean-Pierre Masseret et n° I-134 de Mme Marie-Claude Beaudeau (suppression de la taxe) - **Art. 29** (*frais d'assiette et de recouvrement des taxes affectés au Fonds des transports terrestres et des voies navigables*) (p. 3021) : s'oppose à l'amendement de suppression n° I-135 de Mme Marie-Claude Beaudeau - **Avant l'art. 31** (p. 3022) : s'oppose à l'amendement n° I-136 de Mme Marie-Claude Beaudeau (abrogation de la loi quinquennale du 24 janvier 1994 relative à la maîtrise des finances publiques) - **Art. 31 et état A annexé** (*équilibre général du budget*) (p. 3036) : accepte l'amendement de coordination n° I-300 du Gouvernement - **Seconde délibération - Art. 14** (p. 3037, 3038) : accepte l'amendement n° A-1 du Gouvernement (fiscalité des carburants) mais regrette le recours à seconde délibération - **Art. 16** : accepte l'amendement n° A-2 du Gouvernement (suppression de la possibilité pour les organismes collecteurs du 1 % logement d'accorder des prêts immobiliers à taux zéro) - **Art. 22 quater** (p. 3040) : accepte l'amendement de suppression n° A-3 du Gouvernement - **Sur l'ensemble de la première partie** (p. 3061, 3063) : bilan des débats sur la première partie de la loi de finances au Sénat. Remerciements.

Deuxième partie :

Justice

- (27 novembre 1995) - Rapporteur général de la commission des finances - **Examen des crédits - Etat C** (p. 3195) : rapport annuel d'exécution du budget de la justice.

Aménagement du territoire, équipement et transports - II - Transports - 1. Transports terrestres - 2. Routes - 3. Sécurité routière

- (5 décembre 1995) - Rapporteur général de la commission des finances - **Examen des crédits - Etat C - Titre V** (p. 3789, 3790) : construction d'un tronçon de l'autoroute A 28.

Travail, dialogue social et participation

- (8 décembre 1995) - Rapporteur général de la commission des finances - **Art. 69** (*fusion de la réduction dégressive et de l'exonération de cotisations d'allocations familiales sur les bas salaires*) (p. 4027) : accepte l'amendement n° II-73 de la commission des affaires sociales (travail et emploi) saisie pour avis (simplification du dispositif complexe proposé par cet article - temps partiel) et pense que la commission des finances aurait émis un avis favorable sur le sous-amendement n° II-176 du Gouvernement qu'elle n'a pas eu le temps d'examiner. Son amendement n° II-174 : salariés occasionnels et permanents des exploitants agricoles ; adopté après modification par le sous-amendement n° II-177 du Gouvernement.

Articles de totalisation des crédits :

- (9 décembre 1995) - Rapporteur général de la commission des finances - **Art. 51** et **Etat H** (*tableau des dépenses pouvant donner lieu à reports de crédits de 1995-1996*) (p. 4140) : accepte, au nom de la commission des finances, l'amendement n° II-192 du Gouvernement (actualisation du libellé du chapitre 44-82 "Prime à la reprise des véhicules

automobiles anciens"), compte tenu de sa distribution tardive.

Articles non rattachés :

- (9 décembre 1995) - Rapporteur général de la commission des finances - **Avant l'art. 53** (p. 4140, 4141) : s'oppose à l'amendement n° II-161 de M. Jean-Pierre Masseret (obtention de l'exonération fiscale liée à la liquidation sur agrément du ministre chargé du budget). Dispositif suffisant pour éviter les abus - **Art. 53** (*aménagement du régime fiscal des plans d'options de souscription ou d'achat d'actions*) (p. 4142) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Pierre Masseret n° II-162 (réintroduction dans le barème de l'impôt sur le revenu des personnes physiques des gains tirés des stocks options) et de Mme Marie-Claude Beaudeau n° II-45 (assimilation des revenus des stocks options au régime des salaires et imposition des revenus de 1995), ainsi qu'à l'amendement de M. Philippe Marini n° II-122 (cas des options attribuées sur autorisation d'une assemblée générale extraordinaire convoquée ou réunie avant le 20 septembre 1995) - **Art. 54** (*révision des seuils d'imposition des plus-values sur cessions de valeurs mobilières et titres assimilés*) (p. 4144) : s'oppose à l'amendement n° II-46 de Mme Marie-Claude Beaudeau (abaissement du seuil d'imposition à cent mille francs pour les opérations réalisées à compter du 1er janvier 1996). Son amendement n° II-139 : non-comptabilisation des cessions des OPCVM de capitalisation investies en titres de taux pour le calcul du seuil ouvrant droit à exonération d'impôt ; adopté. (p. 4145) : accepte l'amendement n° II-83 de M. Michel Pelchat (exonération de l'impôt sur le revenu des plus-values réalisées lors de la cession de valeurs détenues depuis plus de huit ans). Fiscalité la plus pénalisante d'Europe. Intérêt de la question de l'exonération en raison de la durée de la détention - **Après l'art. 54** (p. 4148) : exemple de la taxation généralisée des plus-values en 1978. S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° II-123 de M. Philippe Marini (calcul des plus-values en se référant, comme prix d'acquisition, au cours moyen du mois de décembre 1995 pour l'ensemble des titres cotés acquis avant le 1er janvier 1996). (p. 4148, 4150) : son amendement n° II-140 : exonération de l'imposition sur les plus-values pour les contribuables décidant dans une période limitée dans le temps de convertir leurs OPCVM de capitalisation en titres éligibles au PEA ; retiré. Épargne de tous les Français. Souci de réduire les déficits publics. Intermédiation de l'épargne et problème du financement de la construction de logements dans les départements - **Art. 55** (*imputation sur le revenu global des déficits relevant des BIC*) (p. 4151) : suppression de l'imputation des déficits provenant d'activités imposables au titre des BIC sur le revenu global. Justice fiscale. Influence sur l'économie locale. Exemple des maisons de retraite médicalisées ou des chambres d'étudiants, ainsi que de la construction de logements dans les villes moyennes. Importance des investisseurs dits passifs acceptant les risques de l'exploitation. Lutte contre les montages d'optimisation fiscale. (p. 4152) : son amendement n° II-141 : interdiction de la remontée des déficits non professionnels lorsque ceux-ci sont liés à l'exploitation de biens placés sous un régime fiscal dérogatoire ; adopté. (p. 4153) : son amendement n° II-191 : extension du champ d'application de ce dispositif aux opérations déjà engagées mais non achevées ; adopté. (p. 4155) : s'oppose aux amendements de M. Daniel Millaud n° II-110 (maintien du dispositif actuellement en vigueur pour les investissements réalisés outre-mer), n° II-111 (diversification des procédures auprès de la direction générale des impôts en fonction du montant de l'investissement) et n° II-112 (agrément tacite à l'expiration d'un délai de deux mois pour les investissements n'excédant pas dix millions de francs), ainsi qu'aux amendements de M. Simon Loueckhote n° II-180 (assouplissement de la procédure d'agrément des investissements défiscalisables dans le cadre de la loi Pons) et de M. Rodolphe Désiré n° II-184 (assouplissement de la procédure d'agrément des investissements défiscalisables dans le cadre de la loi Pons en fonction du secteur d'activité et du montant de l'investissement). Accepte les amendements identiques n° II-

113 de M. Daniel Millaud et n° II-185 de M. Rodolphe Désiré (agrément tacite à l'expiration d'un délai de deux mois dans le cas d'un investissement n'excédant pas trois millions de francs) - **Avant l'art. 57** (p. 4157) : s'oppose à l'amendement n° II-163 de M. Jean-Pierre Masseret (octroi des réductions d'impôt relatives aux travaux et frais concernant la résidence principale aux contribuables percevant les plus faibles revenus) - **Art. 57** (*prorogation de la réduction d'impôt pour dépenses de grosses réparations et d'amélioration des logements*) : demande le retrait de l'amendement n° II-47 de Mme Marie-Claude Beaudou (maintien pour trois ans du dispositif ouvrant droit à réduction d'impôt pour dépenses liées à la mise en conformité calorifique et à l'amélioration de l'isolation de l'habitation principale). Activité du secteur du bâtiment. Réforme fiscale - **Après l'art. 57** : ses amendements n° II-142 : exonération des sociétés anonymes de crédit immobilier de la taxe professionnelle pour leur activité d'avance à taux nul jusqu'au 31 décembre 2000 ; et n° II-143 : prorogation d'un an du régime d'exonération pendant deux ans des revenus fonciers provenant des logements que leurs propriétaires ont remis en location après qu'ils ont été vacants plus d'un an ; adoptés - **Art. 59** (*abattement de taxe professionnelle au profit du secteur de la diffusion de la presse*) (p. 4160) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° II-97 de M. Adrien Gouteyron et n° II-106 de M. Jean Cluzel (réduction de la base de taxe professionnelle des diffuseurs de presse, dans certaines conditions, à l'initiative des collectivités locales ou de leurs groupements dotés d'une fiscalité propre) - **Art. 59 bis** (*aménagement du régime des provisions afférentes aux oeuvres d'art acquises par les entreprises*) (p. 4161) : son amendement n° II-144 : provision pour la dépréciation d'une oeuvre d'art acquise au titre de la politique de mécénat appréciée par un expert agréé près les tribunaux ; adopté. S'oppose à l'amendement n° II-99 de Mme Marie-Claude Beaudou (suppression du régime des provisions pour pertes et charges) - **Après l'art. 59 bis** (p. 4162) : s'oppose à l'amendement n° II-48 de Mme Marie-Claude Beaudou (majoration d'une demi-part du quotient familial pour les anciens combattants dès l'âge de 65 ans). (p. 4163) : s'oppose à l'amendement n° II-13 de M. Pierre Lagourgue (prorogation du régime fiscal incitatif pour les acquisitions ou constructions de logements neufs à usage d'habitation ou locatif dans les départements et territoires d'outre-mer). Révision du dispositif à l'occasion de la réforme fiscale. S'oppose à l'amendement n° II-100 de Mme Marie-Claude Beaudou (suppression de la possibilité donnée aux entreprises d'imputer sur les résultats bénéficiaires d'un exercice les résultats éventuellement déficitaires des trois exercices précédents). (p. 4164) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Claude Beaudou n° II-49 (hausse du taux de la participation des employeurs au financement de la formation professionnelle) et n° II-50 (majoration du taux de la cotisation due au titre de la participation des entreprises de travail temporaire au développement de la formation professionnelle continue) - **Art. 59 ter** (*extension de l'exonération du prélèvement sur les bénéfices des entreprises pétrolières*) (p. 4165) : réduction de la facture énergétique. S'oppose à l'amendement de suppression n° II-101 de Mme Marie-Claude Beaudou - **Après l'art. 59 ter** (p. 4166) : son amendement n° II-145 : prorogation du dispositif d'exonération du gaz naturel utilisé dans les installations de cogénération jusqu'au 31 décembre 2000 ; adopté - **Art. 59 quater** (*exonération de dépenses exposées à l'occasion de fouilles archéologiques*) (p. 4166, 4167) : demande le retrait des amendements de M. Jean-Pierre Masseret n° II-178 (précision relative à la qualité directe des dépenses) et n° II-179 (précision relative aux dépenses directes et manifestes visant la préservation du patrimoine enfoui). Prend l'engagement au nom de la commission des finances d'approfondir avec l'auteur de l'amendement la notion de "dépenses directes". Problème des entreprises spécialisées dans la fouille archéologique - **Après l'art. 59 quater** (p. 4170) : s'oppose à l'amendement n° II-20 de M. Louis Minetti (exonération ou diminution des droits de mutation lors de la transmission d'exploitations agricoles familiales d'une valeur inférieure à dix millions de francs).

Note la proposition d'allègement des droits de mutation à titre gratuit lorsqu'il s'agit d'activités économiques à sauver. (p. 4171) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° II-90 de M. Jacques Oudin (exonération d'un certain nombre de taxes pour les entreprises nouvelles quelle que soit la zone dans laquelle elles s'installent sur décision des collectivités locales), retiré puis repris par M. Philippe Marini, puis par M. Paul Lorient. Négociation du zonage avec la commission de Bruxelles. Modification de la loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire votée récemment. Risque de surenchère entre les collectivités locales pour attirer les entreprises. (p. 4176, 4177) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Claude Beaudou n° II-51 (application de dispositions tendant à plafonner la taxe d'habitation) et n° II-52 (abaissement du seuil imposable pris en compte pour le plafonnement de la cotisation de taxe d'habitation) - **Art. 59 quinquies** (*assujettissement à la taxe professionnelle des activités de production de graines, semences et plans effectuée par l'intermédiaire de tiers*) (p. 4178, 4182) : son amendement n° II-146 : assujettissement à partir de 30 000 000 de francs de chiffre d'affaires ; adopté. Question de l'assujettissement à la taxe professionnelle de différents secteurs de l'activité agricole. (p. 4179, 4180) : travaux du Gouvernement permettant de connaître la situation des professionnels visés. Problème des pépiniéristes. Sur son amendement précité n° II-146, demande le retrait des sous-amendements de M. Raymond Soucaret n° II-69 (assujettissement dès le premier centime de chiffre d'affaires) et n° II-194 (assujettissement à partir de dix millions de chiffre d'affaires). Demande le retrait des amendements n° II-114 de M. Michel Souplet (exonération des producteurs pour la partie correspondant à leur propre production) et n° II-160 de M. Philippe Adnot (assujettissement des entreprises de production de graines, semences et plans à partir de 30 000 000 de francs de chiffre d'affaires) - **Après l'art. 59 quinquies** (p. 4183) : demande le retrait des amendements n° II-120 et n° II-121 de M. Jean-Jacques Hyst (exonération des bases de la taxe professionnelle accordée aux matériels de lutte contre la pollution et aux équipements de sécurité). Coût de l'exonération supporté par les collectivités locales. (p. 4184) : accepte l'amendement n° II-193 du Gouvernement (modification du dispositif actuel de la taxe communale sur les appareils automatiques pour les forains) - **Après l'art. 59 sexies** (p. 4185) : s'oppose à l'amendement n° II-75 de M. René Régnauld (suppression du lien existant entre les quatre taxes pour les groupements de communes à fiscalité propre). Accepte l'amendement n° II-183 de M. Philippe Marini (conditions de la majoration spéciale de la taxe professionnelle) - **Art. 59 septies** (*dégrèvement de la taxe foncière sur les propriétés non bâties afférente aux parcelles exploitées par de jeunes agriculteurs*) (p. 4186) : son amendement de suppression n° II-147 ; adopté - **Après l'art. 59 septies** (p. 4186) : amendements ayant des aspects de cavaliers budgétaires. Souhaite que les problèmes soulevés soient vus à l'occasion d'un volet "collectivités locales" contenu dans un projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier. (p. 4189) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° II-124 de M. Philippe Marini (suppression de l'obligation faite aux sociétés et aux compagnies d'assurance de déclarer à l'administration fiscale les contrats d'assurance de bijoux, pierreries, objets d'art, collections, antiquités d'un montant supérieur à 100 000 francs). (p. 4190) : s'oppose à l'amendement n° II-54 de Mme Marie-Claude Beaudou (possibilité offerte aux retraités et aux contribuables privés d'emploi d'opter pour un étalement des cotisations dues au titre de leur dernière période d'activité) ainsi qu'au n° II-164 de M. Jean-Pierre Masseret (possibilité donnée aux associations d'aide aux personnes en difficulté de ne plus être assujetties à la taxe sur les salaires) - **Art. 59 octies** (*organisation de paris sur les parties de pelote basque*) : cavalier budgétaire. Son amendement de suppression n° II-148 ; adopté - **Avant l'art. 59 nonies** (p. 4194) : son amendement n° II-149 : exonération de la contribution sociale de solidarité des sociétés, CSSS, accordée aux coopératives d'approvisionnement pour la partie de leur chiffre d'affaires correspondant aux recettes reçues de leurs

membres en contrepartie de l'activité d'approvisionnement ; adopté. (p. 4196, 4197) : s'oppose aux amendements de M. Roland Courteau n° II-167 (exonération étendue à la part des recettes relative à l'activité d'approvisionnement que les coopératives agricoles réalisent avec leurs membres même si celles-ci sont polyvalentes), n° II-165 (suppression de l'assujettissement des coopératives agricoles à la contribution sociale de solidarité des sociétés, CSSS) et n° II-166 (suppression de l'assujettissement à la CSSS des opérations réalisées par les coopératives agricoles avec leurs adhérents). (p. 4198) : risque que les coopératives polyvalentes se scindent pour constituer des coopératives consacrées exclusivement à l'approvisionnement et bénéficiant de l'exonération. (p. 4200) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° II-152 de M. Michel Souplet (exonération des coopératives agricoles d'insémination artificielle du versemment de la contribution sociale de solidarité des sociétés). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° II-169 de M. Roland Courteau (exonération des coopératives agricoles d'insémination artificielle et de leurs unions du versemment de la contribution sociale de solidarité des sociétés, CSSS). (p. 4202, 4203) : s'oppose aux amendements n° II-115 de M. Jacques Machet (exonération de la contribution sociale de solidarité des sociétés, CSSS, des caves coopératives vinicoles), aux amendements identiques n° II-133 de M. Gérard César et n° II-154 de M. Henri de Raincourt (exonération des coopératives agricoles se consacrant à la vinification de la contribution sociale de solidarité des sociétés, CSSS) ainsi qu'au n° II-168 de M. Roland Courteau (exonération des coopératives agricoles exerçant une activité de vinification de la contribution sociale de solidarité des sociétés, CSSS). (p. 4204) : s'oppose à l'amendement n° II-135 de M. Jacques de Menou (système de plafonnement de la contribution sociale de solidarité des sociétés, CSSS, fondé sur le nombre de salariés pour les coopératives agricoles se consacrant à l'organisation des ventes aux enchères ou à la première mise en marché de productions de leurs adhérents) - **Art. 59 nonies (neutralisation, au regard de la contribution sociale de solidarité des sociétés, CSSS, des opérations de vente de produits à l'intérieur du secteur coopératif agricole)** (p. 4207) : s'oppose aux amendements de M. Philippe de Bourgoing, n° II-98 (généralisation de la suppression des assujettissements en cascade à l'ensemble des coopératives), de M. Jacques de Menou, n° II-134 (neutralisation du chiffre d'affaires réalisé entre les coopératives et leurs filiales de droit commun dans lesquelles elles détiennent ensemble ou séparément 50 % du capital), de M. Roland Courteau, n° II-170 (neutralisation du chiffre d'affaires réalisé entre les coopératives et les sociétés d'intérêt collectif agricole, SICA, ou leurs filiales), et accepte l'amendement n° II-136 de M. Jacques Oudin (exonération des opérations que les coopératives maritimes et leur union réalisent entre elles de la contribution sociale de solidarité des sociétés, CSSS) - **Après l'art. 59 nonies** (p. 4209) : son amendement n° II-150 : dispositif évitant la double imposition frappant des entreprises concurrentes mettant en commun des activités ; retiré. S'oppose à l'amendement n° II-117 de M. Jean-Jacques Hyst (consolidation au niveau du groupe de la base sur laquelle est assise la contribution). (p. 4210) : à titre personnel, accepte l'amendement n° II-195 du Gouvernement (exonération, pour les groupements d'intérêt économique et les sociétés en nom collectif des ventes de biens, qu'ils réalisent avec leurs membres et associés qui détiennent une participation au moins égale à 10 % dans certaines conditions). (p. 4211) : sur les amendements de M. Jacques Oudin, demande le retrait du n° II-137 (exonération des coopératives d'avitaillement et d'armement de la contribution sociale de solidarité des sociétés, CSSS) au profit du n° II-138 (extension de l'exonération de la CSSS à la part des recettes relative aux activités d'avitaillement ou d'armement que les coopératives maritimes réalisent avec leurs membres) qu'il accepte, et s'oppose au n° II-186 (extension aux produits de la mer du mode de calcul de la CSSS possible pour les produits du sol et de l'élevage) - **Après l'art. 59 decies** (p. 4212) : demande le retrait de l'amendement n° II-171 de M. Jean-Pierre Masseret (lutte contre la fraude à la TVA intracommunautaire). (p. 4213) :

accepte l'amendement n° II-17 de Mme Marie-Claude Beaudou (remise au Parlement d'un rapport sur l'évolution de la perception de la taxe sur la valeur ajoutée intracommunautaire en France). (p. 4214) : s'oppose à l'amendement n° II-55 de Mme Marie-Claude Beaudou (allongement à quatre ans du délai de reprise de l'administration fiscale). (p. 4215, 4216) : sur les amendements de Mme Marie-Claude Beaudou, accepte le n° II-59 (remise au Parlement d'un rapport sur l'application des taux réduits de TVA au regard de l'harmonisation fiscale européenne) et s'oppose au n° II-60 (remise au Parlement d'un rapport comportant notamment une évaluation des conséquences de la révision des bases cadastrales d'imposition). S'oppose à l'amendement n° II-64 de Mme Marie-Claude Beaudou (problème de la prise en charge des congés bonifiés des fonctionnaires territoriaux originaires de l'outre-mer). (p. 4217) : s'oppose aux amendements n° II-44 de Mme Danielle Bidard-Reydet (problème de la prise en charge des congés bonifiés des fonctionnaires territoriaux originaires de l'outre-mer) et n° II-74 de M. René Régnauld (problème de la prise en charge des congés bonifiés des fonctionnaires territoriaux originaires de l'outre-mer). Cavalier budgétaire. (p. 4219) : accepte l'amendement n° II-127 de M. Philippe Marini (extension, aux bateaux chargés de marchandises liquides dans les bassins captifs, du dispositif d'aide au déchirage). (p. 4220) : s'oppose à l'amendement n° II-172 de M. Jean-Pierre Masseret (augmentation du prélèvement opéré sur les enjeux de la Française des jeux au bénéfice du Fonds national pour le développement du sport). (p. 4221) : s'oppose à l'amendement n° II-187 de M. Jean-Pierre Masseret (affectation de la moitié de l'accroissement annuel des bénéfices de la Française des jeux au Fonds national pour le développement du sport) - **Art. 67 (précédemment réservé, le 4 décembre 1995, p. 3691) (détermination des sommes dues par l'Etat aux organismes de gestion des établissements d'enseignement privé sous contrat au titre du principe de parité) (précédemment réservé, le 4 décembre 1995, p. 3691)** (p. 4221, 4222) : son amendement n° II-151 : fixation par un décret en Conseil d'Etat de la part nécessaire pour assurer la parité et obligation pour l'Etat d'assurer l'intégralité de la charge nécessaire pour assurer la parité ; adopté.

Seconde délibération :

- **Seconde délibération - (9 décembre 1995) - Art. 33 et Etat B, art. 34 et Etat C, art. 36, 54, 55, 59 nonies A, 59 nonies B, 59 nonies C, 61 A, 68 bis A et, pour coordination, art. d'équilibre 31 dans la rédaction de la première délibération, modifiée par les amendements n° B-1 à B-55 du Gouvernement** (p. 4232) : accepte les amendements n° B-1 à B-55 du Gouvernement (majoration des crédits de certaines dotations spécifiques, budget des charges communes et budget de la jeunesse et des sports - Crédits demandés par la commission des finances - Enseignement : nouvel état récapitulatif des crédits affectés au développement de l'éveil artistique. Urbanisme : taxe des bureaux dans certains cantons de la région d'Ile-de-France. Règle d'appréciation du seuil d'imposition des plus-values sur valeurs mobilières. Règle d'imputation des déficits des activités relevant de la catégorie des bénéficiaires industriels et commerciaux sur le revenu global. Règle d'exonération de la contribution sociale de solidarité des sociétés, CSSS, dans le secteur des coopératives agricoles. Récapitulation dans l'article d'équilibre des modifications intervenues à l'occasion de la deuxième partie du projet de loi de finances : budget de l'enseignement supérieur, financements en matière d'apprentissage et budget de la jeunesse et des sports).

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 0140 (95-96)] - (19 décembre 1995) - Rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire (p. 4446) : article 6 relatif à la transmission d'entreprise. Article 11 sur la cotisation minimale de taxe professionnelle. Article 19 relatif à la dotation globale d'équipement, DGE. Recherche d'économies. Procédures de régulation budgétaire. Capacité d'expertise et d'évaluation du Parlement. Demande au Sénat d'approuver le texte de la CMP - **Art. 32 (budget général -**

services votés) (p. 4479) : accepte l'amendement n° 1 du Gouvernement (minoration des crédits d'un million de francs et majoration des crédits d'un million de francs) - **Art. 33 et Etat B (mesures nouvelles - dépenses ordinaires des services civils)** : accepte l'amendement n° 2 du Gouvernement (nouvelle rédaction) - **Art. 34 et Etat C (mesures nouvelles - dépenses en capital des services civils)** : accepte l'amendement n° 3 du Gouvernement (nouvelle rédaction) - **Art. 49 et Etat F (crédits évaluatifs)** : accepte l'amendement n° 4 du Gouvernement (nouvelle rédaction) - **Art. 50 et Etat G (crédits provisionnels)** : accepte l'amendement n° 5 du Gouvernement (nouvelle rédaction).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 [n° 0119 (95-96)]** - (19 décembre 1995) - Rapporteur général de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 4485, 4487) : évaluation des recettes fiscales. Consommation des ménages. Allègement des charges sur les bas salaires. Baisse des taux des livrets administrés. Prêts accordés aux PME. Ressources fiscales. TVA. Encours des prêts attribués aux organismes d'HLM. Caisse de garantie du logement social, CGLS. Caisse des dépôts et consignations. Ouvertures de crédits. Prise en charge de la majoration de l'allocation de rentrée scolaire. Dispositif de prime à la casse. "Economies de constatation". Maintien du niveau de déficit. Exemple du budget de la défense. Accepte ce projet de loi de finances rectificative - **Question préalable** (p. 4506) : s'oppose à la motion n° 22 de Mme Hélène Luc tendant à opposer la question préalable - **Après l'art. 2** (p. 4509) : s'oppose à l'amendement n° 36 de Mme Marie-Claude Beaudeau (TVA sur les produits de la confiserie et de la chocolaterie) - **Art. 3 (récupération des sommes versées par l'Etat à la Caisse de garantie du logement social, CGLS)** (p. 4511) : ses amendements n° 8 rédactionnel ; adopté ; et n° 9 : remplacement dans le II des mots : "mentionnés au I" par les mots : "pour laquelle la Caisse des dépôts et consignations est ou a été substituée à la Caisse de garantie du logement social" ; retiré. S'oppose à l'amendement de suppression n° 43 de M. Jean-Pierre Masseret ainsi qu'à l'amendement n° 23 de Mme Marie-Claude Beaudeau (nouvelle rédaction) (p. 4514) : accepte l'amendement n° 60 du Gouvernement (institution d'un fonds de réserve et de garantie de la Caisse nationale d'épargne) - **Art. 4 (prélèvement sur les réserves de l'Institut national de la propriété industrielle)** (p. 4515) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 24 de Mme Marie-Claude Beaudeau - **Art. 5 (prélèvement exceptionnel sur l'excédent de la taxe dite "taxe sur les grandes surfaces")** (p. 4516) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 44 de M. Jean-Pierre Masseret ainsi qu'à l'amendement n° 25 de Mme Marie-Claude Beaudeau (augmentation de 10 % du montant de l'impôt de solidarité sur la fortune) - **Après l'art. 5** (p. 4517) : s'oppose à l'amendement n° 26 de Mme Marie-Claude Beaudeau (augmentation du taux de taxation des plus-values d'éléments d'actif des entreprises) - **Après l'art. 12** (p. 4528) : accepte l'amendement n° 57 du Gouvernement (inscription des recettes de privatisation à l'Etat F annexé à la loi de finances) - **Avant l'art. 13** : s'oppose à l'amendement n° 46 de M. René Régnault (exonération des chambres de métiers de la taxe sur les salaires) - **Art. 13 (aménagement de l'impôt sur les opérations de bourse et du statut des sociétés de capital risque dans la perspective du nouveau marché)** (p. 4529) : son amendement n° 58 : nouvelle rédaction - entrée en vigueur immédiate du dispositif fiscal ; adopté. (p. 4530) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 47 de M. Jean-Pierre Masseret - **Après l'art. 13** (p. 4531) : s'oppose à l'amendement n° 37 de Mme Marie-Claude Beaudeau (dépenses fiscales liées au service de la dette publique).

- **Suite de la discussion** - (20 décembre 1995) - Rapporteur général de la commission des finances - **Art. 14 (relèvement des seuils du régime simplifié d'imposition)** (p. 4549, 4550) : PME. Fonctionnement des centres de gestion agréés et habilités. (p. 4555) : son amendement n° 59 : champ d'intervention des centres de gestion agréés et habilités ; adopté - **Après l'art. 15** (p. 4562) : demande le retrait de l'amendement n° 42 de M. Michel Souplet (extension au

secteur agricole de la possibilité pour les SARL de famille d'opter pour l'impôt sur le revenu des personnes physiques) - **Art. 16 (prorogation du délai de revente des immeubles acquis avant le 1er janvier 1993 en vue de la revente)** (p. 4563) : s'oppose à l'amendement n° 27 de Mme Marie-Claude Beaudeau (suppression de la prorogation) - **Art. 18 (transposition de la directive 95-7-CE du Conseil du 10 avril 1995 portant nouvelles mesures de simplification en matière de TVA)** (p. 4568) : s'oppose à l'amendement n° 49 de M. Jean-Pierre Masseret (relèvement jusqu'à 50 000 francs de l'amendé en cas de fraude organisée) - **Après l'art. 19** (p. 4569) : accepte les amendements de Mme Lucette Michaux-Chevry n° 34 (fixation du régime contingentaire du rhum traditionnel des départements d'outre-mer) et n° 35 (transposition dans le droit interne de la décision du Conseil en date du 30 octobre 1995 qui autorise la France à réserver l'application du taux réduit du droit à la consommation au rhum traditionnel produit dans les départements d'outre-mer) - **Après l'art. 20** (p. 4570) : s'oppose à l'amendement n° 39 de Mme Marie-Claude Beaudeau (établissement d'un rapport sur les fraudes éventuelles constatées en matière d'impôt sur les sociétés) - **Après l'art. 22** (p. 4571) : accepte l'amendement n° 16 du Gouvernement (extension aux conjoints collaborateurs du régime fiscal de la protection complémentaire facultative qui a été prévu par la loi du 11 février 1994) - **Après l'art. 23** (p. 4572) : accepte l'amendement n° 17 du Gouvernement (simplification des règles de TVA applicables aux règles de location d'immeubles à des exploitants privés de maisons de retraite) - **Après l'art. 23 bis** (p. 4572, 4573) : ses amendements n° 10 : régime fiscal des dépenses d'amélioration et de construction lors de la mise aux normes de bâtiments d'élevage par le propriétaire-bailleur ; et n° 11 : mise à disposition d'immeubles ruraux sous le régime des baux ruraux de droit commun en cas d'apport à une société ; adoptés. (p. 4574, 4577) : accepte les amendements de M. Philippe Marini n° 18 (régime fiscal du crédit-bail immobilier), n° 20 (fiscalité des groupes) et n° 21 (fiscalité lorsque l'absorption par la société mère de toutes les autres sociétés du groupe entraîne un changement d'activité). S'oppose à l'amendement n° 1 de M. José Balarello (possibilité, pour l'exercice 1996, pour les communes de majorer les taux de taxe professionnelle). Demande le retrait de l'amendement n° 13 de M. Michel Mercier (possibilité pour les départements, pour l'exercice 1996, de majorer le taux de taxe professionnelle) - **Art. 24 (modification de l'abattement sur le produit brut des jeux dans les casinos)** (p. 4579, 4580) : s'oppose à l'amendement n° 50 de M. Jean-Pierre Masseret (suppression de l'abattement pour dépenses d'équipement et d'entretien hôtelier ou thermal) et accepte l'amendement n° 7 de M. Philippe Marini (maintien de l'abattement supplémentaire pour des travaux effectués dans des établissements hôteliers ou thermaux appartenant à une collectivité territoriale et dont la gestion est confiée à l'exploitant du casino) - **Après l'art. 24** : accepte l'amendement n° 5 de M. José Balarello (octroi d'un délai supplémentaire jusqu'au 1er juillet 1996 pour que les communes adoptent un programme local de l'habitat, PLH) - **Après l'art. 27** (p. 4581, 4584) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Claude Beaudeau n° 28 (fixation à 5,4 % du prélèvement sur certains revenus de capitaux mobiliers au bénéfice de la Caisse nationale d'allocations familiales), n° 29 (prélèvements effectués sur les revenus du capital et de la propriété au titre de la contribution sociale généralisée instituée par la loi de finances pour 1991), n° 30 (financement de la branche vieillesse du régime général), n° 31 (suppression des dispositions de la loi du 4 août 1995 relative à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale) et n° 40 (fixation à 6 % à compter du 1er janvier 1996 du prélèvement social sur les revenus financiers des entreprises) - **Après l'art. 29** : son amendement n° 12 : transmission obligatoire au Parlement des communications de la Cour des comptes au ministre ; adopté. (p. 4586) : demande le retrait des amendements de M. Alain Vasselle n° 54, n° 53 et n° 52 (dispositif transitoire pour la prestation d'autonomie des personnes âgées).

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 0154 (95-96)] - (21 décembre 1995) - Rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - Discussion générale (p. 4685, 4686) : élaboration d'un texte commun sur les 16 articles restant en discussion. Amendements.

LANIER (Lucien), sénateur (Val-de-Marne) RPR.

Réélu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 13 octobre 1995).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie (19 juillet 1995).

DÉPÔTS

Avis, présenté avec M. Pierre Fauchon, au nom de la commission des lois sur le projet de loi [n° 208 (94-95)], modifié par l'Assemblée nationale, concernant les clauses abusives, la présentation des contrats, le démarchage, les activités ambulantes, la concurrence dans le transport routier, le marquage communautaire des produits et les marchés de travaux privés [n° 0210 (94-95)] (12 janvier 1995) - Consommation.

Proposition de résolution déposée avec M. Pierre Lagourgue, en application de l'article 73 bis du Règlement, sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un Etat membre autre que celui où la qualification a été acquise (n° E-405) [n° 0277 (94-95)] (19 mai 1995) - Communautés européennes.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 341 (94-95)], adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant amnistie [n° 0354 (94-95)] (5 juillet 1995) - Amnistie.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, chargé de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie [n° 0393 (94-95)] (24 juillet 1995) - Amnistie.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 14 (JO Débats du 30 juin 1995) (p. 767) - Ministère : Affaires étrangères - *Plan d'action en Bosnie* - Réponse le 30 juin 1995 (p. 767) - *Politique internationale*

INTERVENTIONS

- *Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture [n° 0089 (94-95)] - Suite de la discussion - (12 janvier 1995) - Après l'art. 41 (p. 301, 302) : soutient l'amendement n° 282 de M. Maurice Schumann (remaniement de la législation relative aux jardins familiaux).*

- *Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement - Deuxième lecture [n° 0139 (94-95)] - (16 janvier 1995) - Après l'art. 18 (p. 370) : son amendement n° 152 : rôle des régions dans la gestion des eaux ; retiré puis repris par M. Philippe Marini - Art. 37 (modifications de la*

loi sur les déchets) (p. 412, 413) : remplacement au paragraphe V de la date "1er janvier 1995" par la date de promulgation de la loi - Après l'art. 37 ter A (p. 418) : son amendement n° 153 : participation de la région aux plans départementaux d'élimination des déchets ménagers ; rejeté.

- *Projet de loi concernant les clauses abusives, la présentation des contrats, le démarchage, les activités ambulantes, le marquage communautaire des produits et les marchés de travaux privés - Deuxième lecture [n° 0208 (94-95)] - (17 janvier 1995) - Rapporteur pour avis de la commission des lois - Discussion générale (p. 452, 453) : organisation de la profession des transporteurs routiers. Utilisation des chronotachygraphes par les poids lourds. Instauration de sanctions pénales en cas de non-respect des règles de concurrence. Contrôle des véhicules. Contrat de transport. La commission des lois, à l'unanimité, propose l'adoption des articles 15 à 26 relatifs aux transports routiers. A titre personnel, souhaite une amélioration de la sécurité routière par des dispositions réglementaires - Après l'art. 12 (p. 459) : référence au projet de loi relatif à la sécurité et à la modernisation des transports. Dispositions essentielles du code de la route. Amendement sans rapport avec l'objet du présent projet de loi. Se déclare opposé à l'amendement n° 8 de Mme Joëlle Dusseau (création d'un délit de grands excès de vitesse).*

- *Projet de loi portant amnistie [n° 0341 (94-95)] - (17 juillet 1995) - Rapporteur de la commission des lois - Discussion générale (p. 1041) : amnistie : définition et historique. (p. 1042) : recensement des arguments en faveur et contre l'amnistie. Analyse juridique de l'amnistie. (p. 1043) : amnistie en raison de la nature de l'infraction. Amnistie en raison de la peine encourue ou prononcée. "Grâce amnistiante". Amnistie des infractions passibles de sanctions disciplinaires ou professionnelles. Exclusions du bénéfice de l'amnistie. Effets de l'amnistie. Contravention de police et lutte contre l'insécurité routière. (p. 1044) : cas des violences commises à l'égard des personnes vulnérables et des atteintes graves contre la nation et la paix publique - Art. 2 (amnistie de certains délits) (p. 1066, 1067) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman n° 21 (extension du champ de l'amnistie aux sanctions qui accompagnent une contravention) et n° 22 (extension du champ de l'amnistie aux activités syndicales non revendicatives). (p. 1068) : s'oppose à l'amendement n° 90 de M. Claude Estier (exclusion du champ de l'amnistie des infractions commises en relation avec des conflits tendant à contester les obligations légales des assurés). (p. 1069) : son amendement n° 1 : limitation du champ d'application de l'article 2 par les exclusions prévues à l'article 26 ; adopté. (p. 1071) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman, n° 24 (extension du champ de l'amnistie aux conflits liés à la protection de l'environnement) et n° 25 (extension du champ de l'amnistie aux manifestations engagées pour défendre les personnes menacées d'expulsion de leur logement) - Art. 3 (amnistie de certaines infractions à caractère militaire) (p. 1072) : son amendement n° 2 : rétablissement de la référence à l'article L. 132 du code du service national ; adopté - Art. 4 (amnistie d'actes d'insoumission et de désertion) (p. 1073) : son amendement n° 3 : suppression de l'amnistie du crime de désertion en cas de guerre suivie d'un complot et de la désertion à l'étranger en cas de guerre suivie d'un complot ; rejeté.*

- *Suite de la discussion - (18 juillet 1995) - Rapporteur de la commission des lois - Art. 7 (amnistie des infractions punies de peines d'amende ou de peines d'emprisonnement inférieures à un certain quantum) (p. 1081, 1083) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman, n° 26 et n° 27 (amnistie pour les peines d'emprisonnement inférieures à quatre mois), ainsi qu'aux amendements identiques n° 50 de M. Claude Estier et n° 28 de M. Charles Lederman (amnistie pour les peines d'emprisonnement inférieures ou égales à douze mois avec sursis) - Art. 13 (amnistie individuelle par décret du Président de la République) (p. 1086, 1094) : sur les amendements de M. Claude Estier, accepte le n° 56 (personnes souffrant d'une maladie incurable) et s'oppose aux*

n° 54 (amnistie pour les personnes vivantes), n° 57 (suppression des dates "1914-1918") et n° 59 (interdiction du territoire). Accepte l'amendement n° 92 du Gouvernement (engagés volontaires de 1914-1918) - **Après l'art. 14** (p. 1098, 1099) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman n° 32 et n° 33 (représentants du personnel licenciés pour une faute autre que lourde), ainsi qu'à l'amendement n° 60 de M. Claude Estier (représentants du personnel licenciés pour une faute autre que lourde volontairement dolosive) - **Après l'art. 15** (p. 1101, 1102) : s'oppose aux amendements n° 19 de M. Alex Türk (travailleurs indépendants et professionnels libéraux) et n° 35 de M. Charles Lederman (étudiants ou élèves exclus des établissements universitaires et scolaires) - **Art. 16** (*contestations relatives à l'amnistie des sanctions disciplinaires ou professionnelles*) : s'oppose à l'amendement n° 36 de M. Charles Lederman (juge unique pour statuer sur ces sanctions) - **Art. 17** (*effets généraux de l'amnistie*) (p. 1104, 1109) : s'oppose à l'amendement n° 62 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (restitution des points retirés du permis de conduire). Son amendement n° 4 : réduction de points du permis de conduire ; adopté. Sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 93 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - **Art. 18** (*effets de l'amnistie sur les autorisations administratives et sur certaines peines complémentaires*) (p. 1110, 1111) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 63, n° 64 et n° 65 (mesures d'interdiction du territoire) ainsi qu'à l'amendement n° 37 de M. Charles Lederman (délit amnistié et interdiction du territoire). Ses amendements n° 5 : mesures de mise en conformité prévues par le code de l'urbanisme ; n° 6 : interdiction de pénétrer dans une enceinte sportive ; et n° 7 : casier judiciaire ; adoptés - **Art. 20** (*amnistie des faits d'évasion - supprimé par l'Assemblée nationale*) (p. 1113) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques de rétablissement n° 38 de M. Charles Lederman et n° 66 de M. Claude Estier - **Art. 21** (*effets de l'amnistie en matière professionnelle et de décorations officielles*) (p. 1114) : son amendement n° 91 : non-réintégration ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 39 de M. Charles Lederman (exception pour les représentants du personnel) - **Art. 26** (*infractions exclues de l'amnistie*) (p. 1120, 1123) : ses amendements n° 8 : infractions contre des personnes vulnérables ; et n° 10 : délits de récidive en matière de contrefaçon ; adoptés. Accepte l'amendement n° 94 du Gouvernement (rectification d'une erreur matérielle) et s'oppose aux amendements n° 68 de M. Claude Estier ("exclusions perpétuelles"), n° 40 de M. Charles Lederman (actes d'intimidation commis contre des personnes exerçant une fonction publique) et n° 14 de M. Adrien Gouteyron (protection des émissions cryptées). (p. 1124, 1127) : s'oppose à l'amendement n° 20 de Mme Joëlle Dusseau (contravention entraînant un retrait de trois points du permis de conduire) ainsi qu'aux amendements de M. Claude Estier n° 69 (salaire minimum et rémunération mensuelle), n° 70 (durée du travail), n° 71 (organisation du travail à temps partiel), n° 72 (heures supplémentaires), n° 73 (travail de nuit), n° 74 (âge d'admission au travail), n° 75 (emploi des enfants dans les spectacles et les professions ambulantes comme mannequin dans la publicité et la mode), n° 76 (repos hebdomadaire), n° 77 (travail du dimanche des apprentis), n° 78 (constitution et fonctionnement des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail), n° 79 (délégués du personnel), n° 80 (comité d'entreprise), n° 81 (entrave syndicale), n° 82 (entrave à l'action des inspecteurs du travail) et n° 83 (discrimination syndicale). Son amendement n° 11 : correction de deux erreurs de référence ; adopté. (p. 1137) : accepte l'amendement n° 84 de M. Claude Estier (infraction aux règlements communautaires et nationaux du transport par route). (p. 1138) : accepte l'amendement n° 85 de M. Claude Estier (infraction à la réglementation sur les fouilles archéologiques). (p. 1139) : accepte l'amendement n° 17 de M. Christian Bonnet (manifestations pacifiques contre l'interruption volontaire de grossesse).

- **Suite de la discussion** - (19 juillet 1995) - Rapporteur de la commission des lois - **Art. 26** (suite) (p. 1161, 1164) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier n° 86 (actes de rébellion), n° 87 (outrage aux agents publics), n° 88

(outrage à un magistrat ou à un juré) et n° 89 (discrédit sur un acte ou une décision juridictionnelle). Son amendement n° 12 : atteintes à la sérénité de la justice ; rejeté. (p. 1165, 1169) : sur les amendements de M. Charles Lederman, accepte le n° 46 (transport routier de marchandises) et s'oppose aux n° 45 (abus de biens sociaux) et n° 47 (délits et contraventions en matière de législation et réglementation du travail). S'oppose également à l'amendement n° 49 de M. Emmanuel Hamel (sanctions administratives, professionnelles ou disciplinaires liées aux marchés financiers) - **Art. 29** (*application de la loi aux territoires d'outre-mer et à Mayotte*) (p. 1170) : son amendement n° 13 : nouvelle rédaction de l'article 29 ; adopté - **Seconde délibération** (p. 1171, 1172) : accepte une seconde délibération de l'article 4 - **Art. 4** (*amnistie d'actes d'insoumission et de désertion*) : accepte l'amendement n° A-1 du Gouvernement (amnistie pour les délits de désertion).

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 0393 (94-95)] - (26 juillet 1995) - Rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 1520, 1521) : modifications apportées par la commission mixte paritaire. Champ d'application de l'amnistie pour les délits. Points affectant le permis de conduire. Article 26 relatif aux exclusions du bénéfice de l'amnistie. Manifestations pacifiques. Propose l'adoption du texte résultant des travaux de la commission mixte paritaire.

- **Conclusions du rapport de M. Pierre Fauchon, fait au nom de la commission des lois, sur : la proposition de loi (n° 406, 94-95) de M. Jacques Larché déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à la responsabilité pénale des élus locaux pour des faits d'imprudence ou de négligence commis dans l'exercice des fonctions ; la proposition de loi (n° 255, 94-95) de M. Claude Huriet relative à la protection pénale des exécutifs locaux à raison des actes commis dans l'exercice de leurs fonctions ; et la proposition de loi (n° 361, 94-95) de M. Hubert Haenel déposée avec plusieurs de ses collègues, visant à étendre aux districts les règles applicables à la responsabilité des syndicats de communes pour les accidents survenus aux membres de leur comité et à leur président, en complétant l'article L.164-5 du code des communes.** [n° 406-255-361 (94-95)] - Suite de la discussion - (14 novembre 1995) - **Après l'art. 1er** (p. 2502) : rappel des auditions de fonctionnaires par le groupe de travail issu de la commission des lois. Nécessité de viser les fonctionnaires dans le champ d'application de ces dispositions. Se déclare favorable à l'amendement n° 12 du Gouvernement (nouveau régime du code pénal à appliquer en matière de responsabilité des fonctionnaires).

- **Projet de loi de finances pour 1996 services du Premier ministre** [n° 0076 (95-96)]

Deuxième partie :

II- Secrétariat général de la défense nationale

- (25 novembre 1995) (p. 3083) : réforme du Secrétariat général de la défense nationale, SGDN. Réduction des crédits du programme civil de défense et de l'Institut des hautes études de la défense nationale, IHEDN. Vote de ces crédits par le groupe du RPR.

Education nationale, enseignement supérieur, recherche et insertion professionnelle - III - Recherche

- (4 décembre 1995) (p. 3738) : éléments chiffrés. Pertinence des priorités retenues : agriculture, techniques de l'information. Développement de la politique de recherche dans un contexte économique difficile. Fonds de recherche et de la technologie, FRT. Effort en matière de formation : allocations recherche, convention de formation par la recherche des techniciens supérieurs, conventions

industrielles de formation par la recherche. (p. 3739) : crédit d'impôt recherche. Commissariat à l'énergie atomique, CEA. Politique d'accroissement du dépôt de brevets et d'amélioration de la condition des chercheurs individuels. Centre national de la recherche scientifique, CNRS. Situation de l'emploi et de la répartition géographique de la recherche. Mobilité des chercheurs. Ouverture de la recherche scientifique vers l'extérieur. Votera ce projet de budget avec le groupe du RPR.

LARCHÉ (Jacques), sénateur (Seine-et-Marne) RI.

Réélu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Président de la commission des lois ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995) ; puis président (JO Lois et décrets du 6 octobre 1995).

Juge titulaire de la Haute Cour de justice ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 27 octobre 1995).

Membre ès qualités du Comité national de la publication des travaux préparatoires des institutions de la Ve République.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi étendant dans les territoires d'outre-mer certaines dispositions du code de la route et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte (12 janvier 1995).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant la loi n° 88-1028 du 9 novembre 1988 portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998 et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer (12 janvier 1995).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie (19 juillet 1995).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi constitutionnelle [n° 374 (94-95)], adopté par l'Assemblée nationale, portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique, modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire et abrogeant les dispositions relatives à la Communauté et les dispositions transitoires [n° 0392 (94-95)] (21 juillet 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 24 juillet 1995) - **Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi constitutionnelle [n° 397 (94-95)], adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique, modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire et abrogeant les dispositions relatives à la Communauté et les dispositions transitoires [n° 0398 (94-95)] (28 juillet 1995) - **Constitution.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à la responsabilité pénale des élus locaux pour des faits d'imprudence ou de négligence commis dans l'exercice des fonctions [n° 0406 (94-95)] (8 août 1995) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 29 juillet 1995) - **Elus locaux.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique modifiant la loi n° 88-1028 du 9 novembre 1988 portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998 et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer [n° 0169 (94-95)]** - (11 janvier 1995) - **Avant l'art. 16 (p. 144)** : s'oppose à l'amendement n° 8 de M. Daniel Millaud (réglementation applicable aux assurances, aux coopératives et aux sociétés mutualistes en Polynésie française) - **Après l'art. 25 (p. 151, 153)** : sur les amendements de M. Daniel Millaud, intervient sur le n° 15 (recours en excès de pouvoir contre les délibérations à caractère réglementaire adoptées par l'Assemblée territoriale ou sa commission permanente : compétence du Conseil d'Etat), accepte le n° 16 (validation de dispositions relatives à la création de l'office territorial des postes et télécommunications) et s'oppose au n° 17 (représentation de magistrats servant outre-mer au sein du Conseil supérieur de la magistrature). Soutient l'amendement n° 36 de la commission (transfert de l'assemblée territoriale au conseil des ministres du territoire du pouvoir de nomination des représentants du territoire au sein des sociétés d'économie mixte locales) - **Sur l'ensemble (p. 155)** : accords de Matignon.

- **Projet de loi étendant dans les territoires d'outre-mer certaines dispositions du code de la route et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte [n° 0170 (94-95)]** - (11 janvier 1995) - En remplacement de M. Jean-Marie Gitault, rapporteur - **Art. 7 (report de l'entrée en vigueur de la procédure pénale)** (p. 157) : son amendement n° 2 : suppression de l'emprisonnement contraventionnel ; adopté - **Art. 8 (report de l'entrée en vigueur des réformes de la procédure pénale)** : son amendement de suppression n° 3 ; adopté - **Art. 9 (création de caisses des écoles en Nouvelle-Calédonie)** (p. 158) : ses amendements de précision n° 4 et n° 5 ; adoptés - **Après l'art. 9** : accepte l'amendement n° 13 de M. Simon Loueckote (accélération de la transmission des procès-verbaux) - **Après l'art. 10 (p. 159, 163)** : accepte l'amendement n° 1 de M. René-Georges Laurin (modification de la rédaction dans un sens plus large) - **Art. 13 (statut du comptable du territoire et des circonscriptions des îles Wallis-et-Futuna)** (p. 165) : son amendement rédactionnel n° 6 ; adopté - **Art. 14 (gestion des recettes et des dépenses publiques à Wallis-et-Futuna)** (p. 166) : son amendement rédactionnel n° 7 ; adopté - **Art. 15 (abrogation des dispositions du décret du 30 décembre 1912 relatives à Wallis-et-Futuna)** : son amendement de suppression n° 8 ; adopté - **Titre VI (dispositions applicables dans les départements d'outre-mer)** (p. 167) : son amendement de suppression n° 9 ; réservé jusqu'après l'examen des amendements n° 10, n° 11 et n° 12 ; puis adopté (p. 169) - **Art. 19 (redevance sur les minerais d'or)** : son amendement de suppression n° 10 ; adopté. Département de la Guyane - **Après l'art. 19 (p. 169)** : accepte l'amendement n° 12 du Gouvernement (relèvement anticipé dans les départements d'outre-mer de l'âge limite pour l'octroi de l'allocation de logement familial).

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 0215 (94-95)] - (18 janvier 1995) - **Discussion générale** (p. 495, 496) : procédure suivie par la CMP. Article 45 de la Constitution. Spécificité de la procédure de la CMP.

- **Projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours [n° 0217 (94-95)]** - Suite de la discussion - (28 juin 1995) - **Question préalable** (p. 693, 694) : manifestation des pompiers. Amélioration du texte par les débats parlementaires. Vote définitif après l'évaluation du coût budgétaire de ce texte. S'oppose à la motion n° 39 de M. Robert Pagès tendant à opposer la question préalable - **Après l'art. 2 (p. 700)** : son amendement, soutenu par M. Jean-Pierre Tizon, n° 117 : remboursement des frais engagés par les services d'incendie et de secours dans les mêmes conditions que les frais d'intervention du SAMU ; adopté.

- **Suite de la discussion** - (29 juin 1995) - **Art. 27** (*présence du préfet au conseil d'administration*) (p. 742) : débat à propos de cet article sur un sujet relevant de la circulaire - **Section 4 du chapitre II du titre II (précédemment réservée p. 739)** (*dispositions particulières aux communautés urbaines - supprimée par l'Assemblée nationale*) (p. 799) : se déclare opposé aux amendements identiques de rétablissement de M. Alfred Foy n° 92 et de M. Pierre Mauroy n° 125. Application de la règle générale aux communautés urbaines sans exception.

- **Projet de loi portant amnistie [n° 0341 (94-95)]** - (17 juillet 1995) - **Art. 2** (*amnistie de certains délits*) (p. 1068) : intervient sur l'amendement n° 90 de M. Claude Estier (exclusion du champ de l'amnistie des infractions commises en relation avec des conflits tendant à contester les obligations légales des assurés).

- **Suite de la discussion** - (18 juillet 1995) - **Art. 13** (*amnistie individuelle par décret du Président de la République*) (p. 1089) : intervient sur l'amendement n° 56 de M. Claude Estier (personnes souffrant d'une maladie incurable) - **Art. 16** (*contestations relatives à l'amnistie des sanctions disciplinaires ou professionnelles*) (p. 1103) : unicité du juge et collégialité.

- **Projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique, modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire et abrogeant les dispositions relatives à la Communauté et les dispositions transitoires [n° 0374 (94-95)]** - (24 juillet 1995) - Rapporteur de la commission des lois - **Discussion générale** (p. 1325, 1326) : apports des précédentes révisions constitutionnelles. Extension du champ du référendum et compétences du Parlement. Nécessité d'une définition précise des matières référendaires. Contrôle du Parlement. Inadaptation du Conseil constitutionnel au contrôle du référendum. Place des services publics (p. 1327, 1328) : modalités d'organisation d'une session de neuf mois. Surcharge de l'ordre du jour. Modernisation du travail parlementaire. Référence à un projet de modification du règlement du Sénat. Présence des parlementaires en séance publique. Organisation des séances de questions. Maintien des dispositions relatives à l'immunité parlementaire. Esprit de conciliation. Demande l'approbation des propositions de la commission - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1372, 1373) : s'oppose à la motion n° 2 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. Qualité du travail effectué par la commission des lois. Rôle d'une réforme constitutionnelle - **Question préalable** (p. 1377) : s'oppose à la motion n° 1 de M. Jean-Luc Mélenchon, tendant à opposer la question préalable. Importance du débat parlementaire.

- **Suite de la discussion** - (25 juillet 1995) - Rapporteur de la commission des lois - **Art. 1er** (*l'extension du champ du référendum législatif*) (p. 1389, 1391) : son amendement n° 6 : extension du champ du référendum et procédure parlementaire, cas de la proposition de loi ; adopté par priorité (p. 1428). (p. 1394, 1396) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 21 de M. Charles Lederman et n° 37 de M. Guy Allouche. S'oppose à l'amendement n° 22 de M. Charles Lederman (référendum d'initiative populaire). Sur son amendement n° 6 précité, accepte le sous-amendement n° 15 du Gouvernement (suppression du cas de la proposition de loi soumise à référendum), s'oppose aux sous-amendements de M. Charles Lederman n° 23 (sanction du débat préalable par un vote) et n° 24 (examen de la constitutionnalité de la question référendaire par le Parlement), de M. Michel Caldaguès n° 70 (absence de vote à l'issue du débat) et demande le retrait du sous-amendement n° 73 du Gouvernement (qualification de l'ensemble des réformes par les termes "économiques et sociales"). Sur son amendement n° 6 précité, s'oppose aux sous-amendements de M. Guy Allouche n° 38 (cas du vote par l'Assemblée nationale d'une motion de censure), n° 40 et n° 39 (extension du champ

référendaire), n° 41 et n° 42 (restrictions apportées au champ référendaire), issus des amendements portant les mêmes numéros. Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Marcel Lucotte (instauration d'un débat parlementaire préalable sans vote). (p. 1397) : demande l'examen en priorité de l'amendement n° 6 précité et des sous-amendements qui s'y rattachent. (p. 1404) : sur son amendement n° 6 précité, s'oppose au sous-amendement n° 75 de M. Guy Allouche (soumission du projet de loi référendaire à un débat suivi d'un vote). (p. 1408, 1409) : intervient sur le sous-amendement n° 70 de M. Michel Caldaguès (absence de vote à l'issue du débat), modifiant son amendement n° 6 précité. Jurisprudence du Conseil constitutionnel exigeant que le vote soit prévu par le texte. Instauration d'un débat parlementaire sans vote. (p. 1417) : sur son amendement n° 6 précité, s'oppose au sous-amendement n° 44 de M. Guy Allouche (contrôle de constitutionnalité du texte soumis au référendum par le Conseil constitutionnel). (p. 1422) : sur son amendement n° 6 précité, s'oppose au sous-amendement n° 43 de M. Guy Allouche (détermination des modalités d'application du présent article par une loi organique). Taux de participation au référendum. (p. 1427, 1428) : principe de l'irresponsabilité du Président de la République devant le Parlement. Violation de la Constitution et mise en oeuvre de la procédure de haute trahison en l'absence du contrôle de constitutionnalité de la loi référendaire - **Art. 2** (*le passage à une session ordinaire unique de neuf mois et le régime des séances*) (p. 1430, 1431) : son amendement n° 7 : ouverture et fermeture de la session ordinaire, fixation du nombre maximum de jours de séance à cent vingt, jours supplémentaires de séance, semaines de séance, détermination des jours et horaires par le règlement de chaque assemblée ; adopté. (p. 1433, 1434) : sur son amendement n° 7 précité, s'oppose au sous-amendement n° 72 de M. Charles Lederman (suppression de l'inscription dans la Constitution du nombre de jours de séance) et aux sous-amendements de M. Guy Allouche n° 76 (suppression de la mention du nombre de jours de séance) et n° 77 (suppression de la mention relative à la détermination des jours et des horaires). S'oppose aux amendements de M. Guy Allouche n° 49 (suppression des dispositions relatives aux jours de séance) et de M. Charles Lederman n° 25 (suppression de certaines dispositions relatives aux jours de séances). Fixation d'un plafond de cent vingt jours. Procédure souple de fixation de séances supplémentaires. Amélioration de la planification législative - **Après l'art. 2** (p. 1438) : s'oppose à l'amendement n° 26 de M. Charles Lederman (inscription dans la Constitution d'un droit de veto au Conseil européen). Compromis de Luxembourg complété par le compromis de Ioannina. (p. 1440) : s'oppose à l'amendement n° 27 de M. Charles Lederman (association du Parlement à la politique menée par le Gouvernement à l'égard de l'Union européenne) - **Après l'art. 3** (p. 1441, 1442) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman n° 28 (contrôle par le Parlement de l'action du Gouvernement dans le domaine de l'application des lois) et n° 29 (extension du droit d'amendement des parlementaires, notamment en matière budgétaire). (p. 1443) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman n° 30 (inscription dans la Constitution des commissions d'enquête et de leurs conditions de création) et de M. Guy Allouche n° 64 (constitutionnalisation des commissions d'enquête). (p. 1445) : s'oppose aux amendements identiques n° 31 de M. Charles Lederman et n° 65 de M. Guy Allouche (suppression du vote bloqué). (p. 1446) : s'oppose à l'amendement n° 32 de M. Charles Lederman (suppression de la possibilité pour le Gouvernement de déclarer l'urgence sur un texte) - **Art. 3 bis** (*temps consacré aux questions et à l'examen des propositions de loi*) (p. 1447) : son amendement n° 8 : maintien du principe d'une séance par semaine réservée par priorité aux questions des parlementaires et mise en place d'une séance par mois réservée par priorité à l'ordre du jour fixé par l'assemblée ; adopté. Questions d'actualité et pratique britannique du "question time". (p. 1448, 1449) : sur son amendement n° 8 précité, s'oppose au sous-amendement n° 80 du Gouvernement (fixation de l'ordre du jour des assemblées avec l'accord du Gouvernement), accepte le sous

amendement n° 78 de M. Guy Allouche (remplacement du mot "assemblée" par les mots "chaque assemblée") et estime que le sous-amendement n° 51 du même auteur (remplacement du mot "séance" par le mot "jour") est satisfait par son amendement précité n° 8. S'oppose à l'amendement n° 52 de M. Guy Allouche (droit pour chaque groupe politique d'inscrire à l'ordre du jour au moins trois propositions de loi de son choix). Souhaite que chaque assemblée ait la liberté de faire ce qu'elle entend un jour par mois, notamment pour examiner des résolutions communautaires, des propositions de loi et poser des questions au Gouvernement - **Après l'art. 3 bis** (p. 1450) : s'oppose à l'amendement n° 34 de M. Charles Lederman (inscription hebdomadaire à l'ordre du jour complémentaire des propositions de loi ou de résolution en nombre proportionnel à l'importance numérique de chaque groupe). (p. 1451, 1453) : son amendement n° 9 : possibilité pour l'assemblée de se prononcer sur une motion de la commission approuvée par la majorité des membres qui la composent, tendant à l'adoption du texte en discussion modifié par les amendements proposés ou acceptés par la commission, le rejet de la motion entraînant le passage à la discussion des articles ; rejeté. Annulation par le Conseil constitutionnel de la résolution modifiant le règlement du Sénat dans le sens de l'amendement présenté. Révision nécessaire de la forme du débat parlementaire. Absentéisme. Gain de temps. Fixation par une loi organique des modalités de recours à cette procédure. Sur son amendement n° 9 précité, s'oppose au sous-amendement n° 33 de M. Charles Lederman (nécessité d'un accord unanime de la conférence des présidents). (p. 1454, 1455) : établissement par la loi organique des conditions de l'exercice du droit d'amendement. Sauvegarde des prérogatives du Gouvernement - **Avant l'art. 4** (p. 1463) : s'oppose à l'amendement n° 35 de M. Charles Lederman (suppression du troisième alinéa de l'article 49 de la Constitution) - **Art. 5** (le report de droit de la date normale de la clôture des sessions pour permettre la mise en oeuvre des procédures de la responsabilité gouvernementale devant le Parlement) : son amendement n° 10 : prise en compte du cas où l'application de l'article 49 est demandée ; adopté - **Après l'art. 5** (p. 1464) : s'oppose à l'amendement n° 54 de M. Guy Allouche (incompatibilité entre les fonctions ministérielles et un mandat local et impossibilité pour les ministres de retrouver leur siège lorsque leurs fonctions prennent fin) - **Art. 6 (par priorité)** (le nouveau régime de l'inviolabilité parlementaire) (p. 1466) : son amendement n° 11 : autorisation préalable pour les mesures privatives ou restrictives de liberté ainsi que pour toutes les poursuites engagées contre un parlementaire, durée de la suspension ; adopté. Exemple de la commission de filtrage de la Cour de Justice de la République - **Après l'art. 6 (par priorité)** (p. 1471) : refuse de se prononcer sur l'amendement n° 36 de M. Charles Lederman (principe de parité entre les hommes et les femmes pour un égal accès aux mandats électoraux). Disposition inapplicable sans la généralisation du scrutin proportionnel - **Art. 7 (par priorité)** (la suppression de l'article 1er de la Constitution instituant une Communauté et la renumérotation des articles 2 et 3) (p. 1472) : accepte l'amendement rédactionnel n° 79 du Gouvernement - **Art. 13 (par priorité)** (l'abrogation des titres XIII et XVII de la Constitution) (p. 1473) : son amendement n° 12 : suppression dans l'article 13 de certains paragraphes pour conserver la numérotation d'ensemble initiale ; devenu sans objet. (p. 1474) : s'oppose à l'amendement n° 13 de M. Jacques Legendre (constitutionnalisation de la francophonie) - **Après l'art. 5 (suite)** (p. 1476) : s'oppose à l'amendement n° 55 de M. Guy Allouche (ajout des mots "temporaire" ou "définitif" après les mots "le remplacement"). (p. 1477, 1478) : s'oppose aux amendements de M. Guy Allouche, n° 56 (extension du domaine de la loi aux contraventions), n° 57 (mention des taxes parafiscales dans les impositions de toute nature), n° 58 (compétence du Parlement pour créer les établissements publics), n° 59 (compétence du Parlement pour fixer le statut des fonctionnaires des autres collectivités publiques), n° 60 (suppression de l'indication que la loi détermine les principes fondamentaux), n° 61 (soumission automatique au Conseil

constitutionnel de l'ensemble des projets d'ordonnance), n° 62 (caducité des ordonnances non adoptées dans le délai fixé par la loi d'habilitation), n° 63 (augmentation du nombre des commissions permanentes), n° 66 (délai d'examen du projet de loi de finances) et n° 67 (démission du Gouvernement lorsqu'un projet de loi référendaire est repoussé).

Deuxième lecture [n° 0397 (94-95)] - (28 juillet 1995) - Rapporteur de la commission des lois - **Discussion générale** (p. 1707) : attente d'une amélioration sensible des méthodes de travail du Parlement. Pouvoir constituant partagé entre les deux chambres également. (p. 1708) : référendum et question de la localisation dans le temps du débat parlementaire. Session unique. Fixation de l'ordre du jour. Problème de l'immunité parlementaire. (p. 1709) : la commission des lois propose au Sénat d'adopter le projet de loi tel qu'il a été transmis par l'Assemblée nationale - **Art. 1er** (l'extension du champ du référendum législatif) (p. 1720) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman n° 20 de suppression et n° 2 (suppression de l'extension du champ du référendum aux services publics qui concourent à la politique économique et sociale de la nation), ainsi qu'à l'amendement n° 5 de M. Guy Allouche (soumission au contrôle préalable du Conseil constitutionnel des projets de loi organique et ordinaire avant la consultation par référendum) - **Après l'art. 1er** (p. 1723) : s'oppose à l'amendement n° 6 de M. Guy Allouche (instauration d'un contrôle de constitutionnalité sur les projets qui ont un caractère ordinaire ou organique) - **Art. 2** (le passage à une session ordinaire unique de neuf mois et régime des séances) (p. 1725) : s'oppose aux amendements de M. Guy Allouche n° 7 et n° 8 (mention seulement du début et de la fin de la session unique), n° 9 (suppression de toutes les mentions relatives au nombre de jours de séances, ainsi qu'aux jours, horaires, semaines et jours supplémentaires de séance), n° 10 et n° 11 (fixation des jours, des semaines et des heures de séance par le règlement des assemblées, sous réserve de texte constitutionnel de valeur supérieure traitant de cette matière) - **Art. 6** (le nouveau régime de l'inviolabilité parlementaire) (p. 1730, 1731) : autorisation du bureau de l'assemblée en cas d'arrestation ou de toute autre mesure privative ou restrictive de liberté. S'oppose à l'amendement n° 12 de M. Guy Allouche (autorisation de l'assemblée pendant la durée des sessions et du bureau en dehors de cette période pour toute demande d'arrestation ou toute mesure privative ou restrictive de liberté). Avant de se prononcer sur l'amendement n° 13 de M. Guy Allouche (suppression de la limitation de la suspension des poursuites à la durée de la session), demande confirmation au Gouvernement de son interprétation de l'article 6, à savoir que la suspension qui se termine avec la fin de la session ne peut entraîner de mise en détention sans une nouvelle autorisation - **Sur l'ensemble** (p. 1735) : débat intervenant dans le contexte d'une action politique soutenue par la majorité du Sénat. Rôle du Parlement dans le processus référendaire. Session de neuf mois et organisation du travail législatif. Remerciements.

- **Conclusions du rapport de M. Pierre Fauchon, fait au nom de la commission des lois, sur : la proposition de loi (n° 406, 94-95) de M. Jacques Larché déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à la responsabilité pénale des élus locaux pour des faits d'imprudence ou de négligence commis dans l'exercice des fonctions ; la proposition de loi (n° 255, 94-95) de M. Claude Huriet relative à la protection pénale des exécutifs locaux à raison des actes commis dans l'exercice de leurs fonctions ; et la proposition de loi (n° 361, 94-95) de M. Hubert Haenel déposée avec plusieurs de ses collègues, visant à étendre aux districts les règles applicables à la responsabilité des syndicats de communes pour les accidents survenus aux membres de leur comité et à leur président, en complétant l'article L.164-5 du code des communes [n° 406-255-361 (94-95)] - (26 octobre 1995) - **Discussion générale** (p. 2288) : réforme applicable à tous. (p. 2289) : refus de la commission des lois d'introduire une disposition spécifique dans le statut des fonctionnaires. : Organisation des travaux des sénateurs. Maîtrise de l'ordre**

du jour par la Haute assemblée une fois par mois. Conquête du Sénat pour l'organisation de ses débats. Qualité du débat parlementaire. (p. 2290) : rappel de la position du garde des sceaux sur la proposition du Sénat relative à la fixation par le Parlement de son ordre du jour. (p. 2300) : rôle des débats en commission et en séance publique - Avant l'art. 1er (p. 2322) : se déclare favorable à la suspension de la séance sur ce texte. Priorité à donner à la suite de l'examen de cette proposition de loi.

- **Projet de loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes [n° 0002 (95-96)]** - (9 novembre 1995) - **Discussion générale** (p. 2468) : frais de fonctionnement. Financement du système proposé. Poids supporté par la collectivité.

- **Projet de loi modifiant la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques [n° 0014 (95-96)]** - (15 novembre 1995) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2566, 2567) : intervient sur la motion n° 1 de la commission, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. Inflation législative. Avait proposé au Gouvernement de soumettre la question au Conseil constitutionnel dès le mois d'octobre 1995. Rejet de la motion par la majorité dont dispose le Gouvernement.

- **Conclusions du rapport de M. Daniel Hoeffel, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution (n° 66, 95-96) de M. Yves Guéna, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à modifier le règlement du Sénat [n° 66 (95-96)]** - (21 novembre 1995) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2658, 2659) : rôle du Gouvernement dans l'amélioration du travail parlementaire. Respect des droits du Parlement. Constitution prochaine d'un groupe de travail chargé d'une réflexion approfondie sur les conditions de travail du Sénat. Importance de la fixation des semaines de séance.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Justice

- (27 novembre 1995) (p. 3173, 3174) : tribunal administratif de Seine-et-Marne. Conseil supérieur de la magistrature. Initiative de la commission des lois ; mission d'information chargée d'établir l'inventaire de l'appareil judiciaire. Dysfonctionnements de la justice. Rappelle la mission de la représentation nationale dans l'établissement de la règle de droit. Apporte son soutien à ce projet de budget.

Aménagement du territoire, équipement et transports - I - Urbanisme et services communs

- (5 décembre 1995) - **Examen des crédits - Avant la division II - Avant l'art. 61** (p. 3762, 3763) : son amendement n° II-63 : réduction de moitié du taux de la taxe sur les bureaux prévue par l'article 231 ter du code général des impôts dans les zones rurales d'Ile-de-France ; adopté.

Aménagement du territoire, équipement et transports - II - Transports - 1. Transports terrestres - 2. Routes - 3. Sécurité routière

- (5 décembre 1995) - **Examen des crédits - Art. 61 (relèvement du taux plafond du versement de transport à Paris et dans les Hauts-de-Seine)** (p. 3790, 3791) : son amendement n° II-3 : taux réduit de moitié pour certains cantons ruraux d'Ile-de-France ; rejeté.

- **Proposition de loi autorisant un accès direct à leur dossier des personnes mises en examen [n° 0378 (94-95)]** - (12 décembre 1995) - **Discussion générale** (p. 4267, 4268) :

importance du respect de la présomption d'innocence. Travaux de la mission d'information. Nécessité pour la presse de respecter les prescriptions de la loi.

LARCHER (Gérard), sénateur (Yvelines) RPR.

Secrétaire du Sénat jusqu'au 1er octobre 1995.
Réélu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995) ; puis vice-président (JO Lois et décrets du 6 octobre 1995).

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (décret n° 95-1066 du 29 septembre 1995 portant création de cet organisme) (JO Lois et décrets du 15 novembre 1995).

Membre titulaire de la commission supérieure du service public des postes et télécommunications jusqu'au 14 novembre 1995.

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Ville [n° 0079 (95-96), tome 23] (21 novembre 1995) - **Lois de finances.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant adaptation de la législation française aux dispositions de la convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime et tendant à améliorer la lutte contre le trafic de stupéfiants [n° 0611 (93-94)]** - (17 octobre 1995) - **Discussion générale** (p. 1867) : blanchiment de l'argent du crime et déstabilisation politique et économique. Lutte contre les organisations criminelles. (p. 1868) : structure spécifique de lutte contre la criminalité. (p. 1869) : définition de l'infraction du blanchiment. Problème de la fraude fiscale. Elargissement souhaitable des cas de déclaration obligatoire au Procureur de la République. Coopération internationale. Lutte contre le trafic de stupéfiants. "Proxénéisme de la drogue". (p. 1870) : provocation d'un mineur au trafic de stupéfiants - **Art. 1er (création d'une infraction générale de blanchiment des produits des crimes et des délits) - Art. 324-1 du code pénal (création d'un délit général de blanchiment)** (p. 1877, 1878) : son amendement n° 16 : nouvelle rédaction ; rejeté. Prévention et efficacité dans la recherche de la preuve et dans la répression. Fraude fiscale.

- **Suite de la discussion** - (18 octobre 1995) - **Après l'art. 4** (p. 1893) : ses amendements n° 19 : extension de l'obligation de déclaration de soupçon aux courtiers d'assurances ou de réassurances ; rejeté ; et n° 20 : obligation de déclaration de soupçon pour les professions non financières dès lors que les sommes en cause paraissent provenir d'activités criminelles ; retiré. (p. 1894, 1895) : réflexion avec les professionnels intéressés. Ses amendements n° 21 : renforcement de la coopération internationale administrative et judiciaire et rôle du TRACFIN ; adopté ; et n° 22 : levée du secret professionnel auquel sont astreintes les administrations qui, à l'occasion de leur mission, peuvent acquérir la connaissance d'informations utiles au service TRACFIN ; retiré. (p. 1897, 1898) : ses amendements n° 24 : modification de la législation relative à la profession de changeur manuel ; et n° 25 : collaboration entre la commission bancaire et la direction générale des douanes et droits indirects pour l'exercice du contrôle de la profession de changeur manuel ; adoptés. (p. 1899) : son amendement n° 18 : insertion d'un

chapitre additionnel "Chapitre... Dispositions relatives à l'amélioration de la lutte contre le blanchiment"; adopté (précédemment réservé, p. 1892) - Après l'art. 15 (p. 1903) : ses amendements n° 27 : incrimination des organisations criminelles ; retiré ; et n° 26 : mention dans l'intitulé du titre II de la criminalité organisée ; retiré (précédemment réservé, p. 1901).

- **Projet de loi relatif à l'action de l'Etat dans les plans de redressement du Crédit Lyonnais et du Comptoir des Entrepreneurs.** [n° 0003 (95-96)] - (31 octobre 1995) - **Discussion générale** (p. 2344) : causes de la déroute financière du Crédit Lyonnais. Défaut manifeste de suivi des filiales. Dossier "Altus finance". (p. 2345) : exemple de la filiale néerlandaise du Crédit Lyonnais. Dossier de la Société de banque occidentale. Exemple de la filiale International Bankers SA. Dysfonctionnements dans le système d'impulsion et de contrôle de l'Etat sur la banque. (p. 2346) : "capitalisme sauvage d'Etat". Effort imposé aux Français dans un contexte économique budgétaire et financier difficile. (p. 2347) : demande au Sénat de veiller à la mise en jeu des responsabilités.

- **Projet de loi de finances pour 1996** [n° 0076 (95-96)]

Deuxième partie :

Intégration et ville

- (8 décembre 1995) - Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (ville) (p. 4039, 4041) : aménagement du territoire. Dotation de solidarité urbaine, DSU. Aides de l'Etat. Réduction du chômage. Loi d'orientation pour la ville de 1991. Exonération de la taxe professionnelle. Insertion sociale. Contrat initiative emploi, CIE. Enseignement scolaire. Exemple du département des Yvelines. Logement. Lutte contre la délinquance. Programme national d'intégration urbaine, PNIU. Diversification de l'habitat. Restructurations des quartiers. Développement de la vie associative. Politique culturelle.

LARIFLA (Dominique), sénateur (Guadeloupe) SOC-A.

Elu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement sur la réforme de l'accès à la propriété, suivie d'un débat** - (11 octobre 1995) (p. 1823, 1824) : exclusion des départements d'outre-mer du champ d'application du décret du 29 septembre 1995. Exemple de la Guadeloupe. Parc des HLM. Application du prêt au taux de zéro pour cent.

- **Projet de loi de finances pour 1996** [n° 0076 (95-96)]

Deuxième partie :

Outre-mer

- (30 novembre 1995) (p. 3439, 3440) : gravité de la crise affectant les DOM-TOM. Fausse apparence d'une augmentation de ce budget. Catastrophes naturelles. Saisine du conseil général selon la procédure d'urgence. Capacité de financement des collectivités locales. Dépenses d'allocation compensatrice pour tierce personne. Gestion des fonds consacrés à l'insertion et au logement social. Filière canne-sucre-rhum. Entreprises artisanales du bâtiment. Personnes originaires d'outre-mer vivant en métropole. Ne votera pas ce projet de budget.

- **Projet de loi relatif à l'aménagement, la protection et la mise en valeur de la zone dite des cinquante pas géométriques dans les départements d'outre-mer** [n° 0394 (94-95)] - (13 décembre 1995) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4314) : atteinte aux principes de la décentralisation. Remise en cause des compétences des communes en matière d'urbanisme. Complication de la situation locale.

LARUE (Tony), sénateur (Seine-Maritime) SOC.

décédé le 5 juillet 1995 (JO Lois et décrets du 6 juillet 1995).
Eloge funèbre le 26 juillet 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Secrétaire-rapporteur de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

LAUCOURNET (Robert), sénateur (Haute-Vienne) SOC.

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Vice-Président de la commission des affaires économiques.

DÉPÔTS

Proposition de résolution, présentée avec M. Henri Revol, en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 92/50/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés publics de services, la directive 93/36/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés publics de fournitures et la directive 93/37/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés publics de travaux, ainsi que la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 93/38/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications (n° E 404) [n° 0292 (94-95)] (23 mai 1995) - **Communautés européennes.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995** [n° 0379 (94-95)] - **Suite de la discussion** - (27 juillet 1995) - **Discussion générale** (p. 1563 à 1565) : politique en matière de logement social et de logements vacants. S'opposera au collectif budgétaire - **Art. 7 (contribution exceptionnelle des organismes collecteurs de la participation des employeurs à l'effort de construction)** (p. 1617) : son amendement de suppression n° 91, soutenu par M. René Régnault ; rejeté - **Art. 11 et Etat C (dépenses en capital des services civils - ouvertures)** (p. 1647) : son amendement, soutenu par M. Paul Loridant, n° 112 : réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement du ministère du logement ; rejeté - **Art. 14 (création d'un compte spécial du Trésor "fonds pour l'accès à la propriété")** (p. 1651) : son amendement de suppression n° 96, soutenu par M. Gérard Miquel ; retiré.

LAURET (Edmond), sénateur (La Réunion) (NI, puis RPR).

Remplace M. Paul Moreau, décédé le 1er juillet 1995 (JO Lois et décrets du 4 juillet 1995).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques (JO Lois et décrets du 13 juillet 1995) ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire du Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (F.I.D.O.M.) (JO Lois et décrets du 24 novembre 1995).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996** [n° 0076 (95-96)]

Deuxième partie :

Outre-mer

- (30 novembre 1995) (p. 3442, 3444) : réductions votées par l'Assemblée nationale. Importance des moyens mis à la disposition du ministère de l'outre-mer. Votera ce projet de budget. Logement. Formation professionnelle et mobilité. Exportation des produits agricoles. RMI. Préférence régionale. Réunionnais installés en métropole. Rémunération des fonctionnaires. Bidépartementalisation de la Réunion.

Articles non rattachés :

- (9 décembre 1995) - **Art. 55** (*imputation sur le revenu global des déficits relevant des BIC*) (p. 4154) : soutient l'amendement n° II-180 de M. Simon Loueckhote (assouplissement de la procédure d'agrément des investissements défiscalisables dans le cadre de la loi Pons).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995** [n° 0119 (95-96)] - *Suite de la discussion* - (20 décembre 1995) - **Après l'art. 19** (p. 4569) : soutient les amendements de Mme Lucette Michaux-Chevry n° 34 (fixation du régime contingentaire du rhum traditionnel des départements d'outre-mer) et n° 35 (transposition dans le droit interne de la décision du Conseil en date du 30 octobre 1995 qui autorise la France à réserver l'application du taux réduit du droit à la consommation au rhum traditionnel produit dans les départements d'outre-mer).

Laurin (René-Georges), sénateur (Var) RPR.

Réélu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des lois ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995) ; puis vice-président (JO Lois et décrets du 6 octobre 1995).

Juge suppléant de la Cour de Justice de la République ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 27 octobre 1995).

Membre titulaire du Conseil national des services publics départementaux et communaux ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 1er novembre 1995).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant la loi n° 88-1028 du 9 novembre 1988 portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie

en 1998 et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer (12 janvier 1995).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi étendant dans les territoires d'outre-mer certaines dispositions du code de la route et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte (12 janvier 1995).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 217 (94-95)], adopté par l'Assemblée nationale, relatif aux services d'incendie et de secours [n° 0320 (94-95)] (21 juin 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 7 juin 1995) - Sécurité civile.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique modifiant la loi n° 88-1028 du 9 novembre 1988** portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998 et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer [n° 0169 (94-95)] - (11 janvier 1995) - **Après l'art. 25** (p. 150, 151) : intervient sur l'amendement n° 15 de M. Daniel Millaud (recours en excès de pouvoir contre les délibérations à caractère réglementaire adoptées par l'Assemblée territoriale ou sa commission permanente : compétence du Conseil d'Etat).

- **Projet de loi étendant dans les territoires d'outre-mer certaines dispositions du code de la route et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte** [n° 0170 (94-95)] - (11 janvier 1995) - **Après l'art. 10** (p. 159, 161) : son amendement n° 1 : validation des décisions de l'assemblée territoriale relatives à la cotisation de solidarité territoriale ; retiré.

- **Projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours** [n° 0217 (94-95)] - (27 juin 1995) - Rapporteur de la commission des lois - **Discussion générale** (p. 650) : sapeurs-pompiers. (p. 651) : services départementaux d'incendie et de secours, SDIS. Corps de sapeurs-pompiers organisés sur le plan communal ou intercommunal. (p. 652) : réorganisation du SDIS en établissement public administratif commun aux collectivités territoriales du département. Service de santé et de secours médical du SDIS. (p. 653) : dispositions financières. Exemple de la participation des sociétés d'autoroutes aux frais d'intervention des gendarmes. Propose l'adoption de ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** - (28 juin 1995) - Rapporteur de la commission des lois - **Demande de renvoi à la commission** (p. 695) : volontariat. S'oppose à la motion n° 97 de M. Louis de Catuelan tendant au renvoi à la commission - **Art. 1er** (*composition des services d'incendie et de secours*) (p. 697) : s'oppose à l'amendement n° 44 de M. Maurice Lombard (prise en compte des services administratifs et techniques nécessaires au fonctionnement du corps des sapeurs-pompiers). Son amendement rédactionnel n° 1 ; adopté - **Art. 2** (*compétences et missions des services d'incendie et de secours*) (p. 698) : s'oppose à l'amendement n° 54 de M. Robert Pagès (travail avec des acteurs privés en cas d'accidents). Son amendement n° 2 : participation aux secours d'urgence ; adopté. S'oppose au sous-amendement n° 116 de M. Alain Vasselle (insertion de l'adverbe "éventuellement" après les mots "ils concourent, avec") sur cet amendement précité, ainsi qu'à l'amendement de repli n° 98 de ce dernier. (p. 699) : son amendement n° 3 : définition des missions des services d'incendie et de secours en matière de secours d'urgence aux personnes ; adopté. Demande le retrait des amendements n° 99 de M. Alain Vasselle et n° 55 de M. Robert Pagès (interprétation du mot "accidents") - **Après l'art. 2** Accepte l'amendement n° 117 de M. Jacques Larché (remboursement des frais engagés par

les services d'incendie et de secours dans les mêmes conditions que les frais d'intervention du SAMU) - **Art. 3** (*emploi des services d'incendie et de secours*) (p. 701) : intervient sur l'amendement n° 100 de M. Alain Vasselle (suppression des mots "pour l'emploi") et demande le retrait de l'amendement n° 56 de M. Robert Pagès (adjonction des missions de prévision). Son amendement rédactionnel n° 4 ; adopté - **Art. 4** (*règlement opérationnel*) (p. 703, 704) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 101 de M. Alain Vasselle (mise en oeuvre et coordination des moyens par le préfet et le maire). S'oppose à l'amendement n° 57 de M. Robert Pagès (accord du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours sur le règlement opérationnel) - **Après l'art. 4** (p. 704) : s'oppose à l'amendement n° 85 de M. André Jourdain (possibilité pour le maire de solliciter les sapeurs-pompiers résidant dans la commune pour des activités d'intérêt général ou humanitaire). Exclusion des activités d'intérêt général ou à but humanitaire des missions normales des sapeurs-pompiers. (p. 705) : possibilité d'inclure les corps de première intervention dans le système de secours - **Art. 5** (*composition du corps départemental de sapeurs-pompiers*) (p. 707, 708) : son amendement n° 5 : intégration de l'ensemble des sapeurs-pompiers volontaires occupant des fonctions d'encadrement et intégration facultative à la demande du maire de la commune de l'établissement des autres sapeurs-pompiers volontaires ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 58 de M. Robert Pagès (présence de fonctionnaires publics territoriaux titulaires d'un emploi public de sapeur-pompier professionnel dans le corps départemental des sapeurs-pompiers) - **Art. 7** (*schéma départemental d'analyse et de couverture des risques*) (p. 709) : s'oppose à l'amendement n° 103 de M. Alain Vasselle (problème de la couverture des risques au niveau de solidarité appropriée). (p. 710) : s'oppose à l'amendement n° 59 de M. Robert Pagès (élaboration du schéma départemental en concertation avec les élus locaux, les représentants des usagers, les représentants des organisations syndicales représentatives). (p. 711) : son amendement n° 6 : avis conforme du conseil d'administration du SDIS sur l'ensemble du schéma départemental d'analyse et de couverture des risques ; adopté. (p. 713) : demande le retrait de l'amendement n° 60 de M. Robert Pagès (décision du conseil d'administration prise à la majorité) - **Art. 8** (*gestion des sapeurs-pompiers professionnels*) (p. 714) : demande le retrait de l'amendement n° 45 de M. Maurice Lombard (recrutement et gestion par le service départemental d'incendie et de secours du personnel administratif et technique). Son amendement n° 7 : réparation d'une omission s'agissant de la nomination de sapeur-pompier professionnel non officier en qualité de chef d'incendie et de secours ; adopté. S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 104 de M. Alain Vasselle (nomination sur avis conforme du maire). (p. 716) : son amendement n° 8 : réparation d'une omission en prévoyant la consultation du maire préalablement à l'affectation d'un sapeur-pompier professionnel non officier en qualité de chef d'un centre relevant d'une commune ; adopté - **Art. 9** (*nomination des sapeurs-pompiers volontaires officiers ou chefs de centre dans le corps départemental*) (p. 716) : ses amendements, n° 9 : gestion par le SDIS des sapeurs-pompiers volontaires membres du corps départemental ; n° 10, de coordination, n° 10, rédactionnel, et n° 11 : application des dispositions relatives à la nomination des sapeurs-pompiers volontaires officiers et chefs de centre ; adoptés - **Art. 10** (*nomination des sapeurs-pompiers volontaires officiers ou chefs de centre dans les corps communaux ou intercommunaux*) : son amendement de coordination n° 12 ; adopté - **Après l'art. 10** (p. 718) : demande le retrait de l'amendement n° 105 de M. Alain Vasselle (service de santé des sapeurs-pompiers). Domaine réglementaire. Problème des relations entre les médecins sapeurs-pompiers et le ministère de la santé - **Art. 11** (*gestion des biens - plan d'équipement*) (p. 718, 719) : son amendement rédactionnel n° 13 ; adopté - **Art. 12** (*transfert des sapeurs-pompiers professionnels*) (p. 720) : s'oppose à l'amendement n° 63 de M. Robert Pagès (convention prévoyant l'organisation des transferts de personnel). Son amendement n° 14 : allongement du délai de mise en oeuvre

des transferts ; adopté - **Art. 13** (*transfert des sapeurs-pompiers volontaires*) (p. 721) : ses amendements n° 15, de coordination ; n° 16, rédactionnel ; et n° 17, de coordination ; adoptés - **Art. 14** (*rattachement au corps départemental de sapeurs-pompiers volontaires non officiers - supprimé par l'Assemblée nationale*) : son amendement n° 18, de rétablissement dans une nouvelle rédaction ; adopté - **Art. 15** (*situation des personnels administratifs, techniques et spécialisés participant au fonctionnement des centres d'incendie et de secours*) (p. 722, 723) : s'oppose à l'amendement n° 46 de M. Maurice Lombard (transfert de ces personnels au service départemental d'incendie et de secours) et à l'amendement n° 64 de M. Robert Pagès (possibilité pour ces personnels de réintégrer leur collectivité d'origine).

- **Suite de la discussion** - (29 juin 1995) - Rapporteur de la commission des lois - **Art. 16** (*mise à disposition de biens à titre gratuit*) (p. 735, 737) : demande le retrait de l'amendement n° 65 de M. Robert Pagès (conditions de la mise à disposition des biens). Ses amendements n° 19, de coordination, et n° 20 : modalités de remboursement des emprunts contractés ; adoptés. Accepte l'amendement de M. Alain Vasselle n° 106, de précision. Souhaite connaître l'avis du Gouvernement sur l'amendement de M. Alain Vasselle n° 107 (prise en charge des impôts locaux dans la convention). S'oppose à l'amendement de M. Robert Pagès n° 66 (introduction d'une clause permettant la renégociation des emprunts) - **Art. 18** (*transfert de biens en pleine propriété*) (p. 738) : son amendement n° 21, de précision ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 67 de M. Robert Pagès (suppression de l'exonération des taxes pour le transfert) - **Art. 20** (*commission consultative départementale*) : son amendement de coordination n° 22 ; adopté. (p. 739) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de M. Alain Vasselle n° 108 (augmentation de la représentation des élus locaux) - **Art. 21** (*règlement des transferts à défaut de signature des conventions*) : son amendement de coordination n° 23 ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 47 de M. Maurice Lombard (réduction d'un an du délai accordé pour la signature des conventions) - **Art. 22** (*commission nationale*) (p. 740, 741) : s'oppose aux amendements de M. Alain Vasselle n° 109 (amélioration de la représentation des élus locaux au sein de la commission nationale) et de M. Robert Pagès n° 68 (sapeurs-pompiers représentants des organisations syndicales représentatives au sein de la commission nationale) - **Art. 27** (*présence du préfet au conseil d'administration*) (p. 742) : son amendement n° 26 : possibilité pour le préfet de se faire représenter par un membre du corps préfectoral ; adopté. Sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 141 du Gouvernement (possibilité pour le préfet de se faire représenter par le directeur des services du cabinet) - **Art. 32** (*rôle du président du conseil d'administration*) (p. 743) : son amendement n° 28 : suppression du second alinéa de cet article à caractère redondant ; adopté - **Art. 33** (*composition de la commission administrative et technique*) : son amendement n° 29 : rôle de la commission administrative et technique des services d'incendie et de secours ; adopté. (p. 744) : s'oppose à l'amendement n° 72 de M. Robert Pagès (représentation des organisations syndicales au sein de la commission administrative et technique des services d'incendie et de secours) et demande le retrait de l'amendement n° 113 de M. Alain Vasselle (représentation des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires proportionnellement à leur corps respectif) - **Art. 34** (*nomination du directeur départemental*) (p. 745, 746) : s'oppose aux amendements de M. Maurice Lombard n° 51 (inutilité de mentionner expressément l'avis du préfet) et de M. Robert Pagès n° 73 (rémunération du directeur départemental à la charge de l'Etat) - **Art. 35** (*missions du directeur départemental*) S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 74 de M. Robert Pagès (mission de prévision pour le directeur départemental) - **Intitulé du chapitre IV** (*les contributions financières des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale au budget du service départemental d'incendie et de secours*) (p. 748) : aspect financier à éclaircir. Demande la réserve de

l'amendement n° 35 de M. Paul Girod et du sous-amendement n° 91 de M. Jean Pépin jusqu'après l'examen de l'article 38 ; réserve ordonnée - **Art. 37 (financement du service départemental d'incendie et de secours)** (p. 749) : accepte les amendements de la commission saisie pour avis n° 36 (modalités de calcul des contributions aux frais du service départemental d'incendie et de secours) et n° 37 (fixation d'une date butoir de notification des contributions prévisionnelles) - **Après l'art. 37** (p. 750) : s'oppose à l'amendement n° 75 de M. Robert Pagès (indexation de la dotation globale de fonctionnement) - **Art. 38 (dispositions financières transitoires)** (p. 751) : accepte l'amendement n° 38 de la commission saisie pour avis (règle à appliquer pour le fonctionnement et l'investissement) - **Après l'art. 38** (p. 752) : coût élevé de cette réforme. Nécessité de trouver des sources de financement. S'oppose à l'amendement n° 88 de M. Jean Pépin (instauration d'une taxe spécifique sur les produits pétroliers) - **Intitulé du chapitre IV (précédemment réservé p. 748) (les contributions financières des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale au budget du service départemental d'incendie et de secours)** (p. 754) : accepte l'amendement n° 35 de la commission saisie pour avis (nouvelle rédaction) - **Art. 41 (frais de formation des sapeurs-pompiers volontaires)** (p. 776, 777) : demande le retrait puis s'oppose à l'amendement de M. Alain Vasselle n° 114 (financement de la formation par le service départemental d'incendie et de secours) - **Art. 42 (compétences reconnues aux instances paritaires)** (p. 777) : demande le retrait de l'amendement de M. Robert Pagès n° 76 (modalités futures de concertation dans les services d'incendie et de secours) - **Art. 44 (établissement public interdépartemental)** (p. 778, 779) : son amendement n° 31 : extension des compétences de l'établissement public interdépartemental ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 79 de M. Robert Pagès (formation par le centre national de la fonction publique territoriale) - **Art. 45 (centre opérationnel départemental d'incendie et de secours - centres de traitement de l'alerte)** : son amendement n° 32 : délai de cinq ans pour la mise en place du centre ; adopté. Demande le retrait de l'amendement de M. Alain Vasselle n° 115 (délai de trois ans pour la mise en place des centres) - **Après l'art. 47** (p. 780) : accepte l'amendement n° 139 du Gouvernement (disposition transitoire spécifique) - **Art. 49 (abrogations)** : son amendement de rectification n° 34 ; adopté - **Art. 51 (exceptions au champ d'application de la loi)** (p. 781) : accepte l'amendement n° 130 de M. Albert Pen (organisation d'un service territorial d'incendie et de secours à Saint-Pierre-et-Miquelon) - **Après l'art. 53** (p. 782) : accepte l'amendement de M. Guy Allouche n° 131 (droits des assemblées des communautés urbaines) - **Section 4 du chapitre II du titre II (précédemment réservée p. 739) (dispositions particulières aux communautés urbaines - supprimée par l'Assemblée nationale)** (p. 799) : s'oppose aux amendements identiques de rétablissement de M. Alfred Foy n° 92 et de M. Pierre Mauroy n° 125 - **Art. 26 (précédemment réservé p. 739) (composition du conseil d'administration)** (p. 804, 805) : ses amendements n° 24 : répartition entre les communes et les établissements publics de coopération intercommunale ; et n° 25 : désignation du président du conseil général comme membre de droit du conseil d'administration ; adoptés. S'oppose aux amendements de M. Robert Pagès n° 70 (représentation des communes de petite importance au conseil d'administration) et n° 71 (représentation syndicale) et accepte l'amendement n° 137 du Gouvernement (modalités d'attribution des sièges aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale) - **Art. 29 (précédemment réservé p. 739) (élection du président et du vice-président du conseil d'administration)** (p. 805) : son amendement n° 27 : désignation du président du conseil général comme président de droit du conseil d'administration ; adopté - **Art. 31 (précédemment réservé p. 739) (délibérations du conseil d'administration)** (p. 806) : s'oppose à l'amendement de M. Jean-Pierre Tizon n° 123 (majorité simple requise au sein du conseil d'administration) - **Art. 43 (précédemment réservé p. 739) (participation aux frais d'intervention du service départemental d'incendie et de secours)** (p. 807,

808) : son amendement n° 30 de précision ; adopté. S'oppose à l'amendement de M. Robert Pagès n° 77 (mission de service public des services départementaux d'incendie et de secours) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de M. Guy Allouche n° 129 (interventions à titre gratuit sauf exceptions) - **Sur l'ensemble** (p. 811) : amélioration des rapports entre le Parlement et le Gouvernement.

- **Conclusions du rapport de M. Pierre Fauchon, fait au nom de la commission des lois, sur : la proposition de loi (n° 406, 94-95) de M. Jacques Larché déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à la responsabilité pénale des élus locaux pour des faits d'imprudence ou de négligence commis dans l'exercice des fonctions ; la proposition de loi (n° 255, 94-95) de M. Claude Huriet relative à la protection pénale des exécutifs locaux à raison des actes commis dans l'exercice de leurs fonctions ; et la proposition de loi (n° 361,94-95) de M. Hubert Haenel déposée avec plusieurs de ses collègues, visant à étendre aux districts les règles applicables à la responsabilité des syndicats de communes pour les accidents survenus aux membres de leur comité et à leur président, en complétant l'article L.164-5 du code des communes. [n° 406-255-361 (94-95)]** - Suite de la discussion - (14 novembre 1995) - **Après l'art. 1er** (p. 2501) : au nom du groupe du RPR, se déclare favorable à l'amendement n° 12 du Gouvernement (nouveau régime du code pénal à appliquer en matière de responsabilité des fonctionnaires). Exemple de la loi d'amnistie. Cas des proviseurs et des fonctionnaires territoriaux. Exemple de mise en cause de moniteurs d'éducation physique dans le Var.

- **Projet de loi modifiant la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques [n° 0014 (95-96)]** - (15 novembre 1995) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2565) : intervient contre la motion n° 1 de la commission, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. Au nom du groupe du RPR, demande un vote par scrutin public.

LAURIOL (Marc), sénateur (Yvelines) RPR.

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères.

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, portant création du conseil des utilisateurs de musique et relative aux comptes des sociétés de perception et de répartition des droits [n° 0243 (94-95)] (3 avril 1995) - **Propriété intellectuelle.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique, modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire et abrogeant les dispositions relatives à la Communauté et les dispositions transitoires [n° 0374 (94-95)]** - Suite de la discussion - (25 juillet 1995) - **Art. 1er (l'extension du champ du référendum législatif)** (p. 1408) : se déclare favorable au sous-amendement n° 70 de M. Michel Caldaguès (absence de vote à l'issue du débat), modifiant l'amendement n° 6 de la commission (extension du champ du référendum et procédure parlementaire, cas de la proposition de loi).

LE BRETON (Henri), sénateur (Morbihan) UC.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales ; puis membre de la commission des affaires culturelles (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 13 octobre 1995).

LECLERC (Dominique), sénateur (Indre-et-Loire) RPR.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles ; puis membre de la commission des affaires sociales (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Justice

- (27 novembre 1995) (p. 3181, 3182) : délai de traitement des affaires de justice. Assistants de justice. Recrutement de magistrats à titre temporaire. Greffes. Prisons. Surpopulation. Détention provisoire. Délinquance juvénile. Peines de substitution à l'emprisonnement. Régime de semi-liberté. Santé en milieu carcéral. Personnels pénitentiaires : retraites, "bonification du cinquième". Vote de ce projet de budget par le groupe du RPR.

Culture

- (27 novembre 1995) - **Question budgétaire** (p. 3225) : projet de création d'une fondation du patrimoine chargée de la mise en valeur du patrimoine historique.

LEDERMAN (Charles), sénateur (Val-de-Marne) C.

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des lois.

Juge titulaire de la Haute Cour de justice.

Membre de la délégation parlementaire pour l'Union Européenne.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie (19 juillet 1995).

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement relative à la situation en ex-Yougoslavie, suivie d'un débat** - (7 juin 1995) (p. 621, 623) : soutien des sénateurs communistes aux soldats de la paix. Impossibilité d'une solution militaire. Rôle des Etats-Unis au sein de l'OTAN. Avantages et inconvénients d'une

force de réaction rapide. Nécessité de maintenir les Casques bleus sur le terrain. Réunion d'une conférence internationale pour l'ouverture de négociations. Traité de Maastricht. Définition de la sécurité collective au plan européen. Emergence d'un nouvel ordre international.

- **Résolution (n° 359,94-95), adoptée par la commission des finances, en application de l'article 73 bis, alinéa 8, du règlement, sur la recommandation de la Commission en vue des recommandations du Conseil visant à ce que soit mis un terme à la situation de déficit public excessif en Belgique, au Danemark, en Grèce, en Espagne, en France, en Italie, aux Pays-Bas, en Autriche, au Portugal, en Finlande, en Suède et au Royaume-Uni (application de l'article 104 C, paragraphe 7, du traité instituant la Communauté européenne) (n° E-436). [n° 0330-0345 (94-95)]** - (6 juillet 1995) - Discussion générale (p. 964, 966) : Union économique et monétaire. Renégociation des conditions du traité sur l'Union européenne. Déficit publics. Protection sociale. Chômage. Taux d'intérêt. Charges financières. Politique de l'emploi. TVA. SMIC. Avis défavorable du groupe communiste sur cette résolution.

- **Projet de loi portant amnistie [n° 0341 (94-95)]** - (17 juillet 1995) - Discussion générale (p. 1048) : caractère restrictif de ce texte sur le plan du droit du travail et des libertés publiques. Infractions à la loi sur l'interruption volontaire de grossesse. Restriction du champ d'application de l'amnistie au quantum. Plan de réinsertion des détenus amnistiés. (p. 1049) : absence de dispositif prévoyant la réintégration des salariés "protégés" amnistiés. Déséquilibre dans le traitement des employeurs et des salariés fait par ce texte. (p. 1050) : exclusions du champ de l'amnistie. Dispositions de ce texte relatives à la liberté de la presse. Le groupe communiste votera contre ce projet de loi - **Art. 2 (amnistie de certains délits)** (p. 1066, 1067) : ses amendements n° 21 : extension du champ de l'amnistie aux sanctions qui accompagnent une contravention ; et n° 22 : extension du champ de l'amnistie aux activités syndicales non revendicatives ; rejetés. (p. 1070, 1071) : ses amendements n° 24 : extension du champ de l'amnistie aux conflits liés à la protection de l'environnement ; et n° 25 : extension du champ de l'amnistie aux manifestations engagées pour défendre les personnes menacées d'expulsion de leur logement ; rejetés.

- **Suite de la discussion** - (18 juillet 1995) - **Art. 7 (amnistie des infractions punies de peines d'amende ou de peines d'emprisonnement inférieures à un certain quantum)** (p. 1080, 1082) : ses amendements n° 26 et n° 27 : amnistie pour les peines d'emprisonnement inférieures ou égales à quatre mois ; n° 28 : amnistie pour les peines d'emprisonnement inférieures ou égales à douze mois avec sursis ; rejetés - **Art. 13 (amnistie individuelle par décret du Président de la République)** (p. 1086, 1087) : intervient sur l'amendement n° 54 de M. Claude Estier (amnistie pour les personnes vivantes). (p. 1089, 1090) : se déclare favorable à l'amendement n° 56 de M. Claude Estier (personnes souffrant d'une maladie incurable) - **Après l'art. 14** (p. 1095, 1100) : ses amendements n° 32 et n° 33 : représentants du personnel licenciés pour une faute autre que lourde ; rejetés - **Après l'art. 15** (p. 1101) : son amendement n° 35 : étudiants ou élèves exclus des établissements universitaires et scolaires ; rejeté - **Art. 16 (contestations relatives à l'amnistie des sanctions disciplinaires ou professionnelles)** (p. 1102, 1103) : son amendement n° 36 : juge unique pour statuer sur ces sanctions ; rejeté - **Art. 17 (effets généraux de l'amnistie)** (p. 1108, 1109) : texte peu clair - **Art. 18 (effets de l'amnistie sur les autorisations administratives et sur certaines peines complémentaires)** (p. 1110) : son amendement n° 37 : délit amnistié et interdiction du territoire ; rejeté - **Art. 20 (amnistie des faits d'évasion - supprimé par l'Assemblée nationale)** (p. 1112, 1113) : son amendement de rétablissement n° 38 ; rejeté - **Art. 21 (effets de l'amnistie en matière professionnelle et de décorations officielles)** (p. 1114) : son amendement n° 39 : exception pour les représentants du personnel ; rejeté - **Art. 26 (infractions exclues de l'amnistie)** (p. 1122, 1123) : son

amendement n° 40 : actes d'intimidation commis contre des personnes exerçant une fonction publique ; rejeté. Le groupe communiste votera contre l'amendement n° 8 de la commission (infractions contre des personnes vulnérables). (p. 1127, 1128) : se déclare favorable aux amendements de M. Claude Estier n° 69 (salaire minimum et rémunération mensuelle), n° 70 (durée du travail), n° 71 (organisation du travail à temps partiel), n° 72 (heures supplémentaires), n° 73 (travail de nuit), n° 74 (âge d'admission au travail), n° 75 (emploi des enfants dans les spectacles et les professions ambulantes comme mannequin dans la publicité et la mode), n° 76 (repos hebdomadaire), n° 77 (travail du dimanche des apprentis), n° 78 (constitution et fonctionnement des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail), n° 79 (délégués du personnel), n° 80 (comité d'entreprise), n° 81 (entrave syndicale) et n° 83 (discrimination syndicale). (p. 1135, 1136) : se déclare favorable à l'amendement n° 82 de M. Claude Estier (entrave à l'action des inspecteurs du travail). (p. 1139, 1140) : se déclare opposé à l'amendement n° 17 de M. Christian Bonnet (manifestations pacifiques contre l'interruption volontaire de grossesse).

- Suite de la discussion - (19 juillet 1995) - Art. 26 (suite) (p. 1164, 1166) : le groupe communiste votera contre l'amendement n° 12 de la commission (atteintes à la sérénité de la justice). Son amendement n° 45 : abus de biens sociaux ; rejeté. (p. 1167, 1168) : ses amendements n° 46 : transport routier de marchandises ; adopté ; et n° 47 : délits et contraventions en matière de législation et réglementation du travail ; rejeté - Explications de vote sur l'ensemble (p. 1175) : amendement de M. Christian Bonnet. Idéologie antisociale. Les sénateurs communistes et apparentés voteront contre ce projet de loi.

- Projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique, modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire et abrogeant les dispositions relatives à la Communauté et les dispositions transitoires [n° 0374 (94-95)] - (24 juillet 1995) - Discussion générale (p. 1332, 1333) : débat précipité sur ce projet de loi. Crise de confiance à l'égard des dirigeants politiques. Affaiblissement du rôle du Parlement. Utilisation abusive de l'article 49-3 de la Constitution. Prédominance du pouvoir exécutif. Critiques relatives au Conseil constitutionnel. Traité de Maastricht. Instauration d'un réel contrôle des décisions européennes. (p. 1334, 1337) : influence des médias sur la vie politique. Rôle du Président de la République élu au suffrage universel. Elargissement du champ référendaire par restriction du domaine législatif (article 34 de la Constitution). Approuve la suppression de la notion de services publics. Débat préalable au Parlement. Ses amendements : vote préalable au référendum et possibilité pour les assemblées de se prononcer sur la constitutionnalité du texte. Référendum d'initiative populaire. Nombre de jours de séance et durée de la session parlementaire. Respect du droit d'amendement. Contrôle du Parlement sur les actes communautaires. Exemple du Danemark. Défense de l'immunité parlementaire. Les sénateurs du groupe communiste voteront contre ce projet de loi - Exception d'irrecevabilité (p. 1373, 1374) : se déclare favorable à la motion n° 2 de Mme Hélène Luc tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. Minorité des droits du Parlement par l'élargissement du référendum. Risque de plébiscite. Remise en cause des libertés publiques. Référendum d'initiative populaire. Traité de Maastricht et droits du Parlement.

- Suite de la discussion - (25 juillet 1995) - Art. 1er (l'extension du champ du référendum législatif) (p. 1388) : son amendement de suppression n° 21 ; devenu sans objet. (p. 1389) : son amendement, soutenu par Mme Hélène Luc, n° 22 : référendum d'initiative populaire ; devenu sans objet. (p. 1391) : sur l'amendement n° 6 de la commission (extension du champ du référendum et procédure parlementaire, cas de la proposition de loi), son sous-amendement, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet, n° 23 : sanction du débat préalable par un vote ; rejeté.

(p. 1393) : son sous-amendement n° 24 : examen de la constitutionnalité de la question référendaire par le Parlement ; rejeté. (p. 1402) : mise au point sur les conditions de présentation du sous-amendement n° 38 de M. Guy Allouche (cas du vote par l'Assemblée nationale d'une motion de censure) modifiant l'amendement n° 6 précité de la commission et sur les explications de vote. (p. 1404, 1405) : demande à soutenir son amendement n° 22 (référendum d'initiative populaire). Intervient sur son sous-amendement n° 23 (sanction du débat préalable par un vote), modifiant l'amendement n° 6 précité de la commission. Clôture du débat parlementaire par un vote. Référendum d'initiative populaire. (p. 1412) : sur l'amendement n° 6 précité de la commission, se déclare opposé au sous-amendement n° 15 du Gouvernement (suppression du cas de la proposition de loi soumise à référendum). (p. 1417) : intervient sur son sous-amendement n° 24 (examen de la constitutionnalité de la question référendaire par le Parlement), modifiant l'amendement n° 6 précité de la commission. Demande de scrutin public. (p. 1420) : sur l'amendement n° 6 précité de la commission, se déclare opposé au sous-amendement n° 44 de M. Guy Allouche (contrôle de constitutionnalité du texte soumis au référendum par le Conseil constitutionnel). Se déclare favorable à un contrôle de la constitutionnalité mais refuse que celui-ci soit exercé par le Conseil constitutionnel. (p. 1427) : au nom du groupe communiste, se déclare opposé à l'amendement n° 6 précité de la commission. Intérêt d'un débat devant chaque assemblée préalablement à l'organisation d'un référendum. Problème de l'extension du champ du référendum et de la notion de service public - Art. 2 (le passage à une session ordinaire unique de neuf mois et le régime des séances) (p. 1431) : sur l'amendement n° 7 de la commission (ouverture et fermeture de la session ordinaire, fixation du nombre maximum de jours de séance à cent vingt, jours supplémentaires de séance, semaines de séance, détermination des jours et horaires par le règlement de chaque assemblée), son sous-amendement n° 72 : suppression de l'inscription dans la Constitution du nombre de jours de séance ; rejeté. (p. 1433) : son amendement, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet, n° 25 : suppression de certaines dispositions relatives aux jours de séance ; devenu sans objet. (p. 1434) : s'oppose à une diminution du nombre de jours de session déjà insuffisant. (p. 1435) : sur l'amendement n° 7 précité de la commission, se déclare favorable au sous-amendement n° 18 du Gouvernement (instauration d'un plafond de cent trente jours de séance). (p. 1436) : au nom du groupe communiste, se déclare opposé à l'amendement n° 7 précité de la commission - Après l'art. 2 (p. 1437, 1439) : son amendement n° 26 : inscription dans la Constitution d'un droit de veto de la France au Conseil européen ; rejeté. Amendement présenté à l'occasion de l'examen du projet de ratification du traité de Maastricht à l'Assemblée nationale. Invocation du compromis de Luxembourg complété par le compromis de Ioannina. (p. 1440) : son amendement n° 27 : association du Parlement à la politique menée par le Gouvernement à l'égard de l'Union européenne ; rejeté. Déficit démocratique des institutions européennes. Exemple danois. Demande de scrutin public - Après l'art. 3 (p. 1441, 1442) : ses amendements, soutenus par Mme Hélène Luc, n° 28 : contrôle par le Parlement de l'action du Gouvernement dans le domaine de l'application des lois ; et n° 29 : extension du droit d'amendement des parlementaires, notamment en matière budgétaire ; rejetés. Son amendement, soutenu par M. Louis Minetti, n° 30 : inscription dans la Constitution des commissions d'enquête et de leurs conditions de création ; rejeté. (p. 1444) : son amendement, soutenu par M. Louis Minetti, n° 31 : suppression du vote bloqué ; rejeté. (p. 1445) : son amendement, soutenu par M. Ivan Renar n° 32 : suppression de la possibilité pour le Gouvernement de déclarer l'urgence sur un texte ; rejeté - Art. 3 bis (temps consacré aux questions et à l'examen des propositions de loi) (p. 1449) : au nom du groupe communiste, se déclare favorable à l'amendement n° 8 de la commission (maintien du principe d'une séance par semaine réservée par priorité aux questions des parlementaires et mise en place d'une

séance par mois réservée par priorité à l'ordre du jour fixé par l'assemblée) et opposé au sous-amendement n° 80 du Gouvernement le modifiant (fixation de l'ordre du jour des assemblées avec l'accord du Gouvernement) - **Après l'art. 3 bis** (p. 1450) : son amendement n° 34 : inscription hebdomadaire à l'ordre du jour complémentaire des propositions de loi ou de résolution en nombre proportionnel à l'importance numérique de chaque groupe ; rejeté. (p. 1452) : sur l'amendement n° 9 de la commission (possibilité pour l'assemblée de se prononcer sur une motion de la commission approuvée par la majorité des membres qui la composent, tendant à l'adoption du texte en discussion modifié par les amendements proposés ou acceptés par la commission, le rejet de la motion entraînant le passage à la discussion des articles), son sous-amendement, soutenu par Mme Hélène Luc, n° 33 : nécessité d'un accord unanime de la conférence des présidents ; rejeté - **Avant l'art. 4** (p. 1462, 1463) : son amendement n° 35 : suppression du troisième alinéa de l'article 49 de la Constitution ; rejeté - **Art. 6 (par priorité) (le nouveau régime de l'inviolabilité parlementaire)** (p. 1468, 1469) : se déclare favorable à l'amendement n° 11 de la commission (autorisation préalable pour les mesures privatives ou restrictives de liberté ainsi que pour toutes les poursuites engagées contre un parlementaire, durée de la suspension) et sur ce dernier, se déclare opposé au sous-amendement n° 20 du Gouvernement (suppression de l'autorisation des poursuites). Principe historique de l'immunité parlementaire. Indépendance du Parlement. Justice et presse. (p. 1471) : son amendement n° 36 : principe de parité entre les hommes et les femmes pour un égal accès aux mandats électoraux ; rejeté.

- **Suite de la discussion** - (26 juillet 1995) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1497, 1498) : conditions de ce débat. Référendum. Renforcement des pouvoirs du Président de la République. Débat préalable sans vote. Session unique du parlement. Pouvoir exécutif et pouvoir législatif. Inviolabilité parlementaire. Le groupe communiste votera contre ce projet de loi constitutionnelle.

Deuxième lecture [n° 0397 (94-95)] - (28 juillet 1995) - **Discussion générale** (p. 1709, 1710) : précipitation de cette révision constitutionnelle. Accroissement des prérogatives présidentielles. Modification de la nature du débat préalable au référendum. (p. 1711) : extension du champ du référendum présidentiel. Absence de contrôle de constitutionnalité de la question référendaire. Session unique et contrôle du Parlement sur l'exécutif. (p. 1712) : question du poids de l'exécutif européen sur le Parlement national. Immunité parlementaire. Orientation vers un régime présidentiel. Préoccupations des Français. Le groupe communiste et apparenté votera contre ce projet de loi - **Art. 1er (l'extension du champ du référendum législatif)** (p. 1719, 1720) : son amendement de suppression n° 20 ; rejeté. Extension du champ du référendum. Accroissement des pouvoirs du Président de la République et restrictions apportées à ceux du Parlement. Son amendement n° 2 : suppression de l'extension du champ du référendum aux services publics qui concourent à la politique économique et sociale de la nation ; rejeté - **Art. 6 (le nouveau régime de l'inviolabilité parlementaire)** (p. 1733, 1734) : intervient sur l'amendement n° 13 de M. Guy Allouche (suppression de la limitation de la suspension des poursuites à la durée de la session). Rôle donné au bureau au détriment de l'assemblée réunie en séance publique. Problème de la durée de la suspension des poursuites et de la nécessité d'une nouvelle autorisation à la fin de la session pour une nouvelle mise en détention - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1735, 1736) : déroulement de ce débat dans la précipitation. Accroissement des pouvoirs du Président de la République. Atteinte aux droits du Parlement. Inviolabilité parlementaire. Le groupe communiste votera contre ce projet de loi.

LEGENDRE (Jacques), sénateur (Nord) RPR.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre suppléant de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (JO Lois et décrets du 19 octobre 1995).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur la proposition de résolution (n° 134) présentée en application de l'article 73 bis du Règlement par M. Michel Caldaguès sur la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil 94/0188 (COD) établissant un programme de soutien aux activités artistiques et culturelles de dimension européenne KALEIDOSCOPE 2000 et la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil 94/0189 (COD) concernant l'établissement d'un programme de soutien dans le domaine du livre et de la lecture ARIANE (n° E-325) [n° 0300 (94-95)] (1er juin 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 24 mai 1995) - **Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires culturelles, à la suite d'une mission d'information sur l'enseignement des langues vivantes dans l'enseignement scolaire [n° 0073 (95-96)] (15 novembre 1995) - **Enseignement.**

Avis, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - **Francophonie** [n° 0078 (95-96), tome 13] (21 novembre 1995) - **Lois de finances.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programmation du "nouveau contrat pour l'école"** [n° 0197 (94-95)] - (4 juillet 1995) - **Discussion générale** (p. 863 à 865) : risque de traduction dans les lois de finances des engagements pris par les lois de programmation. Zones d'éducation prioritaires. Création d'un fonds social collégien. Attribution des bourses scolaires. Organisation des collèges. Classes technologiques. Apprentissage des langues vivantes. Avec le groupe du RPR, votera ce projet de loi de programmation.

- **Projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique, modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire et abrogeant les dispositions relatives à la Communauté et les dispositions transitoires** [n° 0374 (94-95)] - **Suite de la discussion** - (25 juillet 1995) - **Art. 13 (par priorité) (l'abrogation des titres XIII et XVII de la Constitution)** (p. 1473) : son amendement n° 13 : constitutionnalisation de la francophonie ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 1996** [n° 0076 (95-96)]

Deuxième partie :

Culture

- (27 novembre 1995) (p. 3207, 3208) : défense du rayonnement de la langue française. Cite les "Lettres de prison" de Bjetër Arbërori, Président de l'Assemblée nationale d'Albanie. Québec. Eclatement des structures ministérielles de la francophonie. Application de la loi Toubon du 4 août 1994. Délégation générale à la langue française.

Affaires étrangères

- (29 novembre 1995) - Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (francophonie) (p. 3345, 3347) : rattachement de la francophonie au ministère des affaires étrangères. Rayonnement de la langue française. Application de la loi sur la langue française. Simplification des structures de la francophonie. Sommet de Cotonou. Restauration des systèmes éducatifs africains. Crédits affectés à la francophonie. Rwanda. Burundi. Liban. Québec. Algérie. Place du français dans les institutions internationales. ONU. UNESCO. Union européenne.

LE GRAND (Jean-François), sénateur (Manche) RPR.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Délégué suppléant de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale ; nouvelle nomination en tant que délégué titulaire (JO Lois et décrets du 19 octobre 1995).

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'aviation marchande, puis président (JO Lois et décrets du 8 juin 1995).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement (16 janvier 1995).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative aux bulletins des collectivités territoriales et visant à assurer le pluralisme de la presse locale [n° 0205 (94-95)] (10 janvier 1995) - Edition et imprimerie.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi [n° 462 (93-94)] relatif au renforcement de la protection de l'environnement [n° 0218 (94-95)] (19 janvier 1995) - Environnement.

Rapport, fait avec M. Jacques Rocca-Serra, au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 383 (94-95)] relatif aux transports [n° 0016 (95-96)] (11 octobre 1995) - Transports.

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Aviation civile et transport aérien [n° 0079 (95-96), tome 19] (21 novembre 1995) - Lois de finances.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 106 (95-96)] relatif aux transports [n° 0123 (95-96)] (13 décembre 1995) - Transports.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture** [n° 0089 (94-95)] - Suite de la discussion - (12 janvier 1995) - **Art. 24** (*opérations d'aménagement foncier liés à la réalisation de grandes infrastructures - mesures conservatoires des opérations préalables au remembrement*) (p. 253) : son amendement n° 145 : prise en compte des arbres isolés ; retiré - **Après l'art. 24** (p. 254, 255) : son amendement n° 146 : dispositif permettant au préfet d'ordonner l'interruption des travaux en cas de besoin ; retiré. Son amendement n° 147 : rôle des organisations

professionnelles agricoles et sylvicoles en matière de protection de la nature ; adopté.

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement - Deuxième lecture [n° 0139 (94-95)]** - (16 janvier 1995) - Rapporteur de la commission des affaires économiques - **Discussion générale** (p. 325, 326) : attitude constructive des parlementaires. Gestion des déchets. Participation du public et des associations. Moyens juridiques supplémentaires offerts aux préfets et aux maires. Amendements proposés par la commission des affaires économiques. Débat véritable et bénéfique. Relations entre les ministères de l'agriculture et de l'environnement - **Art. 1er** (*principes fondamentaux du droit de l'environnement*) (p. 336, 337) : ses amendements rédactionnels n° 12 et n° 13 ; adoptés. Son amendement n° 14 : suppression de la référence aux lois et règlements organisant la communication des documents administratifs ; adopté. Sur les amendements de Mme Danielle Bidard-Reydet, accepte le n° 110 (suppression du mot "équitablement" au deuxième alinéa de l'article L. 200-1 du code rural) et s'oppose au n° 164 de coordination. Accepte les amendements identiques n° 73 de M. Jacques Bellanger et n° 111 de Mme Danielle Bidard-Reydet (suppression de la notion de "coût économiquement acceptable"). S'oppose à l'amendement n° 74 de M. Jacques Bellanger (remplacement des mots "les meilleures techniques" par les mots "les techniques efficaces disponibles") - **Art. 2** (*commission nationale du débat public*) (p. 338, 341) : ses amendements n° 15 de coordination, n° 16 : distinction entre la saisine directe de la commission par certaines personnes et la simple possibilité de saisine accordée aux associations ; et n° 17 : compte rendu mis à la disposition de la commission d'enquête ; adoptés. Sur les amendements de M. Jacques Bellanger, accepte le n° 79 (élaboration d'une synthèse des débats et formulation de recommandations) et s'oppose aux n° 75 (débat public sur l'opportunité d'un projet), n° 76 (organisation du débat dès le début de l'élaboration d'un projet), n° 77 (consultation des collectivités territoriales) et n° 78 (autosaisine de la commission). Sur l'amendement n° 16 de la commission (distinction entre la saisine directe de la commission par certaines personnes et la simple possibilité de saisine accordée aux associations), s'oppose au sous-amendement n° 81 de M. Jacques Bellanger. S'oppose également aux amendements n° 112 de Mme Danielle Bidard-Reydet (saisine obligatoire de la commission à l'occasion de la réalisation de grandes infrastructures) et n° 172 de M. Alain Vasselle (saisine de la commission étendue aux conseils généraux). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 2 du Gouvernement (consultation des ministres) - **Après l'art. 2** (p. 342) : s'oppose à l'amendement n° 188 de M. Louis Perrein (avis des associations de protection de l'environnement sur les décisions des conseils d'administration des aéroports) - **Art. 3** (*modifications du régime des enquêtes publiques*) (p. 343) : ses amendements n° 19 rédactionnel et n° 18 : organisation obligatoire de réunions d'information pour les opérations importantes ; adoptés. Sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 173 de M. Alain Vasselle - **Art. 4** (*prescriptions relatives à la préservation de l'environnement dans une déclaration d'utilité publique*) (p. 344) : son amendement n° 20 : suppression des conséquences dommageables pour les différents usages de l'eau ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 113 de Mme Danielle Bidard-Reydet (intégration de prescriptions particulières dans la déclaration) - **Intitulé du chapitre II du titre 1er** (p. 345) : son amendement n° 21 : nouvel intitulé "De l'agrément des associations de protection de l'environnement et de l'action civile" ; adopté - **Art. 5** (*agrément administratif des associations de protection de l'environnement*) (p. 346) : accepte l'amendement n° 157 de M. André Egu (procédure d'action en représentation conjointe) et s'oppose à l'amendement n° 82 de M. Jacques Bellanger (indemnisation amiable et protocole d'accord) - **Art. 5 bis** (*action civile des personnes morales de droit public*) (p. 347) : s'oppose à l'amendement n° 174 de M. Alain Vasselle (fédérations départementales de chasseurs insérées dans la liste des organismes et des établissements

publics) - **Art. 6 (coordination)** (p. 348) : son amendement de coordination n° 22 ; adopté - **Après l'art. 6** (p. 349) : souhaite connaître la position du ministre sur l'amendement n° 94 de M. Philippe François (participation des organisations professionnelles agricoles et forestières à l'action des organismes publics concernant l'environnement) - **Intitulé du chapitre III du titre 1er** (p. 350) : son amendement n° 23 : nouvel intitulé "Du conseil départemental et du comité régional de l'environnement" ; adopté - **Art. 7 (conseil départemental de l'environnement)** : s'oppose à l'amendement n° 175 de M. Alain Vasselle (représentation des collectivités territoriales au sein du conseil) - **Art. 7 bis (comités régionaux de l'environnement)** (p. 351, 353) : son amendement de précision n° 24 ; adopté. S'oppose aux amendements identiques n° 135 de M. Michel Souplet et n° 144 de M. Gérard César (participation des représentants des chambres d'agriculture, des chambres de commerce et d'industrie et des chambres de métiers) ainsi qu'au n° 176 de M. Alain Vasselle (participation des fédérations départementales de chasseurs). Accepte l'amendement n° 200 de M. André Egu (établissement d'un inventaire du patrimoine paysager de la région) - **Art. 10 (expropriation des biens exposés à certains risques naturels prévisibles)** (p. 355, 358) : son amendement rédactionnel n° 25 ; adopté. Accepte les amendements de la commission saisie pour avis, n° 95 (caractère inéluctable d'un risque), n° 96 (suppression d'une condition supplémentaire) et n° 98 (suppression du quatrième alinéa). Son amendement n° 118 : indemnisation ; adopté après modification par le sous-amendement n° 207 du Gouvernement qu'il accepte - **Art. 10 bis (réduction du droit à indemnité)** (p. 359, 362) : ses amendements n° 119 : réduction ou suppression des indemnités ; et n° 26 : nature de l'enquête publique ; rejetés - **Art. 11 (fonds de prévention des risques naturels majeurs)** (p. 363, 365) : s'oppose à l'amendement n° 189 de M. Jacques Bellanger (financement des mesures de précaution par ce fonds) et accepte l'amendement n° 100 de la commission saisie pour avis (rétablissement de la rédaction adoptée en première lecture par le Sénat). Ses amendements n° 120 : alimentation du fonds par un prélèvement ; n° 121 de coordination ; adoptés ; et n° 122 : taux du prélèvement ; adopté après modification par le sous-amendement n° 103 de la commission saisie pour avis qu'il accepte - **Art. 13 (plans de prévention des risques naturels prévisibles)** (p. 367, 369) : son amendement n° 123 : recours au code forestier pour toutes les mesures de gestion et d'exploitation forestière ; adopté après modification par les sous-amendements du Gouvernement n° 208 et n° 209. Ses amendements n° 28 rédactionnel, n° 124 : rectification d'une erreur matérielle ; et n° 29 : affichage et publicité des plans de prévention des risques naturels ; adoptés. Estime les amendements identiques n° 136 de M. Michel Souplet et n° 145 de M. Gérard César (concertation avec les représentants des chambres d'agriculture et du centre régional de la propriété foncière), satisfaits par les amendements identiques n° 123 de la commission et n° 109 de M. Jacques Delong (recours au code forestier pour toutes les mesures de gestion et d'exploitation forestière) - **Art. 16 (coordination avec les dispositions relatives aux plans de surfaces submersibles)** : demande le retrait des amendements identiques n° 137 de M. Michel Souplet et n° 146 de M. Gérard César (maintien de la législation sur les calamités agricoles) - **Après l'art. 18** (p. 370) : estime satisfait l'amendement n° 152 de M. Lucien Lanier (rôle des régions dans la gestion des eaux) - **Art. 19 (obligations des propriétaires riverains des cours d'eau non domaniaux)** (p. 371, 373) : accepte les amendements n° 68 de M. Louis de Catuelan (boues de curage contaminées et rôle du préfet) et n° 138 de M. Michel Souplet (boues de curage contaminées). S'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements n° 178 de M. Alain Vasselle (durée de validité du plan) et n° 194 de M. Louis Althapé (obligation d'entretien des canaux d'arrosage désaffectés) - **Art. 21 bis (réglementation des loisirs et sports nautiques)** (p. 374, 377) : son amendement n° 30 : nouvelle rédaction de l'article ; adopté. Sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 105 de la commission saisie pour avis (réglementation et interdiction). Demande le retrait de

l'amendement n° 163 de M. Ernest Cartigny (concertation avec les utilisateurs) - **Après l'art. 21 ter** (p. 378) : s'oppose aux amendements de M. Louis Althapé, n° 196 (intitulé de la division) et n° 197 (entretien des terrains non bâtis portant atteinte à l'environnement) - **Art. 21 quater (extraction de matériaux dans les cours d'eau de montagne)** (p. 379) : son amendement rédactionnel n° 31 ; adopté - **Art. 22 (inventaire départemental du patrimoine naturel)** Demande le retrait de l'amendement n° 70 de M. Gérard César (consultation du conseil départemental de l'environnement). Son amendement n° 32 : communication de l'inventaire à la demande des associations ; adopté - **Art. 23 (rapport d'orientation - supprimé par l'Assemblée nationale)** (p. 381) : son amendement de rétablissement n° 33 ; adopté. Sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 114 de Mme Danielle Bidard-Reydet - **Art. 24 bis (projets intercommunaux de gestion des espaces et du patrimoine - supprimé par l'Assemblée nationale)** : son amendement de rétablissement n° 34 ; adopté - **Après l'art. 26 A** (p. 382) : accepte les amendements identiques n° 139 de M. Michel Souplet et n° 147 de M. Gérard César (délai de deux mois permettant au bailleur de s'opposer aux travaux) - **Art. 26 (compétences des agents des réserves et des parcs nationaux marins)** (p. 383, 384) : demande le retrait de l'amendement n° 201 de M. Philippe Richert (retournement des prairies par le locataire des terrains). Ses amendements n° 36 : autorisation pour les agents des parcs marins d'intervenir sur la totalité du territoire des parcs ; adopté ; et n° 35 : regroupement de toutes les habilitations des agents des réserves et parcs marins dans le code rural ; adopté après modification par le sous-amendement n° 203 de M. Philippe Richert qu'il accepte - **Art. 27 bis (gardes champêtres)** (p. 385) : s'oppose à l'amendement n° 190 de M. Jacques Bellanger (possibilité de recruter des gardes champêtres étendue à la région). Son amendement de coordination n° 37 ; adopté - **Art. 29 (compétence des départements en matière d'espaces naturels sensibles)** (p. 386) : s'oppose à l'amendement n° 185 de M. Philippe Marini (utilisation d'une fraction de la taxe départementale des espaces naturels sensibles pour l'accueil du public). Son amendement n° 38 : suppression du plan de gestion de l'utilisation de la taxe départementale des espaces naturels sensibles ; adopté - **Après l'art. 29** (p. 387, 388) : accepte l'amendement n° 93 de M. Ambroise Dupont (élargissement de l'assiette de la taxe sur les espaces naturels sensibles pour le financement des conseils d'architecture, d'environnement et d'urbanisme) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 179 de M. Alain Vasselle (possibilité d'exonération de la taxe sur les espaces naturels sensibles) - **Art. 30 (droit de préemption des parcs nationaux et des parcs naturels régionaux)** (p. 389) : son amendement rédactionnel n° 39 ; adopté - **Art. 35 (taxe sur les passagers maritimes à destination d'un espace protégé)** (p. 391) : son amendement rédactionnel n° 40 ; adopté. S'oppose à l'amendement de suppression n° 115 de Mme Danielle Bidard-Reydet - **Art. 35 bis (taxe de desserte des îles reliées au continent par un ouvrage d'art)** (p. 392, 393) : son amendement n° 41 : nouvelle rédaction de l'article et tarifs particuliers pour les personnes domiciliées dans les îles ; adopté après modification par les sous-amendements de M. Philippe Richert n° 211 et de M. Jacques Oudin n° 129, n° 134 et n° 199 qu'il accepte. S'oppose à l'amendement de suppression n° 116 de Mme Danielle Bidard-Reydet - **Art. 36 (modifications du régime de la taxe de séjour)** (p. 394) : demande le retrait de l'amendement n° 71 de M. Gérard César (possibilité d'utiliser cette taxe pour lutter contre les incendies de forêts) - **Après l'art. 36** (p. 395) : accepte l'amendement n° 69 de M. Serge Vinçon (date limite de déclaration des enclos piscicoles) - **Art. 36 ter A (réglementation des publicités)** (p. 396) : son amendement n° 42 : réunion des articles additionnels 36 ter A, B et C en un seul article et nouvelle rédaction ; adopté - **Art. 36 ter B (réglementation des publicités en dehors des agglomérations)** (p. 397) : son amendement de suppression n° 43 ; adopté - **Art. 36 ter C (suppression des publicités irrégulières)** Son amendement de suppression n° 44 ; adopté - **Art. 36 ter D (jardins familiaux)** Son amendement rédactionnel n° 45 ; adopté - **Art. 36 quater (protection des espèces et habitats naturels)** (p. 399, 401) : ses amendements

n° 46 : rétablissement d'une précision sur les espèces végétales, supprimée par l'Assemblée nationale ; n° 47 : mesures d'interdiction ; et n° 48 rédactionnel ; adopté. (p. 402, 403) : se déclare favorable aux amendements n° 210 du Gouvernement (rôle de conservatoire d'espèces menacées joué par les parcs zoologiques et les jardins botaniques) et n° 148 de M. Gérard César (autorisations exceptionnelles portant sur des espèces protégées). Demande le retrait des amendements de M. Pierre Lacour n° 169 (distinction entre les animaux prélevés en milieu naturel et ceux qui ne le sont pas), n° 170 (possibilité de détention de certains spécimens nés en captivité) et n° 171 (application de l'article 9 de la directive européenne n° 79-409) ainsi que le retrait des amendements n° 184 de M. François Blaizot (distinction entre les animaux prélevés en milieu naturel et les animaux d'élevage), n° 108 de M. Michel Doublet (établissements zoologiques et sauvegarde des espèces protégées), n° 191 de M. Jacques Bellanger (création de réservoirs génétiques). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 166 de M. Jean Pépin (suppression de la notion d'imprudence en ce qui concerne les échappées d'animaux enfermés dans les parcs zoologiques) et s'oppose aux amendements n° 72 de suppression de M. Gérard César, n° 181 de M. Alain Vasselle (introduction autorisée d'animaux dans le milieu naturel à des fins cynégétiques). A titre personnel, sur l'amendement rédactionnel n° 48 de la commission, s'oppose au sous-amendement n° 212 de Mme Danielle Bidard-Reydet - **Après l'art. 36 quater** (p. 408) : s'oppose à l'amendement n° 128 de M. Jean-Paul Hugot (adaptation des dispositions du code rural relatives aux fermages) - **Art. 36 sexies (coordination)** (p. 409) : son amendement de coordination n° 49 : adopté - **Art. 36 septies (compétence des collectivités locales sur l'organisation des remontées mécaniques)** (p. 410) : accepte l'amendement n° 126 du Gouvernement (sécurité juridique accrue) - **Après l'art. 36 septies** (p. 411) : s'oppose aux amendements identiques n° 142 de M. Michel Souplet et n° 150 de M. Gérard César (indemnisation des dégâts causés aux récoltes et aux biens agricoles assujettis à la mutualité sociale agricole) - **Art. 37 (modifications de la loi sur les déchets)** (p. 413, 414) : son amendement rédactionnel n° 50 ; retiré. Accepte les amendements du Gouvernement n° 5 et n° 6 (suppression des dispositions concernant la taxe sur les déchets industriels spéciaux afin de les regrouper). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 159 de M. André Egu (suppression de la notion d'échec des mesures de protection du site). Sur les amendements de M. Gérard César, demande le retrait du n° 154 (suppression du taux spécifique de la taxe sur les déchets industriels) et s'oppose aux n° 155 et n° 156 de conséquence. (p. 415) : accepte l'amendement n° 7 du Gouvernement (date d'entrée en vigueur des dispositions de la loi de 1975 relative à l'élimination des déchets) - **Après l'art. 37** (p. 416) : sur l'amendement n° 8 du Gouvernement qu'il accepte (regroupement des dispositions instituant une taxe sur les déchets industriels), son sous-amendement n° 67 : affectation de la taxe au traitement des sites pollués ; adopté - **Art. 37 ter A (remise en état des sites pollués)** (p. 417) : estime satisfait l'amendement n° 61 de M. Philippe François (enlèvement des boues reconnues contaminées) - **Après l'art. 37 ter A** (p. 418, 419) : s'oppose à l'amendement n° 153 de M. Lucien Lanier (participation de la région aux plans départementaux d'élimination des déchets ménagers) - **Art. 38 A (financement des analyses et expertises par l'exploitant)** (p. 420) : s'oppose à l'amendement n° 160 de M. André Egu (conditions des contrôles techniques déterminées par un décret en Conseil d'Etat) - **Art. 39 (faculté pour les régions de participer à la remise en état des sites pollués)** S'oppose à l'amendement n° 117 de Mme Danielle Bidard-Reydet (constitution d'un fonds de mutualisation des dépenses de protection de l'environnement) - **Art. 42 bis (service public commun de distribution d'eau et d'assainissement)** (p. 421) : son amendement n° 52 : suppression de la condition d'identité des règles d'assujettissement à la TVA ; retiré - **Art. 42 ter (limitation de durée des conventions de délégation de service public)** (p. 423) : son amendement de suppression n° 53 ; devenu sans objet - **Art. 42 quater (versement des droits d'entrée à la collectivité délégante)** (p. 427, 428) : son

amendement de suppression n° 54 ; devenu sans objet - **Après l'art. 42** (p. 429) : accepte l'amendement n° 9 du Gouvernement (obligation faite aux maires de rendre public le rapport annuel sur le service public de l'eau potable) - **Après l'art. 43** (p. 431) : accepte l'amendement n° 127 du Gouvernement (dispositions transitoires) - **Art. 45 bis (responsabilité pénale des personnes morales)** (p. 432) : ses amendements rédactionnels n° 55 ; adopté ; et n° 56 ; retiré - **Art. 48 (incorporation des composants oxygénés dans les carburants)** (p. 434) : son amendement de précision n° 57 ; adopté - **Art. 50 (saisie et confiscation des objets ayant servi à commettre des infractions)** (p. 435) : son amendement rédactionnel n° 58 ; adopté - **Art. 53 (utilisation des indemnités d'assurance)** (p. 436) : son amendement n° 59 : réduction de la procédure de "l'état manifeste d'abandon" à six mois ; adopté - **Après l'art. 53** accepte l'amendement n° 206 de M. Philippe Richert (suppression de la clause de reconstruction de l'immeuble bâti sur place) - **Art. 54 (enfouissement des lignes électriques)** (p. 437, 438) : s'oppose à l'amendement n° 162 de M. Alain Pluchet (dérrogations éventuelles accordées par le préfet) - **Après l'art. 54** (p. 439) : son amendement n° 60 : droit de chasse des Français résidant à l'étranger ; adopté. S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 168 de M. Michel Miroudot (protection des minéraux provenant d'anciennes mines) - **Sur l'ensemble** (p. 440) : travail législatif véritablement constructif.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 0218 (94-95)] - (19 janvier 1995) - Rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - Discussion générale (p. 507, 508) : vingt-cinq articles adoptés conformes par l'Assemblée nationale en deuxième lecture. Réglementation de l'affichage. Recrutement des gardes champêtres. Risques naturels majeurs. Apport de la commission des lois. Avancée en matière de droit de l'environnement. Demande l'adoption du texte issu des travaux de la commission mixte paritaire.

- **Projet de loi relatif à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale [n° 0368 (94-95)] - Suite de la discussion - (20 juillet 1995) - Après l'art. 3 (p. 1306) : son amendement n° 4 : représentation des personnels navigants au sein du conseil d'administration d'Air France ; retiré.**

- **Projet de loi relatif aux transports [n° 0383 (94-95)] - (18 octobre 1995) - Rapporteur de la commission des affaires économiques - Discussion générale (p. 1915, 1916) : transport maritime. Groupe Air France. Sécurité des aéroports et du transport aérien. Taxe de sécurité-sûreté. Transport routier. Sécurité en mer. Inspecteurs des affaires maritimes. Pavillon français et pavillon "Kerguelen". Au nom de la commission des affaires économiques, propose d'approuver ce projet de loi, sous réserve de l'adoption de ses amendements - **Demande de réserve** (p. 1927) : accepte la demande de réserve des articles 1er, 2 et 3 formulée par M. Félix Leyzour - **Après l'art. 3** (p. 1928) : accepte l'amendement n° 73 du Gouvernement (transport maritime du charbon) - **Art. 4 (extension de l'application de la législation sur le transport de matières dangereuses)** (p. 1929) : ses amendements n° 4 : rectification d'une erreur matérielle ; et n° 3 de coordination ; adoptés - **Après l'art. 4** : accepte l'amendement n° 67 de Mme Anne Heinis (publication des décisions de justice en matière de pollution maritime) - **Art. 5 (refonte de la loi du 7 juillet 1976 réprimant les opérations d'incinération en mer)** (p. 1930) : ses amendements n° 82 rédactionnel et n° 5 de coordination ; adoptés - **Art. 6 (autorisation d'accès à bord et pouvoir de constatation des infractions des inspecteurs des affaires maritimes)** (p. 1931) : ses amendements n° 6 rédactionnel, n° 8 de précision ; adoptés ; et n° 7 : libre accès à bord des navires pour les gendarmes maritimes ; retiré. Accepte l'amendement de précision n° 68 de Mme Anne Heinis.**

- **Suite de la discussion - (19 octobre 1995) - Rapporteur de la commission des affaires économiques - Après l'art. 6**

(p. 1941) : accepte l'amendement n° 69 de Mme Anne Heinis (responsabilité pénale des personnes morales en matière de pollution maritime) - **Art. 7** (*pouvoirs des inspecteurs des affaires maritimes en matière de pêche maritime*) (p. 1942) : accepte l'amendement n° 47 de M. Philippe François (agents habilités). Son amendement n° 9 de précision ; adopté - **Art. 8** (*rôle des inspecteurs des affaires maritimes, substitution du service au quartier*) (p. 1943) : demande le retrait de l'amendement n° 48 de M. Philippe François (chef du service des affaires maritimes territorialement compétent) - **Art. 9** (*transmission des rapports concernant les navires de pêche à l'inspecteur des affaires maritimes, chef de quartier*) : demande le retrait de l'amendement n° 49 de M. Philippe François (chef du service des affaires maritimes territorialement compétent) - **Art. 10** (*constatation des infractions à la loi réprimant la pollution de la mer par les hydrocarbures*) (p. 1944) : son amendement de coordination n° 10 ; adopté. Accepte l'amendement rédactionnel n° 70 de Mme Anne Heinis et demande le retrait de l'amendement n° 50 de M. Philippe François (agents habilités) - **Art. 11** (*constatation des infractions à la loi relative à la prévention et à la répression de la pollution marine*) (p. 1945) : son amendement de coordination n° 11 ; adopté. Accepte les amendements n° 51 de M. Philippe François (agents habilités) et n° 71 rédactionnel de Mme Anne Heinis - **Art. 12** (*autorités habilitées à rechercher et constater les infractions en matière d'incinération en mer*) (p. 1946) : son amendement de coordination n° 12 ; adopté. Accepte les amendements n° 52 de M. Philippe François (agents habilités) et n° 72 rédactionnel de Mme Anne Heinis - **Art. 14** (*autorités habilitées en matière d'infractions à la loi relative à l'exploration du plateau continental*) (p. 1947) : son amendement de précision n° 13 ; adopté. Sur les amendements de M. Philippe François, accepte le n° 54 (agents habilités) et demande le retrait du n° 53 (chef du service des affaires maritimes) - **Art. 15** (*autorités habilitées à constater les infractions à la loi relative à la prospection, à la recherche et à l'exploitation des substances minérales*) : son amendement de précision n° 14 ; adopté - **Art. 16** (*autorités habilitées à constater les infractions à la loi sur l'exploitation des grands fonds marins*) (p. 1948) : son amendement de précision n° 15 ; adopté - **Art. 17** (*autorités habilitées à constater les infractions à la loi relative aux biens culturels maritimes*) : son amendement de précision n° 16 ; adopté - **Art. 18** (*autorités habilitées à constater les infractions à la police des épaves maritimes*) : son amendement n° 17 : nouvelle rédaction ; adopté - **Art. 1er** (*précédemment réservé le 18 octobre 1995, p. 1927*) (*francisation des navires*) (p. 1949, 1950) : s'oppose à l'amendement n° 58 de M. Félix Leyzour (navires appartenant à des propriétaires installés hors de l'Union européenne et des Etats Parties à l'accord sur l'Espace économique européen) - **Art. 2** (*précédemment réservé le 18 octobre 1995, p. 1927*) (*harmonisation des règles de francisation figurant au code des douanes*) (p. 1951) : s'oppose à l'amendement n° 59 de M. Félix Leyzour (refus d'introduire cette nouvelle disposition dans le code des douanes) - **Art. 3** (*précédemment réservé le 18 octobre 1995, p. 1927*) (*harmonisation des règles relatives aux transports maritimes d'intérêt national avec le traité de Rome*) (p. 1953) : ses amendements rédactionnels n° 1 et n° 2 ; adoptés - **Art. 19** (*adaptation du code du travail maritime au principe de la circulation des travailleurs dans la Communauté européenne*) : accepte l'amendement rédactionnel n° 74 du Gouvernement et s'oppose à l'amendement n° 60 de M. Félix Leyzour (débarquement des marins). (p. 1954) : ses amendements n° 18 rédactionnel et n° 19 de coordination ; adoptés. S'oppose à l'amendement n° 61 de M. Félix Leyzour (contrôle de la législation du travail maritime) - **Art. 22** (*conditions d'immatriculation des navires au registre des Terres australes et antarctiques françaises, TAAF*) (p. 1955, 1956) : ses amendements rédactionnels n° 20 et n° 21 ; adoptés. S'oppose aux amendements de M. Félix Leyzour, n° 62 de suppression, n° 63 (normes sociales obligatoires applicables à l'ensemble des marins embarqués sur des navires de commerce), n° 64 et n° 65 (code du travail maritime et régime de protection sociale applicables aux marins embarqués à bord des navires

immatriculés au registre des TAAF) - **Art. 23** (*modifications de la première partie du code de l'aviation civile*) (p. 1961) : ses amendements, n° 22 rédactionnel, n° 23 de cohérence, n° 24 : intervention des officiers et agents de police judiciaire ; n° 25 rédactionnel ; et n° 26 : correction d'une erreur matérielle ; adoptés. (p. 1962, 1963) : ses amendements, n° 27 : procédure de contrôle des bagages ; et n° 83 : correction d'un pléonisme ; adoptés. S'oppose à l'amendement n° 66 de M. Félix Leyzour (contrôle dans les aéroports effectué uniquement par des agents du service public). Sur l'amendement n° 75 du Gouvernement qu'il accepte (notion d'expéditeur connu pour le frêt aérien), son sous-amendement n° 87 ; adopté. Accepte l'amendement n° 76 du Gouvernement (contrôle du frêt étendu à tous les types de vol). Son amendement n° 29 : responsabilité des agents de frêt aérien ; adopté. (p. 1964) : ses amendements, n° 31 rédactionnel ; n° 32 : suppression d'une précision ; n° 30 de cohérence, et n° 84 : procédure de sûreté adaptée à la situation des transporteurs aériens et des agents de frêt et libre choix de mesures pour le transport du frêt domestique ; adoptés. (p. 1965) : ses amendements n° 33 : simplification de rédaction et insertion du règlement communautaire n° 2407/92 du 23 juillet 1992 ; n° 34 : simplification d'écriture du texte ; n° 35 : délimitation de la portée d'un visa ; et n° 36 de cohérence ; adoptés - **Art. 24** (*mise à jour de la loi relative à la démocratisation du secteur public*) (p. 1966) : son amendement n° 37 : conseil d'administration du "groupe Air France S.A." ; adopté - **Art. 25** (*exclusion de Saint-Pierre-et-Miquelon du champ d'application de certaines des nouvelles dispositions du code de l'aviation civile*) (p. 1967) : son amendement n° 38 : spécificité de Saint-Pierre-et-Miquelon ; adopté - **Art. 26** (*adaptations du code de la route*) (p. 1968) : ses amendements n° 39 : accompagnateur d'élève conducteur ; n° 85, de précision ; n° 46, rédactionnel ; et n° 41, de coordination ; adoptés. Accepte les amendements du Gouvernement n° 78 (suppression de la référence à un article de code) et n° 79 de coordination. (p. 1969) : accepte l'amendement n° 80 du Gouvernement (suppression de la référence à un article de code). Ses amendements n° 86 : état d'ivresse manifeste et accompagnateur d'un élève conducteur ; n° 42, rédactionnel ; adoptés ; et n° 43 : brevet de sécurité routière ; retiré - **Après l'art. 26** (p. 1970, 1971) : accepte l'amendement n° 81 du Gouvernement (réparation et vente de véhicules accidentés cédés à l'assureur) et demande le retrait des amendements n° 56 de M. Lucien Neuwirth et n° 57 de M. René Régnauld analogues à celui du Gouvernement - **Division et article additionnels après l'art. 26** : son amendement n° 45 : fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables ; retiré - **Sur l'ensemble** (p. 1973) : sûreté dans les sites aéroportuaires. Maintien de la flotte de commerce française.

- Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]

Deuxième partie :

Aménagement du territoire, équipement et transports - II - Transports : 4. Transport aérien - 5. Météorologie - Budget annexe de l'aviation civile

- (5 décembre 1995) - Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (p. 3797, 3798) : taxe de sécurité et de sûreté. Basculement d'une partie des dépenses de la recherche aéronautique du budget des transports vers le budget de la défense. Fonds de péréquation des transports aériens. Difficultés d'Air France et d'Air Inter. Dangers du "dumping social". Industrie aéronautique française et européenne. Situation des aéroports. La commission des affaires économiques a donné un avis favorable à l'adoption de ce projet de budget.

- **Projet de loi relatif aux transports - Deuxième lecture** [n° 0106 (95-96)] - (19 décembre 1995) - Rapporteur de la commission des affaires économiques - **Discussion générale** (p. 4425, 4427) : travaux de l'Assemblée nationale. Amendements proposés par la commission. Article 5 relatif à l'interdiction des incinérations en mer. Analyse des

amendements déposés sur l'article 23 relatif au transport aérien. Statut des agents de droit privé qui contrôlent les passagers dans les aéroports. Visite manuelle des bagages. Grèves de la SNCF et de la RATP. Budget de l'aviation civile. Télécommunications. Loi d'orientation des transports intérieurs, LOTI. Accepte ce projet de loi - **Art. 1er** (*francisation des navires*) (p. 4434) : s'oppose à l'amendement n° 5 de M. Félix Leyzour (suppression des trois derniers alinéas du texte proposé par le B du paragraphe I) - **Art. 5** (*refonte de la loi du 7 juillet 1976 réprimant les opérations d'incinération en mer*) (p. 4436) : son amendement n° 1 : suppression de la mention déjà prévue du doublement des peines en cas de récidive ; adopté - **Demande de réserve** (p. 4437) : demande la réserve des amendements n° 8, n° 10 et n° 9 ainsi que celle du sous-amendement n° 11 qui visent à insérer des articles additionnels après l'art. 22. Réserve ordonnée - **Art. 23** (*modifications de la première partie, législative, du code de l'aviation civile*) (p. 4438, 4439) : ses amendements n° 2 : visite manuelle des bagages de cabine ; rejeté ; et n° 3 : contenu du décret qui fixe les procédures de sûreté des vols pour l'expédition de fret ou de colis postaux ; adopté - **Après l'art. 22** (p. 4441) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 9 du Gouvernement (opérations de sécurité dans le domaine portuaire) - **Art. 28** (*"liaison Rhin-Rhône" - aménagement de la Saône de Laperrière à Lyon*) (p. 4443) : son amendement n° 4 : remplacement du mot "aménagement" par le mot "amélioration" ; adopté.

LE JEUNE (Édouard), sénateur (Finistère) UC.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Délégué suppléant de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 19 octobre 1995).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à permettre aux travailleurs handicapés titulaires de la carte d'invalidité au taux minimum de 80 % d'accéder au bénéfice de la retraite à cinquante ans [n° 052 (93-94)] reprise le 2 mai 1995 (26 octobre 1993) - **Handicapés.**

Proposition de loi tendant à revaloriser les retraites des professions artisanales, industrielles et commerciales [n° 054 (93-94)] reprise le 2 mai 1995 (26 octobre 1993) - **Pensions et retraites.**

Proposition de loi, déposée avec M. Guy Robert, tendant à lever les forclusions qui concernent les conditions d'attribution du titre de combattant volontaire de la Résistance [n° 0139 (93-94)] reprise le 2 mai 1995 (1er décembre 1993) - **Anciens combattants et victimes de guerre.**

Proposition de loi, déposée avec MM. Guy Robert et Louis Mercier, tendant à remplacer dans l'intitulé de la loi n° 51-538 du 14 mai 1951 les mots : "personnes contraintes au travail en pays ennemi, en territoire étranger occupé par l'ennemi ou en territoire français annexé par l'ennemi" par les mots : "victimes de la déportation du travail" [n° 0221 (94-95)] (2 février 1995) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 19 janvier 1995) - **Anciens combattants et victimes de guerre.**

Proposition de loi visant à améliorer l'indemnisation des personnes physiques et morales ainsi que des collectivités

territoriales victimes des inondations [n° 0360 (94-95)] (6 juillet 1995) - **Calamités et catastrophes.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Commerce et artisanat

- (8 décembre 1995) (p. 4082, 4084) : évolution des crédits. Fonds d'intervention pour la sauvegarde, la transmission et la restructuration des activités commerciales et artisanales, FISAC. Taxe sur les grandes surfaces. Financement des chambres de métiers. Urbanisme commercial. Identité du secteur artisanal. Réforme de la loi Royer. Moralisation de la concurrence. Simplification des formalités administratives. Fiscalité. Création d'une banque de développement des PME. Le groupe de l'Union centriste votera ce projet de budget.

LEJEUNE (Max), sénateur (Somme) RDE.

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères.

Membre titulaire de la Commission consultative chargée d'émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

LEMAIRE (Guy), sénateur (Loire-Atlantique) RPR.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

LENGLET (Charles-Edmond), sénateur (Somme) RDE.

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre suppléant du Conseil supérieur de la forêt et des produits forestiers.

Membre titulaire du Conseil national des transports.

LÉOTARD (François), *ministre d'Etat, ministre de la défense.*

Fin de ses fonctions ministérielles (démission du Gouvernement le 11 mai 1995) (JO Lois et décrets du 12 mai 1995).

LEPAGE (Corinne), *ministre de l'environnement.*

dans le Gouvernement Juppé le 18 mai 1995 (JO Lois et décrets du 19 mai 1995).

Fin de ses fonctions ministérielles (démission du Gouvernement le 7 novembre 1995) (JO Lois et décrets du 8 novembre 1995).

puis, *ministre de l'environnement* dans le deuxième Gouvernement Juppé le 7 novembre 1995 (JO Lois et décrets du 8 novembre 1995).

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 13 de M. Philippe Richert : Environnement (*Dégradation de la couche d'ozone*) (JO Débats du 30 juin 1995) (p. 767).

Questions orales sans débat :

n° 192 de Mme Hélène Luc : Environnement (*Politique de lutte contre les nuisances sonores*) (JO Débats du 30 juin 1995) (p. 824).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention sur la protection des Alpes** [n° 0128 (94-95)] - (25 octobre 1995) - Discussion générale (p. 2234, 2235) : conciliation de la protection du patrimoine avec les intérêts de tous les Etats alpins et de leurs habitants. Ratification conditionnant notre participation à l'élaboration des protocoles d'application de la convention.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord international de 1994 sur le café** [n° 0307 (94-95)] - (25 octobre 1995) - Discussion générale (p. 2237) : accord de type administratif. Equilibre du marché. Equité des prix.

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention d'établissement entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République centrafricaine** [n° 0308 (94-95)] - (25 octobre 1995) - Discussion générale - commune avec celle du projet n° 309 (94-95) (p. 2239, 2240) : évolution des législations internes. Obligations liées à nos engagements internationaux. Modalités d'indemnisation en cas d'expropriation ou de nationalisation - Sur l'ensemble (p. 2241) : nécessité de ratifier rapidement la convention.

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République centrafricaine relative à la circulation et au séjour des personnes** [n° 0309 (94-95)] - (25 octobre 1995) - Discussion générale - commune avec celle du projet de loi n° 308 (94-95) - Voir intervention sous le projet de loi n° 308 (p. 2239, 2240).

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention des Nations unies sur le droit de la mer (ensemble neuf annexes) et de l'accord relatif à l'application de la partie XI de la convention des Nations unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 (ensemble une annexe)** [n° 0325 (94-95)] - (25 octobre 1995) - Discussion générale (p. 2242, 2243) : instrument juridique fondamental du droit de la mer. Conformité aux intérêts de la France - Sur

l'ensemble (p. 2246) : primauté de la souveraineté de l'Etat et de ses engagements internationaux.

- **Projet de loi autorisant la ratification du protocole additionnel à l'accord général de coopération entre les Etats de la Commission de l'Océan Indien** [n° 0326 (94-95)] - (25 octobre 1995) - Discussion générale (p. 2249, 2250) : organisation et fonctionnement de la commission de l'Océan Indien. Instrument de coopération entre les Etats membres. Reconnaissance de la présence française dans la région - Sur l'ensemble (p. 2251) : définition des sigles utilisés dans ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant la ratification du protocole n° 11 à la convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, portant restructuration du mécanisme de contrôle établi par la convention (ensemble une annexe)** [n° 0373 (94-95)] - (25 octobre 1995) - Discussion générale (p. 2251, 2252) : institution d'une cour permanente unique. Réforme des mécanismes d'instruction des affaires. Accroissement constant du nombre de plaintes. Confirmation du droit de recours individuel.

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention d'établissement entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Mali** [n° 0371 (94-95)] - (25 octobre 1995) - Discussion générale - commune avec celle du projet de loi n° 372 (94-95) - Voir intervention sous le projet de loi n° 372 (p. 2253, 2254).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Mali sur la circulation et le séjour des personnes (ensemble deux échanges de lettres)** [n° 0372 (94-95)] - (25 octobre 1995) - Discussion générale - commune avec celle du projet de loi n° 371 (94-95) (p. 2253, 2254) : évolution des législations internes. Engagements internationaux de la France. Spécificités de la communauté malienne en France.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Suède en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur les successions et sur les donations** [n° 0108 (94-95)] - (25 octobre 1995) - Discussion générale (p. 2255, 2256) : suppression des doubles impositions sur les successions et les donations. Respect du modèle de convention établi par l'OCDE.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention fiscale du 21 octobre 1976 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Cameroun** [n° 0107 (94-95)] - (25 octobre 1995) - Discussion générale (p. 2256, 2257) : prise en compte de l'évolution des législations fiscales. Conformité aux recommandations de l'OCDE. Spécificité de l'article 9 relatif à l'impôt sur les dividendes et de l'article 20 relatif aux dons et aux legs. Perspectives de développement des relations économiques entre les deux pays.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Japon en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu (ensemble un protocole)** [n° 0407 (94-95)] - (25 octobre 1995) - Discussion générale (p. 2258) : suppression des doubles impositions sur le revenu et sur la fortune. Conformité de la convention aux recommandations de l'OCDE. Relations commerciales avec le Japon caractérisées par un fort déficit et de nombreux contentieux. Nouveau cadre juridique favorable aux investissements réciproques.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un échange de lettres), signée à Paris le 31 août 1994, et un échange de lettres complétant l'article 29 de ladite convention, signé à Washington les 19 et 20 décembre 1994. [n° 0408 (94-95)] - (25 octobre 1995) - Discussion générale (p. 2259, 2260) : suppression des doubles impositions sur le revenu et sur la fortune. Conformité avec le modèle de convention élaboré par l'OCDE. Adaptation aux nouvelles formes juridiques de sociétés. Coopération entre les administrations fiscales françaises et américaines. Nécessité d'être plus présent sur les marchés américains.**

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'amendement au protocole de Montréal du 16 septembre 1987, relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, adopté le 25 novembre 1992 à Copenhague [n° 0026 (95-96)] - (9 novembre 1995) - Discussion générale (p. 2410) : contexte de la négociation. Destruction de la couche d'ozone stratosphérique. (p. 2415, 2416) : problèmes posés par l'effet de serre. Dangers de certains substituts. Moyens mobilisés pour la défense de l'environnement.**

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Environnement

- (1er décembre 1995) (p. 3511, 3512) : reconduction des crédits budgétaires. Dation au profit du Conservatoire du littoral. Fiscalité sur les carburants. Taxe sur les nuisances sonores dans les aéroports. Prévention des inondations. Plan "Loire grandeur nature". Institut national de l'environnement industriel et des risques, INERIS. (p. 3513, 3514) : Institut français de l'environnement, IFEN. Gestion du parc de la forêt guyanaise. Création de parcs marins. Crédits du Conservatoire du littoral. Muséum national d'histoire naturelle. Conseil national du bruit. Réduction des déficits publics. (p. 3531, 3532) : avenir du véhicule bimode. Lutte contre la pollution. Dépôt d'un projet de loi sur l'air. Amélioration des carburants. Installation de nouveaux radars par Météo France. Traitement des déchets. Création de réserves naturelles. Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, ADEME. Mise en oeuvre du label vert. (p. 3533, 3535) : création d'un observatoire du prix de l'eau. Conservatoire du littoral. Création d'emplois verts. Plan "Loire grandeur nature". Programme d'éducation à l'environnement. Rapport du ministère de l'environnement sur les transports.

LESBROS (Marcel), sénateur (Hautes-Alpes) UC.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Vice-président de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification ; nouvelle nomination en tant que vice-président (JO Lois et décrets des 13 et 27 octobre 1995).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre (JO Lois et décrets du 1er novembre 1995).

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'établissement national des invalides de la marine (JO Lois et décrets du 1er novembre 1995).

Membre titulaire de la Commission d'étude sur la retraite anticipée pour les anciens combattants en Afrique du nord (JO Lois et décrets du 23 novembre 1995).

Membre titulaire de la Commission consultative chargée d'émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension (JO Lois et décrets du 24 novembre 1995).

Membre titulaire de la Commission d'étude de l'indexation des pensions militaires d'invalidité (JO Lois et décrets du 8 décembre 1995).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Anciens combattants [n° 0081 (95-96), tome 9] (21 novembre 1995) - Lois de finances.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Anciens combattants et victimes de guerre

- (9 décembre 1995) - Rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (p. 4100, 4101) : budget conforme aux besoins du monde combattant. Rapport constant. Instruction des demandes de pensions et qualification des médecins experts. Allocation de préparation à la retraite, APR. Problème de la prise en compte par les régimes de retraites complémentaires de la situation spécifique des anciens combattants d'Afrique du Nord en préretraite. Octroi de la Légion d'honneur à tous les anciens combattants de la guerre de 1914-1918. Rente mutualiste du combattant. Levée de la forclusion des ressortissants des Etats de l'ex-Indochine française. Retraite anticipée des anciens d'Afrique du Nord. Critère de territorialité pour l'attribution de la carte de combattant aux anciens d'Afrique du Nord. (p. 4102) : pension de réversion des veuves de guerre. Se déclare favorable à ce projet de budget.

LESEIN (François), sénateur (Aisne) RDE, puis RDSE.

Secrétaire du Sénat.

Réélu secrétaire du Sénat (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Secrétaire de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne (JO Lois et décrets des 13 et 14 octobre 1995).

Membre ès qualités de la Commission nationale du sport de haut niveau.

Membre suppléant du Comité de l'éthique du loto sportif.

Membre suppléant de l'Observatoire national de la sécurité des établissements scolaires (décret n° 95-591 du 6 mai 1995) (JO Lois et décrets du 8 juin 1995).

Membre titulaire du Conseil national des fondations (JO Lois et décrets du 6 juillet 1995).

Membre titulaire de la Commission chargée d'examiner les demandes d'autorisation ou de renouvellement des jeux (JO Lois et décrets du 24 novembre 1995).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Jeunesse et sports [n° 0078 (95-96), tome 9] (21 novembre 1995) - Lois de finances.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 21 (JO Débats du 30 juin 1995) (p. 774) - Ministère : Premier ministre - *Bénéfice pour les communes des mesures en faveur de l'emploi* - Réponse le 30 juin 1995 (p. 774) - **Emploi**

n° 16 (JO Débats du 22 décembre 1995) (p. 4651) - Ministère : Agriculture - *Maîtrise des pollutions d'origine agricole* - Réponse le 22 décembre 1995 (p. 4651) - **Pollution et nuisances**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours** [n° 0217 (94-95)] - (27 juin 1995) - Discussion générale (p. 657, 658) : services départementaux d'incendie et de secours, SDIS. Sapeurs-pompiers volontaires. Absence de données précises sur les coûts réels des SDIS.

- **Projet de loi portant amnistie** [n° 0341 (94-95)] - Suite de la discussion - (18 juillet 1995) - Art. 26 (*infractions exclues de l'amnistie*) (p. 1148) : se déclare opposé à l'amendement n° 17 de M. Christian Bonnet (manifestations pacifiques contre l'interruption volontaire de grossesse).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995** [n° 0379 (94-95)] - Suite de la discussion - (27 juillet 1995) - Discussion générale (p. 1556, 1557) : gestion des collectivités locales. Budget de la jeunesse et des sports. S'abstiendra lors du vote du collectif budgétaire.

- **Projet de loi relatif à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 404 (94-95)] - (29 juillet 1995) - Explications de vote sur l'ensemble - Voir son intervention sous le rapport n° 403 (94-95) (p. 1762).

- **Projet de loi instituant le contrat initiative-emploi** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 0403 (94-95)] - (29 juillet 1995) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 1762) : collectivités locales. La très grande majorité des membres du groupe du RDE votera ces deux textes.

- **Résolution (n°15, 95-96)**, adoptée par la commission des affaires économiques et du Plan, en application de l'article 73 bis, alinéa 8, du règlement, sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 92/50/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés publics de services, la directive 93/36/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés publics de fournitures et la directive 93/37/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés publics de travaux, ainsi que la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 93/38/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications (n° E 404) [n° 0292 (94-95)] - (12 octobre 1995) - Discussion générale (p. 1843, 1844) : négociations du GATT. Récluse l'interprétation par la commission européenne de l'accord sur les marchés publics, AMP. Notion de réciprocité et accords bilatéraux. Situation juridique des pouvoirs adjudicateurs.

Proposition d'extension au secteur des télécommunications de l'eau, de l'électricité et des transports, pourtant exclus de l'AMP. Interdiction du dialogue technique entre exploitants et fournisseurs - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1851) : vote par le groupe du RDSE de la résolution de la commission des affaires économiques, modifiée par l'amendement adopté par le Sénat.

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Ukraine sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements** [n° 0006 (95-96)] - (9 novembre 1995) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2423) : président du groupe d'amitié France-Ukraine. Situation économique et sociale de l'Ukraine préoccupante. Catastrophe de Tchernobyl. Insuffisance des échanges commerciaux de l'Ukraine avec les Etats non membres de la CEI, Communauté des Etats indépendants. Votera les deux projets de loi examinés.

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité d'entente et de coopération entre la République française et l'Ukraine** [n° 0384 (94-95)] - (9 novembre 1995) - **Explications de vote sur l'ensemble** - voir son intervention sous le projet de loi n° 6 (95-96) (p. 2423).

- **Projet de loi de finances pour 1996** [n° 0076 (95-96)]

Discussion des articles de la première partie :

- **Suite de la discussion** - (23 novembre 1995) - Art. 30 (*montant du prélèvement effectué sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes*) (p. 2877) : augmentation de la participation de la France. Le groupe du RDSE votera cet article.

- **Suite de la discussion** - (25 novembre 1995) - **Après l'art. 22** (p. 3007, 3011) : au nom de la commission des affaires culturelles, son amendement n° I-216 : augmentation du prélèvement sur les recettes de la Française des jeux au profit du Fonds national pour le développement du sport, FNDS ; adopté - **Explications de vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 3060, 3061) : déplore l'usage de la procédure de la seconde délibération. S'abstiendra sur la première partie du projet de loi de finances, que votera la majorité du groupe du RDSE.

*Deuxième partie :***Jeunesse et sports**

- (26 novembre 1995) - Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (p. 3133, 3135) : réduction des crédits de la jeunesse et des sports par l'Assemblée nationale. Centre régional d'éducation populaire et de sport, CREPS. Risque d'alourdissement des charges des collectivités locales. Réforme des rythmes scolaires. Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire, FONJEP. Baisse des dotations aux offices franco-allemand et franco-québécois pour la jeunesse. Question de l'avenir du Grand Stade. Action des plans locaux d'animation sportive, PLAS. Poursuite du dispositif "profession sport". Montant des recettes du Fonds national pour le développement du sport, FNDS. Situation du Fonds national des haras et des activités hippiques. Au nom de la commission des affaires culturelles, défendra un amendement tendant à porter à 3 % le taux du prélèvement sur les recettes de la Française des jeux. En cas de vote négatif, s'en remettra à la sagesse du Sénat pour ce projet de budget - **Examen des crédits** - **Etat B** - Titre IV (p. 3151, 3152) : Comité olympique et sportif français. Crédits du Fonds national pour le développement du sport, FNDS. Prélèvement sur la Française des jeux. Financement du Grand Stade. Le groupe du RDSE, dans sa grande majorité, votera ce projet de budget.

Affaires étrangères

- (29 novembre 1995) (p. 3358, 3359) : évolution des crédits. Interventions de politique extérieure. Rayonnement culturel de la France. Participation financière de la France dans les organisations internationales. Libération des pilotes détenus en ex-Yougoslavie. Négociations de paix en ex-Yougoslavie. Bassin méditerranéen. Le groupe du RDSE votera, à une très large majorité, ce projet de budget - **Examen des crédits - Etat B - Titre IV** (p. 3381) : intervient sur l'amendement n° II-24 de Mme Danièle Bidard-Reydet (rétablissement de 2 020 000 francs de crédits). Action culturelle et aide au développement.

LEYZOUR (Félix), sénateur (Côtes-d'Armor) C, puis CRC.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture (12 janvier 1995).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement (16 janvier 1995).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture [n° 0089 (94-95)] - Suite de la discussion** - (10 janvier 1995) - **Après l'art. 4 ter** (p. 83) : se déclare favorable à l'amendement n° 18 de la commission (sanction des pratiques de certains acheteurs qui imposent des conditions de vente ou de coopération commerciale inacceptables) - **Art. 5 (commission départementale d'orientation de l'agriculture)** (p. 84) : son amendement n° 232 : conditions dans lesquelles les nouvelles commissions départementales d'orientation de l'agriculture prendront leur décision ; rejeté - **Art. 5 ter (contrôle des ateliers hors sol de grandes dimensions)** (p. 92) : son amendement n° 233 : caractère définitif de l'interdiction faite de créer ou défendre les ateliers hors sol au-delà d'une capacité de production raisonnable fixée par décret ; rejeté - **Après l'art. 5 ter** (p. 95) : soutient l'amendement n° 234 de M. Louis Minetti (paiement entre les entreprises après la fin de la décade de livraisons pour les achats de fruits et légumes) - **Art. 6 (critères de répartition des droits à produire)** (p. 97) : soutient l'amendement n° 235 de M. Louis Minetti (garantie de la gratuité du droit au travail pour les agriculteurs et aide au développement des petites et moyennes exploitations). (p. 99) : soutient l'amendement n° 236 de M. Louis Minetti (notion de zone géographique).

- **Suite de la discussion** - (11 janvier 1995) - **Après l'art. 9 ter** (p. 198) : son amendement, soutenu par M. Louis Minetti, n° 239 : stage effectué par les jeunes agriculteurs candidats à l'installation ; retiré.

- **Suite de la discussion** - (12 janvier 1995) - **Après l'art. 19** (p. 248) : son amendement, soutenu par M. Louis Minetti, n° 247 : possibilité pour les sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural de donner à bail à ferme des fonds sous des conditions favorables aux jeunes agriculteurs ; rejeté - **Art. 21 (définition des zones d'activité agricole, pastorale ou extensive - échanges de droits d'exploitation)** (p. 249) : son amendement de suppression n° 248, soutenu par M. Louis Minetti ; rejeté - **Après l'art. 26** (p. 259) : son amendement, soutenu par M. Louis Minetti, n° 249 : acceptation des risques de nuisance par celui qui décide de

faire construire à proximité immédiate d'une exploitation agricole d'élevage ; devenu sans objet - **Art. 28 (possibilité pour les services de remplacement en agriculture de prendre le statut de groupements d'employeurs)** (p. 268, 269) : sur l'amendement rédactionnel n° 78 de la commission des affaires sociales saisié pour avis, son sous-amendement, soutenu par M. Robert Pagès, n° 250 : mention dans le contrat de travail de la zone géographique dans laquelle le salarié est appelé à intervenir ; adopté - **Après l'art. 33** (p. 275) : son amendement, soutenu par M. Robert Pagès, n° 253 : alignement du régime des groupements d'employeurs agricoles sur celui des groupements d'employeurs ; retiré. (p. 276) : son amendement, soutenu par M. Louis Minetti, n° 254 : création d'un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail dans les exploitations agricoles sous certaines conditions ; rejeté.

- **Projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours [n° 0217 (94-95)]** - (27 juin 1995) - **Discussion générale** (p. 665, 666) : sapeurs-pompiers professionnels. Sapeurs-pompiers volontaires. Services départementaux d'incendie et de secours, SDIS. Absence de représentation des organisations syndicales au conseil d'administration. Principe de la gratuité des interventions des centres de secours. Participation nécessaire de l'Etat et des compagnies d'assurance au financement des SDIS.

- **Projet de loi relatif aux transports [n° 0383 (94-95)]** - (18 octobre 1995) - **Discussion générale** (p. 1919, 1922) : brevet de sécurité routière pour la conduite des cyclomoteurs. Contrôle de l'alcoolémie. Déréglementation aérienne. Privatisation des contrôles de sûreté dans les aéroports. Inspecteurs des affaires maritimes. Transport maritime de matières dangereuses. "Pavillon des terres australes et antarctiques françaises". Marins des pays du tiers monde. Garantie des droits du personnel embarqué. Transport de produits pétroliers - **Demande de réserve** (p. 1927) : demande la réserve des articles 1er, 2 et 3 jusqu'avant l'article 19 ; réserve ordonnée.

- **Suite de la discussion** - (19 octobre 1995) - **Art. 7 (pouvoirs des inspecteurs des affaires maritimes en matière de pêche maritime)** (p. 1942) : intervient sur l'amendement n° 47 de M. Philippe François (agents habilités) - **Art. 14 (autorités habilitées en matière d'infractions à la loi relative à l'exploration du plateau continental)** (p. 1947) : le groupe communiste, républicain et citoyen votera contre l'amendement n° 54 de M. Philippe François (agents habilités) et contre l'article 14 - **Art. 1er (précédemment réservé le 18 octobre 1995, p. 1927) (francisation des navires)** (p. 1949, 1950) : son amendement n° 58 : navires appartenant à des propriétaires installés hors de l'Union européenne et des Etats Parties à l'accord sur l'Espace économique européen ; rejeté. Le groupe communiste, républicain et citoyen votera contre l'article 1er - **Art. 2 (précédemment réservé le 18 octobre 1995, p. 1927) (harmonisation des règles de francisation figurant au code des douanes)** (p. 1951, 1952) : son amendement n° 59 : refus d'introduire cette nouvelle disposition dans le code des douanes ; rejeté. Le groupe communiste, républicain et citoyen votera contre l'article 2 - **Art. 3 (précédemment réservé le 18 octobre 1995, p. 1927) (harmonisation des règles relatives aux transports maritimes d'intérêt national avec le traité de Rome)** (p. 1953) : votera contre l'article 3 - **Art. 19 (adaptation du code du travail maritime au principe de la circulation des travailleurs dans la Communauté européenne)** : son amendement n° 60 : débarquement des marins ; retiré. (p. 1954) : son amendement n° 61 : contrôle de la législation du travail maritime ; rejeté - **Art. 22 (conditions d'immatriculation des navires au registre des Terres australes et antarctiques françaises, TAAF)** (p. 1955, 1957) : ses amendements n° 62 de suppression, n° 63 : normes sociales obligatoires applicables à l'ensemble des marins embarqués sur des navires de commerce ; n° 64 et n° 65 : code du travail maritime et régime de protection sociale applicables aux marins embarqués à bord des navires immatriculés au registre des TAAF ; rejetés. Le groupe communiste, républicain et citoyen votera contre l'article 22.

- **Art. 23 (modifications de la première partie du code de l'aviation civile)** (p. 1962) : son amendement n° 66 : contrôle dans les aéroports effectué uniquement par des agents du service public ; rejeté. (p. 1965) : le groupe communiste, républicain et citoyen votera contre l'article 23 - **Art. 24 (mise à jour de la loi relative à la démocratisation du secteur public)** (p. 1966) : se déclare opposé à l'amendement n° 37 de la commission (conseil d'administration du "groupe Air France S.A.") - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1972) : favorable aux dispositions relatives à la route, à la sécurité en mer et à l'organisation des services déconcentrés des affaires maritimes. Opposé à la privatisation des contrôles de sûreté dans les aéroports. Protection sociale à bord des navires battant pavillon "Kerguelen". Le groupe communiste, républicain et citoyen votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Discussion des articles de la première partie :

- (22 novembre 1995) - **Après l'art. 2** (p. 2749, 2750) : soutient l'amendement de Mme Marie-Claude Beaudou n° I-231 (prise en compte de la situation des nouveaux retraités dans l'établissement de l'impôt sur le revenu) - **Après l'art. 4** (p. 2770) : soutient l'amendement de Mme Marie-Claude Beaudou n° I-56 (majoration du prélèvement libératoire sur les plus-values de cessions d'actifs financiers - taux réduit de TVA sur les opérations de construction de logements bénéficiant des PLA-PALULOS).

Deuxième partie :

Agriculture, pêche et alimentation

- (28 novembre 1995) (p. 3283 à 3285) : charte nationale pour l'installation des jeunes agriculteurs. Faiblesse des retraites agricoles. Associations départementales pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles, ADASEA. Enseignement agricole. Conséquences de la politique agricole commune et du GATT. Vote défavorable du groupe communiste républicain et citoyen sur le projet de budget de l'agriculture. (p. 3319) : subvention au Fonds d'intervention et d'organisation des marchés des produits de la pêche maritime et des cultures marines, FIOM - **Examen des crédits - Etat B - Titre III** (p. 3324) : avec le groupe communiste républicain et citoyen, votera contre l'amendement n° II-26 du Gouvernement (réduction des crédits) - **Art. 60 (bonification de la contribution des collectivités locales aux frais d'entretien des forêts)** (p. 3327) : soutient l'amendement de suppression n° II-18 de M. Louis Minetti. (p. 3329) : avec le groupe communiste républicain et citoyen, s'abstiendra sur l'article 60.

Tourisme

- (30 novembre 1995) (p. 3474, 3475) : familles exclues du droit aux vacances. Tourisme social. Diminution des crédits en faveur du tourisme. Promotion insuffisante de la France à l'étranger. Efforts d'investissement à la charge des collectivités territoriales. Tourisme rural. Le groupe communiste républicain et citoyen votera contre ce projet de budget - **Examen des crédits - Etat B - Titre IV** (p. 3481) : le groupe communiste républicain et citoyen votera contre l'adoption des crédits figurant au titre IV.

Aménagement du territoire, équipement et transports - IV - Mer

- (30 novembre 1995) (p. 3494, 3495) : absence d'un ministère de la mer. Budget en recul. Dotation incompatible avec l'entretien de l'outil portuaire. Immatriculation dans les

terres australes et antarctiques françaises. Coût des navigants français. Le groupe communiste républicain et citoyen votera contre ce projet de budget.

Environnement

- (1er décembre 1995) (p. 3525, 3526) : faiblesse des crédits budgétaires. Contributions des collectivités locales à l'environnement. Fermeture des décharges publiques. Diminution de la subvention à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, ADEME. Application du principe "pollueur-payeur". Prix de l'eau. Réduction des nuisances liées au transport. Le groupe communiste républicain et citoyen ne votera pas ce projet de budget.

- **Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale [n° 0122 (95-96)] - Suite de la discussion - (15 décembre 1995) - Explications de vote** (p. 4395, 4396) : anticonstitutionnalité du projet de loi d'habilitation. Prise en compte du rejet massif du plan gouvernemental.

- **Projet de loi relatif aux transports - Deuxième lecture [n° 0106 (95-96)] - (19 décembre 1995) - Art. 1er (francisation des navires)** (p. 4434) : son amendement, soutenu par Mme Nicole Borvo, n° 5 : suppression des trois derniers alinéas du texte proposé par le B du paragraphe I ; rejeté.

LISE (Claude), sénateur (Martinique) SOC-A.

Elu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Services du Premier ministre - III - Conseil économique et social [n° 0077 (95-96), tome 3 annexe 35] (21 novembre 1995) - Lois de finances.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Services du Premier ministre - III - Conseil économique et social

- (25 novembre 1995) - Rapporteur spécial de la commission des finances (p. 3084, 3085) : propose l'adoption de ce projet de budget.

Outre-mer

- (30 novembre 1995) (p. 3428, 3429) : situation inquiétante des départements et territoires d'outre-mer. Augmentation du budget fort modeste. Baisse des crédits d'investissement. Fonds d'investissement des départements d'outre-mer, FIDOM. Agence nationale pour l'insertion et la protection des travailleurs d'outre-mer, ANT. Politique du logement. Concertation avec les élus locaux. Ligne budgétaire unique. Transfert de crédits budgétaires. (p. 3430) : crise

économique. Difficultés des collectivités locales. Politique d'égalité sociale et de développement économique - **Examen des crédits - Etat B - Titre III** (p. 3460, 3461) : son amendement n° II-37 : rétablissement des crédits initiaux du service militaire adapté ; rejeté - **Titre IV** (p. 3462) : son amendement n° II-38 : rétablissement des crédits initiaux de l'Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer ; rejeté - **Etat C - Titre VI** (p. 3463) : son amendement n° II-39 : rétablissement des crédits initiaux affectés à l'investissement en faveur des logements sociaux ; rejeté.

LISE (Roger), sénateur (Martinique) UC.

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales.

LOMBARD (Maurice), sénateur (Côte-d'Or) RPR.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques ; puis membre de la commission des affaires étrangères (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre suppléant du Conseil national de l'habitat.

Membre titulaire du Conseil national des transports.

Membre titulaire du Comité de liaison pour le transport des personnes handicapées.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours [n° 0217 (94-95)] - Suite de la discussion - (28 juin 1995) - Discussion générale** (p. 688, 689) : organisation et gestion des moyens de secours et d'incendie. Centres de première intervention. Présidence et composition du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours, SDIS. Cas des communautés urbaines et des districts urbains à fiscalité propre. Accélération souhaitable de la mise en application de la loi - **Art. 1er (composition des services d'incendie et de secours)** (p. 697) : son amendement n° 44 : prise en compte des services administratifs et techniques nécessaires au fonctionnement du corps des sapeurs-pompiers ; rejeté - **Art. 8 (gestion des sapeurs-pompiers professionnels)** (p. 714) : son amendement n° 45 : recrutement et gestion par le service départemental d'incendie et de secours du personnel administratif et technique ; rejeté - **Art. 15 (situation des personnels administratifs, techniques et spécialisés participant au fonctionnement des centres d'incendie et de secours)** (p. 722) : son amendement n° 46 : transfert de ces personnels au service départemental d'incendie et de secours ; rejeté.

- **Suite de la discussion - (29 juin 1995) - Art. 21 (règlement des transferts à défaut de signature des conventions)** (p. 739, 740) : son amendement n° 47 : réduction d'un an du délai accordé pour la signature des conventions ; devenu sans objet - **Art. 34 (nomination du directeur départemental)** (p. 745) : son amendement n° 51 : inutilité de mentionner expressément l'avis du préfet ; retiré - **Art. 37 (financement du service départemental d'incendie et de secours)** (p. 749) : intervient sur l'amendement n° 37 de la commission saisie pour avis (fixation d'une date butoir de notification des contributions prévisionnelles).

- **Projet de loi portant amnistie [n° 0341 (94-95)] - Suite de la discussion - (18 juillet 1995) - Art. 17 (effets généraux de l'amnistie)** (p. 1106) : se déclare favorable à l'amendement n° 62 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (restitution des points retirés du permis de conduire).

LORIDANT (Paul), sénateur (Essonne) SOC-R, puis CRC.

Réélu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire de la délégation parlementaire pour l'Union européenne ; nouvelle nomination en tant que secrétaire (JO Lois et décrets des 13 et 14 octobre 1995).

Membre suppléant de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques jusqu'au 12 octobre 1995.

Membre titulaire du Conseil national du crédit ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 27 octobre 1995).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à relever de 18,60% à 20,60% le taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée à compter du 1er août 1995 (19 juillet 1995).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1995 (27 juillet 1995).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1996 (9 décembre 1995).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1995 (19 décembre 1995).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec les membres du groupe socialiste et apparenté, modifiant l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires et portant création d'un office parlementaire chargé du suivi de la politique monétaire et de la politique des changes [n° 0430 (92-93)] reprise le 3 avril 1995 (21 juillet 1993) - **Parlement.**

Proposition de loi tendant à rétablir l'autorisation administrative de licenciement [n° 040 (93-94)] reprise le 3 avril 1995 (19 octobre 1993) - **Travail.**

Proposition de loi, déposée avec M. Louis Philibert, tendant à soumettre le passage de la France à la troisième phase de l'Union économique et monétaire à un vote du Parlement français [n° 0114 (93-94)] reprise le 3 avril 1995 (23 novembre 1993) - **Union européenne.**

Proposition de loi constitutionnelle tendant à assurer un égal accès, par la parité, des hommes et des femmes aux mandats politiques [n° 0304 (93-94)] reprise le 11 octobre 1995 (2 avril 1994) - **Elections.**

Proposition de loi tendant à assurer le respect effectif d'un égal accès, par la parité, des hommes et des femmes aux mandats politiques [n° 0305 (93-94)] reprise le 11 octobre 1994 (2 avril 1994) - **Elections.**

Proposition de loi organique relative à l'élection du Président de la République [n° 0267 (94-95)] (10 mai 1995) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 avril 1995) - **Elections.**

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des finances, sur les plans d'options de souscription ou d'achat d'actions [n° 0274 (94-95)] (17 mai 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 avril 1995) - **Participation.**

Rapport d'information, fait avec M. Philippe Marini, au nom de la commission des finances, sur les comptes pour le développement industriel (CODEVI) [n° 0298 (94-95)] (24 mai 1995) - **Entreprises.**

Proposition de loi relative au travail et à l'exploitation abusive des enfants [n° 0356 (94-95)] (5 juillet 1995) - **Enfance.**

Proposition de loi relative au statut de la Banque de France et à sa mission en matière de politique monétaire [n° 0357 (94-95)] (5 juillet 1995) - **Banques et établissements financiers.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Tourisme [n° 0077 (95-96), tome 3 annexe 40] (21 novembre 1995) - **Lois de finances.**

Proposition de résolution, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à créer une commission d'enquête sur les causes de la situation actuelle de la Société Eurotunnel [n° 0139 (95-96)] (14 décembre 1995) - **Transports.**

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 11 (JO Débats du 22 décembre 1995) (p. 4646) - Ministère : Economie - *Relance de la consommation* - Réponse le 22 décembre 1995 (p. 4646) - **Consommation**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 [n° 0379 (94-95)] - Suite de la discussion** - (27 juillet 1995) - **Renvoi à la commission** (p. 1577 à 1579) : sa motion n° 25 tendant au renvoi en commission ; rejeté. Contradictions du texte. Dégradation des rentrées fiscales. Effet restrictif du plan gouvernemental. Absence de maîtrise des dépenses publiques. Faiblesse des rentrées fiscales - **Art. 7 (contribution exceptionnelle des organismes collecteurs de la participation des employeurs à l'effort de construction)** (p. 1623) : se déclare favorable à l'amendement de suppression n° 91 de M. Robert Laucournet - **Art. 8 (suppression de la remise forfaitaire mensuelle sur les retenues pour pensions des fonctionnaires civils et militaires de l'Etat)** (p. 1627) : soutient l'amendement de suppression n° 95 de M. Jean-Pierre Masseret - **Art. 11 et Etat C (dépenses en capital des services civils - ouvertures)** (p. 1647) : soutient l'amendement de M. Robert Laucournet n° 112 (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement du ministère du logement) - **Art. 18 bis (exonération temporaire des droits de mutation à titre gratuit en faveur des logements neufs)** (p. 1655) : soutient l'amendement de suppression n° 100 de M. Jean-Pierre Masseret - **Art. 19 (relèvement de la déduction forfaitaire pour frais en matière de revenus fonciers)** (p. 1656) : soutient les amendements de M. Jean-Pierre Masseret n° 101 de suppression et n° 102 (majoration de la déduction dont bénéficient les propriétaires sur les revenus des locations) - **Art. 21 (fixation des coefficients de revalorisation des valeurs locatives servant de bases aux impôts directs locaux en 1996)** (p. 1663) : soutient l'amendement de M. Jean-Pierre

Masseret n° 105 (mise en oeuvre de l'incorporation des nouvelles valeurs locatives dans les rôles des impôts directs locaux à partir du 1er janvier 1996) - **Avant l'art. 22** (p. 1669) : son amendement n° 110 : priorité de la politique monétaire dans la perspective du retour au plein emploi des facteurs de production ; rejeté - **Après l'art. 22** (p. 1670) : son amendement n° 111 : réglementation du commerce extérieur, en liaison avec le travail des enfants en France et dans le monde ; rejeté - **Après l'art. 26** (p. 1683) : son amendement, soutenu par M. Gérard Miquel, n° 108 : prise en charge des congés bonifiés des fonctionnaires des départements d'outre-mer au Centre national de la fonction publique territoriale ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à l'action de l'Etat dans les plans de redressement du Crédit Lyonnais et du Comptoir des Entrepreneurs. [n° 0003 (95-96)]** - (31 octobre 1995) - **Avant l'art. 1er** (p. 2358) : son amendement, soutenu par M. Robert Pagès, n° 8 : suppression du Crédit Lyonnais de la liste des entreprises privatisables annexée à la loi de privatisation du 19 juillet 1993 ; rejeté - **Art. 1er (création de l'Etablissement Public de Financement et de Restructuration, EPFR)** (p. 2359) : son amendement, soutenu par M. Claude Billard, n° 9 : création d'une société anonyme à la place d'un établissement public et répartition de son capital entre l'Etat et l'ensemble des établissements bancaires et financiers de la place de Paris ; rejeté - **Art. 2 (mission de l'établissement public)** (p. 2360, 2363) : ses amendements, soutenus par M. Robert Pagès, n° 11 : souscription de l'emprunt auprès d'un pool bancaire ; n° 12 : modification du prêt accordé et question des actifs industriels ; et n° 13 : suppression de la possibilité pour l'établissement public de détenir des participations dans le Crédit Lyonnais ; rejetés - **Après l'art. 2** : son amendement, soutenu par M. Claude Billard, n° 14 : insertion d'une clause sociale relative au reclassement des personnels ; rejeté - **Art. 4 (conseil d'administration de l'établissement public)** (p. 2364) : son amendement, soutenu par M. Robert Pagès, n° 17 : représentation du personnel au conseil d'administration de l'établissement public ; rejeté - **Art. 5 (modalités d'application du titre 1er)** : son amendement, soutenu par M. Robert Pagès, n° 18 : appréciation par le conseil d'administration du Crédit Lyonnais du rôle joué par l'établissement public ; rejeté - **Avant l'art. 6** (p. 2366) : son amendement, soutenu par M. Ivan Renar, n° 19 : suppression des Assurances Générales de France de la liste des entreprises privatisables ; rejeté - **Art. 6 (création de l'Etablissement Public de Réalisation de Défaillance, EPRD)** (p. 2367) : son amendement, soutenu par M. Robert Pagès, n° 20 : choix de la formule de société et répartition de son capital ; rejeté - **Art. 7 (mission de l'établissement public)** (p. 2368) : son amendement, soutenu par M. Robert Pagès, n° 22 : suppression de la possibilité pour l'établissement public de détenir une participation dans les Assurances Générales de France ; rejeté - **Art. 8 (conseil d'administration de l'établissement public)** : son amendement, soutenu par M. Robert Pagès, n° 23 : ouverture du conseil d'administration aux actionnaires de la société de cantonnement et aux personnels du Comptoir des Entrepreneurs ; rejeté - **Art. 15 (maintien de la composition du conseil d'administration du Crédit Lyonnais)** (p. 2371) : son amendement de suppression n° 28, soutenu par M. Robert Pagès ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Discussion générale :

- (21 novembre 1995) (p. 2700, 2701) : dénonciation du pacte de stabilité financière entre l'Etat et les collectivités locales. Insuffisante augmentation des dotations forfaitaires de l'Etat et de la dotation globale de fonctionnement. Réduction programmée de la dotation générale d'équipement. Conséquences sur l'emploi et sur les inégalités du désengagement de l'Etat en matière d'équipement. Impossibilité pour les collectivités de faire face à la multiplication de leurs contraintes financières. Fiscalité locale injuste et inadaptée. Importance de la taxe

professionnelle pour les collectivités. Niveau des taux d'intérêt supportés par les collectivités endettées lié aux prélèvements de l'Etat sur la caisse des dépôts et consignations. Prise en compte de l'endettement des collectivités dans les critères de convergence de Maastricht. Nécessité de redonner la priorité aux investissements des collectivités.

Discussion des articles de la première partie :

- (22 novembre 1995) - **Art. 2 (barème de l'impôt sur le revenu)** (p. 2737) : soutient l'amendement de Mme Marie-Claude Beaudou n° I-48 (modification du barème de l'impôt sur le revenu). Son amendement, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudou, n° I-49 : indexation de l'estimation du forfait "logement-nourriture"; rejeté - **Après l'art. 2** (p. 2745) : intervient sur l'amendement n° I-148 de M. Jean-Pierre Masseret (suppression du régime d'imposition taxant la plus-value d'acquisition selon le régime des plus-values immobilières) - **Art. 2 bis (aménagement des différences de traitement fiscal entre concubins et couples mariés ayant un ou plusieurs enfants à charge)** (p. 2750, 2751) : soutient les amendements de Mme Marie-Claude Beaudou n° I-91 de suppression et n° I-92 (application des règles d'imposition des couples mariés pour tout couple demandant une déclaration commune). (p. 2754) : conséquences de l'assimilation des couples de fait et des couples mariés - **Après l'art. 2 bis** : son amendement n° I-51 : abaissement de l'âge auquel les anciens combattants peuvent bénéficier d'une demi-part de quotient familial supplémentaire; rejeté - **Art. 3 (limitation du champ d'application de la réduction d'impôt accordée au titre des contrats d'assurance-vie)** (p. 2758) : caractère attractif et avantages fiscaux de l'assurance-vie. Stratégie des compagnies d'assurance. (p. 2763) : constitutionnalité des mesures contenues dans l'article 3. Réformes fiscales. Soutient l'amendement de Mme Marie-Claude Beaudou n° I-52 (relèvement du seuil d'imposition permettant de bénéficier des avantages fiscaux de l'assurance-vie) - **Après l'art. 4** (p. 2771) : soutient l'amendement de Mme Marie-Claude Beaudou n° I-57 (institution d'une taxe sur les transactions de placements obligataires et abaissement du taux de la TVA).

- **Suite de la discussion** - (23 novembre 1995) - **Art. 9 (institution d'une contribution sur les logements sociaux occupés par des locataires dépassant les plafonds de ressources et d'une contribution sur les produits financiers des organismes d'HLM)** (p. 2833, 2834) : soutient l'amendement de suppression n° I-67 de Mme Marie-Claude Beaudou. Son amendement n° I-68 : augmentation de la taxe additionnelle au droit de bail; rejeté. (p. 2840) : votera contre l'article 9 - **Après l'art. 11** (p. 2850) : soutient l'amendement n° I-77 de Mme Marie-Claude Beaudou (élargissement de l'assiette de la taxe professionnelle en y incluant les actifs financiers détenus par les entreprises assujetties).

- **Suite de la discussion** - (24 novembre 1995) - **Art. 18 (détermination de l'enveloppe des concours de l'Etat aux collectivités locales)** (p. 2922, 2923) : "pacte de stabilité". Stabilisation des contributions de l'Etat au budget des collectivités locales. Conséquences sur la fiscalité locale - **Art. 19 (suppression de la première part de la dotation globale d'équipement des communes)** (p. 2938) : soutient l'amendement n° I-124 de Mme Marie-Claude Beaudou (attribution de l'enveloppe de la première part de la dotation globale d'équipement aux collectivités locales bénéficiaire de l'attribution d'une part de la dotation de solidarité urbaine). Atteinte portée à la capacité d'investissement des communes d'une certaine importance. Amendement de repli. (p. 2940) : se déclare favorable aux amendements identiques de suppression n° I-123 de Mme Marie-Claude Beaudou et n° I-186 de M. Jean-Pierre Masseret. Cas des communes de 20 000 habitants. Atteinte portée à l'activité économique créée par les collectivités locales et aux investissements qu'elles financent. (p. 2941) : intervient sur le sous-

amendement n° I-294 du Gouvernement (admission au bénéfice de la DGE des communes dont le potentiel fiscal est inférieur à la moitié de la moyenne nationale et abaissement du seuil à 10 000 habitants) modifiant l'amendement n° I-282 de la commission (éligibilité à la DGE des communes de moins de 15 000 habitants et des groupements de moins de 20 000 habitants avec un potentiel fiscal inférieur à 1,4 fois le potentiel fiscal moyen par habitant) - **Avant l'art. 11 (précédemment réservé le 23 novembre 1995 p. 2848)** (p. 2943, 2944) : soutient l'amendement n° I-71 de Mme Marie-Claude Beaudou (modulation de l'allègement de la taxe professionnelle par la prise en compte de l'allègement transitoire des bases de la taxe professionnelle de 16 %) - **Art. 11 (précédemment réservé le 23 novembre 1995 p. 2848) (cotisations minimum de taxe professionnelle)** (p. 2948, 2949) : sur l'amendement n° I-251 de M. Jean-Paul Delevoye (taux de 0,5 %), soutient les sous-amendements de Mme Marie-Claude Beaudou n° I-73, n° I-74, n° I-75 et n° I-72. (p. 2950) : soutient l'amendement n° I-233 de Mme Marie-Claude Beaudou (suppression de la clause de sauvegarde) - **Art. 18 (suite)** (p. 2952) : reprend l'amendement n° I-281 de la commission : fixation du montant de l'enveloppe "normée"; rejeté. Préservation des droits des collectivités territoriales. (p. 2953) : rappelle que son amendement n° I-281 précité a été initialement soumis à la commission par le président de l'Association des maires de France et qu'il a été mis au point par cette dernière. Accroissement du taux de la TVA et augmentation du forfait hospitalier.

- **Suite de la discussion** - (25 novembre 1995) - **Après l'art. 22** (p. 3008) : soutient l'amendement n° I-128 de Mme Marie-Claude Beaudou (augmentation du prélèvement sur les recettes de la Française des jeux au profit du Fonds national pour le développement du sport, FNDS). (p. 3012) : sur le même objet, vote par le groupe communiste républicain et citoyen de l'amendement n° I-216 de M. François Lesein, présenté au nom de la commission des affaires culturelles (augmentation du prélèvement sur les recettes de la Française des jeux au profit du Fonds national pour le développement du sport, FNDS) - **Après l'art. 23** (p. 3014, 3015) : soutient les amendements de Mme Marie-Claude Beaudou n° I-131 (abrogation de la loi de privatisation du 19 juillet 1993) et n° I-132 (nationalisation des entreprises privées assurant un service de distribution d'eau et d'assainissement) - **Art. 27 (diminution du taux de la taxe due par les entreprises de transports publics aériens au titre du fonds de péréquation des transports aériens)** (p. 3016, 3017) : soutient l'amendement n° I-133 de Mme Marie-Claude Beaudou (suppression de la taxe) - **Art. 29 (frais d'assiette et de recouvrement des taxes affectés au Fonds des transports terrestres et des voies navigables)** (p. 3020, 3021) : soutient l'amendement de suppression n° I-135 de Mme Marie-Claude Beaudou - **Seconde délibération - Art. 16** (p. 3039, 3040) : se déclare opposé à l'amendement n° A-2 du Gouvernement (suppression de la possibilité pour les organismes collecteurs du 1 % logement d'accorder des prêts immobiliers à taux zéro). Critique le recours à la procédure de seconde délibération - **Art. 22 quater** : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° A-3 du Gouvernement.

Deuxième partie :

Services du Premier ministre - II- Secrétariat général de la défense nationale

- (25 novembre 1995) (p. 3082, 3083) : régression des crédits du Secrétariat général de la défense nationale, SGDN. Institut des hautes études de la défense nationale, IHEDN. Absence de politique de défense européenne; exemple du conflit de l'ex-Yougoslavie. Domaine spatial militaire.

Services financiers (et consommation)

- (27 novembre 1995) (p. 3234, 3235) : réduction de la consommation et de la croissance. Commission départementale de surendettement. Demande la représentation des associations familiales ou de consommateurs ou des élus locaux - **Examen des crédits - Etat B** (p. 3236, 3237) : moyens en personnels des services financiers. Réduction des effectifs à la direction générale des impôts, DGI, et à la direction du Trésor. Fraude fiscale. Contrôle des bases d'imposition de la taxe professionnelle dans les entreprises. Le groupe communiste républicain et citoyen ne votera pas les crédits du Titre III.

Tourisme

- (30 novembre 1995) - Rapporteur spécial de la commission des finances (p. 3466) : ministère du tourisme de plein exercice. Gel des crédits en 1995. Quasi-reconduction du budget. Amendements de l'Assemblée nationale. (p. 3467, 3468) : richesse pour la France. Création d'emplois. GIE Maison de la France. Promotion de la France à l'étranger. Plan d'action non retenu par le Gouvernement. Action communautaire en matière de tourisme. La commission des finances propose l'adoption des crédits du tourisme - **Examen des crédits - Etat B - Titre IV** (p. 3481) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° II-43 de Mme Maryse Bergé-Lavigne (réduction des crédits consacrés au groupement d'intérêt économique Maison de la France et destinés à intensifier son action dans la zone Pacifique).

Intérieur, réforme de l'Etat, décentralisation et citoyenneté

- (2 décembre 1995) - **Examen des crédits - Etat B - Titre III** (p. 3624) : ne votera pas contre l'amendement n° II-78 du Gouvernement (création d'une allocation de service des commissaires) mais souhaite plus de moyens pour les commissariats ; exemple de la commune des Ulis - **Titre IV** (p. 3624, 3626) : fonctionnaires territoriaux originaires des départements et territoires d'outre-mer.

Services du Premier ministre - I - Services généraux (rapatriés)

- (2 décembre 1995) (p. 3630, 3631) : évolution des crédits. Indemnisation des rapatriés. Commissions départementales d'aide aux rapatriés réinstallés, CODAIR. Renouvellement des pièces d'identité des rapatriés. Situation des harkis. Le groupe communiste républicain et citoyen ne votera pas ce projet de budget.

Charges communes et comptes spéciaux du Trésor

- (2 décembre 1995) (p. 3640, 3641) : charge de la dette. Prélèvements libératoires sur le revenu des obligations. Dépenses fiscales. Emission d'un nouvel emprunt obligatoire rémunéré. Le groupe communiste républicain et citoyen ne votera pas le projet de budget des charges communes - **Examen des crédits - Charges communes - Etat B - Titre IV** (p. 3641, 3642) : soutient l'amendement n° II-67 de Mme Hélène Luc (réduction de deux milliards de francs des crédits d'intervention économique au titre de la politique de l'emploi) - **Comptes spéciaux du Trésor - Art. 41 (fonds pour l'accession à la propriété)** (p. 3644) : désengagement de l'Etat. Le groupe communiste républicain et citoyen se déclare opposé à cet article et demande au Sénat de se prononcer par un scrutin public - **Art. 47 (liquidation du secteur français de Berlin)** (p. 3645) : souhaite quelques précisions de la part du Gouvernement sur cet article.

Communication

- (7 décembre 1995) - **Examen des crédits - Art. 52** (p. 3926, 3927) : demande des mesures d'aide aux télévisions de proximité.

Articles non rattachés :

- (9 décembre 1995) - **Art. 54 (révision des seuils d'imposition des plus-values sur cessions de valeurs mobilières et titres assimilés)** (p. 4146, 4147) : se déclare opposé à l'amendement n° II-83 de M. Michel Pelchat (exonération de l'impôt sur le revenu des plus-values réalisées lors de la cession de valeurs détenues depuis plus de huit ans). Equité en matière d'épargne. Problème des retraites - **Art. 59 ter (extension de l'exonération du prélèvement sur les bénéfices des entreprises pétrolières)** (p. 4164, 4165) : soutient l'amendement de suppression n° II-101 de Mme Marie-Claude Beauveau. Développement d'alternatives à l'utilisation des produits pétroliers. Techniques de prospection pétrolière. Réduction des déficits publics - **Après l'art. 59 quater** (p. 4172) : à titre personnel, se déclare favorable à l'amendement n° II-90 de M. Jacques Oudin (exonération d'un certain nombre de taxes pour les entreprises nouvelles quelle que soit la zone dans laquelle elles s'installent sur décision des collectivités locales). Incohérence dans l'implantation des entreprises y compris dans la région d'Ile-de-France. Rétablissement des conditions d'équité et de concurrence. (p. 4176) : reprend l'amendement n° II-90 de M. Jacques Oudin, repris par M. Philippe Marini (exonération d'un certain nombre de taxes pour les entreprises nouvelles quelle que soit la zone dans laquelle elles s'installent sur décision des collectivités locales). Soutient l'amendement n° II-51 de Mme Marie-Claude Beauveau (application de dispositions tendant à plafonner la taxe d'habitation) - **Après l'art. 59 decies** (p. 4217, 4218) : soutient l'amendement n° II-44 de Mme Danielle Bidard-Reydet (problème de la prise en charge des congés bonifiés des fonctionnaires territoriaux originaires de l'outre-mer).

- **Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale [n° 0122 (95-96)]** - (14 décembre 1995) - **Rappel au règlement** (p. 4323) : article 36 du règlement du Sénat. Organisation des travaux. Possibilité de saisine de la commission des finances et de celle des lois, de ce texte. Demande la présence du Premier ministre et une suspension de séance pour lire le rapport de la commission des affaires sociales.

- **Suite de la discussion** - (15 décembre 1995) - **Rappel au règlement** (p. 4378, 4379) : proteste contre le fait que la commission des affaires sociales ait demandé au Sénat d'adopter le projet de loi sans modification - **Explications de vote** (p. 4398) : atteinte à la protection sociale. Inadaptation de la politique économique et des méthodes de réforme du Gouvernement.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 [n° 0119 (95-96)]** - (19 décembre 1995) - **Question préalable** (p. 4504, 4506) : soutient la motion n° 22 de Mme Hélène Luc tendant à opposer la question préalable. Prélèvements sur divers organismes. Caisse de garantie du logement social, CGLS. Politique du logement. Prélèvement sur la Caisse des dépôts et consignations. Prélèvement sur les réserves de l'Institut national de la propriété industrielle. Prélèvement exceptionnel sur l'excédent de la taxe dite "taxe sur les grandes surfaces". Organisme autonome national de l'industrie du commerce, ORGANIC. Fonds d'intervention pour la sauvegarde, la transmission et la reconstruction des activités commerciales et artisanales, FISAC. Recettes fiscales. Impôts sur les sociétés. Impôts sur le revenu. Avantages fiscaux à accorder aux revenus de placements financiers. Revenus. Créances immobilières des banques. Défiscalisation prorogée des opérations de revente

d'immeubles - **Art. 3** (*recupération des sommes versées par l'Etat à la Caisse de garantie du logement social, CGLS*) (p. 4509) : prélèvements sur les fonds d'épargne de la Caisse des dépôts et consignations. Charge d'intérêt des prêts locatifs aidés, PLA. Encours des prêts PALULOS.

- Suite de la discussion - (20 décembre 1995) - **Art. 14** (*relèvement des seuils du régime simplifié d'imposition*) (p. 4554, 4555) : soutient l'amendement n° 38 de Mme Marie-Claude Beaudeau (suppression du régime forfaitaire) - **Après l'art. 20** (p. 4570) : soutient l'amendement n° 39 de Mme Marie-Claude Beaudeau (établissement d'un rapport sur les fraudes éventuelles constatées en matière d'impôt sur les sociétés).

LORRAIN (Jean-Louis), sénateur (Haut-Rhin) UC.

Elu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire du conseil d'administration du Centre national d'ophtalmologie des quinze-vingt (JO Lois et décrets du 20 octobre 1995).

Membre titulaire du Conseil national du syndrome immunodéficientaire acquis (sida) (JO Lois et décrets du 24 novembre 1995).

INTERVENTIONS

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement sur la réforme de la protection sociale, suivie d'un débat et d'un vote** - (16 novembre 1995) (p. 2633, 2635) : différents régimes de sécurité sociale. Régionalisation. Régime local d'Alsace-Moselle. Politique familiale. Responsabilisation des acteurs de la médecine de ville. Référence médicale opposable, RMO. Déficit de la branche maladie. Consommation médicale. Conseils d'administration des hôpitaux. Prestation d'autonomie pour les personnes âgées. Le groupe de l'Union centriste apportera son soutien à la réforme du Gouvernement.

- **Projet de loi de finances pour 1996** [n° 0076 (95-96)]

Deuxième partie :

Education nationale, enseignement supérieur, recherche et insertion professionnelle - II - Enseignement supérieur

- (4 décembre 1995) (p. 3706) : manifestation étudiante à l'université de Rouen. Crise universitaire. Réforme de l'université. (p. 3707) : égalité d'accès à l'université. Exemple de l'université allemande. Moyens alloués aux universités. Normes dites San Remo, système analytique de répartition des moyens. Créations d'emplois. (p. 3708) : sécurité et hygiène des bâtiments universitaires. Aide sociale aux étudiants. Enjeu de la réforme de l'université. Le groupe de l'Union centriste votera ce projet de budget.

Education nationale, enseignement supérieur, recherche et insertion professionnelle - III - Recherche

- (4 décembre 1995) (p. 3740) : caractéristiques de la recherche française. Eléments chiffrés. Recherche des entreprises. Recherche appliquée. (p. 3741) : aménagement du territoire scientifique. Coopération européenne. Projets de recherche labellisés au titre des programmes Euréka. Financement de la recherche par le biais de fonds communautaires ou issus des collectivités territoriales.

Situation du CNRS. Avec le groupe de l'Union centriste, votera ce projet de budget.

- **Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale** [n° 0122 (95-96)] - (14 décembre 1995) - **Discussion générale** (p. 4362, 4363) : débat au Parlement sur les grands principes de la protection sociale et ses principales évolutions. Réforme de l'esprit de la sécurité sociale. Dispositions concernant la famille. Gestion immobilière de la CNAM. Système de soins pour les malades étrangers non résidents. Programme de médicalisation du système d'information, PMSI. Cotisations ou aides indirectes des entreprises. Répartition des moyens sanitaires au niveau régional. Recensement national de l'offre de soins. Accréditation. Réforme des conseils d'administration. Assurance-maladie en Allemagne.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995** [n° 0119 (95-96)] - **Suite de la discussion** - (20 décembre 1995) - **Art. 14** (*relèvement des seuils du régime simplifié d'imposition*) (p. 4555) : son amendement n° 55 : suppression du paragraphe III de cet article ; retiré.

LOUECKHOTE (Simon), sénateur (Nouvelle-Calédonie) RPR.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique modifiant la loi n° 88-1028 du 9 novembre 1988 portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998 et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer** [n° 0169 (94-95)] - (11 janvier 1995) - **Discussion générale - commune avec celle du projet de loi n° 170** (p. 131) : statut de la Nouvelle-Calédonie. Décentralisation. Organisation en province. Répartition des compétences. (p. 132) : compétences d'autorisation en matière d'ouverture des salles de jeux - **Art. 4** (*répartition des compétences en Nouvelle-Calédonie en matière d'urbanisme et de distribution d'énergie électrique*) (p. 133) : son amendement n° 38 : pouvoir pour l'assemblée de province d'autoriser l'ouverture au public de casinos ; retiré - **Art. 14** (*compétences de l'Etat en matière de règles applicables aux personnels des établissements privés de Nouvelle-Calédonie et de Polynésie française*) (p. 138, 139) : son amendement n° 39 : confirmation de la compétence de l'Etat ; retiré au profit de l'amendement n° 40 sur le même objet de la commission.

- **Projet de loi étendant dans les territoires d'outre-mer certaines dispositions du code de la route et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte** [n° 0170 (94-95)] - (11 janvier 1995) - **Discussion générale - commune avec celle du projet de loi organique n° 169 (94-95) : voir intervention sous le projet n° 169** (p. 131, 132) - **Après l'art. 9** (p. 158) : son amendement n° 13 : conditions de départ à la retraite des salariés en Nouvelle-Calédonie ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 1996** [n° 0076 (95-96)]

Articles non rattachés :

- (9 décembre 1995) - **Art. 55** (*imputation sur le revenu global des déficits relevant des BIC*) (p. 4154) : son amendement, soutenu par M. Edmond Laurent n° II-180 : assouplissement de la procédure d'agrément des

investissements défiscalisables dans le cadre de la loi Pons ; retiré.

LOUISY (François), sénateur (Guadeloupe) SOC.

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

LOUVOT (Pierre), sénateur (Haute-Saône) RI.

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques.

Membre de la délégation parlementaire pour la planification.

Membre titulaire du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture [n° 0089 (94-95)] - (9 janvier 1995) - Discussion générale (p. 21, 23) :** contraintes internationales et communautaires. Structure des exploitations agricoles. Conseil supérieur d'orientation, CSO. Installation des jeunes agriculteurs. Allègement des charges. Emplois. Groupements fonciers ruraux. Prérétraites. Pensions de réversion. Médecine vétérinaire.

LUART (Roland du), sénateur (Sarthe) RI.

Réélu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995) ; puis vice-président (JO Lois et décrets du 6 octobre 1995).

Secrétaire de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne jusqu'au 12 octobre 1995.

Membre titulaire du Fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 27 octobre 1995).

Membre titulaire de la délégation pour les communautés européennes.

Membre titulaire de la Commission des comptes de la sécurité sociale jusqu'au 23 novembre 1995.

Membre titulaire du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles.

Membre titulaire de l'Etablissement public Autoroutes de France (JO Lois et décrets du 22 novembre 1995).

Membre titulaire du Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (F.I.D.O.M.) (JO Lois et décrets du 26 novembre 1995).

Membre titulaire du comité directeur du Fonds d'investissements pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (FIDESTOM) (JO Lois et décrets du 24 novembre 1995).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture (12 janvier 1995).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à relever de 18,60% à 20,60% le taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée à compter du 1er août 1995 (19 juillet 1995).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1996 (9 décembre 1995).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1995 (19 décembre 1995).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à instaurer un allègement des cotisations sociales portant sur les salaires des travailleurs peu qualifiés [n° 0327 (94-95)] (22 juin 1995) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 7 juin 1995) - Cotisations sociales.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Outre-mer [n° 0077 (95-96), tome 3 annexe 29] (21 novembre 1995) - Lois de finances.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture [n° 0089 (94-95)] - (9 janvier 1995) - Rapporteur pour avis de la commission des finances - Discussion générale (p. 17, 19) :** taxe foncière sur les propriétés non bâties. BAPSA. Capitaux extérieurs. Pluriactivité. Amortissement des constructions résultant de la mise en ordre des bâtiments d'élevage. Viticulture. Mise en société des exploitations agricoles. Calamités agricoles. Fiscalité des activités liées à la chasse. Fiscalité des biocarburants. TVA des produits de l'horticulture et de la sylviculture.

- **Suite de la discussion - (10 janvier 1995) - Rapporteur pour avis de la commission des finances - Après l'art. 6 (p. 105) :** intervient sur l'amendement n° 24 de la commission (défiscalisation des huiles végétales et des esters d'huile). (p. 108) : intervient sur les amendements de M. Jean-Paul Hugot, n° 102 (nouveau type de contrat dérogatoire au statut du fermage), n° 103 (adaptation des dispositions du code rural relatives au fermage) et n° 105 (modification de l'article L. 411-29 du code rural relatif aux droits de l'exploitant locataire) - **Avant la section 1 du titre II (p. 110) :** son amendement n° 301 : taxe foncière sur les propriétés non bâties ; retiré.

- **Suite de la discussion - (11 janvier 1995) - Rapporteur pour avis de la commission des finances - Avant la section 1 du titre II (p. 174) :** intervient sur l'amendement n° 357 du Gouvernement (dépôt par le Gouvernement d'un rapport qui explorera la possibilité d'adopter un taux unique applicable aux acquisitions d'immeubles ruraux). Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission (indemnisation des calamités agricoles) - **Art. 8 bis et avant l'art. 7**

(p.186, 188) : ses amendements, présentés par M. Philippe Adnot, n° 107, rédactionnel, et n° 106 (exonération de l'impôt de 5 000 F pour les exploitants agricoles individuels lorsqu'ils font apport de leur exploitation à une société civile agricole) - **Art. 9** (*allègement des dispositions fiscales applicables au passage en société*) (p. 191, 192) : ses amendements n° 109 : extension du champ d'application de cet article à tous les agencements et aménagements amortissables des terrains ; et n° 110 : régime de faveur au titre du taux réduit des droits à enregistrement ; adoptés - **Après l'art. 9** : s'oppose à l'amendement n° 311 de M. Philippe François (délai d'activité lorsqu'un exploitant fait apport de son exploitation à une société unipersonnelle à responsabilité limitée) - **Art. 9 bis** (*régime fiscal des frais de mise en bouteille*) (p. 196) : son amendement n° 111 : entretien et conservation des vins et spiritueux ; adopté - **Après l'art. 9 bis** : son amendement n° 112 : mécanisme de lissage sur trois ans de la valeur des stocks à rotation lente détenus par des exploitants agricoles ; adopté - **Après l'art. 11** (p. 207) : sur l'amendement n° 46 de la commission (disposition relative à l'abattement dont bénéficient les jeunes agriculteurs sur leurs bénéfices agricoles), ses sous-amendements n° 115 ; retiré ; et n° 108 ; adopté - **Après l'art. 12** (p. 215) : se déclare favorable à l'amendement n° 355 du Gouvernement (versement d'une indemnité de départ aux commerçants et artisans) - **Art. 13** (*droits de mutation pour les jeunes agriculteurs qui s'installent*) (p. 216) : son amendement n° 113 : nouvelle rédaction qui favorise l'utilisation de capitaux extérieurs ; adopté. (p. 218) : son amendement n° 114 : entrée en vigueur ; retiré. (p. 219) : son amendement n° 302 : cas où l'acquéreur ne donne pas sa terre à un jeune agriculteur ou si le bail ne va pas à son terme de dix-huit ans ; adopté - **Après l'art. 15** (p. 224) : son amendement n° 116 : simplification des obligations comptables des agriculteurs pluriactifs - possibilité de tenir une comptabilité unique de la TVA pour leurs recettes agricoles et leurs recettes accessoires ; adopté - **Après l'art. 17** (p. 227) : se déclare favorable à l'amendement n° 54 de la commission (adaptation du statut du fermage).

- **Suite de la discussion** - (12 janvier 1995) - Rapporteur pour avis de la commission des finances - **Après l'art. 17** (p. 237, 238) : problème des droits à produire. Quotas laitiers. Accepte les amendements identiques n° 185 de M. Marcel Daunay et n° 277 de M. Alain Pluchet (reconnaissance juridique des références de production dans le statut du fermage) - **Art. 19** (*régime de faveur pour les associations de gestion de l'espace*) (p. 245, 246) : ses amendements n° 117 : dégrèvement de la cotisation de la taxe foncière non bâtie au profit des associations foncières pastorales ; et n° 118 : définition du mode de calcul des recettes accessoires de l'association foncière pastorale ; adoptés - **Art. 26 bis** (*par priorité*) (*amortissement exceptionnel en cas de mise aux normes*) (p. 247) : son amendement n° 119 : conditions d'application de l'amortissement exceptionnel des investissements de mise aux normes des bâtiments d'élevage ; adopté.

- Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]

Discussion générale :

- (21 novembre 1995) (p. 2683, 2686) : définition et explication souhaitables des priorités gouvernementales. Budgétisation des dépenses sociales. Perspectives de baisse des taux d'intérêt. Maîtrise des dépenses de la fonction publique. Nécessaire réorganisation des administrations. Rationalisation de la gestion des entreprises publiques. Gestion budgétaire des collectivités locales. Charge de la dette. Adhésion raisonnée des Républicains et Indépendants au projet de loi de finances.

Deuxième partie :

Agriculture, pêche et alimentation

- (28 novembre 1995) (p. 3279 à 3281) : élevage, instrument de lutte contre la désertification. Conséquences des accords du GATT et de la nouvelle politique agricole commune. Accords dérogatoires au principe de la préférence communautaire conclus avec des pays tiers. Répercussion des dérives monétaires sur l'élevage. Prime à la vache allaitante. Mise aux normes des bâtiments d'élevage. Fonds de l'élevage. Inadaptation de la réglementation européenne sur les anabolisants. Relations entre production et distribution. Disparités de revenus dans l'agriculture. Extension de la prime compensatrice ovine. Votera les crédits destinés au budget de l'agriculture.

Outre-mer

- (30 novembre 1995) - Rapporteur spécial de la commission des finances (p. 3419) : doublement des crédits dans le projet initial du Gouvernement. Masse importante de transferts. Réductions votées par l'Assemblée nationale. (p. 3420) : opérations de régulation budgétaire. Fonds d'investissement des départements d'outre-mer, FIDOM. Ligne budgétaire unique. Bilan d'application de la loi Perben. Rapport annuel relatif à l'application de la loi Pons. Contrat de développement de la Polynésie. (p. 3421) : modification du statut de la Polynésie. Bidépartementalisation de la Réunion. Statut de Mayotte. Agents publics. Propose l'adoption de ce projet de budget - **Examen des crédits - Etat B - Titre III** (p. 3460) : s'oppose aux amendements identiques n° II-14 de M. Pierre Lagourgue, n° II-37 de M. Claude Lise et n° II-40 de Mme Danielle Bidard-Reydet (rétablissement des crédits initiaux du service militaire adapté) - **Titre IV** : s'oppose également aux amendements identiques n° II-38 de M. Claude Lise et n° II-41 de Mme Danielle Bidard-Reydet (rétablissement des crédits initiaux de l'Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer). (p. 3462) : accepte l'amendement n° II-35 du Gouvernement (redéploiement des crédits au profit du titre VI) - **Etat C - Titre VI** (p. 3463) : s'oppose aux amendements identiques n° II-39 de M. Claude Lise et n° II-42 de Mme Danielle Bidard-Reydet (rétablissement des crédits initiaux affectés à l'investissement en faveur des logements sociaux) et accepte l'amendement n° II-36 du Gouvernement (majoration de la dotation concourant au développement de la Nouvelle-Calédonie).

Articles non rattachés :

- (9 décembre 1995) - **Avant l'art. 59 nonies** (p. 4200) : son amendement, soutenu par M. Henri de Raincourt, n° II-91 ; retiré au profit de l'amendement analogue n° II-152 de M. Michel Souplet (exonération des coopératives agricoles d'insémination artificielle du versement de la contribution sociale de solidarité des sociétés).

LUC (Hélène), sénateur (Val-de-Marne) présidente du groupe C, puis CRC.

Réélue sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à assurer une participation équilibrée des femmes et des hommes dans la vie publique [n° 0372 (93-94)] retirée le 18 janvier 1995 (26 avril 1994) - Vie politique et sociale.

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à assurer une participation à parité des femmes et des hommes à la vie publique [n° 0216 (94-95)] (18 janvier 1995) - **Vie politique et sociale.**

Proposition de loi organique, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à modifier le nombre de sénateurs élus dans les départements et à abaisser l'âge d'éligibilité des sénateurs [n° 0313 (94-95)] (15 juin 1995) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 7 juin 1995) - **Elections sénatoriales.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à l'élection sénatoriale [n° 0314 (94-95)] (15 juin 1995) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 7 juin 1995) - **Elections sénatoriales.**

Proposition de résolution, déposée avec plusieurs de ses collègues, présentée en application de l'article 73 bis du Règlement sur la recommandation de la Commission en vue d'une recommandation du Conseil visant à ce que soit mis un terme à la situation de déficit public excessif en France (n° E-436) [n° 0345 (94-95)] (4 juillet 1995) - **Communautés européennes.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à l'exercice des mandats locaux et aux moyens financiers des collectivités locales [n° 0364 (94-95)] (6 juillet 1995) - **Collectivités territoriales.**

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 5 (*JO Débats* du 20 octobre 1995) (p. 1977) - Ministère : Premier ministre - **Chômage et exclusion** - Réponse le 20 octobre 1995 (p. 1977) - **Chômage**

Questions orales sans débat :

n° 194 (*JO Débats* du 28 juin 1995) (p. 681) - Ministère : Education nationale et recherche - **Modalités de versement des bourses et fréquentation de la restauration scolaire** - Réponse le 1er juillet 1995 (p. 827) - **Bourses d'études**

n° 192 (*JO Débats* du 30 juin 1995) (p. 824) - Ministère : Environnement - **Politique de lutte contre les nuisances sonores** - Réponse le 30 juin 1995 (p. 824) - **Environnement**

INTERVENTIONS

- **Rappel au règlement** - (3 avril 1995) S'élève contre l'absence de débat dans les semaines à venir et particulièrement contre la suppression des séances des questions d'actualité jusqu'à la fin du mois de juin (p. 529).

- **Election d'un vice-président du Sénat** - (5 avril 1995) (p. 542) : raisons de la candidature d'un membre du groupe des sénateurs communistes et apparenté à la vice-présidence. Modification du Règlement du Sénat.

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement, suivie d'un débat** [n° 0294 (94-95)] - (24 mai 1995) (p. 589) : préoccupations des Français. Financement de la politique de l'emploi. Volonté populaire de changement. (p. 590, 591) : application du traité de Maastricht. Renforcement des pouvoirs du Parlement. Contrôle indispensable du Parlement sur les propositions de Bruxelles. Système éducatif. Construction de logements. Moyens financiers des collectivités locales. Renégociation indispensable de la politique agricole commune, PAC. Immigration. Se réjouit de la nomination de douze femmes au Gouvernement. Avec les sénateurs communistes et

apparenté, ne pourra pas accorder sa confiance au Gouvernement.

- **Projet de loi de programmation du "nouveau contrat pour l'école"** [n° 0197 (94-95)] - (4 juillet 1995) - **Discussion générale** (p. 867 à 869) : concertation avec les partenaires syndicaux. Avenir de la société. Imputation des dépenses d'éducation sur le budget militaire. Priorité à l'école et à la formation. Composition des équipes éducatives. Souhait d'un débat constructif sur l'école et la formation. Référendum. Avec les sénateurs communistes et apparenté, ne votera pas ce texte.

- **Suite de la discussion** - (5 juillet 1995) - **Question préalable** (p. 896) : sa motion n° 1, tendant à opposer la question préalable, soutenue par Mme Danielle Bidard-Reydet - **Avant l'art. 1er** (p. 901 à 910) : ses amendements n° 10 : redéploiement des moyens existants en cas de diminution des effectifs scolaires ; n° 13 : modification du système de distribution des bourses ; soutenus par M. Ivan Renar, n° 8 : programmation des moyens nécessaires au développement du service public de l'éducation nationale ; n° 11 : prise en charge par l'Etat des dépenses d'éducation ; soutenus par Mme Danielle Bidard-Reydet, n° 9 : transformation progressive des heures supplémentaires d'enseignement en emplois nouveaux ; et n° 12 : prise en compte de la différence entre l'apprentissage et le statut scolaire afin de remédier à l'inégalité de traitement des jeunes ; soutenu par M. Jean Garcia, n° 14 : effectif des classes maternelles et élémentaires ; rejetés. Montant des bourses scolaires - **Art. 1er et annexe 1 (volet financier)** (p. 912, 913) : financement de certaines dispositions. Ses amendements, soutenus par Mme Danielle Bidard-Reydet, n° 15 : définition des moyens à mettre en oeuvre par la présente loi ; par M. Jean Garcia, n° 16 : nécessité d'engager la création d'emplois nouveaux ; rejetés - **Après l'art. 1er** (p. 916, 917) : se déclare favorable à l'amendement n° 2, repris par M. Jean-Louis Carrère (proposition pour remédier aux fermetures de classes). (p. 918 à 920) : ses amendements n° 18 : création de postes de psychologues scolaires pour les réseaux d'aide spécialisée aux élèves en difficulté, RASED ; soutenu par M. Jean Garcia, n° 17 : scolarisation des enfants de deux ans ; soutenus par Mme Danielle Bidard-Reydet, n° 19 : renforcement et développement de la santé scolaire dans les établissements ; et n° 20 : mise en oeuvre de moyens budgétaires pour développer la scolarisation ; rejetés - **Après l'art. 2** (p. 921) : son amendement, soutenu par M. Ivan Renar, n° 21 : création d'un statut de délégué-parent ; **Art. 2 (nouvelle organisation pédagogique des collèges)** (p. 923) : son amendement n° 22, soutenu par M. Ivan Renar : inscription dans la loi de programmation de l'ambition de la réussite de tous les élèves au collège ; rejeté - **Après l'art. 3** (p. 924) : ses amendements n° 24 : bénéfice de stages de formation continue pour les salariés ; et, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet, n° 23 : formation professionnelle des jeunes engagés dans un processus de qualification par d'autres voies que la poursuite des études générales ; rejetés - **Art. 3 (mise en oeuvre des réseaux d'établissements)** (p. 925) : son amendement de suppression n° 25 ; rejeté - **Après l'art. 3** (p. 926) : son amendement n° 26 : élargissement du corps enseignant ; rejeté - **Art. 4 (institution des contrats d'association à l'école)** (p. 927) : ses amendements, soutenus par Mme Danielle Bidard-Reydet, n° 27 de suppression, et n° 28 : possibilité pour les élèves des écoles et des collèges de suivre des études dirigées et surveillées ; rejetés - **Après l'art. 4** (p. 927 à 929) : ses amendements n° 29 : moyens pour les chefs d'établissement d'assurer la sécurité ; et n° 32 : intégration des instituteurs dans le corps des professeurs des écoles ; et soutenus par Mme Danielle Bidard-Reydet, n° 30 : horaires des professeurs d'école ; et n° 31 : contrats emploi-solidarité dans le cadre des établissements de l'éducation nationale ; et soutenus par M. Ivan Renar, n° 33 : développement des enseignements artistiques ; rejetés - **Après l'art. 5** (p. 933) : son amendement n° 34 : création d'emplois en matière d'enseignement agricole public ; rejeté - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 935) : avec le groupe communiste et apparenté, ne votera pas ce projet de loi.

- **Proposition de loi tendant à relever de 18,60% à 20,60% le taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée à compter du 1er août 1995 [n° 0375 (94-95)]** - (19 juillet 1995) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1193, 1194) : sa motion n° 14, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée. Article 2 de l'ordonnance du 2 janvier 1959 relative aux lois de finances. Droits du Parlement. Caractère injuste de la TVA. Effets pernicious sur la croissance et l'emploi.

- **Projet de loi instituant le contrat initiative-emploi [n° 0358 (94-95)]** - Suite de la discussion - (20 juillet 1995) - **Art. 1er (institution du contrat initiative-emploi et suppression du contrat de retour à l'emploi)** - Art. L. 322-4-3 du code du travail (*employeurs intéressés*) (p. 1269) : soutient l'amendement n° 11 de Mme Michelle Demessine (interdiction pour l'entreprise de licencier pendant les deux années suivant la conclusion d'un CIE).

- **Projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique, modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire et abrogeant les dispositions relatives à la Communauté et les dispositions transitoires [n° 0374 (94-95)]** - (24 juillet 1995) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1370, 1372) : sa motion n° 2 tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée. Remise en cause du principe de la séparation des pouvoirs. Affaiblissement du Parlement depuis 1958. Extension des pouvoirs du Président de la République. Dangers d'un référendum d'initiative gouvernementale ou présidentielle. Risques d'un référendum sur l'école. Réduction du rôle de la séance publique. Instauration d'un droit de veto sur les propositions de directive européenne.

- **Rappel au règlement** - (24 juillet 1995) (p. 1342, 1343) : demande que le Sénat soit informé de la situation en Bosnie par M. le Premier ministre ou M. le ministre de la défense.

- **Projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique, modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire et abrogeant les dispositions relatives à la Communauté et les dispositions transitoires [n° 0374 (94-95)]** - Suite de la discussion - (25 juillet 1995) - **Art. 1er (l'extension du champ du référendum législatif)** (p. 1389) : soutient l'amendement n° 22 de M. Charles Lederman (référendum d'initiative populaire) - **Après l'art. 3** (p. 1441, 1442) : soutient les amendements de M. Charles Lederman n° 28 (contrôle par le Parlement de l'action du Gouvernement dans le domaine de l'application des lois) et n° 29 (extension du droit d'amendement des parlementaires, notamment en matière budgétaire) - **Après l'art. 3 bis** (p. 1452) : sur l'amendement n° 9 de la commission (possibilité pour l'assemblée de se prononcer sur une motion de la commission approuvée par la majorité des membres qui la composent, tendant à l'adoption du texte en discussion modifié par les amendements proposés ou acceptés par la commission, le rejet de la motion entraînant le passage à la discussion des articles), soutient le sous-amendement n° 33 de M. Charles Lederman (nécessité d'un accord unanime de la conférence des présidents). (p. 1458) : au nom du groupe communiste, se déclare opposé à l'amendement n° 9 précité de la commission. Principe du droit d'amendement lié à l'exercice de ce droit en séance publique. Importance de l'étape de l'examen d'un texte en commission dans l'élaboration de la loi. Atteinte au caractère démocratique du débat. Demande de scrutin public.

- **Explosion dans le RER** - (25 juillet 1995) (p. 1416) : demande à M. le garde des Sceaux des précisions sur l'explosion qui vient de se produire à la station Saint-Michel.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 [n° 0379 (94-95)]** - Suite de la discussion - (27 juillet 1995) - **Question préalable** (p. 1573) : sa motion n° 1, soutenue par M. Robert Vizet, tendant à opposer la question préalable ; rejetée.

- **Rappel au règlement** - (28 juillet 1995) (p. 1703) : demande l'intervention de la France auprès des autorités américaines afin d'obtenir la vie sauve pour Mumia Abu-Jamal, journaliste noir condamné pour le meurtre d'un policier blanc à l'issue d'une parodie de procès.

- **Rappel au règlement** - (4 octobre 1995) (p. 1783) : articles 2 et 3 du règlement du Sénat, présentation d'un candidat communiste à la vice-présidence du Sénat.

- **Projet de loi relatif à l'action de l'Etat dans les plans de redressement du Crédit Lyonnais et du Comptoir des Entrepreneurs. [n° 0003 (95-96)]** - (31 octobre 1995) - **Question préalable** (p. 2354) : sa motion n° 7, soutenue par M. Robert Pagès, tendant à opposer la question préalable ; rejetée.

- **Rappel au règlement** - (9 novembre 1995) regrette le déroulement du débat relatif à la prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes avant celui sur la protection sociale.

- **Conclusions du rapport de M. Daniel Hoeffel, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution (n° 66, 95-96) de M. Yves Guéna, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à modifier le règlement du Sénat [n° 66 (95-96)]** - (21 novembre 1995) - **Discussion générale** (p. 2649, 2651) : adaptation du règlement du Sénat à la réforme constitutionnelle du 4 août 1995. Contrôle des projets d'actes communautaires. Amélioration du travail parlementaire. Conditions de la réforme de la sécurité sociale. Critique de la procédure des ordonnances. Respect des droits de la minorité. Question de l'effectif des vice-présidents du Sénat. Le groupe communiste républicain et citoyen votera les conclusions de la commission des lois - **Après l'art. 7** (p. 2653) : son amendement, soutenu par M. Robert Pagès, n° 1 : dépôt d'amendements à l'expiration du délai limite ; rejeté - **Après l'art. 12** (p. 2655) : son amendement, soutenu par M. Robert Pagès, n° 2 : droit d'inscription des résolutions communautaires à l'ordre du jour complémentaire par un président de groupe ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Discussion des articles de la première partie :

- **Suite de la discussion** - (23 novembre 1995) - **Demande de réserve** (p. 2849) : temps de parole prévu pour le débat thématique portant sur les finances locales.

- **Suite de la discussion** - (24 novembre 1995) - **Art. 18 (détermination de l'enveloppe des concours de l'Etat aux collectivités locales)** (p. 2923, 2924) : missions confiées aux départements par les lois de décentralisation. Transferts de charges sans les ressources correspondantes. Exemple du département du Val-de-Marne. Obligation pour les départements d'augmenter la fiscalité locale ou de réduire leurs actions au service des populations. Au nom du groupe communiste républicain et citoyen, refuse ce "pacte de stabilité". (p. 2934) : soutient l'amendement n° 1-120 de Mme Marie-Claude Beaudou (indexation de la progression de la dotation sur l'évolution de l'indice des prix majoré du taux de croissance de produit intérieur brut marchand).

Deuxième partie :

Jeunesse et sports

- (26 novembre 1995) (p. 3131) : Fonds national pour le développement du sport, FNDS. Position du Gouvernement. (p. 3135, 3137) : droit au sport. Etat des préoccupations des sportifs du département du Val-de-Marne. Difficultés des bénévoles des associations sportives. Taxe sur les salaires. Question de la suppression des postes financés par le Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire, FONJEP. Fonds national pour le développement du sport,

FNDS. Parc interdépartemental des sports de Choisy-le-Roi. Les membres du groupe communiste républicain et citoyen ne voteront pas ce projet de budget - **Examen des crédits - Etat B - Titre IV** (p. 3151) : crédits du Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire, FONJEP. Souhaite le rétablissement des postes supprimés. (p. 3152) : le groupe communiste républicain et citoyen votera contre les crédits du titre IV - **Etat C - Titres V et VI** Le groupe communiste républicain et citoyen votera contre les crédits des titres V et VI.

Charges communes et comptes spéciaux du Trésor

- (2 décembre 1995) - **Examen des crédits - Charges communes - Etat B - Titre IV** (p. 3641) : son amendement, soutenu par M. Paul Loridant, n° II-67 : réduction de deux milliards de francs des crédits d'intervention économique au titre de la politique de l'emploi ; rejeté.

Education nationale, enseignement supérieur, recherche et insertion professionnelle - I - Enseignement scolaire

- (4 décembre 1995) (p. 3670) : grève de différentes catégories de fonctionnaires, ainsi que des étudiants. Réduction de la fracture sociale et exclusion. Mobilisation des étudiants et des enseignants. (p. 3671) : exigence et urgence d'un investissement éducatif de haut niveau. Eléments chiffrés. Lutte contre les inégalités de réussite. Réduction des effectifs dans les classes. Emplois. (p. 3672) : postes de conseillers d'orientation, de psychologues, d'assistantes sociales et de médecins scolaires. Rétablissement des modalités antérieures de versement des bourses. Directeurs d'école. Question des rythmes scolaires. Insuffisance de ce budget. Le groupe communiste républicain et citoyen votera contre ce projet de budget. (p. 3685) : fermeture de classes. Diminution du taux d'encadrement. (p. 3686) : département du Val-de-Marne. Urgence à mettre en oeuvre de nouveaux moyens pour investir dans les établissements scolaires - **Examen des crédits - Etat B - Titre III** (p. 3687) : son amendement n° II-68 : réduction des crédits du Titre III ; rejeté. Créations d'emplois par la transformation des heures supplémentaires déjà budgétées.

Education nationale, enseignement supérieur, recherche et insertion professionnelle - II - Enseignement supérieur

- (4 décembre 1995) - **Examen des crédits - Etat B - Titre III** (p. 3722) : situation de l'université de Paris XII - Val-de-Marne. Demande la reconstruction de la faculté de droit de Saint-Maur et l'extension du site de Créteil. Insuffisance de ce projet de budget.

- **Conférence des présidents** - (12 décembre 1995) (p. 4272) : renouvelle sa demande, faite lors de la conférence des présidents, de retirer de l'ordre du jour le projet de loi autorisant le Gouvernement à légiférer par ordonnances.

- **Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale** [n° 0122 (95-96)] - (14 décembre 1995) - **Rappel au règlement** (p. 4319, 4320) : article 42, alinéa 2, du règlement du Sénat. Déclaration du Premier ministre sur la réforme de la protection sociale. Situation de crise. Demande la présentation de ce projet de loi par le Premier ministre et une suspension de séance pour lui permettre d'arriver au Sénat.

- **Suite de la discussion** - (15 décembre 1995) - **Rappel au règlement** (p. 4379) : dénonce le fait que la majorité dépose une question préalable contre son propre projet de loi. Proteste, au nom des droits du Parlement et des droits des

salariés - **Exception d'irrecevabilité** (p. 4392, 4395) : sa motion n° 1 tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée. Dispositions du plan de réforme en contradiction avec certains principes constitutionnels.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995** [n° 0119 (95-96)] - (19 décembre 1995) - **Question préalable** (p. 4504, 4506) : sa motion, soutenue par M. Paul Loridant, n° 22 tendant à opposer la question préalable ; rejetée.

- **Rappel au règlement** - (20 décembre 1995) (p. 4589) : article 44 du règlement du Sénat. Détournement de la procédure de la question préalable à l'occasion du débat sur la réforme de la protection sociale. Autoritarisme ambiant. Recours auprès du Conseil constitutionnel.

- **Projet de loi en faveur du développement des emplois de services aux particuliers** [n° 0087 (95-96)] - (20 décembre 1995) - **Question préalable** (p. 4615) : sa motion n° 18, soutenue par Mme Nicole Borvo, tendant à opposer la question préalable ; rejetée.

- **Projet de loi modifiant la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 modifiée, relatif à la commission pour la transparence financière de la vie politique** [n° 0093 (95-96)] - (21 décembre 1995) - **Art. unique** (*composition et organisation de la commission pour la transparence financière de la vie politique*) (p. 4660, 4661) : augmentation du nombre de déclarations à la charge de la commission. Nécessité d'une augmentation des effectifs. Souhait de remplacer la procédure secrète par une information publique du patrimoine des élus. Principe de la liberté de consultation des déclarations de patrimoine. Le groupe communiste républicain et citoyen s'abstiendra lors du vote de ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 0154 (95-96)] - (21 décembre 1995) - **Discussion générale** (p. 4686, 4687) : levée de recettes non fiscales. Mise en oeuvre de nouvelles mesures de dépenses fiscales concernant les entreprises. Réduction des dépenses publiques. Choix d'un équilibre comptable apparent. Objectifs fixés à la loi de finances rectificative non atteints. Conceptions du financement des entreprises. Avec le groupe des sénateurs communiste républicain et citoyen votera contre les conclusions de la CMP - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4691) : travail accompli dans les conditions difficiles dues aux grèves. Voeux.

LUCOTTE (Marcel), sénateur (Saône-et-Loire) président du groupe RI.

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

INTERVENTIONS

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement, suivie d'un débat** [n° 0294 (94-95)] - (24 mai 1995) (p. 595, 596) : élection du Président de la République. Priorités du Gouvernement. Contrôle des finances publiques. Lutte contre le chômage. Financement du programme économique et des orientations. Politique agricole. (p. 597) : avec le groupe des Républicains et Indépendants, apportera son soutien au Gouvernement.

- **Projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique, modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire et abrogeant les**

dispositions relatives à la Communauté et les dispositions transitoires [n° 0374 (94-95)] - Suite de la discussion - (25 juillet 1995) - Art. 1er (*l'extension du champ du référendum législatif*) (p. 1393) : son amendement n° 3 : instauration d'un débat parlementaire préalable sans vote ; devenu sans objet.

M

MACHET (Jacques), sénateur (Marne) UC.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995) ; puis secrétaire (JO Lois et décrets du 6 octobre 1995).

Membre suppléant du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 20 décembre 1995).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant le contrat initiative-emploi (27 juillet 1995).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à simplifier le mode d'élection des conseils municipaux et des conseils généraux [n° 0296 (94-95)] (24 mai 1995) - Elections.

Avis, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Politique en faveur des handicapés [n° 0081 (95-96), tome 5] (21 novembre 1995) - Lois de finances.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 21 (JO Débats du 23 novembre 1995) (p. 2819) - Ministère : Agriculture - Biocarburants et environnement - Réponse le 23 novembre 1995 (p. 2819) - Biocarburants

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture** [n° 0089 (94-95)] - (9 janvier 1995) - Discussion générale (p. 45, 46) : région Champagne-Ardenne. Biocarburants. Jachères. Fiscalité. Union européenne. Déshydratation de la luzerne.

- **Projet de loi de programmation du "nouveau contrat pour l'école"** [n° 0197 (94-95)] - Suite de la discussion - (5 juillet 1995) - Question préalable (p. 901) : au nom du groupe de l'Union centriste, intervient contre la motion n° 1 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable.

- **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1993** [n° 0351 (94-95)] - (13 juillet 1995) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 1030) : l'ensemble des membres du groupe de l'Union centriste votera ce projet de loi.

- **Projet de loi instituant le contrat initiative-emploi** [n° 0358 (94-95)] - Suite de la discussion - (20 juillet 1995) - Art. 1er (institution du contrat initiative-emploi et suppression du contrat de retour à l'emploi) - Art. L. 322-4-6 du code du travail (exonération de charges sociales) (p. 1280) : se déclare favorable à l'amendement n° 6 de la commission (possibilité pour les handicapés de plus de 50

ans de bénéficier de l'exonération dès lors qu'ils sont sans emploi depuis plus d'un an) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1289, 1290) : avis favorable du groupe de l'Union centriste sur ce projet de loi. Lutte contre le chômage de longue durée.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 0403 (94-95)] - (29 juillet 1995) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1762) : le groupe de l'Union centriste votera ce projet de loi tel qu'il ressort des travaux de la commission mixte paritaire.

- **Déclaration du Gouvernement sur la réforme de l'accès à la propriété, suivie d'un débat** - (11 octobre 1995) (p. 1824, 1825) : politique du logement. Crise du secteur immobilier. Taux d'intérêt. Prêt au taux de zéro pour cent. Prêt aidé pour l'accès à la propriété, PAP. Etablissements non bancaires. Surendettement des ménages. Application du prêt au taux de zéro pour cent.

- **Projet de loi portant adaptation de la législation française aux dispositions de la convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime et tendant à améliorer la lutte contre le trafic de stupéfiants** [n° 0611 (93-94)] - (17 octobre 1995) - Art. 1er (création d'une infraction générale de blanchiment des produits des crimes et des délits) - Art. 324-1 du code pénal (création d'un délit général de blanchiment) (p. 1877) : ses amendements n° 29 : mention du caractère intentionnel de l'infraction ; rejeté ; et n° 31 : suppression du mot "placement" ; retiré.

- **Suite de la discussion** - (18 octobre 1995) - Art. 2 (blanchiment de l'argent provenant du trafic de stupéfiants) (p. 1890) : son amendement n° 32 : mention du caractère intentionnel de l'infraction ; retiré.

- **Proposition de loi relative aux garanties offertes aux donateurs quant à l'utilisation des fonds collectés grâce à la générosité publique** [n° 0343 (94-95)] - (26 octobre 1995) - Art. 2 (mission d'évaluation de l'action des organismes faisant appel à la générosité publique) (p. 2274, 2275) : son amendement de précision n° 5 ; adopté - Art. 4 (destination et publicité des observations formulées par l'IGAS) (p. 2276) : son amendement de précision n° 6 ; adopté - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2277) : avec les membres du groupe de l'Union centriste, votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes** [n° 0002 (95-96)] - (9 novembre 1995) - Discussion générale (p. 2475, 2476) : contexte économique. Dérive de l'allocation compensatrice pour tierce personne. Importance de la famille. Obligation alimentaire.

- **Projet de loi de finances pour 1996** [n° 0076 (95-96)]

Discussion des articles de la première partie :

- **Suite de la discussion** - (23 novembre 1995) - Art. 6 (réforme de la transmission d'entreprise) (p. 2800) : transmission des exploitations agricoles et viticoles. Obligation de transmettre plus de la moitié du patrimoine professionnel en pleine propriété. Obligation de conserver les biens transmis pendant cinq ans.

Deuxième partie :

Santé publique et services communs - Solidarité entre les générations

- (1er décembre 1995) - Rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales, pour la politique en faveur des handicapés (p. 3551, 3552) : réforme de la sécurité sociale. Allocation aux adultes handicapés, AAH.

Nécessaires dispositions transitoires relatives à l'allocation compensatrice. Conséquences de l'amendement Creton. Statut des foyers à double tarification. Instauration d'un plan quinquennal relatif à l'autisme. Centre d'aide par le travail, CAT. Baisse des crédits des équipes de préparation et de suite du reclassement professionnel, EPSR. Avis favorable à l'adoption des crédits en faveur des personnes handicapées.

Défense

- (6 décembre 1995) (p. 3874, 3875) : rappel de sa situation d'élu du département de la Marne. Conséquences de la réduction du format de l'armée de terre. Elaboration nécessaire d'un système de défense européen unique. Coordination des industries d'armement européennes. Participation à des opérations extérieures. Le groupe de l'Union centriste votera ce projet de budget.

Articles non rattachés :

- (9 décembre 1995) - **Après l'art. 57** (p. 4158) : son amendement n° II-175 : suppression de la condition d'ancienneté pour les dépenses destinées à faciliter l'accès des immeubles aux personnes handicapées et à adapter leur logement ; adopté - **Avant l'art. 59** nonies (p. 4201) : son amendement n° II-115 : exonération de la contribution sociale de solidarité des sociétés, CSSS, des caves coopératives viticoles ; retiré.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 [n° 0119 (95-96)]** - Suite de la discussion - (20 décembre 1995) - **Art. 14** (*relèvement des seuils du régime simplifié d'imposition*) (p. 4561) : s'abstiendra lors du vote de l'amendement n° 59 de la commission (champ d'intervention des centres de gestion agréés et habilités).

MADLAIN (Jean), sénateur (Ille-et-Vilaine) UC.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire de la Commission d'évaluation prévue par l'article 82 de la loi quinquennale sur l'emploi, modifié par l'article 101 de la loi n° 95-116 du 4 février 1995 (JO Lois et décrets du 6 avril 1995).

Membre titulaire du Conseil supérieur de la participation (article L. 444-2 du code du travail et décret n° 95-378 du 11 avril 1995) (JO Lois et décrets du 28 avril 1995).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant le contrat initiative-emploi (27 juillet 1995).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale (15 décembre 1995).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Travail, emploi et formation professionnelle [n° 0081 (95-96), tome 7] (21 novembre 1995) - **Lois de finances**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programmation du "nouveau contrat pour l'école" [n° 0197 (94-95)]** - Suite de la discussion - (5 juillet 1995) - **Art. 2** (*nouvelle organisation pédagogique des collèges*) (p. 922) : avenir des quatrième et troisième technologiques.

- **Projet de loi instituant le contrat initiative-emploi [n° 0358 (94-95)]** - (19 juillet 1995) - **Discussion générale - commune avec celle du projet de loi n° 368 (94-95)** - (p. 1227, 1228) : "plan d'urgence pour l'emploi". Allègement des charges sociales. Chômeurs de longue durée. Embauche des jeunes diplômés. Prime à l'embauche d'apprentis. Réduction du temps de travail. Avis favorable du groupe de l'Union centriste sur ces deux textes.

- **Projet de loi relatif à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale [n° 0368 (94-95)]** - (19 juillet 1995) - **Discussion générale - commune avec celle du projet de loi n° 358 (94-95)** - Voir intervention sous le projet de loi n° 358 (p. 1227, 1228).

- **Projet de loi instituant le contrat initiative-emploi [n° 0358 (94-95)]** - Suite de la discussion - (20 juillet 1995) - **Art. 1er** (*institution du contrat initiative-emploi et suppression du contrat de retour à l'emploi*) - **Art. L. 322-4-2 du code du travail** (*publics visés et aides*) (p. 1263) : au nom du groupe de l'Union centriste, se déclare favorable à l'amendement n° 47 de la commission (ouverture du CIE à d'autres catégories de personnes). Français de l'étranger - **Art. 2** (*information du comité d'entreprise ou des délégués du personnel*) (p. 1283) : se déclare favorable à l'amendement n° 35 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (information des représentants du personnel sur les créations nettes d'emplois).

- **Projet de loi portant amnistie - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 0393 (94-95)]** - (26 juillet 1995) - **Discussion générale** (p. 1525) : suppression des lois d'amnistie. Survivance des temps anciens. Le groupe de l'Union centriste, dans sa grande majorité, votera le texte élaboré par la commission mixte paritaire.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 [n° 0379 (94-95)]** - Suite de la discussion - (27 juillet 1995) - **Art. 24** (*modifications apportées au régime de l'aide aux chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprise*) (p. 1673) : sur l'amendement de la commission n° 21 (maintien du bénéfice de l'aide aux chômeurs, créateurs ou repreneurs d'entreprise, ACCRE, aux chômeurs indemnisés sans condition de durée), son sous-amendement, soutenu par M. Daniel Millaud, n° 63 : présentation rapide aux tribunaux de commerce de solutions de reprise par les travailleurs licenciés ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Travail, dialogue social et participation

- (8 décembre 1995) - Rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (formation professionnelle) (p. 4007, 4009) : formation des jeunes. Dispositif d'accueil et de suivi des jeunes. Jeunes sans qualification. Contrats d'apprentissage. Rôle des entreprises dans la formation professionnelle. Organismes collecteurs des fonds disponibles. Financement de l'Association nationale pour la formation professionnelle des adultes, AFPA. Accepte les crédits consacrés à la formation professionnelle.

- **Projet de loi en faveur du développement des emplois de services aux particuliers [n° 0087 (95-96)]** - (20 décembre 1995) - En remplacement de M. Louis Souvet, rapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 4608) : services à la personne. Relance du processus de créations d'emplois. Rapports citant la complexité des

formalités administratives et l'insuffisante solvabilité de la demande de services. Historique. (p. 4609) : utilisation du chèque service au-delà de huit heures de travail hebdomadaires. Solvabilité de la demande de services : possibilité pour les comités d'entreprises et, à défaut, les entreprises de verser une aide à leurs salariés pour le financement d'un emploi familial. Amélioration de la qualité des services. (p. 4610) : ouverture de ce secteur aux entreprises et conséquences. Propose au Sénat d'adopter le présent projet de loi modifié par ses amendements - **Question préalable** (p. 4617, 4618) : à titre personnel, s'oppose à la motion n° 18 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable. Contribution au développement de l'emploi dans un secteur où les besoins ne sont pas tous satisfaits. Simplification des formalités administratives avec l'extension du dispositif du chèque service - **Art. 1er (institution d'un agrément pour les entreprises se consacrant exclusivement aux services aux personnes)** (p. 4618, 4619) : ses amendements n° 1, rédactionnel, et n° 2 : conditions particulières d'agrément pour les associations ou les entreprises dont l'activité concerne la garde d'enfants ou l'assistance aux personnes âgées ou handicapées ; adoptés. S'oppose aux amendements de M. Guy Fischer n° 10, de suppression, et n° 11 (suppression des dispositions relatives à l'ouverture aux entreprises du secteur des services aux particuliers pour les tâches ménagères ou familiales) - **Art. 2 (codification de la législation concernant le chèque-service et l'aide versée par les comités d'entreprises)** (p. 4621) : son amendement n° 3 : dispositif évitant que l'aide ne vienne en déduction des sommes retenues pour le calcul de la réduction d'impôt ; adopté. (p. 4622) : s'oppose aux amendements de M. Guy Fischer n° 12 de suppression et n° 13 (suppression de l'exonération des cotisations sociales des sommes versées par les comités d'entreprises à leurs salariés), ainsi qu'à l'amendement n° 9 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (suppression du système de bonification du chèque service instauré au bénéfice des salariés). Charges sociales payées sur l'emploi familial. Prime à l'emploi versée par l'entreprise - **Art. 3 (formation professionnelle)** (p. 4624) : ses amendements n° 4 : rétablissement de la participation des employeurs bénéficiaires de l'AGED au financement de la formation professionnelle continue ; n° 5 : choix d'une assiette unique pour la contribution à la formation et les autres cotisations sociales ; et n° 6 de coordination ; adoptés - **Art. 4 (non-cumul des exonérations de charges sociales dont bénéficient les structures d'insertion par l'économie et les associations de services aux personnes)** (p. 4625) : à titre personnel, s'oppose à l'amendement n° 14 de M. Guy Fischer (compensation par le budget général de l'Etat des diverses exonérations de cotisations sociales) - **Art. 5 (extension du bénéfice de la réduction d'impôt aux prestations fournies par les entreprises agréées au titre de l'article L. 129-1 du code du travail)** (p. 4626) : s'oppose aux amendements de M. Guy Fischer n° 15 de suppression et n° 16 (limitation de la réduction d'impôt à 30 000 francs) - **Art. 6 (coordination)** : son amendement n° 7 : évaluation par le rapport déposé devant le Gouvernement des effets sur l'emploi des mesures de réduction d'impôt ; adopté - **Après l'art. 6** (p. 4627) : son amendement n° 8 : rapport du Gouvernement sur les différents dispositifs d'aides pour les emplois de services aux personnes ; adopté.

MADÉLIN (Alain), ministre des entreprises et du développement économique, chargé des petites et moyennes entreprises et du commerce et de l'artisanat.

Fin de ses fonctions ministérielles (démission du Gouvernement le 11 mai 1995) (JO Lois et décrets du 12 mai 1995).

puis, **ministre de l'économie et des finances** dans le Gouvernement Juppé le 18 mai 1995 (JO Lois et décrets du 19 mai 1995).

Fin de ses fonctions ministérielles le 26 août 1995 (JO Lois et décrets du 27 août 1995).

En qualité de ministre de l'économie et des finances

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 193 de M. Philippe Marini : **Bourses des valeurs (Clarification du déroulement des plans d'options sur actions)** (JO Débats du 1er juillet 1995) (p. 823).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 [n° 0379 (94-95)]** - (26 juillet 1995) - **Discussion générale** (p. 1499 à 1504) : séparation des recettes de privatisations et des dotations en capital de la gestion courante de l'Etat. Aggravation du déficit budgétaire. Composition du collectif. Nécessaire équilibre entre les dépenses nouvelles et les recettes nouvelles. Effort fiscal pour les ménages, les entreprises et les personnes assujetties à l'impôt de solidarité sur la fortune. Mesures sociales. Objectif de diminution des prélèvements obligatoires et des dépenses publiques. Exemple de l'Allemagne. Réalisation d'économies budgétaires. Modifications apportées par l'Assemblée nationale. Combat pour l'emploi. Remise en ordre des finances publiques. Objectif d'une croissance forte créatrice d'emplois. Conséquences du désordre financier sur l'investissement, l'emploi et l'endettement public. Lutte contre les déficits publics. Objectif d'un retour à l'équilibre budgétaire. Remise en mouvement de l'économie. Création d'entreprises. Objectif du contrat initiative emploi, CIE. Mesures en faveur du logement. Grande réforme des prélèvements obligatoires et de la fiscalité. (p. 1512 à 1515) : effets des dépenses publiques et nécessité de réduire celles-ci. Evolution des taux d'intérêt. Evolution des rentrées fiscales. Impact inflationniste de l'augmentation de la TVA. Mesures sur l'emploi. Réforme de l'Etat. Archaïsme de la fiscalité des collectivités locales. Maîtrise des dépenses sociales.

MADRELLE (Philippe), sénateur (Gironde) SOC.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Défense

- (6 décembre 1995) (p. 3882, 3883) : décalage entre la loi de programmation militaire et les crédits annoncés. Menace sur l'avenir de l'industrie aéronautique. Conséquences sur l'emploi des restrictions budgétaires dans le domaine militaire. Exemple du département de la Gironde. Diminution des crédits affectés à la division des applications militaires du commissariat à l'énergie atomique, CEA. Emploi et avenir des ateliers industriels de l'aéronautique comme celui de Bordeaux-Floirac. Promesse d'implantation du programme d'adaptation à la limitation des essais nucléaires, PALEN. Situation de l'Aquitaine. Souhaite le maintien des programmes M5 et Rafale. Les sénateurs socialistes voteront contre ce projet de budget.

MAHÉAS (Jacques), sénateur (Seine-Saint-Denis) SOC.

Elu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995) ; puis secrétaire (JO Lois et décrets du 6 octobre 1995).

MALÉCOT (Kléber), sénateur (Loiret) UC.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles ; puis membre de la commission des affaires économiques (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Juge titulaire de la Haute Cour de justice ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 27 octobre 1995).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Aménagement du territoire, équipement et transports - III - Aménagement du territoire

- (5 décembre 1995) (p. 3823) : moyens budgétaires moins élevés que souhaités. Fonds national du développement des entreprises, FNDE. Mesures de délocalisation. Aspects non budgétaires de l'aménagement du territoire. Votera ce projet de budget.

Commerce et artisanat

- (8 décembre 1995) (p. 4077, 4078) : situation de la concession automobile. Concurrence entre les pays de l'Union européenne. Artisanat boulanger. Transmission des entreprises. Simplification des formalités de gestion des PME. Centres d'économie rurale. Votera ce projet de budget.

MAMAN (André), sénateur (Français établis hors de France) NI.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires culturelles ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995) ; puis secrétaire (JO Lois et décrets du 6 octobre 1995).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 7 (JO Débats du 30 juin 1995) (p. 761) - Ministère : Affaires étrangères - *Aménagement du réseau diplomatique et consulaire* - Réponse le 30 juin 1995 (p. 761) - **Ambassades et consulats**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture [n° 0089 (94-95)]** - Suite de la discussion - (12 janvier 1995) - **Avant l'art. 35 (p. 279) : soutient l'amendement**

n° 292 de M. Philippe Adnot (mesures favorisant l'investissement dans les propriétés rurales).

- **Projet de loi de programmation du "nouveau contrat pour l'école" [n° 0197 (94-95)]** - (4 juillet 1995) - **Discussion générale (p. 860, 861) : complémentarité entre la loi de programmation et les 158 propositions. Financement des mesures ayant des incidences budgétaires. Activités du bénéficiaire du contrat d'association à l'école. Etablissements scolaires français hors de France. Avec ses collègues non-inscrits, votera ce projet de loi.**

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Education nationale, enseignement supérieur, recherche et insertion professionnelle - I - Enseignement scolaire

- (4 décembre 1995) (p. 3663) : caractère satisfaisant des éléments chiffrés. Emplois. Valorisation du statut des enseignants. Initiation aux langues vivantes dans les cours élémentaires de première année. Renforcement de la présence des adultes dans les établissements scolaires. (p. 3664) : problème du manque d'information sur l'université des lycéens. Les sénateurs non-inscrits voteront ce projet de budget.

Education nationale, enseignement supérieur, recherche et insertion professionnelle - II - Enseignement supérieur

- (4 décembre 1995) (p. 3703) : éléments chiffrés. Amélioration des conditions de vie des étudiants. (p. 3704) : rénovation pédagogique. Action sociale en faveur des étudiants. Malaise étudiant. Absence d'orientation à l'université. Augmentation des droits d'entrée en fonction des capacités contributives de chacun. Les sénateurs non-inscrits adopteront ce projet de budget.

Communication

- (7 décembre 1995) (p. 3915, 3916) : insuffisance des crédits consacrés à l'action audiovisuelle extérieure de la France. Radio France Internationale, RFI. Français de l'étranger. Vote de ces crédits par les sénateurs non-inscrits.

MANET (Michel), sénateur (Dordogne) SOC.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques ; puis membre de la commission des affaires sociales (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

MAREST (Max), sénateur (Essonne) RPR.

N'a pas été réélu aux élections sénatoriales du 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire du Haut conseil du secteur public.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale [n° 0368 (94-95)]** - Suite de

la discussion - (20 juillet 1995) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 1312) : avis favorable du groupe du RPR sur ce projet de loi. Aide forfaitaire pour l'embauche des jeunes sous contrat d'apprentissage ou de qualification.

MARINI (Philippe), sénateur (Oise) RPR.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Membre titulaire du comité de gestion du Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables (JO Lois et décrets du 6 avril 1995).

Membre titulaire du Conseil national des assurances (JO Lois et décrets du 6 avril 1995).

Membre titulaire du Conseil national du crédit (JO Lois et décrets du 1er juillet 1995).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1995 (27 juillet 1995).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1996 (9 décembre 1995).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1995 (19 décembre 1995).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à l'activité et au contrôle des entreprises d'investissement et portant transposition de la directive n° 93/22 du Conseil des Communautés européennes du 10 mai 1993 concernant les services d'investissement dans le domaine des valeurs mobilières [n° 0225 (94-95)] (16 février 1995) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 19 janvier 1995) - **Marchés financiers**.

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, visant à instituer un statut professionnel des promoteurs-construteurs [n° 0230 (94-95)] (6 mars 1995) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 19 janvier 1995) - **Professions immobilières**.

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative au stationnement des gens du voyage [n° 0259 (94-95)] (20 avril 1995) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 avril 1995) - **Ordre public**.

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative au calcul des suppléments de loyers que les organismes d'H.L.M. peuvent demander aux locataires dont les ressources sont supérieures aux plafonds réglementaires [n° 0262 (94-95)] (26 avril 1995) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 avril 1995) - **Logement**.

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des finances, sur les plans d'options de souscription ou d'achat d'actions [n° 0274 (94-95)] (17 mai 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 avril 1995) - **Participation**.

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, modifiant la loi d'orientation n° 73-1193 du commerce et de l'artisanat [n° 0282 (94-95)] (19 mai 1995) - **Commerce et artisanat**.

Rapport d'information, fait avec M. Paul Loridan, au nom de la commission des finances, sur les comptes pour le développement industriel (CODEVI) [n° 0298 (94-95)] (24 mai 1995) - **Entreprises**.

Rapport, fait sur sa proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, [n°225 (94/95)] relative à l'activité et au contrôle des entreprises d'investissement et portant transposition de la directive n° 93/22 du Conseil des Communautés européennes du 10 mai 1993 concernant les services d'investissement dans le domaine des valeurs mobilières [n° 0340 (94-95)] (28 juin 1995) - **Marchés financiers**.

Proposition de loi tendant à améliorer l'information des actionnaires et à prévenir les délits d'initiés en matière d'options de souscription ou d'achat d'actions [n° 0031 (95-96)] (17 octobre 1995) - **Participation**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Fonction publique [n° 0077 (95-96), tome 3 annexe 20] (21 novembre 1995) - **Lois de finances**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Intégration et lutte contre l'exclusion [n° 0077 (95-96), tome 3 annexe 23] (21 novembre 1995) - **Lois de finances**.

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à la négociation collective et instituant un contrat collectif d'entreprise [n° 0085 (95-96)] (21 novembre 1995) - **Entreprises**.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 12 (JO Débats du 22 décembre 1995) (p. 4647) - Ministère : Economie - *Monnaie unique européenne* - Réponse le 22 décembre 1995 (p. 4647) - **Monnaie**

Questions orales sans débat :

n° 193 (JO Débats du 28 juin 1995) (p. 681) - Ministère : Economie et finances - *Clarification du déroulement des plans d'options sur actions* - Réponse le 1er juillet 1995 (p. 823) - **Bourses des valeurs**

n° 227 (JO Débats du 5 décembre 1995) (p. 3748) - Ministère : Agriculture - *Evolution des missions et du statut juridique du service des haras* - Réponse le 20 décembre 1995 (p. 4423) - **Animaux**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement - Deuxième lecture** [n° 0139 (94-95)] - (16 janvier 1995) - Art. 10 (*expropriation des biens exposés à certains risques naturels prévisibles*) (p. 357) : se déclare favorable à l'amendement n° 96 de la commission saisie pour avis (suppression d'une condition supplémentaire) - **Après l'art. 18** (p. 370, 371) : reprend l'amendement n° 152 de M. Lucien Lanier (rôle des régions dans la gestion des eaux) ; retiré - Art. 21 bis (*réglementation des loisirs et sports nautiques*) (p. 377, 378) : se déclare favorable à l'amendement n° 30 de la commission (nouvelle rédaction de

l'article) - **Art. 29** (*compétence des départements en matière d'espaces naturels sensibles*) (p. 386, 387) : son amendement n° 185 : utilisation d'une fraction de la taxe départementale des espaces naturels sensibles pour l'accueil du public ; retiré.

- **Projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours [n° 0217 (94-95)] - Suite de la discussion - (29 juin 1995) - Après l'art. 38** (p. 753) : risque de dérive des coûts relatifs aux services départementaux d'incendie et de secours. Inadaptation de la fiscalité pétrolière. Se déclare opposé à l'amendement de M. Jean Pépin n° 88 (instauration d'une taxe spécifique sur les produits pétroliers).

- **Résolution (n° 359,94-95)**, adoptée par la commission des finances, en application de l'article 73 bis, alinéa 8, du règlement, sur la recommandation de la Commission en vue des recommandations du Conseil visant à ce que soit mis un terme à la situation de déficit public excessif en Belgique, au Danemark, en Grèce, en Espagne, en France, en Italie, aux Pays-Bas, en Autriche, au Portugal, en Finlande, en Suède et au Royaume-Uni (application de l'article 104 C, paragraphe 7, du traité instituant la Communauté européenne) (n° E-436). [n° 0330-0345 (94-95)] - (6 juillet 1995) - **Discussion générale** (p. 966, 968) : déficits publics. Relations entre la France et l'Union européenne. Union économique et monétaire. Projet de loi de finances pour 1996. Politique fiscale. Dépenses budgétaires. Le groupe du RPR, dans une large majorité, votera cette résolution.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 [n° 0379 (94-95)] - (26 juillet 1995) - Discussion générale** (p. 1515 à 1517) : soutien du groupe du RPR. Précarité de l'équilibre du collectif budgétaire. Limites encadrant le collectif. Economies réalisées sur les dépenses militaires. Effort de solidarité. Conséquences induites en matière de dépenses sociales. Attitude responsable du Gouvernement. Confiance indispensable sur les marchés financiers. Marges de manoeuvre financières de l'Etat. Mesures concernant le logement. Financement des PME. Fiscalité de l'épargne.

- **Suite de la discussion - (27 juillet 1995) - Art. 2** (*contribution de 10% assise sur l'impôt sur les sociétés*) (p. 1593) : se déclare favorable à l'amendement de M. Jean Chérioux n° 77 (exonération de la surtaxation payée par les sociétés immobilières d'investissement) - **Après l'art. 2** (p. 1594, 1595) : son amendement n° 53 : financement de l'innovation des petites et moyennes entreprises ; retiré - **Après l'art. 3** (p. 1603) : se déclare opposé à l'amendement de M. Jean-Pierre Masseret n° 85 (élargissement de l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune) - **Art. 5** (*affectation des recettes de privatisation du secteur public au désendettement de l'Etat*) (p. 1605) : recapitalisation des entreprises restées publiques - **Art. 7** (*contribution exceptionnelle des organismes collecteurs de la participation des employeurs à l'effort de construction*) (p. 1617) : interrogations relatives à la réforme de l'accession sociale à la propriété. (p. 1622) : se déclare opposé aux amendements de suppression n° 37 de M. Robert Vizet et n° 91 de M. Robert Laucournet. Système du financement du logement - **Après l'art. 8** (p. 1627) : son amendement n° 54 : suppression d'obligations administratives pénalisantes pour les industriels des alcools ; retiré - **Avant l'art. 9** (p. 1632) : se déclare opposé à l'amendement de M. Philippe Adnot n° 6 (droits de mutation applicables aux transactions immobilières). (p. 1636) : intervient sur l'amendement de la commission n° 13 (extension du dispositif à certaines entreprises publiques et à leurs filiales) - **Art. 20** (*relèvement du plafond des versements ouvrant droit à la réduction d'impôt au titre des souscriptions en numéraire au capital de sociétés non cotées*) (p. 1661) : son amendement n° 55 : extension du champ d'application de la réduction d'impôt prévue par l'article aux souscriptions de parts de fonds communs de placement à risque ou d'actions de sociétés de capital risque ; retiré - **Après l'art. 20** (p. 1662) : son amendement n° 56 : extension du régime existant des SOFICA, sociétés pour le financement de l'industrie

cinématographique et audiovisuelle, aux investissements réalisés par les particuliers sous forme de souscriptions au capital de sociétés financières d'innovation ; retiré - **Après l'art. 21** (p. 1664) : son amendement n° 57 : extension du bénéfice des contrats de capitalisation pour la retraite au régime d'affiliation volontaire ; retiré.

- **Conclusions du rapport de M. Pierre Fauchon, fait au nom de la commission des lois, sur : la proposition de loi (n° 406, 94-95) de M. Jacques Larché déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à la responsabilité pénale des élus locaux pour des faits d'imprudence ou de négligence commis dans l'exercice des fonctions ; la proposition de loi (n° 255, 94-95) de M. Claude Huriet relative à la protection pénale des exécutifs locaux à raison des actes commis dans l'exercice de leurs fonctions ; et la proposition de loi (n° 361, 94-95) de M. Hubert Haenel déposée avec plusieurs de ses collègues, visant à étendre aux districts les règles applicables à la responsabilité des syndicats de communes pour les accidents survenus aux membres de leur comité et à leur président, en complétant l'article L.164-5 du code des communes [n° 406-255-361 (94-95)] - (26 octobre 1995) - Question préalable (p. 2309) : intervient contre la motion n° 14 de M. Robert Pagès tendant à opposer la question préalable - **Renvoi à la commission** (p. 2311) : s'oppose à la motion n° 3 de M. Michel Dreyfus-Schmidt. Importance du travail approfondi effectué par le groupe de travail mis en place par la commission des lois - **Avant l'art. 1er** (p. 2318) : se déclare opposé à l'amendement de M. Michel Dreyfus-Schmidt n° 4 (cas où une personne ne peut être reconnue pénalement responsable, y compris ignorance de la loi ou absence de moyens matériels pour faire diligence). (p. 2320) : sur l'amendement du Gouvernement n° 9 (exemption de la faute d'imprudence ou de négligence en cas de manquement à une obligation de sécurité), intervient sur le sous-amendement de M. Michel Dreyfus-Schmidt n° 17 (modification rédactionnelle visant à enlever au tribunal la possibilité de se prononcer sur la compétence du maire). (p. 2321, 2322) : se déclare favorable à l'amendement n° 9 du Gouvernement (exemption de la faute d'imprudence ou de négligence en cas de manquement à une obligation de sécurité).**

- **Projet de loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes [n° 0002 (95-96)] - (9 novembre 1995) - Discussion générale** (p. 2473, 2475) : rappel historique. Nécessité d'un tel texte. Plafonds de ressources. Attribution de la prestation. Réforme de la tarification. Recouvrement sur succession et obligation alimentaire. Exemple allemand. Prélèvements obligatoires. Rôle des bénévoles. Solidarité familiale entre les générations. Critères à prendre en compte par le financement du dispositif.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Discussion générale :

- (21 novembre 1995) (p. 2696, 2698) : rôles respectifs du Parlement et de l'exécutif dans l'élaboration du budget. Travail de la commission des finances. Perspectives de réforme budgétaire et de réforme fiscale. Fiscalité de l'épargne. Soutien du groupe du Rassemblement pour la République à ce projet de budget.

Discussion des articles de la première partie :

- (22 novembre 1995) - **Après l'art. 2** (p. 2741) : sur l'amendement n° I-219 de M. Philippe de Gaulle (défiscalisation des cotisations afférentes au régime complémentaire d'assurance en cas de dépendance médicale), son sous-amendement n° I-260 ; devenu sans objet. (p. 2750) : se déclare opposé à l'amendement n° I-231 de Mme Marie-Claude Beaudeau (prise en compte de la situation des nouveaux retraités dans l'établissement de

l'impôt sur le revenu) - **Art. 2 bis** (*aménagement des différences de traitement fiscal entre concubins et couples mariés ayant un ou plusieurs enfants à charge*) (p. 2753) : souhaite l'adoption de l'article 2 bis adopté par l'Assemblée nationale - **Avant l'art. 3** (p. 2757) : se déclare opposé à l'amendement n° I-150 de M. Jean-Pierre Masseret (suppression de la prime fiscale de 1 000 francs liée à l'assurance-vie) - **Art. 3** (*limitation du champ d'application de la réduction d'impôt accordée au titre des contrats d'assurance-vie*) (p. 2759) : réforme de la fiscalité. (p. 2761, 2762) : son amendement n° I-261 : rétablissement de la neutralité fiscale entre les contrats à primes périodiques et les autres contrats ; retiré. (p. 2763) : son amendement n° I-262 : suppression du paragraphe II de l'article 3 relatif aux seuils d'imposition ; retiré - **Art. 4** (*champ d'application de l'abattement de 8 000 F. et de 16 000 F. applicable aux revenus de capitaux mobiliers*) (p. 2765) : extension de l'abattement. Placements en actions. Fiscalité de l'épargne. Revenus d'obligations. Epargnants modestes. Son amendement n° I-263 : augmentation du taux d'imposition des plus-values ; retiré. (p. 2766) : son amendement n° I-196 : seuil d'imposition ; retiré - **Art. 5** (*actualisation du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune et limitation des effets du plafonnement en fonction du revenu*) (p. 2774) : son amendement n° I-197 : possibilité de déduire de la cotisation à l'ISF pour les propriétaires de monuments historiques le déficit foncier engendré par lesdits biens ; retiré. (p. 2776) : valeur patrimoniale et valeur vénale des monuments historiques ouverts au public. (p. 2778) : votera l'article 5. Pourcentage du patrimoine détenu sous forme d'immeubles bâtis.

- **Suite de la discussion** - (23 novembre 1995) - **Après l'art. 5** (p. 2790, 2792) : son amendement n° I-198 : exonération de l'impôt sur les sociétés pour les titres détenus par un associé minoritaire au sein d'une société familiale ; retiré. Souhaite que ce problème soit étudié de manière plus approfondie. (p. 2795) : sur l'amendement n° I-63 de Mme Marie-Claude Beaudeau (relèvement de l'abattement successoral pour frais funéraires), son sous-amendement n° I-278 : montant de cet abattement ; adopté - **Art. 6** (*réforme de la transmission d'entreprise*) (p. 2800) : souscrit totalement à l'analyse du rapporteur général. Formes juridiques de transmissions d'entreprises. (p. 2802) : son amendement n° I-200 : relèvement de la limite d'âge des donateurs de 65 à 69 ans ; retiré. (p. 2803) : sur l'amendement n° I-18 de la commission (avantage fiscal étendu aux transmissions d'entreprises qui assurent aux donateurs la majorité des droits de vote attachés aux parts ou actions émises par la société), son sous-amendement n° I-199 : sociétés cotées en bourse ; retiré. (p. 2805) : soutient l'amendement n° I-41 de M. Jean-Jacques Robert (acte notarié pour les donations conformément aux dispositions du code civil). (p. 2806, 2807) : ses amendements n° I-201 : limite d'âge pour les donateurs portée de 65 à 69 ans ; n° I-202 : report de la date limite d'application du dispositif au 31 décembre 1998 ; et n° I-203 de coordination ; retirés - **Après l'art. 6** (p. 2821) : son amendement n° I-204 : exonération prévue à l'article 160-1 du code général des impôts étendue aux cessions de titres consenties à un holding dont les descendants du cédant seraient quasi intégralement propriétaires ; retiré - **Après l'art. 6 bis** (p. 2823, 2824) : ses amendements n° I-205 : maintien des titres exclus du régime des plus-values à long terme dans le champ d'application du dispositif de neutralisation des plus-values de cessions de biens immobiliers entre sociétés appartenant à un même groupe ; adopté ; et n° I-206 : suppression de l'obligation de conserver les titres de sociétés cotées en bourse et issues de scission ; retiré - **Art. 9** (*institution d'une contribution sur les logements sociaux occupés par des locataires dépassant les plafonds de ressources et d'une contribution sur les produits financiers des organismes d'HLM*) (p. 2830) : réorganisation des relations entre bailleurs et locataires. Zones urbaines sensibles - **Art. 10** (*aménagement des modalités de calcul du dégrèvement de taxe professionnelle par rapport à la valeur ajoutée*) (p. 2847) : se déclare opposé à l'amendement n° I-160 de M. René Régnauld (suppression de la disposition neutralisant les effets induits par les relèvements de taux de

taxe professionnelle décidés par les collectivités à compter de 1995) - **Après l'art. 11** (p. 2852, 2854) : son amendement n° I-208 : collectivités concernées à l'article 1648 A du code général des impôts ; retiré. Soutient les amendements de M. Paul Girod, n° I-228 (maintien du niveau d'alimentation des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle) et n° I-229 (simplification du mode de répartition de ces mêmes fonds).

- **Suite de la discussion** - (24 novembre 1995) - **Après l'art. 12** (p. 2895) : son amendement n° I-209 : problème du "déverrouillage" des taux de taxe professionnelle ; retiré. (p. 2896) : remercie le Gouvernement des assurances données en la matière - **Art. 13** (*pérennisation de la majoration pour frais d'assiette et de recouvrement des impôts directs locaux*) (p. 2898) : son amendement de suppression n° I-210 ; rejeté. Rigueur de présentation. Date d'application de la révision des valeurs locatives. Réduction des déficits publics. Propose de relever la fiscalité sur le gazole. (p. 2899, 2900) : se déclare opposé à l'amendement n° I-85 de Mme Marie-Claude Beaudeau (majoration des frais de rôle et d'assiette des impôts locaux). Problème de l'équilibre de finances publiques - **Art. 14** (*modification des tarifs des taxes intérieures de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel, TIPP et TICGN, et aménagement de la redevance perçue au profit du fonds de soutien aux hydrocarbures*) (p. 2901) : déséquilibre de la structure de la fiscalité pétrolière. Importance du différentiel de taxation entre le super sans plomb et le gazole. Déséquilibre du parc automobile. Absence de neutralité fiscale. Propose un système de remboursement du différentiel de taxation aux seuls professionnels. (p. 2904) : sur l'amendement n° I-31 de la commission (augmentation de deux centimes du tarif de la TIPP applicable au gazole et diminution en conséquence des tarifs applicables aux autres carburants routiers), son sous-amendement n° I-279 : réduction du tarif de la TIPP applicable aux supercarburants sans plomb et aux supercarburants plombés ; adopté. Ses amendements n° I-211 : modification des lignes du tableau relatives aux supercarburants sans plomb et aux supercarburants plombés ; et n° I-212 : modification du tarif de la TIPP applicable au gazole et mécanisme de remboursement en faveur des professionnels ; retirés. Emission d'un signal indiquant l'abandon progressif du diesel. Supercarburant sans plomb et pots catalytiques - **Art. 14 bis** (*exonération des plus-values de cessions des parts d'OPCVM utilisées pour l'achat de véhicules automobiles neufs*) (p. 2913) : se déclare favorable à l'amendement n° I-33 de la commission (absence de comptabilisation des cessions de titres mobiliers pour l'appréciation du seuil d'imposition des plus-values mobilières). Effets pervers des mesures trop sectorielles et d'une durée d'application trop limitée - **Art. 18** (*détermination de l'enveloppe des concours de l'Etat aux collectivités locales*) (p. 2927) : caractère extrêmement difficile de l'année budgétaire 1996 pour les collectivités locales. Choix de la dotation de compensation de la taxe professionnelle comme variable d'ajustement. Desserrement souhaitable du carcan budgétaire des collectivités locales et besoin de considération éprouvé par ces dernières.

Deuxième partie :

Services du Premier ministre - I- Services généraux (et fonction publique)

- (25 novembre 1995) - Rapporteur spécial de la commission des finances pour la fonction publique (p. 3073, 3075) : rémunérations des fonctionnaires. Politique de rigueur salariale. Effectifs. Mauvaise répartition entre ministères et entre fonctions publiques d'Etat et territoriale. Réforme de l'Etat. Statut de la fonction publique. Renovation nécessaire du système de rémunération. Primes. Exemple de la restructuration des grilles de rémunération et de classification au sein de France Télécom.

Intégration et ville

- (8 décembre 1995) - Rapporteur spécial de la commission des finances (p. 4036, 4039) : crédits alloués à l'intégration. Service national des objecteurs de conscience. Centres d'hébergement et de réadaptation sociale. Revenu minimum d'insertion, RMI. Rôle de l'Etat et des collectivités territoriales dans la politique d'insertion. "Assistanat". Diversification du traitement social. Réintégration d'une partie des bénéficiaires du RMI dans le cycle économique des entreprises. Prévention de la délinquance. Lutte contre le sentiment d'insécurité. Diversité du logement. Quartiers défavorisés. Emploi. Accepte ce projet de budget.

Articles non rattachés :

- (9 décembre 1995) - **Art. 53** (*aménagement du régime fiscal des plans d'options de souscription ou d'achat d'actions*) (p. 4142) : son amendement n° II-122 : cas des options attribuées sur autorisation d'une assemblée générale extraordinaire convoquée ou réunie avant le 20 septembre 1995 ; retiré - **Après l'art. 54** (p. 4147, 4148) : son amendement n° II-123 : calcul des plus-values en se référant, comme prix d'acquisition, au cours moyen du mois de décembre 1995 pour l'ensemble des titres cotés acquis avant le 1er janvier 1996 ; retiré. Economie de marché reposant sur la confiance et sur l'épargne. Difficulté du calcul des plus-values. Option pour un prix de revient forfaitaire - **Art. 55** (*imputation sur le revenu global des déficits relevant des BIC*) (p. 4151, 4152) : lutte contre les montages et les réalisations artificielles, notamment dans le cas des maisons de retraite médicalisées et du logement intermédiaire. Favorable à un dispositif prévoyant l'absence de cumul des avantages fiscaux : déductibilité du revenu global et amortissement dégressif - **Après l'art. 59 ter** (p. 4166) : intervient sur l'amendement n° II-145 de la commission (prorogation du dispositif d'exonération du gaz naturel utilisé dans les installations de cogénération jusqu'au 31 décembre 2000). Meilleure défense de l'environnement - **Après l'art. 59 quater** (p. 4173) : se déclare favorable à l'amendement n° II-90 de M. Jacques Oudin (exonération d'un certain nombre de taxes pour les entreprises nouvelles quelle que soit la zone dans laquelle elles s'installent sur décision des collectivités locales). Effets pervers du zonage. Retour à l'ancien dispositif où les collectivités territoriales accordaient librement l'exonération. (p. 4174) : reprend l'amendement n° II-90 de M. Jacques Oudin : exonération d'un certain nombre de taxes pour les entreprises nouvelles quelle que soit la zone dans laquelle elles s'installent sur décision des collectivités locales ; retiré puis repris par M. Paul Loridant. Absence de remise en cause de l'économie générale de la loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire. Zonage. Décision d'exonération prise librement par les collectivités locales et absence d'engagement du budget de l'Etat - **Après l'art. 59 sexies** (p. 4185) : son amendement n° II-183 : conditions de la majoration spéciale de la taxe professionnelle ; adopté - **Après l'art. 59 septies** (p. 4187, 4188) : son amendement n° II-182 : modification de certaines dispositions relatives aux groupements de communes et perturbant gravement le fonctionnement des fonds départementaux de péréquation de taxe professionnelle ; rejeté. Problème des budgets de 1996. (p. 4189) : son amendement n° II-124 : suppression de l'obligation faite aux sociétés et aux compagnies d'assurance de déclarer à l'administration fiscale les contrats d'assurance de bijoux, pierreries, objets d'art, collections, antiquités d'un montant supérieur à 100 000 francs ; retiré - **Avant l'art. 59 nonies** (p. 4195) : ses amendements n° II-125 : exonération des activités d'approvisionnement des coopératives ; retiré au profit de l'amendement analogue n° II-149 de la commission et n° II-126 de conséquence ; retiré. (p. 4198) : se déclare favorable à l'amendement n° II-149 de la commission (exonération de la contribution sociale de solidarité des sociétés, CSSS, accordée aux coopératives d'approvisionnement pour la partie de leur chiffre d'affaires correspondant aux recettes reçues de leurs membres en

contrepartie de l'activité d'approvisionnement) - **Après l'art. 59 decies** (p. 4219) : son amendement n° II-127 : extension, aux bateaux chargés de marchandises liquides dans les bassins captifs, du dispositif d'aide au déchirage ; adopté - **Art. 67** (*détermination des sommes dues par l'Etat aux organismes de gestion des établissements d'enseignement privé sous contrat au titre du principe de parité*) (*précédemment réservé, le 4 décembre 1995, p. 3691*) (p. 4221) : problème des demandes de remboursement de la prise en charge par l'Etat des cotisations de prévoyance des enseignants cadres sous contrat.

- **Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale [n° 0122 (95-96)]** - (14 décembre 1995) - **Discussion générale** (p. 4359, 4362) : réforme du système de protection sociale de 1967. Besoin de réforme de notre pays. Extension des compétences constitutionnelles du Parlement. Intérêts particuliers et corporatismes. Financement du système de protection sociale. Maintien du système de sécurité sociale créé en 1945.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 [n° 0119 (95-96)]** - (19 décembre 1995) - **Discussion générale** (p. 4496, 4498) : politique économique. Annulation de crédits. Emploi des jeunes. Epargne administrée. Epargne et consommation. Investissement des entreprises. Prélèvement sur la Caisse des dépôts et consignations. Réduction des dépenses publiques. Le groupe du RPR votera ce projet de loi de finances rectificative - **Art. 3** (*recupération des sommes versées par l'Etat à la Caisse de garantie du logement social, CGLS*) (p. 4513) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 43 de M. Jean-Pierre Masseret - **Art. 13** (*aménagement de l'impôt sur les opérations de bourse et du statut des sociétés de capital risque dans la perspective du nouveau marché*) (p. 4531) : se déclare favorable à l'amendement n° 58 de la commission (nouvelle rédaction - entrée en vigueur immédiate du dispositif fiscal).

- **Suite de la discussion** - (20 décembre 1995) - **Art. 14** (*relèvement des seuils du régime simplifié d'imposition*) (p. 4560) : se déclare favorable à l'amendement n° 59 de la commission (champ d'intervention des centres de gestion agréés et habilités) - **Après l'art. 23 bis** (p. 4573, 4575) : ses amendements n° 18 : régime fiscal du crédit-bail immobilier ; n° 20 : fiscalité des groupes ; n° 21 : fiscalité lorsque l'absorption par la société mère de toutes les autres sociétés du groupe entraîne un changement d'activité ; adoptés ; et n° 19 : régime fiscal des scissions de sociétés ; retiré - **Art. 24** (*modification de l'abattement sur le produit brut des jeux dans les casinos*) (p. 4579) : son amendement n° 7 : maintien de l'abattement supplémentaire pour des travaux effectués dans des établissements hôteliers ou thermaux appartenant à une collectivité territoriale et dont la gestion est confiée à l'exploitant du casino ; adopté.

MARQUÈS (René), sénateur (Pyrénées-Orientales) UC.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques ; puis membre de la commission des affaires sociales (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information supplémentaire, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur les enjeux et les risques des investissements étrangers en Chine, à la suite d'une mission d'information effectuée dans ce pays [n° 0238 (94-95)] (23 mars 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 19 janvier 1995) - Chine.

MARTIN (Pierre), sénateur (Somme) RPR.

Elu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

MASSERET (Jean-Pierre), sénateur (Moselle) SOC.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995); puis vice-président (JO Lois et décrets du 6 octobre 1995).

Membre ès qualités de la Commission nationale du sport de haut niveau.

Délégué titulaire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 19 octobre 1995).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1996 (9 décembre 1995).

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Jeunesse et sports [n° 0077 (95-96), tome 3 annexe 26] (21 novembre 1995) - **Lois de finances.**

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 16 (JO Débats du 23 novembre 1995) (p. 2814) - Ministère : Premier ministre - *Contribution des revenus modestes aux réformes* - Réponse le 23 novembre 1995 (p. 2814) - **Fiscalité**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi tendant à relever de 18,60% à 20,60% le taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée à compter du 1er août 1995 - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 0386 (94-95)] - (20 juillet 1995) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 1273) :** avis défavorable du groupe socialiste sur ce texte. Situation économique.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 [n° 0379 (94-95)] - (26 juillet 1995) - Discussion générale (p. 1530 à 1533) :** aggravation de la fracture sociale avec la politique menée. Défauts de présentation et contresens politiques du collectif budgétaire : prélèvements sur le pouvoir d'achat; prélèvements portant sur les ménages modestes; réduction du coût du travail; remède du chômage; attachement au dogme du libéralisme. Avec le groupe socialiste, votera contre ce collectif budgétaire.

- **Suite de la discussion - (27 juillet 1995) - Avant l'art. 2 (p. 1588, 1589) :** soutient les amendements de M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 78 (diminution du taux de TVA pour l'ensemble des frais et honoraires auxquels peuvent être soumis les justiciables), n° 79 (taux réduit de TVA pour les frais et honoraires des affaires relevant du droit de la famille)

et n° 80 (application de l'ancien taux normal de TVA pour les affaires relevant du droit de la famille) - **Art. 2 (contribution de 10% assise sur l'impôt sur les sociétés) (p. 1591, 1592) :** ses amendements n° 81 : taux de l'impôt sur les sociétés pour les distributions de bénéfices effectués par les entreprises au cours des exercices ouverts à compter du 1er janvier 1995; et n° 82 : réduction de l'impôt fiscal; rejetés - **Après l'art. 2 (p. 1597) :** son amendement n° 83 : augmentation des taux des plus-values à long terme des entreprises; rejeté - **Art. 3 (majoration de 10% de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 1599) :** son amendement n° 84 : multiplication par deux du taux du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune; rejeté - **Après l'art. 3 (p. 1602, 1603) :** ses amendements n° 87 : suppression de l'article 59 de la loi de finances pour 1995 relatif au plafond des dépenses pour la réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile; n° 86 : rééquilibrage entre l'imposition sur les revenus du capital et celle frappant les revenus du travail; et n° 85 : élargissement de l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune; rejetés - **Après l'art. 4 (p. 1604, 1605) :** son amendement n° 88 : augmentation du seuil d'exonération de la taxe sur les salaires due par les associations intermédiaires et les fondations pour l'emploi; rejeté - **Art. 6 (versement au budget général des crédits de la dotation de développement rural) (p. 1609) :** son amendement de suppression n° 89, soutenu par M. René Rénault; rejeté - **Après l'art. 7 (p. 1625) :** ses amendements, soutenus par M. Gérard Miquel, n° 92 : diminution de la déduction du montant de taxe foncière appliquée sur les propriétés bâties pour les logements vacants depuis plus de deux ans; n° 93 : diminution de la déduction du montant de la taxe d'habitation; et n° 94 : mesures en faveur de la transformation des locaux professionnels non utilisés des personnes morales en locaux à usage d'habitation; rejetés - **Art. 8 (suppression de la remise forfaitaire mensuelle sur les retenues pour pensions des fonctionnaires civils et militaires de l'État) (p. 1626) :** son amendement de suppression n° 95, soutenu par M. Paul Lorient; rejeté - **Avant l'art. 9 (p. 1629) :** sur l'amendement de la commission n° 13 (extension du dispositif à certaines entreprises publiques et à leurs filiales), son sous-amendement, soutenu par M. Gérard Miquel, n° 129 : compensation des pertes de recettes; rejeté - **Art. 18 bis (exonération temporaire des droits de mutation à titre gratuit en faveur des logements neufs) (p. 1655) :** son amendement de suppression n° 100, soutenu par M. Paul Lorient; rejeté - **Art. 19 (relèvement de la déduction forfaitaire pour frais en matière de revenus fonciers) :** ses amendements, soutenus par M. Paul Lorient, n° 101 de suppression et n° 102 : majoration de la déduction dont bénéficient les propriétaires sur les revenus des locations; rejetés - **Après l'art. 19 (p. 1657) :** son amendement, soutenu par M. Gérard Miquel, n° 103 : modification de l'imposition des plus-values sur les cessions de certaines résidences secondaires; rejeté - **Art. 21 (fixation des coefficients de revalorisation des valeurs locatives servant de bases aux impôts directs locaux en 1996) (p. 1663) :** son amendement, soutenu par M. Paul Lorient, n° 105 : mise en oeuvre de l'incorporation des nouvelles valeurs locatives dans les rôles des impôts directs locaux à partir du 1er janvier 1996; rejeté - **Art. 24 (modifications apportées au régime de l'aide aux chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprise) (p. 1672) :** son amendement de suppression n° 106, soutenu par M. Gérard Miquel; rejeté - **Après l'art. 24 (p. 1677) :** son amendement, soutenu par M. Gérard Miquel, n° 107 : extension aux professionnels de la vente et de la réparation automobile de la procédure dite VGA, véhicules gravement accidentés; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Discussion générale :

- (21 novembre 1995) (p. 2675, 2678) : préoccupations des Français. Défense de notre système de protection sociale. Réforme des prélèvements obligatoires. Dangers du libéralisme.

Discussion des articles de la première partie :

- (22 novembre 1995) - Avant l'art. 2 (p. 2735) : son amendement, soutenu par M. René Régnauld n° I-144 : plafonnement de l'avantage fiscal procuré par des réductions d'impôt de forte ampleur ; rejeté - Art. 2 (*barème de l'impôt sur le revenu*) (p. 2736) : son amendement, soutenu par M. René Régnauld, n° I-145 : revalorisation du barème de l'impôt sur le revenu en fonction de la hausse des prix ; rejeté - Après l'art. 2 (p. 2742) : son amendement, soutenu par M. Alain Richard, n° I-146 : réintégration dans le champ de la fiscalité, des cotisations entrant dans l'assiette des cotisations de sécurité sociale ; retiré. (p. 2743) : son amendement, soutenu par M. René Régnauld, n° I-148 : suppression du régime d'imposition taxant la plus-value d'acquisition selon le régime des plus-values immobilières ; rejeté. (p. 2745) : son amendement, soutenu par M. René Régnauld, n° I-159 : plafond du revenu imposable pour bénéficiaire d'avantages fiscaux ; rejeté. (p. 2747) : son amendement, soutenu par M. René Régnauld n° I-147 : modification du plafond des dépenses éligibles à la réduction d'impôt ; rejeté - Art. 2 bis (*aménagement des différences de traitement fiscal entre concubins et couples mariés ayant un ou plusieurs enfants à charge*) (p. 2750) : son amendement, soutenu par M. Alain Richard, n° I-149 : transposition en matière d'impôt sur le revenu des dispositions existantes en matière d'impôt sur la fortune dans le cas de concubinage ; rejeté - Avant l'art. 3 (p. 2755) : son amendement, soutenu par M. Alain Richard, n° I-150 : suppression de la prime fiscale de 1 000 francs liée à l'assurance-vie ; rejeté - Art. 3 (*limitation du champ d'application de la réduction d'impôt accordée au titre des contrats d'assurance-vie*) (p. 2761) : son amendement n° I-239 : bénéficie de la réduction d'impôt limitée aux contrats antérieurs au 20 décembre 1995 ; rejeté - Avant l'art. 5 (p. 2771, 2772) : son amendement n° I-151 : neutralité fiscale entre les couples mariés et les couples concubins ; rejeté.

- Suite de la discussion - (23 novembre 1995) - Après l'art. 5 (p. 2788) : son amendement n° I-152 : prise en compte dans l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune des objets d'art, d'antiquité ou de collection et des droits de la propriété littéraire, artistique et industrielle dont la valeur dépasse 2,3 millions de francs ; rejeté. Son amendement, soutenu par M. Alain Richard, n° I-153 : extension de l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune aux biens industriels dont la valeur est supérieure à 5 millions de francs ; rejeté. (p. 2790) : intervient sur son amendement n° I-153 précité. Exemple de l'Allemagne - Après l'art. 15 bis (p. 2798) : son amendement n° I-178 : relèvement du taux de l'impôt sur les sociétés ; rejeté - Art. 6 (*réforme de la transmission d'entreprise*) (p. 2801, 2802) : son amendement de suppression n° I-154 ; rejeté. (p. 2804) : son amendement n° I-155 : exonération de droits de mutation limitée à 10 millions de francs pour chacun des donataires ; rejeté. (p. 2810) : se déclare favorable à l'amendement n° I-9 de M. Jean-Jacques Hyst (acte notarié pour les donations conformément aux dispositions du code civil). Le groupe socialiste votera contre l'article 6 - Art. 6 bis (*déduction des droits de mutation à titre gratuit des résultats des entreprises individuelles*) (p. 2822) : ses amendements, soutenus par M. René Régnauld, n° I-157 de suppression, et n° I-158 : traitement identique des couples mariés et non mariés en matière de droits de mutation à titre gratuit ; rejetés - Après l'art. 9 (p. 2843, 2844) : soutient les amendements de M. William Chervy, n° I-247 (étendue restreinte de l'exonération de la taxe d'habitation pour les logements vacants depuis plus de deux ans) et n° I-248 (déduction restreinte du montant de la taxe foncière appliquée sur les propriétés non bâties pour les logements vacants depuis plus de deux ans) - Art. 10 (*aménagement des modalités de calcul du dégrèvement de taxe professionnelle par rapport à la valeur ajoutée*) (p. 2846, 2847) : soutient l'amendement n° I-160 de M. René Régnauld (suppression de la disposition neutralisant les effets induits

par les relèvements de taux de taxe professionnelle décidés par les collectivités à compter de 1995).

- Suite de la discussion - (24 novembre 1995) - Art. 12 (*aménagement du plafonnement des cotisations de taxe d'habitation en fonction du revenu*) (p. 2892, 2893) : son amendement de suppression n° I-165 ; rejeté. : son amendement n° I-166 : rétablissement de l'indexation ; rejeté - Après l'art. 12 (p. 2895) : soutient l'amendement n° I-169 de M. René Régnauld (dispositions relatives à la mise en place des groupements à fiscalité propre) - Art. 13 (*pérennisation de la majoration pour frais d'assiette et de recouvrement des impôts directs locaux*) (p. 2898) : son amendement de suppression n° I-170, soutenu par M. Marc Massion ; rejeté - Art. 14 (*modification des tarifs des taxes intérieures de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel, TIPP et TICGN, et aménagement de la redevance perçue au profit du fonds de soutien aux hydrocarbures*) (p. 2902) : son amendement de suppression n° I-171, soutenu par Mme Maryse Bergé-Lavigne ; rejeté - Art. 14 bis (*exonération des plus-values de cessions des parts d'OPCVM utilisées pour l'achat de véhicules automobiles neufs*) (p. 2911) : son amendement de suppression n° I-172, soutenu par M. Marc Massion ; rejeté - Art. 18 (*détermination de l'enveloppe des concours de l'Etat aux collectivités locales*) (p. 2933) : son amendement de suppression n° I-184 ; réservé jusqu'après l'examen de l'article 19, puis rejeté (p. 2953). Refus du Gouvernement de donner aux collectivités territoriales les moyens d'investir et de résoudre les difficultés sociales. (p. 2934) : son amendement n° I-185 : indexation sur l'indice des prix majoré de 50 % de la croissance ; réservé jusqu'après l'examen de l'article 19, puis rejeté (p. 2953) - Art. 19 (*suppression de la première part de la dotation globale d'équipement des communes*) (p. 2938) : son amendement de suppression n° I-186, soutenu par M. René Régnauld ; rejeté - Art. 11 (précédemment réservé le 23 novembre 1995 p. 2848) (*cotisations minimum de taxe professionnelle*) (p. 2950) : soutient l'amendement n° I-164 de M. René Régnauld (répartition de la dotation prévue à l'article 1647 E du code général des impôts par le comité des finances locales) - Art. 18 (suite) (p. 2953) : le groupe socialiste votera contre l'article 18. S'oppose à ce que la dotation de compensation pour la taxe professionnelle fonctionne comme une variable d'ajustement - Après l'art. 14 ter (p. 2956) : soutient l'amendement n° I-173 de M. Pierre Mauroy (application du taux réduit de TVA à tous les biocombustibles issus de la biomasse). (p. 2960, 2961) : soutient les amendements de M. Michel Dreyfus-Schmidt n° I-174 (application du taux réduit de TVA à l'ensemble des frais et honoraires auxquels peuvent être soumis les justiciables) et n° I-175 de repli. Ses amendements, n° I-176 : application du taux réduit de TVA à la collecte et au traitement des ordures ménagères ; et n° I-177 : baisse des prélèvements indirects sur la consommation d'énergie à usage domestique ; rejetés - Après l'art. 15 bis (p. 2977, 2978) : ses amendements, n° I-179 : exonération de la taxe sur les salaires pour les associations d'aide et de soins à domicile ; n° I-180 : augmentation du seuil d'exonération de la taxe sur les salaires pour les associations d'aide à domicile, les associations qui procèdent à la fourniture gratuite de repas à des personnes en difficulté ou qui contribuent à favoriser leur logement, les associations ayant un caractère social, éducatif, familial, sportif, culturel ; et n° I-181 : exonération de la taxe sur les salaires pour les associations agréées qui offrent des services de proximité ; rejetés - Art. 16 (*institution d'une contribution annuelle des organismes collecteurs de la participation des employeurs à l'effort de construction*) (p. 2979) : soutient l'amendement de suppression n° I-250 de M. André Vézinhét. Mise à contribution des organismes collecteurs de la participation des employeurs pour financer la réforme de l'accès à la propriété. Mise en péril de l'ensemble des actions menées par le "1 % logement" - Art. 16 bis (*institution d'un prélèvement sur les excédents financiers des organismes collecteurs des fonds du congé individuel de formation*) (p. 2983) : son amendement de suppression n° I-182 ; rejeté. Prélèvement de 900 millions de francs sur les OPACIF ; organismes

paritaires gérant les congés individuels de formation. Désengagement de l'Etat du financement du congé individuel de formation. Réduction des actions de formation et atteinte portée à la gestion paritaire de la formation professionnelle - **Art. 17 bis** (*prise en compte par le fonds de solidarité vieillesse des majorations de pension accordées en fonction du nombre d'enfants des exploitants agricoles et inscrites auparavant au BAPSA*) (p. 2985) : son amendement de suppression n° I-183 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** - (25 novembre 1995) - Après l'**art. 22** (p. 3007, 3009) : son amendement, soutenu par Mme Maryse Bergé-Lavigne, n° I-189 : augmentation du prélèvement sur les recettes de la Française des jeux au profit du Fonds national pour le développement du sport, FNDS ; devenu sans objet - **Art. 28** (*relèvement de la taxe due par les concessionnaires d'autoroutes*) (p. 3017) : son amendement de suppression n° I-190, soutenu par M. Alain Richard ; rejeté.

Deuxième partie :

Jeunesse et sports

- (26 novembre 1995) - Rapporteur spécial de la commission des finances (p. 3132, 3133) : diminution des crédits du Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire, FONJEP. Conséquences du vote de l'Assemblée nationale. Alourdissement des charges des collectivités locales. Importance des fonds publics destinés au sport français. Fonds national pour le développement du sport, FNDS. Fonds national pour le développement de la vie associative, FNDVA. Contrats locaux d'animation, de sport, d'expression et de responsabilité. Préparation des Jeux Olympiques d'Atlanta. Application du dispositif "profession sport". Au nom de la commission des finances, accepte ce projet de budget.

Articles non rattachés :

- (9 décembre 1995) - Avant l'**art. 53** (p. 4140) : son amendement n° II-161 : obtention de l'exonération fiscale liée à la liquidation sur agrément du ministre chargé du budget ; rejeté. Amendement traduisant des préoccupations de terrain - **Art. 53** (*aménagement du régime fiscal des plans d'options de souscription ou d'achat d'actions*) : son amendement n° II-162 : réintroduction dans le barème de l'impôt sur le revenu des personnes physiques des gains tirés des stocks options ; rejeté - Avant l'**art. 57** (p. 4157) : son amendement n° II-163 : octroi des réductions d'impôt relatives aux travaux et frais concernant la résidence principale aux contribuables percevant les plus faibles revenus ; rejeté - **Art. 59 quater** (*exonération de dépenses exposées à l'occasion de fouilles archéologiques*) (p. 4166) : ses amendements n° II-178 : précision relative à la qualité directe des dépenses ; et n° II-179 : précision relative aux dépenses directes et manifestes visant la préservation du patrimoine enfoui ; retirés - Après l'**art. 59 sexies** (p. 4184, 4185) : soutient l'amendement n° II-75 de M. René Régnauld (suppression du lien existant entre les quatre taxes pour les groupements de communes à fiscalité propre) - Après l'**art. 59 septies** (p. 4190) : son amendement n° II-164 : possibilité donnée aux associations d'aide aux personnes en difficulté de ne plus être assujetties à la taxe sur les salaires ; rejeté - Après l'**art. 59 decies** (p. 4212) : son amendement n° II-171 : lutte contre la fraude à la TVA intracommunautaire ; retiré. (p. 4217) : soutient l'amendement n° II-74 de M. René Régnauld (problème de la prise en charge des congés bonifiés des fonctionnaires territoriaux originaires de l'outre-mer). (p. 4219, 4220) : son amendement n° II-172 : augmentation du prélèvement opéré sur les enjeux de la Française des jeux au bénéfice du Fonds national pour le développement du sport ; rejeté. (p. 4221) : son amendement n° II-187 : affectation de la moitié de

l'accroissement annuel des bénéficiaires de la Française des jeux au Fonds national pour le développement du sport ; irrecevable (article 18 de l'ordonnance du 2 janvier 1959).

Vote sur l'ensemble :

- **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4237, 4239) : mouvements sociaux. Fracture sociale. Insuffisance de la politique en faveur de l'emploi. Mise aux normes de la société française sur le modèle libéral américain. Absence de vrai projet de société. Le groupe socialiste votera contre ce projet de budget.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 [n° 0119 (95-96)]** - (19 décembre 1995) - **Art. 3** (*récupération des sommes versées par l'Etat à la Caisse de garantie du logement social, CGLS*) (p. 4510) : son amendement de suppression, soutenu par M. Alain Richard, n° 43 ; rejeté - **Art. 5** (*prélèvement exceptionnel sur l'excédent de la taxe dite "taxe sur les grandes surfaces"*) (p. 4515) : son amendement de suppression n° 44, soutenu par M. Alain Richard ; rejeté - **Art. 13** (*aménagement de l'impôt sur les opérations de bourse et du statut des sociétés de capital risque dans la perspective du nouveau marché*) (p. 4530) : son amendement de suppression n° 47, soutenu par M. Alain Richard ; rejeté.

- **Suite de la discussion** - (20 décembre 1995) - **Art. 18** (*transposition de la directive 95-7-CE du Conseil du 10 avril 1995 portant nouvelles mesures de simplification en matière de TVA*) (p. 4568) : son amendement, soutenu par M. Alain Richard, n° 49 : relèvement jusqu'à 50 000 francs de l'amende en cas de fraude organisée ; rejeté - **Art. 24** (*modification de l'abattement sur le produit brut des jeux dans les casinos*) (p. 4578) : son amendement, soutenu par M. Claude Estier, n° 50 : suppression de l'abattement pour dépenses d'équipement et d'entretien hôtelier ou thermal ; rejeté.

MASSION (Marc), sénateur (Seine-Maritime) (NI, puis SOC).

Remplace M. Tony Larue, décédé le 5 juillet 1995 (JO Lois et décrets du 7 juillet 1995).

Réélu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1996 (9 décembre 1995).

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Aménagement du territoire, équipement et transports - IV - Mer - Ports maritimes [n° 0077 (95-96), tome 3 annexe 10] (21 novembre 1995) - **Lois de finances**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Discussion des articles de la première partie :

- **Suite de la discussion** - (24 novembre 1995) - **Art. 13** (*pérennisation de la majoration pour frais d'assiette et de recouvrement des impôts directs locaux*) (p. 2898) : soutient l'amendement de suppression n° I-170 de M. Jean-Pierre Masseret. Achèvement des travaux d'évaluation préparatoires à la révision des bases depuis plusieurs années. Réduction

des déficits budgétaires. Rapport entre l'Etat et les collectivités locales. Date d'application de la révision des valeurs locatives - **Art. 14 bis (exonération des plus-values de cessions des parts d'OPCVM utilisées pour l'achat de véhicules automobiles neufs)** (p. 2911) : soutient l'amendement de suppression n° I-172 de M. Jean-Pierre Masseret. Industrie automobile. Exonération d'impôt accordée aux bénéficiaires de placements financiers - **Art. 19 (suppression de la première part de la dotation globale d'équipement des communes)** (p. 2939) : son amendement n° I-187 : maintien du bénéfice de la DGE pour les communes éligibles à la dotation de solidarité urbaine ; devenu sans objet. Prise en compte souhaitable du nombre des logements sociaux et de la richesse fiscale de la commune.

Deuxième partie :

Aménagement du territoire, équipement et transports - IV - Mer

- (30 novembre 1995) - Rapporteur spécial de la commission des finances pour les ports maritimes (p. 3487) : analyse du contexte actuel. Budget des ports maritimes en diminution. Régulation budgétaire de 1995. Ports de métropole, d'outre-mer et de Polynésie française. Financement des dragages. (p. 3488) : réforme de la manutention. Modernisation de la filière portuaire. Demande que cesse la diminution des concours de l'Etat aux ports maritimes. La commission des finances propose l'adoption de ce projet de budget.

MASSON (Paul), sénateur (Loiret) RPR.

chargé d'une mission temporaire auprès du Premier ministre le 1er août 1995 (JO Lois et décrets du 2 août 1995).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Juge titulaire de la Haute Cour de Justice ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 27 octobre 1995).

Juge titulaire de la Cour de justice de la République ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 27 octobre 1995).

Membre titulaire de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union Européenne ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 13 octobre 1995).

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la Délégation du Sénat pour l'Union européenne, sur Europol et la lutte contre les trafics de drogue [n° 0235 (94-95)] (15 mars 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 19 janvier 1995) - **Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la Délégation du Sénat pour l'Union européenne, sur la phase initiale d'application des Accords de Schengen [n° 0316 (94-95)] (16 juin 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 7 juin 1995) - **Union européenne.**

Avis, présenté au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Intérieur, réforme de l'Etat, décentralisation et citoyenneté - Police et sécurité [n° 0082 (95-96), tome 2] (21 novembre 1995) - **Lois de finances.**

- **Rappel au règlement** - (12 juillet 1995) (p. 980, 981) : article 36 du règlement du Sénat. Incidents lors de la visite du Président de la République française au Parlement européen. Souhaite une protestation officielle.

- **Projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique, modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire et abrogeant les dispositions relatives à la Communauté et les dispositions transitoires [n° 0374 (94-95)]** - (24 juillet 1995) - **Discussion générale** (p. 1328, 1330) : avantages de la Constitution de 1958. Historique de l'utilisation du référendum. Article 11 et 5 de la Constitution. Soutien du groupe du RPR à l'élargissement du champ référendaire. Instauration d'un débat préalable au Parlement : position du groupe du RPR. Place des services publics. Respect des prérogatives du Président de la République. Durée des sessions parlementaires. (p. 1331, 1332) : cumul des mandats. Augmentation des pouvoirs de contrôle du Parlement. Institutions européennes. Liberté d'initiative des assemblées. Modification du droit d'amendement. Régime de l'inviolabilité parlementaire. Réforme équilibrée. Le groupe du RPR votera en majorité ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** - (25 juillet 1995) - **Art. 1er (l'extension du champ du référendum législatif)** (p. 1410) : intervient sur le sous-amendement n° 70 de M. Michel Caldaguès (absence de vote à l'issue du débat), modifiant l'amendement n° 6 de la commission (extension du champ du référendum et procédure parlementaire, cas de la proposition de loi) - **Après l'art. 3 bis** (p. 1459) : se déclare favorable à l'amendement n° 9 de la commission (possibilité pour l'Assemblée de se prononcer sur une motion de la commission approuvée par la majorité des membres qui la composent, tendant à l'adoption du texte en discussion modifié par les amendements proposés ou acceptés par la commission, le rejet de la motion entraînant le passage à la discussion des articles). Respect du droit d'amendement. Lutte contre l'absentéisme. La majorité du groupe du RPR votera cependant contre cet amendement.

- **Congrès du Parlement : vote sur le projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire unique, modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire et abrogeant les dispositions relatives à la Communauté et les dispositions transitoires** - (31 juillet 1995) - **Explications de vote** (p. 15, 16) : risques liés à l'usage du référendum. Débat parlementaire préalable à l'organisation d'un référendum. Session parlementaire unique. Organisation des débats parlementaires. Vote de ce projet de loi par le groupe RPR du Sénat.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Intérieur, réforme de l'Etat, décentralisation et citoyenneté

- (2 décembre 1995) - Rapporteur pour avis de la commission des lois (police et sécurité) (p. 3593, 3595) : évolution des crédits. Créations d'emplois. Statut des fonctionnaires de police. Loi d'orientation et de programmation sur la sécurité. Suppression des vacances funéraires. Plan Vigipirate. Délinquance et criminalité. Immigration irrégulière. Lutte contre les trafics de stupéfiants. Lutte contre le terrorisme. Accepte les crédits consacrés à la police et à la sécurité. (p. 3604) : commerce de la drogue aux Pays-Bas.

INTERVENTIONS

MATHIEU (François), sénateur (Loire) UC.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques ; puis membre de la commission des affaires culturelles (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

MATHIEU (Serge), sénateur (Rhône) RI.

Questeur du Sénat.
Réélu sénateur le 24 septembre 1995.
Réélu questeur du Sénat (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques ; puis membre de la commission des affaires sociales (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à la reconnaissance du statut de prisonnier de guerre détenu par les Japonais après le coup de force du 9 mars 1945 [n° 0345 (93-94)] reprise le 31 octobre 1995 (19 avril 1994) - Anciens combattants et victimes de guerre.

Proposition de loi visant à interdire l'utilisation de l'amiante dans les constructions d'immeubles [n° 0231 (94-95)] (8 mars 1995) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 19 janvier 1995) - Logement.

Proposition de loi relative à la polygamie [n° 0086 (95-96)] (21 novembre 1995) - Etrangers.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture [n° 0089 (94-95)] - Suite de la discussion - (12 janvier 1995) - Art. 18 (simplification administrative dans le secteur viti-vinicole) (p. 241) :** son amendement, soutenu par M. Gérard César, n° 323 : simplification des formalités administratives douanières ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Agriculture, pêche et alimentation

- (28 novembre 1995) (p. 3290, 3291) : respect des priorités. Mesures en faveur des jeunes agriculteurs. Organisation commune du marché vitivinicole. Réglementation de l'étiquetage à l'échelon européen. Situation de la viticulture. Succès de l'enseignement agricole public.

Affaires étrangères

- (29 novembre 1995) (p. 3362, 3363) : situation en Irak. Sanctions internationales contre Bagdad. Embargo sur les exportations pétrolières de l'Irak.

MAURICE-BOKANOWSKI (Michel), sénateur (Hauts-de-Seine) RPR.

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères.

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une visite effectuée à Bruxelles aux sièges de l'OTAN et de l'UEO le 10 janvier 1995 [n° 0257 (94-95)] (19 avril 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 avril 1995) - Défense.

MAUROY (Pierre), sénateur (Nord) SOC.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours [n° 0217 (94-95)] - (27 juin 1995) - Discussion générale (p. 666, 669) :** attachement à la compétence des communautés urbaines en matière de service de secours et de lutte contre l'incendie. Sapeurs-pompiers de Lille. Complémentarité avec le service départemental d'incendie et de secours, SDIS. Décentralisation. Dépenses des communautés urbaines pour leur service d'incendie et de secours.

- **Suite de la discussion - (29 juin 1995) - Section 4 du chapitre II du titre II (précédemment réservée p. 739) (dispositions particulières aux communautés urbaines - supprimée par l'Assemblée nationale) (p. 799) :** son amendement de rétablissement, soutenu par M. Guy Allouche n° 125 ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Discussion des articles de la première partie :

- **Suite de la discussion - (24 novembre 1995) - Après l'art. 14 ter (p. 2956) :** son amendement, soutenu par M. Jean-Pierre Masseret, n° I-173 : application du taux réduit de TVA à tous les biocombustibles issus de la biomasse ; retiré.

Deuxième partie :

Affaires étrangères

- (29 novembre 1995) (p. 3363, 3364) : pays de la Méditerranée. Tenue d'une réunion internationale des ministres du travail à Lille au mois de mars 1996. Situation en ex-Yougoslavie. Reprise des essais nucléaires. Dépenses d'interventions. Le groupe socialiste ne votera pas ce projet de budget.

MAZARS (Georges), sénateur (Tarn) SOC.

Elu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire du Conseil supérieur de la coopération (JO Lois et décrets du 1er novembre 1995).

MÉHAIGNERIE (Pierre), ministre d'Etat, garde des Sceaux, ministre de la justice.

Fin de ses fonctions ministérielles (démission du Gouvernement le 11 mai 1995) (JO Lois et décrets du 12 mai 1995).

MÉLENCHON (Jean-Luc), sénateur (Essonne) SOC.

Réélu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995) ; puis secrétaire (JO Lois et décrets du 6 octobre 1995).

Membre suppléant de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques ; puis membre titulaire (JO Lois et décrets du 13 octobre 1995).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 13 (JO Débats du 22 décembre 1995) (p. 4648) - Ministère : Premier ministre - *Sommet social* - Réponse le 22 décembre 1995 (p. 4648) - **Politique sociale**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention sur la sûreté nucléaire [n° 0304 (94-95)]** - (5 juillet 1995) - (p. 891) : site nucléaire de Tchernobyl. Risques de l'industrie nucléaire. (p. 892, 893) : progrès marqué par la convention. Centrale de Tchernobyl. Importance de la recherche. Traitement des déchets nucléaires. Importance du nucléaire civil. Avec le groupe socialiste, votera l'autorisation de l'approbation de la convention.

- **Projet de loi portant amnistie [n° 0341 (94-95)]** - (17 juillet 1995) - **Discussion générale** (p. 1059) : principes régissant une loi d'amnistie. (p. 1060) : dispositions de ce texte visant les infractions au code du travail. Amnistie de la quasi-totalité des infractions au code du travail commises par les employeurs. Extension de l'amnistie aux contraventions de 5ème classe. (p. 1061) : déséquilibre dans le traitement par l'amnistie des infractions commises par des employeurs et des infractions commises par des employés - **Art. 2 (amnistie de certains délits)** (p. 1067, 1068) : soutient l'amendement n° 90 de M. Claude Estier (exclusion du champ de l'amnistie des infractions commises en relation avec des conflits tendant à contester les obligations légales des assurés).

- **Suite de la discussion** - (18 juillet 1995) - **Art. 13 (amnistie individuelle par décret du Président de la République)** (p. 1090, 1091) : se déclare favorable à l'amendement n° 56 de M. Claude Estier (personnes souffrant d'une maladie incurable) - **Art. 14 (conditions d'amnistie des sanctions disciplinaires ou professionnelles)** (p. 1094, 1095) : fautes des employeurs et des salariés. Délégués du personnel - **Après l'art. 14** (p. 1097, 1098) : soutient l'amendement n° 60 de M. Claude Estier (représentants du personnel licenciés pour une faute autre que lourde volontairement dolosive) - **Art. 18 (effets de l'amnistie sur les autorisations administratives et sur certaines peines complémentaires)** (p. 1111) : se déclare opposé à l'amendement n° 6 de la commission (interdiction de pénétrer dans une enceinte sportive) - **Art. 26 (infractions**

exclues de l'amnistie) (p. 1116) : loi d'équilibre. Infractions des employeurs. Sanctions disciplinaires contre les salariés. (p. 1126, 1128) : soutient les amendements de M. Claude Estier n° 69 (salaire minimum et rémunération mensuelle), n° 70 (durée du travail) et n° 71 (organisation du travail à temps partiel). (p. 1129, 1131) : soutient les amendements de M. Claude Estier n° 72 (heures supplémentaires), n° 73 (travail de nuit), n° 74 (âge d'admission au travail) et n° 75 (emploi des enfants dans les spectacles et les professions ambulantes comme mannequin dans la publicité et la mode). (p. 1132, 1134) : soutient les amendements de M. Claude Estier n° 76 (repos hebdomadaire), n° 77 (travail du dimanche des apprentis), n° 78 (constitution et fonctionnement des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail), n° 79 (délégués du personnel), n° 80 (comité d'entreprise) et n° 81 (entrave syndicale). (p. 1135, 1137) : soutient les amendements de M. Claude Estier n° 82 (entrave à l'action des inspecteurs du travail), n° 83 (discrimination syndicale) et n° 84 (infraction aux règlements communautaires et nationaux du transport par route). Soutient l'amendement n° 85 de M. Claude Estier (infraction à la réglementation sur les fouilles archéologiques). (p. 1142) : se déclare opposé à l'amendement n° 17 de M. Christian Bonnet (manifestations pacifiques contre l'interruption volontaire de grossesse).

- **Projet de loi instituant le contrat initiative-emploi [n° 0358 (94-95)]** - (19 juillet 1995) - **Discussion générale - commune avec celle du projet de loi n° 368 (94-95)** - (p. 1236, 1237) : contrat initiative-emploi, CIE. Inconvénients du CIE. Emploi. Diminution du temps de travail.

- **Projet de loi relatif à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale [n° 0368 (94-95)]** - (19 juillet 1995) - **Discussion générale - commune avec celle du projet de loi n° 358 (94-95)** - Voir intervention sous le projet de loi n° 358 (p. 1236, 1237).

- **Projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique, modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire et abrogeant les dispositions relatives à la Communauté et les dispositions transitoires [n° 0374 (94-95)]** - (24 juillet 1995) - **Question préalable** (p. 1374, 1377) : sa motion n° 1 tendant à opposer la question préalable ; rejetée. Réforme majeure de la Constitution. Augmentation des pouvoirs du Président de la République. Règles complexes de la démocratie. Citoyenneté et souveraineté populaire. Risque d'un référendum sur le système de protection sociale. Menace de rétablissement d'un ordre libéral. (p. 1378) : mise à l'écart des corps intermédiaires par le référendum.

- **Suite de la discussion** - (25 juillet 1995) - **Art. 1er (l'extension du champ du référendum législatif)** (p. 1400) : mise au point sur la présentation de l'ensemble des sous-amendements modifiant l'amendement n° 6 de la commission (extension du champ du référendum et procédure parlementaire, cas de la proposition de loi) et explications de vote. (p. 1403) : intervient sur le sous-amendement n° 38 de M. Guy Allouche (cas du vote par l'Assemblée nationale d'une motion de censure), modifiant l'amendement n° 6 précité de la commission. (p. 1409) : interrogation sur le référendum. Position du président du groupe du RPR de l'Assemblée nationale. (p. 1412) : intervient sur le sous-amendement n° 15 du Gouvernement (suppression du cas de la proposition de loi soumise à référendum), modifiant l'amendement n° 6 précité de la commission. (p. 1414, 1415) : sur l'amendement n° 6 précité de la commission, se déclare favorable au sous-amendement n° 42 de M. Guy Allouche (restrictions apportées au champ référendaire). Demande de scrutin public. (p. 1423) : sur l'amendement n° 6 précité de la commission, se déclare favorable au sous-amendement n° 43 de M. Guy Allouche (détermination des modalités d'application du présent article par une loi organique). Taux de participation et exemple du référendum sur la Nouvelle-Calédonie. (p. 1425) : se déclare opposé à

l'amendement n° 6 précité de la commission. Pouvoirs du Gouvernement. Pratique du référendum.

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement sur la réforme de la protection sociale, suivie d'un débat et d'un vote** - (16 novembre 1995) (p. 2626, 2628) : maîtrise médicalisée des dépenses de santé. Industrie pharmaceutique. Effort fiscal. Consommation médicale. Mécanisme d'épargne retraite. Dépenses de santé.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Santé publique et services communs - Solidarité entre les générations

- (1er décembre 1995) (p. 3563, 3565) : rapport du Haut conseil de la réforme hospitalière. Risque de gestion minimum du service public. Difficultés matérielles des hôpitaux publics. Baisse du taux directeur. Augmentation du forfait hospitalier. Rôle de l'hôpital dans la réduction de la fracture sociale. Hôpital public et médecine du secteur privé. Projet de planification sanitaire. Objectif de santé publique. Retrait du projet de réforme de la sécurité sociale.

- **Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale [n° 0122 (95-96)]** - (14 décembre 1995) - **Rappel au règlement** (p. 4321) : contribution du Sénat au grand débat national sur le plan Juppé. Demande la présence du Premier ministre.

- **Suite de la discussion** - (15 décembre 1995) - **Discussion générale (suite)** (p. 4380, 4385) : rappel de la demande de suspension de séance formulée par M. Claude Estier. Nécessité de préserver le débat politique et la délibération parlementaire. Signification des mouvements sociaux de décembre 1995. Critique des méthodes gouvernementales. Insuffisante concertation. Difficultés des régimes de sécurité sociale imputables en premier lieu à l'accroissement du chômage. Perspectives de résistance au plan du Gouvernement. Evolution et importance réelle du déficit social. Dispositions susceptibles de combler une partie de ce déficit. Extension non souhaitable de la compétence budgétaire du Parlement aux régimes sociaux. Voie ouverte aux compagnies d'assurance privées.

MENOU (Jacques de), sénateur (Finistère) RPR.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 234 (JO Débats du 13 décembre 1995) (p. 4285) - Ministère : Aménagement du territoire - *Conditions d'attribution des aides aux bâtiments industriels* - Réponse le 20 décembre 1995 (p. 4413) - Aides publiques

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture [n° 0089 (94-95)]** - (9 janvier 1995) - **Discussion générale** (p. 46, 48) : négociations du GATT. Industries agroalimentaires. Union européenne. Cotisations sociales. Installation des jeunes agriculteurs.

- **Suite de la discussion** - (11 janvier 1995) - **Après l'art. 10** (p. 176) : soutient l'amendement n° 98 de M. Philippe François (aléas climatiques, risques épisodiques et fluctuations économiques) - **Avant la section 1 du titre II** (p. 181) : son amendement n° 273 : TVA sur les produits de l'horticulture et de la sylviculture ; retiré - **Art. 7 (éligibilité aux aides économiques)** (p. 184) : soutient l'amendement n° 128 de M. Philippe François (suppression de la disposition qui prévoit la mention du nom des associés) - **Après l'art. 8 bis** (p. 186) : son amendements n° 333 : régime fiscal des subventions d'investissement ; retiré - **Après l'art. 10 (suite)** (p. 193) : soutient l'amendement n° 99 de M. Philippe François (mesures fiscales en faveur de l'investissement) - **Après l'art. 14 ter** (p. 198) : son amendement n° 336 : stage effectué par les jeunes agriculteurs candidats à l'installation ; retiré - **Après l'art. 11** (p. 208) : soutient l'amendement n° 312 de M. Philippe François (conditions d'application du régime d'étalement de la subvention d'équipement) - **Après l'art. 12** (p. 213) : soutient l'amendement n° 100 de M. Philippe François (apport de capitaux par des non-exploitants) - **Art. 13 (droits de mutation pour les jeunes agriculteurs qui s'installent)** (p. 216) : son amendement n° 334 : extension des dispositions de cet article aux zones non prioritaires ; retiré - **Art. 14 (exonération de 50 % sur la taxe foncière sur les propriétés non bâties)** (p. 220) : son amendement n° 335 : champ d'application de cet article ; retiré - **Art. 15 (relèvement du seuil permettant l'imputation des déficits agricoles)** (p. 222) : ses amendements n° 274 : limitation de l'imputation des déficits agricoles ; et n° 275 : possibilité pour les exploitants agricoles à titre principal de déduire de leur revenu global les déficits qui résultent de leur activité agricole ; retirés.

- **Suite de la discussion** - (12 janvier 1995) - **Après l'art. 35** (p. 284, 285) : son amendement, soutenu par M. Désiré Debavelaere, n° 337 : extension à la profession agricole des dispositions prévues en faveur des professions libérales et commerciales par la loi Madelin ; retiré. (p. 285) : son amendement, soutenu par M. Jean-Paul Hammann, n° 338 : possibilité donnée aux exploitations de déduire les revenus du capital foncier et du capital d'exploitation de l'assiette sociale ; retiré - **Art. 37 (pension de réversion)** (p. 291, 292) : ses amendements, soutenus par M. Emmanuel Hamel, n° 339 et n° 340 : atténuation de la distinction opérée entre les conjoints déjà bénéficiaires d'une pension de réversion et ceux qui en bénéficieront au 1er janvier 1995 ; retirés.

- **Proposition de loi tendant à relever de 18,60% à 20,60% le taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée à compter du 1er août 1995 [n° 0375 (94-95)]** - (19 juillet 1995) - **Art. unique (fixation à 20,60% du taux normal de TVA)** - **Paragraphe 4 (baisse transitoire du droit de consommation sur les cigarettes)** (p. 1206) : son amendement, soutenu par M. Serge Vinçon, n° 31 : prolongation de la durée du régime transitoire ; adopté.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 [n° 0379 (94-95)]** - **Suite de la discussion** - (27 juillet 1995) - **Art. 7 (contribution exceptionnelle des organismes collecteurs de la participation des employeurs à l'effort de construction)** (p. 1624) : intervient sur les amendements de suppression n° 37 de M. Robert Vizet et n° 91 de M. Robert Laucournet - **Après l'art. 21** (p. 1666) : intervient sur l'amendement de M. Philippe Adnot n° 7 (faculté pour les collectivités locales d'accorder des exonérations de taxe professionnelle) - **Art. 24 (modifications apportées au régime de l'aide aux chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprise)** (p. 1674) : sur l'amendement de la commission n° 21 (maintien du bénéfice de l'aide aux chômeurs, créateurs ou repreneurs d'entreprise, ACCRE, aux chômeurs indemnisés sans condition de durée), son sous-amendement n° 116 : suppression du délai au-delà duquel des salariés licenciés désirant reprendre leur entreprise en faillite peuvent bénéficier d'une aide de l'Etat ; adopté - **Art. 25 (relèvement du taux et élargissement de l'assiette de la contribution sociale de solidarité des sociétés)** (p. 1680) : soutient l'amendement de M. Alain Pluchet n° 117 (bénéfice des avantages prévus par l'article 25 pour les caisses régionales

du Crédit agricole, les banques mutuelles, les organismes financiers des secteurs bancaires et de l'assurance relevant de la mutualité sociale agricole.

- Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]

Deuxième partie :

Agriculture, pêche et alimentation

- (28 novembre 1995) (p. 3288 à 3290) : charte nationale d'installation des jeunes agriculteurs. Inadaptation du terme de "revenu moyen" et préférence pour un revenu par activité. Positions de la Commission et du Parlement européen. Maîtrise des pollutions d'origine animale. Grande distribution. Assujettissement des coopératives agricoles à la contribution sociale de solidarité des sociétés, CSSS.

Articles non rattachés :

- (9 décembre 1995) - **Après l'art. 59 quater** (p. 4173) : se déclare favorable à l'amendement n° II-90 de M. Jacques Oudin (exonération d'un certain nombre de taxes pour les entreprises nouvelles quelle que soit la zone dans laquelle elles s'installent sur décision des collectivités locales). Retour à l'ancien dispositif où les collectivités territoriales décidaient librement de l'exonération. Problème du zonage. Nécessité de revoir certaines dispositions de la loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - **Avant l'art. 59 nonies** (p. 4204) : son amendement n° II-135 : système de plafonnement de la contribution sociale de solidarité des sociétés, CSSS, fondé sur le nombre de salariés pour les coopératives agricoles se consacrant à l'organisation des ventes aux enchères ou à la première mise en marché de productions de leurs adhérents ; rejeté - **Art. 59 nonies (neutralisation, au regard de la contribution sociale de solidarité des sociétés, CSSS, des opérations de vente de produits à l'intérieur du secteur coopératif agricole)** (p. 4207, 4208) : son amendement n° II-134 : neutralisation du chiffre d'affaires réalisé entre les coopératives et leurs filiales de droit commun dans lesquelles elles détiennent ensemble ou séparément 50 % du capital ; retiré.

MERCIER (Louis), sénateur (Loire) UC.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire du Fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales.

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec MM. Edouard Le Jeune et Guy Robert, tendant à remplacer dans l'intitulé de la loi n° 51-538 du 14 mai 1951 les mots : "personnes contraintes au travail en pays ennemi, en territoire étranger occupé par l'ennemi ou en territoire français annexé par l'ennemi" par les mots : "victimes de la déportation du travail" [n° 0221 (94-95)] (2 février 1995) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 19 janvier 1995) - **Anciens combattants et victimes de guerre.**

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]

Deuxième partie :

Budget annexe des prestations sociales agricoles

- (28 novembre 1995) (p. 3252, 3253) : basculement total du financement professionnel sur le revenu des exploitants. Importance de la solidarité nationale. Problème de parité avec le régime général. Dépenses de gestion. Faiblesse des retraites agricoles. Menace sur l'action sanitaire et sociale des caisses départementales de MSA. Financement de l'exonération des jeunes agriculteurs. Ressources de la sécurité sociale. Avec le groupe de l'Union centriste, adoptera le projet de BAPSA pour 1996.

MERCIER (Michel), sénateur (Rhône) UC.

Elu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre suppléant du Comité des finances locales (JO Lois et décrets du 8 décembre 1995).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1995 (19 décembre 1995).

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Intérieur, réforme de l'Etat, décentralisation et citoyenneté - Décentralisation [n° 0077 (95-96), tome 3 annexe 25] (21 novembre 1995) - **Lois de finances.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes [n° 0002 (95-96)]** - (9 novembre 1995) - **Discussion générale** (p. 2469, 2470) : réorganisation indispensable de la prise en charge de la dépendance. Dérive de l'allocation compensatrice pour tierce personne. Nécessaire révision des textes relatifs à la tarification. Intervention d'un partenariat conventionnel pour la gestion du dispositif. Importance de la solidarité familiale. Obligation alimentaire et recouvrement sur succession.

- Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]

Discussion des articles de la première partie :

- **Suite de la discussion** - (24 novembre 1995) - **Art. 18 (détermination de l'enveloppe des concours de l'Etat aux collectivités locales)** (p. 2919) : place du Fonds de compensation pour la TVA. Indexation de la dotation globale de fonctionnement au détriment d'autres dotations. Dispositions relatives à la dotation de compensation de la taxe professionnelle. Dotation globale d'équipement. Maîtrise des dépenses publiques. Extension du pacte de stabilité financière à l'ensemble des relations financières.

Deuxième partie :

Intérieur, réforme de l'Etat, décentralisation et citoyenneté

- (2 décembre 1995) - Rapporteur spécial de la commission des finances (décentralisation) (p. 3589, 3591) : évolution des crédits. Fonds de compensation pour la TVA. Dotation globale de fonctionnement, DGF. Concours versés par l'Etat

aux collectivités territoriales. Pacte financier. Franchise postale. Dépenses supplémentaires des collectivités. Clarification des compétences. Logements de première urgence. Départements. Dotation globale d'équipement, DGE. Dotation de compensation de la taxe professionnelle. Diminution des droits de mutation. Forfait hospitalier. Accepte les crédits affectés à la décentralisation.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995** [n° 0119 (95-96)] - Suite de la discussion - (20 décembre 1995) - Après l'art. 23 bis (p. 4577) : son amendement n° 13 : possibilité pour les départements, pour l'exercice 1996, de majorer le taux de taxe professionnelle ; retiré.

MESTRE (Philippe), ministre des anciens combattants et victimes de guerre.

Fin de ses fonctions ministérielles (démission du Gouvernement le 11 mai 1995) (JO Lois et décrets du 12 mai 1995).

METZINGER (Charles), sénateur (Moselle) SOC.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995) ; puis vice-président (JO Lois et décrets du 6 octobre 1995).

Membre titulaire de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne ; nouvelle nomination en tant que secrétaire (JO Lois et décrets des 13 et 14 octobre 1995).

Membre titulaire de la Commission d'évaluation prévue par l'article 82 de la loi quinquennale sur l'emploi, modifié par l'article 101 de la loi n° 95-116 du 4 février 1995 (JO Lois et décrets du 6 avril 1995).

Membre suppléant du Conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés (JO Lois et décrets du 1er novembre 1995).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant le contrat initiative-emploi (27 juillet 1995).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale (15 décembre 1995).

DÉPÔTS

Proposition de résolution, présentée en application de l'article 73 bis du Règlement, sur la proposition de directive du Conseil modifiant la directive 86/378/CEE relative à la mise en oeuvre du principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes dans les régimes professionnels de sécurité sociale (n° E 450) [n° 0092 (95-96)] (23 novembre 1995) - Communautés européennes.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 1 (JO Débats du 20 octobre 1995) (p. 1974) - Ministère : Santé publique - Forfait hospitalier - Réponse le 20 octobre 1995 (p. 1974) - Hôpitaux

Questions orales sans débat :

n° 224 (JO Débats du 2 décembre 1995) (p. 3576) - Ministère : Premier ministre - Chiffrage de la dette de la Sécurité sociale - Réponse le 13 décembre 1995 (p. 4258) - Sécurité sociale

INTERVENTIONS

- **Résolution** [n° 331 (94-95)], adoptée par la commission des finances, en application de l'article 73 bis, alinéa 8, du règlement, sur l'avant-projet de budget des Communautés européennes pour 1996 : aperçu général (n° E-422). [n° 0346 (94-95)] - (6 juillet 1995) (p. 954, 955) : politique agricole commune, PAC. Contribution française. Dépenses. Contrôle des finances communautaires. Avis favorable du groupe socialiste sur ce texte.

- **Résolution** (n° 359,94-95), adoptée par la commission des finances, en application de l'article 73 bis, alinéa 8, du règlement, sur la recommandation de la Commission en vue des recommandations du Conseil visant à ce que soit mis un terme à la situation de déficit public excessif en Belgique, au Danemark, en Grèce, en Espagne, en France, en Italie, aux Pays-Bas, en Autriche, au Portugal, en Finlande, en Suède et au Royaume-Uni (application de l'article 104 C, paragraphe 7, du traité instituant la Communauté européenne) (n° E-436). [n° 0330-0345 (94-95)] - (6 juillet 1995) - Discussion générale (p. 963, 964) : recommandation adressée à la France. Réduction des déficits publics. Dépenses publiques. Sécurité sociale. TVA. Collectif budgétaire. Avis défavorable du groupe socialiste sur cette résolution - Examen de la résolution (p. 971) : abstention du groupe socialiste sur l'amendement n° 1 de M. Robert Vizet (création d'emplois, opposition à l'adoption de la recommandation n° E-436).

- **Proposition de loi relative aux garanties offertes aux donateurs quant à l'utilisation des fonds collectés grâce à la générosité publique** [n° 0343 (94-95)] - (26 octobre 1995) - Discussion générale (p. 2270, 2271) : renforcement des projets d'initiative parlementaire. Lacune comblée par cette proposition de loi. Renforcement indispensable de l'information des donateurs. Nécessaire garantie de la répartition des fonds. Rôle de l'Inspection générale des affaires sociales, IGAS. Importance des sommes collectées. Accord-cadre conclu entre certaines associations et les pouvoirs publics. Avec le groupe socialiste, votera cette proposition de loi - Art. 2 (*mission d'évaluation de l'action des organismes faisant appel à la générosité publique*) (p. 2275) : se déclare favorable à l'amendement de précision n° 5 de M. Jacques Machet - Après l'art. 6 (p. 2277) : avec le groupe socialiste, s'abstiendra sur l'amendement n° 7 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (création d'une commission de contrôle et d'intervention sur l'utilisation et la conformité à leur objet des fonds publics) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 2278) : nécessité d'un tel texte. Initiative parlementaire.

- **Projet de loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes** [n° 0002 (95-96)] - (9 novembre 1995) - Discussion générale (p. 2476, 2477) : débat sur la protection sociale. Financement du dispositif. Fonds de solidarité vieillesse. Avec les membres du groupe socialiste, ne peut adhérer à ce projet de loi.

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement sur la réforme de la protection sociale, suivie d'un débat et d'un vote** - (16 novembre 1995) (p. 2599, 2603) : remboursement de la dette sociale. CSG. Forfait hospitalier. Prestation d'autonomie pour les personnes âgées. Pactes sociaux et revenus financiers. Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales, CNRACL. Réduction des déficits sociaux. Maîtrise médicalisée des dépenses de santé. Réorganisation de la médecine de ville. Systèmes d'informatisation. Formation des médecins. Fiscalisation des

allocations familiales. Système des retraites. Hausse du forfait hospitalier. Législation par ordonnances.

- Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]

Deuxième partie :

Santé publique et services communs - Solidarité entre les générations

- (1er décembre 1995) (p. 3556, 3558) : satellisation des crédits de la santé. Lutte contre le sida et la toxicomanie. Tabagisme et alcoolisme. Augmentation du forfait hospitalier. Réforme des services d'urgence. Médecine de ville. Dépenses pharmaceutiques. Thermalisme. Allocation aux adultes handicapés, AAH. Centre d'aide par le travail, CAT. Commission technique d'orientation et de reclassement professionnel, COTOREP. Equipes de préparation et de suite du reclassement professionnel, EPSR. Politique en faveur des personnes âgées. Humanisation des hospices. Question des retraites. S'oppose à la création des fonds de pension. Financement critiquable de la caisse d'amortissement pour le remboursement de la dette sociale. Le groupe socialiste votera contre ce projet de budget.

- Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale [n° 0122 (95-96)] - (14 décembre 1995) - Rappel au règlement (p. 4322) : demande la présence du Premier ministre. Débats à l'Assemblée nationale - **Fait personnel** (p. 4323) : polémique au sujet de certains propos tenus en ce début de séance. Demande à nouveau la présence du Premier ministre au Sénat - **Discussion générale** (p. 4352, 4354) : méfiance à l'encontre du Gouvernement. Précipitation de la réforme. Crise sociale. Situation des salariés. Négociations préalables à la mise en oeuvre de réformes. Non respect des promesses. Recours aux ordonnances. Négociations avec les partenaires sociaux. Nécessité de donner un contenu social à la construction européenne. Création de la Caisse d'amortissement de la dette sociale, CADES. (p. 4355, 4356) : maîtrise des dépenses de santé. Parlement associé à la définition globale de la politique de santé et de la protection sociale. Manifestations. Position du patronat français dans ce conflit. Crise sociale et crise politique. "Sommet social". Les membres du groupe socialiste demandent au Gouvernement de renoncer aux ordonnances.

- Suite de la discussion - (15 décembre 1995) - Question préalable (p. 4397, 4398) : se déclare opposé à la motion n° 2808 de M. Jean-Pierre Fourcade tendant à opposer la question préalable. Détournement inconstitutionnel de la procédure de la question préalable. Atteintes simultanées à la démocratie sociale et à la démocratie politique.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 0145 (95-96)] - (20 décembre 1995) - Discussion générale (p. 4595, 4596) : conditions de discussion de la loi d'habilitation. Indépendance du Parlement. Rigidité des méthodes du Gouvernement et inadaptation de sa politique.

- Rappel au règlement - (20 décembre 1995) (p. 4589) : article 70 du règlement du Sénat. Conditions de convocation et de travail de la commission mixte paritaire réunie sur le projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale.

MICHAUX-CHEVRY (Lucette), ministre délégué à l'action humanitaire et aux droits de l'homme.

Fin de ses fonctions ministérielles (démission du Gouvernement le 11 mai 1995) (JO Lois et décrets du 12 mai 1995).

puis, *sénateur (Guadeloupe) RPR* élue le 24 septembre 1995.

En qualité de sénateur

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire du comité directeur du Fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon (FEDOM) (JO Lois et décrets du 24 novembre 1995).

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076]

Deuxième partie :

Coopération

- (29 novembre 1995) - **Examen des crédits - Etat C - Titre VI** (p. 3407) : pays de la Caraïbe. Protection sociale. Accords de Lomé. Caisse française de développement.

Outre-mer

- (30 novembre 1995) (p. 3433) : caractère prioritaire de l'outre-mer. Budget en progression. Destructures dues aux ouragans et solidarité nationale. Lenteurs administratives. Emploi et insertion. (p. 3434) : stabilité des institutions. Dépendance administrative de la Guadeloupe par rapport à la Martinique. Problèmes structurels. Finances des collectivités locales. Défisiscalisation. Agriculture. Loi Perben. (p. 3435) : taux d'intérêt. Fonctionnaires des collectivités territoriales. Taux de criminalité. Magistrats. Fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer, FEDOM. Dialogue avec les populations d'outre-mer. Le groupe du RPR votera le budget de l'outre-mer - **Question budgétaire** (p. 3458) : exploitation de la ligne aérienne Saint-Martin - Saint-Barthélémy - **Examen des crédits - Etat B - Titre III** (p. 3461) : intervient sur les amendements identiques n° II-37 de M. Claude Lise et n° II-40 de Mme Danielle Bidard-Reydet (rétablissement des crédits initiaux du service militaire adapté) - **Etat C - Titre VI** (p. 3463) : se déclare opposée aux amendements identiques n° II-39 de M. Claude Lise et n° II-42 de Mme Danielle Bidard-Reydet (rétablissement des crédits initiaux affectés à l'investissement en faveur des logements sociaux).

- Projet de loi relatif à l'aménagement, la protection et la mise en valeur de la zone dite des cinquante pas géométriques dans les départements d'outre-mer [n° 0394 (94-95)] - (13 décembre 1995) - Art. 1er (dispositions spéciales aux départements de la Guadeloupe et de la Martinique dans le code du domaine de l'Etat) - Art. L. 89-2 du code précité (cession de terrains à titre gratuit) (p. 4302, 4303) : son amendement, soutenu par M. Pierre Lagourgue, n° 9 : réintégration dans la zone dite des cinquante pas géométriques de deux parcelles de la ville de Basse-Terre ; adopté.

- Projet de loi de finances rectificative pour 1995 [n° 0119 (95-96)] - Suite de la discussion - (20 décembre 1995) - Après l'art. 19 (p. 4568) : ses amendements, soutenus par M. Edmond Lauret, n° 34 : fixation du régime contingentaire du rhum traditionnel des départements d'outre-mer ; et n° 35 : transposition dans le droit interne de la décision du Conseil en date du 30 octobre 1995 qui autorise la France à réserver l'application du taux réduit du droit à la consommation au rhum traditionnel produit dans les départements d'outre-mer ; adoptés.

MILLAUD (Daniel), sénateur (Polynésie française) UC.

Secrétaire du Sénat.

Réélu secrétaire du Sénat (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Juge suppléant de la Haute Cour de justice ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 27 octobre 1995).

Juge suppléant de la Cour de justice de la République ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 27 octobre 1995).

Membre de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 13 octobre 1995).

Membre titulaire du comité directeur du fonds d'investissements pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (FIDESTOM).

Membre titulaire du conseil d'administration de la société Radio-télévision France Outre-mer jusqu'au 9 décembre 1995.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi étendant dans les territoires d'outre-mer certaines dispositions du code de la route et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte (12 janvier 1995).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant la loi n° 88-1028 du 9 novembre 1988 portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998 et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer (12 janvier 1995).

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat, sur l'avenir de l'association des Pays et Territoires d'Outre-mer à la Communauté européenne [n° 0385 (94-95)] (19 juillet 1995) - Union européenne.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique modifiant la loi n° 88-1028 du 9 novembre 1988 portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998 et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer [n° 0169 (94-95)]** - (11 janvier 1995) - **Art. 14** (*compétences de l'Etat en matière de règles applicables aux personnels des établissements privés de Nouvelle-Calédonie et de Polynésie française*) (p. 138, 139) : son amendement n° 1 : modification de la rédaction dans un sens plus large ; adopté - **Art. 15** (*détermination du régime applicable aux fonctionnaires pour l'administration de la Polynésie française*) (p. 140) : ses amendements n° 2 : compétences du territoire ; adopté ; et n° 3 : élèves instituteurs ; retiré - **Après l'art. 15** (p. 141) : son amendement n° 4 : validation législative d'actes individuels ; adopté - **Avant l'art. 16** : ses amendements proposant des modifications de la loi du 6 septembre 1984 portant statut des territoires de la Polynésie française, n° 5 : définition du domaine public maritime ; n° 6 : compétences du territoire en cas de doute sur la répartition des compétences entre l'Etat et le territoire ; rejetés ; n° 7 : compétences du territoire dans les matières de police administrative de son ressort ; adopté ; n° 8 : réglementation applicable aux assurances, aux coopératives et aux sociétés

mutualistes en Polynésie française ; et n° 9 : transfert aux territoires du droit d'exploitation des ressources naturelles du fonds de la mer, de son sous-sol et des eaux surjacentes ; rejetés - **Art. 19** (*sessions ordinaires de l'assemblée territoriale de Polynésie française*) (p. 146) : son amendement n° 10 : précision des dates d'ouverture et de la durée des sessions ; adopté - **Avant l'art. 22** : son amendement n° 12 : transmission des actes de l'assemblée territoriale et de la commission permanente ; rejeté - **Art. 20** (*sessions extraordinaires de l'assemblée territoriale de Polynésie française*) (p. 147) : son amendement n° 11 : procédure de convocation ; retiré au profit de l'amendement n° 32 sur le même objet du Gouvernement - **Avant l'art. 22** (p. 147, 148) : son amendement n° 12 : transmission des actes de l'assemblée territoriale et de la commission permanente ; rejeté - **Avant l'art. 24** : son amendement n° 13 : accélération de la transmission des procès-verbaux ; retiré au profit de l'amendement n° 34 de la commission proposé après l'article 23 - **Après l'art. 25** : son amendement n° 14 : publication des délibérations de la commission permanente par son président ; rejeté. (p. 150, 153) : ses amendements n° 15 : recours en excès de pouvoir contre les délibérations à caractère réglementaire adoptées par l'Assemblée territoriale ou sa commission permanente : compétence du Conseil d'Etat ; rejeté ; n° 16 : validation de dispositions relatives à la création de l'office territorial des postes et télécommunications ; adopté ; n° 17 et n° 18 : représentation de magistrats servant outre-mer au sein du Conseil supérieur de la magistrature ; retirés ; et n° 19 : transfert de l'Assemblée territoriale au Conseil des ministres du territoire du pouvoir de nomination des représentants du territoire au sein des sociétés d'économie mixte locales ; retiré au profit de l'amendement n° 36, sur le même objet, de la commission - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 154, 155) : nécessaire redéfinition du statut d'autonomie interne de la Polynésie française. S'abstiendra sur ce projet de loi.

- **Projet de loi étendant dans les territoires d'outre-mer certaines dispositions du code de la route et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte [n° 0170 (94-95)]** - (11 janvier 1995) - **Après l'art. 10** (p. 162) : votera l'amendement n° 1 de M. René-Georges Laurin (modification de la rédaction dans un sens plus large).

- **Projet de loi organique modifiant la loi n° 88-1028 du 9 novembre 1988 portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998 et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 0214 (94-95)]** - (18 janvier 1995) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 494) : avec le groupe de l'Union centriste, votera le texte élaboré par la CMP. Définition du domaine public maritime. Exploitation de la zone économique exclusive.

- **Projet de loi étendant dans les territoires d'outre-mer certaines dispositions du code de la route et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 0215 (94-95)]** - (18 janvier 1995) - **Discussion générale** (p. 498, 499) : problème de la contribution de solidarité territoriale, CST. A voté pour la recevabilité de l'amendement tendant à insérer un article additionnel lors de la CMP. Demande le retrait de l'amendement de suppression du Gouvernement - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 501) : s'abstiendra lors du vote du texte élaboré par la CMP modifié par l'amendement de suppression du Gouvernement.

- **Projet de loi portant amnistie [n° 0341 (94-95)] - Suite de la discussion** - (18 juillet 1995) - **Art. 26** (*infractions exclues de l'amnistie*) (p. 1140) : se déclare opposé à l'amendement n° 17 de M. Christian Bonnet (manifestations pacifiques contre l'interruption volontaire de grossesse).

- **Suite de la discussion** - (19 juillet 1995) - **Art. 29** (*application de la loi aux territoires d'outre-mer et à Mayotte*) (p. 1170, 1171) : se déclare opposé à l'amendement n° 13 de la commission (nouvelle rédaction de l'article 29) ainsi qu'à l'article 29.

- **Rappel au règlement** - (26 juillet 1995) (p. 1494, 1495) : chaleur excessive et tenue vestimentaire.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 [n° 0379 (94-95)] - Suite de la discussion** - (27 juillet 1995) - **Après l'art. 21** (p. 1667) : soutient l'amendement de M. René Ballayer n° 115 (assouplissement du régime d'exonération facultative offert aux communes en matière de taxe sur les spectacles) - **Art. 24** (*modifications apportées au régime de l'aide aux chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprise*) (p. 1674) : sur l'amendement de la commission n° 21 (maintien du bénéfice de l'aide aux chômeurs, créateurs ou repreneurs d'entreprise, ACCRE, aux chômeurs indemnisés sans condition de durée), soutient le sous-amendement de M. Jean Madelain n° 63 (présentation rapide aux tribunaux de commerce de solutions de reprise par les travailleurs licenciés).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative au blanchiment, au dépiantage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime, faite à Strasbourg le 8 novembre 1990 [n° 0610 (93-94)]** - (18 octobre 1995) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1907) : s'abstiendra, bien que favorable à la convention.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord international de 1994 sur le café [n° 0307 (94-95)]** - (25 octobre 1995) - **Explications de vote** (p. 2239) : se déclare favorable à ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention des Nations unies sur le droit de la mer (ensemble neuf annexes) et de l'accord relatif à l'application de la partie XI de la convention des Nations unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 (ensemble une annexe) [n° 0325 (94-95)]** - (25 octobre 1995) - **Explications de vote** (p. 2245) : spécificités de la Polynésie française. Compétences du territoire. Se déclare favorable à ce texte.

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Turkménistan sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements [n° 0008 (95-96)]** - (9 novembre 1995) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2418, 2419) : rapport du Conseil d'Etat pour 1990. Vote contre ce projet de loi.

- **Conclusions du rapport de M. Pierre Fauchon, fait au nom de la commission des lois, sur : la proposition de loi (n° 406, 94-95) de M. Jacques Larché déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à la responsabilité pénale des élus locaux pour des faits d'imprudence ou de négligence commis dans l'exercice des fonctions ; la proposition de loi (n° 255, 94-95) de M. Claude Huriet relative à la protection pénale des exécutifs locaux à raison des actes commis dans l'exercice de leurs fonctions ; et la proposition de loi (n° 361, 94-95) de M. Hubert Haenel déposée avec plusieurs de ses collègues, visant à étendre aux districts les règles applicables à la responsabilité des syndicats de communes pour les accidents survenus aux membres de leur comité et à leur président, en complétant l'article L.164-5 du code des communes. [n° 406-255-361 (94-95)]** - Suite de la discussion - (14 novembre 1995) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2505) : demande au Gouvernement l'application de ce texte aux territoires d'outre-mer.

- **Conclusions du rapport de M. Daniel Hoefel, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution (n° 66, 95-96) de M. Yves Guéna, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à modifier le règlement du Sénat [n° 66 (95-96)]** - (21 novembre 1995) -

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2659) : déclare s'abstenir lors du vote de cette proposition de résolution.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Outre-mer

- (30 novembre 1995) (p. 3436, 3437) : documents budgétaires. Votera le budget de l'outre-mer. Dépenses de 1995 et crédits au titre de 1996 pour la Polynésie française. Absence de versements supplémentaires. Partenariat. Reprise des essais nucléaires. Plate-forme de production et de commercialisation. Université française du Pacifique. Fiscalité. Zone économique exclusive. Conventions internationales. Union européenne.

Articles non rattachés :

- (9 décembre 1995) - **Art. 55** (*imputation sur le revenu global des déficits relevant des BIC*) (p. 4154) : ses amendements n° II-110 : maintien du dispositif actuellement en vigueur pour les investissements réalisés outre-mer ; et n° II-111 : diversification des procédures auprès de la direction générale des impôts en fonction du montant de l'investissement ; retirés. (p. 4155) : son amendement n° II-112 : agrément tacite à l'expiration d'un délai de deux mois pour les investissements n'excédant pas dix millions de francs ; retiré. (p. 4156) : son amendement n° II-113 : agrément tacite à l'expiration d'un délai de deux mois pour les investissements n'excédant pas trois millions de francs ; adopté.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 [n° 0119 (95-96)]** - (19 décembre 1995) - **Art. 9 et Etat C** (*dépenses en capital des services civils - ouverture*) (p. 4526) : son amendement n° 41 : réduction des crédits de paiement du titre V de 4.000.000 francs ; retiré. Financement de l'installation du système de dédouanement informatique, SOFIX, en Polynésie.

- **Projet de loi d'habilitation relatif à l'extension et à l'adaptation de la législation en matière pénale applicable aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte [n° 0101 (95-96)]** - (21 décembre 1995) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4645) : insuffisance du nombre de magistrats en Polynésie française. Vote de ce projet de loi d'habilitation par le groupe de l'Union centriste.

MILLON (Charles), ministre de la défense.

dans le Gouvernement Juppé le 18 mai 1995 (JO Lois et décrets du 19 mai 1995).

Fin de ses fonctions ministérielles (démission du Gouvernement le 7 novembre 1995) (JO Lois et décrets du 8 novembre 1995).

puis, *ministre de la défense* dans le deuxième Gouvernement Juppé le 7 novembre 1995 (JO Lois et décrets du 8 novembre 1995).

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Déclaration du Gouvernement relative à la situation en ex-Yougoslavie [n° 0303 (94-95)] (7 juin 1995) - **Gouvernement (déclarations).**

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 3 de M. Christian Bonnet : *Armée (Plan de restructuration des armées françaises)* (JO Débats du 20 octobre 1995) (p. 1975).

n° 6 de Mme Maryse Bergé-Lavigne : *Aviation civile (Avenir d'Aérospatiale)* (JO Débats du 10 novembre 1995) (p. 2430).

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement relative à la situation en ex-Yougoslavie, suivie d'un débat** - (7 juin 1995) (p. 620, 621) : libération immédiate des Casques bleus pris en otages. Moyens et organisation de la FORPRONU. Constitution d'une force multinationale de réaction rapide. Objectif de désenclavement de Sarajevo. Ravitaillement des zones de sécurité. Regroupement des troupes.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

*Deuxième partie :***Défense**

- (6 décembre 1995) (p. 3845, 3847) : remise en question de la dernière loi de programmation militaire pour les années 1995-2000. Création d'un comité stratégique. Prochain débat d'orientation militaire au Sénat. Evolution des crédits budgétaires. Référence au Livre blanc en matière d'emploi. Question du maintien des programmes d'équipement des forces aériennes, maritimes ou terrestres. (p. 3848, 3850) : dissuasion et essais nucléaires. Développement de la politique spatiale. Réduction du format des armées. Restructuration des industries de défense. Forte modernisation de la gendarmerie. Plan Vigipirate. Avenir du service national. Rôle de la France en Bosnie. Démarches en ex-Yougoslavie pour la libération de deux pilotes français. Hommage aux militaires français tués en Bosnie. (p. 3887, 3889) : programmation des dépenses militaires. Surcoût du plan Vigipirate. Financement des opérations extérieures. Rôle de la France dans le respect des droits de l'homme en Bosnie et au Rwanda. Coût de la participation française en ex-Yougoslavie. Question du service militaire et de la professionnalisation des armées. (p. 3890, 3892) : conscription et armée de métier. Formation professionnelle des appelés. Emploi des jeunes. Question des réserves. Gestion des effectifs. Régime de protection sociale des militaires. Situation de la gendarmerie. Avenir des programmes nucléaires et d'armement classiques. (p. 3893, 3895) : rôle des entreprises de défense. Modalités d'accompagnement des restructurations. Place des collectivités locales dans les restructurations militaires. Réduction des effectifs. Mesures d'aide à la reconversion. Prochain plan de conversion et de développement présenté par le Gouvernement. Politique européenne de défense. Situation en ex-Yougoslavie. Rôle de la FORPRONU. Alliance Atlantique. Constitution des Euroforces. Evolution des structures de l'OTAN. Groupement des armements de l'Europe occidentale, GAEO. Maintien de la défense nationale et redressement économique - **Examen des crédits** - **Art. 35 (crédits du titre III)** (p. 3895) : s'oppose à l'amendement de M. Jean-Luc Bécart n° II-92 (suppression de postes militaires professionnels de l'armée de terre) - **Art. 36 (crédits des titres V et VI)** (p. 3897) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Luc Bécart n° II-93 (suppression des crédits pour les essais nucléaires) et n° II-94 (suppression des crédits pour le programme d'adaptation à la limitation des essais nucléaires, PALEN).

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires économiques ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995) ; puis secrétaire (JO Lois et décrets du 6 octobre 1995).

Secrétaire de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification ; nouvelle nomination en tant que secrétaire (JO Lois et décrets des 13 et 27 octobre 1995).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture (12 janvier 1995).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement (16 janvier 1995).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à la prévention des inondations et à l'indemnisation juste et totale de toutes les personnes qui en sont victimes [n° 0227 (94-95)] (22 février 1995) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 19 janvier 1995) - **Calamités et catastrophes**.

Proposition de résolution, déposée avec plusieurs de ses collègues, présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de règlement (CE) du Conseil portant réforme de l'organisation communautaire du marché vitivinicole (n° E 401) [n° 0275 (94-95)] (17 mai 1995) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 avril 1995) - **Communautés européennes**.

Rapport d'information, fait avec M. Marcel Bony, au nom de la commission des affaires économiques, à la suite d'une mission effectuée sur la situation économique en Norvège, Suède et Finlande [n° 0044 (95-96)] (26 octobre 1995) - **Pays nordiques**.

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - **Consommation et concurrence [n° 0079 (95-96), tome 9]** (21 novembre 1995) - **Lois de finances**.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 11 (JO Débats du 30 juin 1995) (p. 764) - Ministère : **Affaires européennes - Crise du marché des fruits et légumes** - Réponse le 30 juin 1995 (p. 765) - **Fruits et légumes**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture [n° 0089 (94-95)]** - (9 janvier 1995) - **Discussion générale** (p. 26, 29) : contraintes internationales et européennes. Accords du GATT. Mise en jachère. Productions agricoles. Droits à produire. Cours des produits agricoles. Installation des jeunes agriculteurs. Nombre d'exploitations agricoles. Protection sociale. Pensions de réversion. Formes sociétaires d'exploitation. Fiscalité agricole.

- **Suite de la discussion** - (10 janvier 1995) - **Art. 1er (objectifs de la politique agricole)** (p. 64, 65) : sur l'amendement n° 8 de la commission (nouvelle rédaction), ses sous-amendements n° 221 : renégociation de la politique agricole commune ; n° 222 : maintien du nombre d'agriculteurs exploitants au 1er janvier 1995 ; n° 223 :

missions de l'agriculture ; n° 224 : activité des entreprises du secteur coopératif agricole ; et n° 225 : garantie de la protection sociale ; rejetés - **Après l'art. 1er** (p. 70, 71) : ses amendements n° 226 : concertation avec l'ensemble des organisations professionnelles et syndicales représentatives ; n° 227 : annulation des mesures et orientation décidées dans le cadre de l'Union européenne ; et n° 228 : action du Gouvernement auprès de l'Union européenne ; rejetés - **Après l'art. 5 ter** (p. 95) : son amendement, soutenu par M. Félix Leyzour, n° 234 : paiement entre les entreprises après la fin de la décade de livraisons pour les achats de fruits et légumes ; rejeté - **Art. 6 (critères de répartition des droits à produire)** (p. 96) : son amendement, soutenu par Félix Leyzour, n° 235 : garantie de la gratuité du droit au travail pour les agriculteurs et aide au développement des petites et moyennes exploitations ; rejeté (p. 99) : son amendement n° 236, soutenu par M. Félix Leyzour : notion de zone géographique ; rejeté.

- **Projet de loi étendant dans les territoires d'outre-mer certaines dispositions du code de la route et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte [n° 0170 (94-95)]** - (11 janvier 1995) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p.169) : vote de ce projet de loi par le groupe communiste.

- **Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture [n° 0089 (94-95)]** - Suite de la discussion - (11 janvier 1995) - **Après l'art. 9** (p. 175) : son amendement n° 238 : aléas climatiques, risques épisodiques et fluctuations économiques ; retiré - **Avant la section 1 du titre II** (p. 182) : se déclare favorable à l'amendement n° 284 du Gouvernement (TVA sur les produits de l'horticulture et de la sylviculture). Son amendement n° 237 : création d'un fonds de garantie des exploitations agricoles contre les défaillances financières des entreprises spécialisées dans la commercialisation des fruits et légumes ; rejeté - **Après l'art. 9 ter** (p. 199) : soutient l'amendement n° 239 de M. Félix Leyzour (stage effectué par les jeunes agriculteurs candidats à l'installation) - **Après l'art. 10 bis** (p. 203) : intervient sur l'amendement n° 1 de M. Gérard César (mesures fiscales en faveur des actions de prévention par le débroussaillage) - **Art. 11 (objectifs de la politique d'installation)** (p. 204) : son amendement n° 240 : rôle d'information des services et organismes chargés de gérer les retraites et les préretraites ; adopté - **Après l'art. 11** (p. 209) : ses amendements n° 241 et n° 242 : création d'un fonds national d'aide au développement des exploitations et installations des jeunes agriculteurs ; retirés - **Après l'art. 12** (p. 214) : son amendement n° 243 : création d'un fonds d'avance des fermages en vue de garantir au bailleur de biens ruraux le paiement des cinq premières années des baux octroyés aux jeunes ; retiré - **Art. 14 (exonération de 50 % sur la taxe foncière sur les propriétés non bâties)** (p. 220) : son amendement n° 245 : champ d'application de cet article ; retiré.

- **Rappel au règlement** - (11 janvier 1995) (p. 180) : article 36 du règlement : augmentation du prix des carburants.

- **Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture [n° 0089 (94-95)]** - Suite de la discussion - (12 janvier 1995) - **Après l'art. 18** (p. 242) : son amendement n° 246 : cadastre viticole et évaluation des plantations de vignes ; retiré - **Après l'art. 19** (p. 248) : soutient l'amendement n° 247 de M. Félix Leyzour (possibilité pour les sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural de donner à bail à ferme des fonds sous des conditions favorables aux jeunes agriculteurs) - **Art. 21 (définition des zones d'activité agricole, pastorale ou extensive - échanges de droits d'exploitation)** (p. 249) : soutient l'amendement de suppression n° 248 de M. Félix Leyzour - **Après l'art. 26** (p. 259) : soutient l'amendement n° 249 de M. Félix Leyzour (acceptation des risques de nuisance par celui qui décide de faire construire à proximité immédiate d'une exploitation agricole d'élevage) - **Art. 29 (calcul des cotisations sociales des travailleurs occasionnels)** (p. 270) : son amendement de

suppression n° 251, soutenu par M. Robert Pagès ; rejeté - **Art. 30 (calcul des cotisations vieillesse pour les salariés passant au temps partiel)** (p. 271) : son amendement, soutenu par M. Robert Pagès, n° 252 : financement des dispositions par une taxe sur le bénéfice des sociétés de l'agro-alimentaire et des grandes surfaces ; rejeté - **Après l'art. 33** (p. 276, 277) : soutient l'amendement n° 254 de M. Félix Leyzour (création d'un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail dans les exploitations agricoles sous certaines conditions) - **Après l'art. 34** (p. 278, 279) : son amendement n° 255 : fixation du montant des pensions de retraite du régime agricole à au moins 80 % du SMIC ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - **Art. 37 (pension de réversion)** (p. 292) : son amendement n° 256 : versement de la pension de réversion à tous les conjoints survivants d'exploitants agricoles décédés à compter du 1er janvier 1995 ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - **Après l'art. 41** (p. 300) : se déclare favorable à l'amendement n° 279 de M. Philippe François (participation des organisations professionnelles agricoles et forestières à la protection des sites) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 310) : caractère limité de cette réforme. Seconde délibération. Désertification sociale du monde agricole. Le groupe communiste votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi concernant les clauses abusives, la présentation des contrats, le démarchage, les activités ambulantes, le marquage communautaire des produits et les marchés de travaux privés - Deuxième lecture [n° 0208 (94-95)]** - (17 janvier 1995) - **Après l'art. 12** (p. 460) : référence au projet de loi relatif à la sécurité et à la modernisation des transports. Efficacité de la politique nationale de sécurité routière. Nécessité d'un débat global sur les grands excès de vitesse. Au nom du groupe communiste, se déclare opposé à l'amendement n° 8 de Mme Joëlle Dusseau (création d'un délit de grands excès de vitesse) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 471) : le groupe communiste s'abstiendra sur ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 0211 (94-95)]** - (17 janvier 1995) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 484) : le groupe communiste votera contre les conclusions de la commission mixte paritaire.

- **Résolution (n° 319, 94-95) adoptée par la commission des affaires économiques, en application de l'article 73 bis, alinéa 8, du règlement, sur la proposition de règlement (CE) du Conseil portant réforme de l'organisation commune du marché vitivinicole (n° E-401) [n° 275-284 (94-95)]** - (29 juin 1995) - **Discussion générale** (p. 791, 792) : aspect négatif de la proposition de règlement du Conseil n° E-401. Conséquence des accords de Dublin. Comparaisons européennes des taux de distillation. Prime à l'arrachage. Transmission de l'exploitation aux jeunes agriculteurs. Alcoolisme. Application du principe de la préférence communautaire. Evaluation de la production. Le groupe communiste sera vigilant face à cette proposition de résolution - **Discussion de la résolution** (p. 794) : son amendement n° 4 : garantie du Gouvernement français sur cette réforme ; rejeté. (p. 795) : se déclare favorable à l'amendement n° 1 de M. Roland Courteau (confirmation de la préférence communautaire). (p. 795) : se déclare favorable à l'amendement n° 2 de M. Roland Courteau (harmonisation communautaire de la publicité pour les boissons alcooliques). Loi Evin. Débat à organiser sur la lutte contre l'alcoolisme, le tabac et les drogues - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 798) : importance du travail effectué par la commission des affaires économiques. Référence à sa proposition de résolution déposée à l'origine. Nécessité de prendre en compte la position du Sénat. Lutte contre l'arrachage de la vigne.

- **Projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique, modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire et abrogeant les dispositions relatives à la Communauté et les dispositions**

transitoires [n° 0374 (94-95)] - Suite de la discussion - (25 juillet 1995) - Après l'art. 3 (p. 1442, 1443) : soutient l'amendement n° 30 de M. Charles Lederman (inscription dans la Constitution des commissions d'enquête et de leurs conditions de création). (p. 1444) : soutient l'amendement n° 31 de M. Charles Lederman (suppression du vote bloqué).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 [n° 0379 (94-95)]** - (26 juillet 1995) - **Discussion générale** (p. 1517 à 1520) : majoration de la TVA. Tarifs publics. Majoration de la cotisation des entreprises au titre de l'impôt sur les sociétés. Institution du Fonds de solidarité vieillesse. Attaque contre les prestations sociales. Emploi précaire. Plan emploi. Aggravation de la situation sociale. Crédits militaires. Avec le groupe communiste, ne votera pas ce projet de loi de finances rectificative.

- **Projet de loi portant adaptation de la législation française aux dispositions de la convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime et tendant à améliorer la lutte contre le trafic de stupéfiants [n° 0611 (93-94)]** - Suite de la discussion - (18 octobre 1995) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 1907) : le groupe communiste républicain et citoyen votera ce projet de loi avec quelques regrets.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime, faite à Strasbourg le 8 novembre 1990 [n° 0610 (93-94)]** - (18 octobre 1995) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 1907) : le groupe communiste républicain et citoyen votera ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif au trafic de stupéfiants en haute mer et portant adaptation de la législation française aux dispositions de l'article 17 de la convention des Nations Unies contre le trafic illicite des stupéfiants et substances psychotropes faite à Vienne le 20 décembre 1988 [n° 0029 (94-95)]** - (18 octobre 1995) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 1913) : le groupe communiste républicain et citoyen votera le texte.

- **Projet de loi relatif aux transports [n° 0383 (94-95)]** - (18 octobre 1995) - **Discussion générale** (p. 1921) : marine norvégienne.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Discussion des articles de la première partie :

- **Suite de la discussion** - (23 novembre 1995) - **Art. 30** (montant du prélèvement effectué sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes) (p. 3876) : contrôle des dépenses communautaires. Politique agricole commune, PAC. Solidarité. Le groupe communiste républicain et citoyen votera contre cet article.

- **Rappel au règlement** - (24 novembre 1995) (p. 2889) : difficultés à rejoindre le Sénat du fait de la grève des transports. Estime que le Sénat aurait dû retarder le début de la séance et ainsi s'associer au grand mouvement populaire de protestation.

- **Suite de la discussion** - (24 novembre 1995) - **Après l'art. 11** (p. 2889, 2890) : soutient l'amendement n° I-78 de Mme Marie-Claude Beaudeau (révision des critères actuels d'attribution de la dotation de solidarité urbaine). Réforme de la dotation globale de fonctionnement. Dotation d'aménagement et dotation des groupements. Intercommunalité. Enveloppe dite "pacte de stabilité". (p. 2891, 2892) : soutient l'amendement n° I-80 de Mme Marie-Claude Beaudeau (incidence de la révision des bases d'imposition cadastrale sur la situation des finances locales). Notion de potentiel fiscal. Règles de la révision des

bases d'imposition cadastrale - **Art. 14** (modification des tarifs des taxes intérieures de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel, TIPP et TICGN, et aménagement de la redevance perçue au profit du fonds de soutien aux hydrocarbures) (p. 2902, 2903) : soutient l'amendement n° I-94 de Mme Marie-Claude Beaudeau (nouvelle rédaction prévoyant une baisse généralisée de la TIPP appliquée à l'ensemble des carburants routiers). Relance de l'économie par la consommation. Pollution. Régime fiscal des groupes de sociétés. (p. 2907, 2908) : mise au point sur le régime fiscal des groupes de sociétés - **Art. 14 bis** (exonération des plus-values de cessions des parts d'OPCVM utilisées pour l'achat de véhicules automobiles neufs) (p. 2911, 2912) : soutient l'amendement n° I-98 de Mme Marie-Claude Beaudeau (diminution du seuil d'exonération des plus-values de cessions d'actifs financiers). Répartition de moins en moins équitable entre salaires et profits.

Deuxième partie :

Services financiers (et consommation)

- (27 novembre 1995) - Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques pour la consommation et la concurrence (p. 3233, 3234) : baisse de la subvention à l'Institut national de la consommation, INC. Associations de consommateurs. Dispersion du mouvement consumériste. Projet de directive communautaire relatif à la publicité comparative. Déchets. Importation en France de viandes provenant d'animaux élevés avec des hormones de croissance. Concurrence. Abus de la grande distribution. Exemple du marché des fruits et légumes. Avis favorable de la commission des affaires économiques sur ce projet de budget pour lequel il aurait souhaité s'en remettre à la sagesse du Sénat.

Budget annexe des prestations sociales agricoles

- (28 novembre 1995) (p. 3253, 3255) : déséquilibre financier du régime agricole des exploitants. Régime des non-salariés agricoles. Secteur agro-alimentaire. Financement du BAPSA. Proportion entre cotisants et ayants droit. Evolution du nombre des exploitations. Exemple de la charte agricole signée par la commune d'Aubagne. Charte nationale d'installation des jeunes agriculteurs - **Examen des crédits** - **Après l'art. 68 bis** (p. 3262 à 3264) : son amendement n° II-19 : instauration d'une retraite pour les agriculteurs représentant 80 % du SMIC ; rejeté.

Agriculture, pêche et alimentation

- (28 novembre 1995) (p. 3293, 3294) : situation des producteurs de fruits et légumes - **Examen des crédits** - **Art. 60** (bonification de la contribution des collectivités locales aux frais d'entretien des forêts) (p. 3327) : son amendement de suppression n° II-18, soutenu par M. Félix Leyzour ; rejeté.

Commerce et artisanat

- (8 décembre 1995) (p. 4078) : fiscalité. Relations avec les grands groupes. Grande distribution. CODEVI. Entreprises artisanales. Le groupe communiste républicain et citoyen ne votera pas ce projet de budget.

Articles non rattachés :

- (9 décembre 1995) - **Après l'art. 59 quater** (p. 4169) : son amendement, soutenu par M. Robert Pagès, n° II-20 : exonération ou diminution des droits de mutation lors de la transmission d'exploitations agricoles familiales d'une valeur inférieure à dix millions de francs ; rejeté.

- **Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale [n° 0122 (95-96)] - Suite de la discussion - (15 décembre 1995) - Rappel au règlement** (p. 4386) : dénonce le dépôt d'une motion tendant à opposer la question préalable au texte. Thèmes des principaux amendements proposés par son groupe. Contribution des revenus financiers au même taux que les salaires. Réexamen des exonérations de cotisations patronales. Garantie de la pérennité des régimes sociaux. Développement de la médecine préventive à l'école et au travail. Réforme du système hospitalier et du système de santé. Remplacement de la contribution sociale généralisée, CSG, par une augmentation du taux et de l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune. Ecoute permanente des partenaires sociaux pour l'élaboration de toute réforme de la protection sociale.

MIQUEL (Gérard), sénateur (Lot) SOC.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification jusqu'au 12 octobre 1995.

Membre suppléant de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (JO Lois et décrets du 13 octobre 1995).

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Aménagement du territoire, équipement et transports - II - Transports - Routes et sécurité routière [n° 0077 (95-96), tome 3 annexe 6] (21 novembre 1995) - Lois de finances.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 [n° 0379 (94-95)] - Suite de la discussion - (27 juillet 1995) - Après l'art. 7** (p. 1625, 1626) : soutient les amendements de M. Jean-Pierre Masseret n° 92 (diminution de la déduction du montant de taxe foncière appliquée sur les propriétés bâties pour les logements vacants depuis plus de deux ans), n° 93 (diminution de la déduction du montant de la taxe d'habitation) et n° 94 (mesures en faveur de la transformation des locaux professionnels non utilisés des personnes morales en locaux à usage d'habitation) - **Avant l'art. 9** (p. 1631) : soutient le sous-amendement de M. Jean-Pierre Masseret n° 129 (compensation des pertes de recettes), déposé sur l'amendement de la commission n° 13 (extension du dispositif à certaines entreprises publiques et à leurs filiales) - **Art. 14** (*création d'un compte spécial du Trésor "fonds pour l'accession à la propriété"*) (p. 1651, 1652) : soutient l'amendement de suppression n° 96 de M. Robert Laucourmet - **Après l'art. 19** (p. 1657) : soutient l'amendement de M. Jean-Pierre Masseret n° 103 (modification de l'imposition des plus-values sur les cessions de certaines résidences secondaires) - **Art. 24** (*modifications apportées au régime de l'aide aux chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprise*) (p. 1673) : soutient l'amendement de suppression n° 106 de M. Jean-Pierre Masseret - **Après l'art. 24** (p. 1677) : soutient l'amendement de M. Jean-Pierre Masseret n° 107 (extension aux professionnels de la vente et de la réparation automobile

de la procédure dite VGA, véhicules gravement accidentés) - **Après l'art. 26** (p. 1684) : soutient l'amendement de M. Paul Loridan n° 108 (prise en charge des congés bonifiés des fonctionnaires des départements d'outre-mer au Centre national de la fonction publique territoriale) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1694, 1695) : prélèvements sur les ménages. Ponction sur les collectivités locales. Aggravation des inégalités fiscales. Avec le groupe socialiste, votera contre ce collectif budgétaire.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Aménagement du territoire, équipement et transports - II - Transports - 1. Transports terrestres - 2. Routes - 3. Sécurité routière

- (5 décembre 1995) - Rapporteur spécial de la commission des finances pour les routes et la sécurité routière (p. 3772, 3773) : réduction des crédits consacrés au développement du réseau routier national. Progression des moyens pour l'entretien de ce réseau. Réforme du système autoroutier. Doublement de la taxe d'aménagement du territoire. Financement de l'équipement autoroutier de la région d'Ile-de-France. Régression du budget de la sécurité routière. Formation des conducteurs. Gestion informatisée de la circulation routière. Amélioration de la sécurité routière. La commission des finances propose l'adoption des crédits des sections "routes" et "sécurité routière".

Aménagement du territoire, équipement et transports - III - Aménagement du territoire

- (5 décembre 1995) (p. 3831, 3832) : loi d'orientation pour l'aménagement du territoire : grand débat ; espoir de rééquilibrer le territoire. Evolution chiffrée des crédits. Définition des "pays". Prime d'aménagement du territoire, PAT. Votera contre ce projet de budget.

Articles non rattachés :

- (9 décembre 1995) - **Après l'art. 59 quater** (p. 4175) : se déclare opposé à l'amendement n° II-90 de M. Jacques Oudin, repris par M. Philippe Marini (exonération d'un certain nombre de taxes pour les entreprises nouvelles quelle que soit la zone dans laquelle elles s'installent sur décision des collectivités locales). Problème du découpage des zones de revitalisation. Nécessité d'attendre les décrets d'application de la loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire.

MIROUDOT (Michel), sénateur (Haute-Saône) RI.

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires culturelles.

Membre titulaire de la Commission d'étude sur la retraite anticipée des anciens combattants d'Afrique du Nord (article 2 du décret n° 95-906 du 9 août 1995) (JO Lois et décrets du 8 septembre 1995).

Membre titulaire de la Commission consultative chargée d'émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

Membre titulaire du Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé.

Membre suppléant du Conseil national de la cinématographie.

Membre titulaire du conseil d'administration de France 3.

Membre titulaire du Conseil d'orientation du centre national d'art et de culture Georges Pompidou.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement - Deuxième lecture [n° 0139 (94-95)]** - (16 janvier 1995) - **Après l'article 54** (p. 439) : son amendement n° 168 : protection des minéraux provenant d'anciennes mines ; adopté.

- **Projet de loi de programmation du "nouveau contrat pour l'école" [n° 0197 (94-95)] - Suite de la discussion** - (5 juillet 1995) - **Question préalable** (p. 901) : au nom du groupe des Républicains et Indépendants, intervient contre la motion n° 1 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable.

MISSOFFE (Hélène), sénateur (Val-d'Oise) RPR.

N'était pas candidate aux élections sénatoriales du 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire du Conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés.

Membre suppléant du Comité national des retraités et des personnes âgées.

MOINARD (Louis), sénateur (Vendée) UC.

Réélu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995) ; puis secrétaire (JO Lois et décrets du 6 octobre 1995).

Membre titulaire du Conseil national de l'habitat.

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information supplémentaire, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur les enjeux et les risques des investissements étrangers en Chine, à la suite d'une mission d'information effectuée dans ce pays [n° 0238 (94-95)] (23 mars 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 19 janvier 1995) - **Chine.**

MONORY (René), sénateur (Vienne) UC.

Président du Sénat

Réélu sénateur le 24 septembre 1995.

Réélu président du Sénat le 2 octobre 1995 (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

NOMINATIONS

Membre ès qualités du Comité d'honneur pour la commémoration de la naissance du maréchal Jean de Lattre de Tassigny.

DÉPÔTS

Lecture du message de M. le Président de la République [n° 0283 (94-95)] (19 mai 1995) - **Message du Président de la République.**

Allocution prononcée en sa qualité de Président du Sénat [n° 0395 (94-95)] (27 juillet 1995) - **Allocutions.**

Allocution prononcée en sa qualité de Président du Sénat [n° 0004 (95-96)] (5 octobre 1995) - **Allocutions.**

INTERVENTIONS

- **Ouverture de la seconde session ordinaire de 1994-1995** - (3 avril 1995) (p. 527).

- **Election d'un vice-président du Sénat** - (5 avril 1995) (p. 542, 543) : règle de la représentation proportionnelle des groupes au sein du bureau du Sénat.

- **Ajournement du Sénat** - (5 avril 1995) (p. 544).

- **Message du Président de la République** - (19 mai 1995) (p. 549) : message adressé au Parlement conformément à l'article 18 de la Constitution. Rôle du Parlement. Vertus de la Vème République. Priorité à la lutte contre le chômage et l'exclusion. Réforme de la société française. (p. 550, 551) : respect de la citoyenneté. Définition de nouvelles missions législatives. Augmentation excessive du nombre de lois votées. Valeur de la loi. Simplification des textes existants. Evaluation financière de l'impact attendu des projets de loi. Elaboration d'une charte du citoyen. Renforcement des moyens du Parlement de contrôle des finances publiques. Organisation d'une session unique du Parlement. Extension du champ d'application du référendum. Modernisation du Parlement.

- **Ouverture de la troisième session extraordinaire de 1994-1995** - (4 juillet 1995) (p. 839).

- **Décès de M. Paul Moreau, sénateur de la Réunion** - (4 juillet 1995) (p.839).

- **Remplacement de M. Paul Moreau, décédé, par M. Edmond Lauret, en qualité de sénateur de la Réunion** - (4 juillet 1995) (p. 839).

- **Souhais de bienvenue à une délégation parlementaire de Colombie** - (4 juillet 1995) (p. 845).

- **Projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique, modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire et abrogeant les dispositions relatives à la Communauté et les dispositions transitoires [n° 0374 (94-95)] - Suite de la discussion** - (25 juillet 1995) - **Art. 1er (l'extension du champ du référendum législatif)** (p. 1400, 1401) : mise au point sur la présentation de l'ensemble des sous-amendements modifiant l'amendement n° 6 de la commission (extension du champ du référendum et procédure parlementaire, cas de la proposition de loi) et les explications de vote - **Demande de clôture du débat** (p. 1411) : en application de l'article 38, alinéa 1, du règlement, demande la clôture de la discussion sur le sous-amendement n° 70 de M. Michel Caldaguès (absence de vote à l'issue du débat), modifiant l'amendement n° 6 précité de la commission.

- **Eloge funèbre** - (25 juillet 1995) (p. 1397, 1398) : prononce l'éloge funèbre de M. Paul Moreau, sénateur de la Réunion.

- **Eloge funèbre** - (26 juillet 1995) (p. 1493, 1494) : prononce l'éloge funèbre de M. Tony Larue, sénateur de Seine-Maritime.

- **Rappel au règlement** - (26 juillet 1995) (p. 1495) : intervient sur le rappel au règlement de M. Daniel Millaud.

- **Allocution** - (27 juillet 1995) (p. 1579, 1580) : début d'année politique chargé. Coopération entre l'Assemblée nationale et le Sénat. Assemblées parlementaires, lieu naturel du débat politique. Révision constitutionnelle. Attentat dans le RER.

- **Allocution** - (2 octobre 1995) (p. 1771, 1772) : remerciements. Hommage à M. Maurice Schumann, doyen du Sénat.

- **Allocutions et communications** - (5 octobre 1995) (p. 1799 à 1801) : accueil des nouveaux sénateurs. Mise en place d'une commission chargée d'adapter le règlement du Sénat à la réforme constitutionnelle. Nouvelle organisation des travaux du Sénat. Communication du calendrier de travail du Gouvernement. Séances mensuelles réservées à l'examen des propositions de loi. Coopération et dialogue permanent avec l'Assemblée nationale. Equipement informatique et audiovisuel du Sénat. Amélioration des conditions de travail. Chaîne de télévision parlementaire. Importance de l'espace territorial démontrée par l'exemple des pays asiatiques. Légitimité du Sénat appuyée sur la représentation des collectivités, la connaissance du terrain et la proximité des élus locaux. Importance du travail de réflexion d'une chambre ouverte sur l'extérieur et tournée vers l'avenir. Nécessité de tenir compte de la voix du Sénat en amont de la loi. Taux de croissance de l'économie française. Accroissement de la charge de la dette. Monnaie unique. Nécessaire vigilance financière. Conditions d'élection du bureau du Sénat.

- **Hommage à Yitzhak Rabin, Premier ministre d'Israël** - (7 novembre 1995) (p. 2402).

- **Communication relative à l'ordre du jour du Sénat suite à la démission du Gouvernement** - (7 novembre 1995) (p. 2403).

- **Conclusions du rapport de M. Daniel Hoeffel, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution (n° 66, 95-96) de M. Yves Guéna, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à modifier le règlement du Sénat [n° 66 (95-96)]** - (21 novembre 1995) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2659) : remerciements. Efficacité du groupe de travail présidé par M. Yves Guéna. Introduction de petites modifications justifiées par la commission des lois. Bonnes conditions de ces débats. Transmission de cette proposition de résolution au Conseil constitutionnel.

- **Souhaits de bienvenue à M. le vice-Premier ministre du Québec** - (6 décembre 1995) (p. 3845).

- **Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale [n° 0122 (95-96)]** - (14 décembre 1995) - **Rappel au règlement de Mme Hélène Luc** (p. 4320) : présence de quatre ministres dans l'hémicycle. Souhaite que le débat se déroule dans la sérénité - **Rappel au règlement de M. Michel Dreyfus-Schmidt** (p. 4321) : rejet, par la conférence des présidents ainsi que par un vote en séance publique, des observations présentées.

- **Bilan des premiers mois de session unique** - (21 décembre 1995) (p. 4645, 4646) : remerciements

MOREAU (Paul), sénateur (La Réunion) RPR.

décédé le 1er juillet 1995 (JO Lois et décrets du 4 juillet 1995).
Eloge funèbre le 25 juillet 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire du fonds d'investissement des départements d'outre-mer (F.I.D.O.M.).

MOREIGNE (Michel), sénateur (Creuse) SOC.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Services du Premier ministre - IV - Plan [n° 0077 (95-96), tome 3 annexe 36] (21 novembre 1995) - Lois de finances.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Discussion des articles de la première partie :

- **Suite de la discussion** - (25 novembre 1995) - **Après l'art. 22** (p. 3005) : se déclare favorable à l'amendement n° I-299 du Gouvernement (relèvement de la redevance en faveur du Fonds national pour le développement des adductions d'eau, FNDAE).

Deuxième partie :

Services du Premier ministre - IV - Plan

- (25 novembre 1995) - Rapporteur spécial de la commission des finances (p. 3086, 3087) : Commissariat général du plan. Organismes rattachés. Evaluation des contrats de plan Etat-régions. Elaboration d'une réforme de la planification. Avis favorable de la commission des finances sur ce projet de budget, pour lequel il aurait, à titre personnel, souhaité s'en remettre à la sagesse du Sénat.

Budget annexe des prestations sociales agricoles

- (28 novembre 1995) (p. 3255, 3256) : régime de la MSA. Retraites agricoles. Cotisations complémentaires payées par les non-salariés agricoles. Dépenses de gestion d'action sanitaire et sociale des caisses. Situation d'inégalité des droits sociaux pour les ressortissants du régime agricole.

MOSSION (Jacques), sénateur (Somme) UC.

Secrétaire du Sénat.

N'a pas été réélu aux élections sénatoriales du 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

DÉPÔTS

Rapport, déposé en sa qualité de président de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur quelques conséquences des nouvelles techniques d'information et de communication pour la vie des hommes : l'homme cybernétique, établi par M. Franck Sérusclat au nom de cet Office [n° 0232 (94-95)] (9 mars 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 19 janvier 1995) - Recherche.

Rapport, déposé en sa qualité de Président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, sur les techniques de prévision et de prévention des risques naturels : séismes et mouvements de terrain, établi par M. Christian Kert, député, au nom de cet Office [n° 0261 (94-95)] (21 avril 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 avril 1995) - Calamités et catastrophes.

MOULY (Georges), sénateur (Corrèze) RDE, puis RDSE.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Vice-président de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification ; nouvelle nomination en tant que vice-président (JO Lois et décrets des 13 et 27 octobre 1995).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture** [n° 0089 (94-95)] - (9 janvier 1995) - Discussion générale (p. 25, 26) : contraintes internationales et européennes. Agriculteurs en difficulté. Emplois. Allègement des charges. Structure des exploitations. Préretraites. Protection sociale agricole.

- **Projet de loi de finances pour 1996** [n° 0076 (95-96)]

Deuxième partie :

Aménagement du territoire, équipement et transports - III - Aménagement du territoire

- (5 décembre 1995) (p. 3826, 3827) : appréciation globale du budget. Crédits de la DATAR. Fonds de gestion de l'espace rural. Prime d'aménagement du territoire, PAT. Fonds national d'aménagement du territoire, FNADT. Fonds national de développement des entreprises. Zones de revitalisation rurale. Schéma national d'aménagement du territoire. Mise en place des "pays". Espoir d'un projet de loi sur le développement rural.

N

NACHBAR (Philippe), sénateur (Meurthe-et-Moselle) RI.

chargé d'une mission temporaire auprès du ministre de l'industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur ; fin de mission le 8 mars 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne jusqu'au 12 octobre 1995.

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Culture [n° 0078 (95-96), tome 1] (21 novembre 1995) - Lois de finances.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture [n° 0089 (94-95)] - Suite de la discussion** - (10 janvier 1995) - **Après l'art. 5 (p. 90)** : son amendement, soutenu par Mme Janine Bardou, n° 73 : prise en compte des références de production et des droits à aide ; rejeté.

- **Suite de la discussion** - (11 janvier 1995) - **Avant la section 1 du titre II (p. 177)** : son amendement, soutenu par Mme Janine Bardou, n° 315 : mode de taxation des plus-values professionnelles ; retiré.

- **Suite de la discussion** - (12 janvier 1995) - **Après l'art. 26 (p. 259)** : son amendement, soutenu par Mme Janine Bardou, n° 317 : réciprocité des règles de recul entre les maisons d'habitation occupées par des tiers et les installations d'élevage ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Culture

- (27 novembre 1995) - Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (p. 3200, 3202) : transfert de compétences au ministère de la culture. Architecture. Activités culturelles liées à la communication. Cité des Sciences. Marge financière dégagée par l'avancement des grands travaux. Bibliothèque nationale de France. Grand Louvre. Lutte contre l'exclusion et la fracture sociale : projet culturel de quartier. Enseignements artistiques. Plan d'action pour le livre et la lecture publique. Réduction des inégalités géographiques : équipements culturels de province. Politique du patrimoine. Patrimoine rural non protégé. Métiers d'art. Loi de 1992 sur la circulation des biens culturels. Propose l'adoption de ce projet de budget.

NEUWIRTH (Lucien), sénateur (Loire) RPR.

Questeur du Sénat.

Réélu questeur du Sénat (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire du Comité national chargé d'évaluer les dispositifs expérimentaux d'aide aux personnes âgées dépendantes (arrêté du 10 mars 1995) (JO Lois et décrets du 6 avril 1995).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant le contrat initiative-emploi (27 juillet 1995).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée au nom de la commission des affaires sociales, sous réserve de la constitution éventuelle d'une commission spéciale dans les conditions prévues par le Règlement, tendant à préciser les conditions d'application de l'article L.273 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre [n° 0410 (94-95)] (27 septembre 1995) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 29 juillet 1995) - Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture [n° 0089 (94-95)] - Suite de la discussion** - (10 janvier 1995) - **Art. 2 (missions du Conseil supérieur d'orientation et de coordination de l'économie agricole et alimentaire) (p. 74)** : son amendement n° 283 : représentation de l'artisanat et du commerce indépendant de l'alimentation ; devenu sans objet.

- **Projet de loi étendant dans les territoires d'outre-mer certaines dispositions du code de la route et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte [n° 0170 (94-95)]** - (11 janvier 1995) - **Après l'art. 10 (p. 163)** : se déclare favorable à l'amendement n° 1 de M. René-Georges Laurin (modification de la rédaction dans un sens plus large).

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement - Deuxième lecture [n° 0139 (94-95)]** - (16 janvier 1995) - **Art. 21 quater (extraction de matériaux dans les cours d'eau de montagne) (p. 379)** : intervient sur l'amendement rédactionnel n° 31 de la commission.

- **Projet de loi portant amnistie [n° 0341 (94-95)] - Suite de la discussion** - (18 juillet 1995) - **Art. 26 (infractions exclues de l'amnistie) (p. 1144)** : se déclare opposé à l'amendement n° 17 de M. Christian Bonnet (manifestations pacifiques contre l'interruption volontaire de grossesse).

- **Projet de loi relatif à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale [n° 0368 (94-95)] - Suite de la discussion** - (20 juillet 1995) - **Après l'art. 3 (p. 1307)** : se déclare favorable à l'amendement n° 4 de M. Jean-François Le Grand (représentation des personnels navigants au sein du conseil d'administration d'Air France) - **Explications de vote sur l'ensemble (p. 1312)** : associations.

- **Projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique, modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire et abrogeant les dispositions relatives à la Communauté et les dispositions transitoires [n° 0374 (94-95)]** - (24 juillet 1995) - **Discussion générale (p. 1339)** : rôles respectifs du Conseil constitutionnel et des élus.

- **Suite de la discussion** - (25 juillet 1995) - **Art. 1er** (*l'extension du champ du référendum législatif*) (p. 1406) : référendum d'initiative populaire.

- **Projet de loi relatif à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 404 (94-95)]* - (29 juillet 1995) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1764) : définition du terme "employeur". Les membres du groupe du RPR voteront ce texte.

- **Rappel au règlement** - (29 juillet 1995) (p. 1764) : oeuvre législative accomplie. Phase nouvelle de la vie parlementaire.

- **Projet de loi relatif aux transports [n° 0383 (94-95)]** - **Suite de la discussion** - (19 octobre 1995) - **Après l'art. 26** (p. 1970, 1971) : son amendement n° 56 : réparation et vente de véhicules accidentés cédés à l'assureur ; retiré.

- **Conclusions du rapport de M. Daniel Hoeffel, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution (n° 66, 95-96) de M. Yves Guéna, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à modifier le règlement du Sénat [n° 66 (95-96)]** - (21 novembre 1995) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2658) : au nom du groupe du RPR, se déclare favorable à cette proposition de résolution.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Santé publique et services communs - Solidarité entre les générations

- (1er décembre 1995) (p. 3565, 3566) : prise en charge de la douleur par les établissements de santé. Centres de traitement de la douleur. Formation médicale. Soins palliatifs. Remplacement du carnet à souche. Hospitalisation à domicile. Exemple de la région Rhône-Alpes.

Education nationale, enseignement supérieur, recherche et insertion professionnelle - II - Enseignement supérieur

- (4 décembre 1995) (p. 3704) : présente les regrets de M. Jean-Paul Delevoye, président de l'association des maires de France, de ne pouvoir participer à ce débat en raison des difficultés de transport.

O

OLIN (Nelly), sénateur (Val-d'Oise) RPR.

Elue sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Anciens combattants et victimes de guerre

- (9 décembre 1995) (p. 4104, 4105) : budget témoignant d'un réel effort vis-à-vis des anciens combattants. Commission d'étude sur le chiffrage de la retraite anticipée des anciens combattants d'Afrique du Nord. Commission du rapport constant. Allocation de préparation à la retraite et problème des cotisations de retraite complémentaire. Plafond de rente mutualiste. Situation des veuves des anciens combattants. Attribution des cartes de combattant aux anciens combattants d'Afrique du Nord en fonction de la réalité de la situation sur le terrain. Indemnisation des patriotes résistant à l'Occupation, PRO. Archives d'Arolsen. Avec le groupe du RPR, votera ce projet de budget.

ORNANO (Paul d'), sénateur (Français établis hors de France) RPR.

Réélu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire de la commission mixte chargée de donner un avis sur l'affectation et l'attribution des crédits du fonds d'aide à l'expansion de la presse française à l'étranger.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 23 novembre 1995).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Discussion des articles de la première partie :

- (22 novembre 1995) - **Après l'art. 2 bis (p. 2755)** : son amendement n° I-137 : alignement des contribuables français résidant à l'étranger sur le même traitement fiscal que les contribuables français résidant en France ; retiré.

OSTERMANN (Joseph), sénateur (Bas-Rhin) RPR.

Réélu sénateur le 24 septembre 1995.

Annulation de son élection le 15 décembre 1995 (JO Lois et décrets du 17 décembre 1995).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques ; puis membre de la commission des finances (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Services du Premier ministre - IV - Plan - Rapatriés [n° 0077 (95-96), tome 3 annexe 37] (21 novembre 1995) - **Lois de finances**.

Proposition de loi tendant à créer une commission départementale d'appel pour les décisions des architectes des bâtiments de France [n° 0110 (95-96)] (5 décembre 1995) - **Urbanisme**.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 9 (JO Débats du 30 juin 1995) (p. 763) - Ministère : Economie - **Compensations monétaires en matière agricole et industrielle** - Réponse le 30 juin 1995 (p. 763) - **Monnaie**

n° 8 (JO Débats du 10 novembre 1995) (p. 2432) - Ministère : Intérieur - **Mesures contre la montée de la délinquance** - Réponse le 10 novembre 1995 (p. 2432) - **Délinquance**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement - Deuxième lecture [n° 0139 (94-95)]** - (16 janvier 1995) - **Art. 45 bis (responsabilité pénale des personnes morales)** (p. 431, 432) : responsabilité personnelle des maires. Condamnation des personnes morales.

- **Projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours [n° 0217 (94-95)] - Suite de la discussion** - (28 juin 1995) - **Discussion générale** (p. 686) : harmonisation des services de secours et d'incendie répartis sur le territoire. Création du service départemental d'incendie et de secours, SDIS. Corps des sapeurs-pompiers volontaires. (p. 687, 688) : volontariat et bénévolat. Présidence et composition du conseil d'administration du SDIS. Cas des communautés urbaines. Dispositions financières. Gratuité du service public. Votera ce projet de loi.

- **Projet de loi instituant le contrat initiative-emploi [n° 0358 (94-95)] - Suite de la discussion** - (20 juillet 1995) - **Art. 1er (institution du contrat initiative-emploi et suppression du contrat de retour à l'emploi)** (p. 1258) : lutte contre le chômage. Efficacité du contrat initiative-emploi, CIE. Insertion.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Discussion des articles de la première partie :

- **Suite de la discussion** - (23 novembre 1995) - **Art. 30 (montant du prélèvement effectué sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)** (p. 2867, 2869) : construction européenne. Augmentation des crédits européens. Politique agricole commune, PAC. Dépenses internes. Politique extérieure. Dépenses administratives. Engagements financiers de la France. Cour des comptes des Communautés européennes. Lutte contre la fraude. Fonds structurels. Sièges du Parlement européen. Votera cet article.

*Deuxième partie :***Jeunesse et sports**

- (26 novembre 1995) (p. 3139, 3140) : nouveau régime fiscal des associations sportives. Aménagement de compensation pour les dirigeants sportifs. Charte du bénévolat. Financement des investissements sportifs. Aménagement des rythmes scolaires. Lutte contre le chômage des jeunes. Exemple alsacien du chèque emploi en faveur des vendeurs. Création d'un "chèque animation". Avec ses collègues du groupe du RPR, votera les crédits de ce projet de budget.

Logement

- (26 novembre 1995) (p. 3111, 3112) : évolution des crédits budgétaires. Prêt à taux zéro. Information des accédants. Fonds de garantie de l'accèsion. Prêts aidés, prêts sociaux. Accueil des sans domicile fixe. Fonds de solidarité logement, FSL. Insuffisance de la dotation pour les prêts locatifs aidés en Alsace. Projet de loi sur les surloyers. Souhaite la création d'un établissement public à vocation foncière et immobilière dans les départements de l'Alsace. Au nom du groupe du RPR, votera ce projet de budget.

Services du Premier ministre - I - Services généraux (rapatriés)

- (2 décembre 1995) - Rapporteur spécial de la commission des finances (p. 3627, 3629) : indemnisation des rapatriés. Aide au désendettement des rapatriés. Crédits affectés aux garanties de retraite des rapatriés. Données chiffrées. Action sociale et culturelle en faveur des rapatriés. Crédits alloués aux victimes de la captivité en Algérie. Subventions de fonctionnement à l'Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer, ANIFOM. Action en faveur des Français musulmans rapatriés. Mémorial de l'oeuvre française en outre-mer. Accepte ce projet de budget.

Commerce et artisanat

- (8 décembre 1995) (p. 4073, 4075) : concours publics. Fonds d'intervention pour la sauvegarde, la transmission et la restructuration des activités commerciales et artisanales, FISAC. Renforcement des actions en zones urbaines. Opération "1000 villages". Fonds social européen, FSE. Crédits alloués à l'assistance technique. Aide aux groupements d'entreprises. Amélioration du financement des entreprises artisanales. CODEVI. "Chèques-emploi premier salarié". Développement des grandes surfaces. Taxe sur les grandes surfaces. Simplifications administratives. Reconnaissance du statut du conjoint de l'entrepreneur. Apprentissage et formation. Création d'entreprises. Plan PME-PMI. Amélioration des relations entre les entreprises et les banques. Le groupe du RPR votera ce projet de budget.

OTHILY (Georges), sénateur (Guyane) RDE, puis RDSE.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 13 octobre 1995).

Membre titulaire du comité directeur du Fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon (FEDOM) (JO Lois et décrets du 24 novembre 1995).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Justice - Administration pénitentiaire [n° 0082 (95-96), tome 5] (21 novembre 1995) - **Lois de finances.**

QUESTIONS*Questions orales sans débat :*

n° 215 (JO Débats du 10 novembre 1995) (p. 2485) - Ministère : Transports - *Attribution des subventions du fonds de péréquation des transports aériens* - Réponse le 13 décembre 1995 (p. 4255) - **Transports aériens**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes [n° 0002 (95-96)]** - (9 novembre 1995) - **Discussion générale** (p. 2458, 2459) : attentes des personnes âgées et de leurs familles. Conséquences du vieillissement de la population. Mise en oeuvre, financement et gestion du dispositif. Difficultés pour les départements d'outre-mer. Réserve quant au versement de la prestation en nature et la prise en charge de dépenses d'équipement liées à la dépendance. Votera ce projet de loi.

- Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]*Deuxième partie :***Justice**

- (27 novembre 1995) - Rapporteur pour avis de la commission des lois pour l'administration pénitentiaire (p. 3170, 3171) : prisons : surpopulation. Développement des mesures alternatives à l'incarcération. Travail d'intérêt général, TIG. Détenus. Politique de réinsertion. Dispositif national de "préparation à la sortie sans récidive". Personnels de l'administration pénitentiaire. Adoption d'un protocole d'accord sur les retraites. Créations d'emplois. Avis favorable de la commission des lois à ce projet de budget.

Outre-mer

- (30 novembre 1995) (p. 3430, 3431) : crise généralisée dans les départements d'outre-mer. Egalité sociale et développement économique. Transfert de crédits. Fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer, FEDOM. Difficultés de gestion des crédits. Droits sociaux. Nécessité d'une loi d'orientation sur le développement économique. Pêche en Guyane. (p. 3432) : fiscalité. Taux de crédit. Infrastructures routières. Action sociale et culturelle. Rapport d'information sur les relations entre les régions d'outre-mer et l'Europe. Exploitation aurifère. Sous certaines conditions, les membres du RDSE, dans une très large majorité, soutiendront l'action du Gouvernement - **Examen des crédits - Etat B - Titre III** (p. 3461) : se déclare opposé aux amendements identiques n° II-37 de M. Claude Lise et n° II-40 de Mme Danielle Bidard-Reydet (rétablissement des crédits initiaux du service militaire adapté).

Technologies de l'information et Poste

- (7 décembre 1995) (p. 3984, 3985) : Agence spatiale européenne. Centre national d'études spatiales, CNES. Demande la redéfinition des dispositions fiscales s'appliquant au centre spatial guyanais. Vote de ce projet de budget par la grande majorité du Groupe du RDSE.

LOUDIN (Jacques), sénateur (Vendée) RPR.

Réélu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des finances ; nouvelle nomination en tant que membre (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Secrétaire de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne ; nouvelle nomination en tant que membre (JO Lois et décrets du 13 octobre 1995).

Membre suppléant du Comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics jusqu'au 1er octobre 1995 ; nouvelle nomination en tant que membre titulaire (JO Lois et décrets du 16 novembre 1995).

Membre titulaire de la Commission des comptes de la sécurité sociale ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 24 novembre 1995).

Membre titulaire du Comité des finances locales ; de nouveau membre titulaire (JO Lois et décrets du 7 juillet 1995).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1995 (27 juillet 1995).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1996 (9 décembre 1995).

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée avec M. Jacques Oudin, en application de l'article 73 bis du règlement sur le projet de directive de la Commission modifiant la directive de la Commission 90/388/CEE concernant la suppression des restrictions à l'utilisation des réseaux câblés de télévision pour la fourniture de services de télécommunications (n° E 385) [n° 0236 (94-95)] (21 mars 1995) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 19 janvier 1995) - **Communautés européennes.**

Proposition de résolution, présentée en application de l'article 73 bis du Règlement, sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1996 : aperçu général (n° E 422) [n° 0306 (94-95)] (8 juin 1995) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 7 juin 1995) - **Communautés européennes.**

Proposition de loi constitutionnelle tendant à compléter l'article 88-4 de la Constitution afin de permettre un contrôle de la constitutionnalité des propositions d'actes communautaires [n° 0338 (94-95)] (28 juin 1995) - **Constitution.**

Proposition de loi constitutionnelle tendant à renforcer le contrôle du Parlement sur les comptes des régimes obligatoires de sécurité sociale, ainsi que sur les concours de l'Etat à leur financement [n° 0367 (94-95)] (12 juillet 1995) - **Parlement.**

Avis, présenté au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 2 (95-96)] instituant une prestation

d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes [n° 0045 (95-96)] (26 octobre 1995) - **Action sanitaire et sociale.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Santé publique et services communs [n° 0077 (95-96), tome 3 annexe 32] (21 novembre 1995) - **Lois de finances.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Solidarité entre les générations [n° 0077 (95-96), tome 3 annexe 38] (21 novembre 1995) - **Lois de finances.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement - Deuxième lecture** [n° 0139 (94-95)] - (16 janvier 1995) - **Art. 35 bis (taxe de desserte des îles reliées au continent par un ouvrage d'art)** (p. 392, 393) : sur l'amendement n° 41 de la commission (nouvelle rédaction de l'article et tarifs particuliers pour les personnes domiciliées dans les îles), ses sous-amendements n° 129 ; n° 134 ; n° 199 ; adoptés ; et n° 130 ; n° 131 ; n° 132 ; n° 133 ; retirés. (p. 394) : réflexion sur la mise en oeuvre de la convention.

- **Projet de loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes** [n° 0002 (95-96)] - (9 novembre 1995) - Rapporteur pour avis de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 2444, 2447) : dispositions financières du projet de loi. Engagement des finances publiques. Nécessaire rigueur des conditions d'attribution et de financement. Système de protection sociale. Finances des départements. Particularités de la prestation d'autonomie. Coût total du dispositif. Evolution du nombre de personnes âgées dépendantes. Financement du dispositif. Rôle du fonds de solidarité vieillesse et des départements. Difficultés d'évaluation de la portée du dispositif.

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement sur la réforme de la protection sociale, suivie d'un débat et d'un vote** - (16 novembre 1995) (p. 2607, 2609) : déficits sociaux. Rôle du Parlement. Structures hospitalières. Maîtrise médicalisée. Carnet de suivi médical. Régime universel d'assurance maladie. Retraites. Politique familiale. CSG. Cotisations vieillesse des actifs et des entreprises. Réforme constitutionnelle. Traitement de la dette. Législation par ordonnances. Prestations d'autonomie pour les personnes âgées. Le groupe du RPR soutiendra la réforme du Gouvernement.

- **Projet de loi de finances pour 1996** [n° 0076 (95-96)]

Discussion générale :

- (21 novembre 1995) (p. 2705, 2707) : mondialisation de l'économie. Généralisation des difficultés économiques et budgétaires. Retard pris dans la réduction des déficits. Réforme salutaire de la sécurité sociale. Réforme à venir des prélèvements obligatoires, de la fiscalité et de la dépense publique. Caractère déterminant des dépenses sociales sur l'évolution des déficits. Augmentation de la dépense publique et rétrécissement de la part de l'Etat au profit des collectivités locales, des régimes sociaux, de l'Union européenne et des entreprises publiques. Nécessaire évaluation et réorganisation des recettes et des dépenses de l'Etat, des collectivités et des organismes sociaux. Rationalisation des choix budgétaires. Rôles respectifs des commission des finances des assemblées et du futur office parlementaire d'évaluation. Nécessaire coopération entre les rapporteurs spéciaux de la commission des finances et des

magistrats de la Cour des comptes. Soutien actif et vigilant du groupe Rassemblement pour la République.

Discussion des articles de la première partie :

- **Suite de la discussion** - (23 novembre 1995) - **Après l'art. 5** (p. 2791, 2792) : se déclare favorable à l'amendement n° I-198 de M. Philippe Marini (exonération de l'impôt sur les sociétés pour les titres détenus par un associé minoritaire au sein d'une société familiale) - **Après l'art. 11** (p. 2849) : ses amendements n° I-3 : possibilité pour les collectivités locales d'exonérer certaines entreprises de la taxe professionnelle ; et n° I-4 : adaptation des régimes applicables à la taxe professionnelle et à la taxe foncière sur les propriétés bâties due par les entreprises nouvelles ; retirés - **Art. 30** (*montant du prélèvement effectué sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes*) (p. 2865, 2867) : augmentation du budget communautaire. Ressources propres. Dépenses agricoles. Programmes PHARE et TACIS. Cour des comptes européenne. Conseil européen de Cannes. Assistance aux pays méditerranéens. Réduction de la contribution française.

- **Suite de la discussion** - (25 novembre 1995) - **Après l'art. 22** (p. 3004, 3006) : son amendement n° I-6 : relèvement de la redevance en faveur du Fonds national pour le développement des adductions d'eau, FNDAE ; retiré au profit de l'amendement, sur le même objet, n° I-299 du Gouvernement. Assainissement.

Deuxième partie :

Aménagement du territoire, équipement et transports - IV - Mer

- (30 novembre 1995) (p. 3490, 3491) : situation actuelle difficile. Littoral. Secrétariat général de la mer. Flotte marchande. Construction navale civile. Développement des ports. Pêche. (p. 3492, 3493) : industrie de la navigation de plaisance. Stations touristiques littorales. Qualité des eaux du littoral. Valorisation du patrimoine maritime. Application de la loi d'aménagement, de développement et de protection du littoral. Le groupe du RPR votera ce projet de budget.

Environnement

- (1er décembre 1995) (p. 3521, 3524) : commission départementale des sites et paysages. Taxe de passage sur les îles. Conservatoire du littoral. Création de parcs nationaux marins. Groupe de travail sur la mer. Zones humides et marais littoraux. Fonctionnement des réserves naturelles. Politique de l'eau. Enfouissement des lignes aériennes. Traitement des pollutions des camions et autobus. Le groupe du RPR votera ce projet de budget.

Santé publique et services communs - Solidarité entre les générations

- (1er décembre 1995) - Rapporteur spécial de la commission des finances (p. 3540, 3544) : endettement considérable de la sécurité sociale. Prochaine réforme constitutionnelle. Renforcement du rôle du Parlement dans la politique sociale. Réorganisation des caisses de sécurité sociale. Remboursement de la dette sociale, RDS. Modification des régimes spéciaux de retraite. Fonds de solidarité vieillesse. Report de la prestation d'autonomie. Simplification du dispositif de prestations familiales. Fiscalisation des allocations familiales. Statut de la commission des comptes de la sécurité sociale. Redressement de la branche "maladie". Généralisation du carnet de suivi

médical. Question du paiement des frais d'hospitalisation par les étrangers non résidents. Modestie des crédits budgétaires engagés dans la réforme de la sécurité sociale. Propose au Sénat d'adopter les crédits de la santé publique et des services communs ainsi que ceux concernant la solidarité entre les générations.

Articles non rattachés :

- (9 décembre 1995) - **Après l'art. 59 quater** (p. 4168) : son amendement n° II-89 : remontée des déficits sur les revenus globaux pour les seuls navires, institution d'une déduction exceptionnelle de la base imposable et exonération des plus-values de cessions d'actifs en cas de réemploi dans d'autres navires sous pavillon français ; retiré. Déclin de la flotte française et de la construction navale. Nécessité de mettre en place un système de financement des navires. Caractère urgent des mesures à prendre. (p. 4170, 4171) : son amendement n° II-90 : exonération d'un certain nombre de taxes pour les entreprises nouvelles quelle que soit la zone dans laquelle elles s'installent sur décision des collectivités locales ; retiré puis repris par M. Philippe Marini, puis par M. Paul Lorient. Politique d'aménagement du territoire. Incohérence dans les cartes de zonage. (p. 4174) : exonération des seules entreprises en création. Absence de compensation financière par l'Etat. Caractère imparfait du zonage. Urgence à régler ce problème - **Art. 59 nonies** (*neutralisation, au regard de la contribution sociale de solidarité des sociétés, CSSS, des opérations de vente de produits à l'intérieur du secteur coopératif agricole*) (p. 4207) : son amendement n° II-136 : exonération des opérations que les coopératives maritimes et leur union réalisent entre elles de la CSSS ; adopté - **Après l'art. 59 nonies** (p. 4211) : ses amendements n° II-137 : exonération des coopératives d'avitaillement et d'armement de la contribution sociale de solidarité des sociétés, CSSS ; adopté ; n° II-138 : extension de l'exonération de la CSSS à la part des recettes relative aux activités d'avitaillement ou d'armement que les coopératives maritimes réalisent avec leurs membres ; et n° II-186 : extension aux produits de la mer du mode de calcul de la CSSS possible pour les produits du sol et de l'élevage ; retirés.

- **Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale [n° 0122 (95-96)]** - (14 décembre 1995) - **Discussion générale** (p. 4340, 4343) : qualité du rapport de la commission. Historique des difficultés du système de protection sociale français. Prélèvements obligatoires. Réforme profonde. Recours aux ordonnances. Consultation des commissions des assemblées parlementaires pour mettre au point les textes des ordonnances. Débat sur la réforme constitutionnelle. Contrôle du fonctionnement de la protection sociale par le Parlement. Assurance maladie universelle. Rigueur comptable. Lutte contre tous les gaspillages et tous les abus. Nouvel aménagement sanitaire du territoire dans un cadre régional. Actions de désinformation. Le groupe du RPR approuve le projet de loi d'habilitation et l'ensemble du plan de sauvegarde de la protection sociale.

P

PAGÈS (Robert), sénateur (Seine-Maritime) C, puis CRC.

Réélu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995) ; puis secrétaire (JO Lois et décrets du 6 octobre 1995).

Juge titulaire de la Haute Cour de Justice (JO Lois et décrets du 27 octobre 1995).

Membre titulaire de la Commission consultative chargée d'émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension (JO Lois et décrets du 24 novembre 1995).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant la loi n° 88-1028 du 9 novembre 1988 portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998 et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer (12 janvier 1995).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi étendant dans les territoires d'outre-mer certaines dispositions du code de la route et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte (12 janvier 1995).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie (19 juillet 1995).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à reconnaître le droit à pension aux déportés, dans les camps de concentration nazis, naturalisés français [n° 0222 (94-95)] (7 février 1995) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 19 janvier 1995) - **Anciens combattants et victimes de guerre.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à attribuer le droit à une retraite anticipée à taux plein à l'âge de cinquante-cinq ans aux anciens combattants d'Afrique du Nord qui sont chômeurs en fin de droits [n° 0250 (94-95)] (12 avril 1995) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 avril 1995) - **Anciens combattants et victimes de guerre.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à assurer le droit à réparation des anciens combattants et victimes de guerre dans le respect de l'égalité des générations [n° 0252 (94-95)] (13 avril 1995) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 avril 1995) - **Anciens combattants et victimes de guerre.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à l'attribution d'une pension de réversion de la retraite du combattant aux veuves des anciens prisonniers de guerre et combattants de la seconde guerre mondiale et d'Afrique du Nord [n° 0279 (94-95)] (19 mai 1995) - **Pensions civiles et militaires de retraite.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 387 (94-95)] de Mme Marie-Claude Beaudeau et plusieurs de ses collègues tendant à faire du 20 novembre une journée nationale des droits de l'enfant [n° 0058 (95-96)] (9 novembre 1995) - **Fêtes légales.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture [n° 0089 (94-95)] - Suite de la discussion - (12 janvier 1995) - Art. 28 (possibilité pour les services de remplacement en agriculture de prendre le statut de groupements d'employeurs)** (p. 268, 269) : sur l'amendement rédactionnel n° 78 de la commission des affaires sociales saisi pour avis, soutient le sous-amendement n° 250 de M. Félix Leyzour (mention dans le contrat de travail de la zone géographique dans laquelle le salarié est appelé à intervenir) - **Art. 29 (calcul des cotisations sociales des travailleurs occasionnels)** (p. 270) : soutient l'amendement de suppression n° 251 de M. Louis Minetti. Au nom du groupe communiste, se déclare favorable à l'amendement n° 300 de M. Fernand Tardy (extension de l'exonération aux coopératives agricoles pour leurs activités de conditionnement et d'emballage) - **Art. 30 (calcul des cotisations vieillesse pour les salariés passant au temps partiel)** (p. 271, 272) : soutient l'amendement n° 252 de M. Louis Minetti (financement des dispositions par une taxe sur le bénéfice des sociétés de l'agro-alimentaire et des grandes surfaces) - **Après l'art. 33 (p. 275) :** soutient l'amendement n° 253 de M. Félix Leyzour (alignement du régime des groupements d'employeurs agricoles sur celui des groupements d'employeurs).

- **Projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours [n° 0217 (94-95)] - Suite de la discussion - (28 juin 1995) - Question préalable** (p. 691) : sa motion n° 39 tendant à opposer la question préalable ; rejetée. (p. 692, 693) : parcours suivi par le texte. Mobilisation de la profession contre ce projet de loi. Gratuité du service public. Statut de fonctionnaire des sapeurs-pompiers. Transfert des charges de l'Etat vers les collectivités locales et répartition des charges entre ces dernières. Demande de scrutin public. (p. 694) : statut des personnels. Financement des services d'incendie et de secours et dépenses supplémentaires - **Demande de renvoi à la commission** (p. 695, 696) : le groupe communiste votera la motion n° 97 de M. Louis de Catuelan tendant au renvoi à la commission. Avis défavorable du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale sur l'avant-projet - **Art. 2 (compétences et missions des services d'incendie et de secours)** (p. 697, 698) : son amendement n° 54 : travail avec des acteurs privés en cas d'accidents ; rejeté. (p. 699) : son amendement n° 55 : interprétation du mot "accidents" ; retiré - **Art. 3 (emploi des services d'incendie et de secours)** (p. 701) : son amendement n° 56 : adjonction des missions de prévision ; retiré - **Art. 4 (règlement opérationnel)** (p. 703) : son amendement n° 57 : accord du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours sur le règlement opérationnel ; rejeté - **Art. 5 (composition du corps départemental de sapeurs-pompiers)** (p. 707) : son amendement n° 58 : présence de fonctionnaires publics territoriaux titulaires d'un emploi public de sapeur-pompier professionnel dans le corps départemental des sapeurs-pompiers ; rejeté - **Art. 7 (schéma départemental d'analyse et de couverture des risques)** (p. 710) : son amendement n° 59 : élaboration du schéma départemental en concertation avec les élus locaux, les représentants des usagers, les représentants des organisations syndicales représentatives ; rejeté. (p. 713) : son amendement n° 60 : décision du conseil d'administration prise à la majorité ; retiré - **Art. 11 (gestion des biens - plan d'équipement)** (p. 719) : son amendement n° 61 : financement de la modernisation du matériel et de l'équipement des services d'incendie et de secours ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - **Art. 12 (transfert des sapeurs-pompiers professionnels)** (p. 720) : ses amendements, n° 62 : maintien des avantages acquis localement ; irrecevable (article 40 de la Constitution) ; et

n° 63 : convention prévoyant l'organisation des transferts de personnel ; retiré - **Art. 15** (*situation des personnels administratifs, techniques et spécialisés participant au fonctionnement des centres d'incendie et de secours*) : son amendement n° 64 : possibilité pour ces personnels de réintégrer leur collectivité d'origine ; rejeté.

- Suite de la discussion - (29 juin 1995) - **Art. 16** (*mise à disposition de biens à titre gratuit*) (p. 735, 737) : ses amendements n° 65 : conditions de la mise à disposition des biens ; retiré ; et n° 66 : introduction d'une clause permettant la renégociation des emprunts ; retiré - **Art. 18** (*transfert de biens en pleine propriété*) (p. 738) : son amendement n° 67 : suppression de l'exonération des taxes pour le transfert ; rejeté - **Art. 22** (*commission nationale*) (p. 741) : son amendement n° 68 : sapeurs-pompiers représentants des organisations syndicales représentatives au sein de la commission nationale ; rejeté. Modalités de désignation des représentants des sapeurs-pompiers ; - **Art. 33** (*composition de la commission administrative et technique*) (p. 744) : son amendement n° 72 : représentation des organisations syndicales au sein de la commission administrative et technique des services d'incendie et de secours ; rejeté - **Art. 34** (*nomination du directeur départemental*) (p. 745) : son amendement n° 73 : rémunération du directeur départemental à la charge de l'Etat ; retiré - **Art. 35** (*missions du directeur départemental*) (p. 746) : son amendement n° 74 : mission de prévision pour le directeur départemental ; rejeté - **Après l'art. 37** (p. 749, 750) : son amendement soutenu par Mme Michèle Demessine n° 75 : indexation de la dotation globale de fonctionnement ; rejeté - **Art. 42** (*compétences reconnues aux instances paritaires*) (p. 777) : son amendement, soutenu par Mme Michelle Demessine, n° 76 : modalités futures de concertation dans les services d'incendie et de secours ; rejeté - **Art. 44** (*établissement public interdépartemental*) (p. 778) : ses amendements, soutenus par Mme Michelle Demessine n° 78 : participation de la région et de l'Etat à l'acquisition de matériel spécifique ; irrecevable (article 40 de la Constitution) ; et n° 79 : formation par le centre national de la fonction publique territoriale ; rejeté - **Art. 26** (*précédemment réservé p. 739*) (*composition du conseil d'administration*) (p. 803, 804) : ses amendements, soutenus par Mme Michelle Demessine n° 70 : représentation des communes de petite importance au conseil d'administration ; et n° 71 : représentation syndicale ; rejetés - **Art. 43** (*précédemment réservé p. 739*) (*participation aux frais d'intervention du service départemental d'incendie et de secours*) (p. 807) : son amendement, soutenu par Mme Michelle Demessine n° 77 : mission de service public des services départementaux d'incendie et de secours ; rejeté.

- **Projet de loi portant transposition de la directive n° 93/7 du 15 mars 1993 du Conseil des Communautés européennes relative à la restitution des biens culturels ayant quitté illicitement le territoire d'un Etat membre [n° 0237 (94-95)]** - (12 juillet 1995) - **Discussion générale** (p. 985, 986) : législation française originale sur les biens culturels. Coût des opérations de restitution supporté par les collectivités locales. Notion "de bonne foi". Problème de la propriété des oeuvres artistiques. Le groupe communiste s'abstiendra sur ce texte.

- **Rappel au règlement** - (12 juillet 1995) (p. 981) : reprise des essais nucléaires dans le Pacifique.

- **Projet de loi relatif à la partie législative du code général des collectivités territoriales [n° 226(1994-1995)]** - (24 octobre 1995) - **Discussion générale** (p. 2007, 2008) : situation financière des collectivités locales. Rapports avec l'Etat. Propositions des élus communistes républicains et citoyens. Votera contre ce projet de loi.

- **Rappel au règlement** - (26 octobre 1995) (p. 2280, 2281) : souhate de la part du Gouvernement un renforcement des moyens en personnel et des crédits budgétaires prévus pour l'université de Rouen.

- **Conclusions du rapport de M. Pierre Fauchon, fait au nom de la commission des lois, sur : la proposition de loi (n° 406, 94-95) de M. Jacques Larché déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à la responsabilité pénale des élus locaux pour des faits d'imprudence ou de négligence commis dans l'exercice des fonctions ; la proposition de loi (n° 255, 94-95) de M. Claude Huriet relative à la protection pénale des exécutifs locaux à raison des actes commis dans l'exercice de leurs fonctions ; et la proposition de loi (n° 361, 94-95) de M. Hubert Haenel déposée avec plusieurs de ses collègues, visant à étendre aux districts les règles applicables à la responsabilité des syndicats de communes pour les accidents survenus aux membres de leur comité et à leur président, en complétant l'article L.164-5 du code des communes [n° 406-255-361 (94-95)]** - (26 octobre 1995) - **Discussion générale** (p. 2295, 2297) : modification des conditions de ce débat par l'introduction d'un amendement du Gouvernement. Extension de l'atténuation de la responsabilité pénale à l'ensemble des infractions d'imprudence ou de négligence. Spécificité de l'initiative parlementaire transformée par l'intervention de l'exécutif. Dépôt d'une question préalable par le groupe communiste. Augmentation des décisions de justice concernant les élus locaux. Groupe de travail de la commission des lois. Elargissement aux exécutifs élus des collectivités locales. Exemples d'engagements de la responsabilité personnelle des élus. Conditions d'exercice du mandat local. Complexité croissante de la gestion publique locale. Invocation du principe d'égalité seulement en cas de similitude des situations. Spécificité du statut de l'élu local. Différence entre les chefs d'entreprises et les élus locaux. Diminution des moyens financiers des collectivités locales dans la loi de finances pour 1996. Les sénateurs du groupe communiste républicain et citoyen rejeteront le nouveau texte incluant les amendements du Gouvernement - **Question préalable** (p. 2307, 2308) : sa motion n° 14 tendant à opposer la question préalable ; rejetée. Reconnaissance de la spécificité du statut de l'élu local par le groupe de travail issu de la commission des lois. Modification de la position des sénateurs communistes républicains et citoyens après le dépôt des amendements du Gouvernement : refus du texte proposé. Transformation d'une proposition de loi d'origine parlementaire en projet gouvernemental. Distribution aux parlementaires dans les plus brefs délais du rapport du groupe de travail du Conseil d'Etat. Modification de l'intitulé de la proposition de loi par l'amendement n° 13 du Gouvernement. Conséquences de la session unique sur le travail parlementaire. Généralisation par le Gouvernement de la possibilité d'atténuation de la responsabilité pénale. Extension à la catégorie des fonctionnaires. Amendement n° 9 du Gouvernement visant à appliquer aux chefs d'entreprises les mesures envisagées pour les élus locaux. Sécurité du travail. Augmentation des pouvoirs d'interprétation du juge. Difficultés d'assimiler les chefs d'entreprises et les élus locaux. Réaction à une opération de protection des responsables patronaux.

- **Projet de loi relatif à l'action de l'Etat dans les plans de redressement du Crédit Lyonnais et du Comptoir des Entrepreneurs. [n° 0003 (95-96)]** - (31 octobre 1995) - **Question préalable** (p. 2354) : soutient la motion n° 7 de Mme Hélène Luc tendant à opposer la question préalable. Liste des entreprises privatisables. Dossier du Comptoir des Entrepreneurs. (p. 2355) : dossier du Crédit Lyonnais. Cession de l'ensemble du réseau commercial européen du Crédit Lyonnais demandée par la Commission européenne. Absence de clause sociale de reclassement des salariés. Problème des responsabilités dans l'affaire du Crédit Lyonnais. (p. 2356) : crise de l'immobilier. Mesures proposées par le groupe communiste républicain et citoyen pour un redressement véritable du Crédit Lyonnais et du Comptoir des Entrepreneurs. Coût du loyer de l'argent. Demande de scrutin public - **Avant l'art. 1er** (p. 2358) : soutient l'amendement n° 8 de M. Paul Lorient (suppression du Crédit Lyonnais de la liste des entreprises privatisables annexée à la loi de privatisation du 19 juillet 1993). Origine des difficultés du Crédit Lyonnais. Définition du rôle d'une

banque publique - **Art. 2** (*mission de l'établissement public*) (p. 2360, 2363) : soutient les amendements de M. Paul Loridant, n° 11 (souscription de l'emprunt auprès d'un pool bancaire), n° 12 (modification du prêt accordé et question des actifs industriels) et n° 13 (suppression de la possibilité pour l'établissement public de détenir des participations dans le Crédit Lyonnais) - **Art. 4** (*conseil d'administration de l'établissement public*) (p. 2364, 2365) : soutient l'amendement n° 17 de M. Paul Loridant (représentation du personnel au conseil d'administration de l'établissement public) - **Art. 5** (*modalités d'application du titre Ier*) : soutient l'amendement n° 18 de M. Paul Loridant (appréciation par le conseil d'administration du Crédit Lyonnais du rôle joué par l'établissement public) - **Art. 6** (*création de l'Etablissement Public de Réalisation de Défaisance, EPRD*) (p. 2367) : soutient l'amendement n° 20 de M. Paul Loridant (choix de la formule de société et répartition de son capital) - **Art. 7** (*mission de l'établissement public*) (p. 2368) : soutient l'amendement n° 22 de M. Paul Loridant (suppression de la possibilité pour l'établissement public de détenir une participation dans les Assurances Générales de France) - **Art. 8** (*conseil d'administration de l'établissement public*) (p. 2368, 2369) : soutient l'amendement n° 23 de M. Paul Loridant (ouverture du conseil d'administration aux actionnaires de la société de cantonnement et aux personnels du Comptoir des Entrepreneurs) - **Art. 15** (*maintien de la composition du conseil d'administration du Crédit Lyonnais*) (p. 2371) : soutient l'amendement de suppression n° 28 de M. Paul Loridant.

- **Conclusions du rapport de M. Pierre Fauchon, fait au nom de la commission des lois, sur : la proposition de loi (n° 406, 94-95) de M. Jacques Larché déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à la responsabilité pénale des élus locaux pour des faits d'imprudance ou de négligence commis dans l'exercice des fonctions ; la proposition de loi (n° 255, 94-95) de M. Claude Huriet relative à la protection pénale des exécutifs locaux à raison des actes commis dans l'exercice de leurs fonctions ; et la proposition de loi (n° 361, 94-95) de M. Hubert Haenel déposée avec plusieurs de ses collègues, visant à étendre aux districts les règles applicables à la responsabilité des syndicats de communes pour les accidents survenus aux membres de leur comité et à leur président, en complétant l'article L.164-5 du code des communes. [n° 406-255-361 (94-95)] - Suite de la discussion - (14 novembre 1995) - **Art. 1er** (*mise en cause de la responsabilité pénale des élus pour des faits d'imprudance ou de négligence*) (p. 2500) : au nom du groupe communiste républicain et citoyen, se déclare opposé au vote de cet article - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 2503) : au nom du groupe communiste républicain et citoyen, se déclare opposé à l'amendement du Gouvernement n° 13 (proposition de loi relative à la responsabilité pénale pour des faits d'imprudance ou de négligence) - **Explications de vote sur l'ensemble** : à l'origine, approbation des conclusions du rapporteur. Exclusion des procédures liées à l'amnistie. Contestation de l'amendement du Gouvernement généralisant l'atténuation de la responsabilité pénale à l'ensemble des citoyens. Diminution de la responsabilité patronale. Accidents du travail. Le groupe communiste républicain et citoyen n'approuvera pas cette proposition de loi.**

- **Proposition de loi tendant à faire du 20 novembre une journée nationale des droits de l'enfant [n° 0387 (94-95)] - (14 novembre 1995) - Rapporteur de la commission des lois - Discussion générale** (p. 2506, 2507) : droits de l'enfant. Convention internationale relative aux droits de l'enfant. Travail des enfants. Santé. Enfants tués dans les conflits armés. Sensibilisation de l'opinion publique. Opportunité de limiter cette journée aux seuls droits de l'enfant. Au nom de la commission des lois, propose l'adoption de cette proposition de loi.

- **Conclusions du rapport de M. Daniel Hoeffel, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de**

résolution (n° 66, 95-96) de M. Yves Guéna, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à modifier le règlement du Sénat [n° 66 (95-96)] - (21 novembre 1995) - Après l'art. 7 (p. 2653) : soutient l'amendement de Mme Hélène Luc n° 1 (dépôt d'amendements à l'expiration du délai limite) - **Après l'art. 12** (p. 2655) : soutient l'amendement n° 2 de Mme Hélène Luc (droit d'inscription des résolutions communautaires à l'ordre du jour complémentaire par un président de groupe).

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Discussion des articles de la première partie :

- (22 novembre 1995) - **Après l'art. 3** (p. 2756) : soutient l'amendement de Mme Marie-Claude Beaudou n° I-54 (seuil d'exonération des droits de succession des primes capitalisées en vertu des contrats d'assurance-vie) - **Après l'art. 4** (p. 2768, 2769) : soutient l'amendement de Mme Marie-Claude Beaudou n° I-55 (prise en compte des revenus financiers des ménages et des entreprises dans le cadre du financement de la protection sociale) - **Art. 5** (*actualisation du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune et limitation des effets du plafonnement en fonction du revenu*) (p. 2777) : personnes assujetties à l'impôt sur la fortune et bénéficiaires du RMI.

- **Suite de la discussion - (23 novembre 1995) - Après l'art. 5** (p. 2793, 2794) : soutient l'amendement n° I-62 de Mme Marie-Claude Beaudou (augmentation de l'abattement fiscal applicable aux donations entre particuliers).

Deuxième partie :

Services du Premier ministre - I- Services généraux (et fonction publique)

- (25 novembre 1995) (p. 3075) : attachement des Français à un service public de qualité remis en cause par les impératifs financiers issus du Traité de Maastricht. Statut et retraite des fonctionnaires. Unité des intérêts des salariés des secteurs public et privé. Vote du groupe communiste républicain et citoyen contre ce projet de budget.

Intérieur, réforme de l'Etat, décentralisation et citoyenneté

- (2 décembre 1995) (p. 3597, 3600) : délinquance. Sécurité. Services civils. Budget de la police. Policiers auxiliaires. Utilisation des soldats du contingent comme policiers auxiliaires. Zones urbaines. Politique d'ilotage. Gel des salaires. Retraites. Dotations et concours de l'Etat aux finances locales. "Pacte de stabilité financière". Pressions fiscales. Dotation globale d'équipement, DGE. Le groupe communiste républicain et citoyen votera contre ce projet de budget.

Anciens combattants et victimes de guerre

- (9 décembre 1995) (p. 4107) : prise en compte du temps passé en Afrique du Nord entre 1952 et 1962 pour une anticipation de la retraite professionnelle à taux plein. Allocation différentielle de solidarité. Allocation de préparation à la retraite et problème des cotisations de retraite complémentaire. Commission tripartite sur le chiffrage de la retraite anticipée des anciens d'Afrique du Nord. Critères d'attribution de la carte de combattant. (p. 4108) : retraite mutualiste. Rapport constant. Situation des patriotes résistant à l'Occupation en Alsace et Moselle, PRO. Situation des grands invalides de guerre. Forclusion opposée à certains résistants pour l'obtention de la carte de combattant volontaire de la Résistance. Devoir de mémoire.

Revendication des victimes du service du travail obligatoire. (p. 4109) : le groupe communiste républicain et citoyen votera contre ce projet de budget - **Examen des crédits - Art. 64 bis (indexation sur les prix du plafond majorable de la rente mutualiste du combattant)** (p. 4116) : indexation sur la valeur du point du rapport constant. Au nom du groupe communiste républicain et citoyen, se déclare favorable à l'amendement n° II-189 du Gouvernement (codification du mécanisme d'indexation du plafond majorable de la rente mutualiste du combattant et fixation à 7 000 francs du montant de ce plafond).

Articles non rattachés :

- (9 décembre 1995) - **Art. 54 (révision des seuils d'imposition des plus-values sur cessions de valeurs mobilières et titres assimilés)** (p. 4143, 4144) : soutient l'amendement n° II-46 de Mme Marie-Claude Beaudeau (abaissement du seuil d'imposition à cent mille francs pour les opérations réalisées à compter du 1er janvier 1996) - **Après l'art. 59 bis** (p. 4162) : soutient l'amendement n° II-48 de Mme Marie-Claude Beaudeau (majoration d'une demi-part du quotient familial pour les anciens combattants dès l'âge de 65 ans). (p. 4163) : soutient l'amendement n° II-100 de Mme Marie-Claude Beaudeau (suppression de la possibilité donnée aux entreprises d'imputer sur les résultats bénéficiaires d'un exercice les résultats éventuellement déficitaires des trois exercices précédents) - **Après l'art. 59 quater** (p. 4169) : soutient l'amendement n° II-20 de M. Louis Minetti (exonération ou diminution des droits de mutation lors de la transmission d'exploitations agricoles familiales d'une valeur inférieure à dix millions de francs). Réforme de la politique agricole commune. Disparition de nombreuses exploitations familiales. Mutation de l'agriculture et sécurité alimentaire. Urgence à encourager l'installation des jeunes - **Après l'art. 59 septies** (p. 4189, 4190) : soutient l'amendement n° II-54 de Mme Marie-Claude Beaudeau (possibilité offerte aux retraités et aux contribuables privés d'emploi d'opter pour un étalement des cotisations dues au titre de leur dernière période d'activité) - **Après l'art. 59 decies** (p. 4215, 4216) : soutient l'amendement n° II-60 de Mme Marie-Claude Beaudeau (remise au Parlement d'un rapport comportant notamment une évaluation des conséquences de la révision des bases cadastrales d'imposition).

- **Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale [n° 0122 (95-96)]** - (14 décembre 1995) - **Rappel au règlement** (p. 4363) : article 36 du règlement du Sénat. Absence du ministre du travail et des affaires sociales. Demande une suspension de séance afin de l'attendre.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 [n° 0119 (95-96)]** - (19 décembre 1995) - **Après l'art. 2** (p. 4508) : soutient l'amendement n° 36 de Mme Marie-Claude Beaudeau (TVA sur les produits de la confiserie et de la chocolaterie) - **Art. 4 (prélèvement sur les réserves de l'Institut national de la propriété industrielle)** (p. 4515) : soutient l'amendement de suppression n° 24 de Mme Marie-Claude Beaudeau - **Après l'art. 5** (p. 4517) : soutient l'amendement n° 26 de Mme Marie-Claude Beaudeau (augmentation du taux de taxation des plus-values d'éléments d'actif des entreprises).

PANAFIEU (Françoise de), ministre du tourisme.

dans le Gouvernement Juppé le 18 mai 1995 (JO Lois et décrets du 19 mai 1995).

Fin de ses fonctions ministérielles (démission du Gouvernement le 7 novembre 1995) (JO Lois et décrets du 8 novembre 1995).

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 4 de M. Bernard Joly : **Hôtels et restaurants (Industrie hôtelière)** (JO Débats du 20 octobre 1995) (p. 1976).

PAPILIO (Sosefo Makapé), sénateur (Iles Wallis-et-Futuna) RPR.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Outre-mer

- (30 novembre 1995) (p. 3440, 3441) : effort du Gouvernement pour améliorer ce budget. Développement économique et social de Wallis-et-Futuna. Education. Services techniques. Crédit d'équipement destiné aux personnes handicapées. Tourisme. Action culturelle. Votera ce projet de budget.

PASQUA (Charles), ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire.

Fin de ses fonctions ministérielles (démission du Gouvernement le 11 mai 1995) (JO Lois et décrets du 12 mai 1995).

puis, **sénateur (Hauts-de-Seine) RPR** élu le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

En qualité de ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours [n° 0622 (93-94)] retiré le 9 janvier 1995 (29 septembre 1994) - **Protection civile.**

Projet de loi relatif à la partie législative du code général des collectivités territoriales [n° 0226 (94-95)] (22 février 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 19 janvier 1995) - **Collectivités territoriales.**

PASQUINI (Pierre), *ministre des anciens combattants et victimes de guerre.*

dans le Gouvernement Juppé le 18 mai 1995 (JO Lois et décrets du 19 mai 1995).

Fin de ses fonctions ministérielles (démission du Gouvernement le 7 novembre 1995) (JO Lois et décrets du 8 novembre 1995).

puis, *ministre délégué aux anciens combattants et victimes de guerre* dans le deuxième Gouvernement Juppé le 7 novembre 1995 (JO Lois et décrets du 8 novembre 1995).

En qualité de ministre des anciens combattants et victimes de guerre

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 198 de M. Roger Husson : **Anciens combattants et victimes de guerre** (*Situation des anciens combattants d'Alsace-Moselle*) (JO Débats du 25 octobre 1995) (p. 1996).

En qualité de ministre délégué aux anciens combattants et victimes de guerre

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 242 de M. André Dulait : **Agriculture** (*Mise aux normes des bâtiments d'élevage*) (JO Débats du 14 mars 1996) (p. 115).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Anciens combattants et victimes de guerre

- (9 décembre 1995) (p. 4096) : premier projet de budget des anciens combattants adopté par l'Assemblée nationale depuis sept ans. Volonté politique de conserver un ministère des anciens combattants. Création d'une commission tripartite pour l'évaluation du coût des mesures de retraites anticipées. Baisse des crédits alloués. Fonds de solidarité pour les anciens combattants d'Afrique du Nord. Chômeurs en fin de droit âgés de 55 ans et plus. Allocation de préparation à la retraite, APR. (p. 4097) : problème du déblocage anticipé des retraites complémentaires des anciens combattants d'Afrique du Nord. Retraites mutualistes. Crédits consacrés aux veuves d'anciens combattants d'Indochine et d'Afrique du Nord. Octroi de la Légion d'honneur à tous les Poilus survivants de la guerre de 1914-1918. (p. 4098) : création d'une distinction pour les anciens soldats de l'armée d'Afrique. Commémoration de la bataille de Verdun et de la bataille de la Somme. Décristallisation de la situation des anciens soldats de l'Indochine française. Instruction de l'histoire. Création d'un conseil supérieur du monde combattant. (p. 4111) : sentiment national. Remerciements. Problème de la campagne double. Conditions d'attribution de la carte de combattant aux anciens d'Afrique du Nord. Formation des médecins s'agissant de l'évaluation des pensions. Retraite du combattant et réversion en faveur de la veuve. Anciens combattants d'Afrique du Nord : passage de l'allocation différentielle à l'allocation de préparation à la retraite. Fonds de solidarité des anciens combattants d'Afrique du Nord. Rapport constant. (p. 4113) : problème de l'abattement pour les retraites complémentaires des anciens combattants d'Afrique du Nord. Patriotes résistant à l'Occupation, PRO,

dans les départements d'Alsace-Moselle. Archives d'Arolsen. Rythme des travaux de la commission tripartite sur l'évaluation du coût de la retraite anticipée des anciens combattants d'Afrique du Nord. Condition d'âge pour l'accès au fonds de solidarité des anciens combattants d'Afrique du Nord. Information historique et nécropoles. (p. 4114) : utilisation des crédits non consommés du fonds de solidarité des anciens combattants d'Afrique du Nord. Légion d'honneur octroyée aux Poilus de 1914-1918. Récapitulatif des avancées techniques de ce budget - **Examen des crédits - Etat B - Titre IV** (p. 4115) : son amendement n° II-188 : minoration des crédits du chapitre "Soins médicaux gratuits" pour résoudre le problème des veuves d'anciens combattants ; adopté - **Art. 64 bis** (*indexation sur les prix du plafond majorable de la rente mutualiste du combattant*) : son amendement n° II-189 : codification du mécanisme d'indexation du plafond majorable de la rente mutualiste du combattant et fixation à 7 000 francs du montant de ce plafond ; adopté - **Après l'art. 64 ter** (p. 4116) : son amendement n° II-190 : avancement à 50 ans, à compter du 1er juillet 1996, de l'âge requis pour les veuves pour bénéficier du taux de pension ; adopté.

PASTOR (Jean-Marc), *sénateur (Tarn) SOC.*

Elu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

INTERVENTIONS

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement sur la réforme de la protection sociale, suivie d'un débat et d'un vote** - (16 novembre 1995) (p. 2635, 2636) : structure du système de protection sociale. Aide médicale gratuite. Charges du contribuable. Concours de l'Etat aux collectivités territoriales. Régionalisation.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Intérieur, réforme de l'Etat, décentralisation et citoyenneté

- (2 décembre 1995) (p. 3600, 3601) : évolution des crédits. Fiscalité locale. Concours actifs. Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales, CNRACL. Suppression de la franchise postale et de la tarification des mandats et des titres de recettes émis sur papier. Concours de l'Etat aux collectivités territoriales. Dotation globale de l'équipement, DGE. Se déclare opposé à ce projet de budget.

PELCHAT (Michel), *sénateur (Essonne) RI.*

Elu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire du conseil d'administration de France 2 (JO Lois et décrets du 25 octobre 1995).

Membre titulaire du conseil d'orientation du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou (JO Lois et décrets du 27 octobre 1995).

INTERVENTIONS

- **Résolution adoptée par la commission des affaires culturelles, en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil portant modification de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 visant à la coordination de certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives à l'exercice d'activités de radiodiffusion télévisuelle (n° E-419) [n° 0059 (95-96)] - (14 novembre 1995) - Discussion générale (p. 2517, 2518) : combat culturel et économique. Position défensive ou offensive. Application de la directive "Télévision sans frontières". Nouvelles technologies. Volonté de mettre en place un Conseil supérieur de l'audiovisuel européen. Oeuvres de stock et oeuvres musicales - Discussion de la résolution (p. 2530) : son amendement n° 9 : assimilation des oeuvres musicales à des oeuvres audiovisuelles ; adopté.**

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Education nationale, enseignement supérieur, recherche et insertion professionnelle - III - Recherche

- (4 décembre 1995) (p. 3739) : diffusion d'information sur l'état d'avancement de la recherche. (p. 3740) : recherche dans la région d'Ile-de-France. Souhaite la constitution d'un pôle européen de recherche et de technologie à partir du pôle de recherche Orsay-Palaiseau-Saclay et l'implantation du projet SOLEIL. Le groupe des Républicains et Indépendants votera ce projet de budget.

Articles non rattachés :

- (9 décembre 1995) - **Art. 54 (révision des seuils d'imposition des plus-values sur cessions de valeurs mobilières et titres assimilés)** (p. 4145) : son amendement, soutenu par M. François Trucy, n° II-83 : exonération de l'impôt sur le revenu des plus-values réalisées lors de la cession de valeurs détenues depuis plus de huit ans ; retiré.

PELLARIN (Bernard), sénateur (Haute-Savoie) RDE-R.

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois.

Membre de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification.

Membre titulaire de la Commission nationale du sport de haut niveau.

PELLETIER (Charles), sénateur (Seine-et-Marne) RDE, puis RDSE.

Remplace le 4 mars 1995, en qualité de sénateur, M. Etienne Dailly nommé membre du Conseil constitutionnel (JO Lois et décrets du 5 mars 1995).

N'a pas été réélu aux élections sénatoriales du 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois (JO Lois et décrets du 6 avril 1995).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie (19 juillet 1995).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours [n° 0217 (94-95)] - (27 juin 1995) - Discussion générale (p. 669, 670) : organisation départementale des services d'incendie et de secours. Responsabilités des maires et des préfets. Rôle des élus.**

- **Résolution [n° 331 (94-95)], adoptée par la commission des finances, en application de l'article 73 bis, alinéa 8, du règlement, sur l'avant-projet de budget des Communautés européennes pour 1996 : aperçu général (n° E-422). [n° 0346 (94-95)] - (6 juillet 1995) (p. 953, 954) : contribution de la France. Questions agricoles. TVA. Programmes d'initiatives communautaires. Lutte contre la fraude. Avis favorable du groupe du RDE, dans sa grande majorité, sur ce texte.**

- **Résolution (n° 359,94-95), adoptée par la commission des finances, en application de l'article 73 bis, alinéa 8, du règlement, sur la recommandation de la Commission en vue des recommandations du Conseil visant à ce que soit mis un terme à la situation de déficit public excessif en Belgique, au Danemark, en Grèce, en Espagne, en France, en Italie, aux Pays-Bas, en Autriche, au Portugal, en Finlande, en Suède et au Royaume-Uni (application de l'article 104 C, paragraphe 7, du traité instituant la Communauté européenne) (n° E-436). [n° 0330-0345 (94-95)] - (6 juillet 1995) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 971) : le groupe du RDE, dans sa très grande majorité, votera cette résolution.**

- **Projet de loi portant amnistie [n° 0341 (94-95)] - Suite de la discussion - (18 juillet 1995) - Art. 26 (infractions exclues de l'amnistie) (p. 1130) : se déclare favorable à l'amendement n° 74 de M. Claude Estier (âge d'admission au travail).**

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 [n° 0379 (94-95)] - Suite de la discussion - (27 juillet 1995) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 1694) : collectif d'apurement. Ouverture sur l'Europe.**

PEN (Albert), sénateur (Saint-Pierre-et-Miquelon) SOC-R.

N'a pas été réélu aux élections sénatoriales du 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire du Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (FIDOM.).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours [n° 0217 (94-95)] - Suite de la discussion - (29 juin 1995) - Art. 51 (exceptions au champ d'application de la loi) (p. 781) : son amendement, soutenu par M. Guy Allouche n° 130 : organisation d'un service territorial d'incendie et de secours à Saint-Pierre-et-Miquelon ; adopté.**

PENNE (Guy), sénateur (*Français établis hors de France*) SOC.

Réélu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995) ; puis vice-président (JO Lois et décrets du 6 octobre 1995).

Membre titulaire de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 13 octobre 1995).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée au Mali et au Gabon du 29 janvier au 5 février 1995 [n° 0258 (94-95)] (19 avril 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 avril 1995) - Mali Gabon.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 26 (95-96)] adopté par l'Assemblée Nationale, autorisant l'approbation de l'amendement au protocole de Montréal du 16 septembre 1987 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, adopté le 25 novembre 1992 à Copenhague [n° 0050 (95-96)] (26 octobre 1995) - **Traités et conventions.**

Avis, présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Affaires étrangères, relations culturelles extérieures et francophonie [n° 0080 (95-96), tome 2] (21 novembre 1995) - **Lois de finances.**

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement relative à la situation en ex-Yougoslavie, suivie d'un débat** - (7 juin 1995) (p. 623, 624) : situation inacceptable des Casques bleus pris en otages. Estimation des pertes humaines françaises. Insuffisance des moyens financiers de la FORPRONU. Nécessité de réformer l'ONU. Aide humanitaire. (p. 625, 626) : plan de paix du groupe de contact. Nécessité de la création d'une force multinationale de réaction rapide. Engagement offensif dans le conflit ou retrait des soldats français. Elaboration par l'Union européenne d'une politique étrangère et de sécurité commune.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'amendement au protocole de Montréal du 16 septembre 1987, relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, adopté le 25 novembre 1992 à Copenhague [n° 0026 (95-96)]** - (9 novembre 1995) - Rapporteur de la commission des affaires étrangères - **Discussion générale** (p. 2410 à 2412) : protection de la couche d'ozone. Rôle de la couche d'ozone pour la santé et l'équilibre écologique. Responsabilité des pays industrialisés à l'égard de l'état actuel de la couche d'ozone. Contribution de ces derniers à la compensation du surcoût imputable à la fabrication de produits de substitution. Extension du champ d'application du protocole de Montréal. Coût des produits de substitution. Au nom de la commission des affaires étrangères, demande l'adoption du projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Affaires étrangères

- (29 novembre 1995) - Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères (relations culturelles extérieures et francophonie) (p. 3342, 3343) : lutte contre les

déficits publics. Direction générale des relations culturelles scientifiques et techniques, DGRCSST. Crédits d'intervention. Programmes européens PHARE et TACIS. Crédits de fonctionnement. Dépenses d'investissement. Agence pour l'enseignement français à l'étranger. Recrutement des personnels. Centres et instituts culturels. Action audiovisuelle extérieure. Accepte les crédits de l'action culturelle extérieure. (p. 3356, 3358) : contribution volontaire aux organisations internationales. Réseau diplomatique français. Rayonnement culturel de la France. Francophonie. Action extérieure de la France. Renseignement dans les postes diplomatiques et consulaires. Rôle de la France dans les négociations de paix en ex-Yougoslavie. Situation en Algérie. Union européenne. Conférence intergouvernementale. Pacte pour la Méditerranée. Le groupe socialiste ne votera pas ce projet de budget - **Examen des crédits - Etat B - Titre III** (p. 3380) : Office universitaire et culturel franco-algérien. Se déclare favorable à l'amendement n° II-23 de Mme Danièle Bidard-Reydet (rétablissement de 12 000 000 francs de crédits) - **Titre IV** (p. 3381, 3382) : intervient sur l'amendement n° II-25 de Mme Danièle Bidard-Reydet (réduction des crédits du Titre IV de 49 316 750 francs). Coopération de défense.

Coopération

- (29 novembre 1995) (p. 3401, 3402) : fonctionnement du ministère. Evolution des crédits. Coopération militaire. Situation aux Comores. Pays francophones d'Afrique. Dévaluation du franc CFA. Organisations non gouvernementales, ONG. Actions audiovisuelles extérieures.

PÉPIN (Jean), sénateur (*Ain*) RI.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Aménagement du territoire [n° 0079 (95-96), tome 11] (21 novembre 1995) - **Lois de finances.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement - Deuxième lecture [n° 0139 (94-95)]** - (16 janvier 1995) - **Art. 36 quater** (*protection des espèces et habitats naturels*) (p. 400) : son amendement, soutenu par M. Jean-Paul Emin, n° 166 : suppression de la notion d'imprudence en ce qui concerne les échappées d'animaux enfermés dans les parcs zoologiques ; retiré.

- **Projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours [n° 0217 (94-95)]** - (27 juin 1995) - **Discussion générale** (p. 658, 660) : services départementaux d'incendie et de secours, SDIS. Corps de sapeurs-pompiers communaux. Conseil d'administration et présidence du SDIS. Coût réel des services. Coût du transfert des blessés et des malades à domicile. Demande la participation de l'Etat au financement des SDIS. Votera ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** - (28 juin 1995) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 696) : le groupe des Républicains et Indépendants, à une voix près, votera contre la motion n° 97 de M. Louis de Catuelan tendant au renvoi à la commission. Concertation et consensus. Définition souple du département. Reconnaissance du rôle des maires et du

préfet. Volontariat - **Après l'art. 4** (p. 705, 706) : intervient sur l'amendement n° 85 de M. André Jourdain (possibilité pour le maire de solliciter les sapeurs-pompiers résidant dans la commune pour des activités d'intérêt général ou humanitaire). Corps des sapeurs-pompiers de première intervention. Intérêt sur le plan associatif. Exercice des activités d'intérêt général et humanitaire à titre bénévole - **Art. 7** (*schéma départemental d'analyse et de couverture des risques*) (p. 709) : se déclare favorable à l'amendement n° 103 de M. Alain Vasselle (problème de la couverture des risques au niveau de solidarité appropriée). Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques, SDCR, et vote des budgets par la commission administrative. (p. 711, 712) : se déclare favorable à l'amendement n° 6 de la commission (avis conforme du conseil d'administration du SDIS sur l'ensemble du schéma départemental d'analyse et de couverture des risques). Notion d'avis conforme - **Art. 9** (*nomination des sapeurs-pompiers volontaires officiers ou chefs de centre dans le corps départemental*) (p. 717) : intervient sur l'amendement n° 9 de la commission (gestion par le SDIS des sapeurs-pompiers volontaires membres du corps départemental). Corps départemental des sapeurs-pompiers - **Art. 15** (*situation des personnels administratifs, techniques et spécialisés participant au fonctionnement des centres d'incendie et de secours*) (p. 722) : intervient sur l'amendement n° 46 de M. Maurice Lombard (transfert de ces personnels au service départemental d'incendie et de secours). Problème des personnels dont les fonctions relèvent des services de secours et d'incendie : exemple des mécaniciens dépanneurs radio.

- **Suite de la discussion** - (29 juin 1995) - **Art. 35** (*missions du directeur départemental*) (p. 746, 747) : intervient sur l'amendement n° 74 de M. Robert Pagès (mission de prévision pour le directeur départemental). Différence entre prévention et prévision des risques - **Après l'art. 38** (p. 751, 752) : modalités de financement des services d'incendie et de secours par l'Etat ; son amendement n° 88 : instauration d'une taxe spécifique sur les produits pétroliers ; retiré. (p. 754) : nécessité d'un débat sur les finances des collectivités locales - **Intitulé du chapitre IV** (*précédemment réservé p. 748*) (*les contributions financières des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale au budget du service départemental d'incendie et de secours*) : sur l'amendement de la commission saisie pour avis n° 35 (nouvelle rédaction), son sous-amendement, soutenu par M. André Jourdain, n° 91 ; devenu sans objet.

- **Projet de loi de finances pour 1996** [n° 0076 (95-96)]

Deuxième partie :

Aménagement du territoire, équipement et transports - III - Aménagement du territoire

- (5 décembre 1995) - Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (p. 3815, 3817) : données chiffrées. Réforme de la prime d'aménagement du territoire, PAT. Fonds national d'aménagement et du développement du territoire, FNADT. Fonds de gestion de l'espace rural. Fonds national de développement des entreprises. Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables. Fonds de pérennisation des transports aériens. Etat d'avancement de l'application de la loi d'orientation pour l'aménagement du territoire. Equilibre de la région d'Ile-de-France. Délocalisation d'emplois publics. Service public en milieu rural. La commission des affaires économiques émet un avis favorable à l'adoption des crédits de l'aménagement du territoire.

PERBEN (Dominique), ministre des départements et territoires d'outre-mer.

Fin de ses fonctions ministérielles (démission du Gouvernement le 11 mai 1995) (JO Lois et décrets du 12 mai 1995).

puis, *ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation* dans le deuxième Gouvernement Juppé le 7 novembre 1995 (JO Lois et décrets du 8 novembre 1995).

En qualité de ministre des départements et territoires d'outre-mer

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique modifiant la loi n° 88-1028 du 9 novembre 1988 portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998 et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer** [n° 0169 (94-95)] - (11 janvier 1995) - **Discussion générale - commune avec celle du projet de loi n° 170** (p. 125) : lois statutaires des départements d'outre-mer. Répartition des compétences. (p. 126) : principe d'autonomie. Comité du suivi des accords de Matignon. Réaffirmation de la compétence de droit commun des provinces. (p. 127) : délégation aux assemblées de province et aux communes. Autorisation du président du congrès du territoire ou d'une des assemblées de province de saisir pour avis le tribunal administratif de Nouméa. (p. 128) : modernisation du régime budgétaire et comptable des îles Wallis-et-Futuna. Contribution foncière des propriétés bâties et non bâties en Nouvelle-Calédonie. Etablissements d'enseignement privés. Postes de fonctionnaires d'Etat pour l'administration de la Polynésie française. Statut de la Polynésie française. (p. 129) : collectivité territoriale de Mayotte. (p. 130) : répression de la conduite sous l'empire d'un état alcoolique. Taxe spécifique sur l'or. Demande l'adoption de ce projet de loi - **Art. 4** (*répartition des compétences en Nouvelle-Calédonie en matière d'urbanisme et de distribution d'énergie électrique*) (p. 133, 134) : accepte l'amendement rédactionnel n° 20 de la commission et demande le retrait de l'amendement n° 38 de M. Simon Loueckote (pouvoir pour l'assemblée de province d'autoriser l'ouverture au public de casinos) - **Art. 6** (*élargissement du droit de saisine pour avis du tribunal administratif de Nouméa*) (p. 134) : accepte l'amendement rédactionnel n° 21 de M. Jean-Marie Girault - **Art. 9** (*régime budgétaire et comptable de Wallis-et-Futuna*) (p. 137) : accepte les amendements de la commission n° 22 rédactionnel, n° 23, n° 24, n° 26 et n° 27 de rectification et n° 25 (budget des établissements publics) - **Art. 11** (*abrogation des dispositions du décret du 30 décembre 1912 relatives à Wallis-et-Futuna*) (p. 138) : accepte l'amendement n° 28 de la commission (nouvelle rédaction) - **Art. 12** (*entrée en vigueur*) Accepte l'amendement rédactionnel n° 29 de la commission - **Art. 14** (*compétences de l'Etat en matière de règles applicables aux personnels des établissements privés de Nouvelle-Calédonie et de Polynésie française*) (p. 139) : demande le retrait de l'amendement n° 39 de M. Simon Loueckote (confirmation de la compétence de l'Etat) au profit de l'amendement n° 40 sur le même objet de la commission qu'il accepte. Accepte les amendements n° 1 de M. Daniel Millaud (modification de la rédaction dans un sens plus large) et n° 30 rédactionnel de la commission - **Art. 15** (*détermination du régime applicable aux fonctionnaires pour l'administration de la Polynésie française*) (p. 140) : accepte l'amendement n° 2 de M. Daniel Millaud (compétences du territoire) - **Après l'art. 15** Accepte l'amendement n° 4 de M. Daniel Millaud (validation législative d'actes individuels) - **Avant l'art. 16** (p. 141, 145) : sur les amendements de M. Daniel Millaud proposant la modification de la loi du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française, s'oppose au n° 5 (définition du domaine public maritime) et au n° 6 (compétences du territoire en cas de doute sur la répartition des compétences entre l'Etat et le territoire). Accepte le n° 7 (compétences du territoire dans les matières de police administrative de son ressort). S'oppose au n° 8 (réglementation applicable aux assurances, aux coopératives et aux sociétés mutualistes en Polynésie française) et au n° 9 (transfert aux territoires du droit d'exploitation des ressources naturelles du fonds de la mer, de son sous-sol et des eaux surjacentes) - **Art. 19** (*sessions*

ordinaires de l'assemblée territoriale de Polynésie française (p. 146) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 10 de M. Daniel Millaud (précision des dates d'ouverture et de la durée des sessions) - **Art. 20** (*sessions extraordinaires de l'assemblée territoriale de Polynésie française*) (p. 147) : accepte les amendements de la commission, n° 31 de précision et n° 32 (procédure de convocation) - **Avant l'art. 22** (p. 148) : s'oppose à l'amendement n° 12 de M. Daniel Millaud (transmission des actes de l'assemblée territoriale et de la commission permanente) - **Art. 23** (*sanction des infractions aux règlements édictés par l'assemblée territoriale de Polynésie française*) : accepte l'amendement n° 33 de la commission (suppression de l'emprisonnement contraventionnel) - **Après l'art. 23** (p. 149) : accepte l'amendement n° 34 de la commission (accélération de la transmission des procès-verbaux) - **Art. 24** (*indemnités de vacation des membres du Conseil économique, social et culturel de Polynésie française*) : accepte l'amendement rédactionnel n° 35 de la commission - **Après l'art. 25** : s'oppose à l'amendement n° 14 de M. Daniel Millaud (publication des délibérations de la commission permanente par son président). (p. 150, 153) : sur les amendements du même auteur, s'oppose au n° 15 (recours en excès de pouvoir contre les délibérations à caractère réglementaire adoptées par l'Assemblée territoriale ou sa commission permanente : compétence du Conseil d'Etat), accepte le n° 16 (validation de dispositions relatives à la création de l'office territorial des postes et télécommunications) et s'oppose au n° 17 (représentation de magistrats servant outre-mer au sein du Conseil supérieur de la magistrature). Accepte l'amendement n° 36 de la commission (transfert de l'Assemblée territoriale au Conseil des ministres du territoire du pouvoir de nomination des représentants du territoire au sein des sociétés d'économie mixte locales).

- **Projet de loi étendant dans les territoires d'outre-mer certaines dispositions du code de la route et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte** [n° 0170 (94-95)] - (11 janvier 1995) - Discussion générale - commune avec celle du projet de loi organique n° 169 (94-95) : voir intervention sous le projet n° 169 (p. 125, 130) - **Art. 7** (*report de l'entrée en vigueur du nouveau code pénal*) (p. 157) : accepte l'amendement n° 2 de la commission (compétences du territoire) - **Art. 8** (*report de l'entrée en vigueur des réformes de la procédure pénale*) : accepte l'amendement de suppression n° 3 de la commission - **Art. 9** (*création de caisses des écoles en Nouvelle-Calédonie*) : accepte les amendements de précision n° 4 et n° 5 de la commission - **Après l'art. 9** : accepte l'amendement n° 13 de M. Simon Loueckote (accélération de la transmission des procès-verbaux) - **Après l'art. 10** (p. 160, 165) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. René-Georges Laurin (modification de la rédaction dans un sens plus large) - **Art. 13** (*statut du comptable du territoire et des circonscriptions des îles Wallis-et-Futuna*) (p. 165) : accepte l'amendement rédactionnel n° 6 de la commission - **Art. 14** (*gestion des recettes et des dépenses publiques à Wallis-et-Futuna*) (p. 166) : accepte l'amendement rédactionnel n° 7 de la commission - **Art. 15** (*abrogation des dispositions du décret du 30 décembre 1912 relatives à Wallis-et-Futuna*) Accepte l'amendement de suppression n° 8 de la commission - **Art. 19** (*redevance sur les minerais d'or*) (p. 168) : s'oppose aux amendements de suppression n° 10 de la commission et n° 11 de M. Jean Arthuis. Département de la Guyane - **Après l'art. 19** Son amendement n° 12 : relèvement anticipé dans les départements d'outre-mer de l'âge limite pour l'octroi de l'allocation de logement familial ; adopté.

- **Projet de loi organique modifiant la loi n° 88-1028 du 9 novembre 1988 portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998 et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 0214 (94-95)] - (18 janvier 1995) - Discussion générale (p. 491) : se réjouit de l'adoption du texte par la CMP.

- **Projet de loi étendant dans les territoires d'outre-mer certaines dispositions du code de la route et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 0215 (94-95)] - (18 janvier 1995) - Discussion générale (p. 496, 497) : hommage aux positions prises par le rapporteur de la CMP et le président de la commission des lois. Amendement déposé par l'Assemblée nationale. Demande l'adoption du texte élaboré par la CMP assorti de l'amendement de suppression de l'article additionnel.

En qualité de ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 1 de M. Jean Pourchet : **Dotation globale d'équipement (DGE)** (*Dotation globale d'équipement*) (JO Débats du 10 novembre 1995) (p. 2426).

n° 12 de M. Jean Clouet : **Voirie** (*Entretien du mobilier urbain*) (JO Débats du 23 novembre 1995) (p. 2810).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996** [n° 0076 (95-96)]

Deuxième partie :

Services du Premier ministre - I - Services généraux (et fonction publique)

- (25 novembre 1995) (p. 3068, 3071) : fonction publique. Retraites. Commission de réforme des régimes spéciaux. Création d'une caisse de retraite des fonctionnaires de l'Etat. Rationalisation du nombre des corps et de la gestion des carrières. Rémunérations. Services publics dans les zones urbaines difficiles. Création de "points publics" dans les zones rurales. Politique de réforme de l'Etat. Ecoles de fonctionnaires. ENA. Fonction publique territoriale. Politique d'amélioration de l'accueil des usagers. Dialogue social dans la fonction publique. Plan de résorption des emplois précaires. Aménagement du temps de travail. Négociation du renouvellement de l'accord-cadre sur la formation.

Intérieur, réforme de l'Etat, décentralisation et citoyenneté

- (2 décembre 1995) (p. 3583, 3586) : collectivités territoriales. Principales dotations. Structure et coordination des collectivités territoriales. Fonds de compensation de la TVA. Dotation globale de fonctionnement, DGF. Solidarité entre les communes. Réforme de la dotation de solidarité urbaine, DSU. Dotation de solidarité rurale. Taux de remboursement de la TVA aux collectivités territoriales. Concertation avec les élus et leurs représentants. Fiscalité locale. Intercommunalité. Compétences de l'Etat et des collectivités territoriales. Modernisation de la fonction publique territoriale. (p. 3620, 3622) : dotation de compensation à la taxe professionnelle. Dotation globale de fonctionnement, DGF. Sapeurs-pompiers. Dotation de solidarité urbaine et dotation de solidarité rurale. Dotations des communes touristiques. Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales, CNRACL. Coopération intercommunale. Logement social. Contingents d'aide sociale. Application de la loi d'orientation sur l'aménagement

et le développement du territoire. Transfert de compétences entre l'Etat et les collectivités territoriales - **Examen des crédits - Etat B - Titre III** (p. 3625) : personnels originaires de l'outre-mer. Centre national de la fonction publique territoriale, CNFPT.

PERCHERON (Daniel), sénateur (Pas-de-Calais) SOC.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification (JO Lois et décrets du 13 octobre 1995).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Aménagement du territoire, équipement et transports - III - Aménagement du territoire

- (5 décembre 1995) (p. 3829, 3830) : contrats de plan Etat-régions. Région du Nord - Pas-de-Calais. Conurbation minière. Crédits du groupement interministériel pour la rénovation des zones minières, GIRZOM. Fonds d'investissement pour les transports terrestres et les voies navigables. Liaison Seine-Nord. Ne votera pas ce projet de budget.

PERETTI (Jean-Jacques de), ministre de l'outre-mer.

dans le Gouvernement Juppé le 18 mai 1995 (JO Lois et décrets du 19 mai 1995).

Fin de ses fonctions ministérielles (démission du Gouvernement le 7 novembre 1995) (JO Lois et décrets du 8 novembre 1995).

puis, *ministre délégué à l'outre-mer* dans le deuxième Gouvernement Juppé le 7 novembre 1995 (JO Lois et décrets du 8 novembre 1995).

En qualité de ministre de l'outre-mer

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi relatif à l'aménagement, la protection et la mise en valeur de la zone dite des cinquante pas géométriques dans les départements d'outre-mer [n° 0394 (94-95)] (26 juillet 1995) - **Départements d'outre-mer (DOM)**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas concernant le contrôle de personnes sur les aéroports de Saint-Martin [n° 0377 (94-95)]** - (20 juillet 1995) - **Discussion générale** (p. 1313) : immigration clandestine. Décision d'admission sur l'île - **Sur l'ensemble** (p. 1315) : trafic illicite de la drogue.

En qualité de ministre délégué à l'outre-mer

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 16 de M. François Lesein : **Pollution et nuisances (Maîtrise des pollutions d'origine agricole)** (JO Débats du 22 décembre 1995) (p. 4651).

n° 20 de M. Jean-Jacques Robert : **Catastrophes naturelles (Conséquences des cyclones en Guadeloupe)** (JO Débats du 22 décembre 1995) (p. 4655).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Outre-mer

- (30 novembre 1995) (p. 3414, 3415) : progression des crédits. Mise en oeuvre de l'égalité sociale. Développement économique. Fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer, FEDOM. Politique d'insertion et de lutte contre l'exclusion. Action en faveur du logement social. (p. 3416, 3417) : développement économique et créations d'emplois. Réexamen de la loi Pons. Réforme du paysage institutionnel. Bidépartementalisation de La Réunion. Souhait de Mayotte de devenir un département. Réforme du statut de la Polynésie française. Nouvelle-Calédonie : recherche d'une solution consensuelle ; mise en oeuvre du développement économique et social ; dotation. (p. 3418) : situation financière des collectivités locales d'outre-mer. Frais de personnel. (p. 3446, 3447) : gestion de la ligne budgétaire unique et moyens. Loi Pons. Lutte pour l'emploi et la réinsertion. Bidépartementalisation de La Réunion. Régions ultrapériphériques. Investissements. Production de bananes. Contrat d'accès à l'emploi. (p. 3448) : ligne budgétaire unique. Chèque emploi-service. Action sociale des caisses d'allocations familiales. Prêt à taux zéro. Aménagement du territoire. Coût des télécommunications. (p. 3449) : Union européenne. Surpopulation carcérale. Autorisations de programme et crédits de paiement. Budgets de l'Etat et de l'outre-mer. Nouvelle-Calédonie : solution consensuelle et rééquilibrage entre province nord et province sud. (p. 3450) : nouveau statut de la Polynésie française. Egalité sociale. Fonds d'investissement des départements d'outre-mer, FIDOM. Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer, ANT. Situation sociale des Domiens établis en métropole. (p. 3451) : agences départementales d'insertion. Partenariat entre l'Etat et les départements d'outre-mer. Finances des collectivités locales. Pêche en Guyane. Financement de l'économie. Taux d'intérêt. (p. 3452) : fiscalité. Réseau routier de la Guyane. Consommation effective des crédits. (p. 3453) : mesures d'accompagnement. Stabilisation des institutions. Réflexe "outre-mer". Produits défiscalisés. Taux d'intérêt. "Surrémunération" des agents des collectivités territoriales. (p. 3454) : documents budgétaires. Engagement financier de l'Etat au profit de la Polynésie française. Tourisme. Emploi et formation professionnelle. (p. 3455) : produits polynésiens. Impôt polynésien. Agriculture antillaise. Passage des cyclones. (p. 3456) : allocation aux adultes handicapés. Avis sur les mesures d'égalité sociale. Internat à Wallis-et-Futuna. Restauration d'églises. Formation professionnelle et mobilité. Convention de développement de Mayotte. Logement social. Hôpital de Mayotte. (p. 3457) : poste de sous-préfet chargé du développement économique. Antenne INSEE. Difficultés économiques de Saint-Pierre-et-Miquelon. Pêche. Nouvelle piste d'aviation. Mesures de défiscalisation. Registre d'immatriculation à Saint-Pierre-et-Miquelon. Retraite des mères de famille - **Question budgétaire** (p. 3458) : en réponse à la question budgétaire de M. Rodolphe Désiré, opérationnalité du plan de prévention des risques naturels. Normes de prévention contre le risque sismique étendues aux constructions nouvelles ou déjà

existantes. Audits sur le renforcement de la sécurité réalisés en Martinique. : en réponse à la question budgétaire de Mme Lucette Michaux-Chevry, avis défavorable du ministère de l'outre-mer transmis au Conseil supérieur de l'aviation marchande au sujet de cette ligne. Possibilité d'intervention du Fonds de péréquation des transports aériens. (p. 3459) : en réponse à la question budgétaire de M. Pierre Lagourgue, restructuration du Centre national de la fonction publique territoriale. Solution recherchée en accord avec le ministère de la décentralisation. : en réponse à la question budgétaire de Mme Danielle Bidard-Reydet, reconnaissance de l'ultrapériphérie. Inégalité au détriment des territoires d'outre-mer - **Examen des crédits - Etat B - Titre III** (p. 3460) : demande le retrait des amendements identiques n° II-14 de M. Pierre Lagourgue, n° II-37 de M. Claude Lise et n° II-40 de Mme Danielle Bidard-Reydet (rétablissement des crédits initiaux du service militaire adapté) - **Titre IV** (p. 3462) : s'oppose aux amendements identiques n° II-38 de M. Claude Lise et n° II-41 de Mme Danielle Bidard-Reydet (rétablissement des crédits initiaux de l'Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer). Son amendement n° II-35 : redéploiement des crédits au profit du titre VI ; adopté - **Etat C - Titre VI** (p. 3463) : s'oppose aux amendements identiques n° II-39 de M. Claude Lise et n° II-42 de Mme Danielle Bidard-Reydet (rétablissement des crédits initiaux affectés à l'investissement en faveur des logements sociaux). Son amendement n° II-36 : majoration de la dotation concourant au développement de la Nouvelle-Calédonie ; adopté.

- **Projet de loi relatif à l'aménagement, la protection et la mise en valeur de la zone dite des cinquante pas géométriques dans les départements d'outre-mer [n° 0394 (94-95)]** - (13 décembre 1995) - **Discussion générale** (p. 4294, 4295) : caractéristiques de la zone littorale dans les départements d'outre-mer. Régime juridique de la réserve domaniale appelée zone des cinquante pas géométriques. Application de la loi sur le littoral. Procédure complexe de validation des droits d'occupation de la zone littorale. Rapport de M. Guy Rosier. Amélioration de la situation des occupants sans titre dans les zones urbaines. Délimitation des espaces naturels et urbains. Procédure de déclassement dans le domaine privé de l'Etat. Accès aux différentes aides de l'Etat en matière d'amélioration de l'habitat. Rôle du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres. (p. 4299, 4300) : rôle consultatif des communes. Préservation du littoral - **Art. 1er (dispositions spéciales aux départements de la Guadeloupe et de la Martinique dans le code du domaine de l'Etat)** - **Art. L. 89-1 du code du domaine de l'Etat (délimitation de l'étendue des espaces urbains et des secteurs occupés par une urbanisation diffuse)** (p. 4302) : accepte l'amendement rédactionnel n° 1 de la commission. S'oppose aux amendements de M. Rodolphe Désiré n° 12 (consultation des communes préalable à la délimitation des espaces urbains et naturels) et n° 13 (consultation des communes dans les secteurs urbains) - **Art. L. 89-2 du code précité (cession de terrains à titre gratuit)** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements n° 14 de M. Rodolphe Désiré (responsabilité des communes dans la réalisation de logements sociaux de la zone) et n° 9 de Mme Lucette Michaux-Chevry (réintégration dans la zone dite des cinquante pas géométriques de deux parcelles de la ville de Basse-Terre) - **Art. L. 89-3 du code précité (cession à titre onéreux de terrains affectés à un usage professionnel)** (p. 4303, 4304) : s'en remet à la sagesse du Sénat sur l'amendement n° 2 de la commission (évaluation effectuée au jour du dépôt de la demande). S'oppose à l'amendement n° 15 de M. Rodolphe Désiré (modalités d'évaluation du prix de cession) et accepte le n° 26 de M. Pierre Lagourgue (cession des terrains acquis par leurs occupants pour un usage professionnel) - **Art. L. 89-4 du code précité (cession à titre onéreux de terrains affectés à un usage d'habitation)** : s'en remet à la sagesse du Sénat sur l'amendement n° 3 de la commission (date de l'évaluation du bien fixé au jour du dépôt de la demande). S'oppose aux amendements de M. Rodolphe Désiré n° 16 (réserve des droits des tiers pour les actes

antérieurs au 30 juin 1955), n° 17 (aménagement de la cession des parcelles) et n° 30 (estimation du prix de cession). Accepte l'amendement n° 27 de M. Pierre Lagourgue (possibilité d'acquérir un terrain d'une surface équivalente au précédent) - **Art. L. 89-5 du code précité (gestion des espaces naturels)** (p. 4306) : accepte l'amendement rédactionnel n° 4 de la commission. Demande le retrait de l'amendement n° 18 de M. Rodolphe Désiré (création de délégations du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres dans les départements de la Guadeloupe et de la Martinique) - **Après l'art. L. 89-5 du code précité** (p. 4307, 4308) : accepte l'amendement n° 5 de la commission (exercice du droit de préemption en cas de vente du bien cédé). Sur celui-ci son sous-amendement n° 31 ; adopté. Demande le retrait des amendements de M. Pierre Lagourgue n° 10 (insertion d'un chapitre additionnel ainsi rédigé : "dispositions spéciales au département de la Réunion") et n° 29 (aménagement de la loi sur le littoral en particulier à la Réunion). S'engage à une modification de l'article R. 164 du code précité, prévoyant un déclassement suivi de cession dans la zone des cinquante pas géométriques - **Art. 2 (octroi d'une aide exceptionnelle de l'Etat)** (p. 4308, 4309) : sur les amendements de la commission, s'oppose au n° 6 (aide de l'Etat à l'achat de terrains destinés à l'exploitation professionnelle) et accepte le n° 7 (calcul de l'aide de l'Etat en fonction notamment du nombre de personnes à charge dans le foyer de l'acquéreur). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 28 de M. Pierre Lagourgue (aide systématique de l'Etat à l'habitation de l'occupant individuel) - **Art. 3 (création des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques)** : s'oppose à l'amendement de M. Rodolphe Désiré n° 19 (accord des communes sur les interventions des agences) - **Art. 4 (mission des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques)** (p. 4310, 4311) : accepte l'amendement n° 8 de la commission (consultation des communes sur les programmes d'équipement des terrains relevant de l'agence). S'oppose aux amendements de M. Rodolphe Désiré de précision n° 20, n° 21 (compétence du conseil municipal sur le programme d'équipement des terrains) et n° 22 (rôle des agences départementales d'aménagement foncier et urbain dans les départements de la Martinique et de la Guadeloupe) - **Art. 6 (détermination des ressources des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques)** : s'oppose à l'amendement n° 23 de M. Rodolphe Désiré (octroi de subventions en provenance de l'Union européenne) - **Art. 7 (Art. 1609 C du code général des impôts - création d'une taxe spéciale d'équipement perçue au profit de l'agence pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques de la Guadeloupe)** (p. 4312) : s'oppose à l'amendement de M. Rodolphe Désiré n° 24 (avis du conseil général et du conseil régional sur le montant de la taxe spéciale d'équipement) - **Art. 8 (Art. 1609 D du code général des impôts - création d'une taxe spéciale d'équipement perçue au profit de l'agence pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques de la Martinique)** (p. 4313) : s'oppose à l'amendement de M. Rodolphe Désiré n° 25 (avis du conseil général et du conseil régional sur le montant de la taxe spéciale d'équipement) - **Après l'art. 9** : demande le retrait de l'amendement n° 11 de M. Pierre Lacour (prolongation du délai de régularisation accordé aux propriétaires d'enclos piscicoles) - **Sur l'ensemble** (p. 4314, 4315) : prend l'engagement d'une consultation de l'ensemble des communes concernées. Association des élus aux décisions. Situation précaire des occupants sans titre. Rôle autonome des communes. Règlement de problèmes individuels. Respect des règles de la décentralisation.

- **Projet de loi d'habilitation relatif au statut général des fonctionnaires de la collectivité territoriale, des communes et des établissements publics de Mayotte [n° 0100 (95-96)]** - (21 décembre 1995) - **Discussion générale** (p. 4640, 4641) : demande l'adoption de ce projet

de loi d'habilitation - Art. 1er (p. 4642, 4643) : accepte l'amendement de clarification n° 1 de la commission.

- **Projet de loi d'habilitation relatif à l'extension et à l'adaptation de la législation en matière pénale applicable aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte** [n° 0101 (95-96)] - (21 décembre 1995) - **Discussion générale** (p. 4643, 4644) : extension et adaptation du code pénal applicable en métropole depuis le 1er mars 1994. Unification du droit pénal et de la procédure pénale sur l'ensemble du territoire de la République française. Demande l'adoption de ce projet de loi d'habilitation - **Art. 2 (délais d'habilitation et de ratification)** (p. 4645) : demande le retrait de l'amendement n° 1 de la commission (raccourcissement des délais).

PÉRISSOL (Pierre-André), ministre du logement.

dans le Gouvernement Juppé le 18 mai 1995 (JO Lois et décrets du 19 mai 1995).

Fin de ses fonctions ministérielles (démission du Gouvernement le 7 novembre 1995) (JO Lois et décrets du 8 novembre 1995).

puis, *ministre délégué au logement* dans le deuxième Gouvernement Juppé le 7 novembre 1995 (JO Lois et décrets du 8 novembre 1995).

En qualité de ministre du logement

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la réforme de l'accèsion à la propriété [n° 0023 (95-96)] (11 octobre 1995) - **Gouvernement (déclarations).**

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement sur la réforme de l'accèsion à la propriété, suivie d'un débat** - (11 octobre 1995) (p. 1808, 1809) : enjeu social de l'accèsion à la propriété. Prêt aidé d'accèsion à la propriété, PAP. Prêt au taux de zéro pour cent. Enveloppe budgétaire prévisionnelle. Aide aux travaux dans les immeubles anciens. Réduction des mensualités en cas de chômage. Coût de la réforme. Politique du logement. Action en faveur des plus démunis. Réquisition de logements. Baisse des droits de mutation. Redéfinition de la mission sociale du parc des HLM. (p. 1826, 1830) : HLM. Spéculation immobilière. Ménages aux revenus modestes. Diminution des mensualités en cas de chômage. Surloyer dans les HLM. Organismes d'HLM. Prêt aidé d'accèsion à la propriété, PAP. Maîtrise de la dépense publique. Relance du secteur locatif privé. Logements neufs. Acquisition de logements anciens avec travaux. Baisse des droits de mutation. Droits de succession. Etablissements de crédit. Réduction du taux de TVA. Situation des Français de l'étranger. Application du prêt au taux de zéro pour cent dans les départements et territoires d'outre-mer. Ménages modestes. Situation du secteur du bâtiment.

En qualité de ministre délégué au logement

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996** [n° 0076 (95-96)]

Deuxième partie :

Logement

- (26 novembre 1995) (p. 3101, 3103) : priorité au logement. Crise du logement. Création de dix mille logements d'extrême urgence. Logements d'insertion. Instauration du prêt à taux zéro. Aides à l'accèsion à la propriété. 1 % logement. Instauration d'un complément de loyer de solidarité dans les HLM. Réforme prochaine de l'attribution des logements sociaux. Modalités de la réforme de l'accèsion à la propriété. Prêts locatifs aidés. Prime à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale, PALULOS. Prêts locatifs aidés, prêts sociaux. Prime à l'amélioration de l'habitat. (p. 3118, 3120) : utilisation des crédits de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat, ANAH. Intérêt du logement ancien. Maîtrise des aides à la personne. Différence entre l'allocation-logement et l'aide personnelle au logement. Modalités d'application du prêt à taux zéro. 1 % logement. Question des surloyers. Droit à la justice sociale dans les HLM. Fonds national d'aide au logement, FNAL (p. 3121, 3122) : lancement d'un plan en faveur des plus démunis. Situation du logement en Alsace-Lorraine. Politique du logement dans les départements des Alpes-Maritimes et de la Seine-Maritime. Montant des crédits attribués aux prêts locatifs sociaux, PLS. Importance du secteur du logement. Application du dispositif de la location-accession dans le département de Seine-Maritime. (p. 3123) : en réponse à la question budgétaire de M. Philippe Richert, établit un bilan des crédits du logement pour l'Alsace. Application des engagements de l'Etat - **Questions budgétaires** - En réponse à la question budgétaire de Mme Nicole Borvo, établit un bilan du logement à Paris. Eléments statistiques relatifs aux logements réquisitionnés dans la capitale. (p. 3124) : en réponse à la question budgétaire de M. Michel Charzat, précise le maintien du secteur locatif intermédiaire. Rôle des prêts locatifs aidés, PLA. Adaptation de l'ordonnance de 1945 relative aux réquisitions. Absence de risques pour les propriétaires privés. (p. 3125) : en réponse à la question budgétaire de M. Jacques Bimbenet, établit un bilan des crédits affectés à l'habitat en milieu rural. Réhabilitation du logement ancien. Nécessité d'une réflexion approfondie à ce sujet. (p. 3126) : en réponse à la question budgétaire de M. Daniel Eckenspieller, précise les crédits liés à la prime à l'amélioration de l'habitat. Priorité au secteur de l'habitat ancien. (p. 3126) : en réponse à la question budgétaire de M. José Balarello, fait état d'une réflexion sur une modification prochaine du code des communes. Caractéristiques des logements financés avec des prêts à taux zéro. Définition des logements sociaux. Remerciements à M. Jean Cluzel - **Examen des crédits - Etat C - Titres V et VI** (p. 3127, 3128) : répartition du produit de la taxe additionnelle au droit de bail sur les sept dernières années. Financement du plan d'urgence pour les plus démunis. S'oppose à l'amendement n° II-11 de Mme Nicole Borvo (amélioration de la répartition des moyens destinés à favoriser l'accèsion à la propriété). Remerciements au Sénat.

PERREIN (Louis), sénateur (Val-d'Oise) SOC.

N'a pas été réélu aux élections sénatoriales du 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des finances.

Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et télécommunications.

Membre titulaire du Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (F.I.D.O.M.).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement** - *Deuxième lecture* [n° 0139 (94-95)] - (16 janvier 1995) - **Après l'art. 2 (p. 341)** : son amendement, soutenu par M. Jacques Bellanger, n° 188 : avis des

associations de protection de l'environnement sur les décisions des conseils d'administration des aéroports ; rejeté.

PEYRAFITTE (Jean), sénateur (Haute-Garonne) SOC.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 8 (JO Débats du 8 décembre 1995) (p. 3938) - Ministère : Emploi - *Sauvegarde du thermalisme* - Réponse le 8 décembre 1995 (p. 3938) - *Thermalisme*

PEYREFITTE (Alain), sénateur (Seine-et-Marne) RPR.

Elu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

PEYRONNET (Jean-Claude), sénateur (Haute-Vienne) SOC.

Elu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

PHILIBERT (Louis), sénateur (Bouches-du-Rhône) SOC.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec M. Paul Loridant, tendant à soumettre le passage de la France à la troisième phase de l'Union économique et monétaire à un vote du Parlement français [n° 0114 (93-94)] reprise le 3 avril 1995 (23 novembre 1993) - *Union européenne*.

PIAT (Robert), sénateur (Seine-et-Marne) UC.

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre titulaire de la Commission supérieure des sites.

PLASAIT (Bernard), sénateur (Paris) RI.

Elu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle tendant à l'inscription à l'ordre du jour des assemblées des propositions de loi présentées par au moins la moitié des membres de l'Assemblée nationale ou du Sénat [n° 0070 (95-96)] (14 novembre 1995) - *Parlement*.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Défense

- (6 décembre 1995) (p. 3881, 3882) : baisse des crédits militaires. Budget d'attente de la prochaine loi de programmation militaire. Question des effectifs de réserve. Situation matérielle des appelés du contingent. Coopération industrielle européenne. Exemple de l'avion de transport du futur, ATF. Sacrifice des soldats français au service de la paix dans le monde. Votera sans réserve ce projet de budget.

PLUCHET (Alain), sénateur (Eure) RPR.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles.

Membre titulaire du comité consultatif du Fonds national des abattoirs.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'électricité et du gaz.

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - *Agriculture [n° 0079 (95-96), tome 1] (21 novembre 1995) - Lois de finances*.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture [n° 0089 (94-95)]** - (9 janvier 1995) - *Discussion générale* (p. 41, 42) : politique agricole commune, PAC. Conseil supérieur d'orientation, CSO. Réforme des commissions départementales. Installation des jeunes agriculteurs. Pluriactivité.

- **Suite de la discussion** - (12 janvier 1995) - *Après l'art. 17* (p. 237) : son amendement, soutenu par M. Philippe François, n° 277 : reconnaissance juridique des références de production dans le statut du fermage ; retiré.

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement - Deuxième lecture [n° 0139 (94-95)]** - (16 janvier 1995) - **Art. 54 (enfouissement des lignes électriques)** (p. 438) : son amendement, soutenu par M. Jean-Paul Hammann, n° 162 : dérogations éventuelles accordées par le préfet ; rejeté.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 [n° 0379 (94-95)] - Suite de la discussion** - (27 juillet 1995) - **Art. 25 (relèvement du taux et élargissement de l'assiette de la contribution sociale de solidarité des sociétés)** (p. 1680) : son amendement, soutenu par M. Jacques de Menou, n° 117 : bénéfice des avantages prévus par l'article 25 pour les caisses régionales du Crédit agricole, les banques mutuelles, les organismes financiers des secteurs bancaires et de l'assurance relevant de la mutualité sociale agricole ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Agriculture, pêche et alimentation

- (28 novembre 1995) - Rapporteur pour avis de la commission des finances (agriculture) : son intervention présentée par M. Gérard César (p. 3272 à 3274).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 [n° 0119 (95-96)] - Suite de la discussion** - (20 décembre 1995) - **Art. 14 (relèvement des seuils du régime simplifié d'imposition)** (p. 4560, 4561) : votera l'amendement n° 59 de la commission (champ d'intervention des centres de gestion agréés et habilités).

POHER (Alain), sénateur (Val-de-Marne) UC.

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères.

POIRIER (Jean-Marie), sénateur (Val-de-Marne) UC.

Elu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification (JO Lois et décrets du 13 octobre 1995).

Membre titulaire de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (JO Lois et décrets du 25 octobre 1995).

Membre titulaire du Conseil d'administration de la société Radio-télévision France Outre-mer (JO Lois et décrets du 22 décembre 1995).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 5 (JO Débats du 8 décembre 1995) (p. 3935) - Ministère : Intérieur - *Mauvaise gestion de certaines municipalités* - Réponse le 8 décembre 1995 (p. 3935) - Collectivités locales

POIRIEUX (Guy), sénateur (Loire) RI.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre suppléant de la Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence (JO Lois et décrets du 6 juillet 1995).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec MM. Jean-Claude Carle et Pierre Hérisson, visant à confier la maîtrise d'ouvrage aux établissements publics locaux d'enseignement [n° 0067 (95-96)] (14 novembre 1995) - Enseignement.

PONCELET (Christian), sénateur (Vosges) RPR.

Réélu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Président de la commission des finances ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995) ; puis président (JO Lois et décrets du 6 octobre 1995).

Membre ès qualités de la Commission des comptes et budgets économiques de la nation.

Membre titulaire de la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 15 novembre 1995).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à relever de 18,60% à 20,60% le taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée à compter du 1er août 1995 (19 juillet 1995).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1995 (27 juillet 1995).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1996 (9 décembre 1995).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1995 (19 décembre 1995).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture [n° 0089 (94-95)]** - (9 janvier 1995) - **Discussion générale** (p. 35, 36) : fiscalité. BAPSA. Zones de montagne. Fonds forestier national. Surface de jachère.

- **Suite de la discussion** - (11 janvier 1995) - **Avant la section I du titre II** (p. 171, 172) : intervient sur les amendements de la commission n° 27 (nouvelle rédaction de l'article 16 bis relatif au rapport sur le caractère civil de l'agriculture) et n° 28 (droit d'enregistrement réduit pour les acquisitions foncières destinées à être immédiatement données à bail à long terme) ainsi que sur l'amendement n° 272 de M. Alain Vasselle (droit d'enregistrement des acquisitions foncières).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 [n° 0379 (94-95)]** - (26 juillet 1995) - **Discussion générale** (p. 1507 à 1512) : soutien de la commission des finances au Gouvernement. Adoption de la proposition de loi relevant de deux points le taux de la TVA. Projets de loi instituant le contrat initiative emploi et relatif à l'allègement des charges sociales pour les bas salaires. Evolution de la situation de l'économie. Maîtrise de l'inflation. Aléas contrariant la croissance de l'économie. Inversion de la courbe du chômage. Indispensable assainissement des finances. Déficit budgétaire. Baisse des taux d'intérêt. Réforme de l'Etat. Difficultés financières des collectivités locales. Dépenses de protection sociale. Réforme de la fiscalité. (p. 1532) : montant de la dette à l'entrée en fonction du Gouvernement Balladur. (p. 1533) : fracture sociale.

- **Suite de la discussion** - (27 juillet 1995) - **Discussion générale (suite)** (p. 1556) : calcul de la dotation globale de fonctionnement, DGF. (p. 1568) : charge financière des collectivités locales - **Art. 5 (affectation des recettes de privatisation du secteur public au désendettement de l'Etat)** (p. 1607, 1608) : s'oppose à l'amendement de M. Robert Vizet, n° 65 (réduction de la dette publique) - **Après l'art. 6** (p. 1615, 1616) : situation des collectivités locales de 1988 à 1993 - **Avant l'art. 9** (p. 1633) : droits de mutation. Ressources des collectivités locales - **Après l'art. 28** (p. 1685, 1686) : urgence du problème du financement de la protection sociale. Compétences du Parlement à l'égard des concours financiers de l'Etat à la protection sociale. Demande l'adoption de l'amendement de la commission n° 127 (institution d'un nouvel état budgétaire récapitulatif en annexe de chaque loi de finances initiale l'ensemble des concours budgétaires et fiscaux de l'Etat à la protection sociale).

- **Dépôt du rapport annuel de la Cour des comptes** - (25 octobre 1995) - Président de la commission des finances (p. 2247, 2248) : contribution de la Cour des comptes à l'information du Parlement. Nouveaux champs d'observation de la Cour. Nécessité d'accorder le calendrier des demandes d'enquêtes du Sénat à celui des travaux de la Cour.

- **Projet de loi relatif à l'action de l'Etat dans les plans de redressement du Crédit Lyonnais et du Comptoir des Entrepreneurs. [n° 0003 (95-96)]** - (31 octobre 1995) - **Discussion générale** (p. 2338) : historique et responsabilité dans la situation du Crédit Lyonnais et du Comptoir des Entrepreneurs. (p. 2339) : plan de redressement financier de ces deux entreprises. Nécessité de trouver les moyens de prévenir et de détecter les gestions insuffisantes : Commission bancaire ; suivi et contrôle des entreprises du secteur public. Politique de réduction des déficits et charges financières dues aux seules défaillances des gestionnaires d'entreprises publiques ou à l'insuffisance de leur tutelle. Privatisation souhaitable des entreprises publiques du secteur concurrentiel.

- **Projet de loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes [n° 0002 (95-96)]** - (9 novembre 1995) - **Discussion générale** (p. 2450, 2451) : travail des trois rapporteurs. Expérience menée dans douze départements. Conséquences financières du transfert de compétences aux départements dans le domaine de l'action sociale. Concertation avec les présidents de conseils généraux. Substitution de la prestation d'autonomie à l'allocation compensatrice pour tierce personne. Introduction des récupérations sur succession. Contribution du fonds de solidarité vieillesse. Bénéficiaires du dispositif. Evaluation de l'évolution de la prestation. Ajustements nécessaires entre les prévisions et la réalité.

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement sur la réforme de la protection sociale, suivie d'un débat et d'un vote** - (16 novembre 1995) (p. 2593, 2595) : assainissement des finances publiques. Situation des comptes sociaux. Régime général de sécurité sociale. Situation des caisses de sécurité sociale. Remboursement de la dette sociale. Régimes spéciaux de retraite. Caisse nationale de

retraite des agents des collectivités locales, CNRACL. Dispositif d'épargne retraite. Compétence constitutionnelle du Parlement en matière sociale.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Discussion générale :

- (21 novembre 1995) (p. 2670, 2675) : caractère impératif de la réduction des déficits publics. Charge de la dette. Taux d'intérêt. Maîtrise des dépenses publiques nécessaire à une croissance durable. Enrichissement du contenu en emploi de la croissance. Ralentissement de la consommation des ménages. Rigidité des dépenses publiques et nécessité de mettre en oeuvre des réformes structurelles. Remodelage de notre système de prélèvements obligatoires. Pacte de stabilité financière entre l'Etat et les collectivités locales.

Discussion des articles de la première partie :

- **Suite de la discussion** - (23 novembre 1995) - **Demande de réserve** (p. 2848, 2849) : demande la réserve de l'article 11 et des deux amendements visant à insérer un article additionnel avant l'article 11 jusqu'après l'examen des articles 18 et 19 ; acceptée. Débats thématiques à l'occasion de la première partie du projet de loi de finances : budget des Communautés européennes, finances locales. Envisage après la réforme de la Constitution annoncée par le Premier ministre d'organiser un débat sur les dépenses sociales de la nation - **Art. 30 (montant du prélèvement effectué sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)** (p. 2858, 2859) : dépenses communautaires. Lutte contre la fraude, la mauvaise gestion et le gaspillage. Monnaie unique. Equilibre budgétaire entre les pays européens. (p. 2875) : demande le retrait de l'amendement n° I-236 de Mme Marie-Claude Beaudou (rapport remis au Parlement sur l'évolution de la perception de la TVA intracommunautaire - lutte contre la fraude fiscale).

- **Suite de la discussion** - (24 novembre 1995) - **Art. 18 (détermination de l'enveloppe des concours de l'Etat aux collectivités locales)** (p. 2915) : "pacte de stabilité" des relations financières entre l'Etat et les collectivités locales. Suppression de la majoration des cotisations patronales de la CNRACL. Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée. Règle d'indexation de la dotation globale de fonctionnement. Dispositif imposé par le Gouvernement aux élus locaux. Dispositions relatives à la dotation globale d'équipement et à la dotation de compensation de la taxe professionnelle. (p. 2916) : transfert des charges "rampantes" évoqué par le rapport Delafosse. (p. 2917) : contraintes budgétaires.

- **Suite de la discussion** - (25 novembre 1995) - **Art. 21 (compensation de la suppression de la franchise postale des maires en tant que représentants de l'Etat)** (p. 3003) : intervient sur l'amendement rédactionnel n° I-39 de la commission et, sur cet amendement, sur le sous-amendement n° I-297 du Gouvernement - **Après l'art. 22** (p. 3005) : intervient sur l'amendement n° I-299 du Gouvernement (relèvement de la redevance en faveur du Fonds national pour le développement des adductions d'eau, FNDAE). Assainissement - **Seconde délibération - Art. 14** : critique le recours à la seconde délibération sur des dispositions adoptées à une large majorité par le Sénat - **Sur l'ensemble de la première partie** (p. 3063, 3065) : finances des collectivités territoriales. Remerciements.

- **Rappel au règlement** - (28 novembre 1995) : rappelle la difficulté de maîtriser l'ordre du jour en raison des contraintes de la session budgétaire (p. 3264).

Deuxième partie :

Agriculture, pêche et alimentation

- (28 novembre 1995) (p. 3323) : financement du Fonds pour l'installation et le développement des initiatives locales, FIDIL - **Examen des crédits - Art. 60** (*bonification de la contribution des collectivités locales aux frais d'entretien des forêts*) (p. 3326, 3327) : urgence de la réforme de l'Office national des forêts, ONF. Son amendement n° II-21 : montant de la redevance pour frais de garderie des forêts ; adopté.

Industrie (et commerce extérieur)

- (7 décembre 1995) (p. 3942, 3956, 3957) : crise du textile et de l'habillement. Importations en provenance de pays à bas salaire. Démantèlement de l'accord multifibres. Dévaluations compétitives au sein de la CEE. Contrefaçons. Nécessaire allègement des charges pour les entreprises. Demande un programme de relance de la consommation.

Articles non rattachés :

- (9 décembre 1995) - **Art. 59** (*abattement de taxe professionnelle au profit du secteur de la diffusion de la presse*) (p. 4160) : intervient sur les amendements identiques n° II-97 de M. Adrien Gouteyron et n° II-106 de M. Jean Cluzel (réduction de la base de taxe professionnelle des diffuseurs de presse, dans certaines conditions, à l'initiative des collectivités locales ou de leurs groupements dotés d'une fiscalité propre). Problème de la compensation de la perte de ressources résultant de cette mesure pour les collectivités locales - **Après l'art. 59 septies** (p. 4188) : souhaite que le Sénat repousse les amendements n° II-181 de M. Paul Girod et n° II-182 de M. Philippe Marini (modification de certaines dispositions relatives aux groupements de communes et perturbant gravement le fonctionnement des fonds départementaux de péréquation de taxe professionnelle). Intérêt de la proposition du Gouvernement.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 [n° 0119 (95-96)]** - (19 décembre 1995) - **Discussion générale** (p. 4487; 4490) : perte de recettes fiscales. Recettes non fiscales. Charge de la dette. Souveraineté nationale. Réforme de la protection sociale. Situation économique de la France. Relance de la consommation. Taux d'intérêt administrés. Secteur du bâtiment et des travaux publics. Fonds de participation. Croissance économique - **Art. 3** (*recupération des sommes versées par l'Etat à la Caisse de garantie du logement social, CGLS*) (p. 4513) : caisse de garantie du logement social, CGLS. Caisse des dépôts et consignations.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 0154 (95-96)] - (21 décembre 1995) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4691) : remerciements. Satisfaction quant aux résultats. Voeux.

PONIATOWSKI (Michel), sénateur (Val d'Oise) Rl.

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères.

Vice-président de la délégation parlementaire pour l'Union Européenne.

PONS (Bernard), ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement et des transports.

dans le Gouvernement Juppé le 18 mai 1995 (JO Lois et décrets du 19 mai 1995).

Fin de ses fonctions ministérielles (démission du Gouvernement le 7 novembre 1995) (JO Lois et décrets du 8 novembre 1995).

puis, *ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme* dans le deuxième Gouvernement Juppé le 7 novembre 1995 (JO Lois et décrets du 8 novembre 1995).

En qualité de ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement et des transports

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi relatif aux transports [n° 0383 (94-95)] (19 juillet 1995) - **Transports.**

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 1 de M. Louis Brives : **Routes** (*Aménagement de la route nationale 126*) (JO Débats du 30 juin 1995) (p. 756).

n° 10 de M. Jean-Pierre Demerliat : **Elevage** (*Situation des éleveurs*) (JO Débats du 30 juin 1995) (p. 764).

n° 11 de M. Louis Minetti : **Fruits et légumes** (*Crise du marché des fruits et légumes*) (JO Débats du 30 juin 1995) (p. 765).

Questions orales sans débat :

n° 200 de M. Roland Courteau : **Routes** (*Aménagement du carrefour de la RN 213 et accès vers les Hauts de Narbonne (Aude)*) (JO Débats du 25 octobre 1995) (p. 1995).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux transports [n° 0383 (94-95)]** - (18 octobre 1995) - **Discussion générale** (p. 1913, 1914) : harmonisation de la législation française avec les règles communautaires. Renforcement de la sûreté aéroportuaire. Compétitivité du pavillon français. Amélioration de la sécurité routière. Personnel navigant d'Air France.

En qualité de ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 5 de M. Yves Guéna : **Transports aériens** (*Retards sur les vols intérieurs*) (JO Débats du 10 novembre 1995) (p. 2430).

n° 10 de M. Roger Rigaudière : **Transports ferroviaires** (*Avenir du transport ferroviaire*) (JO Débats du 10 novembre 1995) (p. 2434).

n° 11 de M. James Bordas : **Transports aériens** (*Conflit d'Air France*) (JO Débats du 10 novembre 1995) (p. 2435).

n° 18 de Mme Anne Heinis : **Société nationale des chemins de fer français (SNCF)** (*Conséquences pour les régions du contrat de plan Etat-SNCF*) (JO Débats du 23 novembre 1995) (p. 2816).

n° 22 de M. Philippe Adnot : **Société nationale des chemins de fer français (SNCF)** (*Modernisation de la ligne SNCF Paris-Bâle*) (JO Débats du 24 novembre 1995) (p. 2820).

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]

Deuxième partie :

Tourisme

- (30 novembre 1995) (p. 3464) : rattachement du tourisme au ministère de l'équipement, du logement et des transports. Facteurs d'emplois. Tourisme et aménagement du territoire. Budget en légère diminution. Soutien aux industries touristiques. Formation et insertion des jeunes. (p. 3465, 3466) : paracommercialisme. Valorisation touristique du monde rural. Littoral. Zones de moyenne montagne. Agence française d'ingénierie touristique. GIE Maison de la France. Observations et perspectives. (p. 3477, 3478) : cohabitation du tourisme avec l'équipement, le logement et les transports. Crédits communautaires. Modifications des habitudes touristiques. Entreprises hôtelières et restauratrices. Dispositif d'observation et de contrôle de la surcapacité hôtelière. Paracommercialisme. Charges d'endettement. (p. 3479, 3480) : aménagement du territoire touristique. Fonds "neige". Espace rural. Développement de l'offre culturelle dans les régions. Thermalisme. Fiscalité indirecte des entreprises de tourisme. Promotion de la France à l'étranger. Chèques-vacances. Vacances pour les jeunes des banlieues défavorisées. Tourisme fluvial - **Examen des crédits - Etat B - Titre IV** (p. 3481) : s'oppose à l'amendement n° II-43 de Mme Maryse Bergé-Lavigne (réduction des crédits consacrés au groupement d'intérêt économique Maison de la France et destinés à intensifier son action dans la zone Pacifique).

Aménagement du territoire, équipement et transports - IV - Mer

- (30 novembre 1995) (p. 3482) : ports. Quasi-reconduction du budget. Etablissement national des invalides de la marine, ENIM. Formation professionnelle. Sécurité. (p. 3483) : centres régionaux opérationnels de surveillance et de sauvetage, CROSS. Société nationale de sauvetage en mer. Plan "marine marchande". Mesures financières. Opérations de dédouanement. (p. 3484) : compétitivité des ports. Aménagement du territoire et schémas portuaires. Manutention portuaire. (p. 3497, 3498) : système d'aides à la marine marchande. Sécurité sociale des gens de la mer. Plan pluriannuel en faveur de la flotte de commerce. Compagnie générale maritime, CGM. Transmanche. Immatriculation Kerguelen. (p. 3499, 3500) : rapport sur la modernisation de la filière portuaire. Docks. Loi relative à la constitution de droits réels en faveur des occupants du domaine public. Mise en place d'un plan "ports". "Interportuarité". Accès nautiques et terrestres aux ports. Schéma des infrastructures portuaires. Sécurité et formation maritime. Valorisation et protection du littoral. Modernisation des services des affaires maritimes.

Aménagement du territoire, équipement et transports - II - Transports - 1. Transports terrestres - 2. Routes - 3. Sécurité routière

- (5 décembre 1995) - **Examen des crédits - Art. 61** (*relèvement du taux plafond du versement de transport à Paris et dans les Hauts-de-Seine*) (p. 3790, 3791) : s'oppose à l'amendement n° II-3 de M. Jacques Larché (taux réduit de moitié pour certains cantons ruraux d'Ile-de-France) - **Après l'art. 63** (p. 3792, 3793) : autoroute A 28. Contrat de plan SNCF. S'oppose à l'amendement n° II-86 de M. Claude Billard (émission d'un emprunt auprès des établissements de crédits destiné à refinancer la dette de la SNCF et de la RATP).

Aménagement du territoire, équipement et transports - II - Transports : 4. Transport aérien - 5. Météorologie - Budget annexe de l'aviation civile

- (5 décembre 1995) (p. 3794, 3795) : données chiffrées. Taxe de sécurité et de sûreté. Fonds de péréquation des transports aériens. Procédure d'attribution des subventions aux entreprises de transport aérien. Construction aéronautique civile. Météo-France. (p. 3802, 3803) : taxe de sécurité et de sûreté. Echec commercial récent d'Airbus. Projets et restructurations industrielles d'Aérospatiale. Aide au projet "A 330-200". Constructeurs nord-américains. Fonds de péréquation des transports aériens. Dernière phase de la libéralisation dans le domaine aérien. (p. 3804, 3805) : intervention du Fonds social européen et restructurations. Risques de délocalisation. Situation d'Air France. Nouveau plan social des personnels navigants commerciaux. Appel à l'ensemble des personnels d'Air France. Rapport de M. Douffiagues. Développement mesuré de l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle. Construction d'une troisième plate-forme aéroportuaire. Eurocontrol - **Examen des crédits - Etat B - Titre III** (p. 3806) : contrat d'objectifs de Météo-France - **Après l'art. 63** (p. 3808) : accepte l'amendement n° II-87 de la commission (transmission au Parlement d'un état récapitulatif annuel des coûts et des dépenses budgétaires induits par les missions de la direction générale de l'aviation civile).

POURCHET (Jean), sénateur (Doubs) UC.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 1 (JO Débats du 10 novembre 1995) (p. 2425) - Ministère : Fonction publique - *Dotation globale d'équipement* - Réponse le 10 novembre 1995 (p. 2426) - *Dotation globale d'équipement (DGE)*

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]

Deuxième partie :

Agriculture, pêche et alimentation

- (28 novembre 1995) (p. 3321) : sa question budgétaire posée par M. Guy Robert : élevage des chevaux de trait en Franche-Comté.

Education nationale, enseignement supérieur, recherche et insertion professionnelle - I - Enseignement scolaire

- (4 décembre 1995) (p. 3677) : éléments chiffrés. Maintien des écoles en milieu rural. Département du Doubs. Utilisation en classe de la Cinquième, la chaîne du savoir. Problème de la couverture complémentaire du territoire par des relais hertziens. Avec le groupe de l'Union centriste, votera ce projet de budget.

POURNY (André), sénateur (Saône-et-Loire) RI-R.

Réélu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques ; puis membre de la commission des affaires sociales (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

POURTAUD (Danièle), sénateur (Paris) SOC.

Elue sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne (JO Lois et décrets du 13 octobre 1995).

Membre titulaire de la conseil d'administration de la société nationale Radio-France (JO Lois et décrets du 25 octobre 1995).

Membre titulaire de la Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence (JO Lois et décrets du 25 octobre 1995).

INTERVENTIONS

- **Résolution adoptée par la commission des affaires culturelles, en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil portant modification de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 visant à la coordination de certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives à l'exercice d'activités de radiodiffusion télévisuelle (n° E-419) [n° 0059 (95-96)] - (14 novembre 1995) - Discussion générale (p. 2524, 2526) :** bilan de la directive de 1989. Respect des quotas de diffusion. Transposition de la directive en droit interne. Obligation de diffusion d'oeuvres européennes. Limitation à dix ans pour les quotas. Demande de programmes audiovisuels en expansion. Définition de "l'oeuvre audiovisuelle". Sanctions. Chronologie des médias. Création d'un véritable marché européen des programmes. Le groupe socialiste votera cette proposition de résolution - **Discussion de la résolution (p. 2530, 2533) :** son amendement n° 1 : circulation des oeuvres audiovisuelles européennes ; adopté.

- **Proposition de loi fixant à cinq ans la durée des mandats des dirigeants des organismes du secteur public de l'audiovisuel [n° 0213 (94-95)] - (14 novembre 1995) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 2539) :** droit commun applicable aux entreprises publiques. Renforcement de l'autorité des présidents. CSA. Date d'application. Le groupe socialiste votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Discussion des articles de la première partie :

- **Suite de la discussion - (23 novembre 1995) - Art. 30 (montant du prélèvement effectué sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes) (p. 2869, 2871) :** contrôle des finances communautaires. Politique agricole commune, PAC. Réduction des disparités régionales. Contribution française. Fonds structurels. Le groupe socialiste votera cet article. Conférence euroméditerranéenne. Contrôle démocratique des décisions communautaires.

Deuxième partie :

Culture

- (27 novembre 1995) (p. 3212, 3214) : seuil symbolique et artificiel du 1 % du budget de l'Etat. Annulation de crédits de 1995 par le collectif budgétaire. Transfert de compétences au ministère de la culture. Ecoles d'architecture. Faiblesse des crédits du théâtre et du spectacle vivant. Théâtres nationaux. Directions régionales des affaires culturelles. Equipements de proximité. Vote du groupe socialiste contre ce projet de budget - **Question budgétaire (p. 3226) :** crédits d'acquisition des musées.

Affaires étrangères

- (29 novembre 1995) (p. 3374, 3375) : action audiovisuelle extérieure. Efforts de rationalisation. Radios. Conseil de l'action audiovisuelle extérieure de la France, CAEF. Evolution des techniques. Chaînes télévisées.

Communication

- (7 décembre 1995) (p. 3919, 3921) : désengagement progressif de l'Etat dans le financement de l'audiovisuel public. Redevance. Recettes publicitaires. Menace de dérive commerciale. Production d'émissions. La Cinquième. Offre de programmes par satellite : question sur la stratégie française. Radio France. Presse écrite. Aides à la presse. Aides nécessaires à l'investissement dans les multimédias. Concentrations et pluralisme.

PRADILLE (Claude), sénateur (Gard) SOC.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre suppléant du Conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

PUECH (Jean), ministre de l'agriculture et de la pêche.

Fin de ses fonctions ministérielles (démission du Gouvernement le 11 mai 1995) (JO Lois et décrets du 12 mai 1995).

puis, *ministre de la fonction publique* dans le Gouvernement Juppé le 18 mai 1995 (JO Lois et décrets du 19 mai 1995).

Fin de ses fonctions ministérielles (démission du Gouvernement le 7 novembre 1995) (JO Lois et décrets du 8 novembre 1995).

En qualité de ministre de l'agriculture et de la pêche

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture [n° 0089 (94-95)]** - (9 janvier 1995) - **Discussion générale** (p. 6, 11) : acceptation des règles de la politique agricole commune, PAC. Jachères. Environnement international. Règles techniques sanitaires et alimentaires. Formation agricole initiale. Allègement des charges. Réforme des cotisations sociales. Capital foncier des propriétaires exploitants individuels. Taxe foncière sur les propriétés non bâties. Installation des jeunes. Prêts bonifiés. Dispositif de prétraite. Allègement de l'impôt sur le revenu. Renforcement des instruments de coordination de la politique agricole. Rôle du Conseil supérieur d'orientation, CSO. Echelon départemental. Protection sociale. Pensions de réversion. Structure du projet de loi. Taux de TVA des produits d'horticulture et de la sylviculture. Secteur viticole. Rapport au Parlement. Développement de l'emploi. (p. 51, 54) : échelon européen. Politique agricole commune, PAC. Contraintes budgétaires. Entreprise agricole. Fiscalité. Allègement des charges. Association nationale pour le développement de l'agriculture, ANDA. Conseil supérieur d'orientation, CSO. Installation des jeunes agriculteurs. Espace rural. Boissements. Vétérinaires. Indemnisation des calamités agricoles.

- **Suite de la discussion** - (10 janvier 1995) - **Art. 1er (objectifs de la politique agricole)** (p. 68) : sur l'amendement n° 8 de la commission qu'il accepte (nouvelle rédaction), s'oppose aux sous-amendements de M. Louis Minetti n° 221 (renégociation de la politique agricole commune), n° 222 (maintien du nombre d'agriculteurs exploitants au 1er janvier 1995), n° 223 (missions de l'agriculture), n° 224 (activité des entreprises du secteur coopératif agricole) ; demande le retrait du n° 225 du même auteur (garantie de la protection sociale). Sur les sous-amendements de M. Fernand Tardy à l'amendement n° 8 précité, s'oppose aux n° 161 (anticipation sur des politiques agricoles de demain), n° 162 (préservation d'une répartition sur l'ensemble du territoire), n° 163 (maintien des activités au sein du monde rural par une répartition équilibrée des droits à produire) et n° 165 (zones de montagne) et accepte le n° 164 (formation des exploitants agricoles). Demande le retrait du sous-amendement n° 318 de Mme Janine Bardou à l'amendement n° 8 précité, ainsi que celui de l'amendement n° 306 de M. Daniel Goulet (zones à handicap qui sont pour la plupart des zones à vocation bocagère et fourragère). Sur les sous-amendements de M. Alain Vasselle à l'amendement n° 8 précité, s'oppose au n° 296 (prise en compte des règles de la politique agricole commune) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 297 (prise en compte des activités pastorales de la chasse, de la pêche et de celles afférentes au paysage) - **Après l'art. 1er** (p. 70, 71) : s'oppose aux amendements de M. Louis Minetti n° 226 (concertation avec l'ensemble des organisations professionnelles et syndicales représentatives), n° 227 (annulation des mesures et orientation décidées dans le cadre de l'Union européenne) et n° 228 (action du Gouvernement auprès de l'Union européenne) - **Titre Ier** (p. 72) : accepte l'amendement n° 9 de la commission (prise en compte du secteur agroalimentaire) - **Art. 2 (missions du Conseil supérieur d'orientation et de coordination de l'économie agricole et alimentaire)** (p. 74) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 10 de la commission (représentation de l'artisanat et du commerce indépendant de l'alimentation). (p. 76) : sur l'amendement n° 11 de la

commission (rétablissement du rôle du CSO en matière de cohérence des projets départementaux d'orientation), qu'il accepte, accepte le sous-amendement n° 166 de M. Fernand Tardy (cohérence avec la politique d'orientation des productions et d'orientation des marchés) et s'oppose au sous-amendement n° 167 du même auteur (participation à l'effort de résorption de la faim dans le monde) Accepte les amendements de la commission n° 12 (possibilité pour le Conseil d'émettre des recommandations sur un certain nombre d'orientations) et n° 13, de conséquence, et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 307 de M. Daniel Goulet (prise en compte de l'économie rurale et de l'emploi) - **Art. 2 bis (suppression de la Commission nationale des structures)** (p. 77) : accepte l'amendement n° 14 de la commission (suppression par coordination des dispositions mentionnant la Commission nationale des structures agricoles dans les articles L. 312-5 et L. 321-1 du code rural) - **Après l'art. 3 bis** (p. 78) : s'oppose à l'amendement n° 6 de M. Louis Souvet (maîtrise de la production des appellations d'origine contrôlée, AOC). (p. 79) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 259 de M. Jean Faure (garantie de la qualité d'authenticité des produits alimentaires certifiés conformes et bénéficiant d'une appellation d'origine contrôlée, AOC) - **Art. 4 (contenu et extension des accords interprofessionnels)** (p. 80, 81) : sur les amendements de la commission, accepte les n° 15 (mise en place dans les offices des accords prévoyant des règles de conditionnement, de transports et de présentation) et n° 16 (possibilité pour les organisations interprofessionnelles reconnues de demander à l'autorité administrative compétente de prendre des décrets mentionnés au dernier alinéa du même article), et demande le retrait du n° 17 (possibilité pour les interprofessions d'obtenir des services de l'Etat des éléments utiles à la mise en oeuvre et au contrôle des accords interprofessionnels) - **Après l'art. 4** (p. 81) : demande le retrait de l'amendement n° 187 de M. Pierre Lagourgue (cotisations prélevées sur les produits importés d'origine animale) - **Après l'art. 4 ter** (p. 82) : s'oppose aux amendements n° 18 de la commission (sanction des pratiques de certains acheteurs qui imposent des conditions de vente ou de coopération commerciale inacceptables) et n° 168 de M. Fernand Tardy (respect du jeu normal des règles du marché et sanction des comportements excessifs) - **Art. 5 (commission départementale d'orientation de l'agriculture)** (p. 85) : s'oppose aux amendements n° 169 de M. Fernand Tardy (position des commissions départementales d'orientation), n° 260 de M. Alain Vasselle (définition des conditions dans lesquelles le décret désignera les membres qui sont appelés à siéger à la commission départementale d'orientation de l'agriculture) et n° 232 de M. Félix Leyzour (conditions dans lesquelles les nouvelles commissions départementales d'orientation de l'agriculture prendront leur décision). (p. 86) : accepte l'amendement n° 19 de la commission (consultation de la commission sur le projet élaboré par le représentant de l'Etat dans le département) et demande le retrait de l'amendement n° 319 de Mme Janine Bardou (compétence de la commission départementale). (p. 88) : accepte l'amendement n° 20 de la commission (restauration de la cohérence du dispositif proposé en prévoyant que la commission départementale émettra des avis sur les décisions individuelles). Demande le retrait des amendements n° 320 de Mme Janine Bardou (mission des sections spécialisées qui pourront être organisées au sein de cette commission) et n° 188 de M. Pierre Lagourgue (développement des stages effectués au sein des départements d'outre-mer). S'oppose aux amendements n° 151 de M. Raymond Bouvier (possibilité pour la commission départementale de se scinder, en cas de besoin, en secteurs géographiques) et n° 170 de M. Fernand Tardy (possibilité pour toute personne, dont le cas est évoqué devant la commission, d'être entendue par elle). (p. 90) : demande le retrait de l'amendement n° 144 de M. Louis de Catuelan (commission appelée à se prononcer sur les décisions individuelles dans le domaine des exploitations agricoles et forestières) - **Après l'art. 5** (p. 91) : s'oppose aux amendements identiques n° 96 de M. Adrien Gouteyron et n° 313 de M. Philippe Nachbar (prise en compte des références de production et des droits à aide) - **Art. 5 bis**

(contrôle des agrandissements ou réunions d'exploitations excédant le seuil fixé par le schéma départemental) (p. 92) : accepte l'amendement n° 21 de la commission (correction d'une erreur rédactionnelle) et demande le retrait de l'amendement de suppression n° 261 de M. Alain Vasselle - **Art. 5 ter (contrôle des ateliers hors sol de grandes dimensions)** : s'oppose à l'amendement n° 233 de M. Félix Leyzour (caractère définitif de l'interdiction faite de créer ou défendre les ateliers hors sol au-delà d'une capacité de production raisonnable fixée par décret) - **Après l'art. 5 ter** (p. 93) : accepte l'amendement n° 280 de M. Jean-Paul Hammann (texte actuellement applicable en matière de contrôle des structures) - **Après l'art. 26** : demande que M. Fernand Tardy se rallie pour son amendement n° 219 à l'amendement n° 280 de M. Jean-Paul Hammann (texte actuellement applicable en matière de contrôle des structures), précédemment cité après l'art. 5ter - **Après l'art. 5 ter (suite)** (p.94) : accepte l'amendement n° 281 de M. Jean-Paul Hammann (nouvelle rédaction de l'article L. 331-4 du code rural). (p. 95) : s'oppose à l'amendement n° 234 de M. Louis Minetti (paiement entre les entreprises après la fin de la décade de livraisons pour les achats de fruits et légumes) - **Art. 6 (critères de répartition des droits à produire)** (p. 98) : s'oppose aux amendements de M. Alain Vasselle n° 262 (avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture du département affecté par le prélèvement et celui de la commission départementale d'orientation de l'agriculture du département destinataire des droits) et n° 263 (référence aux exploitations agricoles qui font l'objet d'un plan de développement) ainsi qu'aux amendements de M. Fernand Tardy n° 171 (transfert et octroi des références de production et des droits à aide) et n° 172 (caractère non marchand des droits à produire). S'oppose à l'amendement n° 235 de M. Louis Minetti (garantie de la gratuité du droit au travail pour les agriculteurs et aide au développement des petites et moyennes exploitations) ainsi qu'à l'amendement n° 127 de M. Philippe François (conditions de transfert ou d'octroi de ces références ou de ces droits sans faire obstacle à l'installation de nouveaux agriculteurs). (p. 99) : s'oppose aux amendements de M. Fernand Tardy, n° 173 (notion de zone géographique) et n° 299 (attribution pendant un an au plan départemental de réserves dans certaines zones difficiles) ainsi qu'à l'amendement n° 236 de M. Louis Minetti (notion de zone géographique). (p. 100,101) : demande le retrait de l'amendement n° 285 de M. Louis Souvet (renforcement de la gestion décentralisée des droits à produire). Accepte les amendements de la commission, n° 22 (possibilité d'instaurer des équivalences entre les références et les droits concernant les productions différentes) et n° 23 (groupements agricoles d'exploitation en commun) . S'oppose aux amendements de M. Fernand Tardy, n° 174 et n° 175 (cumul des droits à produire) ainsi qu'à l'amendement n° 321 de Mme Janine Bardou (octroi de droits à produire supplémentaires pour les jeunes qui s'installent dans des espaces difficiles) - **Après l'art. 6** (p. 104) : s'oppose aux amendements de M. Raymond Bouvier, n° 152 (institution d'une gestion départementale des droits à produire pour la production laitière) et n° 153 (modulation dans chaque département) ; rejetés. Son amendement n° 210 : validation d'arrêtés relatifs à l'application de la réglementation sur les quotas laitiers ; adopté. (p. 105) : demande le retrait de l'amendement n° 24 de la commission, identique à l'amendement n° 148 de M. Jean Huchon (défiscalisation des huiles végétales et des esters d'huile). (p. 106) : demande le retrait de l'amendement n° 149 de M. Jean Huchon (exonération des livraisons de gaz naturel destiné au chauffage des serres qui abritent des productions végétales, légumes, fruits et fleurs). (p. 106, 108) : demande le retrait des amendements de M. Jean-Paul Hugot, n° 102 (nouveau type de contrat dérogeant au statut du fermage), n° 103 (adaptation des dispositions du code rural relatives au fermage) et n° 105 (modification de l'article L. 411-29 du code rural relatif aux droits de l'exploitant locataire) - **Après l'art. 41** (p. 109) : son amendement n° 291 : taxe foncière sur les propriétés non bâties ; adopté.

- Suite de la discussion - (11 janvier 1995) - Avant la section I du titre II (p. 170, 171) : sur les amendements de

la commission, accepte le n° 27 (nouvelle rédaction de l'article 16 bis relatif au rapport sur le caractère civil de l'agriculture) et demande le retrait du n° 28 (droit d'enregistrement réduit pour les acquisitions foncières destinées à être immédiatement données à bail à long terme). S'oppose à l'amendement n° 272 de M. Alain Vasselle (droit d'enregistrement des acquisitions foncières). (p. 173) : son amendement n° 357 : dépôt par le Gouvernement d'un rapport qui explorera la possibilité d'adopter un taux unique applicable aux acquisitions d'immeubles ruraux ; adopté. (p. 174) : accepte l'amendement n° 329 de la commission (constitution de provisions en franchise d'impôt pour des entreprises françaises qui investissent à l'étranger). (p. 175) : demande le retrait de l'amendement n° 29 de la commission (indemnisation des calamités agricoles) - **Après l'art. 9 ou après l'art. 9 ter ou après l'art. 10** Demande le retrait des amendements n° 98 de M. Philippe François, n° 288 de M. Marcel Daunay, n° 238 de M. Louis Minetti (aléas climatiques, risques épisodiques et fluctuations économiques), n° 176 de M. Fernand Tardy et n° 286 de M. Paul Caron (indemnisation des calamités agricoles) - **Avant la section I du titre II ou après l'art. 9 (suite)** (p. 179) : demande le retrait des amendements identiques n° 195 de M. Paul Caron, n° 315 de M. Philippe Nachbar, n° 343 de M. Paul Girod, n° 345 de M. Gérard César (mode de taxation des plus-values professionnelles) ainsi que celui de l'amendement n° 214 de M. Fernand Tardy (mécanisme d'exonération progressive des plus-values professionnelles) - **Avant la section I du titre II (suite)** (p. 181) : son amendement n° 284 : TVA sur les produits de l'horticulture et de la sylviculture ; adopté. (p. 182) : s'oppose à l'amendement n° 237 de M. Louis Minetti (création d'un fonds de garantie des exploitations agricoles contre les défaillances financières des entreprises spécialisées dans la commercialisation des fruits et légumes) - **Division additionnelle avant la section I du titre II** (p. 183) : accepte l'amendement n° 25 de la commission (création d'une division additionnelle ainsi rédigée "section..."dispositions générales") - **Art. 7 (éligibilité aux aides économiques)** (p. 184, 185) : accepte les amendements de la commission n° 31 de précision, n° 32 (suppression de l'obligation de faire figurer les noms des associés exploitants dans les statuts) et n° 33 (suppression de la mention d'un décret spécifique qui prévoit les modalités de remboursement des aides). S'oppose aux amendements de M. Raymond Bouvier n° 154 (nombre maximum d'associés) et n° 155 (extension de l'application du statut d'aide familiale aux membres de la famille d'un associé exploitant qui travaille sur l'exploitation) - **Art. 7 ter (interdiction aux personnes vivant maritalement de constituer un GAEC)** (p. 186) ; accepte l'amendement n° 35 de la commission (application de cet article aux nouveaux GAEC constitués postérieurement à la publication de la présente loi) - **Art. 8 bis (exonération du paiement du droit de timbre pour les sociétés agricoles)** (p. 186) : accepte l'amendement rédactionnel n° 107 de la commission des finances saisi pour avis - **Après l'art. 8 bis** (p. 187, 188) : son amendement n° 356 : extension aux sociétés qui exercent une activité agricole des dispositions codifiées à l'article 163 octodécies A du code général des impôts ; adopté. Accepte l'amendement n° 38 de la commission (remboursement des avantages financiers ou fiscaux dont ont bénéficié les membres d'un groupement foncier agricole) - **Avant l'art. 7 (précédemment réservé p. 183)** (p. 189) : accepte l'amendement n° 189 de M. Pierre Lagourgue (statut du fermage et du métayage dans les départements d'outre-mer) - **Art. 9 (allègement des dispositions fiscales applicables au passage en société)** (p. 190, 192) : sur les amendements de la commission, accepte le n° 39 (suppression du paragraphe II bis de cet article) et demande le retrait des n° 42 (régime applicable aux conventions de mise à disposition en matière de droits de mutation et de publicité foncière) et n° 43 (aménagements fiscaux pour les sociétés civiles agricoles). Accepte les amendements de la commission des finances saisi pour avis, n° 109 (extension du champ d'application de cet article à tous les agencements et aménagements amortissables des terrains) et n° 110 (régime de faveur au titre du taux réduit des droits d'enregistrement) - **Après l'art. 9 (suite)** (p. 192, 193) :

demande le retrait des amendements qui portent sur le même objet, n° 193 de M. Paul Caron et n° 346 de M. Gérard César (mécanisme optionnel de franchise fiscale en cas d'apport d'une entreprise agricole individuelle à une société à responsabilité composée d'un seul associé) - **Après l'art. 9 ou après l'art. 9 ter ou après l'art. 10 (suite)** Oppose l'article 40 de la Constitution aux amendements n° 99 de M. Philippe François (mesures fiscales en faveur de l'investissement), n° 194 de M. Paul Caron (déduction fiscale pour investissement) et n° 215 de M. Fernand Tardy (déduction fiscale pour investissement pour l'acquisition de parts de coopératives) - **Après l'art. 9 (suite)** (p. 195) : demande le retrait de l'amendement n° 311 de M. Philippe François (délai d'activité lorsqu'un exploitant fait apport de son exploitation à une société unipersonnelle à responsabilité limitée) - **Art. 9 bis (régime fiscal des frais de mise en bouteille)** (p. 196) : accepte l'amendement n° 111 de la commission des finances saisie pour avis (entretien et conservation des vins et spiritueux) - **Après l'art. 9 bis** : accepte l'amendement n° 112 de la commission des finances saisie pour avis (mécanisme de lissage sur trois ans de la valeur des stocks à rotation lente détenus par des exploitants agricoles) - **Art. 9 ter (déductibilité des apports de capital à une société agricole)** (p. 197) : demande le retrait de l'amendement n° 44 de la commission (extension aux sociétés civiles agricoles soumises à l'impôt sur le revenu du bénéfice des dispositions de l'article n° 199 terdecies OA du code général des impôts) - **Après l'art. 9 ter (suite)** (p. 197) : demande le retrait de l'amendement n° 216 de M. Fernand Tardy (droits d'enregistrement pour les jeunes agriculteurs qui répondent au critère d'une première installation) - **Après l'art. 9 ter ou après l'art. 14 ter** (p. 199) : demande le retrait des amendements, qui portent sur le même objet, n° 181 de M. Fernand Tardy, n° 207 de M. Guy Robert, n° 336 de M. Jacques de Menou et n° 239 de M. Félix Leyzour (stage effectué par les jeunes agriculteurs candidats à l'installation) - **Avant l'art. 10** : s'oppose à l'amendement n° 156 de M. Raymond Bouvier (cession de bail pour les associés exploitants) - **Après l'art. 10 (suite)** (p. 200) : s'oppose aux amendements identiques n° 201 de M. Guy Robert et n° 217 de M. Fernand Tardy (déduction du bénéfice imposable du loyer des terres affectées à l'exploitation). (p. 201) : s'oppose à l'amendement n° 197 de M. Paul Caron (adaptation de l'impôt sur les sociétés aux exploitations agricoles selon les règles des bénéfices agricoles) - **Art. 10 bis (exonération des groupements d'employeurs de la taxe d'apprentissage)** (p. 201) : accepte l'amendement de suppression n° 64 de la commission des affaires sociales saisie pour avis - **Après l'art. 10 bis** (p. 202) : demande la réserve de l'amendement n° 1 de M. Gérard César jusqu'à la fin du texte (mesures fiscales en faveur des actions de prévention par le débroussaillage) - **Art. 11 (objectifs de la politique d'installation)** (p. 204) : accepte l'amendement n° 240 de M. Louis Minetti (rôle d'information des services et organismes chargés de gérer les retraites et les préretraites). (p. 205) : demande le retrait de l'amendement n° 130 de M. Philippe François (restriction de l'information sur une prochaine libération de l'exploitation). S'oppose à l'amendement n° 177 de M. Fernand Tardy (information préalable au départ de l'agriculteur). Son amendement n° 123 : réduction à trois mois du délai d'information de l'autorité administrative pour les demandes de préretraites déposées avant le 1er juillet 1995 ; adopté. (p. 206) : sur les amendements de M. Daniel Goulet, demande le retrait du n°308 (mise en place d'un répertoire à l'installation dans chaque région) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 309 (mention des moyens prévisionnels nécessaires pour parvenir à la réalisation de la charte nationale de l'installation). (p. 207) : s'oppose à l'amendement n° 178 de M. Fernand Tardy (mise en place d'une charte nationale d'installation qui redéfinira les rôles des SAFER). Sur l'amendement n° 46 de la commission (disposition relative à l'abattement dont bénéficient les jeunes agriculteurs sur leurs bénéfices agricoles), qu'il accepte, demande le retrait du sous-amendement n° 115 de la commission des finances saisie pour avis et accepte le sous-amendement n° 108 de cette dernière. (p. 208) : demande le retrait de l'amendement n° 312 de M. Philippe François

(conditions d'application du régime d'étalement de la subvention d'équipement) - **Art. 12 (préretraite)** (p. 210, 212) : accepte l'amendement de précision n° 65 de la commission des affaires sociales saisie pour avis. S'oppose aux amendements de M. Alain Vasselie n° 264 (prorogation du dispositif d'une durée identique à celle de la politique agricole commune si celle-ci était reconduite au-delà de 1996 dans les mêmes conditions qu'à l'heure actuelle) et n° 265 (montant et condition d'attribution de l'allocation de préretraite), ainsi qu'aux amendements de M. Guy Robert n° 202 (allocation propre de préretraite attribuée au conjoint) et n° 203 (instauration d'une allocation variant en fonction de la destination des terres libérées et selon un certain ordre de priorité). Accepte les amendements de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 66, rédactionnel, n° 67 de clarification, n° 68 (encouragement des cessions de terres au profit d'installations non aidées) et n° 69 de précision. Accepte l'amendement n° 330 de la commission (numérotation des alinéas) - **Après l'art. 12** (p. 213) : demande le retrait de l'amendement n° 48 de la commission (mesure fiscale en faveur des personnes qui louent des biens ruraux à de jeunes agriculteurs). S'oppose aux amendements identiques n° 100 de M. Philippe François et n° 218 de M. Fernand Tardy (apport de capitaux par des non-exploitants). S'oppose à l'amendement n° 190 de M. Pierre Lagourgue (complément de ressources pour les agriculteurs d'outre-mer). (p. 214) : son amendement n° 355 : versement d'une indemnité de départ aux commerçants et artisans ; adopté - **Art. 13 (droits de mutation pour les jeunes agriculteurs qui s'installent)** (p. 216) : sur l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n°113 (nouvelle rédaction qui favorise l'utilisation de capitaux extérieurs), son sous-amendement n° 358 ; adopté. S'oppose aux amendements n° 334 de M. Jacques de Menou (extension des dispositions de cet article aux zones non prioritaires) et n° 204 de M. Guy Robert (extension des dispositions de cet article à l'ensemble du territoire national). (p. 218) : accepte l'amendement rédactionnel n° 50 de la commission. (p. 219) : demande le retrait de l'amendement n° 114 de la commission des finances saisie pour avis (entrée en vigueur). Accepte l'amendement n° 302 de la commission des finances saisie pour avis (cas où l'acquéreur ne donne pas sa terre à un jeune agriculteur ou si le bail ne va pas à son terme de dix-huit ans) - **Art. 14 (exonération de 50 % sur la taxe foncière sur les propriétés non bâties)** (p. 220) : demande le retrait des amendements, qui portent sur le même objet, n° 205 de M. Guy Robert, n° 335 de M. Jacques de Menou, n° 245 de M. Louis Minetti, n° 266 de M. Alain Vasselie et n° 310 de M. Daniel Goulet (champ d'application de cet article) - **Après l'art. 14 ou après l'art. 14 ter** (p. 221) : demande le retrait des amendements n° 180 de M. Fernand Tardy, n° 294 de M. Alain Vasselie et n° 206 de M. Guy Robert (évaluation de l'exploitation lors de la transmission) - **Art. 14 bis (prorogation du régime de l'abattement de 50% sur le bénéfice des jeunes agriculteurs)** (p. 222) : accepte l'amendement de suppression n° 51 de la commission - **Art. 14 ter (calcul de la durée de l'abattement)** : accepte l'amendement de suppression n° 52 de la commission - **Art. 15 (relèvement du seuil permettant l'imputation des déficits agricoles)** (p. 223, 224) : demande le retrait des amendements de M. Jacques de Menou n° 274 (limitation de l'imputation des déficits agricoles) et n° 275 (possibilité pour les exploitants agricoles à titre principal de déduire de leur revenu global les déficits qui résultent de leur activité agricole) - **Après l'art. 15** (p. 224) : accepte l'amendement n° 116 de la commission des finances saisie pour avis (simplification des obligations comptables des agriculteurs - possibilité de tenir une comptabilité unique de la TVA pour leurs recettes agricoles et leurs recettes accessoires) - **Art. 16 (cotisations minimales d'assurance maladie)** (p. 225) : accepte les amendements de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 70 de précision, n° 71 (cotisations minimales pour les travailleurs saisonniers) et n° 72 de conséquence - **Art. 17 (caisse-pivot)** (p. 226) : accepte l'amendement rédactionnel n° 73 de la commission des affaires sociales saisie pour avis - **Après l'art. 17** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 54 de la commission (adaptation du statut du fermage).

- **Suite de la discussion** - (12 janvier 1995) - **Après l'art. 17** (p. 237) : absence de consensus entre les organisations agricoles et leurs partenaires sur le problème des références de production. Quotas laitiers. Propose l'élaboration d'un nouveau texte. (p. 238) : demande le retrait des amendements identiques n° 185 de M. Marcel Daunay et n° 277 de M. Alain Pluchet (reconnaissance juridique des références de production dans le statut du fermage) - **Demande de réserve** : accepte la demande de réserve de la commission sur l'amendement n° 295 de M. Alain Vasselle (fixation par décret en Conseil d'Etat des conditions de cumul d'une activité professionnelle non salariée agricole avec un emploi à temps partiel dans la fonction publique territoriale) - **Art. 18 (simplification administrative dans le secteur vitivinicole)** (p. 241) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 323 de M. Serge Mathieu (simplification des formalités administratives douanières) - **Après l'art. 18** (p. 242) : demande le retrait de l'amendement n° 246 de M. Louis Minetti (cadastre viticole et évaluation des plantations de vignes). Cadastre viticole - **Art. 18 bis (rapport sur le statut du conjoint d'exploitant)** : son amendement n° 290 : extension de cette étude à la situation des autres membres de la famille associés aux travaux de l'exploitation ; adopté - **Avant la section 1 du titre III** (p. 243) : demande le retrait de l'amendement n° 182 de M. Fernand Tardy (reconnaissance des fonctions de gestion de l'espace rural des agriculteurs et rémunération de celles-ci) ainsi que des amendements identiques n° 322 de Mme Janine Bardou et n° 349 de M. Gérard César (reconnaissance des fonctions de gestion de l'espace rural des agriculteurs et rôle du fonds de gestion de l'espace rural) - **Art. 19 (régime de faveur pour les associations de gestion de l'espace)** (p. 245) : demande le retrait de l'amendement n° 350 de M. Roger Rigaudière (cas des parcelles exploitées par un groupement pastoral) et s'oppose à l'amendement n° 267 de M. Alain Vasselle (cas des espaces devenus incultes en raison de la politique agricole commune). (p. 246) : accepte les amendements de la commission des finances saisi pour avis n° 117 (dégrèvement de la cotisation de la taxe foncière non bâtie au profit des associations foncières pastorales) et n° 118 (définition du mode de calcul des recettes accessoires de l'association foncière pastorale). S'oppose à l'amendement n° 157 de M. Raymond Bouvier (possibilité donnée aux associations autorisées de se regrouper pour la réalisation d'ouvrages communs dans des unions départementales de gestion) - **Demande de priorité** : accepte la demande de priorité formulée par la commission sur l'article 26 bis - **Art. 26 bis (par priorité) (amortissement exceptionnel en cas de mise aux normes)** (p. 247) : accepte l'amendement n° 119 de la commission des finances saisi pour avis (conditions d'application de l'amortissement exceptionnel des investissements de mise aux normes des bâtiments d'élevage) - **Après l'art. 19** (p. 248) : s'oppose aux amendements n° 183 de M. Jean Cluzel (possibilité donnée aux associations syndicales autorisées de bénéficier des effets du redressement judiciaire dont est l'objet l'un de leurs membres) et n° 247 de M. Félix Leyzour (possibilité pour les sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural de donner à bail à ferme des fonds sous des conditions favorables aux jeunes agriculteurs) - **Art. 20 (superficie des terres mises à disposition des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural, SAFER)** (p. 248,249) : accepte les amendements rédactionnels n° 55 et n° 56 de la commission - **Art. 21 (définition des zones d'activité agricole, pastorale ou extensive - échanges de droits d'exploitation)** (p. 250) : s'oppose aux amendements n° 248 de suppression de M. Félix Leyzour et n° 158 de M. Raymond Bouvier (déclaration à l'enregistrement obligatoire pour les propriétés adhérentes à l'association foncière agricole). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 157 de la commission (possibilité donnée aux associations autorisées de se regrouper pour la réalisation d'ouvrages communs dans des unions départementales de gestion) - **Après l'art. 21** Accepte l'amendement n° 58 de la commission (obligation pour le maître d'ouvrage de compenser le préjudice causé à une association syndicale autorisée), sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 359 : compétence du juge de

l'expropriation ; adopté - **Art. 22 (groupement foncier rural)** (p. 251) : accepte l'amendement rédactionnel n° 59 de la commission. (p. 252) : accepte l'amendement n° 7 de M. Philippe François (possibilité de retrait d'un associé sur autorisation judiciaire dans les groupements forestiers) sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 360 : fixation d'un délai ; adopté. Son amendement n° 211 : définition du régime des droits de mutation des groupements fonciers ruraux ; adopté - **Art. 24 (opérations d'aménagement foncier liés à la réalisation de grandes infrastructures - mesures conservatoires des opérations préalables au remembrement)** (p. 253) : accepte l'amendement de coordination n° 353 de la commission. Accepte l'amendement n° 268 de M. Alain Vasselle (remplacement des mots "tous bois" par les mots "tous espaces boisés") et s'oppose à l'amendement n° 145 de M. Jean-François Le Grand (prise en compte des arbres isolés). (p. 254) : accepte l'amendement rédactionnel n° 354 de la commission ainsi que l'amendement n° 341 de M. Philippe Richert (possibilité pour le préfet de prononcer la protection de verger de hautes tiges) - **Après l'art. 24** (p. 255) : demande le retrait de l'amendement n° 146 de M. Jean-François Le Grand (dispositif permettant au préfet d'ordonner l'interruption des travaux en cas de besoin). (p. 256) : demande le retrait de l'amendement n° 147 de M. Jean-François Le Grand (rôle des organisations professionnelles agricoles et sylvicoles en matière de protection de la nature) - **Art. 25 (opérations d'aménagement foncier dans les aires d'appellation d'origine contrôlée)** (p. 257) : accepte l'amendement rédactionnel n° 331 de la commission - **Après l'art. 25** (p. 258) : s'oppose à l'amendement n° 269 de M. Alain Vasselle (spécificité de l'agriculture biologique) - **Après l'art. 26** (p. 259) : demande le retrait des amendements identiques n° 101 de M. Philippe François, n° 199 de M. Paul Caron et n° 317 de M. Philippe Nachbar (réciprocité des règles de recul entre les maisons d'habitation occupées par des tiers et les installations d'élevage) ; et à défaut, émettra un avis défavorable. Modification du code de l'urbanisme. Mise en place d'un groupe de travail. (p. 260) : s'oppose à l'amendement n° 220 de M. Fernand Tardy (cas des exploitations échappant au contrôle des structures) - **Après l'art. 26 bis** (p. 261, 262) : s'oppose aux amendements de M. Louis de Catuelan, n° 139 (dégrèvement total de la taxe foncière sur les propriétés non bâties perçue par les communes au profit des agriculteurs des régions péri-urbaines), n° 140 (financement des missions d'entretien de l'espace remplies par l'agriculture péri-urbaine en utilisant la taxe sur les espaces sensibles), n° 141 (majoration du montant de la dotation aux jeunes agriculteurs s'installant en zone rurale péri-urbaine), n° 142 (modification du seuil de prise en compte de la valeur de productivité compromise par la procédure d'exploitation), et n° 138 (insertion d'une section additionnelle : "place de l'agriculture dans l'aménagement et l'entretien de l'espace rural"). (p. 263) : demande le retrait de l'amendement n° 325 de M. Philippe François (déduction par les propriétaires bailleurs des dépenses correspondant aux travaux de mise aux normes) - **Avant l'art. 27** (p. 265) : intervient sur l'amendement n° 74 de la commission des affaires sociales saisi pour avis (extension du bénéfice d'exonération de cotisations pour l'embauche d'un premier, d'un deuxième ou d'un troisième salarié aux sociétés civiles agricoles). Exonération déjà accordée par les textes en vigueur - **Art. 27 (extension à certains groupements d'employeurs d'exonération de charges sociales)** (p. 266) : demande le retrait de l'amendement n° 60 de la commission (bénéfice de l'exonération accordée aux groupements d'employeurs comportant des GAEC) et accepte l'amendement n° 75 de la commission des affaires sociales saisi pour avis (bénéfice de cette exonération accordée aux groupements d'employeurs comportant des groupements agricoles d'exploitation en commun, GAEC, et des exploitations agricoles à responsabilité limitée, EARL) - **Art. 27 bis (exonération de taxe professionnelle de certains groupements d'employeurs)** (p. 267) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 76 de la commission des affaires sociales saisi pour avis (définition du champ de l'exonération et prise d'effet de l'exonération en 1996) - **Après l'art. 27 bis** Accepte

l'amendement n° 77 de la commission des affaires sociales saisie pour avis (exonération de la taxe d'apprentissage de certains groupements d'employeurs et entrée en vigueur de cette exonération en 1996) - **Art. 28** (*possibilité pour les services de remplacement en agriculture de prendre le statut de groupements d'employeurs*) (p.269) : accepte l'amendement rédactionnel n° 78 de la commission des affaires sociales saisie pour avis et, sur ce dernier, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 250 de M. Félix Leyzour (mention dans le contrat de travail de la zone géographique dans laquelle le salarié est appelé à intervenir) - **Après l'art. 28** S'oppose à l'amendement n° 160 de M. Raymond Bouvier (ouverture des groupements d'employeurs aux communes rurales) - **Art. 29** (*calcul des cotisations sociales des travailleurs occasionnels*) (p. 270) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 251 de M. Louis Minetti et à l'amendement n° 300 de M. Fernand Tardy (extension de l'exonération aux coopératives agricoles pour leurs activités de conditionnement et d'emballage) - **Art. 30** (*calcul des cotisations vieillesse pour les salariés passant au temps partiel*) (p. 271) : accepte l'amendement n° 79 de la commission des affaires sociales saisie pour avis (droit accordé aux salariés agricoles de cotiser sur une assiette à taux plein en cas de passage à temps partiel ou en cas d'entrée en préretraite progressive). (p. 272) : s'oppose à l'amendement n° 252 de M. Louis Minetti (financement des dispositions par une taxe sur le bénéfice des sociétés de l'agro-alimentaire et des grandes surfaces) - **Après l'art. 31** Demande le retrait des amendements identiques n° 209 de M. Guy Robert et n° 352 de M. Gérard César (abaissement des charges sociales sur les bas salaires pour les entreprises agricoles des secteurs du maraîchage, de l'arboriculture et de l'horticulture) - **Art. 33** (*prévention des accidents du travail*) (p. 273, 274) : estime que l'amendement n° 191 de M. Pierre Lagourgue (adaptation des dispositions aux départements d'outre-mer) est sans objet, compte tenu de l'existence de plusieurs conventions d'objectif dans les départements d'outre-mer. Amendement de coordination n° 80 de la commission des affaires sociales saisie pour avis - **Après l'art. 33** (p. 274, 275) : s'oppose à l'amendement n° 134 de M. Philippe François (limitation du libre choix du statut social des conjoints de non salariés agricoles) et demande le retrait de l'amendement n° 81 de la commission des affaires sociales saisie pour avis (exclusion des salariés relevant du secteur agricole du champ de la cotisation aux caisses de congés payés du bâtiment lorsqu'ils travaillent dans des entreprises exerçant des activités relevant du secteur agricole et du secteur du bâtiment). Risque de difficultés pour les caisses de congés payés du BTP. Souhaite l'intervention d'un accord entre les représentants des paysagistes et des artisans ruraux de ces mêmes caisses. S'oppose à l'amendement n° 253 de M. Félix Leyzour (alignement du régime des groupements d'employeurs agricoles sur celui des groupements d'employeurs). (p. 276, 277) : s'oppose à l'amendement n° 132 de M. Philippe François (possibilité pour les agriculteurs en difficulté de se faire embaucher par les associations intermédiaires) et, sur ce dernier, au sous-amendement n° 298 de M. Alain Vasselje. Notion d'agriculteurs en difficulté. S'oppose à l'amendement n° 254 de M. Félix Leyzour (création d'un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail dans les exploitations agricoles sous certaines conditions) - **Art. 34** (*achèvement de la réforme des cotisations*) (p. 277) : sur les amendements de la commission des affaires sociales saisie pour avis, accepte le n° 82 de rectification et demande le retrait du n° 83 de précision - **Après l'art. 34** (p. 278, 279) : demande le retrait de l'amendement n° 135 de M. Philippe François (exemption totale de cotisations d'assurance maladie des ressortissants du régime des non-salariés agricoles dans les mêmes conditions que ceux des autres régimes) et oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 255 de M. Louis Minetti (fixation du montant des pensions de retraite du régime agricole à au moins 80 % du SMIC) - **Avant l'art. 35** (p. 279, 280) : demande le retrait de l'amendement n° 292 de M. Philippe Adnot (mesures favorisant l'investissement dans les propriétés rurales) - **Art. 35** (*déduction de la rente du sol*) (p. 280, 281) : allègement des cotisations sociales des exploitants individuels et déduction du revenu implicite du

capital foncier. Annonce que le Gouvernement acceptera la proposition des trois commissions relative aux modalités de calcul de l'abattement pratiqué sur le revenu cadastral à déduire de l'assiette de cotisations. Accepte l'amendement n° 121 de la commission (extension de ces dispositions aux groupements agricoles d'exploitations en commun, GAEC, et aux sociétés civiles d'exploitations agricoles, SCEA, pour les terres effectivement inscrites au bilan de la société). (p. 283) : accepte l'amendement rédactionnel n° 332 de la commission - **Après l'art. 35** (p. 285) : demande le retrait des amendements identiques n° 200 de M. Paul Caron, n° 271 de M. Alain Vasselje et n° 337 de M. Jacques de Menou (extension à la profession agricole des dispositions prévues en faveur des professions libérales et commerciales par la loi Madelin). S'oppose à l'amendement n° 338 de M. Jacques de Menou (possibilité donnée aux exploitations de déduire les revenus du capital foncier et du capital d'exploitation de l'assiette sociale) - **Art. 36** (*nullité de certains contrats*) (p. 286) : accepte les amendements de coordination n° 87 et n° 88 de la commission des affaires sociales saisie pour avis - **Après l'art. 36** (p. 286, 287) : demande le retrait des amendements de M. Philippe François n° 137 (financement de l'action sanitaire et sociale de la mutualité sociale agricole) et n° 136 (affiliation des salariés fournissant une aide aux agriculteurs pour les actes de la vie quotidienne au régime agricole). Mission d'études sur le problème du financement de l'action sociale par les caisses de mutualité sociale agricole. (p. 288) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 89 de la commission des affaires sociales saisie pour avis (sanctions encourues par les personnes incitant au non-paiement des cotisations sociales obligatoires).

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 0211 (94-95)] - (17 janvier 1995) - Discussion générale (p. 472, 473) : contributions positives apportées par le Sénat. Perspectives d'allègement de la taxe sur le foncier non bâti. Déduction de la rente du sol. Taux réduit de TVA pour les produits horticoles et sylvicoles. Aménagement du dispositif relatif à l'installation des jeunes agriculteurs. Groupements d'employeurs en agriculture. Retraite des veuves d'agriculteurs. Production et distribution. Mode de calcul du dégrèvement de la taxe sur le foncier non bâti. Précision relative à la réduction d'impôt sur les bénéfices agricoles pour l'installation des jeunes agriculteurs. Etablissement de rapports au Gouvernement.

Q

QUILLIOT (Roger), sénateur (*Puy-de-Dôme*) *SOC.*

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

R

RAFFARIN (Jean-Pierre), ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce et de l'artisanat.

dans le Gouvernement Juppé le 18 mai 1995 (JO Lois et décrets du 19 mai 1995).

Fin de ses fonctions ministérielles (démission du Gouvernement le 7 novembre 1995) (JO Lois et décrets du 8 novembre 1995).

puis, *sénateur (Vienne) UC* élu le 24 septembre 1995.

Cessation de son mandat sénatorial le 1er novembre 1995 (JO Lois et décrets du 3 novembre 1995).

puis, *ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce et de l'artisanat* dans le deuxième Gouvernement Juppé le 7 novembre 1995 (JO Lois et décrets du 8 novembre 1995).

En qualité de sénateur

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

En qualité de ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce et de l'artisanat

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]***Deuxième partie :***Commerce et artisanat**

- (8 décembre 1995) (p. 4063, 4066) : rôle des petites et moyennes entreprises. Données chiffrées. Mesures d'urgence. Droit de suite qui offre aux artisans la possibilité d'être inscrits au répertoire des métiers au-delà de dix ou de quinze salariés. Création des fonds artisanaux. Prestations de maternité. Déductibilité fiscale des cotisations sociales facultatives des conjoints. Financement de l'artisanat. Dispositif CODEVI. Enveloppe de prêts. Fonds d'intervention pour la sauvegarde, la transmission et la restructuration des activités commerciales et artisanales, FISAC. Plan "PME pour la France". Amélioration des relations entre les banques et les PME. Accès des PME aux marchés publics. Crédits alloués à la formation continue des chefs d'entreprises. Animation économique des chambres de métiers et des organisations professionnelles. Collectivités territoriales. Produits de taxes. Interventions financières de l'Etat. Concurrence. Réforme de l'urbanisme commercial. Dispositif d'enquête publique. Aménagement du territoire. Opération de reconstruction de l'artisanat et du commerce, ORAC. Reconquête commerciale des centres-villes. Besoins en formation du commerce. Fragilité des PME. (p. 4084, 4087) : réponse aux différents orateurs. Importance du rôle économique du secteur de l'artisanat. Régime simplifié d'imposition. Réforme de l'apprentissage. Chambres de métiers. Prêts bonifiés. Secteur de la boulangerie. Métiers d'art. Simplification administrative. Calendrier du plan PME. Réforme de la loi Royer. Urbanisme commercial. Transmission des entreprises. Création d'une banque de développement des PME. Secteur du bâtiment. Entreprises en difficulté. Grandes surfaces. FISAC. Fonds d'adaptation du commerce rural. Création d'entreprises. Fonds social européen, FSE. "Chèques-emploi premier salarié". Relance

de la consommation - Examen des crédits - Etat C - Titre VI (p. 4087) : mission des centres de gestion agréés et habilités.

RAINCOURT (Henri de), sénateur (Yonne) RI, puis président du groupe.

Secrétaire du Sénat.

Réélu sénateur le 24 septembre 1995.

Elu vice-président du Sénat (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995) ; démissionne (JO Lois et décrets du 17 novembre 1995).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques ; puis membre de la commission des affaires sociales (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire du Conseil supérieur de la coopération jusqu'au 1er octobre 1995.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 6 (JO Débats du 8 décembre 1995) (p. 3936) - Ministère : Premier ministre - *Conséquences des grèves sur l'économie* - Réponse le 8 décembre 1995 (p. 3936) - *Conflits du travail*

n° 15 (JO Débats du 22 décembre 1995) (p. 4650) - Ministère : Economie - *Situation financière des PME et des PMI* - Réponse le 22 décembre 1995 (p. 4650) - *Entreprises (petites et moyennes)*

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours [n° 0217 (94-95)] - Suite de la discussion - (28 juin 1995) - Art. 8 (gestion des sapeurs-pompiers professionnels)** (p. 716) : intervient sur l'amendement n° 104 de M. Alain Vasselle (nomination sur avis conforme du maire). Souhaite qu'il soit trouvé un système donnant une certaine latitude aux élus locaux.

- **Projet de loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes [n° 0002 (95-96)] - (9 novembre 1995) - Discussion générale** (p. 2460, 2463) : avenir des régimes sociaux. Allocation compensatrice pour tierce personne. Rôle de la famille. Expérience menée dans douze départements. Accroissement de l'espérance de vie. Rapport de la Cour des comptes pour 1993. Maintien à domicile et hébergement en établissement. Dérives de l'allocation compensatrice pour tierce personne. Décisions de justice. Interrogation sur la nature du dispositif prévu. Souhait d'une prestation d'autonomie pour le maintien à domicile et d'une prise en charge par le département pour l'hébergement. Changement de nature des établissements d'hébergement. Craintes relatives à la pérennité du financement de la prestation.

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement sur la réforme de la protection sociale, suivie d'un débat et d'un vote - (16 novembre 1995)** (p. 2609, 2610) : déficits sociaux. Fiscalisation des allocations familiales. Le groupe des RI soutiendra la réforme du Gouvernement.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Articles non rattachés :

- (9 décembre 1995) - **Avant l'art. 59 nonies** (p. 4194) : ses amendements n° II-95 : exonération de la partie "approvisionnement" de l'activité des coopératives ; retiré au

profit de l'amendement analogue n° II-149 de la commission, et n° II-96 de conséquence ; retiré. Difficulté des fonds de retraite des commerçants et artisans. Recettes de ces fonds ponctionnées pour alimenter le BAPSA. (p. 4200) : soutient l'amendement n° II-91 de M. Roland du Luart (exonération des coopératives agricoles d'insémination artificielle du versement de la contribution sociale de solidarité des sociétés). (p. 4202) : son amendement n° II-154 : exonération des coopératives agricoles se consacrant à la vinification de la contribution sociale de solidarité des sociétés, CSSS ; adopté.

Vote sur l'ensemble :

- Explications de vote sur l'ensemble (p. 4234) : le groupe des Républicains et Indépendants votera le projet de loi de finances pour 1996. Remerciements.

RALITE (Jack), sénateur (Seine-Saint-Denis) CRC.

Elu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

INTERVENTIONS

- Résolution adoptée par la commission des affaires culturelles, en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil portant modification de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 visant à la coordination de certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives à l'exercice d'activités de radiodiffusion télévisuelle (n° E-419) [n° 0059 (95-96)] - (14 novembre 1995) - Discussion générale (p. 2520, 2521) : exception culturelle. Part de marché des films européens. Internet. Livre vert de la commission européenne sur le renforcement de l'industrie de programmes. Budget du plan "Média II". Dérégulation prochaine des télécommunications. (p. 2522, 2523) : amendement global du groupe communiste républicain et citoyen : directive au service des cultures européennes ; moyens financiers ; régulation internationale des images. Cultures et culture française. Droit de veto - Discussion de la résolution (p. 2530, 2533) : ses amendements n° 2 : nouvelle rédaction ; et de repli n° 3, n° 4, n° 5, n° 6, n° 7 et n° 8 ; rejetés - Explications de vote sur l'ensemble (p. 2533) : le groupe communiste républicain et citoyen s'abstiendra lors du vote de cette résolution.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Culture

- (27 novembre 1995) (p. 3210, 3212) : inquiétude sur les crédits de la culture. Subventions aux théâtres : dénonce l'attitude démagogique et intolérante de certaines municipalités. Culture et exclusion. Emprise du profit. Etats généraux de la culture. Propositions du groupe communiste républicain et citoyen qui votera contre ce projet de budget en l'état - Question budgétaire (p. 3225) : coordination entre l'urbanisme et l'architecture - Examen des crédits - Etat B - Titre IV (p. 3227, 3228) : personnels artistiques. Acteurs du doublage. Intermittents du spectacle. Développement des autoroutes de l'information et respect des droits d'auteur.

Communication

- (7 décembre 1995) (p. 3918) : chaînes publiques de télévision. Ethique du service public. Insuffisance de l'investissement dans les industries de l'audiovisuel. Directive "Télévision sans frontière". Autoroutes de l'information : frilosité des financements publics. Absence de structure pluraliste pour débattre des problèmes de l'audiovisuel.

Articles non rattachés :

- (9 décembre 1995) - **Après l'art. 59 decies** (p. 4216) : soutient l'amendement n° II-64 de Mme Marie-Claude Beaudeau (problème de la prise en charge des congés bonifiés des fonctionnaires territoriaux originaires de l'outre-mer).

- **Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale [n° 0122 (95-96)]** - (14 décembre 1995) - Discussion générale (p. 4363, 4366) : grèves. Besoin de réformes. "Financiarisation" absolue de la société. Rôle de l'Etat. Rôle des services publics. Construction européenne. Recours aux ordonnances. Exclusion.

- **Suite de la discussion** - (15 décembre 1995) - Discussion générale (suite) (p. 4391) : coup de force contre la sécurité sociale, le travail parlementaire et la place constitutionnelle du Sénat.

RAOULT (Eric), ministre chargé de l'intégration et de la lutte contre l'exclusion.

dans le Gouvernement Juppé le 18 mai 1995 (JO Lois et décrets du 19 mai 1995).

Fin de ses fonctions ministérielles (démission du Gouvernement le 7 novembre 1995) (JO Lois et décrets du 8 novembre 1995).

puis, *ministre délégué à la ville et à l'intégration* dans le deuxième Gouvernement Juppé le 7 novembre 1995 (JO Lois et décrets du 8 novembre 1995).

En qualité de ministre délégué à la ville et à l'intégration

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 216 de M. Alain Gournac : **Délinquance (Projet "Maison de l'espoir" et délinquance des mineurs)** (JO Débats du 13 décembre 1995) (p. 4257).

n° 224 de M. Charles Metzinger : **Sécurité sociale (Chiffrage de la dette de la sécurité sociale)** (JO Débats du 13 décembre 1995) (p. 4258).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Intégration et ville

- (8 décembre 1995) (p. 4032, 4034) : politique interministérielle. Lutte contre la fracture sociale. Politique globale d'intégration urbaine. Crédits spécifiques du ministère de la ville. Moyens des services. Interventions en fonctionnement. Crédits destinés à la prévention de la toxicomanie. Développement social urbain. Modification de

l'urbanisme et du cadre de vie des banlieues. Dépenses fiscales et compensation prise en charge par l'Etat. Rôle des collectivités territoriales. Dotation globale de fonctionnement, DGF. Dotation de solidarité urbaine, DSU. Programme national d'intégration urbaine, PNIU. Création d'emplois. Zone de redynamisation urbaine, ZRU. Services publics dans les quartiers. Fonds d'intervention pour la ville, FIV. Rôle des associations dans la politique d'intégration urbaine et sociale.

RAOULT (Paul), sénateur (Nord) SOC.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

RAUSCH (Jean-Marie), sénateur (Moselle) RDE-R, puis RDSE-R.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Recherche [n° 0079 (95-96), tome 7] (21 novembre 1995) - Lois de finances.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996** [n° 0076 (95-96)]

Deuxième partie :

Education nationale, enseignement supérieur, recherche et insertion professionnelle - III - Recherche

- (4 décembre 1995) - Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (p. 3737) : évolution des enveloppes budgétaires. Réduction du décalage entre les autorisations de programme et les crédits de paiement. Fonds de la recherche et de la technologie, FRT. Développement de la recherche en région. Qualité des statistiques et difficulté à apprécier la mise en oeuvre de l'objectif fixé pour la recherche dans la loi d'orientation relative à l'aménagement et au développement du territoire. (p. 3738) : conditions d'accès des PME à la recherche. Emet un avis favorable à l'adoption des crédits relatifs à la recherche.

RÉGNAULT (René), sénateur (Côtes-d'Armor) SOC.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995); puis secrétaire (JO Lois et décrets du 6 octobre 1995).

Vice-président de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification (JO Lois et décrets des 13 et 27 octobre 1995).

Membre titulaire de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques jusqu'au 12 octobre 1995.

Membre titulaire de la Commission supérieure du Crédit maritime mutuel.

Membre suppléant du Comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics (JO Lois et décrets du 16 novembre 1995).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1995 (19 décembre 1995).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues et les membres du groupe socialiste, apparenté et rattachés administrativement, tendant à modifier le mode d'indexation de la dotation globale de fonctionnement [n° 0297 (94-95)] (24 mai 1995) - Collectivités territoriales.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Légion d'honneur - ordre de la Libération [n° 0077 (95-96), tome 3 annexe 43] (21 novembre 1995) - Lois de finances.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Aménagement du territoire, équipement et transports - IV - Mer - Marine marchande [n° 0077 (95-96), tome 3 annexe 9] (21 novembre 1995) - Lois de finances.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours** [n° 0217 (94-95)] - Suite de la discussion - (28 juin 1995) - Art. 7 (*schéma départemental d'analyse et de couverture des risques*) (p. 712) : se déclare favorable à l'amendement n° 6 de la commission (avis conforme du conseil d'administration du SDIS sur l'ensemble du schéma départemental d'analyse et de couverture des risques). Notion d'avis conforme - Art. 8 (*gestion des sapeurs-pompiers professionnels*) (p. 715) : se déclare opposé à l'amendement n° 104 de M. Alain Vasselle (nomination sur avis conforme du maire). (p. 716) : pouvoir exclusif de nomination de l'autorité territoriale.

- **Proposition de loi tendant à relever de 18,60% à 20,60% le taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée à compter du 1er août 1995** [n° 0375 (94-95)] - (19 juillet 1995) - Discussion générale (p. 1188, 1191) : caractère injuste de la TVA. Répercussions économiques néfastes du relèvement du taux. Distorsions de concurrence entre le petit commerce et la grande distribution. Conséquences sur les collectivités locales. Effort fiscal sur les ménages et les revenus les plus modestes. Réduction de charges au profit des entreprises, sans contrepartie. Chômage. Déficit des finances publiques. Vote du groupe socialiste contre cette proposition de loi.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995** [n° 0379 (94-95)] - Suite de la discussion - (27 juillet 1995) - Discussion générale (p. 1554 à 1556) : rôle et importance des collectivités locales. Ressources des collectivités locales. Relations financières entre l'Etat et les collectivités locales. Administration des collectivités locales. Calcul de la dotation globale de fonctionnement, DGF. Aide aux créateurs d'entreprises. Situation de la recherche. Avec le groupe socialiste, ne votera pas ce projet de loi - Après l'art. 1er (p. 1588) : se déclare favorable à l'amendement de M. Robert Vizet n° 46 (réduction de la TVA frappant la construction) - Art. 3 (*majoration de 10% de l'impôt de solidarité sur la*

fortune (p. 1600) : se déclare favorable à l'amendement de M. Jean-Pierre Masseret, n° 84 (multiplication par deux du taux du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune) - **Art. 5** (*affectation des recettes de privatisation du secteur public au désendettement de l'Etat*) (p. 1607) : se déclare favorable à l'amendement de M. Robert Vizet n° 65 (réduction de la dette publique) - **Art. 6** (*versement au budget général des crédits de la dotation de développement rural*) (p. 1609) : soutient l'amendement de suppression n° 89 de M. Jean-Pierre Masseret. (p. 1612) : structures de coopération intercommunale - **Après l'art. 6** (p. 1613 à 1615) : son amendement n° 90 : calcul de la DGF ; rejeté. Evolution de la DGF. Concours de l'Etat aux collectivités locales - **Art. 7** (*contribution exceptionnelle des organismes collecteurs de la participation des employeurs à l'effort de construction*) (p. 1618) : soutient l'amendement de suppression n° 91 de M. Robert Laucoumet.

- **Projet de loi relatif aux transports [n° 0383 (94-95)] - (18 octobre 1995) - Discussion générale** (p. 1923, 1924) : brevet de sécurité routière pour la conduite des cyclomoteurs. Accompagnateur d'un élève conducteur. Transport aérien intérieur. Troisième plate-forme aéroportuaire implantée en Ile-de-France. Sécurité en mer. Pollution du littoral. Sanctions contre tous les responsables de pollution. Inspecteurs des affaires maritimes. (p. 1925, 1926) : navires immatriculés dans les Terres australes et antarctiques françaises. Décision du Conseil d'Etat. Droit du travail et protection sociale des marins embarqués sur des navires français. Sécurité du transport maritime. Formation professionnelle des marins. Votera contre ce texte.

- **Suite de la discussion - (19 octobre 1995) - Art. 7** (*pouvoirs des inspecteurs des affaires maritimes en matière de pêche maritime*) (p. 1942) : se déclare opposé à l'amendement n° 47 de M. Philippe François (agents habilités) - **Art. 14** (*autorités habilitées en matière d'infractions à la loi relative à l'exploration du plateau continental*) (p. 1947) : le groupe socialiste votera contre l'amendement n° 54 de M. Philippe François (agents habilités) et contre l'article 14 - **Art. 1er** (précédemment réservé le 18 octobre 1995, p. 1927) (*francisation des navires*) (p. 1949, 1950) : intervient sur l'amendement n° 58 de M. Félix Leyzour (navires appartenant à des propriétaires installés hors de l'Union européenne et des Etats parties à l'accord sur l'Espace économique européen). (p. 1951) : le groupe socialiste votera contre l'article 1er - **Art. 2** (précédemment réservé le 18 octobre 1995, p. 1927) (*harmonisation des règles de francisation figurant au code des douanes*) (p. 1952) : se déclare favorable à l'amendement n° 59 de M. Félix Leyzour (refus d'introduire cette nouvelle disposition dans le code des douanes). Le groupe socialiste votera contre l'article 2 - **Art. 19** (*adaptation du code du travail maritime au principe de la circulation des travailleurs dans la Communauté européenne*) (p. 1954) : se déclare opposé à l'amendement n° 61 de M. Félix Leyzour (contrôle de la législation du travail maritime) - **Art. 22** (*conditions d'immatriculation des navires au registre des Terres australes et antarctiques françaises, TAAF*) (p. 1956, 1957) : le groupe socialiste s'abstiendra sur le vote des amendements de M. Félix Leyzour n° 62 de suppression, n° 63 (normes sociales obligatoires applicables à l'ensemble des marins embarqués sur des navires de commerce), n° 64 et n° 65 (code du travail maritime et régime de protection sociale applicables aux marins embarqués à bord des navires immatriculés au registre des TAAF), ainsi que sur l'article 22 - **Art. 23** (*modifications de la première partie du code de l'aviation civile*) (p. 1960) : fonds de péréquation du transport aérien. Troisième plate-forme aéroportuaire internationale. (p. 1966) : le groupe socialiste s'abstient sur le vote de l'article 23 - **Après l'art. 26** (p. 1970, 1971) : son amendement n° 57 : réparation et vente de véhicules accidentés cédés à l'assureur ; retiré - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1972, 1973) : sécurité des transports. Nuisances liées à l'aviation civile. Niveau de pollution dangereux. Pavillon "Kerguelen". Le groupe socialiste votera contre ce projet de loi.

- **Conclusions du rapport de M. Pierre Fauchon, fait au nom de la commission des lois, sur : la proposition de loi (n° 406, 94-95) de M. Jacques Larché déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à la responsabilité pénale des élus locaux pour des faits d'imprudence ou de négligence commis dans l'exercice des fonctions ; la proposition de loi (n° 255, 94-95) de M. Claude Huriet relative à la protection pénale des exécutifs locaux à raison des actes commis dans l'exercice de leurs fonctions ; et la proposition de loi (n° 361, 94-95) de M. Hubert Haenel déposée avec plusieurs de ses collègues, visant à étendre aux districts les règles applicables à la responsabilité des syndicats de communes pour les accidents survenus aux membres de leur comité et à leur président, en complétant l'article L.164-5 du code des communes [n° 406-255-361 (94-95)] - (26 octobre 1995) - Avant l'art. 1er** (p. 2320) : intérêt des élus pour cette discussion. Nécessité de préserver la qualité de ce débat.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Discussion générale :

- (21 novembre 1995) (p. 2701, 2704) : difficultés des collectivités liées à l'accroissement de leurs responsabilités et à la réduction de leurs ressources financières. Caractère injuste et inefficace des mesures économiques et budgétaires prises par le Gouvernement. Transferts de charges et insuffisante progression des dotations de l'Etat aux collectivités locales. Atteinte à la mise en oeuvre de la décentralisation. Diminution inacceptable des ressources liées à la taxe professionnelle. Nécessaire réforme des bases d'impôts locaux. Insuffisante maîtrise par les collectivités de leurs propres finances et responsabilité de l'Etat dans la dégradation des finances publiques. Impossibilité faite aux collectivités de tenir leur rôle social et économique. Le groupe socialiste s'opposera à ce budget.

Discussion des articles de la première partie :

- (22 novembre 1995) - **Avant l'art. 2** (p. 2735) : soutient l'amendement de M. Jean-Pierre Masseret n° I-144 (plafonnement de l'avantage fiscal procuré par des réductions d'impôt de forte ampleur) - **Art. 2** (*barème de l'impôt sur le revenu*) (p. 2737) : soutient l'amendement de M. Jean-Pierre Masseret n° I-145 (revalorisation du barème de l'impôt sur le revenu en fonction de la hausse des prix) - **Après l'art. 2** (p. 2743) : soutient l'amendement de M. Jean-Pierre Masseret n° I-148 (suppression du régime d'imposition taxant la plus-value d'acquisition selon le régime des plus-values immobilières). (p. 2745) : rentrées fiscales. : soutient l'amendement de M. Jean-Pierre Masseret n° I-159 (plafond du revenu imposable pour bénéficier d'avantages fiscaux). (p. 2748, 2749) : soutient l'amendement de M. Jean-Pierre Masseret n° I-147 (modification du plafond des dépenses éligibles à la réduction d'impôt).

- **Suite de la discussion - (23 novembre 1995) - Art. 6 bis** (*déduction des droits de mutation à titre gratuit des résultats des entreprises individuelles*) (p. 2822) : soutient les amendements de M. Jean-Pierre Masseret n° I-157 de suppression et n° I-158 (traitement identique des couples mariés et non mariés en matière de droits de mutation à titre gratuit) - **Art. 7** (*mesures liées à la réforme de l'accession à la propriété*) (p. 2827, 2828) : soutient l'amendement de suppression n° I-240 de M. André Vézinhel - **Art. 10** (*aménagement des modalités de calcul du dégrèvement de taxe professionnelle par rapport à la valeur ajoutée*) (p. 2846) : son amendement, soutenu par M. Jean-Pierre Masseret, n° I-160 : suppression de la disposition neutralisant les effets induits par les relèvements de taux de taxe professionnelle décidés par les collectivités à compter de 1995 ; rejeté.

- **Suite de la discussion - (24 novembre 1995) - Après l'art. 12** (p. 2895) : son amendement, soutenu par M. Jean

Pierre Masseret, n° I-169 : dispositions relatives à la mise en place des groupements à fiscalité propre ; rejeté - **Art. 18 (détermination de l'enveloppe des concours de l'Etat aux collectivités locales)** (p. 2926, 2927) : "pacte de stabilité financière". Maintien de l'indexation dans le seul cas de la dotation globale de fonctionnement. Dotation de compensation de la taxe professionnelle. Dotation globale d'équipement. Régression croissante des ressources des collectivités territoriales - **Art. 19 (suppression de la première part de la dotation globale d'équipement des communes)** (p. 2938) : soutient l'amendement de suppression n° I-186 de M. Jean-Pierre Masseret. Réduction importante de la dotation globale d'équipement. Contexte de la baisse de l'investissement des collectivités locales. Cas des villes de plus de 20 000 habitants. Réduction de l'enveloppe des collectivités locales. (p. 2941) : se déclare favorable aux amendements identiques de suppression n° I-123 de Mme Marie-Claude Beaudeau et n° I-186 de M. Jean-Pierre Masseret. Différence de traitement entre les collectivités territoriales. Perte de 150 millions de francs pour les collectivités locales - **Avant l'art. 11 (précédemment réservé le 23 novembre 1995 p. 2848)** (p. 2944) : intervient sur les amendements de Mme Marie-Claude Beaudeau n° I-70 (suppression progressive de l'abattement forfaitaire de 16 %) et n° I-71 (modulation de l'allègement de la taxe professionnelle par la prise en compte de l'allègement transitoire des bases de la taxe professionnelle de 16 %). Réforme de la taxe professionnelle - **Art. 11 (précédemment réservé le 23 novembre 1995 p. 2848) (cotisations minimum de taxe professionnelle)** (p. 2947) : son amendement n° I-161 : instauration d'un relèvement progressif du taux de la cotisation minimale de taxe professionnelle et affectation du supplément d'imposition au Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle et au Fonds national de péréquation ; rejeté. (p. 2948) : son amendement n° I-162 : taux de 0,5 % ; rejeté. (p. 2949) : son amendement n° I-163 : augmentation progressive du taux de cotisation minimale sur trois ans ; rejeté. (p. 2950) : son amendement, soutenu par M. Jean-Pierre Masseret, n° I-164 : répartition de la dotation prévue à l'article 1647 E du code général des impôts par le comité des finances locales ; rejeté.

Deuxième partie :

Budgets annexes de la Légion d'honneur et de l'ordre de la Libération

- (27 novembre 1995) - Rapporteur spécial de la commission des finances (p. 3160) : traitement des membres de l'Ordre de la légion d'honneur et des médaillés militaires. Conséquences du décret du 21 avril 1991 sur les conditions d'octroi du traitement. Nouveaux décorés anciens combattants de 1914-1918. Ordre de la Libération. Propose l'adoption de ce projet de budget annexe.

Aménagement du territoire, équipement et transports - IV - Mer

- (30 novembre 1995) - Rapporteur spécial de la commission des finances pour la marine marchande (p. 3484, 3485) : ministère de plein exercice. Diminution du budget de la marine marchande. Analyse des crédits par agrégats. Aide aux armateurs. Aide à l'investissement. (p. 3486) : Etablissement national des invalides de la marine, ENIM. Formation professionnelle maritime. Pavillon "bis". Compagnie générale maritime, CGM. La commission des finances propose l'adoption des crédits de la marine marchande.

Intérieur, réforme de l'Etat, décentralisation et citoyenneté

- (2 décembre 1995) (p. 3616, 3617) : "pacte de stabilité financière". Déception des élus locaux. Dotation de compensation de la taxe professionnelle. Dotation globale d'équipement, DGE. Augmentation des charges des collectivités territoriales. Le groupe socialiste votera contre ce projet de budget - **Examen des crédits - Etat B - Titre III** (p. 3623) : prise en charge des congés bonifiés pour les policiers originaires de l'outre-mer - **Titre IV** (p. 3625) : congés bonifiés pour les policiers originaires des départements et territoires d'outre-mer.

Aménagement du territoire, équipement et transports - II - Transports : 4. Transport aérien - 5. Météorologie - Budget annexe de l'aviation civile

- (5 décembre 1995) - **Crédits du budget annexe de l'aviation civile figurant à l'article 39** (p. 3808) : le groupe socialiste vote contre ces crédits.

Aménagement du territoire, équipement et transports - III - Aménagement du territoire

- (5 décembre 1995) (p. 3819, 3820) : loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire. Diminution des crédits de ce budget. Crise sociale actuelle. Mise en place des fonds de péréquation. Pacte de stabilité financière avec les collectivités locales. Choix actuels du Gouvernement en contradiction avec les objectifs affichés. Le groupe socialiste ne votera pas ce projet de budget.

Commerce et artisanat

- (8 décembre 1995) (p. 4078, 4080) : secteur de l'artisanat. Aménagement du territoire. Relance de la consommation. Moyens d'intervention. Plan PME-PMI. Prêts bonifiés. Crédits d'animation. Taxe sur les salaires. Retraite des artisans. Centres de gestion agréés et habilités. Concurrence. Le groupe socialiste votera contre ce projet de budget - **Examen des crédits - Etat C - Titre VI** (p. 4087) : mission des centres de gestion agréés et habilités.

Articles non rattachés :

- (9 décembre 1995) - **Après l'art. 59 sexies** (p. 4184) : son amendement, soutenu par M. Jean-Pierre Masseret, n° II-75 : suppression du lien existant entre les quatre taxes pour les groupements de communes à fiscalité propre ; rejeté - **Après l'art. 59 decies** (p. 4217) : son amendement, soutenu par M. Jean-Pierre Masseret, n° II-74 : problème de la prise en charge des congés bonifiés des fonctionnaires territoriaux originaires de l'outre-mer ; rejeté.

- **Projet de loi relatif aux transports - Deuxième lecture [n° 0106 (95-96)]** - (19 décembre 1995) - **Discussion générale** (p. 4427, 4429) : transports maritimes. Conditions d'immatriculation des navires au registres des Terres australes et antarctiques françaises. Véhicules gravement accidentés. Contrôle des bagages. Service public minimum. Mouvement social - **Art. 23 (modifications de la première partie, législative, du code de l'aviation civile)** (p. 4439) : se déclare opposé à l'amendement n° 2 de la commission (visite manuelle des bagages de cabine) - **Après l'art. 22** (p. 4441) : intervient sur l'amendement n° 9 du Gouvernement (opérations de sécurité dans le domaine portuaire).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 [n° 0119 (95-96)]** - (19 décembre 1995) - **Discussion générale** (p. 4498, 4500) : recettes fiscales. Hausse des prélèvements. Stagnation de la consommation. Annulations de crédits. Prélèvement sur la Caisse des dépôts et consignations. Caisse

de garantie du logement social, CGLS. Relèvement des seuils du régime simplifié d'imposition. PME. Fonctionnement des centres de gestion agréés et habilités - **Art. 9 et Etat C (dépenses en capital des services civils - ouverture)** (p. 4526) : annulation de crédits destinés à la culture - **Art. 12 (modification de la répartition du produit de la redevance affectée au financement des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle et répartition des produits supplémentaires de 1994)** (p. 4527) : France Télévision. Ressources publicitaires - **Avant l'art. 13** (p. 4528) : son amendement n° 46 : exonération des chambres de métiers de la taxe sur les salaires ; rejeté.

- **Suite de la discussion - (20 décembre 1995) - Art. 14 (relèvement des seuils du régime simplifié d'imposition)** (p. 4552, 4553) : PME. Centres de gestion agréés et habilités. Experts-comptables. (p. 4559) : se déclare opposé à l'amendement n° 59 de la commission (champ d'intervention des centres de gestion agréés et habilités).

RENAR (Ivan), sénateur (Nord) C, puis CRC.

Elu secrétaire du Sénat (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995) ; puis secrétaire (JO Lois et décrets du 6 octobre 1995).

Membre suppléant de la commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence jusqu'au 5 juillet 1995.

Membre titulaire de la Commission supérieure des sites (JO Lois et décrets du 25 octobre 1995).

INTERVENTIONS

- **Rappel au règlement - (27 juin 1995) : grève des agents du service public de l'audiovisuel (p.645).**

- **Projet de loi de programmation du "nouveau contrat pour l'école" [n° 0197 (94-95)] - Suite de la discussion - (5 juillet 1995) - Avant l'art. 1er (p. 901, 902 et 905) : soutient les amendements de Mme Hélène Luc n° 8 (programmation des moyens nécessaires au développement du service public de l'éducation nationale) et n° 11 (prise en charge par l'Etat des dépenses d'éducation) - Après l'art. 2 (p. 921) : soutient l'amendement n° 21 de Mme Hélène Luc (création d'un statut de délégué-parent) - Art. 3 (mise en oeuvre des réseaux d'établissements) (p. 925) : condamnation de l'article - Après l'art. 4 (p. 930) : soutient l'amendement n° 33 de Mme Hélène Luc (développement des enseignements artistiques) - Art. 5 et annexe 2 (application de la loi de programmation à l'enseignement agricole) (p. 932) : effectifs de l'enseignement agricole public. Création d'emplois au bénéfice de l'enseignement agricole.**

- **Projet de loi instituant le contrat initiative-emploi [n° 0358 (94-95)] - Suite de la discussion - (20 juillet 1995) - Art. 6 (dispositions transitoires) (p. 1287) : soutient l'amendement n° 19 de Mme Michelle Demessine (possibilité pour les bénéficiaires d'un CES de conclure un CIE).**

- **Proposition de loi tendant à relever de 18,60% à 20,60% le taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée à compter du 1er août 1995 - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 0386 (94-95)] - (20 juillet 1995) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 1272, 1273) : le groupe communiste ne votera pas ce texte.**

- **Projet de loi relatif à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale [n° 0368 (94-95)] - Suite de la discussion - (20 juillet 1995) - Art. 1er (réduction de**

charges sociales patronales sur les bas salaires) (p. 1296) : soutient les amendements de Mme Michelle Demessine n° 16 (classification des entreprises bénéficiaires par catégorie en tenant compte de leur taille et de leur activité) et n° 17 (nécessité d'accompagner cette réduction de créations d'emplois en contrats à durée indéterminée) - **Art. 3 (contreparties)** (p. 1304) : soutient l'amendement de suppression n° 18 de Mme Michelle Demessine - **Après l'art. 3 (p. 1310) : intervient sur les amendements de M. Jean Chérioux n° 7 (évaluation par l'Inspection générale des affaires sociales des actions des associations) et n° 8 (renforcement de l'information des donateurs en cas de collecte à l'initiative d'un collectif d'associations) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 1311) : dangers de ce texte. Avis défavorable du groupe communiste sur ce projet de loi.**

- **Projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique, modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire et abrogeant les dispositions relatives à la Communauté et les dispositions transitoires [n° 0374 (94-95)] - Suite de la discussion - (25 juillet 1995) - Après l'art. 3 (p. 1445) : soutient l'amendement n° 32 de M. Charles Lederman (suppression de la possibilité pour le Gouvernement de déclarer l'urgence sur un texte) - Art. 13 (par priorité) (l'abrogation des titres XIII et XVII de la Constitution) (p. 1474, 1475) : se déclare favorable à l'amendement n° 13 de M. Jacques Legendre (constitutionnalisation de la francophonie).**

- **Résolution (n°15, 95-96), adoptée par la commission des affaires économiques et du Plan, en application de l'article 73 bis, alinea 8, du règlement, sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 92/50/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés publics de services, la directive 93/36/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés publics de fournitures et la directive 93/37/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés publics de travaux, ainsi que la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 93/38/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications (n° E 404) [n° 0292 (94-95)] - (12 octobre 1995) - Discussion générale (p. 1845, 1846) : article 88-4 de la Constitution : effets des résolutions votées par les assemblées sur la teneur définitive des actes communautaires. Négociations du GATT. Accord sur les marchés publics. AMP. Nouvelles contraintes à l'égard des entreprises publiques. Absence prévisible de réciprocité de la part des entreprises américaines.**

- **Projet de loi relatif à l'action de l'Etat dans les plans de redressement du Crédit Lyonnais et du Comptoir des Entrepreneurs. [n° 0003 (95-96)] - (31 octobre 1995) - Avant l'art. 6 (p. 2366) : soutient l'amendement n° 19 de M. Paul Loridant (suppression des Assurances Générales de France de la liste des entreprises privatisables). Plan de redressement du Comptoir des Entrepreneurs commandé par la privatisation de son actionnaire principal, les Assurances Générales de France. Devenir de l'assurance-vie.**

- **Proposition de loi fixant à cinq ans la durée des mandats des dirigeants des organismes du secteur public de l'audiovisuel [n° 0213 (94-95)] - (14 novembre 1995) - Discussion générale (p. 2537, 2538) : maintien et développement du service public de l'audiovisuel. Télévision et argent. Réflexion sur une certaine conception de la télévision. Ethique du service public. Pluralisme. Avantage du quinquennat. Extension de cette mesure à l'ensemble des activités culturelles. Le groupe communiste républicain et citoyen votera cette proposition de loi.**

- **Rappel au règlement** - (15 novembre 1995) (p. 2559) : article 36, alinéa 3, du règlement : budget des universités françaises.

- **Projet de loi de finances pour 1996** [n° 0076 (95-96)]

Deuxième partie :

Jeunesse et sports

- (26 novembre 1995) - **Examen des crédits - Etat B - Titre IV** (p. 3150) : Comité national olympique et sportif français. Organisation future des Jeux Olympiques : désignation de la ville de Lille. Question du financement des infrastructures.

Justice

- (27 novembre 1995) - **Examen des crédits - Etat B - Titre III** (p. 3194) : département du Nord-Pas-de-Calais. Situation de la cour d'appel de Douai. Demande la création d'une deuxième chambre sociale.

Culture

- (27 novembre 1995) - **Examen des crédits - Etat B - Titre IV** (p. 3227) : enseignements artistiques à l'école. (p. 3228, 3229) : orchestres régionaux - **Etat C - Titre V** (p. 3229, 3230) : baisse des crédits d'acquisition. Fonds régionaux d'art contemporain, FRAC.

Education nationale, enseignement supérieur, recherche et insertion professionnelle - I - Enseignement scolaire

- (4 décembre 1995) - **Examen des crédits - Etat B - Titre III** (p. 3689) : mesures de redéploiement des moyens. S'abstiendra lors du vote de l'amendement n° II-84 du Gouvernement (minoration des crédits du titre III de 82 millions de francs) - **Après l'art. 68** (p. 3692) : se déclare favorable à l'amendement n° II-7 de la commission des affaires culturelles (information annuelle du Parlement sur les moyens consacrés aux enseignements artistiques).

Education nationale, enseignement supérieur, recherche et insertion professionnelle - II - Enseignement supérieur

- (4 décembre 1995) (p. 3708) : contexte social. Mouvements étudiants. (p. 3709) : transformation de la situation de l'enseignement supérieur en France. Augmentation des effectifs. Taux d'encadrement. Moyens de fonctionnement des universités. (p. 3710) : exemple de la région Nord - Pas-de-Calais. Statut de l'étudiant. Aide sociale aux étudiants. Créations de postes d'enseignants. Promotion d'un enseignement de masse et de qualité. (p. 3711) : importance de l'investissement éducatif. Eléments chiffrés. Information du Parlement. Mise en place d'un grand service public d'enseignement supérieur - **Examen des crédits - Etat B - Titre III** (p. 3724) : le groupe communiste républicain et citoyen s'abstiendra lors du vote de l'amendement n° II-85 du Gouvernement (majoration des crédits et augmentation du nombre des emplois prévus).

Education nationale, enseignement supérieur, recherche et insertion professionnelle - III - Recherche

- (4 décembre 1995) (p. 3741) : régression du budget de la recherche. Eléments chiffrés. Emploi. (p. 3742) : situation budgétaire des établissements publics à caractère scientifique et technique. Politique de "contractualisation" et abandon de

thématiques de recherche jugées non rentables. Recherche militaire. Recherche des entreprises. Bilan des opérations de délocalisation des activités de recherche. Le groupe communiste républicain et citoyen ne votera pas ce projet de budget.

- **Rappel au règlement** - (4 décembre 1995) (p. 3673) : article 36 du règlement : demande au Gouvernement d'indiquer au Sénat la conduite qu'il compte tenir face aux grèves et aux mouvements sociaux.

Communication

- (7 décembre 1995) - **Examen des crédits - Art. 52** (p. 3927, 3928) : presse écrite. Acheminement de la presse, mission de service public de La Poste. Ses amendements n° II-103 et n° II-104 : réduction du produit des recettes de publicité des chaînes de télévision publique ; rejetés.

- **Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale** [n° 0122 (95-96)] - (14 décembre 1995) - **Rappel au règlement** (p. 4327, 4328) : article 25 du règlement du Sénat. Proteste contre le peu de considération du Premier ministre à l'égard des sénateurs. Accélération du processus d'adoption de cette loi d'habilitation. Décalage entre l'Assemblée nationale et une partie de la population. Demande au Gouvernement de retirer son projet de loi et une suspension de séance pour permettre à ce dernier d'approfondir sa réflexion sur ce sujet.

REUX (Victor), sénateur (Saint-Pierre-et-Miquelon) RPR.

Elu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996** [n° 0076 (95-96)]

Deuxième partie :

Outre-mer

- (30 novembre 1995) (p. 3445, 3446) : efforts en faveur de l'outre-mer et du développement de Saint-Pierre-et-Miquelon. Fonds d'investissement des départements d'outre-mer, FIDOM. Pêche. Complexe aéroportuaire. Tourisme. Dispositions de la loi Pons. Défisicalisation. Pavillon "bis". Effectifs de la justice. Retraite des mères de famille. Votera ce projet de budget.

REVET (Charles), sénateur (Seine-Maritime) RI.

Elu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996** [n° 0076 (95-96)]

Deuxième partie :

Logement

- (26 novembre 1995) (p. 3117, 3118) : situation des logements locatifs dans les HLM. Question du plafond de ressources. Politique du logement dans le département de Seine-Maritime. Rôle du logement dans le développement économique. Modalités d'accès à la propriété. Cas des prêts au logement attribués par des collectivités locales. Exemple des groupements fonciers agricoles, GFA. Relance du logement.

Agriculture, pêche et alimentation

- (28 novembre 1995) (p. 3298, 3299) : application des dispositifs adoptés par la Communauté. Utilisation des anabolisants. Installation des jeunes agriculteurs. Filière bois. Situation du conjoint d'exploitant. Retraite des agriculteurs.

Aménagement du territoire, équipement et transports - IV - Mer

- (30 novembre 1995) (p. 3493, 3494) : enjeux économiques importants. Département de la Seine-Maritime. Marins. Domanialité portuaire. Tourisme. Société nationale de sauvetage en mer. Défense du littoral : falaises d'Étretat. Le groupe des Républicains et des Indépendants votera ce projet de budget.

REVOL (Henri), sénateur (Côte-d'Or) RI.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995) ; puis vice-président (JO Lois et décrets du 6 octobre 1995).

Membre suppléant de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques ; puis membre titulaire (JO Lois et décrets du 13 octobre 1995).

Membre titulaire du Conseil supérieur de la sûreté et de l'information nucléaires.

Membre titulaire du Comité consultatif de l'utilisation de l'énergie.

DÉPÔTS

Proposition de résolution, présentée avec M. Robert Laucournet, en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 92/50/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés publics de services, la directive 93/36/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés publics de fournitures et la directive 93/37/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés publics de travaux, ainsi que la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 93/38/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications (n° E 404) [n° 0292 (94-95)] (23 mai 1995) - Communautés européennes.

Rapport, fait, au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur sa proposition de résolution présentée en application de l'article 73 bis du Règlement, avec M. Robert LAUCOURNET sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 92/50/CEE portant coordination des procédures de

passation des marchés publics de services, la directive 93/36/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés publics de fournitures et la directive 93/37/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés publics de travaux, ainsi que la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 93/38/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications (n° E-404) [n° 0355 (94-95)] (5 juillet 1995) - Union européenne.

Rapport supplémentaire, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de résolution [n° 292 (94-95)] présentée en application de l'article 73 bis du Règlement par MM. Henri Revol et Robert Laucournet, sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 92/50/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés publics de services, la directive 93/36/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés publics de fournitures et la directive 93/37/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés publics de travaux, ainsi que la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 93/38/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications (n° E-404) [n° 0017 (95-96)] (11 octobre 1995) - Communautés européennes.

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Aménagement rural [n° 0079 (95-96), tome 3] (21 novembre 1995) - Lois de finances.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement - Deuxième lecture** [n° 0139 (94-95)] - (16 janvier 1995) - Après l'art. 37 (p. 416) : sur l'amendement n° 8 du Gouvernement (regroupement des dispositions instituant une taxe sur les déchets industriels), son sous-amendement, soutenu par M. Jean-Paul Emin, n° 167 ; retiré.

- **Résolution (n°15, 95-96)**, adoptée par la commission des affaires économiques et du Plan, en application de l'article 73 bis, alinéa 8, du règlement, sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 92/50/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés publics de services, la directive 93/36/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés publics de fournitures et la directive 93/37/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés publics de travaux, ainsi que la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 93/38/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications (n° E 404) [n° 0292 (94-95)] - (12 octobre 1995) - Rapporteur de la commission des affaires économiques - **Discussion générale** (p. 1837, 1839) : négociations du GATT. Accord sur les marchés publics, AMP. Industries de réseaux. Critique les propositions de directives communautaires. Assistance technique préalable à la rédaction des spécifications. Propositions de la commission des affaires économiques : régime unique de passation des marchés publics. Exclusion du champ d'application des secteurs non couverts par l'AMP. Clause de réciprocité effective de la part des autres signataires, notamment les Etats-Unis - **Discussion de la résolution** (p. 1850) : accepte l'amendement n° 2 de M. Michel Souplet (exclusion du champ d'application des nouvelles directives des secteurs non couverts par l'accord sur les marchés publics, AMP : télécommunications, gaz, pétrole, transports ferroviaires interurbains et services de recherche et développement).

- **Projet de loi de finances pour 1996** [n° 0076 (95-96)]

*Deuxième partie :***Agriculture, pêche et alimentation**

- (28 novembre 1995) - Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (aménagement rural) (p. 3274, 3275) : importance de l'espace rural dans le domaine législatif. Zones prioritaires d'aménagement du territoire intéressant l'espace rural. Fonds d'intervention relatifs à l'aménagement rural. Outil de gestion de l'espace rural. Fonds d'infrastructure. Avis favorable de la commission des affaires économiques sur l'adoption des crédits d'aménagement rural inscrits au budget de l'agriculture.

RICHARD (Alain), sénateur (Val-d'Oise) SOC.

Elu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1996 (9 décembre 1995).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1995 (19 décembre 1995).

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Economie et finances - Services financiers [n° 0077 (95-96), tome 3 annexe 15] (21 novembre 1995) - **Lois de finances.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Monnaies et médailles [n° 0077 (95-96), tome 3 annexe 44] (21 novembre 1995) - **Lois de finances.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'action de l'Etat dans les plans de redressement du Crédit Lyonnais et du Comptoir des Entrepreneurs.** [n° 0003 (95-96)] - (31 octobre 1995) - **Discussion générale** (p. 2341) : causes du sinistre du Crédit lyonnais. (p. 2342) : analyse de la technique de cantonnement choisie. (p. 2343) : formule de l'établissement public et participation parlementaire à la structure de financement du cantonnement. Responsabilité des dirigeants d'entreprises publiques. Perspectives de la privatisation. (p. 2344) : situation du Comptoir des Entrepreneurs. Problème du système de soutien à la construction et au logement. Secteur public - **Art. 1er (création de l'Etablissement Public de Financement et de Restructuration, EPFR)** (p. 2360) : se déclare opposé à l'amendement n° 9 de M. Paul Loricant (création d'une société anonyme à la place d'un établissement public et répartition de son capital entre l'Etat et l'ensemble des établissements bancaires et financiers de la place de Paris). Formule de l'établissement public. Préférence d'une structure de cantonnement à la mutualisation du risque - **Art. 5 (modalités d'application du titre 1er)** (p. 2365, 2366) : se déclare opposé à l'amendement n° 18 de M. Paul Loricant (appréciation par le conseil d'administration du Crédit Lyonnais du rôle joué par l'établissement public). Importance de l'indépendance de la structure de cantonnement à l'égard du Crédit Lyonnais - **Art. 19 (responsabilité financière des dirigeants**

d'entreprises publiques) (p. 2373) : intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (nouvelle rédaction précisant la notion de faute de gestion et de préjudice grave causé à l'organisme). Caractère politique et conjoncturel des motivations des auteurs de l'amendement à l'origine de cet article - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2375, 2376) : regrette que le débat ait donné lieu à des dérapages regrettables sur les nationalisations, la question de l'économie mixte et le rôle du secteur public. Le groupe socialiste s'abstiendra lors du vote sur l'ensemble de ce projet de loi.

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement sur la réforme de la protection sociale, suivie d'un débat et d'un vote** - (16 novembre 1995) (p. 2614, 2616) : CSG. Maîtrise des dépenses de santé. Médecine de ville. Négociations avec les organisations professionnelles. Revenus financiers. Retraites. Indemnités de chômage. Législation par ordonnances.

- Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]*Discussion générale :*

- (21 novembre 1995) (p. 2707, 2710) : incertitudes sur l'évolution de la croissance. Répartition des prélèvements opérés pour le financement de la protection sociale. Entraves à la consommation et à la croissance. Réduction des déficits commandée en premier lieu par des impératifs nationaux, mais nécessité de tenir compte des objectifs liés à la perspective d'union monétaire. Nécessaire prise en compte de l'ensemble des déficits. Affectation du produit des privatisations. Non versement de la contribution de l'Etat à l'UNEDIC en 1996. Difficulté de déterminer des mesures concrètes d'économie budgétaire et nécessité d'assumer les choix politiques liés à ces mesures. Justification de l'augmentation des dépenses intervenue entre 1988 et 1993. Nécessaire évaluation de l'efficacité des subventions à l'emploi. Aide fiscale relative aux transmissions d'entreprises. Evolution de la fiscalité des placements. Cotisation minimale de taxe professionnelle. Base et progressivité de l'impôt sur le revenu. Abattement de 20 % lié à l'impôt sur le revenu. Progressivité de la contribution sociale généralisée, CSG. Souligne le caractère risqué de ce projet de loi de finances.

Discussion des articles de la première partie :

- (22 novembre 1995) - **Après l'art. 2** (p. 2742, 2743) : soutient l'amendement de M. Jean-Pierre Masseret n° I-146 (réintégration dans le champ de la fiscalité, des cotisations entrant dans l'assiette des cotisations de sécurité sociale) - **Art. 2 bis (aménagement des différences de traitement fiscal entre concubins et couples mariés ayant un ou plusieurs enfants à charge)** (p. 2751) : soutient l'amendement de M. Jean-Pierre Masseret n° I-149 (transposition en matière d'impôt sur le revenu des dispositions existantes en matière d'impôt sur la fortune dans le cas de concubinage). (p. 2753, 2754) : reconnaissance de l'union libre en droit civil et en droit social - **Avant l'art. 3** (p. 2756) : soutient l'amendement de M. Jean-Pierre Masseret n° I-150 (suppression de la prime fiscale de 1 000 francs liée à l'assurance-vie). Avantages fiscaux liés à l'assurance-vie. Droits de succession - **Art. 4 (champ d'application de l'abattement de 8 000 F. et de 16 000 F. applicable aux revenus de capitaux mobiliers)** (p. 2767) : aggravation de l'avantage fiscal destiné à l'épargne. Interrogation sur la réforme des prélèvements obligatoires.

- **Suite de la discussion** - (23 novembre 1995) - **Après l'art. 5** (p. 2789) : soutient l'amendement n° I-153 de M. Jean-Pierre Masseret (extension de l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune aux biens industriels dont la valeur est supérieure à 5 millions de francs). (p. 2791) : intervient sur l'amendement n° I-198 de M. Philippe Marini (exonération de l'impôt sur les sociétés pour les titres détenus

par un associé minoritaire au sein d'une société familiale) - **Art. 9** (institution d'une contribution sur les logements sociaux occupés par des locataires dépassant les plafonds de ressources et d'une contribution sur les produits financiers des organismes d'HLM) (p. 2831, 2832) : existence d'un barème et d'une automaticité. Départ des locataires dont les revenus dépassent le plafond. Politique de séparation résidentielle.

- Suite de la discussion - (24 novembre 1995) - **Après l'art. 14 ter** (p. 2967) : intervient sur l'amendement n° I-214 de la commission (dispositions fiscales relatives aux alcools assimilés à l'alcool éthylique). Evaluation de la perte de recettes représentée par cette mesure - **Art. 15** (ouverture de la procédure de dation en paiement au profit du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres) (p. 2969) : se déclare favorable à l'amendement n° I-37 de la commission (remplacement des mots "terrains" par les mots "immeubles").

- Suite de la discussion - (25 novembre 1995) - **Art. 28** (relèvement de la taxe due par les concessionnaires d'autoroutes) (p. 3017, 3020) : soutient l'amendement de suppression n° I-190 de M. Jean-Pierre Masseret - **Explications de vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 3058, 3060) : fiscalité des revenus du capital et des revenus du travail. Transmission des entreprises. Accompagnement de la politique du logement. Politique de l'emploi. Relations entre l'Etat et les collectivités locales. Prévisions inquiétantes quant à la croissance et à la consommation. Prélèvements obligatoires. Vote du groupe socialiste contre la première partie du projet de loi de finances.

Deuxième partie :

Services financiers (et consommation)

- (27 novembre 1995) - Rapporteur spécial de la commission des finances pour les services financiers (p. 3231, 3233) : effectifs budgétaires. Contrôle de la perception de la TVA intracommunautaire. Réforme fiscale. Direction générale des impôts, DGI. Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes. Participation aux commissions départementales des marchés publics. Primat des missions de contrôle, du respect de la concurrence et d'enquêtes sur les concentrations dans le secteur privé. Mise en place de la comptabilité publique auprès des collectivités locales. Recouvrement des petites créances non fiscales des collectivités locales. Avis favorable de la commission des finances sur ce projet de budget - **Examen des crédits - Etat B** (p. 3237) : effectif de la DGI. Sécurité des agents des douanes dans l'exercice de leurs nouvelles missions de contrôle - **Art. 68 ter** (réintégration au sein du budget général des recettes et des dépenses extrabudgétaires des administrations d'Etat) (p. 3238, 3239) : souhaite l'extension de cette disposition aux recettes des fonds de concours à caractère régulier.

Budget annexe des Monnaies et médailles

- (27 novembre 1995) - Rapporteur spécial de la commission des finances (p. 3240) : propose l'adoption de ce projet de budget.

- (19 décembre 1995) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4479) : législation fiscale. Fiscalité de l'assurance-vie. Transmission d'entreprises. Cotisation minimale de taxe professionnelle. Politique gouvernementale. Plan sur la sécurité sociale. Le groupe socialiste ne votera pas ce projet de loi de finances.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 [n° 0119 (95-96)]** - (19 décembre 1995) - **Discussion générale** (p. 4493, 4496) : clarification des documents financiers. Collectivités territoriales. Encours des prêts attribués aux organismes d'HLM. Budgets antérieurs. Politique économique. Réduction des déficits publics. Augmentation des prélèvements sur les ménages. Injustice sociale. Consommation. Objectif de la monnaie unique. Le groupe socialiste se déclare opposé à ce projet de loi de finances rectificative - **Art. 3** (récupération des sommes versées par l'Etat à la Caisse de garantie du logement social, CGLS) (p. 4510) : soutient l'amendement n° 43 de suppression de M. Jean-Pierre Masseret - **Art. 5** (prélèvement exceptionnel sur l'excédent de la taxe dite "taxe sur les grandes surfaces") (p. 4516) : soutient l'amendement de suppression n° 44 de M. Jean-Pierre Masseret - **Art. 13** (aménagement de l'impôt sur les opérations de bourse et du statut des sociétés de capital risque dans la perspective du nouveau marché) (p. 4530) : soutient l'amendement de suppression n° 47 de M. Jean-Pierre Masseret.

- Suite de la discussion - (20 décembre 1995) - **Art. 18** (transposition de la directive 95-7-CE du Conseil du 10 avril 1995 portant nouvelles mesures de simplification en matière de TVA) (p. 4568) : soutient l'amendement n° 49 de M. Jean-Pierre Masseret (relèvement jusqu'à 50 000 francs de l'amende en cas de fraude organisée) - **Après l'art. 20** (p. 4570, 4571) : se déclare favorable à l'amendement n° 39 de Mme Marie-Claude Beaudou (établissement d'un rapport sur les fraudes éventuelles constatées en matière d'impôt sur les sociétés).

- **Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 0145 (95-96)]** - (20 décembre 1995) - **Discussion générale** (p. 4598, 4601) : rappels historiques sur les conditions de recours aux ordonnances. Inadaptation de cette procédure au cas présent. Climat social perturbé. Utilisation de circonstance de l'argument d'urgence. Complexité des implications juridiques des conventions entre les professions médicales et les organismes de sécurité sociale. Renonciation au pouvoir du Parlement de lever l'impôt. Affectation des ressources générées par le dispositif de remboursement de la dette sociale, RDS. Incertitudes relatives aux objectifs et à la détermination du Gouvernement. Limitation des prescriptions médicales. Taxation forfaitaire des laboratoires. Nature de l'autorisation devant être consentie par le Parlement pour les dépenses d'assurance maladie. Equilibre entre le contrôle financier de l'assurance maladie par l'exécutif et le législatif, et sa gestion par les partenaires sociaux. Aggravation du caractère injuste du dispositif de prélèvements obligatoires.

RICHERT (Philippe), sénateur (Bas-Rhin) UC.

chargé d'une mission temporaire auprès du ministre de l'environnement ; fin de mission le 6 avril 1995.
Réélu sénateur le 24 septembre 1995.
Elu secrétaire du Sénat (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires culturelles ; nouvelle nomination en tant que membre (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre suppléant de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (JO Lois et décrets du 13 octobre 1995).

DÉPÔTS

Proposition de loi, présentée avec plusieurs de ses collègues, visant à réformer la faillite civile en Alsace-Moselle [n° 0233 (94-95)] (15 mars 1995) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 19 janvier 1995) - Alsace-Moselle.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 13 (JO Débats du 30 juin 1995) (p. 766) - Ministère : Environnement - *Dégradation de la couche d'ozone* - Réponse le 30 juin 1995 (p. 767) - Environnement

n° 2 (JO Débats du 20 octobre 1995) (p. 1974) - Ministère : Economie - *Taxe sur l'énergie hydroélectrique* - Réponse le 20 octobre 1995 (p. 1975) - Impôts et taxes

Questions orales sans débat :

n° 232 (JO Débats du 13 décembre 1995) (p. 4285) - Ministère : Culture - *Nomination d'un médiateur dans le conflit opposant les artistes interprètes et les industriels du disque* - Réponse le 20 décembre 1995 (p. 4418) - Musique

n° 233 (JO Débats du 13 décembre 1995) (p. 4285) - Ministère : Culture - *Avenir de la musique d'expression française dans la perspective du marché du multimédia* - Réponse le 20 décembre 1995 (p. 4419) - Musique

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture** [n° 0089 (94-95)] - Suite de la discussion - (12 janvier 1995) - Art. 24 (*opérations d'aménagement foncier liés à la réalisation de grandes infrastructures - mesures conservatoires des opérations préalables au remembrement*) (p. 254) : son amendement, soutenu par M. Paul Caron, n° 341 : possibilité pour le préfet de prononcer la protection de verger de hautes tiges ; adopté.

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement - Deuxième lecture** [n° 0139 (94-95)] - (16 janvier 1995) - Discussion générale (p. 327, 328) : satisfait de la présentation de ce projet. Rôle du Parlement et intérêt du bicamérisme. Modifications apportées par l'Assemblée nationale. Cinquième principe fondamental du droit de l'environnement. (p. 329, 330) : protection et gestion des milieux. Problème des déchets. Recyclage des huiles usagées. Responsabilité personnelle des maires. Avec le groupe de l'Union centriste, votera ce projet de loi - Après l'art. 26 A (p. 382) : son amendement n° 202 : délai de quinze jours permettant au bailleur de s'opposer aux travaux ; retiré - Art. 26 (*compétences des agents des réserves et des parcs nationaux marins*) (p. 383, 384) : sur l'amendement n° 35 de la commission (regroupement de toutes les habilitations des agents des réserves et parcs marins dans le code rural), son sous-amendement n° 203 ; adopté. Son amendement n° 201 : retourne des prairies par le locataire des terrains ; retiré - Art. 35 bis (*taxe de desserte des îles reliées au continent par un ouvrage d'art*) (p. 392) : sur l'amendement n° 41 de la commission (nouvelle rédaction de l'article et tarifs particuliers pour les personnes domiciliées dans les îles), son sous-amendement n° 211 ; adopté - Art. 36 quater (*protection des espèces et habitats naturels*) (p. 405) : se déclare favorable à l'amendement n° 210 du Gouvernement (rôle de conservatoire d'espèces menacées joué par les parcs zoologiques et les jardins botaniques) et opposé à l'amendement n° 171 de M. Pierre Lacour (application de l'article 9 de la directive européenne n° 79-409) - Après l'art. 37 ter A (p. 419) : se déclare opposé à l'amendement n° 153 de M. Lucien Lanier

(participation de la région aux plans départementaux d'élimination des déchets ménagers) - Après l'art. 42 (p. 431) : se déclare favorable à l'amendement n° 9 du Gouvernement (obligation faite aux maires de rendre public le rapport annuel sur le service public de l'eau potable) - Art. 45 bis (*responsabilité pénale des personnes morales*) (p. 434) : intervient sur l'amendement n° 205 de M. André Egu (responsabilité de la personne morale publique) - Après l'art. 53 (p. 436) : son amendement n° 206 : suppression de la clause de reconstruction de l'immeuble bâti sur place ; adopté - Après l'art. 54 (p. 439) : intervient sur l'amendement n° 168 de M. Michel Miroudot (protection des minéraux provenant d'anciennes mines).

- **Projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours** [n° 0217 (94-95)] - (27 juin 1995) - Discussion générale (p. 660, 661) : services départementaux d'incendie et de secours, SDIS. Mutualisation des moyens entre les communes. Sapeurs-pompiers. Service de santé et de secours médical des sapeurs-pompiers. Intégration des sapeurs-pompiers volontaires. Communautés urbaines.

- **Projet de loi de programmation du "nouveau contrat pour l'école"** [n° 0197 (94-95)] - (4 juillet 1995) - Discussion générale (p. 856 à 859) : financement du "nouveau contrat pour l'école". Caractère novateur du projet de loi. Insertion professionnelle. Attributions du ministre de l'éducation nationale. Zones d'éducation prioritaires. Apprentissage de langues vivantes. Expérience alsacienne. Formation linguistique des maîtres. Techniques multimédia. Organisation des collèges. Contrats liant les demandeurs d'emplois aux activités éducatives. Interrogation sur la réalisation de mesures coûteuses non financées. Importance des rapports d'étape. Avec le groupe de l'Union centriste, votera ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** - (5 juillet 1995) - Après l'art. 1er (p. 914) : soutient l'amendement n° 2 de M. Louis Souvet (proposition pour remédier aux fermetures de classes). (p. 917) : ne votera pas l'amendement n° 2 repris par M. Jean-Louis Carrère.

- **Conclusions du rapport de M. Pierre Fauchon, fait au nom de la commission des lois, sur : la proposition de loi (n° 406, 94-95) de M. Jacques Larché déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à la responsabilité pénale des élus locaux pour des faits d'imprudence ou de négligence commis dans l'exercice des fonctions ; la proposition de loi (n° 255, 94-95) de M. Claude Huriet relative à la protection pénale des exécutifs locaux à raison des actes commis dans l'exercice de leurs fonctions ; et la proposition de loi (n° 361, 94-95) de M. Hubert Haenel déposée avec plusieurs de ses collègues, visant à étendre aux districts les règles applicables à la responsabilité des syndicats de communes pour les accidents survenus aux membres de leur comité et à leur président, en complétant l'article L.164-5 du code des communes [n° 406-255-361 (94-95)]** - (26 octobre 1995) - Discussion générale (p. 2293, 2295) : groupe de travail issu de la commission des lois. Exemple de la condamnation pénale du maire de Morsbron dans le département du Bas-Rhin. Evolution de la démocratie. Désintérêt pour la vie publique. Conséquences de la décentralisation. Moyens financiers et en personnel des élus. Assimilation des élus aux chefs d'entreprises. Appréciation de la faute d'imprudence ou de négligence "in concreto". Compromis réalisé par ce texte complété par les amendements du Gouvernement. Avec ses collègues du groupe de l'Union centriste, votera ce texte.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'amendement au protocole de Montréal du 16 septembre 1987, relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, adopté le 25 novembre 1992 à Copenhague [n° 0026 (95-96)]** - (9 novembre 1995) - Discussion générale (p. 2414, 2415) : rôle de l'ozone. Protection de la couche d'ozone. Effet de serre. Corrélation directe entre la pollution atmosphérique et la santé. Capacité d'innovation et de

développement de produits de substitution. Se déclare favorable à l'adoption du projet de loi.

- Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]

Deuxième partie :

Logement

- (26 novembre 1995) (p. 3107, 3109) : priorité au logement. Hausse des crédits budgétaires. Prélèvement de surloyers sur les HLM. 1% logement. Equilibre entre l'accès à la propriété et le logement locatif. Instauration d'un fonds de sécurisation. Question des logements vacants. Date d'application des prêts à taux zéro. Crédit de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat, ANAH. Demande de réhabilitation de logements. Avec ses collègues du groupe de l'Union centriste, se déclare prêt à soutenir ce projet de budget - **Question budgétaire** (p. 3122, 3123) : baisse des crédits du logement pour l'Alsace. Application des engagements de l'Etat dans cette région.

Culture

- (27 novembre 1995) (p. 3214, 3215) : transfert du secteur de l'architecture au ministère de la culture. Diminution des crédits des écoles d'architecture. Enseignants. Stages d'insertion.

Environnement

- (1er décembre 1995) (p. 3524, 3525) : lutte contre les inondations. Stabilité des crédits budgétaires. Office national des forêts. Question de la qualité de l'air. Diminution des subventions aux associations. Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire, FONJEP. Parc national de la forêt guyanaise. Elaboration d'un projet de loi sur l'air. Le groupe de l'Union centriste votera ce projet de budget.

Education nationale, enseignement supérieur, recherche et insertion professionnelle - I - Enseignement scolaire

- (4 décembre 1995) (p. 3668) : application du Nouveau contrat pour l'école. Eléments chiffrés. Rapport sur "l'état de l'école". (p. 3669) : initiation des élèves de l'enseignement primaire aux langues vivantes. Enseignement des langues régionales. Mise en place des études dirigées à l'école élémentaire. Crédits affectés aux personnels. Rénovation du collège. Auxiliariat. (p. 3670) : reclassement des maîtres contractuels ayant de l'ancienneté dans l'enseignement privé sous contrat. Situation des personnels de direction de l'enseignement secondaire. Allocations IUFM. Moyens attribués aux familles qui bénéficient jusqu'à présent des bourses. Avec le groupe de l'Union centriste, votera ce projet de budget.

Articles non rattachés :

- (9 décembre 1995) - **Après l'art. 59 quater** (p. 4175) : nécessité de revoir d'urgence le zonage. Réactualisation nécessaire de la loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire. Approuve le retrait de l'amendement n° II-90 de M. Jacques Oudin, repris par M. Philippe Marini (exonération d'un certain nombre de taxes pour les entreprises nouvelles quelle que soit la zone dans laquelle elles s'installent sur décision des collectivités locales).

RIGAUDIÈRE (Roger), sénateur (Cantal) RPR.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire de la Commission consultative chargée d'émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 10 (JO Débats du 10 novembre 1995) (p. 2434) - Ministère : Equipement - *Avenir du transport ferroviaire* - Réponse le 10 novembre 1995 (p. 2434) - **Transports ferroviaires**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture [n° 0089 (94-95)]** - (9 janvier 1995) - **Discussion générale** (p. 48) : productions agricoles . Appellations d'origine contrôlée, AOC. Exploitations agricoles. Jeunes agriculteurs. Aménagement et entretien de l'espace rural. Taxe foncière sur les propriétés non bâties.

- **Suite de la discussion** - (10 janvier 1995) - **Après l'art. 3 bis** (p. 78) : soutient l'amendement n° 6 de M. Louis Souvet (maîtrise de la production des appellations d'origine contrôlée, AOC) - **Art. 6 (critères de répartition des droits à produire)** (p. 100) : soutient l'amendement n° 285 de M. Louis Souvet (renforcement de la gestion décentralisée des droits à produire). (p. 102) : se déclare favorable à l'amendement n° 321 de Mme Janine Bardou (octroi de droits à produire supplémentaires pour les jeunes agriculteurs qui s'installent dans des espaces difficiles).

- **Suite de la discussion** - (12 janvier 1995) - **Avant la section 1 du titre III** (p. 243) : soutient l'amendement n° 349 de M. Gérard César (reconnaissance des fonctions de gestion de l'espace rural des agriculteurs et rôle du fonds de gestion de l'espace rural) - **Art. 19 (régime de faveur pour les associations de gestion de l'espace)** (p. 244) : son amendement n° 350 : cas des parcelles exploitées par un groupement pastoral ; retiré.

- Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]

Deuxième partie :

Agriculture, pêche et alimentation

- (28 novembre 1995) (p. 3303, 3304) : élevage de bovins. Prime à la vache allaitante. Installation de jeunes agriculteurs. Enseignement agricole. Fonds national de développement et d'aménagement du territoire, FNADT. Traitement contestable réservé à la montagne par le projet de budget. Votera les crédits du ministère de l'agriculture - **Examen des crédits - Etat C - Titre V** (p. 3325) : son amendement n° II-22 : répartition en articles des crédits du chapitre "adaptation de l'appareil de production agricole" ; retiré.

Aménagement du territoire, équipement et transports - III - Aménagement du territoire

- (5 décembre 1995) (p. 3827, 3828) : premier budget faisant suite à la loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire. Diminution des crédits. Economies votées par l'Assemblée nationale. Sélection des

"pays". Schéma national d'aménagement et de développement du territoire. Crédits de la DATAR. Prime d'aménagement du territoire, PAT. Fonds national d'aménagement du territoire, FNADT. Fonds national de développement des entreprises. Spécificités des zones de montagne. Fermeture des services publics en milieu rural.

RINCHET (Roger), sénateur (Savoie) SOC.

Elu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification (JO Lois et décrets du 13 octobre 1995).

ROBERT (Guy), sénateur (Vienne) UC.

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 24 septembre 1995.

Remplace le 2 novembre 1995 M. Jean-Pierre Raffarin, nommé ministre (JO Lois et décrets du 3 novembre 1995).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 24 septembre 1995 ; puis membre de la commission des affaires étrangères (JO Lois et décrets du 10 novembre 1995).

Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques.

Membre titulaire de la Commission d'étude sur la retraite anticipée des anciens combattants d'Afrique du Nord (article 2 du décret n° 95-906 du 9 août 1995) (JO Lois et décrets du 8 septembre 1995).

Membre titulaire de la Commission consultative chargée d'émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'établissement national des invalides de la marine.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant le contrat initiative-emploi (27 juillet 1995).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec M. Edouard Le Jeune, tendant à lever les forclusions qui concernent les conditions d'attribution du titre de combattant volontaire de la Résistance [n° 0139 (93-94)] reprise le 2 mai 1995 (1er décembre 1993) - Anciens combattants et victimes de guerre.

Proposition de loi, déposée avec MM. Edouard Le Jeune et Louis Mercier, tendant à remplacer dans l'intitulé de la loi n° 51-538 du 14 mai 1951 les mots : "personnes contraintes au travail en pays ennemi, en territoire étranger occupé par l'ennemi ou en territoire français annexé par l'ennemi" par les mots : "victimes de la déportation du travail" [n° 0221 (94-95)] (2 février 1995) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 19 janvier 1995) - Anciens combattants et victimes de guerre.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture [n° 0089 (94-95)]** - (9 janvier 1995) - Discussion générale (p. 43, 44) : accords du GATT. Echelon européen. Taxe foncière sur les propriétés non bâties. Pluriactivité. Installation des jeunes agriculteurs.

- **Suite de la discussion** - (10 janvier 1995) - **Après l'art. 4** (p. 81) : soutient l'amendement n° 187 de M. Pierre Lagourgue (cotisations prélevées sur les produits importés d'origine animale) - **Art. 5 (commission départementale d'orientation de l'agriculture)** (p. 87) : soutient l'amendement n° 188 de M. Pierre Lagourgue (développement des stages effectués au sein des départements d'outre-mer).

- **Suite de la discussion** - (11 janvier 1995) - **Avant l'art. 7** (p. 189) : soutient l'amendement n° 189 de M. Pierre Lagourgue (statut du fermage et du métayage dans les départements d'outre-mer) - **Après l'art. 14 ter** (p. 197) : son amendement n° 207 : stage effectué par les jeunes agriculteurs candidats à l'installation ; retiré - **Après l'art. 10** (p. 200) : son amendement n° 201 : déduction du bénéfice imposable du loyer des terres affectées à l'exploitation ; retiré - **Art. 12 (préretraite)** (p. 209) : son amendement n° 202 : allocation propre de préretraite attribuée au conjoint ; retiré. (p. 211) : son amendement n° 203 : instauration d'une allocation variant en fonction de la destination des terres libérées et selon un certain ordre de priorité ; retiré - **Après l'art. 12** (p. 213) : soutient l'amendement n° 190 de M. Pierre Lagourgue (complément de ressources pour les agriculteurs d'outre-mer). (p. 215) : se déclare favorable à l'amendement n° 355 du Gouvernement (versement d'une indemnité de départ aux commerçants et artisans) - **Art. 13 (droits de mutation pour les jeunes agriculteurs qui s'installent)** (p. 216) : son amendement n° 204 : extension des dispositions de cet article à l'ensemble du territoire national ; retiré - **Art. 14 (exonération de 50 % sur la taxe foncière sur les propriétés non bâties)** (p. 220) : son amendement n° 205 : champ d'application de cet article ; retiré - **Après l'art. 14** (p. 221) : son amendement n° 206 : évaluation de l'exploitation lors de la transmission ; retiré.

- **Suite de la discussion** - (12 janvier 1995) - **Après l'art. 31** (p. 272) : son amendement, soutenu par M. Paul Caron, n° 209 : abaissement des charges sociales sur les bas salaires pour les entreprises agricoles des secteurs du maraîchage, de l'arboriculture et de l'horticulture ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Agriculture, pêche et alimentation

- (28 novembre 1995) (p. 3291 à 3293) : fiscalité agricole. Conférence agricole. Politique d'allègement des charges. Charte nationale pour l'installation des jeunes agriculteurs. Emploi dans le secteur agricole. Zones défavorisées de montagne. Evolution du nombre d'exploitants. Avec le groupe de l'Union centriste, votera ce projet de budget. (p. 3321, 3322) : pose la question budgétaire de M. Jean Pourchet. Elevage des chevaux de trait en Franche-Comté.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 [n° 0119 (95-96)]** - **Suite de la discussion** - (20 décembre 1995) - **Après l'art. 15** (p. 4561, 4562) : soutient l'amendement n° 42 de M. Michel Souplet (extension au secteur agricole de la possibilité pour les SARL de famille d'opter pour l'impôt sur le revenu des personnes physiques).

ROBERT (Jean-Jacques), sénateur (Essonne) RPR.

Réélu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire de la délégation parlementaire pour la planification ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 13 octobre 1995).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - PME - Commerce et artisanat [n° 0079 (95-96), tome 8] (21 novembre 1995) - **Lois de finances.**

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 17 (JO Débats du 30 juin 1995) (p. 770) - Ministère : Education - *Organisation du 3e trimestre scolaire* - Réponse le 30 juin 1995 (p. 771) - Enseignement

n° 20 (JO Débats du 22 décembre 1995) (p. 4655) - Ministère : Outre-mer - *Conséquences des cyclones en Guadeloupe* - Réponse le 22 décembre 1995 (p. 4655) - **Catastrophes naturelles**

Questions orales sans débat :

n° 187 (JO Débats du 24 mai 1995) (p. 578) - Ministère : Santé publique et assurance maladie - *Conséquences pour l'Essonne de la nouvelle réglementation des services d'urgence des établissements de santé* - Réponse le 1er juillet 1995 (p. 830) - **Santé publique**

n° 203 (JO Débats du 18 octobre 1995) (p. 1881) - Ministère : Education - *Saturation du lycée Jules-Verne de Limours (Essonne)* - Réponse le 25 octobre 1995 (p. 1994) - **Lycées**

n° 214 (JO Débats du 6 novembre 1995) (p. 2106) - Ministère : Intérieur - *Violence en Essonne* - Réponse le 15 novembre 1995 (p. 2490) - **Sécurité publique**

n° 226 (JO Débats du 9 décembre 1995) (p. 4089) - Ministère : Travail - *Polygamie et prestations sociales* - Réponse le 20 décembre 1995 (p. 4416) - **Mariage**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi concernant les clauses abusives, la présentation des contrats, le démarchage, les activités ambulantes, le marquage communautaire des produits et les marchés de travaux privés - Deuxième lecture** [n° 0208 (94-95)] - (17 janvier 1995) - **Après l'art. 12** (p. 461) : nécessité d'un débat sur la sécurité des transports routiers. Se déclare opposé à l'amendement n° 8 de Mme Joëlle Dusseau (création d'un délit de grands excès de vitesse) - **Art. 13 (rapport à l'assemblée générale extraordinaire)** (p. 466) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 12 de M. Etienne Dailly.

- **Projet de loi de finances pour 1996** [n° 0076 (95-96)]

Discussion des articles de la première partie :

- **Suite de la discussion** - (23 novembre 1995) - **Art. 6 (réforme de la transmission d'entreprise)** (p. 2805) : son amendement, soutenu par M. Philippe Marini, n° I-41 : acte notarié pour les donations conformément aux dispositions du code civil ; retiré.

Deuxième partie :

Intérieur, réforme de l'Etat, décentralisation et citoyenneté

- (2 décembre 1995) (p. 3611, 3612) : sécurité. Plan Vigipirate. Sécurité publique. Créations d'emplois - **Examen des crédits - Etat B - Titre III** (p. 3623) : son amendement n° II-70 : réduction des crédits de 47 500 000 francs ; retiré.

Services du Premier ministre - I - Services généraux (rapatriés)

- (2 décembre 1995) (p. 3631, 3632) : évolution des crédits. Indemnisation des rapatriés. Actions en faveur des harkis. Allocation forfaitaire. Problème des retraites. Surendettement des rapatriés. Le groupe du RPR votera ce projet de budget. Oeuvre de la France en outre-mer.

Défense

- (6 décembre 1995) (p. 3886, 3887) : manque d'effectif dans la gendarmerie. Plan Vigipirate. Efficacité des gendarmes. Propose le transfert dans la gendarmerie de militaires d'autres armes. Revalorisation des réserves militaires.

Industrie (et commerce extérieur)

- (7 décembre 1995) - **Examen des crédits - Etat C - Titre VI** (p. 3969) : demande le rétablissement des crédits de soutien à la construction navale, diminués par l'Assemblée nationale.

Technologies de l'information et Poste

- (7 décembre 1995) (p. 3985, 3986) : attachement au service public français de La Poste. Ouverture à la concurrence de France Télécom. Autoroutes de l'information. Politique de l'espace. Agence spatiale européenne. Station spatiale internationale Alpha. Vote de ce projet de budget par le groupe du RPR.

Travail, dialogue social et participation

- (8 décembre 1995) - **Art. 69 (fusion de la réduction dégressive et de l'exonération de cotisations d'allocations familiales sur les bas salaires)** (p. 4025, 4026) : son amendement n° II-77 : entrée en vigueur anticipée de cette réforme ; retiré.

Commerce et artisanat

- (8 décembre 1995) - **Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques** (p. 4068, 4070) : plan "PME pour la France". Maîtrise de l'urbanisme commercial.

Loi Royer. Garanties de la loyauté des transactions commerciales. Simplification des formalités des entreprises. Accès des PME aux marchés publics. Attribution de la carte de qualification. Fonds d'intervention pour la sauvegarde, la transmission et la restructuration des activités commerciales et artisanales, FISAC. Formation professionnelle et apprentissage. Accepte ce projet de budget.

ROCARD (Michel), sénateur (Yvelines) SOC.

Elu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 9 (JO Débats du 10 novembre 1995) (p. 2432) - Ministère : Travail - *Aménagement du temps de travail* - Réponse le 10 novembre 1995 (p. 2433) - *Aménagement du temps de travail*

ROCCA SERRA (Jacques), sénateur (Bouches-du-Rhône) RDE, puis UC-R.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 13 octobre 1995).

Membre suppléant du Conseil national des transports.

Membre titulaire de la Commission supérieure du Crédit maritime mutuel (JO Lois et décrets du 26 octobre 1995).

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'établissement national des invalides de la marine (JO Lois et décrets du 1er novembre 1995).

DÉPÔTS

Rapport, fait avec M. Jean-François Le Grand, au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 383 (94-95)] relatif aux transports [n° 0016 (95-96)] (11 octobre 1995) - **Transports.**

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Mer [n° 0079 (95-96), tome 20] (21 novembre 1995) - **Lois de finances.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Aménagement du territoire, équipement et transports - IV - Mer

- (30 novembre 1995) - Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques : son intervention, présentée par M. Michel Souplet (p. 3488, 3489).

ROCCA SERRA (Louis-Ferdinand de), sénateur (Corse-du-Sud) RI.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne (JO Lois et décrets du 13 octobre 1995).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la représentativité des organisations syndicales dans la collectivité territoriale de Corse [n° 0108 (95-96)] (30 novembre 1995) - **Collectivités territoriales.**

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 2 (JO Débats du 10 novembre 1995) (p. 2426) - Ministère : Premier ministre - *Négociations sur le programme POSEICOR* - Réponse le 10 novembre 1995 (p. 2427) - **Aménagement du territoire**

RODI (Nelly), sénateur (Yvelines) RPR.

N'était pas candidate aux élections sénatoriales du 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

ROGER (Jean), sénateur (Tarn-et-Garonne) RDE.

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Délégué suppléant de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 8 (JO Débats du 30 juin 1995) (p. 762) - Ministère : Décentralisation - *Inquiétudes des élus locaux* - Réponse le 30 juin 1995 (p. 763) - **Elus locaux**

ROHAN (Josselin de), sénateur (Morbihan) président du groupe RPR.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire de la Commission supérieure du Crédit maritime mutuel.

Membre titulaire du Conseil supérieur du cheval.

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Pêche [n° 0079 (95-96), tome 2] (21 novembre 1995) - Lois de finances.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi étendant dans les territoires d'outre-mer certaines dispositions du code de la route et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte [n° 0170 (94-95)]** - (11 janvier 1995) - **Après l'art. 10 (p. 164) :** retire l'amendement n° 1 de M. René-Georges Laurin (modification de la rédaction dans un sens plus large).

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement, suivie d'un débat [n° 0294 (94-95)]** - (24 mai 1995) (p. 587) : élection du Président de la République. Situation sociale et économique. Mise en oeuvre des changements annoncés. Programme du Gouvernement. (p. 588) : équilibre entre les pouvoirs. Construction européenne. Lutte contre la délinquance, le trafic de drogue et l'immigration clandestine. (p. 589) : confiance en l'action du Gouvernement. Soutien du groupe du RPR.

- **Hommage à deux officiers français tués en Bosnie dans l'accomplissement de leur devoir** - (24 juillet 1995) (p. 1319).

- **Conclusions du rapport de M. Pierre Fauchon, fait au nom de la commission des lois, sur : la proposition de loi (n° 406, 94-95) de M. Jacques Larché déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à la responsabilité pénale des élus locaux pour des faits d'imprudance ou de négligence commis dans l'exercice des fonctions ; la proposition de loi (n° 255, 94-95) de M. Claude Huriet relative à la protection pénale des exécutifs locaux à raison des actes commis dans l'exercice de leurs fonctions ; et la proposition de loi (n° 361, 94-95) de M. Hubert Haenel déposée avec plusieurs de ses collègues, visant à étendre aux districts les règles applicables à la responsabilité des syndicats de communes pour les accidents survenus aux membres de leur comité et à leur président, en complétant l'article L.164-5 du code des communes [n° 406-255-361 (94-95)]** - (26 octobre 1995) - **Discussion générale (p. 2297, 2298) :** rappel de sa formation de haut fonctionnaire. Principe de la séparation des pouvoirs. Rapports commandés par le Gouvernement pour son propre éclairage. Pas d'obligation à communiquer le rapport de M. Jacques Fournier à la représentation nationale. Reconnaissance du rôle de l'Etat.

- **Suite de la discussion** - (14 novembre 1995) - **Explications de vote sur l'ensemble (p. 2504, 2505) :** équité et justice pour les élus locaux. Caractéristiques spécifiques des fonctionnaires. Particularité des agents publics et des maires. Traduction des préoccupations des maires de France. Au nom du groupe du RPR, votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Discussion générale :

- (21 novembre 1995) (p. 2680, 2683) : accroissement du poids de la dette. Nécessaire maîtrise de la dépense publique. Réorganisation des services publics. Système universitaire. Disposition tendant à réduire la fracture sociale. Perspectives de refonte du dispositif de prélèvements obligatoires. Relations financières entre l'Etat et les collectivités locales. Importance des taux d'intérêt à court terme. Votera ce projet de loi de finances avec le groupe du Rassemblement pour la République.

Deuxième partie :

Agriculture, pêche et alimentation

- (28 novembre 1995) - **Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (pêche) :** son intervention présentée par M. Michel Doublet (p. 3277, 3278).

Défense

- (6 décembre 1995) (p. 3883, 3885) : diminution de la dépense publique. Réduction des dépenses militaires. Participation de la France à des opérations extérieures. Maintien d'une dissuasion nucléaire crédible. Budget d'attente. Conséquences pour la ville de Vannes de la mutation d'un régiment. Direction des constructions navales de Lorient. Service militaire et service civil. Armée de métier. Association du Parlement aux restructurations. Aménagement du territoire. Politique de défense européenne. Avec le groupe du RPR, votera ce projet de budget - **Examen des crédits - Art. 36 (crédits des titres V et VI)** (p. 3897) : situation des arsenaux.

Vote sur l'ensemble :

- (9 décembre 1995) - **Explications de vote sur l'ensemble (p. 4232, 4234) :** remerciements. Apporte son appui au Gouvernement dans la lutte contre le chômage et la réduction des déficits publics. Soutient le plan Juppé de redressement des comptes de la sécurité sociale. Le groupe du RPR votera ce projet de budget.

- **Libération des deux pilotes retenus en otage par les Bosno-Serbes** - (12 décembre 1995) (p. 4269).

ROMANI (Roger), ministre délégué aux relations avec le Sénat, chargé des rapatriés.

Fin de ses fonctions ministérielles (démission du Gouvernement le 11 mai 1995) (JO Lois et décrets du 12 mai 1995).

puis, *ministre des relations avec le Parlement* dans le Gouvernement Juppé le 18 mai 1995 (JO Lois et décrets du 19 mai 1995).

Fin de ses fonctions ministérielles (démission du Gouvernement le 7 novembre 1995) (JO Lois et décrets du 8 novembre 1995).

puis, *ministre des relations avec le Parlement* dans le deuxième Gouvernement Juppé le 7 novembre 1995 (JO Lois et décrets du 8 novembre 1995).

En qualité de ministre délégué aux relations avec le Sénat, chargé des rapatriés

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture [n° 0089 (94-95)]** - **Suite de la discussion** - (12 janvier 1995) - **Art. 37 (pension de réversion) (p. 291) :** demande le retrait des amendements n° 91 de la commission des affaires sociales saisie pour avis (alignement des règles de cumul sur

celles du régime général) et n° 3 de M. Emmanuel Hamel (application de taux du régime général). Mise en oeuvre de la mesure demandée par un décret d'application. (p. 292) : son amendement de précision n° 344 ; adopté. (p. 292) : s'oppose aux amendements de M. Jacques de Menou, n° 339 et n° 340 (atténuation de la distinction opérée entre les conjoints déjà bénéficiaires d'une pension de réversion et ceux qui en bénéficieront au 1er janvier 1995)). Oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 256 de M. Louis Minetti (versement de la pension de réversion à tous les conjoints survivants de l'exploitant agricole décédé à compter du 1er janvier 1995). Demande le retrait de l'amendement n° 4 de M. Emmanuel Hamel (indexation de la majoration forfaitaire sur l'évolution annuelle des pensions de retraite pour les conjoints en situation de veuvage déjà bénéficiaires d'une pension de réversion). Egalement nécessaire de la réforme - **Après l'art. 39** (p. 294) : demande le retrait de l'amendement n° 93 de la commission des affaires sociales saisie pour avis (création d'un dispositif de prévention des accidents du travail au bénéfice des exploitants agricoles). (p. 295) : son amendement n° 124 : rétablissement dans le code général des impôts d'un article abrogé par erreur ; adopté. (p. 296) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 326 de M. Désiré Debavelaere (assouplissement des modalités de transfert des débits de boissons) - **Art. 40** (*exercice illégal des activités vétérinaires*) (p. 297) : développement de l'échographie dans les élevages. Utilisation de l'échographie par les agents des haras nationaux. Demande le retrait des amendements n° 184 de Mme Anne Heinis (pratique de l'échographie animale par les fonctionnaires et agents relevant du service des haras nationaux, sous l'autorité médicale d'un vétérinaire) et n° 303 de M. Pierre Lacour (précision relative à l'intervention d'un vétérinaire pour la pratique de l'échographie animale) - **Art. 41** (*fourniture des renseignements nécessaires à l'établissement des listes électorales aux chambres d'agriculture*) (p. 298) : son amendement n° 125 : élargissement de la composition de l'assemblée permanente des chambres départementales d'agriculture ; adopté - **Après l'art. 41** (p. 299) : ses amendements, n° 126 : mise à la charge de l'Etat des frais de propagande relative aux élections des membres assesseurs des tribunaux paritaires des baux ruraux ; et n° 212 : institution d'une redevance sanitaire d'abattage sur les viandes importées de pays tiers à la Communauté européenne ; adoptés. (p. 300) : s'oppose à l'amendement n° 279 de M. Philippe François (participation des organisations professionnelles agricoles et forestières à la protection des sites). Opportunité de cet amendement dans une loi de modernisation de l'agriculture. (p. 302) : demande le retrait de l'amendement n° 282 de M. Maurice Schumann (remaniement de la législation relative aux jardins familiaux). Proposition de loi relative aux jardins familiaux. S'engage à ce que les travaux préparatoires à l'élaboration d'un projet de loi interviennent rapidement - **Après l'art. 10 bis** (*précédemment réservé le 11 janvier 1995, p. 203*) (*suite*) (p. 302, 303) : demande le retrait de l'amendement n° 1 de M. Gérard César (mesure fiscale en faveur des actions de prévention par le débroussaillage). Fonds forestier national. Rappel des aides de l'Etat pour la défense de la forêt française. Décision prise par le Gouvernement d'augmenter de 5% la dotation affectée sur les crédits du fonds forestier national au débroussaillage des forêts et à la lutte contre l'incendie. Accepte l'amendement n° 295 de M. Alain Vasselle (fixation par décret en Conseil d'Etat des conditions de cumul d'une activité professionnelle non salariée agricole avec un emploi à temps partiel dans la fonction publique territoriale) - **Après l'art. 17** (*précédemment réservé p. 204*) (p. 303) : accepte l'amendement n° 295 de M. Alain Vasselle (fixation par décret en Conseil d'Etat des conditions de cumul d'une activité professionnelle non salariée agricole avec un emploi à temps partiel dans la fonction publique territoriale) - **Seconde délibération** (p. 304) : demande qu'il soit procédé à une seconde délibération, en application de l'article 43, alinéa 4, du règlement du Sénat, des articles 4 quater (nouveau), 6, 13, 19, 24 bis (nouveau) et 26 bis A (nouveau), de la section III (avant l'art. 26 ter), des articles 26 ter (nouveau) et 27 ter (nouveau) - **Art. 4 quater** (*usage abusif*

de position d'achat dominante) (p. 305) : son amendement de suppression n° A-9 ; adopté avec l'ensemble des articles soumis à seconde délibération - **Art. 6** (*critères de répartition des droits à produire*) : son amendement n° A-1 : assouplissement de ces dispositions en faveur des jeunes agriculteurs ; adopté avec l'ensemble des articles soumis à seconde délibération - **Art. 13** (*droits de mutation pour les jeunes installés*) (p. 305, 306) : son amendement n° A-2 : modification de la date des acquisitions prises en compte ; adopté avec l'ensemble des articles soumis à seconde délibération - **Art. 19** (*régime de faveur pour les associations de gestion de l'espace*) : son amendement n° A-3 : suppression des dispositions relatives aux unions d'associations foncières ; adopté avec l'ensemble des articles soumis à seconde délibération - **Art. 24 bis** (*rôle des organisations professionnelles agricoles et sylvicoles de protection de la nature*) : son amendement de suppression n° A-4 ; adopté avec l'ensemble des articles soumis à seconde délibération - **Art. 26 bis A** (*réciprocité des règles de recul entre les maisons d'habitation occupées par des tiers et les installations d'élevage*) : son amendement de suppression n° A-5 ; adopté avec l'ensemble des articles soumis à seconde délibération - **Section 3 du titre II** (*place de l'agriculture dans l'aménagement et l'entretien de l'espace rural*) : son amendement n° A-6 : suppression de cette division et de son intitulé ; adopté avec l'ensemble des articles soumis à seconde délibération - **Art. 26 ter** (*dégrèvement total de taxe foncière sur les propriétés non bâties au profit des agriculteurs des régions péri-urbaines*) : son amendement de suppression n° A-7 ; adopté avec l'ensemble des articles soumis à seconde délibération - **Art. 27 ter** (*exonération de taxe d'apprentissage de certains groupements d'employeurs*) (p. 307) : son amendement n° A-8 : modification de la date d'entrée en vigueur ; adopté avec l'ensemble des articles soumis à seconde délibération.

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement - Deuxième lecture [n° 0139 (94-95)]** - (16 janvier 1995) - **Art. 4** (*prescriptions relatives à la préservation de l'environnement dans une déclaration d'utilité publique*) (p. 344) : s'oppose à l'amendement n° 113 de Mme Danielle Bidard-Reydet (intégration de prescriptions particulières dans la déclaration) et accepte l'amendement n° 20 de la commission (suppression des conséquences dommageables pour les différents usages de l'eau) - **Intitulé du chapitre II du titre 1er** (p. 345) : accepte l'amendement n° 21 de la commission (nouvel intitulé "De l'agrément des associations de protection de l'environnement et de l'action civile") - **Art. 5** (*agrément administratif des associations de protection de l'environnement*) (p. 346) : demande le retrait de l'amendement n° 157 de M. André Egu (procédure d'action en représentation conjointe) et s'oppose à l'amendement n° 82 de M. Jacques Bellanger (indemnisation amiable et protocole d'accord) - **Art. 5 bis** (*action civile des personnes morales de droit public*) (p. 347) : demande le retrait de l'amendement n° 174 de M. Alain Vasselle (fédérations départementales de chasseurs insérées dans la liste des organismes et des établissements publics) - **Art. 6** (*coordination*) (p. 348) : accepte l'amendement de coordination n° 22 de la commission.

- **Projet de loi concernant les clauses abusives, la présentation des contrats, le démarchage, les activités ambulantes, le marquage communautaire des produits et les marchés de travaux privés - Deuxième lecture [n° 0208 (94-95)]** - (17 janvier 1995) - **Discussion générale** (p. 449, 450) : compte rendu de la première lecture à l'Assemblée nationale. Renforcement des pouvoirs des associations de consommateurs. Modalités de suppression d'une clause abusive dans un contrat élaboré par une organisation professionnelle. Suppression de l'obligation de cautionnement imposée aux particuliers réalisant des travaux. Dispositions relatives au droit des contrats dans l'activité des transports routiers - **Art. 10** (*garanties de paiement des marchés privés de travaux des particuliers*) (p. 456, 457) : s'oppose à l'amendement n° 7 de la commission saisie pour avis (fixation du seuil d'application du système de garantie de l'entrepreneur pour le maître d'ouvrage).

- **Rappel au règlement** - (3 avril 1995) Intervient sur le rappel au règlement de Mme Hélène Luc. Rappelle la tradition du Parlement d'interrompre ses travaux pendant les campagnes pour l'élection du président de la République (p. 529).

En qualité de ministre des relations avec le Parlement

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 8 de M. Pierre Hérisson : **Environnement (Protection de la couche d'ozone)** (JO Débats du 20 octobre 1995) (p. 1979).

Questions orales sans débat :

n° 187 de M. Jean-Jacques Robert : **Santé publique (Conséquences pour l'Essonne de la nouvelle réglementation des services d'urgence des établissements de santé)** (JO Débats du 1er juillet 1995) (p. 830).

n° 188 de Mme Marie-Claude Beaudeau : **Prestations agricoles (Majoration de l'allocation de rentrée scolaire)** (JO Débats du 1er juillet 1995) (p. 831).

n° 195 de M. Paul Caron : **Handicapés (Création d'un foyer destiné à l'accueil de malades mentaux à Auberville-la-Campagne (Seine-Maritime))** (JO Débats du 30 juin 1995) (p. 832).

INTERVENTIONS

- **Eloge funèbre** - (25 juillet 1995) (p. 1398) : s'associe à l'hommage rendu par M. le Président du Sénat à la mémoire de M. Paul Moreau, sénateur de la Réunion.

- **Eloge funèbre** - (26 juillet 1995) (p. 1494) : s'associe à l'hommage rendu par M. René Monory, président du Sénat, à la mémoire de M. Tony Larue, sénateur de Seine-Maritime.

- **Projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique et modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire [n° 0374 (94-95)]** - Suite de la discussion - (26 juillet 1995) - Sur l'ensemble (p. 1498, 1499) : intérêt de cette révision constitutionnelle. Amélioration significative du texte. Nouvelles méthodes de travail du Parlement.

- **Projet de loi relatif à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 404 (94-95)]** - (29 juillet 1995) - Discussion générale - commune avec celle des conclusions du rapport n° 403 (94-95) - Voir son intervention sous le n° 403 (p. 1758).

- **Projet de loi instituant le contrat initiative-emploi - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 0403 (94-95)]** - (29 juillet 1995) - Discussion générale - commune avec celle des conclusions du rapport n° 404 (94-95) (p. 1758) : lutte contre la fracture sociale. Ouverture du dispositif à d'autres bénéficiaires. Licenciements économiques. Allègement des charges sociales sur les bas salaires. Formation en alternance. Souhaite l'adoption de ces deux textes de loi.

- **Remerciements** - (29 juillet 1995) Souhaite une amélioration de l'organisation des travaux parlementaires grâce à la session unique (p. 1764, 1765).

- Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]

Discussion des articles de la première partie :

- **Suite de la discussion** - (23 novembre 1995) - **Après l'art. 5 (p. 2791, 2793)** : demande le retrait de l'amendement n° I-198 de M. Philippe Marini (exonération de l'impôt sur les sociétés pour les titres détenus par un associé minoritaire au sein d'une société familiale). Le Gouvernement approfondira sa réflexion sur ce sujet. S'oppose à l'amendement n° I-60 de Mme Marie-Claude Beaudeau (suppression de l'abattement pour personnes à charge appliqué aux redevables de l'impôt de solidarité sur la fortune).

Deuxième partie :

Services du Premier ministre - I - Services généraux (rapatriés)

- (2 décembre 1995) (p. 3626, 3627) : actions en faveur des Français rapatriés d'outre-mer. Indemnisation des rapatriés. Rapatriés réinstallés dans une profession non salariée. Situation des harkis et de leur famille. (p. 3633, 3634) : indemnisation des rapatriés. Communauté des harkis. Plan en faveur de l'emploi. Mémorial de la France d'outre-mer. Situation des anciens fonctionnaires et agents du service public ayant servi en Algérie, en Tunisie et au Maroc. Commissions départementales d'aide aux rapatriés réinstallés, CODAIR. Endettement des rapatriés.

- **Proposition de loi tendant à faciliter la transformation des districts urbains en communautés urbaines [n° 0143 (95-96)]** - (21 décembre 1995) - **Discussion générale** (p. 4664, 4665) : continuité et intensification de la coopération intercommunale. Compétences des communautés urbaines. Respect de l'identité et de l'autonomie de chaque commune. Lacunes du code des communes. Conséquences fiscales. Délais de désignation des délégués des communes par les conseils municipaux. Accord du Gouvernement sur cette proposition de loi. (p. 4666) : intégration fiscale. Seuil de population. Ordre du jour prioritaire.

- **Projet de loi relatif à la partie législative du code général des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 0109 (95-96)]** - (21 décembre 1995) - **Discussion générale** (p. 4667, 4668) : travail accompli par la commission des lois et son rapporteur. Améliorations apportées par le Sénat en première lecture. Rassemblement des textes relatifs aux collectivités territoriales. Souci de clarté, d'harmonisation et de simplification. Rares points de divergence avec l'Assemblée nationale. Travail technique utile à la réforme de l'Etat - **Art. 1er et dispositions annexées (code général des collectivités territoriales)** - Art. L.1111-6 du code général des collectivités territoriales (p. 4676) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 1 de la commission (rétablissement dans le code général des collectivités territoriales des dispositions de la loi du 2 mars 1982 qui prévoient l'établissement d'un code des prescriptions et procédures techniques) - Art. L.1111-7 du code précité (p. 4677) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 2 de la commission (rétablissement du texte proposé par l'article L. 1111-7 du code général des collectivités territoriales) - Art. L.1231-5 du code précité : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 3 de la commission (confirmation de la nécessité d'un code des prescriptions et procédures techniques) - Art. L.1615-6 du code précité : accepte l'amendement n° 6 de la commission (prise en compte des dispositions introduites par l'article 34 de la loi de finances pour 1996) - Art. L.2334-7 du code précité (p. 4678) : accepte l'amendement n° 7 de la commission (prise en compte des dispositions de l'article 35 de la loi de finances pour 1996) - Art. L. 2334-33 du code précité : accepte l'amendement n° 8 de la commission (prise

en compte des dispositions de l'article 33 de la loi de finances pour 1996) - Art. L. 2334-37 et L. 2334-38 du code précité : accepte l'amendement de suppression n° 9 de la commission - Art. L. 2334-39 du code précité (p. 4679) : accepte l'amendement n° 10 de la commission (prise en compte des dispositions du paragraphe II de l'article 33 de la loi de finances pour 1996 en ce qui concerne la dotation globale d'équipement des communes) - Art. L. 2334-40 du code précité Accepte l'amendement n° 11 de la commission (prise en compte de certaines dispositions de l'article 33 de la loi de finances pour 1996) - Art. L. 2334-41 du code précité (p. 4680) : accepte l'amendement de suppression n° 23 de la commission - Art. L. 2334-43 du code précité : accepte l'amendement n° 12 de la commission (prise en compte des dispositions de l'article 33 de la loi de finances pour 1996 relatives aux circonscriptions territoriales de Wallis-et-Futuna et aux communes des territoires d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Mayotte) - Art. L. 2334-45 du code précité Accepte l'amendement n° 13 de la commission (coordination s'appliquant à la DGE des communes) - Art. L. 2335-13 du code précité (p. 4681) : accepte l'amendement n° 14 de la commission (prise en compte des dispositions de l'article 37 de la loi de finances pour 1996) - Art. L. 2531-4 du code précité : accepte l'amendement n° 15 de la commission (prise en compte des dispositions de l'article 96 de la loi de finances pour 1996) - Art. L. 2563-5 du code précité : accepte l'amendement de coordination n° 16 de la commission - Art. L. 2563-8 du code précité : accepte l'amendement n° 17 de la commission (prise en compte de certaines dispositions du paragraphe III de l'article 33 de la loi de finances pour 1996) - Art. L. 3334-11 du code précité (p. 4682) : accepte l'amendement n° 18 de la commission (prise en compte de certaines dispositions de l'article 33 de la loi de finances pour 1996 relatives à la DGE des départements) - Art. L. 5213-6 du code précité : demande le retrait de l'amendement n° 4 de M. Daniel Hoëffel (application aux districts de plus de 100.000 habitants des dispositions de l'article 27 de la loi du 19 janvier 1995) - Art. L. 5213-24 du code précité (p. 4683) : accepte l'amendement n° 19 de la commission (prise en compte de la proposition de loi relative à la transformation des districts en communauté urbaine) - Art. L. 5215-1 du code précité : demande le retrait de l'amendement n° 5 de M. Guy Allouche (application à la communauté urbaine des lois et règlements concernant les communes) - Après l'art. L. 5215-1 du code précité : accepte l'amendement n° 20 de la commission (prise en compte de l'article 2 de la proposition de loi relative à la transformation des districts en communautés urbaines) - Art. L. 5215-27-1 du code précité (p. 4684) : accepte l'amendement n° 21 de la commission (prise en compte de la proposition de loi relative à la transformation des districts en communautés urbaines) - Après l'art. 8 : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 24 de la commission (validation des délibérations prises en ce qui concerne les groupes de délégués dans les communautés urbaines) - Art. 16 (abrogations) (p. 4685) : accepte l'amendement de conséquence n° 22 de la commission.

ROSSI (José), ministre de l'industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur.

Fin de ses fonctions ministérielles (démission du Gouvernement le 11 mai 1995) (JO Lois et décrets du 12 mai 1995).

ROSSINOT (André), ministre de la fonction publique.

Fin de ses fonctions ministérielles (démission du Gouvernement le 11 mai 1995) (JO Lois et décrets du 12 mai 1995)..

ROUJAS (Gérard), sénateur (Haute-Garonne) SOC.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre suppléant de la commission consultative chargée d'émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à instaurer la gratuité des autoroutes urbaines [n° 0204 (94-95)] (3 janvier 1995) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1994) - Transports.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Logement

- (26 novembre 1995) (p. 3114, 3115) : taxation des organismes d'HLM. Politique du patrimoine. Logements vacants. Crédits de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat, ANAH. Orientation des primes vers l'habitat ancien. Le groupe socialiste ne votera pas ce projet de budget.

Aménagement du territoire, équipement et transports - II - Transports - 1. Transports terrestres - 2. Routes - 3. Sécurité routière

- (5 décembre 1995) (p. 3777, 3778) : diminution des crédits consacrés aux transports terrestres. Budget des routes. Réseau autoroutier : déséquilibre entre l'Île-de-France et certaines régions. Péages : exemple de Toulouse. Proposition de loi sur la gratuité des autoroutes urbaines. Le groupe socialiste votera contre ce projet de budget.

ROUQUET (René), sénateur (Val-de-Marne) SOC.

Elu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 237 (JO Débats du 13 décembre 1995) (p. 4286) - Ministère : Aménagement du territoire - Amélioration du financement des centres de formation des travailleurs sociaux - Réponse le 20 décembre 1995 (p. 4415) - Travailleurs sociaux

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Discussion des articles de la première partie :

- **Suite de la discussion - (23 novembre 1995) - Art. 9 (institution d'une contribution sur les logements sociaux occupés par des locataires dépassant les plafonds de ressources et d'une contribution sur les produits financiers des organismes d'HLM) (p. 2830, 2831) : au nom du groupe**

socialiste, demande la suppression de cet article. Nouvelle ponction fiscale. Situation financière du logement social très dégradée. Financement des investissements locatifs. Situation des locataires d'HLM. (p. 2834, 2836) : soutient les amendements de M. André Vézinhel, n° I-241 de suppression, n° I-242 (contribution exceptionnelle limitée à la seule année 1996), n° I-243 (organisation tous les deux ans par les organismes d'HLM d'une enquête en vue d'établir la liste des locataires soumis au paiement du surloyer), n° I-244 (mesures transitoires), n° I-245 (affectation du produit de la taxation sur les surloyers aux fonds de solidarité pour le logement) et n° I-246 (suppression de la contribution prévue à l'article 302 bis ZC du code général des impôts).

Deuxième partie :

Environnement

- (1er décembre 1995) (p. 3526, 3528) : réduction des crédits du budget de l'environnement. Conservatoire du littoral. Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, ADEME. Production industrielle dans les villes. Exemple de la commune d'Alfortville. Traitement des nuisances sonores ferroviaires. Absence de volonté politique de ce projet de budget.

Intérieur, réforme de l'Etat, décentralisation et citoyenneté

- (2 décembre 1995) (p. 3613, 3614) : évolution des crédits. Créations de postes. Financement de l'équipement. Délinquance. Police de proximité. Le groupe socialiste ne votera pas ce projet de budget - Examen des crédits - Etat B - Titre III (p. 3622) : allocation de service des commissaires de police.

Intégration et ville

- (8 décembre 1995) (p. 4044, 4045) : exemple du Val-de-Marne. Lutte contre l'exclusion. Concours aux collectivités territoriales. Politique de la ville. Rôle de l'Etat et des collectivités territoriales. Action des maires. Action en faveur des jeunes. Le groupe socialiste ne votera pas ce projet de budget. Hommage à l'Abbé Pierre.

Anciens combattants et victimes de guerre

- (9 décembre 1995) (p. 4110, 4111) : possibilité pour le Gouvernement de présenter un projet de budget plus à l'avantage des anciens combattants en reconduisant celui de l'année précédente. Allocation de préparation à la retraite, APR. Commission tripartite sur l'évaluation du coût des mesures de retraite anticipée pour les anciens combattants d'Afrique du Nord. Retraite mutualiste du combattant. Situation des veuves des anciens combattants. Politique de la mémoire. Le groupe socialiste ne votera pas ce projet de budget.

ROUVIÈRE (André), sénateur (Gard) SOC.

Secrétaire du Sénat.
Réélu secrétaire du Sénat (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Secrétaire de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne ; nouvelle nomination en tant que membre titulaire (JO Lois et décrets du 13 octobre 1995).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée en Colombie et au Venezuela du 25 janvier au 2 février 1995 [n° 0244 (94-95)] (5 avril 1995) - Amérique latine.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Intérieur, réforme de l'Etat, décentralisation et citoyenneté

- (2 décembre 1995) (p. 3610, 3611) : désengagement de l'Etat en matière de sécurité civile. Accroissement des charges des communes et des départements. Coût des interventions consécutives aux accidents de la circulation. Statut des sapeurs-pompiers. Techniques de télécommunications. Le groupe socialiste votera contre ce projet de loi.

Services du Premier ministre - I - Services généraux (rapatriés)

- (2 décembre 1995) (p. 3631) : indemnisation des rapatriés. Aide au désendettement. Le groupe socialiste votera ce projet de budget.

RUFIN (Michel), sénateur (Meuse) RPR.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995) ; puis secrétaire (JO Lois et décrets du 6 octobre 1995).

Juge titulaire de la Haute Cour de Justice ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 27 octobre 1995).

Juge suppléant de la Cour de Justice de la République ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 27 octobre 1995).

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'adoption.

Membre titulaire de la Commission supérieure de codification.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant la loi n° 88-1028 du 9 novembre 1988 portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998 et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer (12 janvier 1995).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi étendant dans les territoires d'outre-mer certaines dispositions du code de la route et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte (12 janvier 1995).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie (19 juillet 1995).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 226 (94-95)] relatif à la partie législative du code général des collectivités territoriales [n° 0033 (95-96)] (18 octobre 1995) - **Collectivités territoriales**.

Avis, présenté au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Justice - Protection judiciaire de la jeunesse [n° 0082 (95-96), tome 6] (21 novembre 1995) - **Lois de finances**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur 1° le projet de loi [n° 109 (95-96)], modifié par l'Assemblée nationale, relatif à la partie législative du code général des collectivités territoriales 2° la proposition de loi de M. Louis Souvet [n° 392 (93-94)] relative à la représentation des élus au sein des districts urbains ; 3° la proposition de loi [n° 281 (95-96)] de M. Alain Vasselle et plusieurs de ses collègues, visant à modifier l'article L. 164-5 du code des communes ; 4° la proposition de loi [n° 63 (95-96)] de M. Philippe François visant à étendre aux conseils de district le régime de la suppléance avec voix délibérative [n° 0131 (95-96)] (14 décembre 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 décembre 1995) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture** [n° 0089 (94-95)] - (9 janvier 1995) - **Discussion générale** (p. 48, 50) : populations agricoles. Département de la Meuse. Installation des jeunes agriculteurs. Fiscalité. Commission départementale d'orientation de l'agriculture. Pensions de réversion. Union européenne.

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 0218 (94-95)] - (19 janvier 1995) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 519) : le groupe du RPR votera ce texte.

- **Projet de loi portant amnistie** [n° 0341 (94-95)] - (17 juillet 1995) - **Discussion générale** (p. 1046) : amnistie : définition et historique. (p. 1047, 1048) : analyse juridique de l'amnistie. Caractère rigoureux et équilibré de ce texte. Exclusions du bénéfice de l'amnistie. Votera, à titre personnel, l'amendement de M. Christian Bonnet, relatif au délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse. Avec le groupe du RPR, votera ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à la partie législative du code général des collectivités territoriales** [n° 226(1994-1995)] - (24 octobre 1995) - Rapporteur de la commission des lois (p. 2004, 2007) : démarche de codification. Commission supérieure de codification. Principe du droit constant. Code "pilote" et code "suiveur". Inventaire des textes applicables dans les territoires d'outre-mer. Article 99 de la loi du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des régions et des départements. Domaine et délimitation juridique du code. Se déclare favorable à l'adoption de ce projet de loi, assorti des amendements d'ordre technique proposé par la commission des lois - **Art. 1er et dispositions annexées (code général des collectivités territoriales)** (p. 2174 à 2183) : ses amendements n° 1 à n° 60 : insertion des dispositions de lois récentes, postérieures au projet de loi de codification ; adoptés. (p. 2183 à 2191) : ses amendements n° 61 à n° 179, de rectification ou de forme ; adoptés. (p. 2191 à 2202) : ses amendements n° 180 à n° 273, de clarification ou de précision ; adoptés - **Art. 2 (insertion dans le livre IV du code des communes de dispositions relatives aux sapeurs pompiers)** (p. 2204) : son amendement n° 274 : nouvelle rédaction précisant

notamment les dispositions applicables dans les communes des départements d'outre-mer et à Saint-Pierre-et-Miquelon ; adopté - **Art. 4 (contrôle budgétaire et financier des collectivités territoriales)** : ses amendements n° 275, n° 276, n° 277, n° 278, n° 279 et n° 280 : conséquence des amendements de la commission, précédemment adoptés pour le code des juridictions financières ; adoptés - **Art. 5 (modification des articles 31 et 41 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983)** (p. 2210) : son amendement n° 281 : nouvelle rédaction ; adopté - **Art. 6 (modification de l'article 60 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983)** (p. 2211) : son amendement de suppression n° 282 ; adopté - **Art. 11 (rédaction de l'article L. 1615-6 du code général des collectivités territoriales)** : son amendement de suppression n° 283 ; adopté - **Art. 12 (modification des articles L. 2333-26, L. 2334-34, L. 2334-35, L. 2334-36 et L. 5211-21 du code général des collectivités territoriales)** (p. 2212) : son amendement de suppression n° 284 ; adopté - **Art. 13 (rédaction de l'article L. 2563-3 du code général des collectivités territoriales)** : son amendement de suppression n° 285 ; adopté - **Art. 14 (rédaction des articles L. 4253-4 et L. 4333-1 du code général des collectivités territoriales)** : son amendement de suppression n° 286 ; adopté - **Art. 16 (abrogations)** (p. 2213, 2218) : son amendement n° 287 : regroupement des abrogations ; adopté - **Art. 17 (abrogations)** (p. 2222) : son amendement de suppression n° 288 ; adopté - **Art. 18 (territoires d'outre-mer et collectivités territoriales de Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon)** (p. 2223) : son amendement de coordination n° 289 ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 1996** [n° 0076 (95-96)]

Discussion des articles de la première partie :

- **Suite de la discussion** - (23 novembre 1995) - **Art. 6 (réforme de la transmission d'entreprise)** (p. 2809, 2810) : se déclare favorable à l'amendement n° I-9 de M. Jean-Jacques Hyst (acte notarié pour les donations conformément aux dispositions du code civil).

Deuxième partie :

Justice

- (27 novembre 1995) - Rapporteur pour avis de la commission des lois pour la protection judiciaire de la jeunesse (p. 3171, 3173) : augmentation du nombre et de la gravité des actes de délinquance juvénile. Amélioration des procédures à l'encontre des mineurs : garanties en matière de garde à vue ; procédure de convocation par un officier de police judiciaire ; encouragement au prononcé de mesures éducatives. Médiation-réparation. Protection judiciaire de la jeunesse. Créations d'emplois. Prévention. Juge des enfants. Avis favorable à l'adoption de ces crédits.

Intérieur, réforme de l'Etat, décentralisation et citoyenneté

- (2 décembre 1995) (p. 3605, 3606) : délinquance. Immigration clandestine. Sécurité. Evolution des crédits. Créations d'emplois. Département de la Meuse. Allocation de service. Relations avec l'Algérie. Progression de la délinquance juvénile. Le groupe du RPR votera ce projet de budget.

- **Proposition de loi autorisant un accès direct à leur dossier des personnes mises en examen** [n° 0378 (94-95)] - (12 décembre 1995) - **Discussion générale** (p. 4268) : mission d'information de la commission des lois sur le respect de la présomption d'innocence et sur le secret de l'enquête et de l'instruction. Présomption d'innocence et liberté de communication. Avec le groupe du RPR, votera le rejet de la proposition de loi.

- **Projet de loi relatif à la partie législative du code général des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 0109 (95-96)] - (21 décembre 1995) - Rapporteur de la commission des lois - Discussion générale (p. 4668 à 4670) : modernisation et simplification du droit. Intervention de la Commission supérieure de codification. Respect des grands principes de codification. Améliorations apportées par le Sénat et l'Assemblée nationale. Large accord entre les deux assemblées. Suppression de l'établissement d'un code des prescriptions et procédures techniques particulières. Prise en compte des dispositions du projet de loi de finances initiale pour 1996 modifiant certains textes codifiés dans le code général des collectivités territoriales. Dispositions de la proposition de loi tendant à faciliter la transformation des districts urbains en communautés urbaines. Sous réserve de l'adoption des amendements de la commission, propose l'adoption du projet de loi - **Art. 1er et dispositions annexées (code général des collectivités territoriales)** - Art. L.1111-6 du code général des collectivités territoriales (p. 4676) : son amendement n° 1 : rétablissement dans le code général des collectivités territoriales des dispositions de la loi du 2 mars 1982 qui prévoient l'établissement d'un code des prescriptions et procédures techniques ; adopté - Art. L.1111-7 du code précité (p. 4677) : son amendement n° 2 : rétablissement du texte proposé par l'article L. 1111-7 du code général des collectivités territoriales ; adopté - Art. L.1231-5 du code précité : son amendement n° 3 : confirmation de la nécessité d'un code des prescriptions et procédures techniques ; adopté - Art. L.1615-6 du code précité : son amendement n° 6 : prise en compte des dispositions introduites par l'article 34 de la loi de finances pour 1996 ; adopté - Art. L.2334-7 du code précité (p. 4678) : son amendement n° 7 : prise en compte des dispositions de l'article 35 de la loi de finances pour 1996 ; adopté - Art. L. 2334-33 du code précité : son amendement n° 8 : prise en compte des dispositions de l'article 33 de la loi de finances pour 1996 ; adopté - Art. L. 2334-37 et L. 2334-38 du code précité : son amendement de suppression n° 9 ; adopté - Art. L. 2334-39 du code précité (p. 4679) : son amendement n° 10 : prise en compte des dispositions du paragraphe II de l'article 33 de la loi de finances pour 1996 en ce qui concerne la dotation globale d'équipement des communes ; adopté - Art. L. 2334-40 du code précité Son amendement n° 11 : prise en compte de certaines dispositions de l'article 33 de la loi de finances pour 1996 ; adopté - Art. L. 2334-41 du code précité (p. 4680) : son amendement de suppression n° 23 ; adopté - Art. L. 2334-43 du code précité : son amendement n° 12 : prise en compte des dispositions de l'article 33 de la loi de finances pour 1996 relatives aux circonscriptions territoriales de Wallis-et-Futuna et aux communes des territoires d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Mayotte ; adopté - Art. L. 2334-45 du code précité Son amendement n° 13 : coordination s'appliquant à la DGE des communes ; adopté - Art. L. 2335-13 du code précité Son amendement n° 14 : prise en compte des dispositions de l'article 37 de la loi de finances pour 1996 ; adopté - Art. L. 2531- 4 du code précité (p. 4681) : son amendement n° 15 : prise en compte des dispositions de l'article 96 de la loi de finances pour 1996 ; adopté - Art. L. 2563-5 du code précité : son amendement n° 16 de coordination ; adopté - Art. L. 2563-8 du code précité : son amendement n° 17 : prise en compte de certaines dispositions du paragraphe III de l'article 33 de la loi de finances pour 1996 ; adopté - Art. L. 3334-11 du code précité : son amendement n° 18 : prise en compte de certaines dispositions de l'article 33 de la loi de finances pour 1996 relatives à la DGE des départements ; adopté - Art. L. 5213-6 du code précité (p. 4682) : demande le retrait de l'amendement n° 4 de M. Daniel Hoëffel (application aux districts de plus de 100.000 habitants des dispositions de l'article 27 de la loi du 19 janvier 1995) - Art. L. 5213-24 du code précité : son amendement n° 19 : prise en compte de la proposition de loi relative à la transformation des districts en communauté urbaine ; adopté - Art. L. 5215-1 du code précité (p. 4683) : demande le retrait de l'amendement n° 5 de M. Guy Allouche (application à la communauté urbaine des lois et règlements concernant les communes) - Après l'art. L. 5215-1 du code précité (p. 4683) : son amendement**

n° 20 : prise en compte de l'article 2 de la proposition de loi relative à la transformation des districts en communautés urbaines ; adopté - Art. L. 5215-27-1 du code précité (p. 4684) : son amendement n° 21 : prise en compte de la proposition de loi relative à la transformation des districts en communautés urbaines ; adopté - **Après l'art. 8** : son amendement n° 24 : validation des délibérations prises en ce qui concerne les groupes de délégués dans les communautés urbaines ; adopté - **Art. 16 (abrogations)** (p. 4685) : son amendement de conséquence n° 22 ; adopté.

S

SARKOZY (Nicolas), ministre du budget, porte-parole du Gouvernement, chargé d'exercer les fonctions du ministre de la communication.

Fin de ses fonctions ministérielles (démission du Gouvernement le 11 mai 1995) (JO Lois et décrets du 12 mai 1995).

SAUNIER (Claude), sénateur (Côtes-d'Armor) SOC.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre suppléant de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (JO Lois et décrets du 13 octobre 1995).

SCHIÉLÉ (Pierre), sénateur (Haut-Rhin) UC.

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre de la Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Membre titulaire du Conseil national des services publics départementaux et communaux.

Membre titulaire de la Commission nationale de l'Informatique et des libertés.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi [n° 197 (94-95)], adopté par l'Assemblée nationale, de programmation du "nouveau contrat pour l'école" [n° 0332 (94-95)] (28 juin 1995) - Enseignement.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programmation du "nouveau contrat pour l'école"** [n° 0197 (94-95)] - (4 juillet 1995) - Rapporteur de la commission des affaires culturelles - **Discussion générale** (p. 845 à 847) : objet de la loi de programmation. Manifestation par le nouveau Gouvernement de la continuité des options politiques prises par le précédent gouvernement. Qualités du texte. Caractère innovant de la loi de programmation. Mesures de caractère pédagogique. Volonté de continuité entre l'enseignement primaire et l'enseignement secondaire. Formation professionnelle. Activités éducatives confiées à des demandeurs d'emploi. Coût des mesures prévues par le projet de loi. Mesures nécessitant un financement particulier. Organisation des collèges. Création des réseaux d'établissements. Création des contrats d'association au bénéfice de demandeurs d'emploi.

Enseignement agricole. Au nom de la commission des affaires culturelles, invite à voter le projet de loi.

- **Suite de la discussion** - (5 juillet 1995) - Rapporteur de la commission des affaires culturelles - **Question préalable** (p. 899) : s'oppose à la motion n° 1 de Mme Hélène Luc tendant à opposer la question préalable - **Avant l'art. 1er** (p. 901 à 910) : s'oppose aux amendements de Mme Hélène Luc n° 8 (programmation des moyens nécessaires au développement du service public de l'éducation nationale), n° 9 (transformation progressive des heures supplémentaires d'enseignement en emplois nouveaux), n° 10 (redéploiement des moyens existants en cas de diminution des effectifs scolaires), n° 11 (prise en charge par l'Etat des dépenses d'éducation), n° 12 (prise en compte de la différence entre l'apprentissage et le statut scolaire afin de remédier à l'inégalité de traitement des jeunes), n° 13 (modification du système de distribution des bourses) et n° 14 (effectif des classes maternelles et élémentaires) - **Art. 1er et annexe 1 (volet financier)** (p. 914) : s'oppose aux amendements de Mme Hélène Luc n° 15 (définition des moyens à mettre en oeuvre par la présente loi) et n° 16 (nécessité d'engager la création d'emplois nouveaux) - **Après l'art. 1er** (p. 915) : demande le retrait de l'amendement n° 2 de M. Louis Souvet (proposition pour remédier aux fermetures de classes). (p. 916) : s'en remet à la sagesse du Sénat sur l'amendement n° 2, repris par M. Jean-Louis Carrère. (p. 918 à 920) : s'oppose aux amendements de Mme Hélène Luc n° 17 (scolarisation des enfants de deux ans), n° 18 (création de postes de psychologues scolaires pour les réseaux d'aide spécialisée aux élèves en difficulté, RASED), n° 19 (renforcement et développement de la santé scolaire dans les établissements) et n° 20 (mise en oeuvre de moyens budgétaires pour développer la scolarisation) - **Après l'art. 2** (p. 921) : s'oppose aux amendements analogues n° 21 de Mme Hélène Luc et n° 4 de M. Jean-Louis Carrère (création d'un statut de délégué-parent) - **Art. 2 (nouvelle organisation pédagogique des collèges)** (p. 923, 924) : s'oppose aux amendements n° 3 de suppression de M. Jean-Louis Carrère et n° 22 de Mme Hélène Luc (inscription dans la loi de programmation de l'ambition de la réussite de tous les élèves au collège) - **Avant l'art. 3** (p. 924) : s'oppose aux amendements de Mme Hélène Luc, n° 23 (formation professionnelle des jeunes engagés dans un processus de qualification par d'autres voies que la poursuite des études générales) et n° 24 (bénéfice de stages de formation continue pour les salariés) - **Art. 3 (mise en oeuvre des réseaux d'établissements)** (p. 925) : s'oppose aux amendements de suppression n° 5 de M. Jean-Louis Carrère et n° 25 de Mme Hélène Luc - **Après l'art. 3** (p. 926) : s'oppose à l'amendement n° 26 de Mme Hélène Luc (élargissement du corps enseignant) - **Art. 4 (institution des contrats d'association à l'école)** (p. 927) : s'oppose aux amendements de suppression n° 6 de M. Jean-Louis Carrère et n° 27 de Mme Hélène Luc. S'oppose à l'amendement n° 28 de Mme Hélène Luc (possibilité pour les élèves des écoles et des collèges de suivre des études dirigées et surveillées) - **Après l'art. 4** (p. 928 à 930) : s'oppose aux amendements de Mme Hélène Luc, n° 29 (moyens pour les chefs d'établissement d'assurer la sécurité), n° 30 (horaires des professeurs d'école), n° 31 (contrats emploi-solidarité dans le cadre des établissements de l'éducation nationale), n° 32 (intégration des instituteurs dans le corps des professeurs des écoles) et n° 33 (développement des enseignements artistiques) - **Après l'art. 5** (p. 933) : s'oppose à l'amendement n° 34 de Mme Hélène Luc (création d'emplois en matière d'enseignement agricole public).

SCHOSTECK (Jean-Pierre), sénateur (Hauts-de-Seine) RPR.

Réélu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

SCHUMANN (Maurice), sénateur (Nord) RPR.

NOMINATIONS

Président de la commission des affaires culturelles ; puis membre de la commission des finances (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre ès qualités du Haut comité du loisir social, de l'éducation populaire et des activités de pleine nature.

Membre titulaire du conseil d'orientation du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou (JO Lois et décrets du 27 octobre 1995).

DÉPÔTS

Proposition de loi organique, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à compléter le domaine de la loi afin de soumettre le passage de la France à la troisième phase de l'Union économique et monétaire à une autorisation législative [n° 0273 rectifié (93-94)] reprise le 11 octobre 1995 (26 janvier 1994) - Union européenne.

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative aux jardins familiaux [n° 0550 (93-94)] reprise le 11 octobre 1995 (24 juin 1994) - Jardins familiaux.

Allocution prononcée en sa qualité de Président d'âge du Sénat [n° 0001 (95-96)] (2 octobre 1995) - Allocutions.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Culture [n° 0077 (95-96), tome 3 annexe 13] (21 novembre 1995) - Lois de finances.

INTERVENTIONS

- En qualité de président de séance

- Ouverture de la session ordinaire de 1995-1996 - (2 octobre 1995) (p. 1769).

- Allocution du président d'âge - (2 octobre 1995) (p. 1769, 1771) : référence à une citation de Chateaubriand relative à la gloire et au temps. Son appartenance à l'Assemblée consultative de mai 1945. Sa fidélité au Général de Gaulle. Rôle de la Haute Assemblée. Importance du suffrage universel. Abus de la procédure d'urgence. Longueur des délais pour l'application des lois. Amélioration des débats au Sénat sur une déclaration du Gouvernement. Brièveté du délai de vingt jours pour l'examen du budget de la France. Responsabilité des gouvernants et des élus. Rôle des représentants élus de l'Union européenne par rapport aux techniciens. Vigilance républicaine de la Haute Assemblée.

- En qualité de sénateur

- Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture [n° 0089 (94-95)] - Suite de la discussion - (12 janvier 1995) - Après l'art. 41 (p. 301, 302) : son amendement, soutenu par M. Lucien Lanier, n° 282 : remaniement de la législation relative aux jardins familiaux ; retiré.

- Projet de loi de programmation du "nouveau contrat pour l'école" [n° 0197 (94-95)] - Suite de la discussion - (5 juillet 1995) - Avant l'art. 1er (p. 907, 908) : recours au fonds social collégien. Demande le rejet de l'amendement n° 13 de Mme Hélène Luc (modification du système de distribution des bourses) - Après l'art. 1er (p. 916) : demande le retrait de l'amendement n° 2 de M. Jean-Louis Carrère (proposition pour remédier aux fermetures de classes).

- Résolution [n° 331 (94-95)], adoptée par la commission des finances, en application de l'article 73 bis, alinéa 8,

du règlement, sur l'avant-projet de budget des Communautés européennes pour 1996 : aperçu général (n° E-422). [n° 0346 (94-95)] - (6 juillet 1995) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 958) : votera ce texte.

- Résolution (n° 359,94-95), adoptée par la commission des finances, en application de l'article 73 bis, alinéa 8, du règlement, sur la recommandation de la Commission en vue des recommandations du Conseil visant à ce que soit mis un terme à la situation de déficit public excessif en Belgique, au Danemark, en Grèce, en Espagne, en France, en Italie, aux Pays-Bas, en Autriche, au Portugal, en Finlande, en Suède et au Royaume-Uni (application de l'article 104 C, paragraphe 7, du traité instituant la Communauté européenne) (n° E-436). [n° 0330-0345 (94-95)] - (6 juillet 1995) - Discussion générale (p. 968, 969) : politique commerciale commune. TVA. Lutte contre le "dumping". Exemple de l'industrie textile et de l'habillement. Dévaluations compétitives. Lutte contre le chômage.

- Projet de loi portant transposition de la directive n° 93/7 du 15 mars 1993 du Conseil des Communautés européennes relative à la restitution des biens culturels ayant quitté illicitement le territoire d'un Etat membre [n° 0237 (94-95)] - (12 juillet 1995) - Discussion générale (p. 992) : date d'application de ce texte. Coopération policière contre les trafiquants.

- Proposition de loi tendant à relever de 18,60% à 20,60% le taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée à compter du 1er août 1995 [n° 0375 (94-95)] - (19 juillet 1995) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 1218, 1219) : dates d'entrée en vigueur du relèvement du SMIC et de l'allègement des charges sociales sur les faibles salaires. Votera cette proposition de loi.

- Projet de loi instituant le contrat initiative-emploi [n° 0358 (94-95)] - (19 juillet 1995) - Discussion générale - commune avec celle du projet de loi n° 368 (94-95) - (p. 1228, 1229) : lutte contre le chômage. Diminution des charges sociales. Augmentation du SMIC.

- Projet de loi relatif à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale [n° 0368 (94-95)] - (19 juillet 1995) - Discussion générale - commune avec celle du projet de loi n° 358 (94-95) - Voir intervention sous le projet de loi n° 358 (p. 1228, 1229).

- Projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique, modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire et abrogeant les dispositions relatives à la Communauté et les dispositions transitoires [n° 0374 (94-95)] - (24 juillet 1995) - Discussion générale (p. 1341) : en réponse à ses propos de 1984 cités par M. Guy Allouche, maintient sa position : départ du Président de la République en cas de réponse négative au référendum.

- Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]

Deuxième partie :

Culture

- (27 novembre 1995) - Rapporteur spécial de la commission des finances (p. 3198, 3200) : évolution des crédits. Dépenses d'investissement : priorité à la province. Transfert de compétences au ministère de la culture. Ecoles d'architecture. Annulations de crédits sur le budget de 1995. Loi de programme sur le patrimoine. Rôle de la culture dans la réduction de la fracture sociale : opérations de quartier ; enseignements artistiques. Demande un programme pluriannuel de rééquilibrage entre Paris et la province. Propose l'adoption de ce projet de budget.

SEILLIER (Bernard), sénateur (Aveyron) RI.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire du Comité national des retraités et des personnes âgées.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la coopération.

Membre titulaire du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 20 décembre 1995).

Membre titulaire de la Commission consultative de l'action humanitaire.

Membre titulaire du Conseil National des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (JO Lois et décrets du 23 novembre 1995).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant le contrat initiative-emploi (27 juillet 1995).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale (15 décembre 1995).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Budget annexe des prestations sociales agricoles [n° 0081 (95-96), tome 8] (21 novembre 1995) - Lois de finances.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture [n° 0089 (94-95)]** - (9 janvier 1995) - Rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 15, 17) : développement des activités agricoles et rurales. Prérétraites. Installation des jeunes. Pluriactivité. Cotisations sociales. Développement de l'emploi salarié agricole. Groupement d'employeurs et service de remplacement. Temps partiel. Accidents du travail. Protection sociale des agriculteurs non salariés. Révision des valeurs cadastrales. Pensions de réversion. Accepté ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** - (11 janvier 1995) - Rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales - **Art. 10 bis (exonération des groupements d'employeurs de la taxe d'apprentissage)** (p. 201) : son amendement de suppression n° 64 ; adopté - **Art. 12 (pré retraite)** (p. 210) : son amendement de précision n° 65 ; adopté. (p. 210, 211) : ses amendements n° 66, rédactionnel ; n° 67 de clarification et n° 68 : encouragement des cessions de terres au profit d'installations non aidées ; et n° 69 de précision ; adoptés - **Art. 16 (cotisations minimales d'assurance maladie)** (p. 225) : ses amendements n° 70, de précision, n° 71 : cotisations minimales pour les travailleurs saisonniers ; et n° 72, de conséquence ; adoptés - **Art. 17 (caisse-pivot)** (p. 226) : son amendement rédactionnel n° 73 ; adopté.

- **Suite de la discussion** - (12 janvier 1995) - Rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales - **Avant l'art. 27** (p. 265) : son amendement n° 74 : extension du bénéfice d'exonération de cotisations pour l'embauche d'un premier, d'un deuxième ou d'un troisième salarié aux sociétés civiles agricoles ; retiré - **Art. 27 (extension à certains**

groupements d'employeurs d'exonération de charges sociales) (p. 266) : son amendement n° 75 : bénéfice de cette exonération accordée aux groupements d'employeurs comportant des groupements agricoles d'exploitation en commun, GAEC, et des exploitations agricoles à responsabilité limitée, EARL ; adopté - **Art. 27 bis (exonération de taxe professionnelle de certains groupements d'employeurs)** (p. 267) : son amendement n° 76 : définition du champ de l'exonération et prise d'effet de l'exonération en 1996 ; adopté - **Après l'art. 27 bis** (p. 268) : son amendement n° 77 : exonération de la taxe d'apprentissage de certains groupements d'employeurs et entrée en vigueur de cette exonération en 1996 ; adopté - **Art. 28 (possibilité pour les services de remplacement en agriculture de prendre le statut de groupements d'employeurs)** (p. 268) : son amendement rédactionnel n° 78 ; adopté - **Art. 30 (calcul des cotisations vieillesse pour les salariés passant au temps partiel)** (p. 271) : son amendement n° 79 : droit accordé aux salariés agricoles de cotiser sur une assiette à taux plein en cas de passage à temps partiel ou en cas d'entrée en préretraite progressive ; adopté - **Art. 33 (prévention des accidents du travail)** (p. 273) : son amendement de coordination n° 80 ; adopté - **Après l'art. 33** (p. 274) : son amendement n° 81 : exclusion des salariés relevant du secteur agricole du champ de la cotisation aux caisses de congés payés du bâtiment lorsqu'ils travaillent dans des entreprises exerçant des activités relevant du secteur agricole et du secteur du bâtiment ; retiré. (p. 276) : intervient sur l'amendement n° 132 de M. Philippe François (possibilité pour les agriculteurs en difficulté de se faire embaucher par les associations intermédiaires). Associations intermédiaires et personnes sans emploi. Agriculteurs en difficulté et pluriactivité - **Art. 34 (achèvement de la réforme des cotisations)** (p. 277) : ses amendements n° 82 de rectification ; adopté ; et n° 83 de précision ; retiré - **Art. 35 (déduction de la rente du sol)** (p. 283) : son amendement n° 85 ; retiré au profit de l'amendement identique n° 61 de la commission (modalités de calcul de l'abattement pratiqué sur le revenu cadastral à déduire de l'assiette de cotisations) - **Après l'art. 35** (p. 285) : nécessité d'une concertation approfondie avec la profession. Avantages et inconvénients de la loi Madelin. Intervient sur les amendements identiques n° 200 de M. Paul Caron, n° 271 de M. Alain Vasselie et n° 337 de M. Jacques de Menou (extension à la profession agricole des dispositions prévues en faveur des professions libérales et commerciales par la loi Madelin) - **Art. 36 (nullité de certains contrats)** (p. 286) : ses amendements de coordination n° 87 et n° 88 ; adoptés - **Après l'art. 36** (p. 287, 288) : son amendement n° 89 : sanctions encourues par les personnes incitant au non-paiement des cotisations sociales obligatoires ; adopté - **Art. 37 à après l'art. 39** : son intervention et ses amendements présentés par M. Jean-Paul Hamman (p. 291 à 294).

- **Projet de loi portant amnistie [n° 0341 (94-95)]** - (17 juillet 1995) - **Discussion générale** (p. 1054, 1055) : analyse des fondements et des finalités de l'amnistie. Liste d'exclusions du bénéfice de l'amnistie. (p. 1056) : délit d'entrave à l'IVG. Se déterminera au terme de la discussion des articles.

- **Proposition de loi relative aux garanties offertes aux donateurs quant à l'utilisation des fonds collectés grâce à la générosité publique [n° 0343 (94-95)]** - (26 octobre 1995) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2278) : importance de la navette parlementaire. Compétences de l'Inspection générale des affaires sociales, IGAS. Avec le groupe des Républicains et Indépendants, votera la proposition de loi.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Discussion des articles de la première partie :

- **Suite de la discussion** - (23 novembre 1995) - **Art. 6 (réforme de la transmission d'entreprise)** (p. 2805) : son amendement n° I-252 : référence aux dispositions du code civil ; retiré. (p. 2809) : se déclare favorable à l'amendement

n° I-9 de M. Jean-Jacques Hyest (acte notarié pour les donations conformément aux dispositions du code civil).

Deuxième partie :

Budget annexe des prestations sociales agricoles

- (28 novembre 1995) - Rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (p. 3249, 3250) : risque de minoration des transferts résultant de la compensation démographique. Incertitude sur le financement en provenance du Fonds de solidarité vieillesse. Renforcement des pouvoirs du Parlement dans le système de réforme de la protection sociale. Evolution des dépenses d'assurance maladie. Assise des cotisations sociales agricoles. Rapport Moreau. Recul de la subvention d'équilibre. Faiblesse du montant des retraites. Financement des caisses de MSA. Avis favorable de la commission des affaires sociales à l'adoption des crédits du budget annexe des prestations sociales agricoles pour 1996.

- **Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale [n° 0122 (95-96)]** - (14 décembre 1995) - **Discussion générale** (p. 4343, 4345) : système de solidarité. Défaillance dans l'ajustement des ressources et des charges de ce système. Comportements individuels. Modernisation courageuse, par le Gouvernement, du régime de protection sociale. Recours aux ordonnances. Accroissement de la responsabilité du Parlement dans la régulation globale du système de protection sociale. Garantie du ministre quant à l'information régulière de la commission des affaires sociales. Travaux de l'Assemblée nationale. Structure actuelle d'attribution des allocations familiales. Réforme hospitalière. Garantie du Gouvernement quant à la reconnaissance de la compétence parlementaire en matière d'équilibre de la sécurité sociale et de fixation des objectifs de dépenses des différents régimes. Le groupe des Républicains et Indépendants votera ce projet de loi d'habilitation.

SELIGMANN (Françoise), sénateur (Hauts-de-Seine) SOC.

N'a pas été réélue aux élections sénatoriales du 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois.

Membre suppléant de la Commission d'accès aux documents administratifs (JO Lois et décrets du 6 avril 1995).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant la loi n° 88-1028 du 9 novembre 1988 portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998 et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer (12 janvier 1995).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi étendant dans les territoires d'outre-mer certaines dispositions du code de la route et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte (12 janvier 1995).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie (19 juillet 1995).

DÉPÔTS

Proposition de loi portant dispositions diverses relative au secret des correspondances émises par la voie des télécommunications [n° 0254 (94-95)] (13 avril 1995) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 avril 1995) - **Libertés publiques.**

Proposition de loi tendant à permettre la transmission au Parlement des avis donnés par le Conseil d'Etat sur les projets de loi et sur les ordonnances [n° 0265 (94-95)] (9 mai 1995) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 avril 1995) - **Parlement.**

Proposition de loi visant à distinguer clairement les bulletins blancs des bulletins nuls dans les résultats électoraux [n° 0299 (94-95)] (29 mai 1995) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 24 mai 1995) - **Elections.**

Proposition de loi, déposée avec Mme Josette Durrieu et M. Michel Dreyfus-Schmidt et les membres du groupe socialiste apparenté et rattachés, autorisant un accès direct à leur dossier des personnes mises en examen [n° 0378 (94-95)] (17 juillet 1995) - **Justice.**

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 2 (JO Débats du 30 juin 1995) (p. 756) - Ministère : Education - *Pôle universitaire Léonard de Vinci* - Réponse le 30 juin 1995 (p. 757) - **Universités**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant amnistie [n° 0341 (94-95)] - Suite de la discussion** - (18 juillet 1995) - **Art. 26 (infractions exclues de l'amnistie)** (p. 1119) : centres d'interruption volontaire de grossesse. Manifestants. (p. 1130) : se déclare favorable à l'amendement n° 74 de M. Claude Estier (âge d'admission au travail). (p. 1140) : se déclare opposée à l'amendement n° 17 de M. Christian Bonnet (manifestations pacifiques contre l'interruption volontaire de grossesse).

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 0393 (94-95)] - (26 juillet 1995) - **Discussion générale** (p. 1524) : droit du travail. Amnistie en matière d'IVG. Rejet de l'amendement du Gouvernement. Amendement de M. Jean-Jacques Hyest. Le groupe socialiste votera contre ce texte.

SERGEANT (Michel), sénateur (Pas-de-Calais) SOC.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1995 (27 juillet 1995).

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Services du Premier ministre - II - Secrétariat général de la défense nationale [n° 0077 (95-96), tome 3 annexe 34] (21 novembre 1995) - **Lois de finances.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la partie législative du livre III du code des juridictions financières - Deuxième lecture** [n° 0077 (94-95)] - (13 juillet 1995) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1012) : Cour de discipline budgétaire et financière. Le groupe socialiste s'abstiendra sur ce texte.

- **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1993** [n° 0351 (94-95)] - (13 juillet 1995) - **Discussion générale** (p. 1018, 1019) : récession économique en 1993. Politique gouvernementale. Déficit budgétaire. Rapport de la Cour des comptes. Déficit des administrations publiques. Dette publique. Le groupe socialiste n'adoptera pas ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 1996** [n° 0076 (95-96)]

Deuxième partie :

Services du Premier ministre - I - Services généraux (et fonction publique)

- (25 novembre 1995) (p. 3076, 3077) : rémunérations des fonctionnaires. Lien entre la retraite et le statut des fonctionnaires. Défense du service public. Définition floue de la réforme de l'Etat. Vote du groupe socialiste contre ce projet de budget.

Services du Premier ministre - II - Secrétariat général de la défense nationale

- (25 novembre 1995) - Rapporteur spécial de la commission des finances (p. 3081, 3082) : réduction des crédits du programme civil de défense. Réforme engagée du Secrétariat général de la défense nationale, SGDN. Renforcement des capacités françaises en matière "d'intelligence économique". Institut des hautes études de défense nationale, IHEDN. Propose l'adoption de ce budget.

SÉRUSCLAT (Franck), sénateur (Rhône) SOC.

Réélu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales ; puis membre de la commission des affaires culturelles (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 13 octobre 1995).

Membre suppléant du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale jusqu'au 18 janvier 1995.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la coopération jusqu'au 1er octobre 1995.

Membre titulaire du Conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés jusqu'au 1er octobre 1995.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programmation du "nouveau contrat pour l'école"** [n° 0197 (94-95)] - (4 juillet 1995) - **Discussion générale** (p. 875 à 877) : référendum. Absence de caractère novateur du projet de loi. Valeurs d'une société. Collation des grades universitaires. Introduction du multimédia dans les établissements.

- **Projet de loi de finances pour 1996** [n° 0076 (95-96)]

Deuxième partie :

Jeunesse et sports

- (26 novembre 1995) (p. 3142, 3143) : contrats d'aménagement du temps de l'enfant, CATE. Aménagement des rythmes de vie de l'enfant et du jeune, ARVEJ. Aménagement des rythmes scolaires. Exemple de la commune de Saint-Fons. Organisation des activités périscolaires. Pratique du sport à l'école. Question de l'instauration de la semaine de cinq jours. Cas des objecteurs de conscience.

Education nationale, enseignement supérieur, recherche et insertion professionnelle - I - Enseignement scolaire

- (4 décembre 1995) (p. 3678) : référendum. Nouvelles techniques d'information et de communication. Question des rythmes scolaires. (p. 3679) : financement des activités périscolaires et choix des animateurs. Exemple de la commune de Saint-Fons. (p. 3685) : image et langage.

Communication

- (7 décembre 1995) (p. 3921, 3922) : nouvelles techniques d'information et de communication. Télévision numérique. Presse écrite. Images virtuelles et dangers de la manipulation des images. La Cinquième. Conseil supérieur de l'audiovisuel, CSA.

- **Proposition de loi relative aux conditions de développement des thérapies génique et cellulaire** [n° 0083 (95-96)] - (12 décembre 1995) - **Rappel au règlement** (p. 4272) : demande une suspension de séance pour étudier le rapport supplémentaire de M. Claude Huriet - **Discussion générale** (p. 4276 à 4278) : thérapie cellulaire et thérapie génique. Modifications et nouveaux éléments apportés par le rapport supplémentaire. Respect de la loi du 20 décembre 1988. Confusions entre l'Agence du médicament, l'Agence du sang, l'Etablissement français des greffes et les lois sur la bioéthique. Risques de dérives. Inquiétude née de la contradiction et du souci de traiter les cellules comme les gènes. (p. 4280) : se réjouit du temps de réflexion supplémentaire.

- **Rappel au règlement** - (20 décembre 1995) (p. 4590) : nécessité de réunir l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

SIGNÉ (René-Pierre), sénateur (Nièvre) SOC.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture [n° 0089 (94-95)]** - (9 janvier 1995) - **Discussion générale** (p. 31, 33) : politique agricole commune, PAC. Accords du GATT. Données chiffrées. Rôle des commissions départementales d'orientation. Formation initiale. Installation des agriculteurs. Quotas. Fonds de gestion de l'espace rural. Exemple du Morvan. Enseignement agricole. Formes sociétaires agricoles. Taxe professionnelle. TVA. Taxe foncière sur les propriétés non bâties. Cotisations sociales. Retraites.

- **Suite de la discussion** - (10 janvier 1995) - **Art. 5 (commission départementale d'orientation de l'agriculture)** (p. 84) : soutient l'amendement n° 169 de M. Fernand Tardy (position des commissions départementales d'orientation) - **Art. 6 (critères de répartition des droits à produire)** (p.97) : soutient l'amendement n° 171 de M. Fernand Tardy (transfert et octroi des références de production et des droits à aide).

- **Projet de loi de programmation du "nouveau contrat pour l'école"** [n° 0197 (94-95)] - **Suite de la discussion** - (5 juillet 1995) - **Avant l'art. 1er** (p. 909, 910) : centres de formation d'apprentissage, CFA.

SOUCARET (Raymond), sénateur (Lot-et-Garonne) RDE, puis RDSE.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 [n° 0379 (94-95)]** - **Suite de la discussion** - (27 juillet 1995) - **Après l'art. 1er** (p. 1584) : son amendement, soutenu par M. Guy Cabanel, n° 45 : harmonisation des règles fiscales appliquées aux structures d'accueil des personnes âgées ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Agriculture, pêche et alimentation

- (28 novembre 1995) (p. 3295, 3296) : importance croissante des financements communautaires. Faiblesse des retraites des agriculteurs. Valorisation de la production agricole. Enseignement agricole. Aide aux agriculteurs en difficulté. Installation des jeunes agriculteurs. Transmission des entreprises. Secteur des fruits et légumes. Votera ce projet de budget. (p. 3320) : accord euroméditerranéen d'association entre l'Union européenne et le Maroc.

Commerce et artisanat

- (8 décembre 1995) (p. 4072, 4073) : rôle des PME, du commerce et de l'artisanat. Evolution des crédits. Prêts bonifiés. Fonds d'intervention pour la sauvegarde, la transmission et la restructuration des activités commerciales et artisanales, FISAC. Aménagement du territoire. Plan de soutien aux PME. Fiscalité des entreprises. Simplification des relations des PME avec les administrations et les collectivités publiques. Réforme de l'urbanisme commercial. Exemple de la commune de Francescas. La majorité du groupe du RDSE votera ce projet de budget.

Articles non rattachés :

- (9 décembre 1995) - **Art. 59 quinquies (assujettissement à la taxe professionnelle des activités de production de graines, semences et plans effectuée par l'intermédiaire de tiers)** (p. 4178, 4179) : sur l'amendement n° II-146 de la commission (assujettissement à partir de 30 000 000 de francs de chiffre d'affaires), ses sous-amendements n° II-69 : assujettissement dès le premier centime de chiffre d'affaires ; retiré ; et n° II-194 : assujettissement à partir de dix millions de francs de chiffre d'affaires ; rejeté. Retour à l'imposition de la taxe professionnelle. (p. 4180, 4181) : perte financière pour les communes. Pépiniéristes. Problème des seuils.

SOUPLET (Michel), sénateur (Oise) UC.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie.

Membre suppléant du Conseil supérieur du cheval.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture (12 janvier 1995).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de l'agriculture [n° 0211 (94-95)] (12 janvier 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 12 janvier 1995) - **Agriculture.**

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Commerce extérieur [n° 0079 (95-96), tome 10] (21 novembre 1995) - **Lois de finances.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture [n° 0089 (94-95)]** - (9 janvier 1995) - Rapporteur de la commission des affaires économiques - **Discussion générale** (p. 11, 15) : évolution de l'agriculture. Production. Réforme de la politique commune agricole, PAC. Accords du GATT. Différentes lois sur l'agriculture. Europe. Coordination des instruments de la politique agricole. Commission départementale d'orientation de l'agriculture. Conseil supérieur d'orientation, CSO. Cotisations sociales. Fiscalité. Installation des jeunes. Population rurale. Emplois agricoles. Concurrence. Distribution. Pension de réversion. Installation des agriculteurs. Prérétraites. Capital foncier. Taxe foncière sur les propriétés non bâties. Baux ruraux. Apports de capitaux extérieurs. Sociétés civiles agricoles. Pluriactivité. Droit fiscal commun.

- **Suite de la discussion** - (10 janvier 1995) - Rapporteur de la commission des affaires économiques - **Art. 1er (objectifs de la politique agricole)** (p. 63) : son amendement n° 8 : nouvelle rédaction ; adopté. (p. 67, 68) : sur son amendement n° 8 précité, s'oppose aux sous-amendements de M. Louis Minetti, n° 221 (renégociation de la politique agricole commune), n° 222 (maintien du nombre d'agriculteurs exploitants au 1er janvier 1995), n° 223 (missions de l'agriculture), n° 224 (activité des entreprises du secteur

coopératif agricole) et n° 225 (garantie de la protection sociale), ainsi qu'aux amendements de M. Fernand Tardy, n° 161 (anticipation sur des politiques agricoles de demain), n° 162 (préservation d'une répartition sur l'ensemble du territoire), n° 163 (maintien des activités au sein du monde rural par une répartition équilibrée des droits à produire) et n° 165 (zones de montagne). Accepte l'amendement n° 164 de M. Fernand Tardy (formation des exploitants agricoles). Sur les sous-amendements de M. Alain Vasselle, s'oppose au n° 296 (prise en compte des règles de la politique agricole commune) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 297 (prise en compte des activités pastorales de la chasse, de la pêche et de celles afférentes au paysage). S'oppose au sous-amendement n° 318 de Mme Janine Bardou, ainsi qu'à l'amendement n° 306 de M. Daniel Goulet (zones à handicap qui sont pour la plupart des zones à vocation bocagère et fourragère) - **Après l'art. 1er** (p. 70, 71) : s'oppose aux amendements de M. Louis Minetti n° 226 (concertation avec l'ensemble des organisations professionnelles et syndicales représentatives), n° 227 (annulation des mesures et orientation décidées dans le cadre de l'Union européenne) et n° 228 (action du Gouvernement auprès de l'Union européenne) - **Titre Ier** : son amendement n° 9 : prise en compte du secteur agroalimentaire ; adopté - **Art. 2 (missions du Conseil supérieur d'orientation et de coordination de l'économie agricole et alimentaire)** (p. 73, 74) : son amendement n° 10 : représentation de l'artisanat et du commerce indépendant de l'alimentation ; rejeté. (p. 75) : son amendement n° 11 : rétablissement du rôle du CSO en matière de cohérence des projets départementaux d'orientation ; adopté. Sur les sous-amendements de M. Fernand Tardy, déposés sur son amendement n° 11 précité, accepte le n° 166 (cohérence avec la politique d'orientation des productions et d'orientation des marchés) et s'oppose au n° 167 (participation à l'effort de résorption de la faim dans le monde) (p. 76) : ses amendements n° 12 : possibilité pour le Conseil d'émettre des recommandations sur un certain nombre d'orientations ; et n° 13, de conséquence ; adoptés. S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 307 de M. Daniel Goulet (prise en compte de l'économie rurale et de l'emploi) - **Art. 2 bis (suppression de la Commission nationale des structures)** (p. 77) : son amendement n° 14 : suppression par coordination des dispositions mentionnant la Commission nationale des structures agricoles dans les articles L. 312-5 et L. 321-1 du code rural ; adopté - **Après l'art. 3 bis** Accepte l'amendement n° 6 de M. Louis Souvet (maîtrise de la production des appellations d'origine contrôlée, AOC). (p. 79) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 259 de M. Jean Faure (garantie de la qualité d'authenticité des produits alimentaires certifiés conformes et bénéficiant d'une appellation d'origine contrôlée, AOC) - **Art. 4 (contenu et extension des accords interprofessionnels)** (p. 80, 81) : ses amendements n° 15 : mise en place dans les offices des accords prévoyant des règles de conditionnement, de transports et de présentation ; n° 16 : possibilité pour les organisations interprofessionnelles reconnues de demander à l'autorité administrative compétente de prendre des décrets mentionnés au dernier alinéa du même article ; adoptés ; et n° 17 : possibilité pour les interprofessions d'obtenir des services de l'Etat des éléments utiles à la mise en oeuvre et au contrôle des accords interprofessionnels ; retiré - **Après l'art. 4** (p. 81) : s'oppose à l'amendement n° 187 de M. Pierre Lagourgue (cotisations prélevées sur les produits importés d'origine animale) - **Après l'art. 4 ter** : son amendement n° 18 : sanction des pratiques de certains acheteurs qui imposent des conditions de vente ou de coopération commerciale inacceptables ; adopté. (p. 82) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 168 de M. Fernand Tardy (respect du jeu normal des règles du marché et sanction des comportements excessifs) - **Art. 5 (commission départementale d'orientation de l'agriculture)** (p. 85) : s'oppose aux amendements n° 169 de M. Fernand Tardy (position des commissions départementales d'orientation), n° 260 de M. Alain Vasselle (définition des conditions dans lesquelles le décret désignera les membres qui sont appelés à siéger à la commission départementale d'orientation de l'agriculture) et n° 232 de M. Félix Leyzour (conditions dans

lesquelles les nouvelles commissions départementales d'orientation de l'agriculture prendront leur décision). (p. 86) : son amendement n° 19 : consultation de la commission sur le projet élaboré par le représentant de l'Etat dans le département ; adopté. Demande le retrait de l'amendement n° 319 de Mme Janine Bardou (compétence de la commission départementale). (p. 87) : son amendement n° 20 : restauration de la cohérence du dispositif proposé en prévoyant que la commission départementale émettra des avis sur les décisions individuelles ; adopté. (p. 88) : s'oppose aux amendements n° 320 de Mme Janine Bardou (mission des sections spécialisées qui pourront être organisées au sein de cette commission) et n° 188 de M. Pierre Lagourgue (développement des stages effectués au sein des départements d'outre-mer). S'oppose à l'amendement n° 151 de M. Raymond Bouvier (possibilité pour la commission départementale de se scinder, en cas de besoin, en secteurs géographiques) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 170 de M. Fernand Tardy (possibilité pour toute personne, dont le cas est évoqué devant la commission, d'être entendue par elle) - **Après l'art. 5** (p. 90, 91) : s'oppose aux amendements identiques n° 96 de M. Adrien Gouteyron et n° 313 de M. Philippe Nachbar (prise en compte des références de production et des droits à aide) - **Art. 5 bis (contrôle des agrandissements ou réunions d'exploitations excédant le seuil fixé par le schéma départemental)** Son amendement n° 21 : correction d'une erreur rédactionnelle ; adopté. S'oppose à l'amendement de suppression n° 261 de M. Alain Vasselle - **Art. 5 ter (contrôle des ateliers hors sol de grandes dimensions)** : s'oppose à l'amendement n° 233 de M. Félix Leyzour (caractère définitif de l'interdiction faite de créer ou défendre les ateliers hors sol au-delà d'une capacité de production raisonnable fixée par décret) - **Après l'art. 5 ter** (p. 93) : accepte l'amendement n° 280 de M. Jean-Paul Hamman (texte actuellement applicable en matière de contrôle des structures) - **Après l'art. 26** : souhaite que M. Fernand Tardy se rallie pour son amendement n° 219 à l'amendement n° 280 de M. Jean-Paul Hamman (texte actuellement applicable en matière de contrôle des structures), précédemment cité après l'art. 5ter - **Après l'art. 5 ter (suite)** (p. 94) : accepte l'amendement n° 281 de M. Jean-Paul Hamman (nouvelle rédaction de l'article L. 331-4 du code rural). (p. 95) : s'oppose à l'amendement n° 234 de M. Louis Minetti (paiement entre les entreprises après la fin de la décade de livraisons pour les achats de fruits et légumes) - **Art. 6 (critères de répartition des droits à produire)** (p. 96, 98) : s'oppose aux amendements de M. Alain Vasselle n° 262 (avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture du département affecté par le prélèvement et celui de la commission départementale d'orientation de l'agriculture du département destinataire des droits) et n° 263 (référence aux exploitations agricoles qui font l'objet d'un plan de développement) ainsi qu'aux amendements de M. Fernand Tardy n° 171 (transfert et octroi des références de production et des droits à aide) et n° 172 (caractère non marchand des droits à produire). S'oppose à l'amendement n° 235 de M. Louis Minetti (garantie de la gratuité du droit au travail pour les agriculteurs et aide au développement des petites et moyennes exploitations) ainsi qu'à l'amendement n° 127 de M. Philippe François (conditions de transfert ou d'octroi de ces références ou de ces droits sans faire obstacle à l'installation de nouveaux agriculteurs). (p. 99) : s'oppose aux amendements de M. Fernand Tardy, n° 173 (notion de zone géographique) et n° 299 (attribution pendant un an au plan départemental de réserves dans certaines zones difficiles) ainsi qu'à l'amendement n° 236 de M. Louis Minetti (notion de zone géographique). (p. 100) : ses amendements n° 22 : possibilité d'instaurer des équivalences entre les références et les droits concernant les productions différentes ; et n° 23 : groupements agricoles d'exploitation en commun, GAEC ; adoptés. (p. 100, 101) : s'oppose aux amendements de M. Fernand Tardy, n° 174 et n° 175 (cumul des droits à produire) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 321 de Mme Janine Bardou (octroi de droits à produire supplémentaires pour les jeunes agriculteurs qui s'installent dans des espaces difficiles) - **Après l'art. 6** (p. 102, 103) : s'oppose aux amendements de M. Raymond

Bouvier, n° 152 (institution d'une gestion départementale des droits à produire pour la production laitière) et n° 153 (modulation dans chaque département). Accepte l'amendement n° 210 du Gouvernement (validation d'arrêtés relatifs à l'application de la réglementation sur les quotas laitiers). Son amendement n° 24 : défiscalisation des huiles végétales et des esters d'huile ; retiré. (p. 106, 108) ; s'oppose aux amendements de M. Jean-Paul Hugot, n° 102 (nouveau type de contrat dérogatoire au statut du fermage), n° 103 (adaptation des dispositions du code rural relatives au fermage) et n° 105 (modification de l'article L. 411-29 du code rural relatif aux droits de l'exploitant locataire) - **Avant la section I du titre II ou après l'art. 41** (p. 109) : son amendement n° 26 : taxe foncière sur les propriétés non bâties ; retiré. (p. 113) ; accepte l'amendement n° 291 du Gouvernement (taxe foncière sur les propriétés non bâties).

- **Suite de la discussion** - (11 janvier 1995) - Rapporteur de la commission des affaires économiques - **Avant la section I du titre II** (p. 169) : son amendement n° 27 : nouvelle rédaction de l'article 16 bis relatif au rapport sur le caractère civil de l'agriculture ; adopté. (p. 170) ; son amendement n° 28 : droit d'enregistrement réduit pour les acquisitions foncières destinées à être immédiatement données à bail à long terme ; retiré. (p. 173) ; ses amendements n° 327 : taux de taxe départementale de publicité foncière ou droit départemental d'enregistrement ; et n° 328 : dépôt par le Gouvernement dans le cas de l'examen du projet de loi de finances pour 1996 d'un rapport qui examinera les conditions dans lesquelles un taux réduit et unique d'enregistrement pourrait être appliqué aux acquisitions d'immeubles ruraux ; retirés. Accepte l'amendement n° 357 du Gouvernement (dépôt par le Gouvernement d'un rapport qui explorera la possibilité d'adopter un taux unique applicable aux acquisitions d'immeubles ruraux). (p. 174) ; son amendement n° 329 : constitution de provisions en franchise d'impôt pour des entreprises françaises qui investissent à l'étranger ; adopté. Son amendement n° 29 : indemnisation des calamités agricoles ; retiré - **Après l'art. 9 ou après l'art. 9 ter ou après l'art. 10** Demande le retrait des amendements n° 176 de M. Fernand Tardy, n° 286 de M. Paul Caron (indemnisation des calamités agricoles), n° 98 de M. Philippe François et n° 288 de M. Marcel Daunay (aléas climatiques, risques épisodiques et fluctuations économiques) - **Avant la section I du titre II ou après l'art. 9 (suite)** (p. 179) : demande le retrait des amendements identiques n° 195 de M. Paul Caron, n° 315 de M. Philippe Nachbar, n° 343 de M. Paul Girod, n° 345 de M. Gérard César (mode de taxation des plus-values professionnelles) ainsi que celui de l'amendement n° 214 de M. Fernand Tardy (mécanisme d'exonération progressive des plus-values professionnelles) - **Avant la section I du titre II (suite)** (p. 182) : accepte l'amendement n° 284 du Gouvernement (TVA sur les produits de l'horticulture et de la sylviculture). S'oppose à l'amendement n° 237 de M. Louis Minetti (création d'un fonds de garantie des exploitations agricoles contre les défaillances financières des entreprises spécialisées dans la commercialisation des fruits et légumes) - **Division additionnelle avant la section I du titre II** (p. 183) : son amendement n° 25 : création d'une division additionnelle ainsi rédigée "section...dispositions générales" ; adopté - **Art. 7 (éligibilité aux aides économiques)** (p. 184) : ses amendements n° 31 de précision ; n° 32 : suppression de l'obligation de faire figurer les noms des associés exploitants dans les statuts ; n° 33 : suppression de la mention d'un décret spécifique qui prévoit les modalités de remboursement des aides ; adoptés. S'oppose aux amendements de M. Raymond Bouvier n° 154 (nombre maximum d'associés) et n° 155 (extension de l'application du statut d'aide familial aux membres de la famille d'un associé exploitant qui travaille sur l'exploitation). S'oppose à l'amendement n° 128 de M. Philippe François (suppression de la disposition qui prévoit la mention du nom des associés) - **Art. 7 bis (rapport sur le caractère civil de l'agriculture)** (p. 185) : son amendement de suppression n° 34 ; adopté - **Art. 7 ter (interdiction aux personnes vivant maritalement de constituer un GAEC)** Son amendement n° 35 : application de cet article aux nouveaux GAEC constitués postérieurement à

la publication de la présente loi ; adopté - **Art. 8 bis (exonération du paiement du droit de timbre pour les sociétés agricoles)** (p. 186) : accepte l'amendement rédactionnel n° 107 de la commission des finances saisi pour avis - **Après l'art. 8 bis** (p. 187) : ses amendements n° 37 : extension aux sociétés à objet agricole des dispositions issues de la loi "Madelin" codifiées à l'article 163 octodécies A du code général des impôts ; retiré ; et n° 38 : remboursement des avantages financiers ou fiscaux dont ont bénéficié les membres d'un groupement foncier agricole ; adopté - **Avant l'art. 7** Son amendement n° 30 : aide à la constitution d'une société ; retiré (précédemment réservé p. 183). (p. 189) : accepte l'amendement n° 189 de M. Pierre Lagourgue (statut du fermage et du métayage dans les départements d'outre-mer) - **Art. 9 (allègement des dispositions fiscales applicables au passage en société)** (p. 189, 190) : ses amendements n° 39 : suppression du paragraphe II bis de cet article ; adopté ; n° 42 : régime applicable aux conventions de mise à disposition en matière de droits de mutation et de publicité foncière ; et n° 43 : aménagements fiscaux pour les sociétés civiles agricoles ; retirés. (p. 192) : accepte les amendements de la commission des finances saisi pour avis, n° 109 (extension du champ d'application de cet article à tous les agencements et aménagements amortissables des terrains) et n° 110 (régime de faveur au titre du taux réduit des droits d'enregistrement) - **Après l'art. 9 (suite)** S'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements qui portent sur le même objet, n° 193 de M. Paul Caron et n° 346 de M. Gérard César (mécanisme optionnel de franchise fiscale en cas d'apport d'une entreprise agricole individuelle à une société à responsabilité composée d'un seul associé) - **Art. 9 bis (régime fiscal des frais de mise en bouteille)** (p. 196) : accepte l'amendement n° 111 de la commission des finances saisi pour avis (entretien et conservation des vins et spiritueux) - **Après l'art. 9 bis** : accepte l'amendement n° 112 de la commission des finances saisi pour avis (mécanisme de lissage sur trois ans de la valeur des stocks à rotation lente détenus par des exploitants agricoles) - **Art. 9 ter (déductibilité des apports de capital à une société agricole)** (p. 197) : son amendement n° 44 : extension aux sociétés civiles agricoles soumises à l'impôt sur le revenu du bénéfice des dispositions de l'article n° 199 terdecies OA du code général des impôts ; retiré - **Après l'art. 9 ter (suite)** : s'oppose à l'amendement n° 216 de M. Fernand Tardy (droits d'enregistrement pour les jeunes agriculteurs qui répondent au critère d'une première installation) - **Avant l'art. 10** : s'oppose à l'amendement n° 156 de M. Raymond Bouvier (cession de bail pour les associés exploitants) - **Après l'art. 10 (suite)** (p. 200) : s'oppose aux amendements identiques n° 201 de M. Guy Robert et n° 217 de M. Fernand Tardy (déduction du bénéfice imposable du loyer des terres affectées à l'exploitation). (p. 201) : s'oppose à l'amendement n° 197 de M. Paul Caron (adaptation de l'impôt sur les sociétés aux exploitations agricoles selon les règles des bénéficiaires agricoles) - **Art. 10 bis (exonération des groupements d'employeurs de la taxe d'apprentissage)** (p. 201) : accepte l'amendement de suppression n° 64 de la commission des affaires sociales saisi pour avis - **Après l'art. 10 bis** (p. 203) : accepte la demande de réserve formulée par le Gouvernement de l'amendement n° 1 de M. Gérard César (mesures fiscales en faveur des actions de prévention par le débroussaillage), jusqu'à la fin du texte - **Art. 11 (objectifs de la politique d'installation)** (p. 204) : accepte l'amendement n° 240 de M. Louis Minetti (rôle d'information des services et organismes chargés de gérer les retraites et les préretraites). (p. 205) : demande le retrait de l'amendement n° 130 de M. Philippe François (restriction de l'information sur une prochaine libération de l'exploitation). S'oppose à l'amendement n° 177 de M. Fernand Tardy (information préalable au départ de l'agriculteur) et accepte l'amendement n° 123 du Gouvernement (réduction à trois mois du délai d'information de l'autorité administrative pour les demandes de préretraites déposées avant le 1er juillet 1995). (p. 206) : s'oppose aux amendements de M. Daniel Goulet n° 308 (mise en place d'un répertoire à l'installation dans chaque région) et n° 309 (mention des moyens prévisionnels nécessaires pour parvenir à la réalisation de la charte

nationale de l'installation). Son amendement rédactionnel n° 45 ; adopté. (p. 207) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 178 de M. Fernand Tardy (mise en place d'une charte nationale d'installation qui redéfinira les rôles des SAFER) - **Après l'art. 11** (p. 207) : son amendement n° 46 : disposition relative à l'abattement dont bénéficient les jeunes agriculteurs sur leurs bénéfices agricoles ; adopté. Sur les sous-amendements de la commission des finances saisie pour avis, s'oppose au n° 115 et accepte le n° 108. (p. 208) : accepte l'amendement n° 312 de M. Philippe François (conditions d'application du régime d'étalement de la subvention d'équipement) - **Art. 12 (préretraite)** (p. 210) : accepte l'amendement de précision n° 65 de la commission des affaires sociales saisie pour avis. S'oppose aux amendements de M. Alain Vasselle n° 264 (prorogation du dispositif d'une durée identique à celle de la politique agricole commune si celle-ci était reconduite au-delà de 1996 dans les mêmes conditions qu'à l'heure actuelle) et n° 265 (montant et condition d'attribution de l'allocation de préretraite), ainsi qu'à l'amendement n° 202 de M. Guy Robert (allocation propre de préretraite attribuée au conjoint). (p. 211, 212) : demande le retrait de l'amendement n° 203 de M. Guy Robert (instauration d'une allocation variant en fonction de la destination des terres libérées et selon un certain ordre de priorité). Accepte les amendements de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 66, rédactionnel, n° 67 de clarification et n° 68 (encouragement des cessions de terres au profit d'installations non aidées). Son amendement n° 330 : numérotation des alinéas ; adopté. Accepte l'amendement de précision n° 69 de la commission des affaires sociales saisie pour avis - **Après l'art. 12** Son amendement n° 48 : mesure fiscale en faveur des personnes qui louent des biens ruraux à de jeunes agriculteurs ; retiré. (p. 213) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 190 de M. Pierre Lagourgue (complément de ressources pour les agriculteurs d'outre-mer). (p. 215) : accepte l'amendement n° 355 du Gouvernement (versement d'une indemnité de départ aux commerçants et artisans) - **Art. 13 (droits de mutation pour les jeunes agriculteurs qui s'installent)** (p. 216) : accepte l'amendement n° 113 de la commission des finances saisie pour avis (nouvelle rédaction qui favorise l'utilisation de capitaux extérieurs), ainsi que le sous-amendement n° 358 du Gouvernement. (p. 217) : s'oppose à l'amendement n° 334 de M. Jacques de Menou (extension des dispositions de cet article aux zones non prioritaires) et demande le retrait de l'amendement n° 204 de M. Guy Robert (extension des dispositions de cet article à l'ensemble du territoire national). (p. 218) : son amendement rédactionnel n° 50 ; adopté. Accepte l'amendement n° 114 de la commission des finances saisie pour avis (entrée en vigueur). Accepte l'amendement n° 302 de la commission des finances saisie pour avis (cas où l'acquéreur ne donne pas sa terre à un jeune agriculteur ou si le bail ne va pas à son terme de dix-huit ans) - **Après l'art. 14 ou après l'art. 14 ter** (p. 221) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements n° 180 de M. Fernand Tardy, n° 294 de M. Alain Vasselle et n° 206 de M. Guy Robert (évaluation de l'exploitation lors de la transmission) - **Art. 14 bis (prorogation du régime de l'abattement de 50% sur le bénéfice des jeunes agriculteurs)** (p. 222) : son amendement de suppression n° 51 ; adopté - **Art. 14 ter (calcul de la durée de l'abattement)** : son amendement de suppression n° 52 ; adopté - **Art. 15 (relèvement du seuil permettant l'imputation des déficits agricoles)** : son amendement n° 53 : modification du régime applicable à l'imputation des déficits sur d'autres revenus ; retiré. (p. 223) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de M. Jacques de Menou n° 274 (limitation de l'imputation des déficits agricoles) et n° 275 (possibilité pour les exploitants agricoles à titre principal de déduire de leur revenu global les déficits qui résultent de leur activité agricole) - **Après l'art. 15** (p. 224) : accepte l'amendement n° 116 de la commission des finances saisie pour avis (simplification des obligations comptables des agriculteurs - possibilité de tenir une comptabilité unique de la TVA pour leurs recettes agricoles et leurs recettes accessoires) - **Art. 16 (cotisations minimales d'assurance maladie)** (p. 225) : accepte les amendements de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 70 de

précision, n° 71 (cotisations minimales pour les travailleurs saisonniers) et n° 72 de conséquence - **Art. 17 (caisse-pivot)** (p. 226) : accepte l'amendement rédactionnel n° 73 de la commission des affaires sociales saisie pour avis - **Après l'art. 17** : son amendement n° 54 : adaptation du statut du fermage ; adopté.

- **Suite de la discussion** - (12 janvier 1995) - Rapporteur de la commission des affaires économiques - **Après l'art. 17** (p. 237) : accepte les amendements identiques n° 185 de M. Marcel Daunay et n° 277 de M. Alain Pluchet (reconnaissance juridique des références de production dans le statut du fermage). Problème des références de production. (p. 239) : aménagement du territoire : maintien du service public et développement de la pluriactivité - **Demande de réserve** (p. 204) : demande la réserve de l'amendement n° 295 de M. Alain Vasselle (fixation par décret en Conseil d'Etat des conditions de cumul d'une activité professionnelle non salariée agricole avec un emploi à temps partiel dans la fonction publique territoriale) - **Art. 18 (simplification administrative dans le secteur viti-vinicole)** (p. 241) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 323 de M. Serge Mathieu (simplification des formalités administratives douanières) - **Après l'art. 18** (p. 242) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 246 de M. Louis Minetti (cadastre viticole et évaluation des plantations de vignes) - **Art. 18 bis (rapport sur le statut du conjoint d'exploitant)** : accepte l'amendement n° 290 du Gouvernement (extension de cette étude à la situation des autres membres de la famille associés aux travaux de l'exploitation) - **Avant la section I du titre III** (p. 243) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 182 de M. Fernand Tardy (reconnaissance des fonctions de gestion de l'espace rural des agriculteurs et rémunération de celles-ci) ainsi que pour les amendements identiques n° 322 de Mme Janine Bardou et n° 349 de M. Gérard César (reconnaissance des fonctions de gestion de l'espace rural des agriculteurs et rôle du fonds de gestion de l'espace rural) - **Art. 19 (régime de faveur pour les associations de gestion de l'espace)** (p. 245) : s'oppose aux amendements n° 350 de M. Roger Rigaudière (cas des parcelles exploitées par un groupement pastoral) et n° 267 de M. Alain Vasselle (cas des espaces devenus incultes en raison de la politique agricole commune). (p. 245, 246) : accepte les amendements de la commission des finances saisie pour avis n° 117 (dégrèvement de la cotisation de la taxe foncière non bâtie au profit des associations foncières pastorales) et n° 118 (définition du mode de calcul des recettes accessoires de l'association foncière pastorale). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 157 de M. Raymond Bouvier (possibilité donnée aux associations autorisées de se regrouper pour la réalisation d'ouvrages communs dans des unions départementales de gestion) - **Demande de priorité** : demande l'examen en priorité de l'article 26 bis - **Art. 26 bis (par priorité) (amortissement exceptionnel en cas de mise aux normes)** (p. 247) : accepte l'amendement n° 119 de la commission des finances saisie pour avis (conditions d'application de l'amortissement exceptionnel des investissements de mise aux normes des bâtiments d'élevage) - **Après l'art. 19** (p. 247, 248) : s'oppose aux amendements n° 183 de M. Jean Cluzel (possibilité donnée aux associations syndicales autorisées de bénéficier des effets du redressement judiciaire dont est l'objet l'un de leurs membres) et n° 247 de M. Félix Leyzour (possibilité pour les sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural de donner à bail à ferme des fonds sous des conditions favorables aux jeunes agriculteurs) - **Art. 20 (superficie des terres mises à disposition des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural, SAFER)** (p. 248, 249) : ses amendements rédactionnels n° 55 et n° 56 ; adoptés - **Art. 21 (définition des zones d'activité agricole, pastorale ou extensive - échanges de droits d'exploitation)** : son amendement n° 57 : accroissement des superficies faisant l'objet d'un mandat de gestion et permettant de demander au préfet d'arrêter un plan d'échange des droits d'exploitation ; adopté. (p. 250) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de suppression n° 248 de M. Félix Leyzour ainsi que pour l'amendement n° 158 de M. Raymond

Bouvier (déclaration à l'enregistrement obligatoire pour les propriétés adhérentes à l'association foncière agricole) - **Après l'art. 21** : son amendement n° 58 : obligation pour le maître d'ouvrage de compenser le préjudice causé à une association syndicale autorisée ; adopté. Sur ce dernier, accepte le sous-amendement n° 359 du Gouvernement (compétence du juge de l'expropriation) - **Art. 22** (*groupement foncier rural*) (p. 251) : son amendement rédactionnel n° 59 ; adopté. (p. 252) : accepte l'amendement n° 7 de M. Philippe François (possibilité de retrait d'un associé sur autorisation judiciaire dans les groupements forestiers) modifié par le sous-amendement n° 360 du Gouvernement (fixation d'un délai). Accepte l'amendement n° 211 du Gouvernement (définition du régime des droits de mutation des groupements fonciers ruraux) - **Art. 24** (*opérations d'aménagement foncier liés à la réalisation de grandes infrastructures - mesures conservatoires des opérations préalables au remembrement*) (p. 253) : son amendement de coordination n° 353 ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 268 de M. Alain Vasselle (remplacement des mots "tous bois" par les mots "tous espaces boisés") , tout en y étant favorable à titre personnel. S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 145 de M. Jean-François Le Grand (prise en compte des arbres isolés). (p. 254) : cas de l'arbre isolé et protection de l'environnement. Son amendement rédactionnel n° 354 ; adopté. Accepte l'amendement n° 341 de M. Philippe Richert (possibilité pour le préfet de prononcer la protection de verger de hautes tiges) - **Après l'art. 24** (p. 255, 257) : accepte l'amendement n° 147 de M. Jean-François Le Grand (rôle des organisations professionnelles agricoles et sylvicoles en matière de protection de la nature). Ministère de l'agriculture et ministère de l'environnement - **Art. 25** (*opérations d'aménagement foncier dans les aires d'appellation d'origine contrôlée*) Son amendement rédactionnel n° 331 ; adopté - **Après l'art. 25** (p. 257, 258) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 269 de M. Alain Vasselle (spécificité de l'agriculture biologique) - **Après l'art. 26** (p. 259) : demandera le retrait des amendements identiques n° 101 de M. Philippe François, n° 199 de M. Paul Caron et n° 317 de M. Philippe Nachbar (réciprocité des règles de recul entre les maisons d'habitation occupées par des tiers et les installations d'élevage), si le Gouvernement confirme que ce problème est sur le point d'être réglé. (p. 260) : s'oppose à l'amendement n° 220 de M. Fernand Tardy (cas des exploitations échappant au contrôle des structures) - **Après l'art. 26 bis** (p. 261, 262) : sur les amendements de M. Louis de Catuelan, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 139 (dégreèvement total de la taxe foncière sur les propriétés non bâties perçue par les communes au profit des agriculteurs des régions péri-urbaines). S'oppose au n° 140 (financement des missions d'entretien de l'espace remplies par l'agriculture péri-urbaine en utilisant la taxe sur les espaces sensibles) et au n° 141 (majoration du montant de la dotation aux jeunes agriculteurs s'installant en zone rurale péri-urbaine). S'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 138 (insertion d'une section additionnelle : "place de l'agriculture dans l'aménagement et l'entretien de l'espace rural") - **Avant l'art. 27** (p. 265) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 74 de la commission des affaires sociales saisie pour avis (extension du bénéfice d'exonération de cotisations pour l'embauche d'un premier, d'un deuxième ou d'un troisième salarié aux sociétés civiles agricoles) - **Art. 27** (*extension à certains groupements d'employeurs d'exonération de charges sociales*) (p. 266) : son amendement n° 60 : bénéfice de l'exonération accordée aux groupements d'employeurs comportant des GAEC ; retiré. Accepte l'amendement n° 75 de la commission des affaires sociales saisie pour avis (bénéfice de cette exonération accordée aux groupements d'employeurs comportant des groupements agricoles d'exploitation en commun, GAEC, et des exploitations agricoles à responsabilité limitée, EARL) - **Art. 27 bis** (*exonération de taxe professionnelle de certains groupements d'employeurs*) (p. 267) : accepte l'amendement n° 76 de la commission des affaires sociales saisie pour avis (définition du champ de l'exonération et prise d'effet de l'exonération en 1996) - **Après l'art. 27 bis** (p. 268) :

accepte l'amendement n° 77 de la commission des affaires sociales saisie pour avis (exonération de la taxe d'apprentissage de certains groupements d'employeurs et entrée en vigueur de cette exonération en 1996) - **Art. 28** (*possibilité pour les services de remplacement en agriculture de prendre le statut de groupements d'employeurs*) (p. 269) : accepte l'amendement rédactionnel n° 78 de la commission des affaires sociales saisie pour avis et, sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 250 de M. Félix Leyzour (mention dans le contrat de travail de la zone géographique dans laquelle le salarié est appelé à intervenir) - **Après l'art. 28** S'oppose à l'amendement n° 160 de M. Raymond Bouvier (ouverture des groupements d'employeurs aux communes rurales) - **Art. 29** (*calcul des cotisations sociales des travailleurs occasionnels*) (p. 270) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 251 de M. Louis Minetti et à l'amendement n° 300 de M. Fernand Tardy (extension de l'exonération aux coopératives agricoles pour leurs activités de conditionnement et d'emballage) - **Art. 30** (*calcul des cotisations vieillesse pour les salariés passant au temps partiel*) (p. 271) : accepte l'amendement n° 79 de la commission des affaires sociales saisie pour avis (droit accordé aux salariés agricoles de cotiser sur une assiette à taux plein en cas de passage à temps partiel ou en cas d'entrée en préretraite progressive). (p. 272) : s'oppose à l'amendement n° 252 de M. Louis Minetti (financement des dispositions par une taxe sur le bénéfice des sociétés de l'agro-alimentaire et des grandes surfaces) - **Après l'art. 31** S'oppose aux amendements identiques n° 209 de M. Guy Robert et n° 352 de M. Gérard César (abaissement des charges sociales sur les bas salaires pour les entreprises agricoles des secteurs du maraîchage, de l'arboriculture et de l'horticulture) - **Art. 33** (*prévention des accidents du travail*) (p. 273) : accepte l'amendement n° 191 de M. Pierre Lagourgue (adaptation des dispositions aux départements d'outre-mer) ainsi que l'amendement de coordination n° 80 de la commission des affaires sociales saisie pour avis - **Après l'art. 33** (p. 274, 277) : sur les amendements de M. Philippe François, s'oppose au n° 134 (limitation du libre choix du statut social des conjoints de non salariés agricoles) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 132 (possibilité pour les agriculteurs en difficulté de se faire embaucher par les associations intermédiaires). Sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 298 de M. Alain Vasselle. Accepte l'amendement n° 81 de la commission des affaires sociales saisie pour avis (exclusion des salariés relevant du secteur agricole du champ de la cotisation aux caisses de congés payés du bâtiment lorsqu'ils travaillent dans des entreprises exerçant des activités relevant du secteur agricole et du secteur du bâtiment). S'oppose aux amendements de M. Félix Leyzour, n° 253 (alignement du régime des groupements d'employeurs agricoles sur celui des groupements d'employeurs) et n° 254 (alignement du régime des groupements d'employeurs agricoles sur celui des groupements d'employeurs) - **Art. 34** (*achèvement de la réforme des cotisations*) (p. 277) : sur les amendements de la commission des affaires sociales saisie pour avis, accepte le n° 82 de rectification et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 83 de précision - **Après l'art. 34** (p. 278, 279) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements n° 135 de M. Philippe François (exemption totale de cotisations d'assurance maladie des ressortissants du régime des non-salariés agricoles dans les mêmes conditions que ceux des autres régimes) et n° 255 de M. Louis Minetti (fixation du montant des pensions de retraite du régime agricole à au moins 80 % du SMIC) - **Art. 35** (*déduction de la rente du sol*) (p. 282) : son amendement n° 61 : modalités de calcul de l'abattement pratiqué sur le revenu cadastral à déduire de l'assiette de cotisations ; adopté. Distinction entre les terres exploitées en pleine propriété et les terres en fermage. (p. 283) : son amendement rédactionnel n° 332 ; adopté - **Après l'art. 35** (p. 285) : s'oppose aux amendements identiques n° 200 de M. Paul Caron, n° 271 de M. Alain Vasselle et n° 337 de M. Jacques de Menou (extension à la profession agricole des dispositions prévues en faveur des professions libérales et commerciales par la loi Madelin). S'oppose à l'amendement n° 338 de M. Jacques de Menou (possibilité donnée aux exploitations de déduire les revenus

du capital foncier et du capital d'exploitation de l'assiette sociale) - **Art. 36 (nullité de certains contrats)** (p. 286) : accepte les amendements de coordination n° 87 et n° 88 de la commission des affaires sociales saisie pour avis - **Après l'art. 36** (p. 286, 287) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de M. Philippe François n° 137 (financement de l'action sanitaire et sociale de la mutualité sociale agricole) et n° 136 (affiliation des salariés fournissant une aide aux agriculteurs pour les actes de la vie quotidienne au régime agricole). (p. 288) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 89 de la commission des affaires sociales saisie pour avis (sanctions encourues par les personnes incitant au non-paiement des cotisations sociales obligatoires) - **Art. 37 (pension de réversion)** (p. 291) : accepte l'amendement n° 91 de la commission des affaires sociales saisie pour avis (alignement des règles de cumul sur celles du régime général) et n° 3 de M. Emmanuel Hamel (application du taux de cumul du régime général). (p. 292) : demande le retrait des amendements de M. Jacques de Menou, n° 339 et n° 340 (atténuation de la distinction opérée entre les conjoints déjà bénéficiaires d'une pension de réversion et ceux qui en bénéficieront au 1er janvier 1995), et n° 256 de M. Louis Minetti (versement de la pension de réversion à tous les conjoints survivants de l'exploitant agricole décédé à compter du 1er janvier 1995). Accepte l'amendement de précision n° 344 du Gouvernement, ainsi que l'amendement n° 4 de M. Emmanuel Hamel (indexation de la majoration forfaitaire sur l'évolution annuelle des pensions de retraite pour les conjoints en situation de veuvage déjà bénéficiaires d'une pension de réversion) - **Après l'art. 39** (p. 293) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 93 de la commission des affaires sociales saisie pour avis (création d'un dispositif de prévention des accidents du travail au bénéfice des exploitants agricoles). (p. 295) : accepte les amendements n° 124 du Gouvernement (rétablissement dans le code général des impôts d'un article abrogé par erreur) et n° 305 de M. Philippe Adnot (modernisation de l'économie de l'appellation d'origine contrôlée Champagne). (p. 296) : accepte l'amendement n° 326 de M. Désiré Debavelaere (assouplissement des modalités de transfert des débits de boissons) - **Art. 41 (fourniture des renseignements nécessaires à l'établissement des listes électorales aux chambres d'agriculture)** : accepte l'amendement n° 125 du Gouvernement (élargissement de la composition de l'assemblée permanente des chambres départementales d'agriculture) - **Après l'art. 41** (p. 299) : accepte les amendements du Gouvernement n° 126 (mise à la charge de l'Etat des frais de propagande relative aux élections des membres assesseurs des tribunaux paritaires des baux ruraux) et n° 212 (institution d'une redevance sanitaire d'abattage sur les viandes importées de pays tiers à la Communauté européenne). (p. 300) : accepte l'amendement n° 279 de M. Philippe François (participation des organisations professionnelles agricoles et forestières à la protection des sites). (p. 301, 302) : accepte l'amendement n° 282 de M. Maurice Schumann (remaniement de la législation relative aux jardins familiaux) - **Seconde délibération** (p. 304) : se déclare favorable à la demande de seconde délibération du Gouvernement. Formule de la loi de modernisation de l'agriculture. Ecrêtement de la taxe foncière non bâtie. Proratation en matière de déduction de la rente du sol. Adoption de dispositions significatives - **Art. 4 quater (usage abusif de position dominante)** (p. 305) : accepte l'amendement de suppression n° A-9 du Gouvernement - **Art. 6 (critères de répartition des droits à produire)** : accepte l'amendement n° A-1 du Gouvernement (assouplissement de ces dispositions en faveur des jeunes agriculteurs) - **Art. 13 (droits de mutation pour les jeunes installés)** (p. 306) : accepte l'amendement n° A-2 du Gouvernement (modification de la date des acquisitions prises en compte) - **Art. 19 (régime de faveur pour les associations de gestion de l'espace)** : accepte l'amendement n° A-3 du Gouvernement (suppression des dispositions relatives aux unions d'associations foncières) - **Art. 24 bis (rôle des organisations professionnelles agricoles et sylvicoles de protection de la nature)** : accepte l'amendement de suppression n° A-4 du Gouvernement - **Art. 26 bis A**

(réciprocité des règles de recul entre les maisons d'habitation occupées par des tiers et les installations d'élevage) : accepte l'amendement de suppression n° A-5 du Gouvernement - **Section 3 du titre II (place de l'agriculture dans l'aménagement et l'entretien de l'espace rural)** : accepte l'amendement n° A-6 du Gouvernement (suppression de cette division et de son intitulé) - **Art. 26 ter (dégrèvement total de taxe foncière sur les propriétés non bâties au profit des agriculteurs des régions péri-urbaines)** : accepte l'amendement de suppression n° A-7 du Gouvernement - **Art. 27 ter (exonération de taxe d'apprentissage de certains groupements d'employeurs)** (p. 307) : accepte l'amendement n° A-8 du Gouvernement (modification de la date d'entrée en vigueur) - **Sur l'ensemble** (p. 311) : qualité des travaux du Sénat. Remerciements.

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement - Deuxième lecture [n° 0139 (94-95)]** - (16 janvier 1995) - **Art. 7 bis (comités régionaux de l'environnement)** (p. 352, 353) : son amendement n° 176 : participation des représentants des chambres d'agriculture, des chambres de commerce et d'industrie et des chambres de métiers ; retiré - **Art. 13 (plans de prévention des risques naturels prévisibles)** (p. 368, 369) : son amendement n° 136 : concertation avec les représentants des chambres d'agriculture et du centre régional de la propriété foncière ; retiré - **Art. 16 (coordination avec les dispositions relatives aux plans de surfaces submersibles)** : son amendement n° 137 : maintien de la législation sur les calamités agricoles ; retiré - **Art. 19 (obligations des propriétaires riverains des cours d'eau non domaniaux)** (p. 372) : soutient l'amendement n° 68 de M. Louis de Catuelan (boues de curage contaminées et rôle du préfet). Son amendement n° 138 : boues de curage contaminées ; adopté - **Après l'art. 26 A** (p. 382) : son amendement n° 139 : délai de deux mois permettant au bailleur de s'opposer aux travaux ; adopté - **Après l'art. 36 septies** (p. 410, 411) : ses amendements, soutenus par M. André Egu, n° 142 : indemnisation des dégâts causés aux récoltes et aux biens agricoles assujettis à la mutualité sociale agricole ; et n° 143 : création d'un fonds d'indemnisation des dommages causés par les espèces animales protégées ; irrecevables (article 40 de la Constitution).

- **Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 0211 (94-95)]** - (17 janvier 1995) - Rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 471, 472) : accord sur un texte commun en commission mixte paritaire. Modalités introduites par le Sénat pour l'écrêtement de la taxe sur le foncier non bâti. Dispositif sénatorial d'abattement pour la déduction de la rente du sol. Reprise de dispositions votées au Sénat en première lecture. Compléments au statut du fermage. Conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire. Commission départementale d'orientation de l'agriculture. Délimitation de la période d'imputation de "l'abattement jeune agriculteur". Conditions de circulation des vins. Engagements du Gouvernement sur une concertation prochaine avec le Parlement. Propose l'adoption des conclusions de la commission mixte paritaire.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 [n° 0379 (94-95)]** - Suite de la discussion - (27 juillet 1995) - **Après l'art. 24** (p. 1677) : son amendement, soutenu par M. Daniel Millaud, n° 119 : définition des conditions d'exercice de l'activité de réparateur en véhicules accidentés ; retiré.

- **Résolution (n°15, 95-96), adoptée par la commission des affaires économiques et du Plan, en application de l'article 73 bis, alinea 8, du règlement, sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 92/50/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés publics de services, la directive 93/36/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés publics de fournitures et la directive 93/37/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés**

publics de travaux, ainsi que la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 93/38/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications (n° E 404) [n° 0292 (94-95)] - (12 octobre 1995) - Discussion de la résolution (p. 1850) : son amendement, soutenu par M. Alphonse Arzel, n° 2 : exclusion du champ d'application des nouvelles directives des secteurs non couverts par l'accord sur les marchés publics, AMP : télécommunications, gaz, pétrole, transports ferroviaires interurbains et services de recherche et développement ; adopté.

- **Projet de loi portant adaptation de la législation française aux dispositions de la convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime et tendant à améliorer la lutte contre le trafic de stupéfiants** [n° 0611 (93-94)] - Suite de la discussion - (18 octobre 1995) - Après l'art. 15 (p. 1904) : se déclare favorable aux amendements de M. Gérard Larcher n° 27 (incrimination des organisations criminelles) et n° 26 (mention dans l'intitulé du titre II de la criminalité organisée).

- **Projet de loi relatif aux transports** [n° 0383 (94-95)] - (18 octobre 1995) - Discussion générale (p. 1922, 1923) : mission d'information sénatoriale sur la sécurité du transport maritime. Sécurité en mer. Transport fluvial. Exemple de l'Oise. Renforcement de la sûreté dans les aéroports et à bord des avions. Plate-forme aéroportuaire Roissy-Orly. Contrôle de l'alcoolémie. Transport routier de matières dangereuses. Circulation de véhicules dangereux et polluants. Carburants oxygénés. Le groupe de l'Union centriste votera ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 1996** [n° 0076 (95-96)]

Discussion des articles de la première partie :

- Suite de la discussion - (23 novembre 1995) - **Art. 30 (montant du prélèvement effectué sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)** (p. 2876, 2877) : part attribuée à l'agriculture française. Gel des terres. Le groupe de l'Union centriste votera cet article.

- Suite de la discussion - (24 novembre 1995) - Après l'art. 15 bis (p. 2972) : son amendement, soutenu par M. André Egu, n° I-44 : déduction forfaitaire des dépenses de mise en conformité des bâtiments d'exploitation avec les normes d'environnement ; retiré. (p. 2974) : son amendement, soutenu par M. André Egu, n° I-45 : modification du taux de la déduction forfaitaire applicable aux immeubles ruraux loués par bail à long terme ; retiré. (p. 2975, 2976) : ses amendements, soutenus par M. André Egu, n° I-47 : possibilité pour l'apporteur de faire inscrire à l'actif du bilan de la société bénéficiaire de l'apport, ses stocks pour leur valeur vénale ; et n° I-46 : suppression de l'obligation du bail à long terme en matière de report d'imposition des plus-values en cas d'apport à une société agricole ; retirés.

Deuxième partie :

Aménagement du territoire, équipement et transports - IV - Mer

- (30 novembre 1995) - En remplacement de M. Jacques Rocca-Serra, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (p. 3488, 3489) : secrétariat général de la mer. Rapports sur le thème de la mer. Grandes lignes du budget de la mer. Marine marchande française. Pavillon Kerguelen. Accès fluvial et routier aux grands ports. (p. 3490) : docks. Fiscalité des entreprises maritimes. Importance de la marine marchande française. Sous réserve de quelques recommandations, la commission des affaires

économiques émet un avis favorable à l'adoption des crédits relatifs à la mer.

Industrie (et commerce extérieur)

- (7 décembre 1995) - Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, pour le commerce extérieur (p. 3954, 3955) : dévaluations compétitives de monnaies au sein de la CEE. Négociations multilatérales. Progrès de l'excédent commercial français. Chute du solde des produits agricoles. Fraudes à la TVA. Marché asiatique. Recul de l'investissement français à l'étranger. Plan en faveur des PME exportatrices. Postes d'expansion économique à l'étranger. Diminution du coût des grands contrats. Avis favorable à l'adoption de ces crédits.

Articles non rattachés :

- (9 décembre 1995) - **Art. 59 quinquies (assujettissement à la taxe professionnelle des activités de production de graines, semences et plans effectuée par l'intermédiaire de tiers)** (p. 4179) : son amendement n° II-114 : exonération des producteurs pour la partie correspondant à leur propre production ; devenu sans objet. Perte financière pour les communes. Double aspect du travail de semencier : distinction entre l'acte de production agricole et l'acte commercial - **Avant l'art. 59 nonies** (p. 4195) : ses amendements n° II-118 : exonération des coopératives d'approvisionnement à condition qu'elles pratiquent exclusivement l'approvisionnement ; retiré au profit de l'amendement analogue n° II-149 de la commission, et n° II-119 de conséquence ; retiré. (p. 4199) : se déclare favorable à l'amendement n° II-149 de la commission (exonération de la contribution sociale de solidarité des sociétés, CSSS, accordée aux coopératives d'approvisionnement pour la partie de leur chiffre d'affaires correspondant aux recettes reçues de leurs membres en contrepartie de l'activité d'approvisionnement). (p. 4200) : son amendement n° II-152 : exonération des coopératives agricoles d'insémination artificielle du versement de la contribution sociale de solidarité des sociétés ; adopté.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995** [n° 0119 (95-96)] - Suite de la discussion - (20 décembre 1995) - Après l'art. 15 (p. 4561) : son amendement, soutenu par M. Guy Robert, n° 42 : extension au secteur agricole de la possibilité pour les SARL de famille d'opter pour l'impôt sur le revenu des personnes physiques ; retiré.

SOURDILLE (Jacques), sénateur (Ardennes) RPR.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances ; en démissionne ; puis membre de la commission des affaires économiques (JO Lois et décrets du 8 juin 1995) ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Secrétaire de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire du Conseil national de la cinématographie.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement - Deuxième lecture** [n° 0139 (94-95)] - (16 janvier 1995) - Après l'art. 29 (p. 388) : intervient sur l'amendement n° 179 de M. Alain Vasselle (possibilité d'exonération de la taxe sur les espaces naturels sensibles).

SOUVET (Louis), sénateur (Doubs) RPR.

NOMINATIONS

Vice-Président de la commission des affaires sociales ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995) ; puis vice-président (JO Lois et décrets du 6 octobre 1995).

Membre suppléant du Conseil National des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Membre titulaire de la Commission d'évaluation prévue par l'article 82 de la loi quinquennale sur l'emploi, modifié par l'article 101 de la loi n° 95-116 du 4 février 1995 (JO Lois et décrets du avril 1995).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant le contrat initiative-emploi (27 juillet 1995).

DÉPÔTS

Proposition de loi, relative à la représentation des élus au sein des districts urbains [n° 0392 (93-94)] reprise le 11 octobre 1995 (3 mai 1994) - **Communautés urbaines.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, portant création d'un système de distinction cohérent pour les bénévoles des sociétés musicales et chorales [n° 0239 (94-95)] (24 mars 1995) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 19 janvier 1995) - **Décorations.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, visant à clarifier les conditions d'accueil des gens du voyage sur le territoire des communes de plus de 5 000 habitants [n° 0240 (94-95)] (29 mars 1995) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 19 janvier 1995) - **Communes.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, visant à instituer une régulation triennale des créations ou suppressions de postes d'enseignement au sein des écoles primaires [n° 0278 (94-95)] (19 mai 1995) - **Enseignement primaire.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur : 1° le projet de loi [n° 358 (94-95)], instituant le contrat initiative-emploi (urgence déclarée) ; 2° le projet de loi [n° 368 (94-95)], relatif à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale (urgence déclarée) [n° 0370 (94-95)] (12 juillet 1995) - **Emploi.**

Rapport, au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant le contrat initiative-emploi [n° 0403 (94-95)] (29 juillet 1995) - **Emploi.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale [n° 0404 (94-95)] (29 juillet 1995) - **Emploi.**

Avis, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Travail, emploi et formation professionnelle [n° 0081 (95-96), tome 7] (21 novembre 1995) - **Lois de finances.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 87 (95-96)] en faveur du développement des emplois de services aux particuliers [n° 0126 (95-96)] (13 décembre 1995) - **Emploi.**

- **Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture [n° 0089 (94-95)] - Suite de la discussion - (10 janvier 1995) - Après l'art. 3 bis (p. 78) :** son amendement, soutenu par M. Roger Rigaudière, n° 6 : maîtrise de la production des appellations d'origine contrôlée, AOC ; adopté - **Art. 6 (critères de répartition des droits à produire)** (p. 100) : son amendement, soutenu par M. Roger Rigaudière, n° 285 : renforcement de la gestion décentralisée des droits à produire ; retiré.

- **Projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours [n° 0217 (94-95)] - (27 juin 1995) - Discussion générale (p. 672, 674) :** sapeurs-pompiers. Service départemental d'incendie et de secours, SDIS. Conseil d'administration. Composition. Règle de majorité. Demande l'exclusion des communautés urbaines du champ d'application du projet de loi. Attachement au principe de la gratuité des secours. Sapeurs-pompiers volontaires.

- **Projet de loi de programmation du "nouveau contrat pour l'école" [n° 0197 (94-95)] - Suite de la discussion - (5 juillet 1995) - Après l'art. 1er (p. 914) :** son amendement n° 2, soutenu par M. Philippe Richert : proposition pour remédier aux fermetures de classes ; retiré, puis repris par M. Jean-Louis Carrère.

- **Projet de loi instituant le contrat initiative-emploi [n° 0358 (94-95)] - (19 juillet 1995) - Rapporteur de la commission des affaires sociales - Discussion générale - commune avec celle du projet de loi n° 368 (94-95) - (p. 1224) :** lutte contre la fracture sociale. Chômage. Données chiffrées. Relèvement du SMIC. Chômage de longue durée. (p. 1225) : contrat initiative-emploi, CIE. Allègement des charges sociales sur les bas salaires. Financement de la politique familiale. (p. 1226, 1227) : activation des dépenses passives d'indemnisation du chômage. Emploi des jeunes. Apprentissage et formation professionnelle. Exonération des charges sociales. Aménagement du temps de travail. Sous réserve de l'adoption de ses amendements, accepte les deux projets de loi en discussion générale commune.

- **Projet de loi relatif à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale [n° 0368 (94-95)] - (19 juillet 1995) - Rapporteur de la commission des affaires sociales - Discussion générale - commune avec celle du projet de loi n° 358 (94-95) - Voir intervention sous le projet de loi n° 358 (p. 1224, 1227).**

- **Projet de loi instituant le contrat initiative-emploi [n° 0358 (94-95)] - Suite de la discussion - (20 juillet 1995) - Rapporteur de la commission des affaires sociales - Avant l'art. 1er (p. 1256) :** s'oppose aux amendements n° 8 de Mme Michelle Demessine (abaissement à trente-cinq heures de la durée hebdomadaire du travail) et n° 20 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (abaissement à trente-cinq heures de la durée hebdomadaire légale du travail - proposition d'un processus transitoire qui fixe la durée légale à trente-sept heures au 1er janvier 1996). (p. 1257) : s'oppose à l'amendement n° 9 de Mme Michelle Demessine (fixation du SMIC à 7500 francs mensuels) - **Art. 1er (institution du contrat initiative-emploi et suppression du contrat de retour à l'emploi) - Art. L. 322-4-2 du code du travail (publics visés et aides)** (p. 1260) : son amendement n° 47 : ouverture du CIE à d'autres catégories de personnes ; adopté. (p. 1264) : son amendement rédactionnel n° 2 ; adopté. (p. 1265) : son amendement n° 3 : prévision par des conventions d'une formation liée à l'activité de l'entreprise - aide au tutorat ; adopté. (p. 1267) : son amendement rédactionnel n° 4 ; adopté - **Art. L. 322-4-3 du code du travail (employeurs intéressés)** (p. 1261) : son amendement n° 5 : assouplissement des dispositions de l'article précité et prise en compte d'un licenciement autre que le licenciement économique ; adopté. (p. 1268) : s'oppose à l'amendement n° 26 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (licenciement

INTERVENTIONS

sans cause réelle ni sérieuse précédant le CIE - fin d'un contrat à durée déterminée). (p. 1269) : s'oppose à l'amendement n° 11 de Mme Michelle Demessine (interdiction pour l'entreprise de licencier pendant les deux années suivant la conclusion d'un CIE) - **Art. L. 322-4-4 du code du travail (régime juridique)** (p. 1276) : s'oppose aux amendements identiques n° 13 de Mme Michelle Demessine et n° 27 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (suppression de la référence au contrat à durée déterminée). (p. 1277) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Madeleine Dieulangard n° 28 (communication des contrats aux organisations syndicales représentatives) et n° 29 (garantie supplémentaire accordée aux salariés embauchés sous CIE) - **Art. L. 322-4-5 du code du travail (atténuation des effets de seuil d'effectifs)** (p. 1279) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 14 de Mme Michelle Demessine, ainsi qu'à l'amendement n° 30 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (nouvelle rédaction qui prévoit que les mêmes dispositions légales et conventionnelles et usages applicables aux salariés sous contrat à durée indéterminée s'appliquent également aux salariés sous CIE) - **Art. L. 322-4-6 du code du travail (exonération de charges sociales)** (p. 1279) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° 15 de Mme Michelle Demessine et n° 31 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (maintien des cotisations des employeurs en matière d'accidents du travail). (p. 1280) : son amendement n° 6 : possibilité pour les handicapés de plus de 50 ans de bénéficier de l'exonération dès lors qu'ils sont sans emploi depuis plus d'un an ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 32 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (différenciation entre les exonérations accordées suivant la gravité de la situation du demandeur d'emploi). (p. 1281) : s'oppose à l'amendement n° 16 de Mme Michelle Demessine (calcul de l'exonération en fonction de la taille et de l'activité de l'entreprise) - **Art. 2 (information du comité d'entreprise ou des délégués du personnel)** (p. 1282) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Madeleine Dieulangard n° 33, rédactionnel, et n° 34 (représentation du personnel et signature d'une convention dès le départ du processus), ainsi qu'à l'amendement n° 17 de Mme Michelle Demessine (information et consultation des instances représentatives du personnel pour la conclusion d'un CIE). Accepte l'amendement n° 35 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (information des représentants du personnel sur les créations nettes d'emplois). (p. 1283) : s'oppose à l'amendement n° 18 de Mme Michelle Demessine (information du comité départemental de la formation professionnelle et bilan chiffré adressé au comité supérieur de l'emploi) - **Après l'art. 4** (p. 1285) : accepte l'amendement n° 40 de M. Pierre Lagourgue (application aux contrats d'accès à l'emploi, CAE, de certaines dispositions du CIE) modifié par les sous-amendements n° 48 du Gouvernement et n° 50 de M. Alain Vasselle - **Art. 4 (non-application du CIE dans les départements d'outre-mer et à Saint-Pierre-et-Miquelon)** (p. 1286) : accepte l'amendement de coordination n° 39 de M. Pierre Lagourgue - **Art. 6 (dispositions transitoires)** : son amendement n° 7 : possibilité pour les bénéficiaires d'un CES, d'un emploi consolidé ou d'un contrat de travail avec une entreprise d'insertion de bénéficier du contrat du CIE sans attendre d'y avoir droit au terme d'une nouvelle année de chômage ; adopté. Sur son amendement n° 7 précité, accepte le sous-amendement n° 49 du Gouvernement. S'oppose à l'amendement de coordination n° 36 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard et estime que l'amendement n° 19 de Mme Michelle Demessine (possibilité pour les bénéficiaires d'un CES de conclure un CIE) est satisfait par son amendement n° 7 précité - **Après l'art. 6** (p. 1288) : s'oppose à l'amendement n° 38 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (possibilité pour les syndicats de contrôler les licenciements pour motif économique).

- **Projet de loi relatif à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale [n° 0368 (94-95)] - Suite de la discussion** - (20 juillet 1995) - Rapporteur de la commission des affaires sociales - **Avant l'art. 1er** (p. 1294) : s'oppose à l'amendement n° 15 de Mme Michelle Demessine (participation des revenus financiers au financement des dépenses sociales) - **Art. 1er (réduction de**

charges sociales patronales sur les bas salaires) (p. 1296) : son amendement n° 1 : nécessité de ne pas prendre en compte dans l'assiette de calcul diverses primes ; retiré - **Après l'art. 1er** (p. 1302) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 6 de M. André Jourdain (possibilité pour tout employeur qui augmente ses effectifs de 10 % de déduire des cotisations d'assurance chômage le montant des salaires bruts des employés ainsi embauchés) - **Après l'art. 2** : accepte l'amendement n° 9 de M. Jean-Pierre Cantegrit (jeunes qui partent travailler à l'étranger) - **Art. 3 (contreparties)** (p. 1305) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 11 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard et n° 18 de Mme Michelle Demessine - **Après l'art. 3** : son amendement n° 3 : nécessité pour le Gouvernement de déposer deux rapports l'un avant la fin du premier trimestre 1996, l'autre avant le 30 juin 1997 ; adopté. (p. 1306) : demande le retrait de l'amendement n° 4 de M. Jean-François Le Grand (représentation des personnels navigants au sein du conseil d'administration d'Air France). (p. 1309) : accepte les amendements de M. Jean Chérioux n° 7 (évaluation par l'Inspection générale des affaires sociales des actions des associations) et n° 8 (renforcement de l'information des donateurs en cas de collecte à l'initiative d'un collectif d'associations). (p. 1310) : demande le retrait de l'amendement n° 12 de M. Rodolphe Désiré (cadre juridique du protocole signé en janvier 1995 entre les médecins du secteur géographique Antilles-Guyane et la caisse de retraite).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 [n° 0379 (94-95)]** - (26 juillet 1995) - **Discussion générale** (p. 1540 à 1542) : financements nécessaires au plan emploi. Economie portant sur les cotisations d'allocations familiales. Aide au premier emploi des jeunes. Contrats emploi solidarité. Aide aux chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprises. Votera le projet de loi de finances rectificative pour 1995.

- **Projet de loi relatif à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 404 (94-95)]** - (29 juillet 1995) - Rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale - commune avec celle des conclusions du rapport n° 403 (94-95) - Voir son intervention sous le n° 403 (p. 1757, 1758).**

- **Projet de loi instituant le contrat initiative-emploi - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 0403 (94-95)]** - (29 juillet 1995) - Rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale - commune avec celle des conclusions du rapport n° 404 (94-95) (p. 1757, 1758)** : Français ayant perdu leur emploi à l'étranger. Dénonciation de la convention. Régime juridique des contrats initiative-emploi. Effectif de l'entreprise. Information du comité d'entreprise. Départements d'outre-mer. Participation des parlementaires du département aux comités de la formation professionnelle. Financement de la formation en alternance. Réduction des cotisations sociales. Fonds collectés. Salariés expatriés. Pensions contributives. Insertion des chômeurs indemnisés. Demande le vote des textes tels qu'ils ressortent des conclusions des deux commissions mixtes paritaires.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Travail, dialogue social et participation

- (8 décembre 1995) - Rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (travail et emploi) (p. 4005, 4007) : évolution des crédits. Création d'emplois. Contrat initiative-emploi, CIE. Allègement du coût du travail. Budgétisation progressive des cotisations d'allocations familiales. Stages d'insertion et de formation. Préretraites progressives. Crédits affectés à l'Agence nationale pour l'emploi, ANPE. Insertion dans le secteur marchand. Projet de contrat d'initiative locale ou d'utilisation sociale. Absence de crédits consacrés à la réduction du temps de travail. Aide

aux chômeurs créateurs et repreneurs d'entreprises, ACCRE. Réduction des crédits consacrés à la prévention des risques professionnels. Accepte les crédits consacrés au travail et à l'emploi - Art. 69 (*fusion de la réduction dégressive et de l'exonération de cotisations d'allocations familiales sur les bas salaires*) (p. 4026) : son amendement n° II-73 : simplification du dispositif complexe proposé par cet article - temps partiel ; adopté après modification par le sous-amendement n° II-176 du Gouvernement.

- **Projet de loi en faveur du développement des emplois de services aux particuliers** [n° 0087 (95-96)] - (20 décembre 1995) - Rapporteur de la commission des affaires sociales - Discussion générale et art. 1er à après l'art. 6 : son intervention et ses amendements présentés par M. Jean Madelain (p. 4608, 4627).

SUDRE (Margie), *secrétaire d'Etat chargé de la francophonie*.

dans le Gouvernement Juppé le 18 mai 1995 (JO Lois et décrets du 19 mai 1995).

Fin de ses fonctions ministérielles (démission du Gouvernement le 7 novembre 1995) (JO Lois et décrets du 8 novembre 1995).

puis, *secrétaire d'Etat chargé de la francophonie* dans le deuxième Gouvernement Juppé le 7 novembre 1995 (JO Lois et décrets du 8 novembre 1995).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Turkménistan sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements** [n° 0008 (95-96)] - (9 novembre 1995) - Discussion générale - commune avec celle du projet de loi n° 11 (95-96) (p. 2416 à 2418) : reconnaissance du Kirghizistan par la France et établissement de relations avec ce pays. Spécificités du traité. Coopération linguistique et culturelle. Développement d'une coopération économique. Caractéristiques de la protection accordée aux investisseurs français au Kirghizistan. Reconnaissance par la France du Turkménistan. Développement économique de ce pays. Caractéristiques du traité - Sur l'ensemble (p. 2419) : consultations des assemblées territoriales d'outre-mer.

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et le Turkménistan** [n° 0011 (95-96)] - (9 novembre 1995) - Discussion générale - commune avec celle du projet de loi n° 8 (95-96) - Voir son intervention sous le projet de loi n° 8 (95-96) (p. 2416 à 2418).

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Kirghizistan sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements** [n° 0009 (95-96)] - (9 novembre 1995) - Discussion générale - commune avec celle du projet de loi n° 13 (95-96) - Voir son intervention sous le projet de loi n° 8 (95-96) (p. 2416 à 2418).

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République du Kirghizistan** [n° 0013 (95-96)] - (9 novembre 1995) - Discussion générale - commune avec celle du projet de loi n° 9 (95-96) - Voir son intervention sous le projet de loi n° 8 (95-96) (p. 2416 à 2418).

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Ukraine sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements** [n° 0006 (95-

96)] - (9 novembre 1995) - Discussion générale - commune avec celle du projet de loi n° 384, (94-95) (p. 2420, 2421) : développement des relations bilatérales entre la France et l'Etat ukrainien dans une perspective européenne. Volonté des autorités ukrainiennes de construire un Etat souverain et stable ouvert à l'Europe. Lutte contre la prolifération des armes nucléaires. Protection des investisseurs. Montants investis par les entreprises françaises.

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité d'entente et de coopération entre la République française et l'Ukraine** [n° 0384 (94-95)] - (9 novembre 1995) - Discussion générale - commune avec celle du projet de loi n° 6 (95-96) - voir son intervention sous le projet de loi n° 6 (95-96) (p. 2420, 2421).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Zimbabwe en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu, sur les gains en capital et sur la fortune (ensemble un protocole)** [n° 0010 (95-96)] - (9 novembre 1995) - Discussion générale (p. 2423, 2424) : imposition des rémunérations et pensions publiques, et des rémunérations et pensions privées. Relations économiques et politiques avec le Zimbabwe. Demande l'approbation du projet de loi.

T

TAITTINGER (Pierre-Christian), sénateur (Paris) RI.

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire de la Commission nationale consultative des droits de l'homme.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'abus des biens sociaux [n° 0317 (94-95)] (17 juin 1995) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 7 juin 1995) - Droit pénal.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique, modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire et abrogeant les dispositions relatives à la Communauté et les dispositions transitoires [n° 0374 (94-95)] - (24 juillet 1995) - Discussion générale (p. 1346, 1348) : droit et coutume. Exemple de l'article 5 de la Constitution. Huitième révision constitutionnelle. Inflation législative. Qualité du travail parlementaire. Durée de la session. Déclin du Parlement. Historique du référendum. Rôle du référendum pour le général de Gaulle. Coût financier d'un référendum. Augmentation de la fréquence des consultations électorales. Rôle des médias. Organisation future d'un référendum consultatif.**

TARDY (Fernand), sénateur (Alpes-de-Haute-Provence) SOC.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995) ; puis vice-président (JO Lois et décrets du 6 octobre 1995).

Membre suppléant du comité consultatif du Fonds national des abattoirs.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture (12 janvier 1995).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture [n° 0089 (94-95)] - (9 janvier 1995) - Discussion générale (p. 19, 21) : politique agricole commune, PAC. Accords du GATT. Installation des agriculteurs. Taxe foncière sur les propriétés non bâties. Pluriactivité. Formation des agriculteurs. Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural, SAFER. Conseil supérieur**

d'orientation, CSO. Commission départementale d'orientation. Prérétraites. Pensions de réversion.

- **Suite de la discussion - (10 janvier 1995) - Art. 1er (objectifs de la politique agricole) (p. 64, 65) : sur l'amendement n° 8 de la commission (nouvelle rédaction), ses sous-amendements n° 161 : anticipation sur des politiques agricoles de demain ; n° 162 : préservation d'une répartition sur l'ensemble du territoire ; n° 163 : maintien des activités au sein du monde rural par une répartition équilibrée des droits à produire ; et n° 165 : zones de montagne ; rejetés ; n° 164 : formation des exploitants agricoles ; adopté - Art. 2 (missions du Conseil supérieur d'orientation et de coordination de l'économie agricole et alimentaire) (p. 75) : sur l'amendement n° 11 de la commission (rétablissement du rôle du CSO en matière de cohérence des projets départementaux d'orientation), ses sous-amendements n° 166 : cohérence avec la politique d'orientation des productions et d'orientation des marchés ; adopté ; n° 167 : participation à l'effort de résorption de la faim dans le monde ; rejeté - Après l'art. 4 ter (p. 81, 82) : son amendement, soutenu par M. Roland Courteau, n° 168 : respect du jeu normal des règles du marché et sanction des comportements excessifs ; retiré - Art. 5 (commission départementale d'orientation de l'agriculture) (p. 84) : son amendement, soutenu par M. René-Pierre Signé, n° 169 : position des commissions départementales d'orientation ; retiré. (p. 88) : son amendement, soutenu par M. William Chervy, n° 170 : possibilité pour toute personne, dont le cas est évoqué devant la commission, d'être entendue par elle ; rejeté - Après l'art. 26 (p. 93) : son amendement n° 219 : texte actuellement applicable en matière de contrôle des structures ; retiré - Art. 6 (p. 96, 97) : son amendement, soutenu par M. René-Pierre Signé, n° 171 : transfert et octroi des références de production et des droits à aide ; rejeté. Son amendement n° 172 : caractère non marchand des droits à produire ; devenu sans objet. (p. 99) : son amendement n° 173, soutenu par M. Roland Courteau : notion de zone géographique ; retiré. Son amendement, soutenu par M. William Chervy, n° 299 : attribution pendant un an au plan départemental de réserves dans certaines zones difficiles ; rejeté. (p. 100, 101) : ses amendements, soutenus par M. Roland Courteau, n° 174 et n° 175 : cumul des droits à produire ; rejetés. (p. 102) : se déclare favorable à l'amendement n° 321 de Mme Janine Bardou (octroi de droits à produire supplémentaires pour les jeunes agriculteurs qui s'installent dans des espaces difficiles).**

- **Suite de la discussion - (11 janvier 1995) - Après l'art. 9 ter (p. 175) : son amendement n° 176 : indemnisation des calamités agricoles ; retiré - Après l'art. 9 (p. 177) : son amendement, soutenu par M. William Chervy, n° 214 : mécanisme d'exonération progressive des plus-values professionnelles ; retiré - Après l'art. 9 ter (suite) (p. 193) : son amendement, soutenu par M. William Chervy n° 215 : déduction fiscale pour investissement pour l'acquisition de parts de coopérative ; irrecevable (article 40 de la Constitution). (p. 197) : son amendement, soutenu par M. Marcel Charmant, n° 216 : droits d'enregistrement pour les jeunes agriculteurs qui répondent au critère d'une première installation ; retiré - Après l'art. 14 ter (p. 198) : son amendement, soutenu par M. William Chervy, n° 181 : stage effectué par les jeunes agriculteurs candidats à l'installation ; retiré - Après l'art. 10 : son amendement, soutenu par M. William Chervy, n° 217 : déduction du bénéfice imposable du loyer des terres affectées à l'exploitation ; retiré - Art. 11 (objectifs de la politique d'installation) (p. 205) : son amendement n° 177 : information préalable au départ de l'agriculteur ; retiré. (p. 206) : son amendement n° 178 : mise en place d'une charte nationale d'installation qui redéfinira les rôles des SAFER ; adopté - Après l'art. 12 (p. 213) : son amendement, soutenu par M. William Chervy, n° 218 : apport de capitaux par des non-exploitants ; devenu sans objet - Après l'art. 14 ter : son amendement n° 180 : évaluation de l'exploitation lors de la transmission ; retiré.**

- Suite de la discussion - (12 janvier 1995) - Avant la section I du titre III (p. 243) : son amendement, soutenu par M. William Chervy, n° 182 : reconnaissance des fonctions de gestion de l'espace rural des agriculteurs et rémunération de celles-ci ; retiré - Après l'art. 26 (p. 260) : son amendement n° 220 : cas des exploitations échappant au contrôle des structures ; rejeté - Art. 29 (*calcul des cotisations sociales des travailleurs occasionnels*) (p. 270) : son amendement n° 300 : extension de l'exonération aux coopératives agricoles pour leurs activités de conditionnement et d'emballage ; rejeté - Explications de vote sur l'ensemble (p. 310, 311) : aspects positifs de ce texte. Regrette l'absence d'une loi cadre. Le groupe socialiste s'abstiendra lors du vote de ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Agriculture, pêche et alimentation

- (28 novembre 1995) (p. 3285 à 3287) : actions prioritaires, crédits reconduits et crédits revus à la baisse. Mesures fiscales concernant l'agriculture. Enseignement agricole. Succès des établissements agricoles. Installation des jeunes agriculteurs. Faiblesse du volet foncier de la charte d'installation des jeunes agriculteurs. Avec le groupe socialiste, votera contre le projet de budget de l'agriculture pour 1996 - Examen des crédits - Art. 60 (*bonification de la contribution des collectivités locales aux frais d'entretien des forêts*) (p. 3327) : son amendement de suppression n° II-12, soutenu par M. Germain Authié ; rejeté.

TAUGOURDEAU (Martial), sénateur (Eure-et-Loir) RPR.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale (15 décembre 1995).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative au transfert aux départements d'une partie des services déconcentrés du ministère de l'équipement [n° 0366 (94-95)] (12 juillet 1995) - Administration territoriale.

TIZON (Jean-Pierre), sénateur (Manche) RI.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Juge suppléant de la Haute Cour de Justice ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 27 octobre 1995).

Juge titulaire de la Cour de Justice de la République ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 27 octobre 1995).

Membre titulaire de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne (JO Lois et décrets du 13 octobre 1995).

Membre titulaire du Conseil national des services publics départementaux et communaux (JO Lois et décrets du 26 novembre 1995).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Intérieur, réforme de l'Etat, décentralisation et citoyenneté - Sécurité civile [n° 0082 (95-96), tome 3] (21 novembre 1995) - Lois de finances.

Rapport, fait, au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n°105 (94-95), adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers [n° 0149 (95-96)] (20 décembre 1995) - Sécurité civile.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours [n° 0217 (94-95)]** - (27 juin 1995) - **Discussion générale** (p. 670, 672) : sécurité civile. Service départemental d'incendie et de secours, SDIS. Conseil d'administration. Sapeurs-pompiers volontaires. Financement ; participation souhaitable des sociétés d'autoroutes et des compagnies d'assurance. Pratiques sportives dangereuses. Médecins et pharmaciens de sapeurs-pompiers. Votera ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** - (28 juin 1995) - **Après l'art. 2** (p. 700) : soutient l'amendement n° 117 de M. Jacques Larché (remboursement des frais engagés par les services d'incendie et de secours dans les mêmes conditions que les frais d'intervention du SAMU) - **Après l'art. 4** (p. 705, 706) : intervient sur l'amendement n° 85 de M. Alain Jourdain (possibilité pour le maire de solliciter les sapeurs-pompiers résidant dans la commune pour des activités d'intérêt général ou humanitaire). "Activité d'intérêt général ou humanitaire et action de proximité".

- **Suite de la discussion** - (29 juin 1995) - **Art. 31 (précédemment réservé p. 739) (délibérations du conseil d'administration)** (p. 806) : son amendement n° 123 : majorité simple requise au sein du conseil d'administration ; rejeté - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 810, 811) : utilité du service de santé des sapeurs-pompiers. Evaluation financière attendue du coût de fonctionnement des services d'incendie et de secours. A une exception près, le groupe des Républicains et Indépendants votera ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif aux transports [n° 0383 (94-95)]** - **Suite de la discussion** - (19 octobre 1995) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1972) : pavillon " bis". Améliorations en matière de sécurité des transports. Adaptation de la législation française aux obligations européennes. Le groupe des Républicains et Indépendants votera ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Agriculture, pêche et alimentation

- (28 novembre 1995) (p. 3304, 3305) : prix du lait. Faiblesse des concours publics à l'agriculture. Politique agroalimentaire. Allègement des charges agricoles. Installation des jeunes agriculteurs. Pollution agricole. Votera le projet de budget de l'agriculture.

Intérieur, réforme de l'Etat, décentralisation et citoyenneté

- (2 décembre 1995) - Rapporteur pour avis de la commission des lois (sécurité civile) (p. 3595, 3597) :

programme d'acquisition des nouveaux Canadiens CL 415. Renouvellement de la flotte d'hélicoptères. Maintenance des aéronefs. Sapeurs-pompiers volontaires. Projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours. Lutte contre les incendies de forêts. Inondations. Plan de prévention des risques naturels prévisibles, PPR. Coût des interventions des services de secours. Accepte les crédits affectés à la sécurité civile.

TORRE (Henri), sénateur (Ardèche) RI.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Services du Premier ministre - I - Services généraux [n° 0077 (95-96), tome 3 annexe 33] (21 novembre 1995) - Lois de finances.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Discussion des articles de la première partie :

- **Suite de la discussion - (25 novembre 1995) - Explications de vote sur l'ensemble de la première partie (p. 3056) :** collectivités territoriales. Vote de la première partie du projet de loi de finances par le groupe des Républicains et Indépendants.

Deuxième partie :

Services du Premier ministre - I - Services généraux (et fonction publique)

- (25 novembre 1995) - Rapporteur spécial de la commission des finances (p. 3071, 3073) : transferts entre ministères : exemple des crédits de compensation des exonérations de redevances de télévision. Evolution du budget des services généraux pour 1996. Multiplicité des organismes rattachés. Commissariat à la réforme de l'Etat. Dispersion budgétaire des crédits en faveur des rapatriés. Propose l'adoption de ce projet de budget - **Après l'art. 68 quater (p. 3079, 3080) :** son amendement n° II-4 : présentation annuelle au Parlement, en annexe du projet de loi de finances, de la liste de toutes les commissions et instances consultatives ou délibératives placées auprès du Premier ministre ou des ministres ; adopté.

TOUBON (Jacques), ministre de la culture et de la francophonie.

Fin de ses fonctions ministérielles (démission du Gouvernement le 11 mai 1995) (JO Lois et décrets du 12 mai 1995)..

puis, *garde des Sceaux, ministre de la justice* dans le Gouvernement Juppé le 18 mai 1995 (JO Lois et décrets du 19 mai 1995).

Fin de ses fonctions ministérielles (démission du Gouvernement le 7 novembre 1995) (JO Lois et décrets du 8 novembre 1995).

puis, *garde des Sceaux, ministre de la justice* dans le deuxième Gouvernement Juppé le 7 novembre 1995 (JO Lois et décrets du 8 novembre 1995).

En qualité de ministre de la culture et de la francophonie

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi portant transposition de la directive n° 93/7 du 15 mars 1993 du Conseil des Communautés européennes relatives à la restitution des biens culturels ayant quitté illicitement le territoire d'un Etat membre [n° 0237 (94-95)] (23 mars 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 19 janvier 1995) - Patrimoine artistique, archéologique et historique.

Projet de loi portant transposition dans le code de la propriété intellectuelle des directives n° 93/83 du Conseil des communautés européennes du 27 septembre 1993 relative à la coordination de certaines règles du droit d'auteur et des droits voisins du droit d'auteur applicables à la radiodiffusion par satellite et à la retransmission par câble et n° 93/98 du Conseil des communautés européennes du 29 octobre 1993 relative à l'harmonisation de la durée de protection du droit d'auteur et de certains droits voisins [n° 0264 (94-95)] (5 avril 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 avril 1995) - Propriété intellectuelle.

En qualité de garde des Sceaux, ministre de la justice

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Déclaration de politique générale du Gouvernement [n° 0285 (94-95)] (23 mai 1995) - Gouvernement (déclarations).

Projet de loi portant adaptation de la législation française aux dispositions de la résolution 955 du Conseil de sécurité des Nations unies instituant un tribunal international en vue de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis en 1994 sur le territoire du Rwanda, et s'agissant des citoyens rwandais, sur le territoire d'Etats voisins [n° 0138 (95-96)] (14 décembre 1995) - Droits de l'homme.

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 2 de M. Claude Billard : **Politique économique (Retrait du "plan Juppé")** (JO Débats du 8 décembre 1995) (p. 3931).

n° 4 de M. Claude Estier : **Travail (Négociations avec les partenaires sociaux)** (JO Débats du 8 décembre 1995) (p. 3933).

n° 15 de M. Henri de Raincourt : **Entreprises (petites et moyennes) (Situation financière des PME et des PMI)** (JO Débats du 22 décembre 1995) (p. 4650).

INTERVENTIONS

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement [n° 285 (94-95)] - (23 mai 1995)** Lit à la tribune du Sénat le texte de la déclaration présentée à l'Assemblée nationale par M. Alain Juppé, Premier ministre (p. 563, 576).

- **Projet de loi portant amnistie [n° 0341 (94-95)] - (17 juillet 1995) - Discussion générale (p. 1037) :** tradition

républicaine et élection présidentielle. Conséquences budgétaires. Système de recouvrement des amendes. (p. 1038) : conséquence sur la population carcérale. Amnistie de droit. Cas des contraventions de police. Champ d'application de l'amnistie au quantum. "Grâce amnistiante". (p. 1039) : sanctions disciplinaires et professionnelles. Nouveau code pénal. Permis de conduire à points. Sévérité à l'égard des comportements dangereux. Amnistie conditionnelle et paiement préalable de l'amende. (p. 1040) : conséquence de l'amnistie sur les peines ou mesures complémentaires prononcées par les juridictions. Infractions exclues du champ d'application de l'amnistie. Cas des infractions routières. (p. 1041) : délit relatif à l'hygiène et à la sécurité. Actes des "commandos anti-IVG". (p. 1062) : interrogation sur le principe des lois d'amnistie. Responsabilité pénale des élus locaux. (p. 1063) : problème de l'amnistie des faits dus aux "commandos anti-IVG". Comparaison de l'amnistie des infractions commises par les employeurs avec celle des infractions commises par les salariés. Amnistie au quantum et seuil des douze mois avec sursis. (p. 1064) : Question de la grâce amnistiante. Restitution des points du permis de conduire. (p. 1065) : coût de l'amnistie. Querelle des "commandos anti-IVG" - **Art. 2 (amnistie de certains délits)** (p. 1066, 1067) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman n° 21 (extension du champ de l'amnistie aux sanctions qui accompagnent une contravention) et n° 22 (extension du champ de l'amnistie aux activités syndicales non revendicatives). (p. 1068, 1069) : accepte l'amendement n° 90 de M. Claude Estier (exclusion du champ de l'amnistie des infractions commises en relation avec des conflits tendant à contester les obligations légales des assurés). (p. 1069, 1070) : s'oppose à l'amendement n° 1 de la commission (limitation du champ d'application de l'article 2 par les exclusions prévues à l'article 26). (p. 1071, 1072) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman, n° 24 (extension du champ de l'amnistie aux conflits liés à la protection de l'environnement) et n° 25 (extension du champ de l'amnistie aux manifestations engagées pour défendre les personnes menacées d'expulsion de leur logement) - **Art. 3 (amnistie de certaines infractions à caractère militaire)** : accepte l'amendement n° 2 de la commission (rétablissement de la référence à l'article L. 132 du code du service national) - **Art. 4 (amnistie d'actes d'insoumission et de désertion)** (p. 1073) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 3 de la commission (suppression de l'amnistie du crime de désertion en cas de guerre suivie d'un complot et de la désertion à l'étranger en cas de guerre suivie d'un complot). Dispositions inapplicables dans les faits.

- **Suite de la discussion** - (18 juillet 1995) - **Art. 7 (amnistie des infractions punies de peines d'amende ou de peines d'emprisonnement inférieures à un certain quantum)** (p. 1081, 1083) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman, n° 26 et n° 27 (amnistie pour les peines d'emprisonnement inférieures à quatre mois), ainsi qu'aux amendements identiques n° 50 de M. Claude Estier et n° 28 de M. Charles Lederman (amnistie pour les peines d'emprisonnement inférieures ou égales à douze mois avec sursis) - **Art. 13 (amnistie individuelle par décret du Président de la République)** (p. 1086, 1094) : sur les amendements de M. Claude Estier, s'oppose aux n° 56 (personnes souffrant d'une maladie incurable) et n° 59 (interdiction du territoire), s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 57 (suppression des dates "1914-1918") et demande le retrait du n° 54 (amnistie pour les personnes vivantes). Son amendement n° 92 : engagés volontaires de 1914-1918 ; adopté - **Après l'art. 14** (p. 1099) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman n° 32 et n° 33 (représentants du personnel licenciés pour une faute autre que lourde), ainsi qu'à l'amendement n° 60 de M. Claude Estier (représentants du personnel licenciés pour une faute autre que lourde volontairement dolosive) - **Après l'art. 15** (p. 1101, 1102) : demande le retrait de l'amendement n° 19 de M. Alex Türk (travailleurs indépendants et professionnels libéraux). S'oppose à l'amendement n° 35 de M. Charles Lederman (étudiants ou élèves exclus des établissements universitaires et scolaires) - **Art. 16 (contestations relatives à**

l'amnistie des sanctions disciplinaires ou professionnelles) (p. 1103) : s'oppose à l'amendement n° 36 de M. Charles Lederman (juge unique pour statuer sur ces sanctions) - **Art. 17 (effets généraux de l'amnistie)** (p. 1105, 1109) : s'oppose à l'amendement n° 62 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (restitution des points retirés du permis de conduire). Accepte l'amendement n° 4 de la commission (réduction de points du permis de conduire) et, sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 93 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - **Art. 18 (effets de l'amnistie sur les autorisations administratives et sur certaines peines complémentaires)** (p. 1110, 1111) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier n° 63, n° 64 et n° 65 (mesures d'interdiction du territoire) ainsi qu'à l'amendement n° 37 de M. Charles Lederman (délit amnistié et interdiction du territoire). Accepte les amendements de la commission n° 5 (mesures de mise en conformité prévues par le code de l'urbanisme), n° 6 (interdiction de pénétrer dans une enceinte sportive) et n° 7 (casier judiciaire) - **Art. 20 (amnistie des faits d'évasion - supprimé par l'Assemblée nationale)** (p. 1113) : s'oppose aux amendements identiques de rétablissement n° 38 de M. Charles Lederman et n° 66 de M. Claude Estier - **Art. 21 (effets de l'amnistie en matière professionnelle et de décorations officielles)** (p. 1114) : s'oppose à l'amendement n° 39 de M. Charles Lederman (exception pour les représentants du personnel) et accepte l'amendement n° 91 de la commission (non-réintégration) - **Art. 26 (infractions exclues de l'amnistie)** (p. 1120, 1124) : son amendement n° 94 : rectification d'une erreur matérielle ; adopté. Accepte l'amendement n° 10 de la commission (délits de récidive en matière de contrefaçon) et s'oppose aux amendements n° 68 de M. Claude Estier ("exclusions perpétuelles"), n° 8 de la commission (infractions contre des personnes vulnérables), n° 40 de M. Charles Lederman (actes d'intimidation commis contre des personnes exerçant une fonction publique) et n° 14 de M. Adrien Gouteyron (protection des émissions cryptées). (p. 1125, 1127) : s'oppose à l'amendement n° 20 de Mme Joëlle Dusseau (contravention entraînant un retrait de trois points du permis de conduire) et aux amendements de M. Claude Estier n° 69 (salaire minimum et rémunération mensuelle), n° 70 (durée du travail), n° 71 (organisation du travail à temps partiel), n° 72 (heures supplémentaires), n° 73 (travail de nuit), n° 74 (âge d'admission au travail), n° 75 (emploi des enfants dans les spectacles et les professions ambulantes comme mannequin dans la publicité et la mode), n° 76 (repos hebdomadaire), n° 77 (travail du dimanche des apprentis), n° 78 (constitution et fonctionnement des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail), n° 79 (délégués du personnel), n° 80 (comité d'entreprise), n° 81 (entrave syndicale) et n° 83 (discrimination syndicale). Accepte l'amendement n° 11 de la commission (correction de deux erreurs de référence) ainsi que les amendements de M. Claude Estier n° 82 (entrave à l'action des inspecteurs du travail) et n° 84 (infraction aux règlements communautaires et nationaux du transport par route). (p. 1138) : accepte l'amendement n° 85 de M. Claude Estier (infraction à la réglementation sur les fouilles archéologiques). (p. 1139, 1140) : s'oppose à l'amendement n° 17 de M. Christian Bonnet (manifestations pacifiques contre l'interruption volontaire de grossesse).

- **Suite de la discussion** - (19 juillet 1995) - **Art. 26 (suite)** (p. 1162, 1164) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier n° 86 (actes de rébellion), n° 87 (outrage aux agents publics), n° 88 (outrage à un magistrat ou à un juré) et n° 89 (discrédit sur un acte ou une décision juridictionnelle) ainsi qu'à l'amendement n° 12 de la commission (atteintes à la sérénité de la justice). (p. 1166, 1170) : sur les amendements de M. Charles Lederman, accepte le n° 46 (transport routier de marchandises) et s'oppose aux n° 45 (abus de biens sociaux) et n° 47 (délits et contraventions en matière de législation et réglementation du travail). Demande le retrait de l'amendement n° 49 de M. Emmanuel Hamel (sanctions administratives, professionnelles ou disciplinaires liées aux marchés financiers) - **Art. 29 (application de la loi aux territoires d'outre-mer et à Mayotte)** (p. 1170) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 13 de la commission (nouvelle rédaction de l'article 29) - **Seconde**

délibération (p. 1171) : demande qu'il soit procédé à une seconde délibération de l'article 4, en application de l'article 43, alinéa 4, du règlement du Sénat - Art. 4 (*amnistie d'actes d'insoumission et de désertion*) : son amendement n° A-1 : amnistie pour les délits de désertion ; adopté - **Sur l'ensemble** (p. 1177) : pondération, équilibre et sévérité du texte adopté. Ouvertures vers une nouvelle politique pénale.

- **Projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique, modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire et abrogeant les dispositions relatives à la Communauté et les dispositions transitoires [n° 0374 (94-95)]** - (24 juillet 1995) - **Discussion générale** (p. 1319, 1321) : aménagements de la Constitution de 1958. Préservation des équilibres fondamentaux. Remerciements pour le travail de la commission des lois. Extension du champ du référendum et augmentation des pouvoirs du Président de la République. Article 11 de la Constitution. Définition des matières référendaires. Elargissement au domaine économique et social. Amendements de la commission des lois. Situation des services publics. (p. 1322, 1323) : règles de mise en oeuvre du référendum. Débat parlementaire préalable. Instauration d'une session unique de neuf mois. Missions du Parlement. Contrôle de l'action gouvernementale. Réduction de l'inflation législative. Conséquences du fonctionnement continu des institutions européennes. Définition du nombre de jours de séance. Place des questions orales et des propositions de loi. Maîtrise de l'ordre du jour. (p. 1324, 1325) : aménagements au régime de l'inviolabilité parlementaire. Article 26 de la Constitution. Réforme de l'autorisation préalable d'engager des poursuites. Maintien de l'autorisation en matière d'arrestation. (p. 1340) : atteinte au bloc de constitutionnalité et extension du référendum. Evocation de la discussion du projet de loi de 1984. (p. 1358) : référence à son ancienne déclaration relative à l'instauration d'un contrôle de constitutionnalité sur certains actes du Président de la République. Exemple du refus de signature par le Président de la République d'une ordonnance délibérée par le Parlement. (p. 1364, 1368) : référence à ses déclarations sur le référendum d'initiative populaire en 1990. Organisation du travail parlementaire. Référendum sur l'école. Impossibilité de contourner le Parlement par le biais du référendum. Avis du Conseil d'Etat sur l'élargissement du référendum aux questions de société. Consultation préalable du Conseil constitutionnel. Autorisation de poursuite et immunité parlementaire. Situation des parlementaires représentant des circonscriptions lointaines. Session de neuf mois et rôle du Parlement. Définition de la notion de "jours de séance". Appel à la décision du peuple. (p. 1369, 1370) : régime de l'immunité parlementaire mal compris par les Français. Rôle des médias. Exercice du mandat parlementaire et engagement des poursuites. Cumul des mandats locaux et des fonctions ministérielles. Demande au Sénat de soutenir ses propositions - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1373) : s'oppose à la motion n° 2 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. Situation du référendum en période de cohabitation. Stabilité maintenue du bloc de constitutionnalité - **Question préalable** (p. 1377) : s'oppose à la motion n° 1 de M. Jean-Luc Mélenchon, tendant à opposer la question préalable. Extension du champ du référendum à des questions concrètes. Aspects négatifs d'une démocratie d'opinion. Augmentation de l'expression populaire.

- **Suite de la discussion** - (25 juillet 1995) - **Art. 1er (l'extension du champ du référendum législatif)** (p. 1391, 1392) : réforme de l'article 11 de la Constitution : rapports entre les pouvoirs publics, nature juridique de la loi issue du référendum et contrôle de constitutionnalité. S'oppose aux amendements de M. Charles Lederman n° 21 de suppression et n° 22 (référendum d'initiative populaire), ainsi qu'à l'amendement de suppression n° 37 de M. Guy Allouche. Question du débat préalable devant chaque assemblée et de la possibilité de soumettre au référendum une proposition de loi. Sur l'amendement n° 6 de la commission (extension du champ du référendum et procédure parlementaire, cas de la

proposition de loi), ses sous-amendements n° 15 : suppression du cas de la proposition de loi soumise à référendum ; adopté ; et n° 73 : qualification de l'ensemble des réformes par les termes "économiques et sociales" ; retiré. (p. 1396) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 21 de M. Charles Lederman et n° 37 de M. Guy Allouche, ainsi qu'à l'amendement n° 22 de M. Charles Lederman (référendum d'initiative populaire). Accepte l'amendement n° 3 de M. Marcel Lucotte (instauration d'un débat parlementaire préalable sans vote). Sur l'amendement n° 6 précité de la commission, s'oppose au sous-amendement n° 23 de M. Charles Lederman (sanction du débat préalable par un vote) et aux sous-amendements de M. Guy Allouche n° 38 (cas du vote par l'Assemblée nationale d'une motion de censure), n° 39 et n° 40 (extension du champ référendaire), n° 41 et n° 42 (restriction apportée au champ référendaire). (p. 1404) : sur l'amendement n° 6 précité de la commission, s'oppose au sous-amendement n° 75 de M. Guy Allouche (soumission du projet de loi référendaire à un débat suivi d'un vote). (p. 1406, 1407) : article 89 de la Constitution. (p. 1411) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 70 de M. Michel Caldaguès (absence de vote à l'issue du débat), modifiant l'amendement n° 6 précité de la commission. (p. 1415) : sur l'amendement n° 6 précité de la commission, s'oppose au sous-amendement n° 42 de M. Guy Allouche (restrictions apportées au champ référendaire). (p. 1417) : sur l'amendement n° 6 précité de la commission, s'oppose au sous-amendement n° 44 de M. Guy Allouche (contrôle de constitutionnalité du texte soumis au référendum par le Conseil constitutionnel). (p. 1422) : sur l'amendement n° 6 précité de la commission, s'oppose au sous-amendement n° 43 de M. Guy Allouche (détermination des modalités d'application du présent article par une loi organique). (p. 1428) : accepte l'amendement n° 6 précité de la commission. Intérêt de l'amendement relatif au débat préalable devant le Parlement. Insertion du débat à un mauvais emplacement dans l'article 11. (p. 1429) : premier bilan de l'explosion qui a eu lieu sur la ligne du RER à la station Saint-Michel - **Art. 2 (le passage à une session ordinaire unique de neuf mois et le régime des séances)** (p. 1432, 1433) : s'en remet à la sagesse du Sénat, s'agissant des dates d'ouverture et de clôture de la session unique. Souhaite l'instauration d'un plafond de cent trente jours de séance. Accepte la procédure relative à la tenue de séances supplémentaires. Accepte la liberté donnée aux deux assemblées de déterminer dans leur règlement les jours et les horaires de séance dès lors que l'article 47 relatif à l'examen de la loi de finances est respecté. Souhaite une concertation entre les deux assemblées pour l'organisation d'un calendrier des travaux du Parlement. Sur l'amendement n° 7 de la commission (ouverture et fermeture de la session ordinaire, fixation du nombre maximum de jours de séance à cent vingt, jours supplémentaires de séance, semaines de séance, détermination des jours et horaires par le règlement de chaque assemblée), son sous-amendement n° 18 : instauration d'un plafond de cent trente jours de séance ; adopté. (p. 1435) : risque de dépassement systématique du plafond de cent vingt jours de séance. (p. 1437) : accepte l'amendement n° 7 précité de la commission - **Après l'art. 2** (p. 1438) : s'oppose à l'amendement n° 26 de M. Charles Lederman (inscription dans la Constitution d'un droit de veto au Conseil européen). Compromis de Luxembourg complété par le compromis de Ioannina. (p. 1440) : s'oppose à l'amendement n° 27 de M. Charles Lederman (association du Parlement à la politique menée par le Gouvernement à l'égard de l'Union européenne) - **Après l'art. 3** (p. 1441, 1442) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman n° 28 (contrôle par le Parlement de l'action du Gouvernement dans le domaine de l'application des lois) et n° 29 (extension du droit d'amendement des parlementaires, notamment en matière budgétaire). (p. 1443) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman n° 30 (inscription dans la Constitution des commissions d'enquête et de leurs conditions de création) et de M. Guy Allouche n° 64 (constitutionnalisation des commissions d'enquête). (p. 1445) : s'oppose aux amendements identiques n° 31 de M. Charles Lederman et n° 65 de M. Guy Allouche

(suppression du vote bloqué). (p. 1446) : s'oppose à l'amendement n° 32 de M. Charles Lederman (suppression de la possibilité pour le Gouvernement de déclarer l'urgence sur un texte) - **Art. 3 bis** (*temps consacré aux questions et à l'examen des propositions de loi*) (p. 1447, 1448) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 8 de la commission (maintien du principe d'une séance par semaine réservée par priorité aux questions des parlementaires et mise en place d'une séance par mois réservée par priorité à l'ordre du jour fixé par l'assemblée). Sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 78 de M. Guy Allouche (remplacement du mot "assemblée" par les mots "chaque assemblée") et accepte le sous-amendement n° 51 du même auteur (remplacement du mot "séance" par le mot "jour"). S'oppose à l'amendement n° 52 de M. Guy Allouche (droit pour chaque groupe politique d'inscrire à l'ordre du jour au moins trois propositions de loi de son choix). Sur l'amendement n° 8 précité de la commission, son sous-amendement n° 80 : fixation de l'ordre du jour des assemblées avec l'accord du Gouvernement ; rejeté. Questions d'actualité et pratique britannique du "question time" - **Après l'art. 3 bis** (p. 1450) : s'oppose à l'amendement n° 34 de M. Charles Lederman (inscription hebdomadaire à l'ordre du jour complémentaire des propositions de loi ou de résolution en nombre proportionnel à l'importance numérique de chaque groupe). (p. 1453, 1455) : s'oppose à l'amendement n° 9 de la commission (possibilité pour l'assemblée de se prononcer sur une motion de la commission approuvée par la majorité des membres qui la composent, tendant à l'adoption du texte en discussion modifié par les amendements proposés ou acceptés par la commission, le rejet de la motion entraînant le passage à la discussion des articles) et sur ce dernier, au sous-amendement n° 33 de M. Charles Lederman (nécessité d'un accord unanime de la conférence des présidents). Relation entre le travail en commission et le débat en séance publique. Incompatibilité du système proposé avec le droit d'amendement et les prérogatives du Gouvernement. Limitation du débat en séance publique. Dispositions prévues par la loi organique à élaborer - **Avant l'art. 4** (p. 1463) : s'oppose à l'amendement n° 35 de M. Charles Lederman (suppression du troisième alinéa de l'article 49 de la Constitution) - **Art. 5** (*le report de droit de la date normale de la clôture des sessions pour permettre la mise en oeuvre des procédures de la responsabilité gouvernementale devant le Parlement*) (p. 1464) : accepte l'amendement n° 10 de la commission (prise en compte du cas où l'application de l'article 49 est demandée) - **Après l'art. 5** (p. 1464) : s'oppose à l'amendement n° 54 de M. Guy Allouche (incompatibilité entre les fonctions ministérielles et un mandat local et impossibilité pour les ministres de retrouver leur siège lorsque leurs fonctions prennent fin) - **Art. 6** (*par priorité*) (*le nouveau régime de l'inviolabilité parlementaire*) (p. 1466, 1467) : sur l'amendement n° 11 de la commission (autorisation préalable pour les mesures privatives ou restrictives de liberté ainsi que pour toutes les poursuites engagées contre un parlementaire, durée de la suspension), son sous-amendement n° 20 : suppression de l'autorisation des poursuites ; rejeté. "Surmédiation" et politisation des procédures judiciaires suscitées par le dépôt d'une demande de main-levée d'une immunité parlementaire et le débat en séance publique. (p. 1471) : compte tenu du rejet de son sous-amendement n° 20, précité, modifiant l'amendement n° 11 précité de la commission, s'oppose à ce dernier amendement - **Après l'art. 6** (*par priorité*) : s'oppose à l'amendement n° 36 de M. Charles Lederman (principe de parité entre les hommes et les femmes pour un égal accès aux mandats électoraux) - **Art. 7** (*par priorité*) (*la suppression de l'article 1er de la Constitution instituant une Communauté et la renumérotation des articles 2 et 3*) (p. 1472) : son amendement rédactionnel n° 79 ; adopté - **Art. 13** (*par priorité*) (*l'abrogation des titres XIII et XVII de la Constitution*) (p. 1473, 1474) : demande le retrait de l'amendement n° 13 de M. Jacques Legendre, faute de quoi il s'y opposera (constitutionnalisation de la francophonie). Politique extérieure et politique de coopération - **Après l'art. 5** (*suite*) (p. 1476) : s'oppose à l'amendement n° 55 de M. Guy Allouche (ajout des mots "temporaire" ou "définitif" après les mots "le remplacement"). (p. 1478) : s'oppose aux

amendements de M. Guy Allouche, n° 56 (extension du domaine de la loi aux contraventions), n° 57 (mention des taxes parafiscales dans les impositions de toute nature), n° 58 (compétence du Parlement pour créer les établissements publics), n° 59 (compétence du Parlement pour fixer le statut des fonctionnaires des autres collectivités publiques), n° 60 (suppression de l'indication que la loi détermine les principes fondamentaux), n° 61 (soumission automatique au Conseil constitutionnel de l'ensemble des projets d'ordonnance), n° 62 (caducité des ordonnances non adoptées dans le délai fixé par la loi d'habilitation), n° 63 (augmentation du nombre des commissions permanentes), n° 66 (délai d'examen du projet de loi de finances) et n° 67 (démission du Gouvernement lorsqu'un projet de loi référendaire est repoussé). (p. 1480) : remerciements.

- **Explosion dans le RER** - (25 juillet 1995) (p. 1416) : informe le Sénat sur l'explosion qui s'est produite dans une rame du RER sur la ligne B, à la station Saint-Michel.

- **Projet de loi portant amnistie** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 0393 (94-95)]* - (26 juillet 1995) - **Discussion générale** (p. 1521, 1523) : infractions relatives à la pratique illégale de l'IVG. Rejet de l'amendement du Gouvernement. Transition vers des lois d'amnistie différentes.

- **Projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique, modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire et abrogeant les dispositions relatives à la Communauté et les dispositions transitoires** - *Deuxième lecture [n° 0397 (94-95)]* - (28 juillet 1995) - **Discussion générale** (p. 1703, 1704) : rappel sur le contenu de la révision constitutionnelle. Points de rapprochement entre les deux assemblées. Extension du champ du référendum. Organisation d'un débat parlementaire préalable au référendum. (p. 1705) : revalorisation du rôle du Parlement. Session unique et calendrier parlementaire, plafond des jours de séances, mécanisme nécessaire à la tenue de séances supplémentaires. Principe d'une séance mensuelle avec un ordre du jour fixé par chaque assemblée et adoption d'un seuil minimal d'une séance pour les questions orales. (p. 1706) : modification nécessaire des règlements de chaque assemblée. Inviolabilité parlementaire. (p. 1707) : pouvoir constituant parallèle des deux chambres. Importance du travail accompli - **Art. 1er** (*l'extension du champ du référendum législatif*) (p. 1720) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman n° 20 de suppression et n° 2 (suppression de l'extension du champ du référendum aux services publics qui concourent à la politique économique et sociale de la nation), ainsi qu'à l'amendement n° 5 de M. Guy Allouche (soumission au contrôle préalable du Conseil constitutionnel des projets de loi organique et ordinaire avant la consultation par référendum). (p. 1721) : figuration de l'enseignement dans les "principes politiques, économiques et sociaux" - **Après l'art. 1er** (p. 1723) : s'oppose à l'amendement n° 6 de M. Guy Allouche (instauration d'un contrôle de constitutionnalité sur les projets qui ont un caractère ordinaire ou organique) - **Art. 2** (*le passage à une session ordinaire unique de neuf mois et régime des séances*) (p. 1725, 1726) : s'oppose aux amendements de M. Guy Allouche n° 7 et n° 8 (mention seulement du début et de la fin de la session unique), n° 9 (suppression de toutes les mentions relatives au nombre de jours de séances, ainsi qu'aux jours, horaires, semaines et jours supplémentaires de séance), n° 10 et n° 11 (fixation des jours, des semaines et des heures de séance par le règlement des assemblées, sous réserve de texte constitutionnel de valeur supérieure traitant de cette matière). Liberté pour chaque assemblée d'organiser son travail : emploi du temps annuel et emploi du temps hebdomadaire. (p. 1727) : précision sur les jours supplémentaires. (p. 1728, 1729) : absence de remise en cause des dispositions constitutionnelles - **Art. 6** (*le nouveau régime de l'inviolabilité parlementaire*) (p. 1731) : s'oppose aux amendements de M. Guy Allouche n° 12 (autorisation de l'assemblée pendant la durée des sessions et du bureau en dehors de cette période pour toute demande d'arrestation ou

toute mesure privative ou restrictive de liberté) et n° 13 (suppression de la limitation de la suspension des poursuites à la durée de la session). Autorisation donnée par le bureau de l'assemblée concernée dans tous les cas et lutte contre la "surmédiatisation". Tradition républicaine de suspension des poursuites jusqu'à la fin de la session. Nécessité d'une autorisation pour procéder à toute arrestation : la suspension, se terminant avec la fin de la session, ne peut entraîner de mise en détention sans nouvelle autorisation. (p. 1733) ; envoi d'une circulaire interprétative de la Constitution aux procureurs généraux. (p. 1736) : importance de cette réforme constitutionnelle. Session unique et accroissement du rôle du Parlement dans les institutions.

- **Projet de loi portant adaptation de la législation française aux dispositions de la convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime et tendant à améliorer la lutte contre le trafic de stupéfiants** [n° 0611 (93-94)] - (17 octobre 1995) - **Discussion générale** (p. 1862) : lutte contre toutes les formes d'utilisation des produits du crime. Convention de Strasbourg de 1990. (p. 1863) : lutte contre le trafic de stupéfiants : "proxénétisme de la drogue" et mineurs. Associations de lutte contre la toxicomanie et constitution de partie civile. Création d'un délit intentionnel général de blanchiment du produit de tout crime ou délit. (p. 1864) : question du blanchiment de la fraude fiscale. Etablissements financiers. Juridictions spécialisées en matière économique et financière. Délit douanier de blanchiment. (p. 1865) : régime de coopération internationale. (p. 1875) : principes du droit pénal. Politique de prévention. Développement de la toxicomanie et des activités criminelles - **Titre 1er (dispositions portant adaptation de la législation française à la convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime)** : son amendement n° 15 : modification de l'intitulé de cette division ; adopté - **Art. 1er (création d'une infraction générale de blanchiment des produits des crimes et des délits)** - **Art. 324-1 du code pénal (création d'un délit général de blanchiment)** (p. 1878, 1879) : s'oppose aux amendements n° 16 de M. Gérard Larcher (nouvelle rédaction) et n° 31 de M. Jacques Machet (suppression du mot "placement") et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 29 de ce dernier (mention du caractère intentionnel de l'infraction).

- **Suite de la discussion** - (18 octobre 1995) - **Art. 2 (blanchiment de l'argent provenant du trafic de stupéfiants)** (p. 1890) : s'oppose à l'amendement n° 32 de M. Jacques Machet (mention du caractère intentionnel de l'infraction) - **Après l'art. 3** (p. 1890, 1892) : s'oppose à l'amendement n° 2 de la commission (alignement du régime de la poursuite du blanchiment sur celui de l'infraction originelle). Problème du blanchiment de l'argent résultant d'une fraude fiscale. Portée juridique incertaine de cet amendement. Infraction économique et financière. Complication de la tâche des Parquets chargés de la poursuite - **Art. 4 (délit douanier de blanchiment)** : accepte les amendements de la commission n° 3 (caractère intentionnel du délit douanier de blanchiment) et n° 4 (suppression de la référence aux contraventions de troisième, de quatrième et de cinquième classe du code des douanes) - **Après l'art. 4** (p. 1893, 1894) : sur les amendements de M. Gérard Larcher, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 19 (extension de l'obligation de déclaration de soupçon aux courtiers d'assurances ou de réassurances) et s'oppose au n° 20 (obligation de déclaration de soupçon pour les professions non financières dès lors que les sommes en cause paraissent provenir d'activités criminelles). Concertation préalable avec les professionnels intéressés. Réalité du problème. (p. 1895, 1896) : sur les amendements de M. Gérard Larcher, accepte le n° 21 (renforcement de la coopération internationale administrative et judiciaire et rôle du TRACFIN) et s'oppose au n° 22 (levée du secret professionnel auquel sont astreintes les administrations qui, à l'occasion de leur mission, peuvent acquérir la connaissance d'informations utiles au service TRACFIN). Absence de modification de l'équilibre de la loi

du 12 juillet 1990. Pouvoirs exorbitants du droit commun d'un service de nature administrative sans contrôle de l'autorité judiciaire. Collectivités locales et procédure du contrôle de légalité. (p. 1898, 1899) : accepte les amendements de M. Gérard Larcher n° 24 (modification de la législation relative à la profession de changeur manuel) et n° 25 (collaboration entre la commission bancaire et la direction générale des douanes et droits indirects pour l'exercice du contrôle de la profession de changeur manuel), ce dernier sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 33 : information préalable du procureur de la République ; adopté. Renforcement du contrôle de la profession de changeur manuel. Rôle des agents des douanes. : accepte l'amendement n° 18 de M. Gérard Larcher (insertion d'un chapitre additionnel "Chapitre... Dispositions relatives à l'amélioration de la lutte contre le blanchiment"). Séparation entre le domaine législatif et le domaine réglementaire - **Art. 6 (cas de refus de coopération)** (p. 1900) : accepte les amendements de la commission, n° 5 rédactionnel, n° 6 (mise en conformité du 5° du sixième alinéa de l'article 6 avec la convention de Strasbourg), n° 7 et n° 8 rédactionnels - **Art. 8 (exécution en France d'une décision de confiscation prononcée par une juridiction étrangère)** (p. 1901) : accepte l'amendement rédactionnel n° 9 de la commission - **Art. 14 (provocation d'un mineur au trafic de stupéfiants)** (p. 1902) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 10 de la commission (insertion de ces dispositions dans un article spécial du code pénal) - **Art. 15 (exercice des droits reconnus à la partie civile par certaines associations)** (p. 1902) : accepte les amendements de la commission n° 11 et n° 12 (correction d'une erreur matérielle) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de coordination n° 13 de cette dernière - **Après l'art. 15** (p. 1903, 1904) : s'oppose aux amendements de M. Gérard Larcher n° 27 (incrimination des organisations criminelles) et n° 26 (mention dans l'intitulé du titre II de la criminalité organisée). Difficulté à définir juridiquement la criminalité organisée. Droit positif. Réflexion des services de la Chancellerie sur ce sujet - **Intitulé du projet de loi** (p. 1905) : son amendement n° 14 : nouvelle rédaction "Projet de loi relatif à la lutte contre le blanchiment, le trafic des stupéfiants et à la coopération internationale en matière de saisie et de confiscation des produits du crime" ; adopté.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime, faite à Strasbourg le 8 novembre 1990** [n° 0610 (93-94)] - (18 octobre 1995) - **Discussion générale** (p. 1905, 1906) : coopération internationale aux fins d'investigation et de confiscation des instruments et des produits du crime - **Sur l'ensemble** (p. 1908) : effets d'incitation de la ratification de la convention par la France.

- **Projet de loi relatif au trafic de stupéfiants en haute mer et portant adaptation de la législation française aux dispositions de l'article 17 de la convention des Nations Unies contre le trafic illicite des stupéfiants et substances psychotropes faite à Vienne le 20 décembre 1988** [n° 0029 (94-95)] - (18 octobre 1995) - **Discussion générale** (p. 1909 à 1910) : application plus efficace de la Convention des Nations Unies contre le trafic de stupéfiants - **Art. 2 (habilitation des commandants des bâtiments de l'Etat et des commandants de bord des aéronefs de l'Etat)** (p. 1911) : accepte l'amendement n° 1 de M. Jean-Marie Girault (prise en compte des mesures prévues par l'article 3) - **Titre 1er (des mesures prises à la demande d'un Etat partie à la Convention de Vienne)** (p. 1911) : accepte l'amendement de précision n° 2 de M. Jean-Marie Girault - **Art. 3 (mesures prises à la demande de l'Etat partie à la Convention de Vienne)** (p. 1912) : accepte l'amendement de coordination n° 3 de M. Jean-Marie Girault. (p. 1912) : accepte l'amendement rédactionnel n° 4 de M. Jean-Marie Girault - **Art. 5 (recherche et constatation des infractions)** (p. 1912) : accepte l'amendement n° 5 de M. Jean-Marie Girault (autorisation aux commandants de bord des aéronefs de l'Etat de participer à des contrôles). (p. 1913) : accepte l'amendement rédactionnel n° 6 de M. Jean-Marie Girault -

Intitulé du projet de loi (relatif au trafic de stupéfiants en haute mer et portant adaptation de la législation française aux dispositions de l'article 17 de la Convention des Nations-Unies contre le trafic illicite des stupéfiants et substances psychotropes faite à Vienne le 20 décembre 1988) (p. 1913) : accepte l'amendement rédactionnel n° 7 de M. Jean-Marie Girault.

- **Conclusions du rapport de M. Pierre Fauchon, fait au nom de la commission des lois, sur : la proposition de loi (n° 406, 94-95) de M. Jacques Larché déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à la responsabilité pénale des élus locaux pour des faits d'imprudence ou de négligence commis dans l'exercice des fonctions ; la proposition de loi (n° 255, 94-95) de M. Claude Huriet relative à la protection pénale des exécutifs locaux à raison des actes commis dans l'exercice de leurs fonctions ; et la proposition de loi (n° 361, 94-95) de M. Hubert Haenel déposée avec plusieurs de ses collègues, visant à étendre aux districts les règles applicables à la responsabilité des syndicats de communes pour les accidents survenus aux membres de leur comité et à leur président, en complétant l'article L.164-5 du code des communes [n° 406-255-361 (94-95)] - (26 octobre 1995) - Discussion générale (p. 2286, 2288) :** première application de la nouvelle procédure instaurée par la dernière révision constitutionnelle. Inscription par la Haute assemblée à son ordre du jour de cette proposition de loi d'origine sénatoriale. Pratique de la démocratie locale. Groupe de travail issu de la commission des lois. Analyse trop abstraite effectuée auparavant par les juridictions pénales en matière de responsabilité des élus. Constitution de groupes de travail à la Chancellerie et au Conseil d'Etat. Dépôt du rapport Fournier à la fin de l'année. Amendements du Gouvernement en complément du dispositif proposé par la commission des lois. Faute d'imprudence ou de négligence assimilable à un délit non-intentionnel. Conséquences du manquement à une obligation légale ou réglementaire. Cas des fautes commises par les subordonnés. Délinquance routière. Question de l'application de cette réforme à l'ensemble des citoyens. Réforme pénale plutôt que modification relative aux seules collectivités territoriales. Référence au principe dit "de l'appréciation in concreto". Introduction par le Gouvernement d'une disposition de cette nature dans la loi portant droits et obligations des fonctionnaires. Situation similaire des agents publics et des élus locaux. (p. 2289) : choix d'une modification du nouveau code pénal applicable à tous ou de dispositions spécifiques pour les élus locaux en excluant les fonctionnaires. Nécessité d'une clarification de la législation pénale. Souhaite une collaboration fructueuse entre la Haute assemblée et le Gouvernement. (p. 2290) : fixation par le Parlement de son ordre du jour. Bref historique de cette réforme.

- **Suite de la discussion - (14 novembre 1995) - Art. 1er (mise en cause de la responsabilité pénale des élus pour des faits d'imprudence ou de négligence) (p. 2497, 2498) :** ses amendements n° 10 : insertion dans le code des communes pour le maire ou un élu municipal ; et n° 11 : insertion dans le code des communes pour le président du conseil général ; adoptés. (p. 2499) : nécessité de rapporter la preuve sur le plan juridique dans le cadre de l'appréciation "in concreto" - **Après l'art. 1er (p. 2500) :** son amendement n° 12 : nouveau régime du code pénal à appliquer en matière de responsabilité des fonctionnaires ; adopté - **Intitulé de la proposition de loi (p. 2502) :** son amendement n° 13 : proposition de loi relative à la responsabilité pénale pour des faits d'imprudence ou de négligence ; adopté - **Sur l'ensemble (p. 2505) :** rétablissement inopportun d'un privilège de juridiction. Suppression de la présomption irréfragable de faute. Appréciation par le juge de l'ensemble des conditions au moment de l'acte. Assure les sénateurs de l'inscription prochaine de cette proposition de loi à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale.

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement sur la réforme de la protection sociale, suivie d'un débat et d'un vote - (15 novembre 1995) (p. 2553, 2558) :** institution

du régime universel d'assurance maladie. Egalité devant la retraite. Réforme des régimes spéciaux de retraite. Caisse de retraite des agents de la fonction publique de l'Etat. Soumission des allocations familiales à l'impôt sur le revenu. Politique familiale. Réforme de la CSG. Appel à la responsabilité. Réforme de l'organisation des caisses de sécurité sociale. Système d'hospitalisation. Dépenses de médecine ambulatoire. Création d'unions régionales de caisses d'assurance maladie. Rémunérations des médecins. Délivrance des médicaments. Réduction du déficit prévisionnel des comptes sociaux. Traitement de la dette sociale. Branche vieillesse. Prestations d'autonomie. Caisse nationale d'assurance vieillesse, CNAV. Prestations familiales. Branche maladie. Maîtrise médicalisée des dépenses. Législation par ordonnances. Secteur pharmaceutique. Chômage.

- **Projet de loi modifiant la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques [n° 0014 (95-96)] - (15 novembre 1995) - Discussion générale (p. 2559, 2560) :** représentativité du Conseil national des barreaux. Modification du mode de désignation des membres du Conseil national des barreaux et équilibre entre le barreau de Paris et les barreaux de province. Répartition des compétences entre la loi et le règlement. Prorogation du régime transitoire d'exercice de la consultation juridique et de la rédaction d'actes sous seing privé. Condition de diplôme et d'équivalence. (p. 2561) : nécessité d'adopter cette réforme dans les plus brefs délais - **Exception d'irrecevabilité (p. 2565, 2566) :** s'oppose à la motion n° 1 de la commission, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. Rationalisation du travail législatif. Respect de la répartition des compétences entre la loi et le règlement. Arguments en faveur de l'appartenance de ce projet de loi au domaine de la loi. (p. 2567) : indique que le Gouvernement a entendu le message de la commission - **Art. 1er (abrogation) (p. 2569) :** inéligibilité des avocats honoraires au Conseil national des barreaux qui n'ont que la qualité d'électeur à titre individuel - **Art. 3 (consultation juridique et rédaction d'actes sous seing privé) (p. 2570, 2571) :** condition de diplôme fixée pour exercer la nouvelle profession d'avocat. Problème de la rédaction de l'arrêté d'équivalence. Prorogation nécessaire du régime transitoire. S'oppose à l'amendement de suppression n° 2 de M. Bernard Joly. (p. 2572) : caractère préoccupant du vote du Sénat sur l'article 3.

- **Projet de loi organique pris pour l'application des dispositions de la loi constitutionnelle n° 95-880 du 4 août 1995 qui instituent une session parlementaire ordinaire unique [n° 0027 (95-96)] - (15 novembre 1995) - Discussion générale - commune avec celle du projet de loi n° 28 (95-96) (p. 2572) :** adaptation d'un certain nombre de dispositions législatives au nouveau régime de la session parlementaire ordinaire unique. (p. 2573) : projet de loi organique : durée du mandat des sénateurs et calendrier électoral. Projet de loi ordinaire : abrogation du dépôt de certains rapports et protection des parlementaires en vertu du principe d'inviolabilité. Révision constitutionnelle.

- **Projet de loi pris pour l'application des dispositions de la loi constitutionnelle n° 95-880 du 4 août 1995 qui instituent une session parlementaire ordinaire unique [n° 0028 (95-96)] - (15 novembre 1995) - Discussion générale - commune avec celle du projet de loi organique n° 27 (95-96) - Voir intervention sous le projet de loi organique n° 27 (p. 2572, 2573) - Après l'art. 1er (p. 2577, 2578) :** accepte l'amendement n° 1 de la commission (consécration légale de la coutume relative à la transmission des autorisations d'arrestation ou de toute mesure privative ou restrictive de liberté susceptible d'être prises à l'encontre d'un sénateur). (p. 2579) : nécessité d'une demande d'autorisation formulée par le procureur pour la garde à vue d'un parlementaire. Présentation de l'arrestation comme un terme générique désignant les mesures attentatoires à la liberté de mouvement des parlementaires : mandat d'arrêt, mandat de dépôt, détention provisoire, contrôle judiciaire et garde à vue - **Art. 5 (date de dépôt de rapports et de**

documents d'information institué par différentes dispositions législatives) (p. 2580) : accepte les amendements de la commission n° 2 (suppression du rapport sur l'état des régions sahariennes) et n° 3 (suppression du rapport des commissions départementales de report d'incorporation) - Après l'art. 5 : accepte l'amendement n° 4 de la commission (remplacement de la référence à la première ou à la seconde session du Parlement par la référence à la session ordinaire du Parlement dans l'ensemble des dispositions législatives) - Intitulé du projet de loi : accepte l'amendement n° 5 de la commission (mention de l'inviolabilité parlementaire).

- Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]

Deuxième partie :

Budgets annexes de la Légion d'honneur et de l'ordre de la Libération

- (27 novembre 1995) (p. 3158, 3160) : rétablissement de tous les décorés de la Légion d'honneur dans leurs droits à traitement. Décret du 24 avril 1991. Maisons d'éducation de Saint-Denis et de Saint-Germain-en-Laye. Anciens combattants de 1914-1918. Guerre de 1939-1945.

Justice

- (27 novembre 1995) (p. 3161, 3165) : priorité budgétaire de la justice. Programme pluriannuel pour la justice. Créations d'emplois. Cours et tribunaux. Mission confiée à M. Alain Lancelot. Effectifs des magistrats. Greffes. Recrutement de juges non professionnels à titre temporaire et d'assistants de justice. Administration pénitentiaire. Prise en charge en milieu ouvert. Juridictions administratives. Cours administratives d'appel. Effort nécessaire d'organisation et de gestion pour le secteur de la justice. Mesures relatives aux magistrats et fonctionnaires de la justice. Protection judiciaire de la jeunesse. Demande l'adoption de ce projet de budget. (p. 3174, 3175) : magistrats affectés à l'administration centrale de la justice. Fonctionnaires des services extérieurs. Plan pluriannuel pour la justice : prochaine parution des décrets d'application relatifs à la justice de proximité. Assistants de justice et conciliateurs. Greffes : créations d'emplois. Carte judiciaire. Juridictions administratives. Informatisation du tribunal administratif de Paris. Protection judiciaire de la jeunesse. (p. 3176, 3178) : répartition des nouveaux emplois de magistrats. Administration pénitentiaire. Prisons. Alternatives à l'incarcération. Exécution des peines en semi-liberté. Détention provisoire. Dispositions relatives aux retraites du personnel pénitentiaire. Protection judiciaire de la jeunesse. Prévention de la délinquance juvénile. Réponse pénale. Réparation pénale. Redéfinition des missions de la justice. Tribunal administratif en Seine-et-Marne. Conseil supérieur de la magistrature. (p. 3191, 3192) : créations d'emplois : priorité à la justice au quotidien des tribunaux d'instance et de grande instance. Détention provisoire. Procédures judiciaires : effort de règlement au stade précontentieux. Accès à l'aide juridictionnelle. Certificats de nationalité. Détenus : état sanitaire ; protocoles d'application de la loi de 1994 transférant le service de santé pénitentiaire à l'organisation hospitalière. Sida. (p. 3193) : drogue. Lutte contre le blanchiment de l'argent de la drogue. Cour d'appel d'Aix-en-Provence. Délinquance des mineurs. (p. 3194) : victimes. Dualité entre juridiction administrative et juridiction judiciaire - **Examen des crédits - Etat B - Titre III Cour d'appel de Douai.**

- **Proposition de loi autorisant un accès direct à leur dossier des personnes mises en examen [n° 0378 (94-95)] - (12 décembre 1995) - Discussion générale** (p. 4260) : dispositions de l'article 114 du code de procédure pénale et jurisprudence de la Cour de cassation. Communication par l'avocat des pièces de procédure à son client. Contrôle juridictionnel pour prévenir les communications abusives. Distinction entre les personnes mises en examen.

Propositions de la mission d'information du Sénat. Demande le rejet de la proposition de loi. (p. 4266, 4267) : responsabilités prises en légiférant. Liberté de la presse et liberté de publication.

- **Bilan des premiers mois de session unique - (21 décembre 1995) (p. 4646) : remerciements.**

- **Projet de loi modifiant la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques - Deuxième lecture [n° 0153 (95-96)] - (21 décembre 1995) - Discussion générale** (p. 4661, 4662) : nouveau système d'élection du Conseil national des barreaux. Problème restant des conditions de diplômes imposées pour la consultation et la rédaction d'actes juridiques. Question du report de l'entrée en vigueur de la condition de diplôme. Proposition de l'Assemblée nationale d'un arrêté relatif aux équivalences pris par le Gouvernement. Impératif de sécurité juridique. Délai transitoire d'une année adoptée par l'Assemblée nationale. (p. 4663) : protection des usagers du droit. Objectif du projet d'arrêté.

TRÉGOUËT (René), sénateur (Rhône) RPR.

Réélu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 13 octobre 1995).

Membre titulaire de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (JO Lois et décrets du 13 octobre 1995).

Membre titulaire du Conseil national de l'information statistique jusqu'au 25 octobre 1995.

Membre titulaire du Comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics jusqu'au 15 novembre 1995.

Membre titulaire du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Membre titulaire du comité d'orientation des programmes de la société Télévision du savoir (article 24 du décret n° 95-70 du 20 janvier 1995) (JO Lois et décrets du 28 juin 1995).

Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et télécommunications (JO Lois et décrets du 15 novembre 1995).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de résolution [n° 306 (94-95)], présentée en application de l'article 73 bis du Règlement, par M. Jacques Oudin, sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1996 : aperçu général (n° E-422) [n° 0323 (94-95)] (21 juin 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 7 juin 1995) - **Communautés européennes.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Technologies de l'information et poste [n° 0077 (95-96), tome 3 annexe 39] (21 novembre 1995) - **Lois de finances.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne, sur l'avenir des

télécommunications en Europe (propositions d'actes communautaires E-467, E-508 et E-509) [n° 0090 (95-96)] (23 novembre 1995) - Union européenne.

Proposition de résolution, présentée en application de l'article 73 bis du Règlement, sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à l'interconnexion dans le secteur des télécommunications : garantir le service universel et l'interopérabilité en appliquant les principes de fournitures d'un réseau ouvert (ONP) (n° E 467), le projet de directive de la Commission modifiant la directive de la Commission 90/388/CEE et concernant l'ouverture complète du marché des télécommunications à la concurrence (n° E 508) et le projet de directive de la Commission modifiant la directive 90/388/CEE en ce qui concerne les communications mobiles et personnelles (n° E 509) [n° 0091 (95-96)] (23 novembre 1995) - Communautés européennes.

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, visant à améliorer la protection des jeunes enfants face à certains programmes télévisés excessivement violents ou choquants [n° 0096 (95-96)] (27 novembre 1995) - Audiovisuel.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 9 (JO Débats du 20 octobre 1995) (p. 1980) - Ministère : Premier ministre - *Confiance en la politique du Gouvernement* - Réponse le 20 octobre 1995 (p. 1980) - Politique générale

INTERVENTIONS

- **Résolution [n° 331 (94-95)], adoptée par la commission des finances, en application de l'article 73 bis, alinéa 8, du règlement, sur l'avant-projet de budget des Communautés européennes pour 1996 : aperçu général (n° E-422). [n° 0346 (94-95)] - (6 juillet 1995) - Discussion générale - Rapporteur de la commission des finances (p. 946, 948; 957) : procédure budgétaire européenne. Plafonds des dépenses du budget communautaire. Estimation de la Commission. Examen des recettes. Contribution de la France. Prévisions de recettes. TVA. Dépenses. Crédits de la politique agricole commune, PAC. Politiques internes. Actions externes.**

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Education nationale, enseignement supérieur, recherche et insertion professionnelle - III - Recherche

- (4 décembre 1995) - Rapporteur spécial de la commission des finances (p. 3732) : effort national de recherche. (p. 3733) : éléments chiffrés. Programmes pluriannuels dans l'aéronautique civile. Eparpillement du financement de la recherche. Dépenses intérieures de recherche et de développement, DIRD. Réduction de l'écart entre les autorisations de programme et les crédits de paiement. Place de la recherche fondamentale. Fonds de la recherche et de la technologie, FRT. (p. 3734) : situation du Centre national de la recherche scientifique, CNRS. Institut national de la santé et de la recherche médicale, INSERM. Institut national de la recherche agronomique, INRA. Situation des établissements publics industriels et commerciaux. Gel presque total des recrutements et problème du taux de renouvellement des effectifs. (p. 3735) : mobilité des chercheurs. Recherche et entreprises. Crédit d'impôt recherche. Relation entre l'enseignement supérieur et la recherche. Rappel historique.

Technologies de l'information et Poste

- (7 décembre 1995) - Rapporteur spécial de la commission des finances (p. 3977, 3979) : présentation des crédits. Centre national d'études spatiales, CNES. Programmes nationaux. Agence spatiale européenne. Station spatiale internationale Alpha. Importance de la recherche sur les propulseurs. Société européenne de propulsion. Autoroutes de l'information. Plate-formes nationales et régionales d'expérimentation. La Poste. Changement de statut de France Télécom. Accords internationaux passés par France Télécom. Accord avec Deutsch Telekom. Avis favorable de la commission des finances à l'adoption de ces crédits.

TREILLE (Georges), sénateur (Deux-Sèvres) UC-R.

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères.

TRUCY (François), sénateur (Var) RI.

Réélu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des finances ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995) ; puis secrétaire (JO Lois et décrets du 6 octobre 1995).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1995 (19 décembre 1995).

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Défense - Dépenses ordinaires [n° 0077 (95-96), tome 3 annexe 47] (21 novembre 1995) - Lois de finances.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076]**

Deuxième partie :

Coopération

- (29 novembre 1995) (p. 3399) : lutte contre la polygamie et l'excision. Immigration. Le groupe des RI votera ce projet de budget.

Défense

- (6 décembre 1995) - Rapporteur spécial de la commission des finances, pour les dépenses ordinaires (p. 3853, 3856) : organisation des opérations extérieures. Lutte contre la menace terroriste. Armée de métier ou conscription. Réduction des effectifs militaires. Format des armées. Information du Parlement sur les budgets de programme. Rôle de l'administration centrale. Question de l'effectif de la gendarmerie. Réforme de la protection sociale. Conseil supérieur de la fonction militaire. Régime de sécurité sociale des militaires. Accepte les crédits du titre III de ce projet de budget - **Examen des crédits - Art. 35 (crédits du titre III)**

(p. 3895) : s'oppose à l'amendement de M. Jean-Luc Bécart, n° II-92 (suppression de postes militaires professionnels de l'armée de terre) - Art. 36 (*crédits des titres V et VI*) (p. 3897) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Luc Bécart n° II-93 (suppression des crédits pour les essais nucléaires) et n° II-94 (suppression des crédits pour le programme d'adaptation à la limitation des essais nucléaires, PALEN).

Articles non rattachés :

- (9 décembre 1995) - Art. 54 (*révision des seuils d'imposition des plus-values sur cessions de valeurs mobilières et titres assimilés*) (p. 4145) : soutient l'amendement n° II-83 de M. Michel Pelchat (exonération de l'impôt sur le revenu des plus-values réalisées lors de la cession de valeurs détenues depuis plus de huit ans). Fiscalité sur les plus-values la plus forte d'Europe. (p. 4147) : mesure susceptible de stimuler la petite épargne.

TÜRK (Alex), sénateur (Nord) NI.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant amnistie [n° 0341 (94-95)] - Suite de la discussion** - (18 juillet 1995) - **Après l'art. 15** (p. 1100) : son amendement, soutenu par M. Hubert Durand-Chastel, n° 19 : travailleurs indépendants et professionnels libéraux ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Discussion des articles de la première partie :

- **Suite de la discussion** - (23 novembre 1995) - **Art. 6** (*réforme de la transmission d'entreprise*) (p. 2805) : son amendement, soutenu par M. Jacques Habert, n° I-257 : référence aux dispositions du code civil ; devenu sans objet.

Deuxième partie :

Intérieur, réforme de l'Etat, décentralisation et citoyenneté

- (2 décembre 1995) (p. 3603, 3605) : lutte contre la toxicomanie dans les secteurs ruraux. Relations avec les Pays-Bas. Actions des services de police. Vigilance et fermeté. Relations avec la Belgique. Prise de conscience des autorités néerlandaises. Lieux de vente clandestins.

U

ULRICH (Maurice), sénateur (Paris) RPR.

Réélu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre suppléant de la Commission supérieure de codification.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi étendant dans les territoires d'outre-mer certaines dispositions du code de la route et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte (12 janvier 1995).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant la loi n° 88-1028 du 9 novembre 1988 portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998 et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer (12 janvier 1995).

V

VALADE (Jacques), sénateur (Gironde) RPR.

Elu vice-président du Sénat (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances ; puis membre de la commission des affaires culturelles (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques ; puis membre suppléant (JO Lois et décrets du 13 octobre 1995).

VALLET (André), sénateur (Bouches-du-Rhône) RDE, puis RDSE.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois ; puis membre de la commission des affaires économiques (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

VALLON (Pierre), sénateur (Rhône) UC.

N'a pas été réélu aux élections sénatoriales du 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires culturelles.

Membre titulaire de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire du Conseil national du tourisme.

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires culturelles, à la suite d'une mission d'information effectuée du 18 au 28 septembre 1994 aux Etats-Unis, chargée d'étudier le développement aux Etats-Unis des nouveaux services de communication audiovisuelle ainsi que l'industrie "multimédia" [n° 0245 (94-95)] (5 avril 1995) - Etats-Unis d'Amérique.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 6 (JO Débats du 30 juin 1995) (p. 760) - Ministère : Culture - *Conflit entre les producteurs et les artistes interprètes de la musique* - Réponse le 30 juin 1995 (p. 761) - Musique

VASSELLE (Alain), sénateur (Oise) RPR.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire du Comité national des retraités et des personnes âgées (JO Lois et décrets du 6 avril 1995).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant le contrat initiative-emploi (27 juillet 1995).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à réformer la protection sociale (15 décembre 1995).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à modifier l'octroi de l'aide médicale gratuite aux personnes bénéficiaires du revenu minimum d'insertion [n° 0272 (94-95)] retirée le 7 octobre 1995 (16 mai 1995) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 avril 1995) - Action sanitaire et sociale.

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, visant à modifier l'article L.164-5 du code des communes [n° 0281 (94-95)] (19 mai 1995) - Collectivités territoriales.

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à modifier l'octroi de l'article 189-2 du code de la famille et de l'aide sociale [n° 0030 (95-96)] (17 octobre 1995) - Action sanitaire et sociale.

Proposition de loi tendant à modifier l'article 12 de la loi 88-1088 du 1er décembre 1988 [n° 0040 (95-96)] (24 octobre 1995) - Politique économique et sociale.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 2 (95-96)] instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes [n° 0054 (95-96)] (26 octobre 1995) - Action sanitaire et sociale.

Avis, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Politique en faveur des personnes âgées [n° 0081 (95-96), tome 4] (21 novembre 1995) - Lois de finances.

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 225 (JO Débats du 2 décembre 1995) (p. 3576) - Ministère : Logement - *Assouplissement des conditions d'accès aux prêts pour l'acquisition de logements anciens* - Réponse le 13 décembre 1995 (p. 4254) - Logement

INTERVENTIONS

- *Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture [n° 0089 (94-95)] - Suite de la discussion - (10 janvier 1995) - Art. 1er (objectifs de la politique agricole) (p. 64) : sur l'amendement n° 8 de la commission (nouvelle rédaction), ses sous-amendements n° 296 : prise en compte des règles de la politique agricole commune ; retiré ; et n° 297 : prise en compte des activités pastorales de la chasse, de la pêche et de celles afférentes au paysage ; adopté -*

Après l'art. 4 ter (p. 83) : se déclare favorable à l'amendement n° 18 de la commission (sanction des pratiques de certains acheteurs qui imposent des conditions de vente ou de coopération commerciale inacceptables) - **Art. 5 (commission départementale d'orientation de l'agriculture)** (p. 84) : son amendement n° 260 : définition des conditions dans lesquelles le décret désignera les membres qui sont appelés à siéger à la commission départementale d'orientation de l'agriculture ; retiré - **Après l'art 5 (p. 91)** : se déclare opposé aux amendements identiques n° 96 de M. Adrien Gouteyron et n° 313 de M. Philippe Nachbar (prise en compte des références de production et des droits à aide) - **Art. 5 bis (contrôle des agrandissements ou réunions d'exploitations excédant le seuil fixé par le schéma départemental)** (p. 91) : son amendement de suppression n° 261 ; retiré - **Après l'art. 5 ter (p. 94)** : s'abstiendra lors du vote de l'amendement n° 280 de M. Jean-Paul Hammann (texte actuellement applicable en matière de contrôle des structures) - **Art. 6 (critères de répartition des droits à produire)** (p. 96) : son amendement n° 262 : avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture du département affecté par le prélèvement et celui de la commission départementale d'orientation de l'agriculture du département destinataire des droits ; retiré. (p. 97) : son amendement n° 263 : référence aux exploitations agricoles qui font l'objet d'un plan de développement ; devenu sans objet. (p. 102, 103) : se déclare opposé à l'amendement n° 321 de Mme Janine Bardou (octroi de droits à produire supplémentaires pour les jeunes agriculteurs qui s'installent dans des espaces difficiles) - **Après l'art. 41 (p. 114)** : se déclare favorable à l'amendement n° 291 du Gouvernement (taxe foncière sur les propriétés non bâties).

- **Suite de la discussion - (11 janvier 1995) - Avant la section 1 du titre II (p. 170)** : son amendement, soutenu par M. Jean-Paul Hammann, n° 272 : droit d'enregistrement des acquisitions foncières ; retiré - **Art. 12 (préretraite)** (p. 210) : ses amendements, soutenus par M. Jean-Paul Hammann, n° 264 : prorogation du dispositif d'une durée identique à celle de la politique agricole commune si celle-ci était reconduite au-delà de 1996 dans les mêmes conditions qu'à l'heure actuelle ; devenu sans objet ; et n° 265 : montant et condition d'attribution de la préretraite ; retiré - **Art. 14 (exonération de 50 % sur la taxe foncière sur les propriétés non bâties)** (p. 220) : son amendement, soutenu par M. Jean-Paul Hammann, n° 266 : application de cet article ; retiré - **Après l'art. 14 ter (p. 221)** : son amendement, soutenu par M. Jean-Paul Hammann, n° 294 : évaluation de l'exploitation lors de sa transmission ; retiré.

- **Suite de la discussion - (12 janvier 1995) - Après l'art. 17 (p. 239)** : quotas laitiers et betteraviers. Pluriactivité. (p. 240) : artisans et petits commerçants. Son amendement n° 295 : fixation par décret en Conseil d'Etat des conditions de cumul d'une activité professionnelle non salariée agricole avec un emploi à temps partiel dans la fonction publique territoriale ; réservé jusqu'après l'examen des articles - **Art. 19 (régime de faveur pour les associations de gestion de l'espace)** (p. 244, 245) : son amendement n° 267 : cas des espaces devenus incultes en raison de la politique agricole commune ; retiré - **Art. 24 (opérations d'aménagement foncier liés à la réalisation de grandes infrastructures - mesures conservatoires des opérations préalables au remembrement)** (p. 253) : son amendement n° 268 : remplacement des mots "tous bois" par les mots "tous espaces boisés" ; adopté - **Après l'art. 24 (p. 255, 257)** : son amendement n° 270 : possibilité pour les associations de protection de l'environnement agréées de demander le classement ; retiré - **Après l'art. 25 (p. 257)** : son amendement n° 269 : spécificité de l'agriculture biologique ; rejeté - **Après l'art. 26 (p. 259, 260)** : se déclare favorable aux amendements identiques n° 101 de M. Philippe François, n° 199 de M. Paul Caron et n° 317 de M. Philippe Nachbar (réciprocité des règles de recul entre les maisons d'habitation occupées par des tiers et les installations d'élevage) - **Art. 27 (extension à certains groupements d'employeurs d'exonération de charges sociales)** (p. 266) : intervient sur les amendements n° 60 de la commission (bénéfice de

l'exonération accordée aux groupements d'employeurs comportant des GAEC) et n° 75 de la commission des affaires sociales saisie pour avis (bénéfice de cette exonération accordée aux groupements d'employeurs comportant des groupements agricoles d'exploitation en commun, GAEC, et des exploitations agricoles à responsabilité limitée, EARL) - **Art. 27 bis (exonération de taxe professionnelle de certains groupements d'employeurs)** (p. 276) : intervient sur l'amendement n° 76 de la commission des affaires sociales saisie pour avis (définition du champ de l'exonération et prise d'effet de l'exonération en 1996) - **Après l'art. 33 (p. 275)** : sur l'amendement n° 132 de M. Philippe François (possibilité pour les agriculteurs en difficulté de se faire embaucher par les associations intermédiaires), son sous-amendement n° 298 ; retiré - **Après l'art. 35 (p. 284)** : son amendement n° 271 : extension à la profession agricole des dispositions prévues en faveur des professions libérales et commerciales par la loi Madelin ; retiré - **Après l'art. 17 (précédemment réservé p. 204)** (p. 303) : son amendement n° 295 : fixation par décret en Conseil d'Etat des conditions de cumul d'une activité professionnelle non salariée agricole avec un emploi à temps partiel dans la fonction publique territoriale - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 310) : texte attendu par la profession agricole. Atténuation des conséquences de la politique agricole commune. Avancées sociales. Votera ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement - Deuxième lecture [n° 0139 (94-95)] - (16 janvier 1995) - Art. 2 (commission nationale du débat public)** (p. 340) : son amendement n° 172 : saisine de la commission étendue aux conseils généraux ; retiré - **Art. 3 (modifications du régime des enquêtes publiques)** (p. 343) : sur l'amendement n° 18 de la commission (organisation obligatoire de réunions d'information pour les opérations importantes), son sous-amendement n° 173 ; retiré - **Art. 5 bis (action civile des personnes morales de droit public)** (p. 347) : son amendement n° 174 : fédérations départementales de chasseurs insérées dans la liste des organismes et des établissements publics ; retiré - **Art. 7 (conseil départemental de l'environnement)** (p. 350) : son amendement n° 175 : représentation des collectivités territoriales au sein du conseil ; retiré - **Art. 7 bis (comités régionaux de l'environnement)** (p. 351, 352) : son amendement n° 176 : participation des représentants des fédérations départementales de chasseurs ; retiré - **Art. 10 (expropriation des biens exposés à certains risques naturels prévisibles)** (p. 356, 357) : se déclare opposé à l'amendement n° 96 de la commission saisie pour avis (suppression d'une condition supplémentaire) - **Art. 10 bis (réduction du droit à indemnité)** (p. 360) : se déclare favorable à l'amendement de suppression n° 99 de la commission saisie pour avis - **Après l'art. 18 (p. 370, 371)** ; intervient sur l'amendement n° 152 de M. Lucien Lanier, repris par M. Philippe Marini (rôle des régions dans la gestion des eaux) - **Art. 19 (obligations des propriétaires riverains des cours d'eau non domaniaux)** (p. 371, 372) : ses amendements n° 177 de précision ; retiré ; et n° 178 : durée de validité du plan ; adopté - **Art. 24 bis (projets intercommunaux de gestion des espaces et du patrimoine - supprimé par l'Assemblée nationale)** (p. 382) : se déclare favorable à l'amendement de rétablissement n° 34 de la commission - **Art. 27 bis (gardes champêtres)** (p. 385) : intervient sur l'amendement n° 190 de M. Jacques Bellanger (possibilité de recruter des gardes champêtres étendue à la région) - **Après l'art. 29 (p. 388)** : se déclare opposé à l'amendement n° 93 de M. Ambroise Dupont (élargissement de l'assiette de la taxe sur les espaces naturels sensibles pour le financement des conseils d'architecture, d'environnement et d'urbanisme). Son amendement n° 179 : possibilité d'exonération de la taxe sur les espaces naturels sensibles ; adopté - **Art. 36 quater (protection des espèces et habitats naturels)** (p. 401) : son amendement n° 181 : introduction autorisée d'animaux dans le milieu naturel à des fins cynégétiques ; retiré. (p. 406, 408) : intervient sur les amendements n° 210 du Gouvernement (rôle de conservatoire d'espèces menacées joué par les parcs zoologiques et les jardins botaniques) et n° 171 de M. Pierre

Lacour (application de l'article 9 de la directive européenne n° 79-409) - **Art. 37 (modifications de la loi sur les déchets)** (p. 414, 415) : son amendement n° 182 : possibilité pour les collectivités de faire appel à des organismes bancaires ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - **Après l'art. 37 ter A** (p. 419) : se déclare favorable à l'amendement n° 153 de M. Lucien Lanier (participation de la région aux plans départementaux d'élimination des déchets ménagers) - **Art. 42 ter (limitation de durée des conventions de délégation de service public)** (p. 426) : se déclare favorable à l'amendement n° 10 du Gouvernement (champ d'application limité à l'eau potable, à l'assainissement et aux déchets et possibilité de dépassement de la durée de 20 ans sur justificatif).

- **Projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours [n° 0217 (94-95)] - Suite de la discussion - (28 juin 1995) - Art. 2 (compétences et missions des services d'incendie et de secours)** (p. 698, 699) : sur l'amendement n° 2 de la commission (participation aux secours d'urgence), son sous-amendement n° 116 : insertion de l'adverbe "éventuellement" après les mots "ils concourent, avec" ; retiré. Son amendement de repli n° 98 ; devenu sans objet. Exemple d'un accident survenu dans une entreprise dans le département de l'Oise. Son amendement n° 99 : interprétation du mot "accidents" ; retiré - **Art. 3 (emploi des services d'incendie et de secours)** (p. 701) : son amendement n° 100 : suppression des mots "pour l'emploi" ; retiré - **Art. 4 (règlement opérationnel)** : son amendement n° 101 : mise en oeuvre et coordination des moyens par le préfet et le maire ; rejeté - **Après l'art. 4** (p. 704, 705) : intervient sur l'amendement n° 85 de M. André Jourdain (possibilité pour le maire de solliciter les sapeurs-pompiers résidant dans la commune pour des activités d'intérêt général ou humanitaire). Corps des sapeurs-pompiers de première intervention. Pratique des maires de petites localités - **Art. 5 (composition du corps départemental de sapeurs-pompiers)** (p. 707) : son amendement n° 102 : référence au corps de sapeurs-pompiers de première intervention ; retiré - **Art. 7 (schéma départemental d'analyse et de couverture des risques)** (p. 709) : son amendement n° 103 : problème de la couverture des risques au niveau de solidarité appropriée ; rejeté - **Art. 8 (gestion des sapeurs-pompiers professionnels)** (p. 714) : son amendement n° 104 : nomination sur avis conforme du maire ; adopté - **Après l'art. 10** (p. 718) : son amendement n° 105 : service de santé des sapeurs-pompiers ; retiré.

- **Suite de la discussion - (29 juin 1995) - Art. 16 (mise à disposition de biens à titre gratuit)** (p. 736, 737) : ses amendements, soutenus par M. André Jourdain, n° 106, de précision ; adopté ; et n° 107 : prise en charge des impôts locaux dans la convention ; retiré - **Art. 20 (commission consultative départementale)** (p. 738, 739) : son amendement n° 108 : augmentation de la représentation des élus locaux ; rejeté - **Art. 22 (commission nationale)** : son amendement n° 109 : amélioration de la représentation des élus locaux au sein de la commission nationale ; retiré - **Art. 33 (composition de la commission administrative et technique)** (p. 744) : son amendement n° 113 : représentation des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires proportionnellement à leur corps respectif ; retiré - **Après l'art. 38** (p. 753, 754) : couverture des risques financiers à l'échelon national. Se déclare favorable à l'amendement de M. Jean Pépin n° 88 (instauration d'une taxe spécifique sur les produits pétroliers) - **Art. 41 (frais de formation des sapeurs-pompiers volontaires)** (p. 776) : son amendement n° 114 : financement de la formation par le service départemental d'incendie et de secours ; rejeté - **Art. 45 (centre opérationnel départemental d'incendie et de secours - centres de traitement de l'alerte)** (p. 779) : son amendement n° 115 : délai de trois ans pour la mise en place des centres ; devenu sans objet.

- **Projet de loi instituant le contrat initiative-emploi [n° 0358 (94-95)] - Suite de la discussion - (20 juillet 1995) - Art. 1er (institution du contrat initiative-emploi et suppression du contrat de retour à l'emploi) - Art. L. 322-4-**

2 du code du travail (publics visés et aides) (p. 1262) : se déclare favorable à l'amendement n° 47 de la commission (ouverture du CIE à d'autres catégories de personnes) - **Art. L. 322-4-4 du code du travail (régime juridique)** (p. 1274) : son amendement n° 42 : augmentation de 24 à 30 mois de la durée maximale du CIE sous contrat à durée déterminée ; retiré - **Après l'art. 4** (p. 1286) : sur l'amendement n° 40 de M. Pierre Lagourgue (application aux contrats d'accès à l'emploi, CAE, de certaines dispositions du CIE) son sous-amendement n° 50 ; adopté - **Art. 6 (dispositions transitoires)** (p. 1287) : intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (possibilité pour les bénéficiaires d'un CES, d'un emploi consolidé ou d'un contrat de travail avec une entreprise d'insertion de bénéficiaire du contrat du CIE sans attendre d'y avoir droit au terme d'une nouvelle année de chômage), ainsi que sur le sous-amendement n° 49 du Gouvernement - **Après l'art. 6** (p. 1288) : son amendement n° 46 : possibilité pour la fonction publique territoriale de conclure des CIE avec des agents contractuels ; retiré.

- **Proposition de loi tendant à relever de 18,60% à 20,60% le taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée à compter du 1er août 1995 - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 0386 (94-95)] - (20 juillet 1995) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 1273) : fonds de compensation pour la TVA, FCTVA. TVA appliquée aux services d'assainissement et des déchets ménagers. Avis favorable du groupe du RPR sur ce texte.**

- **Projet de loi relatif à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale [n° 0368 (94-95)] - Suite de la discussion - (20 juillet 1995) - Art. 1er (réduction de charges sociales patronales sur les bas salaires)** (p. 1296) : sur l'amendement n° 1 de la commission (nécessité de ne pas prendre en compte dans l'assiette de calcul diverses primes), son sous-amendement n° 13 ; devenu sans objet - **Art. 3 (contreparties)** (p. 1305) : se déclare opposé aux amendements identiques de suppression n° 11 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard et n° 18 de Mme Michelle Demessine.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 [n° 0379 (94-95)] - Suite de la discussion - (27 juillet 1995) - Discussion générale (p. 1561 à 1563) : mesures en faveur du logement. Volume des transactions immobilières. Construction de logements d'insertion et d'urgence. Mesures d'accompagnement social. Réhabilitation des logements anciens. Accession sociale à la propriété. Parc locatif privé. Approuvera ce projet de loi de finances rectificative - **Après l'art. 1er** (p. 1586) : intervient sur l'amendement de M. Raymond Soucaret n° 45 (harmonisation des règles fiscales appliquées aux structures d'accueil des personnes âgées) - **Art. 6 (versement au budget général des crédits de la dotation de développement rural)** (p. 1608 à 1611) : enquête auprès des départements sur la dotation de développement rural, DDR. Consommation des crédits. Son amendement de suppression n° 58 ; retiré. Impact économique de la DDR - **Art. 7 (contribution exceptionnelle des organismes collecteurs de la participation des employeurs à l'effort de construction)** (p. 1622) : nouvelle politique d'accession à la propriété. Difficultés des organismes d'HLM - **Après l'art. 18** (p. 1654) : ses amendements n° 59 : possibilité pour les propriétaires d'immeubles d'habitation de déduire de leur revenu global les déficits fonciers ; et n° 60 : limitation de la déduction ; retirés - **Art. 19 (relèvement de la déduction forfaitaire pour frais en matière de revenus fonciers)** (p. 1656) : son amendement n° 61, sur le même objet que l'amendement n° 17 de la commission (relèvement du taux de la déduction forfaitaire) ; retiré - **Après l'art. 19** (p. 1657) : son amendement n° 62 : réduction de la durée de détention de la résidence autre que celle d'occupation principale pour bénéficiaire de l'exonération d'impôt sur la plus-value de la vente ; retiré.**

- **Déclaration du Gouvernement sur la réforme de l'accession à la propriété, suivie d'un débat - (11 octobre**

1995) (p. 1819, 1822) : politique du logement. Droit au logement. Transactions immobilières. Logements anciens. Patrimoine rural. Quartiers anciens des villes. Rééquilibrage des aides en faveur de l'ancien. Prêt au taux de zéro pour cent. Limitation de l'aide à l'acquisition d'un logement ancien. HLM. Droits de mutation. Activité économique du bâtiment. Locations. Produit financier des organismes d'HLM. Taxation des surloyers.

- **Projet de loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes [n° 0002 (95-96)]** - (9 novembre 1995) - Rapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 2439 à 2444) : mise en application de l'allocation. Urgence du texte. Vieillesse de la population. Expérimentations menées dans douze départements. Gestion de la prestation. Conventions entre les départements et les caisses de sécurité sociale. Souhait d'une loi réformant la tarification des établissements pour la mise en application de la prestation. Nature et modalités de mise en oeuvre de la prestation. Nombreux textes réglementaires pour l'application du projet de loi. Condition de ressources. Gestion de la prestation. Possibilité de recours sur succession. Problème de transfert de charges entre les générations. Intervention du fonds de solidarité vieillesse, FSV. Charges pour les départements et modalités de leur participation. Désengagement de l'Etat. Nécessaire indexation des dépenses sur l'indice des prix. Conséquences du financement par le FSV sur son équilibre. Débat sur la protection sociale. Progression des dépenses d'aide sociale des collectivités locales. Financement par les communes.

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement sur la réforme de la protection sociale, suivie d'un débat et d'un vote** - (16 novembre 1995) (p. 2629, 2633) : équilibre financier du régime général. Branche vieillesse. Fonds de solidarité vieillesse. Allocation compensatrice pour tierce personne. Branche maladie. Réforme hospitalière. Fiscalisation des allocations familiales. Revenu minimum d'insertion, RMI.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Discussion des articles de la première partie :

- **Suite de la discussion** - (23 novembre 1995) - **Art. 9** (*institution d'une contribution sur les logements sociaux occupés par des locataires dépassant les plafonds de ressources et d'une contribution sur les produits financiers des organismes d'HLM*) (p. 2835, 2836) : ses amendements n° I-193 : organisation tous les deux ans par les organismes d'HLM d'une enquête en vue d'établir la liste des locataires soumis au paiement du surloyer ; devenu sans objet ; et n° I-194 : harmonisation entre la date d'application de la loi et les conditions de reversement à l'Etat des sommes collectées ; retiré. (p. 2838, 2839) : dispositif applicable aux quartiers dégradés et aux milieux ruraux défavorisés. Se déclare opposé aux amendements de suppression n° I-67 de Mme Marie-Claude Beaudeau et n° I-241 de M. André Vézinhel - **Après l'art. 9** (p. 2841, 2842) : son amendement n° I-222 : réduction du taux de la taxe additionnelle au droit de bail ; retiré - **Après l'art. 11** (p. 2853) : se déclare favorable à l'amendement n° I-208 de M. Philippe Marini (collectivités concernées à l'article 1648 A du code général des impôts).

Deuxième partie :

Logement

- (26 novembre 1995) (p. 3115, 3117) : droit au logement. Réforme du financement de l'accession à la propriété. Augmentation du nombre des sans-abri. Fonds de solidarité pour le logement. Taxation des surloyers. Prêt locatif aidé, PLA. Prime à l'amélioration du logement à usage locatif et à occupation sociale, PALULOS. Situation des organismes d'

HLM. Modalités du prêt à taux zéro. Soutient ce projet de budget.

Budget annexe des prestations sociales agricoles

- (28 novembre 1995) (p. 3256, 3257) : basculement total du financement professionnel sur le revenu des exploitants agricoles. Financement des dépenses du BAPSA au titre du Fonds de solidarité vieillesse, FSV. Charge et équilibre du FSV. Mission de contrôle du Parlement. Poids des aléas conjoncturels.

Environnement

- (1er décembre 1995) (p. 3528, 3530) : question de l'aide de l'Etat pour le traitement des déchets. Régulation des espèces animales sur le territoire. Aménagement du territoire. Incitation fiscale au recrutement de gardes de la nature. Qualité de l'air. Exemple de l'amélioration du carburant américain. Le groupe du RPR apportera son soutien à ce projet de budget.

Santé publique et services communs - Solidarité entre les générations

- (1er décembre 1995) - Rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales, pour la politique en faveur des personnes âgées (p. 3549, 3551) : régression des crédits budgétaires en faveur des personnes âgées. Certificat d'aptitude aux fonctions d'aide à domicile, CAFAD. Amélioration de la situation des auxiliaires de vie. Comité national des retraités et des personnes âgées, CNRPA. Programme d'humanisation des hospices. Fonds de solidarité vieillesse, FSV. Report de la mise en oeuvre de la prestation d'autonomie. Réduction du déficit de la branche "vieillesse". Nécessaire clarification des régimes spéciaux de retraite. Intérêt d'un système de retraite par points. Question de la répartition des fonds de pension. Problèmes liés à l'allocation compensatrice. Avis favorable sur l'adoption des crédits consacrés à la politique en faveur des personnes âgées.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 [n° 0119 (95-96)]** - **Suite de la discussion** - (20 décembre 1995) - **Art. 14** (*relèvement des seuils du régime simplifié d'imposition*) (p. 4550, 4551) : PME. Rôle des centres de gestion agréés et habilités. Experts-comptables. (p. 4555) : son amendement n° 4 : suppression du paragraphe II de cet article relatif à la compétence des centres de gestion agréés et habilités ; devenu sans objet. (p. 4560) : votera l'amendement n° 59 de la commission (champ d'intervention des centres de gestion agréés et habilités) - **Après l'art. 29** (p. 4585) : ses amendements n° 54, n° 53 et n° 52 : dispositif transitoire pour la prestation d'autonomie des personnes âgées ; irrecevable (article 45, alinéa 4, du règlement du Sénat).

VASSEUR (Philippe), ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

dans le Gouvernement Juppé le 18 mai 1995 (JO Lois et décrets du 19 mai 1995).

puis, *ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation* le 20 mai 1995 (JO Lois et décrets du 21 mai 1995).

Fin de ses fonctions ministérielles (démission du Gouvernement le 7 novembre 1995) (JO Lois et décrets du 8 novembre 1995).

puis, *ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation* dans le deuxième Gouvernement Juppé le 7 novembre 1995 (JO Lois et décrets du 8 novembre 1995).

En qualité de ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi relatif à la partie législative du livre VI (nouveau) du code rural [n° 0062 (95-96)] (9 novembre 1995) - Code rural.

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 7 de M. Marcel Daunay : **Pré retraite** (*Dispositif de préretraite des agriculteurs*) (JO Débats du 10 novembre 1995) (p. 2431).

n° 17 de M. Jean Huchon : **Elevage** (*Mesures en faveur de la production bovine*) (JO Débats du 23 novembre 1995) (p. 2815).

n° 21 de M. Jacques Machet : **Biocarburants** (*Biocarburants et environnement*) (JO Débats du 23 novembre 1995) (p. 2819).

Questions orales sans débat :

n° 197 de M. Guy CABANEL : **Elevage** (*Situation de la production ovine*) (JO Débats du 1er juillet 1995) (p. 834).

INTERVENTIONS

- **Résolution (n° 319, 94-95) adoptée par la commission des affaires économiques, en application de l'article 73 bis, alinéa 8, du règlement, sur la proposition de règlement (CE) du Conseil portant réforme de l'organisation commune du marché vitivinicole (n° E-401) [n° 275-284 (94-95)] - (29 juin 1995) - Discussion générale (p. 786, 787) :** responsabilisation de chaque Etat membre vis-à-vis des excédents. Application du principe de subsidiarité. Nouvelle Organisation commune des marchés. Constitution d'un système de contrôle et de sanction. Difficulté d'évaluation de la production communautaire à l'horizon du XXI^e siècle. Développement de la viticulture française - **Discussion de la résolution (p. 794) :** précise les conséquences négatives de l'amendement de la Commission n° 5 (suppression du quatrième alinéa prenant comme base de la réforme les propositions formulées par la Commission). S'oppose à l'amendement n° 4 de M. Louis Minetti (garantie du Gouvernement français sur cette réforme). Accepte l'amendement n° 1 de M. Roland Courteau (confirmation de la préférence communautaire). (p. 795) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 2 de M. Roland Courteau (harmonisation communautaire de la publicité pour

les boissons alcooliques). (p. 796) : accepte l'amendement n° 3 de M. Bernard Barbier (maintien du système interprofessionnel français).

- Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]

Deuxième partie :

Budget annexe des prestations sociales agricoles

- (28 novembre 1995) (p. 3246, 3247) : progression des prestations de vieillesse. Amélioration des retraites et diminution consécutive des allocations supplémentaires du Fonds de solidarité vieillesse, FSV. Réforme des pensions de réversion prévue par la loi de modernisation agricole. Nécessaire harmonisation des règles entre les régimes d'assurance vieillesse. Dépenses d'assurance maladie, maternité et invalidité. Prestations familiales. Achèvement de la réforme des cotisations. Démantèlement des taxes BAPSA. Origine des recettes. Engagement d'une solidarité à l'égard des agriculteurs. (p. 3258 à 3262) : retraites agricoles. Faiblesse des pensions. Harmonisation du régime de retraite agricole avec le régime général des salariés. Relèvement des petites pensions des anciens chefs d'exploitations. Réforme des règles de réversion. Coût d'une majoration de 10 % des retraites. Possibilité de mettre en place un dispositif inspiré du minimum contributif des salariés. Cotisations sociales des agriculteurs. Parité de l'effort contributif des agriculteurs au financement de leur régime social. Prise en charge des exonérations de cotisations des jeunes agriculteurs. Déduction des déficits. Rapport Moreau. Cotisations de retraite complémentaire et de prévoyance des agriculteurs. Gestion et action sociale des caisses de MSA. Problème des regroupements de caisses. Nécessaire respect du taux de parité pour les cotisations sociales des agriculteurs. Financement du BAPSA par les autres régimes sociaux et la collectivité. Légitimité d'une compensation démographique entre les régimes. Avenir du régime agricole. Souci de transparence des comptes. Attachement des agriculteurs à leur caisse - **Examen des crédits - Après l'art. 68 bis (p. 3263) :** s'oppose à l'amendement n° II-19 de M. Louis Minetti (instauration d'une retraite pour les agriculteurs représentant 80 % du SMIC).

Agriculture, pêche et alimentation

- (28 novembre 1995) (p. 3265 à 3270) : origine de la baisse du budget. Répartition de la réduction de crédits. Charte nationale d'installation des jeunes agriculteurs. Orientation du régime de pré-retraite en faveur de l'installation. Commission départementale d'orientation de l'agriculture, CDOA. Fonds pour l'installation et le développement des initiatives locales, FIDIL. Allègement des charges. Dispositions spécifiques en faveur des agriculteurs en difficulté. Assujettissement des coopératives agricoles à la contribution sociale de solidarité des sociétés, CSSS. Promotion de la chaîne agro-alimentaire. Hygiène alimentaire. Recherche et développement. Poursuite de la modernisation et de la réorganisation de la filière pêche. Fonds d'intervention et d'orientation des marchés des produits de la mer et des cultures marines, FIOM. Utilisation équilibrée de l'espace agricole et de l'espace forestier. Elevage. Mesures agri-environnementales. Fonds de gestion de l'espace rural. Enseignement et formation. Retours communautaires. Bilan de la réforme de la politique agricole commune. Echanges internationaux. Réforme de l'organisation commune du marché vitivinicole. Conférence annuelle agricole. (p. 3310 à 3318) : élevage. Création du Fonds de l'élevage. Alimentation animale. Situation des labels et autres appellations. Politique laitière. Anabolisants. Secteur des fruits et légumes. Connaissance du marché. Viticulture. Elargissement de l'Union européenne. Aménagement de la PAC. Négociations des accords de libre échange. Place de la France et de l'Union européenne sur les marchés mondiaux. Gestion des restitutions par la Commission. Pêche. Restructuration du mareyage et des

armements. Entreprises agroalimentaires. Institut national des appellations d'origine, INAO. Zones de montagne. Enseignement agricole. Enseignement agricole et politique de l'installation. Emploi dans l'enseignement public. Domaine des biocarburants. Conférence annuelle. Réforme de la fiscalité agricole. Extension du champ de la contribution sociale de solidarité des sociétés, CSSS, aux coopératives. Application de la TVA aux organismes bénéficiaires de crédit de l'Association nationale pour le développement agricole, ANDA. Fonds d'intervention pour le développement industriel local, FIDIL. Installation des jeunes agriculteurs. Crédits de bonification. Transferts de quotas laitiers. Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles, CNASEA. Mise aux normes des bâtiments d'élevage. Filière bois. Fonds forestier national. (p. 3319 à 3323) : Institut national des appellations d'origine, INAO. Subvention attribuée au Fonds d'intervention et d'organisation des marchés des produits de la pêche maritime et des cultures marines, FIOM. Moyens des associations départementales pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles, ADASEA. Délocalisation du Centre national d'aménagement des structures des exploitations agricoles, CNASEA. Accord euroméditerranéen d'association entre l'Union européenne et le Maroc. Subventions aux associations. Indemnisation des agriculteurs producteurs de pommes de terre dans le Pas-de-Calais. Aides de l'Office national interprofessionnel des viandes, de l'élevage et de l'agriculture, OFFIVAL. Organisation communautaire du marché des vins. Fonds pour l'installation et le développement des initiatives locales, FIDIL. Revalorisation des retraites - Examen des crédits - **Etat B - Titre III** : son amendement n° II-26 : réduction des crédits ; adopté - **Titre IV** (p. 3325) : son amendement n° II-27 : majoration des crédits ; adopté - **Etat C - Titre V** : son amendement n° II-28 : réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement ; adopté - **Titre VI** : son amendement n° II-29 : réduction des autorisations de programmes et des crédits de paiement ; adopté. (p. 3326) : demande le retrait de l'amendement n° II-22 de M. Roger Rigaudière (répartition en articles des crédits du chapitre "adaptation de l'appareil de production agricole") - **Art. 60 (bonification de la contribution des collectivités locales aux frais d'entretien des forêts)** (p. 3328) : s'oppose aux amendements de suppression n° II-12 de M. Fernand Tardy et n° II-18 de M. Louis Minetti et accepte les amendements identiques n° II-21 de la commission et n° II-2 de M. André Jourdain (montant de la redevance pour frais de garderie des forêts).

VECTEN (Albert), sénateur (Marne) UC.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Enseignement agricole [n° 0078 (95-96), tome 5] (21 novembre 1995) - Lois de finances.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programmation du "nouveau contrat pour l'école" [n° 0197 (94-95)] - Suite de la discussion - (5 juillet 1995) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 936) :** avec le groupe de l'UC, votera ce projet de loi de programmation.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Agriculture, pêche et alimentation

- (28 novembre 1995) - Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (enseignement agricole) (p. 3278, 3279) : rénovation de l'enseignement agricole. Traitement budgétaire de l'enseignement agricole. Dérive des dépenses de l'enseignement agricole. Besoin de l'enseignement agricole. Observatoire des formations. Accueil des élèves dans l'enseignement agricole public. Collaboration harmonieuse entre l'enseignement agricole public et l'enseignement agricole privé. Avis favorable de la commission des affaires culturelles à l'adoption des crédits de l'enseignement agricole.

VEIL (Simone), ministre d'Etat, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville.

Fin de ses fonctions ministérielles (démission du Gouvernement le 11 mai 1995) (JO Lois et décrets du 12 mai 1995).

VEYRINAS (Françoise de), secrétaire d'Etat aux quartiers en difficulté.

dans le Gouvernement Juppé le 18 mai 1995 (JO Lois et décrets du 19 mai 1995).

Fin de ses fonctions ministérielles (démission du Gouvernement le 7 novembre 1995) (JO Lois et décrets du 8 novembre 1995).

VÉZINHET (André), sénateur (Hérault) SOC.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles ; puis membre de la commission des affaires sociales (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi instituant le contrat initiative-emploi [n° 0358 (94-95)] - (19 juillet 1995) - Discussion générale - commune avec celle du projet de loi n° 368 (94-95) - (p. 1239, 1240) :** lutte contre le chômage. Contrat initiative-emploi, CIE. Dangers du financement du chômage. Problème de l'emploi.

- **Projet de loi relatif à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale [n° 0368 (94-95)] - (19 juillet 1995) - Discussion générale - commune avec celle du projet de loi n° 358 (94-95) - Voir intervention sous le projet de loi n° 358 (p. 1239, 1240).**

- **Projet de loi instituant le contrat initiative-emploi [n° 0358 (94-95)] - Suite de la discussion - (20 juillet 1995) - Art. 1er (institution du contrat initiative-emploi et suppression du contrat de retour à l'emploi) - Art. L. 322-4-2 du code du travail (publics visés et aides) (p. 1263) :** intervient sur l'amendement n° 47 de la commission (ouverture du CIE à d'autres catégories de personnes). Chômeurs de longue durée.

- **Projet de loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes [n° 0002 (95-96)] - (9 novembre 1995) - Discussion générale (p. 2456, 2458) :** évolution démographique de la population âgée dépendante. Intérêt de ce projet de loi. Disparités liées aux moyens financiers des départements. Coût et financement de l'hébergement des personnes âgées dépendantes. Absence de financement du dispositif proposé.

- Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]*Discussion générale :*

- **Suite de la discussion** - (22 novembre 1995) (p. 2722, 2723) : budget défavorable au parc locatif social. Taxation des organismes d'HLM au titre des surloyers. Hausse des aides à la pierre effectuée au détriment de l'aide au logement locatif. Prélèvement sur le dispositif du 1 % logement. Risques de transfert vers le prêt à taux zéro, des crédits aux prêts locatifs aidés, PLA, et des crédits aux primes à l'amélioration des logements à usage locatif et occupation sociale, PALULOS. Surévaluation du nombre de PALULOS, de PLA, et de PLA-prêts sociaux réalisables à partir des crédits proposés. Baisse de la contribution de l'Etat à l'aide personnalisée au logement, APL. Suppression des avantages fiscaux liés aux prêts d'accession à la propriété. Augmentation de l'aide au logement des étudiants. Mobilisation anticipée des remboursements d'aides accordées par l'Etat aux organismes du logement social.

Discussion des articles de la première partie :

- **Suite de la discussion** - (23 novembre 1995) - **Art. 7** (*mesures liées à la réforme de l'accession à la propriété*) (p. 2826) : son amendement de suppression n° I-240, soutenu par M. René Régnault ; rejeté - **Art. 9** (*institution d'une contribution sur les logements sociaux occupés par des locataires dépassant les plafonds de ressources et d'une contribution sur les produits financiers des organismes d'HLM*) (p. 2832, 2834) : ses amendements, soutenus par M. René Rouquet, n° I-241 de suppression ; rejeté ; et n° I-242 : contribution exceptionnelle limitée à la seule année 1996 ; devenu sans objet. (p. 2835, 2836) : ses amendements, soutenus par M. René Rouquet, n° I-243 : organisation tous les deux ans par les organismes d'HLM d'une enquête en vue d'établir la liste des locataires soumis au paiement du surloyer ; devenu sans objet ; n° I-244 : mesures transitoires ; n° I-245 : affectation du produit de la taxation sur les surloyers aux fonds de solidarité pour le logement ; et n° I-246 : suppression de la contribution prévue à l'article 302 bis ZC du code général des impôts ; rejetés.

- **Suite de la discussion** - (24 novembre 1995) - **Art. 16** (*institution d'une contribution annuelle des organismes collecteurs de la participation des employeurs à l'effort de construction*) (p. 2979) : son amendement de suppression n° I-250, soutenu par M. Jean-Pierre Masseret ; retiré.

Articles non rattachés :

- (9 décembre 1995) - **Avant l'art. 59 nonies** (p. 4201) : intervient sur l'amendement n° II-169 de M. Roland Courteau (exonération des coopératives agricoles d'insémination artificielle et de leurs unions du versement de la contribution sociale de solidarité des sociétés, CSSS). Insémination artificielle et amélioration du cheptel. (p. 4203) : se déclare favorable aux amendements identiques n° II-133 de M. Gérard César et n° II-154 de M. Henri de Raincourt (exonération des coopératives agricoles se consacrant à la vinification de la contribution sociale de solidarité des sociétés, CSSS). Coopératives viticoles et région Languedoc-Roussillon.

VIAL (Jean-Pierre), sénateur (Savoie) RPR.

Remplace le 2 novembre 1995 M. Michel Barnier, nommé ministre (JO Lois et décrets du 3 novembre 1995).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales (JO Lois et décrets du 10 novembre 1995) ; en démissionne, puis membre de la commission des affaires économiques (JO Lois et décrets du 22 décembre 1995).

VIDAL (Marcel), sénateur (Hérault) SOC.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre titulaire de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 13 octobre 1995).

Membre suppléant du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

Membre titulaire du conseil d'orientation du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou.

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Cinéma - Théâtre dramatique [n° 0078 (95-96), tome 2] (21 novembre 1995) - **Lois de finances.**

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]*Deuxième partie :***Culture**

- (27 novembre 1995) - Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles pour le cinéma et le théâtre dramatique (p. 3202, 3205) : salles de cinéma ; fréquentation ; salles multiplexes. Sociétés de financement des industries cinématographiques et audiovisuelles, SOFICA. Avantage fiscal. Réglementation de la diffusion des oeuvres cinématographiques par les autres médias. Conséquences de la directive "Télévision sans frontière". Encadrement de la fixation du prix des places de cinéma. Théâtres nationaux. Comédie française. Centres dramatiques nationaux. Compagnies indépendantes. Crise des théâtres privés. Propose l'adoption des crédits du cinéma et du théâtre dramatique. A titre personnel. (p. 3215, 3217) : effets néfastes du transfert des services de l'architecture au ministère de la culture. Diminution des crédits des écoles d'architecture. Patrimoine rural. Centre d'art et de culture Georges Pompidou. Institut de recherche et de coordination acoustique-musique, IRCAM. Accès des étudiants à la Bibliothèque nationale de France.

Agriculture, pêche et alimentation

- (28 novembre 1995) (p. 3301, 3302) : culture de l'olivier. Qualité des produits importés. Problème des friches. Viticulture. Enseignement agricole.

VIGOUROUX (Robert-Paul), sénateur (Bouches-du-Rhône)
RDE, puis RDSE.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]

Discussion des articles de la première partie :

- Suite de la discussion - (23 novembre 1995) - Art. 30 (montant du prélèvement effectué sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes) (p. 2864, 2865) : projet de budget communautaire. Retours communautaires. Actions extérieures. Construction de l'Europe. Le groupe du RDSE votera dans sa grande majorité l'article 30.

VILLEPIN (Xavier de), sénateur (Français établis hors de France) UC.

Réélu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Président de la commission des affaires étrangères ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995) ; puis président (JO Lois et décrets du 6 octobre 1995).

Membre titulaire de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 13 octobre 1995).

Membre titulaire de la Commission nationale des bourses de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 23 novembre 1995).

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne, sur la marche vers la monnaie unique [n° 0228 (94-95)] (1er mars 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 19 janvier 1995) - Union européenne.

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée en Colombie et au Venezuela du 25 janvier au 2 février 1995 [n° 0244 (94-95)] (5 avril 1995) - Amérique latine.

Participation au rapport d'information, fait, au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une visite effectuée à Bruxelles aux sièges de l'OTAN et de l'UEO le 10 janvier 1995 [n° 0257 (94-95)] (19 avril 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 avril 1995) - Défense.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur la prolifération nucléaire [n° 0311 (94-95)] (14 juin 1995) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 7 juin 1995) - Défense.

Proposition de résolution présentée, en application de l'article 73 bis du règlement, sur la recommandation de la Commission en vue des recommandations du Conseil visant à ce que soit mis un terme à la situation de déficit public en Belgique, au Danemark, en Grèce, en Espagne, en France, en Italie, aux Pays-Bas, en Autriche, au Portugal, en Finlande,

en Suède et au Royaume-Uni (application de l'article 104 C paragraphe 7 du traité instituant la Communauté européenne) (n° E 436) [n° 0330 (94-95)] (27 juin 1995) - Communautés européennes.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée en Russie du 22 au 25 mai 1995 [n° 0344 (94-95)] (29 juin 1995) - Russie.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 16 (JO Débats du 30 juin 1995) (p. 769) - Ministère : Affaires étrangères - Dévaluation du franc CFA - Réponse le 30 juin 1995 (p. 770) - Monnaie

INTERVENTIONS

- Déclaration du Gouvernement relative à la situation en ex-Yougoslavie, suivie d'un débat - (7 juin 1995) (p. 618, 620) : situation des soldats Casques bleus pris en otages. Estimation des possibilités d'un retour à la paix. Constitution d'une force de réaction rapide. Evaluation des contributions de la France et de la Grande-Bretagne. Conséquences d'un éventuel retrait de la FORPRONU.

- Projet de loi autorisant la ratification de la convention sur la protection des Alpes [n° 0128 (94-95)] - (25 octobre 1995) - Discussion générale (p. 2235, 2236) : en remplacement de M. Jacques Golliet, rapporteur de la commission des affaires étrangères. Prise de conscience d'une responsabilité collective à l'égard du patrimoine. Coopération effective entre les Etats et les organisations intéressées. Pas de modification du droit relatif à la protection de la montagne.

- Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Ukraine sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements [n° 0006 (95-96)] - (9 novembre 1995) - En remplacement de M. Yves Guéna, rapporteur de la commission des affaires étrangères - Discussion générale - commune avec celle du projet de loi n° 384, (94-95) (p. 2421, 2422) : enjeu des relations entre Paris et Kiev. Situation politique et économique de l'Ukraine depuis son indépendance. Relations avec la Russie. Coopération culturelle et administrative entre la France et l'Ukraine. Aide internationale à l'Ukraine dans le domaine de la sûreté nucléaire. Intégration de l'Ukraine au Conseil de l'Europe. Au nom de la commission des affaires étrangères, demande l'adoption des deux projets de loi.

- Projet de loi autorisant la ratification du traité d'entente et de coopération entre la République française et l'Ukraine [n° 0384 (94-95)] - (9 novembre 1995) - En remplacement de M. Yves Guéna, rapporteur de la commission des affaires étrangères - Discussion générale - commune avec celle du projet de loi n° 6 (95-96) - voir son intervention sous le projet de loi n° 6 (95-96) (p. 2421, 2422).

- Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]

Discussion générale :

- (21 novembre 1995) (p. 2686, 2688) : interdépendance de la lutte contre le chômage et de la lutte contre les déficits publics. Nécessaire réduction de la dette publique et des dépenses de fonctionnement de l'Etat. Insuffisante productivité des administrations. Perspectives de réforme fiscale. Redressement des comptes sociaux. Caractère essentiellement structurel des causes du chômage. Nécessaire réforme du dispositif de revenu minimum d'insertion, RMI.

Le groupe de l'Union centriste votera le projet de loi de finances pour 1996.

Discussion des articles de la première partie :

- (22 novembre 1995) - **Après l'art. 2** (p. 2746) : son amendement n° I-11 : engagement sur l'honneur pour les expatriés d'affecter leur bien immobilier à l'habitation principale dès leur retour en France ; retiré - **Art. 5** (*actualisation du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune et limitation des effets du plafonnement en fonction du revenu*) (p. 2772) : son amendement n° I-269 : extension de l'exonération de l'impôt de solidarité sur la fortune aux parts de sociétés civiles immobilières propriétaires d'un monument historique, pour leur fraction représentative des objets mobiliers exposés ; adopté.

- **Suite de la discussion** - (23 novembre 1995) - **Après l'art. 11** (p. 2851) : son amendement, soutenu par M. Jean-Jacques Hyest, n° I-13 : exonération totale de la taxe professionnelle pour les installations et les matériels affectés à la lutte contre la pollution ; retiré.

- **Suite de la discussion** - (25 novembre 1995) - **Explications de vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 3056) : déficit budgétaire. Hypothèses économiques. Vote de la première partie du projet de loi de finances par le groupe de l'Union centriste.

Deuxième partie :

Affaires étrangères

- (29 novembre 1995) (p. 3347, 3349) : instruments diplomatiques français. Action extérieure de la France. Réforme de l'aide publique au développement. Français établis à l'étranger. Français d'Algérie. Négociations de paix en ex-Yougoslavie. Union européenne. Conférence intergouvernementale. Relations avec les pays méditerranéens. Soutient l'action du Gouvernement.

Coopération

- (29 novembre 1995) (p. 3390, 3392) : situation en Afrique. Convention de Lomé. Aide publique au développement. Coopération entre les différents ministères. Dévaluation du franc CFA. Intégration régionale. Dette publique. Accepte ce projet de budget.

Défense

- (6 décembre 1995) (p. 3866, 3867) : budget de transition. Situation des crédits d'équipement. Crédibilité des lois de programmation militaire. Essais nucléaires. Plateau d'Albion. Aspect européen de la défense. Soutien de la commission des affaires étrangères à ce projet de budget.

Industrie (et commerce extérieur)

- (7 décembre 1995) (p. 3959, 3960) : excédent commercial français. Ventilation par secteur. Répartition géographique. Conséquences néfastes des pratiques de dévaluation compétitive au sein de la CEE. Dispositif d'encouragement à l'exportation des PME. Postes d'expansion économique à l'étranger. Vote de ce projet de budget par le groupe de l'Union centriste.

VINÇON (Serge), *sénateur (Cher) RPR.*

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

Membre suppléant de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale ; nouvelle nomination (JO Lois et décrets du 19 octobre 1995).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 307 (94-95)] autorisant l'approbation de l'accord international de 1994 sur le café [n° 0336 (94-95)] (28 juin 1995) - **Traités et conventions.**

Rapport, déposé au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 325 (94-95)] autorisant la ratification de la convention des Nations Unies sur le droit de la mer (ensemble neuf annexes) et de l'accord relatif à l'application de la partie XI de la convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 (ensemble une annexe) [n° 0021 (95-96)] (11 octobre 1995) - **Traités et conventions.**

Avis, présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1996 [n° 76 (95-96)] adopté par l'Assemblée nationale - Défense - Forces terrestres [n° 0080 (95-96), tome 6] (21 novembre 1995) - **Lois de finances.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [(n° 88 (95-96)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Sultanat d'Oman sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements [n° 0124 (95-96)] (13 décembre 1995) - **Traités et conventions.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement - Deuxième lecture** [n° 0139 (94-95)] - (16 janvier 1995) - **Après l'art. 36** (p. 395) : son amendement, soutenu par M. Emmanuel Hamel, n° 69 : date limite de déclaration des enclos piscicoles ; adopté.

- **Projet de loi portant transposition de la directive n° 93/7 du 15 mars 1993 du Conseil des Communautés européennes relative à la restitution des biens culturels ayant quitté illicitement le territoire d'un Etat membre** [n° 0237 (94-95)] - (12 juillet 1995) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1001) : renforcement de l'efficacité des dispositifs nationaux. Conditions de restitution des biens culturels. Le groupe du RPR votera ce projet de loi.

- **Proposition de loi tendant à relever de 18,60% à 20,60% le taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée à compter du 1er août 1995** [n° 0375 (94-95)] - (19 juillet 1995) - **Art. unique** (*fixation à 20,6% du taux normal de TVA*) - **Paragraphe 3** (*contrat de construction d'une maison individuelle*) (p. 1206) : soutient l'amendement n° 32 de Mme Maryse Bergé-Lavigne (prolongation de la durée du régime transitoire).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995** [n° 0379 (94-95)] - **Suite de la discussion** - (27 juillet 1995) - **Art. 9 et Etat A** (*équilibre général*) (p. 1640) : intervient sur l'article.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord international de 1994 sur le café** [n° 0307 (94-95)] -

(25 octobre 1995) - Rapporteur de la commission des affaires étrangères - **Discussion générale** (p. 2237, 2238) : transparence du marché. Intérêt des producteurs et des consommateurs de café.

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention des Nations unies sur le droit de la mer (ensemble neuf annexes) et de l'accord relatif à l'application de la partie XI de la convention des Nations unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 (ensemble une annexe) [n° 0325 (94-95)]** - (25 octobre 1995) - Rapporteur de la commission des affaires étrangères - **Discussion générale** (p. 2243 à 2245) : résolution des problèmes liés à la partie XI. La commission est unanimement favorable à l'adoption du projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Affaires étrangères

- (29 novembre 1995) (p. 3370, 3372) : restrictions budgétaires. Mouvements de crédits entre le ministère des affaires étrangères et celui de la coopération. Cohérence des choix budgétaires. Dépenses d'intervention. Action diplomatique. Missions d'aide et de coopération. Crédits de fonctionnement. Sécurité. Politique de dissuasion nucléaire. Rôle de la France en ex-Yougoslavie. Conférence intergouvernementale. Pourtour méditerranéen. Elargissement de l'Union européenne. Efficacité des institutions européennes. Rôle de l'Union de l'Europe occidentale, UEO. Votera ce projet de budget.

Aménagement du territoire, équipement et transports - II - Transports : 4. Transport aérien - 5. Météorologie - Budget annexe de l'aviation civile

- (5 décembre 1995) (p. 3801, 3802) : évoque deux anciens collègues, MM. Marcel Fortier et Ernest Cartigny. Situation d'Air France. Réduction des effectifs sans licenciements secs. Embauche de personnels navigants commerciaux avec un différentiel de coût. Construction aéronautique. Crédits de recherche. Stratégie de l'Europe face au regroupement des constructeurs américains. Avec le groupe du RPR, votera ce projet de budget.

Défense

- (6 décembre 1995) - Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, pour la section "forces terrestres" (p. 3860, 3862) : avis favorable sur ce projet de budget. Avenir du service national. Problèmes posés par le programme Tigre. Politique industrielle de défense. Réduction du format des armées. Création de postes d'engagé volontaire de l'armée de terre, EVAT. Augmentation des moyens consacrés aux opérations extérieures. Débat sur l'armée de métier. Avenir des services civils. Réforme du service militaire. Question du budget de l'Institut des hautes études de défense nationale, IHEDN.

VIZET (Robert), sénateur (Essonne) C.

Secrétaire du Sénat.

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des finances.

Membre titulaire de la Commission consultative chargée d'émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à relever de 18,60% à 20,60% le taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée à compter du 1^{er} août 1995 (19 juillet 1995).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1995 (27 juillet 1995).

DÉPÔTS

Proposition de résolution, déposée avec plusieurs de ses collègues, présentée en application de l'article 73 bis du Règlement sur l'avant-projet de budget des communautés européennes (n° E-422) [n° 0346 (94-95)] (4 juillet 1995) - **Communautés européennes.**

INTERVENTIONS

- **Résolution [n° 331 (94-95)], adoptée par la commission des finances, en application de l'article 73 bis, alinéa 8, du règlement, sur l'avant-projet de budget des Communautés européennes pour 1996 : aperçu général (n° E-422). [n° 0346 (94-95)]** - (6 juillet 1995) (p. 955, 957) : contribution française. Construction européenne. Déficit budgétaire. Dépenses. Politique agricole commune, PAC. Politique sociale. Harmonisation fiscale. TVA. Avis défavorable du groupe communiste sur ce texte.

- **Résolution (n° 359,94-95), adoptée par la commission des finances, en application de l'article 73 bis, alinéa 8, du règlement, sur la recommandation de la Commission en vue des recommandations du Conseil visant à ce que soit mis un terme à la situation de déficit public excessif en Belgique, au Danemark, en Grèce, en Espagne, en France, en Italie, aux Pays-Bas, en Autriche, au Portugal, en Finlande, en Suède et au Royaume-Uni (application de l'article 104 C, paragraphe 7, du traité instituant la Communauté européenne) (n° E-436). [n° 0330-0345 (94-95)]** - (6 juillet 1995) - **Examen de la résolution** (p. 970) : son amendement n° 1 : création d'emplois, opposition à l'adoption de la recommandation n° E-436 ; rejeté.

- **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1993 [n° 0351 (94-95)]** - (13 juillet 1995) - **Discussion générale** (p. 1016, 1018) : récession économique. Déficit budgétaire. Entreprises. Situation des comptes publics. Réduction des déficits publics. TVA. Accroissement de la CSG. Orientation globale de la politique budgétaire. Protection sociale. Fiscalité. Postes budgétaires en augmentation. Dépenses de solidarité nationale. Politique de l'emploi. Le groupe communiste ne votera pas ce projet de loi.

- **Proposition de loi tendant à relever de 18,60% à 20,60% le taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée à compter du 1^{er} août 1995 [n° 0375 (94-95)]** - (19 juillet 1995) - **Discussion générale** (p. 1185, 1188) : déficits publics. Sécurité sociale. Effets injustes et pernicieux de la hausse de la TVA. Collectivités locales. Déductions de TVA : profits des grandes entreprises de distribution. Vote du groupe communiste contre cette proposition de loi - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1195) : votera la motion n° 14 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - **Art. unique (fixation à 20,6% du taux normal de TVA)** (p. 1200, 1203) : ses amendements n° 2, de suppression, et n° 3 ; réduction du taux de la TVA, compensée par le relèvement du taux de l'impôt sur les sociétés ; rejetés - **Paragraphe 5 (communautés de communes et communautés de villes)** (p. 1207) : son amendement n° 4 : fonds de compensation pour la TVA ;

rejeté - **Après l'art. unique** (p. 1211, 1216) : ses amendements n° 5 et n° 6 : baisse du taux de la TVA sur les produits de première nécessité ; n° 7 : suppression du taux réduit de la TVA appliqué aux hôtels de luxe ; n° 9 : majoration du taux de TVA pour le caviar et pour les publications présentant un caractère pornographique ou incitant à la violence ; n° 8 : majoration du taux de TVA sur les produits de bijouterie ; n° 10 : majoration du taux de TVA sur les produits fabriqués avec les pelages de certaines espèces rares ; n° 11 : taux zéro de TVA pour les prescriptions pharmaceutiques ; n° 12 : taux zéro de TVA pour les publications de presse ; n° 13 : baisse du taux de TVA pour les abonnements EDF-GDF et de raccordement au réseau de chauffage urbain ; rejetés - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1219, 1220) : vote du groupe communiste contre cette proposition de loi.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1995 [n° 0379 (94-95)] - Suite de la discussion - (27 juillet 1995) - Question préalable** (p. 1573 à 1575) : soutient la motion n° 1 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable. Absence des recettes fiscales attendues. Caractère conjoncturel trompeur du projet de loi. Structure des prélèvements obligatoires. Financement de la protection sociale. Progression de la fiscalisation. (p. 1576) : allègement des charges salariales - **Après l'art. 1er** (p. 1583, 1584) : ses amendements n° 29 : baisse de la TVA sur les prestations de service funéraire ; et n° 30 : mise à contribution d'EDF pour réduire les déficits publics ; rejetés. (p. 1587) : son amendement n° 46 : réduction de la TVA frappant la construction ; rejeté - **Art. 2 (contribution de 10% assise sur l'impôt sur les sociétés)** (p. 1591) : son amendement n° 31 : taux d'imposition des bénéfices réinvestis et des bénéfices distribués ; rejeté - **Après l'art. 2** (p. 1595, 1597) : ses amendements n° 48 : retour des plus-values de cession d'actifs financiers dans le cadre général de l'application du barème de l'impôt sur le revenu ; et n° 47 : suppression de l'article 210 sexies du code général des impôts permettant de réduire le montant de l'impôt dû par les sociétés du produit de la rémunération des salariés les mieux rémunérés de l'entreprise ; rejetés - **Art. 3 (majoration de 10% de l'impôt de solidarité sur la fortune)** (p. 1599) : son amendement n° 32 : augmentation de la majoration de l'impôt de solidarité sur la fortune ; rejeté - **Après l'art. 3** (p. 1601) : ses amendements : n° 33 : détermination du revenu imposable des assujettis à l'impôt sur le revenu ; n° 49 : avoir fiscal attaché aux dividendes de sociétés françaises ; n° 64 : majoration de la sanction fiscale infligée aux redevables de l'impôt sur le revenu soumis à l'application de la tranche la plus élevée du barème dudit impôt ; n° 34 : réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile ; et n° 50 : mise en place de commissions départementales chargées d'examiner les dettes fiscales de redevables aux ressources modestes ; rejetés - **Art. 4 (extension de l'abattement sur les revenus mobiliers aux intérêts des comptes courants bloqués d'associés)** : son amendement de suppression n° 35, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet ; rejeté - **Art. 5 (affectation des recettes de privatisation du secteur public au désendettement de l'Etat)** (p. 1606, 1607) : son amendement n° 65 : réduction de la dette publique ; rejeté - **Art. 6 (versement au budget général des crédits de la dotation de développement rural)** (p. 1609) : son amendement de suppression n° 36, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet ; rejeté - **Après l'art. 6** (p. 1613) : son amendement n° 52 : imputation sur la base d'une régularisation de la dotation versée à chaque collectivité locale, des effets de la croissance à la progression de l'indice de la dotation ; rejeté - **Art. 7 (contribution exceptionnelle des organismes collecteurs de la participation des employeurs à l'effort de construction)** (p. 1618, 1619) : ses amendements n° 37 de suppression et n° 51 : affectation de la contribution exceptionnelle des organismes collecteurs de la participation des employeurs à l'effort de construction du logement locatif social ; rejetés. (p. 1623) : importance du financement du logement - **Art. 8 (suppression de la remise forfaitaire mensuelle sur les retenues pour pensions des fonctionnaires civils et militaires de l'Etat)** (p. 1626) : son amendement de suppression n° 38, soutenu par Mme Danielle Bidard-

Reydet ; rejeté - **Avant l'art. 9** (p. 1630, 1631) : sur l'amendement de la commission n° 13 (extension du dispositif à certaines entreprises publiques et à leurs filiales), son sous-amendement n° 66 : plafonnement de la réduction des droits de mutation ; rejeté. (p. 1636) : se déclare opposé à l'amendement de la commission n° 13 précité - **Art. 12 (dépenses ordinaires des services militaires - ouvertures)** (p. 1647) : participation de la France aux opérations de l'ONU en ex-Yougoslavie - **Après l'art. 12** (p. 1648) : ses amendements n° 70 : réduction de dépenses militaires pour augmenter le budget des affaires sociales ; n° 71 : augmentation des moyens destinés à la politique éducative ; n° 72 : majoration des crédits destinés à l'enseignement technique agricole public ; et, soutenus par Mme Danielle Bidard-Reydet, n° 73 : annulation de toute suppression d'autorisations de programme ou de crédits de paiement sur les organismes de recherche ; et n° 74 : moyens supplémentaires accordés pour répondre aux besoins en personnels de l'enseignement supérieur ; rejetés - **Après l'art. 14** (p. 1652) : son amendement n° 41 : modalités de gestion du fonds pour l'accès à la propriété créé par l'article 14 ; rejeté - **Avant l'art. 18** (p. 1653) : son amendement n° 67 : allongement de la durée des exonérations de taxes foncières ; rejeté - **Art. 19 (relèvement de la déduction forfaitaire pour frais en matière de revenus fonciers)** (p. 1655) : son amendement de suppression n° 43 ; rejeté - **Art. 20 (relèvement du plafond des versements ouvrant droit à la réduction d'impôt au titre des souscriptions en numéraire au capital de sociétés non cotées)** (p. 1660) : son amendement de suppression n° 44 ; rejeté - **Après l'art. 20** (p. 1662, 1663) : son amendement n° 68 : modification de la cotisation minimale de taxe professionnelle ; rejeté - **Avant l'art. 25** (p. 1678) : son amendement n° 69 : taxation des revenus financiers et immobiliers pour financer la sécurité sociale ; rejeté - **Après l'art. 28** (p. 1687) : se déclare opposé à l'amendement de la commission n° 127 (institution d'un nouvel état budgétaire récapitulatif en annexe de chaque loi de finances initiale l'ensemble des concours budgétaires et fiscaux de l'Etat à la protection sociale) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1693, 1694) : exigences des lois de finances. Avec les sénateurs communistes, votera contre le projet de loi de finances rectificative.

- **Congrès du Parlement: vote sur le projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire unique, modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire et abrogeant les dispositions relatives à la Communauté et les dispositions transitoires** - (31 juillet 1995) - **Explications de vote** (p. 14, 15) : danger de l'élargissement du champ d'application du référendum. Session unique du Parlement. Droits du Parlement : demande par les parlementaires communistes de la suppression des articles 40, 49-3, 44 et 45 de la Constitution. Immunité parlementaire. Vote des sénateurs communistes contre le projet de loi constitutionnelle.

VOILQUIN (Albert), sénateur (Vosges) RI.

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères.

Vice-président de la Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

W

WEBER (Henri), sénateur (Seine-Maritime) SOC.

Elu sénateur le 24 septembre 1995.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles (JO Lois et décrets du 5 octobre 1995).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

n° 11 (JO Débats du 20 octobre 1995) (p. 1981) - Ministère :
Education - *Conditions de travail dans les universités* -
Réponse le 20 octobre 1995 (p. 1982) - Universités

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1996 [n° 0076 (95-96)]**

Deuxième partie :

Education nationale, enseignement supérieur, recherche et insertion professionnelle - II - Enseignement supérieur

- (4 décembre 1995) (p. 3711) : mouvements étudiants et révision du budget de l'éducation nationale. (p. 3712) : importance de l'investissement dans l'éducation. Eléments chiffrés. Intégration des universités privées, financées par les collectivités territoriales, au service public de l'enseignement supérieur. (p. 3713) : nécessité d'une réforme de fonds de l'enseignement supérieur. Plan Université 2000. Insuffisance de la dotation de crédits. Dotations de postes : créations nettes et redéploiement. Concertation. (p. 3714) : éléments chiffrés relatifs aux créations d'emplois. Besoins d'encadrement. Statut social étudiant. Votera contre ce projet de budget.

Education nationale, enseignement supérieur, recherche et insertion professionnelle - III - Recherche

- (4 décembre 1995) (p. 3742) : évolution de la dépense intérieure de recherche et de développement, DIRD. (p. 3743) : insuffisance de l'effort national en faveur de la recherche. Emploi. Budget civil de recherche et de développement, BCRD. Caractère obsolète de la distinction entre recherche fondamentale et recherche appliquée. Financements par contrats ou par appels d'offres publiques ou privées. Décalage entre les autorisations de programme et les crédits de paiement. Le groupe socialiste ne votera pas ce projet de budget.